

HISTOIRE
CONTEMPORAINE

TOME PREMIER : 1789-1848

Cours classique d'Histoire Ancienne, Moderne et Contemporaine, avec tableaux généalogiques et synoptiques; 9 vol. in-12. — Chaque volume se vend séparément.

HISTOIRE ANCIENNE, HISTOIRE DE L'ORIENT, répondant au programme officiel de la Classe de Sixième, par E. Dottain, professeur d'histoire du lycée de Versailles : 2^e édition, revue et modifiée; 1 vol. in-12.

cart. 1 f. 75 c.
HISTOIRE DE LA GRÈCE ANCIENNE, répondant au programme officiel de la Classe de Cinquième, par E. Dottain : 2^e édition; 1 vol. in-12.

cart. 2 f. 50 c.
HISTOIRE ROMAINE, répondant au programme officiel de la Classe de Quatrième, par E. Maréchal, professeur d'histoire : 2^e édition, suivie d'un Appendice; 1 vol. in-12, avec cartes, gravures, plans de villes, types militaires, etc..

cart. 6 f.
HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, depuis 395 jusqu'en 1270, répondant au programme officiel de la Classe de Troisième, par H. Chevallier, professeur agrégé d'histoire : 7^e édition, augmentée d'un Appendice par E. Maréchal; 1 fort vol. in-12,

cart. 5 f.
HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, depuis 1270 jusqu'en 1610, répondant au programme officiel de la Classe de Seconde, par M.M. H. Chevallier et L. Todière, professeurs agrégés d'histoire des lycées : 9^e édition; 1 fort vol. in-12,

cart. 5 f.
HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, depuis 1610 jusqu'en 1789, répondant au programme officiel de la Classe de Rhétorique, par E. Maréchal, professeur d'histoire : 2^e édition; 1 fort vol. in-12.

cart. 6 f., 50 f.
HISTOIRE CONTEMPORAINE, depuis 1789 jusqu'à nos jours, répondant au programme officiel de la Classe de Philosophie, par E. Maréchal : 18^e édition, revue et augmentée; 3 vol. in-12,

cart. 11 f. — rel. toile, 13 f.
Chaque volume se vend séparément :
Tome I^{er}, 1789-1848, *cart. 4 f. — rel. toile, 5 f.*
Tome II, Europe, de 1848 à 1899, *cart. 5 f. — rel. toile, 6 f.*
Tome III, Amérique, Océanie, Asie, Afrique, au XIX^e siècle, *cart. 3 f. — rel. toile, 3 f. 75 c.*

CHOIX DE TEXTES POUR SERVIR A L'ÉTUDE DES INSTITUTIONS DE LA FRANCE, à l'usage des élèves de la Classe de Rhétorique, par M. F. Corréard, professeur agrégé d'histoire au lycée Charlemagne; 1 vol. in-12, *cart. 4 f.*

ATLAS COMPLET DE GÉOGRAPHIE CONTEMPORAINE, ANCIENNE, DU MOYEN AGE ET MODERNE, composé de 40 planches gravées sur acier et contenant 67 cartes coloriées à teintes plates avec lisérés, et accompagné de deux tableaux explicatifs sur l'administration politique et judiciaire de la France avant 1789, par H. Chevallier, professeur agrégé d'histoire et de géographie; 1 vol. in-folio, *rel. toile, 15 f.*

ATLAS DE GÉOGRAPHIE CONTEMPORAINE, composé de 20 belles planches gravées sur acier et contenant 32 cartes coloriées à teintes plates avec lisérés, par H. Chevallier; 1 vol. in-folio, *rel. toile, 8 f.*

Chaque Planche ou Tableau se vend séparément, 50 c.
La Carte d'Allemagne, d'un format double, séparément, 1 f.

ATLAS OROGRAPHIQUE ET HYDROGRAPHIQUE DES BASSINS DES GRANDS FLEUVES DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE, ÉDITION AVEC TRACÉ DES CHEMINS DE FER, composé de 17 planches, comprenant 14 bassins principaux et 51 bassins secondaires, avec une carte politique et administrative de la France et une grande carte d'ensemble complétant les bassins de l'Europe, par A. Vuillemin, géographe, officier d'académie; 1 vol. in-folio format Jésus, imprimé à quatre teintes, *rel. toile, 12 f. 50 c.*

ATLAS OROGRAPHIQUE ET HYDROGRAPHIQUE DES BASSINS DES GRANDS FLEUVES DE L'AMÉRIQUE DU NORD ET DE L'AMÉRIQUE DU SUD, édition avec tracé des chemins de fer, par A. Vuillemin; 1 vol. in-folio, composé de 7 planches imprimées à quatre teintes, *rel. toile, 6 f. 50 c.*

COURS D'HISTOIRE DE FRANCE, à l'usage des aspirants et aspirantes aux certificats d'études et aux brevets de capacité de l'enseignement primaire, par M. Choublier : 12^e édition, continuée jusqu'à nos jours; fort vol. in-12, *cart. 4 f.*



CONTEMPORAINE

DE 1789 A NOS JOURS

Par E. MARÉCHAL

PROFESSEUR D'HISTOIRE
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

— 11-E-117

DIX-HUITIÈME ÉDITION

TOME PREMIER : 1789-1848

SUIVI D'UN APPENDICE



IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CLASSIQUES

DELALAIN FRÈRES

115, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 115

Ouvrages du même auteur :

Histoire de la Civilisation ancienne, Orient, Grèce et Rome, par E. Maréchal, professeur d'histoire; 1 fort vol. in-12, avec 83 vignettes ou cartes dans le texte, cart. 4 f. — rel. toile, 5 f.

Biographie des Hommes illustres des temps anciens et modernes (civilisations primitives et monuments de l'Orient: législateurs, fondateurs, conquérants, patriotes, hommes d'Etat, hommes de guerre), à l'usage des classes préparatoires, par E. Maréchal, professeur d'histoire; in-12, avec vignettes,

cart. 1 f. 25 c.

Chronologie, Aide-Mémoire donnant les principaux faits historiques, de 395 à 1789, par ordre de dates, avec 25 Tableaux synchroniques présentant en regard les événements arrivés dans les divers pays à la même époque, par E. Maréchal, professeur d'histoire.

Cette Chronologie se divise en trois parties :

- Première Partie, de 395 à 1270; 1 vol. grand in-18, renfermant 12 tableaux, br. 1 f. 60 c.
- Deuxième Partie, de 1270 à 1610; 1 vol. grand in-18, renfermant 6 tableaux, br. 2 f.
- Troisième Partie, de 1610 à 1789; 1 vol. grand in-18, renfermant 7 tableaux, br. 2 f. 50 c.

Koupí od	<i>M. Tardivel</i>
Darem od	<i>M. Tardivel</i>
v	za Kčs
Inv čís:	35.979
Sign	

Toute contrefaçon sera poursuivie conformément aux lois;
tous les exemplaires sont revêtus de notre griffe.

ÚSTŘEDNÍ KNIHOVNA
PRÁVNICKÉ FAKULTY UJEP
STARÝ FOND

C. inv.: 01351

1899.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Depuis 1789 jusqu'à nos jours

TOME PREMIER : 1789-1848.

CHAPITRE I^{er}.

Géographie politique de l'Europe en 1789¹.

Transformations de la géographie politique de l'Europe au dix-huitième siècle. — Angleterre. — République des Provinces-Unies. — Espagne. — Portugal. — Allemagne. Le Saint-Empire romain. Les huit électeurs. — Les dix cercles de l'empire. — Autriche. — Prusse. — Les cantons suisses. Les Grisons. — Italie. Républiques de Venise et de Gènes. Royaume de Sardaigne. — Grand-duché de Toscane. États de l'Église. — Royaume des Deux-Siciles. — Chevaliers de Malte. — Danemark et Norwège. — Suède. — Pologne. — Empire ottoman. — Russie. — Résumé.

État moral de l'Europe au dix-huitième siècle. — L'Angleterre sous la maison de Hanovre; sa prépondérance maritime, son empire colonial. — La Russie sous Pierre le Grand et Catherine II: conquêtes sur la Suède et la Turquie; les trois partages de la Pologne. — La Suède sous Gustave III; le Danemark sous Frédéric V. — L'Autriche sous Joseph II. — La Prusse sous Frédéric II. — Portugal et Espagne: Pombal et d'Aranda. — Italie: Beccaria et Tannecc. — Fondation de la république des États-Unis d'Amérique.

Transformations de la géographie politique de l'Europe au dix-huitième siècle. — Les traités d'Utrecht (1713), de Rastadt et de Bade (1714) pour l'ouest et le sud de l'Europe, ceux de Passarowitz (1718) et de Nystad (1721) pour l'est et le nord, sont le point de départ de l'histoire diplomatique et de la géographie politique au dix-huitième siècle. Désormais, la prépondérance maritime appartient aux Anglais; les Bourbons règnent en Espagne; deux nouveaux royaumes existent: celui des Hohenzollern, en Prusse, et celui de la maison de Savoie,

1. Pour ce qui est relatif à la France, voir le chapitre II. Consulter, pour la Géographie politique de l'Europe, l'excellente carte de M. Chevallier: *Europe centrale* de 1648 à 1795.

en Italie; la décadence des Turcs commence; la Russie a enlevé la prépondérance aux Suédois sur la Baltique et ne cessera plus d'intervenir en Pologne. Les guerres de la succession de Pologne, de la succession d'Autriche, de Sept ans, les deux luites de Catherine II contre la Porte, enfin la guerre d'Amérique, amènent dans la constitution géographique des États de nouvelles modifications. La maison de Bourbon obtient à Parme et à Naples deux nouveaux trônes; la France perd ses colonies, qui tombent au pouvoir des Anglais; mais l'Angleterre perd l'Amérique, désormais indépendante. La Prusse enlève une province à l'Autriche; la Russie en conquiert plusieurs sur les Turcs; la Russie, l'Autriche et la Prusse partagent une première fois la Pologne. Voici, quels étaient, en 1789, à la suite de toutes ces transformations, les domaines de chacun des États européens.

Angleterre. — La Grande-Bretagne¹ comprenait 3 royaumes : 1^o l'Angleterre (Londres); 2^o l'Écosse² (Édimbourg); 3^o l'Irlande (Dublin). L'Angleterre formait 52 comtés, dont 42 pour le pays de Galles. En voici les noms : 1 Middlesex; 2 Essex; 3 Hertford; 4 Cambridge; 5 Suffolk; 6 Norfolk; 7 Sussex; 8 Kent; 9 Surrey; 10 Berk; 11 Wilts; 12 Hamp; 13 Dorset; 14 Somerset; 15 Devon; 16 Cornwall; 17 Buckingham; 18 Oxford; 19 Gloucester; 20 Bedford; 21 Huntingdon; 22 Rutland; 23 Lincoln; 24 Warwick; 25 Northampton; 26 Leicester; 27 Stafford; 28 Derby; 29 Nottingham; 30 Chester; 31 Shrop; 32 Worcester; 33 Hereford; 34 Monmouth; 35 York; 36 Lancaster; 37 Westmoreland; 38 Durham; 39 Cumberland; 40 Northumberland; dans le pays de Galles : 41 Glamorgan; 42 Brecknock; 43 Radnor; 44 Caermarthen; 45 Pembroke; 46 Cardigan; 47 Montgomery; 48 Merioneth; 49 Denbigh; 50 Flint; 51 Caernarvon; 52 île d'Anglesey.

L'Écosse était partagée en 33 comtés : 1 Édimbourg; 2 Haddington; 3 Berwick; 4 Roxburgh; 5 Selkirk; 6 Peebles; 7 Lanark; 8 Dumfries; 9 Wigton; 10 Kirkcudbright; 11 Ayr; 12 Dumbarton; 13 Bute; 14 Caithness; 15 Renfrew; 16 Stirling; 17 Linlithgow; 18 Argyle; 19 Perth; 20 Kincardine; 21 Aberdeen; 22 Inverness; 23 Nairne; 24 Cromarty; 25 Fife; 26 Angus ou Forfar; 27 Banff; 28 Sutherland; 29 Clarkman-

1. Le roi d'Angleterre possédait de plus sur le continent l'Électorat de Hanovre, dont le gouvernement était entièrement distinct de celui de la Grande-Bretagne.

2. L'Écosse avait eu son parlement spécial jusqu'en 1707; l'Irlande garde le sien jusqu'en 1800.

nan; 30 Kinross; 31 Ross; 32 Murray ou Elgin; 33 les Orcades et Shetland. Les îles Hébrides étaient partagées entre les trois comtés d'Argyle, d'Inverness et de Ross.

L'Irlande était divisée en 32 comtés. 9 se trouvaient au nord, dans l'Ulster : 1 Londonderry; 2 Antrim; 3 Down; 4 Armagh; 5 Monaghan; 6 Cavan; 7 Fermanagh; 8 Tyrone; 9 Donegal ou Tyrconnel. 12 étaient compris dans le Leinster, à l'est : 1 Dublin; 2 Louth; 3 Eastmeath; 4 Westmeath; 5 Kildare; 6 King's-county; 7 Queen's-county; 8 Wicklow; 9 Carlow; 10 Longford; 11 Wexford; 12 Kilkenny. 6 se trouvaient dans le Munster, au sud : 1 Waterford; 2 Cork; 3 Kerry; 4 Limerick; 5 Tipperary; 6 Clare. 5 étaient contenus dans le Connaught, à l'ouest : 1 Leitrim; 2 Sligo; 3 Mayo; 4 Roscommon; 5 Galway.

Outre les trois îles normandes, Aurigny, Guernsey, Jersey, les Anglais possédaient encore en Europe la place forte de Gibraltar, au sud de l'Espagne, conquise en 1704, et cédée par le traité d'Utrecht en 1713. En Afrique, l'embouchure de la Gambie, la côte de Sierra-Leone, l'île de Sainte-Hélène, étaient anglaises. En Asie, la compagnie des Indes orientales possédait déjà un vaste empire que l'Acte régulateur (1773-1774) avait partagé en 3 présidences : 1^o Calcutta ou Bengale, dans la vallée du Gange; 2^o Madras, à l'est, sur la côte de Coromandel; 3^o Bombay, à l'ouest, sur la côte de Malabar. Dans l'Océanie, que le plus illustre des marins de ce siècle, le capitaine Cook, venait d'explorer dans toutes ses parties, les Anglais prenaient pied sur la côte sud-est de la Nouvelle-Hollande, d'abord à Botany-bay, puis à Sydney, sur le Port-Jackson (1788). En Amérique, si la Grande-Bretagne avait perdu les États-Unis, elle conservait le Canada avec Québec, la Nouvelle-Écosse ou Acadie, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, l'île Saint-Jean, l'île du cap Breton, en un mot toute la Nouvelle-Bretagne; de plus, une partie de la Guyane, les Bermudes, les Bahama ou Lucayes, la Jamaïque, la Barboude, la Barbade, Saint-Vincent, la Dominique, Antigua, Montserrat, Nevis, la Grenade, les Grenadilles, etc. Chaque jour voyait grandir les possessions britanniques dans les deux hémisphères⁴.

République des Provinces-Unies. — La république des Provinces-Unies, gouvernée par un stathouder de la maison d'Orange, suivait de loin l'Angleterre dans la voie des entre-

1. L'Angleterre et l'Écosse avaient en 1750 une population de 7,517,000 habitants; en 1801 elles en auront une de 10,942,000. La population de l'Irlande n'était pas encore exactement déterminée.

prises coloniales. Elle comprenait en Europe 7 provinces : 1^o *Hollande (Amsterdam, la Haye, Leyde, Haarlem, Gouda, Rotterdam, Delft, Dordrecht, Gorcum, Alkmaar, Hoorn)*; 2^o *Zélande (Middelbourg, Flessingue)*; 3^o *Gueldre (Nimègue, Arnheim, Zutphen)*; 4^o *Utrecht (Utrecht et Ysselstein)*; 5^o *Over-Yssel (Deventer, Kampen, Zwolle)*; 6^o *Frise (Lewarden)*; 7^o *Groningue (Groningue et Delfzijl)*. Elle possédait encore *Bois-le-Duc* et *Grave*, dans le *Brabant*; *Berg-op-Zoom*, *Breda*, *Willemstadt*, *Maëstricht* et le *Limbourg hollandais (Fauquemont, Dalem, Rolduc, Venloo)*, et l'extrémité septentrionale de la *Flandre*.

Les colonies hollandaises étaient : en Afrique, *Saint-George de la Mine*, sur la côte de Guinée, et le cap de *Bonne-Espérance*, si important comme point de relâche sur la route de l'Indoustan; en Asie, l'île de *Ceylan*, avec *Cochin*, sur la côte de Malabar, *Palicate* sur la côte de Coromandel, et le comptoir de *Detsima*, près de Nangasaki (Japon); en Océanie, la belle île de *Java* avec le port de *Batavia*, et une partie de l'île de *Sumatra*, dans l'archipel de la *Sonde*; les *Moluques*, l'île *Cé-lèbes*, une partie de *Timor*, une partie de *Bornéo*; en Amérique, la *Guyane hollandaise*, entre les fleuves *Maroni* et *Corentin*, avec *Surinam*; les îles de *Saint-Eustache*, *Curaçao*, *Arouba*, *Saba*, *Buen-Ayre*, et une partie de *Saint-Martin*, aux Antilles.

Espagne. — La suprématie que l'Angleterre et la Hollande exerçaient dans les deux Indes, elles l'avaient acquise surtout aux dépens des Espagnols et des Portugais. Privée de ses possessions extérieures en Europe par le traité d'Utrecht, l'Espagne comprenait encore dans la Péninsule : le *royaume de Galice*; le *royaume de Léon (Léon et Asturies)*; les *Provinces basques (Biscaye, Guipuscoa, Alava)*; le *royaume de Navarre*; le *royaume d'Aragon (Aragon, Catalogne, Valence)*; le *royaume de Castille (Vieille et Nouvelle)*; le *royaume de Murcie*; l'*Estramadure*; l'*Andalousie*, subdivisée en *royaumes de Séville, Cordoue, Jaen, Grenade*, enfin les îles *Balears (Majorque, Minorque, Ivoïça, Formentera et Cabrera)*.

Les possessions espagnoles aux *Indes occidentales* (Amérique du Nord et du Sud) comprenaient 4 *vice-royautés (Mexique, Nouvelle-Grenade, Pérou, Buenos-Ayres)*, et 3 *capitaineries générales (Chili, Caracas, Guatémala)*, auxquelles il faut ajouter la *Louisiane*, la *Floride*, *Cuba*, *Puerto-Rico* et la partie orientale de *Santo-Domingo*. *Oran*, *Ceuta*, les îles *Canaries*, *Annobon*, *Fernando-Po*, en Afrique; les *Philippines* et les *Mariannes*, en

Océanie, complétaient la liste des possessions espagnoles. C'était encore un empire immense, mais dont les dix-neuf vingtièmes, avant quarante ans, devaient échapper à la métropole¹.

Portugal. — Le Portugal s'étendait, comme aujourd'hui, entre le *Minho* et la *Gadiana*. Il comprenait 6 provinces : 1 l'*Estrémadure (Lisbonne)*; 2 l'*Alentejo (Evora)*; 3 les *Algarvès (Tavira)*; 4 le *Beira (Lamego)*; 5 le *Tras-os-Montes (Bragance)*; 6 l'*Entre-Douro-et-Minho (Braga)*. Il possédait de plus : en Amérique, la magnifique colonie du *Bésil*; dans l'océan Atlantique, les *Açores*, *Madère*, les îles du *Cap-Vert*, les îles du *Prince* et de *Saint-Thomas*; sur le continent africain, les *capitaineries générales* du *Congo* à l'ouest, de *Mozambique* à l'est, *Goa* et *Diu* dans l'*Hindoustan*, *Macao* en Chine, une partie de *Timor* en Océanie.

Allemagne. Le *Saint-Empire romain*. Les huit électeurs. — En 1789, comme au moyen âge, l'Allemagne portait le nom de *Saint-Empire romain*. En principe, l'empire était toujours électif; en fait, sauf une seule exception² au dix-huitième siècle, c'est sur le chef de la maison d'Autriche que se portait invariablement le choix des électeurs. La plupart du temps même, l'empereur leur faisait élire, de son vivant, son héritier présomptif comme roi des Romains³.

Les princes revêtus de la dignité électorale étaient au nombre de huit. Il y avait d'abord les sept électeurs reconnus par la Bulle d'Or en 1356 :

- 1^o L'archevêque de Trèves;
- 2^o L'archevêque de Cologne;
- 3^o L'archevêque de Mayence;
- 4^o Le margrave de Brandebourg (roi de Prusse depuis 1701);
- 5^o Le duc de Saxe;
- 6^o Le roi de Bohême (l'empereur, la Bohême étant autrichienne);
- 7^o Le comte palatin du Rhin, devenu par héritage duc de

1. L'Espagne comptait en 1763 environ 9 millions d'habitants.

2. Après 1740, lorsque, à la mort de Charles VI, il ne resta plus d'héritier mâle de la maison de Habsbourg, le choix des électeurs se porta sur le duc de Bavière, qui devint empereur sous le nom de Charles VII. Mais ce prince étant mort à son tour, en 1745, François de Lorraine, grand-duc de Toscane, qui avait épousé la reine de Hongrie Marie-Thérèse, fille et héritière de Charles VI, fut élu empereur sous le nom de François II et fonda la maison de Lorraine-Habsbourg. Son fils aîné Joseph II lui avait succédé en 1765.

3. C'est le titre que portait le prince élu du vivant de l'empereur pour lui succéder.

Bavière, en 1777, ce qui avait confondu deux électorats en un seul. L'électorat de Bavière avait été institué en 1623. En 1789, les possessions bavaroises comprenaient le *palatinat du Rhin*, le *duché de Juliers*, le *duché de Berg*, le *duché de Neuburg*, le pays de *Sulzbach*, la *Haute-Bavière* (*Munich, Ingolstadt, Donauwerth*), la *Basse-Bavière* (*Landshut et Straubing*), le *landgraviat de Leuchtenberg*, le *comté de Haag*, les seigneuries de *Pyrbäum*, de *Hohenwaldeck*, de *Breiteneck*.

8° Le huitième électeur était le *duc de Brunswick-Lunebourg* ou de *Hanovre* (électeur depuis 1692, roi d'Angleterre depuis 1714).

Outre les huit électorats, l'Allemagne renfermait d'innombrables États souverains, évêchés, duchés, principautés, comtés, burgraviats, villes libres impériales, villes hanséatiques, etc. Toutes les affaires générales étaient réglées dans des *diètes* tenues à Francfort-sur-le-Mein, où avait lieu le couronnement de l'empereur, ou bien à Ratisbonne, à Augsbourg, à Passau, à Spire, à Worms.

Les dix cercles de l'Empire. — Le Saint-Empire romain était divisé en dix cercles :

1° Le *cercle d'Autriche*, comprenant, outre les possessions autrichiennes, les évêchés de *Trente* et de *Brixen*;

2° Le *cercle de Bourgogne*, formé par les Pays-Bas autrichiens;

3° Le *cercle du Bas-Rhin*, contenant les trois électorats ecclésiastiques de *Trèves* (avec *Trèves, Coblenz* et *Hermanstein* ou *Ehrenbreistein*), *Cologne* (avec *Bonn, Andernach, Neuss*), *Mayence* (avec *Heiligenstadt*, dans l'*Eichsfeld*¹, et *Königstein*, en *Wettérvie*²), le *Palatinat* (avec *Heidelberg, Wimpfen, Manheim, Frankenthal*), etc.;

4° Le *cercle du Haut-Rhin*, contenant une partie du *Palatinat* (*Stimmern, Kaiserslautern, Veldenz, Sponheim*), les évêchés de *Spire, Worms, Bâle, Fulde*; l'*abbaye de Prüm*; les deux *landgraviats* de *Hesse-Cassel* et de *Hesse-Darmstadt*, les quatre *principautés* de *Nassau* (*Weilbourg, Usingen, Idstein* et *Sarrebrück*), les deux *principautés* de *Waldeck*, le *duché de Deux-Ponts*, les comtés de *Linange, de Hanau, de Solms, d'Isenbourg*, les *villes libres impériales* de *Worms, Spire, Francfort-sur-le-Mein, Friedberg, Wetzlar*, etc.;

1. L'Eichsfeld était compris dans le cercle de Haute-Saxe.

2. La Wettérvie faisait partie du cercle du Haut-Rhin.

5° Le *cercle de Souabe*, renfermant le *duché de Wurtemberg* (*Stuttgart, Tubingue*, avec le *comté de Monbéliard*, enclavé en France), le *margraviat de Bade* (*Baden-Baden, Rastadt, Durlach, Carlsruhe*), les évêchés de *Constance* et d'*Augsbourg*, les *prieurés* de *Kempten* et d'*Ellwangen*, les comtés de *Lichtenstein*, de *Hohenzollern-Sigmaringen* et *Hohenzollern-Hechingen*, de *Furstenberg*, d'*Oettingen*, de *Königseck*, les *villes libres impériales* d'*Augsbourg, Ulm, Gemund, Heilbronn, Rottweil, Hall, Überlingen, Nordlingen, Eslingen, Reutlingen, Offenbourg, Isny*, etc.

6° Le *cercle de Bavière*, comprenant, outre le *duché de Bavière*, l'*archevêché de Salzbourg*, les évêchés de *Passau, Ratisbonne, Freisingen*, le *comté d'Ortenbourg*, la *prévôté de Berchtholsgraden*, la *ville libre impériale de Ratisbonne*, etc.;

7° Le *cercle de Franconie*, contenant les *principautés d'Anspach*, de *Bayreuth*, appartenant toutes deux à la maison de *Hohenzollern*, *Wertheim*, les comtés de *Henneberg*, de *Schwartzenberg*, de *Reineck*, les *villes libres impériales* de *Nuremberg, Rothenburg, Schweinfurt, Weissenburg, Windsheim*, les évêchés de *Bamberg, Eichstedt, Wurtzbourg*, etc.;

8° Le *cercle de Haute-Saxe*, comprenant l'électorat de *Brandebourg*, l'électorat de *Saxe*, les duchés de *Weimar, Gotha, Cobourg, Eisenach, Altenbourg, Erfurth*, les quatre *principautés d'Anhalt* (*Dessau, Cöthen, Zerbst, Bernbourg*), les deux *principautés de Schwarzbourg* (*Rudolstadt et Sondershausen*), les domaines de la maison de *Reuss* (*Greitz, Schleitz, Lobenstein, Ebersdorf*), etc.;

9° Le *cercle de Basse-Saxe*, comprenant les duchés de *Holstein* (au Danemark), de *Brunswick-Wolfenbüttel* et de *Hanovre* ou *Brunswick-Lünebourg-Zell*, de *Mecklenbourg-Schwerin-Güstrow* et *Mecklenbourg-Strelitz*, les *villes hanséatiques* de *Hambourg, Brême, Lubeck*, et les *villes libres impériales* de *Goslar, Nordhausen, Mulhausen*, etc.;

10° Le *cercle de Westphalie*, comprenant les duchés d'*Oldenbourg* et de *Demenhorst*, à la maison de *Gottorp*, les évêchés de *Münster*, de *Paderborn*, d'*Osnabrück*, de *Liège*, les abbayes de *Corvey, Stavlo, Malmédy*, les *villes libres impériales* de *Cologne, Aix-la-Chapelle, Dortmund*, les possessions prussiennes (*Ost-Frise, la Marck, Clèves, Minden, Tecklenbourg, Lingen, Ravensberg, Gueldre*), *Juliers* et *Berg* (à la Bavière), *Werden* (au Hanovre), *Nassau-Siegen* et *Nassau-Dillenburg, Lippe*, etc.

La *Bohême*, la *Silésie*, la *Moravie*, la *Lusace*, tout en faisant partie de l'empire, n'étaient pas comprises dans la division en

cercles. Un certain nombre d'États, enclavés dans un cercle, appartenaient à un autre : ainsi l'évêché de Liège, enclavé dans le cercle de Bourgogne, appartenait au cercle de Westphalie ; les évêchés de Spire, Worms, Bâle, enclavés dans le cercle du Bas-Rhin, appartenaient à celui du Haut-Rhin. Plusieurs villes donnaient leur nom à des principautés dans lesquelles elles n'étaient pas elles-mêmes comprises. Ainsi Cologne, ville libre impériale (cercle de Westphalie), ne faisait point partie de l'électorat-archevêché de Cologne (cercle du Bas-Rhin); Worms, Augsbourg, Ratisbonne, villes libres impériales, n'étaient point comprises dans les évêchés auxquels elles donnaient respectivement leurs noms; Constance était ville autrichienne et ne faisait point partie de l'évêché de Constance.

Autriche. — Successivement dépouillée au dix-huitième siècle du royaume des Deux-Siciles (1735) et du duché de Parme (1748) au profit de la maison de Bourbon, d'une partie du Milanais (1735) au profit de la maison de Savoie, et de la Silésie (1742-1745) au profit de la Prusse, l'Autriche possédait encore en 1789 de vastes domaines. Ils comprenaient : l'archiduché d'Autriche (Basse et Haute-Autriche) avec Vienne et Linz ; les duchés de Styrie (Grätz), de Corinthie (Klagenfürth), de Carniole (Laybach) ; l'Istrie autrichienne ; le Frioul autrichien ; le littoral (Aquilée, Trieste) ; le comté de Tyrol (Innsbruck), le Vorarlberg (Feldkirch) ; le royaume de Bohême (Prague) ; la Silésie autrichienne (Troppau) ; le marquisat de Moravie (Brunn et Olmütz) ; le royaume de Hongrie (Bude, Pesth, Presbourg) ; le banat de Temeswar ; la Transylvanie, la Croatie, l'Esclavonie, les Confins militaires, le long de la frontière turque ; la Bukovine ; la Gallicie et la Lodométrie, enlevées à la Pologne en 1772. L'Autriche possédait encore en Souabe les quatre villes forestières (Waldshut, Laufenbourg, Rheinfelden, Seckingen), le Brisgau (Fribourg et Vieux-Brisach), l'Ortenau, la ville de Constance, le marquisat de Burgau, le comté de Hohenberg, le landgraviat de Nellenbourg. En Italie, elle avait les duchés de Milan et de Mantoue. Enfin elle était maîtresse des Pays-Bas, séparés du reste de ses États et comprenant le Brabant, Malines, le Limbourg, le Luxembourg, la Gueldre, la Flandre, le Hainaut, Namur.

Prusse. — Aucun État n'avait depuis un siècle grandi aussi rapidement que la Prusse. En 1789, les Hohenzollern possédaient : au centre, le margraviat de Brandebourg (Berlin, Potsdam, Charlottenbourg, Spandau, Francfort-sur-l'Oder,

Custrin), comprenant la Vieille Marche, la Marche de Pregnitz, la Moyenne Marche, la Marche Uckeraine, la Nouvelle Marche et le duché de Grossen ; à l'ouest, dans la Basse-Saxe, le duché de Magdebourg et la principauté d'Halberstadt ; dans la Haute-Saxe, Quédlimbourg et Lora ; dans la Westphalie, l'Ost-Frise (Embsen, Aurich), les comtés de Tecklenbourg, de Lingen, de Ravensberg, les principautés de Minden et de Meurs, les duchés de la Marck (Hamm) et de Clèves (Clèves, Emmerick et Wesel), et la Haute-Gueldre avec le pays de Kessel ; au nord, la Poméranie ultérieure et antérieure (Stettin, Swinemunde, Cöslin, Colberg) ; au sud-est, la Silésie (Breslau, Brieg, Schweidnitz, Liegnitz, Oppeln, Kösel, Glatz, etc.) ; au nord-est, la Prusse orientale (Königsberg, Memel), la Prusse occidentale, enlevée à la Pologne (Culm, Marienbourg, Warmie ou Ermeland), ainsi que la Poméranie. Ces deux dernières provinces, acquises en 1772 par Frédéric II, comme sa part dans le premier partage de la Pologne, lui donnaient tout le cours inférieur de la Vistule, à l'exception de Thorn et de Dantzick, et établissaient une communication entre la Prusse et le Brandebourg, jusque-là séparés. En 1793, le second partage fera tomber Thorn et Dantzick au pouvoir des Prussiens. En 1795, le troisième leur livrera Varsovie. Enfin la Prusse possédait entre les cantons suisses et la France les principautés de Neuchâtel et de Vallengin. La population de la Prusse s'était élevée en 1786 au chiffre de 5,430,000 habitants. En 1797, elle en comptera 8,687,000.

Les cantons suisses. Les Grisons. — Les cantons suisses étaient toujours au nombre de treize : Berne, Bâle, Zurich, Schaffhouse, Soleure, Fribourg, Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Glaris, Zug, Appenzell. Le gouvernement était aristocratique dans les sept premiers, démocratique dans les autres. Les Suisses avaient pour alliés : au sud, la république de Genève, l'évêque de Sion, la république du Valais ; à l'ouest, les principautés de Neuchâtel et de Vallengin, dont le roi de Prusse était souverain ; au nord, la ville libre de Mulhouse, enclavée dans l'Alsace ; à l'est, l'abbaye de Saint-Gall et la confédération des Grisons, divisée en trois ligues : 1^o ligue Grise ; 2^o ligue Cadée ou de la Maison-Dieu (Casa-Dei) ; 3^o ligue des Dix-Droitures. Les Grisons possédaient la Valteline avec les comtés de Bormio et de Chiavenna.

Italie. Républiques de Venise et de Gènes. Royaume de Sardaigne. — L'Italie septentrionale, entre le golfe de Gènes, la mer Adriatique, les Alpes et l'Apennin, comprenait

sept États principaux, dont trois républiques, un royaume et trois duchés :

1^o La *république de Venise*. Elle s'étendait sur la terre ferme, à l'ouest, jusqu'à l'Adda. Elle possédait *Padoue, Rovigo, Vicence, Vérone, Brescia, Bergame, Crema, Trévise, Feltre, Bellune, Udine, Cadore, Capo d'Istria*. Elle avait de plus une partie de la *Dalmatie*, avec *Zara, Spalatro, Trau et Nona*, les *îles Illyriennes* et les *îles Ioniennes*, dont la principale était *Corfou* ;

2^o La *république de Gènes*, dont le territoire, depuis la vente de la Corse à la France, ne comprenait plus que la *Rivière du Levant* et la *Rivière du Ponent* ;

3^o La *république de Lucques* ;

4^o Le *royaume de Sardaigne*, comprenant sur le continent le *Piémont*, la *Savoie*, le *Montferrat*, le *comté de Nice*, la *Lomeline*, avec les territoires d'*Alexandrie, Novare, Tortone, Casal*, et, dans la Méditerranée, l'*île de Sardaigne* ;

5^o Le *duché de Milan*, à l'Autriche (voir plus haut, p. 8) ;

6^o Le *duché de Parme, Plaisance et Guastalla*, cédé à un Bourbon d'Espagne, l'infant don Philippe, par le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) ;

7^o Le *duché de Modène*, à la maison d'Este.

L'Italie du nord contenait encore la *principauté de Monaco*.

Grand-duché de Toscane. États de l'Église. — L'Italie centrale renfermait deux États principaux : le grand-duché de Toscane et les États de l'Église. Le *grand-duché de Toscane*, dont la capitale était *Florence*, était, depuis l'extinction de la maison de Médicis (1737), au pouvoir de la maison de Lorraine-Habsbourg. A la mort de l'empereur François 4^e, son second fils Léopold lui avait succédé en Toscane, tandis que l'aîné devenait empereur.

Les *États de l'Église* comprenaient toujours *Rome*, la *campagne de Rome*, la *Sabine*, le *patrimoine de Saint-Pierre*, les *duchés de Spolète, d'Urbino, de Castro*, les *Marches (Fermo et Ancône)*, la *Romagne*, les *Légations (Bologne et Ferrare)*. Le pape possédait encore *Avignon* et le *comtat Venaissin* en France ; *Bénévent* dans le royaume de Naples.

La petite *république de Saint-Marin* était enclavée dans les États de l'Église. La *principauté de Piombino* et l'*île d'Elbe* avaient pour souverains les Buoncompagni.

Royaume des Deux-Siciles. — Cédé par l'Autriche aux Bourbons en 1735, le *royaume des Deux-Siciles* comprenait

45 provinces : 12 sur le continent, 3 en Sicile. C'était, dans le *royaume de Naples* : 1^o l'*Abruzze ultérieure* ; 2^o l'*Abruzze citérieure* ; 3^o le *comté de Molise* ; 4^o la *terre de Labour* ; 5^o la *Principauté citérieure* ; 6^o la *Principauté ultérieure* ; 7^o la *Capitanate* ; 8^o la *terre de Bari* ; 9^o la *terre d'Otrante* ; 1^o la *Basilicate* ; 11^o la *Calabre citérieure* ; 12^o la *Calabre ultérieure*. Les trois provinces de *Sicile* étaient : 1^o le *val de Mazzara*, au nord-ouest ; 2^o le *val Demone*, au nord-est ; 3^o le *val de Noto*, au sud-est. Aux Deux-Siciles appartenait l'*État des Présides*, comprenant les principaux ports des côtes de Toscane.

Chevaliers de Malte. — Enfin, au sud de l'Italie, les *chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem* possédaient l'*île de Malte*. Chassés de Rhodes en 1522, ils avaient été établis à Malte par Charles-Quint, en 1530, pour y former l'avant-garde de la chrétienté en face des pirates barbaresques d'Alger et de Tunis. Sous leur grand maître Lavalette, les chevaliers de Malte avaient héroïquement défendu leur île contre les Turcs en 1566, et ils devaient la conserver jusqu'en 1798.

Danemark et Norwège. — La monarchie danoise comprenait deux royaumes : le Danemark proprement dit et le Norwège. Le Danemark se composait des *îles de Seeland (Copenhague, Elseneur, Roskild)*, *Fionie (Odensee)*, *Langeland, Laaland, Falster, Femern, Moen, Bornholm*, et, sur le continent, du *Jutland*, du *Slesvig*, du *Holstein*. La Norwège embrassait 5 districts : *Aggerhus (Christiania)*, *Christiansand, Bergen, Drontheim, Laponie (Wardhus)*. A la monarchie danoise se rattachaient les *îles Ferøe, l'Islande*, le *Groënland*, avec quelques établissements en Guinée, dans l'Indoustan et aux Antilles.

Suède. — Bien diminuée depuis un siècle, la *Suède* possédait encore : 1^o dans la presque île scandinave : la *Gothie* avec la *Scanie*, la *Blekingie*, le *Halland*, le *Smaland*, l'*Ostrogothie*, la *Westrogothie*, le *Bohus* et le *Dalmland* ; la *Suède propre (Stockholm)*, avec la *Sudermanie*, la *Néricie*, l'*Upland*, la *Westmanie*, le *Wermeland* et la *Dalécarlie* ; le *Nordland* et la *Laponie suédoise* ; 2^o à l'est : la *Finlande (Abo, Nystad, Wasa)* avec la *Bothnie* et les *îles d'Aland* ; 3^o au sud, en Allemagne : la *Poméranie citérieure* jusqu'à la *Peene (Stralsund, Greifswalde et Wolgast)* avec l'*île de Riigen*, et le port de *Wismar* en *Mecklenbourg*. L'unique colonie suédoise était l'*île de Saint-Barthélemy*, aux Antilles, achetée à la France en 1784.

Pologne. — Avant 1772, la Pologne formait encore un État d'une vaste étendue. Elle était bornée par la Russie, dont le

Dniéper la séparait au sud-est, et la Dwina au nord, vers son embouchure ; ensuite par la Prusse, qu'elle enveloppait de trois côtés ; enfin, par la mer Baltique, la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie, la Hongrie et l'empire ottoman, dont le Dniester la séparait dans la partie moyenne de son cours. Elle était divisée en *Grande Pologne, Petite Pologne, Russie Rouge et Lithuanie*. La *Grande Pologne* comprenait les palatinats de *Mazovie (Varsovie)*, de *Rawa*, de *Lenczyca*, de *Sieradz*, de *Kalisz*, de *Posnanie*, de *Gnesen*, d'*Inovrazlaw*, de *Cujavie* ou *Brzesc*, de *Plock*, de *Pomérelie (Dantzick)*, de *Culm*, de *Mariembourg*, et l'évêché de *Warmie*. La *Petite Pologne* contenait les palatinats de *Cracovie, Sandomir, Lublin, Podlaquie* ou *Bielsk*. La *Russie Rouge* était subdivisée en *pays de Chelm*, palatinats de *Léopol, Belz, Podolie, (Kamienieck), Braclaw, Kiowie (Jitomir), Volhynie (Lutzk)*. Enfin la *Lithuanie* se décomposait en palatinats de *Wilna* et de *Troki*, formant la *Lithuanie* proprement dite ; palatinats de *Minsk, Poloçk, Witebsk, Miçislaw*, formant la *Russie blanche* ; palatinats de *Nowogrodek* (composant la *Russie noire*), de *Polésie* ou *Brzesc*, de *Livonie (Dunabourg)*, et *starostie de Samogitie*. Le *duché de Courlande (Mittau)*, dont dépendait la *Sémigalle*, était vassal de la Pologne.

Le premier démembrement, en 1772, réduisit considérablement l'étendue du territoire polonais. L'Autriche prit la portion des palatinats de Cracovie et de Sandomir située sur la rive droite de la Vistule, l'extrémité méridionale du palatinat de Lublin, les palatinats de Belz, de Léopol, et la partie de la Podolie située à l'ouest de la Podgorze, affluent du Dniester. La Prusse eut pour sa part l'évêché de Warmie, la Pomérelie, excepté Dantzick, le palatinat de Culm et la portion de ceux de Posen, de Gnesen et d'Inovrazlaw située au nord de la Netze. La Russie eut la Livonie, les palatinats de Witebsk, de Miçislaw, la partie orientale du Palatinat de Minsk et la portion de celui de Poloçk située sur la rive droite de la Duna et de l'Uszczakza. Avant la fin du siècle, la Pologne partagée deux fois encore, la première, en 1793, par la Russie et la Prusse, la seconde, en 1795, par l'Autriche, la Prusse et la Russie, sera rayée de la liste des nations.

Empire ottoman. — Depuis la paix de Carlowitz (1699), qui leur avait enlevé la Hongrie, les Turcs s'étaient vu à chaque traité nouveau arracher un lambeau de leur territoire. En 1789, ils étaient engagés dans une guerre malheureuse contre la Russie et l'Autriche. Avant le début des hostilités, leur terri-

toire s'étendait encore au nord jusqu'à l'Unna, la Save, le Danube, les monts Carpathes, le Dniester et le Boug ; mais la paix d'Assy (1792) allait leur enlever le pays compris entre le Boug et le Dniester. La Turquie renfermait dans ces limites la *Roumélie*, la *Bulgarie*, l'*Arnaut (Macédoine et Albanie)*, la *Thessalie*, la *Livadie*, la *Morée*, la *Servie*, la *Bosnie*, l'*Herzégovine*, la *Croatie turque*, la *Valachie*, la *Moldavie*¹, la *Bessarabie*, *Candie* et les *îles de l'Archipel*. Les Turcs possédaient encore : 1° en Asie : l'*Anatolie*, la *Syrie*, le *Kurdistan*, l'*Arménie turque*, l'*Al-Djezireh*, l'*Irak-Arabi*, *l'île de Chypre* ; 2° en Afrique : l'*Égypte*, avec la suzeraineté des trois *États barbaresques* : *Tripoli, Tunis* et *Alger*.

Russie. — En guerre avec les Suédois et les Turcs, la Russie allait signer avec les premiers le traité de Verelce (1790) et avec les seconds la paix d'Assy (1792). En 1789, son territoire était limité au nord par l'océan Glacial arctique et la mer Blanche ; au nord-ouest, du côté de la Norvège, par le fleuve *Paes* et le lac *Énara* ; du côté de la Suède, par le lac *Saima* et le fleuve *Kymen* ; à l'ouest, par le golfe de *Finlande*, la mer *Baltique*, la *Pologne* et le *Boug*, qui la séparait de la Turquie ; au midi, par la *mer d'Azov* et la *mer Noire*. Dans ces limites se trouvaient comprises : la *Livonie suédoise*, l'*Esthonie*, l'*Ingrie*, la *Carélie*, *Wiborg*, *Frederikshamm*, *Wilmanstrand*, enlevés à la Suède en 1721 et en 1743 ; la *Livonie polonaise* et la plus grande partie des *palatinats de Minsk, Poloçk, Witebsk, Miçislaw*, enlevés à la Pologne en 1772 ; *Azov, Taganrog, Kertsch, Iénikalé, Kinbourn*, enlevés à la Turquie en 1774 ; la *Crimée*, avec *l'île de Taman* et le *Kouban*, conquis sur les Tartares en 1783. La *Courlande* devait conserver ses ducs particuliers jusqu'en 1795. En Asie², les Russes possédaient la *Sibérie*, à peine peuplée encore, jusqu'à la mer d'Okhotsk et au détroit de Behring, au delà duquel ils avaient de plus l'extrémité nord-ouest du continent américain. La population de la Russie avait été en 1762 de 20,000,000 d'habitants ; en 1795, elle devait s'élever à 36,000,000.

1. La Moldavie et la Valachie étaient gouvernées non directement par des pachas, comme le reste de l'empire, mais par des *hospodars* nommés par le sultan. A l'ouest de la Turquie, et près des possessions vénitiennes, sur l'Adriatique, se trouvait la petite *république de Raguse*.

2. On considérait à cette époque le Don comme formant la limite de l'Europe à l'est. Les gouvernements de *Kasan, Simbirsk, Penza, Vjatka, Perm, Astrakhan, Saratow, Oufa*, aujourd'hui compris en Europe, étaient alors rangés dans la Russie d'Asie.

Résumé. — Comme on l'a vu par ce qui précède, l'Europe comptait en 1789 cinq grandes puissances : à l'est, la Russie dominait entre la mer Blanche et la mer Noire, la Caspienne et la Baltique; au centre, la vieille *Autriche* et la jeune *Prusse* se disputaient la suprématie du monde germanique; à l'ouest, la *France*, affaiblie, mais où fermentaient les idées nouvelles, allait étonner le monde par une prodigieuse transformation; au nord-ouest, l'*Angleterre* couvrait l'Océan de ses vaisseaux. Les autres puissances pâlissaient : la *Pologne* allait disparaître; l'*Italie* et l'*Allemagne* restaient divisées; la *Suède*, l'*Espagne*, la *Turquie* descendaient au rang des États secondaires. Les *États-Unis* naissaient au delà des mers; l'*Hindoustan* devenait anglais, et l'*Australie* recevait ses premiers colons. Le siècle des révolutions commençait.

État moral de l'Europe au dix-huitième siècle. — Après avoir examiné la géographie politique de l'Europe en 1789, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur son état moral. Si l'on examine la situation de l'Europe avant la révolution française, on sera frappé surtout de deux faits importants : le premier, c'est la prépondérance de l'Angleterre sur les mers, de la Russie et de la Prusse, deux États nouveaux, sur le continent; le second, c'est le besoin des réformes senti par les peuples; c'est l'expansion des idées nouvelles devant lesquelles s'inclinent les souverains, qui reconnaissent l'existence d'une puissance désormais plus considérable que la leur : celle de l'opinion publique. Ce qui préoccupe le monde à cette époque, c'est moins la bataille de Rosbach ou la prise d'Ismail par Souwarow que le nouvel ouvrage de Voltaire ou la dernière théorie émise par Jean-Jacques Rousseau; moins la victoire de Clive à Plassey que l'opinion de Montesquieu sur la nature des divers gouvernements, que les découvertes de Lavoisier, le fondateur de la chimie, ou les voyages du capitaine Cook, l'illustre marin que Louis XVI ordonnait aux vaisseaux français d'épargner pendant la guerre d'Amérique, et qui mourait à trois mille lieues de l'Europe, martyr de la science à laquelle il avait consacré sa vie¹.

L'Angleterre sous la maison de Hanovre : sa prépondérance maritime; son empire colonial. — Victorieuse de Louis XIV, l'Angleterre, dans la première partie du dix-huitième

1. Le capitaine Cook fut massacré par les sauvages des îles Sandwich, pendant son troisième voyage autour du monde.

siècle, était devenue prépondérante en Europe. Par les traités d'Utrecht (1713), elle avait fait reconnaître de toutes les puissances sa dynastie protestante. Maîtresse de Gibraltar, elle surveillait l'entrée de la Méditerranée. Le traité conclu par sir Méthuen lui livrait le Portugal, et l'épuisement de la Hollande débarrassait les Anglais des seuls rivaux qu'ils eussent à craindre sur mer. Dunkerque démoli ne pouvait plus leur faire ombrage. Terre-Neuve et l'Acadie leur appartenaient; les colonies espagnoles leur étaient ouvertes. Pendant la guerre de Sept ans, malgré l'héroïque résistance de Lally et de Montcalm, les Anglais nous prirent encore l'Inde et l'Amérique, le Canada et la plupart des Antilles (traité de Paris, 1763). En même temps Clive, vainqueur à Plassey du plus puissant souverain du Bengale, Surajah Dowlah, nabab de Murchedabad, plantait le drapeau britannique sur les bords du Gange. Au début même de la révolution française, les Anglais jettent sur les côtes de l'Australie les fondements d'un nouvel empire. Mais toutes ces conquêtes ne suffisent pas à satisfaire les exigences de l'opinion publique dans les îles Britanniques. Elle condamne les violations de la *Déclaration des droits de 1688*; elle attaque, par la bouche du premier Pitt, le système de corruption à l'aide duquel Robert Walpole s'assurait la majorité dans le parlement; elle flétrit, avec Pitt encore, les moyens employés contre les Américains soulevés, condamne l'appel aux Peaux-Rouges, ou les transactions faites avec ce landgrave de Hesse qui vendait ses sujets au ministère britannique pour les envoyer combattre sur les bords du Connecticut ou de l'Hudson; par la bouche de Burke, de Sheridan et de Fox, elle accuse les crimes du Verrès moderne, de l'exterminateur des Indiens, de ce Warren-Hastings qui avait organisé la famine sur les bords du Gange et commis des cruautés effrayantes. Bientôt le second Pitt plaidera éloquemment la cause de l'humanité, quand il attaquera la traite des noirs d'Afrique et l'esclavage dans les colonies¹.

La Russie sous Pierre le Grand et Catherine II; conquêtes sur la Suède et la Turquie; les trois partages de la Pologne. — La Russie avait grandi en même temps que

1. Au dix-huitième siècle, l'Angleterre eut successivement pour souverains : Guillaume III, de Nassau, prince d'Orange, et stathouder des Provinces-Unies (1688-1702); la reine Anne Stuart, sa belle-sœur (1702-1714); Georges I^{er} de Hanovre (1714-1727); Georges II (1727-1760); Georges III, petit-fils du précédent (1760-1820).

l'Angleterre. Depuis 1613, elle était gouvernée par les Romanow. Encore tout asiatique et sans influence en Occident sous les czars Michel, Alexis I^{er} et Féodor III, elle devint toute-puissante sous Pierre le Grand¹, ce prince qui aurait « donné la moitié de ses États au cardinal de Richelieu pour apprendre de lui à gouverner l'autre, » et auquel l'académie des sciences offrait une médaille avec cette inscription : *Vires acquirit eundo*. Sous lui, les Russes ont une nouvelle capitale, non plus intérieure, éloignée et sans débouchés, comme Moscou, mais tout européenne, placée au fond d'un vaste golfe, à l'embouchure d'un grand fleuve, Pétersbourg; ayant devant elle la Baltique, derrière elle la Néva, et abritée par les canons de Cronstadt. Vainqueur de Charles XII à Pultawa, Pierre enlève aux Suédois l'Esthonie, l'Ingrie, la Carélie et la Livonie. Il dispose de la Pologne² en faveur d'Auguste II contre Stanislas Leczinski, comme plus tard sa nièce Anne devait en disposer pour Auguste III contre le même Leczinski; il se débarrasse des strélitz en les massacrant, enlève au patriarche de Moscou la direction suprême de la religion grecque orthodoxe, dont il se fait lui-même le chef, atteint la mer d'Azov, la mer Caspienne, et laisse à ses successeurs un programme tout tracé : détruire la Pologne, démembler la Turquie et la Suède, étreindre l'Europe par le midi et le nord, les Dardanelles et le Sund.

Trente-cinq ans après sa mort, Catherine II, Catherine la Grande (1762-1796), reprend ses projets. Par des victoires et des traités, des cruautés et des perfidies, elle parvient à son but. Elle donne à la Pologne un roi de son choix, Stanislas-Auguste Poniatowski; elle empêche ce malheureux pays de réformer les abus qui le livraient à l'étranger. Elle y maintient la monarchie élective, le *liberum veto*, ou loi qui, en exigeant dans les diètes l'unanimité des suffrages pour qu'un avis fût adopté, était une cause perpétuelle d'anarchie; elle s'oppose, de concert avec ses alliés de Prusse et d'Autriche, à la constitution polonaise du

1. Voici quels sont, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, les czars de la maison de Romanow : Michel III Féodorowitz (1613-1645); Alexis I^{er} (1645-1677); Féodor III (1677-1682); Pierre I^{er} le Grand (1682-1725); Catherine I^{re}, sa veuve (1725-1727); Pierre II, son petit-fils (1727-1730); Anne Iwanowna, sa nièce (1730-1740); Iwan VI (1740-1741); Élisabeth (1741-1761); Pierre III (1761-1762); Catherine II (1762-1796); Paul I^{er} (1796-1801).

2. Les rois de Pologne pendant cette période sont : Auguste II, de Saxe (1697-1704); Stanislas Leczinski (1704-1709); Auguste II (1709-1733); Stanislas Leczinski (1733); Auguste III, de Saxe (1733-1738); Stanislas-Auguste Poniatowski (1764-1795).

3 mai 1791; avec eux aussi elle partage trois fois la Pologne (1772, 1793, 1795), et son général Souwarow peut prononcer sur les ruines de Praga le mot qui n'était pas sorti de la bouche de Kosciusko, tombé sur le champ de bataille de Macejowice : *Finis Poloniae*. Au sud, elle a deux fois vaincu les Turcs¹; elle les a contraints, par les traités de Kaïnardji et d'Iassy, à reculer du Dniéper sur le Boug, du Boug sur le Dniester, à reconnaître d'abord l'indépendance de la Crimée, et ensuite son annexion à la Russie, c'est-à-dire à lui livrer la mer Noire avec tous ses meilleurs ports. Elle tient l'Angleterre en échec, en formant contre elle, pendant la guerre d'Amérique, avec la Suède, le Danemark, la Prusse et l'Autriche, la *ligue de neutralité armée*. Mais, malgré son pouvoir, Catherine flatte les puissants du jour, ceux qui distribuent l'éloge et le blâme, les philosophes. Elle affiche la tolérance religieuse, se représente comme le champion de la civilisation contre les Turcs barbares, contre les Polonais persécuteurs des hérétiques. Elle traduit elle-même le *Bélisaire* de Marmontel, elle achète 450,000 livres la bibliothèque de Diderot, elle donne un Suisse républicain, le colonel Laharpe, pour précepteur à son fils. Elle veut, dit-elle, voir renaitre de ses cendres la Grèce d'Homère et de Platon. Voilà pourquoi son petit-fils reçoit le nom de Constantin, pourquoi on grave sur les arcs de triomphe cette inscription : *Chemin de Byzance*. Et Voltaire lui écrit :

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.

La Suède sous Gustave III; le Danemark sous Frédéric V².

— En Suède aussi nous trouvons un souverain actif, et qui veut appliquer à son profit les idées nouvelles. Gustave III (1774-1792), qui avait visité la France sous le nom de comte de Haga, affranchit par deux coups d'État la royauté suédoise du contrôle des sénateurs et de l'aristocratie (1772, 1788). Il lutta vigoureusement contre la Russie (1788-1790), acquit l'île Saint-

1. Les sultans des Turcs au dix-huitième siècle sont : Mustapha II (1695-1703); Achmet III (1703-1730); Mahmoud I^{er} (1730-1754); Othman III (1754-1757); Mustapha III (1757-1774); Abdul-Hamid I^{er} (1774-1789); Sélim III (1789-1807).

2. La Suède eut pour souverains au dix-huitième siècle : Charles XII (1697-1718); Frédéric I^{er} de Hesse-Cassel, son beau-frère (1718-1751); Adolphe-Frédéric de Holstein (1751-1771); Gustave III (1771-1792). — Le Danemark fut gouverné dans le même temps par Frédéric VI (1699-1730); Christian VI (1730-1746); Frédéric VII (1746-1766); Christian VII (1766-1808).

Barthélemy aux Antilles, déclara tous les Suédois égaux devant la loi, et admissibles aux fonctions publiques, sans autre titre que la capacité. Il abolit la torture, interdit la mendicité; des maisons de travail furent organisées pour les pauvres; la tolérance religieuse fut proclamée. Les mines, mieux exploitées, produisirent trois fois plus. Mais Gustave, haï de la noblesse, qu'il avait dépouillée de ses privilèges, fut tué d'un coup de pistolet dans un bal par le capitaine Ankarstrom, le 15 mars 1792.

Le Danemark entra avec une égale résolution dans la voie des réformes. Sous Frédéric V (1746-1766), Ernest Bernstorff porta la marine danoise à trente vaisseaux de ligne et vingt frégates. Il abolit le servage des paysans, créa la société d'agriculture et le grand hôpital de Copenhague, accueillit Klopstock en Danemark et envoya en Arabie Niebuhr. Il fut renversé du pouvoir par Struensée en 1774. Celui-ci réforma les lois pénales et combattit l'aristocratie; mais la noblesse irritée conspira sa perte: il fut accusé d'adultère avec la reine Caroline-Mathilde et décapité. André Bernstorff, neveu du ministre de Frédéric V, le remplaça, organisa l'instruction publique en Danemark et se montra digne, par une série d'heureux efforts pour améliorer la condition des paysans, du poste élevé qu'il occupait.

L'Autriche sous Joseph II. — L'Allemagne¹ avait alors un empereur philosophe, le fils de Marie-Thérèse, le frère des reines de France et de Naples, Joseph II (1780-1790). Animé d'excellentes intentions, ce prince, qui avait visité la France sous le nom de comte de Falkenstein, voulut malheureusement aller trop vite. Sans tenir compte des diversités de mœurs, de coutumes, de besoins, d'idées, de langage, qui existaient entre les différentes provinces de ses États, Hongrie et Bohême, Autriche et Pologne, Souabe et Belgique, il les divisa en treize gouvernements et décréta que la langue allemande serait seule reçue en justice. Il supprima les droits féodaux, les douanes provinciales, établit un impôt unique, la conscription, l'égalité devant la loi. Il permit aux protestants le libre exercice de leur culte, confisqua les biens des couvents, supprima le culte des images,

1. Les empereurs d'Allemagne ont été au dix-huitième siècle: Léopold I^{er} de Habsbourg (1657-1705); Joseph I^{er} (1705-1711); Charles VI, frère du précédent (1711-1740); Charles VII de Bavière (1742-1745); François I^{er} de Lorraine-Habsbourg, marié à Marie-Thérèse, fille de Charles VI (1745-1765); Joseph II (1765-1790), élu empereur, à la mort de son père, mais qui ne gouverna réellement en Autriche qu'à partir de 1780, après la mort de sa mère; Léopold II, frère du précédent (1790-1792); enfin François II (1792-1806).

et changea les circonscriptions des diocèses, malgré le pape Pie VI, qui entreprit le voyage de Vienne pour lui faire modifier ces dernières mesures.

Trop précipitées, ces réformes réussirent mal, parce qu'elles portaient atteinte aux idées, aux mœurs, aux habitudes des peuples de nationalités diverses qui composaient l'empire autrichien. Au dehors, Joseph fut deux fois arrêté par Frédéric le Grand, au moment où il voulait s'emparer de la Bavière (1779-1785), et la guerre contre les Turcs, commencée de concert avec Catherine II, n'amena point pour l'Autriche les résultats que son souverain en avait espérés. Avant sa mort, l'empereur vit la Belgique se soulever, la révolution française commencer, et il s'écria qu'on devrait graver sur son tombeau: « Ci-gît Joseph II, qui fut malheureux dans toutes ses entreprises. »

La Prusse sous Frédéric II. — Tout réussissait au contraire au roi de Prusse¹. Cet État récent devenait prépondérant en Allemagne et y remplissait maintenant en face de l'Autriche le rôle qu'avait autrefois joué la Suède pendant la guerre de Trente ans à la tête du parti protestant. C'est en 1444 que l'empereur Sigismond avait donné l'électorat de Brandebourg à Frédéric de Hohenzollern, margrave de Nuremberg. Deux siècles plus tard, à la mort du dernier descendant de cet Albert, cadet de la maison de Brandebourg et grand maître de l'ordre Teutonique, qui, en 1525, avait embrassé la réforme et sécularisé la Prusse, cette province fut réunie aux domaines de la branche aînée (1618). A partir de ce moment, les progrès de la Prusse furent rapides. Sous le grand électeur (1640-1688), elle acquit la Poméranie orientale, Magdebourg, Halberstadt, Minden, Cammin (traités de Westphalie, 1648); puis Clèves, la Mark, Ravensberg (traité de Clèves, 1666). Frédéric I^{er}, son fils, fut proclamé roi en 1701. Après lui, Frédéric-Guillaume I^{er} organisa

1. Voici quels ont été, dès l'origine, les souverains de la maison de Hohenzollern: Électeurs de Brandebourg: Frédéric I^{er} (1414-1440); Frédéric II Dent-de-Fer (1440-1470); Albert l'Achille (1470-1486); Jean le Cicéron (1486-1499); Joachim I^{er} le Nestor (1499-1535); Joachim II l'Hector (1535-1571); Jean-Georges (1571-1598); Joachim-Frédéric (1598-1608); Jean-Sigismond (1608-1619); Georges-Guillaume (1619-1640); Frédéric-Guillaume, dit le Grand Électeur (1640-1688); Frédéric III (1688-1701). Rois de Prusse: le même, sous le nom de Frédéric I^{er} (1701-1713); Frédéric-Guillaume I^{er} (1713-1740); Frédéric II le Grand (1740-1786); Frédéric-Guillaume II, son neveu (1786-1797); Frédéric-Guillaume III (1797-1840); Frédéric-Guillaume IV (1840-1861); Guillaume I^{er}, frère du précédent, roi de Prusse en 1861, et empereur d'Allemagne en 1871.

l'armée prussienne; il acquit les principautés de Neuchâtel et de Vallengin; un peu plus tard, la Haute Gueldre et le pays de Kessel (traités d'Utrecht, 1713); sept ans après, les îles d'Usedom et de Völlin, les villes de Stettin et de Gollnow (traité de Stockholm, 1720).

Mais il était réservé à Frédéric II de placer la Prusse à la tête des États du continent. Pendant la guerre de la succession d'Autriche, il enleva à l'impératrice Marie-Thérèse la Silésie. Cette riche province, avec son beau fleuve, l'Oder, avec ses grandes villes, Breslau, Glogau, Brieg, Oppeln, Kôsel, Glatz, avec ses riches plaines et ses bois de construction, doublait les revenus du roi de Prusse et augmentait d'un tiers le nombre de ses sujets; elle couvrait sa capitale et lui ouvrait l'entrée de la Bohême et de la Moravie. Attaqué à la fois par l'Autriche, la Russie, la France, la Saxe et la Suède, Frédéric sut défendre sa conquête pendant sept ans : aux lauriers de Molwitz et de Kesseldorf il ajouta ceux de Lowositz, de Rosbach et de Lissa. En 1745, il avait réuni à ses États l'Ost-Frise. Plus tard encore, lors du premier partage de la Pologne, il acquit la portion de ce pays qui mettait en communication la Prusse et le Brandebourg, jusque-là séparés.

En même temps qu'il augmentait ses États, il les enrichissait en développant l'agriculture par tous les moyens. Après la guerre de Sept ans, il remit à la Silésie six mois de taxes, distribua aux paysans dix-sept mille chevaux, bâtit aux dépens du trésor, en Poméranie, douze cents maisons en une seule année (1763), établit sur le territoire de Magdebourg les émigrés du Voigtland, et, pendant la famine de 1772, attira en Prusse quarante mille paysans bohémiens ou saxons. Les marais de la Poméranie disparurent. La Vistule, l'Oder, la Sprée, le Havel, l'Elbe, furent mis en communication par des canaux. Un port fut creusé à Swinemunde. Berlin, Potsdam, Magdebourg, Spandau, Custring, Kœnigsberg et Francfort-sur-l'Oder devinrent des villes industrielles. Ami des philosophes, écrivain lui-même en langue française, le roi s'entourait de Maupertuis, de Lamettrie, du marquis d'Argens, et restait en correspondance avec Voltaire, même après s'être brouillé avec lui. Il était l'arbitre de l'Allemagne et mourait tout-puissant en 1786, salué dès son vivant du titre de Grand.

Portugal et Espagne¹ : Pombal et d'Aranda. — Le mouvement qui poussait tous les esprits dans des voies nouvelles

se faisait sentir même au midi de l'Europe. En Portugal, sous Joseph I^{er} (1755-1777), Joseph Carvalho, marquis de Pombal, réparait les maux causés par le tremblement de terre de Lisbonne du mois de novembre 1755, réorganisait l'armée et la marine, encourageait l'agriculture et l'instruction publique. Il fonda le *collège royal des nobles* en 1766, l'*imprimerie royale* de Lisbonne en 1769; il interdit de léguer aux corporations religieuses, par testament, plus d'un tiers des biens du testateur. Il déclara la culture du tabac libre et prohiba l'importation des produits manufacturés de l'étranger. Il annula le pouvoir jusque-là excessif de l'inquisition; mais il usa contre ses adversaires de rigueurs et d'une violence tyranniques; on l'a surnommé le Richelieu portugais.

L'Espagne nous présente le même spectacle sous Ferdinand VI (1746-1759) et sous Charles III (1759-1788). Le comte d'Aranda, Florida Blanca et Campomanès, essayèrent de tirer la péninsule de son inertie par une série de mesures qui ne réussirent qu'en partie. Ils signèrent le *Pacte de famille* avec la France; trois écoles militaires furent organisées à Ségovie, Avila, Ocana; le canal d'Aragon fut creusé. Quatre grandes routes furent ouvertes entre Madrid et la Corogne, au nord-ouest; Barcelone, au nord-est; Valence, au sud-est; Séville, au sud-ouest. La banque de Saint-Charles fut instituée, et le commerce des grains déclaré libre. Le droit d'asile fut restreint à deux églises dans Madrid et une dans les autres villes. Enfin, si l'Espagne, pendant la guerre d'Amérique, ne put reprendre Gibraltar aux Anglais, elle recouvra du moins Minorque, dans les Baléares, et la Floride sur le continent américain.

Italie : Beccaria et Tanucci. — En Toscane, sous le grand-duc Léopold (plus tard empereur), Beccaria, l'auteur du *Traité des Délits et des Peines*, abolissait la peine de mort; il simplifiait les lois civiles, proclamait la liberté du commerce et entreprenait de dessécher la Maremme. A Parme, l'élève de Condillac, Ferdinand, fils de don Philippe, modifiait la législation dans un sens conforme à l'esprit du siècle. A Naples, don Carlos, qui, après avoir été vingt ans roi des Deux-Siciles (1738-1759), devait gouverner l'Espagne sous

1750); Joseph I^{er} (1750-1777); Marie I^{re} (1777-1810). — L'Espagne, dans le même temps fut gouvernée par Philippe V (1700-1724); Louis I^{er} (1724); Philippe V (1724-1746); Ferdinand VI (1746-1759); Charles III (1759-1788); Charles IV (1788-1808).

1. Au dix-huitième siècle, le Portugal eut pour souverains : Jean V (1714-

le nom de Charles III, suivait l'impulsion de son ministre, l'habile Tanucci. Il publia le *code Carolin* (1754), pour établir l'uniformité dans les lois du royaume. Les ecclésiastiques furent soumis à l'impôt, les juifs admis à résider, les nobles perdirent le droit d'être jugés par des tribunaux d'exception; les revenus publics furent triplés. Malheureusement, sous le règne de Ferdinand IV (1759-1825), Tanucci, après être resté longtemps puissant, fut éloigné par la jeune reine, la trop célèbre Marie-Caroline, sœur de Marie-Antoinette et de Joseph II.

Fondation de la république des États-Unis d'Amérique. — En même temps naissait au delà des mers un État dont la fondation annonçait qu'un droit nouveau allait régner dans le monde. Le 4 juillet 1776, les treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord (*New-Hampshire, Massachusetts, Connecticut, Rhode-Island, New-York, New-Jersey, Pensylvanie, Maryland, Delaware, Virginie, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Géorgie*) se séparaient de la métropole, et, dans un manifeste signé par Jefferson, John Adams et Benjamin Franklin, elles revendiquaient pour les peuples le droit de choisir eux-mêmes leur gouvernement¹. On vit le roi de France, c'est-à-dire le représentant de la plus antique dynastie royale de l'ancien monde, se prononcer en faveur des républicains du nouveau; on vit de jeunes nobles, les Lafayette, les Noailles, aller avec les Polonais Pulaski et Kosciusko mettre leur épée au service

1. Le préambule de la déclaration d'indépendance débutait ainsi: « Lorsque le cours des événements humains met un peuple dans la nécessité de rompre les liens politiques qui l'unissent à un autre peuple, et de prendre parmi les puissances de la terre la place séparée et le rang d'égalité auxquels il a droit en vertu des lois de la nature et du Dieu de la nature, le respect qu'il doit aux opinions du genre humain exige de lui qu'il expose aux yeux du monde et déclare les motifs qui le forcent à cette séparation.

« Nous regardons comme incontestables et évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes: que tous les hommes ont été créés égaux; qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables; que parmi ces droits on doit placer au premier rang la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que, pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés; que, toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructrice de ces fins pour lesquelles elle a été établie, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement, en établissant ses fondements sur les principes, et en organisant ses pouvoirs dans la forme qui lui paraîtra la plus propre à lui procurer la sûreté ou le bonheur. A la vérité, la prudence dit que pour des motifs légers et des causes

des descendants de ces puritains qui avaient fait la révolution d'Angleterre. Beaumarchais leur envoya des armes. L'envoyé des *insurgents*¹, le célèbre Franklin, fut reçu en triomphe à Paris; voulant mettre son pays sous la protection des philosophes, il présenta son petit-fils à Voltaire, qui venait lui aussi d'être reçu triomphalement à Paris après vingt ans d'absence. Le patriarche de Ferney étendit les mains sur la tête de l'enfant en prononçant ces deux mots: *God and Liberty*; plus tard, d'Alembert devait composer pour Franklin lui-même cette épithape:

Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis².

Le généralissime américain, Washington, le vainqueur d'York-Town, avait été pendant la lutte intrépide soldat, habile général, plein de sang-froid, de ténacité, de patience dans les revers, de modération au milieu des succès; la paix rétablie, il se montra respectueux observateur des lois et déposa l'épée pour se retirer dans sa retraite de Mount-Vernon, au bord du Potomac, « à l'ombre de sa vigne et de son figuier. » Lorsque la constitution américaine eut été votée par la convention de Philadelphie, la reconnaissance de ses concitoyens lui défera la présidence de la jeune république, et il prit possession du pou-

passagères, l'on ne doit pas changer des gouvernements établis depuis longtemps; et aussi l'expérience de tous les temps a montré que les hommes sont plus disposés à souffrir, tant que les maux sont supportables, qu'à se faire droit à eux-mêmes en détruisant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations tendant invariablement au même but montre évidemment le dessein de réduire un peuple sous le joug d'un despotisme absolu, ce peuple a le droit, et il est de son devoir de renverser un pareil gouvernement, et de pourvoir par de nouvelles garanties à sa sûreté pour l'avenir. »

1. C'est le nom qu'on donnait aux Américains soulevés contre l'Angleterre.

2. (II) ravit la foudre au ciel et le sceptre aux tyrans.

On sait en effet que Franklin, avant d'être un des fondateurs des États-Unis, s'était rendu célèbre par ses travaux scientifiques, ses expériences sur la nature de la foudre, ses découvertes sur l'électricité, et l'invention du *paratonnerre*. Né en 1706 à Boston et fils d'un fabricant de savon, Benjamin Franklin fut d'abord ouvrier, puis maître imprimeur, ensuite directeur des postes dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. Chargé, au début des troubles, de soutenir les réclamations de ses compatriotes à Londres, il fut ensuite ambassadeur à Paris; plus tard encore, il eut une part considérable à la rédaction de la constitution américaine. Il mourut en 1790. Il avait publié, pour l'instruction du peuple, l'*Almanach du bonhomme Richard*.

voir le 4 mars 1789¹. La révolution se terminait ainsi dans le nouveau monde, au moment où elle commençait dans l'ancien.

CHAPITRE II.

Les Institutions de la France avant la Révolution².

La France sous l'Ancien Régime. Le gouvernement. Le roi. Les secrétaires d'État. Les conseils. — La Cour. — Le personnel et les dépenses de la cour. — Les trois ordres. Privilèges de la noblesse. — Administration provinciale. Division militaire du royaume en 40 gouvernements. — Division civile et financière en 34 généralités et intendances. Pays d'élections; pays d'imposition; pays d'états. — Intendants. Subdélégués. États provinciaux. — Administration municipale. — Chambres des comptes et cours des aides. Hôtels des monnaies. — Impôts : taille, capitation, vingtièmes, aides, gabelle, corvée. — Fermiers généraux et collecteurs. — Etat de la propriété. L'agriculture; les droits féodaux; la dime. — Condition et alimentation du paysan. — Condition de l'habitant des villes. L'industrie et le commerce : douanes intérieures, corporations, jurandes, maîtrises. — La justice : les parlements, leur ressort. — Les pairs de France. Noblesse de robe. — Les présidiaux, le Châtelet, les sénéchaussées ou bailliages, les prévôtés. — Pays de droit coutumier et pays de droit écrit. — Rigueurs du code pénal : erreurs judiciaires fréquentes. — Constitution du clergé. — Instruction publique. Les universités. — L'armée et la marine.

Demande de réformes. Les philosophes : Montesquieu (1689-1755), Voltaire (1694-1778), Rousseau (1712-1778), Diderot (1712-1784); l'Encyclopédie (1751-1772). — Les Economistes : Quesnay (1694-1774), Gournay (1712-1759), Adam Smith (1723-1790).

Tentatives de réformes. Louis XVI (1774). Ministère de Turgot (1774-1776). — Premier ministère de Necker (1778-1781). — Calonne (1783-1787). L'assemblée des notables (1787). — Brienne (1787-1788). Sa lutte contre les parlements. — Second ministère de Necker (1788). Les états généraux convoqués. — Préliminaires de la Révolution.

La France sous l'Ancien Régime. Le gouvernement. Le roi. Les secrétaires d'État. Les conseils. — Pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle les idées nouvelles s'é-

1. Il fut réélu deux fois président et exerça ainsi la suprême magistrature pendant huit ans (1789-1793, 1793-1797). Il refusa une troisième présidence; et depuis cette époque, bien qu'aucun article de la Constitution n'interdise la réélection illimitée du président de la République, l'exemple de Washington a force de loi : nul n'a été en Amérique placé trois fois de suite à la tête du pouvoir exécutif. Au sortir de charge, Washington se retira définitivement à Mount-Vernon, où il mourut en 1799. C'est à quelque distance de là, sur les bords du Potomac, que les Américains reconnaissants ont bâti leur capitale. Ils lui ont donné le nom du grand homme qui présida aux premiers jours de leur existence comme nation.

2. Consulter, dans l'atlas de M. Chevallier, la *Carte politique et administra-*

taient propagées en France avec une rapidité extrême, tandis que les institutions étaient restées à peu près stationnaires : de ce désaccord devait sortir une révolution. On s'en convaincra facilement en jetant un coup d'œil rapide sur l'état de la société française au dix-huitième siècle. A la tête de la monarchie se trouvait le roi, dont le pouvoir était à peu près absolu. Ses édits, il est vrai, n'avaient force de loi qu'après avoir été enregistrés par les parlements; mais lorsqu'ils s'y refusaient, le souverain les y contraignait dans un *lit de justice*. Il y avait six ministres : le *Chancelier*, le *Contrôleur général des finances*, les *Secrétaires d'État de la maison du roi, de la guerre, de la marine et des affaires étrangères*. Leurs attributions respectives n'étaient pas bien définies; chacun d'eux, en dehors de son département spécial, s'occupait des affaires intérieures d'une partie du royaume.

Les conseils qui participaient à l'administration du royaume étaient au nombre de six : 1^o le *grand conseil d'État*, ou *conseil d'en haut*; 2^o le *conseil des dépêches*; 3^o le *conseil royal des finances*; 4^o le *conseil royal du commerce*; 5^o le *conseil d'État privé* ou *des parties*; 6^o la *grande chancellerie de France*.

Le grand conseil d'État, ou conseil d'en haut, s'occupait des affaires étrangères et de toutes les questions politiques. Le conseil des dépêches réglait les affaires d'administration intérieure, lisait la correspondance des intendants et y répondait. Le conseil des finances, comme son nom l'indique, connaissait des matières financières, impôts, emprunts, etc. Le conseil des parties, ou conseil d'État privé, examinait les requêtes en cassation et en revision d'arrêts, les conflits administratifs ou judiciaires, et les affaires ecclésiastiques. La grande chancellerie scellait les édits et déclarations, les lettres d'anoblissement, etc.

On peut encore comprendre au nombre des conseils la *prévôté de l'hôtel du roi* et le *grand conseil*. C'étaient deux corps judiciaires spéciaux devant lesquels se décidaient certaines causes enlevées par le gouvernement à leurs juges naturels. Le grand conseil examinait les procès relatifs aux évêchés et aux bénéfices de nomination royale, les conflits entre les parlements et les présidiaux, et revisait en appel les jugements du grand prévôt.

tive de la France en 1789, et la *Carte judiciaire de la France en 1789*, ainsi que les deux excellents tableaux qui accompagnent ces deux cartes.

La Cour. — A côté ou, pour mieux dire, au-dessus du gouvernement et plus puissante que lui, était *la Cour*. Depuis que Louis XIV avait abandonné Paris, pour éviter le contact du peuple qui avait fait la Fronde, et Saint-Germain, pour éviter la vue des clochers de Saint-Denis qui lui rappelaient que les rois n'étaient pas immortels, Paris et Versailles, la *Ville* et la *Cour*, formaient deux mondes entièrement distincts. Louis XV ne venait jamais à Paris. L'empereur Joseph II, visitant la France sous le règne de Louis XVI, apprit avec stupeur que le roi très chrétien son beau-frère n'était jamais venu à l'Hôtel des Invalides. La cour ne connaissait que la cour.

Sous le règne de Louis XVI, à Versailles, à Trianon, à Fontainebleau, à Compiègne, des hommes élégants et frivoles, parés, poudrés, brodés, de jolies femmes étourdies et gracieuses, se pressaient autour de la jeune reine Marie-Antoinette et de ses favorites, la comtesse Jules de Polignac et sa belle-sœur la comtesse Diane, la princesse de Lamballe, le jeune comte d'Artois, le baron de Besenval, le marquis de Vaudreuil, le duc de Coigny, le duc de Lauzun, le comte de Fersen, le prince de Lambesc, le comte de Guines et le cardinal de Rohan (avant l'affaire du collier). On y jouait gros jeu, on y riait, on y médaisait, on y faisait des épigrammes. On s'y entretenait des mérites du dernier cheval anglais acheté par le duc d'Orléans ou du dernier roman de Florian¹; on y discutait toilette, modes, coiffure. On y tenait pour ou contre la musique de Piccini² ou de Gluck³, de Grétry⁴ ou de Monsigny⁵, les statues de

1. Florian (Jean-Pierre-Claris de), né au château de Florian, dans le Gard, en 1755 et mort en 1794. Petit-neveu de Voltaire, il devint capitaine de dragons et gentilhomme ordinaire du duc de Penthièvre (fils du comte de Toulouse et par conséquent petit-fils de Louis XIV). Florian a composé des *Comédies* : *les Deux Billets*, *Jeannot et Colin*, *les Deux Jumeaux de Bergame*, *le Bon Ménage*; des *fables* et des *romans* : *Estelle et Némorin*, *Numa Pompilius*, *Gonzalve de Cordoue*, etc.

2. Piccini (Nicolo), né à Bari en 1728, mort à Passy en 1800, fut appelé à Paris par Marie-Antoinette. Il avait composé la musique de *Zénobie*, *Roland*, *Atys*, *Didon*, etc. Il était le rival de l'allemand Gluck. Le public parisien était alors partagé en *Gluckistes* et *Piccinistes*.

3. Gluck (Christophe), né en 1712, mort en 1787, avait composé *Hélène et Pâris*, *Alceste*, *Orphée*, *Iphigénie en Aulide*, *Iphigénie en Tauride*, *Armide*, *Écho et Narcisse*, *le Siège de Cythère*. Marie-Antoinette le fit venir à Paris en 1774, mais il retourna mourir à Vienne.

4. Grétry (André-Ernest-Modeste), né à Liège en 1741, mort en 1813. On lui doit les opéras suivants : *Zémire et Azor*, *l'Ami de la maison*, *l'Amant jaloux*, *l'Épreuve villageoise*, *Richard Cœur-de-Lion*, etc.

5. Monsigny, né en 1729 près de Saint-Omer, mort en 1817, devint compo-

Falconet⁴ ou les bustes de Houdon⁵, les tableaux de Greuze⁶, de Fragonard⁷ ou les marines de Vernet⁸, la poésie de Parny⁹ ou d'Ossian⁷, les romans de M^{me} de Genlis⁸ ou de Bernardin de Saint-Pierre⁹, de Ducray-Dumesnil¹⁰ ou de Richard-

sitéur de musique après avoir entendu la *Serva padrona* de Pergolèse. Il a composé les *Aveux indiscrets*, *le Cadi dupé*, *On ne s'avise jamais de tout*, *Rose et Colas*, *le Déserteur*, etc.

1. Falconet, né en 1716, mort en 1791. On lui doit la *Statue équestre de Pierre le Grand* (à Saint-Petersbourg), *Pygmalion*, *Alexandre*, *l'Hiver*, *l'Amour menaçant*, etc.

2. Houdon (Jean-Antoine), né en 1741, mort en 1828, a composé les *Bustes de Diderot*, de *Washington*, de *Franklin*, de *Chénier*, de *Mirabeau*, la *Statue de Voltaire* (du Théâtre-Français), la *Statue de Molière* (du Théâtre-Français), *Diane*, *l'Oiseau mort*, etc.

3. Greuze (Jean-Baptiste), né à Tournon en 1725, mort à Paris en 1805. Ses tableaux les plus connus sont : *l'Enfant qui boude*, *l'Accordée de village*, *le Paralytique*, *la Jeune Fille qui pleure son oiseau mort*, *l'Enfant gâté*, *la Mère bien-aimée*, *le Fils ingrat*, *la Petite Fille jouant avec un chien noir*, *la Malédiction paternelle*, *la Cruche cassée*, etc.

4. Fragonard (Jean-Honoré), né à Grasse en 1732, mort en 1806, a composé : *le grand prêtre Coréus s'immole pour sauver Callirhoé*, *l'Antre de Pluton*, *l'Absence des parents mise à profit*, *Tête de vieillard*, *Groupes d'enfants*, *le Sacrifice de la rose*, *le Contrat*, *le Verrou*, etc.

5. Claude-Joseph Vernet, né à Avignon en 1714, mort en 1789. On lui doit : *les Vues de Bordeaux*, des *paysages*, des *marines*, des *Vues de Bayonne*, *Vue de Rochefort*, *Vue de la Rochelle*, *le Port de Dieppe*, *les Quatre parties du jour*, un *Brouillard*, un *Clair de lune*, un *Coucher de soleil*, *la Tempête*, décrite avec tant de verve par Diderot (*Regrets sur ma vieille robe de chambre*). Il fut père de Carle Vernet et grand-père d'Horace Vernet. Son contemporain Boucher, né à Paris en 1733, mort en 1770, a composé : des *pastorales*, une *Nativité*, *Angélique et Médor*, *la Caravane*, *le Bain de Diane*, etc. M^{me} Vigée Lebrun (1756-1842), peintre ordinaire de la reine, fit en 1779 un célèbre portrait de *Marie-Antoinette*, qui se trouve dans le *salon de la Reine*, au château de Versailles.

6. Parny (Evariste-Désiré Desforges de), né à Saint-Paul (le Bourbon) en 1753, mort en 1814, avait publié en 1774 des *poésies érotiques*.

7. L'Écossais Mac-Pherson, né en 1738, mort en 1796, publia, à partir de 1760, sous le nom d'Ossian, barde du troisième siècle, des *fragments de poésies anciennes*, recueillis dans les montagnes d'Écosse, et traduits de la langue orse et gallique, comme *Fingal*, *Comala*, *la Guerre d'Inistona*, *les Chants de Selma*, *la Guerre de Temora*, *Dargo*, *l'Incendie de Tura*, etc. Son livre reçut un accueil enthousiaste, mais il trouva aussi des critiques passionnés, Johnson, par exemple, qui reprochait à Mac-Pherson d'avoir abusé de la crédulité publique en imprimant ses propres poésies comme l'œuvre d'Ossian.

8. M^{me} de Genlis (Ducrest de Saint-Aubin), née en 1746, morte en 1830. Mariée au comte Brunslart de Genlis, marquis de Sillery, elle fut introduite par sa tante, M^{me} de Montesson, dans la maison du duc d'Orléans, et devint gouvernante de ses enfants. Elle composa le *Théâtre d'éducation*, les *Annales de la vertu*, *Adèle et Théodore*, les *Veillées du château*, etc.

9. Bernardin de Saint-Pierre, né au Havre en 1737, mort en 1814. Il publia en 1784 les *Études de la nature*, et, en 1788, *Paul et Virginie*.

10. Ducray-Dumesnil, né à Paris en 1761, mort en 1819. Ses premiers ro-

son¹. La poudre et les mouches, la chevelure relevée ou flottante, les manchons, les diamants de telle ou telle forme y avaient leurs défenseurs passionnés ou leurs adversaires systématiques. On y jouait le *Mariage de Figaro* avec la reine devenue *Rosine*, et le comte d'Artois transformé en comte *Almaviva*. On y raffolait de la nature, entrevue à travers *l'Estelle* et *Némorin* de Florian et les idylles de Gessner²; dans les jardins et les bosquets du Petit Trianon, les grandes dames métamorphosées en bergères se faisaient un jeu de traire de petites vaches bien propres et de serrer dans leurs bras de petits moutons blancs enguirlandés de rubans roses.

La cour faisait et défaisait les ministres. Elle renvoyait Turgot et chassait Necker par ses jeux de mots; elle soutenait Calonne et créait Brienne. Elle imaginait des sinécures pour pensionner les favoris, s'opposait à la réforme des abus, et quand par hasard il était question de supprimer une place inutile, elle s'écriait : « Cela ne se voit qu'en Turquie ! » Elle s'avancait le sourire aux lèvres, en la préparant et sans la prévoir, au-devant de la Révolution.

La cour avait cependant prévu la Révolution sous Louis XV : « Cela durera bien autant que moi ! » avait l'habitude de dire ce roi qu'on avait, en 1744, surnommé *le Bien-Aimé*; et Madame de Pompadour ajoutait : « Après nous le déluge ! »

Le personnel et les dépenses de la cour. — Les dépenses de la cour atteignaient un chiffre effrayant. Au dix-huitième siècle, dit un historien, « dès qu'un prince ou une princesse est d'âge, on lui forme une maison; dès qu'un prince se marie, on forme une maison à sa femme; et par maison entendez une représentation à quinze ou vingt services distincts, écurie, vénerie, chapelle, faculté, chambre, garde-robe, chambre aux deniers, bouche, paneterie-bouche, cuisine-bouche, échansonnerie, fruiterie, fourrerie, cuisine-commun, cabinet, conseil; elle ne se sent point princesse sans cela. Il y a 274 charges chez le duc

mans furent *Lolotte et Fanfan*. *Alexis ou la maisonnette dans les bois*, *Petit-Jacques et Georgette*, auxquels il ajouta plus tard *Victor ou l'Enfant de la forêt*, *les Petits Orphelins du hameau*, *Calina ou l'Enfant du mystère*, *Paul ou la Ferme abandonnée*, *les Soirées de la chaumière*, etc.

1. Samuel Richardson, né en 1689, mort en 1761. Ses plus célèbres romans, *Faméla*, *Clarisse Harlowe*, *sir Charles Grandisson*, traduits de l'anglais par l'abbé Prévost et Letourneur, furent accueillis avec une admiration passionnée, dont Diderot s'est fait l'écho.

2. Gessner (Salomon), fils d'un libraire de Zurich, né en 1730, mort en 1788, a composé des poèmes d'un ton sentimental et déclamatoire, *la Nuit*, *Daphnis*, *la Mort d'Abel*, *le Premier Navigateur*, et de jolies idylles.

d'Orléans, 240 chez Mesdames, 68 chez madame Élisabeth, 239 chez la comtesse d'Artois, 256 chez la comtesse de Provence, 496 chez la reine. Lorsqu'il s'agit de former une maison à madame Royale, âgée d'un mois, « la reine, écrit « l'ambassadeur d'Autriche, veut supprimer une mollesse nuisible, une affluence inutile de gens de service, et tout usage propre à faire naître des sentiments d'orgueil. Malgré le re-
« tranchement susdit, la maison de la jeune princesse se
« montera encore à près de 80 personnes destinées au service
« unique de sa personne royale. » La maison civile de Monsieur en comprend 420, et sa maison militaire 179; celle du comte d'Artois 237 et sa maison civile 456.... Par cet éclat des astres secondaires, jugez de la splendeur du soleil royal.

« Il faut au roi une garde, infanterie, cavalerie, gardes du corps, gardes françaises, gardes suisses, Cent Suisses, chevaux-légers de la garde, gendarmes de la garde, gardes de la porte, 9,050 hommes, coûtant chaque année 7,681,000 livres.... Étant gentilhomme, le roi est cavalier, et il lui faut une écurie proportionnée, 4857 chevaux, 247 voitures, 4458 hommes, qu'il habille, et dont la livrée coûte 540,000 francs par an; outre cela, 38 écuyers de main, cavalcadours et ordinaires; outre cela, 20 gouverneurs, sous-gouverneurs, aumôniers, professeurs, cuisiniers et valets pour gouverner, instruire et servir les pages; outre cela, une trentaine de médecins, apothicaires, garde-malades, intendants, trésoriers, ouvriers, marchands brevetés et payés pour les accessoires de ce service : en tout plus de 4500 hommes. On achète pour 250,000 francs de chevaux par an, et il y a des haras en Limousin et en Normandie pour la remonte. 287 chevaux sont exercés tous les jours dans les deux manèges; il y a 443 chevaux de selle dans la petite écurie, 437 dans la grande, et cela ne suffit pas à la « vivacité du service ». Le tout coûte 4,600,000 livres en 1775 et monte à 6,200,000 livres en 1787.... Autre goût de gentilhomme, qui est une suite du précédent : la chasse. Elle coûte au roi de 4,400,000 à 4,200,000 francs par an et occupe 280 chevaux outre ceux des deux écuries. On ne saurait imaginer un équipage plus varié ni plus complet : meute pour le sanglier, meute pour le loup, meute pour le chevreuil, vol pour corneille, vol pour pie, vol pour émerillon, vol pour lièvre, vol pour les champs. On dépense, en 1783, 479,494 livres pour la nourriture des chevaux et 52,442 livres pour celle des chiens. » (*Les Origines de la France Contemporaine*, par H. Taine. T. I. *L'Ancien Régime*.)

Les trois ordres. Privilèges de la noblesse.—La nation était divisée en trois ordres : 1^o le *clergé* ; 2^o la *noblesse*, c'est-à-dire ceux dont la plupart, suivant la mot de Beaumarchais, « s'étaient donné la peine de naître et rien de plus » ; 3^o enfin le dernier des trois ordres, celui qui supportait presque seul toutes les charges, « et qui, comme le disait Sieyès, n'était rien, devait être tout, et voulait être quelque chose » : le *tiers état*.

La population totale de la France était évaluée à 25,000,000 d'habitants, parmi lesquels environ 83,000 nobles et 250,000 ecclésiastiques.

Les nobles jouissaient de nombreux privilèges honorifiques ou utiles. Seuls les membres de la plus haute noblesse pouvaient faire partie de l'*ordre du Saint-Esprit*¹. A peu près seuls ils étaient admis dans l'*ordre de Saint-Louis*², dans ceux du *Mérite militaire*³, de *Saint-Michel*⁴, et dans celui de *Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel*⁵.

Les nobles dont les titres remontaient à 1399 avaient entrée à la cour et droit de monter dans les carrosses du roi. Ceux qui avaient cent quarante ans de noblesse prouvée pouvaient placer leurs filles dans la maison de Saint-Cyr, et leurs fils dans les écoles militaires. Ils pouvaient également (à l'exclusion des roturiers depuis 1784) devenir officiers dans l'armée. Ils étaient exempts de la plupart des impôts, de la taille, de la corvée. Ils n'avaient point à payer la gabelle, recevant gratuitement le sel du roi sous le nom de *franc-salé*. Enfin, sur leurs terres, s'ils n'avaient plus conservé de droits politiques, ils possédaient encore la plupart des *droits utiles*. On les trouvera énumérés plus loin dans le paragraphe relatif à l'état de la propriété.

1. L'*ordre du Saint-Esprit*, composé de 100 chevaliers, avait été institué par Henri III le 1^{er} janvier 1579. Les marques distinctives consistaient dans un cordon bleu et un collier.

2. L'*ordre royal et militaire de Saint-Louis* fut créé par Louis XIV en 1693. Pour être chevalier de Saint-Louis il fallait être catholique et officier depuis dix ans. La décoration consistait en une croix suspendue à un ruban rouge, et portant cette devise : *Bellicæ virtutis præmium*.

3. L'*ordre du Mérite militaire* avait été institué par Louis XV en 1759, pour les officiers protestants.

4. L'*ordre de Saint-Michel* avait été créé par Louis XI en 1469. Le cordon était noir. Au dix-huitième siècle on le donnait souvent à des roturiers.

5. L'*ordre de Saint-Lazare de Jérusalem* remontait aux croisades ; Henri IV le réunit à celui de *Notre-Dame du Mont-Carmel*, qu'il avait créé en 1608.

Beaucoup de seigneurs avaient le droit de rendre la justice, mais seulement en matière relative à la perception des droits féodaux. Dans les villages, le juge du seigneur avait aussi des attributions de police.

Le droit d'aînesse existait dans les familles nobles. S'il n'y avait que deux enfants, l'aîné conservait les titres originaires de la famille, ses armes, son cri, le principal manoir et les deux tiers des biens. S'il y avait plus de deux enfants, l'aîné n'avait que la moitié. Le reste était partagé par portions égales entre les autres enfants.

Administration provinciale. Division militaire du royaume en 40 gouvernements. — Au point de vue militaire, la France était partagée en 32 grands gouvernements et 8 petits, ayant à leur tête des *gouverneurs* ; au point de vue de l'administration civile et financière, elle était divisée en 34 *généralités* ou intendances dirigées par des *intendants*. Jusqu'au règne de Louis XIII, les gouverneurs existaient seuls et réunissaient dans leurs mains tous les pouvoirs. A cette époque, en 1635, le cardinal de Richelieu, les trouvant trop puissants, avait placé à côté d'eux des intendants.

Les gouverneurs, en 1789, avaient pour principale attribution de transmettre les ordres du roi aux autorités militaires inférieures. Dans les pays d'états, ils présidaient les assemblées provinciales. Chaque gouverneur avait le droit d'entretenir une compagnie de gardes.

Il faut se garder de confondre les 32 grands gouvernements avec les anciennes provinces dont ils portaient les noms, sans avoir conservé les mêmes limites. Ces gouvernements étaient : 1^o l'*Île de France* ; 2^o la *Flandre* ; 3^o l'*Artois* ; 4^o la *Picardie* ; 5^o la *Normandie* ; 6^o la *Bretagne* ; 7^o le *Maine* ; 8^o l'*Anjou* ; 9^o la *Touraine* ; 10^o l'*Orléanais* ; 11^o le *Nivernais* ; 12^o la *Champagne* ; 13^o la *Lorraine* ; 14^o l'*Alsace* ; 15^o la *Bourgogne* ; 16^o la *Franche-Comté* ; 17^o le *Lyonnais* ; 18^o le *Bourbonnais* ; 19^o le *Berry* ; 20^o le *Poitou* ; 21^o la *Saintonge* et l'*Angoumois* ; 22^o l'*Aunis* ; 23^o le *Limousin* ; 24^o l'*Auvergne* ; 25^o la *Marche* ; 26^o la *Guyenne* et la *Gascogne* ; 27^o le *Béarn* ; 28^o le *comté de Foix* ; 29^o le *Roussillon* ; 30^o le *Languedoc* ; 31^o le *Dauphiné* ; 32^o la *Provence*. Les 8 petits gouvernements étaient : 1^o *Paris* ; 2^o *Metz et Verdun* ; 3^o *Toul* ; 4^o *Sedan* ; 5^o *Boulogne* et *pays reconquis* ; 6^o le *Havre* ; 7^o *Saumur* ; 8^o la *Corse*.

Un certain nombre de pays étrangers à la souveraineté du roi étaient enclavés en France : *Avignon* et le *comtat Venaissin*

appartenaient au pape ; la *principauté de Montbéliard* au duc de Wurtemberg ; *Mulhouse* était ville libre alliée aux Suisses ; le *comté de Salm* et plusieurs autres seigneuries enclavées en Alsace et en Lorraine relevaient de l'Empire.

Division civile et financière en 34 généralités et intendances. Pays d'élections¹ ; pays d'imposition ; pays d'états. — Sous le rapport financier la France se partageait en *pays d'élections*, *pays d'imposition* et *pays d'états*. Les pays d'élections étaient ceux dans lesquels le chiffre de l'impôt était fixé par le gouvernement sans consulter les contribuables ; mais les administrations locales intervenaient dans la répartition. Les pays d'imposition étaient ceux qui avaient été réunis à la France au dix-septième et au dix-huitième siècle, et dans la plupart desquels le gouvernement fixait le chiffre et déterminait lui-même la répartition des impôts. Les pays d'états étaient ceux qui, comme le Dauphiné, la Bretagne, la Provence, etc., avaient conservé le droit de voter eux-mêmes leurs impôts par l'organe de leurs états provinciaux.

Les généralités et intendances étaient réparties ainsi qu'il suit :

Vingt généralités dans les pays d'élections : 1^o de Paris ; 2^o d'Alençon ; 3^o d'Amiens ; 4^o d'Auch ; 5^o de Bordeaux ; 6^o de Bourges ; 7^o de Caen ; 8^o de Châlons ; 9^o de Grenoble ; 10^o de la Rochelle ; 11^o de Limoges ; 12^o de Lyon ; 13^o de Montauban ; 14^o de Moulins ; 15^o d'Orléans ; 16^o de Poitiers ; 17^o de Riom ; 18^o de Rouen ; 19^o de Soissons ; 20^o de Tours. Ces vingt généralités étaient subdivisées en 175 élections.

Huit dans les pays d'imposition : 1^o intendances d'Alsace ; 2^o de Corse ; 3^o de Hainaut et de Cambrasis ; 4^o de Lorraine et Barrois ; 5^o de Roussillon ; 6^o généralités de Franche-Comté ; 7^o de Metz et 8^o de Flandre et Artois². De ces huit généralités et intendances, l'Alsace, le Hainaut et Cambrasis, la Flandre et Metz étaient divisés en *subdélégations* ; Nancy, la Franche-

1. Voici l'origine du nom de *pays d'élections* : pendant la captivité du roi Jean, les états généraux, par l'ordonnance du 3 mars 1357, rédigée sous l'inspiration d'Etienne Marcel, avaient décidé qu'à l'avenir le soin de lever les impôts appartiendrait à des *taxateurs élus* dans chaque canton ; les circonscriptions financières devaient porter le nom d'*élections*. Quelques années après, le roi Charles V prit pour lui-même le droit de désigner les taxateurs, sans rien changer aux dénominations adoptées d'*élus* et d'*élections*.

2. Bien que la Flandre et l'Artois ne formassent qu'une seule généralité, la Flandre était pays d'imposition, l'Artois pays d'états.

Comté, l'Artois, en *bailliages* ; le Roussillon en *vigueries* ; la Corse en *juridictions*.

Six dans les pays d'états : 1^o généralité de Bourgogne ; 2^o et 3^o de Toulouse et de Montpellier, administrées par le même intendant ; 4^o d'Aix ; 5^o intendance de Bretagne ; 6^o de Pau et de Bayonne. La généralité de Bourgogne était subdivisée en *bailliages et élections* ; celles de Toulouse, de Montpellier et de Bretagne en *diocèses* ; celle d'Aix en *vigueries*.

Intendants. Subdélégués. États provinciaux. — L'*intendant* était le premier magistrat civil de chaque généralité. Il était nommé presque toujours par le contrôleur général des finances. Administration, travaux publics, agriculture, industrie, commerce, police, levée des milices, ses fonctions s'étendaient à tout. L'intendant était d'ordinaire un nouvel anoblissement. Il nommait ses *subdélégués*, pris parmi les roturiers et révocables à sa volonté. L'intendant, suivant l'expression d'un historien, était à la fois « administrateur et juge. » Il correspondait avec tous les ministres ; il était « l'agent unique, dans la province, de toutes les volontés du gouvernement. » (A. de Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*). C'est ce qui faisait dire à Law : « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlement, ni états, ni gouverneurs ; ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces, de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité. »

Les *états provinciaux* se réunissaient tous les trois ans en Bourgogne, tous les deux ans en Bretagne, chaque année en Flandre, en Artois, dans le Cambrasis, en Béarn, en Languedoc, en Provence.

Administration municipale. — A Paris, l'administration municipale se composait d'un *prévôt des marchands*, de quatre *échevins*, un *procureur du roi*, un *avocat du roi*, un *substitut* et un *greffier*. Le prévôt des marchands était nommé par le roi pour deux années. Les autres membres de la municipalité, en principe, étaient élus par les notables bourgeois ; mais leurs noms étaient désignés d'avance par le roi, et l'élection n'était plus qu'une formalité.

Dans les villes de province, les *maires*, *échevins*, *conseillers* et *receveurs-syndics*, qui composaient les *municipalités*, tantôt achetaient leurs fonctions, tantôt étaient élus par

les habitants, tantôt étaient nommés par le roi ou par les gouverneurs.

Dans chaque village il y avait un *syndic* ou *maire*, dont le rôle se réduisait presque à répartir la taille avec les chefs de famille. Il était nommé ou par l'intendant, ou par le seigneur de la paroisse. A partir de 1787, les communes recouvrèrent le droit d'élection.

Chambres des comptes et cours des aides. Hôtels des monnaies. — La juridiction en matière de finances appartenait aux *chambres des comptes* et aux *cours des aides*.

Les chambres des comptes examinaient les comptes de ceux qui maniaient les deniers du roi, ceux des pays d'états et des villes, recevaient l'hommage des vassaux de la couronne, enregistraient les pensions, les lettres de naturalité, de légitimation, etc.

Les cours des aides connaissaient des matières relatives aux tailles, aides, gabelles, et jugeaient les appels des élections, greniers à sel, etc.

Il y avait onze chambres des comptes : *Paris, Dijon, Rouen, Grenoble, Nantes, Aix, Dôle, Nevers*¹, *Nancy, Bar-le-Duc, Montpellier, Pau*. Les cours des aides étaient au nombre de six : *Paris, Montpellier, Rouen, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Montauban*. Il y en avait en outre trois autres : celle de *Pau*, créée en 1632 et unie presque aussitôt au parlement de la même ville ; celle de *Grenoble*, créée d'abord à Vienne (1638), puis supprimée et réunie au parlement de Grenoble (1658) ; enfin celle de Provence, unie dès l'origine au parlement d'Aix.

Il y avait en outre en France trente et une villes où l'on battait monnaie ; dix-sept hôtels des monnaies avaient conservé ce droit ; les pièces frappées dans chacun d'eux portaient une marque distinctive. En voici la liste avec l'indication de cette marque : *Paris, A ; Rouen, B ; Lyon, D ; la Rochelle, H ; Limoges, I ; Bordeaux, K ; Bayonne, L ; Toulouse, M ; Montpellier, N ; Perpignan, Q ; Orléans, R ; Nantes, T ; Metz, AA ; Strasbourg, BB ; Lille, VV ; Marseille, MM ; Pau, une vache.*

1. La chambre des comptes de Nevers s'appelait *chambre ducal*. Instituée par les anciens ducs de Nevers pour la conservation de leurs domaines et revenus, elle avait été maintenue par les héritiers de Mazarin, devenus ducs de Nevers, Rethel et Donzy. — La chambre des comptes de Pau avait été jointe en 1691 au parlement de cette ville ; celle de Montpellier avait été jointe sous le même règne à la cour des aides du même lieu.

Impôts : taille, capitation, vingtièmes, aides, gabelle, corvée. — Les impôts étaient considérables, et leur poids d'autant plus lourd qu'ils tombaient sur la classe la moins riche, c'est-à-dire sur le tiers état. Il fallait payer d'abord la *taille*, c'est-à-dire l'impôt foncier ou direct. Rendue permanente sous Charles VII, la *taille* pesait sur les seuls roturiers. Suivant les pays, elle était *personnelle*, ou *mixte*, ou *réelle*. La taille personnelle ou mixte portait sur tous les biens mobiliers et immobiliers du contribuable. La taille réelle portait sur les biens-fonds. Ensuite venait la *capitation*, que nous appellerions aujourd'hui cote personnelle. La capitation était devenue permanente en 1704. Le clergé en était exempt, et la noblesse ne la payait qu'imparfaitement. Cet impôt, en 1784, produisait 35,000,000 de livres.

Les deux *vingtièmes* sur les revenus, établis en 1748 et 1756 étaient payés par tout le monde et produisaient environ 55,000,000. Les *aides* ou impôts indirects comprenaient les droits sur le vin, les boissons, les huiles, les ouvrages d'or et d'argent, la fabrication des fers, les aciers, les cartes, le papier, l'amidon, la marque des cuirs. Le gouvernement avait la régie des poudres et le monopole des tabacs. Ajoutons encore les octrois des villes.

Une autre source de revenus consistait dans la *gabelle*, ou monopole du sel, qui remontait à Philippe VI. La France était divisée en six régions de gabelles : 1° celle des *grandes gabelles* payait le quintal de sel 62 livres ; 2° celle des *petites gabelles*, 33 livres 10 sous ; 3° celle des *pays de salines*, 24 livres 10 sous ; 4° celle des *pays rédimés*, de 6 à 12 livres ; 5° celle des *provinces franches*, de 40 sous à 9 livres ; 6° celle du *pays de quart-bouillon* (nom du sable imprégné de sel qu'on y faisait bouillir), 46 livres. Cette vente se faisait donc d'une façon fort arbitraire. Dans l'Artois le sel ne valait que 4 livres ou même 40 sous le quintal, tandis qu'il se vendait à Amiens 62 livres. Dans certaines provinces, chaque personne au-dessus de sept ans était forcée d'acheter tous les ans, au grenier du roi, au moins sept livres de sel ; dans d'autres, au contraire, on ne pouvait obtenir le sel qu'on demandait en sus de la taxe. En 1787, le peuple payait pour la gabelle 76,592,532 livres. La contrebande du sel amenait chaque année près de 4,000 saisies dans les habitations et plus de 40,000 arrestations de faussauniers des deux sexes.

Enfin venaient les *corvées*, ou journées de travail dues par

tous les roturiers pour l'établissement ou l'entretien des routes.

Dans son discours prononcé à l'ouverture des états généraux, le 5 mai 1789, Necker accusait 475,294,000 livres de recettes annuelles, 534,444,000 livres de dépenses, c'est-à-dire un déficit de 56,150,000 livres.

Fermiers généraux et collecteurs. — Les impôts étaient perçus par les *fermiers généraux*, qui prenaient à bail le recouvrement des taxes dans les provinces et rançonnaient le contribuable afin d'en tirer plus qu'ils ne donnaient au gouvernement. Dans chaque *paroisse*, un *collecteur*¹ désigné par l'intendant devait répartir et lever à ses risques et périls l'impôt exigé de ses concitoyens.

Voici comment l'*assemblée provinciale du Berry*, dont les membres étaient tous privilégiés, par conséquent exempts de la taille et désignés par le roi, appréciaient la position du collecteur dans son compte rendu de 1779: « Comme tout le monde veut éviter la charge de collecteur, il faut que chacun la prenne à son tour. La levée de la taille est donc confiée tous les ans à un nouveau collecteur, sans égard à la capacité ou à l'honnêteté; aussi la confection de chaque rôle se ressent du caractère de celui qui le fait. Le collecteur y imprime ses craintes, ses faiblesses ou ses vices. Comment, d'ailleurs, y réussirait-il bien? Il agit dans les ténèbres: car qui sait au juste la richesse de son voisin et la proportion de cette richesse avec celle d'un autre? Cependant l'opinion du collecteur seul doit former la décision, et il est responsable sur tous ses biens, et même par corps, de la recette. D'ordinaire, il lui faut perdre la moitié de ses journées à courir chez les contribuables. Ceux qui ne savent pas lire sont obligés d'aller chercher dans le voisinage quelqu'un qui les supplée... La préférence pour ses parents, pour ses amis et ses voisins, la haine, la vengeance contre ses ennemis, le besoin d'un protecteur, la crainte de déplaire à un citoyen aisé qui donne de l'ouvrage, combattent dans le cœur du collecteur les sentiments de la justice. »

Trop considérable, le poids des impôts se trouvait donc encore aggravé par un mode de perception vicieux. Aussi les prisons étaient-elles pleines de gens arrêtés pour refus de payer, ou que la misère avait réduits au vagabondage. En 1767, on arrêta cinquante mille mendiants.

1. Chaque habitant de la paroisse était collecteur à son tour.

État de la propriété. L'agriculture; les droits féodaux; la dime. — L'état de la propriété différait d'après la condition des possesseurs. Les biens ecclésiastiques, connus sous le nom de *biens de mainmorte*, ne payaient aucun impôt. Les assemblées du clergé accordaient cependant de temps à autre au gouvernement une aide pécuniaire, sous le nom de *don gratuit*. Les biens nobles, exempts de la taille, n'étaient soumis qu'aux vingtièmes. Tout le poids retombait sur le tiers état, surtout sur les populations agricoles.

Le paysan n'était pas quitte lorsqu'il avait rempli ses obligations envers le roi, tailles, aides, gabelle, corvée. Il fallait encore supporter les *droits féodaux* de toute sorte: la *taille seigneuriale*, dont la quotité variait suivant les lieux; le *droit de pulvérisage*, pris sur le troupeau qui passait dans le fief, à cause de la poussière qu'il élevait; celui de *banvin*, qui empêchait les vassaux de vendre leurs denrées pendant un certain temps, pour que le seigneur pût écouler les siennes sans concurrence: ainsi le seigneur vendait seul son vin pendant un mois ou quarante jours avant que le paysan pût mettre le sien en vente; celui de *banalité*, ou droit qu'avait le seigneur de forcer ses vassaux à venir au *moulin*, au *four*, au *pressoir* seigneurial, et de les empêcher d'en bâtir eux-mêmes; le droit de *triage*, ou réserve d'un tiers sur les communaux; enfin les *droits de chasse*, qui exposaient la récolte du paysan à être foulée par les gens, les chevaux et les chiens du seigneur; les *droits de colombier*, qui permettaient au seigneur de faire manger par ses pigeons le grain du laboureur, de *pâturage* avant la première coupe; enfin, des redevances de toute espèce en nature et en argent.

Les droits féodaux étaient devenus beaucoup plus lourds, à mesure que la noblesse abandonnait la province et laissait ses châteaux déserts. Au dix-huitième siècle cet abandon était devenu général. Tous les seigneurs voulaient vivre à la cour, à Versailles ou à Paris, au centre des affaires et des plaisirs, sous les yeux du maître, de qui dépendaient les faveurs, le crédit et l'avancement; mais à la cour la vie était coûteuse: sans cesse le seigneur écrivait à son intendant pour hâter l'arrivée de ses revenus. A leur tour, l'intendant, l'homme d'affaires pressaient le paysan, sur lequel ils prélevaient eux-mêmes leur part, avec une rigueur impitoyable. Le seigneur, qui, s'il avait été présent, se serait montré plus humain, ignorait tout ou fermait les yeux.

Si maltraité par les droits féodaux, l'habitant des campagnes avait encore à payer la *dîme* au clergé. Cette redevance se composait généralement du dixième des fruits de la terre, comme son nom l'indiquait. Aussi l'agriculture, écrasée de charges, produisait-elle peu. La liberté du commerce des grains n'existant pas, il pouvait y avoir excédent de récolte dans une province et disette dans la province voisine. Le paysan était pauvre ou feignait de l'être, comme ce Bourguignon dont parle Rousseau, qui ne montrait que du pain noir et du lait caillé, cachant sa viande et son vin dans la crainte des collecteurs.

Condition et alimentation du paysan.—Le pain de froment coûtait alors, comme aujourd'hui, de trois à quatre sous la livre; mais le salaire moyen d'une journée de travail n'était que de dix-neuf sous au lieu de quarante. Malgré les louables efforts tentés récemment par Parmentier et par Louis XVI lui-même, à cette époque, « la pomme de terre est à peine connue, et, selon Arthur Young, sur cent paysans quatre-vingt-dix-neuf refuseraient d'en manger. » D'après les rapports des intendants, le fond de la nourriture en Normandie est l'avoine; dans l'élection de Troyes le sarrasin; dans la Marche et le Limousin le sarrasin avec des châtaignes et des raves; en Auvergne le sarrasin, les châtaignes, le lait caillé et un peu de chèvre salée; en Beauce un mélange d'orge et de seigle; en Berry un mélange d'orge et d'avoine. Point de pain de froment: le paysan ne consomme que les farines inférieures, parce qu'il ne peut payer son pain que deux sous la livre. Point de viande de boucherie: tout au plus il tue un porc par an. Sa maison est en pisé, couverte de chaume, sans fenêtres, et la terre battue en est le plancher, même quand le terrain fournit de bons matériaux, pierre, ardoises et tuiles; les fenêtres n'ont point de vitres. Dans une paroisse de Normandie, en 1789, « la plupart sont bâties sur quatre fourches; » souvent ce sont des étables ou des granges « où l'on a élevé une cheminée avec quatre gaules et de la boue. » (Taine, *Origines de la France contemporaine.*)

Condition de l'habitant des villes. L'industrie et le commerce: douanes intérieures, corporations, jurandes, maîtrises. — L'habitant des villes était-il plus heureux? L'industrie et le commerce étaient-ils plus florissants que l'agriculture? Remarquons d'abord que les produits ne pouvaient circuler de ville à ville et de province à province sans payer des droits énormes. Partout des *douanes intérieures* et des *péages* s'opposaient aux échanges. De Saint-Rambert jusqu'à Nantes, il y

avait vingt-huit péages sur la Loire. L'abbaye de Fontevault (près Saumur) en imposait un chaque année pendant quinze jours de janvier et quinze jours de mai. Le connétable de Lesdiguières avait établi, de son autorité privée, la douane de Valence sur le Rhône, pour entretenir ses soldats. Elle fut maintenue pendant deux siècles, malgré d'incessantes réclamations. Après avoir fait trois mille lieues et traversé l'Océan, les produits de la Chine ou du Japon ne coûtaient en France que trois ou quatre fois ce qu'ils avaient coûté au Japon ou en Chine, tandis qu'une mesure de vin, qui coûtait un sou à Orléans, en valait vingt en Normandie, à cause des douanes intérieures.

Dans chaque ville, les marchands ou *maîtres* appartenant à chaque corps de métier formaient, avec leurs *compagnons* (ouvriers) et leurs apprentis, une *corporation*. On appelait *maîtrise* la réunion des maîtres; *jurande* celle des *jurés* de la corporation chargés d'en faire respecter les règlements constitutifs. Pour exercer un métier, il fallait nécessairement faire partie d'une corporation. On devait d'abord trouver un maître qui consentit à vous prendre pour *apprenti*, s'engager à le servir pendant cinq, six, et même sept ans, et payer les frais d'apprentissage, qui étaient considérables, puisque rien qu'en entrant il fallait dépenser souvent cinq cents livres. Ensuite l'apprenti devenait *compagnon* et restait dans cette nouvelle position un espace de temps au moins double du premier, ne pouvant travailler pour lui-même, mais seulement pour le maître, dont il recevait un minime salaire. Enfin, s'il voulait devenir *maître* à son tour, il fallait payer des droits considérables, passer un examen devant les autres maîtres et exécuter le *chef-d'œuvre*. Ces difficultés, immenses pour l'ouvrier, étaient à peu près nulles pour le fils de maître qui succédait à son père après un semblant d'examen. De la sorte le privilège de fabriquer et de vendre se transmettait dans les mêmes familles comme un fief. Si l'on n'avait été successivement *apprenti*, *compagnon* et *maître*, on n'avait pas le droit d'exercer un métier; fût-on en état de bien exécuter un travail, on ne pouvait chercher dans ce travail les moyens de vivre. Le résultat, c'était une extrême misère parmi les ouvriers des villes, et, la concurrence n'existant pas, les objets fabriqués se maintenaient à des prix considérables, au détriment du consommateur.

La justice: les parlements; leur ressort. — A la tête de l'organisation judiciaire se trouvait le *parlement* de Paris.

constitué en 1302. Il était composé de sept *chambres* : la *grand'chambre*, la *Tournelle* ou *chambre criminelle*, trois *chambres des enquêtes* et deux *des requêtes*.

La *grand'chambre* connaissait des causes qui concernaient les pairs et recevait leurs serments; des affaires qui intéressaient le roi, la couronne, l'université de Paris, etc. La *Tournelle* connaissait par appel et en dernier ressort des jugements au criminel. Les *chambres des enquêtes* prononçaient sur la validité des appels au parlement et connaissaient en dernier ressort des délits entraînant une peine pécuniaire. Les *chambres des requêtes* jugeaient en premier ressort les causes personnelles entre les officiers de la maison du roi et autres qui avaient droit de *committimus*, c'est-à-dire privilège de porter directement leurs affaires au parlement. C'est au parlement de Paris que siégeaient les *pairs* du royaume.

Il y avait 12 parlements dans les provinces; voici la liste des villes où ils siégeaient, avec la date de leur fondation: 1^o Toulouse (1443); 2^o Grenoble (1453); 3^o Bordeaux (1462); 4^o Dijon (1476-1480); 5^o Rouen (1499-1545); 6^o Aix (1504); 7^o Rennes (1553); 8^o Pau (1620); 9^o Metz (1633); 10^o Besançon (1674-1676); 11^o Douai (1686); 12^o Nancy (1775). Les ressorts de ces divers parlements étaient très inégaux. On en jugera par le tableau suivant.

Parlement de Paris, 10,000,000 d'habitants.

Toulouse,	3,000,000 hab.	Rennes,	2,300,000 hab.
Grenoble.	700,000.	Pau,	250,000.
Bordeaux,	2,200,000.	Metz,	360,000.
Dijon,	900,000.	Besançon,	750,000.
Aix,	760,000.	Douai,	400,000.
Rouen,	2,000,000.	Nancy,	750,000.

Outre les parlements, il y avait encore les quatre *conseils souverains* de Colmar, de Perpignan, d'Artois et de Corse.

Les pairs de France. Noblesse de robe. — Les pairs de France, ayant droit de séance au parlement de Paris, étaient en 1789 au nombre de cinquante, parmi lesquels sept pairs ecclésiastiques et quarante-trois laïques.

Les pairs ecclésiastiques étaient : l'*archevêque de Paris* (son titre comme pair était *duc de Saint-Cloud*); l'*archevêque duc de Reims*; les *évêques ducs de Laon et de Langres*; les *évêques comtes de Noyon, de Châlons et de Beauvais*.

Voici les noms des pairs laïques. Les cinq princes du sang : *duc d'Orléans, prince de Condé, duc de Bourbon, duc d'Enghien, prince de Conti*, et un prince légitimé, le *duc de Penthièvre*; *duc de Chaulnes* (en Picardie); d'*Elbeuf* (prince de Lambesc), d'*Harcourt*, de *Coigny* (en Normandie); de *Villeroy*, de *Fitz-James* (dans l'Île-de-France); d'*Aumont*, de *Clermont-Tonnerre*, de *Gesvres*, de *Pincy-Luxembourg* (en Champagne); de *Choi-seul* (en Lorraine); de *Praslin* (en Bourgogne); de *Brissac* et de *Richelieu* (en Anjou); de *Montbazou* et de *Luyne* (en Touraine); de *Sully* (en Orléanais); d'*Aubigny*, de *Saint-Aignan*, de *Bâthune-Charost* (en Berry); de *Nevers* (dans le Nivernais); de *Thouars* (dans le Poitou); de *Rohan-Rohan* (en Saintonge); de la *Rochefoucauld* (dans l'Angoumois); de *Noailles* (dans le Limousin); de *Mortemart* (dans la Marche); de la *Vauguyon*, de *Fronsac*, de *Duras*, de *Biron*, d'*Aiguillon*, d'*Albret*, de *Grammont* (en Guyenne et Gascogne); d'*Uzès* et de *Fleury* ou *Pérignan* (en Languedoc); de *Villars-Branças* (en Provence); de *Valentinois* (en Dauphiné); c'était le prince de Monaco. — Outre les *ducs* et *pairs*, il y avait encore les *ducs non pairs*, héréditaires, et les *ducs à brevet*, dont le titre était viager.

Les membres des parlements étaient, depuis Henri IV, propriétaires de leurs charges. Ils pouvaient ou les vendre ou les léguer à leurs enfants, à condition que l'acheteur ou l'héritier eût passé des examens de droit. Les magistrats formaient ainsi dans la nation un corps permanent et distinct, la *noblesse de robe*, à côté de la noblesse d'épée.

Les présidiaux, le Châtelet, les sénéchaussées ou bailliages, les prévôtés. — Au-dessous des parlements se trouvaient les présidiaux institués sous Henri II en 1552; ils correspondaient à peu près aux tribunaux actuels de première instance. Le nombre des présidiaux, d'abord fixé à trente-deux, s'éleva ensuite jusqu'à cent. Au début, ils jugeaient en dernier ressort dans les procès où le capital en litige ne dépassait pas 250 livres; quand il s'agissait d'une somme plus considérable, il pouvait y avoir appel de leur sentence au jugement d'un parlement; à partir de 1777, ils prononcèrent en dernier ressort jusqu'à la somme de 2,000 livres. Chaque présidial se composait de neuf magistrats. A Paris, le *tribunal du Châtelet*, qui portait le titre de *premier des présidiaux*, jugeait les contraventions locales aux règlements de police; quelquefois des causes criminelles lui étaient déferées, et il prononçait des condamnations à mort. Il y avait encore les trois cents *bailliages*

ou *sénéchaussées* (*bailliages* dans le Nord, *sénéchaussées* dans le Midi).

« Les baillis et sénéchaux, dit M. Paul Boiteau, subsistèrent jusqu'en 1789, sans autre pouvoir que celui de convoquer le ban et l'arrière-ban de la noblesse, dont ils étaient les chefs, mais que l'on ne convoquait plus, et celui de régler en première instance les différends personnels des nobles et des clercs. » (*État de la France en 1789*¹.)

Il y avait en outre un tribunal spécial, celui des *maréchaux de France*, dont la juridiction s'étendait principalement aux affaires d'honneur, aux duels. Il y avait dans les provinces 33 *présôts des maréchaux*. Ces officiers siégeaient dans les *présidaux* à côté des lieutenants criminels ; ils commandaient la *maréchaussée* (gendarmérie). Ils étaient chargés de veiller à la sûreté des routes et de juger dans certains cas les malfaiteurs pris à main armée².

Pays de droit coutumier et pays de droit écrit. — La justice n'était pas rendue d'après une législation uniforme. La France se trouvait divisée en *pays de droit coutumier* ou *germanique* (au nord) et *pays de droit écrit* ou *romain* (au midi). Les pays de droit romain étaient ceux où, à l'époque des invasions, aux quatrième et cinquième siècles, les barbares ne s'étaient établis qu'en petit nombre et n'avaient pu faire prévaloir leurs habitudes sur les institutions introduites en Gaule par la civilisation romaine. Les pays de droit coutumier étaient ceux où les Germains s'étaient mélangés dans une proportion plus considérable à la population conquise et lui avaient imposé leurs usages. Dans ces derniers pays, les coutumes variaient de province à province et quelquefois d'une ville à l'autre. C'est surtout sous Charles VI, Charles VII, Charles VIII et Louis XII que les coutumes avaient été recueillies et rédigées. Les pays de droit coutumier comprenaient les ressorts des parlements de Douai, de Rouen, de Rennes, de Metz, de Nancy, de Besançon,

1. On a fait dans ce chapitre de fréquents emprunts à cet ouvrage, qui abonde en renseignements précieux.

2. Outre les tribunaux que nous venons de citer, il y avait encore la *Table de marbre*. « On donnait ce nom antrefois à trois juridictions : la *connétable*, l'*amirauté*, et la *réformation générale des eaux et forêts*, dont les juges siégeaient autour d'une table de marbre occupant toute la largeur de la grande salle du palais de justice de Paris. Cette table avait été détruite par l'incendie de 1618 ; mais les trois juridictions n'en conservèrent pas moins leur nom jusqu'en 1789. Les jugements y étaient rendus au nom d'anciennes charges souveraines qui avaient perdu leur souveraineté. » (M. Chevallier, la *France judiciaire en 1789*.)

la plus grande partie du ressort des parlements de Paris et de Dijon, une petite partie de celui du parlement de Bordeaux ; enfin ceux des conseils souverains de Colmar et d'Artois. Les pays de droit écrit étaient composés du ressort des parlements de Toulouse, Pau, Aix, Grenoble, de la plus grande partie du parlement de Bordeaux, d'une petite partie des parlements de Paris et de Dijon ; enfin des conseils souverains de Perpignan et de Corse.

Rigueurs du code pénal : erreurs judiciaires fréquentes.

— Le code pénal consacrait encore des rigueurs cruelles, la torture ou *question préparatoire* et la *question préalable*¹, les mutilations, le gibet, la roue, le bûcher. D'ailleurs les *lettres de cachet* et la *Bastille* mettaient à la discrétion des ministres la liberté individuelle. Saint-Simon raconte l'histoire d'un Italien qui, arrêté par méprise le jour même de son arrivée à Paris, resta trente ans à la Bastille sans y être interrogé. Sous la régence, l'erreur fut reconnue. Ce malheureux, qui ne connaissait personne à Paris et avait perdu toute sa famille, demanda pour unique grâce qu'on le logeât et qu'on le nourrit à la Bastille jusqu'à la fin de ses jours. Les noms de Latude, du chevalier de Labarre, de Calas, de Sirven, de Montbailly, sont célèbres dans les annales judiciaires. Le protestant Calas, de Toulouse, accusé d'avoir étranglé son fils aîné, qui, disait-on, voulait se faire catholique, et qui, en réalité, s'était suicidé, fut condamné à mort et roué vif (1762). Plus tard Voltaire fit reconnaître et proclamer son innocence. Un autre protestant, Sirven, également de Toulouse, était accusé d'avoir jeté sa fille dans un puits pour le même motif ; or elle s'était suicidée. Condamné à mort, Sirven parvint à s'échapper (1765). Le chevalier de Labarre, jeune officier en garnison à Abbeville, accusé d'étourderies qui ne furent pas démontrées, fut condamné à mort et exécuté. Latude, victime de la haine de M^{me} de Pompadour, fut trainé trente ans de prison en prison. Montbailly, faussement accusé de parricide, et condamné à mort, périt sur la roue, à Arras. Sa femme, condamnée en même temps que lui, fut sauvée par Voltaire. Ces erreurs eussent été rendues, sinon impossibles, du moins beaucoup plus rares, s'il y avait eu dès

1. On appelait *question préparatoire* celle à laquelle était soumis tout homme accusé d'un crime capital et qui niait sa culpabilité, pour l'obliger à la confesser. La *question préparatoire* précédait le jugement. La *question préalable* précédait l'exécution du condamné à mort ; elle avait pour but de l'obliger à nommer ses complices.

loirs en France, comme en Angleterre, un jury de citoyens adjoint aux tribunaux criminels. Bien des réformes étaient donc nécessaires dans l'ordre judiciaire.

Constitution du clergé. — Dans l'ordre ecclésiastique, la France était partagée en dix-huit provinces où archevêchés, subdivisés eux-mêmes en cent vingt et un évêchés, ainsi qu'il suit : 1^o archevêché d'Aix, avec les évêchés de Fréjus, Apt, Gap, Riez, Sisteron; 2^o archevêché d'Albi, avec les évêchés de Cahors, Castres, Mende, Rodez, Vabres; 3^o archevêché d'Arles, avec les évêchés de Marseille, Orange, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Toulon; 4^o archevêché d'Auch, avec les évêchés d'Aire, Bayonne, Bazas, Comminges, Conserans, Dax, Lectoure, Lescar, Oloron, Tarbes; 5^o archevêché de Besançon, avec les évêchés de Belley, Bâle et Lausanne (ces deux derniers suffragants de Besançon, mais en dehors du royaume); 6^o archevêché de Bordeaux, avec les évêchés d'Agen, Angoulême, Condom, Luçon, Périgueux, Poitiers, la Rochelle, Saintes, Sarlat; 7^o archevêché de Bourges, avec les évêchés de Clermont, Limoges, le Puy, Saint-Flour, Tulle; 8^o archevêché de Cambrai, avec les évêchés d'Arras, Saint-Omer, Tournai et Namur (ces deux derniers suffragants de Cambrai, mais en dehors du royaume); 9^o archevêché d'Embrun, avec les évêchés de Digne, Glandève, Grasse, Senez, Vence; 10^o archevêché de Lyon, avec les évêchés d'Autun, Chalon-sur-Saône, Dijon, Langres, Mâcon, Saint-Claude; 11^o archevêché de Narbonne, avec les évêchés d'Agde, Alais, Alèth, Béziers, Carcassonne, Lodève, Montpellier, Nîmes, Perpignan, Saint-Pons, Uzès; 12^o archevêché de Paris, avec les évêchés de Blois, Chartres, Meaux, Orléans; 13^o archevêché de Reims, avec les évêchés de Soissons, Amiens, Beauvais, Boulogne, Châlons-sur-Marne, Laon, Noyon, Senlis; 14^o archevêché de Rouen, avec les évêchés d'Acraanches, Bayeux, Coutances, Évreux, Lisieux, Sées; 15^o archevêché de Sens, avec les évêchés d'Auxerre, Nevers, Troyes, Bethléem¹; 16^o archevêché de Toulouse, avec les évêchés de Lavaur, Lombez, Mirepoix, Montauban, Pamiers, Rieux, Saint-Papoul; 17^o archevêché de Tours, avec les évêchés d'Angers, Dol, le Mans, Nantes, Quimper-Corentin, Rennes, Saint-Brieuc, Saint-Malo, Saint-Pol-de-Léon, Tréguier, Vannes; 18^o archevêché de Vienne, avec les évêchés de Die, Grenoble, Valence, Viviers, Genève et Saint-

1. Ce petit évêché, fondé dans un faubourg de Clamecy par le comte Guy de Nevers, au retour de la Palestine, n'avait pas de diocèse.

Jean-de-Maurienne (ces deux derniers hors du royaume); les évêchés de Metz, Toul, Verdun, Saint-Dié, Nancy, étaient suffragants de Trèves; Strasbourg, de Mayence. La Corse contenait les évêchés d'Ajaccio, Sagone, Alérie (suffragants de Pise), Mariana, Nebbio (suffragants de Gènes); le comtat Venaissin, ceux d'Avignon, Carpentras, Vaison, Cavaillon.

Depuis le concordat de Bologne, conclu en 1516, entre François 1^{er} et Léon X, les évêques étaient nommés par le roi et recevaient du pape l'institution canonique. Ils se réunissaient dans des assemblées générales périodiques pour régler les questions de discipline intérieure, voter le don gratuit et présenter des vœux au gouvernement. Le clergé tenait les registres de l'état civil. Il avait aussi des attributions judiciaires exercées par la chambre souveraine du clergé de France, huit bureaux ecclésiastiques, et les officialités. L'étendue des diocèses était très inégale. La même inégalité se rencontrait dans leurs revenus : tel prélat, comme l'évêque de Strasbourg, touchait cinq cent mille livres par an, tandis que Fleury, réduit à la pauvreté, s'intitulait « évêque de Fréjus par l'indignation divine. » Nombre de curés de campagne se trouvaient dans une position voisine de la misère. Les biens du clergé étaient biens de mainmorte, c'est-à-dire inaliénables et soustraits à tout droit de mutation; ils étaient exempts d'impôts. Les revenus du clergé en bois, maisons, terres, cens, dimés, rentes, étaient évalués à 224,800,000 livres.

Instruction publique. Les universités. — L'instruction publique était donnée en France par vingt-quatre universités. Celle de Paris, la plus ancienne de toutes, surnommée la *filie aînée des rois*, comptait quatre facultés : *théologie, droit civil et canonique, médecine, arts*.

La faculté des arts était formée des quatre nations de France, Picardie, Normandie, Allemagne. Elle comptait dix collèges, dont voici les noms : Harcourt (Saint-Louis), Cardinal-Lemoine, Navarre, Montaigu, Plessis-Sorbonne, Lisieux, la Marche, les Grassins, Mazarin, Clermont (Louis-le-Grand). Le concours général entre ces collèges avait été établi en 1746 par le chanoine Legendre. A côté de l'Université il y avait encore à Paris le Collège royal de France (créé par François 1^{er}), et les chaires du Jardin des Plantes (créé par le cardinal de Richelieu).

C'est à Paris que siégeaient également les Académies française (fondée en 1635), de peinture et sculpture (en 1648), des belles-lettres (en 1663), des sciences (en 1666), d'architecture

(en 1671), de *chirurgie* (en 1731), et la *Société royale de médecine* (en 1776).

Les vingt-trois autres universités siégeaient dans les villes suivantes : *Toulouse, Orléans, Avignon, Perpignan, Cahors, Angers, Orange, Aix, Poitiers, Caen, Valence, Nantes, Bourges, Bordeaux, Montpellier, Strasbourg, Reims, Douai, Besançon, Pau, Dijon, Metz, Nancy*. Il existait dans chaque université un grand nombre de collèges; mais il y en avait bien peu dans lesquels on fit des études complètes. Les écoles primaires, très peu nombreuses, étaient tenues par les Frères de la Doctrine chrétienne.

L'armée et la marine. — En 1789 l'armée comptait environ 472,000 hommes, qui se décomposaient ainsi : 420,000 fantassins, 33,000 cavaliers, 9,000 artilleurs, et près de 40,000 officiers. L'infanterie comptait 104 régiments à 2 bataillons de 9 compagnies, parmi lesquels 42 régiments suisses et 2 irlandais; en outre 42 bataillons de chasseurs. La plupart des régiments portaient des noms de provinces. Les quatre plus anciens, créés par Henri II, étaient *Picardie, Navarre, Champagne, Piémont*. Il y avait 62 régiments de cavalerie, dont quelques-uns étrangers. La *maison du roi* formait un corps spécial. Elle comptait quatre compagnies de gardes du corps¹, les cent Suisses, le régiment des gardes françaises, le régiment des gardes suisses, en tout à peu près 9,000 hommes. Tous les grades s'achetaient, depuis celui de sous-lieutenant jusqu'à celui de colonel, et il fallait quatre quartiers de noblesse pour devenir sous-lieutenant (édit de 1784). Sur 90 millions consacrés annuellement à la solde de l'armée, 46 étaient donnés aux officiers, 44 seulement aux soldats. Les hommes qui devaient plus tard s'illustrer sur tous les champs de bataille de l'Europe, Hoche, Marceau, Jourdan et bien d'autres, ne pouvaient dépasser le grade de sous-officier. On avait vu, pendant la guerre de Sept ans, combien les généraux manquaient d'instruction et d'habileté. L'armée se recrutait par les enrôlements volontaires; mais bien souvent les *racoleurs*, abusant de l'ignorance des malheureux qui se laissaient tromper, les engageaient par sur-

1. Les gardes du corps étaient tous nobles; ils avaient rang d'officier. Chaque compagnie ou escadron avait pour capitaine un maréchal de France. En temps de paix les gardes du corps n'étaient sous les armes qu'un quartier, c'est-à-dire trois mois par an; en temps de guerre les quatre compagnies étaient réunies autour de la personne du roi.

prise pour quelque argent. Les soldats étaient mal nourris, durement traités¹. Aussi comptait-on par an quatre mille déserteurs.

Outre les troupes régulières, il y avait les *milices*. Recrutés par le tirage au sort, dans les villages, les miliciens restaient six ans sous les drapeaux. Ils formaient 407 bataillons, 60,000 hommes.

La marine était mieux organisée depuis le ministère de Choiseul, et, pendant la guerre d'Amérique, d'Orvilliers, d'Estaing, Lamoignon-Piquet, Suffren, avaient honorablement lutté contre les vaisseaux anglais. La marine comptait (en 1794) 226 bâtiments à flot, parmi lesquels 73 vaisseaux et 67 frégates. L'inscription maritime donnait 75,000 hommes.

Demandes de réformes. Les philosophes : Montesquieu (1689-1755), Voltaire (1694-1778), Rousseau (1712-1778), Diderot (1712-1784), l'*Encyclopédie* (1751-1772). — Tel était l'état de la France pendant le dix-huitième siècle. De grandes réformes étaient nécessaires. On les demanda de toutes parts. Les philosophes furent les premiers organes de l'opinion publique. Les plus célèbres sont Montesquieu, Voltaire, Rousseau et Diderot.

Montesquieu (né au château de la Brède en 1689 et mort à Paris en 1755) fut, à l'âge de vingt-sept ans, président à mortier au parlement de Bordeaux. En 1721, il écrivit ses *Lettres persanes*, satire ingénieuse de ses contemporains et de son siècle. En 1734, il publia les *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*. Vers la même époque, il fit paraître le *Dialogue de Sylla et d'Eucrate*. Il parcourut ensuite pendant quatorze ans toute l'Europe, observant les institutions, les mœurs, les coutumes, les idées et les besoins des divers peuples, et il résuma tous ses travaux dans l'*Esprit des lois* (1748), dont Voltaire disait : « Le genre humain avait perdu ses titres; M. de Montesquieu vient de les retrouver. » Ce livre eut, en dix-huit mois, vingt-deux éditions. L'auteur ramène tous les gouvernements à trois formes essentielles, *république, monarchie et despotisme*. Ses préférences sont pour la

1. Dans un festin donné par un prince du sang, la table de cent couverts, dressée sous une tente immense, était servie par les grenadiers, et l'odeur qu'ils répandaient offensa la délicatesse du prince. « Ces braves gens, dit-il un peu trop haut, sentent diablement le chausson. » Un grenadier répondit brusquement : « C'est parce que nous n'en avons pas, » et un profond silence suivit cette réponse. (DE SÉGUR, I, 20, 1767.)

monarchie constitutionnelle, telle qu'elle existait en Angleterre.

A côté de Montesquieu, il faut placer Voltaire (Arouet de), dont la vie de quatre-vingt-quatre ans (1694-30 mai 1778) fut un long combat contre toutes les institutions et les croyances du passé. Poète et prosateur, tragédien et satirique, historien et philosophe, moraliste et romancier, toujours parlant, toujours écrivant et agissant, tantôt en Angleterre, d'où il rapporte Shakspeare et Newton, tantôt en Champagne avec M^{me} du Châtelet ; à Potsdam auprès de son admirateur Frédéric II, avec lequel il se brouille ; à Ferney, entre la Suisse, l'Italie et la France, d'où ses livres rayonnent pendant vingt ans sur toute l'Europe, Voltaire est, par ses qualités comme par ses défauts, le représentant le plus complet du dix-huitième siècle. Trop pressé du besoin de produire, et de produire vite, pour être profond, il a tout effleuré avec une verve intarissable, tout attaqué avec une mordante ironie. Il a réclamé la liberté civile, politique et religieuse, défendu Calas, Sirven, Labarre, Montbailly et Lally, injustement condamnés, donné pour devise à son époque : « Dieu et liberté, » réclamé la tolérance et écrit ces beaux vers :

Exterminez, grand Dieu, de la terre où nous sommes,
Quiconque avec plaisir répand le sang des hommes !

(Le Fanatisme ou Mahomet le Prophète, acte III, scène VIII.)

Avant de mourir, le patriarche de Ferney voulut voir encore une fois Paris. Il eut lieu d'être satisfait : ses adversaires, Palissot, Fréron, Nonotte, avaient disparu ou n'osaient plus ouvrir la bouche. L'Académie alla en corps à sa rencontre. Au théâtre Français, on couronna son buste sur la scène, en sa présence, au milieu d'un enthousiasme délirant, qui lui arracha ce cri : « Français, vous voulez donc me faire mourir de plaisir ? » Il expira un mois après ce triomphe (30 mai 1778). Parmi ses ouvrages, citons surtout l'*Essai sur les mœurs*, le plus important de ses travaux historiques, le *Siècle de Louis XIV*, l'*Histoire de Charles XII*, le *Dictionnaire philosophique*, la *Correspondance*, la *Henriade*, les tragédies de *Méropé*, *Zaïre*, *Alzire*, *Mahomet*, etc.

Jean-Jacques Rousseau (né à Genève en 1712, mort le 2 juillet 1778), est, de tous les écrivains de cette époque, celui qui devait avoir, pendant la révolution française, le plus de disciples

et d'imitateurs. Successivement protestant, catholique et déiste, laquais, puis apprenti bijoutier à Turin, employé du cadastre à Chambéry auprès de M^{me} de Warens, musicien à Neuchâtel, truchement d'un évêque grec à Lausanne, secrétaire d'ambassade à Venise, commis d'un fermier général à Paris, copiste de musique à Montmorency, puis exilé, errant de Suisse en Angleterre, d'Angleterre en France, il accepta enfin un asile, à Ermenonville, chez le marquis Stanislas de Girardin. Il n'avait auprès de lui que sa femme Thérèse Levasseur. C'est là qu'il mourut, ou peut-être qu'il se tua d'un coup de pistolet dans un accès de fièvre chaude. Son corps fut enseveli dans une petite île du lac d'Ermenonville, qui ne renfermait que des peupliers et des roses. Admirateur passionné de la nature, du beau et de la vertu, il fut la victime de son imagination malade, qui lui montrait partout des ennemis. Il composa le *Discours sur les sciences et les arts*, le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, la *Nouvelle Héloïse*, l'*Émile ou de l'Education*, le *Contrat social*, les *Lettres écrites de la Montagne*, les *Confessions* et les *Réveries d'un promeneur solitaire*. Il croyait à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'âme. En politique, il proclamait que *la loi est l'expression de la volonté générale*, que *le peuple est souverain*, et que *cette souveraineté est inaliénable*.

L'homme le plus actif et le plus extraordinaire du dix-huitième siècle est sans doute Diderot (Denis), fils d'un couteilier, né à Langres en 1712, mort à Paris le 30 juillet 1784. Pendant un demi-siècle, partout on voit la main, on entend la voix pétulante de Diderot : au château de Grandval, chez le baron d'Holbach ; au château de la Chevrette, chez M^{me} d'Épinay ; à Paris, dans le salon de M^{me} Geoffrin ; au café Procope, dans le jardin des Tuileries ou dans le jardin du Palais-Royal, sur les bancs où les philosophes aimaient à se réunir. Rien ne le laisse froid, rien ne lui échappe : sa plume, comme son temps, est à tout le monde. Il fournit une lettre à Grimm, donne un conseil à Rousseau, écrit une page pour l'*Histoire philosophique des Deux-Indes*, de l'abbé Raynal. Dans le *Neveu de Rameau*, *Jacques le Fataliste*, le *Paradoxe sur le comédien*, le *Père de Famille*, il attaque les inégalités sociales ou les idées de son temps ; dans ses salons, genre créé par lui, il juge les peintres ses contemporains, Greuze, Carle Vanloo, Carle Vernet, avec un tact et un goût merveilleux ; dans les *Pensées philosophiques*, la *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient*, il sonde les replis de

l'âme humaine ou aborde les problèmes les plus curieux de la science; dans ses *Lettres à M^{lle} Voland*, il dévoile aussi complètement que possible sa nature intérieure, inquiète, ardente et passionnée.

Diderot a été également le principal auteur de l'*Encyclopédie*, vaste dictionnaire résumant l'ensemble des connaissances humaines, et dont la publication, plusieurs fois interrompue, dura vingt ans (1751-1772). Il eut pour principaux collaborateurs: d'Alembert (1717-1783), géomètre et philosophe, qui rédigea le *Discours préliminaire*, le fermier général Helvétius (1715-1771), auteur du livre de l'*Esprit*; le baron d'Holbach (Henry Dietrich), né en 1723 à Heildelshcim, mort à Paris le 25 février 1789. D'Holbach est l'auteur du *Système de la Nature*, livre athée qu'il fit paraître sous le nom de Jean-Baptiste Mirabaud, secrétaire de l'Académie, mort depuis dix ans à l'époque de sa publication.

Ajoutons à cette liste l'abbé Mably (1709-1795), qui composa les *Observations sur l'Histoire de France*, le *Parallèle des Romains et des Français*, le traité des *Droits et des Devoirs du citoyen*; le philosophe sensualiste Condillac (1715-1780); Buffon, de Montbard (1707-1788), intendant du *Jardin du roi* (Jardin des Plantes), naturaliste et littérateur, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, auquel ses contemporains, pleins d'admiration pour sa gigantesque *Histoire naturelle* et son *Discours sur le style*, avaient donné pour devise ces mots latins: *Majestati naturæ par ingenium*; le stoïcien Vauvenargues (1715-1747); Condorcet (1743-1794), auquel on doit une *Esquisse des progrès de l'esprit humain*; Marmontel (1723-1799), l'auteur de *Bélisaire* et des *Incas*; Duclos (1704-1772), qui composa des *Mémoires secrets* sur son époque, et une *Histoire de Louis XI*; Barthélemy (1716-1795), dont la plume écrivit le *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce*; le marquis d'Argens (1704-1774), auteur des *Lettres juives* et des *Lettres chinoises*; Grimm (1723-1807), ami de Diderot et de Rousseau, puis ennemi de ce dernier, et dont la *Correspondance* révèle tant de particularités curieuses; l'abbé Raynal (1713-1796), dont l'*Histoire philosophique des Deux-Indes* obtint à son apparition les plus grands éloges; Mably (1698-1759), président de l'Académie de Berlin; Lamettrie (1709-1754), médecin de Frédéric II. Citons encore Sedaine, le maçon qui devint poète (1719-1797), et deux hommes qui rappellent Rousseau et Voltaire: Bernardin de Saint-Pierre (1734-1814), l'auteur des *Études de la Nature*, de *Paul et Virginie*, de la *Chaumière indienne*, et Beaumarchais

(1732-1799), l'auteur du *Barbier de Séville* et du *Mariage de Figaro*, ces deux pièces qu'on ne pouvait laisser jouer, disait le roi, sans renverser la Bastille, et qu'on n'en joua pas moins, même à Versailles.

Les économistes: Quesnay (1694-1774), Gournay (1712-1759), Adam Smith (1723-1790). — Les philosophes avaient signalé le mal: les économistes cherchèrent les moyens d'y remédier. Le premier fut le médecin de M^{me} de Pompadour, Quesnay (1694-1774), le chef de l'école des *physiocrates* (φύσις, nature; κράτος, force). Cet homme intelligent, frappé des ressources que présentait l'agriculture, considérait les produits de la terre comme ayant seuls une valeur. « Pendant que l'artisan travaille, disait-il, que le philosophe médite, que le marchand fait voyager la richesse, que l'artiste s'occupe à charmer notre vie, ne faut-il pas qu'ils subsistent? Et d'où leur viennent les moyens de subsistance, sinon de la terre? La terre nourrit donc ceux qui ne la cultivent pas avec l'excédent laissé disponible par la nourriture de ceux qui la cultivent. Donc cet excédent, ce produit net, sert à solder tous les travaux de l'industrie, du commerce, de l'intelligence. Le propriétaire, possesseur du produit net, voilà le vrai dispensateur des largesses de la nature, le distributeur des trésors de la terre, le suprême caissier de l'industrie... »

Ainsi donc, l'artisan, le marchand, le médecin, le philosophe, le savant et l'artiste rentraient, aux yeux de Quesnay, dans la classe stérile. Quesnay n'en proposait pas moins d'utiles réformes. Il voulait l'établissement d'un impôt unique portant sur toutes les terres du royaume sans distinction. Il demandait la suppression des privilèges, la liberté du commerce des grains, et prenait pour mot d'ordre: *laissez faire, laissez passer*.

A côté de Quesnay, il faut citer l'intendant du commerce Gournay (1712-1759). A l'agriculture celui-ci ajoutait une seconde source de richesses: l'industrie; et le commerce. Il demandait la suppression des douanes intérieures, qui augmentaient le prix des produits; la destruction des corporations, des jurandes et des maîtrises, qui faisaient du droit de travailler un privilège, et mettaient le consommateur à la merci d'un petit nombre de producteurs favorisés. Enfin, après Quesnay et Gournay, vint l'Écossais Adam Smith (1723-1790), qui, dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), assignait pour source à la richesse le travail, et divisait le travail en trois branches: agriculture, industrie, commerce. Comme

tous les économistes, comme Quesnay, Gournay, Morelly, Dupont de Nemours et le père de Mirabeau, sa doctrine pouvait se résumer en deux phrases : Liberté pour tous, égalité de tous devant l'impôt.

Tentatives de réformes. Louis XVI (1774). Ministère de Turgot (1774-1776). — Les philosophes et les économistes avaient demandé des réformes; des ministres honnêtes et intelligents essayèrent de les accomplir. Le 10 mai 1774 meurt Louis XV, et avec lui disparaît le trop fameux triumvirat dont le gouvernement rappelait à la France le partage de la Pologne, la destruction des parlements, le *pacte de famine* et la banqueroute : d'Aiguillon, Maupeou et Terray. Louis XVI, qui succède à son aïeul, n'est âgé que de vingt ans. Le nouveau roi est animé de bonnes intentions; ses mœurs sont irréprochables. Par malheur, il manque d'énergie dans le caractère, son intelligence est médiocre. Il s'occupe surtout à chasser, à construire des serrures, à dessiner des cartes de géographie. Un tel souverain aura-t-il le tact indispensable pour voir le bien, sera-t-il assez ferme pour le vouloir toujours, malgré les obstacles, assez persévérant pour l'accomplir? Trouvera-t-il l'appui nécessaire chez la reine, la jeune et belle Marie-Antoinette, fille de l'impératrice Marie-Thérèse, étrangère et inexpérimentée? Le demandera-t-il à ses frères? au comte de Provence, tout occupé de ses intérêts personnels? au comte d'Artois, trop jeune et trop étourdi pour se soucier des affaires d'État?

Louis XVI prit malheureusement pour principal conseiller un vieillard léger, Maurepas. Pourtant celui-ci choisit d'abord de bons ministres : s'il donna la marine à Sartines et les sceaux à Miroménil, il appela le comte de Saint-Germain à la guerre, Vergennes aux affaires étrangères, Malesherbes au ministère de la maison du roi, Turgot au contrôle général des finances.

Turgot (1727-1784), dont on a dit qu'il avait « le cœur de L'Hôpital et la tête de Bacon, » avait débuté, à vingt-deux ans, par une *Lettre sur le papier-monnaie* et une brillante thèse latine sur les progrès de l'esprit humain. Intendant de Limoges (1764), il essaya d'établir dans les limites de sa province les réformes qu'il désirait voir accomplies dans toute la France. Il supprima la corvée, établit la liberté du commerce des grains, répara les routes, créa des ateliers de charité, fit connaître au peuple le bienfaisant usage de la pomme de terre, et sacrifia sa propre fortune pour venir au secours des pauvres. « Le soula-

gement de ceux qui souffrent, écrivait-il à ses subordonnés, est le devoir de tous et l'affaire de tous. » En même temps, il publiait deux livres intitulés : *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* et *Lettres sur la liberté du commerce des grains*.

C'est alors qu'il fut appelé au contrôle général des finances. « Point de banqueroute, dit-il au roi, point d'augmentation d'impôts, point d'emprunts. » Il voulait abolir les privilèges, faire peser l'impôt sur toutes les classes, créer des *municipalités de villes*, des *assemblées provinciales*, et enfin une *assemblée des députés du royaume*, pour aider et éclairer le gouvernement. Dès ses premiers pas il rencontra de grands obstacles. Louis XVI voulait rétablir les parlements. Turgot, prévoyant bien que ces grands corps privilégiés feraient une opposition inintelligente et systématique à toute réforme, voulut l'en détourner; mais il ne put empêcher leur rappel. « Ne craignez rien, lui dit le roi, je vous soutiendrai toujours. » Turgot poursuivit : il proclama la *liberté du commerce des grains* dans l'intérieur du royaume. En vain les privilégiés et les monopoleurs irrités profitèrent-ils d'une mauvaise récolte en 1775 pour amener les populations et leur persuader que cette mesure était cause de la famine. Les tentatives d'émeute furent réprimées, et le ministre sortit victorieux de cette *guerre des farines*. Il continua sa marche en avant. Au mois de janvier 1776, un premier édit proclama l'*abolition de la corvée*, à laquelle était substituée une *contribution sur les biens nobles et roturiers*; un second décréta la *suppression des jurandes et des maîtrises et la liberté du travail*. Aussitôt tous les privilégiés, menacés de payer l'impôt, se déclarèrent avec violence contre le contrôleur général; le parlement résista, et l'enregistrement n'eut lieu qu'après un lit de justice. Le faible Louis XVI n'osa braver longtemps les clameurs de son entourage : Turgot fut renvoyé (12 mai 1776). Il devait mourir en 1784. Son ami Malesherbes, ministre de la maison du roi, avait déjà donné sa démission.

Le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre, tombait en même temps du pouvoir. D'abord novice dans l'ordre des Jésuites, puis lieutenant de dragons, forcé de fuir à la suite d'un duel, il avait servi en Bavière, en Autriche, en Danemark. Appelé au ministère par M. de Maurepas, il essaya de rétablir la discipline, ouvrit aux roturiers l'école militaire, diminua la maison du roi, voulut fermer l'hôtel des Invalides et introduire dans l'armée l'usage des punitions corporelles, à la prussienne.

Il mécontenta en même temps tout le monde, et fut remplacé par le maréchal de Ségur.

Premier ministère de Necker (1778-1784). — Ce que Turgot n'avait pu faire, Necker¹ résolut de le tenter par d'autres moyens. Ne pouvant ni réaliser d'économies ni faire payer l'impôt par les privilégiés, il eut recours aux emprunts. Dans sa pensée, l'État devait devenir l'administrateur de la fortune de tous. Il se transformait en une sorte de banque, qui pourrait employer l'argent du riche en travaux d'utilité générale capables de nourrir le pauvre. Toute la nation serait ainsi intéressée au maintien du gouvernement, dépositaire des fonds publics et organisateur du travail.

Par son éloquence, son désintéressement, son abord aimable, Necker sut gagner la confiance publique. Il établit à Paris un mont-de-piété, affranchit les serfs du domaine et abolit la question préparatoire devant les tribunaux. Il créa des assemblées provinciales dans le Berry et le Rouergue, établit sur le sel un prix uniforme et organisa la caisse d'escompte.

Ayant emprunté 530 millions jusqu'en 1781, avant de demander davantage, il voulut prendre le public pour juge de son administration. Il publia le *Compte rendu de l'état des finances*, qui accusait un revenu de 264,454,000 livres et des dépenses montant à 253,954,000 livres. Il contenait aussi la liste des pensions. C'est ce que ne purent lui pardonner les courtisans qui les recevaient. On contesta l'exactitude des chiffres cités par lui. On appela son compte rendu le « Conte bleu » (il était

1. Après Turgot, M. de Clugny fut contrôleur général; Taboureaux le remplaça. Necker ne fut point d'abord titulaire; Gênois et protestant, il commença par être adjoint à Taboureaux.

Né à Genève en 1732, Necker avait débuté par un *Éloge de Colbert*, que l'Académie couronna. Banquier habile et heureux, il s'était montré, comme économiste, l'adversaire de Turgot. Quand ce dernier avait proclamé la liberté du commerce des grains, le banquier génois avait publié un livre sur la *législation et le commerce des grains*. La liberté, y disait-il, peut suffire à l'homme qui possède déjà un capital, des moyens d'action, et n'a besoin que de pouvoir en tirer parti; pour celui qui ne possède rien, elle est insuffisante, il lui faut de plus une protection. Il terminait ainsi: « On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre contre les bêtes sauvages. Cependant, on ose le dire, après avoir établi les lois de propriété, de justice et de liberté, on n'a rien fait encore pour la classe la plus laborieuse des citoyens. Que nous importent vos lois de propriété? pourraient-ils dire: nous ne possédons rien; vos lois de justice? nous n'avons rien à défendre; vos lois de liberté? si nous ne travaillons pas demain, nous mourrons. »

relié en bleu). Ainsi harcelé et injurié, Necker donna sa démission (19 mai 1784)¹.

Calonne (1783-1787). L'assemblée des notables (1787). — Intelligent, léger, prodigue, M. de Calonne disait en souriant: « Ce qui est possible est fait; ce qui est impossible se fera. » Tout le monde était reçu à bras ouverts; la cour était charmée. En trois ans, et en pleine paix, indépendamment des impôts ordinaires, il emprunta 650,500,000 livres. Quand il ne sut plus où emprunter, il fit convoquer une assemblée des notables (22 février 1787). Il proposa, comme l'unique remède possible, que les abus fussent supprimés, et l'impôt payé par tout le monde sans exception. Il réclamait de plus pour la France entière une *forme de délibérations nationales*. Privilégiés eux-mêmes, les notables éludèrent les demandes du ministre en lui reprochant le désordre de son administration et le renversement du pouvoir (8 avril 1787).

Brienne (1787-1788). Sa lutte contre les parlements. — Son successeur, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, renvoya l'assemblée des notables, dont un membre, le marquis de La Fayette, avait demandé la convocation des états généraux.

Des réformes financières et politiques immédiates étaient indispensables. Brienne n'osa les opérer ni par un acte pur et simple de l'autorité royale, ni en consultant régulièrement la nation par la convocation des états généraux. Il prit un moyen terme; il s'adressa au parlement. Il lui présenta deux édits: l'un frappait d'un droit de timbre les lettres commerciales; l'autre soumettait à un impôt uniforme toutes les terres du royaume sans exception. Le parlement refusa de les enregistrer. Simple cour de justice, émanant du souverain, il n'avait jamais, disait-il, reçu du peuple le droit de le représenter. Le fait était vrai. Mais il était étrange que le parlement, muet jusque-là, fût pris d'un scrupule subit précisément le jour où ses privilèges particuliers étaient atteints. Brienne l'exila à Troyes, puis le rappela.

Il persista dans sa résistance. Le 19 novembre 1787, Louis XVI présenta aux magistrats, en séance royale, deux nouveaux édits: l'un créait des emprunts successifs pour la somme totale de 420,000,000 pendant cinq ans; l'autre assurait un état civil

1. Après la première retraite de Necker, le contrôle général des finances fut occupé, de 1781 à 1783, par Joly de Fleury, ensuite par d'Ormesson.

aux non-catholiques ; en même temps, le roi promettait la convocation des états généraux avant 1792. Le duc d'Orléans déclara les édits *illégaux* ; Fréteau et Sabathier les attaquèrent avec violence ; d'Eprémèsnil supplia Louis XVI de réunir immédiatement les états généraux. Les édits furent enregistrés *du très exprès commandement de sa Majesté*, et le duc d'Orléans exilé à Villers-Cotterets.

Les deux adversaires les plus acharnés du ministre étaient les conseillers d'Eprémèsnil et Goislin de Montsabert. Le major d'Agout, à la tête d'un détachement de gardes françaises, vint les arrêter au Palais de justice, en pleine séance, au milieu de leurs collègues (4-5 mai 1788). Tous les parlements de France furent renvoyés en vacances indéfinies.

Brienne n'avait plus d'argent. Il fit décréter que désormais les paiements auraient lieu, trois cinquièmes en argent, et deux cinquièmes en billets du trésor. Aussitôt on se crut à la veille d'une banqueroute. Partout, en province, le renvoi des parlements rencontrait une résistance acharnée. Le sang avait coulé à Rennes. A Grenoble, l'insurrection était victorieuse ; les états provinciaux du Dauphiné se réunissaient spontanément à Vizille et déclaraient que tout impôt serait refusé, si les états généraux n'étaient pas convoqués sans délai (21 juillet 1788). Brienne dut quitter le pouvoir.

Second ministère de Necker. Les états généraux convoqués. — Necker y rentra le 25 août 1788. Il annonça la convocation immédiate des états généraux. Il voulait donner au tiers état un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis. Le parlement s'y opposa. Les notables, une seconde fois convoqués, firent de même. En dépit de ces résistances, le ministre fit trancher la question par un arrêt du conseil, en date du 1^{er} janvier 1789. « C'étaient les étrennes du peuple. » Tout Français âgé de vingt-cinq ans, domicilié et inscrit au rôle des impositions directes pour une contribution quelconque, devait participer par son vote aux élections.

Préludes de la Révolution. — La Révolution était devenue inévitable : elle allait s'accomplir. Tout le monde au dix-huitième siècle l'avait prévue et prédite ; déjà Voltaire, énumérant dans un de ses romans les rois détrônés pendant le dix-huitième siècle¹, le prétendant d'Angleterre, le sultan chassé par son

neveu, le roi détrôné de Pologne, l'électeur expulsé de Saxe, l'empereur de Russie sans empire, et le roi de Corse sans royaume, les avait montrés réunis tous, et tous terminant le récit de leurs infortunes par cette phrase désormais célèbre : « Et je suis venu passer le carnaval à Venise. » Déjà l'auteur de l'*Émile*, expliquant pourquoi il faisait de son élève un menuisier, avait annoncé que l'ère des grands bouleversements allait venir, et que bien des riches pourraient tomber dans la pauvreté¹. On allait voir à la suite de la réunion des états généraux s'accomplir la parole menaçante prononcée deux siècles auparavant (en 1614) par Robert Miron : « Il est à craindre que le désespoir ne fasse connaître au peuple que le soldat n'est autre chose qu'un paysan portant les armes, et que, quand le vigneron aura pris l'arquebuse, d'enclume qu'il est, il ne devienne marteau. » Mais que de sang la régénération de la France devait coûter² !

trône d'Angleterre ; Achmet III, renversé en 1730 par Mahmoud, son neveu ; Stanislas Leczinski, détrôné en 1738 par les Russes ; Auguste III, déposé momentanément de la Saxe en 1756 par les Prussiens ; Iwan VI, détrôné en 1741 par Élisabeth Pétrowna ; enfin, Théodore de Neuhof, aventurier allemand, proclamé roi par les Corses insurgés contre Gênes en 1736, et détrôné presque aussitôt par les Génois. Il mourut à Londres dans la misère, après avoir été sept ans prisonnier pour dettes.

1. « Vous vous fiez à l'ordre actuel de la société sans songer que cet ordre est sujet à des révolutions inévitables, et qu'il vous est impossible de prévoir ni de prévenir celle qui peut regarder vos enfants. Le grand devient petit, le riche devient pauvre, le monarque devient sujet. Les coups du sort sont-ils si rares que vous puissiez compter d'en être exempts ? Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. Qui peut vous répondre de ce que vous deviendrez alors ? Tout ce qu'ont fait les hommes, les hommes peuvent le détruire, il n'y a de caractères ineffaçables que ceux qu'imprime la nature, et la nature ne fait ni princes, ni riches, ni grands seigneurs. » (J. J. ROUSSEAU, *Émile*, liv. III.) L'esprit nouveau était si puissant qu'il pénétrait partout ; Jean-Jacques avait fait de son élève un menuisier ; Louis XVI apprit le métier de serrurier.

2. Mirabeau disait, dans un de ses quatre discours sur l'Éducation : « Ceux qui veulent que le paysan ne sache *ni lire ni écrire*, se sont fait sans doute un patrimoine de son ignorance, et leurs motifs ne sont pas difficiles à apprécier. Mais ils ne savent pas que, lorsqu'on fait de l'homme une bête fauve, l'on s'expose à le voir se transformer en bête féroce. »

1. Les personnages cités en cet endroit sont : le prince Charles-Édouard Stuart, petit-fils de Jacques II, que la révolution de 1688 avait renversé du

CHAPITRE III.

La Révolution française. L'Assemblée constituante.

La Révolution française. — Ouverture des états généraux (5 mai 1789). — Demandes des cahiers. — Votera-t-on par ordre ou par tête? Le tiers se proclame Assemblée nationale (17 juin). — Serment du Jeu de paume; séance royale; réunion des trois ordres (20, 23, 27 juin). — Renvoi de Necker; soulèvement de Paris: prise de la Bastille (11-14 juillet). — La Fayette et Bailly. La garde nationale. La cocarde tricolore. — Nuit du 4 août. Abolition des privilèges. — Journées des 5 et 6 octobre; le roi et l'Assemblée à Paris. — Les journaux et les clubs. — Fête de la Fédération (14 juillet 1790).

Les principes de 1789. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. — Constitution de 1791. Réformes politiques: la royauté constitutionnelle substituée au pouvoir absolu; pouvoir législatif. — Pouvoir exécutif; le roi; le veto suspensif. — Réformes administratives: division de la France en départements. — Réformes judiciaires: tribunal de cassation; le jury; justices de paix; les actes de l'état civil. — Constitution civile du clergé. — Suppression de l'ancienne réglementation industrielle. Liberté du travail et des transactions. — Réformes financières; égalité devant l'impôt. — Les biens nationaux. Les assignats et leurs conséquences.

Commencements de guerre civile. — Mirabeau se rallie à la cour; sa mort (2 avril 1791). — Fuite du roi (20 juin); son arrestation à Varennes. — Louis XVI suspendu; pétition républicaine; fusillade du Champ-de-Mars (17 juillet). — Clôture de la Constituante (30 septembre 1791).

La Révolution française. — On appelle *Révolution française* la période de l'histoire de notre pays qui s'écoule de 1789 à 1845. La France, pendant cet espace de temps, fut gouvernée successivement par l'Assemblée constituante et l'Assemblée législative, sous le règne constitutionnel de Louis XVI; par la Convention nationale, le Directoire et le Consulat, sous la République; puis par l'Empire jusqu'à la première Restauration. Le principal résultat de la Révolution française, indépendamment des changements politiques qui en sont sortis, c'est la suppression des privilèges, et l'établissement de l'égalité civile dans notre pays.

Ouverture des états généraux (5 mai 1789). — Ce fut le 5 mai 1789 que se réunirent les états généraux, qui comptaient dans leurs rangs tout ce que la France renfermait alors d'hommes illustres par leur naissance, leur éloquence ou leur savoir. Les élections n'avaient point eu lieu d'après un mode uniforme; cependant, presque partout elles s'étaient faites à deux degrés. Elles avaient envoyé à Versailles 4145 députés: 294 repré-

sentaient le clergé, 270 la noblesse, 534 le tiers état. Parmi eux se trouvaient l'abbé Maury et l'officier Cazalès, tous les deux persévérants défenseurs du passé; les deux frères Alexandre et Théodore de Laméth; les ducs d'Orléans, d'Aiguillon, de Noailles; le marquis de La Fayette, Mounier, Malouet, Dupont, l'astronome Bailly et le médecin Guillotin, l'abbé Grégoire, l'avocat Barnave, de Grenoble, et l'avocat Robespierre, d'Arras.

Par-dessus tous les autres, deux noms étaient signalés à l'attention publique: ceux de l'abbé Sieyès et de Mirabeau. Le premier venait de publier une brochure remarquable qu'il résumait lui-même en ces termes: « Qu'est-ce que le tiers état? — Rien. Que doit-il être? Tout. Que veut-il être? Quelque chose. » Le second (Gabriel-Honoré Riquetti, comte de Mirabeau) était déjà célèbre par son éloquence, ses aventures romanesques, ses passions fougueuses et ses malheurs. Victime de la haine paternelle, il avait passé plusieurs années en prison et en exil. Candidat aux élections en Provence, les nobles le repoussèrent de leurs rangs. Aussi les attaqua-t-il avec une grande violence en s'adressant au tiers état. « Dans tous les temps, dans tous les pays, s'écriait-il, les grands ont poursuivi d'une haine implacable, jusqu'à la mort, les défenseurs du peuple qui étaient nés dans leurs rangs... ainsi périt le dernier des Gracques, de la main des patriciens. Mais avant de mourir il prit un peu de poussière et la lança contre le ciel!... Et de cette poussière naquit Marius, moins grand pour avoir vaincu les Cimbres que pour avoir exterminé dans Rome l'aristocratie! » Élu deux fois par Aix et Marseille, Mirabeau arrivait sûr de sa force et impatient de la montrer¹.

Demandes des cahiers. — Quels vœux les députés allaient-ils formuler au nom de la nation? Il y avait deux cents ans que les états généraux n'avaient été convoqués (depuis 1614). Quelles demandes chacun des trois ordres exprimerait-il après ce long silence, dans les cahiers remis à ses mandataires? En voici le résumé.

Examinons d'abord les demandes du tiers état. Ses cahiers réclamaient :

En politique: la division du gouvernement en deux pouvoirs,

1. Il avait un frère cadet, colonel d'infanterie et député de la noblesse. Zélé défenseur des privilèges, le vicomte de Mirabeau émigra plus tard et fut tué en duel. Il n'était remarquable que par son obésité, et on le distinguait de son aîné par le surnom de Mirabeau Tonneau.

pouvoir exécutif représenté par le roi et des ministres responsables, pouvoir législatif appartenant aux députés nommés par la nation ; l'établissement d'une constitution discutée et votée par la représentation nationale ; le droit pour les états généraux de faire la loi, avec la sanction royale ; le droit de voter l'impôt, de contrôler les dépenses publiques ; l'abolition de la servitude, des droits féodaux, de tous les privilèges ; la liberté individuelle ; le droit pour tout citoyen d'exprimer ses idées par la presse ; l'admissibilité de tous aux emplois publics ; la responsabilité des agents du gouvernement ; l'égalité répartition des charges sur les trois classes de la nation ;

Pour les finances : l'abolition des aides, de la gabelle et des anciens impôts de toute nature ; leur remplacement par un impôt territorial et mobilier auquel le clergé et les nobles seraient soumis comme le tiers état ;

Pour la justice : l'égalité de tous les citoyens ; la suppression des juridictions exceptionnelles ; l'abolition de la confiscation, du droit d'ainesse, des substitutions ; l'adoucisement des peines ; un code unique ; la justice gratuite ; les débats publics ; l'introduction du jury en matière criminelle ; l'élection des juges parmi les avocats et les licenciés en droit ;

Pour l'industrie, le commerce et l'agriculture : la liberté du commerce ; la suppression des douanes intérieures, des péages, des monopoles ; l'établissement de chambres et de tribunaux de commerce ; l'unité des poids et mesures ; la création de caisses de secours et d'assurances ; l'exemption de droits pour les matières premières, etc. ;

Pour la religion et l'éducation : la liberté de tous les cultes et leur égalité devant la loi ; l'amélioration du sort des curés et des vicaires ; la suppression d'une partie des ordres religieux ; la vente d'une partie des biens du clergé pour éteindre la dette publique et secourir les pauvres ; l'établissement d'une éducation nationale gratuite, au moins dans les degrés élémentaires ; l'ouverture d'asiles pour les vieillards, de maisons pour les enfants trouvés ; l'établissement de nouveaux hôpitaux, dans lesquels chaque malade aurait un lit pour lui seul ; l'éducation, par l'État, des enfants pauvres, etc.

Le clergé demandait dans ses cahiers que la religion catholique fût proclamée religion d'État ; il consentait à la suppression des privilèges de la noblesse. Celle-ci voulait conserver les droits féodaux, être exempte d'impôts, et surtout elle demandait que, dans les états généraux, on votât par ordre et non par tête.

Votera-t-on par ordre ou par tête ? Le tiers se proclame Assemblée nationale (17 juin). — De la réponse qu'on ferait à cette question dépendait tout l'avenir. Si l'on votait par ordre, les classes privilégiées, le clergé et la noblesse, devaient se trouver d'accord contre toutes les questions de réformes, et rejeter, à la majorité de deux voix contre une, les demandes du tiers état.

Necker, en décidant, malgré l'assemblée des notables, que le tiers état aurait une double représentation, c'est-à-dire un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis, avait semblé préjuger la question en faveur du tiers. Pourtant, après la réunion des états, la noblesse et le clergé refusèrent d'opérer en commun la vérification des pouvoirs et se séparèrent du tiers état. Leur résistance dura cinq semaines. Un grand nombre d'ecclésiastiques et de nobles vinrent individuellement se joindre aux députés du tiers. Enfin, le 17 juin, le tiers état, alléguant qu'il représentait à lui seul les quatre-vingt-seize centièmes de la nation, et qu'il n'était pas juste que, par la mauvaise volonté des privilégiés, les affaires publiques restassent en souffrance, prit le nom d'*Assemblée nationale*.

Serment du Jeu de paume ; séance royale ; réunion des trois ordres (20, 23, 27 juin). — Inquiète et irritée, la cour, pour empêcher les députés d'aller plus loin, fit fermer la salle où ils se réunissaient, sous prétexte des préparatifs d'une séance royale. Ils se rassemblèrent dans la salle du *Jeu de paume*, et, sous la présidence de Bailly, jurèrent de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France (20 juin).

Trois jours après eut lieu la séance royale. Louis XVI, d'un ton de maître, ordonna au tiers de céder. Chaque ordre devait délibérer à part ; sinon les états seraient dissous. Après le départ du roi, le tiers restant immobile à sa place, le grand maître des cérémonies, le marquis de Dreux-Brézé, vint lui rappeler la volonté du monarque. — « Allez dire au roi, lui cria Mirabeau en se levant, que nous sommes ici par la volonté nationale, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes. » (23 juin.)

Placé entre la reine, qui lui conseillait de tenir bon, et Necker, qui l'exhortait à céder, Louis XVI suivit l'impulsion de son ministre. Vaincu par l'énergie de l'Assemblée, il ordonna aux privilégiés de se réunir au tiers état. L'union des trois ordres eut lieu le 27 juin.

Renvoi de Necker. Soulèvement de Paris ; prise de la Bastille (11-14 juillet). — Toutefois un nouveau revirement suivit bientôt. Poussé par Marie-Antoinette et le comte d'Artois, le roi en revient à l'emploi de la force. Des troupes s'assemblent à Versailles et autour de Paris ; elles sont commandées par le maréchal de Broglie et le baron de Bezenval. Le 11 juillet, Necker est renvoyé.

A cette nouvelle, Paris se soulève. Dans le jardin du Palais-Royal, un homme monte sur une table, à la porte d'un café, le pistolet à la main : c'est Camille Desmoulins, jeune avocat, de Guise. « Le renvoi de Necker, s'écrie-t-il, est le signal d'une Saint-Barthélemy de patriotes... Cette nuit les bataillons suisses et allemands vont sortir du Champ-de-Mars pour nous égorger... » Il exhorte les assistants à la résistance. On l'acclame, on jure de combattre. Il propose alors un signe de ralliement, « le vert, couleur de l'espérance... » La foule se pare aussitôt de feuilles de marronniers. Quelqu'un fait observer que le vert est la couleur des livrées du comte d'Artois. On le remplace par la cocarde rouge et bleue. Ce sont les vieilles couleurs de Paris, celles que portait Étienne Marcel.

Une immense multitude promène dans les rues les bustes de Necker et du duc d'Orléans, populaire comme ennemi de la reine. Chargée à coups de sabre sur la place Louis XV, par les cavaliers de *Royal-Allemand*, sous les ordres du prince de Lambesc, la foule se rallie et crie vengeance. On fabrique des piques ; on enlève vingt-huit mille fusils aux Invalides. Les gardes françaises font cause commune avec le peuple. Sous la conduite d'Élie et de Hullin, les insurgés attaquent la Bastille. Malgré ses tours, ses ponts-levis, ses fossés, ses épaisses murailles et ses canons, la vieille prison d'État est prise après une lutte sanglante. Le gouverneur de Launay est massacré. Le prévôt des marchands Flesselles, qui avait essayé de tromper l'impatience du peuple, a le même sort (14 juillet). L'intendant Foulon, accusé d'avoir été sous Louis XV l'un des agents du pacte de famine, et son gendre Berthier périrent aussi quelques jours après.

La Fayette et Bailly. La garde nationale. La cocarde tricolore. — Dès le premier tumulte, les électeurs de Paris, qui depuis les élections n'avaient cessé de se rassembler à l'hôtel de ville, s'étaient emparés du pouvoir municipal. Ils nommèrent l'astronome Bailly maire de Paris. La milice bourgeoise, organisée spontanément, au nombre de quarante-huit mille hommes,

sous le nom de *garde nationale*, reçut d'eux pour chef le marquis de La Fayette. Parti à vingt ans pour l'Amérique, La Fayette avait combattu avec Washington pour fonder la république des États-Unis. Plus tard, en 1787, dans l'assemblée des notables, il avait le premier réclamé la convocation des états généraux. Appartenant par sa naissance et son éducation à l'ancien régime, par ses idées au nouveau, il oscilla toute sa vie d'un parti à l'autre. Sa popularité fut immense dans les premiers temps. Au *bleu et au rouge*¹, couleurs de Paris, pour former la nouvelle cocarde nationale, il ajouta le *blanc*, couleur de la royauté. — « Prenez-la, dit-il ensuite, elle fera le tour du monde ! »

Louis XVI dut venir en personne à l'hôtel de ville de Paris sanctionner par sa présence la chute du pouvoir absolu, tandis que son frère le comte d'Artois, le prince de Condé et les Polignac sortaient de France. Necker était revenu en triomphateur.

Nuit du 4 août. Abolition des privilèges. — La Révolution était désormais irrésistible. Dans la nuit du 4 août, les ducs de Noailles et d'Aiguillon montent à la tribune. Privilégiés et riches propriétaires, ils déclarent qu'ils viennent renoncer à leurs privilèges et faire à la patrie le sacrifice des exemptions d'impôts et des droits d'exception dont ils jouissent ; ils demandent à rentrer sous le niveau de l'égalité, à redevenir des citoyens, et ils conjurent tous les membres de leur ordre de suivre leur exemple. La plupart les imitent. En quelques heures, on décrète par acclamation, et pour ainsi dire sans qu'une opposi-

1. Le *rouge* et le *bleu* étaient, dès le moyen âge, les couleurs de Paris. Après la bataille de Poitiers, pendant la captivité du roi Jean, les états généraux, sous l'impulsion de la municipalité parisienne et du prévôt des marchands Étienne Marcel, ayant pris en main le gouvernement, le chaperon rouge et bleu devint le signe de ralliement de la bourgeoisie armée (1356-1357). Le jour où les maréchaux de Champagne et de Normandie furent mis à mort sous les yeux du dauphin Charles (22 février 1358), Étienne Marcel couvrit le jeune prince de son chaperon, en signe de protection et pour constater son adhésion à ce qui venait de se passer. Le drapeau *blanc* n'a été le drapeau ordinaire de la royauté qu'à partir du quinzième siècle. Les premiers Capétiens, en leur qualité de vassaux de l'abbaye de Saint-Denis, suivaient au combat l'*oriflamme* ou bannière de cette abbaye. Elle était de couleur rouge. On allait la chercher solennellement avant chaque expédition. — Les fleurs de lis furent, longtemps avant le drapeau blanc, la marque distinctive des rois de France. Dans ses *in*rectives contre les Capétiens, Dante appelle Philippe le Bel « le fleurdelisé. » Les poètes du moyen âge appellent la France « le royaume des lis. » Les princes du sang étaient désignés sous le nom de « sires des fleurs de lis. »

tion s'élève, l'abolition du servage, des justices seigneuriales, des droits exclusifs de chasse, de colombier, de garenne, de la vénalité des charges, des jurandes, des privilèges de villes et de provinces, l'égalité devant l'impôt, l'admission de tous les citoyens aux emplois civils et militaires, le rachat de la dime et la faculté de rembourser les droits féodaux. On termina la séance en proclamant Louis XVI *restaurateur de la liberté française*.

Journées des 5 et 6 octobre. Le roi et l'Assemblée à Paris. — Ce moment d'enthousiasme dura peu. L'Assemblée avait décrété qu'elle aurait l'initiative des lois; que le corps législatif se composerait d'une seule chambre, malgré la vive résistance de Mounier et des partisans du système anglais des deux chambres. La question du *veto* souleva des débats encore plus passionnés. Le roi pourrait-il, oui ou non, s'opposer à l'exécution des décrets de l'Assemblée? Sieyès combattit le principe même du veto; Mirabeau soutint le veto absolu. La majorité, se ralliant au projet de Barnave, accorda au roi le veto suspensif pendant deux législatures, c'est-à-dire quatre ans. Mounier, qui avait été au début l'un des membres les plus influents de l'Assemblée constituante, effrayé du caractère démocratique que prenait de plus en plus la Révolution, donna sa démission de député.

De son côté, la famille royale forma le projet de se retirer à Metz, dans l'armée du marquis de Bouillé. Pour faciliter son départ, elle fit venir à Versailles le régiment de Flandre. Le 2 octobre, un banquet réunissait les officiers de ce régiment et les gardes du corps dans la salle de spectacle du château. Louis XVI, Marie-Antoinette et le dauphin y parurent. La musique joua l'air de Grétry : *O Richard, ô mon roi, l'univers t'abandonne!* Les têtes s'exaltèrent, la cocarde tricolore fut rejetée et remplacée par la cocarde blanche.

Pendant ce temps, à Paris le travail avait cessé, le pain manquait. A la nouvelle du banquet des gardes du corps, neuf ou dix mille femmes se rassemblèrent au bruit du tambour, et, sous la conduite de Maillard, l'un des vainqueurs de la Bastille, partirent pour Versailles, afin de ramener, disaient-elles, « le boulanger, la boulangère et le petit mitron. » Le peuple les suivit. La Fayette y mena les gardes nationaux ou plutôt y fut mené par eux. Une députation de femmes fut reçue par le roi. Dans la nuit du 4 au 5, le château fut envahi, et plusieurs gardes du corps périrent en défendant les appartements de la reine. La

Fayette et les gardes nationaux sauvèrent la famille royale; mais Louis XVI dut quitter Versailles pour venir habiter les Tuileries. L'Assemblée le suivit à Paris, et s'établit dans la *salle du Manège*, sur la terrasse des Feuillants¹.

Les journaux et les clubs. — L'influence de la presse grandissait tous les jours. Les journaux les plus répandus étaient alors les *Révolutions de Paris*, de Prudhomme et de Loustalot; les *Révolutions de France et de Brabant*, de Camille Desmoulins, l'*Ami du Peuple*, du médecin Marat; le *Patriote français*, de Brissot; la *Bouche de Fer*, de Fauchet; le *Père Duchêne*, d'Hébert, auxquels répondaient, dans les *Actes des Apôtres*, les royalistes Rivarol et Sureau. De plus, une puissance nouvelle s'élevait à côté de l'Assemblée, les *clubs*. Les deux principaux étaient les *Jacobins*, qui allaient passer de la direction de Bailly et de Sieyès sous celle de Robespierre, et les *Cordeliers*, à la tête desquels seront bientôt Danton, Camille Desmoulins, Fabre d'Églantine et Marat².

Fête de la Fédération (14 juillet 1790). — Les six premiers mois de 1790, marqués à Paris par les travaux de l'Assemblée, le furent dans les départements par des réunions, des *fédérations* de ville à ville, de village à village. En présence des efforts tentés par les ennemis de la Révolution à l'intérieur et des menaces proférées au dehors par les émigrés, on éprouvait le besoin de se voir, de s'unir les uns aux autres en échangeant des promesses de défense mutuelle, on prêtait serment de *vivre libre ou mourir*. On amenait là les petits enfants, les jeunes filles, les vieillards couronnés d'épis de blé et de feuilles de chêne. On fraternisait sous la voûte du ciel. Les fédérations les plus célèbres furent celles de Valence, de Strasbourg et de Lyon.

Le mouvement s'étendant toujours, il fut convenu qu'une fédération générale de toutes les communes du royaume aurait lieu à Paris, sur le Champ-de-Mars, le 14 juillet 1790, jour anniversaire de la prise de la Bastille. Longtemps à l'avance,

1. Au nord du jardin des Tuileries, entre le château et la place de la Concorde, sur l'emplacement de la rue de Rivoli actuelle et de la terrasse qui longe cette rue.

2. Ces clubs tiraient leur nom du lieu de leurs séances. Le premier siégeait dans un ancien couvent de Jacobins, faubourg Saint-Honoré (l'emplacement est occupé aujourd'hui par un marché); le second, dans un ancien couvent de Cordeliers, rue actuelle de l'École-de-Médecine; c'est aujourd'hui le musée Dupuytren.

une immense multitude des deux sexes et de tout âge vint au Champ-de-Mars pour aider les ouvriers à exécuter les travaux préparatoires, au chant du *Ça ira*¹. Le jour fixé, sur l'autel de la patrie, élevé au milieu de la plaine, M. de Talleyrand, évêque d'Autun, célébra la messe, assisté de cent prêtres qui portaient sur leurs robes blanches des écharpes tricolores. Ensuite le roi, le président de l'Assemblée, le maire de Paris et le commandant de la garde nationale prêtèrent serment à la constitution au bruit du canon, en présence de soixante mille fédérés et de quatre cent mille spectateurs accourus malgré la pluie. Le soir, il y eut fête sur les ruines de la Bastille. Elles étaient illuminées, et l'on y lisait cette inscription : *Ici l'on danse*.

Les principes de 1789. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. — Dès lors les principes de 1789 triomphaient. Si l'on veut se rendre un compte exact de ces principes, il faut lire la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. En voici les principaux articles :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

« Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

« La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être

1. Ce chant, dont les paroles ont été plusieurs fois modifiées pendant la Révolution, n'avait pas à cette époque le caractère sauvage qui la signala plus tard. En voici une strophe :

Ah ! ça ira, ça ira, ça ira,
Suivant les préceptes de l'Évangile :
Celui qui s'abaisse, on l'élèvera ;
Celui qui s'élève, on l'abaissera...

empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

« La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

« Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

« La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit.

« Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par la loi.

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique. Cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

« La société a droit de demander compte à tout agent public de son administration.

« Il n'y a plus ni noblesse, ni pairie, ni distinctions héréditaires, ni distinctions d'ordre. Il n'y a plus ni vénalité ni hérédité d'aucun office public. Il n'y a plus pour aucune partie de la nation, ni pour aucun individu, aucun privilège ni exception au droit commun de tous les Français. »

Liberté pour tous, égalité de tous les citoyens, souveraineté du peuple, tels étaient en résumé les principes de 89.

Constitution de 1791. Réformes politiques : la royauté constitutionnelle substituée au pouvoir absolu ; pouvoir législatif. — A partir de ce moment l'Assemblée constituante continua ses travaux, malgré les obstacles de toute sorte qu'elle rencontrait sur son chemin : résistance de la cour, du clergé et des nobles, menaces de l'émigration et des puissances étrangères, soulèvements populaires, émeutes, cris des journaux et des clubs, dangers du dehors et du dedans. De ce labeur incessant sortit la constitution de 1791. A la monarchie absolue l'Assemblée substitua la monarchie constitutionnelle, qu'elle inaugura en proclamant la division des deux pouvoirs *législatif* et *exécutif*.

Le pouvoir législatif était confié à une assemblée *unique et permanente* (c'est-à-dire siégeant sans interruption), composée de sept cent quarante-cinq membres *inviolables*, qui devait être renouvelée tous les deux ans par l'élection. A l'Assemblée appartenaient l'initiative et le vote des lois ; elle était chargée de voter l'impôt, d'en surveiller la répartition et l'emploi, de discuter tous les actes de l'administration, de surveiller les agents du pouvoir, de décider, sur la proposition du roi, la paix et la guerre. Les décrets de l'Assemblée, pour avoir force de loi, devaient être revêtus de la sanction royale. Si le souverain refusait d'en sanctionner un, il ne pouvait plus être proposé à son acceptation avant deux ans. Ce délai expiré, l'Assemblée suivante était en droit de lui présenter une seconde fois le même décret. La constitution lui permettait de le repousser encore. Mais si au début de la cinquième année, la troisième Assemblée persistait à voter le décret deux fois proposé déjà par les députés et deux fois frappé de *veto* par le roi, il devenait loi par le fait seul de ce troisième vote, sans que la sanction royale fût désormais nécessaire.

L'Assemblée était nommée par une élection à deux degrés. Tous les citoyens *actifs*, c'est-à-dire les Français âgés de vingt-cinq ans, domiciliés depuis un an dans le canton, inscrits sur les registres de la garde nationale et payant une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail, formaient les *assemblées primaires*, dont les domestiques étaient exclus. Les *assemblées primaires* choisissaient dans leur sein un centième des citoyens actifs, ceux qui possédaient un revenu équivalent à la valeur locale de cent cinquante journées de travail dans les campagnes et de deux cents dans les villes, et les nommaient *électeurs*. Ces électeurs à leur tour chois-

saient les députés et leurs suppléants. Il y avait un suppléant pour trois députés ; les députés étaient inviolables. Un tiers de la représentation était attribué à la population, un tiers au territoire, un tiers à la contribution directe. Voici, du reste, en quels termes la constitution s'exprimait à cet égard :

« Les représentants seront distribués entre les 83 départements selon les trois proportions du territoire, de la population et de la contribution directe.

« Des 745 représentants, 247 sont attachés au territoire ; chaque département en nommera 3, à l'exception du département de Paris, qui n'en nommera qu'un.

« 249 représentants sont attribués à la population. La masse totale de la population active du royaume est divisée en 249 parts, et chaque département nomme autant de députés qu'il a de parts de population.

« 249 représentants sont attachés à la contribution directe. La somme totale de la contribution directe du royaume est de même divisée en 249 parts, et chaque département nomme autant de députés qu'il paye de parts de contribution. » (Titre III, ch. I, sect. 1, art. 2, 3, 4, 5.)

Pouvoir exécutif ; le roi ; le veto suspensif. — Le pouvoir exécutif appartenait au roi, dont la personne était déclarée *inviolable et sacrée*. Toutefois « si le roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la nation, ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté... Après l'abdication expresse ou légale, le roi sera dans la classe des citoyens et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication. » Le roi était doté d'une liste civile de vingt-cinq millions ; il choisissait et révoquait les ministres, avait le commandement des armées ; il était chargé des rapports avec les puissances étrangères ; il pouvait conclure des traités, qui n'étaient valables toutefois qu'après la ratification de l'Assemblée. Les ministres étaient *responsables* ; l'Assemblée pouvait les mettre en accusation. Comme on l'a vu plus haut, le roi n'avait que le *veto suspensif* ; malgré son opposition, au bout de quatre ans les volontés du pouvoir législatif avaient force de loi.

Cette question de la sanction royale et du veto avait soulevé les débats les plus vifs. Trois opinions s'étaient trouvées en présence : les uns voulaient donner au roi le veto absolu ; les autres étaient partisans d'un veto suspensif ; enfin la troisième

opinion repoussait toute espèce de veto. Si le roi, disaient les premiers, n'est point armé d'un veto absolu, comme la constitution ne lui accorde pas le droit de dissoudre l'Assemblée et d'en appeler à des élections nouvelles, il est réduit au rôle d'un commis chargé d'exécuter sans contrôle les décisions des députés. Dès lors la constitution ne fait plus que déplacer le pouvoir absolu ; l'autorité exécutive est détruite ; seule l'autorité législative subsiste. On ne fait donc que passer d'un despotisme à un autre, et au pire de tous, à celui d'une assemblée, c'est-à-dire à un despotisme anonyme, collectif, et par conséquent à peu près irresponsable.

Voici quels étaient les arguments des partisans du veto suspensif. La souveraineté, disaient-ils, appartient à la nation ; ne pouvant l'exercer elle-même, elle délègue le pouvoir législatif à une assemblée, le pouvoir exécutif au roi, qui sont également ses agents, ses représentants. S'ils ne sont pas d'accord sur le meilleur mode de régir ses intérêts, qui doit décider en dernier ressort ? La nation elle-même. C'est ce qu'elle fera en renommant à l'expiration de leur mandat les députés qui ont voté la loi frappée de veto ou en en choisissant d'autres. Mais pour prévenir toute surprise, tout entraînement, pour que la décision des électeurs soit bien réfléchie et sans appel, il est nécessaire qu'elle soit prononcée à deux reprises. C'est ce système qui l'emporta.

Les ennemis de toute espèce de veto disaient : Il faut prendre des précautions contre le roi. Qu'il le veuille ou non, il est nécessairement pour l'Assemblée un adversaire. On ne renonce pas volontairement au pouvoir absolu. En admettant que Louis XVI, étant donné son caractère, se résigne à n'être plus qu'un roi constitutionnel, les privilégiés, eux, ne se résigneront pas à la perte de leurs privilèges. Louis est faible : la reine et son entourage le domineront. On doit craindre que les mesures auxquelles il opposera son veto ne soient celles dont l'adoption immédiate importera le plus au salut public. En cas de guerre par exemple, qu'une loi de défense soit votée : le veto du roi peut l'ajourner de quatre ans, quand peut-être son exécution dans l'espace de quelques jours est seule capable d'arrêter une invasion.

On a vu déjà que la majorité se prononça pour le veto suspensif. Quoi qu'il en soit de ce débat, on était au début d'une ère nouvelle : aux vieilles formules « *Si veult le Roy, si veult la Loi,* » et « *car tel est notre bon plaisir,* » la Révolution substi-

tuait cette formule nouvelle qui fut gravée sur les médailles commémoratives de la Fédération du 14 juillet 1790 : « *La Nation, la Loi, le Roi.* »

Réformes administratives ; division de la France en départements. — Jusque-là il y avait eu des pays d'élections et des pays d'états, des Bretons et des Normands, des Picards et des Provençaux, des Poitevins et des Bourguignons. L'Assemblée constituante voulut effacer toute trace de ces anciennes divisions provinciales qui rappelaient le moyen âge et la féodalité, les rivalités et les antipathies des hommes du Midi contre ceux du Nord, des extrémités contre le Centre, de la *langue d'oïl* contre la *langue d'oc*. Désormais il n'y aura plus que des Français. L'ancienne division en 32 grands gouvernements disparaîtra pour faire place à des circonscriptions nouvelles, moins étendues, de dimensions à peu près égales et partagées de manière à accélérer la fusion entre les populations d'origine et de langues diverses qui vivaient sur notre sol. Pour que les noms des divisions nouvelles soient acceptés par tout le monde, chacun des quatre-vingt-trois départements créés le 15 janvier 1790 tirera son nom d'une circonstance physique, d'un fleuve, d'une montagne, ou de sa situation géographique : Seine, Hautes-Alpes, Basses-Pyrénées, Nord, Finistère, etc. Les départements furent divisés en *districts*, les districts en *cantons*, les cantons en *communes*.

À la tête de chaque département il y eut un *directoire* permanent de huit membres et un *procureur syndic* chargés du pouvoir exécutif, un *conseil* de trente-six membres qui se réunissait un mois par an ; dans chaque district, un *procureur syndic*, un *directoire de quatre membres*, un *conseil de douze membres*, qui siégeaient quinze jours par an ; dans chaque commune, un *maire*, un *procureur syndic*, des *officiers municipaux* et un *conseil général* de la commune. Le roi pouvait révoquer les membres de ces différentes administrations, tous nommés par les électeurs. Cette nouvelle division géographique et administrative de la France était l'œuvre de Sieyès et de Thouret.

Réformes judiciaires : tribunal de cassation ; le jury ; justices de paix ; les actes de l'état civil. — L'Assemblée avait supprimé les parlements, les prévôtés, les sénéchaussées et les bailliages. Elle proclama la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire comme la condition indispensable d'un gouvernement libre. Désormais il y aura dans chaque département

trois degrés de juridiction ¹ : un *tribunal de paix ou de conciliation* (justice de paix) dans chaque canton ; un *tribunal civil* dans chaque district ; un *tribunal criminel* au chef-lieu. Le tribunal criminel doit être assisté d'un *jury d'accusation* et d'un *jury de jugement*, ce dernier composé de douze citoyens au moins, choisis par le sort et chargés de répondre à la question « *coupable ou non coupable*, » les magistrats n'étant là que pour diriger les débats et prononcer l'application de la peine. Au sommet de cette organisation judiciaire se trouve la *cour de cassation*, composée de 83 membres élus par les 83 départements. Elle est chargée de reviser les arrêts de tous les tribunaux, de les casser s'ils sont entachés d'illégalité ou de vices de formes, et de renvoyer les parties devant une juridiction nouvelle. Une *haute cour nationale*, composée de membres de la cour de cassation, était instituée pour connaître des délits et des crimes commis par les ministres, les agents du pouvoir, et en général de tous les actes de haute trahison. C'était à l'Assemblée législative qu'il appartenait de traduire les prévenus devant la haute cour. Tous les juges de ces divers tribunaux devaient être nommés pour dix ans par les électeurs. Un code uniforme devait être composé pour tout le royaume. Tous les citoyens étaient égaux devant la loi. Aux colonies, les hommes de couleur libres devaient jouir des mêmes droits civils et politiques que les blancs. Enfin, désormais les maires de chaque commune étaient chargés de tenir les *registres de l'état civil*, d'enregistrer les naissances, les mariages, les décès. Le mariage devenait, au point de vue légal, un contrat passé devant l'autorité municipale, et il était ordonné aux curés de ne procéder à la cérémonie religieuse qu'après que le mariage civil aurait été accompli.

Constitution civile du clergé. — La Constituante avait proclamé la liberté de conscience et la liberté des cultes, et le vieux pasteur protestant Rabaud-Saint-Étienne avait pu voir son fils nommé président de l'Assemblée nationale. Cette mesure avait mécontenté le clergé, qui avait demandé, par la bouche de dom Guerle, qu'on reconnût le catholicisme comme seule religion d'État. Bientôt, comme nous le verrons plus loin, la conversion des biens ecclésiastiques en biens nationaux fut une nouvelle cause de mécontentement. L'Assemblée avait cependant créé le

1. Il n'y avait point dans cette organisation de *cours d'appel*. On en appelait des arrêts du *tribunal civil*, non à un tribunal supérieur, mais au tribunal civil voisin.

budget des cultes et déclaré qu'à l'avenir tout curé recevrait un traitement de douze cents francs au moins. Elle déclara aussi, il est vrai, que l'État ne reconnaissait pas de vœux religieux ni de congrégations ecclésiastiques, et que les portes des cloîtres s'ouvriraient à tous ceux qui voudraient en sortir. Enfin, le 12 juillet 1790, l'Assemblée réduisit les cent trente-cinq diocèses du royaume à quatre-vingt-trois, un par département ; elle supprima les chapitres métropolitains et décréta que les évêques et les curés seraient nommés par les électeurs. Ce décret reçut le nom de *Constitution civile du clergé*. Irritée de la résistance des évêques, l'Assemblée exigea que les ecclésiastiques prêtassent le serment civique (27 novembre 1790, — 4 janvier 1791). Le plus grand nombre s'y refusèrent. Il y eut dès lors deux Églises : le clergé constitutionnel ou assermenté, et le clergé insermenté ou réfractaire.

Suppression de l'ancienne réglementation industrielle ; liberté du travail et des transactions. — L'Assemblée nationale avait aboli les corporations, les jurandes, les maîtrises, les douanes intérieures. Elle avait accordé à tout le monde la liberté de travailler, d'exercer tous les métiers, à condition de payer l'*impôt de la patente*. Par la *loi sur les brevets d'invention* elle avait encouragé l'industrie, en assurant à l'inventeur la propriété temporaire de ses découvertes ¹. Mais la proclamation de la liberté du travail ne produisit pas immédiatement tous les fruits qu'on en attendait. Turgot avait dit dans son livre sur la *Formation et Distribution des richesses* : « Le simple ouvrier, qui n'a que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher ; mais ce prix, plus ou moins haut, ne dépend pas de lui seul : il résulte de l'accord qu'il fait avec celui qui paye son travail : celui-ci le paye le moins cher qu'il peut ; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il doit arriver que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour sa subsistance. » Bien souvent en temps de révolution l'ouvrier ne gagne plus même le nécessaire. Effrayé des bouleversements dont il est le témoin et manquant

1. La première loi sur les brevets d'invention fut votée par le Parlement d'Angleterre, en 1628 ; elle assurait à l'inventeur la propriété de sa découverte pendant quatorze ans.

de confiance dans l'avenir, le consommateur n'achète plus : le marchand, cessant de vendre, a sa boutique encombrée et cesse de faire des demandes au producteur. Celui-ci, à son tour, fabrique moins ou cesse entièrement de fabriquer ; il est obligé de diminuer la durée du travail de ses ouvriers, d'en renvoyer une partie et quelquefois de les renvoyer tous. L'ouvrier dès lors manque de travail. C'est ce qui arriva sous la Convention. La Commune de Paris fut obligée de donner dans chaque section d'abord quinze sous, puis quarante sous par jour aux ouvriers sans travail.

Réformes financières; égalité devant l'impôt. — Au vieil adage que « *le vilain est taillable et corvéable à merci* », on avait substitué ce principe, que tous les citoyens étaient égaux devant l'impôt. Les tailles, les aides, la gabelle, avaient disparu. De tous les anciens impôts, l'Assemblée ne maintint que les droits *d'enregistrement*, de *timbre* et d'*hypothèque*. Ces droits composèrent les *contributions indirectes*. Les *contributions directes* comprirent : 1^o *l'impôt foncier*, pesant sur les produits de la terre ; 2^o *l'impôt personnel ou mobilier*, pesant sur les biens mobiliers et les habitations ; et 3^o *l'impôt des patentes*, dont le maximum était de deux cent cinquante livres. Ainsi donc tous les Français contribuèrent désormais aux dépenses publiques en raison de leurs facultés. Les rôles de l'impôt devaient être dressés par les administrations municipales. Le trésor public et le trésor du roi étaient désormais distincts.

Les biens nationaux. Les assignats et leurs conséquences. — Ces réformes ne pouvaient supprimer sur-le-champ les difficultés présentes amenées par l'énormité de la dette publique. C'est en 1535, sous le règne de François I^{er}, qu'avaient été créées les premières rentes perpétuelles sur l'hôtel de ville. Depuis ce temps, la dette publique s'était toujours accrue. En 1774, le déficit annuel s'élevait à 41 millions ; enfin, en 1789, la dette constituée s'élevait en rentes perpétuelles et en rentes viagères à 467,737,840 livres, au capital de 2,422,087,394 livres. On évaluait la dette flottante à 2 milliards 800 millions. Le trésor était vide. Pour le remplir, le ministre Necker¹ demanda que chaque citoyen fit le sacrifice du quart de son revenu. Mirabeau montra aux portes la *banqueroute*, la *hideuse banqueroute*, et la proposition de Necker fut votée par l'Assemblée (26 septembre 1789). Mais cette mesure était insuffisante. Comment combler le gouffre ? Talleyrand,

1. Il quitta le ministère en 1790 et mourut en 1804.

évêque d'Autun, Mirabeau et Thouret proposèrent que les biens du clergé fussent mis à la *disposition de l'État* et devinssent *biens nationaux*. Cette proposition fut votée, malgré l'abbé Maury et Cazalès. Pour subvenir aux frais du culte et indemniser le clergé, 77 millions durent être portés annuellement au budget.

Par la vente des biens nationaux, l'Assemblée espérait pourvoir aux besoins de l'État. Mais une telle masse de terre ne pouvait être achetée d'un seul coup, et en attendant il fallait vivre. L'Assemblée avait déjà ordonné la vente de 400 millions de biens du domaine et de l'Église ; mais il fallait trouver les moyens de vendre ces biens sans les discréditer par la concurrence, en les mettant en vente tous à la fois. Bailly proposa de les transmettre aux municipalités, qui les achèteraient en masse pour les revendre ensuite peu à peu. Les municipalités, n'ayant pas les fonds suffisants pour payer sur-le-champ, prendraient envers l'État des engagements à temps, et on payerait les créanciers de l'État avec des bons ou *assignats* sur les communes, qui les acquitteraient successivement.

La Constituante avait émis d'abord pour 400 millions d'*assignats*, portant intérêt à 5 0/0 (24 décembre 1789) ; elle en émit ensuite (29 septembre 1790) pour 800 millions sans intérêts et ayant *cours forcé*. Tous les assignats avaient pour garantie les biens nationaux ; ils étaient reçus dès l'origine en paiement de ces biens, et devaient être brûlés à mesure qu'ils rentreraient au trésor ; en sorte que les biens nationaux devaient se trouver vendus, et les assignats retirés de la circulation en même temps, ces deux mesures étant liées l'une à l'autre. Reposant sur la vente des biens nationaux, les assignats avaient donc une garantie, une *hypothèque* certaine. Plus tard, tout changera : les besoins sans cesse croissants de l'État, les prodigieuses dépenses amenées par une guerre universelle, nécessiteront l'émission de nouveaux assignats. La valeur nominale des assignats émis dépassant la valeur des biens nationaux à vendre, le nouveau papier-monnaie n'offrira plus de garantie, ne reposera plus sur rien. En Angleterre, pour augmenter nos embarras, on fabriqua de faux assignats. Alors viendra le discrédit.

Commencements de guerre civile. — Pendant ces travaux de l'Assemblée, l'effervescence croissait toujours. Dans le midi, dans l'ouest, où les passions religieuses venaient encore s'ajouter aux différends politiques, à Nîmes, Montauban, Avignon, Toulouse, Castres, Montpellier, Niort, des combats sanglants s'é-

taient livrés entre les partisans et les adversaires de la Révolution. A Nancy, trois régiments voulurent forcer leurs officiers à rendre compte de la solde qu'ils les accusaient d'avoir détournée à leur profit. Le marquis de Bouillé, qui commandait à Metz, marcha contre eux et les vainquit après une lutte sanglante. Trente-deux soldats suisses du régiment de Châteaueux furent condamnés à mort et quarante et un aux galères (31 août 1790).

Mirabeau se rallie à la cour ; sa mort (2 avril 1791). — Longtemps l'adversaire le plus redoutable de la royauté, Mirabeau était devenu son plus ferme appui. Il trouvait la constitution « trop républicaine pour une monarchie ; et pour une république, ajoutait-il, il y a un roi de trop. » Dans la question du *veto*, le grand orateur avait demandé que le roi fût armé d'un *veto* absolu : « S'il en était autrement, disait-il, il vaudrait mieux vivre à Constantinople qu'à Paris. » On avait proposé de faire une loi répressive contre l'émigration. La question étant soulevée à la tribune, à l'occasion de la sortie de France des tantes de Louis XVI, Mirabeau s'éleva vivement contre toute atteinte portée à la liberté individuelle : « Si vous faites une pareille loi, s'écria-t-il, je jure de n'y obéir jamais ! » (28 février 1791.) Il essaya aussi, mais vainement, de faire décréter au roi le droit exclusif de paix et de guerre. Il fut combattu avec violence par ceux qu'il appelait le « trio jacobin, » Barnave, Duport et Lameth. Il imposa bien « silence aux trente voix ; » mais il entendit crier dans les rues « la grande trahison du comte de Mirabeau, » et il dut reconnaître que « le Capitole n'est pas loin de la roche Tarpéienne. » Usé par le travail et les excès, il mourut le 2 avril 1791. L'Assemblée décréta que ses restes seraient ensevelis au Panthéon, sur le frontispice duquel elle fit graver la célèbre inscription : « Aux grands hommes la patrie reconnaissante. » Plus tard, quand on eut découvert au château des Tuileries les preuves de sa vénalité, la Convention fit transporter son corps au cimetière des suppliciés.

Fuite du roi (20 juin). Son arrestation à Varennes. — Cédant alors aux conseils des adversaires de la Révolution, Louis XVI résolut de s'enfuir à Montmédy, dans l'armée du marquis de Bouillé. De là, il espérait pouvoir dominer à son gré l'Assemblée, ou même la dissoudre. En cas d'échec, il passerait la frontière et pourrait invoquer le secours des émigrés, de l'empereur Léopold II, son beau-frère, et du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II.

Dans la nuit du 20 juin, il quitta Paris, sous un déguisement, par la route de Châlons, avec la reine, le dauphin, Madame Royale, M^{me} Elisabeth, M^{ms} de Tourzel, gouvernante des enfants de France, et plusieurs gardes du corps. Les fugitifs furent reconnus à Sainte-Menehould par Drouet, fils du maître de poste. Leur voiture fut arrêtée à Varennes, dans l'Argonne. On les conduisit chez le procureur syndic de la commune, l'épicier Sausse. Bouillé et les cavaliers de *Royal-Allemand* arrivèrent trop tard de Stenay pour les délivrer. La famille royale fut ramenée à Paris sous l'escorte de trois membres de l'Assemblée, Barnave, Latour-Maubourg et Péthion (25 juin).

Louis XVI suspendu, pétition républicaine ; fusillade du Champ-de-Mars (17 juillet). — « Voilà notre grand embarras parti ! » s'étaient écriés les républicains en apprenant la fuite de Louis XVI, et ils avaient espéré un triomphe immédiat. La Constituante ne le voulut pas. Dirigés par Barnave, Duport, Lameth, ses membres désiraient avant tout le maintien de la constitution : ils ne comprenaient pas que cette constitution, réunissant contre elle à la fois les partisans de l'ancien régime et ceux de la république, n'avait désormais aucune chance sérieuse de durée. Quoi qu'il en soit, l'Assemblée qualifia le départ de Louis XVI d'*enlèvement* et non de *fuite* ; elle déclara que le roi serait non pas *déchu*, mais *suspendu* et gardé à vue jusqu'à l'entier achèvement de la constitution. Il devait être rétabli dans ses fonctions après avoir juré de l'observer.

Irrités de ce décret, les républicains résolurent de passer outre. Une pétition demandant la déchéance de Louis XVI fut rédigée au club des Jacobins par Brissot et Laclot. Le dimanche 17 juillet, elle fut déposée sur l'autel de la Patrie, au Champ-de-Mars, pour y recevoir des signatures. L'Assemblée alarmée fit proclamer la loi martiale et envoya la garde nationale au Champ-de-Mars, avec Bailly et Lafayette, contre les pétitionnaires. Ils furent dispersés par la fusillade. La rupture fut dès lors complète entre les républicains et la Constituante.

Clôture de la Constituante (30 septembre 1791). — Le roi fut rétabli dans ses fonctions le 13 septembre. Dix-sept jours plus tard, la Constituante termina ses séances, le 30 septembre 1791. Elle avait décrété auparavant, sur la proposition de Robespierre, que ses membres ne pourraient pas faire partie de l'Assemblée législative qui allait s'ouvrir. Cette mesure avait une importance capitale. Par l'exclusion des constituants, attachés aux institutions de 1791, elle assurait la prépondérance

aux républicains. L'extrême droite de l'Assemblée s'était réunie à la gauche et lui avait ainsi donné la majorité, dans l'espérance fort imprévoyante que plus la Révolution se précipiterait, plus elle arriverait vite à son terme. Beaucoup de constitutionnels votèrent d'ailleurs dans le même sens. Peut-être se faisaient-ils illusion ; peut-être aussi, las de trois ans de révolution et découragés de se voir dépopularisés, ne désiraient-ils plus qu'un seul bien, le repos.

CHAPITRE IV.

L'Assemblée législative.

Impression produite en Europe par la Révolution française. — Attitude des rois ; conférences de Mantoue (20 mai 1791). — Déclaration de Pillnitz (27 août 1791). Les émigrés à Coblenz.

Ouverture de l'Assemblée législative (1^{er} octobre 1791). Les Girondins. — Décrets contre les émigrés et les prêtres insermentés (novembre 1791). — Ministère feuillant. La guerre se prépare. — Ministère girondin (15 mars 1792). Déclaration de guerre à l'Autriche (20 avril). — Campagne de 1792. Premiers revers en Belgique (30 avril). — Renvoi des ministres girondins. — Journée du 20 juin ; le peuple aux Tuileries. — Manifeste du duc de Brunswick (23 juillet). — Journée du 10 août et chute de la royauté. — Élan patriotique contre l'étranger. — Les massacres de septembre.

L'invasion. Prise de Longwy et de Verdun par les Prussiens (20 août-2 septembre). — Dumouriez. Il occupe l'Argonne. — Bataille de Valmy (20 septembre). — Retraite des Prussiens (1^{er} octobre). — Lille repoussée les Autrichiens (9 septembre-8 octobre). — Conquête de Mayence et de Francfort, de la Savoie et de Nice.

Impression produite en Europe par la Révolution française. — « Au fond des mers du Nord, il y avait alors une bizarre et puissante créature, un homme, non, un système, une scolastique vivante, hérissée, dure, un roc, un écueil taillé à pointes de diamant dans le granit de la Baltique. Toute philosophie avait touché là, s'était brisée là. Et lui immuable. Nulle prise au monde extérieur. On l'appelait Emmanuel Kant ; lui il s'appelait Critique. Soixante ans durant, cet être tout abstrait, sans rapport humain, sortait juste à la même heure, et, sans parler à personne, accomplissait pendant un nombre donné de

minutes précisément le même tour, comme on voit aux vieilles horloges des villes l'homme de fer sortir, battre l'heure et puis rentrer. Chose étrange, les habitants de Königsberg virent (ce fut pour eux un signe des plus grands événements) cette planète se déranger, quitter sa route séculaire... On le suivit, on le vit marcher vers l'ouest, vers la route par laquelle venait le courrier de France. » (*Michelet.*)

On peut juger par ce trait frappant de l'impression produite en Europe par la Révolution française. Les peuples l'accueillirent d'abord avec joie : ils comptaient sur l'appui et les sympathies de la France. En signe d'alliance avec les Belges, soulevés contre l'empereur, Camille Desmoulins fondait un journal intitulé *Révolutions de France et de Brabant*. En Angleterre, en Allemagne, en Russie même, la Constituante trouvait de nombreux admirateurs. « Quoique la Bastille ne fût assurément menaçante pour personne à Saint-Petersbourg, je ne saurais exprimer l'enthousiasme qu'excitèrent parmi les négociants, les marchands, les bourgeois et quelques jeunes gens d'une classe plus élevée, la chute de cette prison d'État et le premier triomphe d'une liberté orageuse. Français, Russes, Anglais, Danois, Allemands, Hollandais, tous, dans les rues, se félicitaient, s'embrassaient, comme si on les eût délivrés d'une chaîne trop lourde qui pesait sur eux. » (*Mémoires de M. de Ségur.*) Bientôt même Klopstock, l'auteur de la *Messiede*, recevait le titre de citoyen français. L'Américain Thomas Payne et l'Allemand Anacharsis Clootz, l'orateur du genre humain, seront membres de la Convention. Le Péruvien Miranda combattrait dans nos armées.

Attitude des rois. Conférences de Mantoue (20 mai 1791). — Accueillie par les peuples avec une vive sympathie, la Révolution avait été dès le début en butte à la haine des rois. Après la prise de la Bastille, le comte d'Artois, le prince de Condé et tous les adversaires les plus déclarés du nouvel ordre de choses avaient quitté la France pour aller chercher dans les cours étrangères un appui armé. Les principes révolutionnaires étaient contagieux, disaient-ils ; si l'on ne se hâtait de les étouffer, ils gagneraient l'Europe entière et menaceraient tous les trônes. Le roi d'Espagne, cousin de Louis XVI, et le roi de Sardaigne, parent du comte d'Artois (ce dernier avait épousé une princesse piémontaise), étaient tout disposés à intervenir sur-le-champ. Il n'en était pas de même des autres souverains.

La czarine Catherine II, après un premier partage de la

Pologne, en méditant un second; elle était d'ailleurs engagée dans une guerre acharnée contre les Turcs et le roi de Suède Gustave III. L'empereur Joseph II était frère de Marie-Antoinette; mais il était aux prises avec les Turcs, en qualité d'allié de la Russie, et il avait à lutter contre les Pays-Bas insurgés. Le nouveau roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, neveu et successeur du grand Frédéric, en relation avec les illuminés allemands, paraissait beaucoup plus disposé à s'unir aux Anglais et à la Suède contre les Autrichiens et les Russes, qu'à se mêler des affaires de France.

Bientôt tout change. Avec la clairvoyance que donne la haine, le second fils de lord Chatham, William Pitt, héritier de son génie et de son éloquence, sent que la France va se relever, et il intrigue contre elle avant de lui déclarer une guerre ouverte. Dans le parlement britannique, deux amis de vingt ans, deux orateurs illustres, l'un adversaire, l'autre ami de la Révolution française, Burke et Fox, sont aux prises en attendant qu'ils rompent d'une manière éclatante (9 février 1790-6 mai 1794).

Au delà du Rhin, la mort de Joseph II (22 février 1790) appelle au trône son frère Léopold II. Le 20 mai 1794, celui-ci convint à Mantoue, avec le comte d'Artois, qu'une action militaire serait tentée pour délivrer Louis XVI. Le 27 juillet 1790, il s'était réconcilié avec le roi de Prusse au congrès de Reichenbach. En même temps, la Belgique retombait sous le joug autrichien. La paix de Vereloc était signée entre la Russie et la Suède (2 sept. 1790). Le roi de Suède, Gustave III, qui avait pris Bouillé à son service, était désigné comme le général en chef de l'Europe monarchique contre la Révolution.

Déclaration de Pilitz (27 août 1794). Les émigrés à Coblenz. — Cependant le comte de Provence, émigré à son tour, et le comte d'Artois pressaient Léopold et Frédéric-Guillaume de proclamer par un acte public leur intention d'intervenir. Le 24 août 1794, l'empereur et le roi de Prusse arrivèrent simultanément au château de Pilitz, en Saxe. Trois jours après, ils publièrent une déclaration collective. Ils voulaient, disaient-ils, « mettre le roi de France en état d'affermir les bases d'un gouvernement monarchique. » En conséquence, « ils étaient résolus d'agir promptement, d'un mutuel accord, avec les forces nécessaires pour obtenir le but proposé et commun. »

Si le sens de cette déclaration avait eu besoin d'être éclairci, la conduite des émigrés eût levé tous les doutes. Ils se rassem-

blaient en armes, par milliers, à Coblenz, au confluent du Rhin et de la Moselle, sur les terres de l'électorat de Trèves. Les quatre escadrons des gardes du corps s'y trouvaient réunis au complet, et Louis XVI leur faisait en secret passer leur solde. On envoyait ironiquement des quenouilles aux nobles restés en France. Ces préparatifs des émigrés soulevaient à Paris d'ardentes colères. Les journaux répliquaient aux menaces de l'étranger par d'autres menaces non moins violentes. Telle était la situation extérieure quand la Constituante se sépara.

Ouverture de l'Assemblée législative (1^{er} octobre 1794).
Les Girondins. — L'Assemblée législative tint sa première séance le 1^{er} octobre 1794. A droite siégeaient les partisans de la monarchie constitutionnelle, les *Feuillants*¹, comme on disait alors, ayant à leur tête Pastoret, Bigot de Préameneu, Ramond, Vaublanc, Jaucourt; à l'extrême gauche se trouvaient les partisans décidés de la république, Couthon, Bazire, Merlin de Thionville, Gohier, le capucin Chabot, le mathématicien Romme, le financier Cambon, l'ancien magistrat Hérault de Séchelles, l'officier du génie Carnot, qui porteront bientôt le nom de *Montagnards*². La majorité appartenait aux *Girondins*, nommés ainsi parce que les plus brillants représentants de ce parti avaient été élus dans la Gironde. C'était Vergniaud, de Limoges, orateur à la parole entraînée, pleine de verve et de majesté; le savant Condorcet, collaborateur de l'*Encyclopédie*; le journaliste Brissot, de Chartres, nature active et inquiète; l'éloquent abbé Fauchet, le fougueux Isnard, les dialecticiens Guadet et Gensonné. Jeunes, impatients d'agir et de se rendre célèbres, les Girondins aimaient la Révolution en artistes, en orateurs; ils en saisissaient surtout le côté dramatique, et ils se jetaient dans le mouvement, ivres de propagande guerrière, sans savoir eux-mêmes où ils s'arrêteraient.

Dès le début, ils suppriment les mots de *sire* et de *majesté*; Louis XVI ne sera plus que le *roi des Français*. A la place du trône on ne lui donnera plus qu'un fauteuil. En souvenir de Rome et de la Grèce antique, les Girondins arment de piques le peuple de Paris. Ils mettent sur sa tête le bonnet rouge, la coiffure de l'esclave affranchi. En présence de ces mesures

1. Il s'était formé, après le 17 juillet 1791, un club de partisans de la monarchie constitutionnelle dans le convent des *Feuillants*.

2. Ainsi nommés parce qu'ils siégeaient sur les bancs les plus élevés de l'Assemblée.

significatives, le maire de Paris et le commandant de la garde nationale, Bailly et Lafayette, donnèrent leur démission. Le titre de commandant général fut aboli. Le maire, le procureur-syndic et son substitut, qui furent élus quelques semaines plus tard, étaient trois ennemis de la cour, un Girondin et deux républicains déclarés : Péthion, Manuel et Danton.

Décrets contre les émigrés et les prêtres insermentés (novembre 1794). — La Révolution était menacée à l'intérieur par le soulèvement des paysans du midi et de l'ouest; au dehors, par les émigrés et les puissances étrangères. Le 9 novembre, sur le rapport de Brissot, l'Assemblée vota les deux décrets suivants : « 1^o Les émigrés seront sommés de rentrer avant le 4^{er} janvier sous peine de confiscation de leurs biens et de mort; 2^o le comte de Provence perdra ses droits éventuels à la régence et au trône, s'il n'est pas rentré dans le même délai. » Le 29 du même mois, elle en adopta un troisième ainsi conçu : « Tous les ecclésiastiques devront prêter, sous huit jours, le serment civique; les réfractaires seront privés de leurs traitements et soumis à la surveillance des autorités; en cas de troubles, ils pourront être éloignés momentanément de leur domicile, en vertu d'un arrêté du directoire du département. » Louis XVI ne sanctionna que le second de ces trois décrets, relatif au comte de Provence.

Ministère feuillant. La guerre se prépare. — Le roi venait d'appeler des Feuillants au ministère : à la guerre, Narbonne; à l'intérieur, Cahier de Gerville; à la marine, Bertrand de Molleville; aux affaires étrangères, Delessart. Aussitôt après, le 15 décembre, le roi déclara aux députés que si, dans l'espace d'un mois, l'électeur de Trèves n'avait pas dissous les groupes d'émigrés réunis en armes dans ses États, il serait considéré comme ennemi. Tous les partis accueillirent ces paroles avec joie : les émigrés espéraient le triomphe des armées étrangères et le rétablissement de la monarchie absolue; les Feuillants voyaient dans une guerre un moyen de rassembler une armée capable de défendre la constitution contre les révolutionnaires aussi bien que contre l'étranger; les Girondins comptaient sur la victoire universelle des principes de la Révolution. La guerre qu'il fallait déclarer, s'écriait Isnard, c'était « la guerre des peuples contre les rois. » Seuls, quelques Montagnards réagissaient contre l'entraînement général et signalaient les dangers que la guerre amène à sa suite. Ils rappelaient qu'à Rome et à Londres l'esprit militaire avait tué la liberté : vaincue, la France

serait envahie; victorieuse, à la merci d'un général heureux, d'un César ou d'un Cromwell.

On resta sourd à ces avertissements. Le 14 janvier 1792, l'Assemblée invita Louis XVI à déclarer que si, au 4^{er} mars, Léopold n'avait pas répondu d'une façon satisfaisante aux réclamations de la France au sujet des émigrés, on se considérerait comme en état de guerre avec lui.

Le renvoi de Narbonne, le seul des ministres qui passât pour énergique, souleva les colères des Girondins. A ce motif d'irritation s'en joignit un autre. Avignon, qui avait secoué l'année précédente la domination du pape, venait d'être ensanglanté par la guerre civile et d'affreux massacres¹. Cette ville avait voté sa réunion à la France; mais par respect pour les scrupules religieux du roi, le ministre Delessart avait ajourné toute décision. Vergniaud l'accusa en termes foudroyants d'être la cause des malheurs survenus. Du haut de la tribune, étendant le bras vers les Tuileries, d'un air menaçant : « L'épouvante et la mort, s'écria-t-il, sont sorties trop souvent, au nom de l'arbitraire, de ce palais funeste; qu'elles y rentrent aujourd'hui au nom de la loi ! »

Ministère girondin (15 mars 1792). Déclaration de guerre à l'Autriche (20 avril). — Louis XVI céda devant ce langage menaçant. Le 15 mars, il prit de nouveaux ministres dans les rangs des Girondins. Roland fut chargé de l'intérieur; le banquier genevois Clavière, des finances; Duranthon, de la justice; Lacoste, de la marine; le général Servan, de la guerre, et le général Dumouriez, des affaires étrangères. La belle et enthousiaste Madame Roland, nourrie de Rousseau et de Plutarque, et adorant la liberté pour laquelle elle devait périr, était « l'Égérie » de ce ministère, tout au moins l'inspiratrice de son mari et des Girondins.

Cependant le fils et successeur de Léopold, François II, avait répondu à l'ultimatum de l'Assemblée en demandant la restitution d'Avignon au pape et des droits féodaux aux princes allemands possessionnés en Alsace. Le 20 avril, Louis XVI, accompagné de ses ministres, vint dans l'Assemblée proposer de déclarer

1. Le 16 octobre 1791, Lescuyer, notaire d'Avignon et colonel de la garde nationale, fut massacré par les ennemis de la Révolution. Le féroce Jourdan (qu'il ne faut pas confondre avec le général du même nom), sous prétexte de le venger, fit tuer le soir du même jour soixante personnes des deux sexes, dont les cadavres furent précipités dans un puits de la tour de la Glacière.

la guerre au roi de Hongrie et de Bohême ; elle fut votée par acclamation.

Campagne de 1792. Premiers revers en Belgique (30 avril). — La France avait sur pied trois armées : Rochambeau, avec 53,000 hommes, occupait la frontière de Dunkerque jusqu'à la Meuse ; Lafayette, avec 62,000 hommes, gardait le pays entre la Meuse et les Vosges ; Luckner était placé entre les Vosges et le Rhin, avec 49,000 soldats. En outre, 76,000 hommes gardaient les places fortes.

Dumouriez avait fait décider l'invasion de la Belgique. A peine retombée sous le joug de l'Autriche, elle se souleverait, pensait-on, à l'approche du drapeau tricolore. Trois colonnes devaient marcher simultanément sur Bruxelles : à droite, Lafayette s'avancerait de Givet par Namur ; au centre, Biron déboucherait de Valenciennes par Mons ; à gauche, Dillon (Théobald), de Lille par Tournay.

La guerre débuta par un double échec. Les soldats de Biron, saisis d'une terreur panique, se débandèrent sans avoir vu l'ennemi. Ceux de Dillon, accusant leurs chefs de les trahir, s'enfuirent également au cri de « Sauve qui peut ! » et massacrèrent leur général (30 avril).

Renvoi des ministres girondins. — Ces revers excitèrent une irritation violente. De toutes parts, on se crut trahi. Il y avait, disait-on, un comité autrichien autour de Marie-Antoinette, et l'on appelait la portion du jardin des Tuileries réservée aux promenades de la famille royale le « territoire autrichien. » Le 27 mai, l'Assemblée vote le décret suivant : « Tout prêtre non assermenté sera déporté quand vingt citoyens actifs du canton en feront la demande. » Huit jours plus tard, elle vote la formation d'un camp de vingt mille fédérés sous les murs de Paris. Le roi refusa sa sanction aux deux décrets. Alors le ministre de l'intérieur Roland lut à Louis XVI, en plein conseil, une lettre dans laquelle il blâmait d'une manière très vive son opposition aux mesures de défense. Le roi ne s'étant pas rendu à ses représentations, la lettre fut rendue publique. Roland, Servan et Clavière furent aussitôt renvoyés (13 juin). L'Assemblée déclara qu'ils emportaient les regrets de la nation.

Dumouriez s'était séparé de ses collègues. Il avait accepté la mission de former un nouveau ministère, le roi lui ayant laissé croire qu'il sanctionnerait les décrets. Trompé dans son attente, il quitta le pouvoir pour aller commander sur la frontière des Pays-Bas autrichiens le camp de Maulde.

Journée du 20 juin. Le peuple aux Tuileries. — Un mouvement s'organisa pour obliger Louis XVI à reprendre les ministres congédiés. Le 20 juin, jour anniversaire du serment du Jeu de paume, une immense multitude accourt des faubourgs pour planter un arbre de la liberté sur la terrasse des Feuillants. Conduite par le brasseur Santerre, l'orfèvre Rossignol, le sapeur Nicolas, le boucher Legendre, Fournier l'Américain et le Polonais Lazouski, elle défile dans l'Assemblée et force l'entrée des Tuileries, sans opposition de la part du maire Péthion et de la garde nationale. Entouré et apostrophé par quelques-uns des envahisseurs en termes menaçants, Louis XVI consentit à se couvrir du bonnet rouge, mais n'accorda ni la sanction des décrets ni le rappel des ministres. La foule sortit du palais sans lui faire de mal.

Manifeste du duc de Brunswick (23 juillet). — Dans les jours qui suivirent, la fermentation ne fit que s'accroître. Lafayette, venu des Ardennes à Paris pour prêter à Louis XVI l'appui de sa présence, fut attaqué dans l'Assemblée par Guadet et Brissot, qui lui reprochèrent d'avoir quitté ses soldats en présence de l'ennemi (28 juin). Le 30, on apprit un nouvel échec. Luckner, venu du Rhin en Flandre, avait repris l'offensive contre les Autrichiens. Il échoua, battit en retraite, et son lieutenant Jarry évacua Courtray en brûlant les faubourgs de cette ville à l'approche de l'ennemi. Sur la Moselle, l'armée prussienne se rassemblait rapidement entre Coblenz et Trèves. Le 3 juillet, dans un discours d'une véhémence et d'un éclat prodigieux, Vergniaud accusa la cour de connivence avec l'étranger. Le roi, disait-il, s'appretait à « perdre constitutionnellement la constitution et l'empire. » Le 22 du même mois, la Législative proclame que *la patrie est en danger*. Lamourette engage tous les partis à oublier leurs dissensions pour ne s'occuper que de la défense commune ; Duhem propose de renverser Louis XVI, et le jeune Barbaroux écrit à Marseille à son ami Rebecqui : « Envoie-moi six cents hommes qui sachent mourir ! »

Au milieu de cette exaltation, une nouvelle incroyable se répandit dans Paris. Le duc de Brunswick, généralissime de la coalition, venait de publier un manifeste avant de passer la frontière¹. Il y déclarait que tout garde national pris les armes à la main serait traité comme rebelle ; tous les habitants qui oseraient se défendre seraient mis à mort, et leurs maisons

1. L'auteur de ce manifeste était un émigré, le marquis de Limon.

brûlées. Tous les membres de l'assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris étaient « rendus responsables de tous les événements sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon. » Enfin le duc déclarait que s'il était fait le moindre outrage à la famille royale, et s'il n'était pas pourvu immédiatement à sa sûreté, leurs Majestés impériale et royale livreraient Paris à « une exécution militaire et à une subversion totale. »

Journée du 10 août et chute de la royauté. — Quand le manifeste fut connu, 47 sections sur 48 demandèrent la déchéance de Louis XVI. Leur pétition fut apportée le 3 août à la barre de la Législative par le maire Péthion. En même temps entraient à Paris les fédérés de Marseille. Ils apportaient le *Chant de l'armée du Rhin*, composé à Strasbourg, chez le maire Diétricht, par Rouget de Lisle¹, jeune officier du génie, et qui prit d'eux le nom d'*Hymne des Marseillais* ou *Marseillaise*.

Dans la nuit du 9 au 10 août, une Commune insurrectionnelle prit possession de l'hôtel de ville. Elle comptait parmi ses membres Rossignol, Huguenin, M. J. Chénier, Robert, Billaud-Varennes, Bourdon, Hébert, auxquels s'adjoignirent ensuite Robespierre et Marat. Son premier acte fut de destituer Mandat, commandant royaliste de la garde nationale, qui fut tué quelques heures plus tard d'un coup de pistolet, et de le remplacer par le chef de bataillon Santerre, brasseur du faubourg Saint-Antoine.

Au matin les Tuileries furent attaquées. Le château était gardé par un régiment suisse et quelques centaines de nobles. Les premiers assaillants, seulement armés de piques, furent repoussés avec de grandes pertes. Les Suisses les poursuivirent sur la place du Carrousel et se crurent vainqueurs. Mais les gardes nationaux des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, conduits par Westermann, débouchent sur la place avec les fédérés de Brest et de Marseille, pénètrent dans les cours, attaquent les escaliers sous une grêle de balles et s'emparent du château. Les Suisses furent poursuivis et taillés en pièces dans les appartements, les jardins et sur la place Louis XV.

Avant le combat, et sur les instances de Rœderer, Louis XVI était sorti du château avec Marie-Antoinette, madame Elisabeth et le dauphin, pour se rendre à l'Assemblée, où il fut reçu dans la loge du logotachygraphe. Les députés, sous la présidence de

1. Rouget de Lisle, né à Lons-le-Saunier en 1760, mort à Choisy-le-Roi en 1836. Il se distingua en 1795 à Quiberon.

Vergniaud, s'étaient déclarés en permanence. Quand la lutte se fut terminée par la victoire du peuple, ils rendirent les décrets suivants : *Une convention nationale est convoquée pour le 21 septembre ; elle sera nommée d'après le mode d'élection fixé par la constitution de 91 ; le roi est suspendu provisoirement et habitera le Luxembourg ; un gouverneur sera nommé au prince royal ; les ministres Roland, Clavière et Servan reprendront leurs fonctions ; ils auront pour collègues Danton à la justice, Monge à la marine, Lebrun aux affaires étrangères.* La Législative semblait donc ne considérer la *suspension* du roi que comme provisoire. La Commune, qui entendait bien que la *déchéance* fût définitive, l'envoya prisonnier dans la tour du Temple.

Élan patriotique contre l'étranger¹. — Le premier besoin était de repousser l'invasion. On prit les cloches et les statues pour fondre des canons ; le tocsin, la générale, retentirent dans Paris ; des visites domiciliaires eurent lieu dans tous les quartiers pour arrêter les suspects ; le drapeau noir fut arboré à l'hôtel de ville. Des estrades se dressèrent sur les places publiques pour recevoir les enrôlements volontaires. L'élan était immense ; les femmes donnaient leurs bijoux ; les enfants, leurs livres de prix. Pendant la première semaine de septembre, deux mille hommes partaient chaque jour de Paris pour le camp. Il fallut inviter les cordonniers, les serruriers, les taillandiers, les charrons, à rester dans la ville. « Piochons la fosse de nos ennemis, disait Vergniaud à la tribune, ou chaque pas que nous faisons nous rapproche de la nôtre. » Et Danton s'écriait : « Le canon que vous entendez n'est pas le canon d'alarme, c'est le pas de charge sur les ennemis de la patrie. Que faut-il pour les vaincre ? de l'audace ! de l'audace ! encore de l'audace, et la France est sauvée !² »

Les massacres de septembre. — Par malheur cet admirable élan patriotique fut souillé par d'affreux massacres. La crainte, l'irritation, la défiance régnaient dans Paris. Elles étaient encore augmentées par l'antagonisme de la Commune insurrectionnelle du 10 août, composée des plus violents révo-

1. Voir sur l'Arc de triomphe de l'Étoile le *trophée* de Rude représentant le *Départ* de 1792.

2. « Un vieillard de la section des Lombards avait quatre fils ; ils lui demandèrent la permission de partir tous quatre. — « Allez et battez-vous bien ! » — Le bataillon partit. Le père ne voyait déjà plus ses enfants, mais il voyait encore le drapeau. — « Mon Dieu, dit-il, comme ce drapeau s'éloigne vite !... Je suis trop vieux, je ne puis le suivre. » — Comment ferez-vous pour vivre sans vos enfants ? lui demanda-t-on. — « La patrie aura soin de moi. » (Henri Martin.)

lutionnaires, et de l'Assemblée législative, dominée par les Girondins, déjà suspects eux-mêmes comme trop modérés. Le dimanche 2 septembre, on apprit que Verdun était assiégé. A cette nouvelle, une foule furieuse se précipite aux prisons. A l'Abbaye, aux Carmes, à la Force, au Châtelet, à la Conciergerie, on massacra des prêtres, des gardes du corps, des femmes, entre autres M^{me} de Lamballe, l'amie de la reine. A l'abbaye, un tribunal populaire improvisé sous la présidence de Maillard, après un jugement sommaire, condamnait à mort les prisonniers ou les remettait en liberté. Le nombre des victimes fut de 4,480. Parmi ceux qui furent épargnés, il faut citer Jourgniac Saint-Méart; l'abbé Sicard, que sauva son titre d'instituteur des sourds et muets; Cazotte et Sombreuil, tous deux préservés par leurs filles, dont les prières attendrirent les meurtriers; Dupont, qui dut la vie à l'intervention de Danton; l'abbé Bérardier, proviseur de Louis-le-Grand, qui échappa grâce à son ancien élève Camille Desmoulins. Ni le maire de Paris Péthion, ni le ministre de l'intérieur Roland, tous les deux girondins, ni le ministre de la justice Danton, ni le commandant général de la garde nationale Santerre, tous les deux montagnards, ne purent ou n'osèrent s'opposer à ces scènes affreuses, qui durèrent cinq jours entiers.

L'invasion. Prise de Longwy et de Verdun par les Prussiens (20 août-2 septembre). — Cependant l'ennemi était sur notre sol. Frédéric-Guillaume II et le duc de Brunswick avec 60,000 Prussiens, venus de Coblenz par Trèves et Luxembourg, arrivent le 19 août devant Longwy, pendant qu'à gauche 26,000 Autrichiens attaquent Thionville sur la Moselle, et qu'à droite 20,000 Autrichiens et émigrés marchent sur Stenay. Le 20 août, Longwy capitule sans résistance. A cette nouvelle, l'Assemblée décrète que la ville sera rasée, et ses habitants privés pendant dix ans du droit de citoyen. « Que pouvions-nous donc faire ? » demanda l'un d'eux. On lui répondit : « Mourir ! »

Dix jours plus tard, les Prussiens étaient sur la Meuse. Le dimanche 2 septembre, après avoir reçu quelques bombes, Verdun ouvrit ses portes. La municipalité n'avait pas voulu se défendre. Des jeunes filles vêtues de blanc allèrent offrir des fleurs au roi de Prusse. Beaurepaire, commandant des volontaires de Maine-et-Loire, s'était brûlé la cervelle plutôt que de signer la capitulation¹. Le jeune officier qui en porta le texte

1. D'après une autre tradition, il aurait été assassiné.

au roi de Prusse avait le visage baigné de larmes. Frédéric-Guillaume demanda son nom : il s'appelait Marceau¹. Quand les Allemands entrèrent dans la ville, un chasseur à cheval du 9^e régiment tua un de leurs officiers, puis se jeta dans la Meuse².

Il n'y avait plus une seule place forte entre les envahisseurs et Paris. L'armée française, dont le quartier général était à Sedan, pourrait-elle les arrêter? A la nouvelle du 10 août, Lafayette avait voulu soulever ses 23 000 soldats et marcher sur Paris pour rétablir Louis XVI; les soldats refusèrent de le suivre. Mis hors la loi par l'Assemblée, il prit la fuite avec Latour-Maubourg, Alexandre de Lameth et Gouvion. Les Autrichiens l'arrêtrèrent et l'envoyèrent au château d'Olmütz, où il devait rester prisonnier jusqu'à la paix de Campo-Formio. Pour le remplacer, le conseil exécutif désigna l'ancien ministre des affaires étrangères, alors à la tête du camp de Maulde, Dumouriez.

Dumouriez. Il occupe l'Argonne. — Pendant cinquante ans, sous Louis XV et Louis XVI, on trouve Dumouriez partout où il y a des coups à donner ou à recevoir. Un jour, pendant la guerre de Sept ans, en Hanovre, des cavaliers allemands le laissèrent pour mort dans un fossé, criblé de coups de sabre. En Pologne, avec les confédérés de Bar, en face des Moscovites; en Corse, avec M. de Vaux, en face de Paoli; à Cherbourg, où il commence les travaux du port militaire; au ministère, où il était entré avec les Girondins, et où il avait essayé de rester sans eux : toujours il s'est montré le même, intelligent, audacieux, au besoin cynique, ne visant qu'au succès, et capable d'être illuminé d'un éclair de génie. Arrivé à Sedan le 24 août, il ranime le courage des soldats par quelques paroles énergiques, et il examine la carte du pays avec son aide de camp Thouvenot.

Entre la Lorraine et la Champagne, à l'ouest du cours de la Meuse, de Verdun, Stenay et Sedan, à l'est du cours de l'Aisne, de Sainte-Menehould, de Vouziers et de Reims, s'étend sur une longueur de treize lieues, du sud au nord, la forêt de l'Argonne. En occupant les cinq défilés qui la traversent, les *Islettes*, la *Chalaise*, *Grand-Pré*, la *Croix-aux-Bois*, le *Chêne-Populeux*,

1. François-Séverin Desgraviers, dit Marceau, né le 1^{er} mars 1769 à Chartres, soldat à seize ans le 2 décembre 1785 au régiment d'Angoumois, se distingua à la prise de la Bastille. Capitaine aux volontaires d'Eure-et-Loir en 1791, il était lieutenant-colonel à Verdun en 1792. Il fut général de brigade le 16 octobre et général de division le 10 novembre 1793. Il fut blessé mortellement le 19 septembre 1796, à Altenkirchen.

2. Verdun a noblement effacé, par sa résistance en 1870, le souvenir de la capitulation de 1792. (Voir plus loin chap. XXXVII.)

les Français barreront le passage à l'invasion; ils couvriront Châlons et Reims, les deux routes de Paris. Par malheur, Brunswick, maître de Verdun, est plus près qu'eux de l'Argonne. Dumouriez le trompe par une fausse attaque sur Stenay, prévient les Prussiens par une marche forcée audacieuse, en défilant le long de leurs lignes, du nord au sud, entre la forêt à droite et la Meuse à gauche. Le 4 septembre, il occupe Grand-Pré sur l'Aisne et de là il écrit au gouvernement : « Les passages de l'Argonne sont les Thermopyles de la France; mais je serai plus heureux que Léonidas. »

Sa confiance faillit lui coûter cher. Le passage de la Croix-aux-Bois, insuffisamment gardé (il n'y avait que 400 hommes derrière des arbres abattus, en attendant un bataillon des Ardennes), fut forcé le 13 septembre par les Autrichiens. Dumouriez envoya en toute hâte le général Chazot avec une division pour reprendre la Croix-aux-Bois. Il y réussit le 15, après une lutte sanglante dans laquelle périt le fils du prince de Ligne. Mais deux heures plus tard l'ennemi revint en force et demeura définitivement maître de la position.

L'armée française était coupée en deux. Dumouriez, à Grand-Pré, se trouvait avec 45,000 hommes entre deux rivières, l'Aire et l'Aisne, séparé de ses lieutenants restés au Chêne-Populeux et à Rethel; il avait devant lui le duc de Brunswick avec 40,000 Prussiens; derrière, Clairfayt avec 25,000 émigrés et Autrichiens. Sa présence d'esprit ne l'abandonna pas.

Dans la nuit du 15 au 16, il laisse les feux allumés, décampe sous une pluie battante, détruit derrière lui les ponts de l'Aisne, et, après être resté vingt heures à cheval, il arrive le 17 à Sainte-Menehould sans avoir perdu un canon, en dépit d'une panique causée par les charges inopinées de quinze cents hussards prussiens.

Les généraux Chazot et Beurnonville vinrent de Vouziers, de Rethel, en faisant un long détour vers l'ouest, rejoindre Dumouriez à Sainte-Menehould. La force numérique de l'armée se trouvait ainsi doublée. Son front de bataille s'étendait de l'Aisne, à droite, à la route de Châlons, à gauche, à une lieue à l'ouest de Sainte-Menehould. Le quartier général se trouvait dans cette ville. Du côté de l'est, Dillon (Arthur) occupait toujours la partie méridionale de la forêt d'Argonne; il gardait les Islettes et la Chalade, faisant face à la Lorraine et à Verdun. Dumouriez lui-même tournait le dos à l'Argonne; il faisait face à la Champagne. La route de Paris était ouverte aux Prussiens.

Bataille de Valmy (20 septembre 1792). — Ils n'osèrent pas s'y engager en laissant les Français derrière eux sur leur flanc gauche. Le 20 septembre au matin, Kellermann¹, arrivé de Metz par Bar-le-Duc avec 45,000 hommes, vint occuper les hauteurs de Valmy à l'extrême gauche de Dumouriez. C'était précisément ce jour-là que l'ennemi avait résolu une attaque décisive. Il occupait les hauteurs de la Lune, parallèles aux collines sur lesquelles campaient les Français, et tournait ainsi le dos à Paris. Trois ruisseaux, la Tourbe, la Bionne, l'Auve, coulaient entre les deux camps. Après une canonnade de plusieurs heures, par l'ordre du roi de Prusse, Brunswick lance son infanterie à l'assaut du plateau de *Valmy*. Les noires et massives colonnes s'avancent, l'arme au bras, à travers le vallon qui sépare les deux armées; elles gravissent la pente opposée, comptant enfoncer du premier choc ces bataillons de volontaires, « ces tailleurs et ces cordonniers » dont se moquait l'état-major des coalisés. Tout à coup l'ennemi s'arrête: en face de lui, sur une longue ligne, les jeunes soldats de Kellermann agitent leurs fusils et, dressant leurs chapeaux au bout de leurs baïonnettes, poussent un immense cri de « Vive la nation ! » En ce moment le soleil sortait du brouillard. Les assaillants stupéfaits hésitent, reculent. La canonnade recommence sans résultat.

Le soir, les Prussiens campèrent dans la boue. Tout le monde parmi eux était sombre, et les vivres commençaient à leur manquer. Deux jours après le roi de Prusse envoya au quartier général de Dumouriez son aide de camp Manstein. Frédéric-Guillaume proposait au général français de repasser la frontière, pourvu que Louis XVI fût rétabli sur le trône. Pendant la conférence, Dumouriez reçut une lettre de Paris et la tendit à Manstein; elle annonçait la proclamation de la République.

Retraite des Prussiens (4^{or} octobre). — L'armée prussienne resta encore immobile pendant huit jours. La pluie tombait sans discontinuer et changeait le sol argileux de la Champagne en une boue épaisse. Manquant de vivres, réduits à manger des raisins verts, les Prussiens étaient atteints de la dysenterie, leur camp encombré de malades. Grossis à chaque instant par les renforts arrivés de Châlons, de Paris, de la frontière belge, les Français étaient devenus supérieurs en nombre. Un camp avait été formé à Notre-Dame-de-l'Épine, en avant de Châlons, sous la direction des généraux Sparre et Dubouquet. Menacés

1. Kellermann, né à Strasbourg en 1735, mort en 1820.

d'être pris entre deux feux, les Prussiens commencèrent leur retraite le 4^e octobre. Dumouriez aurait pu les détruire ; en vertu d'une convention orale, il se contenta de les suivre pas à pas jusqu'à la frontière. Cette conduite lui avait été prescrite par le conseil des ministres. On savait le roi de Prusse complètement découragé par le mauvais succès de sa campagne et irrité contre les émigrés, qu'il accusait de l'avoir trompé. Aussi espérait-on le détacher bientôt de la coalition.

Lille repousse les Autrichiens (9 septembre-8 octobre). — Les Autrichiens n'avaient pas été plus heureux en Flandre que leurs alliés en Champagne. Le 9 septembre, le duc Albert de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas, était arrivé devant Lille avec 34,000 hommes. La place était défendue par 8,000 soldats ou gardes nationaux, sous la direction des généraux Bryan, Duhoux, Ruaut, et du maire André. Elle fut bombardée pendant douze jours : les assaillants y lancèrent 60,000 projectiles, boulets rouges ou bombes incendiaires remplies à l'intérieur d'huile de térébenthine. L'archiduchesse Christine, femme du duc Albert, avait, dit-on, voulu elle-même mettre le feu à la première pièce de canon. L'incendie fit dans la ville d'affreux ravages sans donner la victoire à l'ennemi. Le courage des habitants ne se démentit pas une minute. Un perruquier prit pour plat à barbe un morceau d'obus qui était venu éclater dans sa boutique. L'artillerie de la garde nationale se distingua particulièrement ; pendant longtemps elle resta exclusivement composée de ceux qui en avaient fait partie pendant le siège ou de leurs enfants. Le 8 octobre, les Autrichiens se retirèrent.

Conquête de Mayence et de Francfort, de la Savoie et de Nice. — Partout nous prenions l'offensive. Custine, avec un corps d'armée peu considérable, avait été chargé de couvrir l'Alsace, entre les Vosges et le Rhin. Les habitants du Palatinat et de l'électorat de Mayence, l'appellent comme un libérateur. Les garnisons autrichiennes fuient sans combattre. Spire ouvre ses portes, puis Worms, puis Mayence (21 octobre), et le lendemain Francfort.

Un mois auparavant, le général Montesquiou était entré à Chambéry (24 septembre) ; les Piémontais n'avaient pas osé l'attendre. La Savoie avait fourni à notre armée les vaillants dragons allobroges et voté sa réunion à la France, sous le nom de *département du Mont-Blanc*. Le drapeau tricolore flottait sur les Alpes. Le général Anselme avait également pris possession du comté de Nice sans tirer un coup de fusil.

CHAPITRE V.

La République. La Convention nationale. Campagne de 1793.

La Convention proclame la République (21 septembre 1792). Girondins et Montagnards. La Commune de Paris. — Premiers débats. — Bataille de Jemmapes (6 novembre) ; conquête de la Belgique. — Procès et exécution de Louis XVI (21 janvier 1793). — Première coalition. William Pitt. — Défaite de Nerwinde (18 mars) ; trahison de Dumouriez (3 avril). — Lutte de la Gironde et de la Montagne. — Journées des 31 mai et 2 juin 1793 ; chute de la Gironde. — Extrêmes périls.

Les lois révolutionnaires. Comité de salut public (6 avril). — Constitution de 1793 (24 juin). — Levée de 300,000 hommes. La réquisition ; les représentants en mission (25 août). — Le maximum (29 septembre). Loi contre les accaparements ; emprunt forcé. — Tribunal révolutionnaire. Armée révolutionnaire (10 mars-5 septembre). — Loi des suspects (17 septembre). — La Terreur.

Campagne de 1793. Lutte de la Convention contre les Girondins et les royalistes. Défaite des insurgés de Normandie (13-15 juin). — Assassinat de Marat (13 juillet). — Prise de Marseille (25 août). — Prise de Lyon (9 octobre). — Prise de Toulon (19 décembre).

Lutte contre la Vendée. Soulèvement des Vendéens (10 mars). — Batailles de Fontenay (25 mai), de Saumur (10 juin) ; attaque de Nantes (29 juin). — Les républicains reprennent l'offensive. Décret du 1^{er} août. L'armée de Mayence en Vendée. — Les Vendéens sont vainqueurs à Coron et à Torfou (18-19 septembre). — Victoire des républicains à Cholet (17 octobre). — Les Vendéens passent la Loire (18 octobre). Leur victoire à Entrames (25 octobre). Ils sont repoussés à Granville (13 novembre). — Batailles du Mans et de Savenay (13-23 décembre).

Lutte contre l'Europe. Perte de Mayence et de Valenciennes (21 et 27 juillet). — Tactique de Carnot et du Comité de salut public. — La victoire de Hondschoote sauve Dunkerque (8 septembre). — La victoire de Wattignies sauve Maubeuge (16 octobre). — Perte des lignes de Wissembourg (13 octobre). — La victoire de Geisberg sauve Landau (26 décembre). — Les Espagnols en Roussillon.

La Convention proclame la République (21 septembre 1792). Girondins et Montagnards. La Commune de Paris. — Le 21 septembre 1792, la Convention nationale¹ ouvrit ses

1. Elle avait été nommée suivant le système électoral établi par la constitution de 1791, c'est-à-dire par une élection à deux degrés, mais sans condition de cens. Les représentants de Paris furent : Robespierre, Danton, Manuel, Camille Desmoulins, Marat, Robespierre jeune, Fabre d'Églantine, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois, Legendre, Robert, Fréron, Panis, Sergent, David, Louis-Philippe-Égalité (duc d'Orléans). La Convention siégea d'abord dans la salle des Feuillants et ensuite aux Tuilleries.

séances en proclamant la République ¹. Elle était donc réunie, cette grande et terrible assemblée qui devait sauver la France, mais l'ensanglanter, et donner la mesure de ce que peuvent les forces de la nature humaine exaltées par le péril et se raidissant contre les plus prodigieuses difficultés que jamais réunion d'hommes ait eu à vaincre ! D'un côté siègent Vergniaud et Condorcet, Gensonné et Guadet, Barbaroux et Isnard, Louvet et Brissot, Faucher et Lasource, Boyer-Fonfrède et Lanjuinais ; de l'autre, Danton, Robespierre, Marat, Saint-Just, Couthon, Camille Desmoulins, Philippeaux, Fabre d'Églantine, Chabot, Bazire, Legendre, Anacharsis Clootz, Merlin de Thionville, Billaud-Vareannes, Vadier, Carnot et Cambon ; entre les deux partis, la Plaine, qui sera l'appoint des plus forts. A droite comme à gauche, dans la Gironde comme sur la Montagne, il y a du patriotisme et de l'éloquence. Mais les deux partis se prêtent des projets également faux. Les Montagnards accusent leurs adversaires d'être fédéralistes et de vouloir diviser la France en quatre-vingt-trois petites républiques ; ils leur reprochent même d'être royalistes. Les Girondins accusent Robespierre, Danton et Marat d'aspirer à la dictature, au triumvirat ; ils leur supposent le projet de faire roi Philippe-Égalité, ou même le duc de Brunswick ! Ils repoussent la main offerte par Danton. En réalité, ce qui divise les deux partis, c'est que la Gironde rejette, au nom de la liberté, les mesures proposées par la Montagne au nom du salut public. La lutte est implacable. D'un côté on s'écrie avec Vergniaud : « Plutôt la mort que le crime, *Potius mori quam fœdari* ! » de l'autre, on répète avec Danton : « Dussent nos noms être flétris, nous sauverons la liberté ! » La plupart de ceux qui sont ici mourront sur l'échafaud ou dans l'exil. Ils le savent et y sont résignés. Danton dit encore à la Convention : « Soyez comme la nature, elle voit la conservation de l'espèce ; ne regardez pas les individus. » Et Vergniaud : « La Révolution est comme Saturne, elle dévore ses enfants ! »

A côté de la Convention siège à l'Hôtel de Ville la Commune de Paris, toute-puissante depuis la journée du 40 août. Tumultueuse et défiante, elle surveille l'assemblée, intervient dans ses délibérations, et souvent se pose en pouvoir rival pour lui dicter ses volontés. A mesure que l'élection la renouvelle, elle compte dans ses rangs des hommes plus ardents, plus disposés à soutenir

les mesures révolutionnaires les plus radicales et à les provoquer au besoin. Le 15 octobre, le Girondin Péthion sera encore réélu maire ; mais le 2 décembre, si les suffrages des électeurs placent à la mairie le médecin girondin Chambon, à côté de lui, ils enverront Chaumette comme procureur général de la Commune, avec Hébert et Réal comme substitués.

Premiers débats. — Les Girondins arrivaient à la Convention animés des plus vives préventions contre Paris. Leur amour-propre était blessé de ce que, malgré leur éloquence, ils n'avaient point été élus par les Parisiens. Ils étaient de plus sous le coup de l'indignation causée dans les départements par les massacres de septembre, dont ils faisaient injustement peser la responsabilité sur la population tout entière ; ils ne se croyaient pas ou affectaient de ne pas se croire en sûreté au milieu d'elle. Ils étaient surtout possédés d'une haine violente contre Danton, Robespierre et Marat. Dès le 23 septembre, ils leur reprochaient de vouloir dominer la Convention, en formant une espèce de triumvirat.

Danton était alors animé des intentions les plus conciliantes. Il s'était démis du ministère de la justice et avait fait décréter le respect des propriétés. Il répondit aux attaques en faisant appel à la concorde, en déclarant qu'il n'aimait pas Marat. Robespierre, de son côté, accusé par Louvet des massacres de septembre, n'eut pas de peine à démontrer que ces meurtres déplorables, commis par un peuple en délire, n'étaient pas plus imputables aux Montagnards qu'aux Girondins. Seul Marat, provoqué par les Girondins, leur répondit avec la même violence : « J'ai quelques ennemis personnels dans cette assemblée, » avait-il dit en commençant. Les Girondins l'interrompirent en se levant et en criant : « Tous ! tous !... — Eh bien ! reprit-il sans se déconcerter, je les rappelle à la pudeur ! » Et il continua en convenant de son désir de voir nommer un dictateur, « un dictateur avec un boulet aux pieds, dont le seul pouvoir fût d'abattre les têtes. » Par leurs attaques incessantes contre Marat, les Girondins ne faisaient que grandir son importance et le pousser de jour en jour à de nouvelles exagérations.

En vain Danton essayait de les calmer. Ils demandèrent la formation d'une garde prise dans les quatre-vingt-trois départements, pour veiller à la sûreté de l'assemblée. Ils demandèrent la réunion à Bourges des députés suppléants, afin, disaient-ils, que la Convention fût immédiatement remplacée, si elle était égarée dans Paris. C'étaient là des provocations maladroitement à

1. Elle fut déclarée le 23 septembre une et indivisible.

un peuple déjà très défiant à leur égard. Ils accusaient Danton d'avoir détourné les fonds qu'il avait eus entre les mains pendant son ministère¹. Il eut avec quelques-uns d'entre eux une entrevue inutile à Sceaux : « Guadet, s'écria-t-il en s'adressant au plus acharné de ses adversaires, tu ne sais pas sacrifier tes inimitiés à ton pays ! tu es opiniâtre ! tu périras ! »

Bataille de Jemmapes (6 novembre) ; **conquête de la Belgique**. — Pendant que commençaient ces luttes déplorables, nos jeunes soldats conquéraient la Belgique. 20,000 Autrichiens s'étaient établis en avant de Mons sur des hauteurs boisées, et appuyés aux villages de *Jemmapes*, de *Cuesmes* et de *Quarégnon* ; leur front était couvert par 100 pièces de canon, trois rangées de redoutes superposées. Le 6 novembre, 30,000 Français abordèrent cette formidable position à la baïonnette et l'enlevèrent, sous la conduite de Dumouriez, Ferrand, Dampierre, Thouvenot, Moreton ; le jeune Égalité (ci-devant duc de Chartres, plus tard le roi Louis-Philippe) se trouvait dans les rangs de l'armée. Les Français entrèrent à Mons le 7 novembre, et le 14 à Bruxelles.

Procès et exécution de Louis XVI (24 janvier 1793). — Trois semaines plus tard, la Convention commença le procès de Louis XVI. Le roi déchu, désigné dans l'acte d'accusation sous le nom de Louis Capet, fut amené le 11 décembre à la barre de l'assemblée. En vain Malesherbes et de Sèze le défendirent-ils éloquemment, en vain essayèrent-ils d'exciter la pitié de l'assemblée en sa faveur : les Montagnards voulaient jeter en défi à l'Europe une tête royale. « La Convention, disait Robespierre, n'a pas une sentence à rendre, mais une mesure de salut public à prendre. » Quant aux Girondins, beaucoup auraient voulu sauver Louis XVI, et ils essayèrent d'y arriver indirectement, en proposant que l'arrêt fût soumis à la ratification du peuple ; mais leur avis fut rejeté. La Convention déclara l'accusé coupable : 387 voix se prononcèrent pour la mort sans condition, 334 pour la détention ou la mort conditionnelle. La majorité vota qu'il n'y aurait point d'appel au peuple ni de sursis. Le 24 janvier 1793, l'infortuné Louis XVI fut décapité sur la place de la Révolution.

1. L'accusation de vénalité lancée contre Danton par les Girondins, par Robespierre, par Lafayette (dans une note de ses *Mémoires*) et accueillie par Louis Blanc, est fautive. Alfred Bougeart, et le docteur Robinet l'ont démontré, pièces en mains.

Première coalition. William Pitt. — La guerre devient aussitôt générale. A Paris, le garde du corps Paris assassine le député Lepelletier de Saint-Fargeau ; à Rome, Basseville, secrétaire de la légation, est massacré. L'impératrice de Russie chasse les Français de ses États ; à Londres, l'ambassadeur de la République reçoit l'ordre de sortir d'Angleterre sous huit jours.

Loin de se laisser abattre, la Convention, sur la proposition de Brissot, déclare la guerre au roi d'Angleterre, au stathouder de Hollande, au roi d'Espagne ; la France avait déjà contre elle l'Autriche, l'Allemagne, la Prusse, Naples, le Piémont. La première coalition est formée. William Pitt la dirige : second fils de lord Chatham, aussi éloquent, aussi énergique que son père, comme lui il déteste la France et veut l'exterminer au profit de l'Angleterre. Comme si ce n'était pas assez de tant d'ennemis, la Vendée s'insurge (10 Mars), et Dumouriez va trahir !

Défaite de Nerwinde (18 Mars) ; **trahison de Dumouriez** (3 avril). — Après Jemmapes, enivré de sa victoire, ce général voulut se créer en Belgique une souveraineté indépendante. Il avait même projeté de renverser la Convention et de faire roi de France un prince d'Orléans, ou Philippe-Égalité ou l'un de ses fils. Pour en venir là, il lui fallait de nouveaux triomphes.

Laissant les généraux Miranda et d'Harville à l'est de la Belgique, le premier devant Maëstricht, le second à Aix-la-Chapelle, pour protéger son flanc droit, il envahit la Hollande avec 45,000 hommes et prit Bréda le 25 février. Là s'arrêtèrent ses succès.

Le 5 mars, Cobourg et Clairfayt franchissent la Roër ; ils sont vainqueurs à *Aldenhoven* et entrent à Aix-la-Chapelle. Miranda lève le siège de Maëstricht et se replie sur Tongres. Menacé de se voir couper la retraite, Dumouriez évacue la Hollande. Il veut rejeter l'armée autrichienne hors de la Belgique ; il lui livre bataille à *Nerwinde*, au bord de la Petite Ghetle. Le nombre l'emporta : les Français furent vaincus (18 mars).

Alors Dumouriez abandonne sans combat Bruxelles, Namur et Mons. Il reçoit à son quartier général le colonel autrichien Mack (22 mars) ; il promet de livrer à l'ennemi les places du Nord et s'apprête à marcher sur Paris, de concert avec le prince de Cobourg, pour y rétablir la royauté. Déjà il avait écrit à la Convention une lettre insolente. Danton, craignant que l'armée ne fût désorganisée par l'arrestation de son général, était venu en Belgique avant la bataille de Nerwinde pour obtenir de lui une rétractation. La conduite de Dumouriez de-

venant de plus en plus suspecte, le ministre de la guerre Beurnonville et les députés Camus, Lamarque, Bancal, Quinette, arrivèrent à son quartier général, lui apportant l'ordre de comparaître devant la Convention. Au lieu d'obéir, il les livre à l'ennemi (3 avril). Mais ses soldats refusent de le suivre. Menacé d'être tué ou arrêté par eux, il se sauve dans le camp autrichien et disparaît de l'histoire (4-5 avril).

Lutte de la Gironde et de la Montagne. — La défection de Dumouriez rendit plus vive que jamais la lutte entre la Gironde et la Montagne. A la séance du 4^{er} avril, le girondin Lasource accusa Danton de complicité avec le traître, de malversations, de détournements... Danton bondit sous l'outrage, et de son éloquence impétueuse il écrasa les Girondins. Quelques jours après, Guadet attaque Robespierre; Robespierre attaque Vergniaud, en l'accusant de modération. « Nous modérés ! lui répliqua l'orateur girondin. Je n'étais pas modéré le 40 août, Robespierre, quand tu étais caché dans ta cave !... On cherche à consommer la Révolution par la terreur, j'aurais voulu la consommer par l'amour ! »

La Gironde avait encore la majorité. Elle fit décréter que désormais les députés ne seraient plus inviolables. Le 13 avril, elle ordonna l'arrestation de Marat, inculpé d'avoir poussé au pillage. En vain Danton s'était écrié : « N'entamez pas la Convention ! » Marat fut absous par le tribunal révolutionnaire, porté en triomphe, couronné de fleurs, et ramené à l'assemblée par une foule immense qui défila devant la Convention (24 avril).

Trente-cinq sections de Paris sur quarante-huit adressèrent à l'assemblée une pétition pour lui demander d'expulser vingt-deux députés girondins. Quelqu'un proposait de convoquer les assemblées primaires, de faire un appel au peuple pour décider entre les Girondins et leurs adversaires. Vergniaud fit repousser cette mesure avec un dévouement admirable : « Une pareille convocation, s'écria-t-il, ce serait la guerre civile !... S'il faut la décréter ou nous abandonner à la vengeance de nos ennemis, n'hésitez pas entre quelques hommes et la chose publique. Jetez-nous dans le gouffre et sauvez la patrie ! »

Malheureusement, la plupart des Girondins n'avaient pas le désintéressement et le tact du grand orateur. Les dangers croissaient tous les jours. Cependant, tout à leurs rancunes personnelles, ils oublièrent la patrie sur le point de périr. La Gironde s'opposait aux mesures révolutionnaires qui, dans la pensée des

Montagnards, pouvaient seules sauver la France. Le 18 mai, elle vota la création d'un comité de douze membres chargé de veiller à la sûreté de la Convention. Ce comité fit arrêter Hébert. A une députation qui demandait sa mise en liberté, Isnard répondit : « Si la représentation nationale était violée, je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti ! on chercherait sur la rive de la Seine où Paris a existé. »

Le 26 mai, les Jacobins se proclamèrent « en insurrection contre les députés corrompus. » Le 27, dans une séance de nuit, la Convention vota la mise en liberté des détenus et la suppression du comité des douze ; mais le lendemain la Gironde fit rapporter ce vote, sous prétexte que l'assemblée ne se trouvait pas en nombre quand il avait eu lieu.

Journées des 31 mai et 2 juin 1793 ; chute de la Gironde. — Alors Paris se soulève. Le 29 mai, des commissaires, nommés par trente-six sections sur quarante-huit, se réunirent à l'évêché. Parmi eux se trouvaient Varlet, Dobsent, Hassenfranz, Henriot, Maillard. Marat vint les rejoindre, ainsi que le maire de Paris, Pache, et six membres de la Commune. C'est dans cette réunion que le plan du mouvement fut arrêté. Le 31, la Commune, investie de tous les pouvoirs par les commissaires nommés dans chaque section, se déclare en insurrection ; elle nomme Henriot commandant de la garde nationale et dirige contre l'assemblée de nombreux bataillons. Les gendarmes prêtent à la Commune le serment révolutionnaire. Elle décrète que les ouvriers sous les armes recevront quarante sous par jour pendant l'insurrection. Une pétition est apportée à la barre de la Convention pour demander le pain à trois sous la livre, la création d'une armée révolutionnaire, la suppression du comité des douze, l'arrestation des ministres Clavière et Lebrun et de vingt-deux députés girondins. Un combat paraissait imminent. Toutefois il n'y eut pas de sang versé dans cette journée du 31 mai. La Convention, cédant devant l'orage, vota la suppression du comité des douze.

Les adversaires de la Gironde n'avaient obtenu qu'une portion de ce qu'ils désiraient. Le 2 juin au matin, la générale est battue de nouveau dans les rues ; on sonne le tocsin, on tire le canon d'alarme. La Commune vient une dernière fois demander à la Convention, au nom du peuple, l'arrestation des vingt-deux. Cent mille baïonnettes entourent les Tuileries, des canons sont braqués sur l'assemblée. C'est Henriot qui commande la force armée.

Beaucoup des Girondins n'étaient pas venus à la Convention; quelques-uns s'y trouvaient présents et bravèrent l'orage. Lanjuinais et Barbaroux montrèrent une indomptable énergie; ils ne furent pas soutenus. L'assemblée était prisonnière dans la salle de ses séances. Les Montagnards eux-mêmes rougissaient de ces violences et ne voulurent pas voter sous la menace de l'émeute. Sur la proposition de Barrère, l'assemblée sortit de la salle, le président Hérault de Séchelles en tête, espérant que devant elle les rangs du peuple armé s'ouvriraient. Henriot lui barra le passage. « Que veut le peuple? demande Hérault de Séchelles; la Convention n'est occupée qu'à préparer son bonheur. — Le peuple, répond Henriot, n'est pas levé pour écouter des phrases, mais pour donner des ordres. Il veut trente-quatre têtes! » Et se tournant vers les gardes nationaux: « Canonniers, à vos pièces! » L'assemblée rentre alors aux Tuileries. Sur les injonctions de Marat, la majorité terrifiée vote l'arrestation de vingt-neuf députés et de deux ministres (Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Péthion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Chambon, Buzot, Biroteau, Lidon, Rabaud-Saint-Étienne, Lasource, Lanjuinais, Grangeneuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Valazé, Kervélégan, Gardien, Boileau, Bertrand, Vigée, Mollevaut, Henri Larivière, Gomaire, Bergoing, Clavière, Lebrun). Plusieurs députés n'avaient point pris part au vote; soixante-treize protestèrent contre la pression exercée sur l'assemblée.

Extrêmes périls. — A l'époque où nous sommes parvenus, les périls de la France sont au comble. De Dunkerque au Var, Anglais, Hollandais, Autrichiens, Prussiens, Piémontais prennent de toutes parts l'offensive. Dunkerque, Maubeuge, Valenciennes, Condé, Mayence sont assiégés ou vont l'être; Strasbourg est menacé. La Vendée s'insurge: de Saumur à Nantes cent mille paysans soulevés occupent la ligne de la Loire. Les Girondins, et derrière eux les royalistes, arment les départements contre Paris. Caen, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille se révoltent; les paysans des Cévennes et de la Lozère suivent l'exemple des Vendéens; la Corse s'insurge à la voix de Paoli; Toulon va être livré aux Anglais avec notre flotte de la Méditerranée. La guerre civile et la guerre étrangère menacent la Convention. La France paraît sur le point de se dissoudre. *Pitt et Cobourg* triomphent. Une fois de plus retentit sur tous les points de notre territoire ce funèbre appel: « Citoyens, la patrie est en danger! » Et pourtant la Convention a déclaré qu'elle ne traiterait pas avec l'ennemi tant qu'il n'aurait pas repassé les

frontières. « Vous avez donc fait un pacte avec la victoire! » s'écria un des membres. « Non, lui répondit le montagnard Bazire, nous en avons fait un avec la mort! »

Les lois révolutionnaires. Comité de salut public (6 avril).

— La situation était exceptionnelle: les moyens employés pour y faire face le furent aussi, par la promptitude et la vigueur. « Nos ennemis étaient en si grand nombre, dira plus tard Lindet, ils étaient si répandus et si disséminés, ils avaient tant de formes et de moyens de s'insinuer dans les administrations et les sociétés populaires, que tout citoyen dut se regarder comme une sentinelle chargée de surveiller un poste. » Le 6 avril fut créé le *Comité de salut public*. Il devait se composer de neuf membres, délibérant en secret, qui rendraient compte toutes les semaines à la Convention et seraient renouvelés tous les mois. Ils étaient chargés de surveiller les ministres, de correspondre avec les commissaires de la Convention, de prendre toutes les mesures nécessitées par les circonstances. C'était presque une dictature. Elle devint véritable et complète après le 10 juillet 1793. A partir de ce moment, les membres qui la composèrent furent toujours réélus: c'étaient Robespierre, Couthon, Saint-Just, Robert Lindet, Prieur de la Côte-d'Or, Carnot¹, Barrère, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois. Dès lors le Comité de salut public, auquel étaient adjoints les comités de législation et de sûreté générale², fut investi de pleins pouvoirs.

Constitution de 1793 (24 juin). — C'est au milieu même des plus grands dangers (le 24 juin) que la Convention avait voté la *constitution de 1793*. Elle déclarait que « le but de la société est le bonheur commun. » Tous les Français³ âgés de vingt et un ans et domiciliés depuis six mois dans le canton, sans condition de fortune, étaient citoyens et membres du *souverain*; autrement dit, elle établissait le *suffrage universel*. Le pouvoir légis-

1. Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, tous les deux officiers du génie, s'occupaient de la direction des armées. Robert Lindet veillait aux subsistances; c'est lui qui plus tard, invité par les robespierristes à signer le rapport contre Danton, refusa en disant: « Je suis ici pour nourrir les citoyens, et non pour tuer les patriotes! »

2. Les membres du comité de sûreté générale étaient au mois de septembre 1793: Vadier, Panis, Lebas, Boucher Saint-Sauveur, David, Geoffroy, Lavoisier, Amar, Lebon, Vouland, Moïse Bayle.

3. « Tout étranger âgé de 21 ans accomplis qui, domicilié en France après une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger, enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français. »

latif appartenait à une seule assemblée renouvelée tous les ans et dont les membres étaient indéfiniment rééligibles. Il y avait un député par quarante mille âmes. Les décrets de l'assemblée étaient soumis à la sanction des citoyens, et n'avaient force de loi que si, dans le délai de quarante jours, dans la moitié des départements plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux n'avait pas réclamé. Tous les ans, le premier jour de mai, les assemblées primaires se formaient de droit, et sans convocation, pour renouveler la députation. Le pouvoir exécutif était confié à un conseil de vingt-quatre membres nommés par des élections à deux degrés. Des assemblées primaires désignaient des électeurs, ces électeurs nommaient des candidats, et parmi ces candidats le Corps législatif choisissait vingt-quatre personnes. Ces vingt-quatre membres du conseil désignaient les généraux, les ministres, les agents de toute espèce; ils devaient les surveiller, sous leur propre responsabilité. Le conseil exécutif se renouvelait tous les ans par moitié.

Cette constitution définissait la propriété de tout homme « le fruit de son travail. » Un article disait : « Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. » La liberté de la presse, de pétition, de réunion, était proclamée. Soumise à la ratification des assemblées primaires, la constitution de 1793 fut votée par 4,804,948 *oui* contre 44,940 *non*. Elle ne devait être exécutée qu'à la paix. Jusque-là le gouvernement devait rester révolutionnaire¹. Le rédacteur avait été le montagnard Héroult de Séchelles. Avant le 31 mai, un autre projet de constitution avait été élaboré par le girondin Condorcet. Proscrit en ce moment et caché dans un grenier de la rue Servandoni, il y rédigeait son *Esquisse des progrès de l'esprit humain*. Plus tard, obligé de chercher un autre asile, puis découvert et arrêté à Meudon, il se suicida, à l'aide d'un poison violent caché dans une bague, pour échapper à l'échafaud.

Levée de 300,000 hommes. La réquisition; les représentants en mission (25 août). — Contre l'Europe coalisée il fal-

1. A la même époque, pour que l'ancien régime disparaisse de partout, même du langage, *monsieur* et *madame* sont remplacés par *citoyen* et *citoyenne*; tout le monde se tutoie. Dans les jeux de cartes, aux *rois* et aux *reines* succèdent des *génies* et des *libertés*. On n'a plus des *domestiques*, mais des *officieux*; les noms des locataires sont inscrits sur les murs de chaque maison; la *décade* remplace la semaine, les noms des mois sont changés, et 1793 devient l'an premier.

lait des soldats. Le 24 février 1793, sur la proposition de Du-bois-Crancé, la Convention décréta une levée de 300,000 hommes. Le contingent de Paris était fixé à 7,600 hommes : vingt-quatre heures après il défilait devant l'assemblée.

Six mois après, pour soutenir la lutte sur toutes les frontières et remplir les cadres de quatorze armées, on eut besoin d'un million de soldats. La *réquisition* y pourvut. « Que le tocsin de la liberté, avaient dit les commissaires des sections de Paris, sonne dans toute la République à heure fixe! Que le cours des affaires soit interrompu; que la grande et unique affaire des Français soit de sauver la République! » Le 25 août 1793, on porta le décret suivant : « Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées; les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront des armes et transporteront des subsistances; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux; les enfants mettront les vieux linges en charpie; les vieillards se feront porter dans les places publiques pour exciter le courage des guerriers et la haine des rois. Le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre. Les chevaux de selle seront requis pour le service de la cavalerie; les chevaux de trait conduiront l'artillerie et les vivres. Des représentants du peuple seront envoyés dans les départements pour accélérer, de concert avec les délégués des assemblées primaires, le recensement des armes et la levée des hommes. La levée sera générale. Les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de dix-huit à vingt-cinq ans, marcheront les premiers. Ils se rendront sans délai au chef-lieu de leur district, où ils s'exerceront tous les jours au maniement des armes, en attendant l'ordre du départ. Le bataillon organisé dans chaque district sera réuni sous une bannière portant cette inscription : *Le peuple français debout contre les tyrans.* »

Toutes ces mesures, votées le 25 août, s'exécutèrent rapidement. Envoyés aux armées avec de pleins pouvoirs, les représentants en mission les menèrent partout au combat. Merlin de Thionville et Rewbell vécurent deux mois à Mayence, « sous une voûte de feu; » Carnot escalada sous les balles autrichiennes les hauteurs de Wattignies; devant Charleroi, Saint-Just et Lebas franchirent la Sambre à la tête de nos colonnes; Fréron entra dans Toulon par la brèche; Levasseur sut contenir et ramener dans le devoir, par le seul ascendant de sa parole, les

40,000 soldats de l'armée du Nord soulevés après l'arrestation de Custine, accusé d'avoir laissé prendre Mayence sans rien faire pour la défendre. La Convention avait donné pour mot d'ordre aux généraux : « La victoire ou la mort ! »

Le maximum (29 septembre). **Loi contre les accaparements ; emprunt forcé.** — Cependant les besoins croissants des finances nécessitaient à chaque instant la création de nouveaux assignats : on ne voulait pas les recevoir pour leur valeur nominale. Cette dépréciation amena une situation redoutable. Les marchands, obligés d'accepter des mains de l'acheteur ce papier-monnaie, dont le cours forcé avait été décrété dès l'origine, éludaient la loi en portant les objets de consommation à des prix exorbitants. Ce qu'ils auraient donné pour vingt sous, ils ne le donnaient que contre un assignat de vingt livres. Dans une grande partie de la France, le pain valait dix sous la livre. Pour y remédier, on décréta le *maximum* pour toutes les marchandises de première nécessité, les journées de travail et la main-d'œuvre (29 septembre 1793). Ce maximum fut fixé, pour les marchandises, aux prix de 1790, auxquels on ajoutait un tiers, et pour les journées de travail et la main-d'œuvre, aux prix de la même année, auxquels on ajoutait une moitié. Les marchands devaient déclarer l'état de leurs magasins ; ils étaient obligés de s'approvisionner et de vendre ; quiconque laissait là son commerce devenait *suspect* ; la peine de mort était prononcée contre les accapareurs. Dès le 4 mai 1793, on avait décrété un emprunt forcé d'un milliard sur les riches.

Tribunal révolutionnaire. Armée révolutionnaire (40 mars-5 septembre). — Au commencement du mois de mars, quand on avait appris à Paris la défaite d'Aix-la-Chapelle et la prise de Liège par les Autrichiens, il y avait eu dans la ville une fermentation violente. Avant leur départ, les enrôlés demandèrent l'établissement d'un tribunal extraordinaire pour juger les ennemis de la Révolution. Malgré Vergniaud et Buzot, la formation du *Tribunal révolutionnaire* fut décrétée le 40 mars. « Neuf juges nommés par la Convention, disait le projet de Robert Lindet, jugeront ceux qui leur seront envoyés par décret de la Convention. Nulle forme d'instruction. Point de jurés. Tous les moyens admis pour former la conviction. On poursuivra non seulement ceux qui prévariquent dans leurs fonctions, mais ceux qui les désertent ou les négligent ; ceux qui, par leur conduite, leurs paroles ou leurs écrits, pourraient

égérer le peuple ; ceux qui par leurs anciennes fonctions rappellent des prérogatives usurpées par les despotes. »

Cambon et Barrère obtinrent qu'on adjoindrait au tribunal des jurés pris dans les départements et nommés par la Convention. Les dénonciations durent être aussi envoyées à un comité de l'assemblée et examinées par lui. L'accusateur public du tribunal révolutionnaire fut Fouquier-Tinville ; parmi les juges et les jurés, nous citerons Antonelle, Hermann, Dumas, Jourdeuil, Dobsent, Duplay, Villate, Trinchard, Renaudin, Fauvetti, Topino-Lebrun, Brochet, Chrestien, Priour, Souberbielle, Gannev et Leroy de Monflabert. Le 5 septembre fut décrétée la formation d'une armée révolutionnaire de six mille hommes et de douze cents canonniers. Elle était « mise à la disposition du comité pour faire respecter ses ordres par toute la France. »

Loi des suspects (17 septembre). — Le 17 du même mois fut rendue par la Convention la terrible *loi des suspects*. Voici en quels termes elle était commentée dans un arrêté de la Commune, signé de Chaumette : « Sont suspects, et il faut arrêter comme tels : ceux qui, dans les assemblées du peuple, arrêtent son énergie par des discours artificieux, des cris turbulents, des murmures ; ceux qui, plus prudents, parlent mystérieusement des malheurs de la République, et sont toujours à répandre de mauvaises nouvelles avec une douleur affectée ; ceux qui ont changé de conduite et de langage suivant les événements ; qui, muets sur les crimes des royalistes, des fédéralistes, déclament avec emphase contre les fautes légères des patriotes ; ceux qui plaignent les fermiers ou marchands avides contre lesquels la loi est obligée de prendre des mesures ; ceux qui fréquentent les ci-devant nobles, les prêtres contre-révolutionnaires, les aristocrates, les feuillants ; ceux qui ont reçu avec indifférence la constitution républicaine et ont fait part de fausses craintes sur son établissement et sa durée ; ceux qui, n'ayant rien fait contre la liberté, n'ont rien fait pour elle. Les arrestations seront faites par les comités révolutionnaires établis dans toutes les communes, lesquels rendront compte au comité de sûreté générale, chargé de la police et des tribunaux. » Telle était cette loi, la plus meurtrière qu'ait enfantée la Terreur. Les *comités révolutionnaires* avaient été institués le 21 mars. Ils étaient au nombre de 24,500 pour toute la France. Leur principale fonction était d'arrêter les suspects.

La Terreur. — Les condamnations à mort se multipliaient avec une rapidité sinistre. D'abord périt Custine, puis monta

sur l'échafaud Marie-Antoinette (16 octobre 1793). Ensuite vinrent vingt et un Girondins : Brissot, Vergniaud, Gensonné, Lasource, Gardien, Lehardy, Mainvielle, Ducos, Fonfrède, Duchâtel, Duperré, Carra, Valazé, Lacaze, Duprat, Sillery, Fauchet, Beauvais, Boileau, Antihoul, Vigé (30 octobre). Tous, à l'exception de Boileau, montrèrent le plus grand courage ; ils allèrent au supplice en chantant la *Marseillaise*. L'un d'eux, Valazé, s'était poignardé au tribunal même, en entendant la sentence de mort.

Huit jours après périt M^{me} Roland. D'après une tradition, avant de livrer sa tête au bourreau, elle leva les yeux vers la statue de la Liberté, qui se dressait sur la place à quelques pas de la guillotine : « O liberté ! s'écria-t-elle, que de crimes on commet en ton nom ! » Elle avait composé en prison, à Sainte-Pélagie, ses célèbres *Mémoires*. Son mari était lui-même proscrit et fugitif ; quand il apprit qu'elle était condamnée, il se poignarda sur une route, près de Rouen.

Ajoutons à cette énumération funèbre Bailly, Barnave et Dupont-Dutertre ; Lebrun, Kersaint, Manuel et Rabaud-Saint-Étienne ; les généraux Biron, Houchard, Brunet, Lamarlière. Philippe-Égalité périt à son tour ; pourtant il avait voté avec la majorité dans le procès de Louis XVI et fait afficher à la porte de sa chambre que ceux qui l'appelleraient *prince* seraient condamnés à une amende en faveur des pauvres. Arrêté après la trahison de Dumouriez et l'émigration de son fils, il fut condamné à mort le 6 novembre. En même temps que lui fut guillotiné le général girondin Coustard. Pendant les six derniers mois de 1793, le sang ne cessa de couler sur les échafauds, comme il coulait à la même époque sur les champs de bataille. Là, du moins, c'était pour défendre l'existence menacée de la patrie, et les héroïques efforts des bataillons républicains étaient couronnés par la victoire.

Campagne de 1793. Lutte de la Convention contre les Girondins et les royalistes. Défaite des insurgés de Normandie (13-15 juin). — Après le 2 juin, les vingt-deux députés girondins décrétés d'accusation avaient été consignés chacun dans leur domicile, sous la garde d'un gendarme. La plupart s'échappèrent. Chasset gagna Lyon ; Brissot partit pour Moulins, Rabaud-Saint-Étienne pour Nîmes. Buzot, Salles, Péthion, Gorsas, Barbaroux, Guadet, Louvet, se réunirent à Caen ; ils y formèrent un gouvernement provisoire et appelèrent les départe-

tements aux armes. 8 départements de Normandie et de Bretagne se déclarèrent pour eux. Les gardes nationaux s'y rassemblèrent pour marcher sur Paris avec Wimpfen et Puisaye.

Toutefois cet enthousiasme dura peu. Le 13 juillet, à Vernon, les insurgés prirent la fuite devant les soldats de la Convention. Wimpfen évacua Évreux et proposa aux Girondins de faire cause commune avec l'Angleterre. Ceux-ci, ennemis de la Montagne, étaient pourtant républicains comme elle : ils repoussèrent la proposition avec horreur. Ils quittèrent Caen, vêtus en soldats, dans les rangs d'un bataillon du Finistère. Parvenus à Quimper, la plupart s'embarquèrent pour Bordeaux. Ils espéraient y trouver les moyens de combattre. La ville les abandonna pour se soumettre à Tallien, envoyé par la Convention. Les fugitifs se dispersèrent. Guadet et Salles, arrêtés à Saint-Émilien, chez le père du premier, et Barbaroux, trouvé blessé près de Castillon (il s'était tiré un coup de pistolet), furent guillotinisés à Bordeaux ; on reconnut dans un champ de blé les cadavres de Buzot et de Péthion à moitié dévorés par les loups. Louvet parvint à s'échapper après les aventures les plus dramatiques qu'il a retracées dans ses *Mémoires*. Lanjuinais resta en Bretagne, et Isnard, déjouèrent également toutes les recherches. Partout, dans l'Ouest, les Girondins avaient échoué.

Assassinat de Marat (13 juillet). — Une jeune fille de Caen voulut les venger. Charlotte Corday descendait d'une sœur de Corneille ; admiratrice des Girondins, elle crut assurer le triomphe de ses idées en assassinant Marat, qu'elle considérait comme le chef de la Montagne. Elle vint de Caen à Paris. Marat était malade. Pour être admise chez lui (rue des Cordeliers, ensuite rue de l'École-de-Médecine, n° 18, démolie aujourd'hui), elle lui écrivit qu'elle était malheureuse, qu'elle implorait sa protection. Reçue dans sa maison, elle le trouva au bain et le frappa d'un coup de couteau (13 juillet). « A moi, ma chère amie ! » s'écria Marat, et il tombe expirant. Sa sœur Albertine, sa femme Simonne Evrard, accourent. Charlotte Corday est arrêtée.

Les funérailles de Marat eurent lieu le 16 juillet. On lui éleva un tombeau dans le jardin des Cordeliers, avec cette inscription : *Ici repose Marat, l'ami du peuple, assassiné par les ennemis du peuple, le 13 juillet 1793.* Le peintre David composa un tableau représentant la mort de l'*ami du peuple*, qu'il appelait le « divin Marat, » et au bas duquel fut gravé ce vers :

« Ne pouvant le corrondre, ils l'ont assassiné. »

Charlotte Corday fut condamnée à mort. Avant son supplice, elle avait écrit à son père en lui citant le vers de Thomas Corneille :

« Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud ! »

Dans une autre lettre, à Barbaroux, elle priait ses amis de ne pas la plaindre, mais plutôt de se réjouir en la voyant « jouir du repos dans les Champs Élysées avec Brutus et quelques anciens. » On peut voir au musée de Versailles son portrait peint par Hauer, dans la prison, quelques heures avant sa mort.

Prise de Marseille (25 août). — Dans le Midi, il fallut plus longtemps pour vaincre la résistance des Girondins, ou plutôt des royalistes, qui partout s'étaient cachés derrière les premiers, et qui, aussitôt qu'ils se virent en force, se montrèrent ouvertement. A Lyon, un combat sanglant s'était livré le 29 mai entre les partisans de la Gironde et ceux de la Montagne. Les premiers, victorieux, firent main basse sur leurs adversaires et guillotinerent Chaliel, l'un des plus ardents partisans de la Révolution. Aix, Marseille, Nîmes, Arles, Avignon, Toulon, s'étaient soulevés simultanément en faveur de la Gironde.

Qu'arriverait-il si les insurgés de Marseille, remontant le Rhône, donnaient la main à ceux de Lyon ? si les Piémontais passaient les Alpes pour se joindre à eux ? si tous ensemble marchaient sur Paris ? Les représentants montagnards Dubois-Crancé et Gauthier, en mission à l'armée des Alpes, firent marcher le général Carteaux sur Avignon, avec 6,000 hommes, pour couper toute communication entre Lyon et Marseille. Au moment où les Marseillais allaient franchir la Durance, un enfant de treize ans, Agricola Viala, vint sous la fusillade couper les câbles de leur pont de bateaux ; il fut tué, mais le passage était fermé. Le 25 août, Marseille se soumit à la Convention. En voyant les royalistes s'y emparer du mouvement, le Girondin Rébecqui s'était noyé de désespoir.

Prise de Lyon (9 octobre). — Les Girondins avaient d'abord dominé dans Lyon. Dès le 23 juillet, les royalistes y furent les maîtres et obligèrent les deux députés girondins Biroteau et Chasset à s'enfuir. Il y avait dans la ville 20,000 gardes nationaux armés contre la Montagne ; ils avaient pris pour chefs Précý, ancien lieutenant-colonel de la garde constitutionnelle de Louis XVI, et le comte de Virieu.

Le 8 août, Kellermann, avec les représentants Dubois-Crancé et Gauthier, mit le siège devant Lyon. Il n'avait sous ses ordres que 8,000 soldats. Couthon et Maignet lui amenèrent 20,000 paysans républicains de l'Auvergne ; 40,000 hommes lui furent envoyés de l'armée des Alpes et de Grenoble avec 100 pièces de canon. La résistance des Lyonnais dura deux mois. Enfin, les vivres manquèrent ; le parti montagnard reprit le dessus. Le 9 octobre, les républicains entrèrent à Lyon. Précý s'était frayé un passage jusqu'en Suisse ; Virieu fut tué. La Convention décréta que la ville serait détruite ; on ne conserverait que les maisons des pauvres, sous le nom de *Commune affranchie*. Sur les ruines devait être élevée une colonne avec cette inscription : *Lyon fit la guerre à la liberté ; Lyon n'est plus !* Couthon aurait voulu modérer ces rigueurs, ne frapper que les chefs de l'insurrection, épargner la foule ; Collet d'Herbois et Fouché firent fusiller ou mitrailler les Lyonnais captifs avec une impitoyable cruauté (4, 8, 12 décembre).

Prise de Toulon (19 décembre). — A Toulon, comme partout, le mouvement avait d'abord été girondin. Il changea presque immédiatement de caractère. Malgré la résistance du contre-amiral Saint-Julien, l'amiral Trogoff et le capitaine de vaisseau Imbert proclamèrent Louis XVII. Ne se croyant pas capables de résister aux républicains avec leurs seules forces, ils livrèrent aux Anglais la ville, le port et la flotte, qui comptait 18 vaisseaux de ligne (28 août). L'amiral Hood les reçut en dépôt et jeta dans la place une armée de 20,000 hommes, composés d'Anglais, d'Espagnols, de Napolitains. Les républicains furent massacrés.

Dès les derniers jours d'août, la Convention chargea le général Carteaux de reprendre Toulon. Carteaux fut remplacé par Doppet, puis par Dugommier. Les représentants Salicetti, Robespierre jeune, Barras, Ricord, Fréron, accompagnaient l'armée. Le siège ne commença sérieusement qu'à la fin de novembre. Les Anglais avaient construit au sud-ouest de Toulon, sur des hauteurs qui commandent l'entrée de la petite rade, une formidable redoute qu'ils appelaient la *fort Mulgrave* et que les Français nommaient le *Petit Gibraltar*. Si les assiégeants s'en emparaient, la flotte anglaise serait obligée de fuir ou enfermée dans la petite rade et détruite. L'assaut fut donné le 16 décembre. Au moment de l'attaque, Dugommier s'approcha de Victor : « Il faut prendre la redoute, lui dit-il, ou sinon... » et il se passa la main sur le cou. Elle fut prise, en effet ; dans la nuit

du 17 au 18, les Anglais se rembarquèrent. Auparavant, ils avaient mis le feu aux vaisseaux qu'ils ne pouvaient emmener, à l'arsenal et aux chantiers : 9 vaisseaux de ligne furent la proie des flammes ; 4 frégates furent sauvées par les galériens. Les républicains entrèrent dans Toulon le 19 : le Midi était soumis. La Convention, dès le 1^{er} août, avait déclaré Pitt l'*ennemi du genre humain*. Elle défendra même bientôt de faire des prisonniers anglais ; mais cet effrayant décret ne fut jamais exécuté. Au siège de Toulon s'était distingué un jeune officier d'artillerie, le capitaine Bonaparte.

Lutte contre la Vendée. Soulèvement des Vendéens (40 mars 1793).—La lutte fut plus longue contre les Vendéens. On appelle *Vendée* le pays situé entre la Loire au nord, de Saumur à Nantes, le Thouet à l'est, la Sèvre niortaise au midi, l'Océan Atlantique à l'ouest. La Vendée se divisait en trois régions : 1^o sur la côte, le *Marais*, pays coupé de canaux et à demi inondé par la mer ; 2^o au centre, le *Bocage*, hérissé de bois, de haies, de ravins ; 3^o à l'est et au nord, la *Plaine*.

Dès 1791, le marquis de la Rouarie et Thérèse de Mollien avaient essayé de soulever la Bretagne. A la Roche-Bernard, le maire, nommé Sauveur, avait été massacré par les paysans, après avoir donné en défendant la loi un exemple de fermeté civique intrépide. Du mois de juin 1791 au mois d'août 1792 il y eut, dans les départements de la Loire-Inférieure et de la Vendée, neuf tentatives d'insurrection. Les paysans de ces contrées éloignées de Paris et des grandes villes, attachés à la royauté et au catholicisme, détestaient la Révolution. Le soulèvement général eut lieu le 10 mars 1793, jour fixé par la Convention pour le tirage au sort, après l'adoption du décret ordonnant une levée de trois cent mille hommes. Les paysans, au lieu d'obéir, prirent les armes dans tous les villages au son du tocsin. Ils s'emparèrent de *Saint-Florent*, *Jallais*, *Chemillé*, *Cholet*, *Machecoul*, *Challans*. Ils prirent deux canons, qu'ils appelèrent la *Marie-Jeanne* et le *Missionnaire*, et commencèrent une guerre sans pitié contre les *bleus*¹. A Machecoul, il y eut des massacres qui appelèrent sur la tête de leurs auteurs des représailles sanglantes.

Les chefs des Vendéens furent Cathelineau, colporteur au

1. Les Vendéens appelaient ainsi les soldats et gardes nationaux républicains, à cause de la couleur de leur uniforme.

village du Pin-en-Mauges, le garde-chasse Stofflet, le perruquier Gaston, Charette, ancien officier de marine, et son lieutenant Souchu ; le marquis de Bonchamp, ancien capitaine de grenadiers ; d'Elbée, Lescure, le prince de Talmont, La Rochejaquelein.

Batailles de Fontenay (25 mai), de Saumur (10 juin) ; attaque de Nantes (29 juin).—Obligée de faire face à l'Europe, la Convention ne put d'abord opposer aux Vendéens que des recrues mal armées. Aussi les insurgés furent-ils vainqueurs à *Chantonay* (15 mars), *Vezins*, *Vihiers*, *Chemillé*, aux *Aubiers* (12-16 avril). Le 1^{er} mai, ils prirent *Thouars*. Le 25 mai, ils gagnèrent la bataille de *Fontenay*. La garde nationale de Fontenay s'était défendue avec un héroïsme inutile. Son colonel Fillon fut tué. Le porte-drapeau Fesque était tombé mort en serrant l'étendard tricolore sur sa poitrine, de ses mains crispées.

Cette défaite n'abattit pas les courages ; il fallut même rendre le décret suivant : « Considérant qu'il y a des communes où il n'est resté que des femmes, qu'on n'a pas assez d'armes et qu'il faut faire la moisson, les représentants près l'armée des côtes de la Rochelle décrètent que les plus valides des gardes nationaux resteront seuls rassemblés. » Le 7 décembre, le petit hussard¹ Bara, âgé de 44 ans, cerné par les Vendéens, et sommé sous peine de mort de crier : *Vive Louis XVIII !* cria *Vive la République !* et se fit tuer.

Le 10 juin, les Vendéens attaquèrent *Saumur*. Malgré les efforts désespérés des généraux Coustard, Menou, Santerre, Berthier, et du conventionnel Bourbotte, les républicains perdirent 10,000 hommes. Les ponts, la ville, la citadelle, restèrent au pouvoir des Vendéens. Maîtres du passage de la Loire, ceux-ci marchèrent sur *Nantes* par les deux rives. Cathelineau, nommé généralissime, devait attaquer la ville avec la grande armée en descendant la rive droite, Charette le seconder par la rive gauche. Nantes était la porte de la Loire, le pont conduisant en Bretagne et en Anjou ; si les Vendéens s'en emparaient, ils auraient un port de mer pour communiquer avec les Anglais, ils donneraient la main aux Bretons, prêts, eux aussi, à se soulever.

Nantes allait être attaquée par 80,000 hommes. La ville n'était

1. Hussard et non tambour, comme on l'a dit. Il était né le 30 juillet 1779 à Palaiseau. La Convention accorda une pension à sa famille, et vota le décret suivant : « 1^o Les honneurs du Panthéon seront décernés à Joseph Bara ; 2^o une gravure retraçant en détail les circonstances de la mort de Bara sera faite aux frais de la République et envoyée dans toutes les écoles primaires du territoire pour y retracer sans cesse à la jeunesse française l'exemple le plus pur de l'amour de la patrie et de la tendresse filiale. » (Il envoyait sa solde à sa famille.)

pas fortifiée ; elle ne renfermait que 10,000 gardes nationaux et soldats. La défense fut dirigée par le maire Baco, le représentant Merlin de Douai, les généraux Canclaux¹, Beysser, Coustard. L'héroïque résistance de 500 gardes nationaux commandés par le ferblantier Meuris, qui arrêtaient 4,000 Vendéens pendant quatorze heures au passage de l'*Erdre*, à *Nort*, au nord-ouest de Nantes, permit de faire les préparatifs les plus indispensables (27-28 juin). Le 29, les Vendéens abordèrent les lignes républicaines au nord, sur la rive droite de la Loire, par les trois routes de Vannes, de Rennes et de Paris. Pendant ce temps, Charette, établi au Pont-Rousseau, sur la rive gauche, bombardait la ville à boulets rouges. Cathelineau parvint à pénétrer dans Nantes jusqu'à la place Viarmes. Arrivé là, croyant la ville prise, il s'agenouille, tire son chapelet. Un cordonnier le voit de sa fenêtre, l'ajuste, le blesse. Le chef vendéen tombe, les siens l'emportent, reculent... Nantes était sauvée. Les assaillants battirent en retraite et repassèrent la Loire.

Les républicains reprennent l'offensive. Décret du 4^{er} août. L'armée de Mayence en Vendée. — Les républicains reprirent l'offensive, mais éprouvèrent d'abord coup sur coup plusieurs défaites. Westermann, après s'être avancé victorieusement de Parthenay jusqu'à *Châtillon*, fut surpris, battu et rejeté sur Bressuire (5 juillet). Sur la Loire, les généraux Labarolière, Menou, Santerre, et le conventionnel Bourbotte, après avoir gagné le 15 juillet la bataille de *Martigné-Briant*, perdirent le 18 la bataille de *Vihiers*. Une victoire remportée au sud à *Minclaye*, par le général Tuncq, le 29 juillet, avec 2,400 hommes contre 25,000 paysans, n'était pas une compensation suffisante de ces revers.

Étonnée de cette résistance, la Convention adopte, le 4^{er} août, le décret suivant : « Il sera envoyé en Vendée, par le ministre de la guerre, des matières combustibles de toute espèce pour incendier les bois, les taillis et les genêts. Les forêts seront battues, les repaires des rebelles seront détruits, les récoltes seront coupées par des compagnies d'ouvriers pour être portées sur les derrières de l'armée, et les bestiaux seront saisis. Les femmes, les enfants, les vieillards, seront conduits à l'intérieur, où il sera pourvu à leur sûreté et à leur subsistance avec tous les égards dus à l'humanité. » En même temps, le gouvernement nomme Rossignol, d'abord ouvrier orfèvre, puis

1. Canclaux, né à Paris en 1740, mort pair de France en 1817.

colonel de gendarmerie, au commandement de l'armée des côtes de la *Rochelle*, qui devait attaquer la Vendée par le midi. Canclaux commandait à Nantes l'armée des côtes de *Brest*, qui devait opérer par le nord. De plus, la garnison de Mayence fut transportée en poste dans la Vendée. Aux termes de la capitulation de cette ville, elle ne pouvait pas servir avant un an contre les Prussiens. Elle comptait 18,000 soldats, les plus aguerris qu'eût la France, sous les ordres d'Aubert-Dubayet, Kléber, Beaupuy, Haxo, Vimeux.

Les Vendéens sont vainqueurs à Coron et à Torfou (18-19 septembre). — A la suite d'un grand conseil de guerre tenu à Saumur entre les représentants du peuple et les généraux, le 3 septembre, il fut résolu que les colonnes républicaines partant simultanément des bords de la Loire, du Thouet, de la Sèvre niortaise et de la côte, s'avanceraient vers l'intérieur de la Vendée en resserrant le cercle dans lequel se mouvaient les royalistes, pour les envelopper et les étouffer. Ce plan avait l'avantage de fermer la mer aux Vendéens et de les priver du secours des Anglais ; il avait l'inconvénient de se présenter par colonnes isolées à un ennemi placé dans une position centrale et qui pouvait combattre successivement contre chacune d'elles avec toutes ses forces réunies. Il échoua.

Au sud, Lecomte et Marceau furent battus à *Chantonay* (5 septembre). Kléber, parti de Nantes, fut d'abord vainqueur à *Port-Saint-Père* (11 septembre). Dans ce combat, on avait vu des soldats républicains, conduits par le lieutenant Targe, passer l'Achenau à la nage, leur sabre entre les dents, pour aller saisir sous le feu de l'ennemi des bateaux placés sur l'autre rive et les ramener afin d'assurer le passage de la division. Rejoint par Beysser, qui s'était emparé de *Machecoul*, et par le général en chef Canclaux, Kléber occupa *Légé*, *Montaigu* et *Clisson* (17 septembre). Mais Rossignol, Santerre et Ronsin, partis de Saumur, après deux avantages à *Doué* et à *Thouars*, avaient perdu la bataille de *Coron* (18 septembre), et le général Duhoux, parti d'Angers, avait été battu à *Beaulieu* et rejeté sur les *Ponts-de-Cé*. Tranquilles de ce côté, les Vendéens se reportent en masse contre Canclaux et Kléber. Le 19 septembre, ces derniers furent écrasés à *Torfou* et rejetés sur Nantes. Leur retraite fut assurée par le dévouement héroïque de Chevardin, commandant des chasseurs de Maine-et-Loire. « Tu pourras être tué, lui avait dit Kléber, mais tu sauveras tes camarades. » Chevardin périt en effet et sauva l'armée. La campagne était manquée.

1. *Hist. contemporaine.*

Victoire des républicains à Cholet (17 octobre). — Irritée de ces échecs, la Convention ordonna que la guerre fût terminée avant le 20 octobre. Le Comité de salut public remplaça Canclaux et Rossignol par un seul général, Léchelle, pour assurer l'unité de direction. Léchelle prit pour conseiller Kléber. Sur tous les points, on reprit l'offensive. Au nord, Kléber, sorti de Nantes avec une avant-garde de 4,000 hommes, culbuta 35,000 Vendéens à *Saint-Symphorien* (6 octobre). A sa droite, s'avancait la division de Luçon, sous les ordres du général Bard, bientôt remplacé par Marceau¹. Au midi, Chalbos et Westermann, partis de Bressuire, furent vainqueurs au *Moulin-aux-Chèvres* et à *Châtillon* (9-11 octobre). Le 16 octobre, ils opèrent leur jonction à Cholet avec Kléber, Marceau et Beaupuy, qui s'étaient emparés de *Mortagne* et de *la Tremblaye*. Enfin, le 17 octobre, une bataille décisive se livra à *Cholet*. Les Vendéens étaient 40,000, sous les ordres de d'Elbée, Bonchamp, La Rochejaquelein, Royrand. Les républicains avaient 22,000 hommes, commandés par les généraux Vimeux, Marceau, Beaupuy, Haxo, Kléber, Chalbos, ayant avec eux les représentants Merlin de Thionville, Bourbotte, Choudieu, Fayau, Bellegarde, Turreau, Carrier. De part et d'autre, l'exaspération était à son comble. Malgré leur supériorité numérique, les Vendéens furent mis en déroute et poursuivis sur Beaupréau. Les vainqueurs criaient qu'ils n'avaient plus de cartouches : « N'avez-vous pas vos baïonnettes ? » leur répliqua le général Beaupuy.

Les Vendéens passent la Loire (18 octobre). Leur victoire à *Entrames* (25 octobre). Ils sont repoussés à *Granville* (13 novembre). — Les Vendéens vinrent s'entasser à *Saint-Florent*, sur la rive gauche de la Loire. Il y avait là quarantevingt mille fugitifs, hommes armés ou sans armes, femmes, enfants, prêtres, malades, blessés. Au milieu d'une confusion indescriptible, cette multitude se ruait sur les barques et les radeaux réunis pour passer le fleuve. La Rochejaquelein pleurait de rage ; Lescure et Bonchamp étaient blessés à mort. Le dernier, avant d'expirer sauva généreusement 4,000 prisonniers républicains que les Vendéens voulaient massacrer.

Parvenus sur la rive droite de la Loire, les Vendéens occupèrent Ancenis et Laval : ils avaient pris pour chef La Rochejaquelein. De leur côté, les républicains avaient repassé le fleuve à Nantes, et ils accouraient vers Laval par la rive gauche

de la Mayenne, pour attaquer l'ennemi. Le 25 octobre, une bataille acharnée se livra au village d'*Entrames*, entre Château-Gontier et Laval. Les républicains furent vaincus, surtout à cause de leur indiscipline. Les Vendéens entrèrent pêle-mêle avec eux dans Château-Gontier et attaquèrent le pont de cette ville. L'intrépide Bloss, avec quelques chasseurs, blessé d'un coup de fusil, la tête ceinte d'un mouchoir imbibé de sang, essaya de les arrêter. Savary voulut vainement l'entraîner : « Non ! lui répondit-il, il n'est pas permis de survivre à la honte d'une pareille journée. » Il fit quelques pas en avant et tomba mort.

Vainqueurs de leurs adversaires, les Vendéens marchèrent sur Fougères. Deux émigrés déguisés en paysans vinrent les y trouver. Ils arrivaient de Jersey et apportaient des dépêches de Dundas. Ce ministre anglais les exhortait à venir attaquer Granville. Maîtres de ce port, ils devaient dresser sur les murs un drapeau blanc entre deux drapeaux noirs pour donner à l'escadre britannique le signal d'aborder. En conséquence, La Rochejaquelein prit la route d'Avranches. Le 13 novembre, les Vendéens attaquèrent *Granville*. Ils furent repoussés par la garnison. Découragés, ils reprirent la route de la Loire.

Batailles du Mans et de Savenay (13-23 décembre). — L'armée républicaine s'était réorganisée à Rennes sous les ordres de Rossignol, qui avait remplacé Léchelle, tombé malade. Elle vint attaquer les Vendéens à *Dol* et à *Antrain*. Deux fois elle fut repoussée (20-22 novembre). Elle dut rétrograder sur Rennes. Les Vendéens, épuisés de leur côté, redescendirent vers la Loire : ils ne purent y arriver. Battus devant Angers (3 décembre), ils se jetèrent sur le *Mans*.

C'est là que les républicains les abordèrent, décidés à en finir. Le 12 décembre au soir, Westermann attaque les faubourgs à la tête de sa cavalerie. Il est repoussé. Mais la division Tilly arrête les Vendéens, les charge à la baïonnette, franchit le pont de la Sarthe à leur suite et pénètre sur la grande place. Marceau vint l'y rejoindre, puis arriva la division Kléber, qui venait de faire une marche forcée de dix-huit lieues. Toute la nuit les Vendéens s'étouffaient dans les rues pour fuir. Au matin, ils furent complètement écrasés (13 décembre). Leurs débris s'enfuirent vers la Loire, sabrés à chaque pas par Westermann et ses hussards. Atteints à *Savenay* le 23 décembre, ils y furent anéantis. Des milliers de prisonniers malades furent entassés dans Nantes. Si, parmi les vainqueurs,

1. Marceau, né à Chartres en 1769, soldat en 1785.

quelques-uns avaient pitié de ces malheureux, beaucoup étaient animés contre eux d'une haine implacable. Avec une cruauté sauvage, Carrier les faisait noyer dans la Loire.

Lutte contre l'Europe. Perte de Mayence et de Valenciennes (24-27 juillet). — Après la trahison de Dumouriez, l'armée du Nord s'était repliée en désordre sur Condé et Valenciennes. Les Autrichiens passèrent la frontière à sa suite. Le général Dampierre, nommé pour remplacer Dumouriez, voulut reprendre contre eux l'offensive; il fut tué par un boulet au combat de *Famars*¹ (9 mai).

Les Français n'étaient pas plus heureux sur le Rhin. Dès la fin de mars, le roi de Prusse et le duc de Brunswick, avec 55,000 Prussiens, avaient passé le fleuve à Bacharach; 30,000 Autrichiens, sous Wurmsér, les soutenaient vers l'est. Les coalisés assiégèrent Mayence. Les deux armées républicaines du Rhin et de la Moselle comptaient ensemble 60,000 hommes. Cependant Custine, qui les commandait, au lieu de secourir Mayence, recula de Worms sur Landau, de Landau sur la Lauter; il fut alors envoyé à l'armée du Nord pour remplacer Dampierre. Lui-même eut pour successeurs Beauharnais sur le Rhin, Houchard sur la Moselle.

Mayence, située sur la rive gauche du Rhin, en face du confluent de ce fleuve avec le Mein, était défendue par 20,000 hommes sous les ordres des généraux Meunier, Aubert-Dubayet, Doyré, Kléber, des représentants Merlin de Thionville et Rewbell. Bombardés, affamés, sans communication avec la France, abandonnés par Custine, assaillis de fausses nouvelles que les Prussiens répandaient, les défenseurs de la place prolongèrent quatre mois leur résistance. A chaque instant, ils faisaient essuyer aux assaillants d'énormes pertes, dans des sorties nocturnes. Le général prussien Kalkreuth faillit être pris dans l'une d'elles. Une autre coûta la vie au général français Meunier. Merlin de Thionville montrait aux soldats l'exemple du plus brillant courage. Les Allemands, stupéfaits de son audace, l'avaient surnommé *Feuer-Teufel* (diable de feu). Enfin, manquant de vivres, la garnison capitula le 24 juillet. Elle rentra librement en France avec armes et bagages, à condition de ne pas servir d'un an contre les alliés. Quand elle sortit de la

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise, sur le tombeau du général Gobert, le bas-relief de David d'Angers intitulé : *Le général Dampierre, blessé à mort au combat de Famars, lègue son épée au général Gobert.*

place, la foule insulta les clubistes mayençais qui accompagnaient nos bataillons dans leur retraite. Merlin de Thionville conduisait la colonne, vêtu en hussard; il poussa son cheval hors des rangs et commanda aux plus acharnés de se taire, en leur déclarant « qu'ils reverraient les Français. »

Condé avait succombé quelques jours plus tôt. Le général Chancel en avait ouvert les portes aux coalisés le 15 juillet, après quatre mois de siège, quand la garnison, forte au début de 4,000 hommes, n'en comptait plus que 1,500. Valenciennes tomba douze jours après Condé, six jours après Mayence. L'armée austro-anglaise, commandée par le duc d'York et le prince de Cobourg, avait attaqué la place le 8 juin. Le vieux général Ferrand la défendait avec les deux conventionnels Briez et Cochon de Lapparent. Pour triompher de sa constance, il fallut cinquante-six jours de tranchée ouverte, quarante-trois jours et quarante-trois nuits de bombardement. La ville reçut 452,000 projectiles et fut à moitié brûlée. L'arsenal fut consumé avec 44,000 fusils. La garnison capitula le 27 juillet, aux mêmes conditions que Mayence; elle était réduite de 40,000 hommes à 5,000. Plusieurs milliers de gardes nationaux abandonnèrent leurs foyers et suivirent le mouvement rétrograde de l'armée. Custine avait laissé prendre Valenciennes au nord, comme sur le Rhin il avait laissé bloquer Mayence; Beauharnais était resté comme lui immobile. Ils furent tous les deux arrêtés et condamnés à mort.

Tactique de Carnot et du Comité de salut public. — Le 4^e août, le prince de Cobourg et le duc d'York, à la tête de 180,000 hommes, étaient maîtres de Valenciennes et de Condé, à quarante lieues de Paris. Nos armées étaient inférieures en nombre, à peine vêtues, sans souliers, parfois sans vivres. Les fourrages manquaient; les dragons partageaient leur pain avec leurs chevaux. La route de Paris était ouverte aux coalisés.

Ils n'osèrent pas avancer. L'aspect de la France révolutionnaire et les souvenirs de 92 les frappaient de terreur. De plus, chaque puissance ne songeait qu'à ses intérêts égoïstes. L'Angleterre voulait Dunkerque : Pitt ordonna au duc d'York d'attaquer cette ville. L'empereur voulait la Flandre : Cobourg dut assiéger le Quesnoy.

Le Comité de salut public mit ces fautes à profit. Les forces que la réquisition lui donnait furent divisées en 228 demi-brigades. Le plan de Carnot et du Comité, porté aux armées par les représentants en mission, ce fut d'agir par masses et de

marcher vite; d'être toujours, sur chaque point donné, plus fort que l'ennemi; d'attaquer au chant des hymnes patriotiques, au pas de course, à la baïonnette; de faire la guerre révolutionnaire, la guerre à la Danton, par l'audace.

La victoire d'Hondschoote sauve Dunkerque (8 septembre). — Les Anglo-Hollandais avaient divisé leurs forces en trois corps. Le duc d'York, avec le premier, mit le siège devant Dunkerque le 24 août; Freytag, avec le second, s'était établi à Hondschoote, au nord-est de Dunkerque, couvrant la route de cette ville à Furnes, le long de la mer; le prince d'Orange était plus loin à l'est, à Menin, sur la Lys.

À la tête de l'armée qu'on leur opposa fut placé le général Houchard, brave soldat, mais très peu capable; les conventionnels Levasseur et Delbrel l'accompagnaient. Le 5 septembre, on marche en avant. Les Anglais de Freytag sont chassés de quatre villages. Houchard s'arrête alors, hésite, perd plusieurs jours. Gourmandé par Levasseur, il reprend l'offensive. Le 8 septembre, il livre la bataille d'*Hondschoote*. Les Français marchèrent une demi-heure dans l'eau, sous le feu de deux redoutes, pour aborder l'ennemi et le culbutèrent. Il fallait profiter de ce succès, se placer entre le duc d'York et Freytag, sur la route de Furnes à Dunkerque. York, ayant en tête la garnison de Dunkerque, en queue l'armée victorieuse, sur le côté la mer, serait forcé de mettre bas les armes. Houchard resta immobile. Le duc d'York put lever le siège, en abandonnant 52 canons; il rejoignit Freytag à Furnes.

Sur les injonctions de Levasseur, Houchard prit pourtant l'offensive contre le prince d'Orange, qui fut chassé de *Wervicq* et de *Menin*; mais, le 15 septembre, les Français, pris d'une terreur panique, évacuèrent Menin. Houchard fut arrêté, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire et guillotiné.

La victoire de Wattignies sauve Maubeuge (16 octobre).

— Après s'être séparé du duc d'York, le prince de Cobourg, maître de la vallée de l'Escaut par la possession de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy, voulut s'emparer du cours de la Sambre. Le 28 septembre, la ville et le camp retranché de Maubeuge furent bloqués par 65,000 Autrichiens. *Maubeuge* avait 20,000 défenseurs, sous les ordres des généraux Ferrand et Chancel; mais les vivres manquaient dans la place. Treize dragons en sortirent, traversèrent à toute bride les lignes autrichiennes au milieu des coups de fusil et passèrent la Sambre à la nage pour aller à Philippeville annoncer le danger.

Le Comité de salut public rassembla 40,000 hommes autour de Guise. Jourdan¹ les commandait; il avait avec lui les représentants Carnot et Duquesnoy. Le 12 octobre, les Français marchent en avant et, le lendemain, traversent Avesnes en chantant. Laissant une moitié de son armée autour de Maubeuge, Cobourg vint avec l'autre leur barrer le passage. Il s'établit à l'est de la Sambre, et perpendiculairement au cours de la rivière, à laquelle sa droite était appuyée vers Berlaimont, Leval, Saint-Waast, Monchaux et Saint-Remy. Son centre occupait Doullers, sa gauche gardait les hauteurs de *Wattignies* et de Dimechaux. En parcourant ces positions formidables, bois, collines escarpées hérissées d'artillerie, ravins, villages barricadés et crénelés, Cobourg s'écria, dit-on, que « si les républicains venaient là, il se ferait Jacobin. »

Le 15 octobre, les Français s'élançèrent à l'assaut. Après des efforts héroïques, écrasés par un feu plongeant, ils furent repoussés. Dans la nuit, Carnot apprit que les Autrichiens avaient forcé trois jours auparavant l'entrée de l'Alsace. Il fallait donc vaincre en toute hâte, et à tout prix. Le 16 au matin Carnot, Jourdan, Duquesnoy, couraient à l'ennemi, à cheval et l'épée à la main, en tête des colonnes républicaines. Wattignies et Doullers furent enlevés au chant de la *Marseillaise*. Du haut des collines, l'armée aperçut Maubeuge; Cobourg repassa la Sambre et leva le siège. La garnison de Maubeuge était restée immobile. Le général Chancel, traduit devant le tribunal révolutionnaire, paya de sa tête cette inaction².

Perte des lignes de Wissembourg (13 octobre). — Après la reprise de Mayence, le duc de Brunswick et Wurmsér menacèrent la Lorraine et l'Alsace, à la tête de plus de 400,000 combattants, Prussiens, Autrichiens, émigrés. Le premier occupait le massif et le revers occidental des Vosges: maître de Deux-Ponts et assiégeant sur ses derrières Landau, il faisait face à l'armée française de la Moselle, établie sur la Sarre; le second occupait le revers oriental des Vosges et menaçait les lignes de Wissembourg, que l'armée française du Rhin défendait.

1. Jourdan, né à Limoges en 1769, était fils d'un chirurgien. Engagé à seize ans, il fit la guerre d'Amérique. Sorti de l'armée, il devint marchand colporteur et épousa une modiste. Il reprit les armes en 1791. Sa conduite brillante à la bataille de Hondschoote le signala aux représentants du peuple, qui lui confièrent l'armée du Nord.

2. Voir au musée de Versailles deux tableaux d'Éugène Lami, la *Bataille d'Hondschoote* et la *Bataille de Wattignies*.

daît; le long de la Lauter, depuis le fleuve jusqu'aux montagnes. L'ennemi avait la supériorité du nombre. Heureusement le roi de Prusse était plus occupé du second partage de la Pologne que de la guerre contre la France; sachant d'ailleurs que l'Autriche voulait s'emparer de l'Alsace, il était peu désireux d'augmenter ainsi la puissance de son alliée.

Les Français tentèrent de prendre l'offensive. Le 4 septembre, l'armée du Rhin, attaquant par sa gauche, chassa les Autrichiens du camp de *Nothweiler*; mais le même jour, de l'autre côté des montagnes, l'armée de la Moselle ayant attaqué les Prussiens par sa droite et tenté d'enlever la formidable position de *Pirmasens*, fut repoussée.

Alors Wurmsér avance à son tour. Le 13 octobre, les Autrichiens forcent sur tous les points les lignes de *Wissembourg*; ils prennent Lauterbourg, ils s'emparent du fort *Vauban* (dans une île du Rhin, entre Lauterbourg et Strasbourg) (14 novembre). Ils occupent Haguenau, ils menacent Saverne et Strasbourg. Un complot se forme pour livrer la capitale de l'Alsace à Wurmsér, originaire du pays. L'armée du Rhin avait perdu toute discipline. Depuis le départ de Custine, elle avait eu successivement trois généraux : Beauharnais, Landremont, Carlen. A Strasbourg même, un énergumène, l'ancien capucin Euloge Schneider, professeur de grec, compromettait la République par ses extravagances.

La victoire de Geisberg sauve Landau (26 décembre). — Le Comité de salut public envoya en Alsace, avec de pleins pouvoirs, les représentants Saint-Just et Lebas. A peine arrivés, ceux-ci déjouent le complot formé pour livrer Strasbourg. Les traités sont arrêtés; Schneider, exposé sur la place publique pendant trois heures, attaché au poteau de la guillotine, est ensuite envoyé prisonnier à Paris; l'armée est en quelques jours équipée, mise en état d'entrer en campagne; la discipline rétablie par des mesures sévères. Pichegru est placé à la tête de l'armée du Rhin; le jeune Hoche à la tête de l'armée de la Moselle, commandée auparavant par Moreaux¹. Une attaque des Prussiens contre Bitche est repoussée (17 novembre).

1. Il ne faut pas confondre ce *Moreaux* avec le célèbre général *Moreau* qui gagna plus tard la bataille de Hohenlinden. Moreaux (Jean-René), né à Rocroy en 1758, était à dix-huit ans grenadier au régiment d'Auxerrois. Blessé dans l'île de Sainte-Lucie durant la guerre d'Amérique, il entra dans la vie civile. Élu, en 1789, commandant de la garde nationale de Rocroy, il se distingua en 1792 à la défense de Thionville, à la tête d'un bataillon des

D'abord Hoche et Pichegru agirent isolément; Pichegru, après trois semaines de combats acharnés, refoula les Autrichiens de la Zorn sur la Moder (18 novembre-9 décembre). Hoche fut moins heureux contre les Prussiens: il s'empara bien de *Bliescastel*; mais quand il voulut emporter d'assaut la ville de *Kaiserslautern* et la montagne du *Kaisersberg*, hérissée d'artillerie, il fut repoussé avec perte (28, 29, 30 novembre).

Hoche n'était pas homme à se laisser décourager. « J'ai vu le nouveau général, écrivait un de ses officiers, lors de son arrivée à l'armée. Son regard est celui de l'aigle, fier et vaste. Il est fort comme le peuple, jeune comme la Révolution. » Après l'échec de Kaiserslautern, Hoche laissa seulement sur la Sarre une portion de ses forces en face des Prussiens; il franchit les Vosges avec 12,000 hommes pour lier ses opérations à celles de l'armée du Rhin. Le flanc droit de Wurmsér était couvert par un corps prussien: Hoche chassa ce corps de *Frœschwiller* et de *Wërth* (22 décembre). Menacé d'être pris à revers, Wurmsér abandonna la ligne de la Moder et la forêt d'Haguenau; il se replia plus au nord, la gauche vers *Ober-Lauterbach* dans la direction du Rhin, le centre sur la montagne de *Geisberg*, en avant de Wissembourg, la droite sur les hauteurs de *Roth*. Les Prussiens protégeaient son extrême droite au col du *Pigeonnier* et dans les gorges de *Bodenthal*, à l'entrée des Vosges.

Il y fut attaqué le 26 décembre par les deux armées de la Moselle et du Rhin, sous les ordres de Hoche, auquel un arrêté des conventionnels Baudot et Lacoste avait subordonné Pichegru. Les Français venaient d'apprendre la reprise de Toulon. En marchant à l'ennemi, ils criaient: « Landau ou la mort! » Toutes les positions des coalisés furent conquises. Wurmsér, rejeté au nord de la Lauter, se brouilla sur le champ de bataille même avec le duc de Brunswick accouru à son secours au bruit du canon; le chef autrichien reprochait au général du roi de Prusse d'avoir été cause de la défaite par son inaction prolongée. Les Autrichiens repassèrent le Rhin à Philipsbourg, pendant que les Prussiens se retiraient sous Mayence. Landau était sauvé. La garnison, attaquée dès le mois d'avril, et complètement bloquée au mois d'octobre, avait supporté toutes les rigueurs de la famine. Le fort Vauban fut repris le 19 janvier.

Ardennes. Il devint, en 1793, général de brigade, puis général de division. En 1794, il prit Trèves, et mourut de maladie l'année suivante, au siège de Luxembourg.

Les Espagnols en Roussillon. — Sur la frontière des Pyrénées, la guerre avait commencé au mois d'avril. A l'est, les Espagnols, commandés par Ricardos, envahirent le Roussillon. Grâce à leur supériorité numérique, ils s'emparèrent de *Saint-Laurent-de-Cerda* et de *Céret* (17-20 avril), du *Mas-d'Eu* (19 mai) du *fort des Bains* et de *Prats-de-Mollo* (3-5 juin), de *Bellegard* (25 juin), de *Villefranche* (3 août), de *Peyrestortes* (8 septembre). Perpignan se trouva tourné. Les représentants Cassaigne et Fabre de l'Aude avaient successivement destitué les généraux Flers et Barbantane, auxquels ils attribuaient ces revers ; ils les remplacèrent par le général Dagobert¹, qui avait soixante-quinze ans. Avant son arrivée, Davout, Pérignon et Goguet chassèrent les Espagnols des trois camps du *Vernet*, de *Rivesaltes* et de *Peyrestortes* (17 septembre) et les obligèrent à repasser le Tet. Dagobert les suit et les attaque à *Truillas*, à *Ponteilla* et au *Mas-d'Eu* (22 septembre). Au plus fort de l'action, trois bataillons républicains mettent bas les armes sans brûler une amorce ; Dagobert les fait mitrailler et se retire avec le reste de son armée formé en carrés. Davout, Turreau, Doppet, placés l'un après l'autre à la tête de l'armée, ne furent pas plus heureux que Dagobert. Les Espagnols prirent encore *Collioure*, *Saint-Elme* et *Port-Vendres* (21 décembre) et hivernèrent sur le territoire français.

Aux Pyrénées occidentales, les généraux Servan², Delbecq, Desprez-Crassier et Müller, très inférieurs en nombre, étaient restés toute l'année sur la défensive.

1. Dagobert, « vieux soldat qui guerroyait en partisan, allait au feu tête nue, ses longs cheveux blancs lui tombant sur les épaules, et, comme un vieillard d'Homère, un grand bâton blanc à la main. » (J. Claretie.)

2. Le général Servan (Joseph) était né à Romans en 1741. D'abord officier du génie, il composa en 1780 un ouvrage intitulé le *Soldat citoyen*. Colonel dans la garde nationale soldée (anciens gardes françaises) en 1790, il fut ministre de la guerre avec les girondins en 1792. Après avoir commandé aux Pyrénées, il fut arrêté un instant comme suspect, et dut sa délivrance au 9 thermidor. Il mourut en 1808. Il était frère de l'illustre Servan (1737-1807), avocat général au parlement de Grenoble, ami de Voltaire, philosophe et jurisconsulte remarquable par son savoir, son éloquence et son ardent amour de l'humanité.

CHAPITRE VI.

La Convention en 1794 et 1795.

Les Hébertistes et la Commune. — Danton et Camille Desmoulins ; le *Vieux Cordelier*. — Robespierre et Saint-Just. — Exécution des Hébertistes et des Dantonistes (24 mars-5 avril 1794). — Loi du 22 prairial (10 juin). — Le 9 thermidor ; chute de Robespierre (8, 9 et 10 thermidor an II, 26, 27 et 28 juillet 1794). — Réaction. Fermeture du club des Jacobins (10 novembre 1794). — Massacres du Midi (janvier-mai 1795). — Famine. Journée des 12 germinal et 1^{er} prairial (1^{er} avril-20 mai 1795).

Campagne de 1794. Victoires de Pichegru et de l'armée du Nord à Mouscron (29 avril), Tourcoing (18 mai), Hoogbède (17 juin). — Victoire de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse à Fleurus (26 juin). La Belgique conquise. — Conquête de la rive gauche du Rhin. — Conquête de la Hollande. Fondation de la république Batave (20 janvier 1795). — Succès de Dumouriez aux Alpes. Prise du camp de Saorgio (28 avril 1794). — Succès de Dugommier aux Pyrénées orientales. Batailles du Boulou (1^{er} mai 1794) et de la Montagne-Noire (17-20 novembre 1794). — Succès de Moncey aux Pyrénées occidentales (1794-1795). — Les traités de Bâle (1795).

Lutte contre l'Angleterre. Bataille navale du 13 prairial (1^{er} juin 1794). *L'Vengeur*. — Les Vendéens et les Chonans en 1794. — Débarquement des émigrés à Quiberon (26 juin 1795) ; leur défaite (20 juillet).

Constitution de l'an III. — Journée du 13 vendémiaire (5 octobre 1795). — Le grand-livre de la dette publique. Système métrique. — Calendrier nouveau — Instruction publique ; l'Institut ; créations diverses.

Les Hébertistes et la Commune. — Pendant qu'aux frontières les efforts héroïques des armées françaises étaient partout, un seul point excepté, couronnés par la victoire, à l'intérieur les déchirements continuaient. La Montagne, victorieuse des Girondins le 2 juin, s'était divisée en trois partis : les Hébertistes, les Dantonistes, les Robespierriistes.

A la tête du parti hébertiste se trouvaient Hébert et Chaumette ; l'Allemand Anacharsis Clootz, surnommé *l'orateur du genre humain* ; Ronsin, général de l'armée révolutionnaire ; le ministre de la guerre Bouchotte ; l'ancien évêque constitutionnel de Paris, Gobel ; Collot d'Herbois, Carrier, Fouché, Vincent, Momoro, le banquier Kook, le Belge Prolly. Ni Chaumette ni Hébert n'étaient membres de la Convention. Chaumette, fils d'un cordonnier de Nevers, successivement mousse, étudiant, journaliste, était procureur syndic de la Commune ; Hébert, son substitut, rédacteur du *Père Duchêne*, hérissait son journal de

jurons et d'expressions grossières : c'était de sa part une spéculation cynique. Elle allait lui attirer cette terrible apostrophe : « Ne sais-tu pas, malheureux, que quand les despotes de l'Europe veulent persuader à leurs esclaves que Paris, cette ville renommée pour ses lumières, est plongée dans la barbarie, ce sont des lambeaux de tes gazettes qu'ils insèrent dans leurs feuilles... Comme si tes saletés étaient celles de la nation ! Comme si un égout de Paris était la Seine ! » Et, poursuivant sur le même ton, Camille Desmoulins offrait à la république française, comme le meilleur modèle à suivre, la république d'Athènes, dans laquelle la hardiesse des idées n'excluait pas l'élégance des formes et la politesse du langage.

Les Hébertistes dominaient dans la Commune. L'un d'eux, Chaumette, fit donner dans les hôpitaux un lit séparé à chaque malade ; il fit abolir la peine du fouet dans les maisons d'éducation ; sur sa proposition, on décida que les honneurs de la sépulture seraient les mêmes pour tous. Les morts devaient être ensevelis dans un drapeau tricolore avec l'inscription suivante : « L'homme juste ne meurt jamais ; il vit dans la mémoire de ses concitoyens. » Le pain manquant, il aurait voulu planter des légumes dans tous les jardins publics de Paris, pour la nourriture des pauvres. Le cuir était rare, il proposa de réserver les souliers pour les soldats ; les citoyens qui ne portaient pas aux frontières devaient, disait-il, ne plus porter que des sabots. En même temps, il est vrai, c'était lui qui avait proposé la formation de l'armée révolutionnaire et dressé la terrible liste des suspects. Il faisait aussi, de concert avec les membres de la Commune, écrire sur la porte des cimetières : « la mort est un sommeil éternel, » fermer les églises, au mépris de la liberté des cultes décrétée par la Convention, et célébrer la fête de la Raison (10 novembre 1793).

Danton et Camille Desmoulins ; le Vieux Cordelier.— Les Hébertistes voulaient rendre la Terreur plus violente ; les Dantonistes essayèrent de l'arrêter. Personne, en 1792 et au début de 1793, n'avait montré plus d'énergie que Danton. Son éloquence impétueuse, son audace, la lucidité de ses vues, lui avaient acquis une popularité sans bornes ; sous des dehors athlétiques, des formes violentes, un langage terrible, il n'avait jamais cessé de conserver des sentiments humains. Attaqué, calomnié par les Girondins, il avait fait, pour se réconcilier avec eux et les sauver de leurs propres fautes, de longs et stériles

efforts : « Vos discussions de personnes sont misérables, criez-le inutilement : je ne connais que l'ennemi, battons l'ennemi ! » La Gironde était restée sourde, et elle avait succombé. Mais maintenant qu'on avait vaincu la Vendée, repris Lyon et Toulon, repoussé les coalisés, que le danger s'était éloigné, Danton aurait voulu arrêter la Terreur. « Il vaut mieux être un pauvre laboureur, s'écriait-il, que de gouverner les hommes ! » Il disait encore à son ami Fabricius Paris, greffier au tribunal révolutionnaire, qui l'engageait à la prudence : « J'aime mieux être guillotiné que guillotineur. »

L'ardent et mobile Camille Desmoulins partageait ces sentiments. Lui qui, en 1789, prenait le nom de *procureur général de la lanterne*, lui qui avait composé contre les Girondins son terrible pamphlet : *Brisson dévoilé*, il frémissait maintenant en voyant à quels excès de cruauté s'emportait la Terreur. Il commença la publication de son *Vieux Cordelier*¹. Dans ce journal, d'une verve étincelante, où l'humanité, la générosité, l'indignation éclatent à chaque ligne, il flétrissait les violences des Hébertistes, il demandait qu'on ouvrit les prisons, qu'on nommât un *comité de clémence*. Après avoir dans le numéro 3 fait un tableau saisissant du despotisme des anciens empereurs romains, il ajoutait : « C'est à ceux qui, en lisant ces vives peintures de la tyrannie, y trouveraient quelque malheureuse ressemblance avec leur conduite, à s'empressement de la corriger : car on ne se persuadera jamais que le portrait d'un tyran, tracé de la main du plus grand peintre de l'antiquité, et par l'historien des philosophes, puisse être devenu le portrait, d'après nature, de Caton et de Brutus, et que ce que Tacite appelait le despotisme et le pire des gouvernements il y a douze siècles puisse s'appeler aujourd'hui la liberté et le meilleur des mondes possible. » Dix jours plus tard (25 décembre), dans son numéro 5, il reprochait aux députés leur faiblesse, leur silence : « Eh quoi ! lorsque tous les jours douze cent mille soldats du peuple français affrontent les redoutes hérissées des batteries les plus meurtrières, et volent de victoires en victoires, nous, députés à la Convention ; nous, qui ne pouvons jamais tomber, comme le soldat, dans l'obscurité de la nuit, fusillé dans les ténèbres et sans témoins de sa valeur ; nous, dont la mort soufferte pour la liberté ne peut être que glorieuse, solennelle, et

1. *Le Vieux Cordelier* eut 7 numéros qui parurent les 5, 10, 15, 20, 25, 30 décembre 1793 et 3 février 1794.

en présence de la nation entière, de l'Europe et de la postérité, serions-nous plus lâches que nos soldats?... Qu'est-ce donc que l'échafaud pour un patriote, sinon le piédestal des Sydney et des Jean de Witt? Qu'est-ce, dans un moment de guerre, où j'ai eu mes deux frères mutilés et hachés pour la liberté, qu'est-ce que la guillotine, sinon un coup de sabre, et le plus glorieux de tous pour un député victime de son courage et de son républicanisme! » Déjà, plusieurs mois auparavant (10 août 1793), Desmoulins disait dans une lettre à sa famille : « Je ne saurais m'empêcher de penser sans cesse que les hommes qu'on tue par milliers ont aussi leurs pères. »

Robespierre et Saint-Just. — Également éloigné d'Hébert et de Danton, Robespierre exerçait sur la Convention un ascendant irrésistible. C'était un homme d'un caractère laborieux, de mœurs très réglées; sa probité lui avait valu le surnom d'*incorruptible*. Admirateur passionné de Jean-Jacques Rousseau, il logeait chez le menuisier Duplay et il était fiancé à l'une de ses filles. Par ses amis Saint-Just et Couthon, Robespierre dominait le Comité de salut public; au club des Jacobins, ses paroles étaient écoutées avec une confiance sans bornes. C'était néanmoins un esprit étroit, soupçonneux, jaloux. Il s'enfermait dans une phraséologie sentimentale; il avait sans cesse à la bouche les mots de vertu, d'innocence, de nature, ce qui ne l'empêchait pas d'être impitoyable à l'égard de ses adversaires. Pour justifier à ses propres yeux ses ressentiments particuliers, il tâchait de se persuader que ses ennemis étaient ceux du bien public, et qu'il les sacrifiait à son devoir, quand il les sacrifiait à son ambition. Il détestait les Hébertistes, auxquels il reprochait leur athéisme et leurs violences. Danton et Desmoulins avaient été ses camarades de collège; cependant la supériorité du premier, son éloquence, sa popularité, les services qu'il avait rendus à la Révolution, faisaient de lui un rival redoutable; le second offusquait Robespierre par les hardis écarts de sa plume et sa verve étincelante. Robespierre avait d'abord, au club des Jacobins, pris la défense de Camille Desmoulins, accusé de *modérantisme*; bientôt pourtant il changea d'attitude. Il avait en effet auprès de lui Couthon et Saint-Just, dont la conduite, toujours inflexible, n'offrait pas les mêmes hésitations et les mêmes contradictions que la sienne. Le second surtout, jeune, implacable, rêvait l'établissement d'une république où tous les citoyens eussent les mœurs des anciens Romains et des Spartiates. « Ce que les ennemis de la République

craignent le plus, disait-il, ce n'est pas la Terreur, c'est la Justice. Que de crimes ont échappé à la Terreur qui parle et n'échapperaient pas à la Justice qui pèse les crimes! » Il disait encore : « Le monde est vide depuis les Romains, » et il ajoutait : « Ceux qui font les révolutions à demi ne font que creuser leurs tombeaux. » Les actes de Saint-Just répondaient à ses paroles. Dans la lutte qu'il avait engagée contre ses adversaires, aucune rigueur, quelque impitoyable qu'elle fût, n'était capable de le faire reculer.

Exécution des Hébertistes et des Dantonistes (24 mars-5 avril 1794). — On le vit bientôt. Harcelés, voués au ridicule et à l'opprobre par la plume de Camille Desmoulins, menacés par Robespierre, les Hébertistes voilèrent d'un crêpe noir la *Déclaration des Droits* et firent appel à l'insurrection dans le *club des Cordeliers* (4-5 mars). Personne ne les suivit. Ils furent arrêtés (13 mars), condamnés à mort et envoyés à l'échafaud. Hébert se lamentait et s'écriait avant de mourir : « La République est perdue! — Non, lui répondit Ronsin, la République est immortelle! » (24 mars 1794.)

Après ce coup frappé sur les exagérés, les indulgents eurent leur tour. Déjà Fabre d'Églantine, l'auteur du Calendrier républicain, avait été emprisonné. Prévenu par ses amis, Danton aurait pu fuir. Il refusa en s'écriant : « Est-ce qu'on emporte sa patrie à la semelle de ses souliers? » Danton, Camille Desmoulins, Philippeaux, Bazire, Westermann¹, l'héroïque soldat qui avait tant de fois vaincu les Vendéens, furent arrêtés dans la nuit du 30 mars. En vain, le jour suivant, Legendre, l'ami des accusés, demanda qu'ils fussent entendus par la Convention. Robespierre s'y opposa en appelant Danton une « idole pourrie. » Tous se turent; Legendre fit amende honorable. Les Dantonistes furent envoyés au tribunal révolutionnaire. L'acte d'accusation avait été rédigé par Saint-Just d'après des notes de Robespierre. Et pourtant Robespierre avait corrigé les épreuves de plusieurs numéros du *Vieux Cordelier*! Et maintenant dans cet acte d'accusation, inspiré par lui, on reprochait à Danton et à ses amis d'être royalistes, complices de d'Orléans, de Dumouriez! On les accusait d'immoralité, de vol! On essayait, par des insinuations perfides, de brouiller, avant de les tuer, ces amis dont les têtes allaient tomber ensemble sous le couteau!

1. Devant le tribunal révolutionnaire, Westermann s'écria : « Je demandais à me mettre nu devant le peuple; il verra mes sept blessures, toutes reçues par devant. Je n'en ai reçu qu'une par derrière, mon acte d'accusation! »

La défense fut entravée de toutes les manières. On arrêta les débats dans leur cours, sous prétexte que Danton et ses amis manquaient de respect au tribunal.... Ils furent condamnés à mort. Sur la charrette qui les traînait à l'échafaud, Camille Desmoulins invoquait le secours de la foule : il rappelait qu'il avait été le premier apôtre de la liberté, que c'était lui qui avait fait appel aux armes la veille du jour où tomba la Bastille.... Quand ils furent au pied de la guillotine, Héroult de Séchelles voulut embrasser Danton. Le bourreau les sépara. Alors Danton : « Tu n'empêcheras pas nos têtes de se toucher tout à l'heure dans le panier ! » Et il ajouta : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine ! » (16 germinal an II, 5 avril 1794.)

Loi du 22 prairial (10 juin). — Robespierre, Saint-Just et Couthon paraissaient désormais les maîtres. Ils se croyaient sûrs de la garde nationale par Henriot, son commandant ; du tribunal révolutionnaire, par le président Dumas et l'accusateur public Fouquier-Tinville ; de la nouvelle commune, nommée cette fois et non plus *étue*, par Fleuriot, Payan et Coffinhal. Robespierre fit alors décréter la fête de l'Être suprême. Elle fut célébrée le 20 prairial (8 juin 1794). Robespierre parut dans cette fête, comme président de la Convention, un bouquet d'épis et de fleurs à la main. Une montagne symbolique, ornée d'arbres, avait été dressée au milieu du Champ-de-Mars ; des jeunes filles en blanc la gravirent en chantant un hymne à l'Être suprême, composé par M. J. Chénier.

Il est difficile de déterminer rigoureusement les véritables intentions de Robespierre à cette époque. Cependant, autant qu'on peut en juger par ses discours aux Jacobins et à la Convention, son projet paraît avoir été de frapper les restes des Dantonistes et des Hébertistes, de punir les excès de certains représentants en mission, d'exclure ses adversaires des deux comités de salut public et de sûreté générale, et d'arrêter ensuite la Terreur. En attendant il allait la rendre plus violente encore. Accusée par les uns d'hypocrisie, par les autres d'inconséquence, sa tactique a été, dans ces terribles circonstances, l'objet d'un blâme presque unanime. Jusque-là les conventionnels ne pouvaient être traduits au tribunal révolutionnaire que sur un vote de l'assemblée ; les Robespierriens résolurent de leur enlever cette garantie.

Le 22 prairial (10 juin), Couthon apporta à la tribune un nouveau projet de loi : désormais le tribunal révolutionnaire

ne devait plus prononcer d'autre peine que la mort ; l'instruction préalable était supprimée ; les accusés pouvaient être condamnés sans qu'on entendit de témoins, sans qu'un avocat les défendit. Enfin le dernier article, déclarant qu'il serait dérogé à toutes les lois précédentes, permettait au Comité de sûreté générale d'envoyer les représentants eux-mêmes à la mort sans que la Convention fût avertie et consultée. « Si une pareille loi passe sans amendement, s'écria le montagnard Ruamps, je me brûle la cervelle ! » Le dernier article, voté d'abord comme les autres, fut supprimé le lendemain.

Les auteurs de la loi n'avaient donc pas atteint leur but. La Terreur redoubla de violence : ce fut le seul résultat de la loi nouvelle. La veuve de Camille Desmoulins, Lucile Duplessis, et la veuve d'Hébert avaient péri le 12 avril. Le 8 mai, l'illustre chimiste Lavoisier, condamné comme ancien fermier général, était monté sur l'échafaud. Le 17 juin, une jeune fille, Cécile Renaud, fut guillotinée pour avoir tenté d'assassiner Robespierre. Cinquante-trois personnes des deux sexes furent conduites à la mort en même temps qu'elle, revêtues de chemises rouges¹. Les membres du Comité de sûreté générale, ennemis de Robespierre, les firent périr pour le rendre odieux par cette hécatombe, qu'ils représentaient comme son œuvre. Le 4^{er} juillet, on guillotina trente galériens qui, détenus à Bicêtre, avaient voulu se révolter. Avec eux périt le député Osselin, déjà condamné à dix ans de fers pour avoir caché une femme émigrée, et qui, disait-on, était le complice de ces malfaiteurs. Ensuite furent condamnés cent cinquante détenus de la prison du Luxembourg, accusés eux aussi de révolte (8, 9, 10 juillet). Quelques jours plus tard périrent les poètes André Chénier² et Roucher. On était arrivé au moment prédit par

1. Les parricides étaient menés au supplice vêtus de chemises rouges. L'assassinat d'un représentant était considéré comme un parricide.

2. André-Marie de Chénier était né à Constantinople en 1762. Son père, consul de France dans cette ville, avait épousé une jeune Grecque d'une beauté remarquable. Admirateur passionné de l'antiquité, d'Hésiode et d'Homère, André Chénier fut poète au sortir du collège, et grand poète. Il a composé des idylles, des élégies, des épitres, des odes, des lambes. Ses pièces le plus souvent citées sont : *l'Aveugle*, *le Mendiant*, *la Liberté*, *Hermès*, *la Lampe*, *le Jeune malade*, *la Jeune captive*. Partisan de la monarchie constitutionnelle, André Chénier, lors du procès de Louis XVI, avait composé en sa faveur un projet de défense. Il avait attaqué avec violence la Convention et célébré Charlotte Corday dans un *Hymne au poignard*. Il fut exécuté deux jours avant le 9 thermidor. Son frère, Marie-Joseph Chénier, lui aussi poète, mais député à la Convention, républicain et montagnard, avait vainement essayé de le sauver.

Desmoulins : « On avait peur que la peur même ne rendit coupable. »

Le 9 thermidor ; chute de Robespierre (8, 9 et 10 thermidor an II, 26, 27 et 28 juillet 1794). — Alors les représentants revenus de mission, Collot d'Herbois, Fouché, Tallien, etc. ; les Dantonistes Legendre, Fréron, Garnier de l'Aube ; les membres des comités, Billaud-Varennes, Vadier, Amar, Cambon, Robert Lindet, Prieur, Barrère ; enfin tous les ennemis de la dictature, Lecointre, Dubois-Crancé, Bantabole, Bourdon de l'Oise, Courtois, s'unirent contre Robespierre, qui voulait frapper les uns pour punir leurs excès, les autres pour être seul maître. On l'attaqua par le ridicule, en le représentant comme l'idole d'une vieille femme à moitié folle, Catherine Théot ou Théos ; par l'odieux, en rejetant sur lui les violences croissantes de la Terreur. Il resta six semaines sans paraître à la Convention. Mais il allait toujours aux Jacobins, d'où il fit exclure Dubois-Crancé et Fouché (24 messidor).

Pendant ce temps, Saint-Just était parti en mission à l'armée du Nord ; il en revint après la prise de Charleroi et la bataille de Fleurus ; il comptait sur l'éclat de cette victoire pour rendre l'ascendant à son parti. Alors Robespierre reparut à la Convention le 8 thermidor (26 juillet). Il espérait ressaisir son ancien empire à l'aide d'un long discours, laborieusement préparé dans de fréquentes promenades à la campagne, surtout à Montmorency, dont il aimait le séjour en souvenir de J. J. Rousseau. Dans ce discours Robespierre se plaignait d'être attaqué comme le bouc émissaire de la Révolution, en butte aux reproches les plus contradictoires et aux calomnies de tous les partis ; il ajoutait à ces plaintes des menaces vagues contre ses ennemis. Comme il ne nommait pas ceux qu'il attaquait, chacun craignit pour lui-même : tous résistèrent. Les deux seuls noms qu'il eût clairement désignés étaient ceux de Carnot et de Cambon, qui par leurs services, l'un comme militaire, l'autre comme financier, avaient obtenu l'estime de tous. Après la lecture du discours de Robespierre, la Convention, sur la proposition de Couthon, décréta d'abord l'impression et l'envoi aux départements. Elle rapporta ce décret avant la fin de la séance, sur la demande de Cambon et de Thirion. Robespierre avait incriminé la conduite des membres des comités ; il n'était pas juste, s'écrièrent-ils, qu'on imprimât l'attaque avant d'avoir entendu la défense. Robespierre sortit de l'assemblée en déclarant « qu'il n'attendait plus rien de la Montagne. » Le soir, il relut son

discours au club des Jacobins. C'était, disait-il, « son testament de mort. » Il ajouta qu'« il était prêt à boire la ciguë. — Nous la boirons tous avec toi ! » s'écria le peintre David, qui ne devait cependant pas tenir parole, et de bruyants applaudissements retentirent.

L'heure décisive était arrivée. Le lendemain 9 thermidor (27 juillet), les Girondins et la Plaine s'unirent aux Montagnards contre les Robespierriistes. Saint-Just ayant commencé à lire un discours d'une modération habile, on étouffa sa voix sous le bruit. Tallien brandit un poignard à la tribune, en menaçant de tuer lui-même le *tyran*. En vain Robespierre s'épuisa en efforts surhumains pour se faire entendre. En vain, montrant le poing au président Thuriot, qui agitait sa sonnette pour l'empêcher de parler, il lui lança cette terrible apostrophe : « Encore une fois, président d'assassins, je te demande la parole ! » Épuisé, repoussé de tous les bancs, il entendit retentir à ses oreilles ces mots de Garnier de l'Aube : « C'est le sang de Danton qui t'étouffe ! » Enfin, sur la proposition d'un député presque inconnu, nommé Louchet, l'assemblée le décréta d'accusation avec son frère Augustin, Saint-Just, Lebas et Couthon. Fréron s'écriant : « Couthon voulait de nos cadavres se faire des degrés pour monter au trône. — Moi monter au trône ! » répondit le vaincu, et il montra ses jambes paralysées.

Robespierre avait été emmené prisonnier au Luxembourg. Les administrateurs de la prison, qui étaient ses partisans, ne voulurent pas le recevoir. Déjà la Commune s'était soulevée en sa faveur ; elle faisait battre le rappel et entourait l'Hôtel de ville de canons. Pressé d'aller se réunir à elle, Robespierre refusa. Il se fit conduire à l'administration de la police municipale (quai des Orfèvres, préfecture de police actuelle). Il voulait rester à la disposition de la Convention, espérant sans doute être acquitté comme Marat par le tribunal révolutionnaire, et, comme lui, rentrer dans l'assemblée en triomphe. Mais trois heures après son arrivée, à neuf heures du soir, Coffinhal vint le chercher et le conduisit à l'Hôtel de ville, malgré ses protestations : « Vous me perdez, s'écria-t-il, vous vous perdez, vous perdez la République ! » Saint-Just et Couthon l'y rejoignirent. Henriot, arrêté le matin à la porte des Tuileries par ses propres gendarmes, sur les injonctions de deux députés, puis délivré par Coffinhal, en fit autant. Ils restèrent à peu près inactifs. Les compagnons de Robespierre lui présentaient un appel aux armes et le pressaient de le signer. Il y apposa les

trois premières lettres de son nom, *Rob.....*, puis laissa tomber la plume.

Cependant la Convention, à la nouvelle de la délivrance des prisonniers, les avait mis *hors la loi*. La nuit était venue. Peu nombreux, malgré le tocsin, et laissés sans ordres, les canoniers qui gardaient l'Hôtel de ville l'abandonnèrent. A deux heures et demie du matin (10 thermidor), il fut cerné et envahi par les gardes nationaux de quelques-unes des dix-huit sections qui s'étaient déclarées pour la Convention, sous les ordres de Barras et de Bourdon de l'Oise. Un jeune gendarme, nommé Méda, entra le premier dans la salle où se trouvait Robespierre. Il était au milieu de ses amis, enfoncé dans un fauteuil. Le gendarme, à en croire son récit, lui brisa la mâchoire d'un coup de pistolet¹. Lebas se brûla la cervelle. Robespierre jeune se brisa les cuisses en sautant du premier étage sur la place. Coffinhal, hors de lui, et accusant de leur malheur commun l'incapacité d'Henriot, le jeta par la fenêtre. L'après-midi du même jour, à six heures, Robespierre fut guillotiné avec son frère, ainsi que Couthon et Saint-Just, sur la place de la Révolution. En tout, vingt et une têtes tombèrent (28 juillet 1794). Soixante-dix membres de la Commune, appartenant au même parti, furent envoyés à l'échafaud le lendemain, et douze jurés du tribunal révolutionnaire l'après-lendemain (11-12 thermidor).

Réaction. Fermeture des Jacobins (10 novembre 1794). — Ceux qui avaient renversé Robespierre, les thermidoriens, étaient pour la plupart de fougueux terroristes; mais la force des choses amena la fin de la Terreur², ou plutôt une réaction non moins violente à la tête de laquelle se placèrent Fréron, Legendre et Tallien, poussé par sa femme, la jeune Thérèse Cabarrus, fille d'un banquier espagnol. Ce fut le temps des *bals des vic-times*, des *bonnets à l'humanité*, des *corsets à la justice*. On se rua avec frénésie dans le plaisir. Les jeunes gens girondins et royalistes, redevenus les maîtres du pavé sous les noms de *muscadins* et de *jeunesse dorée*, maltraitèrent les Jacobins. Le

1. On a dit aussi qu'il s'était suicidé. Le contraire paraît ressortir d'un mémoire écrit par le gendarme Méda, qui devint officier supérieur sous l'empire et fut tué à la bataille de la Moskowa.

2. Le général Hoche, arrêté à la suite d'un dissentiment avec Saint-Just, l'Américain Thomas Payne, membre de la Convention, le Journaliste Mercier, l'économiste Dupont de Nemours, Barthélemy, l'auteur du *Voyage d'Anacharsis*, les poètes Florian, Parny, Senancour, furent remis en liberté le 9 thermidor.

16 octobre 1794, toute correspondance fut interdite entre les sociétés jacobines. Les Jacobins eurent la maladresse de défendre Carrier, l'odieux auteur des noyades de Nantes, dont la Convention venait d'ordonner le jugement. Le soir du 9 novembre, une bande de jeunes gens, réunie au Palais-Royal sous la conduite du marquis de Saint-Huruge, maltraita brutalement les femmes qui sortaient du club. Le 10 novembre, la Convention ordonna la fermeture du club des Jacobins.

Un mois après, le 8 décembre, rentrèrent à la Convention les soixante-treize députés expulsés pour avoir protesté contre le 31 mai. Le 8 mars suivant (1795), elle rouvrit ses portes à ceux des proscrits du 31 mai qui avaient survécu (Louvet, Isnard, etc.).

Massacres du Midi (janvier-mai 1795). — Ils y revenaient enflammés du désir de la vengeance. Pendant six mois, le midi et l'ouest de la France furent ensanglantés par des massacres, déplorables représailles de la Terreur. A Lyon, à Marseille, en janvier, février, mars 1795, des bandes formées sous le nom de *compagnie de Jésus* ou de *Jésus*, tuèrent une multitude de Jacobins, même des femmes. Le 5 mai, à Lyon, cent personnes furent massacrées ou jetées dans le Rhône, sous les yeux des représentants Cadroy et Boisset. Le 10 mai, des scènes semblables désolèrent Aix. Le 27 mai, nouveau massacre à Tarascon. A Marseille, au fort Saint-Jean, quatre-vingts prisonniers jacobins furent égorgés en présence d'Isnard, de Chambon et de Cadroy, et sans opposition de leur part.

Famine. Journées des 12 germinal et 1^{er} prairial (1^{er} avril-20 mai 1795). — Cependant la faim sévissait dans Paris, où les blés n'arrivaient plus. Exaspéré par la misère, le peuple des faubourgs accusait la Convention d'être cause de la disette; on avait surnommé le député Boissy d'Anglas *Boissy-famine*. Le 7 germinal (27 mars 1795), on ne put distribuer le matin qu'une demi-livre de pain par personne. Le 8, commença le procès d'Herman et de Fouquier-Tinville. Le 12 germinal (4^{er} avril), une grande foule, composée surtout de femmes, se porta sur l'assemblée en réclamant du pain. Le mouvement échoua. La Convention vota aussitôt l'arrestation de Ruamps, Duhem, Choudieu, Amar, Moïse Bayle, Rossignol, et la déportation sans jugement de Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier et Barrère.

Un second mouvement, bien plus formidable, eut lieu le 1^{er} prairial (20 mai). Ce jour-là, le pain manqua tout à fait; on distribua du riz; mais le charbon manquait pour le faire cuire.

Une immense multitude des deux sexes envahit la Convention en demandant « du pain, la constitution de 1793 et la liberté des détenus. » Malgré l'opiniâtre résistance du président Boissy d'Anglas, le peuple s'entassa dans la salle, péle-mêle avec les députés; l'un d'eux, Féraud, fut tué, et sa tête portée au bout d'une pique. Six députés montagnards, Romme, Goujon, Duroy, Duquesnoy, Bourbotte, Soubrany, constituèrent aussitôt sous les yeux de la foule un gouvernement provisoire. Le soir, cependant, la garde nationale chassa la foule des Tuileries et rendit à l'assemblée la liberté de ses délibérations. Le faubourg Saint-Antoine fut désarmé trois jours après. Deux des membres de la Convention, Rhul et Maure, se tuèrent.

Les six députés accusés d'avoir fait cause commune avec les insurgés furent traduits devant une commission militaire. Condamnés à mort, ils se frappèrent tous les six du même couteau, en descendant du tribunal (29 prairial, 17 juin). Romme était un mathématicien distingué. Né à Riom, il avait été en Russie précepteur des enfants du prince Strogonof. C'était lui qui avait publié l'*Annuaire du cultivateur* avec Lamarck, Daubenton, Parmentier. Il avait également rédigé avec Lagrange, Laplace, Fabre d'Églantine, le *Calendrier républicain*. Le marquis de Soubrany, compatriote de Romme, avait été militaire et s'était distingué à l'armée des Pyrénées orientales. Goujon, de Bourg en Bresse, suppléant d'Hérault de Séchelles à la Convention, avait été longtemps en mission aux armées du Rhin et de la Moselle. Il avait vingt-neuf ans au moment de sa mort. Bourbotte, Bourguignon comme lui, s'était fait remarquer en Vendée par son audace impétueuse¹. Il avait trente-deux ans. Duroy était un légiste normand. Duquesnoy, ancien moine, avait combattu sur les champs de bataille du Nord une rare intrépidité.

Campagne de 1794. Victoires de Pichegru et de l'armée du Nord à Mouscron (29 avril), Tourcoing (18 mai), Hoogslède (17 juin). — Les convulsions intérieures n'avaient point interrompu la marche des opérations militaires. L'armée autrichienne et anglaise du Nord, sous les ordres de Cobourg, et l'armée française, commandée par Pichegru, prirent en même temps l'offensive au printemps de 1794. D'abord Cobourg assiégea Landrecies, et le centre de l'armée française, ayant voulu

1. A la bataille de Savenay, voyant un enfant vendéen sur le point de périr, il l'avait enlevé et pris en croupe. Il l'adopta, lui donna le nom de *Savenay*, et le fit élever avec son fils Séverin.

déboucher de Cambrai pour secourir cette place, fut battu à *Troisville* (26 avril). Landrecies capitula (30 avril).

Là s'arrêtèrent les succès des coalisés. Pichegru, débouchant sur la gauche, en Flandre, le long de la mer, avec 50,000 hommes, commandés sous ses ordres par Moreau, Souham, Macdonald, gagna la bataille de *Mouscron* sur Clairfayt (29 avril). Le général autrichien perd dans cette journée 4 drapeaux, 33 canons, 1,200 prisonniers. Le lendemain, l'armée républicaine chasse les Anglais de *Menin*. Le combat de *Courtray* (14 mai), la bataille de *Tourcoing* (18 mai), précipitèrent la retraite de l'ennemi. A Tourcoing le duc d'York ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Un mois après, la bataille d'*Hoogslède* et la prise d'*Ypres* (17-18 juin) assurèrent aux Français la possession de la Flandre occidentale. A Ypres, 7,000 soldats ennemis furent faits prisonniers.

Victoire de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse à Fleurus (26 juin). La Belgique conquise. — A droite, entre la Sambre et la Meuse, les succès furent au début moins rapides. Trois fois, les 10, 21 et 29 mai, les généraux Desjardins et Charbonnier franchirent la Sambre, à la tête de 50,000 hommes; trois fois ils furent rejetés par les Autrichiens de la rive gauche sur la rive droite. Alors les représentants Saint-Just et Lebas appellent Jourdan des bords de la Moselle, avec 45,000 hommes de renfort. Ces troupes, réunies à celles déjà massées sur la rive droite de la Sambre, reçurent le nom d'armée de Sambre-et-Meuse : elles s'élevaient à 90,000 combattants. Jourdan, ayant pour lieutenants Kléber, Championnet, Lefèvre, Marceau, franchit la Sambre une quatrième fois, le 12 juin. Repoussé encore devant Charleroi, il dut repasser la rivière (16 juin).

Aiguillonné par l'infatigable Saint-Just, il reprend l'offensive deux jours plus tard. Le 18 juin, la Sambre fut traversée une cinquième et dernière fois par les Français. Le 25, ils s'emparèrent de *Charleroi*. Le prince de Cobourg arrivait avec toutes ses forces au secours de la place, au moment même où elle capitulait. Il perdit, le 26 juin, la bataille de *Fleurus*, livrée sur un demi-cercle de dix lieues d'étendue¹.

Dès lors les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Nord marchent simultanément sur Bruxelles, par la droite et la

1. Voir au musée de Versailles le tableau d'Hippolyte Bellangé, la *Bataille de Fleurus*.

gauche, en refoulant vers le nord les Anglais, les Hollandais et les Autrichiens. Le 1^{er} juillet, Jourdan, encore vainqueur au *Mont-Panisel*, s'empare de *Mons*; les 4 et 5, Pichegru occupe Gand, Tournay, Oudenarde. Enfin, après les combats de *Mont Saint Jean* et de *Sombreffe*, le 40 juillet, ils entrèrent à Bruxelles et y opérèrent leur jonction. Après une dernière défaite à la *Montagne-de-Fer* et la perte de Louvain, le prince de Cobourg se retira vers l'est, sur la rive droite de la Meuse, se séparant ainsi du duc d'York, qui se repliait sur la Hol-

Conquête de la rive gauche du Rhin. — Maître de Namur, Liège, Tongres, ayant de plus repris Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé (juillet-août), Jourdan se mit à la poursuite des Autrichiens. Il battit Cobourg sur l'*Ourthe* (18 septembre), occupa Aix-la-Chapelle et gagna, le 2 octobre, la bataille d'*Aldenhoven* ou de la *Roër*. Le 23 octobre, l'armée de Sambre-et-Meuse s'empara de *Coblentz* : elle donnait ainsi la main aux armées de la Moselle et du Rhin. La première, sous Moreau, s'était emparée de *Trèves*, le 40 août; la seconde, sous Michaud, avait conquis *Kaiserslautern* et *Worms*. Toute la rive gauche du Rhin, sauf Mayence, était devenue française. Les généraux prussiens Kalkreuth et Mollendorf, retenus par les ordres de Frédéric-Guillaume II, qui était de plus en plus froid à l'égard de l'Autriche, étaient restés à peu près immobiles pendant toute la campagne.

Conquête de la Hollande. Fondation de la république Batave (20 janvier 1795). — Pichegru fut aussi heureux que Jourdan. *Nieuport* avait capitulé dès le 19 juillet; *Anvers* ouvrit ses portes le 27, à la première sommation; le 28, l'*île de Cas-sandria* fut conquise; le fort de l'*Écluse* se rendit le 25 août; l'ennemi ne tenait nulle part. Le 14 septembre, le duc d'York fut battu à *Boxtel*, sur les bords de la Dommel; les Français avaient passé cette rivière à la nage ou sur des madriers. Le général anglais, découragé, se retira au nord de la Meuse. Sa retraite découvrait le fort de *Crèveœur* et *Bois-le-Duc* : ces deux places capitulèrent (29 septembre-10 octobre). La Meuse fut franchie au-dessous de Grave (18-19 octobre). *Venloo* fut pris le 26 octobre, *Nimègue* le 8 novembre.

L'armée anglo-hollandaise, établie dans la presqu'île de Hollande, était encore protégée contre les Français par les différents bras du Rhin : au midi, par le Wahal, le Lech et le Vieux Rhin; à l'est, par l'Yssel. Aucune barrière n'arrêta les républi-

cains. Le 28 décembre, ils franchirent la Meuse et le Wahal sur la glace. L'*île de Bommel* fut conquise. Le 14 janvier 1795, Pichegru était maître du fort de *Heusden*. Le général anglais Walmoden, qui avait remplacé le duc d'York, se replia à l'est de l'Yssel; par ce mouvement il se séparait des Hollandais et découvrait Amsterdam. Le 17 janvier, l'avant-garde de l'armée du Nord entra sans combat dans *Utrecht*. Désespérant de pouvoir se maintenir, le stathouder s'embarqua pour Londres. Les états généraux proclamèrent aussitôt la république Batave. Le 20 janvier 1795, nos soldats entrèrent dans *Amsterdam*, non en ennemis victorieux, mais en libérateurs et en alliés. *La Haye* fut occupée quatre jours plus tard. La flotte du stathouder était retenue par les glaces dans le Zuyderzée : elle fut conquise par nos hussards. Les Anglais, poussés de poste en poste, se retirèrent au delà de l'Ems, en Westphalie.

Succès de Dumerbion aux Alpes. Prise du camp de Saorgio (28 avril 1794). — Au midi comme au nord l'année 1794 fut signalée par des triomphes. Le général Dumas (Alexandre)¹, après plusieurs tentatives infructueuses, chassa les Austro-Sardes du mont *Valaisan* et du *Petit Saint-Bernard* (24 avril). Le 14 mai, il s'empara du mont *Cenis*.

L'armée d'Italie avait pour chef Dumerbion, dont l'artillerie était dirigée par Bonaparte. Forte de 14,000 hommes, sous la conduite de Masséna et de Bonaparte, elle tourna les Austro-Sardes par les sources du Tanaro et s'empara du camp de *Saorgio* (28 avril). A la fin de l'année, le 24 septembre, elle conquiert encore Savone.

Succès de Dugommier aux Pyrénées orientales. Batailles du Boulou (1^{er} mai 1794) et de la *Montagne-Noire* (17-20 novembre 1794). — Aux Pyrénées orientales, les Espagnols avaient passé l'hiver sur notre territoire, dans le formidable camp du *Boulou*, d'où ils tenaient en échec Perpignan. Les troupes françaises avaient pour chef le vieux général Dugommier, qui avait repris Toulon l'année précédente. Né à la Basse-Terre (Guadeloupe), en 1736, Dugommier, à l'époque de la Révolution, était lieutenant-colonel en retraite; retiré aux Antilles, il fut élu député de la Martinique à la Convention; arrivé en France au moment des plus grands périls, il avait repris l'épée. A la tête de l'armée des Pyrénées orientales, aidé d'Augereau et de

1. Le général Dumas (Alexandre Davy de la Pailleterie), père du célèbre romancier, était né à Jérémie (Haïti) en 1762; il mourut à Villers-Cotterets en 1807.

Pérignon, il chassa les Espagnols du camp du Boulou le 1^{er} mai 1794 et leur prit cent quarante pièces de canon. En quelques mois Saint-Laurent-de-la-Mouga, Saint-Elme, Port-Vendres, Collioure, Bellegarde, furent reconquis. Cette dernière place reçut de la Convention le nom de *Sud-Libre*; on avait donné à Condé celui de *Nord-Libre*¹.

Refoulés sur leur frontière, les Espagnols se retranchèrent dans la *Montagne-Noire*, sur une ligne de cinq lieues, bordée par la rivière de la *Mouga*, qui aboutissait à droite à la mer, et que quatre-vingt-dix redoutes protégeaient. C'est là que Dugommier vint les aborder le 17 novembre. La bataille dura quatre jours. Le 18 novembre, Dugommier fut frappé à mort par un obus, et Pérignon prit à sa place le commandement. Le général en chef espagnol, La Union, fut tué aussi le 20. La lutte se termina par l'entière défaite des Espagnols et l'invasion de la Catalogne. *Figuières* capitula (27 novembre). Assiégée ensuite dès le 28 novembre, *Roses* fut prise après une résistance de soixante-dix jours, le 3 février 1795.

Succès de Moncey aux Pyrénées occidentales. — Pendant la campagne de 1794, l'armée des Pyrénées occidentales, commandée d'abord par Muller, puis par Moncey, conquiert l'un après l'autre tous les cols des Pyrénées. Victorieuse dans la vallée de *Bastan* et au pic de *Commissari* (25-26 juillet), elle prit *Fontarabie* (31 juillet), *Saint-Sébastien*, *Tolosa* (4-9 août); le 18 octobre, elle conquiert la vallée de *Roncevaux*. Dans la campagne suivante (1795), Moncey occupa toutes les provinces basques, la *Biscaye* et l'*Alava*. *Vittoria* et *Bilbao* se rendirent à lui le même jour (17 juillet 1795).

Les traités de Bâle (1795). — Tant de triomphes obtenus par les armées françaises décidèrent enfin plusieurs des puissances coalisées à faire la paix. Par un traité en date du 9 février 1795, le grand-duc de Toscane reconnut la République. Le 5 avril, M. de Goltz, représentant du roi de Prusse, conclut avec Barthélemy la paix de Bâle; Frédéric-Guillaume II consentait à la réunion de la rive gauche du Rhin tout entière au territoire français; il entraînait dans sa neutralité les électeurs de Saxe, de Hanovre et de Hesse-Cassel.

Le 16 avril, la république Batave céda la Flandre hollandaise, Maestricht et Venloo à la France. Elle lui accorda en

outre le droit de mettre garnison à Grave, Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc, Flessingue; la libre navigation de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, 100 millions de florins (300 millions de francs), comme dédommagement des frais de la guerre. Enfin elle mit à sa disposition 12 vaisseaux de ligne, 18 frégates et 25,000 hommes.

Le 25 juillet, un nouveau traité fut conclu à Bâle entre la France et l'Espagne. Charles IV reconnaissait la République française et lui céda la partie espagnole de Saint-Domingue.

Lutte contre l'Angleterre. Bataille navale du 13 prairial (1^{er} juin 1794). Le Vengeur. — Sur mer seulement les Français n'avaient pas l'avantage. Pour éviter la famine on avait acheté aux États-Unis une immense quantité de grains. Deux cents vaisseaux de transport en furent chargés au printemps de 1794. Afin de protéger l'entrée de ce convoi, l'amiral Villaret-Joyeuse et le conventionnel Jean-Bon Saint-André sortirent de Brest avec vingt-six vaisseaux de ligne. Ils rencontrèrent une flotte anglaise d'égale force, commandée par l'amiral Howe. Après une lutte effroyable, les Français furent vaincus; ils perdirent six vaisseaux. L'un d'eux, le *Vengeur*, commandé par le capitaine La Renaudie, entouré par les Anglais, refusa de se rendre. L'équipage cloua le pavillon national au grand mât et s'engloutit au cri de : Vive la République! La Convention décréta qu'un modèle du *Vengeur* serait suspendu aux voûtes du Panthéon. Pendant la bataille, le convoi était entré à Brest.

En Amérique, Saint-Domingue était bouleversé par une affreuse guerre¹. Les Anglais s'étaient emparés de la Martinique, de Saint-Lucie, de la Guadeloupe (mars-avril 1793); ils furent chassés de cette dernière île au mois de juin de la même année par l'intrépide Victor Hugues. Aux Indes, ils nous avaient enlevé Pondichéry (21 août 1793).

Les Vendéens et les Chouans en 1794. — Non contents de combattre nos flottes et de s'emparer de nos colonies, les Anglais entretenaient avec soin la guerre civile dans l'intérieur de la France. A chaque instant, leurs vaisseaux jetaient sur les côtes de Bretagne et de Poitou, pour les paysans soulevés, des armes, de la poudre, de l'argent, de faux assignats; on en fabriqua en une fois en Angleterre pour trois milliards. Les batailles du Mans et de Savenay, au mois de décembre 1793, en détruisant la principale armée vendéenne, n'avaient point étouffé l'insurrec-

1. Philippville avait été appelée *Vedette-Républicaine*; Toulon, *Port de la montagne*; Sarrelouis, *Sarrelibre*; Saint-Denis, *Franciade*, etc.

1. Voir plus loin, chap. IX.

tion; Stofflet, La Rochejacquelein et l'abbé Bernier, échappés au sort de leurs compagnons, avaient repassé la Loire et retrouvé sur la rive gauche du fleuve de nouvelles forces. Charette n'était jamais sorti du Marais, où il était à peu près inattaquable. La lutte menaçait de s'éterniser.

Chargé par la Convention du commandement en chef, le général Turreau, pour en finir, lança vingt colonnes mobiles à travers la Vendée. Le 5 janvier 1794, les républicains s'emparèrent de l'île de Noirmoutier, en abordant dans l'eau jusqu'à la ceinture, sous la conduite du général Haxo. D'Elbée y fut pris et fusillé. Le 4 mars, La Rochejacquelein fut tué d'un coup de feu par un grenadier, à *Trémentine*. La discorde éclata entre les chefs vendéens survivants.

On était arrivé à l'époque qui suivit le 9 thermidor. La Convention désirait mettre un terme à la guerre civile. Le général Hoche, qui avait remplacé Turreau à la tête de l'armée de l'Ouest, essaya de désarmer les paysans par la douceur. Le 17 février 1795, Charette, par la pacification de la Jaunais, jura de « se soumettre à la République une et indivisible. » Huit jours après, il se montra dans Nantes. Stofflet à son tour signa la convention de Saint-Florent (2 mai 1795).

En Bretagne, les *chouans* étaient toujours en armes sous la conduite de Cormatin et du meunier Georges Cadoudal. Ce nom de *chouan* était un diminutif de *chat-huant*. A l'origine, il avait été porté par Jean Cottureau, sabotier près de Laval, et par ses compagnons, parce qu'en faisant la contrebande du sel avec ses frères dans le bois, il imitait le cri de chat-huant pour leur annoncer l'approche de la maréchaussée. Les chouans obstruaient les routes, arrêtaient les voitures, les courriers, rendaient la circulation difficile, presque impossible, entre Lorient et Saint-Malo, Nantes et Laval.

Débarquement des émigrés à Quiberon (26 juin 1795). Leur défaite (20 juillet). — Les progrès sans cesse croissants de la réaction à l'intérieur enflèrent bientôt démesurément les espérances des ennemis de la République.

Le 26 juin 1795, une flotte commandée par le commodore Warren débarqua trois régiments d'émigrés (*la Marine, Loyal-Emigrant, Dudresney*) à la solde de l'Angleterre, dans la presqu'île de *Quiberon* au sud de la Bretagne. Cette presqu'île a deux lieues de longueur du nord au sud sur une demi-lieue de largeur de l'est à l'ouest. Les envahisseurs avaient pour chefs les comtes de Puisaye et d'Hervilly; ils amenaient avec eux

d'immenses approvisionnements et une grande quantité de faux assignats. Aussitôt toute la côte, de Lorient à Nantes, se soulève; quinze mille chouans, que suivent leurs enfants et leurs femmes, viennent camper sur les landes, vers Auray et Carnac, en avant de Quiberon; Bois-Berthelot, le chevalier de Tinténiac et le comte de Vauban sont à leur tête. Dans tout l'Ouest, la fermentation est immense: Charette en Vendée, Stofflet et l'abbé Bernier en Anjou, Bourmont et Scépeaux aux environs de Rennes, Georges Cadoudal dans le Morbihan, appellent aux armes les paysans.

Hoche commandait l'armée républicaine de l'Ouest, réduite à une poignée d'hommes. Sans se laisser troubler, il vint occuper en face de l'ennemi une position défensive pour y attendre les renforts. Quand il eut treize mille hommes, il attaqua. Le 29 juin, il enleva Auray aux chouans; le 7 juillet, il chassa les émigrés du poste de *Sainte-Barbe*; ils étaient dès lors refoulés dans la presqu'île, émigrés et chouans, au nombre de trente mille, y compris les enfants et les femmes. Ils reprirent l'offensive le 16 juillet, comptant être appuyés par une diversion des bandes de chouans qui devaient accourir des différents points de la Bretagne pour prendre le camp républicain à revers. Ils furent battus de nouveau devant *Sainte-Barbe*. Ils perdirent 5 canons, 400 officiers, parmi lesquels le comte d'Hervilly mortellement atteint d'un biscailen. L'arrivée du jeune comte de Sombreuil, qui débarquait en ce moment avec des renforts, ne put leur rendre l'avantage.

Le fort *Penthièvre* fermait l'isthme par lequel la presqu'île de Quiberon se rattache au continent. Les émigrés s'en étaient emparés six jours après leur débarquement et l'avaient mis en défense. Mais il y avait dans la garnison des soldats républicains qui, ayant été prisonniers en Angleterre, avaient accepté, pour revenir en France, du service dans les régiments des émigrés. Quelques-uns se sauvèrent au camp de Hoche. Guidés par eux, deux colonnes républicaines tournèrent le fort à droite et à gauche, en s'avancant le long du rivage; une troisième colonne l'attaqua de front. C'était pendant la nuit du 19 au 20 juillet. La colonne de droite, formée de 300 grenadiers, sous les ordres de l'adjudant général Ménage, arriva la première au pied du fort. Elle avait dû marcher longtemps dans l'eau de la mer, au milieu d'une obscurité profonde, sous une pluie battante. Les soldats escaladent les rochers, sautent sur les remparts. En ce moment, l'aurore naissait. La colonne chargée

d'attaquer de front, découverte et accueillie par une décharge à mitraille, hésite... Hoche lève le bras et lui montre au sommet de la position, au-dessus des canons ennemis, le drapeau tricolore. C'est Ménage qui vient d'enlever le fort. La batterie se tait. Tous s'élancent avec des cris de joie. Les prisonniers républicains enrôlés dans la garnison se joignent aux vainqueurs. Les émigrés prennent la fuite.

Conduits par Hoche, Humbert, Ménage, Blad, Rouget de Lisle, les républicains poursuivirent leurs adversaires en déroute, à la baïonnette, jusqu'à l'extrémité de la presqu'île. Acculés sur les rochers, les vaincus avaient devant eux 700 grenadiers républicains; à droite, à gauche, derrière, l'Océan. La mer était orageuse et empêchait les chaloupes anglaises d'approcher. Bien peu purent atteindre les embarcations; beaucoup furent noyés; le reste mit bas les armes. Malheureusement pour les captifs, ils avaient été pris sous l'uniforme anglais: la loi les condamnait à mort. Malgré les efforts de Hoche, leur généreux vainqueur, le conventionnel Tallien resta inexorable: on fusilla les émigrés; les paysans furent épargnés.

Constitution de l'an III. — En ce moment, en effet, un revirement s'opérait dans la Convention. Pendant une année, cette assemblée avait frappé tous ceux qui avaient été les agents de la Terreur. La majorité n'en restait pas moins républicaine. On peut s'en convaincre à la lecture de la constitution de l'an III, dont le principal rédacteur fut Daunou.

Aux termes de cette constitution, les élections à deux degrés sont rétablies. Tout homme né et résidant en France, qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré pendant une année sur le territoire de la République, et qui paye une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français. Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire et écrire. Tous les citoyens concourent à la formation des assemblées primaires qui nomment les électeurs chargés de désigner les membres du corps législatif. Il y a un électeur par deux cents citoyens.

Le pouvoir législatif est confié à deux conseils, celui des *Cinq-Cents* et celui des *Anciens*. L'un et l'autre conseil est renouvelé partiellement tous les ans, par tiers et au sort, de manière que chacun d'eux se trouve complètement renouvelé tous les trois ans. Les deux conseils résident toujours dans la même commune. Pour être élu membre du conseil des *Cinq-*

Cents, il faut être âgé de trente ans accomplis. Nul ne peut être membre du conseil des *Anciens*, s'il n'est âgé de quarante ans accomplis.

La proposition des lois appartient exclusivement au conseil des *Cinq-Cents*. Il se fait trois lectures à chaque proposition: l'intervalle entre deux de ces lectures ne peut être moindre de dix jours. Il appartient exclusivement au conseil des *Anciens* d'approuver ou de rejeter les résolutions du conseil des *Cinq-Cents*. Les résolutions du conseil des *Cinq-Cents* adoptées par le conseil des *Anciens* s'appellent *lois*. Le conseil des *Anciens* peut changer la résidence du corps législatif; il indique, en ce cas, un nouveau lieu, et l'époque à laquelle les deux conseils sont tenus de s'y rendre. Le décret du conseil des *Anciens* sur cet objet est irrévocable. Le jour même de ce décret, ni l'un ni l'autre de ces deux conseils ne peuvent plus délibérer dans la commune où ils ont résidé jusqu'alors.

Le pouvoir exécutif est délégué à un *Directoire exécutif* de cinq membres, nommés par le corps législatif. Le conseil des *Cinq-Cents* forme, au scrutin secret, une liste décuple du nombre des membres du directoire qui sont à nommer et la présente au conseil des *Anciens*, qui choisit, aussi au scrutin secret dans cette liste. Les membres du directoire doivent être âgés de quarante ans au moins. Le directoire est renouvelé, par l'élection d'un nouveau membre, chaque année. Le directoire exécutif ne peut délibérer s'il n'y a trois membres présents au moins. Les directeurs nomment les ministres et les généraux.

Journée du 13 vendémiaire (5 octobre 1795). — Les royalistes avaient espéré que les élections nouvelles leur donneraient la majorité dans le corps législatif. La Convention, qui le craignait de son côté, déclara que les deux tiers des membres des deux conseils seraient pris dans son sein, et que les électeurs n'en choisiraient qu'en tiers en dehors d'elle (13 fructidor-20 août). La constitution fut votée par 914,853 voix contre 41,892; l'article additionnel, par 167,758 voix contre 95,373 (4^{er} vendémiaire, 23 septembre).

Trompés dans leur attente, les royalistes en appelèrent aux armes. Ils dominaient dans deux sections de Paris, celles de *Lepelletier* et de la *Butte des Moulins*. Une partie de la garde nationale, soulevée par eux, marcha sur les Tuileries pour disperser la Convention. Les insurgés avaient à leur tête le général Danican, l'ancien garde du corps Lafond, le jeune imprimeur Lenormand, Richer de Serizy, Lacretelle. La Convention avait

chargé Barras de sa défense. Mal secondé par le général Menou, et ne se fiant pas à lui, Barras prit pour lieutenant le jeune Bonaparte. Quelques soldats, joints à un bataillon de volontaires dit des *patriotes de 89*, suffirent pour repousser l'attaque. Les assaillants, accueillis à coup de canon sur le quai Voltaire et dans la rue Saint-Honoré, devant l'église Saint-Roch, s'enfuirent dans toutes les directions (13 vendémiaire an III, 5 octobre 1795). Le 4 brumaire suivant (26 octobre), l'assemblée déclara sa mission terminée.

Le grand-livre de la dette publique. Système métrique. — Au milieu de la lutte sans précédents qu'elle avait soutenue contre l'Europe, la Convention n'avait jamais cessé de consacrer une partie de ses séances à des travaux d'un ordre plus calme, et dont les résultats devaient lui survivre. Sur la proposition de Cambon, elle avait établi, le 24 août 1793, le *grand-livre de la dette publique*. Dorénavant le grand-livre de la dette publique devait être le titre unique et fondamental des créanciers de l'État. Les dettes de la monarchie et de la République se trouvaient ainsi fusionnées. Dès lors l'État n'était plus obligé à rembourser le capital de la dette publique ; il n'avait à payer qu'une rente perpétuelle, portant intérêt à 5 pour 100.

La Convention avait aussi décrété l'unité des poids et mesures (1^{er} août 1793). On prit pour unité linéaire le *mètre* ou *diæ* millionième partie du quart du méridien terrestre. L'unité de poids fut le *gramme*, c'est-à-dire le poids d'un centimètre cube d'eau distillée prise à son maximum de densité (4 degrés au-dessus de zéro) et pesée dans le vide. L'unité de capacité qu'on adopta fut le *litre* ou volume d'un décimètre cube d'eau distillée. Le franc ou pièce d'argent du poids de cinq grammes, contenant un dixième d'alliage, devint l'unité monétaire. Pour les subdivisions, on employa le système décimal.

Calendrier nouveau. — Voulant que tout datât de la Révolution, la Convention avait institué une ère nouvelle (25 octobre 1793). L'an premier dut commencer le 22 septembre 1792, jour de la proclamation de la République, et en même temps de l'équinoxe d'automne. Le calendrier républicain¹ fut l'œuvre du mathématicien Romme et de Fabre d'Églantine. Chaque mois fut divisé en 3 décades et 6 demi-décades. Voici quels furent les noms des mois :

1. Le calendrier républicain fut officiellement en usage jusqu'au 1^{er} janvier 1806.

Automne :

Vendémiaire (septembre-octobre).
Brumaire (octobre-novembre).
Frimaire (novembre-décembre).

Printemps :

Germinal (mars-avril).
Floréal (avril-mai).
Prairial (mai-juin).

Hiver :

Nivôse (décembre-janvier).
Pluviôse (janvier-février).
Ventôse (février-mars).

Été :

Messidor (juin-juillet).
Thermidor (juillet-aôut).
Fructidor (aôut-septembre).

À la fin de chaque année, il y avait cinq jours complémentaires ou *épagomènes*, consacrés à cinq fêtes : celles du *Génie*, du *Travail*, des *Actions*, des *Récompenses*, de l'*Opinion*. Les jours de chaque décade portaient les noms de *primidi*, *duodi*, etc. Chacun d'eux était marqué par le nom d'une fleur, d'un fruit, d'un légume, d'un animal.

Instruction publique ; l'Institut ; créations diverses. — Grégoire disait dans un discours du 28 janvier 1794 : « Reconstituons la nature humaine en lui donnant une nouvelle trempe ! Il faut que l'éducation publique s'empare de la génération qui naît ! » Pénétrée de ces sentiments, la Convention ne cessa jamais de travailler à l'organisation de l'instruction publique. Condorcet, Lanthenas, Dupont, Ducos, Lepelletier, Robespierre, Lakanal, Grégoire s'en occupèrent avec une égale ardeur.

Après de nombreuses variations, le 3 brumaire an IV (24 octobre 1795), on vota une loi définitive. Elle établissait : 1^o des *écoles primaires* ; les instituteurs étaient chargés d'enseigner la lecture, l'écriture, le calcul et les éléments de la morale ; 2^o des *écoles centrales* (une par département) : on devait y enseigner les langues anciennes et vivantes, la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire, la législation, les mathématiques, la chimie, la physique, l'histoire naturelle, le dessin ; les élèves ne devaient y être admis qu'à l'âge de douze ans ; 3^o des *écoles spéciales*, analogues aux facultés actuelles : médecine, beaux-arts, lettres, sciences. Il y avait trois écoles de médecine, à Paris, à Montpellier, à Strasbourg. À Paris, au nombre des premiers professeurs de médecine furent Hallé, Pinel, Sabatier, Pellenan, Lallemand, Corvisart, Baudelocque.

L'*Institut national des sciences et des arts*, à Paris, dut être composé de cent quarante-quatre membres, de cent quarante-

quatre associés français, et de vingt-quatre associés étrangers. Il se divisait en trois classes : 1^o sciences physiques et mathématiques ; 2^o sciences morales et politiques ; 3^o littérature et beaux-arts. L'Institut une fois organisé, les nominations aux places vacantes devaient être faites par l'Institut, sur une liste au moins triple présentée par la classe où une place aurait vaqué. L'Institut devait remplacer les anciennes académies, qui n'avaient plus d'existence officielle. On laissa subsister le *Collège de France*, en y adjoignant l'*École spéciale des langues orientales*.

L'*École normale* fut instituée le 9 brumaire an III (30 octobre 1794), sur la proposition de Lakanal, pour former les professeurs. Les cours étaient publics. Les premiers maîtres furent : pour les mathématiques, Lagrange, Laplace, Monge ; la physique, Haüy ; l'histoire naturelle, Daubenton ; la chimie, Berthollet ; l'agriculture, Thouin ; la géographie, Buache ; l'histoire, Volney ; la morale, Bernardin de Saint-Pierre ; la grammaire générale, Sicard ; l'analyse de l'entendement, Garat ; la littérature, Laharpe ; l'économie politique, Vandermonde. L'*École polytechnique* avait été créée le 7 vendémiaire an III (28 septembre 1794), sous le nom d'*École centrale des travaux publics*. Elle eut d'abord pour maîtres Lagrange, Monge, Berthollet, Fourcroy, Chaptal, Prony, Vauquelin, Guyton de Morveau. Les élèves de l'École des travaux publics, comme ceux de l'École normale et de l'École de médecine, étaient externes et devaient recevoir de l'État, pendant la durée des cours, 4,200 francs par an. La même année on avait organisé l'*École de Mars* (École militaire), composée de 3,000 jeunes gens de quinze à dix-huit ans, campés dans la plaine des Sablons. L'*École du génie*, placée sous l'ancien régime à Mézières, fut transportée à Metz.

Au Jardin des plantes, on ajouta (10 juin 1793) le *Muséum d'histoire naturelle*. Les premiers professeurs furent Daubenton, Fourcroy, Brongniart, De Jussieu, Lamark, Geoffroy Saint-Hilaire, Lacépède. La *ménagerie* date de la même époque. Le *Conservatoire des Arts et Métiers* fut créé sur la proposition de Grégoire, le 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794)¹. Décrétée le 27 juillet 1793, sur la proposition de Sergent et de David, l'ouverture du *Musée du Louvre* eut lieu le 8 novembre.

1. Le Directoire compléta plus tard cette mesure de la Convention, en ouvrant au Champ-de-Mars, pendant les jours complémentaires de l'an V (septembre 1797), la première *Exposition des produits de l'industrie*. Ces créations ont été complètement exposées dans le savant ouvrage d'Éugène Despois, le *Vandalisme révolutionnaire*.

400,000 livres par an furent consacrées à l'achat de tableaux et de statues. Le *Musée des monuments français*¹ fut ouvert le 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795), dans l'ancien couvent des Petits-Augustins, sous la direction du peintre Alexandre Lenoir². Le *Musée d'artillerie* avait été fondé quelques mois plus tôt. Le dépôt général des *Archives* avait été organisé le 7 messidor an II (25 juin 1794). Camus en fut le premier directeur. L'*Institut des Jeunes aveugles* fut organisé définitivement le 28 juillet 1795. L'*Institut national* (Conservatoire) de *musique* fut créé le 16 thermidor an III (3 août 1795), sous la surveillance de Gossec, Grétry, Méhul, Lesueur, Chérubini. De la même époque datent les *télégraphes aériens*, à signaux, inventés par l'abbé Chappe³ ; l'application des *aérostats*⁴ à l'art militaire ; enfin, la création du *Bureau des longitudes*, dont les premiers membres furent Lagrange, Laplace, Lalande, Cassini, Méchin, Delambre, Borda, Bougainville, Buache.

La Convention décréta aussi l'affranchissement des esclaves (21 juin 1793), la liberté de la presse, les droits de propriété littéraire. Elle commença également la discussion du *Code civil* (22 août 1793). Et en même temps qu'elle accomplissait ces travaux, elle avait fait sortir de terre des armées, improvisées des flottes, vaincu l'Europe coalisée. Au lendemain d'une tourmente sans exemple dans l'histoire pour la violence et la durée, elle avait forcé à la paix le roi d'Espagne et le successeur du grand Frédéric, et donné à la France ses frontières naturelles par la conquête de la Belgique, des Alpes et du Rhin.

1. Ce musée a été supprimé en 1814.

2. « Ces musées, ces jardins, dans leur belle harmonie, furent notre éducation, à nous autres enfants de Paris. Quand des sombres quartiers, des rues noires, le dimanche, on allait là rêver devant tant de belles énigmes, que de choses on sentait par l'instinct, par le cœur !... »

« A cette époque, on sortait de Paris beaucoup moins qu'aujourd'hui. Pour le Paris central, la grande promenade lointaine était celle du Jardin des Plantes et de son muséum. Promenade si populaire que le Comité du salut public voulait la tripler d'étendue en lui donnant les deux quartiers voisins. Vers novembre 94, la bibliothèque et l'amphithéâtre sont prêts, le muséum transfiguré par l'arrivée des grandes collections de Hollande. La riche Asie (de Java, Bornéo) apporte sa vie flamboyante. Ces îles aux cent volcans peignent tout, oiseaux, papillons, fleurs, coquilles, d'indiscibles flammes. Les vieux Daubenton ranimé fit, à quatre-vingts ans, l'immense et rapide travail de classer et d'exposer tout. » (Michelet.)

3. La première dépêche apportée à Paris (30 août 1794) fut celle-ci : *Condé est restitué à la République. La reddition a eu lieu ce matin à 6 heures.*

4. C'est à la bataille de Fleurus (26 juin 1794) qu'on observa pour la première fois les mouvements d'une armée ennemie à l'aide d'un ballon.

CHAPITRE VII.

Le Directoire.

Le Directoire (27 octobre 1795). Ses embarras. Détresse financière. Chute des assignats. Mandats territoriaux. — Agitation des partis. — Conspiration royaliste du général Pichegru. — Conspiration socialiste de Gracchus Babeuf.

Campagne de 1796 en Allemagne : revers de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse : retraite de Moreau et de l'armée du Rhin — Le général Bonaparte. — Campagne de 1796 en Italie. Victoires de Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi, sur Colli et Beaulieu (11-22 avril). Armistice de Cherasco et paix avec la Sardaigne. — Victoires de Lodi et de Borghetto (10-23 mai). — Bonaparte bat Wurmsér à Salò, Lonato, Castiglione (31 juillet-6 août). — Il le bat encore à Rovérédo, Caliano, Primolano, Bassano, Saint-Georges (4-15 septembre). — Victoire d'Arcole sur Alvinzi (15-17 novembre). — Victoires de Rivoli et de la Favorite (14-16 janvier 1797). — Capitulation de Mantoue (2 février). — Bonaparte marche sur Vienne. Préliminaires de Léoben (18 avril). — Campagne de 1797 en Allemagne. Mort de Hoche. — Paix de Campo-Formio (17 octobre 1797).

Journée du dix-huit fructidor (4 septembre 1797). — Expédition d'Égypte (1798). — Occupation de Malte : prise d'Alexandrie (10 juin-2 juillet). — Bataille des Pyramides (21 juillet). — Bataille navale d'Aboukir (1^{re}, 2 août). — Bonaparte en Syrie. Siège de Saint-Jean-d'Acre (19 mars-20 mai 1799). Bataille du mont Thabor (16 avril). — Seconde bataille d'Aboukir (25 juillet 1799).

Efforts de l'Angleterre pour armer l'Europe contre la France. — Organisation des républiques Romaine, Parthénopeenne, Helvétique (1798-1799). — Seconde coalition (1799). Forces respectives des coalisés et des Français. — La conscription. Tiers consolidé. Emprunt forcé. Loi des otages. — Assassinat des plénipotentiaires français à la suite du congrès de Rastadt (28 avril 1799). — Revers des Français en Allemagne, à Stockach ; en Italie, à Magnano (25 mars-5 avril). — Souwarow. Défaites de Cassano (28 avril), la Trébie (17-19 juin) Novi (15 août), Gênois (4 novembre). Perte de l'Italie. — Débarquement des Anglais et des Russes en Hollande (26 août-14 septembre). — Victoire de Masséna en Suisse, à Zurich (25-26 septembre). — Victoires de Brune en Hollande, à Bergen et Kastriem (19 septembre-6 octobre).

Situation intérieure. Le 22 floréal, le 30 prairial (11 mai 1798-18 juin 1799). — Coup d'État du dix-huit brumaire. Journée du 18 à Paris. Dissolution du Directoire (9 novembre). — Journée du 19 à Saint-Cloud. Bonaparte au conseil des Anciens. — Expulsion du conseil des Cinq-Cents. — Consulat provisoire (10 novembre 1799).

Le Directoire (27 octobre 1795). Ses embarras. Détresse financière. Chute des assignats. Mandats territoriaux. — La constitution de l'an III fut mise en vigueur le 27 octobre

1795. Les cinq premiers directeurs furent Barras, Carnot, Rewbell, Letourneur, Laréveillère-Lépeaux. Carnot¹, ancien officier du génie et membre du comité de salut public, avait été, en 1793, l'organisateur de nos quatorze armées ; Laréveillère-Lépeaux², caractère doux et un peu chimérique, rêvait l'établissement d'un culte nouveau reposant sur le déisme, celui des *théophilanthropes* (amis de Dieu et des hommes) ; Barras³ avait été chargé de la défense de la Convention au 9 thermidor et au 43 vendémiaire. Rewbell⁴ et Letourneur⁵ avaient, comme leurs trois collègues, appartenu à la Montagne.

Quand les cinq directeurs vinrent à Luxembourg prendre possession du pouvoir, le Trésor était vide ; il y avait 20 milliards d'assignats dans la circulation. De plus, la France était inondée de faux assignats, fabriqués en Angleterre. « Les citoyens n'échangeaient plus entre eux les assignats que pour leur valeur réelle en espèces, et même refusaient, la Terreur n'étant plus là pour les y contraindre, de les recevoir du gouvernement à un autre taux ; mais l'État, qui devait percevoir

1. Carnot naquit le 13 mai 1753 à Nolay (Bourgogne). Capitaine du génie et chevalier de Saint-Louis en 1783, il fut couronné en 1784 par l'Académie de Dijon pour son *Éloge de Vauban*. Député à la Législative en 1791, à la Convention en 1792, et membre du comité de salut public au mois d'août 1793, tant qu'il demeura au comité, il travailla seize heures par jour. Proscrit au 18 fructidor, il revint en France après le 18 brumaire. Ministre de la guerre sous le Consulat, il quitta ce poste quand il vit Bonaparte préparer le rétablissement de la monarchie à son profit. Membre du tribunal, il vota contre la proclamation de l'empire et rentra dans la vie privée. En 1814, quand la France fut envahie, il reprit l'épée et défendit Anvers. Pendant les Cent jours, il fut ministre de l'intérieur. Proscrit en 1815, comme tous les conventionnels qui avaient voté la mort de Louis XVI, il se retira à Cracovie, puis à Magdebourg, où il mourut en 1823. Il avait un frère, comme lui officier du génie.

2. Laréveillère-Lépeaux, né à Montaigny (Vendée) en 1752, avocat au parlement de Paris, naturaliste et philosophe, fut député à la Constituante et à la Convention. Proscrit pendant la Terreur, il était resté caché dans la forêt de Montmorency. Il mourut à Paris en 1824.

3. Barras (Paul, comte de), né le 20 juin 1755 à Fossemphoux (Provence), et d'abord officier au régiment de Languedoc, fut envoyé dans l'Inde. Il fit naufrage sur la côte des Maldives et vécut un mois parmi les sauvages. On le trouve à Pondichéry à l'époque de la guerre d'Amérique, puis dans l'armée navale de Suffren. Pendant l'empire, il vécut à Bruxelles, puis à Rome, revint à Paris en 1814, et mourut le 29 janvier 1829 à Chaillot.

4. Rewbell, né à Colmar en 1746, avait été successivement avocat au Conseil souverain d'Alsace, membre de la Constituante et de la Convention. Il mourut à Paris en 1810.

5. Letourneur, né à Granville en 1751, avait été capitaine du génie et chevalier de Saint-Louis, député à la Législative et à la Convention. Il mourut à Laeken près de Bruxelles en 1817.

par mois 58 millions d'impôts, n'étant payé qu'en assignats, ne percevait réellement que 500,000 francs, et comme il dépensait de 80 à 100 millions réels, il lui fallait émettre mensuellement 8 à 9 milliards d'assignats. » (T. Lavallée.) On supprima les assignats en les remplaçant par des *mandats territoriaux*, qui représentaient une valeur fixe de biens nationaux, et sur la présentation desquels ces biens devaient être délivrés sans enchères, pour un prix égal à vingt-deux fois le revenu. On réduisit les assignats au trentième de leur valeur, ce qui fit 800 millions, et comme on créa pour 2 milliards 400 millions de mandats, avec le tiers de cette somme on retira de la circulation tous les assignats.

Les ressources manquaient donc. Et pourtant les embarras en présence desquels allait se trouver le Directoire étaient encore prodigieux. Sans doute la Prusse, la Hollande, l'Espagne¹, avaient abandonné la coalition; mais l'Angleterre, l'Autriche, la Bavière, la Sardaigne, les États secondaires d'Italie se trouvaient toujours en armes contre nous. La fermentation n'avait pas cessé dans la Bretagne, la Vendée, les départements du Midi. Les services publics étaient désorganisés. L'héroïsme des premières années de la Révolution avait disparu. En 92, 93 et 94, la France s'était raidie contre le danger; en 95, les ressorts étaient détendus. Épuisés, affaiblis par tant d'efforts, tous se jetaient avidement dans les jouissances matérielles. Las de sacrifices, on ne rêvait plus que le plaisir, on ne songeait plus qu'à vivre. Toujours bruyants à la surface, les chefs de partis intriguaient; la grande masse devenait inerte.

Agitation des partis. Conspiration royaliste du général Pichegru. — Le comte de Provence, lorsque son neveu, que les royalistes appelaient Louis XVII, était mort prisonnier au Temple (8 juin 1795), avait pris le nom de Louis XVIII. Ses agents gagnèrent au commencement de 1796 le général Pichegru, qui commandait l'armée du Rhin. Pichegru devait être gouverneur d'Alsace et maréchal de France; il devait recevoir le cordon rouge, le château et le parc de Chambord, un million comptant, deux cent mille livres de rentes et un hôtel à Paris. Il était convenu qu'il arborerait le drapeau blanc, et qu'il entrerait en France de concert avec les émigrés du prince de

1. L'Espagne contracta même une alliance offensive et défensive avec la France par le traité de Saint-Ildefonso. Elle déclara la guerre aux Anglais le 7 octobre 1796. Cinq mois après, le 14 février 1797, la flotte espagnole fut vaincue à la bataille du cap Saint-Vincent par Jervis et Nelson.

Condé. On ne connut les détails de la conjuration que l'année suivante, quand des lettres de Pichegru, contenues dans les caissons du général autrichien Klinglin, eurent été prises à Offenbourg par le général Moreau, et que ce dernier les eut envoyées au Directoire après quatre mois d'hésitation. Mais, dès le mois d'avril 1796, les directeurs, inquiets de l'attitude embarrassée de Pichegru et des mouvements bizarres qu'il prescrivait à ses troupes, l'avaient destitué.

Les royalistes ne furent pas plus heureux dans l'Ouest. Stofflet et Charette s'étaient soulevés de nouveau en Vendée. Tous les deux furent pris et fusillés, Stofflet le 26 février, Charette le 29 mars 1796.

Conspiration socialiste de Gracchus Babœuf. — Menacé par les partisans de Louis XVIII, le Directoire avait également contre lui les révolutionnaires extrêmes. A la tête de ces derniers se trouvait le journaliste Babœuf, de Saint-Quentin, qui signait *Caius Gracchus* et rédigeait le *Tribun du Peuple*. Il demandait le partage des terres incultes et des biens communaux entre les pauvres; il réclamait pour Paris une commune élue et la constitution de 1793. Le manque de travail, le prix très élevé du pain, la misère, groupaient derrière lui la population ouvrière des faubourgs. La classe riche le redoutait, troublée par la crainte d'une nouvelle Terreur. Plusieurs fois emprisonné, il fut accusé de complot et arrêté le 12 mai 1796, avec Darthé, Buonarrotti, Antonelle, Rossignol, Vadier, Amar, Choudieu et Parrein. Une tentative faite dans la nuit du 9 au 10 septembre 1796 pour surprendre le camp de Grenelle fut attribuée à ses partisans. Le 26 mai 1797, après un procès qui avait duré trois mois, Babœuf¹ et Darthé furent condamnés à mort par la haute cour de Vendôme. Ils se poignardèrent et furent conduits tout sanglants au supplice.

Campagne de 1796 en Allemagne : revers de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse; retraite de Moreau et de l'armée du Rhin. — Aux termes du plan dressé par Carnot pour la campagne de 1796, les trois armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin et d'Italie devaient prendre simultanément l'offensive. L'armée de Sambre-et-Meuse passa le Rhin, de Dusseldorf à Neuwied, le 29 juin. Elle comptait 76,000 hommes

1. Il laissa un fils nommé Émile (élevé d'après l'*Émile* de J. J. Rousseau), et qui finit tragiquement. Quand l'étranger entra en France en 1814, il se précipita de la colonne Vendôme.

commandés par Jourdan, et sous lui par Kléber, Lefebvre, Championnet, Bernadotte, Grenier, Marceau. Elle franchit la Lahn, la Nidda, le Mein, occupa Francfort; elle s'empara de Wurtzbourg, de Bamberg; le 20 août, elle était sur la Naab, affluent de la rive gauche du Danube, à quelques heures de marche de la Bohême. Le général autrichien Wartensleben n'avait pu l'arrêter nulle part.

De son côté l'armée du Rhin avait passé ce fleuve à Kehl, le 24 juin. Elle comptait 77,000 hommes, sous les ordres de Moreau, ayant pour lieutenants Desaix, Beaupuy, Delmas, Saint-Cyr, Férino. Elle refoula l'archiduc Charles, franchit la forêt Noire, traversa le Neckar; le 11 août, elle était à Neresheim, sur la rive gauche du Danube.

Les deux armées françaises avaient commis la faute de s'avancer isolément sur deux lignes parallèles au lieu de se rapprocher pour faire leur jonction. L'archiduc en profita. Après avoir livré à Moreau la bataille de *Neresheim* (11 août), il se jette avec le gros de ses forces sur Jourdan. Il l'attaque à *Amberg* (24 août), le bat, le rejette sur *Wurtzbourg*, où il lui fait éprouver une nouvelle défaite (3 septembre), le chasse d'*Altenkirchen*, où fut tué le jeune et vaillant Marceau¹ (21 septembre), et l'oblige à repasser le Rhin vers Dusseldorf.

Moreau se trouvait isolé en Allemagne. Après la bataille de Neresheim, il avait continué sa marche en avant et occupé Munich, sans s'apercevoir que l'archiduc n'était plus devant lui. Débarrassé de l'armée de Sambre-et-Meuse, le généralissime autrichien se retourna contre l'armée du Rhin avec toutes ses forces. Moreau, enfin instruit de la retraite de Jourdan, bat en retraite à son tour. Le 21 septembre, il repasse le Lech, harcelé et menacé à chaque pas d'être coupé par les Autrichiens. Il remonte la rive droite du Danube, repousse l'ennemi à *Biberach* (2 octobre), franchit la forêt Noire par les gorges du val d'Enfer (13-15 octobre), et, après une dernière bataille sur l'*Elz*, repasse le Rhin par le pont d'Huningue (18-25 octobre).

Les Français n'occupaient plus sur la rive droite du fleuve que le fort de Kehl et la tête de pont d'Huningue. Ils perdirent ces deux positions le 10 janvier et le 19 février 1797. Le général Abattucci avait péri en défendant la seconde. De ce côté, la campagne était manquée; les grands coups se frappaient ailleurs.

1. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de M. Lemaire, *Funérailles de Marceau*.

Le général Bonaparte. — Napoléon Bonaparte¹ était né à Ajaccio² le 15 août 1769. Il était le second fils de Charles Bonaparte et de Lætitia Ramolino³. La protection de M. de Marbœuf, commandant militaire en Corse, le fit admettre comme boursier au collège d'Autun, d'où il passa aux écoles militaires de Brienne et de Paris. Il en sortit lieutenant d'artillerie au régiment de la Fère, en garnison à Valence. Au siège de Toulon, en 1793, il était capitaine. L'intelligence, la sûreté de coup d'œil qu'il y montra et l'amitié de son compatriote le conventionnel Salicetti attirèrent sur lui l'attention de Robespierre jeune et de Barras. Nommé général de brigade, il commanda l'artillerie de l'armée d'Italie dans la campagne de 1794. Compromis comme partisan de Robespierre après le 9 thermidor, et ayant refusé de servir en Vendée, où voulait l'envoyer le girondin Aubry, officier d'artillerie devenu membre du nouveau comité de salut public, il resta sans emploi toute l'année suivante. Il se trouvait à Paris dans une situation voisine de la misère. Il parla même de passer à Constantinople comme instructeur dans l'armée turque. Pourtant il entra en relations avec Cambon, Carnot, Tallien. Barras, chargé au 13 vendémiaire de la défense de la Convention, le prit pour second. Schérer, général en chef de l'armée d'Italie, qui avait gagné le 24 novembre 1795 la bataille de *Loano* sur les Autrichiens et les Piémontais, avait donné sa démission. Pour le remplacer, le Directoire désigna Bonaparte. Il venait d'épouser une créole de la Martinique, Josephine Tascher de la Pagerie, veuve du général de Beauharnais, guillotiné en 1793, et mère de deux enfants, Hortense et Eugène de Beauharnais.

1. Il signait originairement *Buonaparte*.

2. Soulevée contre les Gênois, la Corse avait été de fait indépendante durant treize ans, sous l'administration de Paoli (1755-1768). Pascal Paoli (né en 1726, mort en 1807), lorsque l'île fut vendue par Gênes à Louis XV, lutta pendant un an contre l'invasion française. Vaincu par le comte de Vaux et forcé de fuir, il se réfugia en Angleterre. La Révolution française lui rouvrit la Corse (1790). Bonaparte, qui se trouvait alors dans l'île, essaya vainement de lutter contre son influence. Il dut fuir en France avec sa famille, qui s'établit à Marseille (1793). L'année suivante, Paoli appela les Anglais (février-juin 1794). Les Français reconquirent la Corse en 1797. Paoli alla mourir à Londres.

3. Bonaparte avait quatre frères: Joseph, qui était l'aîné de la famille, Lucien, Louis et Jérôme; trois sœurs, Elisa, Pauline et Caroline. Elisa fut plus tard la princesse Bacciocchi; Pauline épousa successivement le général Leclerc et le prince Borghèse; Caroline fut mariée avec Murat.

Campagne de 1796 en Italie¹. Victoires de Montenotte, Millésimo, Dégo, Mondovi, sur Colli et Beaulieu (14-22 avril). Armistice de Cherasco et paix avec la Sardaigne. — Le 27 mars 1796, Bonaparte arrive à Nice et prend le commandement de l'armée d'Italie. « Soldats, dit-il aux troupes dans une proclamation, vous êtes mal nourris et presques nus; le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous; votre patience, votre courage, vous honorent, mais ne vous procurent ni gloire ni avantage; je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde : vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces; vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage? » Cette armée compte 38,000 hommes² et 30 pièces de canon, sous les ordres de Masséna³, Augereau, Laharpe, Serrurier, Stengel et Kilmaine. Elle est cantonnée entre le Var et le territoire de Gènes, ayant derrière elle la mer, et devant, les Alpes maritimes. De l'autre côté des montagnes sont échelonnés 45,000 Autrichiens, commandés par Beaulieu, et 25,000 Piémontais, commandés par Colli. Malgré la disproportion du nombre, Bonaparte va prendre l'offensive. Traverser le col de Cadibone, séparer les Piémontais des Autrichiens, rejeter Colli sur Turin, Beaulieu sur Milan, tel est son plan.

En ce moment même Beaulieu, trompé par une démonstration des Français sur Gènes, prenait l'offensive pour se placer entre ces adversaires et cette ville. 10,000 Autrichiens, conduits par Argenteau, attaquent la redoute de *Montelegino*, défendue par le colonel Rampon avec 1,000 hommes. Ils sont repoussés le 11 avril et battus le 12 à *Montenotte* par les divisions Laharpe et Masséna. Le 14, à l'aile gauche, Augereau chasse l'ennemi de *Millésimo*, pendant que Masséna et Laharpe enlèvent *Dégo*. Le lendemain 15, un nouveau corps autrichien, celui de Vukasowitch, est encore battu à *Dégo*. Les deux armées ennemies étaient séparées. Bonaparte poursuit les Piémontais, les chasse de *Céva* (17 avril), les culbute à *Mondovi* (22 avril), et s'empare de *Cherasco*, à dix lieues de Turin.

En quinze jours, l'armée d'Italie avait remporté six victoires, pris 24 drapeaux, 53 pièces de canon, et fait perdre aux Austro-

1. Consulter la carte de la chaîne des Alpes dans l'Atlas de M. Chevallier.

2. Non compris les garnisons des places fortes et les réserves laissées en Provence. En les comptant, le chiffre de l'armée s'élevait à 108,000 hommes.

3. Masséna (André), l'enfant chéri de la victoire, était né à Nice en 1758; il mourut en 1817.

Sardes 25,000 hommes, morts, blessés ou prisonniers. Junot et Murat¹, aides-de-camp de Bonaparte, portèrent au Directoire les drapeaux conquis. Cinq fois de suite la législature avait décrété que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie.

Le roi de Sardaigne ayant demandé la paix, un armistice fut conclu à Cherasco. Par le traité définitif, signé le 15 mai 1796, Victor-Amédée céda à la République la Savoie et Nice; les places d'Alexandrie et de Coni reçurent garnison française jusqu'à la paix générale; les fortifications de Suse, de la Brunette et d'Exilles furent démolies.

Victoires de Lodi et de Borghetto (10-23 mai). — Débarassé du Piémont, Bonaparte se retourne contre Beaulieu. Il franchit le Pô à Plaisance (7 mai), bat les Autrichiens à *Fombio*, où périt le brave général Laharpe (8 mai), et force le passage de l'Adda au pont de *Lodi* (10 mai). Le 15, il entre à Milan. L'ennemi s'était replié sur le Mincio. La victoire de *Borghetto* livre aux Français le passage de cette rivière (30 mai). Beaulieu se retire dans le Tyrol. Le 3 juin, les vainqueurs sont sur l'Adige; le 4, ils bloquent Mantoue. Située au milieu d'un lac formé par le Mincio, cette place était la plus forte de l'Italie.

Tous les souverains de la Péninsule, frappés de terreur, abandonnent l'alliance de l'Autriche. Pour obtenir un armistice, le duc de Parme donne deux millions, 20 tableaux, des chevaux, des vivres; le duc de Modène livre 10 millions, des tableaux et des statues; le roi de Naples rappelle son contingent, joint jusque-là aux Autrichiens. Par l'armistice de Bologne (23 juin), le pape donne 24 millions, 400 objets d'art, abandonne Bologne et Ferrare et reçoit garnison française dans Ancône. La Lombardie avait payé une contribution de 20 millions. Malheureusement, ces charges fort lourdes indisposaient les populations. Par l'occupation de Livourne et de Vérone, Bonaparte avait violé la neutralité de la Toscane et de Venise. Déjà Pavie s'était soulevée contre les Français; elle avait été reprise après un combat sanglant et livrée au pillage (25-28 mai).

Bonaparte bat Wurmser à Salo, Lonato, Castiglione (31 juillet-5 août). — Cependant l'Autriche avait appelé des bords du Rhin le feld-maréchal Wurmser avec de nombreux renforts. Le 29 juillet, Wurmser part de Trente et débouche en Italie sur trois colonnes : la gauche, forte de 20,000 hommes,

1. Murat (Joachim) naquit en 1771. Il était fils d'un aubergiste de la Bastide-Fortunière (Lot).

sous Davidowitch, par la vallée de l'Adige; le centre, de 30,000 hommes, sous Wurmser, par le Montebaldo, entre l'Adige et la rive orientale du lac de la Garde; la droite de 20,000, sous Quosdanowitch, par la vallée de la Chiesa à l'ouest du lac de la Garde. Les deux premières colonnes devaient se joindre à Vérone et débloquer Mantoue; la troisième devait prendre Brescia et couper aux Français la retraite sur Milan.

Bonaparte lève le siège de Mantoue pendant la nuit. Laisant Masséna sur l'Adige pour contenir la gauche et le centre ennemis, il se porte avec le gros de ses forces contre la droite des Autrichiens. Quosdanowitch avait pris Brescia et bloquait Salo. Le même jour, ses troupes sont vaincues à la fois aux combats de *Salo* et de *Lonato* (31 juillet) et rejetées au nord-ouest sur Gavardo.

Pendant ce temps, Wurmser avait refoulé Masséna, et, faisant poursuivre ce général dans sa retraite sur Peschiera par une moitié de ses forces, avec l'autre il était allé ravitailler Mantoue. Mais Bonaparte, débarrassé de Quosdanowitch, revient avec Augereau rejoindre Masséna. Les divisions autrichiennes qui avaient poursuivi ce dernier comptaient faire leur jonction à Lonato avec Quosdanowitch. C'est le gros de l'armée française qu'elles y rencontrent le 3 août; elles sont culbutées à la bataille de *Lonato*. A son tour, Wurmser accourt de Mantoue: il perd, le 5 août, la bataille de *Castiglione*, et se réfugie dans le Tyrol. Cette rapide campagne avait coûté aux Autrichiens 9 drapeaux, 70 canons, 45,000 prisonniers. Les Français bloquèrent Mantoue une seconde fois.

Bonaparte bat encore Wurmser à Rovérédo, Caliano, Primolano, Bassano, Saint-Georges (4-15 septembre). — Au 1^{er} septembre, Wurmser avait réuni 55,000 hommes dans le Tyrol et se préparait à un nouvel effort pour sauver Mantoue. Bonaparte le prévient et prend l'offensive en remontant l'Adige. Il bat les Autrichiens à *Rovérédo* (4 septembre), à *Caliano* (5 septembre), et s'empare de Trente. Puis il tourne à droite et descend les gorges de la Brenta en serrant de près Wurmser. Culbuté à *Primolano* (7 septembre), à *Bassano* (8 septembre), le général autrichien se sauve à Vicence: il n'a plus que 46,000 hommes démoralisés. Il avait derrière lui Bonaparte, qui lui fermait toute retraite vers l'Allemagne; devant, l'Adige, dont les garnisons françaises de Vérone et de Legnano gardaient les ponts. L'abandon de Legnano par un officier subalterne et trois petits combats heureux lui permirent pourtant de passer l'Adige et

d'atteindre Mantoue. Il voulut encore tenir la campagne avec l'appui de la garnison: une dernière défaite, à *Saint-Georges* (15 septembre), le rejeta dans la place. Du 1^{er} au 16, l'ennemi avait perdu 27,000 hommes, 75 canons et 22 drapeaux, que Marmont fut chargé de porter à Paris.

Victoire d'Arcole sur Alvinzi (15-16-17 novembre). — Six semaines après, l'Autriche lance sur l'Italie une nouvelle armée. Le feld-maréchal Alvinzi, avec 40,000 hommes, s'avance de l'est à l'ouest sur la Brenta, dans la direction de l'Adige, tandis que Davidowitch, partant du Tyrol, descend l'Adige du nord au sud: les deux généraux ennemis doivent se joindre à Vérone pour marcher au secours de Mantoue.

Ils ont d'abord des succès. Vaubois, chassé de Trente par Davidowitch, recule jusqu'au plateau de Rivoli (1-7 novembre). De leur côté, Bonaparte et Augereau, après une bataille indécise contre Alvinzi, sur les bords de la *Brenta* (6 novembre), reculent jusqu'à Vérone. Alvinzi vient occuper en face de cette ville les formidables hauteurs de *Caldiero*. Bonaparte les attaque de front et il est repoussé (12 novembre). Le surlendemain 14, au soir, les Français sortent de Vérone par la porte de l'ouest; ils semblent battre en retraite. Mais tout à coup ils changent de direction, franchissent l'Adige à Ronco et s'avancent à travers les marais de l'Alpon vers le pont d'Arcole, pour tourner la position d'Alvinzi. Malgré les efforts d'Augereau, de Bonaparte, qui faillit se noyer, ayant été précipité dans les marais, et vit tomber devant lui son aide de camp Muiron, on ne peut forcer pendant la première journée le passage du pont d'Arcole (15 novembre). Le soir, il est vrai, Alvinzi, craignant d'être tourné, évacua *Caldiero*. Il voulut reprendre l'offensive le lendemain, et fut repoussé. Enfin dans la troisième journée, attaqué à son tour, il fut mis en pleine déroute: il avait perdu dans ces trois jours 48,000 hommes, 4 drapeaux, 48 canons¹.

Victoires de Rivoli et de la Favorite (14-16 janvier 1797). Capitulation de Mantoue (2 février). — Deux mois après Alvinzi rentre en campagne. Avec 45,000 hommes, il descend l'Adige de Rovérédo sur Vérone. Pendant ce temps son lieutenant Provera, venant de Padoue avec 20,000 hommes, doit passer le bas Adige et secourir Mantoue. Le 12 janvier 1797, la division française de Joubert est refoulée par Alvinzi de la

1. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de M. Feuchère, *Passage du pont d'Arcole*.

Corona sur le plateau de *Rivoli*. Le 13, Bonaparte, ayant appelé à lui les divisions Masséna et Victor, concentre toutes ses forces sur ce plateau. Les colonnes autrichiennes viennent l'y attaquer le lendemain, de front et par derrière. Elles sont toutes, l'une après l'autre, culbutées dans les ravins (14 janvier).

Bonaparte lance à leur poursuite, vers Trente, Murat, Masséna, Joubert. Lui-même marche en toute hâte avec la division Victor contre Provera. Il était temps. Trompant Augereau, posté à Legnano, Provera avait franchi l'Adige le 14, au village d'*Anghiari*. Le 16, il était devant Mantoue. Le corps de blocus, commandé par Serrurier et Miollis, se trouvait pris entre la garnison et Provera. L'arrivée de Bonaparte change tout. Pris à son tour entre deux feux et vaincu à la *Favorite*, Provera mot bas les armes (16 janvier). Dans ce mois, l'ennemi avait perdu 25,000 prisonniers, 24 drapeaux, 60 canons.

Wurmser, dans Mantoue, n'avait plus de vivres; il capitula le 2 février. La garnison resta prisonnière : elle comptait encore 20,000 hommes, dont 12,000 valides.

Avant la bataille de Rivoli, la cour de Rome avait violé l'armistice de Bologne et réuni des troupes en Romagne. Par la paix de Tolentino, le pape dut payer trente millions (19 février).

Bonaparte marche sur Vienne. Préliminaires de Léoben (18 avril). — Maître de l'Italie, Bonaparte résolut d'envahir l'Allemagne et de marcher sur Vienne. Le Directoire venait de lui envoyer seize régiments des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, formant 30,000 hommes sous les ordres des généraux Delmas et Bernadotte. L'armée d'Italie comptait dès lors 80,000 combattants. Elle avait en face d'elle l'archiduc Charles, rappelé des bords du Rhin pour résister à Bonaparte.

Le 12 mars, les Français forcèrent le passage de la *Piave*. Le 16, ils franchirent le *Tagliamento* à Valvasone, sous le feu des Autrichiens. Le 19, l'archiduc fut encore battu à *Gralisca*. Les vainqueurs franchirent le col de *Tarvis* entre les Alpes juliennes à droite, les Alpes carniques à gauche. *Villach*, sur la Drave, *Klagenfurth*, toute la Carinthie, furent enlevés en quelques jours. A droite, les places de *Trieste* et de *Laybach* étaient conquises.

De *Klagenfurth*, Bonaparte marche sur la Styrie. Il culbute l'ennemi aux combats de *Neumark* (1^{er} avril) et d'*Unsmark* (5 avril). Il descend la Muhr; il arrive à Léoben. Son avant-garde couronne les hauteurs du *Sømering*; à vingt-cinq lieues de Vienne. Joubert, maître du Tyrol et vainqueur à *San-Michele*, était venu l'y rejoindre par le col de *Toblach*.

L'Autriche aux abois demanda la paix. Sans attendre Clarke, négociateur envoyé par le Directoire, Bonaparte signa le 18 avril les préliminaires de *Léoben*. La cour de Vienne devait céder la Belgique, la rive gauche du Rhin et le Milanais.

Pendant que Bonaparte marchait sur Vienne, Venise avait pris les armes contre lui; la neutralité vénitienne n'avait pas été respectée; de plus, le gouvernement du doge craignait le voisinage des républiques Cispadane (Milan) et Transpadane (Bologne). Le jour de Pâques une insurrection éclata dans Vérone, et plusieurs centaines de Français furent massacrés. Aussitôt nos colonnes entrèrent sur le territoire vénitien. Le gouvernement du doge fut renversé par ses sujets. Les partisans des idées nouvelles accueillirent avec joie les bataillons républicains.

Campagne de 1797 en Allemagne. Mort de Hoche. — En ce moment les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin pénétraient en Allemagne. Là les soldats républicains avaient pour chef un jeune homme admirable par le désintéressement comme par le courage, le général Hoche. Fils d'un palefrenier à la vénérie de Louis XV, Louis-Lazare Hoche était né le 24 juin 1768 à Montreuil, faubourg de Versailles; orphelin presque à sa naissance, il fut élevé par une tante, fruitière à Versailles. A seize ans, le 19 octobre 1784, il devint garde française. Grenadier en 1785, sergent le 16 mai 1789, adjudant le 1^{er} octobre 1789, lieutenant le 18 mai 1792, capitaine à l'ancienneté le 1^{er} septembre, adjudant-général chef de bataillon le 15 mai 1793, il se distingua à la défense de Dunkerque; chef de brigade le 13 septembre 1793, il fut général de brigade trois jours après, général de division et commandant en chef de l'armée de la Moselle le 23 octobre 1793; c'est lui qui débloqua Landau. La fierté de son attitude déplut à Saint-Just. Jeté en prison, à la Conciergerie, il n'en sortit qu'au bout de quatre mois, le 9 thermidor. En 1795, il pacifia la Vendée, et fut vainqueur à Quiberon. Désigné en 1796 pour diriger une descente en Irlande, il fut arrêté par les tempêtes.

Après l'insuccès de 1796, le Directoire le nomma au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, en remplacement de Jourdan. Le jour même où Bonaparte signait l'armistice de Léoben, Hoche passait le Rhin à Neuwied avec 70,000 hommes, commandés sous ses ordres par Grenier, Lefèvre, Championnet, d'Hautpoul, Klein, Ney¹, Richepanse. La bataille de *Neuwied*

1. Ney (Michel), fils d'un tonnelier, naquit à Sarrelouis en 1769. D'abord clerc de notaire, il devint hussard en 1788.

coûta au général autrichien Werneck 9,000 hommes, 27 canons et 7 drapeaux (18 avril). Le 20, les Français passèrent la Lahn. Deux jours après, ils étaient aux portes de Francfort. Pendant ce temps, le général Desaix, lieutenant de Moreau, passait également le fleuve près de Strasbourg et s'avancait vers la forêt Noire. Hoche et Desaix s'arrêtèrent en apprenant l'armistice.

Quelques mois après, le 19 septembre 1797, Hoche mourait brusquement, au camp de Wetzlar. Il avait vingt-neuf ans. Des bruits de poison circulèrent. De tous les généraux de la République aucun n'a laissé une mémoire plus pure. Hoche mort, Pichegru disgracié, Moreau suspect, un seul chef militaire reste en vue, Bonaparte.

Paix de Campo-Formio (17 octobre 1797). — Il était alors au château de Mombello, près de Milan, où, pendant l'été de 1797, il régla souverainement les affaires d'Italie sans s'inquiéter des ordres du Directoire. Le 17 octobre, il signa le traité de Campo-Formio avec le comte de Cobenzel, représentant de l'Autriche. L'empereur reconnaissait à la France la possession de la Belgique et de la rive gauche du Rhin, y compris Mayence ; de plus, il abandonnait la Lombardie. Cette province, avec Reggio, Modène, Bologne, Ferrare, la Romagne, la Valtelline, la Polesine, le Crémisque, le Bergamasque, le Brescian et le Mantouan, devait former la république Cisalpine. Venise et son territoire à l'est de l'Adige étaient cédés à l'Autriche. Corfou et les îles Ioniennes, jusque-là possessions vénitiennes, devenaient françaises. Les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés en Allemagne par la sécularisation des domaines ecclésiastiques ; le duc de Modène recevait de l'Autriche le Brisgau. Un congrès devait s'ouvrir à Rastadt pour résoudre les questions encore pendantes. Pendant la durée des négociations, le général Lafayette, retenu prisonnier au château d'Olmütz depuis 1792, avait été remis en liberté.

L'article relatif à Venise était contraire aux instructions du Directoire. Bonaparte était déjà trop puissant pour respecter des ordres qui contrariaient ses vues. Il avait pourtant écrit aux directeurs, un mois plus tôt, dans une lettre datée du 19 septembre 1797 : « Venise est la ville la plus digne de la liberté de toute l'Italie. »

Journée du 18 fructidor (4 septembre 1797). — La France était victorieuse au dehors. A l'intérieur, la confusion conti-

nuait. Les royalistes avaient à Paris de nombreux agents, parmi lesquels l'abbé Brotier, Duverne de Presles et Lavillehurnois. Ils obtinrent la majorité dans les élections partielles de l'an v (mai 1797). Pichegru, nommé membre des Cinq-Cents par ses compatriotes d'Arbois, ne désespéra pas d'opérer la contre-révolution à l'aide des deux conseils. L'adjudant général Ramel, commandant les grenadiers de leur garde, était gagné. Deux des cinq directeurs n'inspiraient aucune inquiétude aux royalistes : c'était Carnot qui, même contre les conspirateurs, voulait qu'on respectât la légalité, et Barthélemy, partisan d'une restauration de la monarchie. On devait arrêter les trois autres, Barras, Laréveillère et Rewbell.

Ceux-ci furent avertis à temps. De Venise, le général Bonaparte leur envoya une volumineuse correspondance saisie sur un émigré, le comte d'Antraigues. En même temps, il adressait à l'armée d'Italie un ordre du jour véhément en faveur de la République. L'abbé Brotier fut arrêté à Paris. Ses interrogatoires donnèrent l'éveil à Barras et à ses deux collègues. Ils résolurent de prévenir leurs adversaires.

Aux termes de la constitution aucune troupe de ligne ne pouvait approcher de Paris à une distance moindre de douze lieues sans un vote des conseils. Malgré cette interdiction, les trois directeurs firent entrer dans Paris la division Augereau pendant la nuit du 17 au 18 fructidor. Le 18 au matin, les élections de 49 départements furent cassées ; les deux directeurs Carnot et Barthélemy et 65 membres des deux conseils, parmi lesquels Barbé-Marbois, Portalis, Rovère, Pichegru, Aubry, Boissy d'Anglas, Cadroy, Camille Jordan, Bourdon de l'Oise, Pastoret, Quatremère de Quincy, furent condamnés à la déportation. Beaucoup parvinrent à s'échapper (4 septembre 1797). Carnot et Barthélemy furent remplacés comme directeurs par Merlin de Douai et François de Neufchâteau.

Deux mois après le dix-huit fructidor le chef de l'armée d'Italie était de retour à Paris, vainqueur, exigeant, déjà plus dangereux que Dumouriez, plus ambitieux que Pichegru.

Expédition d'Égypte (1798). — La campagne d'Italie avait désigné Bonaparte à l'attention universelle : elle ne suffisait pas pour lui donner le pouvoir. Pour cela, il fallait que son nom

1. Ce calcul est nettement indiqué dans ses *Mémoires* : « Pour que Bonaparte fût maître de la France, y dit-il, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour ramenât la victoire sous nos drapeaux. » De leur côté, les Directeurs comprenaient bien les dangers que l'éloi-

eut grandi encore, qu'il allât, sur un théâtre plus éloigné, tenter des aventures et chercher des succès dont le merveilleux frappât les imaginations en France et disposât tous les esprits à recevoir en lui un maître. Il fallait aussi que, éloignée de la mère patrie pendant plusieurs années, la meilleure armée de la République s'habituaît à ne plus voir, à ne plus entendre, à ne plus connaître que son chef. Il fit comme César après son consulat : sa Gaule à lui, ce fut l'Égypte ; sur cette vieille terre des Pharaons, où toutes les nations, Égyptiens et Hébreux, Grecs et Romains, Arabes et Turcs, avaient passé tour à tour, où Alexandre avait fondé une ville destinée à perpétuer son nom dans l'avenir, où Cléopâtre et Antoine étaient morts, où César et Auguste avaient triomphé, où saint Athanase et Arius avaient lutté l'un contre l'autre, où saint Louis avait conduit la croisade, le général français allait à son tour chercher une nouvelle illustration. L'isthme de Suez et la mer Rouge, le passage d'Afrique en Asie, la grande route du commerce d'Orient en Occident, allaient se trouver entre ses mains. De là il dominerait la Méditerranée, menacerait les Anglais aux Indes et pourrait porter ses pas jusqu'à Jérusalem et Tyr, jusqu'au pied du Liban et du Carmel. Avec lui et à côté de ses généraux, il emmenait aussi des savants : avec Kléber, Desaix, Lannes, Murat, Brueys et Gantheaume, Monge, Berthollet, Fourier, Larrey, Dolomieu et Geoffroy Saint-Hilaire. La colonisation et la découverte marcheraient de front avec la conquête ; les mystérieux hiéroglyphes, les muets hypogées, les sphinx et les temples devaient révéler leurs secrets.

Occupation de Malte. Prise d'Alexandrie (40 juin-2 juillet). — L'expédition quitta Toulon le 49 mai. La flotte comptait 43 vaisseaux de ligne, 9 frégates, 44 corvettes et 232 bâtiments de transports. L'armée de terre s'élevait à 32,300 hommes. Le 8 juin on fut en vue de *Malte*. Située au centre de la mer Méditerranée, cette île est à vingt lieues de la Sicile, à soixante de l'Afrique. Sa capitale est *Lavalette*, place très forte, avec un excellent port. Malte appartenait aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Attaqué le 40 juin par les Français, le grand maître Hompesch capitula le lende-

nement de la flotte et de notre meilleure armée allait faire courir à la France, au moment où se formait une seconde coalition. Laréveillère et Rewbell résistèrent ; Barras, François de Neufchâteau et Merlin de Douai cédèrent aux exigences de Bonaparte, dans l'espérance de le voir s'éloigner, comme si ajourner le péril était le supprimer.

main¹. L'ordre de Saint-Jean cessa d'exister. Bonaparte laissa 4,000 hommes dans l'île, sous les ordres du général Vaubois, et fit voile pour l'Égypte.

Échappant aux recherches de l'amiral anglais Nelson, la flotte française arriva le 29 juin en vue d'*Alexandrie*. Le débarquement commença le 4^{er} juillet au soir, dans l'anse du Marabout, à l'ouest de la ville. Le 2, Alexandrie fut prise d'assaut par Kléber et Menou, qui furent blessés dans le combat².

L'Égypte appartenait nominalement à la Sublime-Porte ; en réalité, elle était au pouvoir des mameluks. C'étaient de hardis cavaliers qui formaient une sorte de milice féodale, sous la direction de Mourad-Bey et d'Ibrahim-Bey. Ils régnaient sur une population d'Arabes, de Cophtes chrétiens et de Turcs. Dans des proclamations en style oriental, semées de sentences extraites du Coran, Bonaparte témoigna le plus profond respect pour la religion de Mahomet. Il se présenta comme le libérateur de l'Égypte opprimée par les mameluks.

Bataille des Pyramides (24 juillet). — Partie d'Alexandrie, l'armée se dirigea sur le Caire, en traversant le désert de Damanhour. Le 40 juillet elle atteignit le Nil à El-Rahmânyeh, et remonta dès lors la rive gauche du fleuve. Le 43, elle repoussa les mameluks dans une première rencontre à *Chobrâkhyt* ou *Chébreïs*. Enfin le 24 juillet, à la hauteur du Caire, dont ils n'étaient plus séparés que par le fleuve, les Français rencontrèrent toutes les forces de Mourad et d'Ibrahim. L'armée des deux beys s'étendait entre les *Pyramides* à gauche et le village d'*Embahé* à droite ; elle avait à dos le Nil. « Soldats, disait Bonaparte dans une proclamation à son armée avant la bataille, souvenez-vous que du haut de ces Pyramides, quarante siècles vous contemplent ! » Les charges impétueuses des cavaliers mameluks vinrent se briser contre le feu et les baïonnettes des soldats français formés en carrés. Les musulmans furent mitraillés, dispersés ou noyés dans le fleuve. Ibrahim s'enfuit en Syrie, Mourad dans la Haute Égypte. Les vainqueurs prirent possession du Caire (23 juillet). L'Institut d'Égypte s'y installa.

Bataille navale d'Aboukir (1^{er}-2 août). — C'est là que Bonaparte apprit la destruction de sa flotte. Après le débarque-

1. « Nous sommes bien heureux, disait le général du génie Cafarelli Dugua en parcourant avec Bonaparte les formidables fortifications de Lavalette, qu'il se soit trouvé dans la place quelqu'un pour nous en ouvrir les portes. »

2. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de Chaponnière, représentant la *Prise d'Alexandrie*.

ment, l'amiral Brueys était resté imprudemment à l'ancre dans la rade ouverte d'Aboukir. Nelson vint l'y attaquer le 1^{er} août avec 15 bâtiments, dont 13 vaisseaux de 74 canons. Pendant qu'une moitié de l'escadre anglaise attaquait nos vaisseaux du côté de la haute mer, l'autre moitié s'engageait audacieusement entre la ligne d'embossage des Français et la côte, pour les prendre entre deux feux. Brueys périt à bord de son vaisseau amiral l'*Orient*, de 120 canons, qui, atteint par les flammes, sauta. Les Français perdirent 3,000 hommes, 13 vaisseaux ou frégates. Le contre-amiral Villeneuve, qui se trouvait à la droite de Brueys avec 2 vaisseaux et 2 frégates, n'avait pas été attaqué par les Anglais. Il gagna Malte (2 août).

Cette défaite des Français décida le sultan des Turcs, Sélim III, à leur déclarer la guerre. Un soulèvement éclata au Caire, et le général Dupuy fut massacré. L'insurrection fut réprimée à coups de canon et suivie d'exécutions nombreuses (22-24 octobre). Dans le sud, le général Desaix, que les Arabes appelaient *le sultan juste*, avait été chargé de poursuivre Mourad-Bey. Il le vainquit à la bataille de *Sédiman* (7 octobre). Il s'empara de Syout, Girgeh, Keneh, Medinet-Abou ; il visita les ruines de Thèbes aux cent portes, et parvint à Syène, aux catactes du Nil, sur la frontière de la Nubie.

Bonaparte en Syrie. Siège de Saint-Jean-d'Acres (49 mars-20 mai 1799). **Bataille du mont Thabor** (16 avril). — Deux armées turques se rassemblaient dans l'île de Rhodes et à Damas pour venir attaquer l'Égypte. Bonaparte résolut de les prévenir. A la fin du mois de janvier 1799, il traversa le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie à la tête de 13,450 hommes et de 52 bouches à feu. Le 14 février, le Turc Abdallah fut vaincu au combat d'*El-Arisch*. Maîtres du fort de ce nom (20 février), les Français prirent *Gaza* (25 février) et enlevèrent d'assaut *Jaffa* (6 mars), où ils trouvèrent un immense butin, et dont on fusilla la garnison. La peste attaqua l'armée dans cette ville, malgré le dévouement des médecins Larrey et Desgenettes.

Laisant sur la gauche le mont Carmel et la mer, à droite le mont Thabor et le Jourdain, Bonaparte traversa le torrent de Kison et la plaine d'Esdreton. Le 19 mars, il arriva devant *Saint-Jean-d'Acres*. La place était bien fortifiée ; elle avait une garnison nombreuse et brave commandée par Djeddar-Pacha. Deux officiers européens, l'émigré français Philippeaux et, après sa mort, le colonel anglais Douglas, dirigèrent la défense.

L'escadre anglaise, commandée par sir Sydney Smith, enleva en mer la flottille qui amenait d'Alexandrie au camp français le matériel de siège : les remparts d'Acres furent armés avec les canons destinés à les battre en brèche.

Au mois d'avril l'armée du pacha de Damas arrive sur le Jourdain pour faire lever le siège. Le fils du pacha, qui avait 3,000 hommes, fut battu par Murat à la tête de 4,000 Français, au pont d'*Iacoub* et à *Tibériade*. Le pacha lui-même avait sous ses ordres 25,000 Turcs ou Arabes. Junot, avec une poignée de grenadiers et de dragons, tint son avant-garde au combat de *Nazareth*. Le 11 avril, dans un second combat, sur les hauteurs de *Loubyeh*, cette avant-garde fut encore repoussée par Junot et Kléber. Toutefois, s'étant audacieusement engagé en plaine, au pied du *mont Thabor*, avec moins de 3,000 hommes, contre toute l'armée ennemie, Kléber se trouvait enveloppé et en danger de périr. Bonaparte accourt avec 2,000 soldats : les musulmans, pris entre deux feux, furent mis en pleine déroute (16 avril). L'armée de Damas n'existait plus.

Cependant le siège d'Acres n'avancait pas. Les mines ni les assauts n'avaient réussi ; la peste faisait des ravages dans l'armée. La flotte anglaise ravitaillait la place et lui amenait à chaque instant des renforts. Après soixante-deux jours de tranchée ouverte, il fallut se résigner à la retraite (20 mai). On avait perdu trois généraux, Cafarelli-Dufalga, Bon et Rambeaud. L'armée rentra en Égypte ; elle allait y être attaquée.

Seconde bataille d'Aboukir (25 juillet 1799). — Le 12 juillet 1799, une flotte anglaise de 13 vaisseaux de ligne, 9 frégates, 30 chaloupes canonnières et 90 bâtiments de transport mouilla dans la rade d'*Aboukir*. Sydney Smith la dirigeait. Elle avait à bord 18,000 janissaires, venus de Rhodes, sous les ordres de Mustapha, pacha à trois queues et gouverneur de Roumélie. Les Turcs débarquèrent le 14 juillet, s'emparèrent du fort d'Aboukir, et s'établirent dans la presqu'île de ce nom, entre la mer à droite et le lac Madyeh à gauche, menaçant ainsi Alexandrie. Bonaparte accourut avec toutes ses forces. Le 25 juillet, abordés par les cavaliers de Murat, par les fantassins de Lannes et de Destaing, les Turcs furent jetés à la mer. Blessé en combat singulier par Murat, Mustapha-Pacha lui rendit son cimetière¹. Des 18,000 hommes qui avaient débar-

1. Voir sur l'arc de triomphe de l'Étoile le bas-relief de M. Seurre, représentant la *Bataille d'Aboukir*.

qué, 45,000 étaient tués, noyés ou pris. Le fort d'Aboukir fut reconquis le 2 août.

Bonaparte avait appris ce qui se passait sur le continent européen par des journaux, que lui communiqua Sydney Smith. Une seconde coalition était formée; la France se trouvait vaincue, le Directoire en désaccord avec les deux conseils. L'occasion lui parut favorable pour rentrer en scène. Il laissa, par un paquet cacheté, le commandement de l'armée d'Égypte à Kléber, et s'embarqua le 25 août avec le contre-amiral Gantheaume. Les frégates le *Muiron* et le *Carrère*, qui portaient « César et sa fortune, » échappèrent aux croisières anglaises; le 9 octobre il débarquait à Fréjus.

Efforts de l'Angleterre pour armer l'Europe contre la France. — A l'époque du traité de Campo-Formio, la France n'avait plus d'autre ennemi que l'Angleterre. Des négociations avaient été entamées entre les deux gouvernements au mois d'octobre 1796. Elles se poursuivirent à Lille l'année suivante. On ne put parvenir à une entente, à cause des exigences de lord Malmesbury. Il demandait l'abandon de toutes les conquêtes faites par la France depuis 1792. Le Directoire se résigna donc à continuer la lutte. Bientôt après, l'expédition d'Égypte mit la France aux prises avec les Turcs. L'occupation de Malte alarma le gouvernement britannique : son commerce était menacé dans la Méditerranée. La présence de Bonaparte aux bords du Nil et de la mer Rouge l'inquiétait pour l'avenir de sa domination dans l'Inde. Un débarquement en Irlande, que le Directoire préparait, mettait en danger l'existence même de l'Angleterre¹. Pitt travailla sans relâche à former une seconde coalition.

La czarine Catherine II, préoccupée avant tout de ses intérêts personnels, avait profité de la guerre générale allumée dans l'ouest de l'Europe en 1793 pour anéantir la Pologne. Elle s'était contentée de maudire les républicains sans les combattre.

1. Une première tentative de débarquement en Irlande avait échoué par suite des vents contraires (décembre 1796-janvier 1798). Le vaisseau les *Droits-de-l'Homme*, de 74 canons, fit naufrage au retour dans la baie d'Audierne. Une seconde expédition fut tentée au mois d'août 1797. L'escadre de Rochefort débarqua 1,100 hommes sous les ordres du général Humbert, à *Kiltala*, dans le golfe de Sligo. Humbert vainquit les Anglais à *Kiltala*, à *Castebur* (22-27 août). Un certain nombre d'Irlandais se joignirent à lui. Il marcha même sur Dublin. Mais attaqué le 8 septembre à *Ballinacuck* par une armée anglaise dix fois plus nombreuse sous les ordres de lord Cornwallis, il fut obligé de mettre bas les armes.

Son fils et successeur Paul I^{er}, nature ardente et inquiète, sollicité par les chevaliers de Malte de prendre leur protection, avait donné asile dans ses États au comte de Provence. Il était disposé à joindre ses armées aux flottes de l'Angleterre. Toutefois, pour attaquer la France avec chance de succès, il fallait avoir de son côté les souverains allemands; or, la Prusse, sous son nouveau roi, Frédéric-Guillaume III (monté sur le trône en 1797), était plus que jamais décidée à rester neutre. L'Autriche eût bien voulu recouvrer les provinces perdues à Campo-Formio; mais, tant de fois vaincue, elle craignait de s'exposer à de nouveaux désastres. Les événements d'Italie la décidèrent, en lui faisant craindre pour ses propres États.

Organisation des républiques Romaine, Parthénopeenne, Helvétique (1798-1799). — Le 27 décembre 1797, le général Duphot, ayant voulu s'interposer dans une émeute, au milieu des rues de Rome, entre les habitants et des soldats, avait été frappé mortellement par ces derniers. Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, quitta aussitôt la ville. Le 10 février 1798, Berthier parut sous les murs avec 48,000 hommes. Cinq jours après, la *république Romaine* fut proclamée par les habitants. L'armée française entra dans la ville. Les restes du général Duphot furent ensevelis au Capitole, et Pie VI envoyé prisonnier à Valence.

Le faible Ferdinand régnait à Naples. Il était entièrement gouverné par la reine Caroline, l'une des filles de l'impératrice Marie-Thérèse. La reine des Deux-Siciles détestait la France. Dominée par le favori Acton et par lady Emma Hamilton, elle fit venir le général autrichien Mack et le chargea d'organiser l'armée napolitaine. Nelson venait de gagner la bataille navale d'Aboukir. Il fut reçu en triomphe dans le port de Naples. Caroline lança soixante mille soldats sur l'armée de Championnet, qui avait remplacé Berthier; elle comptait non seulement reprendre Rome, mais encore chasser les Français de toute l'Italie.

A l'approche de Mack, Championnet évacua Rome. Il lui fallait du temps pour rassembler ses 30,000 soldats dissimulés du Tibre à l'Adriatique. Mack et Ferdinand entrèrent triomphalement à Rome le 29 novembre. Cinq jours après (4 décembre), ils attaquèrent les Français concentrés à *Civita-Castellana*. L'armée napolitaine fut mise en pleine déroute. Traversant Rome au pas de course, les vainqueurs s'emparèrent de Naples le 23 janvier 1799. Ils y proclamèrent la *république Parthénopeenne*. Ferdinand et Caroline s'étaient réfugiés en Sicile.

Pendant le même temps, la guerre civile ayant éclaté dans tous les cantons suisses entre les partisans de l'aristocratie et ceux de la démocratie, les seconds obtinrent l'appui de la France et triomphèrent grâce à lui. La *république Helvétique*, organisée sur le modèle de la république française, conclut avec elle un traité d'alliance (19 août 1798).

Enfin, menacé d'une attaque par les républiques Ligurienne et Cisalpine, obligé en outre de recevoir garnison française à Turin, le roi de Piémont¹ abdiqua pour se retirer dans l'île de Sardaigne (9 décembre 1798).

Seconde coalition (1799). Forces respectives des coalisés et des Français. — Alarmées par les envahissements rapides de l'esprit républicain, l'Autriche² et la Russie s'unirent pour former avec l'Angleterre, la Sicile et la Turquie une nouvelle coalition. Le champ de bataille qu'on allait se disputer était immense : il s'étendait du golfe de Tarente au Zuyderzée. 78,000 Autrichiens, sous les ordres de l'archiduc Charles, furent massés en Bavière, sur le Danube. Ils devaient menacer la frontière de Suisse et de France le long du Rhin, vers Constance, Schaffhouse, Bâle, Strasbourg, Mayence. 26,000 soldats de la même nation, sous le général Hotze, se rassemblèrent dans le Vorarlberg, à l'est du lac de Constance et du pays des Grisons. 46,000 hommes, sous Bellegarde, occupaient le Tyrol; 75,000, sous Kray, étaient placés à l'est de l'Adige, dans la Vénétie : ils devaient envahir l'Italie. 30,000 Russes, commandés par Souwarow, devaient se joindre à Kray en Italie; 30,000 Russes, commandés par Korsakow, devaient s'unir à Hotze en Suisse. Enfin deux armées composées d'Anglais et de Russes devaient attaquer aux deux extrémités, l'une les îles Ioniennes et Naples, l'autre la république Batave.

1. C'était alors Charles-Emmanuel IV. Voici du reste la liste des souverains de la maison de Savoie au XVIII^e siècle : Victor-Amédée II (duc de Savoie de 1675 à 1713, roi de Sicile de 1713 à 1720, roi de Sardaigne de 1720 à 1730); Charles-Emmanuel III (1730 à 1773); Victor-Amédée III (1773-1796); Charles-Emmanuel IV (1796-1802); Victor-Emmanuel I^{er} (1802-1821).

2. Les relations diplomatiques entre la France et l'Autriche avaient été interrompues dès le mois d'avril 1798. Les habitants de Vienne voulurent célébrer, le 14, de ce mois, l'anniversaire de l'armement des volontaires impériaux en 1796. Le général Bernadotte, ambassadeur de France, répondit à cette manifestation par une autre. Il fit célébrer dans son hôtel l'anniversaire d'une victoire remportée sur les Autrichiens par les Français, et, en signe de réjouissance, fit arborer à sa porte un drapeau tricolore. Le peuple de Vienne irrité arracha le drapeau, le brûla et saccagea l'hôtel.

A ces forces énormes le Directoire ne pouvait opposer au début de la guerre que 170,000 combattants. 40,000 hommes, sous Brune, devaient soutenir l'armée batave; 48,000, de Mayence à Schaffhouse, sous Jourdan, étaient opposés à l'archiduc Charles; 30,000 gardaient la Suisse, sous Masséna; 50,000 formaient l'armée d'Italie, avec Schérer pour chef; 30,000 occupaient Naples. Macdonald les commandait, en remplacement de Championnet, destitué pour désobéissance et accusé de malversations.

La conscription. Tiers consolidé. Emprunt forcé. Loi des otages. — Les armées républicaines étaient inférieures en nombre; le Trésor était vide; les royalistes, dans l'Ouest, paraissaient sur le point de se soulever une fois de plus. Des bandes de brigands, les *chauffeurs*, désolaient le Midi, pillaient les maisons isolées, et *chauffaient* les pieds de leurs habitants pour les obliger à payer des rançons énormes. Le Directoire demanda aux deux conseils des hommes, de l'argent, des moyens de répression.

La *loi de la conscription* (votée le 5 septembre 1798) déclara que tout Français devait le service militaire de vingt à vingt-cinq ans. Il n'y avait d'exemption d'aucune espèce. En temps de guerre, les soldats, fussent-ils parvenus au terme légal de leur service, devaient être retenus sous les drapeaux tant qu'on aurait besoin d'eux. Une levée de 200,000 conscrits fut votée le 2 vendémiaire an VII (23 septembre 1798).

Pour se procurer de l'argent, on éleva les impôts du timbre, de l'enregistrement, des douanes; on établit l'impôt des portes et fenêtres; on décréta que les deux tiers de la dette publique seraient remboursés au capital de vingt fois la rente en bons recevables en paiement des biens nationaux; l'autre tiers fut *consolidé* et inscrit au grand-livre comme rente perpétuelle¹. Enfin, on devait décréter bientôt un emprunt forcé et progressif de 400 millions.

La *loi des otages* fut votée, l'année suivante, pour prévenir toute insurrection. Toutes les fois que des troubles éclateraient

1. Cette mesure était malheureuse. On la désigne quelquefois sous le nom de banqueroute des deux tiers. Cette dénomination est d'une sévérité excessive. Car avec les *bons* qui leur étaient donnés, les rentiers pouvaient se procurer immédiatement des biens nationaux. Le mal était que la plupart, habitant les villes, avaient besoin, non de terres, qu'ils ne pouvaient cultiver eux-mêmes, et pour lesquelles ils trouvaient difficilement des fermiers, mais d'argent, afin de pourvoir à leurs besoins de chaque jour.

dans une commune, on devait emprisonner les ci-devant nobles, les parents ou alliés d'émigrés, jusqu'au rétablissement de la tranquillité (juin 1799).

Assassinat des plénipotentiaires français à la suite du congrès de Rastadt (28 avril 1799). — La lutte commença par une odieuse violation du droit des gens. Depuis le traité de Campo-Formio, un congrès était réuni à Rastadt. Jean Debry, Bonnier et Roberjot, représentants de la France y débattaient avec les commissaires des gouvernements allemands les questions restées encore en litige (navigation du Rhin, possession des îles situées dans ce fleuve, indemnités à donner aux souverains dépossédés, etc.). L'ouverture des hostilités, la présence autour de Rastadt de troupes autrichiennes et le départ successif de tous les plénipotentiaires allemands amenèrent la rupture du congrès. Le 28 avril 1799, Debry, Roberjot et Bonnier partirent à neuf heures du soir pour Strasbourg. Leurs voitures furent arrêtées à cinquante pas de Rastadt par des hussards Szecklers¹. Ces misérables frappèrent Jean Debry à coups de sabre, sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Le croyant mort, ils égorgèrent Roberjot et Bonnier, également sous les yeux de leur famille, et volèrent les papiers de la légation française. Jean Debry, dont les blessures n'étaient pas mortelles, fut recueilli par le ministre de Prusse à Rastadt. L'archiduc Charles écrivit à Masséna pour lui annoncer qu'il allait faire poursuivre le colonel des hussards Szecklers. Toutefois cette poursuite n'eut aucun résultat.

Revers des Français : en Allemagne, à Stockach; en Italie, à Magnano (25 mars-5 avril). — La guerre commença bien. En Suisse, les Autrichiens occupaient le pays des Grisons. Il ne fallut à Masséna que deux jours pour conquérir les bords du Rhin, depuis sa source jusqu'au lac de Constance, tandis que son lieutenant Lecourbe conquérait de son côté l'Engadine et la source de l'Inn (6-8 mars). Malheureusement les succès de la France s'arrêtèrent là.

Jourdan avait franchi le pont de Kehl et traversé la forêt Noire. Il s'avançait, la gauche au Danube, la droite vers le lac de Constance, pour lier ses opérations avec celles de Masséna.

1. Les Szecklers, ou plutôt *Székelty* ou Sicules, sont une des tribus hongroises. « D'après les traditions populaires, ils seraient les derniers débris des Huns, qui auraient pu, réfugiés dans les montagnes, survivre à la destruction de l'empire d'Attila. » (DANIEL IRANYI.) Ils habitent la Transylvanie.

Vaincu à la bataille de *Stockach* par l'archiduc Charles (25 mars), il fut rejeté sur Strasbourg.

En Italie, Schérer avait reçu l'ordre de prendre l'offensive. Il avait en face de lui le baron de Kray. Voulant franchir l'Adige, le général français dissémine maladroitement ses troupes sur une ligne immense, de Legnano à Vérone. Après huit jours de combats sans résultats, il perd la bataille de *Magnano* (5 avril). Complètement découragé, Schérer bat en retraite sur le Mincio. Il aurait pu s'arrêter là, protégé de front par cette rivière, appuyé à gauche à la forte place de Peschiera, à droite à celle de Mantoue, et rappeler à lui le corps d'armée inutilement laissé à Naples avec Macdonald. Au lieu de tenir sur le Mincio, il se replie derrière l'Oglio. Là encore il ne se croit pas en sûreté. Il rétrograde vers l'ouest, jusqu'à l'Adda. Cette marche en arrière avait duré sept jours; les soldats étaient désespérés.

Découvert sur son flanc gauche par la retraite de Jourdan, sur son flanc droit par celle de Schérer, Masséna ne pouvait plus longtemps occuper toute la Suisse et garder la ligne du Rhin, depuis le lac de Constance jusqu'au Saint-Gothard. Il se retira dans une position moins saillante et plus resserrée, derrière la Limmath-Linth, la droite vers les Alpes, le centre vers Zurich, la gauche vers Bâle (mai 1799).

Souwarow. Défaites de Cassano (28 avril), la Trébie (47-19 juin), Novi (15 août), Génola (4 novembre). Perte de l'Italie. — Nos revers n'étaient point à leur terme. En Italie, les Autrichiens, commandés d'abord par Kray, puis par Mélas, avaient déjà la supériorité du nombre. Souwarow vint les rejoindre avec 30,000 Russes. On le surnommait l'*Invincible*. Célèbre par la défaite des Turcs et des Polonais, c'était lui qui avait ordonné les épouvantables massacres d'Ismail et de Praga. Rempli de haine à l'égard des républicains et de mépris pour ses propres alliés, il se flattait d'être plus heureux que Brunswick en 92 et Cobourg en 93 : c'est à Paris seulement qu'il comptait s'arrêter.

De ses 46,000 hommes, Schérer en avait perdu 10,000; les garnisons de Peschiera et de Mantoue en comptaient 8,000; il ne lui restait donc que 28,000 combattants. Il eut encore la maladresse de les disséminer le long de l'Adda, sur une ligne de vingt-quatre lieues. Nommé général en chef à sa place, Moreau n'eut pas le temps de concentrer ses forces. Le 17 avril, Souwarow avait forcé le passage de l'Adda; le 28, les Autrichiens et les Russes gagnèrent la bataille de *Cassano*.

N'ayant plus que 20,000 hommes, Moreau battit en retraite. Il évacua Milan, et, passant sur la rive droite du Pô, il vint s'établir entre ce fleuve et le Tanaro. Dans cette position, il était maître du confluent des deux rivières. Couvert à gauche par les places de Valenza et de Casal, à droite par celle d'Alexandrie, il gardait la route de Gènes et pouvait donner la main à Macdonald, qui revenait du sud de l'Italie.

Macdonald avait quitté Naples le 7 mai. Laisant des garnisons dans les places fortes, il traversa le territoire romain et la Toscane. Le 25 mai, il était à Florence, à la tête de 28,000 combattants. De là il descendit dans la vallée du Pô, pour se porter par Modène, Parme et Plaisance, vers Tortone, où il devait rencontrer Moreau. Ce plan ne réussit point. Souwarow s'était jeté entre les deux généraux français avec des forces supérieures. Une bataille de trois jours sur les bords de la *Trébie* (17-18-19 juin) obligea Macdonald à rétrograder au sud dans les Apennins. Il dut, pour rejoindre Moreau, longer la côte de Toscane jusqu'à Gènes.

Le Directoire destitua Moreau. Joubert, nommé pour le remplacer, venait de se marier : « Tu ne me reverras que mort ou victorieux, » dit-il à sa jeune femme en quittant Paris. Le 15 août, l'armée d'Italie se heurta aux Autrichiens et aux Russes, entre Alexandrie et Gènes, à *Novi*. Le nombre l'emporta une fois de plus. Dès le début de l'action, Joubert fut tué d'un coup de feu. Moreau, qui était resté auprès de lui sur sa prière pour l'aider de ses conseils, dirigea la retraite.

Championnet, nommé au commandement en chef, essaya de reprendre l'offensive; il perdit la bataille de *Génola* (4 novembre). Turin, Alexandrie, Mantoue, Coni, Civita-Vecchia, Ancône, Naples, étaient tombés au pouvoir des coalisés. Ferdinand et Caroline, rétablis dans leur royaume, frappaient avec une rigueur impitoyable tous les partisans de la république et de la France, et le vainqueur d'Aboukir, Nelson, se rendait complice de ces cruautés. A l'exception de Gènes et des bords de la mer entre l'Apennin et le Var, l'Italie était perdue; la frontière française du midi se trouvait menacée.

Débarquement des Anglais et des Russes en Hollande (26 août-4 septembre). — Le danger n'était pas moins grand au nord. La Hollande septentrionale forme une presqu'île triangulaire, terminée au nord par la pointe du Helder. La mer du Nord la baigne à l'ouest, le Zuyderzée à l'est, le golfe de l'Y au sud-est. L'isthme de Harlem, au sud-ouest, la rattache au reste

du pays. La ville d'Amsterdam se trouve située au sud de l'Y, à quinze lieues environ du Helder.

C'est là que, du 26 août au 14 septembre, 45,000 Anglais et Russes vinrent débarquer sous les ordres des généraux Abercromby, Hermann et du duc d'York. Le 28 août, les Anglais s'emparent du *Helder*. Le 30, les marins de la flotte batave s'insurgent en faveur du stathouder et livrent à l'ennemi 9 vaisseaux avec le port du *Texel*. Le général Brune¹, à la tête des troupes françaises et bataves, essaye vainement de refouler les envahisseurs. Repoussé au combat du *Zyp* (10 septembre), et menacé dans ses lignes d'Alkmaër, il apprend que la flotte anglaise s'est emparée de *Medemblick*, d'*Enkhuysen*; les partisans de la maison d'Orange s'agitent dans l'*Over-Yssel*.

Ainsi, vers le milieu du mois de septembre 1799, l'Italie est perdue, la Hollande envahie, la France en péril. Heureusement, la face des choses va changer.

Victoire de Masséna en Suisse, à Zurich (25-26 septembre). — Souwarow, maître de Turin, avait écrit au roi de Sardaigne pour l'inviter à revenir prendre possession du Piémont. Cette conduite du général moscovite alarma l'Autriche. Le cabinet de Vienne avait l'intention de garder pour lui tout le nord de l'Italie. Le conseil aulique prescrivit donc à Souwarow de quitter la vallée du Pô et de passer en Suisse pour s'y réunir à Korsakow. Par là les deux portions de l'armée russe seraient jointes sur un même champ de bataille. De son côté, l'archiduc Charles, qui jusqu'alors avait appuyé Korsakow, devait passer sur le Danube. Il n'y aurait plus désormais d'Autrichiens en Suisse ni de Russes en Italie.

Examinons la position respective des belligérants sur le territoire helvétique. La *Linth*, née dans les Alpes, traverse le lac de Zurich; elle sort de ce lac à Zurich même, prend le nom de *Limmat*, et va au nord-ouest se jeter dans l'Aar, affluent du Rhin. La ligne formée par la Linth au midi, par le lac au centre et la Limmat au nord séparait les deux armées. A l'est se trouvait Korsakow avec Hotze et l'archiduc Charles, ayant à dos le lac de Constance, la gauche aux Alpes, la droite au Rhin; à l'ouest se trouvait Masséna, avec Soult, Molitor, Lecourbe, ayant à dos le lac de Lucerne, la droite aux Alpes, la gauche au Rhin.

1. Brune (Guillaume), né en 1763, à Brives, fut d'abord ouvrier imprimeur et ami de Camille Desmoulins; il fut assassiné à Avignon en 1815.

Souwarow résolut de déboucher en Suisse par le col du Saint-Gothard et les sources de la Reuss. Il comptait arriver à Lucerne, sur les derrières de Masséna, et lui couper la retraite. Attaqué de front par Korsakow, en queue par Souwarow, Masséna serait perdu. De son côté le général français résolut de prendre vivement l'offensive contre Korsakow, après que ce dernier aurait été quitté par l'archiduc Charles et avant qu'il pût être secouru par Souwarow. Après avoir battu Korsakow, il comptait se retourner contre Souwarow, et culbuter l'une après l'autre les deux moitiés de l'armée russe.

Ce plan réussit. Le 25 septembre, Masséna, Mortier, Lorges, Humbert, Gazan, Oudinot, Ménard, franchirent la *Limmat*, dans des barques, au-dessous de *Zurich* à *Closter-Fahr*. Le moment était si bien choisi que, aux 37,000 hommes de Masséna, Korsakow, isolé de l'archiduc, n'en put opposer que 26,000. La lutte dura deux jours et se termina par l'entière défaite de l'armée russe (25-26 septembre). Les Français restèrent maîtres de Zurich¹. Korsakow s'enfuit vers le Rhin ; il avait perdu 43,000 morts, blessés ou prisonniers, la moitié de ses troupes, et 400 pièces de canon. Pendant ce temps, au-dessus du lac de Zurich, Soult avait également passé la *Linth*, culbuté la division autrichienne de Hotze, qui perdit 3,000 hommes, parmi lesquels son chef, et fut rejetée sur le Vorarlberg. La Suisse était reconquise jusqu'au lac de Constance et au Rhin.

En ce moment, Souwarow débouchait dans la vallée de la Reuss avec 48,000 soldats. Il avait franchi le *Saint-Gothard* du 21 au 23 septembre. Il descendit à travers des gorges effroyables, poussant devant lui Lecourbe, qui reculait lentement, et dont les tirailleurs, embusqués sur les rochers, fusillaient les Russes à coup sûr. Le 26 septembre, Souwarow atteignit *Altorf*, où commence le lac de Lucerne. C'était le jour où finissait la bataille de Zurich. Au lieu de fermer la retraite à Masséna aux prises avec une autre armée, les Russes se trouvaient au contraire isolés, en nombre inférieur, parmi les Français victorieux. Souwarow rétrograda, parmi les précipices et la neige, dans des ravins où il dut abandonner ses canons, ses voitures, où les soldats mouraient de froid et de faim. Après

1. C'est pendant cette bataille que l'illustre Lavater fut blessé à mort par un soldat ivre, sur la porte de sa maison.

des efforts inouïs, il parvint à Coire. Il ne lui restait que 40,000 hommes. Maudissant l'Autriche, à laquelle il attribuait le désastre, il partit pour la Russie, où une disgrâce l'attendait. Ces terribles Moscovites, qui devaient envahir la France, se trouvaient anéantis.

Victoires de Brune en Hollande, à Bergen et Kastricum (49 septembre-6 octobre). — Brune n'avait été ni moins habile ni moins heureux que Masséna. Attaqué le 49 septembre dans ses lignes de *Bergen* et d'*Alkmaër* par les Anglo-Russes, il les repoussa sur tous les points. Cette journée coûta aux alliés 7 drapeaux, 26 canons, 5,000 hommes. Le général russe Hermann fut au nombre des prisonniers.

Douze jours après cependant, le 2 octobre, le duc d'York reprit l'offensive. Il parvint à tourner les Français par leur extrême gauche, au village d'*Egmont-op-Zee*, et les contraignit à se replier sur Kastricum. Ce fut son dernier succès. Rejoint par quelques renforts, Brune gagna le 6 octobre la bataille de *Kastricum*. Les Anglais et les Russes y perdirent 4,000 hommes. Découragés, ils regagnèrent le Helder. Le 48 octobre le duc d'York signa la convention d'*Alkmaër*. Les envahisseurs devaient se rembarquer avant le 30 novembre. Ils rendaient 8,000 prisonniers français et bataves, ainsi que toute l'artillerie qui se trouvait dans les villes occupées par eux.

Situation intérieure. Le 22 floréal, le 30 prairial (4 mai 1798-18 juin 1799). — Les victoires remportées à deux cents lieues de distance et à quelques jours d'intervalle par Brune et Masséna, sauvèrent la France de l'invasion. Elle n'avait donc point, à la fin de 1799, besoin d'un changement de gouvernement pour repousser l'attaque des coalisés. Et cependant elle se trouvait à la veille d'un coup d'État.

Depuis le 48 fructidor, l'accord ne s'était jamais rétabli complètement entre le Directoire et les deux conseils. Ni les royalistes ni les républicains avancés n'avaient abandonné l'espoir de faire triompher leur cause. Les directeurs luttèrent d'abord contre leurs adversaires avec vigueur. Le 22 floréal an VI (4 mai 1798), ils cassèrent la majorité des élections aux deux conseils, qui leur paraissaient trop révolutionnaires. Ce fut le dernier succès du Directoire.

Les revers par lesquels débuta la campagne de 1799, la loi sur la conscription, l'emprunt forcé, dépopularisèrent le gouvernement. Désigné par le sort comme membre sortant,

Rewbell fut remplacé par Sieyès¹, qui venait d'être ambassadeur à Berlin. Sieyès et Barras firent cause commune avec la majorité des conseils contre les trois autres directeurs, et leur arrachèrent leur démission. Treilhard, Laréveillère et Merlin furent remplacés par Gohier, Moulin et Roger-Ducos (30 prairial an VII, 18 juin 1799).

Coup d'État du dix-huit brumaire. Journée du 18 à Paris. Dissolution du Directoire (9 novembre).—C'est alors que parut Bonaparte, décidé à mettre la main sur le pouvoir. Il pouvait compter sur son frère Lucien, président des Cinq-Cents, sur beaucoup de membres des deux conseils, sur les ministres Talleyrand et Fouché, enfin sur l'armée.

Des cinq membres du Directoire, l'un, Barras, était décrié pour ses désordres; il avait servi tour à tour tous les partis; un second, Sieyès, était un homme égoïste et avide; Roger-Ducos était faible et nul; le général Moulin et l'avocat Gohier étaient d'honnêtes gens peu connus. Bonaparte s'adressa d'abord aux deux derniers. Accusant Sieyès de conspirer avec les royalistes, il leur proposa de l'exclure du Directoire et de lui donner sa place. Ils lui objectèrent la constitution, qui exigeait qu'un directeur eût quarante ans. Changeant alors de tactique, il s'unit à Sieyès, et résolut de dissoudre les deux conseils.

Les conjurés craignaient la résistance de la population de Paris. Un article de la constitution donnait aux Anciens le droit de fixer le lieu des séances du corps législatif. Le 18 brumaire au matin, Cornet, d'accord avec Bonaparte, présentant aux Anciens, sous un jour effrayant, les dangers dont ils étaient menacés, et qu'il ne spécifiait pas, leur proposa comme unique remède de quitter Paris. « Vous pouvez encore prévenir l'incendie, leur dit-il. Un instant suffit; mais si vous ne le saisissez pas, la République aura existé, et son squelette sera entre les mains de vautours qui s'en disputeront les membres décharnés ! » La commission des inspecteurs de l'assemblée, gagnée au complot, avait avancé l'heure de la séance, sans prévenir les députés connus pour leur attachement à la République. Les Anciens votèrent donc les décrets suivants : « Le corps législatif est transporté dans la commune de Saint-Cloud; les deux conseils y siégeront dans les deux ailes du palais. Ils y

1. Il avait refusé une première fois d'être directeur en 1795. Sieyès était né le 3 mai 1748, à Fréjus. Avant la Révolution, il avait été vicaire-général et chanoine du diocèse de Chartres. Il mourut le 20 juin 1836.

seront rendus demain, 19 brumaire, à midi. Toute continuation de fonctions est interdite ailleurs et avant ce terme. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent décret. Les troupes qui se trouvent dans la commune de Paris sont mises sous ses ordres. » (9 novembre.) Un article du décret invitait le général à venir prêter serment au sein du conseil. Il y vint accompagné d'un nombreux état-major de généraux, auxquels il avait donné rendez-vous dans sa maison de la rue Chantierine. Il passa ensuite une revue de la garnison dans le jardin des Tuileries.

En même temps, Barras, menacé par Bonaparte, quittait Paris. Sieyès et Roger-Ducos, gagnés tous les deux, donnèrent leur démission. Gohier et Moulin, ayant refusé d'en faire autant, furent retenus prisonniers au Luxembourg par le général Moreau. Il n'y avait plus de pouvoir exécutif.

Journée du 19 à Saint-Cloud. Bonaparte au conseil des Anciens. — Le lendemain, 19 brumaire, les deux conseils étaient à Saint-Cloud, environnés de troupes. Bonaparte se présenta d'abord devant les Anciens; l'assemblée, revenue de sa surprise de la veille et comptant dans ses rangs les députés qu'on n'avait pas convoqués pour la séance précédente, se montra inquiète et irritée. Instruite de la démission des directeurs, elle voulut les remplacer par une élection immédiate et envoya un message aux Cinq-Cents pour les inviter à dresser une liste de candidats. C'est alors, vers quatre heures, que Bonaparte entra brusquement, suivi d'une partie de son état-major : « Représentants du peuple, dit-il aux Anciens, vous n'êtes point dans des circonstances ordinaires, vous êtes sur un volcan... Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat... On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwell!... Représentants du peuple, si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, usurper l'autorité suprême, plus d'une fois j'ai été appelé à la prendre...—Vous oubliez la constitution, » lui dit le député Linglet.

A ces mots, la colère de Bonaparte éclate : « La constitution, s'écrie-t-il, vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial!... Représentants du peuple, ne voyez pas en moi un misérable intrigant qui se couvre d'un masque hypocrite... J'en atteste votre courage, vous mes braves camarades, vous aux yeux de qui l'on voudrait me peindre comme un ennemi de la liberté: vous, grenadiers, dont j'aperçois les bonnets; vous, braves soldats, dont j'aperçois les baïonnettes... Si quel-

que orateur, soldé par l'étranger, ose prononcer contre votre général les mots *hors la loi*, que la foudre de la guerre l'écrase à l'instant. Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune ! » Et il se répandit en accusations vagues, en plaintes, en menaces.

Expulsion du conseil des Cinq-Cents.—Dans le conseil des Cinq-Cents la séance s'était ouverte au milieu de l'agitation la plus vive, et l'on avait décidé de renouveler par appel nominal le serment de fidélité à la constitution de l'an III.

« Bonaparte paraît, suivi de deux généraux et des grenadiers ; toute l'assemblée est debout ; tous, par des cris divers, manifestent leur indignation de l'apparition des baïonnettes dans le temple des lois. On entend crier de toutes parts : « Vive la République !... À bas le tyran !... Vive la constitution de l'an III ! Hors la loi le dictateur !... À bas le Cromwell !... À bas le dictateur !... » Un grand nombre de députés s'élancent sur lui et le repoussent en criant : « Retirez-vous, vous violez le sanctuaire des lois. » Bonaparte, troublé, tombe dans les bras de ses grenadiers qui l'emportent... Il n'est pas vrai que les députés Barthélemy et Aréna, son compatriote, ni aucun autre aient voulu le poignarder. » (*Mémoires de Gohier.*)

Après la sortie de son frère, Lucien était demeuré au fauteuil, essayant de calmer la colère de l'assemblée. L'indignation des députés, loin de s'apaiser, ne faisait que s'accroître. De toutes les parties de la salle on demandait la mise aux voix du décret d'accusation contre Bonaparte. Lucien sort et va rejoindre les conjurés. On lui donne une épée, un cheval.

« Citoyens, soldats, s'écrie-t-il, le président du conseil des Cinq-Cents vous déclare que l'immense majorité de ce conseil est dans ce moment sous la terreur de quelques représentants du peuple à *stylet* qui assiègent la tribune, présentent la mort à leurs collègues et enlèvent les délibérations les plus affreuses.

« Je vous déclare que ces audacieux brigands, *sans doute soldés par l'Angleterre*, se sont mis en rébellion contre le conseil des Anciens et ont osé parler de mettre *hors la loi* le général chargé de l'exécution de son décret.

« Général et vous soldats, vous ne reconnaitrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de moi. Quant à ceux qui resteront dans l'Orangerie, que la force les expulse. Ces brigands ne sont plus représentants du peuple, mais représentants du poignard. Vive la République ! »

Après avoir entendu cette harangue, les soldats répétaient

bien avec les conjurés : « Vive Bonaparte ! » mais restaient immobiles. Pour vaincre cette hésitation, Lucien, brandissant son épée, jure de la plonger dans le sein de son frère, s'il attendait un jour à la liberté des Français. Conduit par le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, un détachement de grenadiers envahit la salle et la fait évacuer. Les protestations des députés sont étouffées par le bruit du tambour.

Consulat provisoire (10 novembre 1799). — Le même soir, à dix heures, cinquante députés environ, réunis par Lucien, confièrent la dictature à trois consuls provisoires : Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos.

Lucien leur avait dit : « Représentants du peuple, cet ancien palais des rois, où nous siégeons dans cette nuit solennelle, atteste que la puissance n'est rien, et que la gloire est tout. Vous devez oublier tous les liens factices, pour ne vous souvenir que du peuple français... Si, par des considérations pusillanimes et déplacées, nous ne changeons pas l'affreux état où il se trouve, dès aujourd'hui nous perdons notre gloire et nous ne garderons pas longtemps notre puissance... Je livre à vos méditations profondes les idées que je viens d'émettre. » Il ajouta encore ces paroles bizarres : Entendez le cri sublime de la postérité : *Si la liberté naquit dans le Jeu de Paume de Versailles, elle fut consignée dans l'Orangerie de Saint-Cloud.* »

La nation se montra peu touchée de cette violation de la loi. Elle était affamée de repos. Avec Bonaparte, on croyait retrouver la paix intérieure et la victoire. Le réveil fut terrible. Condamnée pendant quinze ans à la guerre² sans trêve, sans merci, décimée pour satisfaire l'ambition d'un homme, la France allait être traînée sur tous les champs de bataille de l'Europe, depuis Cadix jusqu'à Moscou, pour voir, après des luttes et des sacrifices sans exemple, nos frontières perdues, les Cosaques aux Champs-Élysées et les Prussiens au Luxembourg : deux invasions en quinze mois !

1. Un seul magistrat protesta. Il se nommait Barnabé et était président du tribunal criminel de l'Yonne. Il fut exilé à Orléans.

2. Sans doute ces luttes furent glorieuses pour nos soldats, mais, pour emprunter l'expression du poète latin, c'est cette gloire qui a perdu la patrie :

Patriam tamen obruit olim
Gloria paucorum, et laudis titulique cupido
Hæsurî saxis cinerum custodibus ; ad quæ
Discutienda valent sterilis mala robora ficus :
Quandoquidem data sunt ipsis quoque fata sepulcris.

JUVENAL, Sat. X.

CHAPITRE VIII.

Le Consulat.

Constitution de l'an VIII; les trois consuls; listes de notabilités. — Corps législatif; tribunal; conseil d'État; sénat conservateur. — Caractère général de cette constitution. — Organisation administrative: préfets et sous-préfets. — Organisation judiciaire; la nomination par le pouvoir exécutif substituée à l'élection populaire. — Bonaparte et les anciens partis. — La machine infernale (24 décembre 1800).

Ouvertures de paix à l'Angleterre et à l'Autriche. Campagne de 1800 en Italie. Défense de Gênes par Masséna (6 avril-4 juin). — Passage du Grand Saint-Bernard par Bonaparte (15-20 mai). Victoires de Montebello et de Marengo (9-14 juin). — Campagne de 1800 en Allemagne. Passage du Rhin par Moreau (25 avril-1^{er} mai). — Conquête de la Bavière (mai-juin). — Victoire de Hohenlinden (3 décembre 1800). — Paix de Lunéville (9 février 1801).

Lutte contre l'Angleterre. L'Égypte sous Kléber. Convention d'El-Arisch (24 janvier 1800). — Bataille d'Héliopolis (19 mars). Kléber assassiné (14 juin 1800). — L'Égypte sous Menou. Capitulation de Malte (5 septembre 1800); bataille de Canope (27 mars 1801); capitulation du Caire (25 juin), d'Alexandrie (2 septembre 1801). — Rapports de Bonaparte avec Naples, l'Espagne, la Russie. — Ligue armée des neutres. — Les Anglais à Copenhague. Assassinat du czar Paul I^{er} (mars-avril 1801). — Traité d'Amiens (25 mars 1802). — Les indemnités germaniques. Recès du 25 février 1803.

Constitution de l'an VIII; les trois consuls; listes de notabilités. — Aux termes de la constitution de l'an VIII, le premier consul se trouvait placé à la tête du gouvernement. Il avait la nomination directe et sans partage des membres de toutes les administrations, des membres des conseils départementaux et municipaux. Il nommait encore les officiers de terre et de mer, les conseillers d'État, les ministres à l'étranger, les juges civils et criminels. Il dirigeait le gouvernement, la guerre et la diplomatie, et signait les traités. Deux autres consuls lui étaient adjoints, mais n'avaient que voix consultative. Tous trois avaient le pouvoir pour dix ans. Le traitement du premier consul était de cinq cent mille francs; celui de chacun des deux autres, de cent cinquante mille francs. Tous trois devaient loger aux Tuileries et avoir une garde consulaire.

Avant d'énumérer les corps auxquels fut attribué le pouvoir législatif, il faut faire connaître le système électoral mis en vi-

gueur par la constitution de l'an VIII. Tout Français âgé de vingt et un ans devait se faire inscrire sur les registres civiques. Cette inscription donnait un total de cinq ou six millions de citoyens. Ils devaient désigner par un vote le dixième d'entre eux. On obtenait ainsi une première liste de cinq à six cent mille individus. Ceux-ci choisissaient encore le dixième d'entre eux, et formaient ainsi une seconde liste de cinquante à soixante mille noms. Par un dernier vote, ceux-ci prenaient le dixième d'entre eux et formaient une troisième liste de cinq à six mille personnes. Toutes trois s'appelaient *listes de notabilités*.

La première était la liste de *notabilités communales*: c'est là qu'on devait prendre les membres des administrations municipales et des conseils d'arrondissement, les maires, les sous-préfets et les juges de première instance. La seconde liste était la liste de *notabilités départementales*: c'est là qu'on devait prendre les préfets, les juges d'appel, les membres des conseils généraux. La troisième liste était la liste de *notabilités nationales*: on devait y prendre les ministres, les juges du tribunal de cassation, les conseillers d'État et les membres du corps législatif.

Corps législatif; tribunal; conseil d'État; sénat conservateur. — Le pouvoir législatif était partagé entre quatre corps différents: le *corps législatif*, le *tribunal*, le *conseil d'État*, le *sénat conservateur*.

Le *corps législatif*, composé de trois cents membres, devait voter les lois après les avoir entendu discuter devant lui, mais sans les discuter lui-même, et sans avoir le droit de prendre la parole.

Avant d'être soumises au corps législatif, les lois étaient présentées au *tribunal*. Le tribunal, composé de cent membres, discutait publiquement les lois et émettait un vote. S'il était favorable à la loi proposée, trois de ses membres allaient la soutenir devant le corps législatif; s'il était contraire, trois de ses membres allaient la combattre.

Le *conseil d'État*, organe du gouvernement, était chargé de rédiger les projets de loi. Il les présentait au tribunal, les soumettait ensuite au corps législatif, et chargeait trois de ses membres de les discuter contradictoirement avec les orateurs du tribunal. Après avoir entendu les tribuns et les conseillers d'État, le corps législatif votait en silence.

Enfin venait le *sénat conservateur*, composé de cent membres; il était chargé de veiller au maintien des lois.

Le sénat se recrutait lui-même, en choisissant ses membres sur une liste de trois candidats, pris parmi les notabilités na-

tionales, et présentés, l'un par les consuls, l'autre par le corps législatif, et le troisième par le tribunal. Le sénat choisissait dans la liste des notabilités nationales les membres du corps législatif, du tribunal et de la cour de cassation. Le conseil d'État était nommé par le premier consul. Dans cette constitution, disait Sieyès, son auteur, « la confiance venait d'en bas, le pouvoir d'en haut. » C'était Bonaparte qui avait réglé l'organisation du pouvoir exécutif. Sieyès aurait voulu l'organiser autrement, en créant un *grand électeur*, dont les fonctions se seraient bornées à choisir un consul de la paix et un consul de la guerre, investis du pouvoir exécutif. Bonaparte n'avait pas voulu « devenir une sorte de roi fainéant à l'engrais de quelques millions, » et cette partie de la constitution avait été modifiée.

Caractère général de cette constitution. — Comme on le voit, la constitution de l'an VIII concentrait dans les mains de Bonaparte une véritable dictature. Le premier consul était plus puissant que Louis XVI avant 1789. Toutefois il déguisait scigneusement les institutions monarchiques ainsi rétablies sous des apparences républicaines. Évitant les dénominations en usage sous l'ancien régime, il donnait aux nouveaux magistrats des noms empruntés à l'antiquité latine : *Consuls, sénateurs, tribuns, préfets*. Cette équivoque subsista même après 1804, quand le premier consul fut devenu, non pas *roi*, mais *empereur*. Jusqu'en 1808, les pièces de monnaie portèrent l'inscription suivante : *République française ; Napoléon empereur*.

La constitution fut soumise à un plébiscite ; chacun devait inscrire son vote sur un registre et le signer de son nom. La constitution fut acceptée par 3,444,407 suffrages contre 1,567. Cambacérès¹, ancien conventionnel, et Lebrun, ancien secrétaire du chancelier Maupeou, remplacèrent, en qualité de deuxième et troisième consuls, Sieyès et Roger-Ducos. Ces deux derniers devinrent sénateurs ; Sieyès reçut de plus la terre de Crosno. De concert avec Cambacérès et Lebrun, Sieyès et Roger-Ducos désignèrent vingt-neuf sénateurs, ce qui avec eux-mêmes faisait trente et un ; ces trente et un en nommèrent vingt-neuf autres.

Organisation administrative. Préfets et sous-préfets. — Immédiatement après le vote de la constitution, le premier consul réorganisa l'administration départementale et municipale. Les départements furent subdivisés en *arrondissements*. A la tête de chaque département le premier consul établit un *pré-*

1. Cambacérès, « l'homme le plus propre à mettre de la gravité dans la bassesse ». (CLAUDE FAURIEL, *Les Derniers Jours du Consulat*.)

fet chargé du pouvoir exécutif ; près de lui, pour le conseiller, pour le diriger dans les affaires départementales, il plaça un *conseil de préfecture*, composé de quatre ou cinq personnes. Dans chaque arrondissement il y eut un *sous-préfet*, ayant à côté de lui un *conseil d'arrondissement*. Les maires, assistés de conseils municipaux, administrèrent les communes. Un *conseil général*, siégeant quinze jours par an, devait dans chaque département contrôler la conduite des préfets. Tous ces agents étaient nommés par le premier consul et choisis dans les listes de notabilités, même les conseillers de département, d'arrondissement et les conseillers municipaux¹.

Organisation judiciaire. La nomination par le pouvoir exécutif substituée à l'élection populaire. — On a vu (pages 67-68) quelle avait été l'organisation judiciaire établie par la constitution de 1794. Cette organisation fut changée : il y eut désormais un *tribunal de première instance* par arrondissement, formant un premier degré de juridiction, chargé de juger les contestations entre particuliers et les délits. Il y eut vingt-neuf *tribunaux d'appel*, formant un second degré de juridiction. Au sommet de la hiérarchie judiciaire resta placée la *cour de cassation*. Pour juger les crimes, des magistrats durent être détachés des tribunaux d'appel et tenir des *assises*, avec le concours du *jury*, au chef-lieu de chaque département. Les *justices de paix* étaient maintenues. Dorénavant les juges devaient être *inamovibles*. Au lieu d'être nommés pour dix ans par les électeurs, les membres des tribunaux de première instance furent choisis par le premier consul dans les listes de notabilités communales ; ceux des tribunaux d'appel, par lui encore, dans les listes de notabilités départementales ; ceux de la cour de cassation, par le sénat, dans la liste nationale.

Bonaparte et les anciens partis. — Après avoir organisé son gouvernement, Bonaparte essaya d'éteindre ou de rallier les anciens partis. Il comptait sur la présence dans son ministère de Carnot et de Fouché pour lui rallier les républicains ; sur celle de Talleyrand pour gagner les royalistes. « Quel révolutionnaire, disait-il à son frère Joseph, n'aura pas confiance dans un ordre de choses où Fouché sera ministre ? Quel gentilhomme n'espérera pas trouver à vivre sous l'ancien évêque d'Autun ? L'un garde ma gauche, l'autre, ma droite. J'ouvre une

1. De la sorte, suivant l'expression de M. Henri Martin, « le pouvoir choisissait les hommes chargés de contrôler le pouvoir. »

grande route où tous peuvent aboutir. » Toutefois, il s'aperçut bien vite que les républicains, au moins pour la plupart, ne consentiraient pas à se ranger derrière lui. Il les poursuivit dès lors avec une rigueur impitoyable¹. Dès le 16 novembre 1799, un décret des trois consuls avait frappé trente-sept citoyens d'un arrêt de déportation en Guyane ; vingt-deux autres étaient condamnés à la détention dans l'île de Ré. La plupart étaient des membres du conseil des Cinq-Cents, auxquels on ne pouvait reprocher que d'avoir obéi à la loi en essayant de résister au coup d'État de brumaire. Parmi eux se trouvait le général Jourdan. Cette mesure fut si mal accueillie par l'opinion publique que Bonaparte effaça d'abord de la liste le nom de Jourdan, puis convertit la déportation prononcée contre les autres en une mise en surveillance sous la haute police. Le 10 octobre 1800, le peintre Topino Lebrun, ancien juré du tribunal révolutionnaire, le sculpteur Ceracchi et le Corse Aréna, ancien membre du conseil des Cinq-Cents, furent arrêtés comme prévenus de conspiration. Condamnés à mort, ils furent guillotins le 30 janvier 1801.

Les royalistes, au début du moins, furent mieux traités². Bonaparte rapporta les lois sur les otages et sur l'emprunt forcé progressif. Les prêtres détenus dans les îles de Ré et d'Oléron furent élargis. Un grand nombre de prisonniers royalistes furent remis en liberté : le premier consul alla lui-même leur ouvrir les portes du Temple. Des émigrés avaient fait naufrage sur la côte de Calais. Les lois contre l'émigration les condamnaient à mort. Bonaparte les laissa sortir de France sains et saufs. Les lois qui excluaient les ci-devant nobles des fonctions publiques furent rapportées. Les proscrits du 18 fructidor furent rappelés en France. Boissy d'Anglas fut autorisé à séjourner à Annonay, Dumolard à Grenoble, Pastoret à Dijon.

Ces mesures firent croire aux amis des Bourbons que Bonaparte était disposé à jouer le rôle de Monk. Le prétendant, qui depuis 1795 prenait le nom de Louis XVIII, avait habité successivement Vérone sur le territoire vénitien, Blankenbourg (duché de Brunswick), Mittau (Russie). Encouragé par l'attitude du premier consul, il lui écrivit : « Nous pouvons assurer le repos de la France. Je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte

1. Dès le début du consulat le nombre des journaux publiés à Paris fut réduit à douze et bientôt à huit.

2. Toutefois M. de Frotté, chef de chouans dans le Bocage normand, fut fusillé le 18 février 1800.

pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi. » Et il lui fit proposer l'épée de connétable. Bonaparte répondit : « Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France. Il vous faudrait marcher sur cinq cent mille cadavres. » (7 septembre 1800.)

La machine infernale (24 décembre 1800). — Trompés dans leur attente, les royalistes redevinrent les ennemis du gouvernement. Le 24 décembre 1800, au moment où la voiture du premier consul passait dans la rue de Richelieu, à la hauteur de la rue Saint-Nicaise, pour aller à l'Opéra, une explosion formidable retentit. Un tonneau rempli de poudre et de projectiles, placé sur une charrette de porteur d'eau, venait d'éclater. C'est ce qu'on a nommé la *machine infernale*.

Échappé au danger, Bonaparte accusa les républicains du complot. Par son ordre, Fouché, ministre de la police, dressa une liste de cent trente suspects. Le premier consul, sans jugement, de son autorité privée, les condamna à la déportation.

On ne tarda point cependant à découvrir les vrais coupables. C'étaient cinq chouans, Saint-Réjant, Carbon, Picot-Limoëlan, Coster Saint-Victor et Joyau. On ne put arrêter que les deux premiers, qui furent guillotins le 4^{er} avril 1801. Les cent trente républicains proscrits n'en furent pas moins déportés. Bonaparte persista dans ses efforts pour rallier les royalistes à son gouvernement. Aussi la plupart des chefs vendéens, l'abbé Bernier, d'Autichamp, de Suzannet, firent-ils leur soumission. Enfin, le 26 avril 1802, une amnistie complète fut accordée à tous les émigrés qui rentreraient avant le 4^{er} vendémiaire an XI, et qui prèteraient serment de n'entretenir aucune correspondance avec l'étranger ou les Bourbons. On excepta seulement les chefs de la guerre civile et ceux qui servaient dans les armées étrangères. Les émigrés rentrés furent remis en possession de leurs biens non vendus, à l'exception des forêts et des immeubles affectés à un service public.

Ouvertures de paix à l'Angleterre et à l'Autriche. — L'Europe était toujours en armes contre la France. Cependant l'opinion publique souhaitait ardemment la paix, à Vienne et à Londres aussi bien qu'à Paris. Bonaparte, avant de recommencer la lutte, voulut mettre les peuples de son côté. Il écrivit directement au roi d'Angleterre et à l'empereur pour leur faire des ouvertures de paix. Il s'adressait en ces termes au premier : « Appelé, sire, par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la République, je crois convenable,

en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté. La guerre qui depuis dix ans ravage les quatre parties du monde doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre? Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires?» Ces démarches n'eurent pas un effet immédiat, et il fallut de nouveau se disposer à combattre.

Campagne de 1800 en Italie. Défense de Gènes par Masséna (6 avril-4 juin).—Au printemps de 1800, l'armée d'Italie, placée sous les ordres de Masséna, ne comptait plus que 36,000 hommes. Elle occupait les Apennins et les Alpes maritimes par les cols de Montebruno, de la Bocchetta, de Cadibone, de Nava, de Tende, et couvrait ainsi à droite Gènes, au centre Savone et Saorgio, à gauche Nice et le Var. Le feld-marchal baron Mélas, à la tête de 120,000 hommes, se jeta sur la ligne des Français le 5 avril. Après une lutte acharnée, grâce à leur supériorité numérique, les Autrichiens coupèrent en deux leurs adversaires. Une moitié de l'armée française, commandée par Suchet, fut rejeté sur le Var; l'autre, à la tête de laquelle était resté Masséna, fut assiégée dans Gènes. Attaqué du côté de la terre par les Autrichiens du général Ott, bloqué sur mer par les Anglais, Masséna opposa pendant deux mois une résistance héroïque (6 avril-4 juin). Pas un seul de ces cinquante-huit jours ne se passa sans combattre. A la fin du siège, les soldats et les habitants ne vivaient plus que d'herbes et de pain d'amidon. La garnison avait fait perdre à l'ennemi plus d'hommes qu'elle n'en comptait. Quand Masséna capitula, les vivres étant épuisés, il obtint le droit de se retirer librement sur le Var, avec le reste de ses troupes, pour y rejoindre Suchet. En tenant si longtemps en échec les meilleures forces de l'ennemi, il avait rendu possible le succès du plan de Bonaparte, qui en ce moment même s'exécutait.

Passage du Grand Saint-Bernard par Bonaparte (15-20 mai). — Le premier consul avait résolu de déboucher en Italie, avec une armée nouvelle, par les Alpes Pennines; de la sorte il se trouverait au cœur de la Lombardie, sur les derrières de Mélas; il comptait le cerner sur la rive droite du Pô, en Ligurie ou en Piémont, et lui fermer la route d'Allemagne.

Le 6 mai, Bonaparte partit de Paris; 40,000 hommes, venus soit du camp de Dijon, soit de l'ouest de la France, se trouvaient réunis vers Lausanne et Genève. Par Villeneuve, Saint-Maurice, Martigny, Saint-Pierre, ils arrivèrent au pied du *Grand Saint-Bernard*. Il fallut marcher pendant dix lieues sur des sentiers escarpés, étroits, bordés de précipices, et souvent obstrués par la neige; les affûts de canons furent portés à dos de mulets, les canons eux-mêmes enveloppés dans des troncs d'arbres creusés en forme d'étais. Commencé dans la nuit du 14 au 15 mai, le passage dura jusqu'au 20.

De l'autre côté des montagnes, on se trouva dans la vallée d'Aoste, à la source de la Doire-Baltée. Lannes descendit le cours de la rivière avec l'avant-garde. Tout à coup, il fut arrêté par un obstacle imprévu. Fermée au nord par les Alpes Pennines, à l'ouest par les Alpes Grées, la vallée d'Aoste l'était au sud et à l'est par deux contre-forts détachés de la chaîne principale. La route qui d'Aoste conduit en Italie passe au bord de la Doire entre ces deux contreforts, au pied d'un mamelon à pic que couronne le fort de *Bard*. Ce fort était au pouvoir des Autrichiens. Il paraissait également impossible et de le prendre sans un long siège, et de passer, sans en être maître, sur la route qu'il domine de ses feux plongeants. On passa néanmoins. Les fantassins traversèrent un à un d'étroits sentiers, hors de la portée des batteries du fort; les cavaliers les suivirent en menant leurs chevaux par la bride. L'artillerie passa pendant la nuit grâce au dévouement des canonniers, qui s'attelèrent à leurs pièces et les traînèrent à bras, sous le feu des Autrichiens, après avoir enveloppé les roues d'étoques, pour amortir le son.

Le 22 mai, Lannes s'empara d'Ivrée. Le 26, il battit le général autrichien Haddick au bord de la Chiusella (affluent de la Doire-Baltée). Le 31, il arriva sur le Tessin. Cette rivière fut franchie à Pavie et à Buffalora. Le 2 juin, Bonaparte entra dans Milan, aux acclamations des habitants. Il se trouvait dès lors en communication avec le général Moncey, qui avait franchi le Saint-Gothard à sa gauche, à la tête de 48,000 hommes détachés de l'armée du Rhin, et avec les généraux Chabran et Turreau, qui, avec 40,000 hommes, avaient traversé à sa droite le Petit Saint-Bernard et le mont Cenis.

Victoires de Montebello et de Marengo (9-14 juin). — Déjà une portion des forces autrichiennes, commandée par le général Wukassowitch, était rejetée à l'est du Mincio. Le

reste, avec le général en chef Mélas, se trouvait disséminé bien loin au sud-ouest, en Piémont. Pour regagner Mantoue et la frontière d'Autriche sans livrer bataille à Bonaparte, Mélas ramène en toute hâte son armée des environs de Gênes et des bords du Var dans les plaines d'Alexandrie. Il s'apprête à marcher d'Alexandrie sur Plaisance et à franchir le Pô par le pont de cette ville, pour déboucher sur la rive gauche.

Il était trop tard. Le 6 juin, Lannes, avec l'avant-garde française, franchit le Pô vers le confluent de ce fleuve avec le Tessin. Le 7, Murat entrait dans Plaisance et venait joindre Lannes à Stradella. Bonaparte y réunit le gros de ses forces, 32,000 hommes, tandis que 20,000 soldats placés à sa droite et à sa gauche, sur le Tessin et le Pô inférieur, achevaient d'enfermer les Autrichiens dans un quadrilatère formé par le fleuve, la chaîne des Alpes, la mer Méditerranée et l'armée française.

Mélas résolut de s'ouvrir un passage. Le 9 juin, son lieutenant Ott, avec 48,000 hommes, débouche par Tortone et Voghera, sur la route de Plaisance : il se heurte à *Montebello*, en avant de Stradella, contre le général Lannes. Avec 12,000 combattants, celui-ci repousse les Autrichiens, leur tue ou prend 6,000 hommes et les rejette sur Alexandrie.

A son tour, Bonaparte prend l'offensive. Le 13 juin, il franchit la Scrivia et entre dans la plaine qui sépare cette rivière de la Bormida. Par Tortone, San-Giuliano, Cassina-Grossa, Marengo, il s'avance sur Alexandrie. Le 13 au soir, les Français s'arrêtèrent le long du ruisseau de Fontanone, la gauche, sous Victor, à Marengo, la droite, sous Lannes, au nord vers Castel-Ceriolo. Trompé par l'inaction de Mélas, Bonaparte ne s'attendait point à une bataille pour le lendemain. Il craignait que le général autrichien, abandonnant la route de Plaisance, n'eût eu la pensée de se jeter dans l'Apennin au sud, pour aller passer le Pô beaucoup plus bas, vers la droite. Dans cette prévision, le premier consul avait détaché le général Desaix, récemment arrivé d'Égypte, en lui donnant l'ordre d'occuper avec une division Novi, au sud, entre Alexandrie et l'Apennin.

Cependant Mélas ne songeait point à éviter une rencontre. Le 14 juin, à la pointe du jour, 40,000 Autrichiens avec 200 pièces de canon sortent d'Alexandrie, passent la Bormida et s'avancent sur le ruisseau de Fontanone, front de la position française. Lannes et Victor n'avaient sous la main que 46,000 hommes. Attaqués en face et débordés sur les deux ailes, les Français perdent le village de Marengo. En ce moment, Bonaparte arrive

sur le champ de bataille avec quatre demi-brigades et la garde consulaire. Formés en carré à la droite de l'armée, vers Castel-Ceriolo, les 800 grenadiers de cette garde tiennent longtemps la cavalerie autrichienne en échec. Enfin le nombre l'emporte. A droite, les Français perdent Castel-Ceriolo ; à gauche, malgré les efforts de Lannes, qui met deux heures à reculer de trois quarts de lieue, ils sont rejetés de Marengo sur San-Giuliano. Ils se replient au nord. Il est trois heures après midi. Mélas rentre dans Alexandrie, se croyant définitivement vainqueur, tandis que son chef d'état-major Zach fait avancer le gros de l'armée autrichienne en colonnes de marche, dans la direction de San-Giuliano, sur la route de Plaisance.

Heureusement Desaix, dirigé la veille sur Novi, a entendu le canon. Il accourt avec 6,000 hommes de troupes fraîches. Toute l'armée se rallie. Desaix attaque de front les Autrichiens sur la route, tandis que Lannes et Victor le soutiennent des deux côtés, et que les cavaliers de Kellermann fondent à coups de sabre sur les grenadiers ennemis. C'est une seconde bataille qui commence. Desaix tombe foudroyé dès les premiers coups de feu. Loin d'effrayer les soldats, sa mort les exaspère. Stupéfaits de cette brusque attaque d'une armée qu'ils croyaient vaincue, les Autrichiens prennent la fuite vers la Bormida et Alexandrie. Une division de grenadiers, prise entre les baïonnettes de la 9^e demi-brigade d'infanterie légère, surnommée *l'incomparable*, et les sabres des dragons de Kellermann, met bas les armes ; Zach lui-même rend son épée. Dans cette journée de *Marengo*, les Autrichiens ont perdu 42,000 hommes, les Français 7,000.

Définitivement enfermé, M. de Mélas signa le lendemain, 15 juin, la convention d'Alexandrie. L'armée autrichienne se retirait librement, avec les honneurs de la guerre, derrière la ligne du Mincio. Elle remettait aux vainqueurs les villes ou citadelles de Tortone, Alexandrie, Milan, Arona, Plaisance, Ceva, Savone, Coni, Gênes, Urbino. Les Autrichiens avaient perdu en moins d'un mois tout ce qu'ils avaient mis un an à conquérir.

Campagne de 1800 en Allemagne. Passage du Rhin par Moreau (25 avril-1^{er} mai). — Les Français étaient victorieux en Allemagne comme en Italie. Au début de la campagne, l'armée du Rhin comptait 430,000 hommes. Elle était commandée par le général Moreau¹, avec Lecourbe, Saint-Cyr, Sainte-

1. Moreau (Jean-Victor) était né à Morlaix en 1763.

Suzanne, Dessoles, Vandamme, Ney, Delmas, Richepanse, d'Hautpoul, Leclerc, pour lieutenants. Elle avait en face d'elle 150,000 Autrichiens et Bavaois, sous M. de Kray, établis, le centre sur le Danube et aux débouchés de la forêt Noire, la droite vers le Mein, la gauche vers le lac de Constance.

La campagne commença le 25 avril. D'habiles démonstrations de Moreau firent croire au général ennemi que l'armée du Rhin voulait franchir ce fleuve à la hauteur de Strasbourg pour entrer dans la forêt Noire par le val d'Enfer. Tandis que l'ennemi se concentre pour défendre le passage de ce défilé, nos divisions remontent les deux rives. Le 1^{er} mai, Lecourbe franchit le Rhin à Schaffhouse, à l'extrême droite, tandis qu'au centre Moreau le passe à Bâle. La forêt Noire est tournée, et les Autrichiens obligés de reculer en toute hâte, par un changement de front à gauche, pour ne pas être coupés.

Conquête de la Bavière (mai-juin). — Les Français s'avancent aussitôt vers l'ennemi, sur une ligne de quinze lieues, ayant à dos le Rhin, en face le Danube, à gauche la forêt Noire, à droite le lac de Constance. Le 3 mai, à droite, Lecourbe chasse les Autrichiens de *Stockach*, leur enlève 4,000 prisonniers, 8 canons, 500 chevaux. Le même jour, au centre, Moreau gagne la bataille d'*Engen*, qui coûte 8,000 hommes à l'ennemi.

Kray s'était retiré plus au nord, à *Mœskirch*, sur le Danube. Le 5 mai, il est débusqué de cette position et perd 6,000 hommes. Le 9, il est encore battu par Saint-Cyr à Biberach et obligé enfin de se replier sur le camp retranché d'Ulm. Tandis qu'une portion de l'armée française tient les Autrichiens en échec devant cette place, Moreau, avec le reste, franchit l'Iller, arrive sur le Lech et occupe Augsburg (28 mai).

L'armée du Rhin venait d'être diminuée de 48,000 hommes qui, sous les ordres de Moncey, étaient dirigés sur le Saint-Gothard pour se joindre à l'armée d'Italie. Néanmoins les succès de Moreau ne s'arrêtèrent pas. Maître d'Augsbourg et ne voulant point avancer davantage en laissant sur son flanc gauche les Autrichiens établis autour d'Ulm, il revient sur ses pas, franchit le Danube à Blenheim (19 juin) et gagne la bataille d'*Hochstedt*, qui coûte aux Autrichiens 5,000 prisonniers et 20 canons. Kray ne pouvait plus tenir dans Ulm sans se voir enlever ses communications avec Vienne. Il en sortit en faisant un long détour au nord-est, par Neresheim et Nordlingen. Les Français occupèrent Munich à droite, tandis que le même jour ils obtenaient un nouveau succès, au combat d'*Oberhausen*, près

de Neubourg : dans ce combat périt La Tour-d'Auvergne, le *premier grenadier de la République*¹. Quelques jours après, le 15 juin, un armistice fut signé à *Parsdorf*.

Des négociations pour la paix s'ouvrirent avec l'Autriche. Le czar Paul I^{er} avait abandonné la coalition ; l'empereur d'Allemagne était disposé à la paix ; mais il avait pris l'engagement de ne pas signer de traité sans l'assentiment de l'Angleterre. Le premier consul, de son côté, ne voulait admettre un plénipotentiaire anglais au congrès, qui allait se rassembler à Lunéville, qu'à la condition que toutes les hostilités seraient suspendues sur mer. Il espérait sauver Malte et l'Égypte, menacées en ce moment par les Anglais. Le cabinet de Londres n'y voulut point consentir. Pour obtenir une prolongation d'armistice de quarante-cinq jours, l'Autriche dut livrer aux Français les places de Philipsbourg, Ulm et Ingolstadt.

Victoire de Hohenlinden (3 décembre 1800). — Comme à l'expiration de ce délai la paix n'était point conclue, les hostilités recommencèrent. Moreau fut chargé de franchir l'Inn et de marcher sur Vienne ; Brune avec 80,000 hommes dut traverser le Mincio et envahir la Vénétie ; Macdonald avec 45,000 hommes eut mission de passer du pays des Grisons dans le Tyrol.

Le jeune archiduc Jean avait été placé en Allemagne à la tête des Autrichiens. Il résolut de prendre l'offensive et de refouler Moreau sur Munich. Le 4^{er} décembre il attaqua l'aile gauche des Français à Ampfing et la refoula derrière la forêt de *Hohenlinden*. Le 3 décembre il s'engagea dans la forêt même. Le gros de l'armée autrichienne avec cent pièces de canon suivait

1. La Tour-d'Auvergne était né à Carhaix (Finistère) en 1743 ; il descendait d'une branche bâtarde de la maison de Bouillon. Il était capitaine de grenadiers en 1789, et ne voulut jamais accepter d'autre grade. Sa bravoure était héroïque ; son humanité, sa modestie, son désintéressement, sans bornes. A l'armée des Pyrénées occidentales (1794-1795), le général Servan lui donna le commandement d'un corps de 8,000 grenadiers, qui s'illustrèrent par leurs exploits sous le nom de *colonne infernale*. Après la paix de Campo-Formio, de retour dans ses foyers, il étudiait avec ardeur la langue et les antiquités celtiques. En 1799, il apprend que le fils unique de son ami Le Brigant est tombé au sort ; malgré son âge et sa gloire, il part comme simple soldat pour le remplacer. Bonaparte lui donna un sabre d'honneur et le titre de *premier grenadier de la République*. Quand il fut tombé à Oberhausen, frappé au cœur par la lance d'un uhlan, l'armée porta le deuil pendant trois jours. Son cœur, déposé dans une urne d'argent, fut confié au plus ancien sergent de la 46^e demi-brigade. Son nom resta inscrit sur les registres du corps. Quand on le prononçait aux appels, le sergent qui était chargé de l'urne répondait : « Mort au champ d'honneur ! »

la route de Muhldorf à Munich. Cette route, après avoir passé à Ampfing et à Mattenboett, forme un long défilé entre des futaies de sapins, et débouche ensuite dans la petite plaine de Hohenlinden. Trois autres colonnes autrichiennes s'avançaient parallèlement, par des chemins de traverse, deux à droite, une à gauche du corps principal, et devaient le rejoindre dans la plaine de Hohenlinden. L'archiduc avait en tout 70,000 hommes.

Moreau en avait 60,000. Il s'établit en travers de la route, à l'endroit où elle débouche du bois, ayant à dos le village de Hohenlinden. Avec quatre divisions, il comptait tenir en échec les têtes de colonnes autrichiennes et les empêcher de se déployer hors de la forêt. Il donna l'ordre aux deux divisions Richepanse et Decaen, qui se trouvaient à la droite de l'armée, vers le village d'Ebersberg, de s'enfoncer dans la forêt sur le flanc gauche des Autrichiens, et de venir les prendre en queue sur la route, vers Mattenboett, tandis que lui-même il les combattait en tête.

Ces dispositions réussirent. Le 3 décembre au matin, à travers une neige épaisse, les Autrichiens, parvenus devant Hohenlinden, attaquaient Ney et Decaen, quand tout à coup un flottement extraordinaire se manifesta dans leurs rangs. C'est qu'à cette heure même ils étaient pris à revers par Richepanse. Après avoir surpris un régiment de cuirassiers autrichiens qui furent faits prisonniers sans avoir le temps de monter à cheval, l'audacieux général, le sabre à la main, à la tête de ses fantasmes, culbutait vers Mattenboett les grenadiers hongrois. Ney prend aussitôt l'offensive et s'élança au-devant de lui. Ainsi placés entre deux feux, les Autrichiens se sauvent à droite et à gauche dans les bois. Ney et Richepanse se rapprochent, se joignent, s'embrassent. L'archiduc a perdu 20,000 morts, blessés ou prisonniers, 300 voitures et 87 canons.

Poursuivant sa marche victorieuse, Moreau traverse l'Inn le 9 décembre, la Salza le 14, la Traun le 20, l'Ens le 21, à Steyer. C'est là que fut signé, le 25 décembre, un armistice qui livrait le Tyrol aux Français.

Du côté des Alpes, Macdonald, chargé de passer du pays des Grisons dans le Tyrol pour prendre à revers l'armée autrichienne d'Italie, avait franchi le mont Splügen avec 12,000 hommes, pendant la saison la plus rigoureuse de l'année, malgré les précipices, la neige et la chute des avalanches (27 novembre-6 décembre). Il parvint jusqu'à Trente et y fit sa jonction avec la gauche de l'armée d'Italie. Cette armée, commandée

par Brune, avait forcé le passage du Mincio, à Pozzolo et à Mozenbano. Le 1^{er} janvier 1804, elle franchit l'Adige; le 11, la Brenta. Enfin, le 16, l'armistice de Trévisé suspendit les hostilités.

Paix de Lunéville (9 février 1804). — La paix était négociée depuis plusieurs mois à Lunéville entre Joseph Bonaparte et M. de Cobenzel. Elle fut signée le 9 février 1804. L'Autriche renonçait de nouveau à la Belgique et reconnaissait à la France la possession de la rive gauche du Rhin. En Italie, elle abandonnait toute prétention sur les pays situés à la droite du Pô et de l'Adige, qui devaient former la république Cisalpine. Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène étaient définitivement dépossédés. L'empereur devait céder au premier, en Allemagne, l'archevêché de Salzbourg, et au second le Brisgau, à titre de dédommagement; Modène et Parme étaient réunis à la république Cisalpine. Il n'était question dans le traité ni du Piémont ni de Gènes, occupés par les Français. Le duc de Parme, qui appartenait à la branche espagnole de la maison de Bourbon, venait régner à Florence, avec le titre de roi d'Étrurie. En reconnaissance de cet accroissement de territoire accordé à sa maison, le roi d'Espagne Charles IV restituait au premier consul la Louisiane, cédée à son prédécesseur en 1764.

Lutte contre l'Angleterre. L'Égypte sous Kléber. Convention d'El-Arisch (24 janvier 1800). — La lutte contre l'Angleterre dura plus longtemps, malgré les efforts de l'opposition dirigée par Fox et Sheridan dans le parlement anglais. « Il ne faut pas, disait autrefois lord Chatham, qu'il soit tiré un seul coup de canon sur mer sans la permission de l'Angleterre. » Et maintenant son fils pensait de même et agissait conformément à cette prétention. Les Anglais avaient à la mer 814 bâtiments de toute grandeur, parmi lesquels 120 vaisseaux de ligne et 250 frégates; 120,000 marins montaient cette flotte sous les ordres d'excellents amiraux, Nelson, Collingwood, Parker. Aussi l'Angleterre avait-elle l'offensive presque partout. Ses escadres bloquaient nos ports; elles menaçaient notre armée d'Égypte et la garnison de Malte, isolées de la mère patrie.

Lorsque Bonaparte s'était embarqué pour l'Europe, il avait laissé le commandement de l'Égypte à Kléber¹. Le nouveau chef

1. Jean-Baptiste Kléber, fils d'un tailleur de pierres, était né à Strasbourg, le 9 mars 1753. Élève à l'école militaire de Munich, il était ensuite entré comme cadet au régiment du prince de Kaunitz en garnison à Mons.

de l'armée d'Orient était Alsacien. Il avait servi huit ans dans l'armée autrichienne avant la Révolution. Entré dans l'armée française, il s'était distingué au siège de Mayence et dans la Vendée ; puis il avait fait les campagnes de 1794, 95, 96, 97, à l'armée de Sambre-et-Meuse. Sa haute taille, sa belle tête, son impétueux courage, lui avaient gagné l'admiration et la confiance des soldats. Toutefois, il s'était vu avec peine chargé de remplacer Bonaparte. Il se considérait comme abandonné et croyait impossible de défendre l'Égypte contre les Turcs, les Anglais et peut-être les Russes.

L'Égypte était menacée en effet. Dès le mois d'août 1799, une escadre anglaise, venue de l'Inde avec un corps de cipayes, attaqua Kosséyr, sur la mer Rouge. Elle fut repoussée (14-17 août). Le 24 septembre, une autre escadre, commandée par sir Sydney Smith, débarqua 4,000 janissaires sur la rive droite du Nil, près de Damiette, entre la Méditerranée et le lac Menzaliéh. Ils furent taillés en pièces par le général Verdier. Mais une armée turque et arabe forte, disait-on, de 80 000 hommes, sous les ordres du grand vizir, était réunie en Syrie. Elle s'empara du fort d'El-Arisch. Mourad-Bey était toujours en armes dans la Haute-Égypte. Assailli par des forces si supérieures, Kléber signa, le 24 janvier 1800, la convention d'El-Arisch, avec le grand vizir et Sydney Smith. L'armée devait évacuer l'Égypte et rentrer librement en France.

Bataille d'Héliopolis (19 mars). **Kléber assassiné** (14 juin 1800). — Le gouvernement anglais désavoua la convention : il croyait Kléber plus découragé qu'il ne l'était. Il exigea que les Français se rendissent prisonniers. Le 17 mars, Kléber mit à l'ordre du jour de l'armée la lettre de l'amiral Keith qui contenait cet ultimatum : « Soldats, ajoutait-il, on ne répond à une telle insolence que par des victoires ; préparez-vous à combattre ! »

Deux jours après, le 19 mars, Kléber livra au grand vizir la *bataille d'Héliopolis*. 15,000 Français culbutèrent 50,000 Turcs ; toute la Basse-Égypte fut reconquise. Le grand vizir, avec les débris de son armée, s'enfuit en Syrie. Le Caire s'était soulevé pendant la bataille. La ville, assiégée, bombardée, capitula (26 mars-24 avril). Mourad-Bey fit sa soumission. La possession de l'Égypte paraissait une seconde fois assurée.

Par malheur, les cheiks du Caire ayant refusé de payer leur part d'une contribution levée sur la ville pour la punir de sa révolte, Kléber fit bâtonner l'un d'entre eux, El-Sadât. Les musulmans furent exaspérés. Le 14 juin 1800, le jour même

où, en Europe, Desaix était tué sur le champ de bataille de Marengo, Kléber tombait en Égypte sous le poignard d'un fanatique. Un jeune homme d'Alep, nommé Soliman, l'assassina dans les jardins d'Elfy-Bey. Le meurtrier fut mis à mort.

L'Égypte sous Menou. Capitulation de Malte (5 septembre 1800) ; **bataille de Canope** (21 mars 1801). **Capitulation du Caire** (25 juin), **d'Alexandrie** (2 septembre 1801). — Le plus ancien des généraux de division, Menou, prit la place de Kléber. Brave soldat, mais général incapable, le nouveau chef de l'armée avait épousé une Égyptienne, embrassé la religion musulmane et pris le nom d'Abdallah-Menou. Il avait cru par là se rendre agréable aux habitants du pays : il s'était seulement rendu ridicule aux yeux des soldats.

Inquiets pour leur puissance maritime, les Anglais étaient décidés aux plus grands sacrifices pour chasser les Français de Malte et de l'Égypte. Le général Vaubois, gouverneur de Malte manquant de vivres, après deux ans de résistance, capitula le 5 septembre 1800. La garnison fut conduite à Toulon.

Six mois après, l'amiral Keith, avec 180 bâtiments de guerre et de transport, vint mouiller dans la rade d'Aboukir. Malgré la résistance du général Friant et de la garnison d'Alexandrie, il jeta sur la plage 20,000 soldats anglais sous les ordres de sir Abercromby (8 mars). Au lieu d'accourir avec toutes ses forces, Menou les dissémina au Caire, à Damiette, partout. Le général Lanusse, venu du Caire au secours d'Alexandrie avec une poignée d'hommes, fut repoussé dans une attaque contre le camp anglais (13 mars). Menou arrive enfin. Le 21 mars, à la tête de 12,000 soldats, il attaque les Anglais près de *Canope*, dans la presqu'île d'Aboukir. Ils avaient l'avantage du nombre et se trouvaient protégés sur leurs flancs par le feu de leurs chaloupes canonnières embossées à gauche dans le lac Madyéh, à droite en pleine mer. Menou fut repoussé. Trois généraux, Lanusse, Baudot et Roize, furent blessés à mort ; sir Abercromby périt dans la bataille et fut remplacé à la tête de l'armée anglaise par le général Hutchinson.

Cependant le grand vizir, avec 30,000 Turcs ou Arabes, était arrivé de Syrie sur le Nil ; 4,000 Anglais se joignirent à lui pour marcher sur le Caire. Le général Belliard avait encore dans cette ville 14,000 hommes et les moyens de faire une longue résistance. Le désir de revoir la France l'emporta. Le 25 juin 1801, il signa une capitulation aux termes de laquelle ses troupes furent transportées à Toulon.

Menou fut alors cerné dans Alexandrie par les Anglais et les Turcs réunis, que rejoignit encore une division venue de l'Inde par la mer Rouge. Il capitula le 2 septembre 1801, aux mêmes conditions que Belliard. L'Égypte était perdue.

Rapports de Bonaparte avec Naples, l'Espagne, la Russie. — La perte de Malte et de l'Égypte était un échec grave pour la France. Elle était toutefois compensée par des succès diplomatiques. Aux termes d'un traité conclu avec la cour de Naples le 18 mars 1801, l'île d'Elbe avait été cédée au premier consul ; 45,000 Français étaient venus tenir garnison à Otrante, à Tarente et dans les autres ports du royaume. Charles IV, roi d'Espagne, gouverné par sa femme, Louise de Parme, et par son favori, Manuel Godoï, prince de la Paix, était l'allié des Français. Les Anglais faisaient un grand commerce avec le Portugal. Pour obliger la cour de Lisbonne à leur fermer ses ports, Bonaparte réunit un corps de 25,000 hommes, qui devaient envahir le territoire portugais, de concert avec une armée espagnole.

A la fin de 1799, le czar Paul I^{er}, irrité des échecs de ses armées à Zurich et en Hollande, avait abandonné l'alliance autrichienne. Devenu premier consul, Bonaparte lui renvoya sans échange tous les prisonniers russes qui se trouvaient en France; en même temps il avait flatté la vanité du czar, en lui offrant l'île de Malte, alors bloquée par les Anglais. Esprit ardent et mobile, Paul s'éprit d'une ardeur subite en faveur de la France et contre l'Angleterre.

Ligue armée des neutres. — Maitresse de l'Océan, l'Angleterre s'était arrogé le droit d'interdire aux navires neutres l'entrée des ports français déclarés par elle en état de blocus, même lorsqu'ils n'étaient pas bloqués réellement; elle prétendait empêcher le transport de marchandises françaises et espagnoles, même à bord des bâtiments portant un pavillon neutre; enfin elle exigeait pour ses vaisseaux de guerre le droit de visiter en mer les navires de toutes les nations.

Le 26 décembre 1800, une ligue de neutralité armée fut signée entre la Russie, la Suède et le Danemark. Les trois puissances s'engageaient à faire respecter les principes suivants :

1^o Le pavillon couvre la marchandise, et il est interdit de rechercher la marchandise ennemie à bord d'un vaisseau neutre; 2^o il n'y a de marchandise interdite que la contrebande de guerre; 3^o on ne peut interdire que l'accès d'un port réellement bloqué; 4^o aucun bâtiment convoqué ne peut être visité.

La position de l'Angleterre devenait critique. A son tour, elle avait contre elle toute l'Europe. Sa dette publique, depuis 1793, s'était accrue de 7 milliards 454 millions. La famine sévissait à Londres, à Édimbourg, à Dublin. Qu'arriverait-il, si, aux marines française, espagnole, batave, la Suède, le Danemark, la Russie, joignaient leurs vaisseaux ? En dépit de ses conquêtes au delà des mers, l'Angleterre souffrait ; l'opinion publique réclamait la paix avec instance. Pitt donna sa démission le 8 février 1801 et fut remplacé par Addington.

Les Anglais à Copenhague. Assassinat du czar Paul I^{er} (mars-avril 1801). — Le début de ce ministère fut marqué, pour les Anglais, par un retour de fortune. Les amiraux Parker et Nelson, envoyés dans la Baltique avec 17 vaisseaux de ligne et 30 frégates, forcèrent le passage du Sund (30 mars). Le 2 avril, la ville de Copenhague fut bombardée. Après une résistance opiniâtre, les Danois durent signer un armistice de quatorze semaines et abandonner la ligue armée des neutres.

Un événement tragique venait de débarrasser l'Angleterre d'un adversaire bien plus redoutable. Le czar Paul I^{er}, par son alliance avec Bonaparte, par ses ménagements pour les Polonais et ses sévérités à l'égard des nobles, avait soulevé contre lui la haine de l'aristocratie moscovite. Un complot se forma pour le détrôner. Dans la nuit du 23 au 24 mars, soixante conjurés envahirent le palais Michel. Ils avaient à leur tête le comte Pahlen, gouverneur de Saint-Petersbourg, le général Benningsen, les frères Platon et Nicolas Soubow. Paul I^{er} fut massacré, et l'aîné de ses fils devint empereur sous le nom d'Alexandre I^{er}. Il traita aussitôt avec l'Angleterre.

Traité d'Amiens (25 mars 1802). — Des négociations étaient engagées à Londres depuis le début de l'année 1801 entre M. Ott, représentant de la France, et lord Hawkesbury. Elles traînèrent d'abord en longueur, chacun des deux gouvernements refusant d'abandonner à l'autre la possession de l'Égypte. Longtemps le premier consul espéra que la flotte de Brest, arrivée dans la Méditerranée sous la conduite de Gantheaume, et jointe à l'escadre espagnole, parviendrait à ravitailler Alexandrie; elle n'y réussit point. Menou avait capitulé. Du moins Gantheaume s'empara, dans les parages de Candie, du vaisseau de ligne anglais le *Swiftsure* (24 juin 1801). Le 6 juillet, dans la baie d'*Algeriras*, près de Gibraltar, l'amiral français Linois, qui n'avait que trois vaisseaux, attaqué par six vaisseaux anglais, en détruisit un et en prit un. Impatient d'en finir, le pre-

mier consul ordonna la formation d'un camp à Boulogne. L'amiral Latouche-Tréville réunit sur la côte de Boulogne une multitude de bateaux plats destinés à transporter sur la côte anglaise les troupes de débarquement. Deux fois la flotte anglaise, conduite par Nelson, essaya de détruire cette flottille; deux fois elle fut repoussée (4-16 août 1804).

Enfin les négociations aboutirent. Les préliminaires de la paix furent signés le 1^{er} octobre. Le traité définitif fut conclu dans la ville d'Amiens, le 23 mars 1802, entre Joseph Bonaparte et lord Cornwallis. L'Angleterre acquérait en Amérique l'île espagnole de la Trinité et en Asie l'île hollandaise de Ceylan; elle évacuait les autres colonies dont elle s'était emparée. Malte devait revenir aux chevaliers de Saint-Jean, l'Égypte à la Porte. Il était convenu que les Français sortiraient des places fortes du royaume de Naples. La question de l'indemnité qui devait être accordée au roi de Sardaigne, si la France ne lui rendait pas ses possessions continentales, restait en suspens.

Les indemnités germaniques. Recés du 25 février 1803. — La paix générale était rétablie. Une grave question restait cependant à régler : celle des indemnités germaniques. Les traités de Bâle (1795) et de Campo-Formio (1797) avaient stipulé que les princes allemands dépossédés sur la rive gauche du Rhin et les princes autrichiens dépossédés en Italie seraient dédommagés par la sécularisation des domaines ecclésiastiques à l'intérieur de l'Allemagne. Le congrès de Rastadt, convoqué à cet effet, avait été interrompu par la seconde coalition (1799). Après la paix de Lunéville, les négociations recommencèrent. Elles furent prolongées par les prétentions rivales des différents États allemands, surtout de l'Autriche et de la Prusse. Enfin l'intervention du premier consul, qui se montra surtout favorable à la Prusse, amena une entente. Le recés ou traité de partage fut signé le 2 frimaire an XI (23 novembre 1802) et adopté par la Diète germanique le 6 ventôse an XI (25 février 1803).

La Prusse obtint les évêchés d'*Hildesheim*, de *Paderborn*, de *Munster*, l'*Eichsfeld*, *Erfurt*; la maison d'Orange-Nassau reçut les abbayes de *Fulde* et de *Corvey*; la Bavière fut augmentée des évêchés de *Freisingen*, d'*Augsbourg*, de *Wurtzbourg*, de *Bamberg*, de l'abbaye de *Kempten*, de la ville de *Passau* et du comté de *Werdenfels*. L'Autriche reçut pour l'ancien grand-duc de Toscane les évêchés de *Salzbourg*, *Eichstædt*, *Passau*, et la prévôté de *Berchtolsgraden*, pour elle-même les évêchés de

Brixen et de *Trente*. Le margrave de Bade eut pour sa part l'évêché de *Constance*, le reste des évêchés de *Spire* et de *Bâle*, les bailliages de *Ladenbourg*, *Bretten*, *Heidelberg*. Le duc de Wurtemberg eut la prévôté d'*Ellwangen*. L'électeur du Hanovre (roi d'Angleterre) reçut l'évêché d'*Osnabruck*. Un seul des trois électeurs ecclésiastiques fut conservé, l'ancien archevêque de Mayence, M. de Dalberg, qui reçut l'évêché de *Ratisbonne* et conserva la qualité d'archichancelier de l'empire, président de la Diète. Il y eut quatre électeurs nouveaux, le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg, le landgrave de Hesse, le grand-duc de Salzbourg, ce qui, avec Mayence, la Bavière, la Bohême, le Hanovre, le Brandebourg, la Saxe, porta à dix le nombre des électors. On ne conserva que six villes libres impériales : *Augsbourg*, *Nuremberg*, *Francfort*, *Brême*, *Hambourg*, *Lubeck*.

CHAPITRE IX.

Les institutions du Consulat.

Bonaparte consul à vie (2 août 1802). — Le Code civil; ses dispositions essentielles. — Nouveau système financier : cadastre; contrôle des contributions directes; receveurs particuliers et généraux. — La Banque de France. — Le concordat. — Les articles organiques. — La Légion d'honneur. — Réorganisation de l'instruction publique. L'Université. — Travaux publics.

Colonies. Rétablissement de l'esclavage. Expédition de la Guadeloupe (mai 1801-juin 1802). — Saint-Domingue de 1789 à 1802. Toussaint-Louverture. — Expédition de Saint-Domingue (février 1802). — Arrestation de Toussaint-Louverture. Perte de l'île (août 1802-novembre 1803).

Rupture de la paix d'Amiens (12 mai 1803). — Conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru (août 1803-mars 1804). Exécution du duc d'Enghien (21 mars 1804). — Procès de Georges Cadoudal et du général Moreau. — Napoléon empereur (18 mai 1804).

Bonaparte consul à vie (2 août 1802). — L'année qui suivit le traité d'Amiens fut la période la plus brillante du consulat. Pour la première fois depuis le début de la Révolution, la France se trouvait en paix avec toute l'Europe. L'Angleterre, qui même en 1795, même en 1797. abandonnée de ses alliés,

n'avait pas voulu interrompre son duel à mort contre la République, l'Angleterre reconnaissait maintenant à la France la possession de la Belgique et du Rhin, d'Ostende et d'Anvers. Elle adhérait à tous les changements opérés sur le continent. Elle consentait à voir l'influence française régner sur le Zuyderzée comme sur l'Adriatique, à Madrid comme à Milan. Quand le colonel Lauriston vint apporter à Londres la ratification du traité par le premier consul, les mariniers de la Tamise dételèrent les chevaux de sa voiture et la traînèrent eux-mêmes. La mer était libre pour les Français, et le continent s'ouvrait de nouveau au commerce de l'Angleterre.

En France, malgré les rigueurs impitoyables qui frappaient les opposants, l'entraînement de la majorité était sans bornes. Bonaparte en profita pour étendre encore les pouvoirs dont il était revêtu. Croyant répondre à ses désirs, le sénat vota une prolongation du consulat pour dix ans. Le premier consul voulait davantage. Il se fit déférer, par un second plébiscite¹, le consulat à vie, avec faculté de désigner son successeur (2 août 1802). La constitution tout entière fut remaniée dans le sens monarchique. Les listes de notabilités firent place à des collèges électoraux de départements et d'arrondissements. Les membres de ces collèges étaient nommés à vie par les citoyens inscrits sur les listes de notabilités communales. On donna au sénat le droit de régler par des sénatus-consultes tout ce qui n'aurait pas été prévu par des lois organiques. En même temps le tribunal fut réduit à cinquante membres. Un conseil privé, composé des consuls, des ministres, de deux sénateurs, deux conseillers d'État, deux grands officiers de la Légion d'honneur, dut être à l'avenir seul consulté sur la ratification des traités. Déjà Bonaparte avait fait exclure soixante membres du corps législatif et vingt du tribunal par un vote du sénat. Au nombre de ceux que l'indépendance de leur caractère fit ainsi éliminer se trouvaient M. J. Chénier, Ginguené, Ganilh, Daunou, Benjamin Constant.

Le Code civil ; ses dispositions essentielles *. — L'œuvre la plus importante du consulat est certainement le *Code civil* ;

1. Ce plébiscite donna les résultats suivants : 3,568,885 *oui*, 8,374 *non*. Il ne faut pas oublier que les votes étaient inscrits sur des registres publics, avec le nom de chaque votant en regard du sien.

2. Je dois remercier ici mon excellent ami, M. Guérard, professeur à la faculté de droit de Rennes, dont j'ai mis à contribution l'obligeance et le savoir pour composer ce chapitre.

il fut rédigé de 1800 à 1803 par une commission composée de Portalis, Tronchet, Bigot de Préameneu, Malleville. Les travaux de la Constituante et de la Convention furent réunis, complétés et coordonnés en trente-six ordonnances successives, qui reçurent en 1807 le nom collectif de *Code Napoléon*. La loi prit l'homme au berceau pour ne le quitter qu'à la mort ; elle régla les rapports du fils et du père, du mari et de la femme, des citoyens entre eux et avec l'État.

L'enfant, depuis sa naissance jusqu'à l'âge de vingt et un ans, est, aux termes du Code civil, *mineur* et soumis à la puissance paternelle : il ne peut, sans l'autorisation de son père, contracter aucune obligation civile, se marier, acheter ou vendre ; toutefois il peut, ou du moins il pouvait à l'époque du consulat, entrer au service militaire, signer un engagement dès l'âge de dix-huit ans. Aux termes de la loi, l'enfant doit toute sa vie honneur et respect à ses père et mère, et il est obligé de leur fournir des aliments dans leurs besoins. La puissance paternelle à l'égard du mineur comprend son éducation, l'administration de sa personne et de ses biens. Après que le mineur a dix-huit ans accomplis, le père reste administrateur des propriétés de son fils jusqu'à sa majorité, mais à charge de lui rendre compte de tout ce qu'il n'aura pas dépensé pour son entretien, sa subsistance et son éducation. Si le père ou la mère vient à mourir, celui des deux qui survit est de droit *tuteur* de l'enfant. Si l'enfant devient orphelin avant sa majorité, il a pour tuteur l'aïeul paternel ; à son défaut, l'aïeul maternel ; à leur défaut à tous deux, le *conseil de famille* lui nomme un *tuteur* et un *subrogé-tuteur*, chargés d'administrer ses biens après que l'*inventaire en a été fait*.

Bien que l'enfant soit mineur jusqu'à vingt et un ans, il peut être *émancipé*, c'est-à-dire admis à jouir des droits que confère la majorité, soit par le mariage, qui ne peut d'ailleurs se contracter sans la permission des parents, soit par un acte spécial émanant du père ou de la mère, si le mineur a quinze ans, et, à leur défaut, du conseil de famille, si le mineur a dix-huit ans. L'enfant *naturel* est privé des droits dont jouit l'enfant *légitime* ; il n'hérite pas de son père, il ne peut rien réclamer de lui, à moins qu'il n'ait été reconnu ou légitimé.

À l'âge de vingt et un ans, s'il n'a pas été émancipé auparavant, l'enfant devient *majeur* de plein droit ; dès lors il est homme et citoyen, il peut exercer la profession qui lui convient, s'obliger, contracter, acheter et vendre, et user librement de

ses biens. Toutefois il ne peut devenir de sa seule volonté la souche d'une nouvelle famille, par son union légale avec la femme, par son mariage, qu'à l'âge de vingt-cinq ans ; jusque-là le consentement paternel lui est nécessaire pour se marier.

Le mariage est un acte civil contracté par l'homme et la femme, librement si l'homme a vingt-cinq ans et la femme vingt et un ; avec la permission de leurs parents s'ils n'ont point atteint cet âge. L'homme ne peut se marier avant dix-huit ans, la femme avant quinze. Le mariage peut se faire sous le régime de communauté ou sous le régime dotal. Dans le premier cas, ce que possède chacun des deux époux forme la communauté légale : leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs acquisitions pendant le mariage, sont en commun et administrés par le mari. Le régime dotal est celui où la femme apporte au mari un fonds perpétuel et inaliénable, une dot, en se réservant la jouissance exclusive du surplus de ses biens. Le mariage peut être rompu par le divorce¹. Il peut aussi y avoir séparation de biens et séparation de corps.

L'homme majeur est citoyen ; il jouit de tous les droits que ce titre confère, à condition d'acquitter toutes les obligations qu'il impose, comme le service militaire, etc. Il ne perd ce titre que par l'interdiction, que s'il a été frappé d'une condamnation infamante ou s'il est atteint de folie. Le majeur a droit à la jouissance de sa propriété, de ses biens mobiliers et immobiliers. La propriété est inviolable ; elle est définie par la loi « le droit de jouir et de disposer de la chose de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ». Nul ne peut être forcé d'aliéner sa propriété, à moins qu'il ne soit exproprié pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité. Il peut jouir d'un bien, quel qu'il soit, à trois titres différents : 1^o comme propriétaire ; 2^o comme usufruitier ; 3^o comme usager. Il peut emprunter ou prêter, échanger, louer, acheter ou vendre. S'il achète sans payer immédiatement, ou s'il emprunte, il donne à son créancier hypothèque sur ses biens immeubles pour répondre du paiement ; il ne peut plus dès lors disposer des biens hypothéqués avant que son créancier lui ait donné mainlevée. Si le créancier néglige de se faire payer et de faire renouveler l'hypothèque, au bout de trente ans il y a prescription, c'est-à-dire que le débiteur est libéré.

1. Le divorce, supprimé le 8 mai 1816, a été rétabli en 1884.

La propriété ne change pas seulement de mains par vente ou achat, mais encore par donations ou héritages. A la mort du père, s'il ne fait pas de testament, ses enfants, ou à leur défaut, ses héritiers naturels, entrent de plein droit en possession de ses biens ; ces biens sont partagés par portions égales entre tous les enfants. Mais le père peut disposer par testament d'une portion de ses biens : de moitié, s'il n'a qu'un enfant ; d'un tiers, s'il en a deux, d'un quart, quel que soit le nombre de ses enfants. Si l'un des deux époux vient à mourir, la fortune de chacun se liquide, et la part du décédé est remise aux enfants, à moins de donation au profit du survivant dans les limites fixées par la loi.

Telles sont les dispositions essentielles du Code civil. Elles ont été adoptées par la plupart des États européens.

Nouveau système financier : cadastre ; contrôle des contributions directes ; receveurs particuliers et généraux. — Pour les finances il y avait une double question fort grave à résoudre : comment et par qui l'impôt serait-il réparti ? Par qui serait-il perçu ? Jusque-là on avait laissé aux administrations locales le soin de dresser le cadastre, c'est-à-dire la liste des citoyens et des ressources individuelles, mobilières ou immobilières, en argent ou en propriété, de chacun d'eux. Les mêmes administrations locales étaient chargées de confectionner les rôles, c'est-à-dire de répartir l'impôt entre les citoyens. Quant à la perception en elle-même, elle était faite par des particuliers, des adjudicataires. L'adjudication se faisant au rabais, ceux qui s'en chargeaient moyennant une somme assez faible que l'État leur donnait, se dédommageaient par des fraudes.

Le gouvernement se chargea dorénavant de dresser le cadastre et de répartir l'impôt : pour cela on créa l'agence des contributions directes. Il y eut dans chaque département un directeur et un inspecteur, et de plus 840 contrôleurs répartis entre tous les arrondissements et chargés de la confection des rôles. Tous les ans, ils devaient dresser la liste des personnes et des propriétés, constater les changements survenus et fixer la portion d'impôt afférente à chaque contribuable.

Ce fut encore le gouvernement qui reçut directement les impôts. Des percepteurs durent toucher les contributions directes et les verser tous les mois dans la caisse d'un receveur particulier placé au chef-lieu d'arrondissement, et chargé à son tour de les verser dans la caisse d'un receveur général placé au

chef-lieu de département. Les contributions directes furent exigibles par douzième et par mois. A la fin de chaque mois, les receveurs généraux furent constitués *débiteurs* envers le Trésor des sommes qu'ils avaient reçues dans le courant du mois. Chacun des receveurs, avant d'entrer en fonctions, dut déposer une *cautionnement* destiné à répondre des sommes qu'il aurait entre les mains. Tous ces cautionnements furent versés dans une *caisse d'amortissement*. Pour faciliter les besoins du service, comme on savait d'avance les sommes que les receveurs généraux avaient à recevoir, on leur fit souscrire des *obligations* jusqu'à concurrence de la valeur de ces mêmes sommes, payables quatre mois après le jour où les sommes à toucher auraient été exigibles. Les receveurs devenaient ainsi de « vrais banquiers du Trésor, » et les obligations de « véritables lettres de change, » que l'État put donner en paiement à ses créanciers. A côté du receveur général, on créa un *payeur général* par département.

Il fallait aussi songer à la dette publique, qui était énorme. Le premier consul décréta qu'à partir de 1804 les biens nationaux ne seraient plus aliénés. Il en restait à peu près pour 400 millions. Au lieu de vendre des biens nationaux, Bonaparte imagina de créer des rentes. C'était accroître la dette publique; mais l'État, recevant immédiatement le capital et n'étant tenu que d'en payer la rente tous les ans, y trouvait momentanément une ressource. L'intérêt de la dette fut porté à 400 millions de rentes annuelles.

La Banque de France. — A toutes ces créations Bonaparte ajouta la Banque de France. Le gouvernement fit appel aux principaux capitalistes de Paris, à la tête desquels se plaça le riche financier Perrégaux. Une vaste association fut formée pour la création de la *Banque de France*. Elle eut d'abord un capital de 30 millions; elle dut être gouvernée par un conseil composé de quinze régents et un comité supérieur de trois membres. Elle devait escompter les effets de commerce d'une valeur réelle, émettre des billets circulant comme monnaie et s'interdire toutes les spéculations étrangères à l'escompte et au commerce des métaux.

La Banque de France rendit bientôt de grands services aux particuliers et même à l'État. Elle avança 63 millions au Trésor en 1805 et 86 millions en 1806. Napoléon la transforma à cette époque. Il supprima le conseil supérieur de trois membres et le remplaça par un gouverneur nommé par lui-même; il fit entrer

au conseil trois receveurs généraux. Depuis cette époque le capital de la Banque a été plusieurs fois augmenté, et son privilège prolongé. Les billets émis par elle se transmettent de main en main sans formalité; mais sur leur simple présentation ils doivent être échangés contre de l'argent, et ils n'ont pas cours forcé. D'ailleurs la Banque a dans ses caves des réserves qui lui permettent de faire face à l'imprévu, ainsi que des valeurs, créances ou effets de commerce sur la garantie desquels elle prête. De plus, si les demandes de prêt qu'on lui fait sont trop nombreuses, elle hausse son escompte, afin d'en diminuer le nombre et d'empêcher que ses caisses ne se vident trop rapidement. Si au contraire les demandes sont peu nombreuses, elle baisse l'escompte, afin d'attirer les emprunteurs par les conditions avantageuses qu'elle leur offre. La Banque de France est de nos jours en pleine prospérité; elle possède toujours son privilège. Elle a étendu considérablement le nombre de ses opérations; elle a aujourd'hui des succursales dans les principales villes de France.

Le concordat. — C'est à la même époque que le concordat fut signé. Il y avait en France, depuis la Révolution, un double clergé, *assermenté* et *insermenté*. On convint d'exiger que tous se démissent de leurs fonctions: ils y consentirent, à l'exception de 2 constitutionnels et de 37 insermentés. Après de laborieuses négociations entre le prélat romain Spina et l'abbé Bernier, le gouvernement français impatient rappela Cacault, son agent à Rome. Alors les signatures furent échangées le 15 juillet 1804 entre le cardinal Consalvi, au nom du pape, Joseph Bonaparte, le conseiller d'État Crétet et l'abbé Bernier, au nom du premier consul. Le concordat fut adopté le 8 avril par le tribunal et le corps législatif, et le lendemain il y eut un *Te Deum* à Notre-Dame.

« La religion catholique, apostolique et romaine, disait le texte du concordat, sera librement exercée en France; son culte sera public, en se conformant aux réglemens de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. Il sera fait par le saint-siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription de diocèses...

« Le premier consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté confèrera l'institution canonique, suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la

suite seront également faites par le premier consul, et l'institution canonique sera donnée par le saint-siège.

« Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants : « Je jure et promets à Dieu, « sur les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au « gouvernement établi par la constitution de la République « française; je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de « n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit « au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité « publique; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il « se trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai « savoir au gouvernement. » Les ecclésiastiques de second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement... Les évêques nommeront aux cures. Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement.

« Sa Sainteté déclare que ni elle, ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause... Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés¹. »

Les articles organiques. — Au concordat le premier consul ajouta la loi du 48 germinal an X, qui porte le nom d'*articles organiques*. « Elle reposait sur le principe de la liberté des cultes, leur accordait à tous sécurité et protection, leur imposait tolérance et égards entre eux, soumission envers le pouvoir. » (*Thiers.*) En ce qui concerne la religion catholique, il était établi qu'aucune bulle ou bref du saint-siège ne serait publié en France sans l'autorisation du gouvernement; qu'aucun délégué de Rome, excepté son représentant officiel, ne serait reconnu ni admis. Toute infraction au concordat ou aux articles organiques était qualifiée *abus* et déferée au conseil d'État. Aucun concile ne pouvait être tenu en France sans l'autorisation du gouvernement. Il devait y avoir un seul catéchisme,

1. Le concordat ne faisait pas mention des ordres monastiques. Ce fut trois ans après, le 8 messidor an XII (juin 1804), qu'un décret impérial permit l'existence de certaines congrégations dont chacune devait recevoir une autorisation spéciale.

approuvé par le gouvernement. Le choix des professeurs, dans les séminaires, devait être ratifié par l'autorité civile. Les églises non vendues étaient rendues au nouveau clergé. Dans les campagnes, on lui restituait le presbytère et le jardin attenant. L'usage des cloches était rétabli, mais avec défense de les employer à aucun service civil. On ne pouvait célébrer le culte qu'à l'intérieur des églises partout où il existait des temples appartenant à des religions différentes. Désormais on ne put marier personne à l'église sans la production préalable de l'acte de mariage civil.

La Légion d'honneur. — Pour rendre au nouveau gouvernement l'éclat de l'ancienne monarchie, le premier consul résolut de créer un nouvel ordre, destiné à récompenser les services de toute sorte. Jusque-là on avait donné aux militaires qui se distinguaient des fusils et des sabres d'honneur; dès lors ils reçurent la croix de la Légion d'honneur (mai 1802). La Légion d'honneur dut être composée de 45 cohortes; chaque cohorte, de 7 grands officiers, 20 commandeurs, 30 officiers et 350 simples légionnaires. « Ce qui achevait de compléter l'institution et d'en indiquer l'esprit, c'est que les services civils dans toutes les carrières, telles que l'administration, le gouvernement, les sciences, les arts, les lettres, étaient des titres d'admission aussi bien que les services militaires. » (*Thiers.*)

La Légion d'honneur rencontra chez les républicains une vive opposition: les uns y étaient absolument contraires, déclarant que c'était une violation de l'égalité; les autres auraient voulu qu'on créât deux ordres, l'un destiné à récompenser les services civils, l'autre à récompenser les services militaires. Bonaparte tint ferme. « Voyez, disait-il, ces vaines futilités que les esprits forts dédaignent tant! Le peuple n'est pas de leur avis. Il aime ces cordons de toutes couleurs, comme il aime les pompes religieuses. Avec ces hochets tant dédaignés on fait des héros! » Aux partisans de deux ordres il répondait: « Il faut que les vertus civiles aient leur part de récompense comme les vertus militaires. Croyez-vous que ce soit uniquement parce que je suis réputé un grand général que je commande à la France? Non, c'est parce que l'on m'attribue les qualités de l'homme d'État et du magistrat. La France ne tolérera jamais le gouvernement du sabre; ceux qui le croient se trompent étrangement. Il faudrait cinquante ans d'abjection pour qu'il en fût ainsi. » (*Thiers.*)

Réorganisation de l'instruction publique. L'Université.

— A la même époque, le décret du 1^{er} mai 1802 centralisait l'instruction publique entre les mains de l'État. Les écoles centrales étaient supprimées et remplacées par des lycées. Les langues anciennes, grecque et latine, la littérature française, les sciences mathématiques, physiques, naturelles, devaient y être enseignées. L'enseignement de l'histoire était supprimé. Les élèves étaient internés et recevaient une éducation toute militaire. Chaque mouvement devait s'exécuter au pas et au son du tambour. Des aumôniers donnaient aux élèves l'instruction religieuse, des officiers l'instruction militaire. Tous les maîtres de pension furent tenus d'envoyer leurs élèves aux cours des lycées. 6,400 bourses gratuites furent créées dans ces établissements : elles devaient être données aux fils de fonctionnaires civils ou militaires ou aux jeunes gens intelligents et dont les familles étaient peu aisées. Le concours général entre tous les lycées de Paris fut rétabli.

Pour l'instruction supérieure, le premier consul créa dix écoles de droit et six écoles de médecine. A l'école polytechnique on ajouta une école des services publics, connue depuis sous le nom d'école des ponts et chaussées, une école des arts mécaniques, établie à Compiègne, et qui devint plus tard l'école des arts et métiers de Châlons-sur-Marne. Enfin une école militaire fut créée à Fontainebleau; elle fut ensuite transportée à Saint-Cyr.

On ne fit presque rien pour l'instruction primaire; on se contenta d'établir des instituteurs dans les communes assez riches pour les entretenir. La commune donnait le logement et l'école; les écoliers payaient une modique rétribution.

Plus tard, Napoléon, devenu empereur, créa un corps enseignant, spécialement chargé de l'éducation publique. La loi du 10 mai 1806 fonda l'Université, qui fut organisée par le décret du 17 mars 1808. A la tête de l'Université il plaça un grand maître, qui fut M. de Fontanes, et un conseil supérieur de l'instruction publique. Des inspecteurs généraux durent parcourir la France pour s'assurer que les instructions du gouvernement étaient exécutées. L'empire fut divisé en autant d'académies qu'il y avait de cours impériales. A la tête de chaque académie était placé un recteur, assisté d'un conseil académique. Il y eut un inspecteur par département. Une École normale, établie dans les bâtiments du lycée Louis-le-Grand, dut former les jeunes gens au professorat. L'engagement de se

consacrer pour dix ans à l'instruction publique exempta dorénavant du service militaire. Aux termes du décret de fondation¹, les professeurs devaient être astreints au célibat et à la vie commune dans l'intérieur des lycées. Enfin le 14 décembre 1808, 400,000 livres de rentes au grand-livre et le produit des inscriptions et des taxes furent affectés à l'entretien de l'Université.

Travaux publics. — De nombreux travaux furent entrepris ou achevés pendant cette période. A Paris, trois ponts nouveaux étaient jetés sur la Seine : le pont des Arts, et ceux qui devaient recevoir plus tard les noms d'Austerlitz et d'Iéna. Le canal de Saint-Quentin allait mettre en communication l'Oise, la Somme et l'Escaut; on travaillait au canal d'Aigues-Mortes à Beaucaire; trois routes par le Simplon, le mont Cenis et le mont Genève, se trouvaient en voie d'exécution, et devaient réunir la France et l'Italie. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, recevaient des encouragements. Les tarifs de douane étaient augmentés pour protéger la production nationale contre la concurrence étrangère. En l'an VIII, les importations de marchandises et matières premières s'étaient élevées à 325 millions, et les exportations à 271; en l'an IX, il y eut 417 millions d'importations et 305 d'exportations.

Colonies. Rétablissement de l'esclavage. Expédition de la Guadeloupe (mai 1804-juin 1802). — Depuis 1793, nos colonies avaient été enlevées par les Anglais, ou du moins étaient restées sans relations avec la France. Le premier consul profita de la paix pour tourner son attention de ce côté. La Convention avait aboli l'esclavage et proclamé l'égalité des noirs et des blancs. Bonaparte rétablit l'esclavage aux îles de France et de la Réunion, à la Guyane, à Tabago et à Sainte-Lucie.

Le 29 mai 1804, le contre-amiral Lacrosse et le général Béhencourt arrivèrent à la Pointe-à-Pitre, capitale de la Guadeloupe. Ils ordonnèrent aux nègres affranchis de retourner sur les plantations de leurs anciens maîtres. Les noirs prirent les armes pour défendre leur liberté. Le général Richepanse, envoyé de France avec des renforts (avril-mai 1802), s'empara de la Basse-Terre et du fort Saint-Charles après une vive résistance. Le général Gobert² prit d'assaut la position du Dollet.

1. Il ne fut jamais exécuté.

2. Voir au cimetière du Père Lachaise, sur le tombeau du général Gobert, le bas-relief suivant de David d'Angers : Dans un combat contre les noirs, à

Le 8 juin 1802, 300 noirs restés les derniers en armes dans le poste du *Parc-à-Macoubac* se firent sauter plutôt que de se rendre. L'île était soumise. Richepanse y mourut de la fièvre jaune quelque temps après.

Saint-Domingue de 1789 à 1802. Toussaint-Louverture.

— Les choses se passèrent différemment à Saint-Domingue. Avant 1789, la partie occidentale de cette île était la plus prospère de nos colonies (l'est appartenait aux Espagnols). Elle avait pour capitale le Cap-Français. Sa population comptait 40,000 blancs, 35,000 hommes de couleur libres et 500,000 esclaves attachés à la culture des plantations de sucre et de café.

Le 28 mars 1790, l'Assemblée constituante accorda les droits civiques aux hommes de couleur libres. Les planteurs refusèrent d'exécuter le décret. Le mulâtre Oger, ayant voulu recourir contre eux à la force, fut battu, livré aux blancs par les Espagnols et rompu vif. Les troupes envoyées de France à Saint-Domingue furent gagnées par les présents et les promesses des planteurs et se joignirent à eux au lieu de faire exécuter la loi. Les esclaves espéraient être bientôt affranchis par la métropole. Des symptômes de soulèvement se manifestaient parmi eux. On les traita avec une rigueur impitoyable. Exaspérés par les cruautés dont ils étaient victimes, les noirs se révoltent sur toute la surface de l'île dans la nuit du 23 au 24 août 1791 ; ils détruisent les récoltes, incendient les plantations, massacrent les blancs. En quelques jours la plaine du Cap, la plus riche des Antilles, ne présenta plus que des ruines fumantes. Une affreuse guerre civile commença. Les noirs avaient pour chefs au début Bouckman, Jean-François et Biassou.

Le 21 juin 1793, la Convention nationale vota l'abolition de l'esclavage. Les planteurs refusèrent de se soumettre au décret. Ils proclamèrent Louis XVII et appelèrent les Espagnols et les Anglais contre les républicains et les noirs réunis. La lutte fut acharnée. Enfin, un noir, homme de tête et de cœur, y mit un terme. Toussaint-Louverture était né en 1743 près du Cap-Français. Fils d'esclave, esclave lui-même chez le comte de Noë, puis cocher d'un capitaine de vaisseau marchand, Toussaint-Louverture apprit à lire et devint contre-maitre sur une plantation. Après le décret d'affranchissement, son courage et

la Martinique, Gobert tue d'un coup de pistolet un nègre qui, voyant ses compatriotes vaincus, allait faire sauter une maison minée où étaient enfermés des prisonniers français.

son intelligence le firent nommer général de division par le gouverneur Laveaux. Il chassa les Anglais, prit possession de la partie orientale, cédée à la France par les Espagnols en 1795, aux termes du traité de Bâle ; il soumit les mulâtres et rétablit la paix dans l'île. Les plantations de café furent remises en culture, exploitées simultanément par les nègres, désormais libres, et les blancs réconciliés avec eux. Du reste, Toussaint se montra peu disposé à subir les ordres de la métropole. Il réduisit à l'impuissance les commissaires du Directoire, Polverel, puis Santhonax, qui fut obligé de se rembarquer. Le général Hédouville, envoyé comme successeur de Santhonax, dut en faire autant. En fait, Saint-Domingue formait une république indépendante nominalement placée sous le protectorat français. Son chef s'appelait lui-même « le Bonaparte des noirs. » « Le Bonaparte des blancs, » à qui la paix avec les Anglais rouvrait la mer, résolut d'en profiter.

Expédition de Saint-Domingue (février 1802). — La flotte chargée de réoccuper Saint-Domingue comptait 33 vaisseaux de ligne et 21 frégates, sous les ordres de l'amiral Villaret-Joyeuse. Elle portait à bord 21,200 hommes pris dans l'armée du Rhin, qui, par son attachement aux principes républicains, était suspecte au premier consul, et qu'on avait voulu éloigner de France. Ces troupes étaient sous les ordres du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte ; il avait pour lieutenants Hardy, Rochambeau, Debelle, Desfourneaux, Boudet, Dugua, Bachelu, Clausel, Watrin, Lapoype. Partie de Brest et des autres ports français au mois de décembre 1801, l'expédition arriva en vue de l'île au mois de janvier 1802.

Toussaint-Louverture prépara une résistance désespérée, de concert avec Christophe, Dessalines, Lamartinière et Maurepas, malgré l'abandon des généraux nègres Laplume et Clervaux. Néanmoins les nègres ne purent tenir contre les soldats français ; ils furent chassés successivement du *Cap-Français* et du *Port-au-Prince* (6 février), du *Môle-Saint-Nicolas* et du *Port-de-la-Paix* (9 février), de *Santo-Domingo*, du *Gros-Morne* (28 février), du *fort de la Crête-à-Pierrot*, qui ne tomba qu'après trois attaques (23 mars).

Mais partout, en fuyant, les nègres incendiaient les villes, massacraient les blancs, détruisaient les vivres. L'armée était épuisée de fatigue, accablée par la chaleur de ce climat meurtrier. Les vaincus, réfugiés dans l'intérieur, au milieu de ravins

sauvages¹, de hautes montagnes, d'épaisses forêts, pouvaient opposer encore une longue résistance. Le général Leclerc leur fit les propositions les plus avantageuses. Le 4^{er} mai 1802, il signa un traité aux termes duquel les chefs noirs devaient conserver leurs grades, et l'esclavage était aboli pour toujours.

Arrestation de Toussaint-Louverture. Perte de l'île (août 1802-novembre 1803). — Trois mois après, Toussaint-Louverture, attiré à une entrevue par le général Brunet, fut arrêté, au mépris de la convention signée (août 1802). Transporté prisonnier en France, il fut enfermé au fort de Joux, près de Pontarlier; il y mourut au mois d'avril 1803.

Cette perfidie amena un soulèvement général des noirs sous la conduite de Dessalines et de Christophe. Obligés de se disséminer sur tous les points pour combattre des ennemis supérieurs en nombre, les soldats français furent en outre décimés par la fièvre jaune. Le général Leclerc fut une des premières victimes du fléau (1^{er} novembre 1802). Rochambeau le remplaça. La rupture de la paix d'Amiens rendit la situation encore plus critique. Plus de secours à espérer de France : la mer était fermée par les flottes anglaises. Les places occupées par nos troupes furent perdues une à une. Bien peu, parmi ceux qui avaient débarqué à Saint-Domingue, revirent l'Europe. La plupart périrent de la fièvre jaune, furent tués par les nègres ou capturés par les Anglais. Rochambeau fut pris en mer au sortir du Cap-Français (30 novembre 1803). Imitant la conduite de Napoléon en France, Dessalines se fit proclamer empereur d'Haïti le 8 octobre 1804, sous le nom de Jacques I^{er}². Le général Ferrand se maintint à Santo-Domingo jusqu'en 1810. Quand il eut ouvert les portes de cette ville au nègre Christophe, la France ne posséda plus un pouce de terre dans la belle de ses anciennes colonies.

Rupture de la paix d'Amiens (12 mai 1803). — Au début de l'année 1803, la France se trouvait en paix avec toute l'Europe. Cet état de choses devait être de courte durée. Les merveilleuses qualités que Bonaparte possède, dit un historien, « il ne s'en sert que pour étonner, éblouir les hommes. Il cherche

à frapper leur imagination, non à satisfaire leur raison ou leurs intérêts. Il y a dans son esprit une sorte d'impossibilité de s'arrêter à un but déterminé; il n'a pas plus tôt fait un pas en avant qu'il s'élançe plus loin, toujours plus loin, sans jamais attendre que le terrain soit affermi sous ses pieds. Une conquête n'est jamais pour lui qu'une pierre d'attente pour une conquête nouvelle. » (P. Lanfrey, *Histoire de Napoléon.*)

Dès le 25 janvier 1802, Bonaparte avait fait venir auprès de lui, à Lyon, une *consulte* composée des principaux magistrats du gouvernement cisalpin et avait reçu d'eux le titre de *Président de la république italienne*. Au mois de septembre de cette même année 1802, le Piémont et l'île d'Elbe furent réunis à la France. Le Piémont forma six départements. Déjà le gouvernement de la république batave avait été modifié, les deux chambres dissoutes par Augereau, et le pouvoir exécutif confié à un président, dont les fonctions durèrent seulement trois mois. Les divisions intestines n'avaient pas cessé d'agiter la Suisse. Bonaparte y fit entrer 30,000 hommes. En qualité de *médiateur de la Confédération helvétique*, il revisa la constitution de ce pays. Chaque canton obtint le droit de se gouverner d'après ses lois particulières; le lien fédéral fut affaibli. Louis d'Affry, nommé président de la Confédération, reçut une pension de la France. L'Angleterre se plaignit de cette immixtion du gouvernement français dans les affaires intérieures de la Suisse. En même temps des agents français parcouraient l'Égypte, l'Orient, même l'Angleterre et l'Irlande, pour y lever le plan des places fortes et entrer en relations avec les mécontents.

Aux termes du traité d'Amiens, les Anglais devaient évacuer Malte et la restituer aux chevaliers de Saint-Jean. Ils n'avaient point encore exécuté cet article, et ils alléguaient les envahissements incessants de la politique française sur le continent pour justifier l'occupation prolongée de cette île par leur garnison.

Il y avait encore entre les deux nations d'autres motifs de mécontentement. Le premier consul avait demandé au ministre Addington le renvoi des Bourbons hors du territoire britannique et la suppression des journaux rédigés à Londres par les royalistes français. Le gouvernement anglais répondit que l'hospitalité envers les réfugiés politiques de tous les partis était de tradition en Angleterre, et que, tant que leurs écrits ni leurs actes ne seraient pas en contradiction avec les lois du pays, la constitution ne permettait pas de les expulser ni de leur imposer silence.

1. Par exemple le *Morne-aux-couleurs*, dans le mont Cibao.

2. Il fut assassiné en 1806 par le noir Christophe et le maître Péthion, entre lesquels la guerre recommença aussitôt. Péthion se fit proclamer, au Port-au-Prince, président de la république. Christophe prit le titre de roi, au Cap, le 8 avril 1811.

Le 8 mars 1803, un message du roi Georges informa la chambre des communes « que, vu les préparatifs militaires qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande, il avait cru devoir adopter de nouvelles mesures de précaution pour la sûreté de ses États. » Quelques jours après, le 13 mars, dans une audience publique aux Tuileries, lord Whitworth, ambassadeur d'Angleterre, fut interpellé en termes véhéments par le premier consul. Alors le ministre Addington fit demander à Napoléon l'évacuation de la Hollande et de la Suisse, une indemnité en faveur du roi de Sardaigne, la cession de l'île de Lampedouse, l'occupation de Malte pendant dix ans, à titre de garantie. A ces conditions, l'Angleterre reconnaissait les changements opérés en Europe depuis la paix d'Amiens (26 avril). Le premier consul ayant repoussé ces demandes, lord Whitworth quitta Paris (12 mai 1803). Les hostilités recommencèrent aussitôt. Elles ne devaient plus s'arrêter qu'en 1815!

Les Anglais commencèrent la lutte en s'emparant de deux bâtiments chargés l'un de bois, l'autre de sel. Le premier consul décréta aussitôt l'arrestation et l'internement de tous les Anglais âgés de plus de dix-huit ans et de moins de soixante qui se trouvaient en France : ils y furent retenus jusqu'en 1814. A la même époque, ne croyant pas pouvoir conserver la Louisiane, il la vendit aux États-Unis moyennant 80 millions.

Par l'ordre du premier consul, le général Mortier occupa le Hanovre, possession personnelle du roi d'Angleterre sur le continent. Les soldats hanovriens furent désarmés (juin 1803). Les préparatifs maritimes recommencèrent dans les ports de l'Ouest. Tous les États alliés de la France, ou que leur situation géographique mettait dans la nécessité d'obéir à Napoléon, les républiques batave, helvétique, ligurienne, Naples, l'Espagne, le Portugal, durent lui fournir des vaisseaux, des hommes, de l'argent.

Conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru (août 1803-mars 1804). Exécution du duc d'Enghien (21 mars 1804). — Cependant les émigrés royalistes réfugiés à Londres, voyant la guerre rallumée, crurent le moment favorable pour renverser Napoléon. Le 21 août 1803, le plus audacieux d'entre eux, Georges Cadoudal, vint débarquer à la falaise de Biville et gagna Paris. Deux nouveaux débarquements s'opérèrent en secret le 24 décembre 1803 et le 15 janvier 1804. Le général

Pichegru¹, le marquis de Rivière, les deux frères Armand et Jules de Polignac, faisaient partie du second. Réunis à Paris, ils attendaient pour agir l'arrivée du comte d'Artois et du duc de Berry, qui devaient les suivre.

Les conjurés se flattaient d'entraîner le général Moreau, par l'intermédiaire de Pichegru, son ancien chef. Moreau était, après Napoléon, le plus illustre des généraux français. Depuis sa victoire de Hohenlinden, il s'était tenu à l'écart. Il blâmait l'ambition du premier consul, et par son silence et son abstention, le seul mode de protestation possible, il semblait s'être désigné comme le chef des mécontents. Comme ces Romains dont parle Tacite, les Français de 1803 lisaient les journaux pour voir « ce que Moreau n'avait pas fait². » Il eut plusieurs entrevues avec Pichegru, mais refusa de prendre part au complot.

La police surveillait les conjurés depuis leur entrée sur le territoire français. Savary resta même pendant vingt-huit jours (du 25 janvier au 15 février 1804) près de la falaise de Biville, dans l'espérance d'arrêter le comte d'Artois et le duc de Berry à leur débarquement. Ils ne parurent pas. Le 15 février, Moreau fut arrêté. Le corps législatif vota une loi frappant de mort quiconque donnerait asile, soit à Pichegru, soit à ses complices, et de six ans de travaux forcés quiconque, ayant connu leur retraite, ne les dénoncerait pas. Pichegru fut livré le 28 février par un ami chez lequel il avait cherché un refuge. Le 9 mars, dans la rue de *Monsieur-le-Prince*, Cadoudal passait en voiture; il fut reconnu et pris après une résistance désespérée. Les deux Polignac et le marquis de Rivière furent également arrêtés.

Déterminé à terrifier les royalistes par un coup sanglant, Napoléon résolut de frapper un prince de la maison de Bourbon. Le comte d'Artois et le duc de Berry lui avaient échappé; le duc d'Enghien n'eut pas le même bonheur. Ce jeune homme, fils du duc de Bourbon et petit-fils du prince de Condé, résidait depuis deux ans au village d'Ettenheim, près de Strasbourg, sur le territoire badois. Dans la nuit du 17 au 18 mars, deux cents dragons et gendarmes partis de Schelestadt, sous les ordres du colonel Gendener, franchissent le Rhin, au mépris de la neutralité badoise, et cernent Ettenheim. Le

1. Déporté à Sinnamary après le 18 fructidor, Pichegru était parvenu à s'en échapper.

2. *Diurna populi romani per provincias, per exercitus curatus leguntur, ut nescatur quid Thrasea non fecerit. (Annales, liv. XVI, c. 22.)*

duc est arrêté, amené à Strasbourg. Le 20 mars, à onze heures du matin, il arrive à Paris. Le soir, il est conduit à Vincennes. A minuit on le réveille. A deux heures du matin il comparait devant un conseil de guerre présidé par le général Hullin, et dont les membres avaient été nommés par Murat, gouverneur de Paris. Savary, l'homme de confiance du premier consul, était présent. Le jugement fut secret; aucun témoin ne fut entendu; l'accusé n'eut point de défenseur. Il fut condamné à mort comme émigré. Avant la fin de la nuit, vers quatre heures, il tomba dans les fossés du château sous les balles du peloton d'exécution.

Procès de Georges Cadoudal et du général Moreau (28 mai-26 juin). — Quinze jours après l'exécution du duc d'Enghien, le 6 avril, Pichegru fut trouvé mort dans sa prison¹. Le procès du général Moreau, de Georges Cadoudal et de leurs co-accusés commença devant la cour d'assises le 28 mai. Un sénatus-consulte du 25 février avait suspendu le jury dans le département de la Seine. Vingt accusés furent condamnés à mort, parmi lesquels Georges Cadoudal, Armand et Jules de Polignac et le marquis de Rivière. A l'égard de Moreau, les juges admirent des circonstances atténuantes, et désirant l'épargner, car rien ne démontrait qu'il fût coupable, mais n'osant pas l'absoudre entièrement, ils le condamnèrent à deux ans de prison (9 juin)². Cette peine fut commuée en un bannissement aux États-Unis. Le 26 juin, Georges Cadoudal et onze autres furent guillotines. Les huit autres condamnés, parmi lesquels MM. de Polignac et de Rivière, avaient obtenu leur grâce.

Napoléon empereur (18 mai 1804). — Au moment où ce procès se termina, Napoléon venait de recevoir un nouveau titre. « Ce jeune homme commence comme César, disait parfois Tronchet au début du consulat; j'ai peur qu'il ne finisse comme lui. » Depuis, Napoléon était devenu consul à vie. Ses projets grandissant toujours, il rêva bientôt, même avant la rupture du traité d'Amiens, de « ressusciter l'empire d'Occident. » (*Instructions de M. de Talleyrand à l'ambassadeur de France en Angleterre, Ott*, 23 octobre 1802.) Le 27 mars 1804, sur l'invitation de Fouché, le sénat engagea le premier consul à

1. Au Temple.

2. L'un des juges, Lecourbe, frère du général, s'étant refusé à condamner Moreau, qu'il ne croyait pas coupable, fut quelque temps après apostrophé en termes violents, aux Tuileries, par le premier consul et obligé de sortir de sa présence.

rendre « son ouvrage immortel comme sa gloire. » Le 23 avril, le tribun Curée proposa l'établissement de l'empire en faveur de Napoléon Bonaparte et de sa famille. Un seul membre du tribunal, Carnot, combattit la proposition. « Aujourd'hui, dit-il, se découvre enfin d'une manière positive le terme de tant de mesures préliminaires!... Vous dites que Bonaparte a opéré le salut de son pays, qu'il a restauré la liberté publique : est-ce donc une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté? » Personne ne soutint Carnot¹, et, le 18 mai 1804, le sénat proclama Napoléon Bonaparte *empereur des Français*.

CHAPITRE X.

L'empire jusqu'au traité de Tilsitt.

L'empire (18 mai 1804). La constitution impériale; le sénatus-consulte organique de l'an XII. — Couronnement de Napoléon (2 décembre 1804). — Camp de Boulogne. La grande armée. Projet de descente en Angleterre (1804-1805). — La campagne maritime échoue (mars-août 1805).

Rupture avec l'Autriche et la Russie. Troisième coalition. — Campagne de 1805. Capitulation d'Ulm (19 octobre). — Napoléon à Vienne (novembre). — Bataille d'Austerlitz (2 décembre). — Traité de Presbourg (26 décembre). Confédération du Rhin (12 juillet 1806). — Bataille navale de Trafalgar (21 octobre 1805). — Mort de Pitt (28 janvier 1806).

Rupture avec la Prusse. Quatrième coalition. — Campagne de Prusse. — Batailles d'Iéna et d'Auerstedt (14 octobre 1806). — Napoléon à Berlin. — Les Français en Pologne. — Campagne d'hiver. — Bataille d'Eylau (8 février 1807). — Prise de Dantzig (26 mai). — Bataille de Friedland (14 juin). — Traité de Tilsitt (8 juillet 1807).

L'empire (18 mai 1804). La constitution impériale; le sénatus-consulte organique de l'an XII. — Le 18 mai 1804 (28 floréal an XII), un sénatus-consulte proclama Napoléon Bonaparte empereur des Français : 3,572,329 suffrages contre 2,569 lui confirmèrent ce titre.

L'empire fut déclaré héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture. A défaut d'héritiers directs, Joseph et Louis

1. Il y eut pourtant aussi un opposant au sénat, Grégoire.

Bonaparte étaient appelés à succéder à leur frère¹. L'empereur créa aussitôt six grands dignitaires inamovibles qui devaient former son conseil : Joseph Bonaparte fut grand électeur ; Cambacérés, archichancelier d'empire ; Eugène Beauharnais, archichancelier d'État ; Lebrun, architrésorier ; Louis Bonaparte, connétable ; Murat, grand amiral. L'empereur nomma seize maréchaux, dont quatorze furent immédiatement désignés : Jourdan, Masséna, Augereau, Brune, Berthier, Lannes, Ney, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davout, Bernadotte ; de plus, quatre maréchaux honoraires : Kellermann, Lefèvre, Pérignon et Sérurier. Songis et Marescot furent inspecteurs généraux de l'artillerie et du génie ; Gouvion-Saint-Cyr, colonel général des cuirassiers ; Junot, des hussards ; Marmont, des chasseurs ; Baraguey-d'Hilliers, des dragons ; Bruix, inspecteur général des côtes de l'Océan ; Decrès, de celles de la Méditerranée : tels furent les grands officiers militaires. Il y eut aussi de grands officiers civils : le cardinal Fesch, oncle de l'empereur, grand aumônier ; Talleyrand, grand chambellan ; Berthier, grand veneur ; Caulaincourt, grand écuyer ; Duroc, grand maréchal du palais ; le comte de Ségur devint grand maître des cérémonies. Tous ces dignitaires eurent des dotations ; la liste civile de l'empereur fut fixée à 25 millions.

La situation des grands corps de l'État fut modifiée. Le sénat resta le premier de tous ; les six grands dignitaires et les princes français âgés de dix-huit ans en firent partie de droit. Les membres du corps législatif purent désormais discuter, mais seulement en comité secret. Le tribunal, réduit à 50 membres, sera supprimé en 1807. Une haute cour impériale, composée de 60 sénateurs, 20 conseillers d'État, 20 conseillers de la cour de cassation, des grands dignitaires, des grands officiers de l'empire, fut instituée pour connaître des complots ourdis contre la sûreté de l'État ou la personne de l'empereur, des

1. Il n'était pas question des deux autres frères de Napoléon, Lucien et Jérôme. Lucien, ministre de l'intérieur après le 18 brumaire, puis ambassadeur à Madrid, s'était brouillé avec son frère pour avoir épousé M^{me} de Bleschamps, veuve de M. Joubert. Il se retira en Italie, dans les États romains, et prit le titre de prince de Canino. — Jérôme avait fait comme volontaire, à bord de la flotte, la campagne de Saint-Domingue. Il épousa, le 24 décembre 1808, à Baltimore, la fille d'un riche négociant, Étiennette Paterson. Napoléon, qui n'avait point été instruit du mariage, le fit déclarer nul (21 mars 1804). Toutefois, Jérôme ne voulut pas d'abord se séparer de sa femme. C'est seulement le 22 août 1807 qu'il contracta un second mariage avec la princesse Catharine de Wurtemberg.

attentats contre les membres de la famille impériale ou les grands dignitaires.

Couronnement de Napoléon (2 décembre 1804). — Le 2 décembre 1804, le pape vint lui-même sacrer à Notre-Dame de Paris le nouveau Charlemagne. Pie VII avait espéré obtenir des concessions de l'empereur, en reconnaissance de l'empressement qu'il avait montré à lui être agréable. Il le pria « d'imiter l'acte spontané et célèbre par lequel Charlemagne rendit à saint Pierre tout le domaine que lui avait déjà donné Pépin son père et qu'avaient envahi les Lombards, c'est-à-dire l'Exarchat, la Pentapole, avec l'addition d'autres domaines, et particulièrement du duché de Spolète et de Bénévent. » Napoléon n'accorda rien.

Six mois après l'empereur se fit couronner à Milan roi d'Italie (26 mai 1805). Son beau-fils, Eugène Beauharnais, gouverna le nouveau royaume en qualité de vice-roi.

Camp de Boulogne. La grande armée. Projet de descente en Angleterre (1804-1805). — Au milieu des fêtes de son intronisation, Napoléon n'avait pas oublié un moment son projet d'opérer une descente en Angleterre. Cette puissance, que la mer protégeait contre une invasion, qui seule en Europe était restée également insensible à ses avances et à ses menaces, où ses ennemis trouvaient un asile hors des atteintes de son bras et pouvaient écrire librement contre lui, fut pendant toute la durée de son règne l'objet de sa haine implacable.

Dès la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon avait formé le dessein d'envahir les îles Britanniques. Cent cinquante mille hommes furent réunis dans trois camps, à *Boulogne*, *Ambleteuse* et *Montreuil* ; il y furent soumis à des exercices continuels pendant deux ans (1803-1805) et reçurent le nom de *Grande Armée*. Napoléon commandait cette armée en personne ; il avait Berthier¹ pour major général. C'est au camp de Boulogne que, dans une revue, l'empereur distribua aux soldats les premières croix d'honneur (6 août 1804). Deux mille bateaux plats furent construits pour embarquer et jeter sur la plage de Douvres les hommes, les chevaux, les canons.

Pour traverser le détroit, il fallait vaincre ou écarter la flotte anglaise. Voici quelles furent les instructions données aux amiraux français par Napoléon et le ministre de la marine Decrès :

1. Berthier (Alexandre) était né à Versailles en 1758 ; il fut assassiné à Bamberg en 1815.

Villeneuve, avec la flotte de Toulon, devait rallier à Cadix l'escadre espagnole de l'amiral Gravina et se porter aux Antilles; Missiessy, avec la flotte de Rochefort, et Gantheaume, avec celle de Brest, devaient s'y rendre également. On espérait que l'Angleterre, craignant pour la sûreté de ses colonies d'Amérique, y enverrait sa flotte de la Manche. Les trois amiraux français réunis devaient faire leur jonction, revenir en toute hâte avec soixante vaisseaux de ligne dans le pas de Calais, momentanément abandonné par la marine britannique, et protéger la descente.

La campagne maritime échoue (mars-août 1805). — L'entreprise échoua dès le début. Bloqué dans Brest, Gantheaume ne put pas en sortir. Missiessy, parvenu aux Antilles, n'y trouva pas Villeneuve et revint en France (20 mai 1805). Villeneuve, sorti de Toulon le 30 mars, après avoir rallié à Cadix l'amiral Gravina, parvint à la Martinique le 13 mai. Après avoir attendu inutilement Gantheaume et Missiessy, il revint en Europe. Le 22 juillet, il rencontra à la hauteur du *cap Finistère*, à cinquante lieues de la côte d'Espagne, quinze vaisseaux de ligne anglais, commandés par l'amiral Calder. Après avoir perdu deux bâtiments espagnols, Villeneuve gagna le Ferrol et la Corogne. Il en sortit de nouveau le 11 août. Il avait l'ordre de débloquent Missiessy à Rochefort. Tous deux devaient se diriger sur Brest et débloquent Gantheaume. S'ils y réussissaient, ils se rendraient à Boulogne, où les attendait Napoléon.

Mais les flottes anglaises veillaient de toutes parts. Elles étaient mieux organisées que les nôtres. Villeneuve écrivait à Decrès : « Nous avons de mauvais mâts, de mauvaises voiles, de mauvais gréements, de mauvais officiers, de mauvais matelots. » Aussi, sur l'avis qu'une flotte anglaise approchait, Villeneuve, au lieu de remonter vers Rochefort, cingla-t-il vers le sud pour aller s'enfermer dans Cadix.

L'empereur attendait toujours, impatient et irrité. Du rivage de Boulogne, il n'apercevait sur la mer que des voiles anglaises. Il dut renoncer à ses projets. Une fois de plus l'Océan avait protégé l'île contre une descente et sauvé Londres en arrêtant Napoléon, comme il avait arrêté Louis XIV et Philippe II.

Rupture avec l'Autriche et la Russie. Troisième coalition. — L'Angleterre avait échappé aux coups de Napoléon : il se vengea sur l'Europe. L'occupation du Hanovre, la violation de la neutralité allemande par l'arrestation du duc d'Enghien

sur la territoire badois et du diplomate anglais Rumbold à Hambourg (octobre 1803), enfin la proclamation de l'empire avaient amené la signature d'un traité secret d'alliance défensive entre l'Autriche et la Russie (6 novembre 1804). Le 11 avril suivant, une convention fut également conclue entre l'Angleterre et la Russie. L'indépendance de la Hollande, de la Suisse, du royaume de Naples; l'évacuation du Hanovre, le rétablissement du roi de Piémont : tel était le but que les deux gouvernements devaient poursuivre. Ils comptaient sur l'appui de Naples et de la Suède. Néanmoins avant de combattre, le czar voulut tenter encore la voie des négociations. Napoléon, loin de céder, se montra chaque jour plus envahissant. Il prit le titre de roi d'Italie (26 mai 1805); Gènes fut incorporée à la France (4 juin); Lucques et Piombino furent érigées en principautés pour Bacciochi, mari d'Élisa Bonaparte; enfin l'empereur menaça de chasser de Naples les Bourbons. Tout accord devint impossible. La France allait avoir à lutter contre une troisième coalition, formée de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, de Naples et de la Suède. Napoléon désirait la guerre, pour effacer par des victoires sur le continent l'effet qu'avait produit l'insuccès de son projet de descente en Angleterre.

Campagne de 1805. Capitulation d'Ulm (19 octobre). — Les coalisés résolurent de prendre l'offensive sur quatre points : 1° 80,000 Autrichiens, commandés par Mack, s'avancèrent sur la frontière de France en remontant le Danube; une armée russe se rassemblait en Pologne pour venir les appuyer; 2° 100,000 Autrichiens, sous l'archiduc Charles, se rassemblèrent derrière l'Adige, pour envahir le royaume d'Italie; 3° un corps d'Anglais et de Russes devait débarquer dans le royaume de Naples; 4° un corps de Suédois, de Russes et d'Anglais devait reconquérir le Hanovre sur les Français.

Mack se mit le premier en mouvement. Le 7 septembre il passa l'Inn et pénétra sur le territoire bavarois. Il espérait entraîner dans la coalition l'électeur de Bavière. Ce prince, de même que ses voisins de Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Darmstadt, aurait bien voulu rester neutre. Ils se décidèrent toutefois en faveur de Napoléon, dont le triomphe leur paraissait plus probable. Pendant que Mack occupait *Ulm*, les Bavares se retirèrent à Wurtzbourg pour y attendre les Français.

Les 80,000 hommes de Mack se trouvaient placés à une distance énorme de Vienne, sans avoir derrière eux de réserve

prête à les secourir. Napoléon résolut de tomber sur cette armée avec le gros de ses forces et de l'anéantir avant qu'elle pût être soutenue par les Russes ou se replier sur Vienne. Il comprenait qu'en frappant ses ennemis au centre, leurs efforts aux extrémités seraient paralysés.

Pendant que des colonnes sorties de Strasbourg feignent de vouloir opérer de front le passage de la forêt Noire, et attirent de ce côté l'attention de l'ennemi, la grande armée, venue de Boulogne en toute hâte, traverse le Rhin à Mayence, Manheim et Spire. Elle est appuyée à gauche par les corps venus de Hollande et de Hanovre. 200,000 Français, commandés par Napoléon, tournent ainsi le flanc droit de l'armée autrichienne, rallient à Wurtzbourg les Bavares, et, traversant le Mein, arrivent sur la rive gauche du Danube, devant Donauwerth, le 6 octobre. Attaquée par Murat, Ney, Lannes, la division autrichienne Kienmayer se retire de *Donauwerth* sur Munich. Une portion de l'armée française passe aussitôt sur la rive droite du Danube. Bernadotte marche sur Munich au sud-est; Soult occupe Augsburg au sud, sur le Lech. Dès lors Mack est emprisonné entre le Rhin et la grande armée. Il croit encore les Français devant lui, à l'ouest; ils sont derrière à l'est, lui fermant toutes les routes de Vienne.

Napoléon charge Ney de remonter le Danube par la rive gauche, Lannes et Murat de le remonter par la rive droite jusqu'à Ulm. Le 8 octobre, Murat, avec les dragons d'Exelmans et les grenadiers d'Oudinot, culbute 42,000 Autrichiens à *Wertingen*; le 9, Ney chasse l'ennemi de *Gunzbourg*; puis il fait occuper au nord d'Ulm la position d'Albeck par Dupont et Baraguey-d'Hilliers.

Pour échapper à la destruction, Mack n'avait plus que deux opérations à tenter : 1° fuir au sud et gagner le Tyrol; 2° fuir au nord et gagner la Bohême. Murat, persuadé que le général autrichien essaierait de gagner le Tyrol, ordonne à Ney de rappeler au sud du Danube les divisions placées au nord vers Albeck. Ney résista, ralentit l'exécution de cet ordre et eut raison. Ce fut précisément par le nord que 25,000 Autrichiens, sortis d'Ulm avec l'archiduc Ferdinand, essayèrent de se frayer une route. L'énergique résistance de la division Dupont, dans la position d'*Albeck* (14 octobre), rendit cette tentative inutile. Le 14, Ney rétablit le pont d'*Elchingen*, sous le feu de l'ennemi, s'empara de ce village et rouvrit ses communications avec Dupont. Le 15, il occupa le plateau de *Michelsberg*, qui domine

Ulm au nord. Dès le 13, Soult, par la prise de *Memmingen*, où il fit 7,000 prisonniers, avait barré la route du Tyrol. Le 18, Murat atteignit à *Nordlingen*, sur la route de Bohême, le corps de Werneck, sorti d'Ulm pendant la nuit, et le fit prisonnier presque tout entier.

Enveloppé et sommé de mettre bas les armes (16 octobre), Mack se rendit le 19 avec les débris de son armée. 27,000 prisonniers défilèrent le 20 devant Napoléon, au pied du *Michelsberg*. En trois semaines une armée autrichienne de 80,000 hommes était anéantie : 20,000 seulement avaient pu s'échapper; 45,000 étaient morts ou blessés; 45,000 étaient captifs. Les Français avaient pris 5,000 chevaux, 200 canons, 80 drapeaux. « L'empereur, disaient les soldats, ne fait plus la guerre avec nos bras, mais avec nos jambes. »

Napoléon à Vienne (novembre). — On marcha sur Vienne sans s'arrêter. Le gros de l'armée suivait la rive droite du Danube au sud, Mortier venait par la rive gauche au nord. Entre Vienne et Napoléon se trouvaient 20,000 Autrichiens et 40,000 Russes commandés par Kutusow. Ne se jugeant pas assez fort pour combattre, Kutusow rétrograde afin de se replier sur le gros de l'armée russe, qui arrive avec Alexandre. Le 4 novembre, Napoléon entre à Lintz; le 9, renonçant à couvrir Vienne, Kutusow quitte la rive droite du Danube; il se retire au nord du fleuve et brûle le pont de *Krems*. Par ce mouvement il se trouve en présence de Mortier, qui longeait la rive gauche. Isolé avec 20,000 hommes qui n'étaient pas même réunis, en face de 60,000 Austro-Russes, Mortier fut attaqué en tête et en queue dans les défilés de *Dirnstein*¹. Les deux divisions Gazan et Dupont, un instant séparées, se frayèrent un passage à la baïonnette, et, à force d'héroïsme, elles repoussèrent l'ennemi (11 novembre). Le 13, Murat et Lannes entrèrent dans Vienne sans combat. Abandonnant la ville, située sur la rive droite du Danube, les Autrichiens voulaient faire sauter les ponts qui conduisent sur la rive gauche; Murat les leur enleva par surprise.

Napoléon fut rejoint à Vienne par l'armée d'Italie. Au début de la campagne le vice-roi Eugène Beauharnais et le maréchal Masséna s'étaient trouvés sur l'Adige, en présence de l'archiduc Charles, qui, en Vénétie et en Tyrol, avait 100,000 soldats. Le

1. C'est au château de Dirnstein qu'en 1193 Richard Cœur-de-Lion avait été prisonnier.

48 octobre, Masséna franchit l'Adige et s'empara de Vérone. Le 30 et le 31, il attaqua l'archiduc dans son camp retranché de *Caldiero*, sans pouvoir le forcer, bien qu'il eût fait des prodiges d'habileté et d'énergie. La nouvelle de la capitulation d'Ulm obligea l'archiduc à la retraite. Évacuant l'Italie, il se replia en toute hâte sur la Hongrie pour accourir à la défense de l'Autriche. Désormais sans ennemi, Masséna vint rejoindre la grande armée.

Lannes et Murat, lancés à la poursuite de Kutusow en Moravie, l'atteignirent devant *Hollabrunn*. Ils se laissèrent tromper par l'ennemi. Usant d'une ruse semblable à celle qui avait livré aux Français les ponts de Vienne, le prince Bagration leur fit croire à l'existence d'un armistice. L'ennemi put se replier au nord-est. Son arrière-garde, aux ordres de Bagration, attaquée par Murat et Lannes, se fit écraser à *Hollabrunn*, avec un courage héroïque, pour donner le temps à Kutusow de s'échapper (46 novembre). Le 49, les Français occupèrent *Brunn*, capitale de la Moravie. L'empereur y arriva le lendemain.

Bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). — Cependant Kutusow avait fait sa jonction à l'est de *Brunn*, vers *Olmütz*, avec les réserves russes et le czar. Plein de confiance dans la valeur de ses troupes, Alexandre résolut de reprendre l'offensive. Le jeune état-major qui l'entourait ne parlait qu'avec dédain des Autrichiens et attribuait à leur incapacité les échecs qui avaient signalé l'entrée en campagne.

La Prusse paraissait sur le point de joindre ses forces à celles de l'Autriche et de la Russie. Napoléon, soit par désir de faire la paix, soit pour mettre de son côté les apparences de la modération, augmenta la présomption des Russes et se trouver exactement informé de l'état de leurs forces, envoya Savary au quartier général d'Alexandre proposer une entrevue entre les deux souverains. Le czar n'y consentit pas, mais dépêcha un de ses aides de camp, le prince Dolgorouki, à l'empereur. Napoléon le reçut aux avant-postes. L'armée française, concentrée à l'est d'*Olmütz* sur un petit espace, dans une position défensive, et occupée à établir des retranchements, dut paraître aux yeux du prince peu nombreuse et inquiète pour sa ligne de retraite. Le 48 novembre, un avant-poste français avait été enlevé par les Russes à *Wirschau*. Leurs espérances s'étaient accrues après ce petit succès. Le rapport du prince Dolgorouki les augmenta encore, et le soir du 1^{er} décembre ils commencèrent un mouvement tournant au sud-est pour envelopper

Napoléon. Sûr du succès de ses combinaisons, celui-ci, dans une proclamation à ses troupes, révéla aux soldats le plan qu'allaient suivre les Russes et le désastre qu'il comptait leur infliger.

Comme Germanicus, la veille d'une bataille décisive contre les barbares¹, Napoléon visita les bivouacs de ses soldats pour s'assurer de leurs dispositions. Il fut reconnu, acclamé. Des torches s'allumèrent, et un vieux grenadier lui promit, au nom de ses camarades, de lui apporter le lendemain les drapeaux et les canons de l'armée russe, pour fêter l'anniversaire de son couronnement.

Le 2 décembre au matin le soleil se leva sur cette plaine glacée. Il éclaira 80,000 Français et 90,000 Austro-Russes prêts à en venir aux mains. Les Français faisaient face à l'est. Leur gauche, sous Lannes, était appuyée au mamelon de *Santon*; elle était soutenue par la cavalerie aux ordres de Murat; leur centre, sous Bernadotte, occupait le village de *Girskowitz*; leur droite, commandée par Soult, s'étendait de *Telnitz* à *Kobelnitz*; à l'extrême droite et en arrière se trouvait Davout. Le ruisseau de *Goldbach*, qui s'étendait au fond du vallon parallèlement aux collines occupées par les Français, marquait le front de leur position. Derrière son centre, Napoléon avait massé ses réserves, la garde impériale, et les grenadiers réunis de l'armée, avec Oudinot pour chef.

Les deux empereurs de Russie et d'Allemagne se trouvaient dans l'armée ennemie. Le commandement nominal appartenait au vieux général Kutusow; mais Alexandre, jeune et ardent, suivait beaucoup plutôt les conseils de Weyrother, qui lui promettait la destruction de l'armée française. L'aile droite des Russes, sous Bagration, faisait face au mamelon de *Santon*; au centre, les deux empereurs, le prince de *Lichtenstein* et Kutusow occupaient le château d'*Austerlitz* et en première ligne, plus près des Français, le plateau de *Pratzen*. A gauche commandait *Buxhowden*.

Au lieu de garder fortement le plateau de *Pratzen*, point culminant et central de leur position, les Russes portèrent leurs principales forces à gauche. Ils voulaient déborder l'aile droite de l'armée française, la tourner, couper Napoléon de la route de Vienne et lui fermer la retraite. « Cette armée est à moi ! » s'écria l'empereur en voyant les masses ennemies descendre de

1. Tacite, *Annales*, livre II, c. 18.

Pratzen et s'étendre en longues colonnes pour commencer leur marche imprudente sur son flanc droit, à travers des ravins, des ruisseaux et des étangs. Il les laisse marcher sans obstacles. Buxhowden arrive à la hauteur de Telnitz, attaque Davout, l'oblige à reculer et se croit victorieux. Kollowrath quitte Pratzen pour le soutenir. C'est le moment qu'attendait l'empereur. Il fait un signe : Soult s'élançe en avant, culbute Kollowrath attaqué au milieu de sa marche, le sépare de Buxhowden, le rejette en arrière et s'empare du plateau. L'armée ennemie est coupée en deux.

Kutusow voit le danger. Il faut reconquérir Pratzen à tout prix ou les Russes sont perdus. Il charge de cette mission Miloradowitch et Wolkowski. Ils sont repoussés, jetés à bas de la colline. La garde impériale russe vient les appuyer. Elle reprend possession du plateau. Les cuirassiers et les chevaliers-gardes d'Alexandre culbutent un bataillon du 4^e de ligne et lui prennent son aigle. Mais nos réserves donnent à leur tour. Bessières et Rapp, à la tête des grenadiers à cheval de la garde, refoulent les Russes sur Austerlitz. Rapp fait prisonnier de sa main le prince Repnine. Non moins heureux au centre et à gauche, Bernadotte, Murat et Lannes ont mis en déroute les soldats du grand-duc Constantin, de Lichtenstein et de Bagration.

L'aile gauche des Russes avait continué à marcher en avant pendant que le centre et la droite reculaient; elle se trouvait isolée du reste de l'armée. Buxhowden, son chef, bat en retraite pour la rejoindre. Une de ses divisions est prise à Sokolnitz. Les autres reviennent sur leurs pas. Elles se heurtent partout aux Français. Repoussées, mutilées, elles sont obligées de faire un immense détour vers le sud, en s'engageant sur les étangs gelés de Telnitz. Des hauteurs de Pratzen Napoléon fait pointer sur les Russes les batteries de la garde. Les boulets brisent la glace; elle s'entr'ouvre, engloutissant les hommes et les chevaux. Buxhowden rejoignit pourtant Kutusow, au prix de pertes immenses. Cette journée coûta aux Austro-Russes 35,000 hommes, tués, noyés, blessés et prisonniers, 433 canons, 40 drapeaux. Les Français avaient perdu environ 8,000 hommes.

Traité de Presbourg (26 décembre 1805). **Confédération du Rhin** (12 juillet 1806). — Poursuivie sans relâche et sur le point d'être attaquée à Gœding, au passage de la Morava, par Davout, l'armée ennemie était menacée d'une entière destruction. L'empereur François demanda une entrevue à Napoléon,

et vint le trouver à son bivouac d'Urschitz. Napoléon le reçut dans une cabane : « Voilà, lui dit-il, les palais où Votre Majesté me contraint d'habiter depuis deux mois. — Vous vous en trouvez si bien, repartit le vaincu, qu'ils doivent vous plaire. » Par le traité de Presbourg (26 décembre 1805), l'Autriche dut payer 40 millions de francs; elle abandonna la *Vénétie*, le *Tyrol*, le *Tyrol*, le *Vorarlberg*, à l'électeur de Bavière, qui reçut le titre de roi; la *Souabe*, au duc de Wurtemberg, également avec le titre de roi; enfin le *Brisgau*, l'*Ortenau*, *Constance*, au margrave de Bade, qui devint grand-duc. L'Autriche perdit un sixième de sa population et un septième de ses revenus. Elle n'obtint comme dédommagement que la principauté de Salzbourg. L'archiduc Ferdinand, ancien souverain de la Toscane, qui avait reçu Salzbourg en 1803, obtint en échange Wurzburg avec le titre d'électeur.

Les conditions de cette paix étaient dures pour l'Autriche. Napoléon n'avait pas voulu modérer ses exigences, malgré les conseils de Talleyrand. Dans la voie où il s'engageait, aucun traité ne pouvait être définitif. Les vaincus cédaient l'épée sur la gorge, avec l'intention arrêtée d'en appeler de nouveau aux armes aussitôt qu'ils seraient sortis de leur épuisement.

Napoléon ne s'en tint pas là. Par son ordre, Masséna, Reynier, Saint-Cyr, envahirent le royaume de Naples. Cette ville ouvrit ses portes le 15 février. Joseph Bonaparte en fut proclamé roi. Ferdinand et Caroline s'étaient réfugiés en Sicile. Le 5 juin, la république batave fut transformée en royaume de Hollande. Un autre frère de l'empereur, Louis Bonaparte en fut souverain. Pauline Borghèse devint duchesse de Guastalla; Berthier, prince de Neufchâtel; Talleyrand, prince de Bénévent; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo; Murat, grand-duc de Berg.

Une transformation bien plus considérable ne tarda point à s'accomplir. Le 12 juillet 1806 fut signé l'acte constitutif de la *Confédération du Rhin*. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Berg et de Bade, l'électeur de Hesse-Darmstadt, les deux ducs de Nassau et plusieurs petits princes se déclaraient séparés à jamais de l'empire germanique; ils for-

1. Napoléon donna de plus au roi de Bavière la ville et l'évêché d'Angsbourg. Le prince Eugène, beau-fils de l'empereur et vice-roi d'Italie, épousa, quelques jours après le traité de Presbourg, la princesse Augusta, fille du roi de Bavière. Jérôme, frère de Napoléon, fut marié plus tard avec la princesse Catherine, fille du roi de Wurtemberg.

maient entre eux une nouvelle ligue, dont la capitale était Francfort; ils contractaient une alliance offensive et défensive avec la France. En cas de guerre, ils devaient fournir à Napoléon un contingent de 63,000 hommes.

L'ancien chef du corps germanique subit sans se plaindre cette aggravation du traité de Presbourg. Il quitta le titre d'*Empereur d'Allemagne* et le nom de François II pour prendre le titre d'*Empereur d'Autriche* et le nom de François I^{er}. Créé par Charlemagne, l'empire germanique, après mille ans d'existence, était détruit par Napoléon¹.

Bataille navale de Trafalgar (24 octobre 1805). — Pendant que Napoléon, vainqueur à Austerlitz, voyait à ses pieds le continent, notre marine éprouvait un désastre. Villeneuve, rentré à Cadix, avait reçu au mois de septembre 1805 l'ordre d'en sortir pour croiser dans la Méditerranée. Il obéit sur-le-champ. Désespéré des reproches de l'empereur, qui l'accusait d'impéritie et même de manque de courage, il était décidé à ne point éviter la bataille, malgré le dénuement de sa flotte et les répu- gnances trop justifiées de ses officiers.

Il rencontra les Anglais à la hauteur du cap *Trafalgar*, au sud de Cadix, le 24 octobre 1805. Villeneuve et Gravina avaient 33 vaisseaux de ligne, 5 frégates, 2 bricks. Nelson et Collingwood n'avaient que 27 vaisseaux de ligne. Néanmoins Nelson attaque sans hésiter. Avant de combattre il a mis ces mots à l'ordre du jour: « L'Angleterre compte que chacun fera son devoir. » Il aborde la flotte franco-espagnole au centre et en queue, la coupe en deux, l'accable par la rapidité de son feu et la supériorité de ses manœuvres. Le courage de nos marins est inutile. Les amiraux Gravina et Magon sont blessés à mort. Villeneuve, grièvement atteint, est fait prisonnier sur son vaisseau, le *Bucentaure*. 17 vaisseaux tombent au pouvoir des Anglais, 4 est détruit, le reste fuit vers Cadix. Les Français et les Espagnols ont perdu 7,000 hommes; les vainqueurs, 2,500. Leur chef est du nombre. Frappé d'une balle qui lui a brisé

1. Il s'est relevé depuis, non plus électif, mais héréditaire; non plus en faveur de l'Autriche, dans la maison de Habsbourg, mais en faveur de la Prusse dans la maison de Hohenzollern, et c'est au sein d'une ville française, à Versailles, pendant que Paris, sillonné par les obus, était en proie à la famine, que le roi de Prusse a été intronisé, au milieu du palais bâti par les rois de France, suprême ironie du sort! en face des tableaux de Vandermeulen et de Lebrun, devant les bas-reliefs qui représentent Louis XIV en demi-dieu, vainqueur de la Hollande et foulant les eaux du Rhin!

la colonne vertébrale, il a roulé sur le pont du *Victory*. « Les Français en ont fini avec moi! » s'est-il écrié, quand son capitaine de pavillon, Hardy, est accouru le relever. Avant de mourir, il a su qu'on était vainqueur et a recommandé à Collingwood de mouiller avant la nuit, dans la prévision d'une tempête.

Les restes de la flotte française furent bloqués dans Cadix. Villeneuve, emmené captif en Angleterre, demanda l'autorisation d'aller à Paris se justifier et vint débarquer à Morlaix. Toutefois, désespérant de désarmer la colère de l'empereur, il se tua, en se frappant de six coups de couteau dans une chambre d'auberge, à Rennes, le 22 avril 1806.

Mort de Pitt (23 janvier 1806). — La victoire de Trafalgar n'avait point suffi pour faire oublier à Pitt les désastres des alliés de l'Angleterre à Ulm et à Austerlitz. Rentré au pouvoir à la place d'Addington après la rupture du traité d'Amiens, malade, épuisé par la passion et par le travail, ce ministre avait consumé ses dernières forces à former contre Napoléon la troisième coalition. Et en trois mois, par deux coups de foudre, l'empereur avait soumis l'Allemagne, abattu l'Autriche, vaincu la Russie! Pitt, frappé dans ses espérances, mourut le 23 janvier 1806¹. Comme Charles-Quint et Philippe II au seizième siècle, comme Louis XIV au dix-septième siècle, Napoléon aspirait à la domination universelle. En face du conquérant, Pitt avait repris le rôle de Guillaume le Taciturne en 1570, de Guillaume III en 1688. Tous les peuples l'un après l'autre subissaient le joug ou l'alliance du vainqueur. Seule, l'Angleterre, guidée par l'inflexible génie du fils de lord Chatham, restait immuable dans sa résistance. Pitt mourut à la peine; mais son génie continua de régner à Londres, et les Anglais n'interrompirent pas un seul instant ce duel à mort qui devait conduire la France à Waterloo et Napoléon à Sainte-Hélène.

La mort de Pitt ramena aux affaires son rival: Fox² devint ministre. Partisan de la paix et animé de sentiments sympathiques envers la France, le nouveau chef du cabinet s'était trouvé, après le traité d'Amiens, en relations personnelles avec Napoléon. Des pourparlers s'engagèrent entre les deux gouvernements anglais et français. Ces négociations n'amènèrent au-

1. William Pitt, deuxième fils de lord Chatham, était né à Hayes (comté de Kent), le 28 mai 1759.

2. Fox (Charles-James) était né à Londres en 1749.

cun résultat. Non seulement Napoléon ne voulait rien céder de tout ce qu'il avait pris, mais il annonçait l'intention d'occuper la Sicile, où s'étaient réfugiés les Bourbons de Naples. La mort de Fox (13 septembre 1806) interrompit tous rapports entre les belligérants. Ainsi la lutte continuait avec l'Angleterre, et elle allait recommencer avec le continent.

Rupture avec la Prusse. Quatrième coalition. — Depuis 1795, la Prusse était restée étrangère aux deux coalitions successivement formées contre la France. Elle avait vu sans beaucoup de regret, les défaites de l'Autriche, sa rivale en Allemagne. Le roi Frédéric-Guillaume III, monté sur le trône en 1797, avait accueilli avec empressement le général Duroc, envoyé par Napoléon à Berlin, au début du Consulat. Plus tard, l'arrestation du duc d'Enghien à Ettenheim et celle du résident anglais Rumbold à Hambourg blessèrent la cour de Potsdam, comme tous les gouvernements allemands. L'empereur, pour prévenir les effets de ce mécontentement, remit en liberté Rumbold. Au début de la campagne de 1805, la Prusse eut contre nous un nouveau grief. Dans leur marche en avant pour envelopper Mack, les Français passèrent sans autorisation sur le territoire prussien, et par conséquent neutre, du margraviat d'Anspach. En représailles, M. de Hardenberg, premier ministre à Berlin, permit aux Russes de traverser la Silésie pour aller rejoindre l'armée autrichienne. Une entrevue eut lieu entre le czar et le roi de Prusse. En présence du tombeau de Frédéric II, le czar jura une amitié inviolable à son hôte. Inquiet pour l'indépendance de l'Allemagne, Frédéric-Guillaume signa le 3 novembre 1805, à Potsdam, un traité secret avec la Russie. La Prusse devait mettre son armée sur le pied de guerre et proposer sa médiation aux belligérants. Si au bout d'un mois Napoléon ne l'avait pas acceptée, les Prussiens se joindraient aux Autrichiens et aux Russes.

M. d'Haugwitz, envoyé au quartier général de l'empereur trois jours avant Austerlitz, n'eut audience qu'après la bataille. La Prusse restait isolée en présence du vainqueur. « Voilà un compliment dont la Fortune a changé l'adresse, » répondit Napoléon aux félicitations de l'ambassadeur, et il lui proposa une alliance entre la France et la Prusse. L'électorat de Hanovre avait été en 1803 enlevé au roi d'Angleterre et occupé par les Français. L'empereur l'offrit à d'Haugwitz. Cette offre était tentante pour le roi de Prusse. La possession du Hanovre réu-

nirait ses États de Brandebourg à ceux de Westphalie et ferait de la Prusse une puissance maritime. Mais le gouvernement prussien pouvait-il accepter les dépouilles du roi d'Angleterre, dont il n'était pas l'ennemi? Néanmoins, M. d'Haugwitz signa, le 18 décembre 1805, une convention aux termes de laquelle la Prusse obtenait le Hanovre en échange du duché de Clèves, de Berg, de Wesel, d'Anspach et de Neuchâtel. Elle fut confirmée, au mois de février 1806, à Paris. Le négociateur prussien dut encore consentir à la cession de Bayreuth et à la fermeture de l'Elbe au commerce anglais.

La formation de la Confédération du Rhin, et le titre de protecteur de cette confédération pris par Napoléon, jetèrent la Prusse dans de nouvelles inquiétudes. Pour rassurer Frédéric-Guillaume, l'empereur lui conseilla de former sous sa direction une confédération analogue dans l'Allemagne du nord. Mais en même temps il défendait aux petits États allemands de répondre aux ouvertures du gouvernement prussien.

Pitt venait de mourir, et Napoléon avait entamé des négociations avec les Anglais. Le cabinet de Saint-James s'étant plaint vivement de la cession du Hanovre aux Prussiens, qui était, disait-il, une offense personnelle à Georges III, l'empereur répondit qu'il n'y fallait point attacher d'importance. Si l'on venait à s'entendre sur les autres points, ajoutait-il, il reprendrait immédiatement cette province à Frédéric-Guillaume pour la rendre à Georges III. L'accord ne put s'établir entre l'Angleterre et la France, et Lucchesini, ambassadeur prussien à Londres, reçut communication des assurances faites par l'empereur au ministère britannique au sujet du Hanovre.

Blessé de se voir traité avec si peu de ménagements, le roi de Prusse était encore excité par les sentiments belliqueux de ses sujets. Depuis le traité de Presbourg, l'armée française n'avait point évacué l'Allemagne. Elle occupait la Franconie, la Souabe, et traitait avec une grande dureté les populations de ces provinces. Aussi la fermentation y était-elle violente. Des brochures y circulaient, dans lesquelles étaient retracés avec amertume les excès reprochés aux soldats français. Pour prévenir une explosion, Napoléon voulut frapper les Allemands de terreur. Le libraire Palm, de Nuremberg, accusé d'avoir vendu des écrits de cette nature, fut arrêté au milieu de sa famille, transporté à la citadelle de Braunau, traduit devant un conseil de guerre français, condamné à mort et fusillé (26 août). Cette exécution eut en Allemagne un lugubre retentissement.

Entraîné par l'opinion publique, le roi de Prusse fit remettre à l'empereur, le 4^e octobre, un ultimatum réclamant l'évacuation de l'Allemagne, y compris Wesel, par les Français, et demandant que Napoléon prit l'engagement de ne point s'opposer à l'établissement d'une confédération de l'Allemagne du nord. La Prusse savait que cet ultimatum serait repoussé; mais elle comptait sur l'alliance de la Russie, de l'Angleterre, de la Suède, qui formaient avec elle cette quatrième coalition. On ne parlait à Berlin que de délivrer l'Allemagne. Les rues et les places retentissaient de chants belliqueux. La reine, Louise-Amélie¹, jeune et belle, animée d'un patriotisme enthousiasme, se montrait à cheval dans les revues. L'armée était brave, instruite, mais inférieure en nombre aux Français; elle n'avait point fait la guerre. Il semblait que les hommes d'État et les généraux prussiens eussent dormi depuis cinquante ans. Pleins de confiance dans leur passé, ils se croyaient toujours au temps du grand Frédéric. Ils oubliaient qu'on n'était plus au lendemain de Roshach, mais au lendemain d'Austerlitz.

Campagne de Prusse. Batailles d'Iéna et d'Auerstædt (14 octobre 1806). — L'armée prussienne, grossie des troupes saxonnes, comptait environ 120,000 hommes, non compris les garnisons des places fortes, qui s'élevaient à 60 ou 70,000 hommes. Elle était commandée par le duc de Brunswick² et le prince de Hohenlohe. Au lieu de se retrancher derrière la Saale ou l'Elbe pour couvrir Berlin, et d'attendre dans une position défensive l'arrivée des Russes, ces deux généraux marchèrent en avant. Ils vinrent s'établir derrière la forêt de Thuringe, la droite à *Eisenach*, le centre à *Gotha* et à *Erfurth*, la gauche à *Weimar* et dans la vallée de la Saale. Par cette marche, les Prussiens avaient espéré entraîner dans leur alliance l'électeur de Hesse-Cassel.

Napoléon mit leur imprudence à profit. L'armée française se trouvait déjà massée en Franconie, au nord du Mein; elle comptait environ 200,000 hommes. L'empereur résolut de renouveler en Saxe, contre Brunswick, la manœuvre qui lui avait si bien réussi à Ulm contre Mack. Déboucher sur le flanc gauche des Prussiens, les déborder, les couper de leur capitale, tel fut le projet auquel il s'arrêta. Il était sûr d'avance du suc-

1 C'était la mère de l'empereur d'Allemagne Guillaume I^{er}.

2. Célèbre depuis 1792, le duc de Brunswick était né en 1755. Il était neveu du prince Ferdinand de Brunswick qui avait commandé l'armée hanovrienne pendant la guerre de Sept ans.

cès. « Il semble, disait durement son premier bulletin, au sujet de la reine de Prusse, voir Armide, dans son égarement, mettant le feu à son propre palais. »

Pendant que Brunswick, hésitant et mal éclairé, reste à peu près inactif à Weimar, l'armée française, débouchant de Hof et de Cobourg, atteint les deux rives de la Saale. Le 9 octobre, au centre, Bernadotte chasse de *Schleitz* la division prussienne de Tauenzien. Le 10, à gauche, Lannes s'empare de *Saalfeld*, après avoir culbuté l'avant-garde de Hohenlohe. Le jeune prince Louis, neveu du grand Frédéric, est tué d'un coup de sabre par un maréchal des logis du 40^e hussards.

Le 13 octobre, l'armée française occupait la rive droite de la Saale, barrant aux Prussiens, restés à l'ouest sur la rive gauche, la route directe de Berlin. Au nord, à l'avant-garde, le maréchal Davout, avec 27,000 hommes, occupait *Naumbourg*, le pont et le défilé de *Kosen*, et s'appêtait à prendre position sur la rive gauche, au plateau d'*Auerstædt*. Au sud de Davout, Bernadotte était en marche sur *Dornbourg*; plus au sud encore, Napoléon, avec Augereau, Soult, Lannes, Ney, Murat, faisait face à *Iéna* et *Weimar*. Dans la nuit du 13 au 14, l'empereur, après avoir franchi la Saale, fait occuper par ses troupes le plateau du *Landgraffenberg*, qui domine la position ennemie. Le 14 octobre au matin, la bataille s'engage au milieu d'un épais brouillard, sur la route d'Iéna à Weimar. Il y a là une moitié seulement de l'armée prussienne, 60,000 hommes commandés par Hohenlohe et Rüchel. Ils sont demeurés en arrière pour couvrir la retraite du reste de l'armée, en marche vers le nord depuis la veille. Abordé par nos forces très supérieures, l'ennemi est culbuté sur Weimar et poursuivi l'épée dans les reins par les cavaliers de Murat.

Une seconde bataille se livre le même jour, à six lieues plus au nord. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick, en retraite avec 60,000 hommes sur *Kosen* et *Naumbourg*, sont venus se heurter sur le plateau d'*Auerstædt* aux 27,000 soldats de Davout¹. Toute la journée, les charges désespérées des Prussiens se brisent contre les baïonnettes et la fusillade des divisions Gudin, Friant et Morand, formées en carrés. Le duc de Brunswick, ses lieutenants Schmettau et Moellendorf, sont blessés à mort. Frédéric-Guillaume renonce à forcer le passage. Il rétro-

1. Davout était né à Annoux, arrondissement d'Avallon (Yonne), en 1770, et avait fait ses études à l'école militaire de Brienne. Il mourut en 1823.

grade au sud vers Weimar, croyant y retrouver le corps intact de Hohenlohe. Il rencontre devant Apolda, en travers de la route, le maréchal Bernadotte accouru de Dornbourg. Il voit arriver en même temps les fugitifs d'Iéna. Les deux déroutés se confondent, et bientôt n'en forment plus qu'une. Tout prend la fuite à travers champs, en pleine nuit, dans la direction de l'ouest.

Les vaincus ne purent tenir nulle part. Le lendemain de la bataille, Erfurth, à gauche, ouvrit ses portes aux cavaliers de Murat. A droite, Davout s'empara de Leipsick; au centre Bernadotte culbuta au combat de *Halle* 12,000 hommes commandés par le prince Eugène de Wurtemberg (17 octobre). Sabrés à chaque pas par la cavalerie française, les Prussiens fuyaient vers le nord. Ils espéraient passer l'Elbe à Magdebourg et arriver ainsi à Berlin, ou du moins sur le bas Oder, avant les Français. Hohenlohe gagna bien Magdebourg, et prit la route du nord-est pour arriver à Stettin. Mais, poursuivi par Murat, Lasalle, Grouchy, battu à *Zehdenick* (26 octobre), à *Prenzlau* (28 octobre), et coupé à l'Oder, il mit bas les armes avec les débris de son armée. Stettin capitula le lendemain (29 octobre). Il ne restait plus que les divisions de Blücher¹ et du duc de Saxe-Weimar. Ces deux généraux, qui avaient franchi l'Elbe plus bas que Magdebourg, voulaient gagner la mer Baltique et s'y embarquer pour rejoindre les Russes. Ils étaient poursuivis par Sault et Bernadotte, auxquels Murat se joignit après la capitulation de Hohenlohe. Poussé de poste en poste vers le nord-ouest, Blücher se réfugia dans *Lubeck*, ville libre et neutre (3 novembre). Le lendemain, la ville est prise d'assaut. Blücher reprit sa fuite. Le 7, il fut atteint sur la frontière de Danemark. Pris entre la mer, l'embouchure de la Trave et les Français, le général ennemi resta prisonnier. L'armée prussienne n'exista plus. Custrin avait ouvert ses portes à Davout le 4^{er} novembre. Magdebourg se rendit à Ney le 8.

Napoléon à Berlin. — Pendant que ses lieutenants achevaient la destruction des débris échappés au désastre d'Iéna, Napoléon était entré dans Potsdam (25 octobre). Il y trouva

1. Blücher (Gelhart Lebrecht de), né à Rostock (Mecklembourg) en 1742, entra comme hussard dans l'armée suédoise à l'île de Rugen en 1757. Fait prisonnier par les Prussiens pendant la guerre de Sept ans, il entra à leur service en 1760 comme officier de hussards noirs. D'un caractère violent et insubordonné, il donna sa démission en 1773 et ne reentra au service qu'en 1786. Devenu en 1814 prince de Wahlstatt, il mourut le 12 septembre 1819.

l'épée du grand Frédéric et la ceinture que ce monarque avait portée pendant la guerre de Sept ans. L'empereur envoya ces trophées à Paris à l'hôtel des Invalides. Déjà, en passant sur le champ de bataille de Rosbach, il avait fait renverser par des sapeurs la colonne qui rappelait notre défaite de 1757. Le lendemain, les Français entrèrent à Spandau. Le 27, Napoléon était à Berlin. « Soldats, disait-il dans une proclamation à son armée, une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Potsdam, à Berlin, la renommée de nos victoires. Nous avons fait 60,000 prisonniers, pris 65 drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, 600 pièces de canon, 3 forteresses, plus de 20 généraux... Les Russes se vantent de venir à nous; nous leur épargnerons la moitié du chemin. Ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse... »

Napoléon frappa les pays conquis d'une contribution de guerre de 159 millions, et déclara « que toutes les marchandises anglaises qui se trouveraient dans les villes du nord appartiendraient à l'armée. » Des deux électeurs allemands dont la cour de Berlin avait recherché l'alliance, l'un, celui de Hesse-Cassel, n'avait point voulu sortir de la neutralité; l'autre, celui de Saxe, avait joint ses troupes aux régiments prussiens. Néanmoins, par l'ordre de l'empereur, Mortier prit possession de Cassel et détrôna l'électeur, tandis qu'il assurait le souverain saxon de sa bienveillance.

Les Français en Pologne. — Après avoir, par son célèbre décret du 24 novembre, déclaré les îles Britanniques en état de blocus (voir chapitre suivant), et pourvu à la sûreté des derrières de l'armée, Napoléon reprit sa marche en avant. Les provinces polonaises de la Prusse lui étaient ouvertes. A Posen (27 novembre), à Varsovie (20 décembre), il fut reçu en triomphe. Les Polonais espéraient que le vainqueur d'Iéna proclamerait la résurrection de leur pays. Ancienne alliée de la France, la Pologne reconstituée serait pour nous dans l'Europe orientale une sentinelle qui surveillerait la Prusse et l'Autriche et tiendrait en échec l'ambition russe. Des troupes s'organisèrent immédiatement à Varsovie sous la conduite des généraux Dombrowski, Zayonczek, Wybicki et Joseph Ponia-

towski¹. Mais, parmi les anciens chefs polonais, les plus éclairés ne partageaient pas les illusions de leurs compatriotes. Le prince Czartoriski était et resta l'ami d'Alexandre, duquel seul il attendait la renaissance de son pays. L'illustre Kosciuszko refusa de quitter sa retraite et de se faire l'instrument des projets de l'empereur. Napoléon voulait bien se servir des Polonais, non les affranchir.

En ce moment sa bonne fortune lui donnait un allié de plus. Notre ambassadeur à Constantinople, le général Sébastiani, décida le sultan Sélim à fermer les Dardanelles aux vaisseaux anglais. Sélim reçut la promesse que l'empereur ne traiterait avec les Russes que de concert avec la Turquie et en lui garantissant l'intégrité de son territoire (4^{er} décembre). Dès le mois de juin, M. Amédée Jaubert était arrivé à Téhéran et négociait avec le shah de Perse la conclusion d'une alliance contre le czar.

Ce n'est pas tout : au mois de décembre 1806, Napoléon avait appelé sous les drapeaux, un an à l'avance, 80,000 conscrits qui régulièrement auraient dû tirer au sort en 1807. Quatre mois après, en mars 1807, il allait encore appeler 80,000 hommes sur la conscription de 1808. Bien que le vote de ces mesures appartint constitutionnellement au corps législatif, l'empereur les faisait décréter par le sénat, dont la docilité lui paraissait plus complète. En outre, l'Espagne dut fournir un contingent de 44,000 hommes, qui furent envoyés à Lubeck et à Hambourg.

Campagne d'hiver. — Sur la Vistule, Napoléon rencontra les Russes. Comme en 1805, ceux-ci avaient commis la faute de laisser écraser isolément leurs alliés. A l'approche de l'armée française, ils reculèrent dans la direction de l'est. Vers le 20 décembre, au moment où Napoléon arrivait à Varsovie, à la gauche des Français, vers le nord, Ney, Bernadotte, Bessières, occupaient Thorn ; Soult et Augereau, au centre, occupaient Plock ; Lannes, Murat, Davout, au sud-est, s'étendaient vers Sierock et Zakroczim, couvrant Varsovie. Ils avaient devant eux la région arrosée par le *Bug*. Cette rivière, affluent de la Vistule sur la rive droite, vient se jeter dans le fleuve au sortir de Czarnowo, vers Modlin. Elle est grossie elle-même à droite, au nord-est, de la *Narew*, qui passe à Ostrolenka, Pul-

1. Le prince Joseph Poniatowski, né à Varsovie le 7 mai 1763, était neveu du roi de Pologne Stanislas-Auguste Poniatowski. Son père avait été général au service de Marie-Thérèse. Il fit lui-même ses premières armes dans l'armée autrichienne contre les Turcs sous les yeux de Joseph II.

tusk, Sierock, et, au nord-ouest, de l'*Ukra*, qui baigne Ciechanow. C'est entre ces trois cours d'eau, dans une région marécageuse, que se trouvait l'armée russe, commandée par le vieux Kaminski, avec Bennigsen et Buxhowden pour lieutenants. Le 23, Napoléon prit l'offensive. Ce jour-là Davout battit les Russes à *Czarnowo*. Le 26, Lannes chassa Bennigsen de *Pultusk*, pendant que, sur sa gauche, Davout, Augereau, Murat, obligeaient Buxhowden à quitter *Golymin*. Le même jour encore, au nord-ouest, Ney s'emparait de *Soldau*, après avoir battu le corps prussien de *Lestocq*. L'ennemi avait perdu dans ces diverses rencontres 80 canons et 12,000 hommes. Néanmoins il avait pu rétrograder sans être mis en déroute. La ténacité de l'infanterie russe et le mauvais état des chemins, détrempés par des pluies continuelles, n'avaient point permis à l'empereur d'obtenir des succès décisifs. L'armée française était épuisée de fatigue ; le pays était pauvre, les vivres manquaient. Napoléon fit entrer ses soldats en quartiers d'hiver.

Pendant ce temps, sur les derrières de l'armée, Jérôme Bonaparte et Vandamme enlevaient aux Prussiens les places fortes de la Silésie. *Glogau* capitula le 2 décembre, *Breslau* le 5 janvier 1807, *Schweidnitz*, le 20 janvier ; *Neisse* devait résister jusqu'au 1^{er} juin, *Glatz* jusqu'au 24. De son côté, Mortier avait envahi la Poméranie suédoise et bloquait Stralsund.

Bataille d'Eylau (8 février 1807). — Bennigsen¹, qui avait remplacé à la tête des Russes le vieux Kaminski, résolut de prendre l'offensive. L'armée française, adossée à la Vistule et faisant face à l'est, s'étendait du sud au nord sur une ligne de cinquante lieues : Lannes à droite à *Varsovie*, Augereau vers *Zakroczim*, Davout à *Pultusk*, Soult à *Golymin*, Ney vers *Neidembourg*, Bernadotte à gauche vers la mer, à *Elbing*, sur la route de Königsberg. Le général ennemi projeta d'attaquer Ney et Bernadotte, qui se trouvaient loin en avant des autres corps français, et de rouvrir ses communications avec Dantzick en culbutant la gauche de Napoléon.

L'empereur a deviné ce projet. Par son ordre, Bernadotte et Ney rétrogradent. Par un mouvement rapide en arrière au sud-ouest, ils viennent rejoindre le corps de Soult, après avoir repoussé les avant-gardes russes qui voulaient leur barrer la

1. Bennigsen, né à Brunswick en 1745, servit d'abord dans l'armée hano-vrienne. Il fut l'un des meurtriers du czar Paul I^{er}. Il mourut en 1826.

route vers le sud, Ney au combat d'*Heilsberg*, Bernadotte au combat de *Mohrungen* (les 22 et 25 janvier 1807). Dès ce moment ils sont en sûreté.

Mais Napoléon veut mettre à profit la marche en avant de l'ennemi. Bennigsen essaye de déborder notre extrême gauche au nord ; l'empereur projette de déborder l'extrême gauche des Russes au sud-est, pour les tourner, couper leurs communications avec *Königsberg* et les acculer entre l'embouchure de la *Vistule* et la mer. Afin de mieux les attirer dans le piège, il envoie l'ordre à Bernadotte de reculer encore devant l'ennemi. Malheureusement, l'aide de camp qui portait cette dépêche est enlevé par les Cosaques. Instruit du péril (1^{er} février), Bennigsen s'arrête, puis se met en retraite sur *Königsberg*. Il était temps. Sorti de Varsovie avec le gros de ses forces, Napoléon apparut, le 3 février, sur le flanc droit des Russes, vers *Jonkowo*. Bennigsen y soutint une lutte acharnée pour donner le temps au corps prussien de *Lestocq*, resté en arrière à *Osterode*, et menacé par le maréchal Ney, de venir le rejoindre ou de gagner *Königsberg*. Les jours suivants, l'armée russe poursuivit sa retraite, vivement pressée par notre avant-garde, qui obtint un succès au village de *Hoff* le 6 février. Le 7, le maréchal Soult chassa l'arrière-garde ennemie de la petite ville de *Preussisch-Eylau*. Elle se replia sur l'armée russe, qui s'était arrêtée à une portée de canon. Fatigué de tant reculer, Bennigsen était décidé à livrer bataille. Il n'avait point encore été rejoint par *Lestocq*, qui, battu par Ney à *Deppen*, *Liebstadt* et *Spanden* au bord de la *Passarge*, avait dû faire un grand détour vers le nord pour s'échapper.

Le 8 février au matin, les deux armées se trouvèrent en présence. Chacune d'elles comptait environ 70,000 hommes. Mais l'artillerie russe était supérieure en nombre. Napoléon s'était établi au centre, avec sa garde, dans un cimetière, près de l'église d'*Eylau*. A gauche, Soult occupait cette ville et s'étendait au delà sur le plateau ; à droite se trouvait le corps d'*Augereau*. A l'extrême droite, *Davout*, lancé en avant dès la veille, devait se rabattre sur les derrières de l'ennemi pendant l'action. La cavalerie de *Murat* était en réserve.

L'armée russe s'étendait en face des Français sur trois lignes parallèles ayant sur son front 400 bouches à feu. Le froid était terrible, la neige tombait sans interruption. Le sol était gelé si profondément qu'on se battit toute la journée sur des étangs sans en soupçonner l'existence.

La bataille commença de part et d'autre par une épouvantable canonnade, qui se prolongea plusieurs heures. Enfin, vers une heure après midi, la fusillade éclate sur le flanc gauche des Russes. C'est *Davout* qui exécute le mouvement prescrit par l'empereur. L'instant est venu de prendre l'ennemi entre deux feux. Sur l'ordre de Napoléon, notre droite, composée des divisions *Desjardins* et *Heudelet*, s'élance, conduite par *Augereau*. En ce moment une rafale effroyable s'élève ; la neige fouette nos soldats au visage, les aveugle. Mitrillés sans pouvoir répondre, les régiments d'*Augereau* sont écrasés. Ce maréchal est lui-même grièvement atteint à la tête. *Desjardins* est tué, *Heudelet* blessé. La cavalerie russe se jette sur nos soldats, les sabre, les culbute. Elle arrive avec des hurrahs jusqu'aux abords du cimetière où se tient Napoléon. *Augereau* s'y est fait porter tout sanglant et se plaint de n'avoir pas été soutenu.

Pour repousser le péril, l'empereur appelle à lui *Murat* : « Eh bien ! lui dit-il, nous laisseras-tu dévorer par ces gens-là ? » Aussitôt la cavalerie s'élance en avant. *Murat*, *Bessières*, *Grouchy*, d'*Hautpoul*, *Lepic*, avec 80 escadrons, cuirassiers, dragons, grenadiers à cheval, refoulent les cavaliers ennemis et percent deux des trois lignes de l'armée russe ; mais ils ne peuvent enfoncer la troisième, et pour revenir sur leurs pas ils sont obligés de trouer une seconde fois à coups de sabre les deux premières lignes qui se sont reformées derrière eux.

Napoléon n'avait plus d'autre troupe fraîche que 6 bataillons de la garde à pied. Pendant l'irruption de notre cavalerie sur le centre de Bennigsen, une colonne de 3 000 grenadiers russes était parvenue à quelques pas du cimetière. Un bataillon de la garde, sous les ordres du général *Dorsenne*, en était sorti à la baïonnette et les avait attaqués de front, pendant qu'ils étaient chargés en flanc par deux régiments de chasseurs à cheval du général *Bruyère*. Cette colonne fut exterminée.

Cependant notre cavalerie, affreusement décimée, avait repris sa première position. L'un de ses chefs, d'*Hautpoul*, était mort. La bataille restait indécise. *Davout*, n'étant plus appuyé par une attaque de front, avait cessé d'avancer sur le flanc gauche de l'ennemi. Il allait même se trouver compromis : car *Lestocq*, échappé aux coups du maréchal Ney, défilait derrière l'armée russe pour venir renforcer l'extrême gauche de Bennigsen. Par bonheur Ney arrive à son tour sur le champ de bataille à la droite des Russes, à la gauche des Français. Il est quatre heures du soir. Bennigsen abandonne à Napoléon ce funèbre champ de

bataille sur lequel sont étendus, dans la neige rougie par le sang, quarante mille hommes morts ou blessés.

Des deux côtés on s'attribua la victoire. L'épuisement était égal ; mais les pertes des Français étaient pour eux plus sensibles, à une si grande distance de leur pays. Une compagnie de grenadiers du 55^e de ligne qui s'était trouvée dans le cimetière sous les ordres du capitaine Louis Hugo, sur 85 hommes en avait perdu 84. Bennigsen s'était retiré sur Königsberg. Napoléon se replia sur Osterode.

Prise de Dantzick (26 mai). — La lutte resta interrompue pendant quatre mois. Napoléon en profita pour organiser les troupes polonaises et tirer de France et d'Italie de nombreux renforts. Vers notre extrême gauche, un corps détaché assiégeait *Dantzick*, à l'embouchure de la Vistule. Cette place, située sur la rive gauche du fleuve, était défendue par le feld-maréchal Kalkreuth à la tête de 48 000 hommes. L'armée assiégeante était sous les ordres du maréchal Lefèvre. Les travaux furent dirigés par les généraux Chasseloup-Laubat et Lariboisière. Les Français s'emparèrent d'abord de l'île de *Nehrung*, long et mince banc de sable parallèle au continent, qui sépare la mer Baltique du golfe intérieur de Frische-Haff sur une étendue de vingt lieues, faisant face au sud-ouest à Dantzick, vers l'embouchure de la Vistule, et au nord-est au fort de Pillau, près de Königsberg, vers l'embouchure du Prégel. A l'extrémité occidentale du *Nehrung* se trouvait le fort de *Weichselmünde*, séparé de Dantzick par la Vistule et également occupé par les Prussiens. Le siège dura trois mois (mars, avril, mai). Le 42 mai, 40 000 Russes vinrent de Pillau débarquer à *Weichselmünde* pour secourir la place. Ils furent repoussés, dans la nuit du 45, par le général Schramm. Le 26 mai, Dantzick capitula, après cinquante jours de tranchée ouverte. La garnison resta libre à condition de ne point porter les armes avant un an contre la France. *Weichselmünde* capitula deux jours après. Lefèvre fut nommé duc de Dantzick.

Trois mois plus tôt la politique française avait obtenu un grand succès en Orient. Une escadre anglaise, commandée par l'amiral Duckworth, après avoir forcé le passage des Dardanelles, était venue mouiller devant Constantinople (19-21 février). Le sultan Sélim fut sommé, sous peine de bombardement, d'expulser le général Sébastiani, ambassadeur de France, de déclarer la guerre à Napoléon et de joindre sa flotte à celle des Anglais. Encouragé par Sébastiani, Sélim gagna du temps en négociant. Des batte-

ries furent établies sur le rivage par les officiers français qui accompagnaient notre ambassadeur. Quand Duckworth dé trompé voulut attaquer, le 2 mars, il rencontra des difficultés telles qu'il dut renoncer à son entreprise. Il ne put repasser le détroit des Dardanelles qu'au prix de pertes considérables.

Bataille de Friedland (14 juin 1807). — La belle saison était revenue, et avec elle l'époque des grandes opérations militaires. Ce furent les Russes qui prirent les premiers l'offensive. Ils occupaient la ligne de l'Alle, affluent de la rive gauche du Prégel, et faisaient face à l'armée française campée sur la Passarge. Le corps du maréchal Ney gardait *Guttstadt*, en avant du centre de l'armée ; Bennigsen résolut de le surprendre et de le détruire isolément. Le 5 juin, tandis que deux colonnes russes attaquaient Soult à *Lomitten* et Bernadotte à *Spanden*, sur la gauche de Ney, comme pour s'emparer des ponts de la Passarge, mais en réalité pour faire diversion, Ney vit sortir des forêts le gros de l'armée russe vers *Guttstadt* et *Bergfried*. Vigoureusement attaqué, ce maréchal recule sur *Deppen* et y repasse la rivière. Tous les corps français se trouvaient réunis à l'ouest de la Passarge et sous la main de Napoléon.

A son tour l'empereur prend l'offensive avec 126 000 hommes. Bennigsen se retire sur son camp retranché d'*Heilsberg*, traversé par l'Alle et fortifié avec soin longtemps à l'avance. Le 10 juin, il y fut attaqué par Soult, Lannes, Davout et Murat. La bataille se prolongea longtemps dans la nuit sans résultat ; 48 000 hommes, Français et Russes, tombèrent morts ou blessés au pied de ces retranchements.

Renonçant à forcer la position de Heilsberg, Napoléon descend vers le nord en suivant la rive gauche de l'Alle. Par cette manœuvre, il se plaçait entre l'armée russe et Königsberg. Bennigsen craignit que cette ville ne fût enlevée sans qu'il pût la défendre. Il évacua Heilsberg et descendit à son tour la rive droite de l'Alle, parallèlement aux Français. Il pouvait ainsi arriver à Königsberg sans combat et aussi vite qu'eux. Mais soit qu'il craignit d'être prévenu, soit qu'il voulût attaquer la grande armée en fondant sur son flanc droit pendant sa marche, le 13 juin il traverse la rivière et chasse un régiment de cavalerie

1. Quelque temps après, Sélim, odieux aux janissaires dont il voulait détruire les privilèges, fut déposé et enfermé dans le sérail (29 mai 1807). Son cousin Mustapha fut proclamé sultan. L'année suivante, il est vrai, le pacha Baraktar, dévoué à Sélim, déposa Mustapha IV (28 juillet) ; mais Sélim fut massacré par ses gardiens. Mahmoud II fut alors proclamé.

légère du corps de Lannes de la petite ville de *Friedland*. Lannes se concentre aussitôt en arrière de *Friedland*, à l'ouest, sur un plateau boisé qui domine cette ville.

Le 14 au matin, tandis que Lannes résiste aux premiers efforts des Russes, qui débouchent lentement de *Friedland*, les autres corps de la grande armée arrivent à son secours en toute hâte. Bientôt Napoléon a 90 000 hommes sur le terrain. L'armée française forme un demi-cercle aboutissant des deux côtés aux bords de l'Alle et enveloppant les Russes. Ceux-ci vont combattre adossés à la rivière. En cas d'échec, ils n'ont pour la repasser que les ponts de *Friedland*. L'empereur forme le projet de les leur enlever. Il ordonne à sa gauche, commandée par Mortier, de se replier vers le nord pour attirer le gros de l'armée russe à sa suite, le plus loin possible de *Friedland*.

Quand l'ennemi a suffisamment donné dans le piège, Napoléon lance sa droite sur *Friedland*. Le maréchal Ney la commande. A cinq heures du soir, avec Marchand et Dupont, soutenu par les batteries de Senarmont et par les dragons de Latour-Maubourg, Ney se précipite sur la gauche ennemie, enfonce la garde impériale russe, la jette dans les ravins et les étangs et s'empare de *Friedland*. Les ponts sont brûlés, la ville est en flammes, la gauche et le centre de *Bennigsen* sont taillés en pièces ou rejetés sur l'autre rive.

Alors Mortier, qui jusque-là avec la gauche française reculait, Lannes, qui au centre restait immobile, s'élançant en avant. La droite ennemie se trouve prise entre ces deux corps, celui de Ney, maître de *Friedland*, et la rivière. Elle est tout entière obligée de traverser l'Alle à gué ou à la nage au prix de pertes énormes. Dans cette bataille, livrée le jour anniversaire de *Marong*, *Bennigsen* a perdu au moins 25,000 hommes, tués, noyés, blessés ou prisonniers, et 80 canons. La perte des Français, en morts ou blessés, est d'environ 40,000 hommes.

L'ennemi se replia sur le *Prézel*, puis sur le *Nièmen*. Trois jours après. Soult entra dans *Koenigsberg*, évacué sans combat. Il y trouva 160,000 fusils. Le 19 juin, Murat était maître de *Tilsitt*. L'armée russe s'était retirée à l'est du *Nièmen*. Ce fleuve forme la frontière de la Russie. La monarchie prussienne, à l'exception de *Memel*, était au pouvoir de Napoléon. Sur la demande de *Bennigsen*, un armistice fut signé le 21 juin, et une entrevue convenue entre Napoléon et Alexandre.

Paix de Tilsitt (8 juillet 1807). — Elle eut lieu au milieu du fleuve, sur un radeau, entre les deux armées (25 juin). Le czar

et l'empereur s'embrassèrent : « Je hais l'Angleterre autant que vous ! » fut le premier mot d'Alexandre. — « En ce cas, la paix est faite, » répondit Napoléon. Enlever au gouvernement britannique tous ses alliés et réunir le continent tout entier contre l'Angleterre avait toujours été l'idée fixe de l'empereur. Il avait écrasé l'Autriche en 1805, la Prusse en 1806 ; il voulait maintenant gagner la Russie. Il employa toutes les séductions pour se faire d'Alexandre un allié. Dans des entrevues fréquentes, il le complimenta sur la valeur de ses troupes ; il décora de sa main le plus brave soldat de la garde russe. Il affecta de prendre le czar pour confident de ses projets. Désormais il ne fallait plus en Europe que deux empires, l'Orient et l'Occident, Pétersbourg et Paris. Alexandre fut enivré, fasciné. Pour lui seul, ce conquérant terrible, impénétrable, montrait de l'abandon, de la confiance, de la générosité. Il est vrai que Napoléon sacrifiait ses alliés naturels. La Pologne ne sera pas rétablie ; les Turcs seront livrés à la merci du czar ; il s'enrichira des dépouilles de la Suède, en ce moment notre ennemie, mais qu'il eût été plus sage de regagner que de démembrer. Il était convenu qu'Alexandre enlèverait la Finlande au roi de Suède, la Moldavie et la Valachie au sultan. De son côté le czar abandonnait à la France les bouches de *Cattaro* et les sept îles ioniennes, reconnaissait les royautés nouvelles créées par l'empereur, adhérait au blocus continental et fermait ses ports aux Anglais. Il consentait à toutes les modifications que Napoléon pourrait introduire dans l'ouest et le midi de l'Europe.

Le roi de Prusse n'avait point été admis aux négociations. Napoléon déclara que, « par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, » il lui restituait le Brandebourg, la Silésie, la Prusse proprement dite et la Poméranie prussienne. Encore ces provinces ne devaient-elles être évacuées qu'après l'acquittement des contributions de guerre dont Napoléon les avait frappées, et qui montaient à 600 millions de francs.

Les possessions prussiennes de *Westphalie* et les territoires situés sur la rive gauche de l'Elbe, y compris *Magdebourg*, les provinces polonaises de *Posen*, *Varsovie* et la ville de *Dantzick* étaient enlevés à la maison de *Hohenzollern*. Elle perdait quatre millions de sujets sur neuf ; son revenu était abaissé de 120 millions de francs à 69.

Les provinces situées à la gauche de l'Elbe, avec *Magdebourg*, l'électorat de *Hesse-Cassel* et le duché de *Brunswick*, formèrent le royaume de *Westphalie*, en faveur de Jérôme Bonaparte, frère

de l'empereur. Les provinces polonaises, sous le nom de *grand-duché de Varsovie*, furent données à l'électeur de Saxe, qui obtint en outre le titre de roi. Dantzick, déclarée ville libre, reçut une garnison française.

CHAPITRE XI.

L'empire de 1807 à 1814.

Napoléon et l'Angleterre. Blocus continental. Décrets de Berlin (21 novembre 1806); de Milan (17 décembre 1807). Atteintes au droit des neutres; conséquences politiques et industrielles. — Napoléon et les neutres. Les Anglais bombardent Copenhague (1^{er}-7 septembre 1807).

Invasion du Portugal (novembre 1807). — L'Espagne en 1807. Godôl. Les Français en Espagne. — Révolution d'Aranjuez. Abdication de Charles IV. Avènement de Ferdinand VII (20 mars 1808). — Entrevue de Bayonne. Journée du 2 mai 1808 à Madrid. — Les Bourbons d'Espagne renoucent au trône en faveur de Napoléon. Joseph Bonaparte roi d'Espagne. — Soulèvement des Espagnols. — Débuts de la guerre. — Capitulation de Baylen (21 juillet). — Débarquement des Anglais en Portugal. Capitulation de Cintra (30 août). — Entrevue d'Erfurth (septembre-octobre). — Napoléon à Madrid (2-4 décembre 1808). — Retraite des Anglais sur la Corogne (décembre 1808-janvier 1809). — Les deux sièges de Saragosse (29 juin-14 août 1808, 19 décembre 1808-20 février 1809).

L'Allemagne en 1809. Le Tugendbund. — Rupture avec l'Autriche; cinquième coalition (avril 1809). — Victoires de Thann, Abensberg, Landsbut, Eckmühl, Ratisbonne (19-28 avril). — Seconde entrée à Vienne. — Les deux journées d'Essling (21 et 22 mai). — Soulèvements partiels dans l'Allemagne du Nord. — Bataille de Wagram (6 juillet). — Paix de Vienne (14 octobre 1809). — Tentative des Anglais sur l'île de Walcheren (août-décembre 1809).

Rupture de Napoléon avec le pape (1808-1809). — Mariage de l'empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise (1^{er} avril 1810). Naissance du roi de Rome (20 mars 1811). — Réunion à l'empire de la Hollande et des villes hanséatiques (1810-1811). — Campagne de 1809 en Espagne. — Masséna échoue en Portugal contre Wellington, devant les lignes de Torres-Vedras (octobre 1810-mars 1811). — Conquête de la Catalogne et de Valence par Suchet (1810-1812).

Napoléon et l'Angleterre. Blocus continental. Décrets de Berlin (24 novembre 1806); de Milan (17 décembre 1807). Atteintes au droit des neutres; conséquences politiques et industrielles. — La grande, la persévérante ennemie de Napoléon, c'était l'Angleterre. Avec toute sa puissance, malgré les

moyens prodigieux qui se trouvaient à sa disposition, Napoléon ne put venir à bout de ce redoutable adversaire, qui pendant dix ans ne signa jamais avec lui de traité ni même de trêve. Ce pays, dont on apercevait des côtes de France, à travers la brume, les dunes blanchâtres, fut l'écueil contre lequel vinrent se briser tous ses efforts. Trafalgar avait vu périr notre marine, et si Pitt était mort de chagrin en apprenant la bataille d'Austerlitz, ses élèves Canning et Castlereagh lui avaient succédé au ministère. La lutte entre l'Angleterre et la France en était venue au dernier degré d'acharnement. Les Anglais visitaient les bâtiments neutres et confisquaient ceux dont le chargement était destiné aux ports de l'empire. Par le décret du 16 mai 1806, l'Angleterre déclarait en état de blocus tous les ports français situés entre Brest et Hambourg, et défendait aux neutres de porter leurs chargements ailleurs que dans les ports anglais. Tout bâtiment à destination d'un port français ou allié de la France était déclaré de bonne prise, même lorsque ce port n'était pas réellement bloqué. A ce blocus fictif ou *sur le papier*, pour employer l'expression de l'époque, Napoléon répondit par le *décret de Berlin*, qui proclamait le *blocus continental* (24 novembre 1806). « Les îles Britanniques, disait-il, sont déclarées en état de blocus, et tout commerce ou correspondance est interdit avec elles. Tout sujet anglais qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou celles de nos alliés sera fait prisonnier de guerre; tout magasin, toute marchandise et toute propriété appartenant à un sujet anglais sont déclarés de bonne prise; le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre ou provenant de ses fabriques est déclarée de bonne prise; aucun bâtiment anglais ou venu des possessions anglaises ne peut être reçu dans les ports de la France ou de ses alliés. »

Napoléon allait plus loin : « Dans cette nouvelle position, ajoutait-il, nous avons pris pour principe invariable de notre conduite de ne point évacuer Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber en nos mains, avant que la paix générale soit conclue. » Des deux parts on violait donc les droits des neutres, d'un côté en leur interdisant l'accès de ports qui n'étaient pas réellement bloqués, de l'autre en leur défendant toute relation avec l'un des belligérants.

Bientôt après, le blocus continental fut encore aggravé. L'Angleterre déclara que tous les ports du continent dont le pavillon britannique se trouvait exclu étaient bloqués; que toute com-

munication était interdite avec eux; que les bâtiments des puissances neutres, amis et même alliés, étaient assujettis non seulement à la visite des croiseurs anglais, mais à une station obligée en Angleterre et à une imposition sur leur chargement. Napoléon répondit par le décret de Milan, du 17 décembre 1807 : « Tout bâtiment qui se sera soumis à être visité et imposé par les Anglais est *dénationalisé*, devenu propriété anglaise et déclaré de bonne prise. » Partout sur le continent les marchandises anglaises furent recherchées, saisies, confisquées ou brûlées. Si cette interdiction absolue de commercer avec l'Angleterre devait amener plus tard quelques résultats heureux, en forçant l'industrie continentale à fabriquer elle-même les produits qu'auparavant elle tirait des colonies, elle n'en causait pas moins pour le moment de terribles souffrances. Les droits de douane s'élevèrent jusqu'à 2,000 francs sur un kilogramme de muscade; on paya le sucre 6 francs la livre à Paris. L'empereur sentait si bien l'impossibilité d'exécuter ses décrets dans toute leur rigueur, qu'il accordait lui-même, moyennant certains droits, des *licences* aux négociants français pour trafiquer avec l'Angleterre. De plus, pour faire exécuter le blocus continental, Napoléon fut poussé à des envahissements qui inquiétèrent tous les princes de l'Europe. Il ajouta successivement à l'empire français la Hollande, le grand-duché d'Oldenbourg, les villes hanséatiques. Il s'épuisa dans cette lutte à mort contre son insaisissable ennemie.

Napoléon et les neutres. Les Anglais bombardent Copenhague (1-7 septembre 1807). — Quand Napoléon, à Tilsitt, avait promis au czar de si grands avantages, c'était afin d'obtenir son alliance contre l'Angleterre et de pouvoir sans obstacle modifier la carte de l'Europe. Désormais l'empereur ne veut plus qu'aucune puissance reste étrangère à la lutte maritime. Il pose à tous les neutres l'ultimatum suivant : ou guerre immédiate avec l'Angleterre, ou bien guerre immédiate avec la France. Ainsi tout le continent va être contraint de fermer ses ports aux Anglais, sous peine d'invasion pour les peuples et de déchéance pour les souverains.

À la fin de 1807, pour qu'il n'y ait plus en Italie d'autre domination que la sienne, l'empereur enlève la Toscane à la jeune veuve du roi d'Étrurie et à ses enfants, en leur promettant un dédommagement, qui ne leur fut jamais accordé. Il avait, auparavant, pris au pape les provinces d'Ancône, d'Urbino et de Camerino, pour les réunir au royaume d'Italie.

Pendant qu'il obtenait au midi ce facile accroissement de territoire, sa politique éprouvait au nord un terrible échec. Parmi les puissances maritimes dont l'alliance promettait à l'empereur les plus grands avantages se trouvait le Danemark. La marine danoise comptait 16 vaisseaux de ligne, 20 frégates ou bricks. Le gouvernement anglais résolut de prévenir Napoléon. Le 3 août 1807, une flotte commandée par l'amiral Gambier, et portant un corps de 20,000 hommes sous les ordres du général Cathcart, vint jeter l'ancre dans la rade d'Elseleur, sur le Sund. Sommé de remettre sa flotte en dépôt entre les mains des Anglais, le prince régent de Danemark refuse. Aussitôt l'armée débarque et dresse ses batteries. Le 1^{er} septembre la ville de Copenhague fut bombardée. Près de 2,000 habitants périrent, plusieurs rues furent entièrement brûlées. Le 7, la ville capitula. Les Anglais dépouillèrent l'arsenal, et, en se retirant, emmenèrent la flotte avec eux. Les Danois indignés furent dès lors les fidèles alliés de Napoléon; mais ils avaient perdu tout moyen de lui être sérieusement utiles.

Invasion du Portugal (novembre 1807). — Napoléon espéra être plus heureux dans l'exécution de ses projets au sud des Pyrénées, à Lisbonne et à Madrid. L'empereur allait en effet s'emparer du Portugal avec l'alliance de l'Espagne, puis envahir l'Espagne elle-même.

Le Portugal n'avait jamais donné aucun sujet de plainte au gouvernement français. Sa faiblesse et sa situation lui imposaient la neutralité; néanmoins, au mois d'août 1807, Napoléon somma le régent d'entrer dans le blocus continental, de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, de confisquer les marchandises anglaises, d'arrêter les Anglais et de saisir leurs propriétés. C'était demander la ruine du Portugal : la seule ressource de ce pays sans industrie consistait dans la vente de ses vins aux négociants de Londres. Néanmoins, le régent, hors d'état de résister, consentit à tout, sauf à la confiscation des propriétés privées appartenant à des Anglais.

Napoléon était alors à Fontainebleau. Il y conclut avec l'ambassadeur d'Espagne, Yzquierdo, un traité secret de partage de la monarchie portugaise (27 octobre 1807). Le sud de ce royaume devait former, sous le nom de *Principauté des Al-*

1. La reine dona Maria était atteinte de folie. Son fils qui devait, à sa mort en 1816, prendre le nom de Jean VI, exerçait la régence.

garves, un État indépendant en faveur du prince de la Paix, favori des souverains espagnols ; le nord, sous le nom de *Lusitanie septentrionale*, avec Oporto pour capitale, devait être donné à la reine d'Étrurie, leur fille, comme dédommagement pour la perte de la Toscane ; le roi d'Espagne aurait une portion des colonies avec le titre d'*empereur des deux Amériques*. Napoléon se réservait Lisbonne et la vallée du Tage, « pour en disposer à la paix générale. »

Le 17 octobre, le général Junot entra en Espagne avec 25,000 hommes, que devait soutenir un corps espagnol de nombre égal. Il se dirigea vers Lisbonne à marches forcées, afin de capturer la flotte portugaise avant qu'elle pût faire voile pour le Brésil. Au delà de Salamanque et de Ciudad-Rodrigo, dans les montagnes qui séparent le bassin du Douro de celui du Tage, vers la Moraleja, les jeunes soldats de Junot, harassés de fatigue, manquant de vivres, assaillis par des pluies continuelles, éprouvèrent d'indicibles souffrances (12-20 novembre). On descendit le cours du Tage, d'Alcantara vers Abrantès, puis d'Abrantès vers Lisbonne, à travers les ravins et les torrents débordés. Mais quand on entra dans cette capitale, le 30 novembre, la reine, le régent son fils et toute la noblesse du royaume, plus de huit mille personnes, étaient partis depuis deux jours avec le trésor et la flotte portugaise pour le Brésil. Le général français ne rencontra aucune résistance. Par l'ordre de Napoléon il occupa toutes les places fortes, sans recevoir dans aucune les soldats espagnols, au mépris du traité de Fontainebleau.

L'Espagne en 1807. Godoï. Les Français en Espagne. — L'Espagne allait être traitée comme le Portugal. Elle avait pour roi Charles IV. Faible et crédule, ce monarque était gouverné par sa femme et par son favori, Manuel Godoï. Ce ministre avait pris les titres de prince de la Paix, grand amiral, altesse sérénissime et colonel général de la maison militaire du roi. Il était impopulaire à cause de son arrogance, des moyens auxquels il devait son élévation, enfin de son empressement à seconder les projets de Napoléon. Il était détesté de l'héritier du trône, Ferdinand, prince des Asturies. Impatient de régner, ce jeune homme était poussé par son ancien précepteur, le chanoine Escoïquiz, qui espérait gouverner l'Espagne sous son nom. Inquiet de la haine que Ferdinand lui manifestait, et craignant d'être exposé à sa vengeance, si le roi, dont la santé était chancelante venait à mourir, Godoï avait voulu s'assurer un refuge

en dehors de l'Espagne. C'est pour ce motif qu'il avait fait insérer dans le traité de Fontainebleau l'article aux termes duquel il devait obtenir la souveraineté des Algarves.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement espagnol avait toujours été depuis 1796 le fidèle allié de la France. Soldats, vaisseaux, argent, il avait mis toutes ses ressources à sa disposition, sans jamais se lasser. Il avait perdu, sans se plaindre, en 1802, l'île de la Trinité, cédée aux Anglais par le traité d'Amiens. La flotte espagnole avait partagé à Trafalgar la désastre de la nôtre, et l'amiral Gravina y avait été tué après s'être battu bravement. Sans doute, à l'époque de la bataille d'Iéna, le prince de la Paix, lassé des exigences de l'empereur, avait eu des velléités de résistance ; mais depuis cette époque il s'était montré plus soumis que jamais. Tout récemment encore, 14,000 soldats espagnols avaient été mis à la disposition de la France, et ils occupaient Hambourg, sous les ordres du marquis de La Romana. Napoléon n'en était pas moins décidé à détrôner les Bourbons d'Espagne. « Je ne suis pas un homme comme un autre, disait-il, et les lois de morale ou de convenances ne peuvent être faites pour moi. » (*Mémoires de M^{me} de Rémusat.*) Les circonstances servirent merveilleusement ses desseins.

L'antagonisme de Ferdinand et de Godoï était parvenu en 1807, à la plus extrême violence. Escoïquiz persuada au jeune prince de se donner pour auxiliaire, dans sa lutte contre Godoï, un allié irrésistible, l'empereur des Français. Il lui conseilla de demander la main d'une princesse de la famille Bonaparte. Ferdinand s'adressa d'abord à l'ambassadeur de France, Beauharnais. Encouragé par lui à l'insu de son père, il écrit à Napoléon pour lui demander une femme de son choix et de son sang. L'empereur évita de répondre.

Cependant Godoï surveillait toutes les démarches du prince royal. Le 28 octobre 1807, le roi, poussé par le favori, fit arrêter son fils à l'Escurial et saisit ses papiers. On y trouva des attaques violentes contre la reine et le prince de la Paix. Excité par eux, le roi crut que son fils avait voulu le détrôner ou même le faire périr. Dans son trouble, il écrivit à son tour à l'empereur pour lui demander des conseils. Ainsi, Napoléon était invoqué à la fois par le fils et par le père. Il donna l'ordre à ses troupes de franchir les Pyrénées, et, pour ajourner les explications à cet égard avec le gouvernement espagnol, il entreprit un voyage en Italie.

Toutefois le prince des Asturies était bientôt redevenu libre.

Instruits par ses aveux qu'il avait écrit secrètement à l'empereur pour demander en mariage une princesse de sa famille, la reine et le prince de la Paix n'osèrent point le mettre en jugement. Charles IV déclara donc « qu'il lui pardonnait à cause de son repentir et des prières de la reine. » (5 novembre 1807).

Révolution d'Aranjuez. Abdication de Charles IV. Avènement de Ferdinand VII (20 mars 1808).— Durant ces révolutions de palais, 80,000 Français entraient en Espagne par toutes les routes à la fois (novembre 1807-mars 1808). Le beau-frère de l'empereur, Murat, les commandait. Partout il mettait garnison dans les places fortes, après en avoir fait sortir les soldats espagnols. Il annonçait, pour endormir le gouvernement de Charles IV, tantôt que cette armée devait soutenir l'armée de Portugal, tantôt qu'elle devait assiéger Gibraltar.

Malgré ces assurances, la cour d'Espagne était livrée à une anxiété profonde. Le roi, la reine et le prince de la Paix se trouvaient au château d'Aranjuez, sur le Tage, au sud de Madrid. Ils résolurent de se retirer en Andalousie, pour y être à portée de Cadix, d'où ils pourraient gagner l'Amérique. Le peuple espagnol n'entendait pas être abandonné ainsi. Ces projets de fuite s'étant ébruités, une grande multitude se porta sur Aranjuez. Dans la nuit du 17 au 18 mars, elle envahit l'hôtel du prince de la Paix. Les soldats espagnols partageaient la haine populaire contre Godoï : ils se joignent aux assaillants ; l'hôtel est mis au pillage. Après être resté caché trente-six heures dans un grenier, Godoï est découvert et traîné tout sanglant en prison. Pour désarmer la rage du peuple, on le déclare déchu de toutes ses dignités. Cela même ne suffit pas. Quand la voiture qui devait l'emporter d'Aranjuez vint s'arrêter devant la caserne dans laquelle on le gardait, la foule ameutée la mit en pièces. Tremblant à la fois pour son favori et pour lui-même, Charles IV abdique en faveur du prince des Asturies, qui devient roi sous le nom de Ferdinand VII (20 mars 1808). Le peuple accueillit le nouveau règne avec transport. Il savait gré à Ferdinand de sa haine pour Godoï, dont il le considérait comme la victime.

L'armée française arrivait en ce moment aux portes de Madrid. Murat, qui la commandait reçut le 22 mars une lettre de la reine d'Espagne. Elle le suppliait de prendre Godoï sous sa protection. Elle désirait, écrivait-elle, obtenir de l'empereur un asile pour elle-même, son mari Charles IV et le prince de

la Paix. Murat comprit qu'il pouvait tirer parti de cette situation. Il espérait, si le trône d'Espagne devenait vacant, l'obtenir pour lui-même. Sur son invitation, Charles IV rédigea en secret et lui fit remettre une protestation dans laquelle il déclarait n'avoir abdiqué « qu'afin d'éviter de plus grands malheurs et d'empêcher l'effusion du sang, ce qui rendait ledit acte nul et de nul effet. » Ainsi, dit un historien, « il n'y avait plus en Espagne, au lieu d'un roi, que deux prétendants à la couronne. » Murat tint cette pièce secrète. Il conserva une attitude expectante et en apparence impartiale. Entré à Madrid le 23 mars, la veille du jour où Ferdinand VII y arriva, le beau-frère de l'empereur publia une proclamation dans laquelle il déclarait que « toute défiance à l'égard des soldats français serait injuste et ridicule. »

Napoléon en ce moment même (27 mars) proposait la couronne d'Espagne à Louis, roi de Hollande. Il approuva la conduite de Murat. « Jusqu'à ce que la nouveau roi (Ferdinand VII) soit reconnu par moi, lui écrivait-il, vous devez faire comme si l'ancien roi (Charles IV) régnait toujours. »

Entrevue de Bayonne. Journée du 2 mai 1808, à Madrid.— Sa résolution était en effet arrêtée : elle consistait à ne pas reconnaître Ferdinand et à se faire céder la couronne par Charles IV. Toutefois il continua soigneusement à dissimuler. Il voulait attirer auprès de lui les Bourbons d'Espagne pour obtenir leur abdication et les garder prisonniers, s'ils refusaient d'obéir à ses exigences. Savary, envoyé à Madrid, persuada au jeune roi de venir trouver Napoléon à Bayonne. Ferdinand se laissa entraîner à ce voyage, dans l'espérance d'être reconnu roi par l'empereur et dans la crainte qu'en son absence ses ennemis, accourus auprès de Napoléon, ne le prévinsent contre lui. Pourtant, aux précautions militaires que les chefs français prenaient sur son passage, il aurait dû comprendre qu'on l'attirait dans un piège. Dans toutes les villes qu'il traversait, la foule se pressait autour de ses voitures, en le conjurant de ne pas aller plus loin. Parvenu à Vittoria, il voulut, avant de s'engager sans retour, savoir à quoi s'en tenir sur les intentions de l'empereur. Il lui écrivit pour demander à être reconnu roi d'Espagne. Napoléon répondit qu'il y consentait, « si l'abdication du roi Charles était de pur mouvement. » Or à ce moment Murat avait déjà transmis à l'empereur la protestation secrète de Charles IV contre les événements d'Aranjuez.

Sur cette assurance équivoque, Ferdinand partit de Vittoria,

malgré la résistance du peuple, qui essaya de dételé sa voiture. Le 20 avril il franchit la frontière. Il fut reçu à Bayonne, non en roi, mais en prince des Asturies. Le soir de son arrivée, Napoléon lui fit signifier par Savary, et signifiâ lui-même à Escoïquiz que les Bourbons devaient renoncer au trône. L'empereur rencontra une résistance à laquelle il ne s'attendait pas.

Il fit venir à Bayonne Charles IV et la reine mère, ainsi que le prince de la Paix, dont Murat avait exigé la délivrance, malgré la résistance de la junte laissée à Madrid par Ferdinand. Charles fut reçu avec les plus grands honneurs et traité comme le seul et légitime souverain d'Espagne (30 avril). Le vieux roi était plein de gratitude pour l'empereur, qui avait sauvé « son ami Emmanuel. » Excité en outre par sa femme, il désirait ardemment se venger de Ferdinand. Il le somma de lui restituer la couronne qu'il avait usurpée par la violence. Après une longue résistance, Ferdinand consentit à céder ; mais à condition que sa renonciation aurait lieu à Madrid dans une assemblée des cortès, et en faveur de Charles IV seulement. Cela ne suffisait point aux vues de l'empereur.

Sur ces entrefaites, on reçut à Bayonne la nouvelle des événements qui venaient d'ensanglanter Madrid. Par l'ordre de l'empereur, Murat voulut faire partir de cette capitale pour la France la sœur de Ferdinand, la reine d'Étrurie, son plus jeune frère don Francisco et son oncle don Antonio. Le peuple essaya d'empêcher leur départ et courut aux armes. Il fut sabré par les mameluks, les lanciers et les chasseurs à cheval de la garde impériale. Beaucoup de prisonniers furent fusillés (2 mai 1808).

Les Bourbons d'Espagne renoncèrent au trône en faveur de Napoléon. **Joseph Bonaparte roi d'Espagne.** — A cette nouvelle Napoléon veut en finir. Après une scène violente entre le père et le fils, qui s'était passée sous ses yeux, il déclara le 5 mai à Ferdinand que « si avant minuit il n'avait pas reconnu son père pour roi légitime, il serait traité comme rebelle. » Ferdinand épouvanté céda. Il abdiqua en faveur de Charles IV. Celui-ci, qui ne désirait plus que le repos, transmit tous ses droits à l'empereur. Charles reçut en indemnité les deux châteaux de Compiègne et de Chambord, avec une liste civile de 7,500,000 francs. Ferdinand et ses frères furent envoyés au château de Valençay, chez M. de Talleyrand (5-10 mai).

Un mois après, le 6 juin, Napoléon proclama son frère aîné Joseph roi d'Espagne et des Indes. Murat, qui depuis le début

de l'année commandait à Madrid et venait même d'y recevoir le titre de lieutenant général du royaume, avait espéré obtenir cette riche couronne. Déçu dans son attente et malade de désappointement, il dut se contenter de régner sur le royaume de Naples, devenu vacant par le départ de Joseph.

Soulèvement des Espagnols. — Ce changement de dynastie, Napoléon espérait le faire accepter aux Espagnols en supprimant les droits féodaux, les privilèges du clergé et l'inquisition. Mais l'Espagne ne lui sut aucun gré de ces réformes apportées au bout des baïonnettes étrangères. Sous ce ciel de feu, dans ces plaines arides, dans ces montagnes impénétrables et décharnées, le pays tout entier tressaillit. Il sortit de sa torpeur, de son engourdissement séculaire, pour s'unir et se jeter en masse, avec des cris de haine et de vengeance, sur les envahisseurs. Les moines, le crucifix à la main, guidèrent au combat les paysans ; les étudiants prirent les armes. Partout se formèrent des comités, des juntas insurrectionnelles.

Et ce n'était plus là une guerre comme celles du Nord, qui se terminait par la destruction d'une armée. Il fallait lutter contre tout un peuple, écraser une insurrection sans cesse renaissante, poursuivre des guérillas qui se dispersaient devant les troupes envoyées contre elles, et se réunissaient le lendemain, lutter de montagne en montagne, de défilé en défilé, de village en village. A chaque instant les routes étaient interceptées, les communications rompues, les hommes isolés massacrés. Un climat accablant, un pays stérile, nulle ressource, rien de sûr, pas même le sommeil ; des fleuves desséchés en été et changés l'hiver en torrents, des chemins rares et mal entretenus, des montagnes qui offraient aux bandes armées un asile et présentaient aux assaillants des obstacles insurmontables : voilà ce que nos soldats trouvèrent en Espagne.

L'habileté des meilleurs généraux, Masséna, Ney, Bessières, Soult, Suchet, Marmont, le courage des soldats de Napoléon, devaient échouer dans cette guerre funeste, qui nous coûta plus de trois cent mille hommes et finit par amener les Anglais, alliés et défenseurs de l'Espagne, du détroit de Gibraltar et de l'embouchure du Tage jusqu'aux Pyrénées, jusqu'à Toulouse et Bordeaux.

Napoléon lui-même reconnut plus tard son erreur : « Ma plus grande faute, a-t-il dit, est d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons. Charles IV était usé. J'aurais pu donner une constitution libérale à la nation espagnole et

charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérerait et se mettait en harmonie avec nos mœurs nouvelles; s'il manquait à ses engagements, les Espagnols eux-mêmes l'auraient renvoyé. Vous voulez vous créer un travail d'Hercule, me disait le principal conseiller de ce prince, lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu d'enfant.... La guerre d'Espagne a été la cause première des malheurs de la France.... C'est ce qui m'a perdu. »

Débuts de la guerre. — A la nouvelle des événements de Madrid, toutes les parties de l'Espagne s'insurgèrent simultanément, à l'exception de celles occupées par les soldats français. Oviedo prit les armes le 24 mai. Carthagène, Murcie, Valence, Valladolid, le Ferrol, la Corogne, Saragosse, Séville, Jaen, Cordoue, Grenade, Cadix, Badajoz, en firent autant. Partout des juntas s'organisèrent. A Valladolid, on planta une potence sous les fenêtres du gouverneur, don Gregorio de la Cuesta, en lui donnant à choisir entre une mort immédiate et le commandement des insurgés. A Cadix, le capitaine général Solano, s'étant montré contraire au mouvement, fut massacré, et l'escadre française de l'amiral Rosily, réfugiée dans ce port depuis la bataille de Trafalgar, retenue prisonnière.

Dans les premières rencontres, il est vrai, les insurgés n'opposèrent aux troupes françaises qu'une faible résistance. Verdier les battit à Logrono sur l'Èbre, Lasalle à *Torquemada* et au pont de *Cabezón*, près de Valladolid, sur la Pisuerga, affluent de la rive droite du Douro. Enfin le maréchal Bessières, à *Medina-del-Rio-Seco* (14 juillet), mit en pleine déroute l'armée de don Gregorio de la Cuesta. « C'est une nouvelle bataille de Villa-Viciosa, s'écria l'empereur à la nouvelle de cette victoire. Bessières a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne. »

Capitulation de Baylen (24 juillet). — Napoléon se trompait. Une semaine après la bataille de Rio-Seco, le lendemain même du jour où Joseph faisait son entrée à Madrid, les Français éprouvèrent en Andalousie une défaite humiliante. Le 4^{er} juin, le général Dupont avait traversé les défilés de la Sierra-Morena. Le 7, il vainquit les insurgés de Cordoue au pont d'*Alcolea*, sur le Guadalquivir. Ensuite il s'empara de Cordoue, qui fut livrée au pillage. Mais bientôt, apprenant que toute l'Espagne s'insurge derrière lui, menacé à droite par l'armée de Séville, à gauche par l'armée de Grenade, et craignant pour ses communications avec Madrid, il rétrograde de Cordoue sur Andujar, suivi de près par les Espagnols. Ceux-ci, exaspérés

des excès de nos soldats, massacraient tous ceux qui s'écartaient.

« La tâche que Dupont avait à remplir, dit un historien, pouvait se résumer ainsi : avec 22,000 hommes, il avait à surveiller et à défendre sur son front la ligne du Guadalquivir, d'Andujar à Ubeda, de quinze lieues d'étendue; sur ses derrières, il avait à garder un défilé de vingt lieues de longueur. »

Le 15 juillet, Castanos et son lieutenant Reding, avec les armées de Séville et de Grenade, essayèrent de forcer le passage du fleuve sur deux points, Castanos à *Andujar* contre Dupont, Reding plus à l'est, à *Mengibar*, contre Vedel. Ils furent tous deux repoussés. Croyant que Vedel n'avait en face de lui qu'un ennemi peu nombreux, Dupont lui ordonna de lui envoyer une partie de ses troupes. Vedel, au lieu d'exécuter exactement cet ordre, évacua sa position et vint rejoindre son chef avec toutes ses forces. Cette faute permit à Reding d'occuper Mengibar et de franchir le Guadalquivir en tournant le flanc gauche des Français. La division Gobert, accourue trop tard de *Baylen* où elle gardait les derrières de l'armée, pour arrêter la marche de Reding, fut écrasée par le nombre et son chef frappé à mort¹ (16 juillet).

Comprenant le danger, Dupont prescrivit à Vedel de se porter sur Baylen et d'attaquer Reding pour le rejeter à Mengibar au delà du fleuve. Mais Vedel commit une nouvelle faute. Trompé par de faux rapports et ne trouvant pas Reding à Baylen, il s'imagina que ce général s'était déjà dirigé vers la *Caroline* pour aller occuper au nord les défilés de la Sierra-Morena et barrer aux Français la retraite sur Madrid. Vedel s'élança aussitôt dans cette direction, s'éloignant ainsi de Dupont, et laissant inoccupé le poste de Baylen. Reding vint s'y établir sans combat dans la journée du 18 juillet. Par ce mouvement, l'armée française se trouvait coupée en deux. Dupont avait devant lui au sud Castanos, derrière lui au nord Reding, qui le séparait de Vedel.

Le général français résolut de s'ouvrir un passage en chassant Reding de Baylen. Il part d'Andujar dans la nuit du 18 au 19 juillet, pour échapper à Castanos, et, après une marche de sept lieues, il attaque les avant-postes de Reding. Mais les Espa-

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise, sur le tombeau du général Gobert, le beau groupe de David d'Angers qui représente la mort de ce général, frappé d'un coup de feu par un paysan espagnol, et tombant à la renverse sur le dos de son cheval.

gnols occupent une position supérieure ; ils ont 48,000 hommes. Les Français n'en comptent que 44,000. Les jeunes soldats de Dupont sont épuisés de fatigue et meurent de soif sous un soleil brûlant. 2,000 Suisses abandonnent nos rangs pour se joindre aux Espagnols. Dupont est blessé. Toutes les attaques échouent. Après dix heures de combat contre Reding, on entend le canon retentir par derrière : c'est Castanos qui s'est aperçu du départ des Français, et qui vient les prendre en queue tandis qu'ils luttent en tête contre son lieutenant. Jugeant alors toute résistance inutile, Dupont signe une suspension d'armes et entre en négociations avec l'ennemi.

Cependant Vedel, averti enfin de ce qui se passait par le bruit du canon, était revenu sur ses pas, et trois heures après la suspension d'armes il attaquait Reding, pris à son tour entre deux feux, et lui enlevait 4,000 prisonniers avec plusieurs canons. Il dut cesser le combat sur l'ordre de Dupont. Celui-ci avait proposé à Castanos d'évacuer l'Andalousie et de se retirer sur Madrid. Castanos exigea que les soldats français missent bas les armes. Avec un peu de résolution, Dupont aurait pu forcer le passage : car s'il se trouvait pris entre Castanos et Reding, celui-ci, de son côté, se trouvait pris entre Dupont et Vedel. Par malheur, le général français avait complètement perdu courage. Non seulement il consentit à mettre bas les armes, mais même, sur la demande du vainqueur, il enjoignit à Vedel, déjà en retraite sur Madrid, de revenir sur ses pas, et de se rendre, lui aussi ! Vedel eut la faiblesse de céder. 20,000 Français se rendirent ainsi, en rase campagne, pour la première fois dans notre histoire (24 juillet). Ils devaient être conduits par mer en France et ne pas servir avant d'avoir été échangés. La capitulation fut violée. Les malheureux prisonniers, internés dans l'île Cabrera, l'une des Baléares, y restèrent jusqu'en 1844. Beaucoup y moururent de faim.

L'effet de cette capitulation fut prodigieux en Europe. Ces vainqueurs d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, ils n'étaient donc pas invincibles ! Eux aussi ils avaient mis bas les armes à Baylen comme les Autrichiens à Ulm, comme les Prussiens à Prentzlow. A Vienne, à Berlin, on tressaillit d'espoir. A Londres la joie fut sans bornes. Parmi les Espagnols, l'exaltation patriotique, l'ivresse du triomphe furent portées à leur comble. Pendant ce temps Napoléon, irrité de cet affront, le premier de ce genre que l'armée française eût reçu, traduisait devant un conseil de guerre Dupont et Vedel.

Huit jours après la capitulation de Baylen, le roi Joseph évacua Madrid. Ses courtisans et jusqu'à ses domestiques l'avaient abandonné (29 juillet). Il se replia sur Miranda. Verdier avait dû lever le siège de Sarragosse. Toute l'armée française se concentra dans la vallée de l'Èbre.

Débarquement des Anglais en Portugal. Capitulation de Cintra (30 août).— Cette retraite découvrait le Portugal. Junot, pour garder ce royaume, avait au plus 30,000 hommes, disséminés en vingt endroits. Le 4^{er} août une flotte anglaise parut à l'embouchure du Mondego. Elle y débarqua une armée sous les ordres de sir Arthur Wellesley, si célèbre plus tard sous le nom de duc de Wellington¹. Il marcha aussitôt sur Lisbonne et battit à *Roliça* le général Delaborde, qui, avec 5,000 hommes seulement, avait essayé de l'arrêter (45 août). Junot accourut rejoindre son lieutenant. A la tête de 43,000 hommes, il attaque 48,000 Anglais établis sur les hauteurs escarpées de *Vimeiro* (24 août). Repoussé avec perte, isolé de la France, placé entre une armée ennemie victorieuse et tout un peuple insurgé, il signa le 30 août la capitulation de *Cintra*. Aux termes de cette convention, les troupes françaises furent transportées par mer avec armes et bagages, et sans être prisonnières de guerre, à Lorient et à Rochefort.

En ce moment même l'empereur recevait une mauvaise nouvelle de plus. Depuis un an 15,000 Espagnols servaient comme auxiliaires dans la grande armée, sous les ordres du marquis de La Romana. Ils avaient été envoyés à Hambourg ; puis dans l'île de Fionie. Instruits de ce qui se passait en Espagne, ils s'embarquèrent à bord de la croisière anglaise et revinrent défendre leur patrie opprimée par les Français. « Ma situation est unique dans l'histoire, écrivait le roi Joseph à l'empereur : je n'ai pas un seul partisan. » Il lui disait encore : « Il faudrait cent mille échafauds en permanence pour maintenir le prince condamné à régner sur les Espagnols. »

Entrevue d'Erfurth (septembre-octobre).— Napoléon résolut de franchir lui-même les Pyrénées. Mais pour cela il fallait rappeler d'Allemagne la grande armée restée cantonnée dans

1. Arthur Wellesley était né en Irlande en 1769 ; il mourut le 14 septembre 1852 au château de Walmer. Il servit comme colonel aux Pays-Bas contre les Français en 1794-95. Il resta sept ans aux Indes orientales (1797-1805), sous les ordres de son frère aîné, le marquis de Wellesley, alors gouverneur général. Il se distingua au siège de Seringapatam, et gagna, le 23 septembre 1803, la bataille d'Assaye contre les Mahrattes.

les provinces prussiennes, depuis la paix de Tilsitt. Il fallait encore s'assurer qu'on n'avait rien à craindre du côté du nord. Le 8 septembre, la *convention de Paris* fut signée entre le prince Guillaume de Prusse et M. de Champagny. Le gouvernement prussien se reconnaissait débiteur envers Napoléon de 140 millions de francs, pour contributions de guerre arriérées; il s'engageait à ne pas avoir sur pied, pendant dix ans, plus de 42,000 soldats; enfin les Français devaient tenir garnison à Glogau, Custrin et Stettin, aux frais de la Prusse, jusqu'à l'entier acquittement de la dette. Le reste de la monarchie fut évacué.

L'empereur avait fait proposer au czar une entrevue, qui fut acceptée sur-le-champ. Les deux souverains se rencontrèrent entre Weimar et Erfurth, le 27 septembre. Jusque-là Napoléon n'avait tenu qu'une portion des engagements pris à Tilsitt envers Alexandre. Il lui avait permis de conquérir la Finlande aux dépens des Suédois, sans consentir à lui laisser enlever définitivement la Moldavie et la Valachie aux Turcs. Il dut cette fois s'y résigner, à condition d'obtenir l'alliance russe dans le cas d'une guerre avec l'Autriche. Napoléon et Alexandre passèrent plusieurs jours à Erfurth au milieu de chasses et de fêtes; les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, le grand-duc de Saxe-Weimar, les poètes Goethe et Wieland s'y trouvaient réunis. Les artistes de la Comédie française y avaient été appelés de Paris. Talma joua les pièces de Corneille, de Racine et de Voltaire devant un « parterre de rois. » A une représentation d'*OEdipe*, en entendant le vers célèbre :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

(VOLTAIRE, *OEdipe*, acte I, scène I.)

« Je m'en aperçois tous les jours », dit le czar, qui se tourne vers son allié. » Après tout, comme le remarque un historien, « les Principautés valaient bien un compliment. »

Napoléon à Madrid (2-4 décembre 1808). — Délivré momentanément de toute inquiétude du côté du continent, Napoléon partit de Paris pour l'Espagne le 29 octobre. Le 3 novembre il était à Bayonne. Il venait de lever seize mois à l'avance 160,000 hommes sur la conscription de 1810. Grossie d'innombrables renforts rappelés des bords de l'Elbe et du Rhin, l'armée d'Espagne comptait désormais huit corps sous les ordres de Ney, Lannes, Soult, Victor, Saint-Cyr, Lefebvre, Mortier, Junot; de plus, la garde impériale commandée par Bessières. Elle

était concentrée entre Bayonne et l'Èbre sur un étroit espace. Les Espagnols formaient autour d'elle un immense demi-cercle. Leurs forces se composaient de quatre corps principaux : 1° au nord-ouest, vers la Biscaye et le golfe des Asturies, le corps de Blake; 2° au centre, le long de l'Èbre, celui de Castanos; 3° à l'est, également sur l'Èbre, celui de Palafox; 4° en arrière, la réserve, vers Burgos, était conduite par le marquis de Belveder. Enfin l'armée anglaise de Portugal, commandée par le général Moore, devait soutenir les Espagnols, mais se trouvait encore trop éloignée pour leur prêter un appui immédiat.

L'empereur résolut de couper en deux la ligne ennemie et de marcher sur Madrid. Le 10 et le 11 novembre, à droite, Victor culbute Blake à *Espinosa* et le rejette au nord-ouest dans les Asturies. Pendant ce temps, au centre, Napoléon met en déroute l'armée du marquis de Belveder à *Gamonal*. Les Français entrèrent péle-mêle avec les fuyards dans *Burgos* (10 novembre). Douze jours après, à gauche, Lannes vainquit Palafox et Castanos à *Tudela*, sur les bords de l'Èbre (23 novembre); Palafox s'enferma dans Saragosse, Castanos se retira sur Valence.

Les débris du corps défilait à Gamonal et Burgos, commandés maintenant par don Benito San-Juan, s'étaient repliés sur la chaîne de Guadarrama pour défendre le défilé de *Somo-Sierra*. Le 28 novembre les cheu-légers polonais, commandés par le général Montbrun, forcèrent par une charge impétueuse le passage du défilé et sabrèrent les canonniers espagnols sur leurs pièces. Le 2 décembre Napoléon parut devant Madrid.

Bien que la junte centrale eût quitté cette capitale, le peuple était résolu à une vigoureuse défense. Il avait massacré le corréidor, marquis de Péraldès, auquel il reprochait d'avoir mis du sable au lieu de poudre dans les cartouches. Néanmoins, les Français ayant enlevé le lendemain la hauteur du Retiro et forcé plusieurs portes, le gouverneur Thomas de Morla dut capituler (4 décembre). Maître de Madrid, l'empereur publia aussitôt quatre décrets par lesquels il supprimait en Espagne l'inquisition, deux tiers des couvents, les droits féodaux et les douanes entre les provinces. Il confisquait en même temps les propriétés des principaux chefs insurgés, et s'efforçait de terrifier l'Espagne par des exécutions continuelles. Joseph, qui aurait voulu gagner les Espagnols par la douceur, assistait, témoin impuissant et jamais consulté, à ces actes impitoyables.

Retraite des Anglais sur la Corogne (décembre 1808-janvier 1809). — Cependant l'armée anglaise de Portugal, dans sa

marche en avant pour soutenir les Espagnols, était arrivée le 13 novembre à Salamanque, sur le Tormès, affluent de la rive gauche du Douro, au sud-ouest de Burgos, au nord-ouest de Madrid. Elle était commandée par le général Moore, et comptait 25,000 hommes. L'occupation de Madrid par Napoléon plaçait les Anglais dans une situation critique. Menacés au nord par le maréchal Soult, dont le corps d'armée occupait le royaume de Léon, ils virent bientôt au sud l'empereur déboucher de Madrid avec 40,000 hommes pour leur couper la retraite (22 décembre). En présence de ce double danger, Moore bat en retraite vers l'ouest, pour gagner les bords de l'Atlantique et chercher refuge sur la flotte anglaise. Son arrière-garde repousse à Benavente la cavalerie de Lefèvre-Desnouettes, qui avait passé à gué la rivière d'Esla. A force d'énergie et de rapidité Moore échappa au danger d'être cerné. Néanmoins, poursuivi de près par Soult, il fit partout des pertes énormes. Au delà d'Astorga et de Villafraanca, les Anglais furent obligés d'abattre leurs chevaux parce qu'ils n'avaient plus de fourrages. Ils jetèrent dans les précipices près d'un million en pièces d'or. Les soldats étaient épuisés par la faim et la fatigue. Enfin, après avoir traversé Lugo, ils atteignirent la Corogne (11 janvier 1809). Ils durent y attendre l'arrivée de leur flotte. Avant de s'embarquer, ils repoussèrent, le 16 janvier, l'attaque du maréchal Soult. L'armée anglaise était sauvée, mais elle avait perdu son chef frappé à mort sur ce dernier champ de bataille. « J'ai toujours souhaité de finir ainsi, avait dit Moore avant d'expirer.... J'espère que le peuple anglais sera content ! »

Cependant les espérances de Napoléon ne se réalisaient pas. Ni la prise de Madrid ni la retraite des troupes britanniques ne mettaient fin à la lutte. Les armées espagnoles étaient insaisissables. Battues sur un point, elles se ralliaient le lendemain sur vingt autres. Ney en Galice contre La Romana, Lannes devant Saragosse, Saint-Cyr en Catalogue, Victor dans le royaume de Valence, où il avait refoulé le duc de l'Infantado battu à Uclés, rencontraient des obstacles inattendus. On ne pouvait soumettre l'Espagne qu'après une longue lutte, à condition qu'il ne survint dans le reste de l'Europe aucun événement capable de détourner l'attention et les forces de la France. Étonné de cette résistance opiniâtre, impatient de voir que pour la première fois le succès ne répondait pas à son attente, l'empereur laissa la conduite de la guerre à ses maréchaux. Le 23 janvier 1809 il était de retour à Paris.

Les deux sièges de Saragosse (29 juin-14 août 1808, 19 décembre 1808-20 février 1809). — Pendant que Napoléon, irrité et inquiet, disgraciait Talleyrand, qui avait blâmé sa politique d'envahissement, l'Espagne voyait s'accomplir un des épisodes les plus héroïques de sa lutte mémorable. *Saragosse*, capitale de l'Aragon, est située sur la rive droite de l'Èbre, dans une plaine couverte d'oliviers. La ville renfermait 60,000 habitants et peut-être autant de fugitifs des pays voisins. Elle avait pour gouverneur un jeune homme intrépide, Joseph Palafox.

Les 28 et 29 juin 1808, les généraux Lefèvre-Desnouettes et Verdier arrivèrent devant la place. Le 30, le bombardement commença. Un officier espagnol, qui avait abandonné une hauteur devant la ville, fut pendu sur la grande place pour épouvanter quiconque parlerait de se rendre. Les femmes, les enfants, les moines se mêlèrent aux combattants. La ville se hérissa de barricades; on lava la terre des rues pour en extraire le salpêtre; on amoncela les pavés dans les étages supérieurs des maisons pour écraser les assaillants. La comtesse Zurita organisa une compagnie de femmes pour relever les blessés sous le feu des Français. Dès le premier jour de l'attaque, « une jeune femme du peuple, nommée Augustina, étant venue apporter des provisions aux canonniers espagnols dans le moment le plus chaud, et les voyant hésiter à recommencer le feu, se précipita au milieu des morts et des blessés, arracha une mèche des mains d'un canonnier expirant, mit le feu à une pièce de 24, et, sautant sur le canon, fit le serment de ne s'en séparer qu'avec la vie. » Les moulins, les couvents, le grand hôpital de Notre-Dame de Grâce, furent incendiés par les bombes.

Le 4 août les Français livrèrent un assaut général. A un moment les Espagnols faiblissaient; un prêtre s'élança hors d'une chapelle au-devant des fuyards : « Est-ce ainsi, s'écrie-t-il, que vous abandonnez Dieu, la foi et la patrie ? » Le soir, cependant, les Français étaient maîtres de la moitié de la ville. Le général Verdier fit porter à Palafox, par un parlementaire, un billet renfermant ces deux mots : *Une capitulation*. Palafox répondit : *Guerre au couteau !* On se battit dix jours encore. Enfin la constance des assiégés l'emporta. Le 14 août ils virent les Français s'éloigner, après quarante-six jours de siège, de Saragosse à demi brûlée, mais victorieuse.

Le second siège commença quatre mois plus tard, le 19 décembre 1808. Il dura jusqu'au 19 février 1809, sous la direc-

tion de Moncey, puis de Junot, enfin de Lannes. Il fallut prendre la ville rue par rue, maison par maison, à l'aide de la mine. Les défenseurs de Saragosse n'avaient plus ni viande, ni médicaments. Les exhalaisons des cadavres en décomposition viciaient l'air; la peste s'était jointe à la famine et au bombardement pour anéantir cette malheureuse population. Elle capitula enfin le 20 février. 50,000 Espagnols des deux sexes avaient péri. Le 24 février 1809, Lannes prit possession des ruines de Saragosse. L'empereur envoya Palafox à Vincennes, où il resta prisonnier jusqu'en 1814.

L'Allemagne en 1809; le Tugend-Bund. — Depuis 1805, l'Allemagne avait été deux fois envahie par les Français. Napoléon avait occupé l'Autriche pendant plusieurs mois, la Prusse tout entière pendant un an. Par le traité de Presbourg, il avait enlevé aux Habsbourg quatre provinces. Plus rigoureux encore envers les Hohenzollern, il les avait, à Tilsitt, privés de près d'une moitié de leurs États. Il avait humilié les souverains et rançonné impitoyablement les peuples.

Après la bataille d'Iéna, le maréchal Augereau avait menacé de détrôner la maison régnante de Weimar, pour la punir d'avoir recueilli des blessés prussiens; Goëthe, cet homme si mesuré et si maître de lui-même, ne put cependant contenir sa colère : « Les Français, s'écria-t-il, sont-ils donc des hommes? N'ont-ils donc jamais éprouvé que la fortune est variable?... Si l'on chasse notre souverain, on verra le vieux Goëthe, comme autrefois Homère, le prendre par la main et errer avec lui dans les villages de l'Allemagne, en disant : Un morceau de pain pour mon souverain, pour le grand-duc de Weimar, banni par les Français parce qu'il n'a pas fermé sa porte à ses compagnons d'armes blessés et mourants! »

Plus tard, il est vrai, en 1808, à Erfurth, Goëthe fut présenté à Napoléon. L'empereur contempla quelque temps en silence l'auteur de *Werther*. « Vous êtes un homme, monsieur Goëthe, » lui dit-il ensuite; il lui donna la croix de la Légion d'honneur. Le poète accepta cette décoration, et se tint dès lors à l'écart du mouvement patriotique auquel s'associaient les autres écrivains allemands. Mais ce calme olympien, que ses rivaux qualifiaient d'insensibilité, lui fut amèrement reproché par ses compatriotes; ces attaques devaient troubler plus d'une fois la sérénité de ses derniers jours.

Depuis la paix de Tilsitt, une vaste société secrète, le *Tugend-*

Bund (association de la vertu), s'était formée pour la délivrance de l'Allemagne. Elle eut pour fondateur le professeur Maurice Arndt, bientôt secondé par les anciens ministres prussiens Hardenberg et Scharnhorst, les généraux Blücher et Gneisenau, le duc de Brunswick-Oels, le major Schill, le docteur Jahn. Un ministre énergique, le baron de Stein, secondait par ses réformes cette active propagande. Il abolit le servage et la corvée dans les États prussiens, donna aux communes la nomination de leurs conseils municipaux; enfin, il accorda aux bourgeois le droit d'acquérir la propriété territoriale, jusque-là réservée exclusivement aux nobles. Le roi de Prusse fut obligé, en septembre 1808, de renvoyer Stein du ministère, sur les injonctions de Napoléon; mais l'impulsion qu'il avait donnée ne s'arrêta plus. Sous les yeux des Français, qui tenaient garnison dans leurs places fortes, les Prussiens se préparaient sans relâche à une revanche.

Rupture avec l'Autriche. Cinquième coalition (avril 1809). — En Autriche aussi on faisait d'incessants préparatifs, mais avec plus de rapidité et moins de mystère. Très maltraitée en 1805, l'Autriche n'en était pas moins demeurée une grande puissance, et ne subissait pas, comme son ancienne rivale, la présence des Français. Tandis qu'à Vienne le comte de Stadion réorganisait l'administration, l'archiduc Charles' portait l'armée active à 300,000 hommes, avec une réserve de 100,000, et organisait les milices provinciales. Au mois de juillet 1808, Napoléon se plaignit vivement des armements de l'Autriche. L'ambassadeur autrichien, M. de Metternich, répliqua en alléguant les armements de l'empereur lui-même, bien autrement considérables. Alors Napoléon, dans une audience publique au corps diplomatique, fit entendre de vives menaces (15 août 1808). De part et d'autre les rapports s'aggravèrent de plus en plus. La tragique aventure des Bourbons d'Espagne à Bayonne fit craindre aux Habsbourg un sort pareil; bientôt après, la capitulation de Baylen leur montra que les Français n'étaient pas invincibles. Le départ pour l'Espagne de la plus grande partie des troupes françaises cantonnées jusque-là dans l'Allemagne du Nord, la présence des Anglais en Portugal, le langage de plus en plus menaçant de l'empereur, achevèrent de déterminer l'Autriche à une rupture. Ainsi se forma, au commencement de 1809, une

1. L'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold II, et frère de François II, naquit en 1771. et mourut en 1847.

cinquième coalition, à laquelle prirent part l'Angleterre, l'Autriche, les Espagnols et les Portugais.

L'archiduc Charles, avec 180,000 hommes, dut entrer en Bavière; l'archiduc Jean, avec 80,000 hommes, insurger le Tyrol et envahir l'Italie et la Dalmatie; l'archiduc Ferdinand, avec 40,000 hommes, attaquer le grand-duché de Varsovie. Les milices, montant à 460,000 hommes environ, devaient soutenir ces trois armées. Les généraux autrichiens espéraient par une offensive hardie surprendre et vaincre les Français disséminés, avant leur concentration. Ils comptaient, s'ils obtenaient un premier succès, sur l'alliance de la Prusse, sur le soulèvement des petits États allemands, peut-être sur l'appui de la Russie elle-même; l'Angleterre avait promis d'opérer une diversion importante par un débarquement sur le continent.

Ces espérances étaient prématurées. Malgré la guerre d'Espagne, Napoléon allait avoir en Allemagne des armées plus nombreuses que jamais. Aux 460,000 conscrits levés en septembre 1808, il en ajouta 40,000 pris sur les classes antérieures à celle de 1810. Il fit dresser par Fouché une liste de toutes les familles riches qu'il supposait contraires à son gouvernement, et dont les enfants âgés de plus de seize ans et de moins de dix-huit durent être envoyés à l'École militaire. « Si l'on fait quelque objection, ajoutait l'empereur, il n'y a pas d'autre réponse à faire, sinon que tel est mon bon plaisir. » Par ces moyens, et en ajoutant aux Français les Polonais, les Italiens, les Allemands de la confédération du Rhin, Napoléon put mettre en ligne contre l'Autriche 425,000 hommes. La lutte commença au mois d'avril 1809.

Victoires de Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne (19-23 avril). — Le 11 avril, l'archiduc Charles franchit l'*Inn* avec 126,000 hommes et s'avança sur l'Isar. Il traversa cette rivière à Landshut au centre, à Moosburg à gauche, à Dingolfing à droite. En ce moment une moitié de l'armée française commandée par Davout se trouvait à Ratisbonne sur le Danube; l'autre moitié, commandée par Masséna, occupait Augsburg sur le Lech, à vingt-cinq lieues au sud-ouest. Entre les deux, de Neustadt à Donauwerth, les troupes auxiliaires bavauroises étaient adossées au Danube. L'archiduc avait toutes ses forces réunies et dans une position centrale. Il pouvait battre successivement ses adversaires isolés. Au lieu de tomber avec le gros de ses forces sur l'un des généraux français, il divisa ses troupes en trois colonnes pour déboucher de l'Isar sur le

Danube par les trois routes qui partent de Landshut pour aller : 1° à droite, par Eckmühl, à Ratisbonne; 2° au centre par Rottenbourg et Rohr, à Kelheim; 3° à gauche, par Mainbourg, Siegbourg et Abensberg, à Neustadt.

Arrivé le 17 avril à Donauwerth sur le Danube, où étaient concentrés les Bavaurois et les Wurtembergeois, Napoléon voit sur-le-champ le danger. Il ordonne à Davout et Masséna de se rapprocher de lui, le premier en remontant le Danube dans la direction de l'ouest, de Ratisbonne à Donauwerth, le second, en se portant d'Augsbourg à Freising sur l'Isar. Davout, laissant le 65^e régiment de ligne pour garder Ratisbonne, opéra son mouvement par une marche de flanc, en présence des Autrichiens qui se dirigeaient ce jour-là même sur cette ville. Il rencontra sur son chemin et battit une de leurs colonnes au combat de Thann ou Tengen (19 avril). En même temps, Masséna gagnait Freising. Désormais les Français se trouvaient réunis, tandis que les Autrichiens étaient disséminés de Ratisbonne jusqu'auprès d'Abensberg, au nord, le long du Danube, et d'Abensberg à Landshut, à l'ouest, entre le Danube et l'Isar.

A son tour, Napoléon prend l'offensive. Tandis qu'à gauche Davout contient l'archiduc Charles et la droite ennemie, qu'à droite Masséna tient en échec le général Hiller et la gauche autrichienne, l'empereur enfonce au centre le corps de l'archiduc Louis par la bataille d'Abensberg (20 avril). Dès lors l'ennemi est coupé en deux. L'archiduc Louis et le général Hiller, séparés au nord du prince Charles par Napoléon victorieux, débordés au sud par Masséna, se rejettent sur Landshut. Ils sont chassés de cette ville par Lannes, Masséna et Mouton (21 avril). Ils fuient vers l'est. Bessièrès s'élança sur leurs traces à la tête de ses cavaliers.

Le jour même du combat de Landshut, à deux heures après midi, Napoléon rejoint Davout devant Eckmühl pour attaquer l'archiduc Charles. Il espérait l'acculer au Danube, leerner entre l'armée française et Ratisbonne, occupée par la garnison qu'y avait laissée Davout, l'obliger enfin à mettre bas les armes. Mais l'archiduc avait enlevé cette ville le jour précédent. La garnison, manquant de cartouches, s'était rendue. L'ennemi avait donc sa retraite assurée au nord par le pont de Ratisbonne et la rive gauche du Danube. Il n'en éprouva pas moins le 22 avril une terrible défaite à Eckmühl. Jusqu'à la nuit, nos cuirassiers poussèrent le sabre dans les reins, sur la chaussée de Ratisbonne, ceux du prince de Lichtenstein, qui avaient

voulu couvrir la retraite de leur armée. Le lendemain, 23 avril, tandis que l'archiduc gagnait la Bohême, *Ratisbonne* était prise d'assaut après un combat dans lequel Napoléon fut atteint au pied droit d'une balle morte.

En cinq jours (19-23 avril), Napoléon avait remporté cinq victoires (*Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne*) ; l'armée ennemie, coupée en deux portions séparées par le Danube, fuyait vers la Bohême et l'Autriche. Elle avait perdu 40,000 hommes, morts, blessés ou prisonniers.

Au pied des Alpes et sur la Vistule les lieutenants de Napoléon avaient été moins heureux. En Italie, Eugène Beauharnais, attaqué brusquement par l'archiduc Jean, avant d'avoir concentré ses troupes, se replia sur la Livenza. Le 15 avril, il laissa surprendre et enlever son avant-garde à *Pordenone*. Le lendemain, ayant voulu venger cet échec, il perdit la bataille de *Sacile*, et dut rétrograder sur l'Adige. Les montagnards du Tyrol s'insurgèrent aussitôt contre les Bavares, à la voix de l'aubergiste André Hofer, et firent cause commune avec les soldats du général autrichien Chasteler. Napoléon se hâta d'envoyer au prince Eugène pour le diriger le général Macdonald, homme de guerre d'une expérience consommée, que son amitié avec Moreau avait fait disgracier à l'époque du consulat.

En Pologne, Poniatowski, attaqué par l'archiduc Ferdinand avec 38,000 hommes, avait dû évacuer Varsovie et se retirer sur la rive droite de la Vistule. 60,000 Russes étaient en marche pour le soutenir, aux termes des engagements pris par le czar à Erfurth. Mais ils étaient en retard, et l'on ne pouvait espérer qu'ils soutinssent avec beaucoup d'ardeur leur anciens ennemis les Polonais contre les Autrichiens, leurs anciens alliés.

Toutefois, ces échecs lointains étaient peu dangereux. Les succès foudroyants de Napoléon sur le Danube allaient contraindre les archiducs Jean et Ferdinand à une retraite précipitée, pour venir au secours de l'archiduc Charles.

Seconde entrée à Vienne. — Après la prise de Ratisbonne, Napoléon marcha sur Vienne en descendant la rive droite du Danube, et en poussant devant lui le général Hiller. L'archiduc Charles avait été rejeté sur la rive gauche du fleuve. L'empereur voulait, par la rapidité de sa marche, l'empêcher de repasser le Danube au-dessous de l'armée française et de venir donner la main à Hiller pour disputer aux Français la capitale de l'Autriche. L'Inn fut franchi le 1^{er} mai. Le 8, Masséna entra dans Linz. Hiller s'était arrêté à l'est de cette ville ; il occu-

pait sur la rive de la Traun, la ville et le château d'*Ebersberg*, situés sur une hauteur. Par l'ordre de Masséna, le général Cohorn, bientôt soutenu par Legrand, traverse au pas de course le pont d'*Ebersberg* au milieu des flammes, et prend d'assaut la ville et le château, qui sont incendiés après une lutte épouvantable (3 mai). Hiller, renonçant dès lors à combattre, repasse le Danube au pont de Krems pour aller rejoindre l'archiduc Charles.

Poursuivant leur marche, les Français passèrent successivement à Enns, Amstetten, à l'abbaye de Molk, à Saint-Pölten. à Schœnbrunn. Le 10 mai, ils arrivèrent devant Vienne. L'archiduc Maximilien, abandonnant les faubourgs qui entourent cette capitale, s'était retiré derrière l'enceinte de la vieille ville. Un court bombardement le contraignit à l'évacuer pour se retirer au nord du Danube. Le 13 mai 1809, les Français entrèrent, pour la seconde fois, dans la capitale de l'Autriche.

Les deux journées d'Essling (21-22 mai). — Pour atteindre l'armée autrichienne, Napoléon était obligé de traverser le Danube. Ce fleuve, au-dessous de Vienne, se divise en plusieurs bras et forme une multitude d'îles, dont la plus considérable est l'*île Lobau*, qui a trois lieues de tour et une lieue de largeur. Le petit bras du fleuve, qui séparait cette île de la rive gauche, sur laquelle se trouvaient les Autrichiens, est large de cent vingt mètres. Le grand bras, du côté de la rive droite occupée par l'armée française, mesure sept cent vingt mètres. Napoléon fit établir un grand pont de bateaux entre la rive droite et l'île, et un second pont moins considérable entre l'île et la rive nord. Le 20 mai, le passage commença. Malheureusement le Danube, grossi par la fonte des neiges, était violent et rapide. Dans la nuit du 20 au 21, le grand pont, affaissé sous le poids de tant d'hommes, de chevaux, de canons, heurté par les troncs d'arbres que le courant entraînait, fut rompu. Les troupes françaises établies sur la rive gauche se trouvaient séparées du reste de l'armée. Elles se composaient de quatre divisions d'infanterie et quatre de cavalerie, formant de 30 à 40,000 hommes. Masséna occupait à gauche le village de *Gross-Aspern* ; Lannes gardait au centre le village d'*Essling*, et à droite celui d'*Enzersdorf*. Bessières était en réserve avec la cavalerie entre Essling et Aspern. C'est dans ces positions que le 21 mai après midi l'archiduc Charles vint attaquer les Français avec 90,000 hommes et 300 pièces de canon. Malgré leur supériorité numérique, les Autrichiens ne purent rejeter l'ar-

mée française dans le fleuve. Ils s'emparèrent d'Enzersdorf et d'une moitié d'Essling. L'autre moitié de ce dernier village et celui d'Aspern nous restaient. Dans cette journée, le général d'Espagne avait été tué à la tête de ses cuirassiers.

Durant la nuit du 21 au 22, le grand pont fut rétabli, et quatre divisions d'infanterie avec une de cavalerie et la garde impériale passèrent sur la rive gauche, ce qui porta l'armée à 70,000 hommes et 450 bouches à feu. Les Français allaient pouvoir à leur tour prendre l'offensive. Avant le jour, la lutte recommence. A gauche, Masséna rejette l'ennemi loin d'Aspern. Au centre, Lannes et Bessières refoulent le centre des Autrichiens sur *Breitenlee*; mais bientôt ils sont rappelés en arrière. Le grand pont du Danube s'est rompu de nouveau; le fleuve est monté de quatorze pieds. L'armée se trouve séparée de Davout, resté sur la rive droite avec deux divisions d'infanterie, six régiments de cuirassiers et les approvisionnements. Les munitions vont manquer.

L'armée se replie sur Gross-Aspern et Essling. Déjà le brave Saint-Hilaire, du corps de Lannes, est frappé à mort. D'un élan furieux, les Autrichiens se jettent sur la ligne française et l'écrasent de leurs feux. Ils essayent surtout de la forcer au centre, entre les deux villages. Les soldats d'Oudinot, la garde, les cavaliers de Bessières, de Lassalle, Marulaz, repoussent l'infanterie de Hohenzollern et la cavalerie du prince de Lichtenstein. Mais ce succès nous coûte cher. Lannes, qui dirige cette défense héroïque, tombe mourant, atteint par un boulet qui lui fracasse les genoux¹.

Désormais l'ennemi se contente de cribler notre centre de mitraille. Il tourne ses efforts contre les deux ailes. A gauche, Masséna, Carra-Saint-Cyr, Legrand, Molitor, disputent aux colonnes d'Hiller et de Bellegarde les décombres d'Aspern. A droite, les grenadiers autrichiens, conduits par d'Aspre et Rosemberg, se jettent sur Essling. Cinq fois ils entrent dans le village, cinq fois ils sont repoussés. Pourtant ils tentent une sixième attaque. Alors l'intrépide général Mouton, avec les fusiliers de la garde et Rapp, vient au secours de Boudet. Il charge l'ennemi à la baïonnette : Essling reste aux Français.

Jusqu'au soir, l'artillerie autrichienne vomit une grêle de projectiles sur nos rangs serrés. On ne lui répondait plus que par intervalles. Pendant la nuit, l'armée repassa dans l'île Lo-

1. Lannes était né à Lectoure en 1769.

bau, sous les yeux de Masséna, qui jusqu'au matin dirigea tout, surveilla tout, faisant emporter les blessés, les fusils, les débris de toute nature, pour ne pas laisser un trophée à l'ennemi. Puis il fit rompre le petit pont. 40,000 hommes, Français et Autrichiens avaient été tués ou blessés dans ces journées funèbres.

Soulèvements partiels dans l'Allemagne du Nord. — Le sanglant échec des Français à Essling eut un prodigieux retentissement dans toute l'Allemagne. Partout les ennemis de Napoléon le représentaient comme une grande victoire des Autrichiens. Déjà des insurrections avaient éclaté sur les bords de l'Elbe. Dès le début de la guerre, le duc de Brunswick-Oels, dépouillé en 1806 de l'héritage de ses pères, avait réuni en Bohême une légion de volontaires revêtus d'uniformes noirs sur lesquels étaient brodées des têtes de mort. Il devait à leur tête envahir la Westphalie. De son côté, le colonel Dornberg, commandant de la garde westphalienne du roi Jérôme, devait arrêter ce souverain et s'emparer de Cassel. Un officier prussien, membre du *Tugend-Bund*, le major Schill, avait promis d'entraîner la garnison prussienne de Berlin sur Wittemberg et Magdebourg pour s'emparer de ces deux places.

Ces diverses tentatives échouèrent. Le mouvement qui avait éclaté à Wolhagen en Westphalie, le 23 avril, fut réprimé. Le colonel Dornberg dut s'enfuir en Saxe. Le duc de Brunswick, sorti de Bohême le 4 mai, ne réussit pas mieux. Le major Schill parvint bien à insurger la garnison de Berlin, et à son tour il entra en Westphalie avec 400 cavaliers du régiment des husards de Brandebourg. Mais le roi de Prusse, intimidé par les menaces de Napoléon, déclara Schill déserteur et rebelle. Le hardi chef de partisans, repoussé dans une tentative sur Magdebourg, et rejeté sur Stralsund, y fut attaqué par les Hollandais et les Danois. Les 6,000 hommes que Schill était parvenu à réunir furent taillés en pièces. Après avoir tué de sa main le général hollandais Carteret, Schill lui-même tomba mort, frappé de deux coups de feu (31 mai).

Bataille de Wagram (6 juillet). — Après la bataille d'Essling, l'armée française resta quarante jours sur la défensive dans l'île Lobau et sur la rive droite du Danube. L'île fut convertie en un camp retranché formidable. Elle fut réunie à la rive droite par un pont sur pilotis et un pont de bateaux d'une solidité éprouvée. Une flottille fut organisée et manœuvrée sur le Danube par les marins de la garde. Des renforts arrivèrent de France; les

Saxons, restés en arrière sous Bernadotte, rejoignirent l'empereur. L'armée d'Italie, conduite par Eugène et Macdonald, ainsi que l'armée d'Illyrie, conduite par Marmont, se réunirent également à la grande armée sous les murs de Vienne. Elles avaient traversé le sud-ouest de l'empire d'Autriche en refoulant l'archiduc Jean, qui fut vaincu le 14 juin à la bataille de *Raab*, sur la rivière du même nom, et rejeté à l'est dans la Hongrie.

Les Autrichiens s'imaginaient que Napoléon, comme avant la bataille d'Essling, déboucherait de l'île Lobau sur la rive gauche du Danube, entre Aspern et Essling. Aussi l'archiduc Charles avait-il accumulé sur ce point de grandes forces. L'empereur, trompant l'ennemi, exécuta le passage à l'extrémité orientale de l'île, à droite de la petite ville d'Enzersdorf. Les ponts furent jetés dans la nuit du 4 au 5 juillet, sous la protection d'une effroyable canonnade qui réduisit en cendres Enzersdorf, pendant que le bruit du tonnerre et de la grêle se mêlait aux détonations de l'artillerie. Le 5 juillet, 150,000 Français parmi lesquels 26,000 cavaliers et 12,000 artilleurs servant 550 bouches à feu, se trouvaient transportés sur la rive gauche du Danube, refoulant les Autrichiens à travers la vaste plaine de *Marchfeld*, vers le plateau de Wagram.

Le lendemain 6, à la pointe du jour, s'engagea une bataille décisive. L'armée autrichienne comptait environ 140,000 hommes. Sa gauche occupait, parallèlement au Danube, un vaste plateau couvert de front par le ruisseau de *Russbach*, de *Neusiedel* à l'est, à *Wagram* à l'ouest. Son centre s'étendait de Wagram vers *Aderklaa*, et sa droite d'*Aderklaa* au Danube. Cette armée formait ainsi un angle presque droit, dont le sommet était à Wagram. Le plan de l'archiduc était de prendre l'offensive avec sa droite, d'enfoncer la gauche des Français, de tourner leur armée et de venir derrière elle enlever les ponts qui la mettaient en communication avec l'île Lobau.

Au début de l'action, Napoléon laisse l'ennemi prononcer son attaque. Assaillis par des forces supérieures, à gauche Masséna, dans la direction du fleuve, au centre Bernadotte et les Saxons, en face d'*Aderklaa*, perdent du terrain. L'empereur réunit aussitôt en une seule batterie 100 pièces de canon sous la direction de Drouot. Quand le centre ennemi est ébranlé par ce feu terrible, Napoléon le fait aborder par Macdonald, à la tête de l'armée d'Italie, et par les cuirassiers de Nansouty. Devant cette attaque impétueuse, le centre autrichien abandonne *Aderklaa*. À l'autre extrémité du champ de bataille, Davout avec notre

droite franchit le *Russbach* et prend à revers la gauche de l'archiduc vers *Neusiedel*, tandis qu'Oudinot l'aborde de front vers *Wagram*. L'ennemi cède sur tous les points. À quatre heures après midi il est en pleine retraite. Cette journée avait coûté à l'Autriche 30,000 hommes tués, blessés ou captifs ; à la France 18,000, parmi lesquels le général Lasalle.

Paix de Vienne (14 octobre 1809). — Poursuivi l'épée dans les reins sur la route de Bohême, l'archiduc Charles demanda et obtint l'armistice de *Znaïm* (11 juillet). Des négociations pour la paix s'ouvrirent. Pendant leur durée, l'empereur, revenu au château de *Schcenbrünn*, près de Vienne, nomma Davout prince d'*Eckmühl*, Masséna prince d'*Essling*, Berthier prince de *Wagram*. Macdonald, Oudinot, Marmont devinrent maréchaux de France.

Le traité de Vienne fut signé le 14 octobre 1809. L'Autriche abandonnait : au nord-est, *Cracovie* et la *Galicie*, qui furent réunies au grand-duché de Varsovie, à l'exception de la partie orientale donnée aux Russes ; à l'ouest, le pays de *Salzbourg* et *Braunau*, qui fut adjoint à la Bavière ; au sud-ouest, *Goritz*, *Trieste*, *Villach*, le reste de l'*Istrie*, la *Carniole*, le littoral hongrois, une partie de la *Croatie*. Ces diverses régions, avec la Dalmatie et la portion de l'*Istrie* acquise en 1805, formèrent, sous le nom de provinces illyriennes, un gouvernement spécial confié au maréchal Marmont. La Save devait servir de limite entre les deux empires. L'Autriche cessait d'être une puissance maritime, elle perdait 3,500,000 habitants. Vienne se trouvait désormais à quarante lieues de la frontière. Des articles secrets stipulaient le paiement de 85 millions de francs ; l'armée autrichienne devait être réduite de moitié.

Deux jours avant la signature du traité, un étudiant saxon de dix-huit ans, Frédéric Stabs, avait essayé de poignarder Napoléon au milieu de sa garde, à *Schcenbrünn*. Stabs fut fusillé. En tombant sous les balles, il s'écria : « Vive la liberté ! vive la Germanie ! » À la même époque le jeune duc de Brunswick, traversant l'Allemagne avec une bande d'insurgés pour aller rejoindre les Anglais à *Flessingue*, à son passage à Brunswick, refusait d'entrer dans le palais de ses pères et couchait sur le rempart, la tête appuyée sur le gazon. De leur côté, les Tyroliens, avant de retomber sous la domination bavaroise, soutinrent une lutte acharnée contre le maréchal Lefèvre et le général Rusca. Leur chef, l'aubergiste André Hoëfer, traqué dans les montagnes et arrêté au milieu des neiges, fut conduit à

Mantoue, condamné par un conseil de guerre et fusillé. Le Tyrol italien fut distrait de la Bavière et réuni au royaume d'Italie. Comme dédommagement, le roi de Bavière reçut Ratisbonne.

Tentative des Anglais sur l'île de Walcheren (août-décembre 1809). — Pendant la campagne de 1809, les Anglais avaient tenté sur les côtes de France plusieurs diversions. Au mois d'avril, l'amiral A. Cochrane, à l'aide de fusées à la congère, brûla 4 vaisseaux dans la rade de l'île d'Aix, mais sans pouvoir empêcher le reste de l'escadre de gagner Rochefort. Le 29 juillet, une flotte anglaise de 22 vaisseaux de ligne, 420 bâtiments de guerre de toute grandeur, et 400 navires de transport parut à l'embouchure de l'Escaut. Elle portait 35,000 soldats sous les ordres de lord Chatham. Les Anglais voulaient débarquer dans l'île de Walcheren, prendre Flessingue et ensuite remonter l'Escaut pour détruire la flotte d'Anvers. Après une résistance de quinze jours, le général Monnet, gouverneur de Flessingue, capitula (16 août). Toutefois les succès des Anglais s'arrêtèrent là. En l'absence de l'empereur, le conseil des ministres avait décrété la mobilisation de 30,000 gardes nationaux des départements du Nord. Les troupes françaises ou bataves accoururent à la défense d'Anvers. L'armée anglaise, assaillie par les pluies d'automne, au milieu des terrains marécageux de Walcheren, fut décimée par les maladies. Bloqués dans cette île, les Anglais l'évacuèrent (décembre 1809).

Rupture de Napoléon avec le pape. — Nous avons déjà vu que Rome avait été réunie à l'empire. La rupture avec le pape fut une suite du blocus continental. Pie VII^e s'était montré aussi favorable que possible à l'empereur : il était venu le sacrer à Paris. Mais il ne pouvait, pour lui faire plaisir, ruiner ses sujets en leur interdisant le commerce avec l'Angleterre. « Le vicaire de Dieu, disait-il, doit conserver la paix avec tous, sans distinction de catholiques et d'hérétiques. » La dispute s'envenima. Ancône fut occupée par les Français. « Votre Sain-

1. Depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, le siège pontifical a été occupé par Clément XI, 1700-1721; Innocent XIII, 1721-1724; Benoît XIII, 1724-1730; Clément XII, 1730-1740; Benoît XIV, 1740-1758; Clément XIII, 1758-1769; Pie VI, 1775-1799; Pie VII, 1800-1823; Léon XII, 1823-1829; Pie VIII, 1829-1830; Grégoire XVI, 1831-1846; Pie IX, 1846-1878; Léon XIII, 1878.

teté, écrivait Napoléon, est souveraine de Rome, mais j'en suis l'empereur. » Le pape ayant protesté contre cette prétention, Rome fut occupée par les troupes françaises, les trois provinces d'Urbino, d'Ancône et de Camérino réunies au royaume d'Italie, sous les noms de départements du *Metauro*, du *Musone*, du *Tronto*. Par l'ordre de l'empereur, le général Miollis fit enlever de Rome par ses gendarmes et reconduire à la frontière tous les cardinaux qui n'étaient pas né sujets romains (2 février 1808). Le 2 avril 1808, par un décret daté de Saint-Cloud, Rome et son territoire étaient réunis définitivement à l'empire et devaient former deux départements. Le pape répondit à cet acte par une bulle d'excommunication. Napoléon le fit alors enlever de Rome par le général Miollis et transporter captif à Savone, puis à Fontainebleau. Dès lors, Napoléon apparaissait aux catholiques comme le persécuteur du chef suprême de leur religion, d'un vieillard désarmé.

Mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise (1^{er} avril 1810). Naissance du roi de Rome (20 mars 1811). — Cependant Napoléon était sur le point de contracter une nouvelle union. L'impératrice Joséphine, avec laquelle il était marié depuis treize ans, et qui était plus âgée que lui, ne lui avait pas donné d'enfant. L'empereur désirait avoir un fils; il ambitionnait l'alliance d'une des vieilles dynasties européennes, des Romanow ou des Habsbourg. Il se figurait ainsi obtenir droit de cité dans la famille des rois. Dès l'époque de l'entrevue d'Erfurth, il avait chargé M. de Talleyrand de faire des ouvertures au czar pour obtenir de lui la main de sa sœur, la grande-duchesse Catherine. Tout en affectant d'être très flatté de la proposition, Alexandre fit une réponse évasive, et alléguait la nécessité de fléchir l'opposition de sa mère, ennemie décidée de l'influence française et souveraine absolue dans sa famille. »

Rebuté de ce côté, l'empereur demanda la main d'une princesse autrichienne. Il venait de divorcer avec Joséphine¹. Le 4 mars 1810, Berthier épousa, au nom de Napoléon, l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, fille de l'empereur François. Le 4^{er} avril 1810, le mariage fut célébré au château de Saint-Cloud².

1. Après son divorce avec l'empereur, Joséphine obtint pour la durée de sa vie la jouissance de la *Malmaison*. Elle mourut en 1814.

2. Les fêtes qui accompagnèrent ce mariage furent signalées par un accident terrible. Un incendie éclata pendant un bal dans l'hôtel du prince de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche, et plusieurs personnes périrent étouffées.

Le 20 mars de l'année suivante, Marie-Louise donna le jour à un fils, qui reçut le nom de *Roi de Rome*, et le lendemain matin cent un coups de canon annoncèrent à la population de Paris que Napoléon avait un héritier.

A cette époque, Napoléon n'était plus en lutte qu'avec l'Espagne et l'Angleterre. Néanmoins le commerce languissait, l'agriculture souffrait du manque de bras ; la récolte de 1811 fut mauvaise, à l'exception des vins, qui sont restés longtemps célèbres sous le nom de *vins de la comète* (une comète s'était montrée sur l'horizon de Paris aux mois de septembre et octobre). L'empire comptait alors 44 millions d'habitants. Le reste de l'Europe était gouverné par les vassaux et les alliés de Napoléon. Il semblait que le moment de s'arrêter dans sa carrière de conquêtes et d'adopter une politique moins violente fût venu pour Napoléon. Ce moment ne devait jamais venir.

Réunion à l'empire de la Hollande et des villes hanséatiques (juillet 1810-avril 1811). — Ceux qui avaient pu concevoir un instant cette espérance ne tardèrent pas à être dé trompés. Le 13 décembre 1810, une levée de 160,000 conscrits avait été décrétée ; une autre, de 120,000 hommes, eut lieu au mois de décembre 1811. Pendant ces deux années, le désir de fermer toutes les côtes de l'Europe au commerce anglais avait entraîné l'empereur à de nouvelles violations du droit des gens. La Hollande avait pour roi Louis Bonaparte, que Napoléon avait marié avec Hortense Beauharnais, fille de l'impératrice Joséphine. L'empereur reprochait à son frère de ne pas faire exécuter avec une sévérité suffisante le blocus continental, qui ruinait ses sujets. Napoléon ayant, aux mois de mars, avril et mai 1810, distrahit de la Hollande, pour les réunir à l'empire français, le Brabant et les îles de Zélande, Louis ne voulut pas conserver un royaume ainsi amoindri. Il abdiqua le 3 juillet, et ses États furent annexés à la France (9 juillet). Quelques mois plus tard, le grand-duché d'Oldenbourg et les villes hanséatiques, Brême, Hambourg, Lübeck, furent réunies à l'empire. De la sorte, Napoléon était maître des bouches du Weser et de l'Elbe. Les côtes de l'empire s'étendaient sans interruption de Bayonne jusqu'à la mer Baltique (avril 1811).

Une révolution favorable à la politique de Napoléon s'était

On tira de ce malheur des présages funestes : il fut comparé à la catastrophe de la place Louis XV, lors du feu d'artifice tiré à l'occasion du mariage du dauphin (plus tard Louis XVI), avec une autre princesse autrichienne, Marie-Antoinette.

opérée à Stockholm le 13 mars 1809. Les Suédois étaient irrités de l'alliance de Gustave IV avec l'Angleterre, qui leur avait coûté la Poméranie, occupée par les Français, et la Finlande, conquise par les Russes. Retenu prisonnier par ses sujets, Gustave IV abdiqua. La diète proclama roi son oncle, le vieux duc de Sudermanie, sous le nom de Charles XIII (5 juin 1809). N'ayant pas d'héritier, le nouveau souverain adopta le maréchal Bernadotte¹, prince de Ponte-Corvo, qui avait épousé une demoiselle Clary, de Marseille, belle-sœur de Joseph Bonaparte, roi d'Espagne. La Suède adhéra au blocus continental et déclara la guerre aux Anglais (17 novembre 1810).

Toutefois ces alliances obtenues par l'empereur étaient fragiles. Il ne pouvait compter sur leur solidité, si le temps des revers arrivait pour lui.

Campagne de 1809 en Espagne. — Ce temps était déjà venu en Espagne. Depuis 1809 les lieutenants de Napoléon luttaient dans la péninsule contre les insurgés espagnols, soutenus par l'armée anglaise. La mésintelligence des généraux français, l'héroïque résistance des Espagnols, la ténacité des troupes anglaises, l'énergie et le sang-froid de leur chef, sir Arthur Wellesley, la difficulté des lieux, la stérilité d'un sol hérissé de montagnes, la chaleur du climat, rendaient inutiles les efforts de nos armées.

A son départ d'Espagne, l'empereur y avait laissé le roi Joseph avec le maréchal Jourdan pour major général, et Soult, Ney, Victor, Moncey, Gouvion-Saint-Cyr, Sébastiani, pour commander les diverses armées françaises.

En Catalogne, Gouvion-Saint-Cyr prit *Roses* (4 décembre 1808) et gagna les batailles de *Cardedeu* (15 décembre 1808) et de *Molins del Rey* (21 décembre 1808) sur Vivès et Reding. Dans la partie occidentale de la péninsule, au mois de mars 1809, Soult, maître de la Corogne, du Ferrol et de Vigo, envahit le Portugal par le nord. Il franchit le Minho, le Douro, et s'empara d'Oporto (29 mars). Parvenu là, le général français, qui voulait se faire nommer roi de Lusitanie, se laissa surprendre par sir Arthur Wellesley, et fut obligé de sortir du Portugal. Pendant ce temps Victor avait battu l'armée espagnole de La Cuesta à *Medellin* sur la Guadiana, en Estrémadure (28 mars), et Sébastiani celle de Venegas à *Ciudad-Réal*, plus à l'est et au sud du

1. Bernadotte devint roi de Suède en 1818, sous le nom de Charles-Jean XIV. Il était né à Pau en 1764.

même fleuve. Mais Wellesley, débarrassé de Soult, vint au secours des Espagnols avec l'armée anglo-portugaise, et tous ensemble marchèrent sur Madrid. La sanglante et peu décisive bataille de *Talavera*, au confluent de l'Alberche et du Tage, les arrêta (26-27 juillet), Wellesley, craignant que le maréchal Soult, qui accourait du nord, ne vint déboucher sur ses derrières, battit en retraite vers le Portugal. Les Espagnols, restés à son arrière-garde, furent culbutés par Mortier, Soult et Victor à *Puente del Arzobispo* (6 août). De son côté Sébastiani vainquit Venegas à la bataille d'*Almonacid*, au sud de Tolède (11 août).

Moins de trois mois après les Espagnols reprirent l'offensive; 60 000 hommes réunis en Andalousie sous les ordres de Venegas et de La Cuesta menacèrent Madrid par le sud, tandis qu'une autre armée conduite par le duc d'El Parque s'avancait par le nord-ouest et s'emparait de Salamanque. Soult vainquit Venegas et La Cuesta dans la plaine d'*Ocana*, à deux lieues au sud d'Aranjuez et du Tage. Kellermann gagna sur le duc d'El Parque la bataille d'*Alba de Tormés*, au sud de Salamanque, et le rejeta en Portugal (19-28 novembre 1809).

Masséna échoue en Portugal devant les lignes de *Torrès-Védras* contre Wellington (octobre 1810-mars 1811). — L'année suivante, après la paix de Vienne, Napoléon envoya en Espagne de nombreux renforts. Le 20 janvier 1810, le maréchal Soult, accompagné du roi Joseph, et ayant pour lieutenants Victor, Mortier, Sébastiani, traversa la Sierra-Morena au col de Despena-Perros avec 50,000 hommes. En deux mois l'Andalousie fut conquise de Séville à Grenade et Malaga. Le 5 février, on fut en vue de Cadix, où la junte suprême d'Espagne s'était réfugiée, et où elle fut assiégée.

À la même époque, Masséna prenait l'offensive dans l'ouest. 72,000 hommes, commandés, sous ses ordres, par Ney, Junot, Reynier, Drouet d'Erlon, s'étaient rassemblés au sud du Douro, à Salamanque. Réunis à la fin de mai, ils marchèrent sur le Portugal au commencement de juin. Le 40 juillet ils prirent *Ciudad-Rodrigo*, sur l'*Agueda*, après une longue résistance. Le 28 août, *Almeida*, sur la Coa, ouvrit ses portes. Le 18 septembre l'armée franchit le Mondego. Elle fut repoussée, le 27, à la bataille de *Busaco*. Ne pouvant forcer de front la position des Anglo-Portugais, Masséna la tourne. Le 4^{er} octobre il entra à Coïmbre. Les Anglais détruisaient tout dans leur retraite, afin de ne laisser aux envahisseurs qu'un désert sans ressources.

Enfin, le 12 octobre, ils s'arrêtèrent derrière les lignes de *Torrès-Védras*.

Elles étaient formées par trois séries de retranchements formidables qui s'étendaient depuis *Alhandra*, à droite, au nord-est de Lisbonne, vers l'embouchure du Tage, jusqu'à l'océan Atlantique, à gauche, vers l'ouest, près de *Torrès-Védras*. Il y avait là 152 redoutes armées de 700 canons, et défendues par près de 400,000 hommes, Anglais, Portugais, Espagnols sous les ordres du duc de Wellington. Protégé de trois côtés par la mer, dont la flotte britannique était maîtresse, et ayant à dos, pour s'approvisionner, la ville de Lisbonne, Wellington se croyait avec raison inattaquable. Pendant cinq mois, Masséna resta immobile en face de ces positions, la gauche à Santarem sur le Tage, la droite vers la mer (octobre 1810-février 1811). Il attendait, pour aborder l'ennemi, que Soult victorieux en Andalousie arrivât de la Guadiana sur le Tage. Mais ce maréchal, après s'être emparé d'*Olivenza*, se contenta de battre les Espagnols sur la *Gevara* et de prendre *Badajoz*. Il ne voulut ou ne put s'avancer davantage à l'ouest. Il avait à garder un espace considérable, et le siège de Cadix, que Victor pouvait seulement canonner du rivage, n'avancait pas.

Trop faible pour attaquer seul les lignes de *Torrès-Védras*, Masséna était mal obéi par ses lieutenants Ney, Reynier et Junot. Il maintenait avec peine ses communications avec Madrid; ses soldats manquaient de tout dans ce pays aride et dévasté. Désespérant enfin de recevoir des renforts, le 5 mars 1811, il battit en retraite, suivi pas à pas par les Anglais. Battu à *Redinha* (12 mars), à *Sabugal* (3 avril), il livra bataille à Wellington pour ravitailler Almeida, et fut repoussé à *Fuentes-de-Onoro* (3 mai). La garnison d'*Almeida*, commandée par le général Brenier, dut évacuer cette place, après en avoir fait sauter les fortifications, et s'ouvrir un passage pendant la nuit au milieu des troupes anglaises, pour rejoindre l'armée (40 mai). Trois jours auparavant, le maréchal Marmont avait remplacé Masséna disgracié par l'empereur mécontent de son insuccès en Portugal.

Marmont vint au secours de Soult, qui, menacé sur son flanc droit par les Anglo-Portugais sous les ordres de Beresford, avait vainement essayé de les chasser de l'Estrémadure, et perdu contre eux la bataille d'*Albuera*, au sud de la Guadiana

1. Reynier, né à Lausanne en 1771, mort en 1815.

(3 mai). L'approche des deux armées françaises, entre lesquelles il craignit de se trouver pris, obligea Beresford à la retraite. Il leva le siège de *Badajoz* (sur la Guadiana). Cette place, défendue par le général Philippon, avait opposé pendant deux mois aux assauts des Anglais une résistance héroïque (3 mai-12 juin.)

Conquête de la Catalogne et de Valence par Suchet (1810-1812). — Les Français étaient plus heureux dans l'Espagne orientale : en Catalogne, Suchet répara l'échec d'*Alcaniz* (23 mai 1809) par deux victoires à *Maria* et *Belchite* sur Blake (14-17 juin 1809). Gouvion-Saint-Cyr mit le siège devant *Gironne*. Cette ville, opiniâtement défendue pendant sept mois par don Alvarez de Castro, ouvrit ses portes au maréchal Augereau, successeur de Gouvion-Saint-Cyr disgracié par l'empereur (11 décembre 1809). Les Français prirent ensuite *Ripoll* (15 décembre 1809), *Hostarich* et *Lérida* (12-14 mai 1810), *Méquinzenza* (8 juin 1810) et *Tortose*, à l'embouchure de l'Ebre (2 janvier 1811).

Pendant l'année 1811, Suchet prit d'assaut l'importante place de *Tarragone* (2 mai-28 juin), entre Barcelone et Tortose. Nommé maréchal de France à la suite de cette victoire, il envahit le royaume de Valence, gagna sur Blake la bataille de *Sagonte* (25 octobre 1811) et prit *Valence* par capitulation, après un mois de siège (10 janvier 1812). Cette capitulation livra à Suchet 18,249 prisonniers, parmi lesquels 898 officiers, dont 23 généraux, avec le capitaine général Blake.

Néanmoins les succès obtenus dans l'est ne pouvaient compenser l'échec éprouvé par les Français dans la campagne de Portugal ; l'Andalousie n'était pas soumise. Des soulèvements éclataient constamment sur tous les points de la péninsule à la voix des guerilleros Mina, Villacampa, El Empecinado, Porlier, et l'attention de Napoléon allait être définitivement détournée de l'Espagne par une dernière entreprise, plus gigantesque et plus imprudente que toutes les autres : l'invasion de la Russie.

1. Suchet (Louis-Gabriel) était né à Lyon le 2 mars 1772. Volontaire en 1792, il était l'année suivante chef de bataillon au siège de Toulon, où il fit prisonnier le général en chef anglais O'Hara. De 1794 à 1801, il se distingua aux armées d'Italie et d'Helvétie sous les ordres de Brune et de Masséna. Plus tard il prit une part brillante aux victoires d'Ansterlitz et d'Iéna. C'est en récompense de la conquête de Valence qu'il fut nommé duc d'Albuféra (Albuféra est un lac, ou plutôt une lagune au sud de Valence). Il mourut en 1826.

CHAPITRE XII.

La France et l'Europe en 1811.

L'Europe en 1811. La France prépondérante en Occident. — Royaume d'Italie. — États alliés de Napoléon. Confédération du Rhin. — La Russie prépondérante en Orient. — Les Anglais maîtres de la mer. — Puissance apparente de Napoléon. — Peu de solidité de ses conquêtes. — Politique intérieure. Suppression du tribunalat. — Noblesse nouvelle. — L'administration sous l'Empire. Travaux publics, Industrie et commerce.

Les lettres sous l'Empire. Delille, Andrieux, M. J. Chénier. — Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, M^{me} de Staël. — Les sciences nouvelles. Applications industrielles de la science. Laplace, Monge, Curvier, Lebon, Philippe de Girard, Fulton, Watt. — Médecine. Bichat, Broussais, Pinel, Gall, Corvisart, Sabatier, Larrey, Desgenettes. — Les beaux-arts. Peinture et sculpture. David, Gros, Gérard, Girodet, Prudhon, Isabey, Canova. — Musique. Mozart, Haydn, Weber, Beethoven, Chérubini, Gossec, Méhul, Lesueur.

L'Europe en 1811. La France prépondérante en Occident¹. — Le décret du 15 janvier 1790 avait divisé la France en 83 départements, les mêmes qu'aujourd'hui, sauf un petit nombre d'exceptions. Avignon et le Comtat-Venaissin n'étaient pas encore français. Les départements actuels du Rhône et de la Loire n'en formaient qu'un, sous le nom de *Rhône-et-Loire* (Lyon) ; ils furent séparés en 1793. Le département de *Tarn-et-Garonne* (Montauban) n'existait pas ; il fut créé en 1808 avec deux cantons distraits des départements du Lot, de la Haute-Garonne, de Lot-et-Garonne, du Gers et de l'Aveyron. La Corse forma deux départements de 1793 à 1811 : le *Golo* (Bastia) et le *Liamone* (Ajaccio). L'ancien évêché de Bâle forma le département de *Mont-Terrible* (Porentruy) de 1793 à 1800 ; il fut ensuite réuni au Haut-Rhin.

De 1790 à 1795, 3 départements nouveaux furent créés : le *Mont-Blanc* (Chambéry), les *Alpes-Maritimes* (Nice) et la *Vaucluse* (Avignon). De 1795 à 1811, l'étendue du territoire français fut presque doublée par les acquisitions dues aux traités de Bâle, de Campo-Formio, de Lunéville, de Presbourg, de Tilsit et de Vienne. Non seulement la France avait atteint ses limites naturelles, mais de toutes parts elle débordait hors de ses frontières, au delà des Alpes et du Rhin ; une partie de l'Italie, la Hollande, les bouches du Weser et de l'Elbe, lui

1. Consulter, dans l'Atlas de M. Chevallier, l'excellente carte de France et Europe occidentales de 1789 à 1811.

appartenaient. Tous ces pays formaient 42 départements. C'était au nord : la *Sarre* (Trèves), le *Mont-Tonnerre* (Mayence), le *Rhin-et-Moselle* (Coblentz), la *Roër* (Aix-la-Chapelle), les *Forêts* (Luxembourg), *Sambre-et-Meuse* (Namur), l'*Ourthe* (Liège), la *Meuse-Inférieure* (Maëstricht), *Jemmapes* (Mons), la *Lys* (Bruges), l'*Escaut* (Gand), la *Dyle* (Bruxelles), les *Deux-Nèthes* (Anvers), les *Bouches-de-l'Escaut* (Middelbourg), les *Bouches-du-Rhin* (Bois-le-Duc), les *Bouches-de-la-Meuse* (La Haye), le *Zuyderzée* (Amsterdam), l'*Yssel supérieur* (Arnheim), les *Bouches-de-l'Yssel* (Zwolle), la *Frise* (Leeuwarden), l'*Ems occidental* (Groningue), l'*Ems oriental* (Aurich), la *Lippe* (Munster), l'*Ems supérieur* (Osnabrück), les *Bouches-du-Weser* (Brême), les *Bouches-de-l'Elbe* (Hambourg); à l'est et au midi : le *Léman* (Genève), le *Simplon* (Sion), la *Doire* (Ivrée), la *Sésia* (Verceil), le *Pô* (Turin), *Marengo* (Alexandrie), la *Stura* (Coni), *Montenotte* (Savone), *Gènes* (Gênes), les *Apenins* (Chiavari), le *Taro* (Parme), l'*Arno* (Florence), la *Méditerranée* (Livourne), l'*Ombro*ne (Sienne), *Trasimène* (Spolète), *Rome* (Rome).

Royaume d'Italie. — Ainsi la France comptait 130 départements en 1841. Ce n'est pas tout : le royaume d'Italie, bien que formant de nom un État séparé, avait pour roi Napoléon¹. Il comprenait 24 départements : l'*Olon*a (Milan), l'*Agogna* (Novare), le *Lario* (Côme), l'*Adda* (Sondrio), le *Haut-Pô* (Crémone), le *Serio* (Bergame), la *Mella* (Brescia), le *Mincio* (Mantoue), le *Crostolo* (Reggio), le *Panaro* (Modène), le *Bas-Pô* (Ferrare), le *Reno* (Bologne), le *Rubicon* (Forlì), la *Piave* (Bellune), le *Passariano* (Udine), le *Tagliamento* (Trévise), l'*Adriatique* (Venise), le *Bacchiglione* (Vicence), l'*Adige* (Vérone), la *Brenta* (Padoue), le *Metauro* (Ancône), le *Musone* (Macerata), le *Tronto* (Fermo), le *Haut-Adige* (Trente). Ajoutons-y les 7 provinces illyriennes : *Carinthie*, *Carniole*, *Istrie*, *Dalmatie*, *Raguse* et *Cattaro*, *Croatie civile*, *Croatie militaire*. Joignons-y encore les îles *Ioniennes*.

États alliés de Napoléon. Confédération du Rhin. — Nommons maintenant les États appartenant aux parents ou alliés de l'empereur : l'*Espagne*, sur laquelle régnait son frère le roi Joseph; *Naples*, appartenant à son beau-frère Joachim Murat; *Lucques* et *Piombino*, à sa sœur Élisabeth; *Guastalla*, à son autre sœur Pauline Borghèse.

1. Il était gouverné en son nom par son beau-fils, le vice-roi Eugène Beauharnais, qui résidait à Milan.

La *République Helvétique* était soumise à la médiation de l'empereur. La *Confédération du Rhin*, placée sous son protectorat, et dont le grand-duc de Francfort était le président sous le titre du *prince primat*, comprenait 24 États, parmi lesquels 4 royaumes : la *Westphalie*, formée de la Hesse-Cassel et d'une partie du Hanovre, avec Cassel pour capitale, et appartenant à Jérôme Bonaparte, le plus jeune des frères de Napoléon; la *Bavière*, agrandie d'une partie de la Haute-Autriche et du Tyrol; le *Wurtemberg*, augmenté des possessions autrichiennes de Souabe; le royaume de *Saxe*, dont le souverain avait reçu le *grand-duché de Varsovie*, formé des possessions enlevées à la Prusse en Pologne, auxquelles on avait ajouté une partie de la Galicie, enlevée à l'Autriche.

La confédération du Rhin était administrée par une diète comptant 24 voix ainsi réparties :

- | | | |
|--|-------|---|
| 1. Le grand-duc de Francfort. | 16. { | Le prince d'Anhalt-Bernbourg. |
| 2. Le roi de Bavière. | | Le prince d'Anhalt-Cœthen. |
| 3. Le roi de Wurtemberg. | 17. { | Le prince d'Anhalt-Dessau. |
| 4. Le roi de Saxe. | | Le prince de Lippe-Deimold. |
| 5. Le roi de Westphalie. | 18. { | Le prince de Lippe-Schaumbourg. |
| 6. Le grand-duc de Bade. | | Le duc de Mecklembourg-Strélitz. |
| 7. Le grand-duc de Berg et de Clèves. | 19. { | Le duc de Mecklembourg-Schwérin. |
| 8. Le grand-duc de Hesse-Darmstadt. | | Le prince de Reuss-Ebersdorf. |
| 9. Le grand-duc de Wurtemberg. | 20. { | Le prince de Reuss-Greiz. |
| { Le prince de Nassau-Usingen. | | Le prince de Reuss-Lobenstein. |
| 10. { Le prince de Nassau-Weilbourg. | 21. { | Le prince de Reuss-Schleitz. |
| { Le prince de Hohenzollern-Hechingen. | | Le prince de Schwartzbourg-Rudolstadt. |
| 11. { Le prince de Hohenzollern-Sigmaringen. | 22. { | Le prince de Schwartzbourg-Sondershausen. |
| 12. Le prince d'Isenbourg-Birstein. | | Le prince de Waldeck. |
| 13. Le prince de Lichtenstein. | 23. { | Le duc de Saxe-Gotha. |
| 14. Le prince de la Layen. | | Le duc de Saxe-Weimar. |
| 15. { | 24. { | Le duc de Saxe-Meiningen. |
| | | Le duc de Saxe-Hildburghausen. |
| { Le duc de Saxe-Cobourg-Saalfeld. | | |

Avant 1810, il y avait encore le prince de Lübeck, duc de Holstein-Oldenbourg, dont les États furent à cette époque réunis à l'empire français.

Parmi les États dépendant de Napoléon, citons encore la ville libre de *Dantzick*, à l'embouchure de la Vistule, occupée par les Français. Enfin le Danemark, depuis 1807, la Suède, depuis 1810, étaient au nombre des alliés de l'empereur.

La Russie prépondérante en Orient. — A l'autre extrémité du continent, l'empire du successeur de Pierre le Grand et de Catherine II, Alexandre, grandissait tous les jours. « Il ne faut pas, avait dit Napoléon à Tilsitt, que les belles Russes entendent de leurs palais de Pétersbourg le canon suédois. » Et Alexandre avait enlevé à la Suède toute la Finlande, avec les villes de Svéaborg, Helsingfors, Abo, Nystad, Uléaborg, Tornéa, Wasa, Tavastehus et les îles d'Aland. Ainsi la Russie à l'ouest possédait tout l'orient de la Baltique ; au nord, elle était baignée par la mer Blanche et l'océan Glacial. Du côté de l'Europe, elle était séparée du grand-duché de Varsovie par le Niémen et le Boug, affluent de la Vistule ; elle avait reçu deux districts de la *Galicie orientale*, enlevés à l'Autriche en 1809. Au sud, elle débordait au delà du Dniester. Ses armées occupaient la *Bessarabie*, la *Moldavie*, la *Valachie*, c'est-à-dire les bouches du Danube. Le czar espérait être bientôt maître des Balkans, de Constantinople peut-être, Constantinople, la clef de la Méditerranée et de la mer Noire, la grande route d'Europe en Asie, dont le possesseur serait, au dire de Napoléon, le vrai maître du monde. Entre la mer Caspienne et la mer Noire, la Russie atteignait le pied du Caucase ; déjà, au sud des montagnes, elle occupait Tiflis et la Géorgie.

Au centre de l'Europe, il n'y avait plus que des États secondaires, pressés par la Russie à l'est et la France à l'ouest. La *Turquie* en 1806 avait été sauvée d'une invasion anglaise par l'ambassadeur français Sébastiani ; mais à Tilsitt Napoléon avait abandonné les Turcs aux coups de l'empereur de Russie, à qui ils semblaient hors d'état de résister.

L'Autriche, tant de fois vaincue, dépouillée de l'Italie, du Tyrol, de la Souabe, de l'Illyrie, de la Galicie, éloignée de la mer, en était réduite à l'archiduché d'Autriche, la Bohême, la Moravie, la Hongrie, la Transylvanie, la Styrie et les confins militaires.

Plus amoindrie encore, la Prusse avait perdu Dantzick, Posen, Varsovie et Magdebourg, c'est-à-dire toutes ses provinces polonaises et tout ce qu'elle possédait à la gauche de l'Elbe. Elle ne conservait plus que la Poméranie orientale, la Prusse proprement dite, le Brandebourg et la Silésie.

Les Anglais maîtres de la mer. — Si le continent appartenait à deux maîtres, la mer était soumise à un seul : les Anglais y régnaient sans partage. Abrisés par le pas de Calais, ils bravaient les menaces de l'empereur. Londres et la Tamise, protégés

gées par les flottes de Nelson, et depuis sa mort par celles de Collingwood, de Parker, de Keith, semblaient oublier que la France était maîtresse des bouches de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, et qu'on travaillait sans cesse dans les chantiers du Texel, d'Helvoetsluys, de Flessingue, d'Anvers, de Boulogne, de Cherbourg, de Brest et de Lorient. Avec ses 495 vaisseaux de ligne, ses 250 frégates, l'Angleterre bloquait les côtes du grand empire. De Jersey, de Guernesey et d'Aurigny, elle tenait en échec Brest et Cherbourg ; d'Héligoland, elle observait Hambourg et faisait avec l'Allemagne un immense commerce de contrebande ; dans la Méditerranée elle était maîtresse de Malte ; elle occupait la Sicile pour y soutenir les Bourbons ; elle aidait le roi de Piémont à conserver la Sardaigne. En Espagne, elle tenait Gibraltar. Le Portugal et le reste de la péninsule n'étaient qu'un champ de bataille sur lequel les armées de Wellington luttaient contre les lieutenants de Napoléon. Aux colonies, les Anglais avaient saisi ou allaient saisir toutes les colonies françaises et la plupart des colonies hollandaises. Malgré le poids croissant de la dette, le ministère britannique refusait toujours de traiter avec Napoléon. La lutte ne pouvait finir que par l'extermination de l'un des deux adversaires.

Puissance apparente de Napoléon. — Jamais, depuis Charlemagne et les Romains, on n'avait vu un peuple et un homme monter si haut. Après Iéna, les soldats du maréchal Lannes criaient : « Vive l'empereur d'Occident ! » La fille des Habsbourg avait donné sa main au soldat couronné qui comptait Rome, Turin, Amsterdam et Hambourg au nombre de ses chefs-lieux de préfecture. « Les Bourbons avaient été chassés de trois trônes ; la maison de Savoie était réduite à la Sardaigne, celle de Naples à la Sicile, celle de Bragançe au Brésil, celles d'Orange, de Hesse, de Brunswick, entièrement dépossédées ; il n'y avait plus de duchés de Parme, de Modène, de Toscane ; plus de républiques de Gènes, de Venise, de Hollande ; plus d'empire germanique, plus d'États de l'Église... l'orgueilleuse prédiction de Napoléon semblait sur le point de s'accomplir : « Dans dix ans ma dynastie sera la plus vieille de l'Europe. » La Hollande, l'Italie, la Westphalie, la Bavière, Naples, Varsovie avaient des constitutions françaises, les codes français, l'administration française ; l'action révolutionnaire de la France s'étendait même dans les pays ennemis. » (Th. Lavallée.)

Peu de solidité de ses conquêtes. — Et pourtant, cette grande puissance était plus apparente que réelle. Si des souve-

rains français régnaient à Madrid, à Naples, à Cassel, ils ne pouvaient se soutenir qu'à l'aide d'armées françaises. Les princes étrangers dont Napoléon avait doublé les domaines, que de ducs il avait faits rois, étaient prêts à l'abandonner pour conserver ce qu'ils tenaient de lui. Accablés de contributions de guerre qui grossissaient le trésor de l'armée, fatigués de l'occupation étrangère, ces peuples craignaient et haïssaient la France. Ces Allemands que Napoléon envoyait combattre en Espagne, ces Espagnols du marquis de La Romana qu'il cantonnait dans les îles du Danemark, ces Italiens, ces Suisses, ces Hollandais, qu'il transportait sous des climats différents du leur, dans des pays dont ils ne connaissaient pas la langue, obligés de verser leur sang pour des desseins qui leur étaient indifférents, pour une cause qui leur était odieuse, étaient prêts à retourner leurs armes contre leur maître. L'union de Napoléon et de Marie-Louise ne lui avait pas donné, comme il s'en flattait, l'alliance sincère de l'Autriche. « La politique a fait le mariage, disait M. de Bubna, la politique peut le défaire. » Ce qui retenait ensemble tous les peuples soumis à l'empire français, c'était la crainte, « faible lien d'attachement, disait Tacite il y a déjà dix-huit siècles : car, lorsque la crainte cesse, la haine commence. »

Politique intérieure. Suppression du tribunat. — A l'intérieur même, où Napoléon était si bien obéi, on commençait à être fatigué de ces appels réitérés qui enlevaient la jeunesse aux sillons pour l'envoyer périr sur tous les points de l'Europe ; le cri des mères s'élevait menaçant. Dans beaucoup de départements, malgré la vigilance des préfets et les colonnes mobiles, les conscrits se sauvaient dans les bois et échappaient aux recherches : on comptait cinquante mille réfractaires. Il n'y avait plus de libertés politiques. Le tribunat fut supprimé le 48 septembre 1807. Le corps législatif recouvra, il est vrai, le droit de discuter en comité secret et d'exprimer son avis en public par l'organe d'une commission ; mais il fallut dorénavant, pour être membre de cette assemblée, avoir quarante ans accomplis. Ce n'était même pas au corps législatif qu'on s'adressait pour les levées d'hommes, comme la constitution l'aurait exigé : un sénatus-consulte y suffisait. L'empereur ordonnait : le conseil d'État rédigeait ses ordres, le sénat les votait.

La presse était entravée par la censure, et le ministre de la police pouvait même supprimer les ouvrages dont la publication avait été permise par les censeurs. Il faut lire les considérants par lesquels était expliquée la suppression de l'*Alle-*

magne de M^{me} de Staël : « La France, disait M. de Rovigo, n'en est pas encore réduite à aller chercher des modèles chez les peuples que vous admirez. » Il faut lire encore la lettre de Courrier sur *la tache d'encre du manuscrit de Florence*. La police défendait au père de M. de Lamartine de faire donner des leçons à son fils par un officier anglais prisonnier à Dijon. M^{me} de Staël était exilée de France, et Chateaubriand exclu de l'Académie. Les ministres de Napoléon, Cambacérés, Talleyrand, Fouché, Savary, hommes indifférents, blasés, égoïstes, qui avaient traversé les orages de la Révolution en prenant tour à tour tous les masques et en parlant tous les langages, ne songeaient plus qu'à conserver leurs honneurs et leurs richesses et se faisaient les satellites dociles d'une politique imprévoyante que leur bon sens réprouvait. Néanmoins leur zèle ne paraissait pas toujours suffisant à l'empereur. Talleyrand fut disgracié en 1808. Fouché et les hauts dignitaires, pour éviter le mécontentement du maître, en vinrent à lui cacher les mauvaises nouvelles, à ne lui faire connaître que les bonnes. Mais le pouvoir de Napoléon n'en était pas plus solide. De ses lignes de Torrès-Védras, lord Wellington écrivait au ministère anglais des lettres dans lesquelles il prédisait sa chute.

Noblesse nouvelle. — Pour servir de piédestal au trône qu'il avait créé, Napoléon avait rétabli la noblesse. Les grands dignitaires de l'empire devinrent *princes* ; les ministres, sénateurs, conseillers d'État, présidents du corps législatif, furent *comtes* ; les présidents des cours de cassation, des comptes, d'appel, les présidents des collèges électoraux, les maires des trente-sept *bonnes villes*, furent *barons*. Ces titres furent héréditaires et transmissibles de mâle en mâle par ordre de primogéniture, à condition d'instituer des *majorats* d'un chiffre déterminé. L'empereur aurait voulu fusionner l'ancienne noblesse avec la nouvelle. C'est ainsi que successivement Murat devint grand-duc de Berg ; Berthier, prince de Neuchâtel et de Wagram ; Talleyrand, prince de Bénévent ; Fouché, duc d'Otrante ; Cambacérés, duc de Parme ; Lebrun, duc de Plaisance ; Monge, comte de Péluse ; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo ; Davout, duc d'Auerstædt, prince d'Eckmühl ; Masséna, duc de Rivoli, prince d'Essling ; Ney, duc d'Elchingen, et plus tard prince de la Moskowa ; Moncey, duc de Conégliono ; Augereau, duc de Castiglione ; Soult, duc de Dalmatie ; Lannes, duc de Montebello ; Mortier, duc de Trévise ; Bessières, duc d'Istrie ; Victor, duc de Bellune ; Kellermann, duc de Valmy ; Lefèvre, duc de

Dantzick ; Marmont, duc de Raguse ; Junot, duc d'Abrantès ; Macdonald, duc de Tarente ; Oudinot, duc de Reggio ; Suchet, duc d'Albuféra ; Duroc, duc de Frioul ; Clarke, duc de Feltre ; Savary, duc de Rovigo ; Caulaincourt, duc de Vicence ; Maret, duc de Bassano ; Gaudin, duc de Gaëte ; Champagny, duc de Cadore ; Régnier, duc de Massa ; Arrighi, duc de Padoue.

L'administration sous l'empire. Travaux publics. Industrie et commerce. — Au milieu même de ses guerres, Napoléon s'occupait avec la plus grande activité de l'administration de ses États. Il y apportait les soins les plus minutieux ; il voulait tout voir, tout savoir par lui-même. Le ministère du trésor se trouvait aux mains de Mollien. Pour grossir les revenus, on établit en 1804 les *droits réunis* ; c'étaient des impôts indirects pesant sur les objets de consommation, surtout sur les boissons, vins, eaux-de-vie, bière, cidres. Les droits de douane furent augmentés en 1805. En 1806 fut rétabli *l'impôt sur le sel* ; de 1811 date la *régie des tabacs*. La cour des comptes fut créée en 1807.

Les travaux publics étaient poussés activement. A Paris, Napoléon acheva Sainte-Geneviève, éleva la colonne Vendôme, fit commencer l'arc de triomphe de l'Étoile, ouvrit de nouvelles fontaines, construisit le palais du corps législatif, la Madeleine, la Banque, les marchés couverts, les abattoirs, le grenier d'abondance. Il restaura Saint-Denis, projeta l'arc de triomphe du Carrousel, la réunion du Louvre et des Tuileries. Napoléon voulait faire de Paris « quelque chose de fabuleux, de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours. » Des ponts furent construits à Sèvres, Saint-Cloud, Strasbourg, Avignon, Bordeaux, Tours. La place Bellecour fut percée à Lyon, l'arc de la Paix dressé à Milan. On acheva les trois routes du Simplon, du mont Cenis et du mont Genève à travers les Alpes ; celles de la Corniche, de Nice à Gênes ; on commença les routes de Roanne à Lyon, de Metz à Mayence, de Paris à Wesel. Dix canaux furent continués ou créés : le canal du Nord, de la Meuse au Rhin, le canal du Rhin au Rhône, le canal de Saint-Quentin ; ceux de l'Ourcq, de Bourgogne, de Beaucaire, du Berry, de la Rochelle, d'Ille-et-Rance, du Blavet, de Nantes à Brest. D'immenses travaux furent exécutés dans les ports de Flessingue, Anvers¹, Dunkerque, Calais, Cherbourg, Brest, Savone. On augmenta les fortifica-

1. Napoléon attachait une extrême importance au port d'Anvers, où il avait, disait-il, « un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre. »

tions d'Alexandrie, de Mayence, de Wesel, Strasbourg et Kehl. 438 millions furent consacrés aux travaux publics en 1810, et 454 en 1811.

L'Angleterre seule, inattaquable dans son île pendant que toutes les autres nations étaient vaincues par l'empereur, restait en armes contre la France ; le meilleur moyen de la vaincre, c'était de tuer son industrie en faisant prospérer la nôtre. Napoléon le sentit bien. Afin que les besoins de notre commerce fussent continuellement étudiés et bien compris, il créa le *conseil général des manufactures*. Le sucre de canne fut remplacé par le sucre de betterave. L'empereur donna une pension à Jacquard, qui avait inventé le métier à tisser la soie ; il donna la croix de la Légion d'honneur au manufacturier Richard Lenoir, qui avait introduit la culture du coton en Corse, en Italie, et créé de nombreuses filatures de laine et de coton. Oberkampf, qui avait donné une grande extension à l'industrie des toiles peintes, reçut la même récompense. Les soieries, les toiles, les draps, les fers, les maroquins, furent dès lors l'objet d'un commerce considérable. Les *expositions de l'industrie*, organisées sous le Directoire, continuèrent à exciter une utile émulation : à celle de 1806 il y eut 4,422 exposants.

Les lettres sous l'empire. Delille, Andrieux, M. J. Chénier. — La France comptait à cette époque quelques grands écrivains ; mais la plupart appartenaient à l'opposition. En effet, il n'y a rien de si spontané, de si individuel que la pensée, rien qui ait une tendance plus marquée à se développer librement, dégagée de toute entrave, de tout lien.

La littérature était généralement médiocre. Rousseau avait fait école ; mais l'admirable inspiration avec laquelle il sentait et décrivait la nature n'existait plus ; on n'imita pas l'enthousiasme. Aussi avait-on vu naître une pâle, fade et tiède littérature. Le doucêtre, le pastoral, avaient envahi les esprits. Tout le monde se croyait obligé de chanter la nature, de rimer les plaisirs des champs, d'être pastoral et sentimental. C'était en vers et en prose un déluge d'élégies, de plaintes amoureuses et de langueurs. L'art était devenu factice et apprêté. On décrivait, décrivait, décrivait. L'auteur des *Jardins*, de l'*Homme des champs*, des *Trois règnes de la nature*, Delille (1738-1813), « se vantait d'avoir fait douze chameaux, quatre chiens, trois chevaux, six tigres, deux chats, un échiquier, un trictrac, un billard, plusieurs hivers, encore plus d'étés, une multitude de

printemps, cinquante couchers de soleil, et un si grand nombre d'aurores qu'il lui eût été impossible de les compter. »

A côté de Delille venaient M. de Fontanes, le grand maître de l'Université impériale, auteur de la *Chartreuse de Paris*, l'*Épître à Louis XVI*, le *Jour des morts dans la campagne* (1757-1821); Esménard, l'auteur de la *Navigation*; Luce de Lancival (1766-1810), l'auteur de la tragédie d'*Hector* et de *Mucius Scévola*; le poète lyrique Lebrun (1729-1807), qui fit l'*Ode au Vengeur*; Raynouard (1764-1836), l'auteur des *Templiers*; Campenon (1772-1843); Parseval de Grandmaison (1759-1834), qui composa un poème sur *Philippe Auguste*; Népomucène Lemercier (1771-1840), auteur de comédies et de l'épopée intitulée l'*Atlantide*; le romancier Pigault-Lebrun (1753-1835); les poètes Parny (1753-1814) et Millevoye (1782-1816), ce dernier, auteur de la *Chute des feuilles*, du *Poète mourant* et du *Voyageur*; Legouvé (1764-1811), auteur des deux tragédies intitulées la *Mort d'Abel* et *Épicharis et Néron* et de beaucoup de petites pièces, parmi lesquelles on remarque la *Mélancolie* et les *Souvenirs*. A la même époque appartiennent Collin d'Harleville (1753-1806), à qui l'on doit de bonnes comédies, l'*Inconstant*, l'*Optimiste*, les *Châteaux en Espagne*, *M. de Crac*, le *Vieux Célibataire*; ses émules Picard (1769-1828); Étienne (1778-1845), l'auteur des *Deux gendres*; Alexandre Duval (1767-1842) et Jouy (1769-1847); Andrieux (1759-1833), gracieux et charmant conteur, dont on cite souvent les contes en vers, le *Meunier du moulin Sans-Souci*, le *Procès du sénat de Capoue* et une *Promenade de Fénelon*; Ducis (1733-1816), l'auteur de la tragédie d'*Abufar*, et le traducteur en vers des pièces de Shakespeare *Hamlet*, *Roméo et Juliette*, le *Roi Lear*, *Othello*.

Nommons encore un poète supérieur à tous ceux qui précèdent : Marie-Joseph Chénier (1764-1811), frère d'André Chénier, et ancien membre de la Convention, où il s'était distingué par son patriotisme et son talent : il avait composé les belles tragédies de *Charles IX*, *Henri VIII*, *Calas*, *Caïus Gracchus*, *Fénelon*, *Timoléon*, *Tibère*, et beaucoup de petites pièces, dont les plus souvent citées sont le *Discours sur la calomnie*, la *Promenade à Saint-Cloud* et l'*Épître à Voltaire*.

Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, M^{me} de Staël. — Mais bientôt allait naître une autre école, qui devait plus tard recevoir le nom de *romantisme*. Celle-ci ira prendre à la fois ses inspirations dans la nature et dans l'histoire. Troublée par la brusque disparition du passé, qui s'est écroulé devant la

Révolution française, elle se rattacherà à ce passé détruit, elle reviendra aux traditions du moyen âge, au christianisme; elle racontera et chérira les légendes. Elle sera triste comme la voix des âges disparus qu'elle évoquera; flottante aussi et incertaine, sans trop savoir à quoi se rattacher : car si les écrivains qui la représenteront ne seront pas des Voltaires ou des Volneys, ils ne seront pas non plus des croyants. Ils seront agités d'une vague inquiétude, tirillés entre le passé et le présent sans pouvoir se décider pour l'un des deux.

Le premier représentant de cette école est un admirateur, un ami de Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814). Officier, voyageur, naturaliste, poète, il alla de France en Russie, de l'Inde en Europe ou aux îles, flottant, indécis, inquiet, changeant de lieu sans dessein déterminé, admirant partout la nature, le ciel, les astres, la mer, les fleurs et les bois, compatissant, au moins par écrit, à toutes les souffrances, et s'imprégnant sous le ciel des tropiques de cette mélancolique douceur, de cette mansuétude rêveuse et universelle qui est le propre de l'habitant des bords du Gange. Rien de si ravissant que ses gracieuses idylles de *Paul et Virginie* et de la *Chaumière indienne*; la même inspiration se retrouve dans ses *Études de la nature*.

Après lui vient M. de Chateaubriand (1768-1848), né à Saint-Malo, dont la carrière ne fait que commencer sous l'empire. Ce jeune Breton, d'une famille illustre, était officier au régiment de Navarre avant la Révolution. C'était une âme ardente, passionnée. Peu sympathique à la royauté jusqu'en 1789, il s'enflamme pour elle dès qu'elle est menacée. Il émigre, pleurant la monarchie renversée, la noblesse détruite, le christianisme ébranlé, tout le passé, toutes les traditions, tous les souvenirs de quinze siècles, avec lesquels la France nouvelle vient de rompre. Il quitte l'Europe. Il va rêver dans les savanes de

I. Il serait difficile de trouver quelque chose de plus gracieux que ces vers, inspirés à Chateaubriand exilé par le souvenir de la patrie :

Combien j'ai douce souvenance
Du joli lieu de ma naissance !
Ma sœur, qu'ils étaient beaux ces jours
De France !
O mon pays, sois mes amours
Toujours !

Te souvient-il que notre mère,
Au foyer de notre chaumière,
Nous pressait sur son sein joyeux,
Ma chère !
Et nous baignions ses blonds cheveux
Tous deux !

l'Amérique, au bord des grands lacs et des cataractes retentissantes, parmi les forêts vierges et les sauvages. Plus tard il visitera l'Italie, la Grèce, l'Orient ; il parcourra chaque ruine, interrogera chaque débris pour lui demander son secret. De là cette inspiration maladive, parfois élevée, souvent emphatique de ses écrits. Les principaux sont : le *Génie du christianisme* (1798), l'*Essai sur les révolutions* ; *Atala* (1801), *René* (1805), les *Martyrs* (1809), l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1814), le *Dernier Abencerrage*, les *Natchez* et les *Mémoires d'outre-tombe*. Amiral de Bonaparte sous le consulat, il devint son adversaire sous l'empire, et, en 1814, il ne put prononcer son discours de réception à l'Académie française, où il succédait à M. J. Chénier.

Plaçons encore ici un charmant esprit, une femme, la fille de Necker, M^{me} de Staël (1765-1817). Gracieuse et spirituelle, vive et fine, elle excita bien vite la défiance de Napoléon. Pendant la plus grande partie de l'empire elle vécut en exil, à Coppet, sur les bords du lac de Genève, soupirant après le ruisseau de la rue du Bac. Dès 1788 elle avait publié des *Lettres sur le caractère et les écrits de Jean-Jacques Rousseau* ; elle fit paraître, en 1796, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations* ; en 1800, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales* ; en 1801, le roman de *Delphine* ; ensuite *Corinne*, en 1806. Son livre de l'*Allemagne*, quoique superficiel, n'en attira pas moins l'attention des Français sur cette belle et riche littérature. Enfin, dans les *Considérations sur la Révolution française*, M^{me} de Staël jugea son époque avec une fermeté qu'on n'attendrait pas d'une femme en politique, quelles que soient les qualités de son esprit.

A côté de ces grands esprits, nommons un homme qui commençait alors une carrière brillante, et qu'attendait dans la suite une immense popularité : Paul-Louis Courier (1772-1825) était un vrai fils de Voltaire ; fin, spirituel, ingénieux, il excellait à manier l'arme la plus terrible en France, le ridicule. Dulaure (né à Clermont-Ferrand en 1775, mort en 1835), ancien membre de la Convention et du conseil des Cinq-Cents, composait à la même époque de nombreux ouvrages, dont le plus connu est l'*Histoire de Paris*. Dupuis (1742-1809), membre de l'Institut et ancien président du Corps législatif pendant le Consulat, avait écrit son livre sur l'*Origine de tous les cultes, ou la Religion universelle*.

Ajoutons à cette liste les défenseurs du passé, adversaires opiniâtres de la Révolution et de toutes les institutions modernes, Joseph de Maistre (1754-1821), auteur des *Considérations sur la France*, et des *Soirées de Saint-Petersbourg* ; son frère, Xavier de Maistre (1764-1852), qui composa le *Voyage autour de ma chambre*, le *Lépreux de la vallée d'Aoste* et les *Prisonniers du Caucase* ; et M. de Bonald (1753-1840) qui publia en 1802 sa *Législation primitive*. Citons encore des philosophes remarquables à des titres différents : le médecin Cabanis (1757-1808), auquel on doit les *Rapports du physique et du moral de l'homme* ; Garat et Destutt de Tracy (1754-1832), auteur des *Éléments d'Idéologie* ; Maine de Biran (1766-1824), qui écrivit le *Mémoire sur l'influence de l'habitude* et de la *Décomposition de la pensée*¹.

Les sciences nouvelles². Applications industrielles de la science. Laplace, Monge, Cuvier, Lebon, Philippe de Girard, Fulton, Watt. — Le grand mouvement scientifique commencé au dix-huitième siècle continuait. Le fondateur véritable de la chimie, Lavoisier, était mort sur l'échafaud en 1794 ; mais il avait eu des successeurs : Berthollet (1748-1822), auteur de la *Statique chimique* (1804) ; Fourcroy (1755-1809), qui donna le *Système des connaissances chimiques* (1804) ; Guyton de Morveau (1737-1816). Les mathématiques étaient en plein progrès avec Lagrange (1736-1813), l'auteur de la *Mécanique analytique* ; avec Laplace (1749-1827), l'auteur de l'*Exposition du système du monde* (1766), et de la *Mécanique céleste* (1795-1815) ; avec Monge (1746-1818), l'auteur de la *Géométrie descriptive* et de la *Théorie des ombres et de la perspective*, l'un des fondateurs de l'école polytechnique, le président de l'Institut d'Égypte ; enfin avec Delambre, auquel on doit la *base du système métrique* (1810), et le *Traité d'astronomie* (1814).

1. Parmi les écrivains remarquables de cette époque, il serait injuste de ne pas donner une place à un homme étrange, Grainville, l'auteur d'un poème épique resté inachevé, le *Dernier homme*. « Né au Havre, comme Bernardin de Saint-Pierre (qui avait épousé sa sœur), il eut de bonne heure l'Océan sous les yeux ; son action destructive sur les côtes, la démolition, la décomposition successive qu'il fit de nos falaises ; tristes ruines où l'on croit voir les os de la terre arrachés et tirés au jour par l'éternelle morsure de l'élément sauvage. » (Michelet). D'abord prêtre, puis écrivain et marié, maître de pension à Amiens, Grainville, devenu vieux, pauvre et désespéré, se jeta dans la Somme le 1^{er} février 1805.

2. M. Émile Barrault, ingénieur, a bien voulu mettre son expérience et son savoir au service de l'auteur, pour la composition et la révision de ce paragraphe.

Deux sciences nouvelles naissent à cette époque : la *géologie*, ou l'étude du sol terrestre et de ses transformations ; la *paléontologie*, ou l'étude des êtres qui ont habité notre planète dans les temps préhistoriques. Les représentants les plus illustres de ces sciences sont l'abbé Haüy (1743-1822), minéralogiste distingué, dont le frère, Valentin Haüy, imagina une nouvelle méthode pour instruire les aveugles, et Georges Cuvier (1769-1832), le créateur de la *paléontologie* et de l'*anatomie comparée*. Ayant remarqué que toutes les parties de la structure d'un être sont en rapport les unes avec les autres, et que, lorsqu'un os, par exemple, est conformé de telle façon, il s'ensuit que tous les autres ont aussi une forme déterminée, Cuvier en arriva à pouvoir, à l'aide d'un fragment de la structure osseuse d'un animal, déterminer complètement la forme de cet animal ; il a consigné le résultat de ses travaux dans son *Discours sur les révolutions du globe*. Après lui vinrent Lacépède, Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire (1772-1844), le premier de cette famille aussi recommandable par le caractère que par le savoir. Citons aussi les physiiciens ou chimistes Biot, Thénard, Brongniart, Gay-Lussac (1778-1850), auquel on doit les *Recherches physico-chimiques* (1811). La science ne restait pas dans le domaine de la théorie : elle s'occupait des applications usuelles. Chaptal (1756-1832) composa une *Chimie appliquée aux arts*.

L'industrie française, développée par la loi de 1791 sur les brevets d'invention, avait déjà donné de remarquables résultats malgré les difficultés inhérentes à la création du personnel et de l'outillage nécessaires et celles résultant de la situation du pays, qui luttait contre l'Europe et portait tous ses efforts vers la guerre. Nicolas Leblanc (1753-1806) avait pris brevet, le 5 septembre 1794, pour la fabrication de la soude artificielle, qu'il préparait dans l'usine de Saint-Denis, et dont les Anglais ne firent usage qu'en 1823. Lebon (1769-1804) avait inventé en 1776 et ne put faire breveter que le 21 septembre 1799 l'éclairage au gaz, qui fut appliqué en Angleterre par Murdoch en 1802, et qui ne fut réintroduit en France qu'en 1820.

De cette époque également date la création des fabriques de sucre de betterave établies par Achard à Cusserp en Silésie, et dont l'application prit en France un développement considérable à partir de 1812, grâce aux perfectionnements essentiels trouvés par MM. Figuiet, Delessert et Derosne ; ce dernier fut le fondateur de la grande usine de construction de matériel

pour sucreries, etc., connue successivement sous les noms de société Derosne et Cail, et aujourd'hui usine Cail.

Philippe de Girard (1773-1843) avait pris, le 18 juillet 1810, son important brevet pour la filature mécanique du lin, qu'il mit en pratique dans l'établissement fondé par lui, rue Meslay, à Paris, et qui fonctionnait parfaitement dès 1812. La France fut dépouillée de cette belle industrie par suite du refus que fit la Restauration de payer à l'inventeur le million promis par Napoléon. Philippe de Girard dut accepter les propositions de l'empereur d'Autriche et transporter ses machines et son industrie à Vienne.

D'autre part, des associés infidèles vendirent aux Anglais, moyennant cinq cent mille francs, les plans, moyens et procédés de Philippe de Girard, dont le système ne fut appliqué de nouveau en France qu'à partir de 1840, comme réimportation de l'Angleterre, où leur succès était considérable.

L'histoire est aujourd'hui fixée sur cet incident, qui a rétabli législativement et officiellement l'origine française de cette importante invention.

D'autre part l'Américain Fulton (1765-1815) essaya sur la Seine un premier bateau à vapeur au mois d'août 1803. Les travaux sur les aérostats continuaient : il y eut en 1804 une remarquable ascension de Biot et de Gay-Lussac. Pour compléter cette liste, il faut encore nommer un étranger. L'Écossais James Watt naquit dans le comté d'Aberdeen en 1736. Son père était fabricant d'instruments pour la marine. Le jeune homme étudia toutes les branches de la science avec une même ardeur, mathématiques, chimie, minéralogie. Après avoir habité Londres, il exerça la profession de son père à Glasgow. C'est en 1769 qu'il fit sa découverte de la machine à vapeur. Elle ne réussit pas d'abord. En 1774 il s'associa avec Bolton et employa la vapeur comme force motrice pour épuiser les eaux dans les mines de Cornouailles. En 1798 il céda son brevet à l'un de ses fils, et la célèbre manufacture Watt et Bolton fut fondée. L'emploi des machines à vapeur, en permettant de fabriquer plus vite et à meilleur marché, fit dans l'industrie une immense révolution qui enrichit d'abord l'Angleterre, et lui permit de faire face aux énormes dépenses nécessitées par sa longue lutte contre Napoléon.

Médecine. Bichat, Broussais, Pinel, Gall, Corvisart, Sabatier, Larrey, Desgenettes, Jenner. — La médecine nous offre à la même époque des noms illustres. Bichat (Marie-Fran-

çois), né en 1774 à Thoirette près de Bourg, médecin de l'Hôtel-Dieu à vingt-neuf ans, en 1800, mourut à trente-deux ans en 1802. Il s'est illustré par ses découvertes en physiologie. On lui doit une *Anatomie descriptive* et les *Recherches physiologiques sur la vie et la mort*. Ses travaux furent continués par son élève Broussais (né à Saint-Malo en 1772, mort à Paris en 1838), médecin en chef du Val-de-Grâce et membre de l'académie des sciences.

Pinel (né à Saint-Paul près de Lavar en 1745, mort en 1826), médecin de Bicêtre et de la Salpêtrière, étudia l'aliénation mentale et introduisit de grandes améliorations dans le traitement des fous, qui cessèrent d'être enchaînés. L'Allemand Gall, né dans le pays de Bade en 1758, et d'abord médecin à Vienne, vint ensuite en 1807 s'établir à Paris, où il mourut en 1828. Il est le créateur de la phrénologie. D'après lui chaque instinct de l'homme a son organe spécial dans une partie déterminée du cerveau, et l'on peut, en observant le crâne de chacun de nous, reconnaître son caractère, ses aptitudes et ses passions. Corvisart (né à Gricourt dans les Ardennes en 1775, mort en 1824) étudia surtout les maladies du cœur. Il fut professeur de clinique à l'école de médecine, au Collège de France, et médecin de Napoléon.

La chirurgie n'avait dans ces temps de guerres perpétuelles que trop d'occasions de s'exercer. Sabatier (1732-1811) acquit une juste illustration comme chirurgien des armées et chirurgien-major des Invalides. Larrey¹ (J. Dominique), né à Baudéan dans les Hautes-Pyrénées en 1766, mort à Lyon en 1842, accompagna nos armées en Italie, en Égypte, en Allemagne, en Russie, à Waterloo, où il faillit être tué victime de son dévouement. Napoléon l'avait nommé baron de l'empire. Desgenettes (né en 1762 à Alençon, mort en 1837) fut également sur les champs de bataille la providence de nos blessés. En Égypte, lors de la peste de Jaffa, il s'inocula publiquement le virus pour relever le courage des malades. Béclard (né à Angers en 1785, mort en 1825), s'illustra comme chirurgien et professeur à l'école de médecine. Lisfranc (Jacques, 1787-1841), d'abord chirurgien des armées en 1813, rendit de grands services à la chirurgie comme médecin à l'hôpital de la Pitié. A la même époque débutait l'espagnol Orfila (né en 1787 à Port-Mahon, mort en 1853), qui, naturalisé français en 1818, fut professeur de médecine légale à Paris, et créa la toxicologie ou étude des

poisons. Il convient d'ajouter à ces noms celui du médecin anglais Édouard Jenner (né en 1749 à Berkeley, dans le comté de Gloucester, mort en 1823), qui, le premier, trouva le moyen de combattre la petite vérole à l'aide de l'inoculation par la vaccine.

Les beaux-arts. Peinture et sculpture. David, Gros, Gérard, Girodet, Prudhon, Isabey, Canova. — Les arts jetèrent à cette époque un vif éclat. Pour les encourager, Napoléon avait créé à Rome l'école française de la Villa Médicis. Leur plus illustre représentant fut le peintre David (né en 1748, mort exilé comme républicain à Bruxelles en 1825). Les tableaux de David ont de la grandeur, mais renferment souvent quelque chose de théâtral, d'exagéré et de forcé. Les plus célèbres sont : *la Mort de Virginie*, *la Mort des fils de Brutus*, *Brutus rentrant chez lui après la mort de ses fils*, *les Horaces*, *l'Enlèvement des Sabines*, *Léonidas aux Thermopyles*, *la Mort de Socrate*, *le Serment du Jeu de Paume*, *les Derniers moments de Lepelletier de Saint-Fargeau*, *la Mort de Marat*, *Bonaparte au passage du mont Saint-Bernard*, *le Couronnement de l'empereur*, *la Distribution des aigles*.

Après David nommons ses élèves. Le plus célèbre est Antoine Gros (1771-1835) ; citons parmi ses tableaux : *Bonaparte au pont d'Arcole*, *le Combat d'El Arysch*, *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa*, *le Combat de Nazareth*, *la bataille d'Aboukir*, *Bonaparte aux Pyramides*, *le Premier consul à cheval*, *Napoléon visitant le champ de bataille d'Eylau*, *l'Entrevue de Napoléon I^{er} et de l'empereur d'Autriche en Moravie*, *le Soulèvement de Madrid*, *Charles-Quint reçu à Saint-Denis par François I^{er}*. Gérard (1770-1837) composa les tableaux suivants : *Bélisaire*, *Psyché et l'Amour*, *la Bataille d'Austerlitz*, *Ossian*, *l'Entrée de Henri IV à Paris*, *Corinne au cap Misène*, *le Sacre de Charles X*, *la Peste de Marseille*. Girodet-Trioson (1767-1824) est l'auteur d'une *Scène du déluge*, de *la Révolte du Caire*, d'*Endymion*, des *Funérailles d'Atala*. Guérin (1774-1833) donna *Andromaque*, *Phèdre et Hippolyte*, *Énée et Didon*, *Agamemnon et Clytemnestre*, *le portrait de Kléber*. Prudhon (1758-1823) peignit *le Crime poursuivi par la Justice et la Vengeance célestes*, *Entrevue de Napoléon et de François II*, *l'Enlèvement de Psyché*, *Portrait du roi de Rome*.

Isabey (né à Nancy en 1767, mort en 1855) composa le *Portrait du général Bonaparte à la Malmaison*, *la Revue du Premier consul au Carrousel*, *l'Escalier du Louvre*.

Parmi les sculpteurs, il faut nommer tout d'abord le plus grand sculpteur du siècle, l'italien Antoine Canova, né à Pos-

1. Voir au Val-de-Grâce la statue de Larrey, œuvre de David d'Angers.

sagno, en 1757, mort en 1822. Citons parmi ses œuvres : le beau groupe de *l'Amour et Psyché*, que possède le Louvre ; *Palamède et Madeleine repentante*, dans le même palais ; à Rome, la statue agenouillée de *Pie VI*, à Saint-Pierre ; les monuments de Clément XIII et de Clément XIV, le monument de « Jacques III » et de ses deux fils Charles-Édouard et le cardinal d'York, à Saint-Pierre ; enfin, le *Persée et les deux Boxeurs*, dans les pavillons du Belvédère au Vatican ; le groupe de *Thésée et le Centaure*, dans le Jardin du peuple à Vienne ; *Mars et Vénus* ; la statue de *Washington* ; les bustes de *Napoléon I^{er}* et de *Marie-Louise* ; *Hercule lançant Lycas à la mer* ; la *Princesse Borghèse* à demi-couchée (*Venus victrix*) ; deux *Vénus*, *Terpsichore*, la *Princesse Esterazy*, *Hector et Ajax*, *Vénus et Adonis*, *Hébé*, *Apollon* ; la *Cité de Padoue* ; *l'Italie pleurant sur la tombe d'Alfieri* ; une statue équestre en bronze de *Charles III*, à Naples ; enfin, un groupe en bronze d'une *Mater Dolorosa*.

Musique. Mozart, Haydn, Weber, Beethoven, Chérubini, Gossec, Méhul, Lesueur. — En musique nous étions inférieurs aux étrangers. Mozart, Haydn et Beethoven appartenaient à l'Allemagne. Mozart, né à Salzbourg en 1756, mourut à Vienne en 1791, à l'âge de trente-six ans. Ses œuvres les plus remarquables furent les opéras suivants : *Idoménée*, *l'Enlèvement du sérail*, *les Noces de Figaro*, *Don Juan*, *la Flûte enchantée*. Son dernier ouvrage fut un *Requiem*, qu'on chanta pour la première fois à ses propres obsèques. Haydn, né à Rohrau (Autriche) en 1732, mourut à Vienne en 1809. Ses œuvres les plus célèbres sont *la Création et les Quatre saisons*. On lui doit encore un grand nombre de *symphonies*. Beethoven, né à Bonn en 1770, mourut à Vienne en 1827. Il a laissé de nombreuses *sonates*, l'opéra de *Fidelio*, le ballet de *Prométhée*. Le Holsteinois Weber (1786-1826) composa *Sylvana*, *Freyschütz*, *Obéron*. Un autre compositeur célèbre, Chérubini, était Italien (né à Florence en 1760, mort en 1842 à Paris). On lui doit : *Iphigénie en Aulide*, *Médée*, *Achille à Scyros*, *Pygmalion*, *les Abencerrages*. Le Belge François Gossec, fils d'un laboureur (1783-1829), et élève de Rameau, composa *les Pêcheurs*, *Sabinus*, *Philémon et Baucis*, *les chœurs d'Athalie*, et fut en 1793 inspecteur du *Conservatoire de musique*. Méhul, de Givet (1763-1817), est l'auteur de *Stratonice*, le jeune *Henri*, *Uthal*, *Joseph* ; il a composé la musique du *Chant du départ* de M. J. Chénier. Lesueur, des environs d'Abbeville (1763-1826), a composé *la Caverne*, *Télémaque*, *les Bardes*, *la Mort d'Adam*.

CHAPITRE XIII.

Campagne de Russie.

Rupture avec la Russie (avril-mai 1812). — Forces respectives des deux armées. Plan de Napoléon. — Passage du Niémen ; entrée à Vilna (25-28 juin) ; Napoléon et les Polonais. — Les Russes reculent dans l'intérieur. — Occupation de Wittepsk (28 juillet). — Prise de Smolensk (17-18 août). — Bataille de la Moscowa (7 septembre). — Napoléon à Moscou (14 sept.). — Incendie de Moscou (15-20 sept.). — Retraite des Français (19 octobre). — Bataille de Malo-jaroslawetz (24-25 octobre). — Désorganisation de l'armée. — Les trois journées de Krasnoï (15-18 novembre). Ney sauve l'arrière-garde. — Passage de la Bérézina (25-29 novembre). — Napoléon quitte l'armée (5 décembre). — Désastre de Vilna ; retour en Pologne (9-18 décembre). — Conspiration du général Mallet (22-23 octobre 1812).

Rupture avec la Russie (avril-mai 1812). — L'Europe ne renfermait plus, au début de l'année 1812, que deux puissances qui eussent échappé aux coups de Napoléon : l'Angleterre et la Russie. Les Anglais étaient protégés par la mer. Le czar était depuis 1807 l'allié de l'empereur. A Tilsitt et à Erfurth, les deux souverains s'étaient prodigué des démonstrations d'amitié. Grâce à cette alliance, Alexandre avait enlevé la Finlande aux Suédois et il allait enlever aux Turcs les Principautés danubiennes. Napoléon avait pu régler sans opposition de la part des Russes les affaires d'Espagne et écraser l'Autriche à Wagram.

Toutefois l'union des deux princes ne tarda pas à se relâcher. Napoléon, après avoir demandé la main d'une sœur d'Alexandre, blessé de voir éluder sa proposition, avait épousé l'archiduchesse Marie-Louise. De son côté, le czar, inquiet de l'extension donnée au grand-duché de Varsovie par le traité de Vienne (octobre 1809), craignait le rétablissement du royaume de Pologne. Enfin, pour mieux assurer l'exécution du blocus continental, Napoléon annexait chaque jour de nouvelles provinces : la Hollande au mois de juillet, puis Brême, Lubeck, Hambourg et le grand-duché d'Oldenbourg le 13 décembre 1810. Le grand-duc d'Oldenbourg était beau-frère d'Alexandre. Celui-ci, blessé de cette dépossession de son parent, publia quinze jours après un ukase qui frappait de prohibition beaucoup de produits des manufactures françaises (décembre 1810).

Pendant toute l'année 1811 il y eut entre Paris et Pétersbourg un continuel échange de notes et de réclamations. Napoléon exigeait qu'Alexandre confisquât tous les bâtiments neutres entrés dans ses ports, comme suspects d'avoir contrevenu aux décrets de Berlin et de Milan. De son côté Alexandre réclamait le rétablissement du grand-duc d'Oldenbourg. Il pressait Napoléon de promettre « que le royaume de Pologne ne serait jamais relevé. » Il se plaignait de l'occupation prolongée de Varsovie, de Dantzick, des places fortes prussiennes, par les Français. Ebloui par la prospérité, Napoléon était devenu irritable à l'excès. Le 3 août 1811, dans une audience publique, il interpella en termes véhéments le prince Kourakin, ambassadeur de Russie. Impatient de courir à de nouvelles aventures et fatigué d'un repos qui durait depuis deux ans, l'empereur rêvait l'invasion de la Russie. Il voulait planter ses drapeaux sur Moscou, comme il les avait plantés sur Vienne, Berlin, Madrid et Milan : « La fatalité entraîne la Russie, allait-il dire bientôt dans une proclamation ; ses destinées doivent s'accomplir ! »

Longtemps il hésita. Marcher sur Moscou, à plus de six cents lieues de Paris, s'engager dans les solitudes sans fin de la Russie, sous un climat froid, dans un pays qui n'offrait point de ressources, quand la guerre d'Espagne durait toujours, quand on laissait derrière soi l'Allemagne frémissante, lui paraissait téméraire. Caulaincourt, Duroc, M. de Ségur, le suppliaient d'être prudent. La France était inquiète ; le commerce languissait. On avait compté sur l'alliance des Turcs et de la Suède. Or la Turquie, trompée par Napoléon en 1807, n'avait plus confiance en lui ; elle allait signer la paix de Bukharest (28 mai 1812). De son côté, le prince royal de Suède, Bernadotte, quoique Français et ancien lieutenant de Napoléon, blessé de ses exigences, avait conclu avec Alexandre le traité de Saint-Petersbourg, par lequel la Russie promettait la Norvège aux Suédois.

En présence de cette situation, l'empereur offrit au czar (25 mars 1812) de déclarer qu'il ne contribuerait pas au rétablissement de la Pologne. Mais Alexandre, enhardi, en consentant à retirer l'ukase du 31 décembre 1810 et à se contenter d'une indemnité pour le grand-duché d'Oldenbourg, demanda l'évacuation de la Prusse et de la Poméranie (8 avril 1812).

Dès lors Napoléon n'hésite plus. Le 9 mai 1812, il quitte Paris. Il traverse l'Allemagne avec Marie-Louise. L'empereur

d'Autriche, le roi de Prusse, tous les souverains de la confédération du Rhin, le reçoivent à Dresde. Perdus dans la foule des généraux français. Le 12 juin, l'empereur est à Königsberg ; le 23, il arrive au bord du Niémen.

Forces respectives des deux armées. Plan de Napoléon. — L'armée française couvrait l'espace qui s'étend de Drohiczin en Galicie, jusqu'à la mer Baltique. Elle comptait 617,000 hommes, Français, Hollandais, Italiens, Polonais, Allemands, commandés, sous les ordres de l'empereur et du major général Berthier, par les rois de Naples et de Westphalie, Murat et Jérôme, le vice-roi d'Italie, Eugène Beauharnais, les maréchaux Davout, Ney, Mortier, Bessières, Oudinot, Victor, Macdonald, Lefèvre, Duroc, le prince Poniatowski, les généraux Saint-Cyr, Reynier, Dombrowski, le Prussien York et l'Autrichien Schwartzemberg¹ ; 1 372 canons, 1 équipage de siège, 6 équipages de ponts, accompagnaient ces masses formidables.

La *Dwina* et le *Dniéper*, nés à l'intérieur de la Russie, après avoir longtemps coulé parallèlement de l'est à l'ouest, se détournent tout à coup, la première à Witepsk, le second au-dessous de Smolensk, pour aller se jeter, l'une au nord-ouest dans la mer Baltique, l'autre au sud, dans la mer Noire. L'espace compris entre ces deux fleuves, large d'environ vingt-cinq lieues, forme l'entrée de la Russie. C'est là que se rencontrent les routes qui conduisent à Moscou et à Pétersbourg. C'est par là que Napoléon avait résolu d'envahir les États du czar. C'est là également qu'étaient rassemblés les Russes. Au centre, Alexandre et le général écossais Barclay de Tolly, avec le gros de l'armée, bordaient la rive droite du Niémen, en face de Kowno et de Grodno, et couvraient Vilna. À droite, dans la direction de la mer Baltique, se trouvait Wittgenstein avec 26 000 hommes ; à gauche, au sud, Bagration avec 65 000 hommes occupait Wolkowisk ; plus au sud encore une armée de réserve se formait sous Tormasof à Lutsk, en Wolhynie, en face de Schwartzemberg. L'amiral Tchitchakof, avec les troupes

1. Le corps auxiliaire prussien mis par Frédéric-Guillaume III à la disposition de Napoléon comptait 22,000 hommes ayant pour chef le général York ; il devait opérer en Courlande, à l'extrême gauche de la grande armée, sous la direction du maréchal Macdonald ; le corps auxiliaire autrichien, fort de 30,000 hommes et commandé par le feld-maréchal prince de Schwartzemberg, opérait à l'extrême droite, en Galicie. Schwartzemberg (Charles-Philippe), né à Vienne en 1771, mourut en 1819. Il était ambassadeur d'Autriche à Paris à l'époque du mariage de Napoléon avec Marie-Louise.

rendues disponibles par la paix conclue avec les Turcs, devait venir le rejoindre. La ligne des Russes avait une étendue de soixante lieues.

Passage du Niémen ; entrée à Vilna (25-28 juin) ; Napoléon et les Polonais. — Napoléon résolut de la couper. Pendant qu'à l'extrême gauche Macdonald refoulera Wittgenstein, qu'à l'extrême droite Schwartzenberg contiendra Tormasof, l'empereur attaquera Vilna pour séparer en deux l'armée ennemie. Il rejettera Barclay de Tolly au nord, sur la Dwina et le camp de Drissa. Pendant ce temps ses lieutenants refouleront Bagration à l'est, vers les marais de la Bérézina, ou ceux de Minsk.

Le 25 juin au matin, l'armée française, sortant de la forêt de Pilwisky, traverse le Niémen à Kowno. Les troupes forment trois colonnes ; elles descendent des hauteurs en serpentant, traversent les ponts et se perdent dans l'éloignement. Les casques, les sabres, les baïonnettes brillent au soleil. Les soldats saluent Napoléon des cris de « Vive l'empereur ! » Aucun ennemi ne paraît. Mais le jour même un orage épouvantable fait périr plusieurs milliers de chevaux. On franchit la Wilia, on traverse Zismory, Jewes, Riconty. Le 28 juin on entre à Vilna ; le czar et Barclay de Tolly s'étaient retirés au nord, à Drissa.

Vilna était la capitale de l'ancienne Lithuanie. Les populations, polonaises de cœur et de langage, accueillaient avec joie les Français. La diète du grand-duché de Varsovie envoya une adresse à Napoléon. « Que l'empereur, disait-elle, prononce ces simples paroles : Le royaume de Pologne existe, et il existera ! » Napoléon fit une réponse évasive. Il craignait de mécontenter l'Autriche ; il ne voulait pas s'enlever la possibilité de traiter avec la Russie, bien qu'en ce moment même il rejetât les propositions de négocier apportées à Vilna par M. de Balachof, ministre de la police d'Alexandre. Il se contenta d'établir des gouvernements provisoires dans les quatre provinces de Vilna, Minsk, Grodno, Bialystock. Dès lors l'enthousiasme des Lithuaniens se refroidit. Ils hésitèrent à se compromettre en soutenant les Français contre le czar, dont ils pouvaient redevenir les sujets ; ils étaient d'ailleurs maltraités par l'armée, qui, manquant de vivres, dévastait tout.

Les Russes reculent dans l'intérieur. — Jusqu'ici le plan de Napoléon avait réussi. Le 15 juillet, Wittgenstein et Barclay de Tolly étaient rejetés sur la rive droite de la Dwina, vers

Drissa. Bagration se trouvait bien loin au sud, à Myr. L'armée russe était coupée en deux masses séparées l'une de l'autre par les Français établis entre la Dwina et le Dniéper.

Pour rejoindre Barclay de Tolly, Bagration devait passer dans cet intervalle ; il fallait qu'il franchît la Bérézina et le Dniéper pour s'échapper par le nord-est. Napoléon chargea Davout de marcher sur Minsk et de barrer le passage au nord à Bagration, tandis que Jérôme, venu de Grodno, le lui barrerait au sud. Pris entre deux ennemis et la Bérézina, Bagration serait obligé de mettre bas les armes au bord de cette rivière, vers les marais de Bobruisk ; ou, s'il réussissait à la passer, il serait acculé au Dniéper, et là, cerné par Davout, qui descendrait le fleuve d'Orcha vers Mohilew, pendant que le roi de Westphalie le remonterait de Staroï-Bychow vers le même point. Tandis que Davout et Jérôme opéreraient ainsi à droite, Napoléon et le prince Eugène, au centre, marcheraient sur Witepsk ; Murat, Oudinot et Ney, à gauche contiendraient Barclay de Tolly dans Drissa.

Ce plan ne réussit pas. Jérôme, irrité de se voir subordonné à Davout, retourna en Westphalie. Ses troupes, restées sans chef, demeurèrent en arrière. Bagration, ayant voulu passer le Dniéper au pont de Mohilew, fut repoussé par Davout (23 juillet) ; il rétrograda vers le sud, passa le fleuve à Staroï-Bychow et se déroba au danger en faisant un immense détour au nord-est pour se rapprocher de Barclay de Tolly.

Occupation de Witepsk (28 juillet). — Du moins Napoléon espérait couper à Barclay de Tolly la route de Moscou. Ce général se trouvant à Drissa sur la rive droite de la Dwina, il fallait pour y parvenir remonter rapidement la rive gauche de ce fleuve et venir occuper avant lui Beszenkowicz, point de jonction des deux routes de Drissa et de Vilna à Witepsk. Ce projet échoua encore. Quand l'empereur, parti de Vilna le 16 juillet, après avoir traversé Swentziani, Glubokoë, Kamen, arriva devant Beszenkowicz, déjà Barclay de Tolly, informé du péril qu'il courait, avait dépassé ce point et gagné Witepsk. Après un sanglant combat près d'Ostrowno (25-26 juillet), le 27, au sortir d'une grande forêt, on arriva devant Witepsk.

L'armée russe commandée par Barclay de Tolly était en position en avant de cette ville, sur la rive gauche de la Dwina les deux ailes appuyées au fleuve, le front couvert par le ruisseau de *Luczissa*. Il y eut le jour même un engagement très vif, dans lequel 200 voltigeurs du 9^e de ligne, tous Parisiens.

enveloppés au bord du Dniéper, à la gauche de l'armée, par les lanciers de la garde russe, les mirent en fuite à coups de fusil et arrachèrent un cri d'admiration à l'empereur. Napoléon comptait pour le lendemain sur une bataille. Pourtant au lever du soleil, tout avait disparu. Witepsk était déserte : on n'y trouva que des marchands juifs. Barclay de Tolly avait battu en retraite pendant la nuit pour aller au-devant de Bagration (28 juillet).

Ainsi aucun résultat n'était obtenu. Fallait-il poursuivre sans fin cette marche décevante ? La chaleur était étouffante, la saison avancée, la discipline relâchée dans cette armée composée de tant de nations. Réduits à se nourrir de seigle bouilli, les soldats étaient atteints de la dysenterie ou se dispersaient pour piller dans les villages. De l'Oder à la Dwina, sans combattre, les Bavaurois avaient été réduits par la dysenterie et le typhus de 22,000 à 11,000. Les soldats, « troublés par une vague inquiétude, marchaient à travers la morne uniformité de ces vastes et silencieuses forêts de noirs sapins. Ils se traînaient le long de ces grands arbres nus et dépouillés jusqu'à leurs cimes, et s'effrayaient de leur faiblesse au milieu de cette immensité. Alors ils se formaient des idées sinistres et bizarres sur la géographie de ces contrées inconnues, et, saisis d'une secrète horreur, ils hésitaient à s'enfoncer plus avant dans d'aussi vastes solitudes. » (*M. de Ségur.*)

Comprenant le danger de sa position, l'empereur résolut de s'arrêter : « La première campagne de Russie est finie, disait-il à Murat à plantons ici nos aigles. 1813 nous verra à Moscou, 1814 à Pétersbourg. La guerre de Russie est une guerre de trois ans. » Et il ajoutait : « Nous ne ferons pas la folie de Charles XII. » Bientôt pourtant l'impatience le prit. Obsédé d'une idée fixe, fiévreusement penché sur la carte, ou parcourant à grands pas ses appartements, il passait d'un objet à un autre sans pouvoir s'arrêter à rien. Enfin le désir d'atteindre Moscou l'emporta. Le 13 août, l'armée quitta Witepsk ; elle y avait demeuré quinze jours. Pendant ce temps, Barclay de Tolly et Bagration s'étaient réunis vers Smolensk. Oudinot avait battu Wittgenstein à *Drissa*, sur la Dwina ; Murat, de son côté, avait été vainqueur en avant de Smolensk, à *Souraiège* ; mais Sébastiani avait été battu à *Inkovo*, sur le Dniéper.

Prise de Smolensk (17-18 août). — Napoléon a formé un nouveau projet. Les Russes sont établis entre la Dwina et le Dniéper, perpendiculairement à ces deux fleuves. L'empereur est

décidé à défilier devant leur front de bataille, à quitter sa ligne d'opérations de Witepsk, pour prendre celle d'Orcha, et à se jeter avec 185,000 hommes sur la gauche du Dniéper et de l'armée ennemie. Couvert par le fleuve, il la dépassera ; c'est dans Smolensk qu'il veut la prévenir. S'il réussit, il aura séparé les Russes de Moscou, de tout le centre et du midi de l'empire ; ils seront relégués dans le nord. Il aura effectué dans Smolensk, contre Bagration et Barclay réunis, ce qu'il a tenté vainement à Witepsk contre Barclay seul.

Les Russes ne s'aperçurent point d'abord de ce mouvement. Mais quand les Français, après avoir franchi le Dniéper et traversé Rassasna, Liady, Krasnoë, eurent rencontré devant eux la division Neweroskoï, ce général se replia sur Smolensk, en opposant une résistance opiniâtre aux cavaliers de Murat. Le 16 août, on arrive en vue de *Smolensk* par la rive gauche, et l'on aperçoit sur l'autre rive du fleuve, au nord, d'épaisses colonnes qui approchent en toute hâte. C'est Barclay de Tolly ; avec 120,000 hommes, il vient défendre Smolensk : il va livrer bataille. « Enfin, je les tiens ! » s'écrie Napoléon.

Le 17 août au matin, son espérance est encore trompée. Les Russes sont en pleine retraite sur la route de Moscou, et l'on est séparé d'eux par le fleuve ! Il faut s'emparer de Smolensk et de ses ponts. Ney, Davout, Lobau, Poniatowski, s'élançant à l'assaut. Les faubourgs sont enlevés. Les remparts tiennent bon ; l'artillerie russe crible nos soldats de mitraille ; un seul boulet tue vingt-deux hommes. Murat, qui vient de supplier l'empereur de s'arrêter dans cette téméraire invasion, désespéré de n'avoir rien obtenu, essaye de se faire tuer.... La nuit est venue ; des gerbes de flammes jaillissent au-dessus de la ville. Silencieuse, l'armée française, du haut des collines qu'elle occupe, assiste à cet incendie ; Napoléon le contemple inquiet et stupéfait. Avant d'évacuer Smolensk, la garnison y a mis le feu pour arrêter les Français et retarder leur poursuite.

Au sortir de la ville, les Russes n'avaient pas pris immédiatement la route de Moscou, qui longeait le Dniéper et pouvait être balayée par les batteries françaises placées sur la rive gauche ; ils avaient fait un détour au nord pour rejoindre cette route plus à l'est, à *Valoutina*. Napoléon charge Ney d'attaquer de front le plateau de Valoutina, tandis qu'à sa droite Junot avec les Westphaliens, tournant la gauche de l'ennemi par les marais qui bordent le Dniéper, doit couper la retraite aux

Russes. Junot, malade et hésitant, n'exécuta point le mouvement prescrit. Ney franchit la Kolowdnia et chassa l'ennemi de Valoutina après une lutte épouvantable. La division Gudin avait perdu son chef, tué par un boulet, et qui fut enseveli dans la citadelle de Smolensk. Napoléon, quelque habitué qu'il fût à ces sortes de spectacles, fut impressionné par la vue des cadavres, amoncelés sur ce champ de carnage, où il était venu distribuer des récompenses aux soldats (19-20 août).

Fallait-il s'arrêter à Smolensk, marcher sur Kiew au sud, Pétersbourg au nord, Moscou à l'est? Smolensk était encombré de blessés. Animés d'un patriotisme indomptable, les habitants s'enfuyaient à l'approche des Français, en détruisant leurs provisions. De Smolensk à Moscou il y a quatre-vingt-treize lieues. L'automne approchait. Berthier, Caulaincourt, Lobau, supplièrent encore Napoléon de ne point avancer davantage en laissant sur ses flancs des armées ennemies. L'empereur ne voulut rien écouter. Il venait d'apprendre que sur sa gauche, le 17 août, Saint-Cyr avait battu Wittgenstein à *Polotsk*; il le nomma maréchal de France et donna l'ordre de reprendre la marche en avant.

Bataille de la Moscowa (7 septembre). — Le 20 août, l'armée quitta Smolensk, poussant les Russes en retraite sur Moscou. Napoléon avait avec lui 155,000 hommes. Il laissait en arrière Macdonald pour contenir Essen à Riga, Oudinot et Saint-Cyr pour arrêter Wittgenstein devant Polotsk, sur le flanc gauche de la grande armée; Victor, Schwartzemberg, Reynier, Dombrowski, pour tenir en respect Hœrtel devant Bobruisk et Tchitchakof en Volhynie, sur son flanc droit. On traversa successivement Dorogobouge, Slawkowo, Semlewo, Viazma, Gjat, Griednewa. L'empereur était malade, l'armée épuisée de fatigue. Les deux chefs de l'avant-garde, Murat et Davout, n'étaient pas d'accord. A chaque instant il fallait refouler les arrière-gardes ennemies et les Cosaques. On demandait à un parlementaire ce qu'on trouverait entre Gjat et Moscou : « Pul-tawa, » répondit-il.

En effet, une grande bataille était proche. Barclay de Tolly, désirant attirer les Français le plus loin possible dans l'intérieur, reculait toujours sans combattre; mais cette tactique fort adroite, comme la suite le prouva, exaspérait les populations abandonnées à l'invasion. L'armée russe et Bagration, lieutenant de Tolly, demandaient à grands cris la bataille. Cédant à leurs

instances, le czar confia le commandement suprême au vieux Kutusow; celui-ci se retrancha en travers de la route de Moscou, à Borodino, sur le plateau de Ghorka.

Napoléon, arrivé le 5 septembre au monastère de Kolotskoï, vit les Russes en position au delà. En avant de leurs lignes se trouvait la redoute de *Schwardino*. Trois fois prise et reprise par le 64^e de ligne, elle resta entre nos mains. Le lendemain, passant ce régiment en revue, Napoléon demanda le 3^e bataillon : « Il est dans la redoute, » répondit le colonel.

Les Russes couronnaient toutes les crêtes d'un vaste plateau en forme de demi-cercle sur une étendue de deux lieues. Leur droite, appuyée au nord à la rivière de la *Moscowa*, était protégée de front jusqu'au village de *Borodino*, où passait la grand'route, par un ruisseau marécageux, la *Kolocza*, affluent de cette rivière. Leur centre s'étendait de *Borodino* et *Ghorka* jusqu'à *Semenowskoïe*; il était protégé en avant par une redoute formidable, hérissée de canons, nommée la *grande redoute*. Leur gauche, au sud, se repliait en arrière en forme d'arc de cercle jusqu'au village et aux bois d'*Ouitiza*, vers la vieille route de Moscou. Bagration commandait cette gauche, Barclay de Tolly le centre et la droite. Le centre était la partie saillante de la ligne ennemie; les deux ailes se refusaient. La *Kolocza* rendait la droite inabordable, mais lui interdisait l'offensive.

Le 6 se passa sans combattre : les armées se reposaient. Kutusow, accompagné des popes et des archimandrites, montrait aux Russes une image de la Vierge miraculeusement sauvée, disait-il, de l'incendie de Smolensk, et les exhortait à défendre leur religion et leur patrie. Napoléon montrait aux soldats de la vieille garde le portrait du roi de Rome, qu'il venait de recevoir de Paris.

Le 7, les Français prennent l'offensive. Pendant qu'à gauche Eugène sur la route, devant Borodino, contiendra la droite et le centre de Kutusow, notre droite refoulera la gauche des Russes sur le reste de leur armée pour l'acculer tout entière dans l'angle de la *Kolocza* et de la *Moscowa*. Poniatowski, à l'extrême droite, doit s'enfoncer dans les bois d'*Ouitiza* et fermer la retraite à l'ennemi.

A sept heures du matin, 120 pièces de canon foudroient la gauche des Russes; 60 tirent sur le centre. Le prince Eugène attaque Borodino, s'en empare, puis est ramené. Tandis qu'il engage la lutte de front, Davout à droite attaque les redoutes qui couvrent la gauche ennemie. Un feu terrible accueille les

Français. Davout, Rapp, Compans, sont blessés. Ney s'élançait au secours de Davout. Trois redoutes sont conquises. Il est midi. La gauche russe est découverte ; Murat se jette sur elle avec ses cavaliers. Alors la seconde ligne des Russes vient au secours de la première. Leurs cuirassiers obligent les Français à reculer. Ney ramène son infanterie à la charge et, soutenu par Murat, rejette définitivement l'ennemi sur la hauteur de Semenowskoïe, où la gauche de Kutusow se lie à son centre. Il faut enlever cette position. Ney, Murat, Friant, Latour-Maubourg s'en emparent. Kutusow, qui comprend que la bataille est perdue définitivement pour lui s'ils en restent les maîtres, envoie au secours de Bagration toutes ses réserves. Pour repousser ce choc formidable, Murat fait demander la jeune garde.

Napoléon envoie, non la jeune garde, mais l'artillerie de réserve, au secours de Ney et de Murat. Les 80 canons de Lauriston couronnent les hauteurs ; la cavalerie des Russes est broyée par leur feu. Leur infanterie s'avance ; sillonnée par les boulets, ouverte par d'affreuses trouées, elle s'arrête, et se laisse écraser pendant deux heures sans bouger de place. Bagration est frappé à mort. Enfin Ney et Murat refoulent l'ennemi.

Ainsi à deux heures, la droite française, après avoir à moitié détruit la gauche russe, est sur le flanc de l'ennemi, dont elle voit l'intérieur et les derrières abandonnés. Il faut s'élançer pour lui couper la retraite. Mais, pour cela, des renforts sont nécessaires. Que la garde donne, et Kutusow est perdu. Belliard vient encore la demander à l'empereur. Napoléon refuse : « S'il y a une seconde bataille demain, s'écrie-t-il, avec quoi la livrerai-je ? » Murat et Ney sont désespérés.

Il ne faut plus songer dès lors à détruire l'armée russe. Pour la chasser du champ de bataille, il reste à lui enlever la grande redoute. L'infanterie d'Eugène Beauharnais, qui s'en est emparée une première fois le matin sans pouvoir s'y maintenir, l'attaque de front ; Murat, à droite, appelle à lui une division de cuirassiers. Son général, Montbrun, était tué ; Caulaincourt, frère du duc de Vicence, le remplace. Murat lui montre la redoute : à lui de trouer la gauche ennemie au point où elle s'y appuie, de se rabattre à gauche sur cette redoute et de l'enlever. Les cuirassiers s'élançant ; Caulaincourt est tué d'une balle ; la redoute est conquise. L'infanterie d'Eugène, qui l'attaquait de front, voit son feu s'éteindre et briller sur le

mamelon les casques et les sabres de nos cavaliers. Le 9^e de ligne accourt sur les hauteurs et fusille au passage la garde à cheval russe, qui chargeait nos cuirassiers et nos carabiniers. Toute l'armée s'avance en ligne brisée, enveloppant l'armée russe dans un angle de feu. Il est trois heures et demie.

Jusqu'au soir l'armée russe se retira lentement, mutilée, mais en ordre. « Puisqu'ils en veulent, qu'on leur en donne ! » s'était écrié Napoléon, et l'artillerie les foudroyait sur toute la ligne. Quand la nuit descendit sur la plaine, les Russes avaient perdu 60,000 hommes, morts ou blessés, les Français 30,000, dont 43 généraux. On avait fait à peine 800 prisonniers. La nuit et la journée du lendemain furent affreuses. Le ciel était gris, une pluie froide tombait. Les blessés poussaient des gémissements plaintifs, les redoutes étaient jonchées de cadavres.

Napoléon à Moscou (14 septembre). — Poussant devant eux l'ennemi, les Français continuèrent leur marche. Après avoir traversé Mojaïsk et Krimskoïe, notre avant-garde arriva le 14 septembre sur le mont du Salut et découvrit la ville sainte. Les 295 églises de Moscou étincelaient au soleil dans le lointain, avec leurs terrasses et leurs clochers garnis de fleches et de globes d'or. 4,500 palais, et surtout le Kremlin, vaste forteresse triangulaire d'une demi-lieue de tour, éblouissaient les regards. L'armée cria : « Moscou ! » comme les marins crient : « Terre ! »

Alexandre était venu quelques jours plus tôt dans cette capitale : les marchands lui avaient donné 2 millions de roubles ; les propriétaires nobles, un serf sur dix. Kutusow, arrivé après la bataille de la Moscowa, avait déclaré qu'il était victorieux, et que, de concert avec le gouverneur Rostopchine, il défendrait la ville jusqu'à la mort. Il ne tint pas cette promesse. Quand les Français entrèrent dans Moscou, ils la trouvèrent à peu près déserte. Pendant que l'empereur prenait possession du Kremlin, l'infatigable Murat, traversant la ville sans s'arrêter, faisait charger les Cosaques en retraite. Par son ordre, « les feux, dont il semblait menacer l'Asie, mais qui ne devaient plus s'arrêter qu'aux rives de la Seine, recommencèrent. »

Incendie de Moscou (15-20 septembre). — En entrant à Moscou, Napoléon avait envoyé au czar une lettre contenant des propositions de paix. Le lendemain, dans la nuit du 15 au 16 septembre, les Français sont réveillés brusquement par une clarté extraordinaire ; l'ouest et le nord de la ville flambaient ; les palais, illuminés de reflets sinistres, s'écroulent ; les flam-

mèches, poussées par le vent, arrivent sur les toits du Kremlin. Moscou n'est plus qu'un immense brasier. Les flammes convergent vers le Kremlin, comme pour l'environner d'un cercle de feu... Avant de quitter la ville, le gouverneur Rostopchine a mis en liberté les malfaiteurs. Il leur a fait promettre de racheter leurs crimes en chassant les Français de leur conquête. Ils ont tenu parole : guidés par la police, ils ont mis le feu à toutes les rues.

Napoléon, supplié par Berthier, Eugène et Murat de sortir de la ville, s'y refuse d'abord. Tout à coup retentit un cri terrible : « Le feu est au Kremlin ! » L'empereur sort de ce palais avec sa garde pour gagner le château de Petrowski, à une lieue de la ville, sur la route de Pétersbourg. Il est obligé de passer au travers du pétilllement des brasiers, au bruit du craquement des voûtes, de la chute des poutres brûlantes et des toits de fer ardent qui croulaient autour de lui. « Nous marchions, ajoute un témoin, sur une terre de feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu ! » Pendant toute la journée du 17, Moscou offrit l'image d'une trombe de flammes. « Ceci nous présage de grands malheurs ! » disait Napoléon. Par la prise de Moscou, l'empereur avait cru obliger les Russes à la paix ; et maintenant cette vieille capitale, cette ville sainte, ils la brûlaient eux-mêmes pour chasser l'envahisseur !

Retraite des Français (19 octobre). — Napoléon resta cinq semaines à Moscou. A moitié brûlée et mise au pillage, cette ville n'offrait plus aucune ressource. L'automne était arrivé : le temps devenait froid ; on était à six cents lieues de Paris. Le czar ne répondait point aux ouvertures de paix de l'empereur. Le général Lauriston, chargé d'une lettre pour Alexandre, n'avait pu dépasser les avant-postes. Les généraux russes avaient conclu un armistice, mais ils ne voulaient que gagner du temps. Kutusow, arrêté sur notre flanc gauche au sud-ouest, recevait de nombreux renforts. Napoléon eut l'idée de marcher sur Pétersbourg. Il dut renoncer à ce projet impraticable. Rempli d'anxiété, l'empereur passait les nuits à discuter avec le comte Daru et avec les maréchaux. Batta en retraite, n'était-ce pas s'avouer vaincu ? Notre premier pas en arrière ne serait-il point pour l'Europe le signal de l'insurrection ? « Lorsqu'on s'est trompé, disait Napoléon, il faut persévérer : cela donne raison. »

Enfin, la première neige parut ; les Russes rompirent l'armistice, et Murat, attaqué à *Winkowo*, le 18 octobre, par Kutusow et Bagawout, perdit 4,000 hommes. Dès lors l'empereur

n'hésite plus. Le 19 il abandonne Moscou pour regagner Smolensk par la route de Kalouga. L'armée comptait encore 100,000 combattants, 550 canons, 2,000 voitures d'artillerie. Derrière venait une multitude d'hommes sans armes, des caissons, des chariots, des calèches, jusqu'à des brouettes chargées de butin et traînées par des maraudeurs.

Bataille de Malo-Jaroslawetz (24-25 octobre). — Le 25 octobre au matin, Napoléon arrive à Malo-Jaroslawetz. Avant d'y entrer, il dut mettre l'épée à la main avec son escorte pour se défendre contre les Cosaques qui avaient franchi à gué la rivière de Louja et traversé l'armée française de part en part dans l'espoir de piller ses bagages. A Malo-Jaroslawetz, l'empereur avait été précédé par l'armée d'Italie. Arrivé dans cette ville le 23 au soir, Eugène y a été attaqué par l'ennemi. Les Russes nous ont prévenus ! On s'est battu toute la journée du 24. 48,000 Italiens et Français ont repoussé 50,000 Russes ; mais on a perdu 4,000 hommes. Si l'on est maître de la ville et de la plaine qui s'étend sur l'autre rive, Kutusow est toujours là, un peu en arrière, sur le plateau. Établi à l'entrée des forêts, il nous barre le passage ; il garde à la fois la route de Kalouga au sud-ouest, celle de Medyn à l'ouest. Pour les rouvrir, il faut escalader ces hauteurs boisées et culbuter les 426,000 hommes qui les gardent avec 700 pièces de canon.

Napoléon n'ose point tenter cette terrible attaque : il donne l'ordre de remonter au nord. Pour gagner Smolensk, au lieu de passer par Kalouga ou Medyn, on reprendra la route de Mojaïsk. Cette route est plus longue, il est vrai ; le pays qu'elle traverse a été ruiné par les Français pendant leur marche en avant. Et les lieutenants de Napoléon, échelonnés jusqu'au Niémen, pourront-ils garder cette ligne immense jusqu'à son arrivée contre les ennemis qu'ils ont en face d'eux ?

A Vereïa, l'empereur fut rejoint par Mortier, qui avait quitté Moscou avec l'arrière-garde, après avoir fait sauter le Kremlin.

Désorganisation de l'armée. — Le 28 octobre, on arrive à Mojaïsk. De là, par Borodino, Kolotskoï, Gjatze, Viazma, l'armée continue sa retraite, abandonnant ses blessés, ses bagages, déjà épuisée de fatigue et maltraitée par le froid. A Viazma, Davout, Ney, Eugène, Duroc, durent soutenir une lutte opiniâtre contre Miloradowitch, qui voulait leur couper la retraite.

Le 6 novembre, le ciel se couvre, et bientôt la neige tombe sans interruption. La terre disparaît et n'offre plus au regard

qu'une immense plaine blanche. Sans vivres, sans feu, les soldats se trainent frissonnants. Ceux qui tombent restent ensevelis sous la neige ; de légères éminences font seules reconnaître la place où ils sont tombés. « La route est toute parsemée de ces ondulations, comme un champ funéraire. Les plus intrépides et les plus indifférents s'affectent ; ils passent rapidement en détournant leurs regards. Mais devant eux, autour d'eux, tout est neige. Leur vue se perd dans cette immense et triste uniformité ; l'imagination s'étonne : c'est comme un grand linceul dont la nature enveloppe l'armée. » Chaque nuit, les hommes périssent par centaines autour des bivouacs. 30,000 chevaux meurent en quelques jours. Il faut abandonner les canons, les voitures. Déjà on a jeté dans le lac de Semlewo la croix d'or qui surmontait le Kremlin, et que Napoléon avait voulu transporter à Paris. Malgré les efforts du maréchal Ney, qui commande l'arrière-garde, officiers et soldats de toutes armes marchent pêle-mêle, la plupart sans fusil, semant la route de blessés et de mourants. Pourtant un espoir soutient leur courage, celui d'arriver à Smolensk, d'y trouver des vivres et du repos.

Pendant dix jours, de Viazma à Smolensk, il avait fallu faire le coup de feu contre les soldats de Kutusow, qui côtoyait le flanc gauche de la grande armée. Le prince Eugène, avec l'armée d'Italie, s'était séparé de Napoléon à Dorogobouge, pour prendre la route de Witepsk, afin de ne pas encombrer celle de Smolensk. Arrêté par le *Vop*, affluent de la rive droite du Dniéper, grossi par la neige, il dut passer à gué, en abandonnant 400 pièces de canon, et se rejeter sur Smolensk.

Du 8 au 13 novembre, les débris de la grande armée s'entassèrent dans Smolensk. On avait cru y trouver de la viande, des vêtements, des armes, des souliers, une forte position pour arrêter l'ennemi ; on n'y trouva que de l'eau-de-vie et de la farine en quantité insuffisante. S'arrêter n'était point possible. Au sud-ouest de l'armée, l'amiral Tchitchakof s'avancé à marches forcées pour se placer entre Napoléon et la frontière ; au nord-ouest, Wittgenstein et Steinheil, après deux jours de combat contre Saint-Cyr, étaient rentrés dans Polotsk, puis avaient occupé Witepsk. Victor et Saint-Cyr, qui s'étaient réunis, pourraient-ils empêcher Tchitchakof et Wittgenstein de faire leur jonction et de s'établir sur la ligne de retraite des Français ?

Les trois journées de Krasnoë (15-18 novembre) ; Ney sauve l'arrière-garde. — Napoléon quitta Smolensk avec Mortier, le 14 novembre, pour se diriger vers Orcha ; ses lieute-

nants Eugène, Davout, Ney, devaient le rejoindre successivement à un jour d'intervalle. Le soir, on atteignit Korytnia : on avait fait seulement cinq lieues. Le 15, on se dirigea vers Krasnoë, à la même distance. Au moment d'y parvenir, on se trouve brusquement arrêté ; une ligne noire de Cosaques s'étend en travers de la route et barre le passage. Kutusow a dépassé Napoléon ! Il est établi sur le flanc gauche des Français. Toutefois quelques coups de fusil suffisent. Les Cosaques prennent la fuite. Le général moscovite n'ose affronter les débris de la grande armée. Ses troupes, placées sur les hauteurs, se contentent de balayer la route à coups de canon. Napoléon passe devant elles, au milieu des grenadiers de sa garde. Sous les boulets qui trouvent leurs rangs, ces vieux soldats restent impassibles et se serrent autour de leur chef. Leur musique fait entendre l'air si connu : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?* « Non ! crie Napoléon aux musiciens, avec un geste brusque ; jouez plutôt *Veillons au salut de l'empire !* »

Quand la garde eut atteint Krasnoë, les Russes, sous la conduite de Miloradowitch, descendirent en travers de la route, pour séparer Napoléon de ses lieutenants restés à Smolensk. Le prince Eugène arrive en sa présence le lendemain 16. Plusieurs milliers de soldats débandés qui marchent devant lui, sommés de mettre bas les armes, se firent massacrer plutôt que de se rendre. Eugène essaya de prendre d'assaut la position des Russes. Ses colonnes d'attaque furent broyées par le canon. Il profita de la nuit pour échapper à l'ennemi. Laissant ses feux allumés, il s'écarta du grand chemin sur la droite et côtoya en silence, à travers champs, la position de Miloradowitch. Le 17 au matin il rejoignit Napoléon à Krasnoë.

L'empereur ne voulut point partir encore. Au lieu de marcher sur Maliewo et Orcha, où les Russes peuvent aller en avant lui fermer le passage du Dniéper, il range sa garde en bataille et tient ferme pour donner à Davout et Ney le temps d'arriver. Devant, derrière, à droite, au sud, à l'est, à l'ouest, les masses russes enveloppent cette poignée de vétérans. Un seul côté reste libre, celui du nord, dans la direction du Dniéper. Toute la journée du 17, l'artillerie ennemie écrase les Français de ses feux. Enfin Davout paraît ; ses soldats ont, comme ceux d'Eugène, évité par un long détour à droite l'armée ennemie. Ney seul n'est point arrivé. Mais on ne peut l'attendre davantage. Si l'on ne se retire à la hâte, toute l'armée périra. Il faut gagner le Dniéper, la Bérézina, la Pologne... Et,

désespérés de laisser entre les mains des Russes le héros de la Moscowa mort ou captif, les Français se retirent sur Liady, pour atteindre le 48 Dombrowna, où le dégel commence. Puis ils repassent le Dniéper à Orcha.

Cependant Ney est parti de Smolensk le 17 novembre. Le 18, à Katowa, il a trouvé devant lui, sur un plateau, barrant la route, 80,000 hommes. Ses forces ne s'élevaient qu'à 7,000 soldats armés, avec un nombre égal d'hommes sans armes. Sommé de se rendre, pour toute réponse il ordonne l'attaque. Deux fois il est repoussé; la nuit est venue. Alors il ordonne la retraite vers la Russie, vers Smolensk! Il tourne le dos à Napoléon! Mais bientôt il fait fouiller les ravins. On découvre sous la neige le lit d'un ruisseau. On le descend vers le nord, jusqu'à l'endroit où il atteint le Dniéper. On abandonne les canons; on s'engage sur la surface gelée du fleuve; la glace craque, parfois s'enfonce. On passe un à un, en enjambant les crevasses; quelques voitures de blessés essayent de suivre, mais au milieu le fleuve s'entr'ouvre et les engloutit. Le 19, au matin, on est sur la rive droite du Dniéper. On s'avance dans les forêts, en abattant à coups de fusil les Cosaques qui rôdent comme des oiseaux de proie autour de nos malheureux débris. Dans la nuit du 20 au 21 on rejoint l'empereur.

La joie de Napoléon fut vive en revoyant le maréchal Ney. « J'aurais donné trois cents millions de mon trésor, s'écria-t-il, pour racheter la perte d'un tel homme. »

Passage de la Bérézina (25-29 novembre). — Le 24 novembre, l'armée se trouve réunie. Depuis Moscou, elle a perdu 500 canons, 34 aigles, 27 généraux, 40,000 prisonniers, 60,000 morts; il ne reste que 40,000 hommes sans armes et 8,000 soldats armés. A travers d'immenses forêts, sur un sol changé par le dégel en une boue épaisse, on se hâte vers la Bérézina.

Il est trop tard. Dombrowski gardait au sud Minsk, sur le flanc gauche de l'armée; Oudinot au nord protégeait son flanc droit. Dombrowski, écrasé par le nombre, a été chassé de Minsk et rejeté par Tchitchakof à l'est de la Bérézina, sur la route par laquelle arrive Napoléon. Oudinot l'a rejoint, il est vrai, et à eux deux ils comptent 20,000 hommes. Mais Wittgenstein, accouru du nord à la suite d'Oudinot, va nous attaquer sur la rive gauche. Tchitchakof a brûlé le pont de Borizow; il borde la rive droite de la Bérézina et barre le passage. La Bérézina est un lac de glaçons mouvants. Comment et où le franchir sous le feu de l'ennemi?

Napoléon brûle ses papiers et les drapeaux des régiments. Avec les officiers de cavalerie encore montés, il forme l'*escadron sacré*, qui compte 500 chevaux : Grouchy en est le chef; les généraux y servent comme capitaines. Le 24, on rejoint Oudinot et Dombrowski, au bord de la Bérézina. Le général Corbinau indique un gué, à Studzianka. C'est là qu'il faut construire des ponts. On fait une démonstration plus au sud, à Borizow, comme pour y franchir le fleuve, afin de détourner de ce côté l'attention de l'ennemi.

Dans la nuit du 25 au 26, les pontonniers se mettent à l'œuvre sous la direction du général Éblé. Ils travaillent plongés dans l'eau jusqu'à la bouche, transis de froid, meurtris par les glaçons, à portée de fusil de la division russe Tchaplitz. Le jour se lève. Sans doute l'ennemi va écraser nos pontonniers sous ses boulets! Loïn d'attaquer, Tchaplitz se retire; Tchitchakof, trompé par nos démonstrations, le rappelle vers Borizow! « Voilà donc encore mon étoile! » s'écrie l'empereur. Les Français étaient sauvés. L'ennemi en face duquel ils se trouvaient s'éloignait d'eux pour aller les arrêter au sud.

Le 26 et le 27 Oudinot et Dombrowski, puis l'empereur, Davout, Ney, la garde, franchirent la Bérézina. Victor restait sur la rive gauche à Studzianka. La division Partouneaux était demeurée à Borizow pour tromper l'ennemi jusqu'au bout. Dans la nuit du 27 au 28 elle fut attaquée à l'est par les Cosaques de Platow, qui précédaient Kutusow depuis Orcha. En même temps Wittgenstein, accourant du nord, la séparait de Studzianka. A l'ouest, les troupes légères de Tchitchakof, passant le fleuve sur les restes du pont de Borizow, l'assaillent à leur tour. Pris entre la Bérézina et trois corps ennemis, réduit à 2,000 hommes, acculé sur un étang dont la glace s'entr'ouvre, Partouneaux met bas les armes.

Le 28 au matin, les Russes, enfin détrompés, accourent par les deux rives à Studzianka. Ils veulent s'emparer des ponts et jeter les Français dans le fleuve. Sur la rive droite, Napoléon, Oudinot, Ney, Dombrowski, Doumerc, avec 43,000 hommes, contiennent les 27,000 soldats de Tchitchakof. Sur la rive gauche, avec 6,000 hommes armés, Victor tient tête aux 40,000 soldats de Wittgenstein; le soir seulement il passe le fleuve. Alors la multitude des hommes sans armes, des blessés, des malades, des enfants, des femmes, qui n'a point voulu quitter les feux de bivouac, se précipite sur les ponts, au milieu des voitures qui se brisent, des chevaux qui se cabrent. Ces mal-

heureux se heurtent, s'écrasent, se noient, sont broyés par les obus. Ces scènes affreuses durèrent toute la journée du 23 et la nuit suivante. Le 29 au matin, Éblé met le feu aux ponts pour arrêter Wittgenstein. Tous ceux qui n'avaient point passé périrent ou demeurèrent prisonniers.

Napoléon quitte l'armée (5 décembre). — La grande armée précipita sa marche vers Zemin. Elle ne comptait plus que 60,000 hommes, qui marchaient pêle-mêle, la plupart sans armes. Le 4 décembre, à Bienitz, le thermomètre descendit à 26 degrés au-dessous de zéro. Les hommes mouraient de froid et de faim par milliers. Ney, avec le général Maison et une poignée d'hommes intrépides, contenait à l'arrière-garde les Cosaques de Platow et les colonnes de Wittgenstein. A Smorgoni, le 5 décembre, Napoléon écrivit le 29^e bulletin, le premier par lequel la France ait pu soupçonner l'étendue du désastre¹. Le soir de ce jour, l'empereur laissa le commandement de l'armée au roi de Naples et partit pour Paris avec Daru, Caulaincourt, Lobau, le capitaine polonais Wonsowitch et son mameluk Rustan.

Désastre de Vilna; retour en Pologne (9-13 décembre). — Le départ de Napoléon acheva la désorganisation de l'armée. Dès lors la vieille garde elle-même, n'ayant plus à veiller sur son chef, se débande. Le 6 décembre « le ciel se montra plus terrible encore; les oiseaux tombèrent roidis et gelés; l'atmosphère était immobile et muette; il semblait que tout ce qu'il y avait de mouvement et de vie dans la nature, que le vent même, fût atteint, enchaîné et comme glacé par une mort universelle. »

Enfin, le 9 décembre, les débris de la grande armée, réduits à 40,000 hommes, arrivèrent à Vilna par 28 degrés de froid. La ville enfermait des approvisionnements immenses. Les administrateurs, pour obliger les soldats à rentrer dans les rangs, ne voulurent faire de distribution qu'aux corps organisés. De malheureux affamés moururent d'inanition devant ces amas de vivres, dont les Russes s'emparèrent le lendemain. Le 40 décembre, en effet, le canon tonne. La résistance est impossible. En trois jours, sans avoir vu l'ennemi, la division Loison, venue à la rencontre de l'armée, de Smolensk à Smorgoni, a été réduite par le froid de 45,000 hommes à 3,800.

Tout ce qui peut marcher encore fuit de Vilna sur le Niémen, tandis que les Russes entrent dans la ville. 20,000 hommes

1. « Les chevaux mouraient par milliers, » disait ce bulletin (il n'était pas question des hommes). Il se terminait ainsi : « La santé de Sa Majesté l'Empereur et Roi n'a jamais été meilleure. »

blessés, malades, parmi lesquels 300 officiers et 7 généraux, tombent au pouvoir des Russes. Les juifs dépouillaient les blessés et les jetaient nus par les fenêtres sur le passage des Cosaques, qui les massacraient. Au sortir de Vilna, les fourgons et les voitures du grand parc ne purent réussir, malgré quinze heures d'efforts, à graver le coteau de Ponari, dont la pente était convertie par le froid en « un mur de verglas. » Il fallut les abandonner. Les soldats de l'arrière-garde et les Cosaques interrompirent la lutte pour les piller pêle-mêle. Elles renfermaient le trésor de l'armée; 40 millions disparurent.

Le 13 décembre, quarante-six jours après le départ de Moscou, on atteignit le Niémen, à Kowno. Le 14, les Russes passèrent le fleuve sur la glace. Ney, le fusil à la main, avec Heymes et Gérard, à la tête de 30 hommes, défendit longtemps une des portes de la ville; puis il se replia sur Gumbinnen. Les débris de l'armée gagnèrent Königsberg, où ils remplirent les hôpitaux. Là moururent les généraux Lariboisière et Éblé.

Conspiration du général Malet (22-23 octobre 1812). — Napoléon rentre à Paris au moment où le général Malet¹ avait failli renverser en une seule nuit le gouvernement impérial. Détenu comme républicain dans une maison de santé, Malet s'en échappa dans la nuit du 22 au 23 octobre. En annonçant que l'empereur est mort et en présentant une fausse commission, émanée, disait-il, du sénat, il parvient à se faire suivre par la dixième cohorte², que le commandant Soulier met sous ses ordres, délivre deux autres généraux prisonniers, Lahory³ et Guidal, arrête le ministre de la police Savary et enjoint au comte Frochot, préfet de la Seine, de préparer les appartements de l'hôtel de ville pour un gouvernement provisoire⁴. Les mem-

1. Malet (Claude-François), né à Dôle le 28 janvier 1754, soldat à seize ans, capitaine en 1789, général de brigade en 1799, se distingua à l'armée d'Italie. Ardent républicain, il forma avec le colonel Oudet la société secrète des Philadelphes pour renverser le gouvernement impérial. Dénoncé en 1807, Malet fut arrêté et emprisonné à la Force. Oudet périt le soir de Wagram, d'une mort mystérieuse. Quant à Malet, il fut transporté en 1812 dans une maison de santé.

2. Napoléon avait formé en 1812 cent cohortes de garde nationale active, prises dans le premier ban, et composées d'hommes de 20 à 26 ans, non mariés, qui ne devaient servir qu'à l'intérieur de l'empire. Le second ban comprenait les hommes de 26 à 40 ans; le troisième, les hommes de 40 à 60 ans.

3. Lahory, né en 1766, à Gavron (Mayenne), général de brigade, ancien chef d'état-major de Moreau; Guidal, né en 1765 à Grasse, général de brigade.

4. Frochot, qui revenait de sa maison de campagne, reçut en route de la main d'un courrier un papier où on lui disait de se hâter, et au bas duquel il y avait : *Fuit imperator* (l'empereur n'est plus). Il obéit à l'ordre de Malet. Napoléon à son retour le destitua et le remplaça par le comte de Chabrol.

bres du gouvernement provisoire indiqués par Malet étaient : Moreau (président), Garat, Destutt-Tracy, Volney, Malet, Carnot, Augereau, Bigonet, Guyot, Frochot, Lambrecht, Mathieu Montmorency, Noailles, Truguet et Jacquemont. Mais il est reconnu chez le général Hulín, commandant la place de Paris, auquel il tire un coup de pistolet. Il est arrêté et traduit devant un conseil de guerre. Le président lui demandait quels étaient ses complices : « La France entière, répondit-il, et vous-même, si j'avais réussi. » Il fut condamné à mort et fusillé dans la plaine de Grenelle, le 29 octobre, avec Lahory, Guidal et onze autres officiers, auxquels leurs juges ne pouvaient reprocher que de s'être laissé tromper.

Napoléon devait savoir à quoi s'en tenir sur la solidité de son œuvre. « Eh quoi ! disait-il au conseil d'État deux jours après son arrivée, au premier mot de ma mort, sur l'ordre d'un inconnu, des officiers mènent leurs régiments forcer les prisons, se saisir des premières autorités ! Un concierge enferme les ministres sous les guichets ! Un préfet de la capitale, à la voix de quelques soldats, se prête à faire arranger sa grande salle d'apparat pour je ne sais quelle assemblée de factieux, tandis que l'impératrice est là, le roi de Rome, mes ministres et tous les grands pouvoirs de l'État ! Un homme est-il donc tout ici ? les institutions, les serments, rien ? » (20 décembre 1812).

Au même moment, il répondait en ces termes à une adresse du sénat : « C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur ses bases fonder la législation des peuples, c'est à l'idéologie qu'il faut attribuer tous les malheurs de la France... C'est elle qui a amené le régime des hommes de sang, qui a proclamé le principe de l'insurrection comme un devoir, qui a adulé le peuple en l'appelant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer, qui a détruit la sainteté et le respect des lois, en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, administratives, politiques et militaires. »

« Quel spectacle, dit l'auteur de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, que cette colère contre la philosophie ! Quoi ! on était allé compromettre follement en Russie l'armée française, avec l'armée française le trône impérial, et, ce qui était pis, la grandeur de la France ; on s'était gravement trompé sur la nécessité de cette guerre et sur les moyens de la soutenir ; on revenait vaincu, humilié, et c'était la philosophie qui avait tort ! » (*Thiers*.)

CHAPITRE XIV.

La coalition et la chute de l'Empire.

Soulèvement de l'Allemagne (1813). — Sixième coalition. — Campagne de Saxe. Bataille de Lutzen (2 mai 1813). — Batailles de Bautzen et de Wurtzen. Armistice de Pleswitz (20-21 mai, 5 juin). — Napoléon et M. de Metternich. Congrès de Prague. L'Autriche se joint aux coalisés (10 août 1813). — Victoire de Dresde (26-28 août). — Défaites de Kulm, de la Katzbach, Gros-Beeren, Dennewitz (août-sept.). — Batailles de Leipzig et de Hanau (18, 19 et 29 oct.). — Revers en Espagne ; les Arapiles (22 juillet 1812). Vittoria (21 juin 1813). — Notification de Francfort. Le corps législatif est prorogé.

L'invasion (1814). — Campagne de France, combat de Brienne ; bataille de la Rothière (27 janvier-1^{er} février 1814). Congrès de Châtillon. — Napoléon bat Blücher et l'armée de Silésie dans la vallée de la Marne, à Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps (10-15 février). — Il bat Schwartzemberg et l'armée de Bohême dans la vallée de la Seine, à Mormant et à Montereau (17-18 février). — Blücher rejeté de la Marne sur l'Aisne. Soissons capitale. Batailles de Craonne, de Laon (27 fév.-10 mars). — Bataille d'Arcis-sur-Aube (23 mars). Napoléon sur les derrières de l'ennemi. — Les coalisés marchent en masse sur Paris. Combat de Fère-Champenoise (25 mars). — L'impératrice et le roi de Rome se retirent à Blois. — Bataille et capitulation de Paris (30 mars).

M. de Talleyrand. Gouvernement provisoire. Le Sénat prononce la déchéance de l'empereur (8 avril). — Napoléon à Fontainebleau. Défection de Marmont (6 avril). — L'abdication. — Traité du 11 avril ; adieux de Fontainebleau ; départ pour l'île d'Elbe. — Entrée de Louis XVIII à Paris (3 mai 1814).

Soulèvement de l'Allemagne (1813). — De tous les pays de l'Europe, le plus maltraité par Napoléon avait été l'Allemagne. Les armées françaises étaient restées à demeure sur le sol germanique, vivant aux dépens du pays conquis, qu'écrasaient en outre les contributions de guerre. La Prusse et l'Autriche étaient à moitié détruites : Braunau, Magdebourg, Hambourg, Dantzick, étaient occupés par des garnisons françaises. Aussi la haine contre la France était-elle vive. Dès 1806, M. de Gentz disait dans une brochure : « L'Allemagne deviendra-t-elle ce que sont devenues la Hollande, la Suisse et l'Italie ? Ce n'est ni la Russie ni l'Angleterre qui peuvent accomplir le grand œuvre de la délivrance européenne : c'est à l'Allemagne qu'il est réservé. C'est l'Allemagne qui a été la principale cause de la ruine de l'Europe, c'est l'Allemagne qui doit opérer l'af-

franchissement général et restituer à la France une existence tranquille et harmonique qui la réconciliera avec tous les peuples et avec elle-même. »

Enfin arriva l'heure du soulèvement. En voyant reparaitre les restes de la grande armée, qui s'entassaient dans Koenigsberg, Elbing et Dantzick, ou se rejetaient précipitamment sur Varsovie, en entendant sur le Niémen le canon de Kutusow, les Prussiens poussaient des cris de joie. Toute l'Allemagne tressaillit. On vit les professeurs des universités quitter leurs chaires et donner rendez-vous aux étudiants sur les champs de bataille : Fichte, le disciple stoïcien de Kant, était du nombre. Lützow organisait ses *chasseurs noirs* ; Rükert composait ses *sonnets cuirassés*. En allant au combat, les soldats chantaient les chœurs d'Arndt : *Qu'est-ce que la patrie de l'Allemand ? ou la Chanson de l'épée*, composée par Kœrner¹ au bivouac quelques heures avant sa mort : « Patrie, tu as ordonné de mourir pour toi ; nous t'obéissons. Ceux que nous aimons hériteront de la liberté payée de notre sang. Grandis, liberté allemande, grandis au-dessus de nos cadavres ! » — « Peuples, disaient les princes, soyez libres, venez à nous ! Dieu est à nos côtés, et nous affrontons l'enfer et ses alliés ! toute distinction de rang, de naissance, de pays, est bannie de nos légions ; nous sommes tous des hommes libres. » — « Allemands, disait Wittgenstein, nous vous ouvrons les rangs prussiens : vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distinction de rang est effacée par ces grandes idées : le roi, la liberté, l'honneur et la patrie. »

Sixième coalition. — Le 30 décembre 1812, le général York, qui commandait le corps auxiliaire prussien mis par Frédéric-Guillaume III à la disposition de Napoléon au début de la guerre de Russie, avait séparé sa cause de celle des Français. Placés sous les ordres du maréchal Macdonald, les 22,000 Prussiens d'York, de Grawert, de Kleist et de Massembach avaient combattu bravement à côté de 8,000 Français et Polonais au siège de Riga. Le 19 décembre, Macdonald leva le siège de cette ville pour se replier sur le Niémen. Bien qu'ils en fussent pressés par le général russe Diébitch, les généraux prussiens ne voulurent pas abandonner Macdonald avant qu'il fût en sûreté. Ils culbutèrent même les Russes qui avaient voulu leur barrer le passage à *Kelus*, à *Piklupenen* et à *Tilsitt* (27-28 dé-

1. Théodore Kœrner, né à Dresde, en 1791, s'engagea en 1818 dans les chasseurs de Lützow, et fut blessé à mort le 26 août 1813.

cembre). Mais alors York couclut de son autorité privée avec Diébitch la convention de *Taurogen*, stipulant la neutralité de ses soldats. Le roi de Prusse désavoua d'abord cette convention. Murat, découvert sur sa gauche, n'en fut pas moins obligé de quitter Koenigsberg pour Elbing (3 janvier 1813), puis Elbing pour Posen. Arrivé là le 14 janvier, il abandonna l'armée, pour retourner à Naples, après avoir transmis le commandement à Eugène Beauharnais.

Celui-ci se vit bientôt dans la nécessité de quitter Posen. L'Autriche avait été, comme la Prusse, obligée de fournir à Napoléon un corps auxiliaire pour l'invasion de la Russie. Dégagée de la pression française par le désastre de Moscou, elle résolut de rentrer dans la neutralité. Le prince de Schwarzenberg avait jusqu'au 22 janvier, par une lente retraite, protégé le flanc droit de la grande armée et couvert Varsovie. Il reçut l'ordre de repasser la frontière autrichienne ; il l'exécuta le 8 février, après avoir sauvé par ce retard les Polonais, les Français et les Saxons, qui, sous les ordres de Reynier et de Poniatowski, accompagnaient son corps d'armée.

Ne pouvant plus compter sur les Autrichiens, pressé de front par les Russes supérieurs en nombre, craignant l'insurrection sur ses derrières, Eugène recula de Posen sur Berlin. Le 4 mars il évacua Berlin. Le lendemain, il était sur l'Elbe. Là seulement s'arrêta la retraite. Douze jours plus tard, la Prusse déclara officiellement la guerre à la France (17 mars).

Les alliés franchirent l'Elbe aux deux extrémités, débordant ainsi les deux ailes du prince Eugène. Au nord, Hambourg avait reçu les Russes comme des libérateurs ; au sud, ils étaient entrés dans Dresde et ils s'avançaient sur Leipsick. Eugène se trouvait refoulé au confluent de la Saale et de l'Elbe. Sa gauche était appuyée à l'Elbe, sur lequel les Français occupaient Torgau, Wittemberg, Magdebourg ; sa droite, qui bordait la Saale, pouvait être tournée : c'est par là que devait venir Napoléon.

Campagne de Saxe. Bataille de Lutzen (2 mai 1813). — L'empereur arriva en Allemagne au mois d'avril avec une nouvelle armée. Trois sénatus-consultes avaient mis à sa disposition 800,000 conscrits. Même les jeunes gens qui avaient échappé jusque-là au service militaire, en fournissant successivement plusieurs remplaçants, durent entrer dans l'armée : ils formèrent les *gardes d'honneur*¹.

1. Ils devaient former un corps de cavalerie d'élite et s'équiper à leurs frais ;

Pendant que sur le bas Elbe Davout réoccupe fortement Hambourg, Napoléon arrive en Saxe. Il descend la rive gauche de la Saale, tandis que le prince Eugène la remonte pour venir se joindre à lui vers Mersebourg. Cette jonction opérée, Napoléon avait la supériorité du nombre : il pouvait opposer 200,000 combattants aux 112,000 soldats russes et prussiens. Son armée, il est vrai, était composée de conscrits, et la cavalerie lui manquait, tous ses chevaux ayant péri dans la retraite de Moscou. Le 29 avril, Ney ouvrit la campagne par le combat de *Weissenfels* en franchissant la Saale sous le feu des Russes. Le 1^{er} mai, le maréchal Bessières¹, duc d'Istrie, fut tué par un boulet près de Weissenfels. L'empereur avait résolu de tourner l'aile droite des alliés en s'emparant de Leipsick, tandis que le corps du maréchal Ney restait immobile au sud-ouest dans la plaine de *Lutzen* pour contenir leur gauche. Les alliés, de leur côté, avaient projeté de tourner la droite des Français. Le 2 mai, au moment où Napoléon approche de Leipsick, une effroyable canonnade éclate sur ses derrières. Le gros de l'armée ennemie vient d'attaquer le maréchal Ney. Tout cède d'abord à l'élan impétueux des soldats de Blücher et de Wittgenstein ; ils s'emparent des villages de *Gross-Gorschen*, *Klein-Gorschen*, *Rahma*. Mais Napoléon ramène son armée au secours du prince de la Moscowa ; il le fait appuyer à gauche par Macdonald et Eugène, à droite par Marmont. Le village de *Kaja*, plusieurs fois pris et repris, reste au pouvoir de la jeune garde. Le czar et le roi de Prusse ordonnent la retraite : ils ont perdu 20,000 morts ou blessés, les Français 48,000. Malheureusement, comme la cavalerie manque, l'ennemi se retire en bon ordre. En quelques jours toute la rive gauche de l'Elbe est conquise. Le 8 mai, Napoléon entre à Dresde.

Batailles de Bautzen et de Wurtschen (20-24 mai) ; armistice de Pleswitz (5 juin). — Maître de cette ville, l'empereur poursuit les alliés sur la rive droite de l'Elbe. Avec 170,000 hommes, il rencontre 400,000 combattants derrière la Sprée, dans le camp retranché de *Bautzen*, adossés à des montagnes escarpées. Le 20 mai, Oudinot à droite, Macdonald et

au bout d'un an ils deviendraient sous-lieutenants. A la fin de 1813, le 9 octobre et le 15 novembre, deux nouveaux sénatus-consultes mirent à la disposition de Napoléon 580,000 conscrits à prendre sur toutes les classes de 1806 à 1815. Pendant la durée de l'empire, le nombre total des hommes appelés sous les drapeaux fut de 2,103,000.

1. Bessières était né à Praissac, près Cahors, en 1768.

Marmont au centre, Bertrand à gauche, franchissent la Sprée sous le feu des alliés et s'emparent de Bautzen. Refoulés derrière le ruisseau de *Bloesaer-Wasser*, les Russes et les Prussiens occupaient une position encore plus forte. A leur droite, au nord, Blücher gardait les hauteurs boisées de *Krekewitz* ; au centre, les gardes russes et prussiennes occupaient des collines en amphithéâtre, hérissées de canons, en avant de la petite ville de *Wurtschen* ; leur gauche au sud, sous Miloradowitch, devait disputer aux Français la montagne de *Tronberg*. Toutes ces positions furent cependant forcées le lendemain, et Ney, qui accourait du nord-ouest, ayant débouché vers le flanc droit de Blücher, Alexandre et Frédéric-Guillaume furent obligés à une retraite précipitée.

Le 22 mai, pendant la poursuite, le général Kirgener et le grand-maréchal Duroc¹, duc de Frioul, ami particulier de Napoléon, furent tués par le même boulet à Reichenbach. Les Français se trouvaient en Silésie, aux portes de Breslau. C'est alors que l'Autriche fit signer aux belligérants, le 5 juin, l'armistice de *Pleswitz*, qui devait durer trente-cinq jours.

Napoléon et M. de Metternich. Congrès de Prague. L'Autriche se joint aux coalisés (10 août 1813). — C'était la fiévreuse impatience de ses sujets qui avait imposé au gouvernement autrichien cette intervention. L'empereur François et M. de Metternich, son ministre, étaient plutôt favorables à Napoléon qu'aux alliés ; ils avaient une profonde antipathie pour la Prusse, et dans le vainqueur de Lutzen l'empereur d'Autriche voyait surtout un gendre. Rétablir la paix à des conditions acceptables pour les deux adversaires était le désir du cabinet de Vienne. M. de Metternich alla en personne au quartier général d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume proposer l'ouverture d'un congrès sous la médiation de l'Autriche. Les deux souverains acceptèrent sans restriction. Tout autre fut l'accueil que reçut M. de Metternich à Dresde. Napoléon lui tint un langage offensant : « J'ai rendu trois fois son trône à l'empereur François ; j'ai commis la faute d'épouser sa fille... » Et il poursuivit sur le même ton (25 juin).

On convint toutefois qu'un congrès s'ouvrirait à Prague le 5 juillet. Napoléon, qui ne voulait que gagner du temps pour augmenter son armée, en fit, sous des prétextes de forme, reculer l'ouverture au 8, puis au 12. Ce congrès ne devait pas

1. Duroc était né à Pont-à-Mousson en 1772.

s'ouvrir de tout. Il devint évident que l'empereur ne céderait sur aucun point. L'Autriche lui demandait de renoncer aux provinces illyriennes, au grand-duché de Varsovie, à Dantzick, Hambourg, Lubeck, au protectorat de la Confédération du Rhin. Il aurait conservé la Belgique, toute la rive gauche du Rhin, la Hollande, toute l'Italie! Caulaincourt le supplia inutilement d'accepter. Poussé à bout, M. de Metternich déclara qu'on n'accorderait pas un jour au delà du 10 août pour la dénonciation de l'armistice plusieurs fois prolongé, et que si Napoléon n'adhérait pas aux propositions de l'Autriche, elle se joindrait à la coalition. Le 10 août se passa sans réponse. Le lendemain, Napoléon envoya une contre-proposition inacceptable : il consentait à l'abandon du grand-duché de Varsovie, mais à condition que le roi de Prusse renoncerait à toute la portion de ses États située à l'ouest de l'Oder, y compris Berlin, en faveur du roi de Saxe. La guerre recommença sur-le-champ.

Victoire de Dresde (26-28 août). — Quand Napoléon avait conclu l'armistice de Pleswitz, son but avait été de gagner du temps, afin de recevoir des renforts, de remonter sa cavalerie, d'exercer ses jeunes soldats ; il espérait ainsi, à la reprise des hostilités, avoir en ligne des forces supérieures. Son attente fut trompée : 300,000 Autrichiens étaient joints désormais aux Prussiens et aux Russes. Une nouvelle armée russe s'était formée en Pologne, les volontaires affluaient dans les rangs prussiens. En comptant les réserves qui assiégeaient les places de la Vistule et de l'Oder, et les troupes autrichiennes qui menaçaient l'Italie et le Tyrol, la coalition avait armé près d'un million d'hommes. Sur l'Elbe, avec moins de 250 000 combattants, Napoléon en avait en face de lui plus de 500 000 formant trois armées ; c'étaient :

1° *L'armée de Bohême*, au sud, sous les ordres du prince de Schwartzemberg, et qui comptait dans ses rangs les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse : cette armée, massée dans la vallée de l'Elbe, pouvait déboucher en Saxe par les deux rives de ce fleuve, attaquer Dresde et se placer sur la ligne de communication de Napoléon avec la France.

2° *L'armée de Silésie*, à l'est, composée de Russes et de Prussiens, sous les ordres de Blücher : elle allait s'avancer de l'Oder sur l'Elbe, vers Bautzen ;

3° *L'armée du Nord*, formée de Russes, de Prussiens, d'Allemands, de Suédois, sous les ordres de Bernadotte : elle couvrait Berlin et menaçait Torgau et Witttemberg.

L'empereur voulut prendre l'offensive en adoptant Dresde comme base d'opérations. Il ordonne à Gouvion Saint-Cyr de défendre cette ville avec 25,000 hommes contre une attaque possible de l'armée de Bohême ; il charge Oudinot de marcher sur Berlin et d'attaquer Bernadotte avec 80,000 hommes. Lui-même, avec le gros de ses forces, il s'avance vers l'est en Silésie pour accabler Blücher, le plus rapproché de ses adversaires et le plus ardent ; il l'attaque sur le Bober, le chasse de *Lowenberg*, de *Goldberg*, le refoule sur *Jauer* et s'appête à le rejeter sur Breslau.

Mais bientôt les nouvelles alarmantes se succèdent. Schwartzemberg et les trois souverains alliés avec l'armée de Bohême, forte de 150,000 hommes, ont débouché en Saxe sur les derrières des Français par la rive gauche de l'Elbe. Le général Moreau, revenu d'Amérique à la prière d'Alexandre, aide le czar de ses conseils. Le 24 août, l'ennemi a paru devant Dresde ; le 25, il se concentre sur les hauteurs qui dominent la ville à l'ouest. Gouvion Saint-Cyr demande à grands cris des renforts.

L'empereur laisse Macdonald avec 80,000 hommes en face de Blücher. Il revient au secours de Dresde avec le reste de l'armée, la garde impériale et la réserve de cavalerie. Le 26 août, au moment où les colonnes ennemies, protégées par une formidable artillerie, se précipitent sur les faubourgs de la capitale saxonne, la vieille garde, arrivée dans la ville à marches forcées, en sort à leur rencontre et les arrête court. « L'empereur est dans Dresde ! » s'écrie Schwartzemberg, voyant les mouvements des Français. Néanmoins, ayant reçu des renforts pendant la nuit, le 27, il renouvelle son attaque. Tous ses efforts sont repoussés. A leur tour, les Français, malgré une pluie battante, prennent l'offensive. Ney et Nansouty à gauche, Marmont et Saint-Cyr au centre, Victor et Murat à droite, font tout plier. La grosse cavalerie de Murat s'élançait sur le flanc gauche de l'ennemi vers la vallée de Plauen, culbute et taille en pièces plusieurs divisions autrichiennes. Le général Moreau est blessé à mort par un boulet qui lui fracasse les genoux, à côté du czar. Les coalisés ont perdu près de 30 000 hommes. Ils reprennent en toute hâte le chemin de la Bohême.

Défaites de Kulm, de la Katzbach, Gross-Beeren, Dennewitz (août-septembre). — Ce fut le dernier succès des Français. Avant la bataille de Dresde, l'empereur avait envoyé le général Vandamme avec environ 30,000 hommes occuper au-dessus de cette ville, au sud, sur l'Elbe, le camp de Pirna. Une

fois vainqueur, Napoléon ordonna à Vandamme de remonter l'Elbe, de franchir le défilé de Péterswald et d'aller, par Kulm, occuper Tœplitz, point de jonction de toutes les routes qui conduisent de Dresde en Bohême par la rive gauche de l'Elbe. Par ce mouvement, l'armée battue devant Dresde devait se trouver prise entre deux feux. Pendant qu'elle trouverait devant elle Vandamme à Kulm et à Tœplitz, elle serait pressée en arrière par Murat, Marmont et Saint-Cyr attachés à sa poursuite. Vandamme exécuta le mouvement prescrit ; mais Napoléon, atteint d'un accès de fièvre, ne put veiller sur la suite des opérations. Murat et Gouvion Saint-Cyr marchèrent trop lentement. Vandamme, entré le 29 août en Bohême par Péterswald, se trouve seul à *Kulm* en présence du gros de l'armée russe, qui vient de franchir en même temps que lui les montagnes un peu plus à l'ouest, et qui lui livre une bataille acharnée. Le 30, voyant que l'ennemi reçoit à chaque instant des renforts, le général français ordonne la retraite. Serrés de près par les Russes, nos soldats remontent les pentes des montagnes de Hollendorf et de Péterswald. Tout à coup un nouvel ennemi leur barre la route : c'est le corps prussien de Kleist, qui, revenant de Dresde à la gauche des Russes, a pris de son côté le défilé de Péterswald. Une charge désespérée des cavaliers du général Corbineau ouvrit un passage à la moitié des soldats de Vandamme à travers les rangs prussiens. Tous les autres, enveloppés, furent tués ou pris avec Vandamme. Cette journée coûta aux Français 45,000 hommes et 60 pièces de canon.

Partout la fortune nous abandonnait. En revenant de Goldberg sur Dresde, Napoléon avait chargé Macdonald, avec 80,000 hommes, de combattre Blücher et l'armée de Silésie. Les pluies amenèrent le débordement des rivières. Les divisions de Macdonald, séparées par les inondations et hors d'état de se mouvoir sur un terrain détremé, furent obligées à une retraite désastreuse. Une portion des troupes furent détruites sous les yeux du maréchal, séparé d'elle par la *Katzbach*, sans qu'il pût les secourir. Il perdit 48,000 hommes et 80 canons (26 août).

Au nord, Oudinot n'avait pas mieux réussi dans sa tentative sur Berlin. Le 18 août, il se trouvait à Baruth, à trois journées de marche de cette capitale, à la tête de 65,000 hommes commandés sous ses ordres par Reynier, Bertrand et Morand. Le 23 août, il rencontra Bernadotte et l'armée du Nord à *Gross-Beeren*. Oudinot fut battu, perdit 2,000 hommes et fut abandonné par 40,000 Bavares ou Saxons, qui se débandèrent. Ney,

chargé de le remplacer et de reprendre l'offensive, perdit à son tour la bataille de *Dennewitz* (6 septembre) et dut rétrograder sur Torgau. Son armée était réduite par le feu de l'ennemi et par les désertions à 32,000 hommes.

Batailles de Leipsick et de Hanau (16, 18, 19 et 29 octobre 1813). — Les alliés avaient adopté pour tactique de ne livrer bataille qu'aux lieutenants de l'empereur, de refuser le combat partout où il se trouverait en personne, de reculer à son approche, pour épuiser les Français en marches et contremarches inutiles. L'automne était arrivé ; les jeunes soldats de Napoléon, très braves sur les champs de bataille, n'étaient pas assez robustes pour résister à la fatigue, aux privations, à la mauvaise saison. Les défections se multipliaient ; la Bavière allait s'insurger derrière nous. Il fallait se rapprocher du Rhin, si l'on ne voulait pas être enfermé en Allemagne. Napoléon abandonna sa base d'opérations sur Dresde, pour se replier sur Leipsick, point plus rapproché d'Erfurth et de Mayence. C'est là qu'au milieu du mois d'octobre les diverses armées alliées, débouchant du sud, de l'est et du nord, se donnèrent rendez-vous pour accabler les Français.

Leipsick est situé dans une plaine immense, arrosée par trois rivières. Deux d'entre elles, l'*Elster* et la *Pleiss*, après avoir coulé à peu près parallèlement du sud au nord, la première à gauche, la seconde à droite, se réunissent au-dessus de Leipsick et arrosent le côté occidental de cette ville vers *Lindenau* pour descendre ensuite au nord jusqu'à *Mockern*, où elles changent de direction, afin d'aller se jeter à l'ouest dans la Saale entre Mersebourg et Halle. À l'est et au nord de Leipsick court la *Partha*, qui, après avoir traversé *Schœnefeld* et arrosé le côté septentrional de la ville, se jette à *Mockern* dans l'*Elster*.

C'est dans cette plaine que, le 16 octobre 1813, s'engagea la plus terrible bataille des temps modernes. Au sud de Leipsick Murat, Poniatowski, Oudinot, Mortier, Victor, Lauriston, Augereau, Latour-Maubourg, Macdonald, Sébastiani, avec 445,000 hommes, adossés à la ville, défendaient à droite *Marck-Kleeberg* sur la *Pleiss*, au centre *Wachau*, à gauche *Liebert-Wolkwitz*, contre les 460,000 hommes de l'armée de Bohême, commandée par Schwartzemberg, accompagné des empereurs de Russie, d'Autriche et du roi de Prusse. Du côté opposé, au nord de la ville, Marmont, à la tête de 20,000 hommes, adossé à la *Partha*, la gauche vers *Mockern*, faisait face à l'armée de Silésie,

forte de 60 000 hommes, et placée sous les ordres de Blücher. Entre les deux, vers l'ouest, le général Margaron, avec des détachements peu nombreux, gardait contre le corps autrichien de Giulay le pont de Lindenau sur l'Elster et la route de Lutzen, c'est-à-dire la ligne de communication de l'armée avec Mayence. Pendant toute la journée, malgré leur supériorité numérique, les alliés furent tenus en échec; au nord seulement Blücher gagna du terrain. Mais au midi la cavalerie de Murat fit essuyer à l'armée de Bohême des pertes énormes. Le général autrichien de Merfeldt avait été fait prisonnier dans la bataille. Napoléon eut un entretien avec lui et le renvoya ensuite librement, en le chargeant pour les souverains coalisés de propositions de paix, qui ne furent pas écoutées.

La journée du lendemain 17 s'écoula sans combat. Des deux parts on était épuisé de fatigue, et le temps était mauvais. Du haut des clochers de Leipsick, les Français virent déboucher dans la direction de l'est et du nord-est d'épaisses colonnes: c'était l'armée du Nord, commandée par Bernadotte, et les réserves russes, accourues de Pologne sous les ordres de Bennigsen. Désormais Schwartzemberg et Blücher se trouvaient réunis par l'entrée en ligne de ces forces nouvelles. 300,000 coalisés enveloppaient l'armée française et formaient autour de Leipsick un cercle immense ouvert encore seulement dans la direction de l'ouest. Le corps du maréchal Ney, qui, reculant pas à pas devant Bernadotte, venait de rejoindre Napoléon, suffisait à peine à combler les pertes éprouvées par les Français dans la journée du 16. Nos forces étaient réduites à 150,000 hommes; une retraite immédiate pouvait seule prévenir un désastre. Par malheur, Napoléon, enfin décidé à reculer, ne voulait le faire que lentement et sans que sa marche eût l'air d'une fuite. Il n'y avait qu'un seul pont sur l'Elster à Lindenau, à travers les longs marais qui bordent Leipsick à l'ouest. Il aurait fallu établir en cet endroit plusieurs ponts de bateaux. L'empereur se contenta d'envoyer le général Bertrand pour occuper Lutzen et le passage de la Saale, vers Naumbourg. Le gros de l'armée, pendant la nuit du 17 au 18, se replia en arrière, pour prendre autour de Leipsick des positions plus resserrées et plus fortes.

Le 18 au matin la bataille recommence. Au sud, Poniatowski, Augereau, Victor, Macdonald, défendent *Dolitz* (à droite) et *Probsteyda* (à gauche) contre Schwartzemberg; à l'est et au nord, Ney et Marmont tiennent tête, vers *Schönefeld*, à Bernadotte et à Blücher; à l'ouest, Bertrand protège la route de

Lutzen et Weissenfels contre les Autrichiens de Giulay. Pendant de longues heures, toutes les attaques d'un ennemi deux fois plus nombreux se brisent contre la résistance de nos soldats. Mais tout à coup 14,000 Saxons et la cavalerie wurtembergeoise, qui, sous les ordres de Reynier et du maréchal Ney, couvraient les positions françaises à l'est, font volte-face et se joignent aux soldats de Bernadotte. Napoléon accourt avec la garde à cheval et comble le vide ouvert dans ses lignes. Les Suédois sont contenus.

La nuit est venue. Prolonger la résistance est impossible. De toutes parts nos colonnes refluent sur Leipsick. Dans la nuit du 18 au 19 octobre, l'empereur, avec la garde, traverse le pont de Lindenau. Le défilé continue le 19 au matin. L'armée traverse l'Elster pendant que l'arrière-garde dispute Leipsick aux coalisés, qui se ruent de toutes parts sur la ville. Des sapeurs du génie doivent faire sauter le pont pour arrêter la poursuite aussitôt que l'évacuation sera terminée. Par malheur l'ennemi se montre d'un côté, tandis que partout ailleurs l'arrière-garde tient bon. Les sapeurs croient le moment venu; ils mettent le feu à la mine; le pont saute. Deux corps d'armée encore dans Leipsick sont livrés à l'ennemi. Les hommes qui les composent sont tués ou pris, ou se noient en voulant fuir. Macdonald parvient à s'échapper; Reynier, Lauriston sont faits prisonniers. Le prince Poniatowski, qui venait d'être nommé maréchal de France, essaye de traverser l'Elster à la nage; son cheval blessé l'entraîne et il trouve la mort dans ce fleuve. Ainsi finit cette effroyable lutte de trois jours, cette *bataille des nations*. Elle avait coûté aux Français 60 000 hommes. Les vainqueurs en avaient perdu autant; mais ils avaient porté à la cause de Napoléon un coup décisif: l'Allemagne était délivrée, la France allait être envahie.

Pour atteindre le Rhin, il fallut encore trouver à coups de canon et de sabre une masse de 55,000 Bavares établis près de *Hanau*, à l'est de Francfort, en travers de la route, et commandés par le feld-maréchal de Wrède (29 octobre). Le 2 novembre, on fut à Mayence. Pendant que nos débris décimés par le typhus s'entassaient dans les places du Rhin, l'empereur rentrait à Paris.

150,000 soldats restaient assiégés sur l'Elbe, l'Oder, la Vistule, à Dantzick avec Rapp, à Dresde avec Gouvion Saint-Cyr, à Hambourg avec Davout, à Torgau avec Narbonne, à Magdebourg, à Wittemberg, à Stettin, etc.

Revers en Espagne. Les Arapiles. (22 juillet 1812). Vittoria (24 juin 1813). — Au sud des Pyrénées nous étions également vaincus. Après la retraite de Portugal, le maréchal Masséna disgracié avait été remplacé par Marmont. Lord Wellington prit l'offensive dès les premiers jours de l'année 1812. Il enleva au nord *Ciudad-Rodrigo* (18 janvier), au sud *Badajoz* (6 avril). Quatre mois plus tard, il gagna contre les Français la bataille des *Arapiles*, près de Salamanque (22 juillet). Vaincu et blessé, Marmont se replia sur l'Èbre. Le 12 août, les Anglais entrèrent à Madrid. Ils furent, il est vrai, repoussés au siège de *Burgos* par le général Dubreton; et, à l'approche de Soult, qui revenait de l'Andalousie, définitivement évacuée par les Français, Wellington rétrograda vers l'ouest, pour éviter d'être pris entre deux feux. Joseph rentra dans Madrid (2 novembre 1812). Ce ne fut pas pour longtemps.

A la suite des désastres de Russie, au printemps de 1813, Napoléon rappela d'Espagne une partie de ses forces. Joseph dut quitter pour toujours sa capitale. Rejetés au nord de l'Èbre, les Français perdirent à *Vittoria*, le 21 juin 1813, une bataille décisive. Ils reculèrent jusqu'à Pampelune, puis jusqu'à la frontière, poursuivis par Wellington. Les généraux Foy et Clausel couvrirent la retraite. Le maréchal Suchet, qui s'était maintenu victorieusement dans l'Espagne orientale, dut suivre le mouvement général en arrière. Il évacua le royaume de Valence et se replia sur Tarragone et Barcelone, c'est-à-dire se rapprocha des Pyrénées.

Pour diminuer le nombre de ses ennemis, l'empereur renvoya Pie VII à Rome et Ferdinand à Madrid. En ce moment, le roi de Naples, Murat, beau-frère de Napoléon, se déclarait en faveur des coalisés afin de sauver sa couronne; il allait menacer le vice-roi d'Italie dans la lutte suprême.

Notification de Francfort. Le Corps législatif est prorogé. — Des négociations eurent lieu encore entre les campagnes de 1813 et de 1814. Le 9 novembre, à Francfort, un diplomate français, M. de Saint-Aignan, reçut une note de M. de Metternich. Elle offrait la paix, à condition que la France se renfermât « dans ses limites naturelles, qui sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. » Ainsi, on nous laissait la Belgique et la rive gauche du Rhin. Napoléon consentit à l'ouverture d'un congrès à Manheim, sans se prononcer sur les conditions proposées. C'était une faute grave. Il aurait fallu s'empressez d'adhérer aux bases posées par les alliés pour leur enlever la

possibilité de les changer : car s'ils offraient à Napoléon de si belles conditions, c'est qu'ils ignoraient à quel point la France était hors d'état de repousser leurs attaques. Il était certain qu'aussitôt dé trompés, ils deviendraient plus exigeants.

Deux mois après Leipsick, le 16 décembre, Napoléon ouvrit la session du corps législatif. Dans une adresse rédigée par M. Lainé, député de Bordeaux, cette assemblée demandait à « prendre connaissance des intérêts politiques de l'État. » Puis elle exprimait « le vœu du peuple pour la paix. » Aussitôt l'empereur la prorogea. A la réception du 1^{er} janvier, Napoléon dit aux députés : « Votre commission a été entraînée par des gens dévoués à l'Angleterre; M. Lainé, votre rapporteur, est un méchant homme... Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal.... Est-ce le moment de me faire des remontrances, quand 200,000 Cosaques franchissent nos frontières? » Au même moment, les souverains coalisés disaient dans une déclaration publique : « Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette prépondérance que, pour le malheur de la France et de l'Europe, l'empereur Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire. » En Champagne, les paysans criaient : « Vive l'empereur ! » mais en même temps : « A bas les droits réunis ! »

L'invasion (1814). — L'invasion commença dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1814. L'armée de Bohême, forte de 200,000 hommes, Russes, Autrichiens, Allemands, sous les ordres du prince de Schwartzemberg, avec les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse, franchit le haut Rhin au pont de Bâle; elle s'avança vers la Seine par les Vosges et le plateau de Langres, en refoulant Mortier. L'armée de Silésie, forte de 450,000 hommes, Russes et Prussiens, sous les ordres de Blücher, franchit le bas Rhin vers Manheim et vers Mayence; elle s'avança dans la direction de la Marne, par la Sarre, la Moselle et la Meuse, en bloquant les places fortes et en faisant reculer Marmont. A sa droite, l'armée du Nord, forte de 400,000 hommes, Suédois, Allemands, Anglais, Russes, sous les ordres de Bernadotte, envahit la Belgique, malgré l'opiniâtre résistance du général Maison, qui tenait la campagne, tandis que Carnot défendait Anvers. Dans l'est, 80,000 Autrichiens, avec Bubna et Bellegarde, entraient dans Genève et menaçaient Lyon, défendu par Augereau. Au midi 460,000 Anglais, Espagnols, Portugais, commandés par Wellington, franchissaient la Bidasoa, poussant devant eux Suchet à l'est, Soult à l'ouest.

Campagne de France, Combat de Brienne. Bataille de la Rothière (29 janvier, 1^{er} février 1814). **Congrès de Châtillon**. — Parti de Paris le 25 janvier, Napoléon établit le même jour son quartier général à Châlons-sur-Marne ; il avait sous la main 70,000 hommes commandés par Marmont, Victor, Ney, Mortier. En ce moment Blücher, avec l'armée de Silésie, se trouvait vers Bar-le-Duc et Saint-Dizier, le généralissime Schwartzemberg, avec l'armée de Bohême et les souverains alliés, vers Langres et Chaumont. Napoléon essaya de se placer entre les deux armées ennemies, pour empêcher leur jonction. Après un combat d'avant-garde contre Blücher, à *Saint-Dizier* (27 janvier), il le chasse de la ville et du château de *Brienne* (29 janvier). Ce succès reste inutile. Les Prussiens et les Russes, ayant rétrogradé jusqu'à Bar-sur-Aube, s'y trouvent réunis à Schwartzemberg. Les coalisés reprennent aussitôt l'offensive et attaquent l'empereur à *la Rothière* (1^{er} février). Ils étaient trois contre un. Les Français, écrasés par le nombre, repassèrent sur la rive gauche de l'Aube et reculèrent jusqu'à Troyes.

Six jours après la bataille de la Rothière ou de Bar-sur-Aube, le congrès, qui avait dû d'abord se réunir à Manheim, ouvrit ses séances à Châtillon-sur-Seine, le 7 février. Cette fois les alliés étaient en France. Ils n'offraient plus que les limites de 1790. L'empereur avait recommandé à Caulaincourt, son plénipotentiaire de ne traiter que sur la base des frontières naturelles de la France. Toutefois, inquiet sur les suites de l'échec de la Rothière, il lui envoya le 5 février *carte blanche*. A cette date, la situation militaire paraissait désespérée.

Napoléon bat Blücher et l'armée de Silésie dans la vallée de la Marne, à Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps (40-45 février 1814). — Heureusement les deux généraux ennemis se séparent : Blücher marche sur Paris en descendant la Marne ; Schwartzemberg se dirige vers le même point en descendant la Seine. Napoléon saisit le défaut de ce plan. Il va se jeter entre les deux armées ennemies pour les battre isolément l'une après l'autre.

L'armée de Silésie, partie de Châlons, s'avancait sur une colonne de trente lieues. Napoléon quitte Nogent-sur-Seine le 7 février, en laissant devant l'armée de Bohême, pour retarder sa marche et défendre les ponts de la Seine et de l'Yonne, les corps des ducs de Reggio et de Bellune (Oudinot et Victor) avec la cavalerie de Pajol. Pour lui, il remonte vers le nord et tombe perpendiculairement sur le flanc gauche de Blücher. Le

10 février, il coupe en deux l'ennemi à *Champaubert* et taille en pièces la division russe d'Oulsouwief. Laisant alors à l'est le 6^e corps, celui du maréchal Marmont, duc de Raguse, pour contenir Blücher, qui débouchait de Châlons, il poursuit la portion la plus avancée de cette armée à l'ouest dans la direction de Paris. Il bat Sacken à *Montmirail* le 11 février, Sacken et York à *Château-Thierry* le 12. Pendant que ces deux généraux s'enfuient vers le nord sur la route de Soissons, poursuivis par le corps du maréchal Mortier, l'empereur revient contre la seconde moitié des forces de Blücher. Celle-ci, vaincue à son tour le 14 février à la bataille de *Vauchamps*, se replie sur Châlons. Pour rejoindre Blücher, York et Sacken sont obligés de faire un long détour au nord. Ils rencontrent à Soissons le corps russe de Winzingerode, arrivé de Belgique par Vervins et Laon, et qui a pris d'assaut Soissons le 14 février après la mort du général Rusca. Tous ensemble se hâtent de regagner Châlons. En cinq jours, l'armée de Silésie, battue quatre fois, a perdu 40,000 morts et 20,000 prisonniers. Napoléon avait retrouvé toute sa confiance. Pour encourager les Parisiens, il ordonna qu'on fit défilér les prisonniers russes sur les boulevards. En même temps, le 17 février, il écrivit à Châtillon au duc de Vicence pour lui retirer les pleins pouvoirs qu'il lui avait accordés deux jours plus tôt. « Mon intention, lui disait-il, est que vous ne signiez rien sans mon ordre, parce que seul je connais ma position. »

Il bat Schwartzemberg et l'armée de Bohême dans la vallée de la Seine, à Mormant et Montereau (17-18 février). — Napoléon se retourne aussitôt contre Schwartzemberg. Refoulant Victor et Oudinot, l'armée de Bohême avait occupé Nogent, Bray et Montereau sur la Seine, Fontainebleau, sur la rive gauche du fleuve, Provins et Nangis sur la rive droite. Le 16 février, son avant-garde était à Guignes, à 8 lieues de Paris. L'empereur laisse devant Blücher les corps des ducs de Trévise et de Raguse (Mortier et Marmont) ; il revient de la Marne vers la Seine par une marche de 30 lieues en 36 heures. Le 17, Wittgenstein, lieutenant de Schwartzemberg, est battu à *Mormant* et à *Villeneuve*.

Napoléon ordonne au duc de Bellune d'entrer à Montereau le soir même, de franchir le pont de cette ville et d'aller sur la rive gauche de la Seine occuper le village de Fossard, sur la route de Fontainebleau à Troyes. Exécuté à temps, ce mouvement assurait la destruction de 25,000 Autrichiens qui, après

avoir un instant occupé Fontainebleau, battaient en retraite vers Troyes. Victor perdit toute la nuit. Le lendemain matin 18, il trouva devant lui, sur les hauteurs de *Surville*, l'armée wurtembergeoise, accourue pour couvrir *Montereau*. L'empereur arrive. Il pointe lui-même les canons de sa garde. On lui reproche de trop s'exposer : « Allez, mes amis, répond-il aux instances des soldats qui le pressent de s'écarter, le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu ! » Enfoncés par les gardes nationaux mobilisés de Gérard, culbutés par les cavaliers de Pajol, les Wurtembergeois fuient sur la rive gauche de la Seine. Le pont est aux mains des Français ; mais pendant la bataille les Autrichiens ont dépassé Fossard. Poursuivant sa victoire, Napoléon arrive le 19 à Bray, le 22 à Méry, le 24 à Troyes. En six jours, Schwartzemberg a reculé de cinquante lieues.

Blücher rejeté de la Marne sur l'Aisne. Soissons capitale. Batailles de Craonne, de Laon (27 février-10 mars). — Mais Blücher a repris l'offensive ; il s'est avancé de Châlons jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre, refoulant le long de la Marne les ducs de Trévise et de Raguse, dont il espérait écraser les 45,000 soldats. Sa présomption faillit lui coûter cher. L'empereur, parti de Troyes, le 27 février, arrive le 1^{er} mars à la Ferté-Gaucher. Blücher, pour éviter la bataille, passe sur la rive droite de la Marne ; Napoléon la franchit à sa suite et le presse sans relâche. La position de l'ennemi semblait désespérée : à l'est, il se heurtait à l'empereur, dont le quartier général se trouvait à Fismes, sur la route de Reims ; à l'ouest, il rencontrait Mortier et Marmont établis à Villers-Cotterets, sur la route de Paris ; au nord, il était arrêté par la rivière d'Aisne et les remparts de Soissons. Le général de brigade Moreau avait été laissé par le duc de Trévise dans cette place, une première fois évacuée par l'ennemi. Malgré l'énergique résistance des Polonais du régiment de la Vistule, qui formaient la garnison, le général Moreau capitule. Blücher trouve dans Soissons un refuge, et, grâce au pont de cette ville, il met l'Aisne entre lui et Napoléon.

Sans se décourager, l'empereur force le passage de la rivière dix lieues plus haut, à Béry-au-Bac. Blücher venait de recevoir de Belgique, par la route de Laon, le corps russe de Wintzingerode, détaché de l'armée du Nord, ce qui portait ses forces à 100,000 hommes. Napoléon l'attaque le 7 mars, et, au prix de pertes énormes, il le débusque du plateau de *Craonne*. Blücher

se replie sur *Laon*. Cette ville, située sur une colline escarpée, et qui domine de toutes parts les plaines environnantes, lui offre une position formidable. En vain les Français l'attaquent avec une ardeur désespérée (8-10 mars) ; ils sont repoussés ; un de leurs corps, celui de Marmont, est surpris pendant la nuit au village d'Athies. Il faut battre en retraite sur Soissons, repasser l'Aisne... Napoléon renvoie Marmont et Mortier garder la route de Paris et court chasser de *Reims* la division russe du général de Saint-Priest (12-17 mars).

Deux jours après, le congrès de Châtillon se séparait (19 mars). Il n'avait pu aboutir à aucun résultat, l'empereur après chaque succès retirant les concessions qu'il avait faites après chaque revers. Il n'avait voulu que gagner du temps. « Voilà mon dernier mot, » disait-il au comte Beugnot, à Mayence, l'année précédente, en mettant la main sur la garde de son épée. Il finit par déclarer « qu'il ne voulait pas laisser la France moins grande qu'il ne l'avait reçue. » Dès le 1^{er} mars, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient pris, par le traité de *Chaumont*, l'engagement de n'entretenir avec la France aucune négociation séparée.

Partout d'ailleurs la fortune se déclarait contre nous. Au moment même où Napoléon échouait devant Laon contre Blücher, le maréchal Augereau, après une bataille perdue, abandonnait Lyon aux Autrichiens par capitulation, et se repliait sur Valence (9 mars). Au sud-ouest, le maréchal Soult, nommé généralissime sur la frontière d'Espagne, avait vainement essayé de sauver les places de Pampelune et Saint-Sébastien. Les Anglais avaient obligé *Pampelune* à capituler (31 octobre 1813) et pris d'assaut *Saint-Sébastien*.

Wellington prit l'offensive le 10 novembre 1813. Soult, refoulé sur la Bidassoa, puis sur la Nivelle, puis sur la Nive, s'établit à Orthez, entre Bayonne et Pau. La perte de la bataille d'*Orthez* (27 février 1814) le rejeta sur Toulouse. La route de Bordeaux était ouverte. Le maire de cette dernière ville, le comte Linch, y appela les Anglais. Lord Beresford y entra le 12 mars avec 45,000 hommes. On y arbora la cocarde blanche et on y proclama Louis XVIII.

Soult devait se maintenir à Toulouse jusqu'au 10 avril. Après une dernière bataille soutenue autour de cette ville avec 30,000 hommes contre 60,000, il fut obligé à se retirer sur l'Aude, pour y faire sa jonction avec Suchet, définitivement rentré en France par les Pyrénées orientales.

Bataille d'Arcis-sur-Aube (23 mars). Napoléon sur les derrières de l'ennemi. — Le traité de Chaumont une fois signé et connu, il ne reste plus qu'à combattre. Napoléon quitte Reims pour se retourner contre Schwartzemberg, qui avait bientôt replié l'armée de Bohême vers Troyes et vers Arcis-sur-Aube. L'empereur, arrivant par Épernay à *Arcis-sur-Aube* avec 20,000 hommes, rencontre devant lui un ennemi quatre fois plus nombreux ; il est obligé de se jeter dans un carré d'infanterie polonaise, commandée par le chef de bataillon Skrzynecki, pour échapper aux cavaliers autrichiens. L'opiniâtre résistance de la vieille garde dans Arcis, du maréchal Ney au village de Torcy, et de la cavalerie de Sébastiani entre les deux, permettent d'atteindre la fin du jour. En passant devant les rangs d'un bataillon, Napoléon voit les soldats reculer devant un obus ; il s'élançe sur le projectile, qui éclate et blesse son cheval sans l'atteindre (23 mars). Sauvés par la nuit, les Français battent en retraite à droite de la Marne vers Saint-Dizier.

Trop faible pour barrer de front aux coalisés la route de Paris, Napoléon a formé un nouveau plan. Il va se jeter sur les lignes de communication de l'ennemi, coupant les routes, détruisant les convois, soulevant les paysans sur ses derrières ; il pourra ainsi rallier les garnisons de Lorraine et d'Alsace, barrer les défilés des Vosges, séparer de l'Allemagne les envahisseurs. « Je suis plus près de Munich, s'écriait-il, que les alliés de Paris. »

Les coalisés marchent en masse sur Paris. Combat de Fère-Champenoise (25 mars). — Il se trompait, car en ce moment même Alexandre prenait une résolution décisive : elle était inspirée surtout par un ardent royaliste, M. de Vitrolles, qui lui faisait espérer, à Paris, l'appui de Talleyrand, de Pradt, de Dalberg et du baron Louis. Par l'ordre de l'empereur de Russie, les armées de Silésie et de Bohême opérèrent leur jonction définitive à Châlons. Le 25 mars, Blücher et Schwartzemberg, accompagnés d'Alexandre et du roi de Prusse, se mirent en marche sur Paris, en descendant la Marne. A *Fère-Champenoise*, deux divisions de gardes nationaux mobilisés, sous les ordres des généraux Pachtod et Aney, que le ministre de la guerre avait fait partir de Paris au hasard, dans la direction de l'est, pour rejoindre Napoléon, se heurtèrent à l'armée russe, et furent taillées en pièces, après une résistance héroïque. Le même jour, à quelques kilomètres de là, Marmont et Mor-

tier soutenaient, eux aussi, une lutte acharnée ; ils reculèrent lentement, disputant le terrain pied à pied, à *Fère-Champenoise*, à *Sézanne*, à la *Ferté-Gaucher*, à *Brie-Comte-Robert* (25, 26, 27, 28 mars). Le 29, les soldats des deux maréchaux arrivaient à Paris par la rive gauche de la Marne ; le même jour les coalisés, maîtres de Meaux, atteignaient Noisy, et Alexandre plaçait son quartier général au château de Bondy.

L'impératrice et le roi de Rome se retirent à Blois. — En quittant Paris, Napoléon y avait laissé le roi de Rome, l'impératrice avec le titre de régente et le roi Joseph avec celui de lieutenant général de l'empire ; il avait de plus institué un conseil de régence composé de seize personnes, parmi lesquelles l'archichancelier Cambacérés et M. de Talleyrand. A l'approche du péril, ce conseil se réunit aux Tuileries. Marie-Louise et son fils devaient-ils rester à Paris ou s'éloigner de la capitale ? Boulay de la Meurthe et Talleyrand déclarèrent que la régente devait demeurer à tout prix. Les Parisiens seraient enthousiasmés en la voyant à l'hôtel de ville, comme autrefois les Hongrois l'avaient été à l'aspect de son aïeule Marie-Thérèse. Dans l'hypothèse la plus défavorable, les Autrichiens entrant vainqueurs à Paris et y trouvant la fille, le petit-fils de leur souverain, pourraient-ils les détrôner ? Marie-Louise deviendrait régente, et le roi de Rome empereur... Alors Joseph lut au conseil une lettre de Napoléon, datée de Reims, du 16 mars : « Vous ne devez permettre en aucun cas, y disait-il, que l'impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains de l'ennemi... Rappelez-vous que je préférerais savoir mon fils dans la Seine plutôt qu'entre les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le plus malheureux de l'histoire. » Cette lettre trancha le débat. Le lendemain 29 mars, au matin, Marie-Louise et son fils, escortés par un détachement de la garde impériale, partirent pour Blois. Napoléon I^{er} était sûr que les alliés ne lui opposeraient pas Napoléon II ; mais il laissait la place libre aux Bourbons.

Bataille et capitulation de Paris (30 mars). — Paris n'était pas fortifié. Le roi Joseph, le gouverneur Hullin, le ministre de la guerre Clarke, n'avaient rien fait pour le mettre en défense. La garde nationale, commandée par le maréchal Moncey, était peu nombreuse et à moitié armée ; beaucoup parmi les gardes n'avaient que des piques ornées de flammes tricolores. Au dernier moment on leur distribua trois mille fusils.

C'est le côté septentrional de Paris, depuis Vincennes, au sud-

est, jusqu'à Montmartre, au nord-ouest, qui se trouvait menacé. Marmont se chargea de défendre l'avenue de Vincennes, les barrières du Trône et de Charonne, le plateau de Romainville, Ménilmontant, Belleville, les buttes Chaumont, tout le terrain qui s'étend à l'est du canal de l'Ourcq; Mortier dut garder à l'ouest de ce même canal la plaine de Saint-Denis, au pied des buttes Montmartre. Pour protéger cette ligne immense, les deux maréchaux n'avaient que les débris de leurs corps d'armée arrivés la veille au soir après quatre jours de marche et de combats continuels. En y ajoutant quelques soldats revenus de Meaux avec le général Compans ou tirés des dépôts de la garde, on atteignait à peine le chiffre de 22,000 hommes. Environ 6,000 gardes nationaux, placés en réserve étaient chargés de défendre les barrières. Quelques centaines de vétérans et d'élèves de l'école polytechnique servaient les batteries établies sur les buttes Chaumont et en avant de la barrière du Trône. C'est avec ces faibles ressources que Marmont et Mortier durent tenir tête à 480,000 combattants.

Les coalisés avaient résolu de tenter sur Paris trois attaques simultanées : au centre, à l'est, Barclay de Tolly devait, par Rosny et Pantin, attaquer le plateau de Romainville; au sud, à gauche, le prince royal de Wurtemberg devait enlever la barrière du Trône; au nord, à droite, Blücher devait s'emparer de Montmartre et de Clichy.

La lutte commença dès quatre heures du matin. Marmont et Barclay de Tolly se heurtèrent sur le plateau de Romainville, où tous les deux arrivaient en même temps. Les Français eurent l'avantage et refoulèrent l'ennemi sur Pantin et Noisy. Jusqu'à onze heures du matin, les attaques répétées des grenadiers russes, des gardes impériale et royale russe et prussienne, pour s'emparer de Romainville et de Belleville, furent repoussées avec des pertes énormes, mais enfin le nombre l'emporta. Blücher et le prince de Wurtemberg, qui se trouvaient en retard, vinrent seconder l'attaque centrale de Barclay de Tolly. En vain Marmont à Belleville, Mortier à la Villette et à la Chapelle, les élèves de l'école polytechnique sur l'avenue de Vincennes, le maréchal Moncey à la barrière de Clichy, résistèrent héroïquement. Dès midi, le roi Joseph avait abandonné son observatoire du *Château-Rouge* et quitté Paris, après avoir envoyé aux deux maréchaux l'autorisation écrite de capituler. Ils n'en voulurent faire usage que quand toute résistance devint impossible : l'ennemi touchait déjà aux murs d'octroi; il était

maître de la butte Montmartre et lançait des obus dans la ville. Le 30 mars 1814, à 5 heures du soir, la capitulation de Paris fut signée chez un marchand de vins, à l'enseigne du *Petit-Jardin*, dans le faubourg de la Villette. Les troupes devaient sortir le lendemain. On eut grand-peine à les faire partir; les soldats exaspérés criaient à la trahison. Sur la butte Chaumont, les dragons du 30^e régiment, commandés par le colonel Ordener, agitaient leurs sabres teints de sang russe et criaient « qu'ils voulaient se battre encore. »

En ce moment Napoléon, cédant aux instances de ses maréchaux et comprenant que le sort de la campagne se déciderait à Paris, avait abandonné son mouvement vers l'Est pour revenir défendre sa capitale. Il n'en était plus qu'à six lieues, quand, le 30 mars, à dix heures du soir, il apprit à Fromenteau qu'elle avait capitulé. Il se replia sur Fontainebleau.

M. de Talleyrand. Gouvernement provisoire. Le sénat prononce la déchéance de l'empereur (3 avril). — Le 31 mars au matin, l'empereur de Russie et le roi de Prusse entrèrent dans Paris à la tête de leurs armées. Sur leur passage, le long des boulevards, les royalistes criaient : « Vivent les Bourbons ! A bas le tyran ! Vivent nos libérateurs ! » et ils agitaient des mouchoirs et des drapeaux blancs. Maubreuil attacha à la queue de son cheval la croix de la Légion d'honneur. Le czar descendit rue Saint-Florentin, chez M. de Talleyrand. Le soir, à la suite d'une conférence tenue par Alexandre avec le roi de Prusse, les princes de Schwartzemberg et de Lichtenstein, MM. de Talleyrand, de Dalberg, de Nesselrode et de Pozzo di Borgo, les souverains déclarèrent « qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille et qu'ils reconnaîtraient la constitution que la nation française se donnerait... » Ils ajoutaient « qu'ils invitaient le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire. »

Sur l'invitation de Talleyrand, le sénat se réunit le 4^e avril; il sanctionna par son vote la formation d'un gouvernement provisoire dont Talleyrand avait dressé la liste : il s'en était réservé la présidence et avait pris pour collègues le duc de Dalberg, le comte de Jaucourt, l'abbé de Montesquiou et le général Beurnonville. Le surlendemain (3 avril), le sénat décréta : « Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli. Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte. » Le corps législatif fit une déclaration analogue.

Napoléon à Fontainebleau. Défection de Marmont (6 avril). — L'empereur, à Fontainebleau, avait encore 50,000 hommes, établis dans la forêt et couverts de front par la Seine. Il avait envoyé auprès d'Alexandre le duc de Vicence (Caulaincourt), ancien ambassadeur en Russie. Quand ce dernier revint lui dire, de la part du czar, qu'il fallait abdiquer, il résolut de marcher sur Paris, de livrer bataille... Mais les maréchaux étaient las de la guerre; ils le pressèrent instamment, quelques-uns, Ney et Oudinot surtout, avec violence, pour qu'il se résignât. Le 4 avril, l'empereur abdiqua en faveur de son fils. Caulaincourt, Ney, Macdonald, furent chargés d'aller plaider la cause du roi de Rome auprès d'Alexandre.

Ils insistèrent avec tant de vivacité, au nom de l'armée, que le czar était ébranlé. Tout à coup arrive une nouvelle qui change tout : l'armée n'est pas unanime en faveur de l'empire. Le 6^e corps, celui du duc de Raguse, vient d'abandonner Napoléon. De tous les lieutenants de l'empereur, Marmont¹ passait pour le plus intelligent et le plus instruit. Le brillant coursage qu'il avait déployé dans la défense de Paris l'avait signalé à l'attention publique. Son corps, placé à Essonne, couvrait le flanc gauche de l'armée campée autour de Fontainebleau. Les généraux Beurnonville et Dessoles, au nom du gouvernement provisoire, le prince de Schwartzemberg, au nom des souverains alliés, le sollicitèrent vivement d'abandonner Napoléon. Séduit par leurs flatteries et poussé par l'ambition de jouer un grand rôle, le duc de Raguse consentit à faire défection. Toutefois, instruit de l'abdication, qui rendait son dessein sans objet, et peut-être troublé par le remords, il consentit à être auprès du czar le compagnon de Caulaincourt et de Macdonald, et il partit pour Paris, après avoir prescrit à ses lieutenants Bordesoulle et Souham de ne faire aucun mouvement.

Ceux-ci craignirent que Napoléon ne se doutât de quelque chose et ne les fit arrêter. Dans la nuit du 5 au 6 avril, malgré le colonel Fabvier, ils mettent en mouvement le 6^e corps. Les soldats croyaient marcher au combat. A l'aurore, ils se voient au milieu de l'armée russe, qui leur présentait les armes. « Le 30^e dragons occupait la tête de la division Bordesoulle; un général commanda de rendre le salut et d'avancer. « Si mes dragons tirent le sabre, s'écria le colonel Ordener, ce sera pour charger. » (*A. de Vaublanc.*) Désespérés, mais impuissants, les

1. Marmont était né en 1774 à Châtillon-sur-Seine.

soldats du 6^e corps durent partir pour Versailles. Là, ils se mutinent et veulent, sous la conduite du colonel Ordener, revenir par Rambouillet à Fontainebleau. Marmont accourt, les apaise, leur fait prendre la route de Normandie.

L'abdication. — Sommé d'abdiquer sans conditions, l'empereur voulut en appeler aux armes. Il avait 30,000 hommes à Fontainebleau, 45 ou 20,000 à Blois et sur la Loire, 20,000 en arrière de Lyon, 20,000 revenant d'Italie avec Grenier, 45,000 revenant de Catalogne avec Suchet, 40,000 avec Soult à Toulouse. Mais les généraux refusèrent de combattre. « Eh bien ! s'écria Napoléon, s'il faut renoncer à défendre la France, l'Italie ne nous offre-t-elle pas une retraite encore digne de nous ? Veut-on m'y suivre encore une fois ? Marchons vers les Alpes ! » Tout le monde resta muet. Se sentant sans ressource, il signa un nouvel acte d'abdication ainsi conçu : « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses enfants, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. » Le même jour, à Paris, le sénat, après avoir hâtivement rédigé une constitution qui stipulait le maintien de ses propres prérogatives et celui des principales conquêtes civiles et politiques de la Révolution, proclamait roi le comte de Provence, Louis-Stanislas-Xavier, sous le nom de Louis XVIII (6 avril).

Traité du 14 avril; adieux de Fontainebleau; départ pour l'île d'Elbe. — Le vide se fit rapidement à Fontainebleau autour de l'empereur déchu : généraux, ministres, courtisans, avaient disparu; après Marmont, Ney, puis Berthier lui-même, et jusqu'au mamelouk Rustan. Il ne restait plus que Caulaincourt, Maret, Gourgaud et Bertrand. Napoléon essaya de s'empoisonner, sans y réussir.

Enfin il parut se résigner. Le traité du 11 avril lui accorda la souveraineté de l'île d'Elbe, un revenu de 2 millions sur le grand-livre de France et le droit d'emmener 400 hommes de bonne volonté. Le 20 avril au matin, les voitures qui devaient le conduire en exil vinrent se placer au pied de l'escalier de la cour du Cheval blanc. La garde impériale était rangée en haie dans cette cour. A onze heures, l'empereur paraît; les tambours battent aux champs. Napoléon commande le silence; il adresse ses adieux aux officiers, sous-officiers et soldats de la

vieille garde. Il embrasse leur chef, le général Petit, et leur drapeau. Ensuite, au milieu de l'émotion des soldats, il monte en voiture et part avec les commissaires des coalisés.

Dans le Midi, où les populations étaient ardemment royalistes, il dut se déguiser pour échapper aux insultes et peut-être à la mort. Il alla d'Avignon à Fréjus sous l'uniforme autrichien. Le 28 avril il faisait voile pour Porto-Ferrajo.

Ainsi finit ce duel d'un homme contre l'Europe. En vain Napoléon avait retrouvé l'activité de sa jeunesse et vaincu dix fois l'ennemi. Si, dans quelques provinces, les paysans avaient pris les armes, si les troupes s'étaient battues avec leur courage accoutumé, il y avait eu des traîtres et beaucoup plus encore d'indifférents. « L'étoile pâlisait, a dit plus tard Napoléon; je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver... et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient... Mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits... ce n'étaient plus les hommes du début de notre Révolution, ni ceux de mes beaux moments... Les hauts généraux n'en voulaient plus : je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances et eussent acheté du repos à tout prix... Le feu sacré s'éteignait. »

Entrée de Louis XVIII à Paris (3 mai 1814). — Le 3 mai au matin, Louis XVIII entra dans Paris. Il se trouvait dans une calèche découverte, attelée de huit chevaux, conduits par des hommes ayant encore la livrée de Napoléon. Il avait avec lui la duchesse d'Angoulême, le prince de Condé et le duc de Bourbon. Une foule immense se pressait sur son passage. Les anciens nobles et les gardes nationaux appartenant à la bourgeoisie, qui voyaient dans le retour des Bourbons le gage de la paix, poussaient de vives acclamations. Le peuple restait muet; s'il sortait de son silence, c'était pour saluer de cris sympathiques quelques bataillons de l'ex-garde impériale figurant dans le cortège, ou pour crier en voyant passer les maréchaux de France, et parmi eux le prince de Neuchâtel¹, major général de l'empereur : « A l'île d'Elbe, Berthier! à l'île d'Elbe! » Louis XVIII descendit à Notre-Dame. Après y avoir entendu un *Te Deum*, il passa sur le pont Neuf, où l'on venait de relever la statue de Henri IV, et entra aux Tuileries.

1. Il mourut l'année suivante, assassiné à Bamberg, où il s'était retiré pendant les Cent-Jours.

CHAPITRE XV.

La Restauration et les Cent-Jours¹.

Première Restauration. Déclaration de Saint-Ouen. Charte de 1814. — Difficultés de la situation. Fautes du gouvernement des Bourbons. — Les Cent-Jours. Retour de l'île d'Elbe. Le 20 mars. — L'acte additionnel. — Le Champ de Mai. La chambre des députés.

Déclaration du 18 mars. L'Europe contre Napoléon. — Campagne de Belgique. Batailles de Ligny et des Quatre-Bras (16 juin 1815). — Bataille de Waterloo (18 juin).

Napoléon et la chambre des représentants. L'abdication (22 juin). — Le gouvernement provisoire. Fouché. Capitulation de Paris (5 juillet). — Napoléon à Sainte-Hélène. Sa mort (5 mai 1821).

Première Restauration. Déclaration de Saint-Ouen. Charte de 1814. — Le 6 avril 1814, le sénat avait appelé au trône Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon. Le 42 avril suivant, le jour même où Napoléon, à Fontainebleau, signait le traité aux termes duquel il devait partir pour l'île d'Elbe, le comte d'Artois entrait dans Paris. Dominés par les émigrés, le comte d'Artois et bientôt Louis XVIII voulurent éluder l'acceptation de l'acte du sénat, rédigé par M. de Talleyrand, et dans lequel étaient contenues les garanties d'une monarchie constitutionnelle; mais l'empereur Alexandre, qui croyait un régime libéral indispensable au maintien de la tranquillité en France, les força à respecter leurs promesses.

Avant d'entrer à Paris, Louis XVIII, qui de sa résidence d'Hartwell était venu à Calais, puis à Compiègne, dut signer le 2 mai la *Déclaration de Saint-Ouen*, qui contenait les passages suivants :

« Le gouvernement représentatif sera maintenu tel qu'il existe aujourd'hui, divisé en deux corps, savoir : le sénat et la chambre, composée des députés des départements*. L'impôt sera librement consenti ; la liberté publique et individuelle as-

1. Le nom de Cent-Jours donné à cette période de notre histoire vient de ce que le préfet de la Seine, en recevant Louis XVIII à son retour à Paris, après Waterloo, commença ainsi son discours : « Cent Jours se sont écoulés depuis que Votre Majesté, au milieu des larmes de son peuple en deuil, sortit de sa capitale... »

2. Il n'y eut pas en 1814 d'élections nouvelles. Le corps législatif impérial continua de siéger sous le nom de Chambre des députés.

surée; la liberté de la presse respectée, sauf les précautions nécessaires à la tranquillité publique; la liberté des cultes garantie. Les propriétés seront inviolables et sacrées; la vente des biens nationaux restera irrévocable. Les ministres, responsables, pourront être poursuivis par une des deux chambres législatives et jugés par l'autre. Les juges seront inamovibles, et le pouvoir judiciaire indépendant. La dette publique sera garantie; les pensions, grades, honneurs militaires, seront conservés, ainsi que l'ancienne et la nouvelle noblesse. La Légion d'honneur, dont nous déterminerons la décoration, sera maintenue. Tout Français sera admissible aux emplois civils et militaires; enfin nul individu ne pourra être inquiété pour ses opinions et ses votes. »

Telle fut la déclaration de Saint-Ouen, base de la *Charte de 1814*. Cette charte fut discutée et rédigée par MM. Dambray, de Montesquiou, Ferrand, Beugnot, Barthélemy, Barbé-Marbois, Boissy d'Anglas, Fontanes, Pastoret, Serrurier, Clausel de Coussergues, Lainé; elle fut promulguée le 4 juin, à l'ouverture des chambres, par Louis XVIII. Elle promettait à la France la liberté et la paix. Mais on fut blessé du préambule : « Rappelé par la divine Providence, y était-il dit, après une longue absence, cherchant à renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue, nous avons accordé et accordons, faisons concession et octroi... » Que voulaient dire ces mots : *renouer la chaîne des temps*? et ceux-ci : *concession et octroi*? Et si le don de la charte était une pure largesse du roi, un pur acte de sa volonté, il était donc libre, à son gré, de la suspendre ou de la détruire?

Difficultés de la situation. Fautes du gouvernement des Bourbons. — Les Bourbons amenaient avec eux le régime constitutionnel; Louis XVIII, ayant vécu en Angleterre, vieux déjà, d'ailleurs assez indifférent à tout et malade, ne demandait qu'à rester en repos; mais il n'en était pas de même de son entourage. Aussi la tâche des Bourbons allait-elle être difficile. Le public, habitué à l'activité énergique de Napoléon, riait de voir ce roi goutteux, toujours assis dans son fauteuil, qui portait de grosses épaulettes sur son habit bourgeois, s'intitulait « roi de France et de Navarre » et appelait 1814 « la dix-neuvième année de son règne. » Ce qui faisait plus de tort aux Bourbons, c'est qu'ils avaient été ramenés par l'étranger; c'est qu'à ce drapeau tricolore, qui, réalisant la prédiction de Lafayette, « avait fait le tour du monde, » ils substituaient leur drapeau

blanc, disparu depuis vingt-cinq ans; c'est qu'ils avaient apposé leur nom au bas de la fatale convention du 23 avril et du traité du 30 mai. « La royauté de l'étranger! » voilà le nom que tous les adversaires du gouvernement nouveau donnaient à la Restauration. Louis XVIII n'avait-il pas écrit au prince régent d'Angleterre : « C'est aux conseils de Votre Altesse Royale, à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine Providence, le rétablissement de notre maison? »

La liberté de la presse n'était pas respectée. Le 5 juillet fut présenté aux chambres le projet de loi suivant : « Tout écrit de plus de trente feuilles d'impression pourra être publié librement et sans examen ou censure préalable. Les journaux et écrits périodiques ne pourront paraître qu'avec l'autorisation du roi. Nul ne sera imprimeur ni libraire s'il n'est breveté du roi et assermenté. » Ainsi la censure était rétablie.

Le gouvernement n'était pas plus prudent dans ses rapports avec l'armée. Il avait fallu renvoyer 14,000 officiers en demisoldes; on aggrava leur mécontentement en mettant en accusation le général Excelmans pour une lettre écrite à Murat, en prenant pour ministre de la guerre le général Dupont, l'homme de Baylen, et après lui le maréchal Soult, qui ordonna l'érection d'un monument « aux victimes de Quiberon. » On prodigua les décorations et les titres à des émigrés qui n'avaient jamais servi. On alla plus loin : par une ordonnance du 25 mai, les officiers de marine qui avaient servi pendant l'émigration les ennemis de la France purent rentrer avec le grade qu'ils avaient à l'étranger. « Les campagnes de guerre faites au service des puissances aujourd'hui nos alliées, » c'est-à-dire contre la France, leur comptèrent pour la retraite! Pendant ce temps, les officiers de l'armée impériale étaient traités avec dédain : l'un d'eux se voyait refuser la croix de Saint-Louis par le duc de Berry, parce qu'il n'avait d'autre titre à l'obtenir que « trente ans de service dans les armées françaises. »

Bientôt tous les possesseurs de biens nationaux se virent inquiétés. Le 13 septembre, une ordonnance rendit aux émigrés leurs biens non vendus; l'État perdait ainsi 200 millions. L'ordonnance ajoutait : « Vous vous hâtez, messieurs, de seconder les vœux du roi : sans doute, il doit jouir du bonheur de ceux à qui il va rendre leurs propriétés; mais croyez qu'il a besoin de cette jouissance pour adoucir les regrets qu'il éprouve de ne pouvoir donner à cet acte toute l'extension qui est au fond de

son cœur. Il est permis de croire qu'un jour viendra où l'heureux état des finances diminuera successivement les pénibles exceptions commandées par les circonstances actuelles. Vous trouverez le roi toujours prêt à saisir toutes les occasions, tous les moyens de restaurer la France entière, et vous ferez en sorte que le nom de Désiré ramène l'espoir dans le cœur de ceux dont le bonheur doit être encore ajourné. »

Ces paroles, et en même temps des actes d'intolérance religieuse, jetèrent l'inquiétude dans les campagnes : on peut juger du degré d'exaltation où l'on en était parvenu par ce passage d'une brochure de l'ancien conventionnel Carnot : « Si vous voulez paraître à la cour avec distinction, gardez-vous bien de dire que vous êtes un de ces vingt-cinq millions de citoyens qui ont défendu leur patrie avec quelque courage contre l'invasion des ennemis : car on vous répondra que ces vingt-cinq millions de prétendus citoyens sont vingt-cinq millions de révoltés ; que ces prétendus ennemis furent toujours des amis. Dites que vous avez eu le bonheur d'être chouan ou Vendéen, ou transfuge, ou Cosaque, ou Anglais, ou enfin, qu'étant resté en France, vous n'avez sollicité des places auprès des gouvernements éphémères qui ont précédé la Restauration qu'afin de les mieux trahir et de les faire plus tôt succomber : alors votre fidélité sera portée aux nues, vous recevrez de tendres félicitations, des décorations, des réponses affectueuses du roi et de la famille royale. »

Les Cent-Jours. Retour de l'île d'Elbe. Le 20 mars. — Ces fautes des Bourbons avaient exaspéré l'opinion publique. De toutes parts on conspirait leur renversement. Un complot orléaniste, dont Fouché était l'âme, et dans lequel étaient entrés les deux frères Lallemand, avec les généraux Drouet d'Erlon et Lefebvre-Desnouettes, s'était formé. Napoléon, qui savait qu'on avait agité au congrès de Vienne la question de l'enlèvement de l'île d'Elbe pour le transporter dans une île lointaine, crut l'occasion favorable pour reparaitre sur la scène du monde. Le 26 février 1815, il quitta l'île d'Elbe avec le brick *l'Inconstant*, trois petits bâtiments de transport et 900 hommes. Les généraux Bertrand, Drouot et Cambronne l'accompagnaient. Le 1^{er} mars, à trois heures après midi, il débarqua dans le golfe Jouan, sur la plage de Cannes. Immédiatement il adressa deux proclamations au peuple et à l'armée. Rejetant l'insuccès de la campagne de 1814 sur la trahison d'Angereau et de Marmont, il disait aux soldats : « Arrachez ces couleurs que la nation a

proscrites... Arborez cette cocarde tricolore que vous portiez dans nos grandes journées... Reprenez ces aigles que vous aviez à Uim, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmühl, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moscowa, à Lutzen, à Wurtschen, à Montmirail... La victoire marchera au pas de charge ; l'aigle avec les couleurs nationales volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame... » Au peuple, il se présentait comme le défenseur des libertés publiques et de la révolution contre l'ancien régime et les Bourbons ramenés par l'étranger.

À la première nouvelle du débarquement de l'empereur, le gouvernement royal convoqua les chambres. « Napoléon Bonaparte, disait une proclamation de Louis XVIII, en date du 6 mars, est déclaré traître et rebelle pour s'être introduit à main armée dans le département du Var. » Il était enjoint à tous de « lui courir sus et de l'arrêter, » afin de le traduire incontinent devant un conseil de guerre, qui, après avoir reconnu l'identité, prononcerait contre lui l'application des peines portées par la loi. Les adhérents « dudit Bonaparte » devaient être « punis des mêmes peines. » Maintenant trouverait-on quelqu'un pour exécuter ces menaces ?

Évitant la vallée du Rhône, dont les populations étaient royalistes, Napoléon longea les Alpes, accueilli par les montagnards avec enthousiasme. Il traversa Grasse, Digne, Sisteron et Gap sans résistance. Au delà de la Mure, en avant de Grenoble, il rencontra pour la première fois des troupes envoyées par les Bourbons pour l'arrêter. Un bataillon du 5^e de ligne barra la route. Sachant que de cette première rencontre dépendait le sort de son entreprise, et craignant surtout qu'un premier coup de fusil tiré n'amenât une collision, il fait mettre l'arme sous le bras à ses grenadiers et s'avance seul à leur tête : « Soldats du 5^e de ligne, s'écrie-t-il, s'il en est un seul parmi vous qui veuille tuer son général, son empereur, il le peut : me voilà ! — Vive l'empereur ! » répondent les soldats, et en un clin d'œil les deux troupes confondues marchent ensemble sur Grenoble. Avant d'y arriver, ils furent rejoints à Vizille par le 7^e de ligne, que son colonel Labédoyère amenait à Napoléon. Le général Marchand et le préfet avaient fait fermer les portes de Grenoble : elles furent brisées par les soldats et les habitants. Ainsi l'empereur était victorieux sans combat, et à la tête de six régiments, au moment même où le *Moniteur* annonçait sa fuite « sur la crête des montagnes. » (7 mars.)

Le comte d'Artois, arrivé à Lyon pour se mettre avec le maréchal Macdonald à la tête de l'armée, vit bientôt que la résistance était impossible. Dans une revue, s'adressant à un sous-officier du 13^e de dragons, il lui dit : « Allons, camarade, crie *vive le roi!* — Non, monsieur, cela ne m'est pas possible, répondit le dragon, et si je criais quelque chose, ce serait *vive l'empereur!* » Parti le 9 de Grenoble, Napoléon arriva le 10 au soir à Lyon. Comme partout, il fut reçu avec des acclamations. Un seul garde national à cheval accompagna pendant la nuit la fuite du comte d'Artois. Napoléon reprit à Lyon l'exercice de la souveraineté. Il y rendit un décret qui dissolvait les deux chambres des pairs et des députés et ordonnait la réunion à Paris, dans le cours du mois de mai suivant, sous le titre d'*Assemblée extraordinaire du Champ de Mai*, des collèges électoraux de tous les départements, « afin de prendre des mesures convenables pour corriger et modifier nos institutions, selon l'intérêt et la volonté de la nation. »

Après avoir passé par Chalon-sur-Saône, Arnay-le-Duc, Avallon, Napoléon était le 17 à Auxerre. Ce fut là que vint le rejoindre le maréchal Ney. Il était sorti de Paris tout dévoué à Louis XVIII; mais en arrivant à Lons-le-Saunier, au milieu de ses troupes, il vit que jamais il ne réussirait à contenir l'élan qui les entraînait vers Napoléon. En proie à de cruelles perplexités, il demanda à ses deux lieutenants, Lecourbe et Bourmont, ce qu'il devait faire. Lecourbe approuva sa résolution de se rallier à l'empereur; Bourmont, qui devait être plus tard l'accusateur du maréchal devant le conseil de guerre, resta muet. Alors Ney rassemble ses troupes sur la grande place de Lons-le-Saunier : « Soldats, s'écrie-t-il, la cause des Bourbons est à jamais perdue!... La dynastie légitime que la France a adoptée va remonter sur le trône.... C'est à l'empereur Napoléon, notre souverain, qu'il appartient désormais de régner sur notre beau pays. — Vive le maréchal Ney! vive l'empereur! » répondent les soldats. Le 18, Ney était à Auxerre, près de Napoléon.

Le 20 mars au matin, l'empereur arriva à Fontainebleau. La confiance de Louis XVIII et de son gouvernement avait fait place à une terreur panique. Aux protestations de dévouement des deux chambres et des corps constitués succédaient l'abandon et l'indifférence. On formait les projets les plus bizarres. Le général Dessolles voulait marcher contre Napoléon à la tête de la garde nationale de Paris; Marmont voulait que Louis XVIII soutint un siège dans les Tuileries. « Je serais d'avis, disait

M. de Blacas, si Buonaparte parvient à s'approcher de Paris, que Sa Majesté sortit en calèche découverte, accompagnée des membres de la chambre des députés et de la chambre des pairs, tous à cheval à chacune des portières, et qu'elle attendit, avec ce cortège, l'arrivée de l'*usurpateur* et de ses troupes. La vue du roi, ainsi entouré, arrêterait les plus audacieux. Qui oserait passer? — Bonaparte, répondit M. de Vitrolles, arrivera probablement par la route de Fontainebleau; Sa Majesté sortira par cette barrière : que ferez-vous si l'*usurpateur*, averti, entre par une barrière voisine? » Le 19, à neuf heures du soir, Louis XVIII quitta les Tuileries et sortit presque seul de Paris; il se retira à Gand¹, avec le maréchal Marmont, M. de Blacas, M. de Chateaubriand. Aussitôt le drapeau tricolore fut arboré dans Paris. Le 20 mars, jour anniversaire de la naissance du roi de Rome, à neuf heures du soir, Napoléon rentra aux Tuileries.

Sur quelques points de la France les partisans des Bourbons essayèrent de résister. M. de Vitrolles échoua à Toulouse; la duchesse d'Angoulême, chassée de Bordeaux par le général Clauzel, fut forcée de s'embarquer; le duc d'Angoulême, fait prisonnier au Pont-Saint-Esprit, dans la vallée du Rhône, par le général Grouchy, fut mis en liberté sur l'ordre de Napoléon. Le drapeau tricolore flotta partout dès lors de Dunkerque à Marseille et de Bayonne jusqu'à Strasbourg.

L'acte additionnel. — Maître de Paris, Napoléon n'avait accompli que la partie la plus facile de son entreprise. L'armée se montrait enthousiaste : elle espérait voir recommencer pour elle la carrière de gloire et de fortune que la première Restauration était venue brusquement interrompre. Le peuple était bien disposé; mais la bourgeoisie restait froide et réservée : fatiguée de la guerre et de l'arbitraire, elle voulait maintenant le maintien de la paix et la liberté². Napoléon ne pouvait donc plus gouverner comme autrefois. Il ne pouvait compter sur l'appui public qu'en persistant dans le système qu'il suivait depuis son arrivée en France. Aussi fit-il entrer dans son mi-

1. Pendant les Cent Jours, les royalistes chantaient une chanson dont le refrain était : « Rendez-nous notre père de Gand, — Rendez-nous notre père! »

2. Dès le 1^{er} mars, en mettant le pied sur la plage de Cannes, l'empereur avait pu se rendre compte du véritable état de l'opinion. Le maire d'un village voisin, disait-il plus tard, remarquant la faiblesse de ses moyens d'action, me dit : « Nous commençons à être heureux et tranquilles, vous allez tout troubler. » (*Récits de la Captivité de Sainte-Hélène, par le Comte de Montholon.*)

nistère des hommes qu'il croyait agréables à l'opinion publique : Carnot, qu'il plaça à l'intérieur, et Fouché, personnage perfide et dangereux, qui reçut la police; les autres ministres furent Cambacérés, Gaudin, Mollien, Davout et Decrès. En toute occasion l'empereur affectait un langage pacifique et libéral. Il appela à lui Benjamin Constant, par lequel il avait été attaqué avec violence dans un journal le matin même du 20 mars, et le reçut bien : « Le goût des constitutions, lui dit-il, des débats, des harangues, paraît revenu. Cependant, ce n'est que la minorité qui les veut, ne vous y trompez pas. Le peuple, ou, si vous l'aimez mieux, la multitude ne veut que de moi... Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit l'empereur des soldats, je suis celui des paysans, des plébéiens. Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi... Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse, je veux tout cela... la liberté de la presse surtout; l'étouffer est absurde; je suis convaincu sur cet article. Je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis. On n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir; il conviendra plus sûrement encore à mon fils. Voyez donc ce qui vous semble possible; apportez-moi vos idées. »

Benjamin Constant fut donc le principal rédacteur de l'*Acte additionnel aux constitutions de l'empire*. En voici le résumé : L'empereur avait le pouvoir exécutif; il exerçait le pouvoir législatif en concurrence avec les deux chambres. L'une, héréditaire, celle des pairs, était à la nomination de l'empereur; le nombre de ses membres était illimité. La seconde, celle des représentants, était élective, renouvelable en entier tous les cinq ans, composée de 629 membres élus directement par les deux séries de collèges de département et d'arrondissement. Le budget devait être voté tous les ans. Les ministres étaient responsables; ils pouvaient être accusés par les représentants et jugés par les pairs. L'empereur avait le droit de dissoudre la chambre des représentants, à condition d'en réunir une nouvelle dans six mois au plus tard. La magistrature était inamovible. L'état de siège ne pouvait être établi que par une loi. La liberté individuelle, la liberté et l'égalité de tous les cultes, la liberté de la presse, étaient proclamées. L'abolition des dîmes et la vente des biens nationaux étaient déclarées irrévocables; la confiscation des biens des condamnés politiques était maintenue.

Cette constitution nouvelle fut acceptée par 4,500,000 voix contre 4,206; pourtant elle ne produisit pas l'effet qu'on en attendait. Un grand nombre d'électeurs s'étaient abstenus de voter. On voyait avec peine le maintien de la confiscation, l'établissement d'une pairie héréditaire. On se plaignait que la constitution n'eût pas été votée par une assemblée librement élue. On entendait avec déplaisir ce nom d'*Acte additionnel*, qui semblait faire des Cent-Jours une continuation de l'empire. En un mot, selon l'expression de Thiers, « la France ne croyait pas plus Napoléon, quand il parlait de liberté, que l'Europe, quand il parlait de paix. »

Le champ de Mai. La chambre des députés. — Le 4^{er} juin 1815, eut lieu la cérémonie du *Champ de Mai*. 30,000 gardes nationaux, 20,000 hommes de troupes, les électeurs des départements, des députations de tous les régiments réunies au Champ-de-Mars, entendirent la proclamation des votes acceptant l'acte additionnel. « Empereur, consul, soldat, s'écria Napoléon, je tiens tout du peuple. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions... Français! en traversant au milieu de l'allégresse publique les diverses provinces de l'empire, j'ai dû compter sur une longue paix... Je n'ai pas tardé à apprendre que les princes veulent nous faire la guerre. Il a fallu s'y préparer... » Puis il distribua des aigles aux régiments qui défilaient au son d'une musique militaire comme s'ils allaient marcher à l'ennemi. La plupart des contemporains qui ont parlé de cette cérémonie, dit un historien, racontent qu'en entendant les acclamations des troupes, lors du défilé, ils ne purent se défendre d'une profonde impression de tristesse, et que ces cris poussés dans le cirque devant les empereurs leur vinrent involontairement à la mémoire : *Cæsar, morituri te salutant!* « César, ceux qui vont mourir te saluent! »

Le 7 juin eut lieu l'ouverture des deux chambres. Napoléon leur annonça que la guerre était inévitable. La chambre des représentants comptait dans ses rangs Lanjuinais, Lafayette, de Flauguergues, Merlin, Dupont de l'Eure, Cambon, Dupin, Manuel, Grenier, Roy, Bedoch, Sébastiani, Durbach, Malleville. La plupart de ses membres, attachés aux libertés constitutionnelles, arrivaient avec un esprit d'opposition marquée et se

1. Nommée d'après le système électoral institué en 1802. Voir chap. IX.

défaient de l'empereur. Napoléon aurait voulu voir nommer président de la chambre son frère Lucien ; Lanjuinais n'en fut pas moins élu. Aussitôt constituées, les deux chambres rédigeaient des adresses à l'empereur. Celle des pairs, dans la sienne, l'invitait « à ne pas se laisser entraîner par la séduction de la victoire. » — « L'entraînement de la prospérité n'est pas ce qui nous menace aujourd'hui, répondit Napoléon : c'est sous les Fourches Caudines que les étrangers veulent nous faire passer. » Aux députés, il disait : « La constitution est notre point de ralliement ; elle doit être notre étoile polaire dans ces moments d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ses dispositions serait un malheur pour l'État. Nous nous trouverions au milieu des écueils sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions abstraites au moment où le bélier brisait les portes de la ville. » (14 juin). La nuit suivante, Napoléon partit pour l'armée.

Déclaration du 13 mars. L'Europe contre Napoléon. —

Dans un décret daté de Lyon, du 12 mars, et qui convoquait les collèges électoraux au Champ de Mai, pour reviser les constitutions de l'empire, Napoléon avait ajouté : « et pour assister au couronnement de l'impératrice, notre très chère et bien-aimée épouse, et à celui de notre cher et bien-aimé fils. » Il ne s'abusait pas cependant : il savait bien que l'Autriche ne lui rendrait pas ces précieux otages ; mais il voulait que la France crût le plus longtemps possible au maintien de la paix. Arrivé à Paris, il écrivit à tous les souverains des lettres pacifiques ; mais ses courriers furent arrêtés aux frontières. L'Europe ne croyait pas à ses assurances. Napoléon aux Tuileries était une menace pour tous les rois.

Les souverains étrangers et leurs ministres étaient réunis au congrès de Vienne. Le 13 mars parut une déclaration collective dans laquelle, traitant l'entreprise de Napoléon de « délire criminel et impuissant, » les alliés disaient : « En rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée... Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon Bonaparte s'est placé hors les relations civiles et sociales, et que, comme

ennemi et perturbateur de la paix du monde, il s'est livré à la vindicte publique. » L'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, la Russie s'engagèrent à entretenir chacune 150,000 hommes. Deux armées, l'une anglo-hollandaise, commandée par Wellington, l'autre prussienne, sous les ordres de Blücher, se réunirent en Belgique, attendant, pour prendre l'offensive, l'arrivée des Autrichiens et des Russes sur le Rhin.

Le gouverneur général des provinces prussiennes du Rhin disait dans une proclamation : « Braves Allemands, un pays ainsi livré au désordre et à l'anarchie menacerait l'Europe d'une honteuse dissolution si tous les braves Allemands ne s'armaient contre lui. Ce n'est pas pour lui rendre des princes dont il ne veut pas ; c'est pour *diviser cette terre impie et nous indemniser, par un juste partage de ses provinces, de tous les sacrifices que nous avons faits depuis vingt-cinq ans.* » On lisait dans le *Mercur du Rhin* : « Si nous avons de justes motifs pour vouloir que Napoléon disparaisse de la scène politique comme prince, nous n'en avons pas de moins grands pour *anéantir les Français comme peuple...* Le monde ne peut rester en paix tant qu'il *existera un peuple français* : qu'on le change donc en peuples de Bourgogne, de Neustrie, d'Aquitaine, etc. ; ils se déchireront entre eux ; mais le monde restera tranquille pour des siècles. »

Napoléon se préparait à la guerre ; mais le désir d'avouer à la France le plus tard possible qu'elle était inévitable, et son aversion pour les moyens révolutionnaires l'empêchèrent d'user de toutes les ressources. Il aurait fallu décréter la levée en masse, comme en 1793, et annoncer que la patrie était en danger. L'empereur n'eut recours qu'à l'armée. Les troupes de ligne, qui s'élevaient le 4^{er} avril à 224,000 hommes, étaient portées le 4^{er} juin à 276,982 hommes ; mais on manquait de chevaux. On avait ordonné la formation de 400 bataillons de gardes nationales mobiles ; il y avait de réunis vers la mi-juin 450,000 hommes, mais ils n'étaient encore pour la plupart ni armés ni équipés. 45,000 matelots et 6,000 canonniers défendaient les côtes ; des corps francs furent organisés aux Alpes et aux Pyrénées. Des fortifications avaient été élevées au nord de Paris ; au sud, sur la rive gauche, elles n'étaient pas terminées. Les ouvriers de la ville s'étaient formés spontanément en bataillons de *fédérés* de la garde nationale ; mais ils n'avaient pas reçu d'armes.

Campagne de Belgique. Batailles de Ligny et des Quatre-Bras (46 juin 1815). — Napoléon avait deux plans à suivre : ou manœuvrer en s'appuyant aux murs de Paris, entre la Seine et la Marne, et en laissant les alliés entrer en France ; ou prendre l'offensive et tomber sur l'armée la plus voisine avant l'entrée en ligne des autres corps ennemis. Il choisit ce second plan, qui convenait mieux à son caractère et devait lui donner, en cas de succès, le prestige d'une première bataille gagnée. Laisant 42,000 hommes en Vendée avec Lamarque, et 45,000 sur les diverses frontières, aux ordres de Clauzel à Bordeaux, Decaen à Toulouse, Lecourbe et Rapp sur le Rhin, Suchet dans les Alpes, Brune sur le Var, il était lui-même, le 44 juin, sur les frontières de Belgique, avec 428,000 hommes¹. « Soldats, dit-il à son armée dans une proclamation, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, à Iéna vous étiez un contre deux, à Montmirail un contre trois ! » Il ajoutait : « Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux qu'ils ont soufferts !... Pour tout Français qui a du cœur le moment est venu de vaincre ou de périr. »

Deux armées ennemies occupaient la Belgique : entre la mer et la Sambre, 95,500 Anglais, Hollandais et Belges, Hanovriens, Brunswickois, Nassoviens, dont 46,000 cavaliers, avec 486 canons, sous les ordres de Wellington ; sur la Sambre et la Meuse, 424,000 Prussiens, dont 22,000 cavaliers, avec 342 canons, sous les ordres du Blücher, que ses soldats surnommaient le maréchal *Vorwärts* (en avant).

Napoléon avait formé le plan de passer la Sambre à Charleroi, de séparer les deux armées ennemies, de rejeter les Prussiens sur le Rhin, les Anglais à la mer. Pour cela, il fallait s'emparer de la route de Namur, entre Sombreffe et les Quatre-Bras, Blücher étant à Namur et Wellington à Bruxelles.

Le 15 juin, les Français passèrent la Sambre, s'emparèrent de Charleroi sur les Prussiens et marchèrent en avant de deux côtés à la fois. Dans la direction de Sombreffe s'avancait Napoléon en personne avec la moitié de l'armée, poussant les Prussiens en retraite. Ney prit la route qui, de Charleroi, se dirige sur Bruxelles, par Gosselies, Frasnes, les Quatre-Bras, Genappe,

1. Napoléon avait pour major général dans cette campagne le maréchal Soult. Nicolas-Jean-de-Dieu Soult était né à Saint-Amand-la-Bastide (Tarn) en 1769 ; il mourut en 1851.

le Mont Saint Jean et Waterloo ; il n'avait avec lui que le corps d'infanterie de Reille ; celui de Drouet d'Erlon devait le rejoindre. On croyait d'ailleurs que, les Anglais n'étant pas prévenus, on ne rencontrerait pas d'ennemis. Mais il dut s'arrêter à la nuit, au delà de Frasnes, devant une brigade anglaise qui occupait les Quatre-Bras. Napoléon, de son côté, s'avança jusqu'au delà de Fleurus, où le général Letort périt dans un combat d'avant-garde. Ce jour-là, le général Bourmont passa à l'ennemi.

Le 16 juin, l'empereur trouva en face de lui 87,000 Prussiens : les trois corps de Ziethen, Thielman, Pirch 1^{er}, réunis pendant la nuit par Blücher et occupant le plateau de Bry, protégés sur leur front par le ruisseau de Ligny, dont les abords étaient défendus par les deux villages de Saint-Amand et de Ligny. On attaqua les Prussiens beaucoup trop tard, à deux heures après midi. Les Français étaient 78,000. Napoléon, qui croyait que Ney n'avait devant lui qu'une avant-garde, lui recommanda, après avoir occupé les Quatre-Bras, de se rabattre sur les derrières des Prussiens. Mais Ney ne parut pas et ne pouvait point paraître. La bataille de Ligny fut soutenue de part et d'autre avec une rage, un acharnement épouvantable. L'apparition, à proximité du champ de bataille, d'un corps qu'on finit par reconnaître français¹, mais qui s'éloigna au lieu de joindre l'armée, arrêta un moment Napoléon. Enfin il lança ses réserves : la garde et les cuirassiers soutinrent les soldats de Vandamme et de Gérard. Il était nuit. Les Prussiens vaincus avaient perdu 22,000 hommes. Pourtant ils battaient en retraite avec ordre, conduits par Blücher, qui, tout meurtri d'une chute de cheval et foulé aux pieds par nos cavaliers, n'en menait pas moins ses soldats à Wavres, à quatre lieues du Mont Saint Jean, où les Anglais de Wellington allaient se retirer, à portée, par conséquent, de les secourir.

Aux Quatre-Bras aussi s'était livrée une bataille acharnée. Ney, que n'avait pas rejoint Drouet d'Erlon, n'eut dans cette journée que 22,000 hommes. Il commença l'attaque à la même heure que Napoléon ; mais, à chaque instant, l'ennemi recevait de Bruxelles des troupes fraîches. L'armée de Wellington s'éleva bientôt à 40,000 combattants. L'héroïsme des soldats de Bachelu, de Foy, de Guilleminot, les charges désespérées des cuirassiers de Kellermann furent inutiles. « Vous voyez ces bou-

1. C'était celui de Drouet d'Erlon. Voir à la page suivante l'explication de cette fausse manœuvre.

lets, disait Ney à ses officiers; je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre! » Les Anglais restèrent maîtres des Quatre-Bras; mais ils ne purent intervenir sur le champ de bataille de Ligny. Avec des forces inférieures, Ney les avait tenus en échec.

Qu'était devenu Drouet d'Erlon¹? Au moment où il marchait pour rejoindre Ney, l'aide de camp de Napoléon, Labédoyère, qui portait au maréchal un ordre de diriger ce corps sur Ligny, prit sur lui de changer la route des colonnes avant d'avoir vu le maréchal. Napoléon, en donnant cet ordre, ignorait que Ney eût devant lui des forces supérieures. Quand le maréchal apprit ce qui se passait, il envoya à d'Erlon l'ordre de le rejoindre. Celui-ci, déjà en vue du champ de bataille de Ligny, fit volte-face; mais il ne rejoignit Ney qu'à la nuit : il était resté inutile aux Français pendant les deux batailles.

Le lendemain 17, les Français perdirent la matinée sur le champ de bataille de Ligny. A midi seulement, Napoléon chargea Grouchy² de poursuivre les Prussiens avec 33,000 hommes. On avait perdu leur trace; on les cherchait dans la direction de Namur, quand ils allaient arriver à Wavre. Avec le reste des troupes qui avaient combattu à Ligny, Napoléon alla rejoindre le maréchal Ney. Si l'on n'avait pas perdu la matinée, l'armée anglaise, aux Quatre-Bras, aurait pu être prise entre Ney et Napoléon. On la suivit dans sa retraite, au milieu d'une pluie battante, par un orage épouvantable, sur la route de Bruxelles. A la nuit, elle s'arrêta au plateau du Mont Saint Jean. Là devait se décider, le lendemain, le sort du monde.

Bataille de Waterloo (18 juin). — L'armée anglaise comptait 70,000 hommes, parmi lesquels 43,000 cavaliers, et 450 canons. Elle occupait un plateau demi-circulaire, sur lequel viennent se réunir, au hameau de Mont Saint Jean, les deux routes de Nivelles et de Charleroi à Bruxelles. Au pied du plateau, au centre, les Anglais occupaient la Haie-Sainte. A droite, ils tenaient en plaine le château d'Hougoumont (ou plus exactement de Goumont); à gauche, Smohain, la Haie, Papelotte, et Ohain dans la direction de Wavre. Derrière se trouvait la forêt de Soignes, avec le village de Waterloo.

Napoléon avait 72,000 hommes, dont 45,000 cavaliers, et 240 canons. Il comptait sur la victoire. Il ignorait que Grouchy, retardé dans sa marche et incertain sur la direction à suivre,

1. Drouet d'Erlon, né à Reims en 1765, mort en 1844.

2. Grouchy, né à Paris en 1766, mourut en 1847.

n'arriverait que le soir même du 18 en face des Prussiens à Wavre et ne pourrait, avec 33,000 hommes contre 90,000, empêcher les deux tiers de l'armée prussienne d'arriver à Mont Saint Jean.

Comme à Ligny, la bataille commença trop tard : on voulait attendre que le sol, détrempé par l'orage, fût raffermi. Napoléon avait l'intention d'aborder l'aile gauche de l'ennemi, partie la plus faible de sa ligne, et de la rejeter sur le centre. Cette manœuvre, si elle réussissait, séparait pour toujours les Anglais des Prussiens. A onze heures et demie, notre gauche, conduite par Reille, Guillemillot, Bauduin, Foy, Bachelu, Jérôme, attaqua à la droite des Anglais le château, la ferme et les bois d'Hougoumont, autour desquels s'engagea un terrible combat.

Pendant ce temps, 70 pièces de canon, en batterie sur les hauteurs de la Belle-Alliance, foudroyaient le centre et la gauche de Wellington. En ce moment, Napoléon aperçut à l'extrême droite de sa ligne un nuage noir. Il envoya un aide de camp en reconnaissance. C'était l'avant-garde de 30,000 Prussiens, qui venaient de Wavre, avec Bulow, au secours des Anglais. Napoléon plaça Lobau avec 10,000 hommes sur notre flanc droit pour les contenir lorsqu'ils arriveraient.

En même temps, à une heure après midi, il fit attaquer la gauche anglaise par les quatre divisions d'infanterie de Drouet d'Erlon (Alix, Donzelot, Marcognet, Durutte). Dans la précipitation, on range les troupes en masses de vingt-sept rangs de profondeur, tous les bataillons déployés et hors d'état de se former en carrés. Le choc fut terrible : on se fusillait de si près que les bourres entraient avec les balles dans les blessures. Le général anglais Picton fut tué. Mais en ce moment Wellington lance contre l'infanterie de d'Erlon les dragons gris écossais de Ponsonby, qui l'enfoncent, la sabrent, la poursuivent, prennent les deux drapeaux des 405^e et 45^e de ligne et désorganisent deux batteries qui venaient au secours de nos fantassins. Chargés alors par nos cuirassiers et nos lanciers, les dragons ennemis périrent presque tous : leur chef, Ponsonby, tombe le corps percé de sept coups de lance. Les Français n'en avaient pas moins perdu 5,000 hommes. A l'attaque de la Haie-Sainte, ils avaient également échoué.

Il était trois heures; les Prussiens de Bulow approchaient. Napoléon n'en persiste pas moins à attaquer l'armée anglaise. Seulement, au lieu de tourner son principal effort contre la gauche de Wellington, il va maintenant l'attaquer au centre, la

partie la plus forte de la position ennemie. Pour cela il fallait d'abord enlever la Haie-Sainte. Ney fait attaquer la ferme par l'infanterie de d'Erlon. Elle s'en empare; du bataillon allemand qui la défendait avec le major Baring, il ne reste que 42 hommes, Les Français sont arrivés au pied du plateau.

Quatre heures allaient sonner. L'instant décisif semblait venu. Les deux divisions de cuirassiers de Milhaud, les chasseurs à cheval et les lanciers de la garde de Lefebvre-Desnouettes, en tout 5,000 chevaux, gravissent au grand trot la pente du plateau de Mont Saint Jean. Ney est à leur tête. Les casques et les cuirasses brillent au soleil. Nos cavaliers couronnent la crête. Ils essuient la décharge des canons anglais. Mais la trompette sonne. Au cri de *Vive l'empereur!* les cuirassiers s'élancent en avant. Abandonnant leurs pièces, les artilleurs s'étaient réfugiés dans les rangs de l'infanterie anglaise formée en carrés. Les cuirassiers se jettent sur elle, essuient le feu à bout portant, se précipitent sur les baïonnettes. Mais la résistance est acharnée; la cavalerie ennemie vient au secours de ses fantassins. Épuisés par ce combat inégal, les cuirassiers redescendent du plateau, dont les soldats de Wellington occupent de nouveau les bords. Cette première charge de cavalerie avait été repoussée à cinq heures du soir. Bulow, qui avait quitté Wavre à la pointe du jour avec 30,000 hommes et 88 canons, avait commencé le combat depuis une demi-heure et forçait les 40,000 soldats de Lobau à reculer. Déjà les boulets ennemis tombaient sur les derrières de nos troupes engagées contre les Anglais.

Nos cavaliers se tenaient immobiles, sous la mitraille, au pied du plateau. Ney les entraîne à une seconde charge générale; il se place à la tête des cuirassiers de Milhaud, des lanciers et des chasseurs de Lefebvre-Desnouettes. Notre cavalerie couvre encore une fois le terrain situé entre les deux routes et le Mont Saint Jean. Kellermann suit Milhaud avec sa division de cuirassiers. La brigade de carabiniers s'ébranle à son tour. Les dragons et les grenadiers à cheval de la garde imitent cet exemple. 40,000 cavaliers s'élancent sur les vingt-six bataillons du centre britannique formés en carrés. Une seconde fois les canons sont dans nos mains. Les hussards de Cumberland prennent la fuite. Que l'infanterie française seconde nos cavaliers, et le centre anglais sera rompu. « De l'infanterie! où voulez-vous que j'en prenne? Voulez-vous que j'en fasse? » répond Napoléon au colonel Heymès, aide de camp de Ney, qui venait lui demander du renfort. La lutte continuait avec rage.

Cinq généraux français étaient hors de combat; trois généraux ennemis tués, deux blessés. « En vain, dit un historien, Ney engagea jusqu'à son dernier escadron... en vain des carrés entiers furent renversés, dispersés, écrasés... en vain les nombreux escadrons venus au secours de l'infanterie furent sabrés, mutilés, disloqués; le drapeau de la Grande-Bretagne continua à flotter sur le fatal plateau, et après une lutte de près de deux heures, une lutte sans exemple dans les annales de la guerre, notre cavalerie, désorganisée par d'incessants efforts..., les bras fatigués par tant de coups portés, ses chevaux hale-tants, harassés de tant de mouvements violents sur un sol fangeux, dut se résoudre, frémissante de rage, à redescendre la pente qu'elle avait gravie dans la conviction du succès. » (Colonel Charras.)

Les troupes de Reille se battaient toujours près d'Hougoumont, celles de Drouet d'Erlon devant la Haie, Smohain et Papelotte. Une seconde bataille se livrait pendant ce temps sur notre flanc droit entre Lobau et Bulow. Pour soutenir Lobau, qui reculait écrasé par le nombre, il fallut d'abord envoyer la jeune garde avec Duhesme, au moment où Ney, sur le plateau, demandait à Napoléon de l'infanterie. Cela même ne suffit pas. Morand dut charger les Prussiens à la baïonnette avec trois bataillons de la vieille garde pour reprendre Planchenoît. Tout le corps de Bulow recula.

Il était près de sept heures. « Français, disait Ney à ses cavaliers, restés sous la mitraille, tenez ferme; c'est ici que sont les clefs de nos libertés! » « Toi et moi, disait-il à d'Erlon, si nous ne sommes pas tués ici, nous serons pendus à Paris! » Napoléon n'avait plus que dix bataillons de troupes fraîches; mais c'était la vieille garde, et il se croyait débarrassé des Prussiens. Six bataillons de grenadiers et de chasseurs, 3,000 vétérans conduits par Ney et quatre généraux (Friant, Roguet, Michel, Poret de Morvan), gravissent à leur tour le plateau. Les Anglo-Hollandais voient s'approcher les redoutables bonnets à poil. Mais ils tiennent ferme: ils savent qu'un second corps prussien s'avance. « Restez là, mes garçons, s'écrie Wellington. Que dirait-on de nous en Angleterre, si nous reculions? — Vous pouvez être tué, lui dit lord Hill: vos instructions? — Tenir ici jusqu'au dernier homme! » La garde aborde l'ennemi, culbute les soldats de Brunswick, de Nassau et les Hollandais; le prince d'Orange tombe de cheval frappé d'une balle. Mais tout à coup une nouvelle ligne se dresse

devant nos soldats. « Debout, gardes anglaises, et tirez juste ! » s'écrie Wellington. Les soldats de Maitland, couchés dans les blés, se relèvent et font feu. Le général Michel est tué; Ney perd son quatrième cheval. Malgré les efforts du brave des braves, la garde, diminuée de moitié, bat en retraite.

Il est huit heures, et le soleil se couche. La fusillade redouble à notre extrême droite : c'est Ziethen qui arrive avec 20,000 Prussiens, conduits par Blücher, et comble l'intervalle entre les Anglais et Bulow. Sauve qui peut ! Les divisions de Drouet se débloquent. La cavalerie anglaise descend du plateau. Tous les corps français sont en déroute. Les Anglais sont maîtres de la Haie-Sainte, les Prussiens de Planchenoît. Seule, la garde impériale se forme en carrés à la hauteur de la Belle-Alliance. Napoléon se réfugie dans ses rangs, l'épée à la main. Attaquée par le canon, l'infanterie, la cavalerie, chargée, enveloppée, mitraillée, la garde, par la voix de Cambronne, refuse de se rendre. Quand ses carrés sont rompus, ceux qui survivent se font jour à la baïonnette et suivent le torrent des fuyards.

Pendant que Wellington et Blücher s'embrassent à la Belle-Alliance¹, les cavaliers de Gneisenau poursuivent les Français. Un tambour prussien monte sur l'un des chevaux dételés de la voiture de l'empereur et bat la charge en tête des colonnes ennemies. Sabrés à la clarté de la lune, les vaincus sont chassés successivement de Genappe, des Quatre-Bras et de Frasnes. Là, seulement, les escadrons ennemis s'arrêtèrent. Les Français purent gagner Charleroi, où ils passèrent la Sambre, désorganisés, épuisés et mourant de faim. Ils avaient perdu 25,000 hommes, les Anglais et les Prussiens réunis 22,000. La France était vaincue. Tout était fini pour Napoléon.

Napoléon et la chambre des représentants. L'abdication (22 juin). — Après Waterloo, Napoléon était tombé dans un profond abattement. Il voulait d'abord rester à Laon et y rallier l'armée. On lui conseilla de revenir à Paris, où les chambres, averties de sa défaite, pouvaient se déclarer contre lui. Il céda, et, laissant au major général Soult le soin de réunir le plus de troupes qu'il pourrait, il arriva à l'Élysée le 20 juin à 44 heures du soir, mourant de fatigue, épuisé, hors de lui-même, et sans savoir ce qu'il allait faire le lendemain.

1. La rencontre de Blücher et de Wellington est un des sujets de tableau les plus fréquemment choisis par les peintres d'histoire anglais.

En un instant l'alarme fut dans Paris. L'empereur était donc revenu encore une fois, comme après Moscou, comme après Leipsick, sans armée ! La chambre des représentants se composait d'hommes attachés à la liberté et aux principes constitutionnels. Mais les uns, considérant le retour de Louis XVIII comme la seule solution désormais possible, y étaient résignés, sans oser encore l'avouer tout haut ; les autres, aveuglés par Fouché, qui trompait tout le monde, s'imaginaient que les alliés n'en voulaient qu'à Napoléon ; que, lui écarté, ils s'arrêteraient, feraient la paix et laisseraient la France libre de choisir le gouvernement qui lui conviendrait, ou Napoléon II avec une régence, ou le duc d'Orléans. Ils voulaient donc forcer l'empereur à disparaître de la scène. Craignant que Napoléon, instruit de leurs dispositions, n'essayât de dissoudre la chambre, comme il le pouvait aux termes de l'acte additionnel, et de s'emparer de la dictature, ils le prévinrent. Le 21 juin, Lafayette fit adopter les résolutions suivantes : « La chambre des représentants déclare que l'indépendance de la nation est menacée. — La chambre se déclare en permanence. *Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison.* Quiconque se rendrait coupable de cette tentative serait déclaré traître à la patrie, et sur-le-champ jugé comme tel. — L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont combattu, et qui combattent encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France, ont bien mérité de la patrie. — Les ministres de la guerre, des relations extérieures et de l'intérieur sont invités à se rendre sur-le-champ dans le sein de l'assemblée. »

Par cette seule déclaration les représentants s'emparaient du pouvoir exécutif. Lucien et Carnot conseillèrent à Napoléon de dissoudre la chambre et d'en appeler au peuple ; mais la bataille de Waterloo avait brisé l'énergie de l'empereur. Toute l'après-midi du 21 se passa à l'Élysée en discussions, en plaintes inutiles, en accès d'ardeur bientôt suivis d'accès de découragement. Napoléon avait d'abord voulu empêcher ses ministres de se rendre à la chambre, comme cela leur avait été enjoint ; puis il céda, mais en les chargeant d'une communication insignifiante, pour dissimuler cette concession. Dans la nuit du 21 au 22, les bureaux des deux chambres (Lanjuinais, Lafayette, Dupont de l'Eure, Flauguergues, Grenier, pour les représentants ; Andréossy, Boissy d'Anglas, Dejean et Thibeaudeau, pour les pairs) se réunirent avec les ministres aux Tuileries et décidèrent que les deux chambres nommeraient une *commission chargée de*

négocié directement avec les puissances coalisées : nouvel empiètement sur le pouvoir exécutif.

Le 22 au matin, on alla plus loin : pendant qu'à l'Élysée régnait la même incertitude, Fouché, effrayé par ses menées les représentants, en leur faisant craindre un nouveau 18 brumaire, les poussait à la violence. Un membre, M. Duchêne, demanda l'abdication de l'empereur. « Si l'abdication ne vient pas, ajouta Lafayette, je proposerai la déchéance. » On en vint jusqu'à menacer Napoléon d'arrestation. On lui donna une heure pour se décider. Cédant aux conseils de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Napoléon abdiqua : « Français, disait-il, en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur le concours de toutes les autorités nationales ; j'étais fondé à en espérer le succès, et j'aurais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France... Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations et n'en avoir réellement voulu qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de *Napoléon II, empereur des Français*. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser sans délai la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante ! »

Le gouvernement provisoire. Fouché. Capitulation de Paris (5 juillet). — Délivrée de la crainte que lui inspirait Napoléon, la chambre des représentants décréta la formation d'un *gouvernement provisoire* composé de cinq membres, dont trois seraient nommés par elle et deux par les pairs. La chambre des pairs, sous l'impression de terreur que lui avait causée le récit de la bataille de Waterloo, fait avec un profond découragement par le maréchal Ney, accepta tout. Les trois élus des représentants furent Fouché, Carnot et Grenier ; ceux des pairs furent Caulaincourt et Quinette. En vain dans les deux chambres les partisans de l'empereur demandèrent que le gouvernement provisoire prit le titre de *conseil de régence* et proclamât *Napoléon II*. En vain, dans la nuit du 21 au 22, Labédoyère s'écria à la chambre des pairs : « Il est donc décidé qu'on n'entendra jamais dans cette enceinte que des voix basses ! » En vain Lucien prit à son tour la parole : M. de Pontécoulant lui répondit qu'en prenant le titre de prince italien de Canino il avait perdu

sa qualité de Français. Defermon et Boulay (de la Meurthe) ne furent pas plus heureux à la chambre des représentants. Manuel dit qu'aux termes des constitutions de l'empire, l'abdication de Napoléon appelant naturellement son fils au pouvoir, il n'était pas besoin de le proclamer. A l'aide de ce subterfuge, la chambre évita de se prononcer et passa à l'ordre du jour. Le 26, le gouvernement provisoire déclara que tous les actes publics seraient provisoirement intitulés : « *Au nom du peuple français.* »

Les deux chambres avaient confié leurs pouvoirs au gouvernement provisoire ; celui-ci, à son tour, se laissa dominer par Fouché. Cet homme avait servi et trompé tour à tour tous les gouvernements, tous les partis. Oratorien avant la Révolution, puis marié et conventionnel, ensuite acteur au 18 brumaire et ministre de Napoléon, maintenant président de la commission exécutive, il s'appropriait, après avoir voté la mort de Louis XVI et mitraillé les Lyonnais, à ouvrir Paris à Louis XVIII et à proscrire lui-même ses collègues. En attendant, il intriguait, endormait, abusait tout le monde, parlant résistance aux emportés, faisant espérer la paix aux chambres, le maintien de Napoléon II aux bonapartistes, l'avènement du duc d'Orléans aux constitutionnels, insinuant aux gens compromis que si Louis XVIII revenait, il y aurait amnistie générale, et cherchant à corrompre tous ceux qu'il croyait accessibles à la corruption. Tout cela pour avoir un ministère sous les Bourbons restaurés ! Après avoir été quinze ans gouvernée par Napoléon, la France fut quinze jours gouvernée par Fouché ! Tant les caractères étaient détrempés !

Et cependant on aurait pu combattre encore et obtenir peut-être une paix honorable. Grouchy était revenu de Belgique, par Namur et Avesnes, avec 30,000 hommes intacts et 400 canons ; Soult lui transmit en outre le commandement de 30,000 hommes, débris de Waterloo. Paris n'était pas fortifié sur la rive gauche, mais du côté du nord il était couvert par une ligne de retranchements, de Vincennes à Saint-Denis, et par le canal de l'Ouercq. Le 29 juin, il y avait sous les murs de la ville 70,000 hommes de troupes de ligne, dont 45,000 de cavalerie sous les ordres du prince d'Eckmühl, qui avait remplacé Grouchy ; on pouvait y ajouter 6,000 tirailleurs fédérés et toute la garde nationale de Paris, composée de 42 légions : en tout plus de 420,000 hommes. Les Prussiens et les Anglais en comptaient moins de 140,000. L'armée de Blücher, qui passait sur la rive gauche de

la Seine, se trouvait séparée de celle de Wellington, éparpillée sur une ligne de six lieues. Napoléon, qui s'était retiré à la Malmaison, envoya le général Becker, que l'on avait chargé de « veiller à sa sûreté, » demander à la commission le commandement de l'armée, promettant de le déposer après avoir vaincu l'ennemi.

Fouché refusa et força l'empereur à partir pour Rochefort ; il avait décidé les maréchaux à ne pas s'opposer au retour des Bourbons. Vainement le général Excelmans détruisit une brigade prussienne entre Saint-Germain et Versailles, à Rocquencourt : le sentiment que tout était fini s'était impérieusement emparé des esprits. L'invasion, vue de près l'année précédente, n'inspirait plus les mêmes craintes. Pendant que le canon retentissait autour de Paris, une foule oisive d'indifférents ou de curieux se pressait dans le jardin des Tuileries et sous les arbres des Champs-Élysées. Les spéculateurs agiotaient ; la Bourse avait monté à la nouvelle de Waterloo. Le jour même du combat de Rocquencourt (4^{or} juillet), un conseil de guerre tenu à la Villette, au quartier général de Davout, fit une réponse ambiguë à la question de savoir si l'on pouvait défendre Paris. Sur cette réponse, le gouvernement provisoire, toujours dominé par Fouché, qui lui faisait croire que les alliés n'imposeraient pas à la France le retour de Louis XVIII, se décida à capituler. Blücher, maître de Châtillon, Meudon, Sèvres et Saint-Cloud, exigeait d'abord que l'armée française mit bas les armes ! Wellington lui fit comprendre son imprudence. Le 5 juillet au soir, la capitulation fut signée. Le 7, pendant que nos soldats désespérés se retiraient sur la Loire, les Anglais et les Prussiens entraient dans Paris. Le 8, au matin, ils chassèrent le gouvernement provisoire et la chambre des députés des salles de leurs séances. Le ministre de l'intérieur venait d'envoyer aux préfets une circulaire où il disait : « Les chefs des armées alliées ont pris l'engagement solennel de respecter nos institutions, nos intérêts, nos couleurs nationales. » Le soir même, le drapeau blanc flottait aux Tuileries : Louis XVIII y était rentré. Fouché était devenu son ministre.

Napoléon à Sainte-Hélène. Sa mort (5 mai 1824). — Pendant que Louis XVIII revenait dans Paris, Napoléon était parti le 29 juin pour Rochefort, toujours sous la garde du général Becker. Il voulait s'embarquer pour les États-Unis ; mais déjà la mer était gardée par une croisière anglaise. Pour éviter de tomber entre les mains des Bourbons, l'empereur déchu n'avait

plus d'autre ressource que de se remettre à la discrétion des Anglais. Le 15 juillet, il se rendit à bord du vaisseau *le Bellérophon*, commandé par le capitaine Maitland. Il avait écrit au prince régent d'Angleterre : « Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. » Mais l'Angleterre et l'Europe craignaient trop un second retour comme celui de l'île d'Elbe pour laisser à l'empereur déchu sa liberté. Pour les tranquilliser, pour les bien rassurer et compléter leur victoire de Waterloo, il fallait que Napoléon fût prisonnier loin de la France, au milieu des mers, sous une garde sévère à laquelle il lui fût impossible d'échapper. En vain l'empereur protesta : « J'en appelle à l'histoire, dit-il ; elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois.... Mais que répondit-on, en Angleterre, à tant de magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola ! » Plus tard il s'écriait : « Je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre. »

Transporté le 8 août à bord du *Northumberland*, il arriva le 17 octobre à l'île Sainte-Hélène, dont sir Hudson Lowe devint bientôt gouverneur. Cette île¹ n'est qu'un rocher volcanique situé à neuf cents lieues de la côte d'Afrique, à deux mille lieues de l'Europe. C'est là que se passèrent ses six dernières années sur le plateau de Longwood. L'ancien maître du monde était prisonnier sur un espace qui avait deux kilomètres en long et en large. Il ne pouvait faire un pas sans être observé ; sa demeure était entourée à distance d'un cordon de sentinelles. Il n'avait plus d'armée, plus d'ordres à donner, plus de sujets ; il lui restait quelques amis, Montholon, Las-Cases, Gourgaud, Bertrand. Là furent composés : le *Mémorial de Sainte-Hélène*, que publia M. de Las-Cases ; la *Campagne de 1815*,

1. Placée sur la route de l'Hindoustan, entre le cap Vert et le cap de Bonne-Espérance, l'île Sainte-Hélène avait été occupée par les Anglais pour servir de point de relâche. Elle est dominée par le pic de Diane et renferme le port de Jamestown.

que publia Gourgaud. Ajoutons-y les *Mémoires pour servir à l'Histoire de France, le Précis sur les campagnes de César* (Marchand), les *Campagnes d'Égypte et de Syrie* (Bertrand). Nommons encore *Napoléon dans l'exil*, par le docteur O'Meara, les *Derniers moments de Napoléon*, par le docteur Antommarchi, et les *Récits de la Captivité de Sainte-Hélène*, par Monthonlon. Napoléon mourut le 5 mai 1821.

CHAPITRE XVI.

Le Congrès de Vienne et les traités de 1815¹.

Convention du 23 avril 1814. — Premier traité de Paris (30 mai 1814). — Congrès de Vienne. — La Prusse veut s'emparer de la Saxe. — M. de Talleyrand. Son rôle au congrès de Vienne. — Traité secret d'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche et la France contre la Prusse et la Russie. — Second traité de Paris (20 novembre 1815).

Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815. Angleterre. — Royaume des Pays-Bas. — Confédération germanique. — Prusse. — Autriche. — Suisse. — États du midi : Portugal, Espagne, Italie. — Turquie. — États scandinaves : Suède, Norwège, Danemark. — Russie. — Prépondérance de la Russie sur terre, de l'Angleterre sur l'Océan.

Convention du 23 avril 1814. — Pour apprécier l'ensemble des traités de 1815, qui ont servi de base à toutes les conventions diplomatiques en Europe pendant un demi-siècle, il faut d'abord revenir aux premiers arrangements qui avaient accompagné en 1814 la chute de Napoléon. Deux fois la France avait été vaincue par l'Europe coalisée ; deux fois, après la bataille, était venu le partage des dépouilles. En 1814, moins d'un mois après la capitulation de Paris, dès le 23 avril, M. de Talleyrand et le comte d'Artois avaient signé *une convention* qui ouvre la liste de ces traités. Il y était dit : « Toutes hostilités sur terre et sur mer sont et demeurent suspendues entre les puissances

1. Consulter, dans l'Atlas de M. Chevallier, la carte de l'Europe d'après les traités de 1814 et de 1815.

alliées et la France.... Les puissances alliées feront évacuer par leurs armées le territoire français, tel qu'il se trouvait au 1^{er} janvier 1792, à mesure que les places encore occupées hors de ces limites par les troupes françaises seront évacuées et remises aux alliés. Les garnisons de ces places sortiront avec armes et bagages ; elles pourront emmener l'artillerie de campagne dans la proportion de trois pièces par mille hommes, malades et blessés compris. La dotation des forteresses et tout ce qui n'est pas propriété particulière demeurera et sera remis en entier aux alliés, sans qu'il puisse être distraire aucun objet. Dans la dotation sont compris non seulement les dépôts d'artillerie et de munitions, mais encore toutes autres provisions de tout genre, ainsi que les archives, inventaires, plans, cartes, modèles, etc. Les mêmes stipulations seront appliquées aux places maritimes. »

Des articles secrets stipulaient la restitution des propriétés publiques mobilières enlevées à Hambourg et la remise au roi de Prusse d'engagements, montant à cent quarante millions, qu'il avait souscrits au profit de Napoléon. Ainsi, par cette convention, la France abandonnait d'un trait de plume toutes les conquêtes de la Révolution et de l'Empire, cinquante-trois places fortes occupées par nos soldats, douze mille six cents bouches à feu, des arsenaux pleins de munitions ; des fonderies, des citadelles qui étaient notre œuvre, des ports creusés par nos mains avec leurs chantiers et des escadres entières, en tout trente et un vaisseaux de ligne et douze frégates. Elle perdait pour un milliard et demi de valeurs mobilières et de matériel. Et cela sans condition, sans compensation. Les nombreuses garnisons qui occupaient les îles Ioniennes, Lérida, Tarragone, Figuières, Girone, Hambourg, Magdebourg, le Texel, Flessingue, Berg-op-Zoom, Anvers, Mons, Luxembourg, Mayence, allaient évacuer ces places sans combat, sans brûler une amorce. On se dessaisissait ainsi de gages précieux. Pourtant on aurait pu, à l'aide de leur possession, réclamer alors pour la France la conservation de la frontière du Rhin, ou du moins la ligne de l'Escaut, avec des places fortes capables de nous couvrir au nord, comme Luxembourg, Namur, Charleroi et Mons. Il n'en fut rien.

Premier traité de Paris (30 mai 1814). — Le 30 mai 1814, la paix avait été signée entre la France et les puissances coalisées aux conditions suivantes : la France rentrait dans ses limites du 1^{er} janvier 1792, sauf quelques modifications dans les

départements du Nord, de Sambre-et-Meuse, de la Moselle, de la Sarre et du Bas-Rhin; elle conservait Mulhouse, Avignon, Montbéliard et Chambéry. La route de Versoix était déclarée commune à la France et à la Suisse. Tous les États riverains du Rhin obtenaient la libre navigation de ce fleuve. La Hollande, replacée sous la souveraineté de la maison d'Orange, recevait la promesse d'un accroissement de territoire. Tous les États d'Allemagne devaient être indépendants et unis par un lien fédératif. L'indépendance de la Suisse était garantie. L'Italie, à l'exception des parties cédées à l'Autriche, se composerait d'États souverains. L'île de Malte et ses dépendances restaient à l'Angleterre. La France recouvrait ses anciennes colonies, à l'exception de Tabago, Sainte-Lucie, l'île de France, Rodrigue, les Seychelles, cédées aux Anglais avec leurs dépendances. Dorénavant elle ne pouvait fortifier les villes qu'on lui rendait dans l'Inde, et devait n'y entretenir que le nombre de soldats nécessaire au maintien de la police. Elle recouvrait le droit de pêche sur le grand banc et sur les côtes de Terre-Neuve, ainsi qu'à l'embouchure du Saint-Laurent. Tous les vaisseaux et bâtiments armés ou non armés qui se trouvaient dans les places maritimes cédées par la France seraient partagés entre elle et les puissances alliées; ce partage devait avoir lieu dans la proportion de deux tiers pour la France et un tiers pour les puissances dont ces places devenaient la propriété. La France renonçait complètement à la flotte du Texel. Dans le délai de deux mois, toutes les puissances devaient envoyer à Vienne des plénipotentiaires pour régler dans un congrès toutes les questions laissées en suspens par ce traité.

Congrès de Vienne. — Ce fut le 22 septembre 1814 que s'ouvrit le fameux congrès de Vienne. Les empereurs d'Autriche et de Russie, les rois de Prusse et de Wurtemberg, de Bavière, de Danemarck, s'étaient rendus dans cette capitale et y vivaient au milieu des fêtes, en attendant le moment où ils devaient se partager les pays et les peuples laissés sans maître par la dépossession de la France.

Huit puissances avaient pris part au traité de Paris : la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse, l'Espagne, le Portugal, la Suède et la France. Toutes furent représentées au congrès de Vienne. Parmi les hommes d'État qui y figurèrent, il faut citer MM. de Metternich, pour l'Autriche; de Hardenberg et de Humboldt, pour la Prusse; de Nesselrode, pour la Russie; de

Talleyrand et de Dalberg, pour la France; les lords Castlereagh, Cathcart, Clancarty, Stewart, pour l'Angleterre.

Il y avait certains points convenus avant même l'ouverture des débats, comme la cession à l'Autriche de la Haute Italie, celle de Malte aux Anglais, la formation du royaume des Pays-Bas, etc.; mais il y avait trois graves questions à résoudre : celles de Saxe, de Pologne et de Naples.

La Prusse veut s'emparer de la Saxe. — La plus importante était celle de Saxe. Le roi de Saxe, qui devait à Napoléon sa couronne et le grand-duché de Varsovie, était resté jusqu'au dernier moment fidèle à l'empereur. Après la bataille de Leipsick, il avait été conduit prisonnier à Berlin. Sous prétexte de le punir de ce qu'ils appelaient sa trahison, les Prussiens voulaient réunir ses États à leur monarchie, c'est-à-dire renverser du trône l'une des plus anciennes maisons souveraines de l'Allemagne, supprimer un État de trois millions d'habitants, s'emparer de Dresde et de Leipsick, du cours de l'Elbe, de la Mulde et de la Saale et reporter leur frontière jusqu'au pied des montagnes de la Bohême.

L'empereur de Russie appuyait les prétentions de Frédéric-Guillaume, son premier allié en 1813; de plus, la cession de la Saxe aux Prussiens lui aurait permis de ne pas leur rendre leurs anciennes possessions polonaises, de garder pour lui le grand-duché de Posen. Ainsi, il aurait été maître de presque toute la monarchie polonaise, du Dniéper jusqu'à l'Oder; il se serait avancé au cœur de l'Allemagne. Alors il aurait réalisé le projet formé de concert avec le prince Czartoriski : la Pologne se serait trouvée reconstituée, mais au profit des Romanow, contre l'Europe, qu'elle aurait menacée, au lieu de lui servir de barrière.

Pour être moins grave que les questions de Saxe et de Pologne, celle de Naples n'était pas moins embarrassante. Il y avait deux rois dans le sud de l'Italie : Joachim Murat à Naples, Ferdinand à Palerme. Afin d'échapper au sort des autres princes nommés par Napoléon, Murat avait fait cause commune avec les alliés dès la fin de 1813; mais, d'un autre côté, les Bourbons de Sicile resteraient-ils seuls, au milieu de la restauration universelle, dépouillés de la moitié de leurs États?

M. de Talleyrand. Son rôle au congrès de Vienne. — Telles étaient les questions à débattre. Quel rôle la France allait-elle jouer dans le congrès? Les représentants de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie essayèrent d'abord d'ex-

clure la France des discussions relatives au partage des pays en litige ; mais grâce au représentant de l'Angleterre, lord Castlereagh, elle y fut admise. M. de Talleyrand, représentant de Louis XVIII, allait se trouver dans une position embarrassante. Le roi de Prusse tenait tellement à la Saxe, et Alexandre à la possession complète de la Pologne, que, pour obtenir l'appui de la France sur cette question, ils auraient probablement consenti à revenir sur le traité du 30 mai et à nous accorder une notable augmentation de territoire au nord, peut-être même toute la rive gauche du Rhin. Il est vrai que l'acquisition de la Saxe par la Prusse et de toute la Pologne par la Russie aurait donné à ces deux puissances une prépondérance menaçante pour le reste de l'Europe. M. de Talleyrand devait y songer. Bien d'autres considérations, d'ailleurs, se pressaient dans son esprit. Si l'on veut comprendre le rôle qu'il joua dans ces circonstances, il faut ne pas oublier sa position personnelle à la cour de Louis XVIII. Avant la Révolution, M. de Talleyrand avait été évêque d'Autun. C'était lui qui le 14 juillet 1790, lors de la fédération, avait célébré la messe au Champ-de-Mars sur l'autel de la patrie ; c'était lui qui le premier, dans la Constituante, avait proposé que les biens du clergé fussent mis à la disposition de la nation et déclarés biens nationaux. Plus tard ministre de Napoléon, il n'en fit pas moins, en 1814, décréter par le sénat la déchéance de l'empereur ; mais, en rappelant Louis XVIII au trône, le sénatus-consulte lui avait imposé une constitution qui était devenue la charte. Aussi, à la cour, les anciens émigrés, les royalistes les plus exaltés, ayant à leur tête le comte d'Artois, lui montraient-ils une grande froideur. Il était donc obligé de se faire accepter. Réclamant dans le congrès, pour faire plaisir aux Bourbons, l'expulsion de Murat et le rétablissement de Ferdinand VII à Naples au nom de la *légitimité*, pouvait-il accepter, au mépris de ce même principe, la dépossession du roi de Saxe ?

Le représentant de la France se joignit donc à ceux de l'Angleterre et de l'Autriche pour résister à la Prusse et à la Russie. L'Angleterre craignait de voir l'équilibre européen détruit ; l'Autriche redoutait l'agrandissement de la Prusse, sa rivale, qui, déjà touchant à sa frontière par la Silésie, serait arrivée, en acquérant la Saxe, aux portes de la Bohême. Les États secondaires d'Allemagne, Bavière, Wurtemberg, Hanovre, craignaient de permettre un précédent dont on pourrait un jour abuser contre eux-mêmes. En vain Alexandre essayait de ga-

gner M. de Talleyrand. « Quand, lui disait-il, nos affaires seront-elles finies ?... Il me semblait que les Bourbons me devaient quelque chose. » M. de Talleyrand répondait en parlant de modération, de légitimité, de droit public. « Ces droits de l'Europe, répliquait le czar, je ne les connais pas. Entre puissances, les droits sont les convenances de chacune. Je n'en admetts pas d'autres.... S'il en est ainsi, la guerre ! la guerre ! J'ai deux cent mille hommes en Pologne ; qu'on vienne m'en chasser.... Le roi de Saxe est un traître... Il ira finir prisonnier en Russie, et il ne sera pas le premier prince saxon qui ait expié ainsi ses prétentions sur la Pologne. »

Traité secret d'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche et la France contre la Prusse et la Russie. — C'est alors que, pour résister aux prétentions de la Russie et de la Prusse, MM. de Talleyrand, de Metternich et lord Castlereagh signèrent le traité secret du 3 janvier, auquel accédèrent la Bavière, le Wurtemberg et le Hanovre. Aux termes de ce traité, la France, l'Angleterre et l'Autriche s'engageaient à s'unir pour assurer le maintien du traité de Paris ; chacune des trois puissances promettait de mettre sur pied un contingent de 450,000 hommes. Ainsi, six mois après la chute de Napoléon, ceux qui l'avaient renversé étaient sur le point de se faire la guerre. Ils n'en vinrent pas là cependant : ils transigèrent. Le roi de Saxe ne fut pas détrôné ; mais on lui prit un tiers de ses États ; Alexandre dut laisser le grand-duché de Posen à la Prusse, à laquelle on donna aussi un territoire considérable sur les deux rives du Rhin.

Lorsque la distribution des dépouilles fut terminée (on en verra plus loin le détail), les souverains s'apprêtèrent à quitter Vienne. Tous n'avaient pas été également bien partagés. « Vous emportez tous les cœurs, disait l'empereur de Russie au roi de Danemark lors de son départ. — C'est possible, répondit ce dernier ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que je n'emporte pas une âme. »

L'alliance des monarques coalisés, si ébranlée pendant le congrès, se resserra brusquement au moment de sa dissolution. Le 11 mars 1815 au soir, tous les rois et les diplomates étaient réunis dans un bal chez M. de Metternich, lorsque tout à coup la musique s'arrêta, les danses cessèrent, les invités pâlirent. Un nouveau Daniel avait-il écrit sur les murs de la salle quelque menace prophétique ? Bientôt on entendit toutes les bouches répéter avec stupeur : *Il est en France !* Napoléon avait quitté

l'île d'Elbe, et il marchait alors à la conquête de Paris avec neuf cents hommes. Deux jours plus tard les alliés, dans une célèbre proclamation, le déclarèrent *hors la loi*. Leur arrêt allait recevoir son exécution dans les plaines de Waterloo.

Second traité de Paris (20 novembre 1815). — Quatre mois après, la coalition victorieuse était de nouveau maîtresse de Paris. D'abord, elle aurait voulu démembrement la France, lui prendre l'Alsace, la Franche-Comté, la Lorraine et la Flandre; elle rabattit cependant de ces exigences. Le traité du 20 novembre 1815 ne nous en imposait pas moins des sacrifices douloureux. La France rentrait dans ses limites de 1790; mais elle perdait, entre la Sambre et la Meuse, *Philippeville* et *Mariembourg*: à l'avenir notre frontière était ouverte par la *trouée des Ardennes*; une armée étrangère venant de Charleroi ou de Namur, laissant Avesnes à droite et Givet à gauche, pouvait désormais pénétrer sans obstacle en France par la source de l'Oise. En outre, la France abandonnait le *duché de Bouillon*; elle cédait le cours de la Sarre, avec *Sarrelouis*, ville toute française, fondée par Louis XIV, patrie du maréchal Ney¹. De plus, on évacuait *Landau* et tout le territoire situé à la gauche de la Lauter, à l'exception de *Wissembourg*; plusieurs communes du *pays de Gex*, toute la *Savoie* avec *Chambéry*. La France ne pouvait plus à l'avenir avoir garnison à Monaco; elle s'engageait à raser les *fortifications d'Humingue*, qui ne pourraient être jamais rétablies ni remplacées par d'autres ouvrages à une distance moindre de trois lieues de la ville de Bâle. La population des territoires ainsi perdus s'élevait à 534,000 habitants.

Une armée étrangère de 150,000 hommes, entretenue aux frais de la France, et dont le commandant en chef serait nommé par les puissances alliées², devait occuper les places de Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, le Quesnoy, Maubeuge, Landrecies, Avesnes, Rocroy, Givet, Charlemont, Mézières, Sedan, Montmédy, Thionville, Longwy, Bitche et la tête de pont du fort Louis. Le maximum de cette occupation était fixé à cinq ans; elle pouvait finir au bout de trois ans si les puissances alliées n'y voyaient pas d'inconvénient.

1. Cette ville avait fourni à la France, pendant la Révolution, 5 généraux de division, 6 généraux de brigade, 10 colonels, 12 lieutenants-colonels, 156 capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

2. Ce fut le duc de Wellington.

La France devait payer aux puissances alliées, dans l'espace de cinq ans, une indemnité de guerre de 700 millions. Il faut encore y ajouter les réclamations particulières de certaines puissances, surtout celles de l'Angleterre, qui portèrent cette somme à plus du double.

Un dernier article du traité stipulait que toutes les parties contractantes réuniraient leurs efforts pour assurer l'abolition de la traite des noirs d'Afrique.

Tels furent ces fameux traités de 1815, aussi importants dans l'histoire du dix-neuvième siècle que ceux de Westphalie dans celle du dix-septième ou ceux d'Utrecht au dix-huitième. Un coup d'œil jeté sur l'état de l'Europe en 1789 et en 1815 nous en montrera toutes les conséquences.

Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815. Angleterre. — C'était l'Angleterre qui depuis 1793 jusqu'en 1815 avait soutenu le poids principal de la lutte contre la Révolution française et contre Napoléon: elle y avait gagné l'empire des mers et la véritable domination du globe. Commencée par Elisabeth et Cromwell, continuée par Guillaume III et les deux Pitt, l'œuvre de la conquête britannique, déjà si avancée au dix-huitième siècle par les traités d'Utrecht et de Paris, avait été terminée en 1814 et 1815 par le congrès de Vienne. La persévérance britannique avait triomphé de tous les obstacles, et les Anglais pouvaient dès lors donner à toutes les mers le nom que les Romains appliquaient à la Méditerranée: *Nostrum mare*. Par le Canada et les Antilles, ils enveloppaient l'Amérique. La possession de l'Australie leur assurait celle du Grand Océan; celle de l'Inde les faisait maîtres de l'Asie. Toutes les stations importantes, les points de relâche, les détroits qui ferment et ouvrent l'entrée des mers, leur appartenaient.

Dès 1789, ils possédaient en Europe, dans la Manche, entre la Normandie et la Bretagne, *Jersey*, *Guernesey* et *Aurigny*, qui observaient Brest, Saint-Malo et Cherbourg. Au sud de l'Espagne, ils étaient maîtres de *Gibraltar*, l'entrée de la Méditerranée. En Afrique, ils possédaient déjà des comptoirs dans la *Sénégalie* et la *Guinée*, avec les îles de l'*Ascension* et de *Sainte-Hélène*. Ils étaient maîtres en Asie de toutes les côtes de la *presqu'île indienne*, de *Bombay* sur la côte de Malabar, de *Madras* sur la côte de *Coromandel*, du *Bengale* et du cours inférieur du Gange avec *Calcutta* et *Agrah*; dans l'Océanie, ils

avaient fondé *Botany-Bay* en *Australie*. Sur le continent américain, ils possédaient leur colonie de la *Guyane*, le *Canada* avec *Québec*, *Montréal*, les bords du *Saint-Laurent* et des lacs *Ontario*, *Erié*, *Huron*, *Michigan*, *Supérieur*, le *Nouveau-Brunswick* et la *Nouvelle-Écosse*. Ils avaient de plus *Terre-Neuve*, l'île du *Cap-Breton*, les *Bermudes* ; aux Antilles, la *Jamaïque*, les îles *Bahama*, la *Barbade*, *Antigua*, *Montserrat*, *Nevis*, *Saint-Vincent*, la *Dominique*, *Grenade*, les *Grenadilles*.

En 1814, ils avaient ajouté à ces possessions, en Europe : dans la mer du Nord, l'île d'*Héligoland*, en face de l'embouchure de l'Elbe ; dans la Méditerranée, l'île de *Malte* au centre, entre la Sicile et l'Afrique, enlevée aux Français en 1800 ; les îles *Ioniennes* avec *Corfou* à l'est, enlevées aux Français en 1814. En Afrique, ils étaient maîtres du *Cap de Bonne-Espérance*, conquis sur les Hollandais ; de l'île de *France*, conquise sur nous, qui renfermait le meilleur port de la mer des Indes, et à laquelle ils donnèrent le nom d'île *Maurice* ; des *Seychelles*. Dans l'Inde, ils avaient triomphé du *Mysore* après la mort de *Tippou-Saïb* et la prise de *Séringapatam* ; en 1803, ils avaient pris *Delhi*, la capitale du Grand Mogol ; déjà ils avaient envahi le *Népaul* et le pays des *Mahrattes*, ils avaient pris sur les Hollandais la grande île de *Ceylan*. En Océanie, ils s'étaient établis dans la *Tasmanie* ou terre de *Van Diémen*. En Amérique, ils avaient pris *Sainte-Lucie* et *Tabago* à la France, la *Trinité* aux Espagnols. On comprend dès lors qu'un homme d'État anglais ait pu dire : « Il ne doit pas se tirer sur l'Océan un seul coup de canon sans la permission du cabinet de Saint-James. »

Royaume des Pays-Bas. — Si puissante par elle-même, l'Angleterre ne l'était pas moins par l'affaiblissement de la France sa rivale, à laquelle on avait enlevé toute la rive gauche du Rhin, depuis *Landau* jusqu'à la mer. En 1789, la *Belgique* appartenait aux Autrichiens. La *Hollande* n'avait en Europe qu'un faible territoire, mais elle possédait d'importantes colonies ; elle était maîtresse du *Cap de Bonne-Espérance*, de *Ceylan*, de *Sumatra*, *Java*, *Bornéo*, *Curaçao*, *Saint-Eustache*, d'une partie de la *Guyane*. En 1814, les Anglais avaient conquis le *Cap* et *Ceylan*.

Pour écarter à jamais la France du *Zuyderzée*, des bouches de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, pour l'éloigner d'Anvers, où Napoléon disait qu'« il avait un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre, » on réunit la *Hollande*, la *Belgique*, le *Luxembourg*, le *Limbourg* ; on en forma, sous le nom de *royaume des*

Pays-Bas, un seul État de 8,000,000 d'habitants. *Bruxelles*, *Gand*, *Bruges*, *Ostende*, *Liège*, la *Haye*, *Utrecht*, appartenaient désormais au même maître. Le nouvel État avait les ports d'*Amsterdam*, du *Texel*, de *Rotterdam*, de *Dordrecht*, de *Brille*, d'*Helvoetsluys*, de *Berg-op-Zoom*, d'*Anvers*, de *Flessingue* et d'*Ostende* ; il était défendu contre la France par les places fortes de *Courtray*, de *Tournay*, de *Mons*, de *Charlerot*, de *Namur*, de *Liège*, de *Luxembourg*. Le traité du 20 novembre 1815 lui céda de plus *Philippeville*, *Mariembourg* et *Bouillon*.

Confédération germanique. — Aucun pays n'avait subi des changements plus profonds que l'Allemagne. Avant 1789 elle formait un empire, dont le souverain était élu par huit électeurs. Ces électors étaient les trois *électorats ecclésiastiques* de *Trèves*, *Cologne*, *Mayence* ; l'électorat de *Bohême*, appartenant à l'Autriche ; l'électorat de *Brandebourg*, au roi de Prusse ; l'électorat de *Saxe* ; celui du *Palatinat* et de *Bavière* ; celui de *Hanovre*, au roi d'Angleterre. Il y avait les évêchés ou archevêchés souverains d'*Augsbourg*, *Salzbourg*, *Wurtzbourg*, *Bamberg*, etc., les duchés de *Saxe*, *Brunswick*, *Mecklembourg*, *Oldenbourg*, etc. ; un nombre considérable de petites principautés de toute sorte.

En 1815, tout est changé : désormais plus d'empire, plus d'électeurs de Trèves, Cologne et Mayence, plus de domaines ecclésiastiques. Il y eut désormais une *Confédération germanique* composée de 39 États souverains, savoir :

Quatre royaumes : 1^o La *Bavière*, dont le souverain, devenu roi par nomination de Napoléon, avait *Munich* pour capitale. Afin de le rendre ennemi de la France, on lui avait donné la *Bavière rhénane*, avec *Spire*, *Landau* et *Deux-Ponts*, entre la Prusse rhénane, la Hesse-Darmstadt et le grand-duché de Bade ; la Bavière possédait une partie des anciens domaines autrichiens de *Souabe*, et les anciens évêchés de *Freisingen*, de *Bamberg*, de *Wurtzbourg* et d'*Augsbourg* ;

2^o Le *Wurtemberg*, accru aussi d'une partie de la *Souabe*, et dont Napoléon avait fait roi le souverain. Sa capitale était *Stuttgart* ; *Ulm*, *Tubingue*, *Heilbronn* y étaient compris ;

3^o La *Saxe*, érigée en royaume par Napoléon. Mais son souverain avait payé la perte d'une partie de son territoire sa fidélité à l'empereur : il s'était vu enlever la haute et la basse Lusace, presque toute la Misnie et la Thuringe, avec les places de *Torgau* et de *Wittemberg* ; son royaume ne s'étendait plus que de *Dresde* à *Leipsick*, et de *Bautzen* à *Zwickau* ;

4° Le royaume de *Hanovre*, reconstitué entre l'Ems et l'Elbe au profit de la famille régnante d'Angleterre, avec les villes de *Hanovre*, *Gottingue*, *Hildesheim*, *Hameln*, *Nienbourg*, *Osnabrück*, *Aurich*, *Cuxhaven*, *Verden*, *Stade* et *Lunebourg*.

Sept grands-duchés : 1° celui de *Bade*, entre le Rhin et la forêt Noire, avec *Carlsruhe* pour capitale; 2° celui de *Hesse-Darmstadt*, avec *Darmstadt*, *Worms* et *Mayence*; 3° celui de *Hesse-Cassel* ou *Électorale*, avec *Cassel* et *Fulde*; 4° celui de *Saxe-Weimar*, avec *Weimar* et *Iéna*; 5° celui d'*Oldenbourg*, enclavé dans le Hanovre; 6° celui de *Mecklembourg-Strélitz*; 7° celui de *Mecklembourg-Schwérin*.

Neuf duchés : *Saxe-Gotha*, *Saxe-Cobourg*, *Saxe-Meiningen*, *Saxe-Hildburghausen*, *Anhalt-Dessau*, *Anhalt-Bernbourg*, *Anhalt-Koethen*, *Nassau* et *Brunswick*.

Onze principautés : *Schwarzbourg-Rudolstadt* et *Schwartzbourg-Sondershausen*; les deux principautés de *Schwartzemberg*; deux de *Reuss*, deux de *Lippe*, une de *Hesse-Hombourg*, de *Lichtenstein* et de *Waldeck*.

Quatre villes libres : *Breme*, *Lübeck*, *Hambourg*, *Francfort-sur-le-Mein*.

Faisaient également partie de la Confédération germanique, pour certaines portions de leurs États :

Les *Pays-Bas* (*Luxembourg*);

Le *Danemark* (*Holstein*, *Lauenbourg*);

La *Prusse* (tout entière, à l'exception du grand-duché de *Posen* et de la province de *Prusse*);

L'*Autriche* (*Autriche*, *Moravie*, *Bohême*, *Styrie*, *Carinthie*, *Carniole*, *Istrie*, *Tyrol*, *Vorarlberg*).

Tous ces États réunis en confédération étaient représentés par une diète siégeant à *Francfort-sur-le-Mein* et composée de 47 membres, sous la présidence perpétuelle de l'*Autriche*. Les membres de la diète étaient désignés, non par une élection populaire, mais par le choix des gouvernements fédérés. Les petits États étaient groupés, et plusieurs d'entre eux réunis n'avaient qu'une voix. Les confédérés conservaient leur indépendance souveraine, pouvaient avoir leurs armées, leurs représentants auprès des divers États de l'Europe, mais ne pouvaient contracter d'alliance contraire au pacte fédéral et à la sûreté de la confédération. Ils devaient fournir un contingent calculé d'après leurs forces respectives.

C'était contre la France que la Confédération germanique avait été instituée; c'est contre elle également que furent armées les

places fortes fédérales de *Luxembourg*, *Mayence*, *Landau*, *Ulm*, *Rastadt*. Les Allemands étaient chargés de nous tenir en respect.

Prusse. — La Prusse, élevée au rang des grandes puissances par Frédéric II, possédait en 1789 le margraviat de *Brandebourg*, la *Silésie*, la *Poméranie orientale*, la *Prusse proprement dite*, la *Grande Pologne*, à l'exception de *Thorn* et de *Dantzick*, la principauté d'*Hildesheim*, les duchés de *Clèves*, de *Berg*, de *Juliers*, de la *Marck*, les principautés d'*Anspach* et de *Hohenzollern*; la *Frise orientale*. En 1815, sa situation était bien changée. Car si elle n'avait plus *Anspach*, cédé à la Bavière, la *Frise orientale* et *Hildesheim*, réunis au Hanovre, elle possédait deux masses compactes d'États. Au *Brandebourg*, à la *Silésie*, à la *Prusse*, à la *Poméranie orientale*, elle avait ajouté en Pologne tout le *grand-duché de Posen*; tout le cours de la *Vistule*, de *Thorn* à son embouchure, avec *Bromberg*, *Culm*, *Graudentz*, *Marienwerder* et *Dantzick*, ce qui unissait la Prusse et le Brandebourg. Elle possédait le cours de l'Oder, jusqu'à son embouchure. Elle avait acquis un tiers de la *Saxe*, de sorte qu'elle était maîtresse du cours de l'Elbe par *Torgau*, *Wittenberg* et *Magdebourg*. Elle avait obtenu la *Poméranie occidentale*, avec *Stralsund* et l'*île de Rugen*. Sur les deux rives du Rhin, la Prusse possédait une seconde masse d'États séparés des premiers par les petits princes allemands. Elle tenait le fleuve de *Bingen* à *Emmerich*, avec les villes de *Coblentz*, *Bonn*, *Cologne*, *Dusseldorf* et *Wesel*; sur la rive droite elle tenait la *Westphalie* avec *Munster* et *Minden*, ainsi que le *grand-duché de Berg*; sur la rive gauche, maîtresse d'*Aix-la-Chapelle*, *Juliers* et *Trèves*, elle était chargée de contenir les Français, dont elle bordait la frontière entre la Bavière rhénane et le Luxembourg. C'était à son profit que le traité du 20 novembre 1815 nous avait enlevé *Sarrebrück* et *Sarrelouis*.

Son ambition allait être désormais de réunir en un seul tout ses États encore séparés, en saisissant successivement les territoires intermédiaires, et de prendre, à la tête de l'Allemagne, la première place, qui jusqu'en 1806 avait appartenu à l'*Autriche*.

Autriche. — En 1789, la maison de *Lorraine-Habsbourg* possédait l'*archiduché d'Autriche*, le *royaume de Hongrie*, la *Transylvanie*, une partie de la *Galicie*, la *Silésie méridionale*, le *royaume de Bohême*, le *Tyrol*, le *Vorarlberg*, les *Confins militaires*, la *Croatie*, l'*Esclavonie*, la *Carinthie*, la *Carniole*, une partie de la *Souabe*, l'*Ortenau*, le *Brisgau*, les *villes forestières*, *Constance*, les *Pays-Bas autrichiens* ou la *Belgique*, le

Milanais; de plus, des archiducs régnaient en *Toscane* et à *Modène*. Enfin le souverain des États autrichiens joignait à ses couronnes héréditaires le titre d'*Empereur*, c'est-à-dire de chef du *Saint Empire Romain Germanique*.

En 1815, les Autrichiens recouvrèrent les provinces qu'ils avaient successivement perdues par les traités de 1797, 1804, 1805 et 1809, à l'exception de la Belgique, de la Souabe, du Brisgau, de l'Ortenau et de Constance, possessions éloignées, et d'une défense presque impossible. La monarchie autrichienne avait en revanche acquis à l'est la *Bukowine* et presque toute la *Galicie*, avec les villes de *Lemberg* ou *Léopol*, *Sambor*, *Zolkiew*, *Tarnow*, *Tarnopol*, *Czernowitz*; elle était maîtresse des riches salines de *Wieliczka*. Seule, dans cette partie de l'ancienne Pologne, Cracovie, qu'aucune des trois puissances co-partageantes ne voulait céder à une autre, était proclamée indépendante. À l'ouest, l'Autriche avait obtenu l'ancien archevêché de *Salzbourg*. Enfin son rêve séculaire était accompli : l'Italie lui appartenait; à *Mantoue*, à *Milan*, elle avait ajouté le territoire de l'ancienne république de *Venise*, avec l'embouchure du Pô, le cours de l'Adige, du Bacchiglione, de la Brenta, de la Piave et du Tagliamento, ainsi que les villes de *Venise*, *Vérone*, *Vicence*, *Trévise*, *Padoue*, *Udine*, *Bellune*, et la côte d'*Illyrie*.

Toutefois, ces acquisitions ne rendaient point à l'Autriche son ancienne prépondérance. Elle restait partagée en trois portions, dont les habitants étaient de race, de mœurs, de langue différentes : slave et hongroise à l'est, allemande au centre et au nord, italienne au midi. Comment établir l'harmonie entre des populations si diverses? Comment concilier les intérêts souvent opposés des unes et des autres? Comment surtout lutter contre l'influence croissante de la Prusse, puissance jeune, homogène, ambitieuse, et qui venait de déployer en 1813, 14 et 15 des ressources redoutables et une menaçante activité?

Suisse. — La *Suisse*, elle aussi, ne fut pas exempte des changements produits en Europe par les traités de 1815. Elle comptait treize cantons avant la Révolution française. Napoléon, en sa qualité de médiateur, en avait créé six autres; il avait réuni à la France Genève et le Valais et donné à la république le nom de *Confédération helvétique*. Elle reprit celui de *Suisse*, acquit Genève et recouvra le *Valais*, obtint une partie de l'ancien évêché de *Bâle* et le *pays de Porentruy*. Trois nouveaux cantons furent créés : ceux du *Valais*, de *Genève*, de *Neuchâtel*. Toutes les puissances reconnurent la neutralité de la Suisse.

États du Midi : Portugal, Espagne, Italie. — Les changements étaient moins grands dans le midi de l'Europe; ils étaient cependant considérables. Le royaume de *Portugal*, avant 1789, avait d'immenses colonies : en Amérique, il possédait tout le *Bésil*, avec les ports de *San Salvador* et de *Rio de Janeiro*; en Afrique, les *Açores*, *Madère*, *Porto-Santo*, les îles du *Cap-Vert* avec *Ténériffe*, les îles *Saint-Thomas* et du *Prince*; sur la côte de Guinée, les capitaineries d'*Angola* et du *Congo*; la capitainerie générale de *Mozambique*, à l'est de l'Afrique; *Goa* et *Diu* dans l'Inde, l'île de *Macao* en Chine, l'île de *Timor* en Océanie. Détrônée par Napoléon en 1807, la maison de Bragance, en 1815, rentre en possession du Portugal; mais elle va perdre le Brésil. Elle avait cédé à l'Espagne la ville d'*Olivenza*, sur la rive gauche de la Guadiana, en 1804, par le traité de Badajoz.

L'Espagne avant 1789 possédait en Amérique un vaste empire colonial : *Cuba*, *Porto-Rico*, et la moitié de *Saint-Domingue*, la *Trinité*, aux Antilles; sur le continent, les vice-royautés de *Lima* et de *Mexico* et leurs dépendances, c'est-à-dire les contrées qui forment aujourd'hui la *Floride*, une partie de la *Louisiane*, le *Texas*, le *Mexique*, les cinq républiques de l'*Amérique centrale*, la *Colombie*, l'*Uruguay*, la *Plata*, le *Chili*, la *Bolivie*, et le *Pérou*, avec les ports de *Tampico*, la *Vera-Cruz*, *Caracas*, *Montevideo*, *Buenos-Ayres*, sur l'Atlantique; *Valparaiso*, le *Callao*, *Guayaquil*, *Panama*, *Mazatlan* et *Truxillo*, sur le Pacifique. Elle avait en Océanie les îles *Mariannes*, les îles *Philippines*, dont les deux principales étaient *Mindanao* et *Luçon*, avec *Manille* pour capitale. En 1815, les Bourbons étaient rentrés à Madrid; mais ils allaient perdre tout ce qu'ils possédaient avant la Révolution sur le continent américain. Ils avaient déjà cédé la *Trinité* aux Anglais par le traité d'Amiens en 1802.

L'Italie était complètement bouleversée. En 1789, les Bourbons régnaient à *Naples* et en *Sicile*; le pape possédait *Rome* et la *Campagne de Rome*, les *Légations* et la *Romagne*, c'est-à-dire *Viterbe*, *Pérouse*, *Tivoli*, *Frosinone*, *Anagni*, *Foligno*, *Urbino*, *Ancone*, *Bologne*, *Ravenne* et *Ferrare*; un archiduc autrichien régnait en *Toscane*; la république de *Venise* possédait le pays situé entre l'*Adriatique*, l'*Isonzo*, le *Mincio* et le *Pô*; l'Autriche était maîtresse de *Mantoue* et de *Milan*; la maison de Savoie régnait en *Sardaigne*, à *Nice*, en *Savoie* et en *Piémont*; *Gènes* formait une république; *Parme* et *Plaisance* appartenaient à un prince espagnol. En 1815, les Bourbons sont

de nouveau maîtres de *Naples* et de la *Sicile*; le pape a recouvert ses États, à l'exception d'*Avignon*; un archiduc rentre en *Toscane*; mais *Parme* et *Plaisance* sont donnés à Marie-Louise, femme de Napoléon; la république de *Venise* n'existe plus: son territoire, réuni au Milanais et au Mantouan, a formé pour l'Autriche le *royaume Lombard-Vénitien*; le territoire de la *république de Gènes* a été réuni aux États sardes.

Turquie. — A l'autre extrémité de la Méditerranée, les *Turcs* étaient en pleine décadence. Avant 1789, le Grand Seigneur possédait encore en Europe la *Roumélie*, la *Grèce*, la *Bulgarie*, l'*Albanie*, la *Bosnie*, la *Serbie*, la *Valachie*, la *Moldavie*, la *Bessarabie*. En Asie, il avait l'*Anatolie*, l'*Arménie*, la *Mésopotamie*, la *Syrie*, une partie de l'*Arabie*; en Afrique, l'*Égypte*, *Tripoli*, *Tunis*, *Alger*, étaient sous sa domination; mais les mameloucks au Caire, les beys à Tunis et à Tripoli, le dey à Alger, étaient les véritables maîtres du pays. La capitale de la Turquie, *Constantinople*, placée entre l'Europe et l'Asie, protégée au nord par les Balkans et le Danube, au sud par l'Euphrate et le Tigre, avec son port admirable sur la mer de Marmara, dont l'entrée était défendue par le détroit des Dardanelles, était la ville la mieux située du monde. *Andrinople*, *Athènes*, *Smyrne*, *Trébizonde*, *Damas*, *Alep*, *Bagdad*, *Bassora*, la *Mecque*, étaient comprises dans les limites de l'empire ottoman, qui possédait les rivages de la mer Rouge comme ceux de l'Archipel et ceux de la Méditerranée comme ceux de la mer Noire.

Il était cependant très affaibli. En 1791, par le traité de Szistowa, il dut céder la ville d'*Orsova* à l'Autriche; en 1792, par le traité d'Assy, il reconnut définitivement à la Russie la possession de la Crimée, et lui céda *Oczakow*, le *Kouban* et le *pays situé entre le Boug et le Dniester*; en 1812, par le traité de Boukharest, il abandonna encore aux Russes la *Bessarabie*, entre le Dniester et le Pruth. La *Serbie*, depuis 1804, l'*Égypte*, depuis 1806, sont à peu près indépendantes. La *Grèce* va se soulever en 1820.

États scandinaves : Suède, Norwège, Danemark. — C'étaient les Russes qui démembraient la Turquie; c'étaient eux également qui dépouillaient la *Suède* de ses plus belles provinces; ils lui avaient pris la *Finlande* (1808-9), et des fenêtres de son palais de Stockholm le roi de Suède pouvait voir désormais les canons moscovites braqués sur les *îles d'Aland*. Outre la Finlande, les Suédois avaient perdu la *Poméranie*, avec *Stralsund* et l'île de *Rügen*, cédés aux Prussiens; ils avaient

acquis en revanche la *Norwège*, enlevée aux Danois alliés de la France. Ils ne possédaient qu'une colonie, la petite île *Saint-Barthélemy*, aux Antilles.

Dépouillé de la Norwège, le Danemark n'avait reçu en compensation que le *Lauenbourg*. Il était réduit au *Holstein*, au *Slesvig*, au *Jutland*, avec les îles de *Seeland*, de *Fionie*, de *Longeland* et d'*Alsen*. Il avait, il est vrai, d'assez nombreuses colonies: l'*Islande* et le *Groënland*; *Saint-Thomas*, *Sainte-Croix* et les *îles Vierges*, aux Antilles; *Sérampour* et *Tranquebar*, dans l'Inde; *Christiansbourg*, sur la côte de Guinée.

Russie. — C'était surtout au profit de la Russie que l'Europe avait passé en vingt-cinq ans par tant de guerres et de révolutions. Dès 1789, le czar possédait les immenses pays arrosés par le Volga, le Don et le Dniéper, et qui s'étendent depuis les monts Ourals jusqu'à la mer Caspienne, à la mer d'Azow et à la mer Noire d'un côté, à la Baltique et à la mer Blanche de l'autre. Il avait déjà pour capitale *Saint-Petersbourg*, à l'embouchure de la Néva, au fond du golfe de Finlande, avec son vaste port abrité derrière le canon de *Cronstadt*; il avait les ports de *Wiborg*, de *Revel* et de *Riga* sur la Baltique, celui d'*Arkhangel* sur la mer Blanche. Au sud, sa frontière s'arrêtait au Boug. Il était maître de la *Crimée*, avec les ports de *Sébastopol*, *Kertch*, *Iénikalé*, *Kinburn*, sans parler de *Kerson*, d'*Azow* et de *Taganrog*; il atteignait au pied du Caucase. En Europe, il avait déjà enlevé à la Pologne, lors du premier partage, la *Lithuanie*, les palatinats de *Minsk*, *Polotsk*, *Vitepsk*, *Micislaw*.

Depuis, les deux derniers partages de la Pologne (1793-5), les traités d'Assy (1792) et de Boukharest (1812), le traité de Frederikshamn (1809) et le congrès de Vienne (1815) ont étendu son empire sur tous les points. Au nord, la Russie a conquis la *Finlande* et la *Bothnie orientale*, avec les îles d'*Aland*, les villes de *Helsingfors*, *Svéaborg*, *Abo*, *Nystad*, *Wasa*, *Uléaborg*, *Tawastehus*, *Tarmerfors*, *Kuopio*; elle a éloigné les Suédois de sa capitale; elle possède toute la côte orientale de la mer Baltique. Au sud, elle a pris aux Turcs d'abord le pays situé entre le Boug et le Dniester avec *Oczakow* et *Odessa*, ensuite la *Bessarabie* entre le Dniester et le Pruth, avec l'une des bouches du Danube. Au centre, la frontière a été portée de *Smolenskà Kalisch*, du Dniéper à la Vistule. Maîtresse de la plus grande partie de la Pologne, la Russie s'avance entre l'Autriche et la Prusse, menaçant à la fois Vienne et Berlin. Elle a mis la main sur *Vilna*, *Kouono*, *Grodno*, *Kaminiec*, *Jitomir*, *Vladimir*, *Byalistok*, *Varsovie*, *Lublin*, *Za-*

mosc, Kalisch, Plock et Modlin. Si menaçante du côté de l'occident, elle ne l'est pas moins à l'orient. Elle a franchi le Caucase, conquis la *Géorgie (Tiflis)*, la *Gourie*, l'*Imérétie*, la *Mingrétie*, le *Chirvan*, le *Daghestan*. Elle est maîtresse de la mer Caspienne et menace en Asie les Turcs et les Persans. Au delà de l'Oural, la *Sibérie* commence à se peupler, le *Kamtschatka* est colonisé, et les Russes entrent en relations avec la Chine et le Japon.

Prépondérance de la Russie sur terre, de l'Angleterre sur l'Océan. — Ainsi, par les traités de 1815, la Russie se trouvait prépondérante sur le continent, et l'Angleterre sur l'Océan. La France, écartée du Rhin et des Alpes, se voyait diminuée de moitié. Pendant que toutes les puissances avaient grandi autour d'elle, elle rentrait dans ses limites de 1790. L'Italie était rendue à la domination ou à l'influence de l'Autriche; la Confédération germanique organisée contre nous, les pays situés à la gauche du Rhin divisés entre trois puissances, la Prusse placée à nos portes, à Coblenz et Trèves, comme une sentinelle jalouse, afin que toute tentative de la France pour sortir de ses frontières fût immédiatement arrêtée. Les nationalités belge, saxonne, polonaise, italienne, étaient méconnues. Les rois vainqueurs s'étaient partagé l'Europe avec avidité. Ils avaient oublié leurs promesses de 1813, et le grand poète de l'Angleterre, Byron, s'écriait dans son *Childe Harold* : « Après « avoir abattu le lion, faudra-t-il que nous rendions hommage « au loup? Faudra-t-il baisser le regard, plier le genou devant « les trônes?... C'est donc pour cela que le sang et les larmes « de la terre ont si longtemps coulé et coulent encore, déluge « universel où l'homme infortuné ne voit point d'arche de sa- « lut, marée qui ne baisse un moment que pour refluer bien- « tôt!... Et c'est ainsi que les hommes végètent dans une lâche « misère, qu'ils pourrissent de père en fils et de siècle en « siècle, fiers de leur nature avilie, et qu'ils meurent enfin, lé- « guant leur démence héréditaire à une race d'esclaves-nés. « Les tyrans ne peuvent donc être vaincus que par des tyrans, « et la liberté ne trouvera-t-elle jamais un champion et un fils « pareil à celui que la Colombie vit paraître quand elle-même « naquit au jour comme Pallas, pure et sans tache? ou bien de « pareilles âmes ne peuvent-elles se former que dans la solitude, « au sein des forêts vierges, au bruit des cataractes mugis- « santes, dans ces lieux où la nature, bonne mère, sourit à « Washington enfant?... Attendons : un meilleur printemps « nous donnera des fruits moins amers! »

CHAPITRE XVII.

La Sainte-Alliance.

L'empereur Alexandre. La Sainte-Alliance (26 septembre 1815). — Faissance de la Russie. Popularité d'Alexandre. — Constitution de la Pologne. État de ce royaume. — Mort d'Alexandre (1^{er} décembre 1825).

La restauration en Allemagne. Le Tugend-Bund, les universités. Fête du 18 octobre 1817. — Assassinat de Kotzebue par l'étudiant Sand (23 mars 1819). — Congrès de Carlsbad et de Vienne (1819). — La restauration en Autriche. François 1^{er} et Metternich. — La restauration en Italie. Exécution de Murat (18 octobre 1815). Irritation des Italiens contre l'Autriche. — L'Espagne sous Ferdinand VII. La constitution de 1812; elle est supprimée.

L'Angleterre après 1815. Sa puissance, mais ses embarras intérieurs : situation industrielle et commerciale. — Réformes demandées. Insurrection de Manchester. Les whigs et les Tories; leur lutte au Parlement. Le système protecteur. — Avènement de Georges IV (29 janvier 1820). Procès de la reine. Mort de lord Castlereagh (12 août 1823). — L'Irlande et le bill du test. Misère des Irlandais.

L'empereur Alexandre. La Sainte-Alliance (26 septembre 1815). — Deux fois l'empereur de Russie était entré victorieux dans la capitale de la France. Cet homme dont l'amitié autrefois le rendait si fier, dont la moindre faveur le comblait de joie à Tilsitt ou à Erfurt, ce vainqueur d'Austerlitz et de Friedland, dont les drapeaux avaient flotté un instant sur le Kremlin, il était renversé maintenant, et renversé surtout par la Russie. Du Niémen à la Vistule, de la Vistule à l'Oder, de l'Oder à l'Elbe, de l'Elbe au Rhin, du Rhin à la Seine, Alexandre avait amené ses bataillons victorieux. De concert avec les Anglais, il avait été l'arbitre de l'Europe, il avait restauré sur leurs trônes tous les rois bannis depuis vingt-cinq ans. Il avait donné au monde une constitution, une forme nouvelle. Ce prodigieux triomphe, si longtemps inespéré, avait frappé l'imagination enthousiaste et rêveuse d'Alexandre. Une femme mystique et passionnée, M^{me} de Krüdener, l'avait confirmé dans les pensées dont se nourrissait déjà son esprit : il était l'homme choisi par la Providence pour accomplir ses décrets, le nouveau Cyrus chargé d'exécuter les arrêts divins. Pour donner à son œuvre un cachet religieux et bien caractériser l'époque de paix universelle qu'il croyait inaugurer, le 26 septembre 1815, il signa

un célèbre manifeste de concert avec ses alliés les souverains de Prusse et d'Autriche.

C'est le traité de la Sainte-Alliance. En voici les passages les plus essentiels : « Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, Leurs Majestés l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de Russie, par suite des grands événements qui ont signalé en Europe le cours des trois dernières années, ayant acquis la conviction intime qu'il est nécessaire d'asseoir la marche à adopter par les puissances sur les vérités sublimes que nous enseigne l'éternelle religion du Dieu sauveur, déclarent solennellement que le présent acte n'a pour but que de maintenir à la face de l'univers leur détermination inébranlable de ne prendre pour règle de leur conduite que les préceptes de cette religion sainte. En conséquence, Leurs Majestés sont convenues des articles suivants :

« ART. 1^{er}. Conformément aux paroles des saintes Écritures, qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, et, se considérant comme compatriotes, se prêteront en toute occasion et en tout lieu assistance, aide et secours.

« ART. 2. En conséquence, le seul principe en vigueur, soit entre lesdits gouvernements, soit entre leurs sujets, sera celui de se rendre réciproquement service ; de se témoigner, par une bienveillance inaltérable, l'affection mutuelle dont ils doivent être animés ; de ne se considérer tous que comme membres d'une même nation chrétienne : les trois princes alliés ne s'envisageant eux-mêmes que comme délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, confessant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que celui à qui seul appartient en propriété la puissance, parce qu'en lui seul se trouvent tous les trésors de l'amour, de la science et de la sagesse infinis, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très-Haut, la parole de vie.

« ART. 3. Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer les principes qui ont dicté le présent acte seront reçues avec autant d'empressement que d'affection dans cette sainte alliance. »

Louis XVIII et tous les princes secondaires adhèrent sans objection à la Sainte-Alliance ; l'Angleterre seule refusa d'y prendre part. Responsables devant le parlement, les ministres

britanniques ne pouvaient signer un acte aussi vague dans le fond que dans la forme, auquel il était difficile d'assigner une signification précise, à moins d'y voir une alliance des rois contre les peuples, alliance que l'Angleterre aurait réprouvée.

Puissance de la Russie. Popularité d'Alexandre. — L'empereur Alexandre croyait avoir fondé une ère nouvelle. Mais il n'est donné à personne sur cette terre d'arrêter le mouvement qui transforme, sans jamais s'interrompre, les hommes et les choses ; personne ne peut immobiliser le temps ni empêcher des besoins nouveaux, des idées nouvelles, de se produire. Le czar allait s'en apercevoir. Parvenu au faite des grandeurs, il allait rencontrer le vide que les désirs satisfaits laissent après eux. Il faut que l'homme ait un mobile, quel qu'il soit, qu'il ait sans cesse en vue un avenir vers lequel tendent ses efforts. C'est la lutte contre les difficultés qui constitue la vie. Le combat est-il terminé, le but atteint, les vœux réalisés, alors l'en-nui vient, le courage s'abat, et l'homme s'aperçoit que ce qu'il considérait comme le suprême bonheur est impuissant à le satisfaire : alors il languit et meurt. C'est ce qui devait arriver à Alexandre.

Jamais prince n'avait été si puissant que lui après 1814. Entré une seconde fois à Paris sans combat en 1815, il maria sa sœur, la grande-duchesse Anne, avec le prince d'Orange ; puis, accompagné de ce prince, du roi des Pays-Bas et de l'héritier de la couronne de Prusse, il alla visiter la plaine de Waterloo. A la ferme de *Belle-Alliance* il demanda un verre de vin, et, portant la santé de ses compagnons, il leur dit : « Oui, c'est véritablement la belle alliance, aussi bien celle des États que celle des familles. Fasse le ciel qu'elle soit de longue durée ! » Il maria encore son frère, le grand-duc Nicolas, avec la princesse Charlotte, fille du roi de Prusse, et rentra ensuite dans ses États. Il y fut accueilli avec enthousiasme. Le sénat de Saint-Pétersbourg lui donna le surnom de *béni*. Une députation vint lui apporter ce titre : « J'ai toujours tâché, répondit l'empereur, de donner à la nation l'exemple de la simplicité et de la modestie. Je ne pourrais accepter le titre qui m'est offert sans m'écarter de mes principes. » Il refusa aussi une statue : « C'est à la postérité qu'il appartient de l'ériger, dit-il, si elle m'en trouve digne. » Et il écrivit au gouverneur de Saint-Pétersbourg pour le prier de suspendre les fêtes ordonnées à l'occasion de son retour.

Constitution de la Pologne. État de ce royaume. — Pourtant la popularité d'Alexandre ne devait pas tarder à décroître. Mis en contact, de 1813 à 1815, avec la France et l'Allemagne, les jeunes officiers russes rapportèrent dans leur pays le désir de libertés jusque-là inconnues parmi eux et organisèrent dans leurs rangs des sociétés secrètes. Ce fut bien plus grave en Pologne. Le congrès de Vienne avait cédé au czar le grand-duché de Varsovie, qui prit le titre de royaume de Pologne et fut divisé en huit palatinats. Aux termes du traité, les Polonais devaient obtenir une représentation et des institutions nationales. Longtemps ami du prince Czartoriski, Alexandre qui avait insisté pour que Louis XVIII donnât une charte à la France, et qui encourageait les premiers efforts des Grecs pour recouvrer leur indépendance, sembla d'abord bien disposé en faveur des Polonais; il leur accorda, le 27 novembre 1815, une charte constitutionnelle. Le pouvoir législatif devait appartenir à une *diète* composée d'une *chambre des nonces* et d'un *sénat*; les *ministres* étaient *responsables*, les *magistrats inamovibles*; la liberté individuelle, les propriétés, la liberté des cultes, étaient garanties; toutes les affaires devaient être traitées en *langua polonaise*; les emplois ne pouvaient être exercés que par des Polonais.

Malheureusement il y avait entre la Russie et la Pologne des défiances mutuelles. Les Russes désiraient la suppression du régime exceptionnel dont jouissaient les Polonais et leur adjonction pure et simple au reste de l'empire; les Polonais désiraient une indépendance complète. Leur gouverneur, le grand-duc Constantin, frère d'Alexandre, bien que marié à une Polonaise, la princesse de Lowicz, se trouva bientôt dans une situation difficile et s'effraya de l'opposition qu'il rencontrait. En 1818, la liberté de la presse fut suspendue; en 1819, l'armée polonaise fut réorganisée. L'opposition grandissait toujours; en 1820 un projet de législation criminelle, présenté par le gouvernement, fut rejeté par cent vingt voix contre trois. Alexandre s'alarma, et sa bonne volonté à l'égard des Polonais diminua. Pourtant, malgré ces défiances réciproques, la Pologne était alors dans un état florissant. « La capitale, dit un historien polonais (le général Miéroslawski), peuplée de cent quatre-vingt mille âmes, resplendissait de luxe et d'élégance. Architecture, sculpture, génie, tout se disputait le privilège d'embellir l'antique Varsovie. Les théâtres, les palais, les casernes, les monuments, les promenades, les places et les rues

sortaient comme par enchantement du chaos où les avait enfouis, sous la république, un mélange de faste et de misère... Les provinces se peuplaient et se couvraient de villes et de manufactures... Les revenus du royaume s'élevaient à quatre-vingt-dix millions de florins polonais; la banque contenait un capital de cent cinquante millions, et le trésor une réserve de trente millions. La population s'était prodigieusement accrue dans les huit palatinats du royaume; on y comptait plus de quatre millions d'âmes. Une armée de trente-cinq mille braves complétait sa puissance matérielle... En moins de dix ans, des routes que l'on pourrait comparer aux voies romaines sillonnèrent dans tous les sens le royaume à travers les forêts, les marécages et les sables, rebelles depuis un temps immémorial à tous les efforts de l'industrie humaine... Le commerce, ce vieil objet d'antipathie d'un peuple turbulent, guerrier et agricole, commençait à enrichir les particuliers et les masses. »

Mort d'Alexandre (1^{er} décembre 1825). — Malgré la prospérité de ses États russes et polonais, Alexandre était triste: il prévoyait que son œuvre ne durerait pas. Sur tous les points de l'Europe, à Naples, à Turin, à Madrid, des révolutions avaient protesté d'une manière éclatante contre les stipulations du congrès de Vienne; la France et l'Allemagne étaient agitées; Kotzebue, le correspondant du czar, était tombé sous le poignard de Sand¹. Si les congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), de Carlsbad et de Vienne (1819), de Troppau et de Laybach (1820), enfin de Vérone (1822), avaient pris des mesures pour réprimer ces divers mouvements insurrectionnels, les causes d'irritation n'en subsistaient pas moins partout. Aussi Alexandre était-il profondément découragé. Plus d'une fois on l'entendit se plaindre des soucis attachés à la puissance dont il était revêtu, et dire « qu'un propriétaire campagnard anglais était un homme au-dessus de tous les autres, et que Dieu avait mis en son pouvoir tous les moyens d'être heureux. » On était arrivé à l'année 1825; l'empereur entreprit de visiter les provinces méridionales de ses États. Parvenu en Crimée, dans les environs de Sébastopol, il fut si frappé de la beauté de la végétation méridionale, qu'il dit à ceux qui l'accompagnaient: « Si je quittais un jour les soins du gouvernement, je voudrais passer le reste de ma vie dans ce lieu. » Plein de ces idées, il entra dans un monastère du voisinage et y demeura plus d'une

1. Voir plus loin, page 388.

heure. Quand il rejoignit son escorte, il était pâle et frissonnait. Attaqué d'une fièvre violente, il se fit transporter à Taganrog, auprès de l'impératrice Élisabeth. Elle passa cinq jours et cinq nuits au chevet de son lit. Enfin le 1^{er} décembre, au lever de l'aurore, Alexandre rendit le dernier soupir. « Ah! quel beau jour! » avait-il dit quelques instants auparavant. Un nouveau règne allait commencer¹.

La restauration en Allemagne. Le Tugend-Bund, les universités. Fête du 18 octobre 1817. — Lorsque, en 1813, l'Allemagne tout entière, à la voix de Fichte, d'Arndt, de Körner, s'était levée contre Napoléon, elle entendait bien ne pas se contenter de rejeter les Français au delà du Rhin : c'était au nom de la liberté qu'elle combattait, et l'on espérait que partout l'établissement du régime constitutionnel suivrait la victoire. Satisfaits de remonter sur leurs trônes restaurés, les princes allemands oublièrent bien vite leurs promesses. En Prusse, Frédéric-Guillaume III^e s'appuya sur la noblesse pour refuser à ses sujets une constitution. Ainsi les habitants des provinces rhénanes, qui vivaient depuis vingt ans sous le régime du code civil français, virent rétablir chez eux l'inégalité, les privilèges, les droits féodaux. En rentrant à Cassel, sa capitale, l'électeur de Hesse dit : « J'ai dormi pendant sept ans, » et rétablit les choses sur le pied où elles étaient avant son départ. Le duché de Nassau, la Bavière et le grand-duché de Bade ne furent pas mieux traités par leurs souverains. Il y eut ainsi en Allemagne une amère déception.

N'obtenant rien de leurs gouvernements, les Allemands résolurent d'agir eux-mêmes. Une vaste association, celle du *Tugend-Bund* ou des *Amis de la vertu*, s'était formée en 1807 contre

1. Sous le règne d'Alexandre, les écrivains russes les plus remarquables ont été *Karamzïn* (1765-1827), qui composa l'*Histoire de l'Empire de Russie*; le romancier *Pouchkine* (1799-1837), auteur de *Roustan* et *Ludmila*, le *Prisonnier du Caucase*, les *Brigands*, *Boris Godounoff*, la *Révolution de Pougatchef*, etc.; *Krylof*, poète tragique et fabuliste; les poètes tragiques *Ozérof* et *Krioukovski*, enfin *Joukovski*, auteur de chants patriotiques.

2. Les rois de Prusse, de 1815 jusqu'à nos jours, ont été : Frédéric-Guillaume III (1797-1840) ; Frédéric-Guillaume IV, son fils aîné (1840-1861) ; Guillaume I^{er}, son second fils, d'abord régent pendant les dernières années du règne de son frère, ensuite roi de Prusse en 1861 et empereur d'Allemagne en 1871. — Les empereurs d'Autriche durant la même période ont été : François I^{er} (jusqu'en 1835) ; Ferdinand I^{er}, son fils (1835-1848) ; enfin François-Joseph I^{er}, neveu de son prédécesseur.

les Français. Le baron de Stein, M. de Stadion, le conseiller Justus Gruner, les généraux Blücher et Gneisenau, y étaient entrés en 1813. Après 1815, cette association se proposa un nouveau but : donner à l'Allemagne, que les Amis de la vertu ne désignaient plus que par son vieux nom de Teutonie, une constitution unitaire ; abolir les privilèges féodaux ; établir l'égalité de tous devant la loi, devant l'impôt ; obtenir l'admission de tous aux emplois civils et militaires ; assurer la liberté individuelle et la liberté de la presse ; en un mot, opposer à la sainte alliance des rois la sainte alliance des peuples. C'était surtout parmi les étudiants des universités du nord de l'Allemagne que ces projets comptaient de nombreux adhérents. Là, par un mélange bizarre, on attestait à la fois les leçons d'Hégel et de Fichte, les souvenirs d'Arminius et de Witikind, aussi bien que ceux d'Harmodius et d'Aristogiton ou de Brutus et de Cassius. On voulait faire passer dans les faits les théories des maîtres. A Iéna, le professeur Jahn voulait que ses élèves préludassent par les exercices de la gymnastique aux sévères épreuves que la liberté ferait naître pour eux. Une nouvelle association se fonda bientôt, l'*Union générale (Burschenschaft)*, qui se proposa de forcer les princes à réaliser les engagements pris par eux en 1813.

Le 18 octobre 1817, les étudiants d'Iéna, de Halle et de Leipzig se réunirent dans cette dernière ville pour y célébrer à la fois l'anniversaire de la réforme et l'anniversaire de la grande bataille gagnée sur les Français. Là, les Amis de la vertu purent se compter ; ils avaient tous l'ancien costume national. Des discours véhéments furent prononcés, on chanta des hymnes patriotiques, on alluma des feux de joie, et les étudiants brûlèrent les ouvrages de tous les écrivains qu'ils regardaient comme les adversaires de leurs projets. Aussi les gouvernements s'alarmèrent-ils. Il y eut de nombreuses arrestations ; les quatre universités de Münster, d'Erfurth, de Paderborn, de Duisbourg furent dissoutes.

Assassinat de Kotzebue par l'étudiant Sand (23 mars 1819). — « Aucun sacrifice ne doit coûter à un véritable Allemand pour la liberté de la patrie, et pour en chasser les étrangers et les traitres qui parcouraient impunément son territoire pour y prêcher le pouvoir absolu, étouffer la liberté dans son germe et semer la discorde entre ses enfants : » tels avaient été les mots par lesquels un étudiant de vingt-quatre ans, Charles-Frédéric Sand, avait terminé son discours à la fête de

Leipsick. C'était un jeune homme intelligent, à l'imagination rêveuse, au caractère ardent. Ancien étudiant à Tubingue et à Erlangen, il avait pris le mousquet en 1813 et s'était distingué dans la guerre de l'indépendance. L'esprit enflammé par la lecture de l'histoire, il ne parlait jamais de Brutus et de Charlotte Corday sans qu'on vit briller dans ses yeux un sombre éclair. Un homme surtout, le poète Kotzebue, était l'objet de la haine des étudiants allemands depuis qu'on avait découvert une correspondance secrète qu'il entretenait avec l'empereur de Russie, et dans laquelle il l'instruisait de l'état politique de l'Allemagne. Le 23 mars 1819, Sand se rendit d'Iéna à Manheim. Introduit chez Kotzebue, il lui présente d'une main un papier sur lequel il avait tracé ces mots : *Sentence de mort exécutée contre Auguste Kotzebue le 23 mars 1819*; de l'autre il le frappe au cœur d'un coup de poignard. Aux cris de la victime, sa femme et sa fille accourent. « Le traître est mort, la patrie est sauvée. *Vivat Teutonia!* » s'écria Sand sur le perron de la maison; puis se tournant vers la famille de la victime : « Oui, leur dit-il, je suis le meurtrier; c'est ainsi que tous les traîtres doivent périr; » et, ouvrant ses habits, il s'enfonce son poignard dans le sein. Pourtant sa blessure n'était pas mortelle. Transporté à l'hôpital, il y resta plusieurs mois, écrivant à sa mère pour calmer la douleur qu'elle allait éprouver par son supplice, mais sans cesser de se glorifier d'avoir assassiné Kotzebue. Condamné à mort par le tribunal de Manheim, il fut décapité le 20 mai 1820.

Quelques mois après, un autre étudiant, Lœning, essaya, le 17 juillet 1819, d'assassiner M. Iboll, président de la régence du duché de Nassau. Découvert et désarmé, il se suicida dans sa prison à l'aide d'un verre dont il avala les morceaux.

Congrès de Carlsbad et de Vienne (1819). — Tous les princes allemands furent effrayés. Le 6 août 1819, les représentants des différents États composant la Confédération germanique se réunirent en congrès à Carlsbad, sous la présidence de M. de Metternich. Ils firent des motions, que la Diète de Francfort convertit en arrêtés le 20 septembre suivant. Le premier portait que la Diète aurait le droit de faire exécuter ses décisions par la force dans tous les États confédérés, et que l'État auquel elle s'adresserait pour obtenir les troupes nécessaires à cette exécution devrait les fournir sur sa première réquisition. Le second arrêté plaçait chaque université sous la surveillance d'un commissaire extraordinaire investi de pleins

pouvoirs, ayant droit de renvoyer tout professeur ou élève qui lui serait suspect, et qui dès lors ne pourrait plus être admis dans aucune autre université. Le troisième obligeait tous les gouvernements confédérés à établir la censure dans leurs États et à y surveiller activement la presse pendant cinq ans. Le quatrième créait à Mayence une commission de sept membres, nommés par la Diète, chargés de rechercher et de poursuivre toute tentative révolutionnaire. En même temps les écrivains Arndt, Jahn, Welker étaient emprisonnés; Gœrres n'échappait au même sort qu'en se réfugiant en France.

De nouvelles mesures de rigueur furent prises, l'année suivante (1820), au congrès de Vienne. La Diète fut investie des pouvoirs les plus étendus et chargée de maintenir le régime existant dans tous les États, même malgré l'opposition des gouvernements locaux. Tout changement dans la constitution était interdit. La révolution était comprimée en Allemagne.

La restauration en Autriche. François I^{er} et Metternich. — C'était l'Autriche qui se trouvait à la tête de la réaction en Allemagne et en Europe. Beau-père de Napoléon et aïeul du roi de Rome, l'Empereur François avait cependant en 1813 joint ses armes à celles de la Russie et de la Prusse contre les Français. Aussi la coalition donna-t-elle à l'Autrichien Schwartzemberg le titre de généralissime. C'est dans la capitale de l'Autriche que le congrès de 1815 régla le sort et fixa les limites de tous les États du continent. Au lieu de 24,000,000 d'habitants et de 640,000 kilomètres carrés qu'elle possédait en 1789, la maison de Lorraine-Habsbourg eut 28,000,000 d'âmes et 668,000 kilomètres carrés, non plus dispersés, mais en une seule masse compacte. Sans doute François I^{er} n'osa pas reprendre le titre d'*Empereur des Romains*; mais il reçut la présidence perpétuelle de la Diète de Francfort.

« Les années qui suivirent furent en Autriche une période de réaction implacable. L'empereur comprenait mal les grandes choses et attachait un extrême intérêt aux petites. Il avait la passion de la paperasse et la manie des audiences. Il portait volontiers envie à ceux qui, comme l'archiduc Charles ou Radetzki, avaient mérité par leurs services la faveur populaire. Dans un accès de jalousie soupçonneuse, il s'avisait un jour de faire crocheter les serrures de l'archiduc. En 1820, une émeute d'étudiants eut lieu à Prague; l'empereur, ne pouvant trouver les coupables, fit incorporer dans l'armée tous ceux qui avaient eu de mauvaises notes.

« On a souvent cité les paroles que l'empereur adressait en 1821 aux professeurs du gymnase de Laybach : « Tenez-vous-en à ce qui est ancien, car cela est bon ; si nos aïeux s'en sont bien trouvés, pourquoi ne ferions-nous pas comme eux ? Il s'élève maintenant des idées nouvelles que je n'approuve pas, que je n'approuverai jamais. Défiez-vous et attachez-vous au positif. Je n'ai pas besoin de savants, mais de fidèles sujets. En faire, voilà votre devoir. Celui qui me sert doit apprendre ce que j'ordonne. Celui qui n'en est pas capable ou qui vient avec des idées nouvelles, celui-là peut s'en aller, sinon je l'éloignerai. » Il disait un jour à l'ambassadeur de France : « Mes peuples sont antipathiques les uns aux autres : tant mieux. Ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps. Je mets des Hongrois en Italie, et des Italiens en Hongrie, chacun garde ses voisins. Ils ne se comprennent pas, ils se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque, la paix générale. » (L. LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie.*)

François I^{er} avait d'ailleurs un ministre dont les idées étaient l'image fidèle des siennes, avec plus d'intelligence, et une égale opiniâtreté. Le prince de Metternich était né sur le Rhin, à Coblenz, en 1773. Arrivé à Vienne en 1809, il dirigea pendant près de quarante ans les affaires intérieures et extérieures de la monarchie. Flatteur envers son maître, ignorant l'histoire, n'en faisant point de cas, Metternich aimait la puissance et ne dédaignait pas l'argent. Tant qu'il fut au pouvoir, il se refusa de parti pris à toute réforme civile, politique, administrative, et maintint le *statu quo*. Le régime autrichien à cette époque peut être caractérisé par trois mots : bureaucratie, caserne, prison.

La vie politique n'était pourtant pas éteinte dans les diverses provinces de la monarchie. On verra plus loin les mouvements de l'Italie à cette époque. Quant à la Hongrie, l'empereur s'étant obstiné, après 1815, à n'y pas convoquer de diète, les magyars refusèrent de payer l'impôt et de fournir des soldats. François dut céder et réunir à Pozony, le 11 septembre 1825, une diète qui comptait parmi ses membres, à la chambre haute, Szechanyi, le *grand magyar*, à la chambre basse Paul Nagy et François Deak. Quelques années plus tard, un autre orateur illustre, Louis Kossuth, commença sa carrière.

En Bohême aussi des voix nombreuses s'élevaient pour demander que la langue et la nationalité tchèque fussent respectées. Dans son poème intitulé *la fille de Slava*, en 1824, Kollar s'écriait : « Quelle est donc cette jeune et belle fille qui

court dans les champs ? Elle doit être bien pauvre pour porter une robe rapiécée de plusieurs étoffes. C'est notre Bohême bigarrée de colons étrangers... Slaves, plus de discordes entre vous ! De l'Athos à la Poméranie, des champs de la Silésie à la plaine de Kossovo, de Constantinople au Volga, partout où l'on entend le langage slave, réjouissons-nous, embrassons-nous, heureux dans notre immense patrie, la Slavie... Ah ! me suis-je dit plus d'une fois quand mon esprit chancelait, si nos peuples slaves étaient de l'or, de l'argent, du cuivre, je les fondrais en une seule statue. De la Russie je ferais les mains, des Polonais le buste, des Tchèques les bras et la tête, et des Serbes les pieds. Les tribus secondaires, les Wendes, la Lusace, les Silésiens, les Croates, les Slovaques, seraient les vêtements et les armes. L'Europe s'agenouillerait devant cette idole, dont la tête dépasserait les nuages, dont les pas franchiraient le monde. »

La restauration en Italie. Exécution de Murat (13 octobre 1815). Irritation des Italiens contre l'Autriche. — La restauration n'était pas plus populaire en Italie. Avec la mobilité naturelle aux populations méridionales, les Italiens avaient d'abord applaudi à la chute de Napoléon ; les Autrichiens et les Anglais avaient été accueillis sur beaucoup de points comme des libérateurs. Mais, malgré les promesses de lord Bentinck, Gènes ne recouvra pas son indépendance ; la république ne fut pas non plus rétablie à Venise. Les Autrichiens restèrent maîtres de la Lombardie et de la Vénétie ; un archiduc régna à Florence. Victor-Emmanuel I^{er} redevint roi de Piémont ; il rétablit dans ses États toutes choses sur le pied où elles étaient avant son départ. Un seul pays en Italie était encore régi par les lois françaises à la fin de 1814 : c'était le royaume de Naples, où régnait Murat, beau-frère de Napoléon, qui avait fait cause commune avec les ennemis de la France pour conserver sa couronne.

Cette défection même ne put le sauver. Bientôt il apprit que M. de Talleyrand demandait à Vienne son expulsion et la restauration de Ferdinand. Une autre nouvelle suivit de près : celle du débarquement de Napoléon en France. Murat crut l'occasion favorable pour reprendre les armes ; il s'imagina n'avoir qu'à paraître dans le nord de l'Italie, que toute la péninsule allait se soulever et le proclamer roi. « Italiens, disait-il dans une proclamation, le 30 mars 1815, un seul cri retentit des Alpes jusqu'à l'Adriatique : l'indépendance de l'Italie ! De quel droit les étrangers veulent-ils vous ravir votre indépendance.

le premier bien, le premier droit de tous les peuples ? De quel droit emmènent-ils vos fils servir et mourir loin des tombeaux de leurs pères ? La nature vous aurait-elle donné en vain le boulevard des Alpes ? Non, non ; que tous les citoyens amis de leur patrie élèvent une voix généreuse pour la liberté ; que la lutte soit décisive, et nous aurons fondé pour toujours le bonheur de notre belle patrie ! » Le succès ne répondit pas à l'attente de Murat. Vaincu à Tolentino le 44 avril, il s'enfuit en France, pendant que Ferdinand rentrait à Naples. Retiré à Toulon, puis en Corse, il en partit le 22 septembre 1815 et vint débarquer avec une poignée d'hommes au Pizzo, dans la Calabre. Fait prisonnier, il fut traduit devant un conseil de guerre. « Il ne sera accordé au *condamné* qu'une demi-heure pour recevoir les secours de la religion, » disait l'ordre de la mise en *accusation*. Murat reçut la mort debout : « Sauvez le visage, visez au cœur ! » cria-t-il aux soldats chargés de l'exécution (13 octobre 1815).

Tous les anciens pouvoirs étaient rétablis en Italie ; la domination des Autrichiens s'y faisait rudement sentir. Plus d'un patriote alla, comme Silvio Pellico, expier dans les cachots du Spielberg son attachement à son pays, et lord Byron put s'écrier : « La voilà donc, la Niobé des nations ! Sans enfants, sans couronne, sans voix pour exprimer sa douleur : ses mains flétries tiennent une urne vide, dont la poussière sacrée a été dispersée par les siècles. La tombe des Scipions ne contient plus leurs cendres : les sépulcres mêmes ont perdu leurs hôtes héroïques.... Italie ! Italie ! tu as reçu le don fatal de la beauté, funèbre douaire, source de tes maux présents et passés.... Plût au Ciel que dans ta nudité tu fusses moins belle ou bien plus forte !... Alors tu inspirerais un salutaire effroi, ou, moins désirée, tu coulerais des jours humbles et pacifiques... Alors on ne verrait plus ces torrents d'hommes que rien ne peut lasser sans cesse descendre des sommets des Alpes ; l'épée de l'étranger ne serait plus ta seule et triste défense, et tu ne te verrais pas, victorieuse ou vaincue, l'esclave de tes amis ou de tes ennemis ! »

L'Espagne sous Ferdinand VII. La constitution de 1812 ; elle est supprimée. — Aucun peuple n'avait combattu contre l'invasion française avec autant d'énergie que les Espagnols ; mais c'était moins par amour pour la dynastie déchue que par désir de conserver leur indépendance. Si la régence instituée à Cadix rendait ses actes au nom de Ferdinand VII, elle n'en

avait pas moins convoqué les Cortès pour le 24 septembre 1810. Après deux ans d'un travail incessant, cette assemblée vota la *constitution de 1812*. Aux termes de cette constitution, le vasselage, les privilèges féodaux, les droits exclusifs de chasse, de pêche, de pâturage, de pacage, moulin banal, four banal, etc., étaient abolis ; la torture supprimée ; la souveraineté du peuple proclamée ; le pouvoir exécutif, appartenant au roi, devait être exercé par des ministres responsables ; le pouvoir législatif était partagé entre le roi et une chambre nommée pour deux ans par une élection à trois degrés ; la magistrature devait être immovible ; tous les Espagnols étaient soumis au service militaire.

Arrivé en Espagne le 22 mars 1814, le roi écrivit d'abord aux membres de la régence « que rien n'occupait autant son cœur que de leur donner des preuves de sa satisfaction », et aux Cortès « que les faits accomplis méritaient son approbation royale ». Mais bientôt tout changea. Le roi refusa de recevoir une députation des Cortès ; il fit entrer des troupes dans Madrid ; les membres de la régence, plusieurs généraux et ministres, tous les membres de la majorité des Cortès, furent arrêtés. Le 11 mai, avant même d'entrer à Madrid, Ferdinand déclara que, victime de la cruelle perfidie de Bonaparte, il avait été retenu pendant six ans en prison ; qu'une assemblée de Cortès, convoquée d'une manière tout à fait inusitée en Espagne, avait mis sa captivité à profit pour usurper ses droits et pour imposer à ses peuples une constitution anarchique, séditeuse, basée sur les principes démocratiques de la révolution française ; que dès lors il proclamait lesdites institutions et constitution nulles et de nul effet, et que quiconque oserait exciter qui que ce fût à l'observation desdites constitution et institutions serait *puni de mort*.

Après cette proclamation, Ferdinand entra dans Madrid à la tête de six mille fantassins, trois mille cavaliers et plusieurs batteries. Trois commissions judiciaires condamnèrent à l'exil, à la prison, aux galères, à mort, un grand nombre d'accusés. Les généraux Porlier, Lascy, Vidal, qui avaient voulu soulever leurs troupes, périrent l'un après l'autre. Alors les Espagnols pendant les Cent-Jours tournèrent leurs regards vers Napoléon ; la bataille de Waterloo anéantit leurs espérances.

Telle fut, pendant les six premières années de la Restauration, la situation de l'Espagne : le gouvernement absolu, les privilèges, l'inégalité, l'inquisition, la censure, rétablis. « Le commerce intérieur, dit un historien, était nul ; partout il ne

rencontrait que des entraves : ici, le manque de voies de communication convenables pour les transports ; ailleurs les barrières fiscales dressées entre la plupart des provinces ; puis, sur les principaux chemins, des déserteurs, d'anciens guérilleros, des moines échappés de leurs couvents, des cultivateurs et des citadins fuyant la misère ou les prisons de l'inquisition, et qui, organisés en bandes nombreuses, désolaient surtout les campagnes de l'Andalousie, de la Manche et de l'Estrémadure, dont elles mettaient à rançon les villages et les bourgs non fermés. Les courriers du gouvernement ne pouvaient voyager que sous l'escorte de forts détachements de cavalerie, qui souvent allaient grossir les rangs des coureurs de grande route. » (A. DE VAULABELLE.)

Le commerce extérieur n'existait plus, les ports étaient déserts, les magasins et les arsenaux vides. A chaque instant des corsaires, munis de lettres de marque délivrées par les colonies insurgées, venaient capturer jusque sous les batteries de la côte les quelques bâtiments que les armateurs des villes maritimes se hasardaient à expédier. L'Espagne, qui avait équipé autrefois la flotte de Lépante et l'invincible Armada, ne pouvait plus se défendre contre les corsaires ! Elle ne pouvait plus envoyer de renforts à ses généraux attaqués de tous côtés par les insurgés d'Amérique et qui lui adressaient des appels désespérés. Pour leur expédier des secours, elle fut forcée d'acheter à la Russie de vieux vaisseaux et de vieilles frégates, qui mirent six mois pour venir de Cronstadt à Cadix ; encore leur fallut-il relâcher à Plymouth. Alexandre eut pitié de Ferdinand et lui donna trois autres frégates.

L'armée de terre était désorganisée comme la marine. Les soldats, sans vêtements et sans pain, ne vivaient, dans un grand nombre de villes, qu'en prenant leur part des distributions de vivres faites tous les jours par les moines à la porte des couvents. Un jour le colonel du régiment de Tolède avait reçu l'ordre de changer de garnison. Il ne put conduire sa troupe à la destination indiquée : « Mes soldats ne sauraient faire la route, répondit-il au ministre de la guerre : voilà plusieurs mois qu'ils n'ont plus de souliers. » Souvent les soldats envoyés en Amérique, exaspérés par la misère et les mauvais traitements, se joignaient à ceux qu'ils étaient chargés de combattre. L'équipage d'une frégate de cinquante canons, la *Trinidad*, jeta ses officiers à la mer et fit cause commune avec les insurgés. Voilà dans quel état se trouvait l'Espagne en 1820 !

L'Angleterre après 1815. Sa puissance, mais ses embarras intérieurs ; situation industrielle et commerciale. — « Quand l'Angleterre, à la voix du Créateur, sortit des flots azurés de l'Océan, les anges ses protecteurs entonnèrent ce chant : Règne, Angleterre, règne sur les vagues ; jamais, jamais les Anglais ne seront esclaves !

« Moins heureuses que toi, toutes les nations à leur tour subiront le joug ; et cependant tu seras grande, tu seras libre, l'effroi, l'envie de tous les peuples.

« Dans tes campagnes une riante verdure ! Dans tes villes, un riche commerce !... Les muses trouvent en toi un asile. He bienheureuse ! La beauté est ta couronne ! Des cœurs vaillants te servent de rempart ! Règne, Angleterre, règne sur les vagues ; jamais, jamais les Anglais ne seront esclaves ! »

Ce chant national, consacré par Thompson à la gloire de son pays, semblait, après 1815, l'expression de la vérité même. L'Angleterre avait vaincu à Waterloo ; ses armées, après avoir vu s'ouvrir devant elles les portes de Delhi, de Lisbonne et de Madrid, étaient entrées victorieuses dans Paris¹. Elle tenait cap-

1. C'est aux luttes soutenues contre la France de 1792 à 1815 que se rapportent la plupart des souvenirs militaires de la Grande-Bretagne. Au château de Windsor, dans la salle des Gardes, se dressent les bustes de Wellington et de Marlborough, entre lesquels est placée la statue de Nelson reposant sur un piédestal formé par une section du vaisseau *le Victory*, qu'il montait à Trafalgar, et qu'un boulet français a troncé. Chaque année, le jour anniversaire de Blenheim (18 août), on place devant Marlborough un nouveau drapeau blanc fleurdelisé, et le jour anniversaire de Waterloo (18 juin), on place devant Wellington un nouveau drapeau tricolore avec l'aigle du premier empire. Ces deux hôtes de la demeure royale se fâcheraient, à en croire le gardien qui guide les visiteurs, si l'on négligeait de leur rendre cet honneur annuel, et refuseraient de rester à leur place. A Londres, la salle de réception du Guildhall (hôtel de ville) renferme la statue de Wellington, avec un bas-relief reproduisant la bataille de Waterloo. Sur ce bas-relief le général anglais est représenté à cheval, au milieu de son état-major, tandis que devant lui ses soldats, baïonnettes croisées, refoulent, d'un vigoureux mouvement en avant, la vieille garde, dont les rangs fléchissent sous l'effort ; dans le lointain, en contraste avec Wellington, Napoléon contemple le recul de son armée. Une statue équestre de Wellington se dresse sur un arc de triomphe devant le palais de Buckingham ; une statue d'Achille en bronze, faite de canons français, a été élevée en l'honneur du même Wellington à l'entrée de Hyde-Park. Une autre statue représente le grand capitaine anglais couché sur son tombeau dans la cathédrale de Saint-Paul. Sur la place de Trafalgar, une colonne est surmontée de la statue de Nelson, et sur le socle, orné de bas-reliefs représentant les batailles du cap Saint-Vincent, du Nil, de Copenhague, de Trafalgar, on lit l'ordre du jour donné par lui aux marins de la flotte anglaise avant sa dernière victoire : *Le pays compte que chacun fera son devoir*. Enfin, à la Tour de Londres, des casques français et des cuirasses françaises en grand nombre rappellent nos cuirassiers tombés à Waterloo.

tif, à Sainte-Hélène, le plus terrible de ses adversaires. Elle s'était fait donner, au congrès de Vienne, Malte, Corfou, l'île de France, le Cap, les Antilles. Toutes les anciennes colonies espagnoles d'Amérique s'ouvraient à son commerce. Elle semblait définitivement victorieuse et toute-puissante; et pourtant elle était menacée d'une révolution.

C'est que la dette publique s'élevait maintenant à 864,822,444 livres sterling; elle avait plus que triplé depuis 1792 : c'est qu'il avait fallu payer vingt-cinq ans de guerre, entretenir les flottes qui prenaient Toulon, qui combattaient à Aboukir, Algésiras, Trafalgar, Copenhague, Flessingue, dans la Méditerranée, l'Océan, la mer du Nord, aux Indes, aux Antilles; il avait fallu former à prix d'argent six coalitions successives contre la grande ennemie, la France. Si le lion britannique se dressait aujourd'hui sur le champ de bataille de Waterloo, à l'endroit où avait succombé la vieille garde de Napoléon, ce triomphe avait coûté cher aux vainqueurs. Tous les impôts, y compris l'*income-tax* ou impôt sur les revenus, et le *property-tax* ou impôt sur les propriétés, avaient été augmentés dans des proportions considérables. La paix générale, en ouvrant au commerce anglais de nombreux débouchés, qui lui permirent d'écouler les marchandises accumulées dans ses entrepôts et ses magasins, l'exposa en même temps à la concurrence du commerce maritime étranger. Le blocus continental, en forçant les habitants de la France, de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie à se passer des produits britanniques, les avait habitués à fabriquer eux-mêmes les objets qu'auparavant ils tiraient des colonies par l'intermédiaire de la marine anglaise; c'était là une nouvelle cause d'appauvrissement pour l'Angleterre¹.

Réformes demandées. Insurrection de Manchester. Les whigs et les tories. Leur lutte au parlement. Le système protecteur. — Depuis que le roi était devenu fou, l'Angleterre était gouvernée par le *prince régent*. Il y avait deux partis dans le parlement : les *whigs*, amis de la paix extérieure, de la liberté et de l'égalité au dedans, qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie manufacturière, du commerce, des ouvriers, du petit peuple; les *tories*, ennemis de la France et des réformes sociales et représentants de l'aristocratie territoriale.

1. Des 1798, un gradué de Cambridge, Malthus, prétendait dans un livre que le travail de l'homme était incapable de multiplier les ressources en raison de l'accroissement de la population, et il en concluait qu'il était nécessaire de restreindre les mariages.

La lutte, après 1815, s'engagea sur la question de la liberté du commerce des grains. Pendant la guerre, et par suite des décrets de Napoléon qui mettaient l'Angleterre en état de blocus, l'île, ne recevant rien du dehors, avait été nourrie exclusivement par l'agriculture anglaise, c'est-à-dire par les grands propriétaires possesseurs du sol, qui avaient élevé à des prix considérables leurs produits, dont on ne pouvait se passer. Les choses changèrent à la paix. Les blés étrangers, les grains et les céréales allaient pouvoir reparaitre sur les marchés britanniques. Dès lors le prix du blé diminuerait; mais aussi les grands propriétaires, pour lutter contre la concurrence étrangère, seraient obligés de diminuer le prix de leurs propres produits. Pour éviter cette concurrence, les tories, qui formaient la majorité du parlement, frappèrent d'abord de droits d'entrée considérables les blés étrangers; bientôt même ils en défendirent complètement l'importation, à moins que le prix ne fût en Angleterre de 80 shillings le quarter, c'est-à-dire de 36 francs l'hectolitre. Toutes les pétitions réclamant la liberté du commerce des grains furent repoussées.

Dans la chambre des lords, un whig, lord Canning, demanda qu'on permit l'importation des grains quand ils vaudraient 60 shellings le quarter, en les soumettant à un droit de 20 shellings d'entrée, qui augmenterait ou diminuerait suivant que le blé anglais augmenterait ou diminuerait d'autant. Ces mesures portèrent au comble l'irritation des ouvriers. Ils demandèrent la réforme de la constitution et l'établissement du suffrage universel; ils prirent pour devise : *Veille et sois prêt*. Ils arborèrent le drapeau tricolore français. La banque de Londres et la Tour furent menacées. La répression, à son tour, devint sévère. L'*habeas corpus* fut suspendu, des visites domiciliaires ordonnées, la liberté de la presse restreinte. Alors des soulèvements éclatèrent dans beaucoup de villes, surtout à Birmingham et à Manchester, et furent rigoureusement réprimés. Il y eut un grand nombre d'hommes tués ou blessés lors de l'insurrection de Manchester (août 1819). Georges III mourut six mois après, le 29 janvier 1820.

Avènement de Georges IV (29 janvier 1820). Procès de la reine. Mort de lord Castlereagh (12 août 1823). — Le prince de Galles, qui gouvernait depuis dix ans en qualité de régent, prit le titre de roi et le nom de Georges IV. Ce prince était impopulaire, et son avènement fut le signal de nouveaux soulèvements. Une vaste conspiration, ayant à sa tête Thistle-

wood, ancien lieutenant de milice, s'était formée pour tuer tous les ministres. Elle fut découverte, et Thistlewood, condamné à mort, périt en criant : « Vive la liberté ! » Le parlement alarmé revisa le code pénal et donna une demi-satisfaction à l'opinion publique en adoucissant les lois ; mais cette mesure fut insuffisante.

Une nouvelle circonstance vint bientôt permettre à la colère publique de faire explosion. Georges IV, n'étant encore que régent, avait épousé Caroline de Brunswick, fille de l'auteur du fameux manifeste de 1792 contre la France et sœur du jeune duc tué en 1815 en combattant dans les rangs de l'armée anglaise. Cette princesse devint bientôt l'objet de sa haine ; il l'accusa d'adultère et s'éloigna d'elle. En 1814 elle quitta l'Angleterre et visita successivement l'Italie, la Suisse, la Terre Sainte, l'Égypte, la Grèce, en compagnie du chambellan Bergami. En apprenant la mort de Georges III, elle repassa en Angleterre. Le peuple l'accueillit avec enthousiasme et lui forma de Douvres à Londres un cortège triomphal. Mais son mari l'accusa de nouveau d'adultère et la traduisit devant la chambre des lords ; elle fut défendue avec éloquence par MM. Brougham et Denmann. On ne put obtenir contre elle qu'une majorité de 9 voix, et l'arrêt définitif fut remis à six mois. Le 48 juillet 1820, jour où Georges IV devait être sacré dans l'église de Westminster, la reine se présenta aux portes dans un carrosse à six chevaux ; elle fut repoussée, tomba malade et mourut trois semaines après, le 8 août 1821. Le peuple accusa le roi de l'avoir fait empoisonner, et ses funérailles furent l'occasion de scènes sanglantes.

Deux ans après mourut celui de tous les ministres qui était le plus impopulaire, l'élève et le successeur de William Pitt, lord Castlereagh. Assombri et troublé par la haine populaire, par les menaces dont il était l'objet, par la crainte d'une révolution, lord Castlereagh était tombé dans un profond abattement ; attaqué de tous les côtés, il prit le parti de se donner la mort. La veille du jour où il devait partir pour le congrès de Vérone, il avait laissé percer quelques symptômes d'agitation ; ses domestiques avaient éloigné de lui ses pistolets, ses rasoirs, enfin jusqu'à ses instruments de toilette. Le lendemain matin, vers sept heures, il fit appeler le docteur Bankhead. Le médecin se rendit aussitôt dans le cabinet de toilette, où il trouva lord Castlereagh en robe de chambre et se tenant debout. Il dit quelques mots, et une seconde après tomba mort entre les bras de M. Bankhead,

qui s'aperçut alors qu'il s'était coupé l'artère carotide avec un petit couteau (12 août 1823). Le peuple se crut vengé et attribua aux remords le suicide de Castlereagh.

L'Irlande et le bill du test. Misère des Irlandais. — A toutes ces causes d'agitation et de malaise ajoutons la situation de l'Irlande. Sous le règne de Charles II, le parlement, afin d'écarter des emplois publics le duc d'York, frère du roi, et tous les autres catholiques, avait porté le *bill du test*, aux termes duquel tous les fonctionnaires publics devaient prêter au roi le serment d'allégeance en sa qualité de chef de l'Église anglicane ou donner leur démission. Ce bill subsistait toujours. L'immense majorité des Irlandais étaient catholiques et se trouvaient par le fait même exclus de tous les emplois civils et militaires. Dépossédés depuis le règne de Guillaume III, ils vivaient dans la pauvreté, travaillant pour d'autres leur sol, qui ne leur appartenait plus ; quoique catholiques, ils payaient la dime au clergé protestant ; sans magistrats de leur choix, ils restaient sans protecteurs. Une oppression constante exaltait pour leur religion une fidélité, qu'ils expiaient à toute heure. De là des querelles, des meurtres, des combats même entre Irlandais et Anglais, catholiques et protestants ; de là une misère intolérable et une irritation croissante contre les dominateurs. L'union de l'Irlande avec l'Angleterre n'avait remédié en rien à cette situation.

Lord Castlereagh aurait désiré supprimer le bill du test et accorder aux catholiques les mêmes droits qu'aux protestants ; mais, obligé de s'appuyer sur les Tories, qui repoussaient tout changement et toute réforme, il dut renoncer à ce projet. En 1821, un whig, M. Plunket, fit pour l'abolition du bill du test une motion qui obtint une majorité de six voix dans les communes ; mais elle fut repoussée par la chambre haute. Canning revint à la charge l'année suivante ; mais cette fois il se bornait à demander l'admission dans la chambre des lords des pairs catholiques de l'Irlande. Cette fois la proposition obtint dans les communes deux cent trente-cinq suffrages contre deux cent vingt-trois, c'est-à-dire une majorité de douze voix ; mais dans la chambre haute, malgré les généreux efforts des lords Grey, Lansdown et Holland, le bill fut rejeté encore une fois à une majorité de dix-sept voix (1822).

Cette nouvelle déception exaspéra les Irlandais : le sang coula ; il y eut des meurtres nombreux, des vengeances sauvages. Lord Wellesley, frère de Wellington et gouverneur d'Ir-

ande, demanda de nouveaux pouvoirs. Le parlement vota des lois militaires dignes du moyen âge. Les catholiques, parce que la plupart des crimes commis avaient été nocturnes, furent forcés de rentrer dans leurs cabanes à une heure et à un signal fixés. La misère s'accrut encore. Elle devint bientôt si effrayante, que de toutes parts des souscriptions s'organisèrent en Angleterre, même parmi les plus fougueux adversaires des Irlandais. Mais l'Irlande n'obtint pas encore justice : pour cela, il fallait qu'elle attendit O'Connell.

CHAPITRE XVIII.

Louis XVIII.

Proclamation de Cambrai (28 juin 1815). — Seconde restauration. Ministère Talleyrand et Fouché. Les étrangers à Paris. — Occupation étrangère. Dissolution de l'armée de la Loire. — Réaction. Assassinat du maréchal Brune, des généraux Lagarde et Ramel. — Les cinquante-quatre. Exécution de Labédoyère, des frères Faucher. Condamnation de Lavalette. — Exécution du maréchal Ney. — La chambre introuvable (7 octobre 1815-5 septembre 1816). Ministère du duc de Richelieu (1815-1818). — Les cours prévôtales. Affaire Didier à Grenoble (3 mai 1816). Complot des patriotes de 1816.

Ordonnance du 5 septembre 1816. Dissolution de la chambre introuvable. Nouvelle chambre des députés. — Loi électorale de 1817. Loi sur le recrutement (1818). — Congrès d'Aix-la-Chapelle. Fin de l'occupation militaire du territoire français (1818). — Progrès de l'opposition indépendante. Chute du ministère Richelieu (décembre 1818). — Ministère Dessoles-Decazes (déc. 1818-fév. 1820). Les ultra-royalistes contre Decazes. Proposition Barthélemy. — La Congrégation. Grégoire exclu de la chambre des députés. Les missions. — Assassinat du duc de Berry (13 fév. 1820). Chute du ministère Decazes (1820).

Second ministère de M. de Richelieu (1820-1821). Nouvelle réaction. Lois contre la presse et la liberté individuelle. Loi du double vote. Naissance du duc de Bordeaux. — Ministère Villèle (1821). — Les sociétés secrètes. Les carbonari. — Conspiration de Belfort. Les quatre sergents de la Rochelle. Conspiration de Saumur (1822). — Guerre d'Espagne (1823). Manuel expulsé de la chambre des députés (4 mars 1823). — Loi de la septennalité. La chambre retrouvée (1824). Mort de Louis XVIII (16 septembre 1824).

Politique commerciale. Système protecteur en France et en Angleterre.

Proclamation de Cambrai (28 juin 1815). — Louis XVIII était resté à Gand pendant les Cent-Jours; après Waterloo, il rentra en France à la suite des armées coalisées. Wellington, qui craignait que les puissances continentales ne voulussent

cette fois démembrer la France, c'est-à-dire détruire l'équilibre européen, l'engagea à suivre pas à pas son quartier général, afin de pouvoir rentrer à Paris aussitôt que cette ville serait évacuée par les troupes françaises. De Cambrai, Louis XVIII adressa aux Français une proclamation assez habile. « Les portes de mon royaume, y disait-il, s'ouvrent devant moi; j'accours pour ramener mes sujets égarés, pour adoucir les maux que j'avais voulu prévenir, pour me placer une seconde fois entre les Français et les armées alliées, dans l'espoir que les égards dont je peux être l'objet tourneront au salut de mes sujets. C'est la seule manière dont j'aie voulu prendre part à la guerre. Je n'ai point permis qu'aucun prince de ma famille parût dans les rangs des étrangers.... Revenu sur le sol de la patrie, je me plais à parler de confiance à mes peuples. Lorsque je reparus au milieu d'eux, je trouvai les esprits agités et emportés par des passions contraires; mes regards ne rencontraient de toutes parts que des difficultés et des obstacles. *Mon gouvernement devait faire des fautes; peut-être en a-t-il fait.* Il est des temps où les intentions les plus pures ne suffisent pas pour diriger, où elles égarent. *L'expérience seule pouvait avertir; elle ne sera pas perdue.* Je veux tout ce qui sauvera la France.... On a parlé, dans ces derniers temps, du rétablissement de la dime et des droits féodaux. Cette fable, inventée par l'ennemi commun, n'a pas besoin d'être réfutée. On ne s'attendra pas que le roi de France s'abaisse jusqu'à repousser des calomnies et des mensonges.... Si les acquéreurs de domaines nationaux ont conçu des inquiétudes, la charte aurait dû suffire pour les rassurer.... *Je promets, moi qui n'ai jamais promis en vain, de pardonner aux Français égarés tout ce qui s'est passé depuis le jour où j'ai quitté Lille au milieu de tant de larmes jusqu'au jour où je suis entré dans Cambrai au milieu de tant d'acclamations.* Mais le sang de mes enfants a coulé par une trahison dont les annales du monde n'offrent pas d'exemple. Cette trahison a appelé l'étranger au cœur de la France.... Je dois donc, pour la dignité de mon trône, pour l'intérêt de mes peuples, pour le repos de l'Europe, exempter du pardon les instigateurs et les auteurs de cette trame horrible. Ils seront désignés par les deux chambres.... »

Ainsi Louis XVIII promettait l'oubli et le pardon pour les actes postérieurs à son départ de Lille, c'est-à-dire au 23 mars 1815. Les instigateurs et auteurs du 20 mars devaient être désignés par les deux chambres et seuls punis; les biens natio-

nauv, la charte, la responsabilité des ministres, la liberté de la presse, étaient garantis.

Seconde restauration. Ministère Talleyrand et Fouché. Les étrangers à Paris. — Le roi rentra dans Paris le 8 juillet. Fouché devint son ministre de la police¹; mais la situation de la France était critique, et celle des Bourbons bien difficile. Paris présentait l'aspect d'une ville prise d'assaut : les Anglais campaient dans le bois de Boulogne; les Prussiens étaient au Luxembourg, sur les quais, sur les places, au Carrousel, dans le jardin des Tuileries. Des fenêtres de sa demeure Louis XVIII pouvait voir leurs canons braqués et mèches allumées. Blücher, qui ne se possédait pas, voulut détruire la colonne Vendôme et le pont d'Iéna. Malgré les représentations du roi et celles de Wellington lui-même, il fit miner ce pont; mais l'explosion ne put le détruire. Les alliés allèrent même plus loin. Le ministre des Pays-Bas ayant redemandé, au nom de son gouvernement, plusieurs tableaux enlevés et transportés au Louvre pendant l'empire, M. de Talleyrand refusa de se soumettre à cette humiliation. Des soldats prussiens et anglais entrèrent de force dans le musée, qui fut dévasté. Plusieurs tableaux furent détruits par les soldats chargés de les transporter. Aucun acte ne fut plus sensible aux Parisiens. Et cependant ils étaient obligés de loger chez eux les vainqueurs, et Blücher exigeait que les habitants donnassent aux Prussiens non seulement le foyer, mais la nourriture, du vin, de l'eau-de-vie, jusqu'à du tabac. Le général prussien Müffling avait été nommé gouverneur de la capitale. Paris fut obligé de payer aux envahisseurs une contribution de guerre de 40 millions; le préfet, M. de Chabrol, fut menacé d'être transporté en Prusse. Les alliés ne s'en tinrent pas là; ils menacèrent la France d'un démembrement : les Allemands voulaient l'Alsace, la Franche-Comté, la Lorraine et une partie de la Champagne; le royaume des Pays-Bas réclamait la Flandre. La fierté de Louis XVIII se révolta à l'idée de voir la France dépourvue de provinces qu'elle possédait depuis Louis XIV. Il fit demander

1. On a vu qu'il était le mois précédent ministre de Napoléon, et qu'il avait, depuis, présidé le gouvernement provisoire. M^{me} de Rémusat avait déjà remarqué, dans ses *Mémoires*, que les serviteurs d'un pouvoir déchu passent presque toujours au service de celui qui le remplace. Elle écrivait, en parlant des hommes de l'ancien régime ralliés à Bonaparte à l'époque du consulat : « Il y a dans le caractère des grands seigneurs quelque chose du chat, qui demeure attaché à la même maison, quel que soit le propriétaire qui vient l'habiter. »

une entrevue au duc de Wellington et à l'empereur de Russie, qui venait d'arriver à Paris : « Mylord, dit-il au duc, je croyais, en rentrant en France, régner sur le royaume de mes pères; il paraît que je me suis trompé. Je ne saurais cependant rester qu'à ce prix; croyez-vous, mylord, que votre gouvernement consente à me recevoir si je lui demande encore asile? » Alexandre, ému en entendant ces paroles, s'écria : « Non, non, Votre Majesté ne perdra point ces provinces; je ne le souffrirai pas! »

Occupation étrangère. Dissolution de l'armée de la Loire. — En attendant, la France tout entière était la proie des alliés. Maintenant qu'elle était vaincue, toutes les nations de l'Europe l'envahissaient : il n'était si petit prince allemand qui ne fût venu à la curée. Un million cent cinquante mille soldats prussiens, anglais, belges, hollandais, hanovriens, autrichiens, russes, piémontais, bavaois, wurtembergeois, jusqu'à des Danois et des Espagnols, vinrent s'établir dans nos villes et y vivre aux dépens de la France. On vit les Prussiens s'avancer jusque dans le Morbihan et le Finistère, enlevant les drapeaux tricolores qu'ils trouvaient sur leur passage, et même les bannières des corporations et des églises, en guise de trophées. En vingt-sept jours, les Prussiens coûtèrent 2 millions aux Orléanais. Ils avaient aussi frappé Versailles d'une contribution de 2 millions. Un général autrichien exigea 60,000 francs des habitants de Bourg-en-Bresse. Un général wurtembergeois fit arrêter les maires de toutes les communes de l'arrondissement de Sens, et ne les relâcha qu'après qu'ils eurent payé rançon. Les préfets de la Sarthe et de l'Eure furent enlevés et transportés dans des forteresses prussiennes, où ils restèrent deux mois prisonniers.

Et pourtant, il restait une armée à la France! Elle était retirée derrière la Loire avec Davout, son chef. Sur plusieurs points, dans le Nord et l'Est, malgré l'absence des troupes régulières, on fit aux étrangers une longue résistance. On se battit à Châlons et à Château-Thierry. Le colonel Brice, dans les Vosges, tint la campagne à la tête d'un corps de partisans; Metz, Strasbourg, Lille, Arras, Condé, Valenciennes, Maubeuge, Avesnes, Landrecies, le Quesnoy, Rocroy, Mézières, Givet, Mariembourg, Landau, Longwy, Thionville, Montmédy, Auxonne, Grenoble, luttèrent, la plupart avec succès, contre les assiégeants. Huningue, défendue par cent trente-cinq hommes aux ordres du général Barbanègre, fut investie par les Autrichiens le 4^{er} août et bombardée par cent trente canons. Elle résista vingt-sept jours; quand elle eut capitulé, l'archiduc Jean, saisi d'admira-

tion, embrassa Barbanègre, qui marchait en tête des cinquante hommes survivants pour aller rejoindre l'armée de la Loire.

L'existence de cette armée inquiétait encore les coalisés : ils exigèrent sa dissolution. Le 16 juillet, un arrêté du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, nouveau ministre de la guerre, ordonna son licenciement et la création de quatre-vingt-six légions départementales. Macdonald, qui avait remplacé Davout comme commandant en chef, procéda, à partir du 12 août, au licenciement. Dans quelques villes il y eut des résistances. La garnison de Strasbourg, à laquelle il était dû 700,000 francs de solde arriérée, refusa de se séparer avant d'avoir été payée; elle prit pour chef un sergent-major de voltigeurs du 7^e léger, nommé Dalhousie, mit ses officiers aux arrêts, et ne leur rendit la liberté qu'après avoir été entièrement payée.

C'est alors que Louis XVIII fut obligé de signer avec les alliés l'onéreux traité du 20 novembre 1815 (voir plus haut, chapitre XVI). Cent cinquante mille soldats étrangers, entretenus aux dépens de la France, devaient rester trois ans encore dans nos places fortes.

Réaction. Assassinat du maréchal Brune, des généraux Lagarde et Ramel. — Les premières années de la Restauration présentent un spectacle douloureux. La réaction, qui devait être tristement célèbre sous le nom de *Terreur blanche*, avait commencé dans le Midi et l'Ouest, même avant le retour de Louis XVIII aux Tuileries ¹. A Marseille, à la nouvelle de Waterloo, le peuple se souleva le 25 juin et massacra le reste de la colonie de *Mameloucks* que Napoléon y avait établie après l'expédition d'Égypte. Le maréchal Brune, homme aussi remarquable par son caractère que par son courage, avait été chargé par Napoléon de défendre les frontières du Var. Après la rentrée des Bourbons, il partit pour Paris. Le 4^{er} août, à son passage à Avignon, il fut assassiné par le populace, qui jeta son cadavre au Rhône. Le corps fut retrouvé et rendu à sa veuve; pendant six ans elle demanda vainement justice; en 1824 seulement le principal assassin fut condamné par contumace. Pendant tout ce temps, elle avait conservé chez elle les restes de son mari : « Il demeurera là, disait-elle à quelqu'un qui s'étonnait de son énergie, jusqu'au jour où j'aurai vengé sa mémoire et fait punir ses

1. La magistrature reçut, le 20 septembre 1815, une institution nouvelle. 29 membres de la cour de Paris en furent exclus; dans les départements 15 premiers présidents, 40 présidents de chambre, 198 conseillers, et 400 membres des tribunaux de 1^{re} instance furent révoqués.

assassins. Je demande uniquement à Dieu de me laisser vivre assez pour qu'il me soit permis d'enfermer l'arrêt vengeur dans sa tombe; ce devoir rempli, je pourrai m'endormir près de lui dans notre couche de terre.»

Les mêmes scènes de violences s'étaient produites à Nîmes, accrues encore par les différences de religion. De véritables brigandages s'y exercèrent sous prétexte de politique. Un misérable, connu sous le nom de *Trestailions*, était à la tête des égorgeurs. A Uzès, Graffan se fit livrer tous les prisonniers, que sa bande mit à mort. Enfin le duc d'Angoulême vint à Nîmes le 5 novembre; il rassura les protestants et recommanda au général Lagarde de les protéger. Celui-ci, ayant voulu exécuter les ordres du prince et faire évacuer un temple que la foule mettait au pillage, fut grièvement blessé d'un coup de pistolet par un sergent de la garde nationale nommé Boivin, dont le crime resta impuni. A Toulouse, autre assassinat : le général Ramel essayait d'arracher quelques victimes à leurs meurtriers; il fut blessé et achevé ensuite dans la maison où on l'avait transporté.

Les cinquante-quatre. Exécution de Labédoyère, des frères Faucher. Condamnation de Lavalette. — Après les violences populaires vinrent les condamnations juridiques. Dès le 24 juillet, Fouché, dont la chambre introuvable n'avait pas encore exigé le renvoi, dressa une liste de cinquante-quatre proscrits; les uns devaient être traduits devant les conseils de guerre, les autres mis en surveillance. Ceux qui faisaient partie de la première catégorie étaient : Ney, Labédoyère, Lallemand aîné, Lallemand jeune, Drouet d'Erion, Lefebvre-Desnouettes, Ameilh, Brayer, Gilly, Mouton-Duvernet, Grouchy, Clauzel, Laborde, Debelle, Bertrand, Drouot, Cambronne, Lavalette, Rovigo.

« Pour moi, si les Bourbons reviennent, mon sort est certain : je serai fusillé le premier, » s'était écrié, après Waterloo, Labédoyère dans la chambre des pairs. Colonel du 7^e de ligne lors des Cent-Jours, Labédoyère était le premier qui eût conduit son régiment à Napoléon, aux portes de Grenoble. Il était devenu après le 20 mars général, pair de France et aide de camp de l'empereur. Retiré à l'armée de la Loire, il y apprit qu'il était proscrit. Mais, avant de s'enfuir en Amérique, il eut l'imprudence de revenir à Paris pour embrasser une dernière fois sa jeune femme, qui avait dix-neuf ans et venait d'être mère. Il fut reconnu, arrêté et condamné à mort. Sa femme alla se jeter aux pieds du roi pour demander grâce : elle n'ob-

tint rien. Labédoyère fut fusillé à la plaine de Grenelle le 19 août : il avait vingt-neuf ans.

Cinq semaines après, nouvelle exécution à Bordeaux. Les deux frères César et Constantin Faucher, qu'on appelait « les jumeaux de la Réole », anciens généraux de la Révolution, avaient été nommés, l'un maire de la Réole, l'autre membre de la chambre des représentants. Après Waterloo, on les accusa d'avoir chez eux un dépôt d'armes, d'être les ennemis de la Restauration. Ils furent jetés à Bordeaux dans un cachot, où ils languirent un mois et demi. Aucun avocat n'osa les défendre. Le conseil de guerre les condamna à mort. Ils furent tous les deux fusillés le 27 septembre.

Le 20 novembre, Lavalette fut à son tour condamné à mort. Il était accusé : 1° d'avoir été complice d'une conjuration ayant pour but le retour de Napoléon de l'île d'Elbe ; 2° d'usurpation de fonctions publiques : Lavalette, en effet, avait pris possession de l'hôtel des postes le matin du 20 mars. Si le président avait posé au jury deux questions sur chacun des deux chefs d'accusation, l'accusé, acquitté sur le premier chef, n'aurait encouru sur le second qu'un emprisonnement plus ou moins long ; mais on ne posa qu'une seule question : Lavalette fut condamné à mort. Il parvint à s'échapper de la Conciergerie, déguisé sous les vêtements de sa femme¹, qui resta en prison à sa place, sortit de Paris avec l'aide de plusieurs officiers anglais et se réfugia en Bavière.

Exécution du maréchal Ney. — Le maréchal Ney fut moins heureux. Il s'était réfugié au château de Bessonis, dans le département du Lot, chez un de ses parents. Un sabre turc, dont Napoléon lui avait fait présent, le trahit. Il fut arrêté, amené à Paris le 19 août, et traduit devant un conseil de guerre composé de maréchaux de France. Moncey, qui en avait été nommé président, écrivit au roi et refusa de siéger ; il fut destitué et condamné à trois mois de prison. Ney comparut le 9 novembre devant le conseil de guerre, qui se déclara incompetent. Il fut alors renvoyé devant la cour des pairs. Il était accusé de haute trahison. Il y avait un fait certain : c'est que Ney, parti de Paris le 6 mars pour combattre Napoléon, avait le 13 mars, à Lons-le-Saunier, lu à ses troupes une proclamation dans laquelle il disait « que la cause des Bourbons était

perdue », et avait ensuite rejoint Napoléon. Mais le maréchal avait-il abandonné les Bourbons de parti pris et entraîné ses soldats dans la défection, ou bien n'avait-il fait que céder au mouvement irrésistible qui poussait l'armée à se jeter dans les bras de l'empereur ? Des deux lieutenants de Ney, Lecourbe et Bourmont, le premier était mort, le second avait trahi avant Waterloo. Bourmont prétendit que Ney leur avait fait à tous deux l'aveu que depuis trois mois il était d'accord avec l'empereur, et qu'il était parti de Paris avec l'intention de lui conduire son armée. Le maréchal nia vivement. « Il est fâcheux, s'écria-t-il, que Lecourbe ne soit plus. Mais, ajouta le maréchal en levant la main, je l'interpelle contre tout ce témoignage devant un tribunal plus élevé, devant Dieu qui nous entend, devant Dieu qui nous jugera vous et moi, monsieur de Bourmont. » Pour sauver leur client, les défenseurs de Ney voulurent invoquer le bénéfice du traité du 20 novembre, par lequel Sarrelouis, patrie du maréchal, était cédé à la Prusse. « Non, non, s'écria-t-il avec véhémence, je suis Français, je mourrai Français ! » Condamné à mort par 139 voix contre 47, Ney tomba sous les balles françaises dans l'allée de l'Observatoire à l'endroit où s'élève maintenant sa statue (7 décembre 1815).

Bien d'autres encore périrent : à Paris, le général Debelle fut condamné à mort le 24 mars 1816 ; le général Travot le fut aussi à Rennes. Si Drouot et Cambronne furent acquittés, si les condamnations de Debelle et de Travot furent commuées en dix et en vingt années de détention, le général Chartran fut fusillé à Lille le 22 mai 1816. Le général Bonnaire et le lieutenant Mietton, son aide de camp, accusés de n'avoir pas empêché leurs soldats de tirer sur un parlementaire anglais qui venait sommer la place de Condé, furent condamnés, le premier à la dégradation, le second à mort. Mietton fut fusillé, Bonnaire mourut de douleur dans sa prison. Le général Mouton-Duvernet, condamné à mort à son tour, fut fusillé le 29 juillet 1816 ; Drouet d'Erion, les deux frères Lallemand, Clauzel, Brayer, Ameilh, condamnés également à mort, avaient pu se réfugier à l'étranger.

**La chambre introuvable (7 octobre 1815-5 septembre 1816).
Ministère du duc de Richelieu (1815-1818).** — Comment le gouvernement montrait-il cette rigueur impolitique qui, au lieu de calmer ses adversaires, les rendait irréconciliables ? C'est qu'on avait une chambre de députés plus royaliste que le roi lui-même, élue en pleine réaction, en l'absence d'un grand

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise, sur le tombeau de Lavalette, un bas-relief qui représente cette évasion.

nombre d'électeurs intimidés, sous la pression des baïonnettes étrangères, et animée des passions les plus violentes¹. « Une pareille chambre est introuvable ! » s'était d'abord écrit Louis XVIII. Mais bientôt il s'aperçut que, loin d'être un appui pour la seconde Restauration, les députés ultra-royalistes étaient pour elle un danger.

La chambre s'était réunie le 7 octobre 1815. Sa seule apparition fit tomber du pouvoir Fouché, qui dut se contenter d'une ambassade à Dresde, la perdit bientôt et mourut exilé². Le ministère Talleyrand³ tomba ensuite ; il fut remplacé par un ministère composé de MM. Decazes, de Jaucourt, Pasquier, du baron Louis, du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et du duc de Richelieu, président du conseil. Mais ce ministère paraissait encore beaucoup trop modéré à la majorité de la chambre, dirigée par MM. de Casteljacob, de Labourdonnaye, de Marcellus, de Villèle, Duplessis de Grénédan, qui disaient : « La gloire de cette assemblée sera d'avoir relevé tout ce que la Constituante avait abattu. »

La chambre suspendit la liberté individuelle, en donnant au gouvernement le droit de détenir sans jugement tout individu arrêté comme prévenu de complot contre la sûreté de l'État ; elle établit une autre loi qui punissait des travaux forcés les écrits, les discours et les cris séditieux. M. de Labourdonnaye proposa une amnistie qui n'était autre chose qu'une nouvelle mesure de rigueur. En étaient exceptés : tous ceux qui avaient occupé de grandes charges pendant les Cent-Jours ; tous les généraux et préfets en activité à la même époque ; tous les régicides. La plupart des anciens conventionnels furent obligés de s'expatrier. Carnot et le grand peintre David moururent à l'étranger. M. Duplessis de Grénédan demanda même le rétablissement du gibet. Et cette même chambre, qui compromettait la Restauration par tant d'imprudences, applaudissait M. Pasquier lorsqu'il s'écriait : « Nous devons penser que la maison de Bourbon régnera sur la France pendant un grand nombre de siècles... Oui, le gouvernement des Bourbons sera le gouvernement éternel ! »

1. Voici comment elle fut nommée. Chaque collège d'arrondissement élisait un nombre de candidats égal à celui des députés que le département devait nommer ; le collège de département, choisissant parmi ces candidats, procédait à l'élection définitive. On a vu plus haut, chap. IX, page 200, que l'organisation des collèges électoraux de départements et d'arrondissements remontait à 1802.

2. A. Trieste en 1820.

3. Talleyrand mourut en 1838.

Les cours prévôtales. Affaire Didier à Grenoble (3 mai 1816). Complot des patriotes de 1816.—Une ordonnance du 20 décembre 1815 avait encore aggravé la situation en créant les cours prévôtales. Tout individu, militaire ou non, pouvait être traduit devant ces cours pour discours, cris séditieux, détention d'armes, port d'insignes prohibés, etc. Chaque cour devait se composer d'un grand prévôt militaire et de cinq juges civils, sans l'assistance du jury. Il devait y en avoir une par département. Les jugements devaient être prononcés sur l'heure, les arrêts sans appel et exécutés dans les vingt-quatre heures. Le roi ne pouvait même pas faire grâce, à moins que la cour ne recommandât le condamné à sa clémence. Il y eut dans les départements, pendant toute l'année 1816, des arrestations et des manifestations violentes¹.

De nombreux complots se formèrent pour renverser le gouvernement. Un des départements les plus libéraux de France était l'Isère. Didier, avocat de Grenoble, forma le projet de soulever la ville et d'en faire le foyer d'une insurrection destinée à renverser la branche aînée des Bourbons ; il aurait voulu lui substituer le duc d'Orléans ; mais, pour entraîner les paysans et les anciens soldats de l'empire, il se servit du nom de Napoléon II. Tentée dans la nuit du 4 au 5 mai 1816, l'insurrection fut réprimée avec une rigueur impitoyable par le général Donnadieu et le colonel de Vautré. Deux condamnés furent exécutés quatre jours après. Dans une même séance, le conseil de guerre, présidé par M. de Vautré, condamna à mort vingt et un accusés. Didier, livré par le gouvernement piémontais, sur le territoire duquel il s'était réfugié, fut exécuté le 40 juin 1816.

Au même moment, le complot dit des patriotes de 1816 amenait à Paris la mort de Plaignier, Carbonneau et Tolleron, condamnés à la peine des parricides. Au Lude, dans la Sarthe, et à Montpellier, des gardes nationaux furent condamnés à mort ou à la prison pour avoir désarmé des royalistes après Waterloo ; à Carcassonne, trois personnes périrent, condamnées par le prévôt Barthez, qui devint ensuite fou de remords et se suicida peu après.

1. Par exemple, à Orléans, le sieur Mangin, clarinette dans la garde nationale, fut cité à comparaitre devant le conseil municipal « pour avoir joué les airs chéris des Français avec peu d'enthousiasme et une mollesse qui peignait son mécontentement. »

Ordonnance du 5 septembre 1816. Dissolution de la chambre introuvable. Nouvelle chambre des députés. — Cependant le roi, affaibli par l'âge et les infirmités, ne désirait que le repos; il était loin de partager les passions de la chambre introuvable. Les ministres, surtout MM. de Richelieu et Decazes, voyaient avec crainte les exagérations dont ils étaient les témoins et redoutaient une catastrophe. Decazes usa de son influence, qui était grande sur l'esprit de Louis XVIII, pour le déterminer à mettre un terme à la réaction par une mesure vigoureuse. L'empereur de Russie écrivit lui-même au roi pour l'encourager. Le 5 septembre 1816, parut une ordonnance signée par Louis XVIII, contresignée par le ministre de l'intérieur, Lainé, qui dissolvait la chambre des députés. Il y eut bien des résistances. « *Sauvez le roi quand même,* » disait Chateaubriand en protestant contre l'ordonnance; mais il fut destitué de sa charge de ministre d'État, et l'agitation n'eut pas de suite.

La nouvelle chambre des députés se réunit le 4 novembre 1816. Elle comptait 259 députés; la majorité se composait de royalistes modérés, attachés aux Bourbons, mais aussi à la Charte. « Que les haines cessent, disait le roi dans son discours d'ouverture; que les enfants d'une même patrie, j'ose ajouter d'un même père, soient vraiment un peuple de frères..., et que mon peuple soit bien assuré de mon inébranlable fermeté pour réprimer les attentats de la malveillance et pour contenir les écarts d'un zèle trop ardent. »

Loi électorale de 1817. Loi sur le recrutement (1818). — Ce langage fut entendu. La chambre adopta en 1817 une nouvelle loi électorale, proposée par Lainé. Tous les citoyens âgés de trente ans et payant 300 francs de contributions étaient électeurs et nommaient directement les députés de chaque département. Pour être député, il fallait être âgé de quarante ans et payer 4,000 francs de contributions. Cette loi donnait le pouvoir à la classe moyenne. La chambre devait être renouvelée tous les ans par cinquième.

L'année suivante (1818), les chambres votèrent un nouveau projet de loi sur le recrutement proposé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. L'armée, qui depuis 1815 se recrutait exclusivement par des engagements volontaires, dut être composée dorénavant par le tirage au sort. Chaque année, quarante mille hommes devaient être appelés sous les drapeaux; la durée du service était fixée à six ans. Les deux tiers des grades étaient donnés à

l'ancienneté. « Il fallait, disait Louis XVIII, que chaque soldat sût qu'il portait dans sa giberne le bâton de maréchal de France. »

En 1817, les lois restrictives de la liberté individuelle avaient été rapportées; en 1818, les cours prévôtales cessèrent de fonctionner; la censure devait être supprimée en 1819. Il y eut bien encore des excès de zèle commis dans les départements par les agents du pouvoir, notamment à Lyon, où le général Canuel, à la suite d'un mouvement insignifiant, ordonna des arrestations nombreuses, qui furent suivies de plusieurs exécutions; mais le duc de Raguse, envoyé dans le département du Rhône, fit mettre en liberté la plupart des accusés.

Congrès d'Aix-la-Chapelle. Fin de l'occupation militaire du territoire français (1818). — Ce fut en 1818 que le président du conseil, M. de Richelieu, obtint, grâce à ses rapports personnels avec l'empereur de Russie, la fin de l'occupation étrangère. Depuis trois ans, 450,000 soldats étrangers occupaient nos places fortes de l'est et du nord et répondaient à la Sainte-Alliance du maintien de la tranquillité en France. Un congrès se réunit à Aix-la-Chapelle le 30 septembre 1818. Les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse s'y trouvèrent. M. de Richelieu représentait la France, M. de Metternich l'Autriche; les lords Robert Stuart, Castlereagh, Wellington, l'Angleterre; le prince de Hardenberg et le comte de Bernstorff, la Prusse; les comtes de Nesselrode et Capo d'Istria, la Russie. Il fut décidé que les troupes étrangères quitteraient la France avant le 30 novembre de la même année.

M. de Richelieu, toujours avec l'appui d'Alexandre, termina non moins heureusement les débats relatifs aux réclamations pécuniaires élevées contre la France. Les charges imposées à la France par le traité du 20 novembre 1815 étaient de trois sortes: 1° le paiement d'une contribution de guerre de 700 millions; 2° l'entretien et la solde du corps d'occupation; 3° la liquidation des créances dues par la France aux étrangers avant le 1^{er} avril 1814. Le chiffre de ces dernières n'avait pas été fixé. Après 1815, les réclamations des étrangers furent empreintes d'une exagération étonnante. On vit un duc d'Anhalt-Bernbourg réclamer la solde de 4,000 reîtres, que, disait-il, un de ses ancêtres avait amenés au secours de Henri IV pendant les guerres de religion. Mais avec l'appui de la Russie une transaction fut signée, aux termes de laquelle il fut convenu que toutes les réclamations seraient éteintes par une rente inscrite sur le grand-livre de la dette publique, s'élevant à 12,040,000 francs

et représentant un capital de 240,000,000 francs. La France redevenait donc une nation indépendante. « J'ai assez vécu, écrivit Louis XVIII, puisque j'ai vu la France libre et le drapeau français flotter sur toutes les villes de France. »

Progrès de l'opposition indépendante. Chute du ministre Richelieu (décembre 1818). — A la suite du congrès d'Aix-la-Chapelle, M. de Richelieu semblait bien affermi au ministère, et cependant il allait tomber du pouvoir. Dans la chambre introuvable elle-même, l'opposition libérale avait compté neuf membres, dont le plus connu était Voyer d'Argeuson; tous avaient été réélus après l'ordonnance du 5 septembre : de nouveaux opposants étaient venus grossir leurs rangs, et parmi eux Laffitte. Après le premier renouvellement par cinquième, en 1817, les indépendants furent au nombre de vingt-cinq, parmi lesquels Dupont (de l'Eure), Hernoux, Caumartin, de Chauvelin, Bignon et Casimir Périer. Le second renouvellement, en 1818, portait leur nombre à quarante-cinq, parmi lesquels Lafayette, Manuel et le général Grenier.

Les cours étrangères s'alarmèrent de ces progrès rapides et conseillèrent à Louis XVIII de se rapprocher des ultra-royalistes : c'était l'avis de M. de Richelieu. Mais Decazes, tout-puissant sur l'esprit du souverain, et qui espérait que la retraite de M. de Richelieu lui donnerait le pouvoir, exhorta le roi à ne pas changer de politique. « Plantons notre drapeau, dit Louis XVIII à ses ministres, sur l'ordonnance du 5 septembre; continuons à suivre la ligne qui nous a réussi jusqu'à ce jour; tendons toujours la main à droite et à gauche, et disons comme César : *Celui qui n'est pas contre moi est avec moi.* » Le 21 décembre 1818, M. de Richelieu donna sa démission.

Ministère Dessoles-Decazes (décembre 1818-février 1820).
Les ultra-royalistes contre Decazes. Proposition Barthélemy. — Un nouveau ministère s'organisa immédiatement : le général Dessoles, Decazes, Louis, Portal, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, en firent partie; mais ce ministère ne satisfait personne : l'opposition libérale lui reprochait d'être réactionnaire; les ultra-royalistes l'accusaient d'être révolutionnaire. Toutefois, à cette époque, la paix régnait en France, le commerce était prospère, et l'état matériel du royaume satisfaisant.

Dans la chambre des pairs, la majorité ultra-royaliste ne tarda pas à montrer sa malveillance pour le ministère Decazes. Le 20 février 1819, Barthélemy, l'ancien membre du directoire, sans indiquer les changements qu'il désirait voir in-

troducts dans la loi électorale de 1817, monta à la tribune et dit « que si, deux années auparavant, il avait donné sa voix à la loi actuelle des élections, il avait été entraîné par la déclaration des orateurs du gouvernement que la loi nouvelle était un essai qui serait modifié dans le cas où ses résultats ne répondraient pas aux espérances du ministère; que deux épreuves avaient été faites, que deux fois le gouvernement avait témoigné des alarmes, et qu'il existait dès lors pour lui un devoir de conscience à solliciter l'effet de la promesse qui avait décidé son vote... » Cette proposition de modifier la loi électorale fut adoptée. Un projet de réforme financière, proposé par le baron Louis, fut ensuite rejeté par la pairie. Décidé à lutter jusqu'au bout contre les ultras, Decazes fit nommer 73 nouveaux pairs par le roi, ce qui rendit la majorité aux ministériels dans la chambre des pairs aussi bien que dans celle des députés. En même temps, M. de Serres proposa aux chambres un projet de loi sur la presse, qui soumettait les journaux au cautionnement, les affranchissait de la censure, et portait les délits de presse devant le jury.

La Congrégation. Grégoire exclu de la Chambre des Députés. Les missions. — Le ministère Dessoles-Decazes avait contre lui les anciens membres de la chambre introuvable. Ils avaient établi sur tous les points une propagande active. Dès 1816, une association s'était formée à Paris, sous le nom de *la Congrégation*, pour rendre au clergé catholique son ancienne puissance; elle comptait parmi ses membres MM. de Castelbajac, J. de Polignac, de Marcellus, de Corbière, de Villèle.

Decazes, en voyant les rapides progrès des *indépendants*, c'est-à-dire de ceux des libéraux qui trouvaient le ministère trop timide et lui faisaient de l'opposition, s'effraya et voulut s'arrêter dans la voie où il s'était engagé. Le seul résultat de cette conduite fut de lui aliéner les indépendants sans lui rendre la faveur des royalistes. La destitution de Bavoux, professeur à l'école de droit, à cause de la hardiesse des opinions qu'il émettait dans ses cours, amena des manifestations à Paris parmi les étudiants. Le ministère avait réuni contre lui les deux partis extrêmes; on le vit lors du troisième renouvellement partiel de la chambre des députés. Les libéraux y gagnèrent 28 membres nouveaux, ce qui porta leur nombre à 90. Au nombre des élus se trouvait l'abbé Grégoire, ancien conventionnel et évêque constitutionnel de Blois, nommé à Grenoble. Quand on apprit son élection, un long cri s'éleva parmi les ultra-royalistes. M. de Labourdonnaye demanda que l'abbé Grégoire fût exclu

comme *indigne* (29 novembre 1819). La chambre annula l'élection, parce que l'abbé Grégoire n'avait pas son domicile légal dans l'Isère. Manuel et Benjamin Constant avaient protesté sans succès contre cette décision.

En 1819, les abbés de Forbin-Janson et de Ranzan fondèrent les missions. Des prêtres parcoururent les départements, plantant des croix, prêchant et célébrant les cérémonies destinées à raviver la foi ancienne. Ces missions, auxquelles les opposants répondirent par des manifestations contraires, amenèrent des scènes orageuses à Brest, à Angers, à Clermont-Ferrand.

Assassinat du duc de Berry (13 février 1820). Chute du ministère Decazes (1820). — Les *indépendants* n'en restaient pas moins très puissants. Leur nombre avait quadruplé par suite des trois premiers renouvellements par cinquième de la chambre des députés. Si les choses continuaient ainsi, ils devaient bientôt avoir la majorité. Decazes voulut, pour entraver leurs progrès, changer la loi électorale de 1817. Trois de ses collègues, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, le général Dessoles et le baron Louis, donnèrent leur démission; il les remplaça par le général de Latour-Maubourg, Roy et Pasquier. Il croyait dès lors avoir vaincu tous les obstacles.

Un événement imprévu précipita sa chute. Le 13 février 1820, au soir, au moment où le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, sortait de l'Opéra pour conduire sa femme à sa voiture, il fut frappé au cœur d'un coup de couteau par un garçon sellier nommé Louvel, et expira le lendemain matin au milieu de sa famille¹. Interrogé sur le motif de son crime, Louvel répondit qu'il avait frappé le duc de Berry « parce que c'était le prince le plus jeune de la famille royale, et celui qui semblait destiné à perpétuer cette race ennemie de la France. » Il fut condamné à mort et exécuté.

L'assassinat du duc de Berry rendait la situation de Decazes périlleuse. « Le poignard qui a frappé le duc de Berry, s'écriaient les ultra-royalistes, est une idée libérale ! » L'un d'eux, Clausel de Coussergues, alla même jusqu'à déposer au bureau de la chambre des députés une proposition de mettre

1. L'Opéra se trouvait alors rue de Richelieu, en face de la Bibliothèque nationale; il fut transporté rue Lepelletier. On résolut d'élever sur l'emplacement de l'ancienne salle un monument à la mémoire du jeune prince. Après la révolution de 1830, un jardin public orné d'une fontaine, avec les statues allégoriques des principaux fleuves de la France, prit la place de ce monument.

en accusation le ministre comme complice de l'assassinat. Cette violence tomba devant la réprobation publique; mais, malgré l'affection du roi, Decazes quitta le ministère. Il reçut le titre de duc et le poste d'ambassadeur à Londres (20 février 1820).

Second ministère de M. de Richelieu (1820-1821). Nouvelle réaction. Lois contre la presse et la liberté individuelle. Loi du double vote. Naissance du duc de Bordeaux. — M. de Richelieu revint une seconde fois au ministère. Une nouvelle réaction allait commencer. Le 6 mars 1820, le ministère proposa aux chambres une loi sur la suspension de la liberté individuelle. « Les hommes que je vois derrière le ministère, s'écria Benjamin Constant en désignant les *ultras*, loin de me laisser aucune espérance de constitution ou de liberté, me semblent au contraire essentiellement dangereux pour toute liberté et pour toute constitution. Trois fois à la porte du pouvoir, ils en ont été repoussés trois fois par l'opinion publique épouvantée. » Le général Foy¹ ajouta : « C'est par les étrangers que nous avons eu la terreur de 1815. Si les étrangers n'eussent pas alors occupé la France, il y aurait eu cent insurrections. Croiriez-vous donc, messieurs, que sans cela nous aurions supporté lâchement les insultes, les outrages, les atrocités d'une poignée de misérables que nous avons vus, depuis trente ans, dans la poussière ? » La suspension de la liberté individuelle fut cependant votée par 434 voix contre 115. Les lois contre la presse furent votées également; l'autorisation préalable et la censure étaient rétablies.

Enfin, le 17 avril 1820, une nouvelle loi électorale fut proposée. Chaque département devait avoir un *collège électoral de département* et des *collèges d'arrondissement*; chacun de ceux-ci, composé de tous les électeurs domiciliés dans la circonscription, élisait un nombre de *candidats* égal à celui des députés du département; le collège de département, composé des électeurs les plus imposés en nombre égal au *cinquième* de la liste

1. Foy était né à Ham en 1775. Lieutenant d'artillerie à Jemmapes, chef de bataillon en 1796, il se distingua à l'armée d'Helvétie sous Masséna en 1799 et à l'armée du Rhin sous Moreau. Il fut nommé général de brigade en 1808 et général de division en 1812. Il se distingua en Espagne et à Waterloo. On lui doit une *Histoire des guerres de la péninsule*, malheureusement inachevée. Rentré en 1815 dans la vie privée, il fut envoyé, en 1819, à la Chambre des députés par les électeurs de l'Aisne. Il mourut à cinquante ans, en 1825. Comme on le verra plus loin, sa mort fut un deuil national. On lui a élevé une statue à Ham en 1879.

générale, choisissait ensuite les députés sur la liste des candidats nommés par les collèges d'arrondissement; enfin les électeurs, dans les collèges des deux catégories, devaient écrire publiquement leur bulletin sur le bureau du président. Ainsi, le vote devait cesser d'être secret. La toute-puissance allait appartenir aux collèges électoraux de département, c'est-à-dire à dix ou douze mille propriétaires royalistes. L'opposition libérale, qui était sur le point d'obtenir la majorité dans la chambre, y serait bientôt réduite à une minorité infime; de plus, le nombre des députés devait être de 430.

Jamais il n'y avait eu encore dans la chambre de débats aussi passionnés que ceux auxquels donna lieu la nouvelle loi électorale. De Girardin, Laffitte, Manuel, Benjamin Constant, Bignon, Chauvelin, Royer-Collard, Camille Jordan, le général Foy, combattirent le projet de loi, appuyé par Ravez, de Labourdonnaye, de Serres, de Villèle et Cuvier. On vit Chauvelin, malade, se faire amener à la chambre dans une chaise à porteurs afin que son vote donnât la priorité d'une voix à la discussion d'un amendement proposé par Camille Jordan. Le 31 mai, Chauvelin fut reconduit en triomphe à sa demeure. Il y eut dans les rues des manifestations réprimées avec violence par la gendarmerie et les troupes. Un étudiant, le jeune Lallemand, fut tué, les députés menacés; le sang coula sur plusieurs points. La cavalerie tira le sabre contre la foule sur les boulevards, et l'on ne sait ce qui serait arrivé si une pluie battante n'avait forcé les rassemblements à se disperser. La victoire des royalistes, dans la chambre, avait été complète. Les amendements apportés à la loi proposée étaient tous à leur avantage. Dorénavant, il devait y avoir deux espèces de collèges: les collèges d'arrondissement devaient nommer 258 députés, et les collèges de département, 172. Les électeurs qui payaient 4,000 fr. de contributions devaient voter à la fois dans les deux collèges. Cette loi, dite du double vote, livrait les élections aux ultra-royalistes.

Leur parti triomphait. A la suite des élections du mois de novembre 1820, ils purent compter dans la chambre nouvelle sur 350 voix contre 80. La découverte d'un complot militaire, dont le chef était le capitaine Nantil, amena plusieurs condamnations. Enfin, le 29 septembre, sept mois et demi après la mort de son mari, la jeune duchesse de Berry mit au monde un fils, qui reçut le titre de duc de Bordeaux. Ainsi les Bourbons avaient désormais un héritier. Il y eut dans la famille royale et parmi tous les royalistes une explosion de joie, des

fêtes, des réjouissances de toute sorte. L'enfant fut baptisé avec de l'eau du Jourdain que Chateaubriand avait rapportée de son voyage en Palestine. Le ministre de l'intérieur ouvrit une souscription pour l'achat du château de Chambord, qui fut donné à l'enfant royal.

Le triomphe remporté par le parti royaliste pur n'amena pas l'apaisement; Louis XVIII, de plus en plus affaibli par la maladie, prenait dès lors peu de part aux affaires. Le chef du cabinet, le duc de Richelieu, esprit conciliant, essayait vainement de modérer les passions.

Ministère Villèle (1824). — Les débats de la chambre des députés devenaient de plus en plus violents. La loi du double vote, la loi contre la liberté individuelle, l'appui donné par le gouvernement au parti de la foi en Espagne contre les constitutionnels, furent attaqués avec véhémence par Stanislas de Girardin, Manuel, Chauvelin, Étienne, Méchin, Foy, Casimir Périer, Benjamin Constant, de Corcelles, Demarçay, et défendus avec acrimonie par de Serres, de Labourdonnaye, de Villèle, de Marcellus, Pasquier, Duplessis de Grénédan, Dudon. Il y eut des injures personnelles, des provocations échangées, des duels même.

Les élections partielles de 1824 augmentèrent encore la majorité ultra-royaliste, qui, voulant qu'une armée française allât renverser la constitution d'Espagne et rétablir le trône absolu de Ferdinand VII, osa dire dans une adresse au roi: « Nous vous félicitons, Sire, de vos relations constamment amicales avec les puissances étrangères, dans la juste confiance qu'une paix si précieuse n'est point achetée par des sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne. » Louis XVIII se montra blessé de cette adresse injurieuse. Mais M. de Richelieu était découragé: il quitta le ministère. MM. de Villèle, de Corbière, de Peyronnet, Mathieu de Montmorency, de Clermont-Tonnerre et le maréchal duc de Bellune arrivèrent au pouvoir (15 décembre 1824).

Les sociétés secrètes. Les carbonari. — N'espérant plus triompher constitutionnellement et obtenir la majorité dans la Chambre des députés, les libéraux essayèrent dès lors de renverser le gouvernement par la force. Trois jeunes gens, Bazard, Flotard et Buchez, fondèrent le 4^{er} mai 1824, dans une maison de la rue Copeau (aujourd'hui rue Lacépède), la carbonnerie française. Deux autres, qui avaient été affiliés aux carbonari italiens et avaient joué un rôle actif dans la révolu-

tion napoléonienne de 1820, Dugied et Joubert, s'associèrent aux trois premiers. « Attendu, disait l'acte de fondation, que force n'est pas droit, et que les Bourbons ont été ramenés par l'étranger, les charbonniers s'associent pour rendre à la nation française le libre exercice du droit qu'elle a de choisir le gouvernement qui lui convient. »

Voici quelle fut l'organisation de la charbonnerie : d'abord une association mère, nommée la *haute vente*; au-dessous des *ventes centrales*, groupées autour d'elle; enfin les *ventes particulières*, formées autour de chaque vente centrale. Chaque vente se composait de vingt membres. Les membres de la haute vente possédaient seuls le secret complet de l'organisation générale. A côté de la hiérarchie civile il y eut une hiérarchie militaire; parallèlement à la *charbonnerie*, à la *haute vente*, aux *ventes centrales*, aux *ventes particulières*, il y eut la *légion*, les *cohortes*, les *centuries*, les *manipules*. Chaque charbonnier devait avoir un fusil et cinquante cartouches, et obéir aveuglément aux ordres des chefs, même inconnus. La charbonnerie compta bientôt de nombreux adhérents dans la Chambre des députés, dans les écoles, dans les divers corps de l'armée et dans les départements. Il fut convenu que des soulèvements éclateraient dans toute la France pour renverser le gouvernement.

Conspiration de Belfort. Les quatre sergents de la Rochelle. Conspiration de Saumur (1822). — Le premier fut la conspiration de Belfort. Joubert, Buchez, le peintre Ary Scheffer, Jacques Kœchlin, Pailhès, ancien colonel de la garde impériale, Lafayette et son fils devaient en prendre la direction. Le 1^{er} janvier 1822, dans la nuit, le sous-lieutenant Manoury et l'adjudant Tellier devaient soulever le 29^e de ligne. L'indiscrétion d'un sergent révéla tout au commandant de place, Toustain. Le complot échoua. Il y eut de nombreuses condamnations à la prison, et quelques condamnations à mort par contumace.

Le 2 juillet suivant, il y eut en Alsace un nouveau complot, cette fois organisé par la police, pour découvrir ceux des conjurés de Belfort qui avaient échappé aux recherches. Les maréchaux des logis de chasseurs à cheval Thiers et Gérard firent croire à deux anciens officiers, le colonel Caron et le lieutenant Roger, qu'ils étaient ennemis du gouvernement, et les suivirent avec leurs escadrons hors de Colmar aux cris de : *Vive Napoléon II!* Ensuite ils les arrêtèrent eux-mêmes. Caron fut condamné à mort par un conseil de guerre et fusillé à Strasbourg

le 4^{er} octobre. Roger fut condamné par la cour d'assises de Metz aux travaux forcés.

Dans le Midi, le capitaine Vallé, à Toulon, prévenu de conspiration, avait été également condamné à mort. Nulle part les tentatives d'insurrection ne réussirent. Dans l'Ouest, à la Rochelle, plusieurs détachements d'artillerie et d'infanterie de marine devaient se soulever; ils furent envoyés aux colonies. Un régiment de la garnison de Paris, le 45^e de ligne, fut alors envoyé en garnison à la Rochelle. Le sergent-major Bories, le fusilier Lefèvre, les sergents Goubin, Pommier, Raoulx, le sergent-major Goupillon, avaient été successivement affiliés à la charbonnerie. Mais, en traversant Orléans, Bories fut attaqué et blessé par des soldats suisses; on l'accusa de provocation, et le 22 février, à l'arrivée du 45^e à la Rochelle, il fut emprisonné. Le sergent-major Goupillon trahit ses compagnons. Bories, Goubin, Pommier et Raoulx furent traduits devant la cour d'assises de la Seine. « Messieurs les jurés, dit l'accusé Bories, M. l'avocat général (Marchangy), en déclarant que toutes les puissances oratoires ne sauraient me soustraire à la vindicte publique, m'a désigné comme le principal coupable. Eh bien! j'accepte cette position, heureux si, en portant ma tête sur l'échafaud, je peux faire prononcer l'absolution de tous mes camarades. » Ils n'en furent pas moins condamnés à mort tous les quatre et exécutés en place de Grève, après avoir crié : « Vive la liberté! » (21 septembre 1822.)

Les carbonari n'avaient pas mieux réussi à Saumur. Le 25 décembre 1821, un complot avait dû éclater parmi les élèves de l'école de cavalerie : un incendie qui survint la veille dans la ville le fit échouer. Il y eut de nombreuses arrestations et des condamnations à mort. Deux mois après, le 24 février 1822, le général Berton et le docteur Caffé, après avoir soulevé la population de Thouars, marchent sur Saumur avec cent trente hommes et le drapeau tricolore. Mais la population de Saumur, à la vue de leur petit nombre, ne les soutient pas, et ils sont forcés de se disperser devant les troupes. Il y eut encore de nombreuses arrestations. Pourtant le général Berton n'avait pas perdu courage : il espérait soulever le régiment de carabiniers en garnison à Saumur. Mais Berton eut le sort de Caron à Colmar : le maréchal des logis Woëlfeld le livra. Il fut arrêté avec ses amis. Grandménil et quelques autres s'échappèrent : mais un grand nombre furent condamnés à la prison, et six à mort : c'étaient Berton, Caffé, Henri Fradin, Sennechauer, Jaglin et Saugé (6 et 7 octobre 1822).

Guerre d'Espagne (1823). Manuel expulsé de la Chambre des députés (4 mars 1823).— Ces échecs multipliés firent perdre courage, pour quelque temps, aux adversaires de la Restauration. Mais M. de Villèle et le parti royaliste pur, parvenus enfin au pouvoir, allaient s'apercevoir à leur tour des embarras attachés à l'exercice du gouvernement. Les révolutions qui avaient éclaté sur tous les points de l'Europe, à Madrid, à Naples, à Turin, avaient effrayé la Sainte-Alliance. M. de Montmorency, envoyé au congrès de Vérone, outre-passa ses pouvoirs et sembla promettre à l'Europe que la France se chargerait de renverser la constitution espagnole et de rétablir le pouvoir absolu de Ferdinand VII. Effrayé des dangers que pouvait présenter une pareille entreprise, et troublé par le souvenir de ce que la guerre dans la Péninsule avait coûté à Napoléon, M. de Villèle fit renvoyer M. de Montmorency, qui fut remplacé au ministère des affaires étrangères par le vicomte de Chateaubriand. Celui-ci ne montra pas moins d'empressement pour la guerre. Il y voyait pour la Restauration une occasion de gloire militaire. Ainsi on allait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un peuple voisin, y renverser une constitution et y rétablir le pouvoir absolu.

L'opposition indépendante fit des efforts désespérés dans la Chambre des députés. « Vous voulez sauver, s'écria Manuel, les jours de Ferdinand. Eh bien! ne renouvez donc pas les circonstances qui ont conduit à l'échafaud ceux qui, dans ce moment, vous inspirent un vif intérêt... Eh quoi! messieurs, auriez-vous donc oublié que ce fut parce que les Stuarts cherchèrent un appui dans l'étranger qu'ils furent renversés de leur trône? que ce fut parce que les puissances étrangères survinrent en France que Louis XVI fut précipité?... Ai-je besoin de dire que le moment où les dangers de la famille royale en France sont devenus plus graves, c'est lorsque la France, la France révolutionnaire, a senti qu'elle avait besoin de se défendre par une énergie toute nouvelle? » A ces mots, un affreux tumulte éclata dans la salle. On accusa Manuel d'avoir fait l'apologie du régicide, et son expulsion fut prononcée. Il déclara qu'il ne céderait qu'à la force.

Le lendemain, il vint siéger à sa place. Les gardes nationales du sergent Mercier, ayant reçu l'ordre de l'expulser, refusèrent d'obéir; il fallut l'intervention des gendarmes du vicomte Foucault (4 mars 1823). Soixante et un députés protestèrent,

sortirent avec lui¹ et ne reparurent plus jusqu'à la fin de la session: parmi eux se trouvaient Kératry, Bignon, Foy, Laffitte, Chauvelin, Labbey de Pompières, d'Argenson, Lafayette, Girardin, Destutt-Tracy, Dupont (de l'Eure), Villemain, Audry de Puyraveau, Girard, Kœchlin, Casimir Périer. La guerre d'Espagne n'en réussit pas moins avec une promptitude à laquelle on était loin de s'attendre².

Loi de la septennalité. La chambre retrouvée (1824). Mort de Louis XVIII (16 septembre 1824).— La Restauration était donc complètement victorieuse. Louis XVIII, de plus en plus affaibli par l'âge, ne pouvait plus désormais s'opposer à la réaction. Le comte d'Artois, son frère et son héritier, en réalité régnait déjà. La faculté de droit de Grenoble et l'École normale supérieure, dont on redoutait les tendances libérales, avaient été supprimées.

Bientôt même les ministres allèrent plus loin. Afin de s'assurer la presque unanimité dans la chambre des députés, M. de Villèle résolut de dissoudre la chambre actuelle et d'en convoquer une nouvelle qui serait renouvelée intégralement au bout de sept ans. Le général Foy protesta vainement. « Jamais, disait-il en terminant son discours, le silence d'une nation n'a dit plus énergiquement à ceux qui la gouvernent: Vous avez le pouvoir et vous disposez de la force matérielle; mais l'action sur les esprits, la communication des sentiments et des idées, la sympathie des âmes, vous ne l'avez pas. Il n'y a rien de commun entre vous et nous. » La loi n'en fut pas moins votée, et la chambre dissoute le 24 décembre 1823.

La nouvelle chambre élue, comme l'avait espéré le ministère, contenait en immense majorité les hommes de 1815. Elle fut nommée la *chambre retrouvée*. Elle ne renfermait que dix-neuf libéraux. M. de Villèle triomphait. Il fit renvoyer du ministère des affaires étrangères Chateaubriand, par lequel il prétendait être mal soutenu. Mais le roi se mourait: il expira le 16 septembre 1824, à l'âge de soixante-neuf ans, après avoir dit, en étendant la main sur la tête du duc de Bordeaux: « Que Charles X ménage la couronne de cet enfant! »

1. Manuel, né à Barcelonnette le 10 décembre 1778, avait commencé par être soldat volontaire en 1793. Il mourut le 20 août 1827. Un monument lui fut élevé par souscription au cimetière du Père-Lachaise. Sous la même pierre que lui repose Béranger, dont les dernières paroles furent: « Je désire être inhumé dans la tombe de mon ami Manuel. »

2. Voir au chapitre suivant le détail de la guerre d'Espagne.

Politique commerciale. Système protecteur en France et en Angleterre¹. — La paix qui s'était établie en 1815 dans toute l'Europe avait permis au commerce d'ouvrir des relations nouvelles entre toutes les nations. L'Angleterre, qui depuis si longtemps n'avait plus de débouchés, allait pouvoir inonder le continent, et en particulier la France, des produits de son industrie. Que surviendrait-il si les produits britanniques, pénétrant dans nos ports librement et se vendant à un prix moins élevé que les produits de l'industrie française, pouvaient leur faire concurrence sans aucun obstacle ? Pour remédier à ce danger, le gouvernement adopta le *système protecteur*. Il frappa de droits d'entrée considérables les fers et les tissus anglais, ce qui en augmentait le prix et le rendait au moins aussi élevé que celui des fers et des tissus français. Il interdit l'importation du tabac, des cartes à jouer, de la coutellerie, du savon, des cachemires, des soieries, des produits chimiques, des aciers et des sucres étrangers.

En mettant des obstacles à l'importation, le gouvernement laisserait-il absolument libre l'exportation des produits français ? Permettrait-il, par exemple, la liberté du commerce des grains ? Il pouvait arriver que la récolte fût mauvaise en France, et que néanmoins nos agriculteurs, séduits par les chances d'un gain plus considérable, vendissent à l'étranger le blé nécessaire à la subsistance du pays. Pourtant il était difficile d'empêcher complètement l'exportation des céréales. On eut recours à un moyen terme. On créa donc, le 16 juillet 1817, l'*échelle mobile*, qui avait pour but d'empêcher l'importation des blés étrangers quand la récolte était bonne en France, et l'exportation des blés français quand elle était mauvaise. Dans le premier cas, on augmentait les droits d'importation et l'on abaissait ceux d'exportation ; dans le second, le contraire avait lieu. Encore très imparfait, ce système souleva de vives critiques ; il devait pourtant durer longtemps encore, jusqu'au jour où triompha enfin la théorie du libre-échange, qui comptait déjà de nombreux partisans en France, et allait rencontrer de l'autre côté de la Manche son plus illustre interprète, Richard Cobden.

1. Ce qui est relatif au système protecteur en Angleterre a été dit au chapitre précédent ou le sera dans le chapitre xxvi.

CHAPITRE XIX.

Révolutions d'Espagne, de Portugal et d'Italie (1820-1823).

Révolution d'Espagne (janvier-mars 1820). Riégo et Quiroga. Travaux des Cortès. — Révolution de Portugal (1820).

Révolution d'Italie. Les carbonari. Soulèvement à Naples (juillet 1820). en Piémont (février 1821). — Congrès de Troppan (octobre 1820). — Congrès de Laybach (janvier 1821). Les Autrichiens à Naples et à Turin. — Congrès de Vérone (octobre 1822).

État de l'Espagne (1820-1823). Peste de Barcelone. Tentatives contre la constitution. — Intervention française en Espagne. Prise du Trocadéro (31 août 1823). — Réaction. Ferdinand VII redevient roi absolu. Ministère de Calomarde.

État du Portugal. Indépendance du Brésil (1821). Contre-révolution portugaise (1823-1826). Jean VI et dom Miguel.

Révolution d'Espagne (janvier-mars 1820). Riégo et Quiroga. Travaux des Cortès. — Si la Restauration trouvait en France de nombreux adversaires, la conduite de tous les princes rétablis en 1814 sur les trônes de l'Europe leur suscitait aussi beaucoup d'ennemis. Nous avons déjà vu (chap. xvii) combien l'Espagne était mécontente de son roi Ferdinand VII, qui la gouvernait sans tenir compte des aspirations de son peuple vers un régime meilleur. Plusieurs complots se formèrent pour le renverser. C'est surtout parmi les troupes que le mécontentement était vif : on les envoyait en Amérique combattre contre les colonies insurgées, et l'armée y périssait inutilement. Le 4^{er} janvier 1820, le lieutenant-colonel Quiroga et le chef de bataillon Riégo soulèvent leurs soldats cantonnés dans l'île de Léon, au cri de « Vive la constitution de 1812 ! » Avec quinze cents hommes, Riégo traversa Algésiras, Malaga, Cordoue, tout le midi de l'Espagne ; en six semaines il fit 450 lieues. Il était partout bien accueilli, mais nulle part on ne se soulevait. Désespéré, il allait renvoyer les trois cents hommes qui lui restaient, quand il apprit que, pendant sa course aventureuse, l'insurrection avait triomphé ailleurs.

Le 26 février, les colonels Espinoza et Ramon y Bagnds

1. Pour la constitution de 1812, voir chapitre xvii.

avaient soulevé la Corogne ; le Ferrol et Vigo suivirent l'exemple de cette ville ; le général Espoz y Mina insurgea la Navarre. L'Abisbal sortit de Madrid avec ses troupes. Le 7 mars, la population de Madrid prit les armes. Le roi effrayé consent aussitôt au rétablissement de la constitution de 1812. Les prisons sont ouvertes et tous les captifs mis en liberté. L'inquisition est abolie ; les juridictions ecclésiastiques sont supprimées ; la liberté de la presse est proclamée. Le 9 mars, le roi prête serment à la constitution.

Des élections eurent lieu sur tous les points de l'Espagne, et les Cortès se réunirent à Madrid. Tout était à réformer dans l'administration. L'intérêt de la dette publique était plus considérable que tous les revenus du royaume, et depuis plusieurs années les créanciers de l'État n'avaient rien reçu. La marine n'offrait pas un seul vaisseau en état de prendre la mer, et les matelots n'étaient plus payés depuis deux ans. Quant à l'armée, qui n'avait pas reçu d'habillements depuis 1814, sa solde arriérée s'élevait à 30,000,000 de francs. Pour sortir de cette situation déplorable, les Cortès annulèrent les exemptions d'impôts : les majorats ou biens de la noblesse et les biens du clergé durent être imposés comme les autres. Pour payer les intérêts de la dette publique et l'arriéré, on prit les propriétés de l'inquisition et des couvents où il n'y avait qu'un petit nombre de religieux. Des pensions furent accordées aux moines dépossédés. Tous ces biens, mis à la disposition de l'État et déclarés *biens nationaux*, permirent de contracter plusieurs emprunts à l'aide desquels on pourvut aux dépenses les plus pressées. L'Espagne avait dès lors un gouvernement constitutionnel.

Révolution de Portugal (1820). — Le Portugal suivit l'exemple de l'Espagne. Fuyant devant l'invasion française, la famille royale s'était réfugiée en 1807 au Brésil. Elle n'en était pas revenue en 1814, et une régence, présidée par le maréchal anglais Beresford, gouvernait le Portugal. Le 24 août 1820, une insurrection libérale éclata à Porto, sous la conduite du colonel Castro de Sepulveda. Les insurgés marchèrent sur Lisbonne, qui se prononça en leur faveur. Une constitution fut décrétée. Une assemblée de Cortès se réunit. Le roi Jean VI, apprenant ce qui s'était passé, accepta les résultats de cette révolution. Laisant l'un de ses fils, dom Pedro, gouverner le Brésil, il revint régner à Lisbonne, avec sa femme et son autre fils dom Miguel.

Révolution d'Italie. Les Carbonari. Soulèvement à Naples (juillet 1820), en Piémont (février 1821). — En même temps, la révolution éclatait en Italie. Pendant le règne de Napoléon, une vaste association, celle des *carbonari*, s'y était formée pour chasser les étrangers. On a vu comment les espérances des Italiens furent trompées en 1814 et 1815. Alors la charbonnerie se retourna contre la domination allemande et les dynasties restaurées. En 1819, elle comptait six cent cinquante mille affiliés : l'armée, la magistrature, le clergé, la bourgeoisie, tout le monde réclamait des libertés et des garanties. Le vieux roi de Naples Ferdinand, le mari de la reine Caroline, s'était refusé à toute concession. Il avait confisqué toutes les terres données par Joseph Bonaparte et Murat. Le désordre était dans tous les services publics. Impuissant à lutter contre les brigands qui infestaient les routes, le gouvernement signait avec eux des traités, et ensuite, quand ils étaient sans défiance, il les faisait massacrer. Un pareil régime ne pouvait durer.

Le 2 juillet 1820, la garnison de Nola fut soulevée par le lieutenant de dragons Michel Morelli et l'abbé Louis Minichini. Les insurgés se portèrent sur Avellino. Cette ville, à son tour, se souleva à la voix du lieutenant-colonel Laurent de Concillii. Toute l'armée suivit cet exemple. Le général Guillaume Pépé quitta Naples à la tête de ses troupes. Les insurgés y entrèrent le 9 juillet. Ferdinand, effrayé, abandonna le pouvoir ; il constitua son fils, le duc de Calabre, « *vicaire général* du royaume avec tous les pouvoirs de *l'alter ego*. » La constitution espagnole de 1812 fut proclamée. Les Siciliens, qui s'étaient soulevés sous la conduite du moine Vaglica, au nom de la monarchie absolue, furent vaincus et contraints de respecter le gouvernement nouveau.

Six mois après, l'insurrection éclata dans le nord de l'Italie. Les Milanais, opprimés par l'Autriche, tournaient leurs regards vers le Piémont. Quand les carbonari apprirent que l'armée autrichienne du général Frimont, chargée de combattre la révolution napolitaine, s'enfonçait en Toscane, ils résolurent de soulever le nord de l'Italie derrière elle. Le 10 mars 1821, le comte de Palma, capitaine au régiment de Gènes, entraîna la garnison d'Alexandrie et proclama la constitution espagnole de 1812. Le drapeau tricolore italien fut arboré. Turin s'insurgea le lendemain. Le vieux roi Victor-Emmanuel I^{er} abdiqua. « Je ne saurais, dit-il, reconnaître la révolution sans faillir aux engagements que j'ai contractés avec mes alliés ; je ne veux pas

davantage la combattre, car ma résistance exposerait mes sujets aux horreurs de la guerre civile. » Il laissait la couronne à son frère le duc de Gênois, alors à Modène, et depuis roi sous le nom de Charles-Félix. La régence était donnée au duc de Savoie-Carignan, Charles-Albert. Ce dernier hésitait, ne sachant s'il devait se joindre aux insurgés ou aux Autrichiens, qui venaient combattre la révolution. Mais le jeune comte de Santa-Rosa, nommé ministre de la guerre, n'hésita pas : il ordonna aux troupes constitutionnelles de marcher sur Novare, où s'étaient concentrés les Autrichiens et les régiments restés fidèles à la monarchie absolue.

Congrès de Troppau (octobre 1820). — Quatre révolutions avaient éclaté en un an, à Madrid, Lisbonne, Naples et Turin. Les souverains qui avaient signé la Sainte-Alliance furent effrayés ; ils résolurent de se réunir pour aviser aux moyens de consolider leur œuvre. Le 3 octobre 1820, les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse se trouvèrent ensemble à Troppau, dans la Silésie autrichienne. Alexandre, effrayé des tentatives de soulèvement qui avaient eu lieu en Russie, avait rompu avec les idées libérales. A Troppau même, il apprit que le régiment de Séménowski, de la garde impériale russe, venait de s'insurger à Saint-Petersbourg. « Vous avez raison, dit le czar à M. de Metternich, je vois que c'est une maladie de l'esprit humain ; il faut y porter remède. » Les trois souverains publièrent une déclaration dans laquelle ils prenaient « l'engagement d'une parfaite union dans le but de mettre un frein, soit par médiation, soit par la force, aux nouvelles calamités qui menaçaient l'Europe. »

Congrès de Laybach (janvier 1821). **Les Autrichiens à Naples et à Turin.** — Le 8 janvier, le roi de Naples se rendit au congrès de Laybach, où se trouvaient déjà les deux empereurs et le roi de Prusse. Les plénipotentiaires français évitèrent de se prononcer. L'envoyé de la Grande-Bretagne déclara « que les lois fondamentales du Royaume-Uni ne permettaient pas à ses ministres d'admettre le droit d'intervention proclamé à Troppau et de s'associer à une transaction diplomatique qui attribuerait aux cours alliées une suprématie incompatible avec l'indépendance et les droits des autres États. » Cependant « l'Angleterre, ajoutait-il, reconnaît pleinement que d'autres puissances, et spécialement le cabinet autrichien et les cours italiennes, peuvent se croire placées dans une situation diffé-

rente... » Une armée autrichienne fut mise à la disposition de Ferdinand : l'Italie était condamnée.

Le général Frimont, avec 52,000 Autrichiens, arriva le 27 février 1821 à la frontière napolitaine. Les constitutionnels avaient deux armées : l'une sous Guillaume Pépé, dans les Abruzzes, entre l'Adriatique et l'Apennin ; l'autre sous Carascosa, entre l'Apennin et Gaëte. Mais les troupes napolitaines se débâtèrent sans attendre l'ennemi. Les Autrichiens entrèrent à Naples le 24 mars. La constitution fut détruite. Ferdinand redevint roi absolu. 42,000 Autrichiens restèrent pendant trois ans dans ses États. Les exils, les emprisonnements, les confiscations recommencèrent.

Les Piémontais n'avaient pas été plus heureux. Ils furent repoussés le 8 avril dans une attaque sur Novare et se dispersèrent. Bubna et 46,000 Autrichiens occupèrent Turin le 9 avril. Charles-Félix rétablit aussitôt la royauté absolue. Le tribunal militaire autrichien, siégeant à Venise, condamna le musicien Maroncelli et le poète Silvio Pellico au *carcere duro* dans les cachots du Spielberg.

Congrès de Vérone (octobre 1822). — L'Espagne seule possédait encore une constitution ; elle ne devait pas la conserver longtemps. Le 20 octobre 1822, un troisième congrès s'ouvrit à Vérone. Les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse s'y trouvèrent. MM. de Montmorency et de Chateaubriand y représentèrent la France ; MM. de Metternich, de Nesselrode et de Hardenberg, l'Autriche, la Russie et la Prusse. Lord Wellington remplaça, comme envoyé de l'Angleterre, le ministre Castlereagh, qui s'était suicidé la veille du jour où il devait partir. L'Europe se résoudrait-elle à intervenir par les armes en Espagne pour y rétablir la monarchie absolue ? La France surtout se chargerait-elle de ce rôle ? Et qu'arriverait-il si l'Espagne, résistant aux soldats de Louis XVIII comme à ceux de Napoléon, se levait tout entière pour repousser l'invasion ? si les généraux de la Restauration, aussi malheureux que ceux de l'empire, y rencontraient à leur tour leur Baylen et leur Vittoria ? Cette guerre était impopulaire en France. L'opposition libérale dans la chambre des députés la combattait avec acharnement ; M. de Villèle lui-même, le chef du cabinet, la redoutait. Mais MM. de Montmorency et de Chateaubriand, organes du parti royaliste exalté, la désiraient avec ardeur, les uns afin de rendre à Ferdinand le pouvoir absolu dont il avait été dépouillé, les autres afin de donner à la Restauration la gloire

militaire dont elle avait été privée jusque-là. Malgré le général Foy et Manuel, elle fut décidée au mois de mars 1823.

État de l'Espagne (1820-1823). Peste de Barcelone. Tentatives contre la constitution. — L'Espagne, depuis que la constitution de 1812 était remise en vigueur, avait eu bien des épreuves à surmonter. La vente des biens des couvents, la suppression des privilèges, l'extension des impôts qui pesaient maintenant sur la noblesse et le clergé, avaient soulevé déjà plus d'une résistance. Le roi n'osait violer ouvertement la constitution, mais il entravait sa mise à exécution par tous les moyens restés en son pouvoir.

Un fléau terrible vint s'ajouter aux difficultés de cette situation. A la fin d'août 1821, un brick arrivant de Cuba apporta la fièvre jaune à Barcelone. Aussitôt les autorités et les troupes abandonnèrent la ville; un cordon formé à deux lieues des murs interrompt toutes les communications entre Barcelone et le reste de la province. Les boutiques se ferment, les affaires cessent; on interdit l'entrée des églises, les sonneries des cloches. Chacun se barricade chez soi pour fuir le fléau. Efforts inutiles! On jetait les cadavres par les fenêtres dans des tombereaux qui traversaient les rues deux fois par jour; puis on les portait dans d'immenses fosses communes qu'on recouvrait de chaux vive. Le fléau dura trois mois. Dans Barcelone seulement il y eut vingt mille victimes. Le gouvernement français plaça aux Pyrénées un cordon sanitaire pour empêcher l'introduction de la peste.

La présence de ces troupes, que l'opposition libérale en France signalait comme une menace d'intervention, enhardit les émigrés espagnols. Ils entrèrent en Espagne sous la conduite de Jean Villanueva; mais ils furent battus. Des bandes nombreuses se formèrent sous le nom d'*armée de la Foi*; conduites par le moine don Antonio Maranon, elles s'emparèrent par surprise de la Seu-d'Urgel le 21 juin 1823 et en massacrèrent la garnison.

Cette nouvelle amena à Madrid un nouveau soulèvement. Les Cortès voulaient licencier une partie de la garde royale, troupe inutile et d'un entretien coûteux. Le 30 juin, six bataillons de cette garde se soulèvent au cri de: *Vive le roi absolu!* massacrèrent l'officier Landaburu et engagé, le 7 juillet, contre la garde nationale et les troupes de ligne un combat sanglant; mais ils sont complètement vaincus. La régence établie à la Seu-

d'Urgel par le général d'Éroles ne fut pas plus heureuse: Mina battit l'armée de la Foi sur tous les points et la contraignit à repasser la frontière.

Intervention française en Espagne. Prise du Trocadéro (31 août 1823). — C'est alors que les Français passèrent la Bidassoa. Ils étaient au nombre de 100,000 hommes, sous les ordres du duc d'Angoulême, des maréchaux Moncey et Oudinot et du général Molitor. Une poignée de réfugiés français, qui comptait dans ses rangs Armand Carrel, se présenta devant l'avant-garde avec le drapeau tricolore: elle fut mitraillée. L'armée, laissant un corps d'observation devant les places fortes, marcha sur Madrid. Elle n'éprouva pas de résistance. Les paysans étaient indifférents à la constitution; la bourgeoisie seule était libérale, mais trop peu nombreuse pour opposer une longue résistance. Le 24 mai, le duc d'Angoulême entra à Madrid. Les Cortès et l'armée, emmenant le roi avec elle, s'étaient retirées à Séville.

A l'approche des Français, le gouvernement quitta Séville pour Cadix. Malheureusement, les guérilléros royalistes qui suivaient l'armée accomplirent, à l'ombre de son drapeau, plus d'un crime dont elle gémissait. Le chef de partisans Bessières versa dans Madrid le sang de plusieurs constitutionnels. Quiroga et l'Anglais Wilson résistèrent courageusement en Galice; mais l'Abisbal, Morillo, mirent bas les armes. Ballesteros capitula également dans la province de Grenade. L'opiniâtre résistance de Mina et de Milans ne put sauver la Catalogne. Pourtant les Cortès, ayant avec elles le roi, occupaient toujours Cadix et l'île de Léon. Traversant un canal, les troupes françaises s'emparèrent de la presqu'île du Trocadéro, en face de Cadix (31 août 1823). La ville était menacée d'un bombardement: les Cortès durent permettre à Ferdinand d'aller rejoindre le duc d'Angoulême. L'assemblée fut dissoute. La monarchie absolue était rétablie.

Réaction. Ferdinand VII redevient roi absolu. Ministère de Calomarde. — Ferdinand VII en fit un usage cruel: il repoussa les conseils de modération qui lui étaient donnés par le duc d'Angoulême, et refusa de sanctionner l'ordonnance d'Andujar décrétée, le 8 août 1823, par le prince, qui interdisait aux autorités espagnoles d'opérer aucune arrestation pour motif politique sans l'autorisation des commandants militaires français. Le décret royal de Puerto-Santa-Maria déclara nuls tous les actes du gouvernement constitutionnel. Riégo avait été arrêté

au moment où il errait dans les montagnes ; il fut amené garrotté à Madrid. Le 7 novembre 1823, il fut traîné dans les rues, le dos retourné, sur un âne, et pendu à une potence de cinquante pieds de haut. Le nom de *negro*, donné aux libéraux, devint pour eux un signal de proscription. Quinze cents personnes furent emprisonnées dans la seule ville de Saragosse. Ferdinand recommença à gouverner sans tenir compte des idées nouvelles, des besoins de ses sujets, ni même des conseils de ceux auxquels il devait le rétablissement d'une autorité dont il abusait avec cette impitoyable rigueur.

Don Francisco Tadeo Calomarde, appelé le 17 janvier 1824 au ministère de justice et de grâce, multiplia les persécutions contre les opposants. Le colonel Valdès était venu débarquer à Tarifa le 3 août 1824 avec une poignée d'hommes, pour soulever l'Andalousie contre le gouvernement absolu. Il échoua, et tous ceux des siens qui furent pris périrent fusillés. Des lois terribles traduisirent devant des commissions militaires les partisans de la constitution détruite, accusés du crime de lèse-majesté. Celle de Madrid, présidée par Chaperon, envoya au gibet de nombreuses victimes. Parmi les condamnés se trouvait don Juan Martin, surnommé *El Empecinado*, qui s'était rendu célèbre comme chef de guérillas dans la guerre de l'indépendance. Le 4 août 1825 seulement la juridiction militaire cessa d'être appliquée. Mais il y eut encore à Barcelone de nombreuses exécutions ordonnées par le comte d'Espagne, gouverneur de Catalogne (19 novembre 1823, 26 février et 30 juillet 1829).

Après la révolution française de 1830, les Espagnols réfugiés au nord des Pyrénées formèrent une junte provisoire à Bayonne, et résolurent de rentrer dans leur pays pour y renverser le pouvoir absolu. Leurs tentatives échouèrent. A Valcarlos, le colonel de Pablo périt sous les balles des soldats qu'il voulait gagner à la cause constitutionnelle. Valdès et Mina ne purent insurger la Navarre (octobre 1830). L'année suivante, le général Torrijos échoua dans une tentative pour soulever l'Andalousie. Réfugié à Gibraltar, il vint de nouveau débarquer sur le sol espagnol près de Malaga. Il fut fait prisonnier avec ses compagnons ; tous furent fusillés au nombre de cinquante-deux (11 décembre 1831)*.

1. Sous le règne de Ferdinand VII les écrivains les plus remarquables de l'Espagne furent le poète comique Moratin, les lyriques Gallego et Quintana,

État du Portugal. Indépendance du Brésil (1821). Contre-révolution portugaise (1823-1826). Jean VI et dom Miguel. — En Portugal aussi la réaction triomphait. Nous avons vu qu'après la proclamation de la constitution le roi Jean VI était revenu du Brésil à Lisbonne et avait ratifié tout ce qui s'était fait. Homme d'un caractère doux et paisible, le roi s'accommodait parfaitement du rôle de monarque constitutionnel. Il n'en était pas de même de sa femme, la sœur du roi d'Espagne, qu'un historien a surnommée « l'Athalie du Portugal », ni de son fils cadet dom Miguel, jeune homme d'un caractère cruel, ambitieux d'ailleurs et mauvais fils. La reine refusa de jurer la constitution. Le roi, qui avait gravement à se plaindre de sa conduite à son égard, la relégua au château de Ramalhão.

Mais bientôt une nouvelle désastreuse arrive à Lisbonne. Le Brésil, dont le roi, après son départ, avait confié le gouvernement à son fils aîné dom Pedro, s'est soulevé contre la domination portugaise, et dom Pedro, désespérant de soumettre les insurgés, vient d'accepter le titre d'empereur constitutionnel. Les Cortès de Lisbonne le proclamèrent rebelle. Le Portugal n'en avait pas moins perdu sa plus belle colonie.

C'est en ce moment que la contre-révolution éclata. Le comte Sylveira d'Amarante, le brigadier Souza Sampayo, la reine et dom Miguel prirent les armes contre la constitution. Le roi, fidèle à ses serments, essaya de résister : « Comme père, dit-il en apprenant la conduite de dom Miguel, je veux l'oublier ; mais roi, je saurai le punir. » Malheureusement ses soldats l'abandonnèrent. Dom Miguel entra vainqueur à Lisbonne. Les Cortès furent dissoutes. Jean VI, malgré lui, redevint roi absolu ; désormais il était l'esclave de sa femme et de son fils (27 mai-5 juin 1823).

Alors commencèrent les vengeances. Le marquis de Loulé, ministre et ami du roi, voulait les modérer ; invité à dîner au château de Salvaterra, il fut précipité par une fenêtre sur le pavé (1820). Le roi ordonna une enquête ; dom Miguel, qui en craignait les résultats, souleva une seconde fois l'armée : il voulait, disait-il, sauver les jours du roi, menacés par une conspiration. Sous ce prétexte, il remplit les prisons de Lisbonne.

les fabulistes Iriarte et Samaniego. A la même époque vivaient le botaniste Mariano Lagasca et le grand peintre Francisco de Goya, né en 1746, à Fuentestodos près de Saragosse, mort à Bordeaux en 1828.

Mais cette conduite avait excité l'indignation générale. Le roi, qui s'était réfugié à bord d'un vaisseau anglais, rentra dans Lisbonne avec l'aide de la marine portugaise et d'une partie de l'armée. Tous les captifs furent mis en liberté. La reine fut renvoyée au château de Quelus; don Miguel fut exilé. Le Portugal respira, en attendant le moment où la mort de Jean VI devait amener pour lui de nouveaux malheurs.

CHAPITRE XX.

Émancipation des colonies espagnoles.

L'Amérique sous la domination espagnole. Causes qui préparent l'insurrection des colonies. — Premiers soulèvements jusqu'en 1810. — Indépendance du Mexique et de l'Amérique centrale. Hidalgo, Morelos, Iturbide, Santa-Anna (1810-1824). — Indépendance de la Colombie (1810-1823). Madariaga, Miranda, Bolivar. — Indépendance de Buénos-Ayres (1810-1814). — Indépendance du Chili (1810-1818). O'Higgins et Saint-Martin. — Indépendance du Pérou (1810-1824). Cochrane, Saint-Martin, Bolivar, Sucre. — Indépendance du Paraguay. Le docteur Francia (1811-1840). — Congrès de Caracas (1826). Divisions des Américains.

L'Amérique sous la domination espagnole. Causes qui préparent l'insurrection des colonies. — Pendant qu'en Europe l'Espagne et le Portugal étaient de nouveau soumis au pouvoir absolu, de l'autre côté de l'Océan, dans le nouveau monde, leurs colonies s'affranchissaient et rompaient pour toujours les liens qui les attachaient à la métropole. Nous venons de voir que le Brésil s'était déclaré indépendant; cet exemple avait été précédé ou fut suivi dans toutes les colonies espagnoles des deux Amériques.

Les colonies espagnoles, qui s'étendaient sur la moitié du continent américain, formaient les 4 vice-royautés de la Nouvelle-Espagne ou du Mexique, du Pérou, de la Nouvelle-Grenade ou de Terre-Ferme, de Buénos-Ayres, et les capitaineries générales du Nouveau-Mexique, de Guatémala, du Chili, de Caracas, avec Cuba et la Floride. Elles comprenaient une immense étendue de côtes, de grands fleuves, les plaines les plus fertiles de la terre, de riches mines d'or et d'argent; elles étaient habitées par des *Espagnols*, des *créoles*, des *métis*, qui payaient tribut et se trouvaient

dans une condition inférieure, des *négres* esclaves, et enfin des *Indiens* soumis à la capitation. Malgré la fertilité de leur sol, ces colonies étaient en pleine décadence. Les Espagnols, ne s'occupant que de l'exploitation des mines, avaient complètement négligé la culture des terres. L'agriculture était abandonnée aux *négres* et aux *Indiens*. L'industrie et le commerce étaient nuls. Les colonies ne pouvaient commercer ni avec les autres puissances ni même entre elles. La contrebande était punie de mort. La métropole avait le monopole de l'industrie et du commerce. Pour obliger les colons à se servir des vins et des huiles d'Espagne, la culture de la vigne et celle de l'olivier avaient été défendues au Mexique. Aucune manufacture ne pouvait s'établir. Il fallait tirer d'Espagne, aux prix qui plaisaient au gouvernement de la métropole, les fers, les draps, les produits fabriqués de toute sorte. Il n'y avait dans toute l'Amérique espagnole que des routes en mauvais état. Soumises à la domination arbitraire des vice-rois, les colonies voyaient la justice administrée dans les *audiencias* par des juges venus d'Europe, qui ne connaissaient ni leurs habitudes ni leurs besoins. La justice était vénale; on faisait trafic d'armoiries et de décorations. L'inquisition existait toujours; l'instruction publique était nulle. L'administration était centralisée à Madrid, où l'on était, au sujet des colonies, dans une ignorance étonnante. En 1701, dans une ordonnance officielle venue d'Espagne, on appelait Buénos-Ayres une île!

Premiers soulèvements jusqu'en 1810. — L'affranchissement des États-Unis, à la fin du dix-huitième siècle, avait excité les colons à secouer à leur tour le joug de l'Espagne. Dès 1763, le comte d'Aranda, ministre de Charles III, conseillait au roi, dans un mémoire fort curieux, de renoncer spontanément à ses possessions américaines, à l'exception des îles, et de créer sur le continent, en faveur de trois enfants de sa maison, des royaumes de Mexique, de Pérou et de Terre-Ferme. Ce conseil ne fut pas suivi. Quelques années après, la Révolution française et l'affranchissement des *négres* de Saint-Domingue vinrent augmenter l'agitation des esprits. Un premier soulèvement avait été tramé au Pérou, par Condorcanqui, avant 1780. Ce cacique avait pris le nom du dernier inca, Tupac-Amaru, dont il descendait par les femmes. Il tomba au pouvoir des Espagnols et périt à Cuzco dans les supplices (48 mai 1781).

Sa mort ne découragea pas les adversaires de l'Espagne. Francisco Miranda, né à Caracas en 1754, fut d'abord officier

dans l'armée espagnole; on le trouve successivement dans l'Amérique du Nord, à Cuba, en Espagne, en Russie, en Angleterre. En 1792, il entra au service de la France républicaine et combattit à l'armée du Nord sous les ordres de Dumouriez. Lorsque la paix de Bâle, entre la France et l'Espagne, et l'alliance de ces deux pays lui eurent enlevé l'espoir de délivrer l'Amérique du Sud par l'intervention française, il projeta d'atteindre le même but avec l'appui des Anglais. Ceux-ci prirent pour eux l'île de la Trinité, mais soutinrent mal leur allié, qui échoua dans une tentative sur la Terre-Ferme en 1806.

Deux ans plus tard, en 1808, la chute de Charles IV et de Ferdinand VII, l'avènement du roi Joseph et la guerre soutenue par les Espagnols contre Napoléon mirent les colons dans la nécessité de choisir entre Ferdinand et le frère de l'empereur. Ils refusèrent de reconnaître Joseph, restèrent fidèles au Bourbon captif et fournirent des sommes considérables aux Espagnols pour les aider dans leur résistance. Dès ce moment, toutefois, la fermentation fut universelle depuis Mexico jusqu'à Buénos-Ayres et au Chili. En 1810, on apprit que les Cortès constituantes espagnoles, en accordant aux Américains le droit d'envoyer des députés dans leur sein, ne leur donnaient que vingt-six représentants, c'est-à-dire à peu près un par million d'habitants, tandis qu'en Espagne il y en avait un par 50,000 âmes. Ce fut le signal du soulèvement.

Indépendance du Mexique et de l'Amérique centrale.
Hidalgo, Morelos, Iturbide, Santa-Anna (1810-1824). — Le 16 septembre 1810, Miguel Hidalgo, curé du village de Dolores, dans la province de Guanajuato, au Mexique, appela aux armes le peuple des campagnes et les Indiens; le colonel Allende se joignit à lui. San-Miguel, Zelaya, Guanajuato, tombèrent au pouvoir des insurgés. Hidalgo gagna la bataille du mont *las Cruces* (30 octobre) et arriva devant Mexico. Mais les cruautés de ses bandes, auxquelles les Espagnols répondirent par des représailles impitoyables, déconsidérèrent sa cause. Obligé à la retraite, il fut vaincu par le général espagnol Calleja aux combats d'*Aculco* (7 novembre) et du pont de *Calderon* (17 janvier 1811). Il tomba aux mains des Espagnols, qui le fusillèrent à *Chihuahua* (27 juillet 1811).

Le curé Jose-Maria Morelos de Caracuaro, ami d'enfance de Hidalgo, et l'avocat Ignacio Rayon continuèrent la lutte dans

le midi, avec l'appui de Matamoros, de Vincente Guerrero et de Guadalupe Victoria, contre le vice-roi espagnol Venegas. En 1812, Morelos prit Orizaba et Oaxaca. Le 6 novembre 1813, un congrès réuni à Chilpanzingo proclama l'indépendance du Mexique. Toutefois, en 1814, après la restauration de Ferdinand VII à Madrid, les Espagnols reprirent l'avantage; Matamoros, fait prisonnier par eux, fut mis à mort. Morelos, pris à son tour le 16 novembre 1815, au combat de *Tesmalaca*, fut fusillé le 22 décembre suivant à *San-Christobal*. Teran, qui voulut ensuite relever le drapeau de l'indépendance, fut pris le 24 janvier 1817. Rayon eut le même sort; et le jeune Mina, aussi malheureux qu'eux, après avoir eu d'abord de grands succès, tomba sous les balles des Espagnols (11 novembre 1817).

Tant d'échecs successifs ne firent point perdre courage aux Mexicains. Des chefs intrépides, Guerrero, Guadalupe Victoria, continuèrent à tenir la campagne, avec quelques bandes, pendant quatre ans. Enfin, le 24 février 1821, le général Augustin Iturbide, chargé par le vice-roi Apodaca de combattre les insurgés, se joignit à eux dans la ville d'Iguala. O'Donoju, successeur d'Apodaca, se laissa imposer le traité de Cordoba (27 août 1821), qui laissait à Ferdinand VII le titre d'empereur constitutionnel du Mexique, mais stipulait le départ des troupes espagnoles. Celles-ci refusèrent d'exécuter la convention. Elles furent vaincues (mars-avril 1822), et, le 18 mai 1822, Iturbide se fit proclamer empereur sous le nom d'Augustin I^{er} par un *pronunciamento*.

Le congrès de Mexico subit malgré lui ce coup d'État. Iturbide le déclara dissous. Alors les adversaires du nouvel empereur, Santa-Anna, Victoria, Bravo, Guerrero, en appelèrent aux armes (janvier 1823). Iturbide, abandonné de tout le monde, abdiqua le 19 mars 1823 et s'embarqua pour l'Europe. La république fut proclamée au Mexique. Iturbide y revint dès l'année suivante et tenta de recouvrer la couronne; il fut pris et fusillé (1824).

L'Espagne avait perdu les provinces qui composaient la capitainerie générale de Mexico; les pays qui formaient celle de Guatémala lui échappèrent à leur tour. Ils se soulevèrent en 1821; après avoir fait partie de l'empire d'Iturbide, ils formèrent, en 1825, sous le nom d'*États-Unis de l'Amérique centrale*, les cinq républiques de *Guatémala*, *Nicaragua*, *Costa-Rica*, *San-Salvador* et *Honduras*.

Indépendance de la Colombie (1810-1823). Madariaga, Miranda, Bolivar. — La révolution commença en Colombie en même temps qu'au Mexique. Caracas se souleva, le 19 avril 1810, à la voix du chanoine Madariaga et du colonel Bolivar, lorsqu'on apprit les décrets des Cortès espagnoles relatifs à l'Amérique ; le Vénézuéla, Quito, la Nouvelle-Grenade, en firent autant. Mais le tremblement de terre de Caracas (1812) et les divisions intestines des insurgés amenèrent leur défaite. Le 4 novembre 1812, Quito retomba au pouvoir du général espagnol Torribio Montes. Miranda, un des chefs des insurgés, livré par trahison au général espagnol Monteverde (1816), mourut prisonnier à Cadix.

La gloire de délivrer l'Amérique méridionale était réservée à un autre. Simon Bolivar était né en 1783. Réfugié à Curaçao au mois d'août 1812, après que le Vénézuéla était retombé sous la domination espagnole, il vint au mois d'octobre, à Carthagène, se joindre aux insurgés de la Nouvelle-Grenade, qui résistaient toujours. Placé par le président Camilo Torres à la tête de l'armée grenadine, il rentra dans le Vénézuéla. En trois mois, il parcourut 250 lieues, livra quinze batailles, et, le 31 juillet 1813, accabla les troupes de Monteverde à *los Tacuanos*. « Pas un homme, disait le vainqueur dans un manifeste, pas un fusil ne nous échappa, tandis que les patriotes n'avaient pas eu un seul blessé. » Le 7 août, Bolivar entra dans Caracas sur un char de triomphe traîné par douze jeunes filles. Le conseil municipal lui donna le titre de *libérateur*, et le nomma capitaine général. Le 5 décembre, Bolivar fut encore victorieux à la célèbre bataille d'*Araure*. Le 2 janvier 1814, une assemblée de notables lui décerna la dictature pour la durée de la guerre. Le 15 juin de la même année, par le terrible décret de Trasillo, en représailles des cruautés commises par les Espagnols, il condamnait à mort tous ceux qui tomberaient entre ses mains.

Les Espagnols ne possédaient plus dans le Vénézuéla que Puerto-Cabello et Varinas. Pour lutter contre les patriotes, ils firent appel aux habitants des bords de l'Orénoque, aux *llaneros* à moitié sauvages de ces savanes inondées, qui vivaient de la chasse, de la garde des troupeaux, de la vente des peaux et des suifs. Hardis cavaliers, habitués à lutter contre les éléments et les bêtes féroces, et indifférents à toute idée politique, paresseux et féroces, les *llaneros* détestaient la population plus civilisée des villes. L'aventurier espagnol Boves, successivement pilote, pirate, épicier, chef de bande dans l'armée du Vé-

nézuéla, qu'il avait trahi pour revenir aux Espagnols, se mit à leur tête, et la lutte redevint plus furieuse que jamais. A Ocumare, les Espagnols massacrèrent tous les habitants réfugiés dans une église ; Bolivar répondit en faisant fusiller 800 prisonniers. Il gagna la bataille de *Carabobo* (28 avril 1814), mais il fut vaincu par Boves à *la Puerta* (15 juin) ; il eut encore le dessous au combat d'*Aragua* (18 août). La défaite des patriotes à *Urica*, dans l'est (5 décembre), fit retomber le Vénézuéla sous le joug espagnol.

La Nouvelle-Grenade, libre encore, était en proie à des dissensions qui préparaient sa ruine. Popayan fut repris par les Espagnols (29 décembre 1814), et Carthagène refusa de reconnaître le congrès de Bogota. En ce moment, à Madrid, Ferdinand VII remontait sur le trône. Son premier soin, après la restauration, fut d'expédier une flotte en Amérique. Le 9 avril 1815, elle débarqua près de l'île de Margarita, sur la côte de Cumana, 11,000 soldats commandés par le général Morillo. Celui-ci assiégea *Carthagène* ; après une résistance héroïque, pendant laquelle un tiers de la population mourut de faim, cette ville succomba (juillet-décembre 1815). Le 6 mai 1816, les Espagnols entrèrent à Bogota.

Leur triomphe ne fut pas long. Les emprunts forcés, les confiscations, les exils, les emprisonnements, les exécutions capitales qui l'accompagnèrent, exaspérèrent les populations ; elles se soulevèrent de nouveau, et, cette fois, avec l'appui des *llaneros*. Bolivar, qui s'était retiré dans l'île d'Haïti, auprès du président Péthion, reçut d'un riche négociant hollandais, nommé Brion, l'argent nécessaire pour équiper une petite escadre. Il revint se mettre à la tête des insurgés de l'île Margarita, commandés par Arismendi. Le 7 mars 1816, il fut proclamé chef de la république de Vénézuéla. Les insurgés furent vaincus, il est vrai, à *Tambo*, le 29 juin 1816. Mais dans le Vénézuéla le brigadier espagnol la Torre échoua à *las Mucuritas* contre les cavaliers *llaneros* de Boves, devenu une fois de plus un des chefs insurgés (28 janvier 1817). Pendant la campagne de 1818, les Espagnols s'épuisèrent en marches et contremarches, courant du Vénézuéla à la Nouvelle-Grenade pour lutter contre Bolivar, Arismendi, Marino, Brion, Paez, essayant vainement de triompher d'une insurrection qui, étouffée sur un point, renaissait sur vingt autres. Leurs victoires à *la Puerta* près de Cura, sur Bolivar (15 mars 1818), et à *Cogède* sur Paez (2 mai 1818) restèrent inutiles.

L'année suivante, Bolivar, aidé de nombreux volontaires anglais, passa du Vénézuéla dans la Nouvelle-Grenade, en traversant pendant soixante-dix jours des plaines inondées, des torrents, puis les Andes couvertes de neige. Le 7 août 1819, il remporta une victoire décisive sur les Espagnols de Barreiro dans un défilé, près du pont de *Boyaca*. Trois jours après il entra à Bogota. De retour dans le Vénézuéla, il s'empara de Santa-Marta le 10 novembre 1819, et, à la suite de la révolution espagnole de 1820, signa un armistice de six mois avec Morillo, qui retournait en Europe. Les hostilités reprirent au mois d'avril 1821. Bolivar et Paez remportèrent sur la Torre une victoire décisive à *Carabobo* (24 juin 1821) et s'emparèrent de Caracas. Carthagène leur ouvrit ses portes (22 septembre 1821).

Le Vénézuéla et la Nouvelle-Grenade étaient délivrés, mais les Espagnols restaient maîtres de Quito. Bolivar et le général Sucre s'en emparèrent (mai 1822). L'occupation par les patriotes de *Maracaibo* (25 mai 1822) et de *Puerto-Cabello* (7 novembre 1823) acheva l'affranchissement de la république de *Colombie*.

Indépendance de Buénos-Ayres (1810-1814). — Pendant que Bolivar affranchissait la Colombie, Saint-Martin délivrait Buénos-Ayres. Dès 1806, les habitants de cette ville appelèrent à leur secours les Anglais pour conquérir leur indépendance. Popham et Beresford s'emparèrent de Buénos-Ayres par surprise avec une poignée d'hommes (27 juin 1806). Bientôt la population s'aperçut qu'elle avait seulement changé de maîtres; elle s'insurgea sous la conduite du Français Liniers, ancien chevalier de Saint-Jean au service d'Espagne, et força les Anglais à mettre bas les armes (12 août). L'année suivante, une nouvelle expédition anglaise, conduite par sir Samuel Auchmuty, prit Montévidéo (3 février), mais échoua devant Buénos-Ayres (28 juin 1807).

Plus tard, à la nouvelle du vote impolitique des Cortès espagnoles signalé plus haut, le 25 mai 1810, les colonels Saavedra et Garcia et le docteur Castelli chassèrent de Buénos-Ayres le vice-roi Cisneros. Montévidéo adhéra au mouvement.

Liniers, ayant voulu marcher sur Buénos-Ayres à la tête des Espagnols, fut pris et fusillé. Le général espagnol Elio, gouverneur de Montévidéo, fut battu à *San-José* et à *las Piedras* (1811). Son successeur Vigodet se vit assiégé dans Montévidéo (1812). Un congrès réuni à Buénos-Ayres proclama l'indépendance des *Provinces unies du Rio de la Plata* (31 janvier 1813). Le 22 juin

1814, la garnison espagnole de Montévidéo capitula. A peine affranchie, la république de Buénos-Ayres vint au secours de ses voisins.

Indépendance du Chili (1810-1818). **O'Higgins et Saint-Martin.** — Le Chili s'était soulevé le 18 septembre 1810, sous la direction de Rosas, puis de Carrera, puis de don Bernardo O'Higgins. Mais Carrera et O'Higgins perdirent contre l'Espagnol Osorio la bataille de *Rancagua* (1^{er} octobre 1814), et le Chili retomba sous la domination espagnole.

Réfugié à l'est des Andes, sur le territoire de la province argentine de Mendoza, O'Higgins obtint l'appui du gouverneur de cette province, le général Saint-Martin, et de Puyredon, président de Buénos-Ayres. En 1817, Saint-Martin entreprit de franchir les Andes pour délivrer le Chili. Sa petite armée dut surmonter d'incroyables difficultés. « En sortant de Mendoza s'ouvrait devant elle un désert de sable de 40 grandes lieues; après l'avoir franchi, elle dut pénétrer dans les premiers défilés des montagnes, pour gagner, après avoir traversé la sauvage vallée de Villavicencio, un plateau de 40 lieues, situé déjà à 8,000 pieds au-dessus du niveau de la mer, où se trouve encore aujourd'hui la douane frontière du Chili et de la république argentine. Elle eut à suivre ensuite pendant près de 4 kilomètres les bords du rio Mendoza, entre un rocher presque perpendiculaire et un précipice de plus de 60 mètres, sur un chemin tout contourné qui laisse à peine passage à un seul mulet, et où le voyageur, encore aujourd'hui, avant de s'y engager, fait toujours résonner le son du cor pour avertir toute personne qui viendrait du côté opposé : car il est impossible d'y passer deux de front. » (G. HUBBARD, *Histoire contemporaine d'Espagne*.) Enfin on atteignit le sommet de la Cordillère, à 35,000 pieds au-dessus du niveau du Grand Océan, et l'on descendit dans le Chili. Les deux tiers des chevaux et beaucoup d'hommes avaient péri de froid pendant la marche.

La brusque apparition de Saint-Martin découragea les Espagnols. Le colonel Maroto fut vaincu à *Chacabuco* (14 février 1817) par le général argentin, qui entra deux jours après à Valparaiso. Les Chiliens, commandés par le général français Brayer, échouèrent, il est vrai, devant *Talcahuano*, vaillamment défendu pendant neuf mois par le brigadier Ordóñez; mais Osorio, venu du Pérou au secours d'Ordóñez, perdit contre Saint-Martin une bataille décisive au gué de *Maipo*, près de Santiago (5 avril 1818). Le Chili était délivré.

Indépendance du Pérou (1840-1824). **Cochrane, Saint-Martin, Bolívar, Sucre.** — Le premier soulèvement avait éclaté dans le Haut Pérou dès 1810 à l'approche d'un corps de troupes envoyé de Buénos-Ayres sous les ordres de Balcarce et de Castelli, qui, vainqueurs à *Suipacha*, entrèrent à *Potosi* (décembre 1810) et à *Chuquisaca*. Mais le général espagnol Goyonèche les vainquit à *Guaqui*, à *Sipesipe*, les refoula sur Jujuy, Salta, et reprit *Cochabamba* (1812). Goyonèche chargea ensuite son lieutenant Pio Tristan d'envahir le territoire argentin. Battu à *Tapia* par Belgrano, Pio Tristan échoua devant *Tucuman* (décembre 1812). Belgrano le poursuivit, le vainquit de nouveau devant *Salta* et le contraignit à capituler (février 1813). Tout le Haut Pérou s'insurgea de nouveau. Chargé par le vice-roi Abascal de remplacer Goyonèche, le brigadier d'artillerie don Joaquin de Pezuela rendit l'avantage aux Espagnols par les combats de *Vilcapugio* et d'*Ayohuma* (30 septembre et 11 novembre 1813).

L'année suivante (1814), un soulèvement éclata dans la province de Cuzco : il fut étouffé par le général Ramirez, qui battit les insurgés à *Humachiri*. Ensuite Pezuela et Ramirez réunis reprirent de nouveau l'offensive dans le Haut Pérou et vainquirent près de *Viluma* le général Rondeau, successeur de Belgrano (29 novembre 1815).

Enfin, le 5 février 1819, les deux républiques du Chili et de Buénos-Ayres signèrent un traité par lequel elles s'engageaient à unir leurs efforts pour délivrer le Pérou. L'escadre chilienne, commandée par l'amiral anglais Cochrane, vint attaquer les Espagnols par mer. Saint-Martin, parti de Valparaiso avec 4,500 hommes, débarqua, le 30 octobre 1820, dans la baie d'Aucon, à 7 lieues au nord de Lima, tandis que Cochrane, par un hardi coup de main enlevait dans la rade même du Callao la frégate espagnole *la Esmeralda*, de quarante canons. Truxillo s'insurgea. Le nouveau vice-roi du Pérou, don José de la Serna, successeur de Pezuela, obligé de défendre 600 lieues de côte, dut évacuer Lima pour se retirer dans la province de Cuzco (6 juillet 1821). Saint-Martin y entra, proclama l'indépendance du Pérou et, le 1^{er} octobre, s'empara du *Callao*. Mais, bientôt après, il voulut se faire proclamer empereur et se brouilla avec Cochrane, qui abandonna le Pérou à lui-même.

Le général espagnol Canterac reprit l'offensive et fut vainqueur à *Ica* (7 avril 1822). Saint-Martin tenta un coup d'État à Lima, dans la nuit du 4 mai 1822. Mais le premier congrès

péruvien, convoqué le 20 septembre suivant, ne lui accorda pas le titre qu'il souhaitait, et il quitta Lima pour se retirer au Chili¹.

Après son départ, le Péruvien Alvarado fut vaincu par l'Espagnol Valdez à *Torata* et à *Moquehua* (19-20 janvier 1823). Don José de la Riva Aguero, mis à la tête de l'armée péruvienne, appela à son aide le président de la Colombie, Bolívar. Celui-ci envoya à son secours le général Sucre, qui débarqua au Callao avec 3,000 Colombiens. Il était temps. L'Espagnol Canterac était rentré dans Lima (23 juin 1823). Nommé généralissime, Sucre alla débarquer dans le Sud pour secourir le Péruvien Santa-Cruz, sans pouvoir empêcher l'insuccès de celui-ci, que La Serna et Valdez obligèrent à se rembarquer après une défaite désastreuse. Les discordes civiles vinrent s'ajouter aux revers du Pérou ; un seul homme paraissait désormais capable de le sauver : Bolívar.

Le *libérateur* y arriva, et le 1^{er} septembre 1823 entra en triomphe dans Lima, évacué par les Espagnols. Reconnu dictateur, il éprouva d'abord un échec. Des soldats nègres mutinés livrèrent le Callao au brigadier espagnol Rodil, et ils reprirent même Lima (février 1824). Mais rejoint par des renforts colombiens, Bolívar mit en déroute la cavalerie espagnole à *Junin*.

Enfin, le 8 décembre 1824, le général Sucre, lieutenant de Bolívar, remporta dans la plaine d'*Ayacucho* une victoire décisive sur le vice-roi La Serna, qui fut pris, et les généraux Valdez et Canterac, qui durent capituler. Les Espagnols ne possédaient plus que le Callao. Le brigadier Rodil s'y défendit jusqu'au 11 janvier 1826 et en sortit par une capitulation honorable. Le Pérou était libre.

Indépendance du Paraguay. Le docteur Francia (1814-1840). Enveloppé de trois côtés par deux grands fleuves et couvert d'immenses forêts, le Paraguay forme une sorte d'île, isolée à l'intérieur de l'Amérique du Sud. Jusqu'à la destruction de leur ordre, les Jésuites y avaient exercé au milieu des Indiens une autorité presque souveraine, sous la suprématie nominale de l'Espagne. Envoyé de Buénos-Ayres pour soulever ce pays, Belgrano échoua en 1810 ; mais l'année suivante un complot éclata, et le gouverneur espagnol Velasco fut arrêté (14-

1. Saint-Martin quitta le Chili en 1824. Il vécut dès lors en Angleterre et en France, passa vingt-cinq ans à Paris, et mourut à Boulogne-sur-Mer en 1850.

15 mai 1811). Le docteur José-Gaspar-Rodriguez de Francia, syndic et alcade, âgé alors de cinquante-trois ans, se mit à la tête de la junte, dont il accapara peu à peu tous les pouvoirs. Buénos-Ayres reconnut par un traité l'indépendance du Paraguay (12 octobre 1811).

Le 2 novembre 1813, Francia fit dissoudre la junte par un congrès dont il gagna les membres; ensuite leur ayant lu un exemplaire de l'*Histoire romaine* de Rollin, il leur fit nommer pour un an deux consuls. On fit deux chaises curules en cuir, sur lesquelles on inscrivit les noms de *César* et de *Pompée*. Francia s'installa sur la première. Son consulat expiré, il réunit de nouveau le congrès, composé de mille députés nommés par lui-même, entoura de soldats l'église où siégeait l'assemblée et se fit proclamer par elle dictateur pour trois ans (1817). En 1817, il devint dictateur à vie. Il exerça pendant vingt-trois ans, jusqu'à sa mort (1840), une autorité absolue et interdit à ses administrés, il serait plus exact de dire à ses sujets, toute relation avec les étrangers.

Congrès de Caracas (1826). Divisions des Américains. — Qu'allaient devenir les États affranchis? S'uniraient-ils pour former une vaste confédération, comme les États-Unis de l'Amérique du Nord? Se diviseraient-ils pour exister isolément? On put croire un instant que, grâce aux efforts de Bolivar, la première hypothèse se réaliserait. Le Haut Pérou, indépendant le 11 août 1825, avait pris en son honneur le nom de *République de Bolivar* ou *Bolivie*. En 1826, le *libérateur* posséda la dictature à la fois dans la Bolivie, le Pérou et la Colombie. Il confia au général Sucre la direction de la Bolivie et invita tous les États de l'Amérique du Sud à envoyer des représentants au congrès de Panama.

Ce congrès s'ouvrit le 22 juin 1826. Bolivar rêvait l'union de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de la Plata et du Chili en une immense république dont il aurait été le chef. On l'accusa de vouloir se faire empereur. Le président du congrès, Vidaure, ministre des affaires étrangères au Pérou, lui résista. Le congrès se sépara sans avoir rien fait. En 1827, le congrès de Lima

1. Au Chili, le gouverneur espagnol Quintanilla se maintint dans l'île de Chiloe jusqu'au 19 janvier 1826, et le colonel Seniosain dans l'Araucanie jusqu'au 22 avril 1828. Au Mexique, Saint-Jean d'Ulloa resta entre les mains des Espagnols jusqu'en 1826, et au mois de juillet 1829 le général Barradas, parti de la Havane avec 3,000 hommes, vint débarquer à Tampico; mais il reconnut vite son impuissance et remit à la voile.

enleva à Bolivar la présidence à vie du Pérou et nomma le général La Mar. Le 25 novembre 1829 une révolution éclata à Caracas. Le Vénézuéla se détacha de la Colombie. Découragé, Bolivar donna sa démission le 27 avril 1830. Joaquin Mosquera fut nommé président de la Colombie (4 mai 1830). De son côté l'Équateur se détacha avec le général Florès. Toutes les espérances de Bolivar s'étaient évanouies. Il venait d'apprendre la mort de son lieutenant Sucre, fait prisonnier et fusillé par le général Ovando. Le libérateur mourut le 17 décembre 1830 à San-Pedro, près de Sainte-Marthe; ses derniers mots furent: « De l'union! de l'union! »

CHAPITRE XXI.

Affranchissement de la Grèce.

La Grèce sous la domination turque. Les raïas ou gliaours, les Klephtes et les Palikares, les marins des îles. — Les Philomuses. L'hétérie amicale, le Fanar. — Ali-Pacha. Les femmes souliotes. Parga vendue aux Turcs. — Révolte et mort d'Ali-Pacha (1821-1822). Alexandre Ypsilanti.

Indépendance de la Grèce (21 mars 1821). Botzaris, Miaoulis, Canaris, Colocotroni et Démétrius Ypsilanti. — Massacres de Scio (avril 1822). Sympathies de l'Europe pour les Grecs. — Les Égyptiens en Morée. Prise de Navarin (1825); de Missolonghi (1826). — Destruction des janissaires (1826). Médresse des Grecs.

Médiation proposée par la Russie, l'Angleterre et la France. — Bataille de Navarin (20 octobre 1827). — Les Français en Morée. — Invasion de la Turquie par les Russes (1828). — Traité d'Andrinople (1829). Indépendance de la Grèce.

La Grèce sous la domination turque. Les raïas ou gliaours, les Klephtes et les Palikares, les marins des îles. — Il y avait un pays en Europe dont personne ne s'occupait plus depuis des siècles, qui restait muet, souffrant, asservi, pendant que les autres nations avaient tour à tour dans l'histoire du monde leur jour de gloire et de puissance. Et pourtant ce pays c'était la Grèce, la terre classique des souvenirs, la patrie de Sophocle et d'Homère, d'Eschyle et d'Hérodote, de Thucydide et de Platon. Les ronces croissaient dans l'agora, où Démosthène s'était un jour écrié en saluant le dernier effort de sa patrie pour mourir debout: « Non, Athéniens, vous n'avez pas

failli en combattant pour la liberté de la Grèce ! Je le jure par ceux qui sont morts aux Thermopyles, par ceux qui ont vaincu à Marathon ! » Depuis deux mille ans, la Grèce n'avait fait que changer de maîtres. Soumise aux Romains, du moins elle avait été respectée des vainqueurs. Cicéron et Pline avaient fait entendre en sa faveur des voix éloquentes : Plutarque était sorti de la Béotie ; Virgile et Sénèque, Marc-Aurèle et Julien, s'étaient inspirés aux sources vivifiantes de l'antique Hellade. Mais bientôt tout avait disparu. « *Les dieux s'en vont !* » et les barbares viennent : d'abord les Wisigoths, ensuite les Turcs. La Grèce chrétienne, moins heureuse que la Grèce païenne, vit le croissant flotter sur ses villes. Longtemps la Morée, restée vénitienne, eut du moins la consolation d'être soumise à une nation civilisée ; mais au dix-huitième siècle ce dernier coin de terre tomba au pouvoir des musulmans. Sur les rives de l'Eurotas, au milieu des lauriers-roses, Chateaubriand chercha vainement les descendants de Léonidas. Catherine II, malgré ses promesses à Voltaire, avait laissé les Hellènes sous le joug. La France s'enthousiasmait à la vue de la *Vénus de Milo* et de la *Polymnie*, sorties du fond des décombres pour venir orner ses musées ; mais elle ne faisait rien encore pour délivrer le peuple qui avait produit ces chefs-d'œuvre.

La Grèce n'était pas morte cependant. Oubliée de l'Europe, opprimée par ses maîtres, elle avait retrouvé dans l'isolement et la barbarie une vigueur nouvelle. Si les habitants des plaines, courbés sous le pouvoir musulman, flétris des noms de *raïas* et de *giouurs*, subissaient sans résistance d'odieuses persécutions, le *Klephte*, le *Palikare*, embusqué dans sa montagne, habitué à errer au milieu des bois, à chercher sa vie de rocher en rocher et de caverne en caverne, toujours le fusil à la main, effrayait les Turcs par ses attaques audacieuses. Moitié héros, moitié brigand, il rappelait ces guerriers des temps fabuleux, ces Hercule et ces Thésée, redresseurs de torts, devant lesquels tremblaient les monstres et les tyrans. Ulysse, à son tour, le rusé marin d'Ithaque, à l'esprit si souple et fertile en expédients, revivait dans la population des îles. Parfois pirates, toujours marchands, rusés et intrépides, les marins des îles sillonnaient la Méditerranée de leur pavillon. Scio, Ipsara, Hydria, Samos, Lesbos, Nauplie, Sydonie, renfermaient dans leurs ports d'innombrables petits bâtiments, plus de six cents, montés par plus de vingt mille hommes. La vie, qui semblait éteinte au cœur du pays, s'était réfugiée à la mer, aux montagnes. Comme avant

Salamine, comme au temps de Thémistocle, la Grèce avait trouvé asile sur ses vaisseaux.

Les Philomuses. L'hétérie amicale. Le Fanar. — L'ébranlement communiqué à toute l'Europe par la révolution française, la présence des soldats de Napoléon dans les îles Ioniennes, celle des Russes sur les bords du Danube, eurent leur contre-coup dans toutes les provinces de l'ancien empire ottoman. Les montagnards du Monténégro s'affranchirent de la domination musulmane ; les Serviens se révoltèrent en 1804 à la voix de Czerny Georges, et furent dès lors indépendants. La société des *Philomuses*, qui comptait parmi ses membres le comte Capo d'Istria, ministre de l'empereur de Russie, établit dans toutes les villes grecques des écoles nationales (1814). Trois Grecs de Constantinople, Skoufas, Xanthos et Dikeos, fondèrent l'*hétérie amicale* (*étrapeia*, association). Tous ses membres prêtaient serment de se vouer à l'indépendance de la Grèce. « Ta vie est ma vie, mon âme est ton âme, » disait au nouvel adepte celui qui le recevait dans la société. Les riches habitants du *Fanar* (quartier grec de Constantinople), ceux de Smyrne, Scio, Samos, Missolonghi, Janina, Boukharest, Iassy, Trieste, y entrèrent successivement. Alexandre Ypsilanti, aide de camp de l'empereur de Russie, le suppliait de venir au secours de la Grèce opprimée, et souvent l'on entendit le czar s'écrier : « Je ne fais encore rien pour mes pauvres Grecs ; mais patience : l'heure de la délivrance sonnera ! » Enfin, en 1820, la révolte d'un des principaux serviteurs du sultan fut pour les Grecs le signal de la guerre.

Ali-Pacha. Les femmes souliotes. Parga vendue aux Turcs. — Un Albanais, Ali de Tébélen, pacha de Janina, en Épire, avait été chargé par la Porte de contenir cette contrée dans la soumission. Ali était le véritable type du tyran : débauché, voluptueux, rusé et cruel, la vue du sang versé, les cris de douleur des victimes semblaient être pour lui un plaisir. Il s'était fait une terrible renommée ; les musulmans le redoutaient autant que les chrétiens. Mentir, trahir ses promesses, n'était pour lui qu'un jeu. Au milieu des orgies et des crimes, cet homme cruel semblait avoir conservé toute sa finesse, toute sa vigueur. Il était parvenu à l'âge de quatre-vingts ans. Par un étrange contraste qui n'est pas rare en Orient, « il aimait, dit un historien, à respirer le parfum des fleurs et à entendre le chant des rossignols dans son charnier de Janina. » Ali s'était rendu indépendant de la Porte. Il avait une armée d'hommes

choisis, de *dévoués*, comme le *vieux de la montagne*, le chef des *Hassassins* au moyen âge. Toutes les peuplades grecques de l'Épire avaient été successivement vaincues par lui. Les habitants de Souli, qui depuis cinquante ans tenaient tête aux Turcs derrière leurs murailles, furent obligés de quitter leur ville et de se retirer dans les montagnes. Ils y furent poursuivis. Le plateau où ils s'étaient réfugiés n'était accessible que d'un seul côté; tous les autres étaient environnés d'affreux précipices. Quand leurs derniers défenseurs eurent péri, deux cents femmes souliotes, plutôt que de devenir esclaves des musulmans, se précipitèrent avec leurs enfants dans l'abîme.

Une dernière ville grecque de l'Épire, Parga, restait indépendante sous la protection de l'Angleterre. Sir Thomas Maitland, gouverneur des îles Ioniennes et digne successeur de lord Elgin, qui avait dévasté Athènes en 1814, vendit cette ville chrétienne au pacha de Janina. Les Parganiotes ne voulurent pas se soumettre; ils brûlèrent les ossements de leurs pères, dirent adieu à la patrie et ne laissèrent au vieil Ali qu'une ville déserte. Tout réussissait au maître de l'Épire; il avait un trésor de cent cinquante millions (1819).

Révolte et mort d'Ali-Pacha (1821-1822). Alexandre Ypsilanti. — Mais, à cette époque, le sultan Mahmoud voulut contraindre Ali à redevenir, comme les autres pachas, un simple gouverneur de province. Ali refusa de renoncer à son indépendance. Déclaré rebelle et assiégé dans son château de Janina, il se défendit avec acharnement. Malgré ses quatre-vingts ans, on le voyait sans cesse sur les remparts, à cheval ou porté dans un brancard, tenant à la main un mousqueton de Charles XII ou un fusil dont Bonaparte lui avait fait présent. Devenu l'ami de ceux dont il avait été le persécuteur, il se fit affilier à l'*hétérie*. Marco Botzaris, chef des Souliotes, ayant intercepté une lettre dans laquelle le sultan ordonnait à ses généraux d'exterminer les hétéristes quand ils en auraient fini avec Ali, prit les armes aussitôt en faveur de ce dernier. Pourtant Ali fut vaincu. Il se réfugia dans un souterrain qui renfermait ses trésors et deux mille barils de poudre, menaçant de faire sauter la ville. Des Turcs lui furent envoyés pour lui proposer une capitulation. En leur présence, il tira ses pistolets et les dirigea vers les barils. Les Turcs tombent à ses pieds. « Ce n'est rien, leur dit Ali, mes pistolets me gênaient, et j'ai voulu me débarrasser. » Pourtant il se rendit au bout de deux jours. On viola la capitulation.

Il fut mis à mort et sa tête fut exposée à Constantinople devant le sérail.

Pendant que l'Épire rentrait sous la domination des Turcs, une poignée d'hommes essayaient de soulever les bords du Danube. Ypsilanti, aide de camp d'Alexandre et l'un des chefs des hétéristes, franchit le Pruth avec quelques volontaires. « Ah ! le brave garçon ! » s'écria d'abord l'empereur de Russie. Mais M. de Metternich lui représenta que « soutenir des rebelles, ce serait déchaîner l'esprit révolutionnaire en Europe ». Battu par les Turcs, Ypsilanti fut arrêté par les Autrichiens, qui le retinrent six ans prisonnier. Pourtant le signal de la guerre était donné; déjà elle avait commencé sur presque tous les points des îles et du continent.

Indépendance de la Grèce (21 mars 1821). Botzaris, Miaulis, Canaris, Colocotroni et Démétrius Ypsilanti. — Le 21 mars 1821, l'archevêque Germanos planta sur les murs de Calavrita, en Achaïe, le drapeau de l'indépendance; Colocotroni se joignit à lui. Toute la Morée courut aux armes; Athènes se souleva à son tour, en même temps que Missolonghi, au secours de laquelle vint Marco Botzaris avec ses Souliotes. Toutes les îles se déclarèrent libres. La mer se couvrit de leurs navires. A la tête de cette flottille, destinée à devenir bientôt célèbre, se trouvaient Miaulis et Canaris.

A la nouvelle de l'insurrection, un affreux tumulte éclata à Constantinople. Les chrétiens sont massacrés; le prince Constantin Mourousis est décapité aux portes du sérail; le patriarche Grégoire est arraché de son église le jour de Pâques et pendu dans ses habits pontificaux. Quatre-vingt-trois prêtres sont mis à mort. Les églises et les quartiers habités par les chrétiens sont livrés au pillage (22 avril 1821).

Ces scènes affreuses et le massacre de Patras, dans lequel les Turcs mirent à mort quinze mille personnes, ne firent qu'enflammer les Grecs d'une ardeur nouvelle. Des feux allumés sur toutes les montagnes donnèrent au pays le signal de l'insurrection. Une escadre turque de quatre vaisseaux de ligne et de quatre frégates, avec un grand nombre de bâtiments inférieurs, fut accostée par la petite flottille de Canaris. L'intépide marin attache un brûlot enflammé aux flancs d'un vaisseau turc monté par neuf cent cinquante hommes; le vaisseau fait explosion avec son équipage. Neuf autres bâtiments furent brûlés. Sur terre, Colocotroni et les Grecs prirent d'assaut Tripolizza, dans

la Morée, et répondirent aux cruautés des Turcs en massacrant la garnison. En Épire, Marco Botzaris, victime d'une trahison, avait perdu Souli et était mort le sabre à la main; mais le pacha Dram-Ali, entré dans la Morée, fut complètement battu par Nicétas et Démétrius Ypsilanti; en Thessalie, Odysseus, avec trois mille hommes, vainquit les douze mille Turcs du pacha Chourchid. Malgré la disproportion de ses forces contre celles des Turcs, l'insurrection luttait partout héroïquement et presque toujours avec succès.

Au milieu même de la lutte, le pays s'organisait. Un congrès national réuni à Epidauré proclama, le 1^{er} janvier 1822, l'indépendance de la Grèce; trois semaines après, il publia un acte constitutionnel qui établissait un conseil exécutif de cinq membres, présidé par Mavrokordatos, et un sénat de cinquante-neuf membres, présidé par Démétrius Ypsilanti. Le nouveau gouvernement implora le secours des nations chrétiennes; une catastrophe déplorable vint attirer leur attention et donner aux Grecs les sympathies du monde civilisé dans leur lutte avec les barbares contre lesquels ils défendaient leur liberté.

Massacres de Scio (avril 1822). Sympathies de l'Europe pour les Grecs. — L'île de Scio, l'ancienne Chios, passait pour le paradis de l'Orient. Entourée d'une mer limpide, sous un ciel toujours pur, avec ses vingt-deux villages, ses bois de palmiers et sa riche végétation, elle avait l'aspect d'un magnifique jardin. Elle était célèbre pour la beauté de ses femmes. La population avait des mœurs douces et indolentes. L'arrivée d'une troupe de Samiens avait pu seule la déterminer à secourir le joug des Turcs. La Porte résolut d'épouvanter tous les Grecs par la dévastation de Scio. Le 22 avril 1822, six vaisseaux de ligne, six frégates, quinze corvettes, vingt-sept bâtiments de transport, vinrent débarquer à Scio 45,000 hommes. Loin de résister, les habitants s'avancent à leur rencontre avec leurs prêtres et leurs jeunes filles, apportant des vivres et des présents. Néanmoins l'ordre du carnage est donné. L'église de Scio est livrée aux flammes. Les femmes et les enfants tombent sous le cimeterre. « Exterminez, s'écrient les derviches; c'est Allah, c'est le prophète, c'est le sultan qui l'ordonne! » Les pals, les gibets se dressent sur le rivage: on forme des pyramides de têtes coupées. Pourtant les victimes préférèrent la mort à l'apostasie. « Χαίρετε (réjouissez-vous), » s'écrie un prêtre en bénissant la foule à genoux, et les jeunes filles courent au-devant des coups, en s'écriant: « Victoire à la croix! » Ces horreurs

durèrent un mois. Enfin, les Turcs se retirèrent: ils emmenaient trente-cinq mille esclaves. L'Europe fut saisie d'indignation. Victor Hugo flétrit les bourreaux dans l'une de ses *Orientales*, en attendant qu'Eugène Delacroix composât son admirable tableau des *Massacres de Scio*. « De la poudre et des balles! » voilà ce que tous les Grecs demandèrent avec le poète, lorsqu'ils apprirent l'égorgement de leurs frères.

Leur mort fut vengée. Le 19 juin 1822, Canaris et Miaulis, avec leur flottille, entrèrent dans le canal de Scio. En vain les Turcs veulent fuir. Au milieu de la nuit, les brûlots s'accrochent aux flancs du vaisseau amiral. « Vous allez tous brûler! » leur crie Canaris, et le vaisseau fait explosion avec ses quatre-vingts canons et les 2,300 hommes qui le couvraient. Le capitain-pacha, qui fuyait dans un canot, ne put échapper à la mort: la chute d'un mât lui brisa la tête.

Cependant le courage des Grecs avait excité l'admiration, et leurs souffrances avaient soulevé en leur faveur l'opinion publique dans toute l'Europe. En France, en Angleterre, les sympathies ne restèrent pas inactives. « Dût le sang des hommes couler comme un fleuve, s'écriait lord Byron, le grand poète anglais, qu'il coule, qu'il déborde, plutôt que de ramper lâchement dans nos veines, à travers mille canaux oisifs, chargé d'entraves comme ces eaux que compriment les digues et les écluses, et pareil dans ses mouvements à un malade qui se lève endormi, fait trois pas et tombe!... Plutôt que de croupir dans nos marais, mieux vaut reposer où les Spartiates immolés sont libres encore, dans leur glorieuse ossuaire des Thermopyles! » Et Byron, quittant Venise, où il vivait depuis trois ans, vint combattre avec les défenseurs de Missolonghi. Déjà le capitaine français Baleste avait péri à la tête des insurgés de l'île de Crète; le colonel Fabvier, MM. Vouthier et Raybaud, l'Anglais Gordon, l'illustre comte italien de Santa-Rosa, avaient mis leur épée au service des Hellènes. Pendant toute l'année 1823, la lutte continua sur terre et sur mer sans amener de résultats.

Les Égyptiens en Morée. Prise de Navarin (1825); de Missolonghi (1826). — Mais le sultan Mahmoud avait trouvé un puissant allié; un chef albanais, Méhémet-Ali, devenu pacha d'Égypte et à peu près indépendant dans ce pays, y régnait depuis près de vingt ans. Avec l'aide du colonel français Séve, il avait organisé une armée de 30,000 hommes; il avait conquis la Nubie, le Kordofan, le Darfour et l'Yémen. Le sultan lui demanda des secours; Méhémet-Ali les promit. « Que Dieu, lui

dit un de ses ministres, enlève toutes les couronnes de la terre et les pose sur ton front. Elles t'appartiennent; tu es le Bonaparte de l'Afrique! » Au mois de juillet 1824, Ibrahim, fils aîné de Méhémet-Ali, partit d'Alexandrie avec 63 bâtiments de guerre, 400 bâtiments de transport, 46,000 fantassins, 800 cavaliers et une artillerie formidable. Miaulis et Canaris vinrent bravement avec leur flottille au-devant des Égyptiens, leur brûlèrent plusieurs navires dans les eaux de Samos et les forcèrent à chercher un refuge à Candie. Mais Ibrahim reprit la mer, et, le 26 février 1825, il jeta l'ancre dans la rade de Modon. Les chefs grecs étaient divisés; l'arrivée d'Ibrahim jeta la terreur dans la Morée. Les Égyptiens débloquèrent Coron et investirent Navarin. Tsamados, Sahinis, le comte de Santa-Rosa, s'étaient établis sur le rocher de Sphactérie pour entraver le siège; ils y furent attaqués et accablés par le nombre: tous périrent. L'incendie de 21 bâtiments égyptiens, brûlés par Miaulis, ne put sauver Navarin. La ville tomba au pouvoir d'Ibrahim; puis il s'empara de Tripolitza. Battu près des moulins de Lerne, il ne put se rendre maître de Napoli de Romanie; mais tout le reste de la Morée fut occupé, les vignes brûlées, les oliviers coupés sur pied, les villages livrés aux flammes. 8,000 hommes de renfort vinrent encore grossir l'armée égyptienne.

Au nord de l'isthme de Corinthe, les Grecs n'étaient pas plus heureux. Missolonghi, le boulevard de l'indépendance hellénique, où lord Byron était mort le 19 avril 1824, fut assiégée par Réchid-Pacha et 30,000 Albanais. Soixante bâtiments de guerre turcs, commandés par Topal-Pacha, assaillirent la ville du côté de la mer. Les Grecs refusèrent de se rendre. Le rempart miné s'écroula; mais les assaillants furent repoussés dans deux assauts. Les assiégés à leur tour minèrent et firent sauter les retranchements ennemis. Alors Réchid implora le secours d'Ibrahim. Le siège durait déjà depuis deux ans quand Ibrahim parut avec 40,000 Égyptiens; il s'empara de l'entrée du port. Les assiégés, réduits à la famine, n'avaient plus d'autre nourriture que l'herbe du rempart. Ils résolurent de se frayer un passage, en plusieurs colonnes, à travers le camp des Turcs et de se réunir sur le mont Aracynthe; mais un espion prévint Ibrahim: le 12 avril 1826, au soir, une première colonne parvint à sortir de la place; sur le mont Aracynthe, elle trouva les Égyptiens. Elle perça leurs rangs, et 4,800 hommes s'échappèrent ainsi; le reste de la garnison fut refoulé dans la place. On se battit de maison en maison pendant quatre heures. L'évêque

Kristos Kapsalis, avec les femmes, les enfants, les infirmes, s'était réfugié dans le dépôt des munitions de guerre. Quand les Égyptiens parurent, il bénit une dernière fois ceux qui l'entouraient. « Souviens-toi de nous, Seigneur! » s'écria-t-il, et il mit le feu aux poudres. Le sol s'entr'ouvrit, les maisons s'ébranlèrent; la mer, refoulée par la secousse, recule. Cinq mille Grecs ou Égyptiens venaient de périr. Missolonghi n'existait plus!

Destruction des janissaires (1826). Détresse des Grecs. — Tout semblait réussir au Grand Seigneur. A Constantinople, il avait voulu organiser ses troupes à l'européenne. Les janissaires irrités se soulevèrent; les marmites furent renversées¹, une partie de la ville fut pillée. Mais Mahmoud déploya la veste du prophète, des troupes nombreuses accoururent. Après trois jours de combat, les janissaires furent vaincus et refoulés dans l'Hippodrome, dont les portes furent enfoncées à coups de canon. Tous les vaincus périrent en combattant ou furent livrés au supplice (juin 1826). Partout Mahmoud triomphait. Il venait d'apprendre que la citadelle d'Athènes était tombée au pouvoir des Égyptiens. Vaincue, découragée, livrée à la discorde, la Grèce semblait sur le point de périr.

Médiation proposée par la Russie, l'Angleterre et la France. — Déjà plus de 200,000 Grecs avaient succombé. Fallait-il laisser exterminer les Hellènes survivants encore? L'Europe chrétienne et civilisée pouvait-elle abandonner des chrétiens, les descendants du peuple le plus illustre de l'antiquité, au cimetière des Ottomans? Pouvait-elle rester plus longtemps indifférente, quand partout l'opinion publique s'était prononcée avec tant d'énergie, quand déjà Ballesta, Santa-Rosa, Byron, étaient morts pour la Grèce, et que Cochrane, Church, Fabvier, combattaient encore pour elle? La Russie, qui avait tout à gagner à la défaite des Turcs, l'Angleterre, qui ne voulait pas voir les Russes intervenir seuls et s'emparer de Constantinople, enfin le gouvernement français, entraîné par l'opinion publique, s'unirent pour proposer leur médiation aux Grecs et à la Turquie (6 juillet 1827). Si, au bout d'un mois, les Turcs n'avaient pas accepté cette médiation, on devait les contraindre

1. Chaque janissaire portait en campagne sa marmite: la renverser, c'était déclarer qu'il refusait de marcher, c'était se mettre en révolte contre le sultan.

par les armes à céder. Mahmoud repoussa les propositions des trois puissances; il espérait en avoir fini avec les Grecs avant que l'Europe chrétienne fût prête à intervenir.

Bataille de Navarin (20 octobre 1827). — Il se trompait. On apprit bientôt qu'une flotte égyptienne et turque, forte de 92 bâtiments de guerre, dont 3 vaisseaux de ligne, 4 vaisseau rasé et 16 frégates, était venue, sous les ordres d'Ibrahim, mouiller dans la rade de Navarin, où elle était protégée par les batteries des forts. Ibrahim espérait, avec de pareilles forces, soumettre sans peine Napoli de Romanie et l'île d'Hydra. Tout à coup une flotte anglaise, française, russe, forte de 10 vaisseaux de ligne, 10 frégates, 1 corvette et plusieurs bâtiments inférieurs, sous les ordres des amiraux sir Codrington, de Rigny, Heydden, se présenta devant Navarin. Ibrahim fut invité à suspendre les hostilités, en attendant que la médiation eût été acceptée par le sultan. Saisi de colère, Ibrahim résolut d'exterminer la population de la Morée: il répandit ses troupes dans toute la péninsule; les moissons, les maisons, les moulins, furent brûlés; on coupa les arbres; on renversa les villages.

En apprenant ce qui se passait, les amiraux enjoignirent à Ibrahim de ne pas faire sortir sa flotte de Navarin. Il leur répondit qu'il n'avait pas d'ordres à recevoir d'eux et qu'il n'exécuterait que ceux du sultan. Le 20 octobre 1827, comme il s'appretait à sortir, les trois escadres vinrent se ranger à l'entrée de la rade pour lui barrer le passage. Une balle partie d'un brûlot turc blessa un aspirant anglais. Ce fut le signal du combat. Les vaisseaux anglais, français et russes voguèrent droit sur la ligne ennemie, en recevant à la fois le feu de la flotte et celui des forts de Navarin. La lutte fut épouvantable. L'amiral français, M. de Rigny, monté sur la frégate *la Syrène* et suivi du vaisseau *le Scipion*, était au plus épais du feu. Transportés d'une rage inexprimable, les Turcs et les Égyptiens foudroyaient leurs adversaires, auxquels leurs coups, visés trop haut, ne faisaient que peu de mal. Un grand nombre de bâtiments ottomans furent bientôt la proie des flammes. Une épaisse fumée couvrait le champ de bataille. Le feu avait été allumé, puis éteint, à bord de plusieurs bâtiments anglais, français et russes. « Les vagues, dit Lacretelle, bouillonnent sous un ciel sercin. On voit voler des tourbillons de mèches, d'étincelles, de cordages enflammés, redoutables pour les vainqueurs. Le combat est livré de si près, soutenu avec tant de rage, qu'ils

ont beaucoup à souffrir. Dès la première attaque leur succès était certain. *L'Azow*, mutilé, soutint un long combat contre le vaisseau amiral ottoman, plus mutilé encore, et parvient à le faire sauter en l'air. Au bruit des effroyables décharges se mêle de moment en moment celui de l'explosion des vaisseaux qui vont s'engloutir. Les vaincus ne se lassent pas de chercher la mort, et parviennent souvent à la donner. Le rivage est couvert de musulmans qui s'arrachent les cheveux et d'Hellènes affamés, moribonds, qui savourent tout bas leur vengeance, en voyant leurs ennemis précipités dans les flots. » La destruction de la flotte turque et égyptienne fut complète. Les Ottomans avaient perdu environ huit mille hommes, leurs adversaires quatre ou cinq cents.

Les Français en Morée. — Cette journée était décisive pour l'indépendance de la Grèce. La Russie et la France s'en réjouirent; mais l'Angleterre s'effraya: la ruine des Turcs pouvait conduire le czar à Constantinople. Aussi le roi d'Angleterre, dans un message aux deux chambres, qualifia-t-il la bataille de Navarin de *malentendu déplorable*. Mais l'impulsion était donnée. Pour que la Grèce fût définitivement libre, il fallait que l'armée égyptienne évacuât la Morée. Méhémet-Ali était las de sacrifier ses armées et sa marine sans résultat dans l'intérêt des Turcs. Ibrahim signa avec le vice-amiral Codrington, commandant des trois escadres réunies, une convention par laquelle il s'engageait à remettre aux mains des alliés les places fortes de la Morée, telles que Patras, Coron, Modon, Navarin. Un corps de quatorze mille Français fut embarqué pour la Grèce afin de les occuper; il était commandé par le lieutenant général Maison, les maréchaux de camp Tiburce Sébastiani et Schneider. Toutes les places fortes leur furent livrées sans résistance, à l'exception du château de Morée, et les troupes égyptiennes se rembarquèrent pour leur pays. La moitié de la Grèce était libre.

Invasion de la Turquie par les Russes (1828). — En même temps l'empereur de Russie Nicolas avait déclaré la guerre aux Turcs. Wittgenstein franchit le Pruth avec 400,000 hommes au mois de mai 1828; il occupa la Moldavie et la Valachie sans résistance et arriva sur les bords du Danube. Mais là commencèrent les obstacles. Repoussée vigoureusement sous les murs de Silistrie, l'armée russe, commandée par l'empereur en personne, laissa un corps d'observation devant cette place et franchit le fleuve. Un traître lui ouvrit les portes de

Varna. Mais les mauvais temps et les pluies survinrent, les maladies se mirent dans l'armée, qui diminua bientôt d'une manière effrayante. Il fallut repasser le Danube après avoir fait des pertes énormes. Nicolas, qui s'était embarqué sur la mer Noire, fut ballotté par la tempête pendant quatre jours et faillit périr.

Les hostilités recommencèrent l'année suivante en Europe et en Asie. Le feld-maréchal Paskiévitich envahit l'Arménie; sur le Danube, Diébitch s'empara de Silistrie. Les Russes franchirent les monts Balkans et marchèrent sur Andrinople. Partout les Turcs avaient le dessous. En Asie, ils avaient perdu Trébizonde : Constantinople était menacée.

Traité d'Andrinople (1829). Indépendance de la Grèce. — Le sultan Mahmoud consentit enfin à traiter. Par la paix d'Andrinople (14 septembre 1829), Mahmoud reconnaissait l'indépendance de la Grèce; il accordait aux Russes la libre navigation de la mer Noire et le passage des Dardanelles pour les vaisseaux marchands. Il cédait à la Russie l'embouchure septentrionale du Danube et un territoire au pied du Caucase. La Moldavie et la Valachie, gouvernées chacune par un hospodar à vie, n'étaient plus rattachées à la Porte que par un simple lien de vassalité; il en était de même de la Serbie, désormais gouvernée par un prince particulier. Les Russes avaient donc triomphé.

La Grèce, elle aussi, était enfin indépendante; mais elle était resserrée dans d'étroites limites : l'Épire, la Thessalie, la Macédoine, Candie, Samos, Ipsara, Scio, retombaient sous la domination ottomane. Trop faible pour régénérer l'Orient et vivre de sa vie propre, le nouvel État n'en était pas moins un objet d'envie pour les Grecs restés sous la domination musulmane; il éveillait chez toutes les populations chrétiennes de l'Orient un désir d'affranchissement auquel il ne donnait pas satisfaction. En s'en tenant à une demi-mesure, la diplomatie européenne avait donc établi dans la péninsule gréco-slave un foyer d'agitation de plus. Elle avait affaibli la Turquie sans la détruire, encouragé la Grèce sans la délivrer entièrement, et préparé dans l'avenir de nouvelles complications, de nouvelles causes de déchirement.

Le petit État grec était d'ailleurs livré à la guerre civile. Ruinés par la guerre qu'ils avaient soutenue, les insulaires ne vivaient plus que de piraterie et étaient redevenus barbares. On avait vu un officier français, l'enseigne Bisson, se faire sauter

avec son bâtiment plutôt que de tomber en leur pouvoir¹. L'Europe devait donner pour roi aux Grecs en 1832, après l'assassinat du président Capo d'Istria et le refus de Léopold de Cobourg, le prince Othon, fils du roi de Bavière.

CHAPITRE XXII.

Les lettres, les sciences et les arts sous la Restauration.

Les classiques et les romantiques. Caractères de la littérature nouvelle. — Influence des littératures allemande et anglaise : Klopstock, Herder, Goethe, Schiller, Byron, Shelley, Walter Scott.

Poètes français : Victor Hugo, Lamartine, Alfred de Vigny, Casimir Delavigne, Béranger. — Prosateurs : Charles Nodier, Paul-Louis Courier, Lamennais, Villemain, Cousin. — Historiens : Augustin Thierry, Guizot, Thiers, Sismondi, Michelet, Quinet, Henri Martin, Mignet.

Beaux-arts. Peinture : Ingres, Horace Vernet, Gérard, Eugène Delacroix, Paul Delaroche, Ary Scheffer. — Musique : Boieldieu, Auber, Hérold, Rossini, Meyerbeer, Mendelssohn, Halévy, Adam, Berlioz, Scribe.

Savants : Alexandre de Humboldt, Arago, Geoffroy Saint-Hilaire, Thénard, Chevreul. — Applications de la science à l'industrie : la navigation à vapeur. — Propulseurs des navires. — Les chemins de fer. — L'éclairage au gaz. Phares. — La télégraphie électrique. — Études géologiques : carte de la France par terrains. — Résumé.

Les classiques et les romantiques. Caractères de la littérature nouvelle. — Tout un monde avec sa dynastie, ses mœurs, ses idées, ses lois, avait disparu devant la Révolution française. Pendant vingt-cinq ans, l'Europe, bouleversée par des révolutions sans nombre, s'était vue condamnée à changer de maître à chaque instant selon les hasards des batailles, selon que la plaine où le sang des vaincus avait coulé s'appelait Austerlitz ou Waterloo. Enfin, en 1814, les vieux trônes s'étaient relevés. Les Bourbons étaient revenus aux Tuileries. Dans la poésie et les arts il y eut une restauration comme dans la politique; mais ce ne fut pas aux temps qui avaient précédé la Révolution française que l'artiste et le poète allèrent demander leur inspiration. L'école classique, celle qui suivait la tradition de Corneille, de Racine et de Voltaire, attachée aux règles, aux prescriptions logiques, prétendait que l'observation de ces

¹. Le 4 novembre 1827, à bord du Panayoti, près de l'île de Stampalia.

règles pouvait seule produire le beau dans la littérature. « Mais, disaient les novateurs, qui voulaient affranchir l'art de toute entrave, comme la Révolution avait affranchi l'homme de toute domination arbitraire, imposer à l'esprit des règles, le circonscrire par des lois, donner un frein à l'inspiration, c'est-à-dire à ce qu'il y a chez l'homme de plus spontané, de plus intime, de plus individuel, n'est-ce pas le condamner à une médiocrité fatale ? Prétendre qu'il existe des lois immuables auxquelles toute littérature doit obéir, n'est-ce pas vouloir réduire l'art à quelque chose de factice, oublier que la poésie change avec les temps et les lieux, qu'elle est l'expression vivante et réelle de son époque, avec ses idées, ses besoins, ses regrets, ses désirs, ses erreurs même ! La nature du Nord n'est pas celle du Midi ; le caractère de l'Espagnol, fils du soleil, ne ressemble pas à celui de l'Écossais, du descendant d'Ossian, errant sur sa bruyère aux bords des grands lacs. L'inspiration de l'un n'aura rien de commun avec celle de l'autre. » Voilà ce qu'alléguaient les novateurs, les romantiques, Victor Hugo à leur tête, pour expliquer le peu de cas qu'ils faisaient des règles regardées par les classiques comme inviolables. La poésie, les romantiques la cherchent et la trouvent partout : dans l'eau qui coule, la feuille qui tombe, l'oiseau qui chante, le bois qu'agite la tempête, le vieux manoir que dore un dernier rayon du soleil couchant, aussi bien que dans les passions humaines, dans les anxiétés de la crainte, les transports de l'amour ou lesangoisses du remords.

Deux caractères principaux distinguent au début l'école romantique : l'amour de la nature, l'enthousiasme pour le christianisme et le moyen âge. Chacun de ces deux sentiments est facile à comprendre. Dès le dix-huitième siècle, avant la Révolution, l'âme humaine, fatiguée des agitations de la vie, découragée sur un avenir dont elle n'attendait plus rien de bon, et se croyant condamnée à voir toutes ses espérances se flétrir inaccomplies, s'était réfugiée dans la nature. La nature est une bonne mère : tandis que tout change autour d'elle dans le monde social, que les partis rivaux se font une guerre acharnée, elle reste la même. Sa fécondité ne s'altère pas. Sa verdure et ses fleurs, renouvelées tous les ans, se rient du temps et couvrent les ruines des empires dont elles ont orné le berceau. Les cœurs blessés, découragés, et qui ont perdu leurs illusions, trouvent en elle un refuge et l'oubli de leurs maux. A la fin du dix-huitième siècle, déjà Rousseau, en haine d'un monde où

tout attristait son cœur et effarouchait son imagination, avait célébré les champs, les bois, la solitude. Il avait connu quelques instants de bonheur à l'Ermitage, à Montmorency, à Ermenonville ; il avait fait aimer la « petite maison blanche, avec des contrevents verts, » qu'il désirait pour lui-même. Bernardin de Saint-Pierre avait conduit ses lecteurs émerveillés aux bords de la mer Australe, sous les brillantes étoiles de la Croix du Sud, et il leur avait montré Paul et Virginie innocents et heureux parmi les forêts tropicales, loin du monde et de ses déceptions. La Révolution française avec ses sanglantes tragédies, l'empire avec ses batailles, augmentèrent encore cette disposition. En l'absence de toute vie politique, de toute activité sociale, en haine des grandes destructions d'hommes qui signalèrent le début du dix-neuvième siècle, on interrogea de plus en plus la nature. Chateaubriand alla chercher parmi les sauvages solitudes de l'Amérique, près des grands lacs du nouveau monde, la paix qui avait disparu de l'ancien. L'homme prêta une vie, un sentiment, à tous les êtres vivants, même aux êtres inférieurs, aux animaux, même aux êtres inanimés, aux rochers et aux bois, aux flots et aux étoiles. La nature s'anima à la voix de Goethe, Schiller, Herder, Byron, Hugo, Lamartine et Musset, pour sympathiser avec eux :

Dites-moi, terre et cieus, qu'est-ce donc que l'aurore ?
 Qu'importe un jour de plus à ce vieil univers ?
 Dites-moi, verts gazons, dites-moi, sombres mers,
 Quand des feux du matin l'horizon se colore,
 Si vous n'éprouvez rien, qu'avez-vous donc en vous
 Qui fait bondir le cœur et plier les genoux ?

(A. DE MUSSET.)

Mais le romantisme n'est pas contenu là tout entier. Il y a quelque chose d'étrange dans l'homme. Impatiente de toute entrave, son âme ne peut rester un moment immobile. Le passé lui pèse, la fatigue ; elle fait des révolutions pour briser ses liens, afin que demain ne soit pas ce qu'était hier. Et quand elle a réussi, elle s'effraye de son propre succès, elle s'alarme d'avoir rompu avec ses traditions, et de se trouver seule, sans guide, sans fil conducteur, sur la route de la vie. Elle s'attendrit sur les ruines qu'elle a faites elle-même. Elle s'aperçoit qu'elle aimait ce qu'elle a détruit ; elle voudrait revenir en arrière, et pouvoir s'absorber tout entière dans la contemplation

mélancolique du passé. Après l'orage effrayant qui avait bouleversé le monde, poètes et historiens, artistes et savants, interrogèrent avec avidité ce moyen âge qui allait disparaître, ces légendes merveilleuses dont la trace s'effaçait chaque jour de la terre. On toucha avec respect les pierres des cathédrales, on contempla avec admiration tout ce profond symbolisme chrétien, ces tours qui s'élevaient vers le ciel comme pour porter à Dieu la pensée de l'homme, ces bas-reliefs où les âges de foi avaient gravé pour l'éternité leurs croyances et leurs désirs, leurs espérances et leurs terreurs. On vint rêver au pied des donjons féodaux; on se souvint des chevaliers bardés de fer, si cruels mais si braves, si ignorants mais si fidèles à leurs serments et à leurs amitiés. On maudit la bande noire et le marteau démolisseur sous les coups duquel s'éroulaient les derniers vestiges d'âges si féconds en souvenirs. Voilà pourquoi il y a quelque chose de touchant dans les efforts des écrivains romantiques pour ressusciter le moyen âge; voilà pourquoi, quelles qu'aient été les erreurs et les exagérations de quelques-uns, cette école a eu et conserve encore une si grande influence sur l'esprit français.

Influence des littératures allemande et anglaise : Klopstock, Herder, Goëthe, Schiller, Byron, Shelley, Walter Scott. — Ce qui ajoute encore à la vivacité du mouvement littéraire en France à cette époque, c'est l'imitation des littératures étrangères. L'Allemagne venait d'avoir un grand siècle littéraire. Sous la grande-duchesse Amélie, régente de 1758 à 1775, et son fils Charles-Auguste (1775-1830), Weimar fut l'Athènes de l'Allemagne. Herder, Wieland, Goëthe, Schiller, y composèrent la plupart de leurs chefs-d'œuvre. En même temps vivaient Klopstock, Burger, Lessing, Schlegel; en même temps écrivaient le célèbre philosophe critique Emmanuel Kant, son disciple le stoïcien Fichte, ainsi que les panthéistes Schelling et Hegel. Ajoutons à cette liste Jean-Paul Richter, Louis Uhland, Wilhelm Muller, Rückert, Novalis et Justin Kørner. Parmi ces grands esprits, quatre surtout ont été connus et appréciés en France : le poète Klopstock, l'auteur de *la Messiade*; l'historien Herder, dont on connaît spécialement en France les *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité* et l'*Histoire de la poésie hébraïque*; enfin Goëthe et Schiller.

Goëthe, né à Francfort-sur-le-Mein en 1749, mort à Weimar en 1832, à la fois poète, prosateur, romancier, philosophe, naturaliste, est un des esprits les plus puissants qui aient jamais

existé. Nul n'a analysé, étudié, creusé davantage le cœur de l'homme, ses passions, ses douleurs; nul n'a mieux compris ce que renferme de fort et de faible notre nature; nul aussi n'a su mettre au service d'une pensée plus profonde une perfection de forme plus achevée. Dans son *Faust*, poème étrange, il nous montre l'homme avec sa nature double et contradictoire : ici Faust qui se passionne, s'enflamme, croit, espère, se laisse aller tantôt à l'enthousiasme, tantôt au découragement; là Méphistophélès, symbole de cette seconde partie de nous-mêmes qui arrête la première, la contient, la raille, lui montre le vide de ses désirs et l'inanité de ses affections; et pourtant Faust erre à travers le monde, de désir en désir, de déception en déception; la science, l'amour, le plaisir, l'ambition, aucune passion satisfaite ne peut lui suffire ni combler le vide immense qu'il trouve en lui; il quitte le but de ses vœux, aussitôt qu'il est atteint, pour s'en proposer un autre plus difficile; il se reposera sans doute, mais ce sera seulement dans la mort. A cette œuvre capitale de Goëthe il faut ajouter la gracieuse idylle d'*Hermann et Dorothee*, *Werther*, les *Affinités électives*, les *Années d'apprentissage* et les *Années de voyage de Wilhelm Meister*; les drames, *Iphigénie*, le *Comte d'Egmont*, *Clavijo*; des poésies, comme le *Roi des aulnes*, le *Fiancé de Corinthe*, le *Dieu et la Bayadère*, le *Pêcheur*, et enfin les *Mémoires*.

A côté de Goëthe plaçons le poète le plus aimé des Allemands, Schiller (1759-1805). Nul poète n'est plus lyrique, plus entraînant, n'excite plus d'enthousiasme, soit que, dans *les Brigands*, il nous montre une âme honnête qui, blessée des injustices de la société, lui déclare la guerre, se révolte contre elle, mais se condamne elle-même et meurt de sa tentative orgueilleuse; soit que, dans *Guillaume Tell*, il fasse revivre l'élan d'un peuple de montagnards qui se délivre de ses persécuteurs par un courage héroïque; soit que, dans *la Conjuraton de Fiesque*, le *Camp de Wallenstein*, le *Mort de Wallenstein*, les *Piccolomini*, il représente les hommes aux prises avec leurs bons comme leurs mauvais instincts. On a encore de lui une *Histoire de la guerre de Trente ans* et des poésies, comme le *Cloche*, le *Plongeur*, *Rodolphe de Habsbourg*, etc.

La littérature anglaise n'a pas, à cette époque, une moindre influence sur l'esprit français. Nommons d'abord Byron (1788-1823), esprit fier, indomptable, grand poète, qui, blessé de tout ce qu'il voyait autour de lui, passa toute sa vie à errer de l'Espagne aux bords du Rhin et du Rhône, de l'Asie à la Grèce et

à l'Italie, et vint mourir en combattant pour l'indépendance des Hellènes, à Missolonghi. Ses principaux poèmes sont : *Childe Harold*, *Don Juan*, *la Fiancée d'Abydos*, *le Giaour*, *Manfred*, *Lara*, *le Corsaire*, *le Ciel et la Terre*, *Cain*, *Marino Faliero*, *Mazeppa*, *le Prisonnier de Chillon*, *le Siège de Corinthe*, etc. À côté de Byron, il faut citer son ami, le poète panthéiste Shelley, auteur d'*Alastor*, d'*Hellas* et de *Prométhée délivré*. Né le 4 août 1792 à Field-Place (Sussex), il fut renvoyé de l'université d'Oxford sur une accusation d'athéisme, vécut au bord du lac de Genève avec Byron, puis à Pise et à Lerici, sur le golfe de la Spezzia. Le 22 juillet 1822, pendant une tempête, il se noya avec son ami Williams, au sortir du port de Livourne. En même temps brillait le célèbre romancier Walter Scott (1774-1832), qui, dans *la Dame du lac*, *Waverley*, *la Prison d'Édimbourg*, *Ivanhoé*, *le Château de Kenilworth*, *Quentin Durward*, etc., fit revivre le moyen âge avec tout ce qu'il avait eu de grand ou de terrible, de naïf ou de touchant.

Nos plus grands poètes à cette époque, Lamartine, Victor Hugo, Alfred de Musset, nos romanciers, nos historiens, se sont tous inspirés des œuvres de ces grands hommes. Une des plus belles méditations de Lamartine, intitulée *le Désespoir*, est adressée à Byron; plus d'une pièce de Victor Hugo a été inspirée par le souvenir de Goethe ou de Schiller. Le *Franck* d'Alfred de Musset, dans *la Coupe et les Lèvres*, est frère du *Faust* de Goethe et du *Manfred* de Byron.

Poètes français : Victor Hugo, Lamartine, Alfred de Vigny, Casimir Delavigne, Béranger. — Pendant ce temps une lutte acharnée était engagée en France entre les poètes classiques et les poètes romantiques. Un classique, Lemercier, s'écriait :

Avec impunité les Hugo font des vers.

Mais Charles X, invité à se prononcer contre l'école romantique, répondit qu'en poésie « il n'avait que sa place au parterre. »

Le chef de l'école romantique fut Victor Hugo, né en 1802 à Besançon. Son premier livre, les *Odes et Ballades*, parut en 1822 : *l'Histoire*, *la Bande noire*, *A M. Alphonse de Lamartine*, *les Deux îles*, *A la colonne de la place Vendôme*, *Moïse sur le Nil*, *Un chant de fête de Néron*, *la Fée et la Péri*, en sont les pièces les plus célèbres. En 1827, V. Hugo publia le drame de *Cromwell* ;

l'année suivante parurent les *Orientales*. Ensuite devaient venir : *les Feuilles d'automne*, *les Rayons et les Ombres*, *les Voix intérieures*, *les Chants du crépuscule*, *les Contemplations*; des drames : *Hernani*, *Ruy-Blas*, *le Roi s'amuse*, *Marion Delorme*, *Lucrèce Borgia*, *Marie Tudor*, *Angelo*, *les Burgraves*, et un grand nombre d'ouvrages soit en prose soit en vers, qui appartiennent surtout à la période suivante.

À côté de Victor Hugo il faut nommer Lamartine (Alphonse de), le poète du cœur et des passions, né à Mâcon en 1790, mort en 1868. Dans son premier recueil, *les Méditations*, parues en 1820, on trouvait *l'Isolement*, *l'Homme*, *le Soir*, *l'Immortalité*, *le Désespoir*, *le Lac*, *la Prière*, *le Chrétien mourant*, *le Golfe de Baïa*, *A une enfant, fille d'un poète*, *la Mort de Socrate*. Ensuite vinrent les *Nouvelles Méditations* : *Bonaparte*, *la Solitude*, *le Crucifix*, *Sur l'ingratitude des peuples*, *le Lézard*, *Sur les ruines de Rome*, *le Dernier chant du pèlerinage d'Harold*. Bientôt paraîtront les *Harmonies* et *Jocelyn*.

Alors encore écrivait un poète illustre de la même école, Alfred de Vigny (1799-1863), auteur de *Moïse*, d'*Eloa*, de *la Neige*, de *la Mort de Roland*, qui composa en prose *Stello*, *Cinq-Mars*, *Grandeur et servitude militaire*.

En face des romantiques se trouvaient les classiques, que l'on peut appeler sous la Restauration les poètes de l'opposition, les libéraux. Nommons parmi eux Casimir Delavigne et Béranger.

Casimir Delavigne, né au Havre en 1793, mort en 1843, composa en 1818 *les Messéniennes*; on y remarquait : *Jeanne d'Arc*, la pièce *Aux morts de Waterloo*, *le Jeune diacre* ou *la Grèce chrétienne*, *la Brigantine*, etc. On doit encore à Casimir Delavigne des drames et des comédies : *les Vêpres siciliennes*, *le Paria*, *Marino Faliero*, *les Enfants d'Édouard*, *Louis XI*, *Charles VI*, *la Popularité*, *Don Juan d'Autriche*, *les Comédiens*, *l'École des Vieillards*.

À la même époque, Béranger (né à Paris le 17 août 1780, mort le 16 juillet 1857), dans ses chansons, célébrait les grandeurs évanouies de la France, flétrissait les amis de l'étranger et faisait appel au sentiment national. Jamais écrivain ne fut plus populaire. Citons parmi ses chansons : *le Roi d'Yvetot*, *Mon âme*, *le Cinq mai*, *la Vieille*, *Mon vieil habit*, *le Marquis de Carabas*, *les Guerres*, *le Vieux drapeau*, *le Dieu des bonnes gens*, *la Sainte-Alliance des peuples*, etc.

Bientôt la France comptera un grand poète de plus, Alfred de Musset (1810-1857), auteur de : *la Coupe et les Lèvres*, *la Chanson du Saule*, *Rolla*, *les Nuits*, disciple à la fois de Goëthe et de Byron ; mais c'est à la génération suivante qu'il appartiendra. Nommons encore Auguste Barbier, né à Paris en 1805, auteur des *Iambes* (1832), dont les pièces les plus célèbres sont *l'Idole*, *la Curée*, *le Lion*, *Varsovie* ; enfin deux poètes qui composaient de concert, sous la Restauration, leurs premières satires, Barthélemy et Méry. Barthélemy, né à Marseille en 1796, mort en 1867, a composé *la Villégiade*, *la Corbiériade*, le poème intitulé *Napoléon en Égypte* ; il donnera, après 1830, *la Némésis*, *la Nouvelle Némésis*, etc.

Prosateurs : Charles Nodier, Paul-Louis Courier, Lamennais, Villemain, Cousin. — Nous avons déjà cité ceux des écrivains en prose de cette époque dont la carrière avait commencé sous l'empire (chap. XII) et ceux qui furent à la fois poètes et prosateurs : Chateaubriand, Benjamin Constant, Joseph et Xavier de Maistre, de Bonald, M^{me} de Staël, Lamartine et Victor Hugo.

La lutte entre les partisans de l'ancien régime et ceux des idées nouvelles se continuait dans la littérature. Le royaliste Charles Nodier (1783-1844), esprit charmant et facile, composait *Jean Sboyar*, *Thérèse Aubert*, *le Peintre de Salzbourg*, *M^{lle} de Marsan*, *Smarra*, etc. Paul-Louis Courier (1774-1825), adversaire de la Restauration, lui faisait une guerre acharnée dans ses lettres et ses pamphlets : nommons le *Simple discours*, *la Pétition pour les villageois que l'on empêche de danser*, *le Pamphlet des pamphlets*, *le Livret de Paul-Louis vigneron*, etc.

En même temps débutait l'abbé de Lamennais, né en 1782 à Saint-Malo, mort en 1854, esprit ardent, inquiet, et cœur généreux, qui, d'abord zélé catholique, se jeta ensuite dans la voie contraire. Ses principaux écrits sont : *l'Essai sur l'indifférence en matière de religion*, *les Paroles d'un croyant*, *le Livre du Peuple*, *une Voix de prison*, *l'Esquisse d'une philosophie*.

A ces écrivains ajoutons Cousin et Villemain, alors au début d'une carrière illustre. Villemain (1794-1870) a publié successivement : *Tableau de la Littérature au moyen âge*, *Tableau du dix-huitième siècle*, *Mélanges historiques et littéraires*, *Lascaris*, *Histoire de Cromwell*, etc.¹ Cousin (1792-1867), disciple de Royer-Collard et de Maine de Biran, a composé sur toutes les parties de la philosophie de nombreux ouvrages ; son livre le

plus connu est intitulé *Du vrai, du beau, du bien*. Il faudrait citer encore Sainte-Beuve, Saint-Marc Girardin, Nisard, Patin, Magnin, Damiron, de Rémusat, Duvergier de Hauranne, dont la plupart n'étaient qu'au début de leur carrière littéraire et appartiennent à la période suivante.

Historiens : Augustin Thierry, Guizot, Thiers, Sismondi, Michelet, Quinet, Henri Martin, Mignet. — Une des plus grandes gloires du dix-neuvième siècle, ce sera d'avoir fondé l'histoire véritable. Jusque-là on n'avait cherché trop souvent dans le récit des temps passés qu'un texte d'amplifications oratoires ; on avait fait parler aux personnages de toutes les époques le langage de celle où l'on vivait. Il n'y avait dans l'histoire ainsi écrite ni utilité, ni intérêt, ni vérité. Désormais tout va changer. Avec Augustin Thierry, Guizot, Thiers, Michelet, Henri Martin, l'histoire deviendra vivante. On interrogera le passé sous toutes ses formes ; les chroniques, les manuscrits tirés de la poudre des bibliothèques, les traditions orales, les grands monuments de l'art, les cathédrales gothiques, les tableaux des artistes, jusqu'aux tumulus druidiques, tout sera fouillé, examiné, interrogé avec un soin persévérant, une ardeur patiente, une activité infatigable. Chaque siècle revivra avec ses idées, ses croyances, ses mœurs, ses besoins, son langage, ses costumes même. Pour raconter le moyen âge marchant à la délivrance de Jérusalem, l'historien prendra l'âme d'un croisé ; pour montrer au lecteur le tableau de l'invasion des barbares, il oubliera le monde qui l'entoure et se fera par la pensée le contemporain de Frédégonde ou de Clotaire. En même temps, sous l'influence des doctrines de Montesquieu, de Vico et de Herder, la philosophie de l'histoire prendra naissance pour montrer que l'histoire, elle aussi, a des lois, et surtout une loi suprême qui l'éclaire, la domine, et en est comme le résumé : celle du progrès.

Parmi les historiens les plus remarquables, citons d'abord Augustin Thierry (né à Blois en 1795, mort en 1856), qui le premier affirma que l'histoire devait être puisée aux sources et donna l'exemple dans ses écrits d'une vérité et d'un coloris admirables. Ses ouvrages sont : *les Lettres sur l'Histoire de France*, *l'Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, *les Récits des temps mérovingiens*, *Dix ans d'études historiques*, *l'Essai sur l'histoire du tiers état*. Amédée Thierry (1797-1873) devait, comme son frère, écrire dans la suite de nombreux ouvrages historiques, parmi lesquels il faut citer :

1. Ajoutons une œuvre posthume : *Histoire de Grégoire VII*.

l'Histoire des Gaulois, Théodoric, les Récits d'histoire romaine au cinquième siècle, Attila et ses successeurs, etc.

Un autre historien, qui devait en même temps jouer un grand rôle sur la scène politique, est Guizot (François-Pierre-Guillaume, né à Nîmes en 1787, mort en 1875). Il a publié la *Collection des Mémoires pour servir à l'Histoire de France, la Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de la Révolution d'Angleterre*; de plus *l'Histoire de la Révolution d'Angleterre, l'Histoire de la civilisation en Europe, l'Histoire de la civilisation en France, les Essais sur l'Histoire de France*. Le nom de Guizot appelle naturellement celui d'un éminent historien, son adversaire dans le monde politique, son émule dans le monde des lettres, Thiers (Adolphe), né à Marseille le 45 avril 1797, mort à Saint-Germain le 3 septembre 1877; il venait de commencer en 1823 son *Histoire de la Révolution française*, que devait suivre plus tard *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, l'ouvrage le plus étendu qui ait paru sur ce sujet.

De Sismondi, né à Genève (1773-1842), a laissé une volumineuse *Histoire des Français et l'Histoire des Républiques italiennes*, qui ont un peu vieilli, mais que l'on consulte encore avec fruit. Nul historien n'a plus produit que Michelet (Jules), né à Paris le 24 août 1798, mort à Hyères le 9 février 1874. Fils d'un imprimeur ruiné par les décrets de l'empire, il commença par travailler de ses mains. « Avant de faire des livres, dit-il, j'en ai composé matériellement; j'ai assemblé des lettres avant d'assembler des idées. » Il grandit « comme une herbe entre deux pavés. » Au collège Charlemagne, où il entra tard et où il obtint de brillants succès, il eut pour maîtres Villemain¹ et Leclerc. Il enseigna² ensuite concurremment les langues, la philosophie et l'histoire, pour laquelle il avait eu dès son enfance une prédilection marquée. « C'est, dit-il dans sa préface du *Peuple*, au musée des monuments français, et nulle autre part, que j'ai reçu d'abord la vive impression de l'histoire. Je remplissais ces tombeaux de mon imagination, je sentais ces morts à travers les marbres, et ce n'était pas sans quelque terreur que

1. « Je me rappellerai toujours que M. Villemain, après la lecture d'un devoir qui lui avait plu, descendit de sa chaire et vint, avec un mouvement de sensibilité charmante, s'asseoir sur mon banc d'élève, à côté de moi. »

2. « C'était un grand bonheur pour moi, lorsque dans la matinée j'avais donné mes leçons, de rentrer dans mon faubourg, près du Père-Lachaise, et là, paresseusement, de lire tous les poètes, Homère, Sophocle, Théocrite, parfois les historiens. »

j'entrais sous les voûtes basses où dormaient Dagobert, Chilpéric et Frédégonde. » Professeur dans un collège en 1824, il le devint à l'École normale en 1827 et au Collège de France en 1828. Ses premiers ouvrages furent un travail sur *Vico* et un *Précis d'Histoire moderne*. Il publia ensuite *l'Introduction à la philosophie de l'histoire de l'humanité, les Origines du droit français, l'Histoire de la République romaine, l'Histoire de France au moyen âge*, que devaient suivre plus tard *l'Histoire de la Révolution française* et *l'Histoire de France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*. Il a défini l'histoire « une résurrection¹, » et la patrie « la grande amitié. »

À côté de Michelet il faut nommer son ami et son futur collègue au Collège de France, Edgar Quinet (17 février 1803-27 mars 1875), né à Bourg-en-Bresse, orateur, philosophe, historien et poète, dont les premiers ouvrages sont : *l'Essai sur les œuvres de Herder* et une sorte de satire intitulée *les Tablettes du Juif Errant*. Il devait bientôt composer son poème d'*Ahasvérus*, étrange et puissante conception, qui, personnifiant l'humanité dans le Juif légendaire, la conduit à travers les siècles depuis les montagnes qui émergent de l'Océan à la naissance du monde, en traversant le palais de Nemrod, le Golgotha, les cathédrales gothiques du moyen âge, jusqu'à la vallée de Josaphat, où expire le dernier homme.

Henri Martin (né à Saint-Quentin en 1810, mort en 1883), travaillait déjà à sa vaste *Histoire de France*, véritable monument d'érudition, de patient travail et de recherches consciencieuses. Elle porte pour épigraphe : *Pulvis veterum renovabitur*. Mignet (né à Aix en 1796, mort en 1884) a composé successivement *l'Histoire de la Révolution française, l'Histoire de Marie Stuart, Antonio Perez et Philippe II, Charles-Quint, son abdication et sa retraite au couvent de Saint-Just, les Notices et les Mémoires historiques, la Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint*, écrits avec une vivacité d'expression, une clarté, un style agréable et coloré, qui s'allient avec un savoir

1. « L'histoire, dit-il, accueille et renouvelle les gloires déshéritées; elle donne nouvelle vie à ces morts, les ressuscite. Sa justice associe ceux qui n'ont pas vécu en même temps, fait réparation à plusieurs qui n'avaient paru qu'un moment pour disparaître. Ils vivent maintenant avec nous qui nous sentons leurs parents, leurs amis. Ainsi se fait une famille, une cité commune entre les vivants et les morts. » (*Le Banquet*.) — L'inscription suivante a été gravée sur son tombeau, au cimetière du Père-Lachaise : « Que Dieu reçoive mon âme reconnaissante de tant d'années laborieuses, de tant d'œuvres, de tant d'amitiés. »

toujours sûr. Pour clore la liste des historiens, nommons encore Michaud (1767-1839), auteur d'une *Histoire des Croisades*, qui devait plus tard publier une *Collection de Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, en collaboration avec M. Poujoulat (né en 1808); et le baron de Barante (né à Riom en 1792, mort en 1866), dont l'ouvrage le plus connu est l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, livre agréable, mais où la vérité historique est souvent sacrifiée au désir du pittoresque.

Comme le seizième siècle, le dix-neuvième, lui aussi, a eu sa renaissance. D'abord Champollion (né à Figeac en 1790, mort en 1832), en découvrant le sens des *hiéroglyphes*, a fait connaître au monde moderne l'ancienne Égypte, ignorée jusque-là. L'étude de la langue sanscrite et des grammairiens comparées a permis d'affirmer la parenté de tous les peuples de race indo-germanique, des Indiens, des Persans, des Pélasges, des Hellènes, des Latins, des Celtes, des Germains et des Slaves. Un monde nouveau, ouvert par les travaux d'Anquetil-Duperron (né à Paris en 1731, mort en 1805) et d'Eugène Burnouf (né à Paris en 1804, mort en 1852), s'est révélé sur les bords du Gange avec ses mœurs, ses lois, sa philosophie, sa littérature. Aujourd'hui la France peut lire les deux grands poèmes de l'Inde, le *Ramayana* et le *Mahabharata*, le drame de *Sacountala*, le *Rig-Véda* et le *Zend-Avesta*.

Beaux-Arts. Peinture : Ingres, Horace Vernet, Géricault, Eugène Delacroix, Paul Delaroche, Ary Scheffer. — Dans les arts, comme dans les sciences et les lettres, cette époque vit éclore plus d'une œuvre remarquable. Là aussi il y avait deux écoles : la lutte des classiques et des romantiques se reproduisait dans la peinture.

Le plus illustre des peintres classiques, qui s'inspiraient de la tradition de Raphaël, fut Ingres (1780-1867). Ses premières toiles sont l'*Apothéose d'Homère*, composée pour un plafond du Louvre, le *Martyre de saint Symphorien*, *Virgile lisant l'Énéide à Auguste et à Octavie*, *Angélique délivrée par Roger*, *Jésus au milieu des docteurs*, *la Source*, etc. Une grande perfection de dessin, beaucoup de correction, de pureté, de finesse dans les traits, sont ses principales qualités. C'est aussi sous la Restauration que débutait Horace Vernet (1789-1863), qui devait plus tard être le peintre de nos victoires en Algérie.

Les peintres romantiques ont des défauts et des qualités contraires. Si le dessin est moins soigné, moins correct, il y a plus

d'ampleur et d'imagination dans les conceptions, plus de vivacité dans les couleurs. A leur tête citons Géricault, mort en 1824. Il reste de lui quelques toiles admirables, parmi lesquelles nous citerons le *Chasseur de la Garde*, le *Cuirassier blessé*, et enfin son chef-d'œuvre, les *Naufragés de la Méduse*. Jamais les anxiétés du désespoir, l'attente, la crainte, la souffrance, n'ont été représentées d'une manière plus saisissante que parmi les malheureux accumulés et mourant sur le fatal radeau.

A Géricault succède Eugène Delacroix (1798-1862), qui s'est immortalisé par un grand nombre de tableaux, parmi lesquels il faut nommer : *Dante et Virgile sur la mer de sang*, le *Harem*, *Boissy d'Anglas au 4^{er} prairial*, le *Massacre de Scio*, la *Mort de Marc-Aurèle*, la *Mort de Charles le Téméraire à la bataille de Nancy*, la *Bataille de Taillebourg*, la *Prise de Constantinople par les croisés*, le *Roi Jean et son fils à la bataille de Poitiers*, le *Christ au jardin des Oliviers*, *Justinien*, *Hamlet* et *Horatio dans le cimetière*, la *Mort d'Ophélie*, etc.

Paul Delaroche (1796-1853), qui tenait le milieu entre les deux écoles d'Ingres et de Delacroix, composa les *Enfants d'Édouard*, une *Martyre chrétienne noyée dans le Tibre*, *Richelieu et son prisonnier Cinq-Mars descendant le Rhône dans une barque*, *Strafford béni par Laud en allant à l'échafaud*, le *Supplice de Jane Grey*, etc. Ary Scheffer (mort en 1858) composa la *Mort de saint Louis*, le *Dévouement des six bourgeois de Calais*, le *Faust*, la *Mort de Marat*, etc. On doit à Léopold Robert (1794-1835) l'*Improvisateur napolitain*, la *Fête de la Madone de l'Arc*, les *Baigneuses*, les *Moissonneuses dans les marais Pontins*.

Musique : Boïeldieu, Auber, Hérold, Rossini, Meyerbeer, Mendelssohn, Halévy, Adam, Berlioz, Scribe. — A la même époque débutaient des compositeurs illustres. Boïeldieu, né à Rouen en 1755, mort en 1834, a composé *Jean de Paris*, le *Chaperon rouge*, le *Calife de Bagdad*, la *Dame blanche*. Auber, né à Caen en 1782, mort en 1871, est l'auteur de la *Muette de Portici* (1828), *Zerline*, *Fra Diavolo*, le *Domino noir*, *Haydée*, la *Fiancée du roi de Garbe*, le *Premier jour de bonheur*. Hérold, né à Paris en 1791, mort en 1833, a donné le *Muletier*, *Marie*, *Zampa*, le *Pré aux Clercs*. A Rossini, né à Pesaro en 1792, mort à Paris en 1869, on doit le *Barbier de Séville*, *Moïse*, le

1. *La Méduse* (capitaine de Chaumarey) avait fait naufrage à l'ouest du Sahara sur le banc d'Arguin le 2 juillet 1816. Cette frégate portait, avec son équipage, un bataillon à destination du Sénégal. Les survivants, réfugiés sur un radeau, furent recueillis 13 jours plus tard; de 150, 15 avaient survécu.

Comte Ory, Guillaume Tell et le célèbre *Stabat Mater*. L'Allemand Meyerbeer, de Berlin (1794-1864), a composé *Robert le Diable*, *les Huguenots*, *le Prophète*, *l'Étoile du Nord*, *l'Africaine*, *le Misérère*. Mendelssohn, né aussi à Berlin (1809-1847), a composé *les Noces de Gamache* et les ouvertures de *la Grotte de Fingal* et du *Songe d'une nuit d'été*. Halévy, né à Paris en 1799, mort en 1862, est l'auteur de *la Juive*, *l'Éclair*, *la Reine de Chypre*, *Charles VI*, *les Mousquetaires de la Reine*, *le Val d'Andorre*, *le Juif errant*. Adam, né à Paris en 1803, mort en 1856, a composé *le Chalet*, *le Postillon de Longjumeau*, *Giselle*, *Giralda*, *le Corsaire*. Berlioz, né dans l'Isère en 1803, mort en 1869, est l'auteur de *la Damnation de Faust*, *Benvenuto Cellini*, *les Troyens*, *l'Enfance du Christ*.

À côté de ces compositeurs célèbres il faut placer un des écrivains les plus faciles et les plus féconds de notre siècle, Eugène Scribe, né à Paris en 1794, mort en 1861. Vaudeville, comédie, roman, nouvelle, opéra, Scribe a obtenu des succès en tout genre. Il composa les libretti de *Robert le Diable*, *la Juive*, *les Huguenots*, *le Prophète*, *le Chalet*, *la Dame Blanche*, etc.

Savants : Alexandre de Humboldt, Arago, Geoffroy Saint-Hilaire, Thénard, Chevreul. — Le mouvement scientifique commencé au dix-huitième siècle continuait. Parmi les savants les plus illustres de cette époque, il faut nommer avant tous les autres un homme universel, qui a écrit en allemand, en anglais et en français, l'Allemand Alexandre de Humboldt (1769-1859). Les sciences physiques et naturelles, l'astronomie, la chimie, tout fut étudié par ce grand esprit. Il visita la Hollande, la France, l'Angleterre, l'Espagne, parcourut le nouveau monde, explora les forêts du Brésil, les montagnes du Mexique et du Pérou, les bords de l'Orénoque et du fleuve des Amazones; plus tard, il visita la Sibérie et l'intérieur de l'Asie. Il a consigné dans le *Cosmos* les résultats de ses voyages et de ses travaux.

Les savants français les plus remarquables étaient : Ampère et François Arago, dont nous reparlerons; Cuvier, que nous avons déjà fait connaître (chap. XII); Geoffroy Saint-Hilaire, qui organisa le Muséum d'histoire naturelle, fit des travaux considérables en zoologie et affirma l'unité de type dans la création. Au retour de l'expédition d'Égypte, il obtint par sa fermeté, lors de la capitulation d'Alexandrie, que les collections recueillies par l'institut d'Égypte seraient conservées à la France; il avait menacé les Anglais de les brûler. A la même

époque, Fresnel, Thénard et M. Chevreul augmentaient le domaine de la chimie et de la physique; le Suédois Berzélius les secondait dignement. Mais ce qui distingue surtout les savants du dix-neuvième siècle de leurs devanciers, c'est que tous se préoccupent d'appliquer leurs découvertes, de les utiliser pour l'industrie, le commerce et le bien-être général.

Application de la science à l'industrie : la navigation à vapeur. — Horace, il y a dix-huit cents ans, frémissait des dangers d'un ami parti pour un voyage lointain, maudissait l'inventeur de la navigation. « Il avait, s'écriait-il, une triple cuirasse de chêne et d'airain autour du cœur, le premier des mortels qui, confiant son salut à une planche fragile, osa braver les monstres marins, les vents, les écueils et Neptune en fureur. »

Depuis, on avait découvert la boussole; le cap de Bonne-Espérance, l'Afrique, les Indes, l'Amérique, l'Australie, avaient été parcourus; de hardis navigateurs avaient fait le tour du monde. Mais il était réservé au XIX^e siècle de faire une découverte dernière, qui devait permettre de traverser, presque sans danger, les flots sur lesquels, jusque-là, on ne s'était jamais aventuré sans effroi. Le physicien Jouffroy avait été témoin des expériences de Watt, dans son usine de Chaillot. Il comprit la possibilité de suppléer à l'action du vent à l'aide d'une machine à vapeur. Il construisit près de Baume-les-Dames le premier bateau à vapeur qu'on ait vu en France, et qui remonta le cours de la Saône le 15 juillet 1778. Sa découverte ne fut pas appréciée; il émigra en 1792, revint plus tard en France et mourut pauvre en 1832.

C'est à un Américain qu'était réservée la gloire de faire triompher le nouveau système de navigation. Né en Pensylvanie en 1765, Fulton, esprit audacieux, mais en même temps opiniâtre, fit les mêmes découvertes que Jouffroy. Ses idées n'ayant point été accueillies dans son pays, il vint en Europe en 1789. Mal reçu en Angleterre, il voyagea en France, en Hollande, et proposa sa découverte à Bonaparte, premier consul. Le 9 août 1803, il fit fonctionner sur la Seine un bateau à vapeur. Mais la commission prise dans le sein de l'académie des sciences, et que Bonaparte avait chargée d'examiner son projet, le déclara impraticable. Que serait-il arrivé pourtant si les Français avaient

1.

Illi robur et es triplex
Circa pectus erat, qui fragillem truci
Commisit pelago ratem
Primus, nec timuit præcipitem africanum
Decertantem aquilonibus,
Nec tristes Hyadas, nec rabiem noti....

eu la vapeur pour franchir les sept lieues qui séparaient le camp de Boulogne de la côte britannique? Fulton revint en Angleterre, et en 1806 aux États-Unis. Au mois d'août 1807, il lança sur l'Hudson un bateau à vapeur, le *Clermont*. L'expérience réussit et fut accueillie avec enthousiasme. Fulton obtint un brevet d'invention. Un service de bateaux à vapeur s'établit entre New-York et Albany. La navigation à vapeur était créée. Fulton mourut en 1815. La France ne put jouir de cette admirable invention qu'à partir de 1825, après les travaux remarquables de M. Marestier, qui était allé étudier aux États-Unis les moyens pratiques adoptés.

Propulseurs des navires. — C'est à la France que revient l'honneur d'une autre découverte, très importante pour la navigation à vapeur : celle de l'hélice, qui remplace avantageusement le système des roues à aubes.

Dallery, né à Amiens le 4 septembre 1784 et mort à Jouy en 1835, était fils d'un constructeur d'orgues; il avait inventé des moulins, des instruments de musique, des montres, des procédés d'orfèvrerie. Le 29 mars 1803 il prit un brevet pour un bateau à hélice à vapeur; mais les mêmes refus qui avaient découragé Fulton atteignirent également Dallery et entravèrent ses études de réalisation. Enfin, vers 1823, les beaux travaux du capitaine de génie Delisle et les études de M. Sauvage, constructeur au Havre, permirent de démontrer l'importance de l'application de l'hélice. Les premiers navires de ce système furent construits en Angleterre en 1838, d'après les plans de M. Ericson, et c'est le navire *le Napoléon*, construit par M. Normand, du Havre, qui réalisa dans notre pays cette heureuse innovation, dont tous les autres pays ont pu jouir avant nous, bien que l'initiative nous appartint.

Les chemins de fer. — Pourquoi n'aurait-on pas appliqué aux transports par terre un système qui réussissait si bien sur l'Océan? Dès 1770, un ingénieur français, Joseph Cugnot, avait construit des chariots à vapeur; l'Américain Olivier Evans les perfectionna en 1790. Depuis longtemps, en Angleterre, on avait imaginé, pour les travaux des mines, de creuser des ornières et d'y placer des rails de fer sur lesquels se mouvaient les roues des chariots, qui pouvaient ainsi avancer plus rapidement et plus facilement, n'ayant pas à vaincre les inégalités du terrain. Deux hommes intelligents, Trévilthick et Novian, eurent l'idée de remplacer les chevaux qui traînaient ces chariots par des machines à vapeur. On avait dès lors les deux éléments du

chemin de fer, la locomotive et les rails. Georges Stephenson et Blackett perfectionnèrent les machines à vapeur. En 1829, M. Seguin, d'Annonay, inventa la chaudière à tubes, qui permettait sous un petit volume d'avoir une grande et rapide production de vapeur, réglée par un système de tirage fort ingénieux; cette découverte fut l'objet d'un brevet d'invention pris le 20 décembre 1829. En 1830, les deux frères Stephenson, de Liverpool, en construisirent d'après son système. On mit à profit cette découverte: bientôt Manchester et Liverpool furent reliés par un chemin de fer.

Le premier chemin de fer français fut établi en 1827 par la Compagnie des mines de Saint-Etienne. Aujourd'hui toutes les parties de la France sont traversées par des voies ferrées. Paris, Lille, Calais, Rouen, Nancy, Brest, Nantes, Bordeaux, Bayonne, Toulouse, Dijon, Lyon, Marseille, communiquent ensemble avec une prodigieuse rapidité. On peut traverser la France en 48 heures, de la frontière nord-est aux Pyrénées. Les produits de la Provence sont consommés en Champagne ou en Flandre, et réciproquement. Débarquées le matin à Brest, les marchandises sont dans la nuit suivante à Paris. On voyage plus vite, on dépense moins. Tout le reste de l'Europe avait précédé ou a suivi cet exemple. L'Angleterre, la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Russie même, sont couvertes d'innombrables chemins de fer. Aujourd'hui, vainqueurs du temps et de l'espace, les wagons vont en quelques jours par Cologne, Berlin, Varsovie et Vilna, de Paris à Saint-Pétersbourg; par Moscou, de Saint-Pétersbourg à Odessa. Il y a des chemins de fer dans toutes les parties du monde: en Amérique, au milieu des savanes et des pampas, une ligne ferrée traverse l'isthme de Panama, joignant l'Atlantique et la mer du Sud; une autre ligne conduit de New-York à la Nouvelle-Orléans; la ligne du Pacifique s'étend sur un espace de douze cents lieues, à travers les montagnes Rocheuses, de New-York à San-Francisco. En Asie, au milieu des forêts gigantesques, au bord du fleuve où Brahma sortit du calice des fleurs, au pied de l'Himalaya, les locomotives passent devant les yeux étonnés des Indiens de Bénarès et de Delhi; les voies ferrées s'étendent de Calcutta à Bombay et à Madras, entre les bords du Gange, ceux de l'Indus et du golfe du Bengale. En Égypte, elles réunissent Alexandrie, le Caire et Suez, à travers le désert où ont erré Abraham et Moïse, en vue des Pyramides et du Sinai; elles sillonnent l'Algérie. Rarement il y eut dans le monde une révolution semblable à celle que les chemins de fer ont produite.

L'éclairage au gaz. Phares. — Une autre découverte, fort considérable aussi et fort utile, fut celle de l'éclairage au gaz. L'ingénieur français Philippe Lebon eut, en 1786, l'idée de construire des thermolampes et d'utiliser pour l'éclairage le gaz produit par la distillation du charbon de terre. Il présenta un mémoire à l'Institut, fit des expériences au Havre et à Paris; mais ses travaux n'obtinrent aucun encouragement et restèrent inutiles. Un Allemand, nommé Winsor, fut plus heureux : il fonda en Angleterre une société pour l'éclairage au gaz. Son système s'introduisit en France. Aujourd'hui il a prévalu presque partout : d'innombrables becs de gaz illuminent nos villes pendant la nuit et suppléent à l'absence de la lumière du soleil. Les progrès des études sur la lumière permettaient en même temps de construire des phares d'une nouvelle espèce, destinés à guider pendant la nuit la route des navires sur les côtes et à l'entrée des ports. Fresnel, avec l'aide d'Arago, substitua aux réflecteurs des lentilles de verre qui réfractaient horizontalement les rayons lumineux partis du foyer. Le nouveau système doublait l'intensité de la lumière émise : elle était dès lors visible à une distance de seize lieues.

La télégraphie électrique. — Les découvertes qui devaient conduire à la télégraphie électrique datent de la même époque. Déjà l'Allemand Scemmering en avait eu l'idée, quand les expériences d'Ampère et d'Arago permirent d'arriver à une solution. Ampère observa que tout courant électrique circulant autour d'une aiguille aimantée fait osciller cette aiguille et lui fait quitter sa direction vers le nord. « On pourrait, disait-il, au moyen d'autant de fils conducteurs et d'aiguilles aimantées qu'il y a de lettres, et en plaçant chaque lettre sur une aiguille différente, établir à l'aide d'une pile placée loin de ces aiguilles, et qu'on ferait communiquer alternativement par ses deux extrémités à celle de chaque fil conducteur, une sorte de télégraphe propre à écrire tous les détails qu'on pourrait transmettre, à travers quelques obstacles que ce soit, à la personne chargée d'observer les lettres placées sur les aiguilles. En établissant sur la pile un clavier dont les touches porteraient les mêmes lettres et établiraient la communication par leur abaissement, ce moyen de correspondance pourrait avoir lieu avec assez de facilité, et n'exigerait que le temps nécessaire pour toucher d'un côté et lire de l'autre chaque lettre. » Arago compléta cette découverte. Il remarqua qu'une lame de fer mise en rapport avec les pôles d'une pile prenait les propriétés de l'aimant et pouvait attirer

un corps placé à distance, mais que, si l'on supprimait le courant, le fer perdait immédiatement ses propriétés attractives. Il reconnut ainsi la possibilité de mettre en très peu de temps le fer un grand nombre de fois en rapport avec la pile, et d'interrompre cette communication, de façon à lui donner et à lui enlever très rapidement la propriété d'attirer les objets. Dès lors, la télégraphie électrique était possible. Elle fut réalisée pratiquement par *M. Morse*, Américain, en 1843, après de nombreuses études datant de 1837 et favorisées par le Congrès des États-Unis. Pendant ce temps, l'Angleterre jouissait d'une autre solution du même problème, grâce aux travaux de *M. Wheatstone*, appliqués en 1838. Elle allait bientôt établir des communications instantanées entre toutes les parties de l'univers.

Études géologiques : carte de la France par terrains. — Les études géologiques étaient poussées avec la même activité que les autres travaux scientifiques. Creusée dans ses profondeurs, la terre n'eut plus de secrets. On put observer la formation successive des différentes couches de terrain dont se compose le sol de la France. Buffon, le premier, avait eu la gloire d'aborder ces questions. La terre, dit-il, a été primitivement à l'état incandescent ; la chaleur diminuant à sa surface, les vapeurs qui enveloppaient le globe se sont condensées et sont tombées sur la terre, qui a été recouverte par les eaux ; puis, le feu central réagissant, une partie de la croûte terrestre s'est soulevée et a formé les continents ; alors ont paru les végétaux ; ensuite naquirent les animaux. Les travaux de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire, d'Élie de Beaumont, de Darwin, de Boucher de Perthes, modifièrent sur certains points et complétèrent ces découvertes. Élie de Beaumont commença la carte géologique de la France. Il montra que notre sol se compose de *roches plutoniques et volcaniques* (Auvergne, Velay, Morvan) ; de *terrains cristallins* (Bretagne, Limousin, Manche) ; *paléozoïques* (Alpes, Pyrénées, Ardennes, Cotentin) ; *carbonifères* (Anzin, le Creusot, Saint-Étienne, Alais) ; *du trias et permien* (Vosges) ; *jurassiques* (entre Moselle et Meuse, Franche-Comté, Bourgogne, Nivernais, Charente) ; *crétacés* (Champagne, Angoumois, Beauvaisis) ; *tertiaires* (vallées de la Somme, de la Seine, de la Loire centrale, de la Garonne) ; *modernes* (bords immédiats et embouchures des fleuves).

Résumé. — Tel était, dans cette première partie du dix-neuvième siècle, l'état des lettres, des sciences et des arts en Europe. Partout de grands poètes : l'Allemagne avait Goethe, l'Angleterre Byron, la France Victor Hugo, Lamartine, Casimir

Delavigne et Béranger. Niebuhr, Ranke, Macaulay, Augustin Thierry, Guizot, Michelet, Thiers, renouvelaient ou allaient renouveler l'histoire. Walter Scott et Alfred de Vigny composaient leurs romans historiques. Schelling et Hegel donnaient à l'Allemagne une philosophie nouvelle. La Sorbonne voyait la jeunesse se presser autour des chaires de Villemain et de Cousin. Chaque jour c'était un nouveau livre, une nouvelle pièce ; le théâtre était une arène où romantiques et classiques luttaient avec une ardeur fébrile. Et les sciences étaient à la même hauteur : physique, chimie, géologie étaient étudiées avec ardeur et succès. On avait trouvé les bateaux à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, etc. La parole biblique était accomplie : l'homme avait cueilli le fruit de l'arbre de la science. Mais il ne songeait pas pour cela à s'arrêter. La vieille devise du moyen âge semblait être celle du dix-neuvième siècle : *Plus oultre !* et, chercheur infatigable, le monde moderne poursuivait sur toutes les routes à la fois la réalisation de ses idées, la satisfaction de ses besoins, l'accomplissement de ses rêves et de ses aspirations.

CHAPITRE XXIII.

La France et l'Europe sous Charles X.

Charles X (1824-1830). État de la cour et de l'opinion publique. — Indemnité d'un milliard accordée aux émigrés. Loi du sacrilège. — Sacre de Charles X. Mort du général Foy. Projet de loi sur le rétablissement du droit d'aînesse. — Loi sur la presse. Protestation de l'Académie. — Dissolution de la garde nationale (1827). Chute du ministère Villèle (1828). — Ministère libéral Martignac (1828-1829).

Les sociétés secrètes en Russie et en Pologne. Leurs projets. — Renonciation du grand-duc Constantin au trône. Avènement de Nicolas. Insurrection du 26 décembre 1825.

Angleterre. Ministère de Canning. — Réformes économiques de Huskisson (1828-1830). — Ministère Wellington et Robert Peel. — État de l'Irlande. — O'Connell. Émancipation des Irlandais (1830). — Union douanière en Allemagne. — Dom Miguel en Portugal (1828-1832).

Charles X (1824-1830). État de la cour et de l'opinion publique. — « Charles X est monté sur le trône, Jacques II ressuscité. » (LACRETELLE.) Pourtant l'avènement du nouveau

roi fut bien accueilli. « Point de hallesbardes ! » dit-il aux soldats qui voulaient écarter la foule lors de son entrée à Paris. Charles X ne manquait pas de bienveillance dans le caractère ; il était gracieux et montrait beaucoup d'abandon envers les siens. Malheureusement il n'allait être sur le trône que le chef couronné d'un parti ; attaché aux anciens émigrés, il ne pouvait manquer de heurter l'opinion publique, et il ne trouvait pas dans sa famille les conseils qui lui auraient été nécessaires pour le guider. Le duc d'Angoulême, qu'on appelait maintenant le Dauphin, fils du roi, n'avait ni l'intelligence ni l'affabilité nécessaires pour gagner l'opinion publique ; sa femme, la fille de Louis XVI, éloignait les cœurs par sa froideur ; la duchesse de Berry, mère du jeune duc de Bordeaux, montrait plus de vivacité et avait un abord plus facile, mais elle était étrangère et manquait de prudence. Seul, le duc d'Orléans était agréable à la classe moyenne ; mais il se tenait à l'écart et semblait attendre l'avenir.

Au moment où Charles X montait sur le trône, la lutte se trouvait vivement engagée en France entre les partis. M. de Villèle était au ministère, et il pouvait compter sur la majorité dans la chambre des députés, qui, aux termes de la dernière loi électorale, devait conserver le pouvoir pendant sept ans ; mais il avait à craindre, dans son propre parti, un certain nombre de personnages puissants qu'il avait mécontentés ou qui lui reprochaient son indécision sur quelques points : Chateaubriand, qu'il avait fait renvoyer du ministère ; ses amis, Hyde de Neuville et Agier ; d'autres, comme de Labourdonnaye ou Duplessis-Grénéadan, partisans de l'ancien régime pur, ou bien encore les amis personnels du roi, le duc Mathieu de Montmorency, le duc de Rivière et le prince de Polignac, ambassadeur à Londres.

Si l'opposition libérale ne comptait dans la chambre des députés qu'un petit nombre de représentants, elle avait pour elle l'appui de la plus grande partie des Français, qui ne perdaient pas une occasion d'exprimer bruyamment leur sympathie pour les adversaires les plus connus de la cour. On venait d'apprendre que Lafayette avait été accueilli en triomphe aux États-Unis, qu'il n'avait pas visités depuis 1783. Benjamin Constant, Casimir Périer, le général Foy s'apprétaient à continuer vigoureusement contre les adversaires du libéralisme la lutte qu'ils soutenaient depuis 1817. Paul-Louis Courier leur prêtait le secours de ses pamphlets, Béranger celui de ses chansons.

Indemnité d'un milliard accordée aux émigrés. Loi du sacrilège. — Dès les premiers jours du règne, le ministre de la guerre, duc de Clermont-Tonnerre, mit à la retraite cent cinquante généraux de la Révolution et de l'Empire. Une autre loi, bien plus grave, fut présentée quelques jours après : elle avait pour but d'accorder aux émigrés un milliard pour les indemniser de la perte de leurs biens vendus en leur absence pendant la Révolution. « Messieurs, s'écria en cette occasion le général Foy, il est dans ma nature de chercher des motifs généreux à la plupart des mouvements qui se font d'entraînement et d'enthousiasme; mais les nations ont aussi l'instinct et le devoir de leur conservation : les nations veulent croire à leur éternité! Toutes et toujours, aujourd'hui comme autrefois, elles ont combattu, elles combattent encore l'émigration ennemie des peines les plus terribles dont leurs codes soient armés. Ainsi le veut la loi de la nature, de la nécessité; et si cette loi n'existait pas, il faudrait l'inventer au jour des calamités de la patrie; et la nation qui dérogerait la première à ce principe de durée et de vie ne serait plus une nation, elle abdiquerait l'indépendance, elle accepterait l'ignominie, elle consommerait sur elle-même un détestable suicide! » Malgré cette opposition, la loi fut votée par les deux chambres : 30,000,000 de rentes 3 p. 100 furent créées pour payer l'indemnité.

Une seconde loi suivit celle-ci : la loi du sacrilège. Elle punissait de mort le vol avec effraction dans les églises et la profanation des vases et objets sacrés. Combattue dans les deux chambres par Pasquier, de Chateaubriand, Royer-Collard, elle fut adoptée, mais avec un amendement qui rejetait la peine du parricide¹.

L'appui prêté par le roi aux anciens émigrés, le choix du duc de Rivière et de l'évêque de Strasbourg pour précepteurs du duc de Bordeaux, et d'autres mesures augmentèrent encore l'agitation soulevée par l'indemnité du milliard et la loi sur le sacrilège. Les journaux attaquèrent la marche du gouvernement avec plus de violence, et deux d'entre eux, le *Constitutionnel* et le *Courrier français*, traduits en justice, furent acquittés.

Sacre de Charles X. Mort du général Foy. Projet de loi sur le rétablissement du droit d'aînesse. — Le dernier roi de France sacré à Reims avait été Louis XVI. Charles X.

1. Le parricide avait le poing coupé avant d'être décapité.

résolut d'aller chercher dans l'antique basilique la consécration religieuse pour la monarchie restaurée, et le 29 mai 1825 on vit au pied de l'autel le petit-fils de Louis XV, portant tous les insignes dont la tradition revêt les rois du moyen âge, avec le sceptre de saint Louis et la couronne de Charlemagne; mais le sacre du roi n'arrêta pas l'essor irrésistible des esprits vers la liberté.

Les libéraux eurent, à la fin de cette année, une occasion solennelle où ils purent se compter. Un des représentants les plus brillants et les plus honorés de l'opposition parlementaire, le général Foy, mourut le 28 novembre 1825. Cent mille personnes suivirent son cercueil au Père-Lachaise, malgré une pluie violente. On lui éleva un monument national. Une souscription ouverte en faveur de ses enfants produisit bientôt un million.

Cependant le gouvernement continuait la lutte contre les principes au nom desquels s'était faite la Révolution française. Le code civil avait établi le partage des successions par portions égales entre tous les enfants légitimes, mais en laissant aux parents le droit de disposer, par testament, d'une moitié de leur fortune, quand ils n'ont qu'un enfant; d'un tiers, s'ils en ont deux; d'un quart, quel que soit le nombre de leurs enfants : on voulut en revenir en quelque sorte au droit d'aînesse. M. de Peyronnet présenta un projet aux termes duquel, dans les familles qui payeraient 300 francs d'impôts fonciers, la part dont la loi avait jusqu'ici accordé la disposition aux parents serait réunie à celle du fils aîné. La chambre des pairs rejeta ce projet, aux applaudissements du public.

Loi sur la presse. Protestation de l'Académie. — La liberté de la presse avait été l'arme principale de l'opposition dans sa lutte contre la réaction. M. de Peyronnet proposa aux deux chambres la loi suivante, qui fut appelée ironiquement *loi d'amour et de justice* : tous les écrits de vingt feuilles et au-dessous devaient être déposés, les uns cinq jours et les autres dix avant la publication. À défaut de cette formalité, l'édition était supprimée et l'éditeur condamné à 3,000 francs d'amende. Les imprimeurs étaient déclarés responsables de tous les livres qui sortaient de leurs presses. Les propriétaires de journaux, eux aussi, étaient responsables; ils ne pouvaient pas être plus de cinq pour un même journal. Le cautionnement, les amendes et la prison étaient considérablement élevés et multipliés. Les écrits de cinq feuilles et au-dessous étaient assu-

jettis au timbre. Toute société formée antérieurement pour la publication d'un journal, et non conforme à ces dispositions, devait être dissoute. Ces mesures équivalaient à supprimer la presse et interdire l'imprimerie.

L'opinion publique se prononça vigoureusement contre cette loi nouvelle. L'Académie française adressa au roi, contre le projet de loi, une supplique rédigée par Chateaubriand, Villemain, Lacretelle; Villemain fut destitué de sa place de maître des requêtes, Lacretelle perdit le titre d'examineur des ouvrages dramatiques, Michaud celui de lecteur du roi. Le 14 février, la loi fut attaquée à la chambre des députés par Royer-Collard. « Dans la pensée intime de la loi, dit-il, il y a eu de l'imprévoyance, au grand jour de la création, à laisser l'homme s'échapper libre et intelligent au milieu de l'univers : de là sont sortis le mal et l'erreur. Une plus haute sagesse vient réparer la faute de la Providence, restreindre sa libéralité imprudente et rendre à l'humanité, sagement mutilée, le service de l'élever enfin à l'heureuse innocence des brutes... Une loi de suspects largement conçue, qui mettrait la France en prison, sous la garde du ministère, cette loi ne serait qu'une conséquence exacte et une application judicieuse du principe, et, comparée à la loi de la presse, elle aurait l'avantage de faire aussi des retranchements dans la liberté de se mouvoir, d'aller et venir, dans toutes les libertés. Le ministère, en la présentant, pourrait dire avec bien plus d'autorité : Le mal produit cent fois plus de mal que le bien ne produit de bien ; l'auteur des choses a cru autrefois le contraire : il s'est trompé. » Malgré cette protestation éloquente, la loi fut votée par la chambre des députés (11 mars 1827); mais la chambre des pairs, en présence des manifestations de l'opinion publique, paraissant disposée à la repousser, le ministère la retira (17 avril).

L'irritation publique croissait. Un des pairs les plus illustres, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, avait déplu à la cour par quelques votes opposants. « M. de Corbière, dit un historien, le destitua en un seul jour de 17 places gratuites, de 17 présidences, qui rappelaient autant de bienfaits auxquels il avait concouru, tels que les comités de vaccine, les caisses d'épargne, l'école des arts et métiers de Châlons. » M. de La Rochefoucauld, âgé de 84 ans, mourut quelque temps après. Des jeunes gens de l'école de Châlons voulurent porter son cercueil sur leurs épaules; la police s'y opposa. Un conflit s'engagea, le cercueil fut brisé et les insignes de la pairie trainés dans la boue.

Dissolution de la garde nationale (1827). Chute du ministère Villèle (1828). — Le 29 avril suivant, le roi passa en revue la garde nationale de Paris au Champ de Mars. Charles X fut reçu aux cris de *vive le roi!* mais aussi de *vive la charte! vive la liberté de la presse! à bas les ministres!* « Je suis venu ici, dit-il, pour recevoir des hommages et non des leçons. » Au retour, les gardes nationaux crièrent dans les rues : *à bas les ministres! à bas Villèle!* Charles X irrité licencia la garde nationale: dès lors la bourgeoisie lui fut opposée. Deux mois après, le 24 juin, la censure fut rétablie.

M. de Villèle avait contre lui la chambre des pairs, attachée aux principes de la charte; la majorité lui appartenait encore dans celle des députés. Afin d'assurer complètement son triomphe, il fit créer par le roi 76 nouveaux pairs, et la chambre des députés fut dissoute le 5 novembre 1827. M. de Villèle avait commis une grande imprudence. Toutes les nuances de l'opposition se réunirent contre lui, Labourdonnaye et Duplessis-Grénédat aussi bien que Lafayette et Dupont (de l'Eure). La société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, fut formée par les libéraux. Sur 428 députés élus à la nouvelle chambre, M. de Villèle ne pouvait compter que 125 partisans. Un ministre, M. de Peyronnet, avait échoué dans deux collèges. Au contraire, Royer-Collard fut nommé dans sept collèges à la fois (18 novembre). Le 19, il y eut dans les rues collision entre la troupe et la population; des coups de fusil furent tirés, le sang coula. M. de Villèle ne pouvait pas rester au ministère: son impopularité était au comble. Il n'en persistait pas moins à garder le pouvoir¹.

Il fallut bien cependant qu'il se résignât. Il quitta le ministère le 5 janvier 1828, et Charles X dut accepter un ministère libéral, dont M. de Martignac fut le président².

Ministère libéral Martignac (1828-1829). — Les nouveaux ministres furent MM. de Martignac, Portalis, Rey, de Caux, de Vatimesnil, de La Ferronnais, de Saint-Cricq, Hyde de Neuville

1. Barthélemy et Méry s'écriaient dans une satire :

Si l'astre de sinistre allure
Qu'Arago voit sur l'horizon,
Par un jeu de sa chevelure,
Changeait notre globe en tison,
Villèle, incrusté sur sa place,

Serait l'homme juste qu'Horace
Nous peint si calme dans ses vers,
Et, narguant la comète errante,
Il coterait encor la rente
Sur les débris de l'univers.

2. Pour la bataille de Navarin et la part prise par la France à l'affranchissement de la Grèce, voir plus haut le chapitre XXI.

et Feutrier, évêque de Beauvais. « Vous savez, messieurs, leur dit Charles X la première fois qu'ils s'assemblèrent, que je ne me suis pas volontairement séparé de M. de Villèle ; son système est le mien, et j'espère que vous vous y conformerez de votre mieux. » La position des nouveaux ministres allait donc se trouver difficile, entre le roi, qui leur reprochait de faire trop de concessions, et l'opposition, qui leur reprochait de n'en pas faire assez.

La chambre des députés, désormais présidée par Royer-Collard, manifesta dès les premières séances son opposition, et s'exprima ainsi en parlant de la chute du cabinet Villèle : « Les plaintes de la France ont repoussé le système déplorable qui a rendu illusoire les promesses de Votre Majesté. »

M. de Martignac proposa, en arrivant au ministère, une loi destinée à prévenir et à rendre impossibles les fraudes électorales. Dorénavant un mois devait s'écouler entre la convocation des électeurs et l'ouverture des collèges, afin que chacun, s'il y avait lieu, pût présenter ses réclamations. La liste des électeurs devait être révisée tous les ans et affichée le 15 août dans chaque commune ; elle ne devait être close que le 12 octobre, pour que les intéressés eussent le temps d'obtenir, en cas d'erreur, leur inscription. Après cette loi en vint une seconde qui abolissait la censure, l'autorisation préalable, les procès de tendance, et abaissait le chiffre du cautionnement.

Charles X avait vu ces mesures libérales avec un vif déplaisir. Il consentit pourtant à contresigner encore deux ordonnances proposées par M. Portalis et l'évêque de Beauvais, dans la crainte de voir ses ministres lui donner tous ensemble leur démission. La première soumettait « au régime de l'université plusieurs établissements connus sous le nom d'écoles secondaires ecclésiastiques, et dirigés par des personnes appartenant à une congrégation religieuse non autorisée¹ ». Cette mesure atteignait les jésuites. La seconde, qui émanait du ministère des cultes, limitait à vingt mille le nombre des élèves qui pouvaient être reçus dans les petits séminaires et enlevait à ces établissements la faculté de recevoir des externes (16 juin 1828).

1. C'était le décret du 8 messidor an XII qui avait réglé la situation des ordres monastiques en France. En voici le texte :

Décret du 8 messidor an XII.

« ART. 1^{er}. A compter de ce jour, l'association connue sous le nom de « Pères de la Foi, d'adorateurs de Jésus, actuellement établie à Belley, à Amiens et dans quelques autres villes de l'Empire, sera dissoute.

Le clergé résista pendant longtemps à ces ordonnances. La plupart des évêques finirent par céder, quand le pape Léon XII, dans une bulle, le leur eut recommandé. Mais il y en eut qui, même après l'assentiment du pontife, persistèrent dans leur opposition, entre autres le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse.

Ainsi les ministres n'étaient pas soutenus par Charles X ; ils avaient contre eux le clergé et les royalistes purs. Bientôt l'opposition libérale elle-même les abandonna. Deux projets de loi qui avaient pour but de donner aux électeurs les plus imposés la nomination des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement, des maires et conseillers municipaux, furent rejetés par le parti royaliste comme révolutionnaires, par l'opposition comme trop peu libéraux. M. de Martignac n'avait plus d'appui dans la chambre : il tomba du pouvoir le 8 août 1829. La Restauration ne devait plus vivre qu'un an.

Les sociétés secrètes en Russie et en Pologne. Leurs projets. — Vers l'époque où commençait le règne de Charles X, une révolution était tentée en Russie. De leurs longues campagnes en Allemagne et en France la plupart des jeunes officiers russes avaient rapporté des idées nouvelles de réforme et de progrès. D'abord ce fut parmi eux un vague besoin de liberté ; puis leurs désirs se précisèrent. Des associations secrètes se formèrent pour obtenir des réformes. A Moscou, le colonel Pestel organisa l'*Union du salut ou des Vrais et fidèles enfants de la patrie*. Le général Michel Orlof, les comtes Mamouf et Tourgenief, créèrent la *Société des chevaliers russes*. Le colonel Serge Mourawief-Apostol, les princes Troubetskoï, Ryleïef et Eugène Obolenski, le sous-lieutenant Bestouchef, furent successivement affiliés. Les sociétés secrètes russes se mirent en relations avec les mécontents polonais. Les *Slaves unis* for-

« Seront pareillement dissoutes toutes autres associations formées sous « prétexte de religion et non autorisées.

« ART. 2. Les lois qui s'opposent à l'admission de tout ordre religieux dans « lequel on se lie par des vœux perpétuels continueront à être exécutées selon « leur forme et teneur.

« ART. 3. Aucune agrégation ou association d'hommes ou de femmes ne « pourra se former à l'avenir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait « été formellement autorisée par un décret impérial sur le vu des statuts et « règlements selon lesquels on se proposerait de vivre dans cette association.

« ART. 4. Néanmoins les agrégations connues sous les noms de Sœurs de la « Charité, de Sœurs Hospitalières, de Sœurs de Saint-Thomas, de Sœurs de « Saint-Charles, continueront d'exister, sous réserve de vérification de leurs « statuts dans le délai de six mois. »

mèrent le projet de grouper par un lien fédératif et sous un régime républicain les huit contrées slaves suivantes, dont les noms étaient inscrits sur un sceau octogone : Russie, Pologne, Bohême, Moravie, Dalmatie, Hongrie, Transylvanie, États du Danube.

Voici quel était le programme que s'étaient proposé les conjurés russes : établir un gouvernement provisoire qui ordonnerait dans chaque province la nomination d'une assemblée chargée d'élire des députés ; former le pouvoir législatif de deux chambres, dont l'une serait composée de membres à vie ; faire gouverner les provinces par des législatures locales ; organiser la garde nationale ; proclamer indépendantes les universités de Moscou, Dorpat et Vilna.

Pour renverser le gouvernement actuel, les conjurés avaient d'abord songé à tuer l'empereur Alexandre dans une revue ; mais ce projet n'eut pas de suite. La mort d'Alexandre vint sur ces entrefaites leur fournir l'occasion attendue pour agir.

Renonciation du grand-duc Constantin au trône. Avènement de Nicolas. Insurrection du 26 décembre 1825. — Les droits du sang appelaient le grand-duc Constantin, vice-roi de Pologne, à succéder à son frère, et immédiatement les habitants de la capitale lui prêtèrent serment de fidélité. Mais Constantin avait épousé une Polonaise et ne voulait pas quitter Varsovie ; les soucis du pouvoir suprême l'effrayaient. Il renonça donc à tous ses droits en faveur de son frère Nicolas, qui dès lors devenait empereur. Les conjurés résolurent de soulever les troupes en leur faisant croire que Constantin n'avait pas abdiqué, et que Nicolas voulait usurper le trône. Ryleïef, Obolenski, Troubetskoï, les trois frères Bestouchef, devaient donner le signal de l'insurrection. Ils étaient pleins d'enthousiasme : « Nous mourrons s'il le faut, disait l'un d'eux, mais avec quelle gloire ! »

Le 26 décembre 1825 au matin, Arbouzof et Nicolas Bestouchef soulevèrent les matelots, qui refusèrent de prêter serment à Nicolas. Plusieurs sont arrêtés. Alors Nicolas Bestouchef les entraîne hors de leurs casernes : « Soldats, s'était-il écrié, entendez-vous ces décharges ? Ce sont vos frères que l'on massacre ! » Michel et Alexandre Bestouchef avaient aussi entraîné le régiment de Moscou. « On nous trompe, disaient-ils aux soldats, en exigeant de nous ce serment : le grand-duc Constantin n'a point renoncé à la couronne ; il est dans les fers, ainsi que le grand-duc Michel, chef de notre régiment... L'empereur

Constantin augmentera votre solde. Main basse sur tous ceux qui ne lui resteront pas fidèles. » Un combat furieux s'engagea entre les partisans de Nicolas et les insurgés. Les cris de « Vive Constantin ! Vive la liberté ! » étaient poussés par ces derniers. Le général Miloradowitch, gouverneur de Saint-Petersbourg, fut tué d'un coup de pistolet. Carnés au milieu d'une place immense, les insurgés furent, dans la soirée du même jour, exterminés à coups de canon.

L'insurrection ne réussit pas mieux à Moscou. Pestel fut arrêté : « Ne craignez rien, avait-il dit au prince Serge Volkonski ; sauvez seulement mon code russe ; pour ma part, je ne ferai aucune révélation. » Serge Mourawief voulut soulever le régiment de Tchernigow ; il fut blessé et pris. Les cinq chefs de la conjuration, Ryleïef, Pestel, Kakhowski, Serge Mourawief-Apostol et Bestouchef-Rumine, furent condamnés à mort et pendus ; tous les autres furent exilés en Sibérie. La princesse Troubetskoï obtint la permission de suivre son mari ; jeune, belle, elle renonça à toutes les espérances que la vie pouvait lui offrir, pour accompagner au milieu des glaces du Nord le malheureux condamné. Pendant que, enchaînés deux à deux, ceux qui avaient survécu partaient pour les mines sous la garde des cosaques, les cadavres des autres conjurés étaient suspendus au gibet. Nicolas n'avait plus désormais d'adversaires : il était sans contestation empereur. Il allait à l'intérieur réprimer toute tentative de réforme, tout désir de changements, et menacer à l'extérieur l'indépendance des nations occidentales, jusqu'au jour où, écrasé sous leur ligue, il devait reconnaître son impuissance et en mourir.

Angleterre. Ministère de Canning. — Pendant que les principes de la Sainte-Alliance triomphaient sur le continent, les idées nouvelles gagnaient chaque jour du terrain en Angleterre. Lord Castlereagh, le chef des tories et de l'aristocratie, s'était, comme on l'a vu, suicidé la veille du jour où il devait partir pour aller représenter l'Angleterre au congrès de Vérone. Des ministres libéraux lui succédèrent, parmi lesquels figuraient Georges Canning et Huskisson. Canning, ministre des affaires étrangères, fut un des défenseurs de l'indépendance de la Grèce. En voyage à Paris, il écrivait à un grand personnage français : « Venez ce soir, nous parlerons grec. » Il fit reconnaître par l'Angleterre l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique. Pendant que les Autrichiens détruisaient les con-

stitutions de Naples et de Turin, les Français celle d'Espagne, il proclama hautement le principe de non-intervention, c'est-à-dire le droit qu'ont les nations de régler elles-mêmes leurs destinées, sans que les étrangers puissent venir se mêler malgré elles de leurs affaires intérieures. Malheureusement il réunit contre lui les partis extrêmes : les tories, qui se refusaient à la moindre concession ; les radicaux, qui trouvaient ses réformes insuffisantes. Ne voulant que le bien, et persuadé de la vérité des principes auxquels il avait consacré sa vie, il lutta courageusement contre ses nombreux adversaires. *Liberté civile et religieuse dans tous les pays du monde*, tel était le programme à la réalisation duquel il travaillait. En 1827, à la mort de lord Liverpool, il devint premier ministre. Mais il finit par succomber, épuisé de travail et fatigué par la lutte, le 8 août 1827, regretté par les hommes libéraux de tous les pays.

Réformes économiques de Huskisson (1823-1830). — Un de ses collègues dans le ministère, Huskisson, avait associé ses efforts aux siens. Disciple d'Adam Smith, Huskisson, comme ce célèbre économiste, était partisan de la liberté du travail et du commerce, du *libre échange*. Depuis deux cents ans le fameux *acte de navigation*, voté en 1651 par le long parlement, était devenu une loi pour l'Angleterre. Aux termes de cet acte, les navires étrangers ne pouvaient importer en Angleterre que les produits des pays dont ils portaient le pavillon ; le commerce des colonies était réservé exclusivement aux vaisseaux anglais. On a vu aussi qu'après 1815 les grands propriétaires anglais, en majorité dans le parti des tories et dans le parlement, avaient fait voter des lois prohibitives, afin de débarrasser l'agriculture anglaise de la concurrence des céréales étrangères. Favorables aux possesseurs du sol, ces lois, en maintenant les objets de consommation à de très hauts prix, contribuaient à entretenir la misère des classes pauvres. Huskisson les combattit. Ministre en 1823, il fit abolir l'impôt du sel, ceux du café, du tabac et des épices. Il assimila, sous le rapport commercial, l'Irlande à l'Angleterre. Il fit voter une loi qui, établissant une échelle mobile, diminuait les droits sur l'importation des grains quand la récolte était mauvaise en Angleterre et les augmentait quand elle était bonne. Il remplaça les prohibitions absolues par des droits de douane. Les vaisseaux de toutes les nations purent débarquer dans le Royaume-Uni les produits de tous les pays sans payer des droits plus considérables que ceux auxquels étaient assujettis les navires anglais eux-mêmes.

Ces réformes, loin d'être défavorables au commerce anglais, lui donnèrent une nouvelle impulsion. Huskisson devait périr dans un accident de chemin de fer, le 15 septembre 1830.

Ministère Wellington et Robert Peel. — La mort de Canning amena aux affaires un nouveau ministère, dont sir Robert Peel faisait partie, et dont lord Wellington était le chef. Wellington était, depuis Waterloo, considéré comme le principal chef des tories et le représentant des principes de la Sainte-Alliance. Homme intelligent, mais froid, inflexible, flegmatique, Wellington s'inquiétait peu de la haine que son opposition aux whigs et aux réformes libérales soulevait contre lui. On citait de lui un trait d'excentricité bizarre. Dans une émeute, la foule brisa à coups de pierres toutes les vitres de son hôtel ; Wellington n'en parut pas ému et se contenta de faire remplacer les vitres cassées par des vitres en fer-blanc. Toutefois, lorsqu'il était nécessaire de céder, il savait le faire à temps : on le vit bien dans les affaires d'Irlande.

État de l'Irlande. — Jamais peuple n'avait été aussi malheureux que les Irlandais depuis leur soulèvement de 1640 contre la domination anglaise et les massacres qui en avaient été la suite. Après la victoire de Cromwell (1650), tous les Irlandais avaient été expropriés. Jusqu'en 1788, aucun indigène ne put posséder de terres. Ils étaient réduits à cultiver comme fermiers, pour les grands propriétaires anglais et protestants et moyennant un salaire dérisoire, les domaines dont leurs ancêtres catholiques avaient été dépossédés. La population de l'Irlande s'élevait à 7,000,000 d'habitants. Sur ces 7,000,000 il y avait 5,750,000 catholiques qui, victimes de leur fidélité à la foi de leurs pères, ne possédaient rien, n'étaient ni électeurs ni éligibles, ne pouvaient être ni magistrats, ni médecins, ni avocats, ni professeurs, ni officiers, ni pharmaciens ; ils n'étaient pas même admis à témoigner en justice. Presque tous étaient pauvres, réduits à vivre de pommes de terre, méprisés par les Anglais et exposés de la part du pouvoir à des vexations de toute sorte. 1,200,000 protestants, pour la plupart Anglais, possédaient à peu près toutes les terres de l'île, pouvaient seuls aspirer aux charges, aux honneurs, jouissaient seuls de tous les droits civils et politiques. Une si choquante inégalité avait déjà amené en Irlande, particulièrement pendant la Révolution française, bien des soulèvements infructueux. Mais ce n'était pas aux *white boys*, aux enfants blancs, qu'il était réservé de délivrer leur pays.

O'Connell. Émancipation des Irlandais (1830). — C'était un catholique irlandais, Daniel O'Connell, qui devait émanciper ses concitoyens. Le grand agitateur avait commencé depuis plusieurs années déjà sa brillante carrière. Homme intelligent et actif, orateur passionné, il soulevait par son éloquence imagée l'enthousiasme de ses compatriotes. De village en village, de ville en ville, on le voyait, descendant dans les cabanes, parlant sur les places publiques ou au milieu des champs, aux catholiques rassemblés autour de lui dans d'immenses meetings, de liberté, d'égalité, de droit, de justice, d'émancipation. Sans se laisser rebuter par les obstacles, il fonda l'*association catholique* en 1823. Dès lors chaque Irlandais donna deux sous tous les mois afin que la cause de l'indépendance pût avoir une caisse et des revenus. Traduit plusieurs fois en justice comme perturbateur, il fut toujours acquitté. En 1826, il fut élu membre du Parlement, mais refusa de prêter le serment du test (contre la transubstantiation) et ne put siéger. Tout le parti libéral en Angleterre favorisa bientôt O'Connell de ses vœux. Quatre fois adopté par la chambre des communes, un bill pour l'émancipation des catholiques avait été quatre fois rejeté par la chambre haute (1821, 1824, 1825, 1827). Le ministre Wellington était contraire à la réforme.

Mais l'agitation sans cesse croissante de l'Irlande effraya le gouvernement ; on ne pouvait sans un grand péril prolonger davantage la résistance. Lord Wellington et sir Robert Peel proposèrent eux-mêmes le bill d'émancipation aux deux chambres. Il fut adopté par les communes le 30 mars, par les lords le 10 avril 1829. Dès lors les catholiques devinrent citoyens ; ils furent électeurs et éligibles, à condition de prêter serment de fidélité au roi et de promettre qu'ils s'abstiendraient de toute tentative hostile contre l'Église anglicane. Un an après ce grand acte de réparation et de justice, le roi Georges IV mourut, laissant la couronne à son frère Guillaume IV (26 juin 1830).

Union douanière en Allemagne. — Huskisson, en Angleterre, avait défendu les principes de la liberté du commerce ; elle recevait à la même époque en Allemagne un hommage éclatant. Divisé en un nombre infini de petites principautés, ce pays portait la peine de son morcellement excessif. On ne pouvait pas faire dix lieues sans passer d'un État dans un autre. A chaque frontière on rencontrait une ligne de douanes, des prohibitions, des droits d'entrée à payer, des retards, des entraves pour le commerce, des règlements bizarres et gênants

à subir. Dès 1819 des pétitions demandèrent à la Diète l'abolition des lignes de douanes qui séparaient les États allemands. La Prusse avait, l'année précédente, supprimé les douanes intérieures dans toutes ses provinces. Son exemple fut suivi : les principautés de Schwartzbourg, les deux Hesses, les duchés de Saxe, s'unirent avec la Prusse pour former l'association du *Zollverein*. Désormais les douanes étaient supprimées entre tous les États qui en faisaient partie ; les droits d'entrée furent perçus en commun sur les limites des pays placés dans le *Zollverein* et de ceux qui étaient restés en dehors ; ils furent partagés entre les États associés proportionnellement à la population de chacun d'eux. Une autre association du même genre fut formée par le Wurtemberg, la Bavière, le Hanovre, le grand-duché de Bade, etc. Les excellents résultats de cette double ligue amenèrent peu à peu tous les petits États de l'Allemagne à s'y agréger. L'union des deux associations constitua définitivement le *Zollverein* en 1833.

Dom Miguel en Portugal. (1828-1832). — Nous avons vu (chap. XIX) les tentatives faites par dom Miguel, fils cadet du roi de Portugal Jean VI, pour s'emparer du pouvoir du vivant même de son père. Jean VI mourut le 10 mai 1826. Le trône revenait à son fils aîné dom Pedro, empereur du Brésil depuis quatre ans. Dom Pedro, pour ne pas alarmer les Brésiliens, renonça, en faveur de sa fille dona Maria, à ses droits au trône de Portugal et dota ce pays d'une constitution qui accordait le pouvoir législatif à deux chambres, l'une élective, l'autre à la nomination du gouvernement.

Malheureusement dom Miguel, prince ambitieux et cruel, favorisé par sa mère, la veuve de Jean VI, avait formé le projet de s'emparer du pouvoir. Nommé régent par dom Pedro, et chargé de gouverner pendant la minorité de dona Maria, il se mit en relations avec le roi d'Espagne Ferdinand VII, s'appuya sur le parti réactionnaire, et, quand il se crut assez fort, il viola la constitution, détrôna sa pupille et se fit proclamer roi absolu en juin 1828. Les efforts des constitutionnels, commandés par Saldanha et Villafior, échouèrent ; ils furent proscrits. Afin de compter toute résistance, dom Miguel eut recours à des cruautés affreuses. Des milliers de personnes, vingt-huit mille en une seule année, furent jetées en prison ; le nombre des exilés fut bien plus grand encore. Des échafauds se dressèrent dans toutes les villes du Portugal. Ce malheureux pays devait être soumis à ce régime pendant quatre ans.

CHAPITRE XXIV.

Révolution de juillet 1830.

Ministère Polignac (9 août 1829). — Adresse des 221 (18 mars 1830). Dissolution de la chambre des députés. — Prise d'Alger (4 juillet). — Les ordonnances (26 juillet). Protestation des journalistes.

Les trois jours : Première journée (27 juillet). La résistance s'organise. L'agitation s'étend. — Deuxième journée (28 juillet). Insurrection générale. Le maréchal Marmont et les députés. — Troisième journée (29 juillet). Prise du Louvre par le peuple. Nomination d'une commission provisoire. — Retraite des troupes. Charles X retire les ordonnances.

Le duc d'Orléans. Proclamation en sa faveur. — Il est nommé lieutenant général du royaume. — Le duc d'Orléans à l'hôtel de ville. — Charles X à Saint-Cloud. Il abdique en faveur du duc de Bordeaux. — Louis-Philippe proclamé roi des Français par la chambre des députés. — Charles X à Rambouillet. Marche des Parisiens sur cette ville (3 août). Embarquement du roi à Cherbourg.

Résultats généraux des quinze années de la Restauration. Extension donnée au régime constitutionnel. — Prospérité financière et commerciale ; institution des caisses d'épargne ; délivrance de la Grèce ; destruction de la piraterie. — Mouvement des esprits ; résistance du gouvernement et sa chute.

Ministère Polignac (9 août 1829). — La chute du ministère Martignac fut le signal d'une lutte décisive entre la Restauration et l'opinion libérale. Les nouveaux ministres furent MM. de Polignac, aux affaires étrangères ; de Bourmont, à la guerre ; de Labourdonnaye, à l'intérieur ; de Courvoisier, à la justice ; de Chabrol aux finances ; d'Haussez, à la marine ; de Montbel, à l'instruction publique. Ces choix étaient malheureux. M. de Polignac, ami personnel du roi et ancien émigré, était impopulaire et imprudent ; M. de Labourdonnaye s'était signalé comme l'un des membres les plus violents de la chambre introuvable ; Bourmont avait passé aux Prussiens deux jours avant la bataille de Waterloo. Deux mois après, M. de Labourdonnaye fut remplacé par M. de Guernon-Ranville. Ennemis déclarés de la révolution française, ces hommes voulaient combattre et espéraient vaincre l'opposition libérale au besoin par la force ouverte. Alliés de la Russie, ils espéraient que l'empereur Nicolas, en échange de la conquête de Constantinople consentie par la France, leur donnerait la frontière du Rhin ; et cette acquisi-

tion, pensaient-ils, leur vaudrait la popularité nécessaire pour accomplir sans danger un coup d'État.

Adresse des 221 (18 mars 1830). Dissolution de la chambre des députés. — Le 2 mars 1830, Charles X ouvrit la session parlementaire. « Je ne doute point, dit-il aux chambres, de votre concours pour opérer le bien que je veux faire. Vous repousserez avec mépris les perfides insinuations que la malveillance cherche à propager. Si de coupables manœuvres suscitaient à mon pouvoir des obstacles que je ne dois pas, que je ne veux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leurs rois. » A ces paroles menaçantes, la chambre des députés répondit, le 4 mars, par une adresse que 221 membres votèrent : « La charte, disait-elle, a fait du concours permanent des vues politiques de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement, nous condamnait à vous dire que ce concours n'existe pas. »

Le lendemain, une ordonnance renvoya les chambres et les prorogea au 3 septembre. Le 46 mai suivant, le ministère alla plus loin : la chambre des députés fut dissoute. Et cependant ces représentants que Charles X renvoyait étaient pour la plupart attachés aussi fidèlement à la monarchie restaurée qu'à la charte ; ce qu'ils demandaient, c'était le maintien du régime constitutionnel. Quelques-uns à peine, en relations avec le duc d'Orléans, rêvaient, dans la prévision d'une révolution, la substitution de la branche cadette des Bourbons à la branche aînée.

Prise d'Alger (4 juillet). — D'ailleurs, la Restauration rapportait à ce moment-là même un grand triomphe militaire. Le gouvernement était depuis longtemps en différend avec le dey d'Alger, Hussein. Celui-ci réclamait le paiement de fournitures de grains faites à la France, sous le consulat et l'empire, par les négociants algériens Bacri et Busnach. Aux termes d'une transaction conclue le 28 octobre 1819, la créance avait été fixée à 7 millions, qui devaient être payés par douzièmes à partir du 4^e mars 1820, déduction faite des sommes que les sieurs Bacri et Busnach devaient eux-mêmes à des commerçants français. Le dey, qui était créancier personnel de ces deux marchands, se plaignit vivement que les paiements fussent faits entre leurs mains, et non dans les siennes. Il écrivit à Charles X sans obtenir de réponse. Le consul de France, M. Deval, étant

venu à son palais lors des fêtes du Beïram de 1827 pour demander la restitution de deux navires romains capturés par les corsaires d'Alger, une scène fort vive eut lieu publiquement, et Hussein, dans un accès de colère, frappa le consul d'un coup d'éventail au visage.

Le gouvernement demanda vainement satisfaction. Ni le dey ni la Sublime Porte, dont il était le vassal, ne voulurent rien entendre. Les pêcheries françaises de la Calle furent ravagées. Un vaisseau envoyé en parlementaire dans le port d'Alger fut accueilli à coups de canon. On résolut de tirer de ces outrages une vengeance éclatante. L'Angleterre s'alarmait à la perspective de voir les Français s'emparer, dans le nord de l'Afrique, d'une position maritime formidable. Elle exprima ces craintes dans une note adressée au gouvernement français. Celui-ci répondit avec fermeté. « Le roi, disait la dépêche, a adopté pour but et pour prix de ses efforts la destruction définitive de la piraterie, l'abolition absolue de l'esclavage des chrétiens, l'abolition du tribut que les puissances chrétiennes payent à la régence. »

Le 25 mai, le général Bourmont et le vice-amiral Duperré partirent de Toulon. La flotte comptait 403 bâtiments de guerre, montés par 27,000 marins, 377 bâtiments de transport et 225 radeaux; l'armée de terre s'élevait à 37,000 hommes, formant trois divisions sous les ordres des généraux Berthezène, Loverdo et d'Escars. Le débarquement eut lieu le 14 juin dans la presqu'île de Sidi-Ferruch, à l'ouest d'Alger. Le 49, l'armée gagna la bataille de Staouéli. Le fort de l'Empereur, qui défendait Alger, sauta le 4 juillet, et la ville capitula le lendemain. Cette nouvelle remplit de joie le gouvernement. M. de Bourmont fut nommé maréchal de France; le vice-amiral Duperré entra à la chambre des pairs.

Les ordonnances (26 juillet). Protestation des journalistes. — Mais Charles X s'aveugla sur la portée de ce succès. Appelée à élire une chambre des députés, la France nomma une seconde fois les 221, et, avec eux, 49 nouveaux opposants. Le ministère était vaincu sur le terrain de la légalité; il résolut d'avoir recours à d'autres moyens. L'article 44 de la charte accordait au roi le pouvoir de « faire des ordonnances pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État ». A l'aide de cet article, on essaya de tenter un coup d'État. Le 25 juillet, tous les ministres signèrent quatre ordonnances, qui parurent au *Moniteur officiel* le 26 au matin; elles étaient précédées d'un rapport de M. de Chantelauze au roi.

La première suspendait la liberté de la presse périodique et soumettait les journaux à l'autorisation préalable;

La seconde dissolvait la chambre des députés;

La troisième changeait le système électoral, en enlevant aux *patentés* la qualité d'électeurs;

La quatrième convoquait les collèges électoraux pour le 13 septembre suivant.

A la lecture des ordonnances, la population de Paris fut d'abord frappée de stupeur. « Un bonnet à poil placé sur le clocher de Notre-Dame, avait dit M. de Polignac, suffira pour contenir la bourgeoisie. » Ce mot se répandit et irrita la population. Le président du conseil avait trop compté sur la timidité des Parisiens. Une grande réunion de députés et de journalistes décida qu'on ne tiendrait pas compte des ordonnances. Thiers, Châtelain et Cauchois-Lemaire furent chargés de rédiger une protestation. En voici les passages les plus saillants :

« On a souvent annoncé depuis six mois que les lois seraient violées, qu'un coup d'État serait frappé; le bon sens public se refusait à le croire. Le ministère repoussait cette supposition comme une calomnie. Cependant le *Moniteur* a publié enfin ces mémorables ordonnances, qui sont la plus éclatante violation des lois. Le régime légal est donc interrompu; celui de la force est commencé.

« Dans la situation où nous sommes placés, l'obéissance cesse d'être un devoir. Les citoyens appelés les premiers à obéir sont les écrivains des journaux; ils doivent les premiers donner l'exemple de la résistance à l'autorité qui s'est dépouillée du caractère de la loi. Les raisons sur lesquelles ils s'appuient sont telles qu'il suffit de les énoncer.

« Les matières que règlent les ordonnances publiées aujourd'hui sont de celles sur lesquelles l'autorité royale ne peut, d'après la charte, prononcer toute seule. La charte, art. 8, dit que les Français, en matière de presse, sont tenus de se conformer *aux lois*; elle ne dit pas *aux ordonnances*. La charte, art. 35, dit que l'organisation des collèges électoraux sera réglée *par les lois*; elle ne dit pas *les ordonnances*...

« Aujourd'hui donc, le gouvernement a violé la légalité: nous sommes dispensés d'obéir. Nous essayerons de publier nos feuilles sans demander l'autorisation qui nous est imposée; nous ferons nos efforts pour qu'aujourd'hui, au moins, elles puissent arriver à toute la France. Voilà ce que notre devoir de citoyens nous impose, et nous le remplissons...

« Le gouvernement a perdu aujourd'hui le caractère de légalité qui commande l'obéissance. Nous lui résistons pour ce qui nous concerne. C'est à la France à juger jusqu'où doit s'étendre sa propre résistance. »

Parmi les signataires de ce manifeste on remarquait Thiers, Mignet, Armand Carrel, Dubochet, du *National*; Pierre Leroux et Charles de Rémusat, du *Globe*; Cauchois-Lemaire, du *Constitutionnel*; Sarrans jeune, du *Courrier des électeurs*; Avenel, de Jussieu, Châtelain, du *Courrier français*; Coste et Baude, du *Temps*.

En même temps, le tribunal de première instance, présidé par M. Debelleye, rendait, sur la demande du *Temps*, du *Journal du Commerce* et du *Journal de Paris*, un jugement par lequel il ordonnait, vu l'état de la législation, que le numéro du jour serait composé et imprimé par les imprimeurs de ces journaux. Arago, qui faisait à l'Institut ce jour-là l'éloge de Fresnel, mêla à son discours d'ardentes allusions qui furent applaudies avec enthousiasme. A la Bourse, la rente 3 pour 100 descendit subitement de 78 à 72. Dans les cafés, sur les places, dans les rues, on lisait les journaux à haute voix; on entendait des menaces, des cris de joie ou de colère. Tout annonçait qu'une révolution allait commencer.

Les trois jours : première journée (27 juillet). La résistance s'organise. L'agitation s'étend. — Le 27, au matin, trois journaux, le *Globe*, le *National*, le *Temps*, qui avaient refusé de se soumettre aux ordonnances, furent distribués avec profusion. Les places se couvrirent de bourgeois, ensuite d'étudiants, d'anciens soldats de l'empire et d'ouvriers, qui criaient : *Vive la charte!* L'attitude du peuple était menaçante, et cependant la cour n'avait à Paris que 12,000 soldats, sur lesquels elle ne pouvait pas même compter, et pour les commander le maréchal Marmont, duc de Raguse, dont le nom seul rappelait les plus tristes souvenirs de 1814.

Un journaliste, M. Baude, donna le premier l'exemple de la résistance. Un commissaire de police, suivi de gendarmes, étant venu pour briser les presses du *Temps*, dans la rue de Richelieu, M. Baude fit fermer les portes. « C'est en vertu des ordonnances, monsieur, dit-il au commissaire, que vous venez briser nos presses. Eh bien! c'est au nom de la loi que je vous somme de les respecter. » Et comme on voulait faire forcer la serrure par un ouvrier, M. Baude lui lut à haute voix l'article du code

pénal qui condamnait aux travaux forcés le vol avec effraction. Le serrurier s'enfuit épouvanté. Il fallut recourir au serrurier chargé de river les fers des forçats.

Pendant ce temps la lutte s'engageait dans Paris : les rassemblements devenaient plus nombreux; on jetait des pierres aux gendarmes, des barricades s'élevaient sur plusieurs points. Il y eut des coups de fusil près du Palais-Royal et dans la rue Saint-Honoré. Les élèves de l'école polytechnique, dont l'uniforme était aimé du peuple depuis qu'en 1814 ils avaient concouru à la défense de Paris, forcèrent les portes de l'école, ayant à leur tête Charras, Lothon, Vanneau, Berthelin, et vinrent se mettre à la disposition des députés réunis à l'hôtel Laffitte. La nuit était venue. En ce moment même, un régiment de la garde royale, le 6^e, partait de Saint-Cloud pour rejoindre l'armée, et le colonel disait d'une voix émue à ses officiers : « Messieurs, nous allons à Paris. Maintenez l'ordre dans vos compagnies, et si la garde donne, que chacun fasse son devoir. »

Deuxième journée (28 juillet). Insurrection générale. Le maréchal Marmont et les députés. — Dans la matinée du 28, l'insurrection fut générale. Les emblèmes des fournisseurs de la cour furent effacés; on détruisit les insignes de la royauté. Les rues furent délavées et hérissées de barricades, sur lesquelles flottait le drapeau tricolore, reparu après quinze ans d'absence. Partout on entendait les insurgés battre le rappel, aux sons duquel se rassemblaient ouvriers et gardes nationaux. Deux officiers de l'empire, MM. Dumoulin et Dufays, s'emparèrent du poste de la Banque. MM. Degousée, Higonet, Laperche, avaient occupé pendant ce temps la mairie des Petits-Pères. Dans le passage Dauphine, M. Joubert armait les insurgés; sur la place de la Bourse, M. Charles Teste faisait de même. Au cri de *Vive la charte!* se mêlait maintenant celui de *A bas les Bourbons!*

Arrivé à son poste seulement le 28, à huit heures du matin, le maréchal Marmont avait formé le projet suivant : deux colonnes devaient partir des Tuileries, l'une pour traverser Paris de la Madeleine jusqu'à la place de la Bastille, en suivant toute la ligne des boulevards, l'autre pour aller rejoindre la première en longeant la Seine jusqu'à la Grève et l'hôtel de ville. La moitié de Paris serait ainsi enveloppée. Deux bataillons de la garde devaient occuper le marché des Innocents, dans la rue Saint-Denis, afin de maintenir les communications libres entre ces deux colonnes. Mais les soldats étaient peu nombreux, et

leurs adversaires montraient un courage héroïque. Un terrible combat était engagé entre les citoyens placés dans la Cité et les Suisses de la garde placés sur la rive droite du fleuve, sans que le 15^e léger, envoyé au marché aux Fleurs, soutint la garde royale. On vit un jeune homme s'élançant sur le pont de la Grève, un drapeau tricolore à la main : « Mes amis, s'écriait-il, si je meurs, souvenez-vous que je me nomme d'Arcole ! » Partout l'acharnement était le même. Parvenu à la place de la Bastille après avoir traversé le boulevard, le général de Saint-Chamans voulut se mettre en relations avec la Grève. Les soldats qu'il chargea d'enlever les barricades de la rue Saint-Antoine, fusillés du haut des fenêtres, d'où l'on précipitait aussi sur leurs têtes des pavés, des meubles, des tuiles, des bouteilles cassées, furent obligés de reculer. Les troupes placées au marché des Innocents avec le général Quinsonnas étaient cernées. Les colonnes envoyées à la Bastille et dans la rue Saint-Denis voyaient les rues barricadées derrière elles, et ne pouvaient regagner le quartier général qu'en allant faire le tour de Paris par les boulevards extérieurs. La chaleur était étouffante; les soldats mouraient de faim. Le nombre et l'animosité des combattants croissaient d'heure en heure.

Les députés réunis dans l'hôtel d'Audry de Puyraveau envoyèrent auprès du maréchal Marmont, aux Tuileries, Casimir Périer, Mauguin, Lobau et Gérard. Mais déjà Arago était chez le duc de Raguse; il lui représentait Paris en feu, le sang coulant de toutes parts, et la terrible responsabilité qu'il encourait, lui Marmont, chef de l'armée royale, dans cette lutte cruelle. « Faut-il tout vous dire ? s'écria Arago, j'ai recueilli dans la foule sur mon passage des paroles sinistres : « On mitraille le peuple, c'est Marmont qui paye ses dettes ! » Marmont était en proie à une anxiété cruelle : il apprenait que les troupes avaient le dessous, il voyait rapporter des blessés jusqu'aux Tuileries ; il aurait voulu que le roi cédât, révoquât les ordonnances ; mais M. de Polignac ne voulait pas entendre parler de concessions. On vint apprendre à l'imprudent ministre qu'à l'Odéon les soldats fraternisaient avec le peuple. « Si la troupe passe du côté du peuple, s'écria-t-il, qu'on tire aussi sur la troupe ! » Trois fois Marmont écrivit inutilement à Saint-Cloud pour supplier le roi de retirer les ordonnances. Charles X s'y refusa. « Les Parisiens sont dans l'anarchie, disait-il; l'anarchie les ramènera nécessairement à mes pieds. » Et, pendant ce temps, les Suisses du colonel Maillardoz couvraient la rue

Montorgueil de leurs cadavres; le marché des Innocents était occupé par le peuple victorieux, et Lafayette, Laffitte, Audry de Puyraveau, Delaborde, avec bien d'autres députés, se jetaient dans le mouvement.

Troisième journée (29 juillet). Prise du Louvre par le peuple. Nomination d'une commission provisoire. — La nuit du 28 au 29 fut employée de part et d'autre en préparatifs. Les troupes évacuèrent l'hôtel de ville; un inconnu, qui se faisait appeler le général Dubourg, s'y installa le matin avec M. Baude. Le peuple était plein d'ardeur. Il n'en était pas de même des soldats. Les troupes de ligne ne se battaient qu'avec répugnance; la garde royale seule était dévouée à Charles X. Mais déjà les Suisses s'effrayaient à la pensée d'un nouveau 10 août. Marmont ordonna de cesser le feu, ordre qui ne fut pas exécuté. Il fit promettre au peuple des concessions. Il envoya M. de Sémonville à Saint-Cloud supplier le roi de céder. Charles X prétendant que le danger n'était pas sérieux : « Eh bien ! sire, s'écria M. de Sémonville, il faut tout vous dire : si dans une heure les ordonnances ne sont pas rapportées, plus de roi, plus de royauté ! — Peut-être bien me donnerez-vous deux heures ? » reprit le roi avec irritation.

Pendant qu'à Saint-Cloud on s'opiniâtrait, le peuple, conduit par les élèves de l'école polytechnique, s'emparait des casernes de la rue de Tournon, de Saint-Thomas d'Aquin, de Babylone, à l'attaque de laquelle périt Vanneau. Un autre élève de l'école, nommé Lothon, fut tué devant les Tuileries. Marmont, ayant appris que sur la place Vendôme les troupes de ligne communiquaient avec le peuple, voulut les remplacer par l'un des deux bataillons suisses qui défendaient le Louvre. M. de Salis ayant fait évacuer la colonnade par le premier bataillon avant d'y faire monter le second, le peuple se précipita dans le Louvre. Les Suisses s'effrayant, se débandent, s'enfuient à travers la place du Carrousel vers les Tuileries, et du château des Tuileries vers les Champs-Élysées, en jetant leurs armes et leurs habits rouges qui les désignaient à la colère du peuple. Il est midi. Le peuple est vainqueur. Les combattants de juillet montrèrent autant d'humanité que de bravoure, sauvant les adversaires contre lesquels ils venaient de risquer leur vie. On vit des hommes en haillons veiller, le fusil au bras, à ce qu'aucun désordre n'eût lieu, qu'aucun objet ne fût volé dans le Louvre. Lafayette ayant voulu faire donner 5 francs à chacun de ceux d'entre eux qui étaient pauvres : « Nous ne nous bat-

tons pas pour de l'argent, » répondirent-ils, et ils refusèrent.

La lutte était finie. La garde royale avait quitté Paris. Le 53^e de ligne s'était réuni au peuple, et les autres régiments suivaient son exemple. On décida dans l'hôtel de Laffitte que le pouvoir militaire serait confié à Lafayette et à Gérard. De plus on leur adjoignit une commission civile composée de Casimir Périer, Lobau, de Schonen, Audry de Puyraveau, Mauguin. Cette commission publia l'acte suivant : « Les députés présents à Paris ont dû se réunir pour remédier aux graves dangers qui menacent la sûreté des personnes et des propriétés. Une commission a été nommée pour veiller aux intérêts de tous en l'absence de toute organisation régulière. »

Retraite des troupes. Charles X retire les ordonnances.

— Pendant ce temps, les troupes royales désespérées battaient en retraite sur Saint-Cloud par l'arc de triomphe de l'Étoile et le bois de Boulogne. Le Dauphin vint les recevoir. Mais ce prince n'avait ni la présence d'esprit ni la facilité de parole nécessaires pour réchauffer par cette démarche l'ardeur des soldats. Il demanda à un capitaine combien il avait perdu d'hommes : « Beaucoup, monseigneur, » répondit l'officier, et de grosses larmes roulaient le long de ses joues. « Vous en avez bien assez, » lui répondit le Dauphin.

Tout, à Saint-Cloud, était dans la confusion. L'école militaire de Saint-Cyr y était accourue. La cour était pleine de terreur. Charles X s'était d'abord refusé à toute concession. Mais déjà tout était changé. Le roi nomma M. de Mortemart premier ministre, et il chargea MM. de Sémonville, de Vitrolles et d'Argout d'aller à Paris : « Messieurs, leur dit-il, vous l'avez voulu; partez! allez dire aux Parisiens que le roi révoque les ordonnances; mais, je vous le déclare, je crois ceci fatal aux intérêts de la France et de la monarchie. » Charles X croyait avoir fait une concession trop grande. Et pourtant, à l'hôtel de ville, la commission exécutive refusa d'entendre ses négociateurs : « Il est trop tard! s'écria M. de Schonen; le trône de Charles X s'est écroulé dans le sang. » Chez Laffitte, ils ne furent pas mieux reçus. « Plus de Bourbons! » tel était le cri qui retentissait dans Paris.

Le duc d'Orléans. Proclamation en sa faveur. — C'était pourtant un Bourbon qui allait succéder à Charles X. Le duc d'Orléans était fils de Philippe-Égalité, qui avait été membre de la Convention et avait voté la mort de Louis XVI; il avait

servi lui-même dans les armées républicaines, sous les ordres de Dumouriez, à Valmy et à Jemmapes. Émigré en même temps que Dumouriez, il s'était tenu à l'écart après 1815, ouvrant ses salons du Palais-Royal aux gens disgraciés par la cour, affectant le libéralisme, faisant donner à ses fils, au collège royal Henri IV, l'éducation commune. Déjà en 1815, avant les Cent-Jours, une conspiration avait éclaté en sa faveur contre Louis XVIII; plus tard, en 1816, Didier, lors du soulèvement de Grenoble, avait à son tour jeté les yeux sur lui. Le duc d'Orléans était le plus riche propriétaire foncier du royaume; son caractère pacifique, sa simplicité, celle de sa femme Marie-Amélie, le sans-facon qu'il affectait dans ses manières, lui avaient gagné les bonnes grâces de la bourgeoisie. La majorité de la chambre des députés, en 1830, lui était favorable; Laffitte, Casimir Périer, Guizot, de Broglie, le général Sébastiani, étaient ses partisans. Les républicains, qui avaient vaillamment combattu pendant les trois jours, et les bonapartistes étaient en minorité.

Dans une réunion tenue chez Laffitte, les partisans du duc d'Orléans arrêtaient les termes de la proclamation suivante, qui fut immédiatement imprimée et placardée dans les rues de Paris :

« Charles X ne peut plus rentrer dans Paris : il a fait couler le sang du peuple.

« La république nous exposerait à d'affreuses divisions : elle nous brouillerait avec l'Europe.

« Le duc d'Orléans est un prince dévoué à la cause de la Révolution.

« Le duc d'Orléans ne s'est jamais battu contre nous ;

« Le duc d'Orléans était à Jemmapes.

« Le duc d'Orléans est un roi-citoyen.

« Le duc d'Orléans a porté au feu les couleurs tricolores, le duc d'Orléans peut seul les porter encore. Nous n'en voulons point d'autres.

« Le duc d'Orléans ne se prononce pas. Il attend notre vœu. Proclamons ce vœu, et il acceptera la charte comme nous l'avons toujours entendue et voulue. C'est du peuple français qu'il tiendra sa couronne. »

Il est nommé lieutenant général du royaume. — Cependant le duc d'Orléans n'était ni à Paris, au milieu du peuple, ni à Saint-Cloud, auprès de Charles X. Il s'était tenu prudemment, en attendant les événements, d'abord à Neuilly, ensuite au Raincy. Jamais la maison d'Orléans ne pouvait trouver une

occasion plus favorable. Mais, d'un autre côté, était-il généreux de profiter du malheur d'un parent dont le duc d'Orléans avait toujours éprouvé la bienveillance, pour prendre sa place sur le trône dont il venait d'être chassé? Le duc d'Orléans hésita longtemps. M. de Chateaubriand le supplia en termes chaleureux de rester fidèle à ses parents. D'un autre côté, les républicains, ayant à leur tête Bastide, Trélat, Huber, Godefroy Cavaignac, Charras, s'efforçaient de rallier le peuple à leurs idées. Enfin le duc d'Orléans se décida, et, cédant aux instances de Laffitte, il revint au Palais-Royal.

« Habitants de Paris, disait-il dans l'acte annonçant qu'il acceptait la lieutenance générale du royaume, les députés de la France, en ce moment réunis à Paris, ont exprimé le désir que je me rendisse dans cette capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant général du royaume.

« Je n'ai pas balancé à venir partager vos dangers, à me placer au milieu de cette héroïque population, et à faire tous mes efforts pour vous préserver de la guerre civile et de l'anarchie. En rentrant dans la ville de Paris, je portais avec orgueil ces couleurs glorieuses que vous avez reprises, et que j'avais moi-même longtemps portées.

« Les chambres vont se réunir ; elles aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

« Une charte sera désormais une vérité.

« LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS. »

La proclamation suivante, rédigée par Guizot et signée par quatre-vingt-onze députés, fut aussitôt affichée :

« Français, la France est libre. Le pouvoir absolu levait son drapeau. L'héroïque population de Paris l'a abattu. Paris attaqué a fait triompher par les armes la cause sacrée qui venait de triompher en vain dans les élections. Un pouvoir usurpateur de nos droits, perturbateur de notre repos, menaçait à la fois la liberté et l'ordre. Nous rentrons en possession de l'ordre et de la liberté! Plus de crainte pour les droits acquis ; plus de barrière entre nous et les droits qui nous manquent encore.

« Un gouvernement qui sans délai nous garantisse ces biens est aujourd'hui le premier besoin de la patrie. Français, ceux de vos députés qui se trouvent déjà à Paris se sont réunis, et, en attendant l'intervention régulière des chambres, ils ont invité

un Français qui n'a jamais combattu que pour la France, M. le duc d'Orléans, à exercer les fonctions de lieutenant général du royaume. C'est, à leurs yeux, le moyen d'accomplir promptement par la paix le succès de la plus légitime défense.

« Le duc d'Orléans s'est dévoué à la cause nationale et constitutionnelle. Il en a toujours défendu les intérêts et professé les principes. Il respectera nos droits, car il tiendra de nous les siens. Nous nous assurerons par des lois toutes les garanties nécessaires pour rendre la liberté forte et durable ;

« Le rétablissement de la garde nationale, avec l'intervention des gardes nationaux dans le choix des officiers ;

« L'intervention des citoyens dans la formation des administrations municipale et départementale ;

« Le jury pour les délits de la presse ;

« La responsabilité légalement organisée des ministres et des agents secondaires de l'administration ;

« L'état des militaires légalement assuré ;

« La réélection des députés promus à des fonctions publiques.

« Nous donnerons à nos institutions, de concert avec le chef de l'État, les développements dont elles ont besoin.

« Français, le duc d'Orléans lui-même a déjà parlé, et son langage est celui qui convient à un pays libre. Les chambres vont se réunir, vous dit-il. Elles aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation.

« La charte sera désormais une vérité. »

Le duc d'Orléans à l'hôtel de ville. — Maintenant le nouveau gouvernement serait-il accepté par le peuple, par ceux qui avaient fait la révolution? Le 34 juillet, la chambre des députés vint trouver le duc au Palais-Royal pour lui annoncer qu'il était nommé lieutenant général du royaume. Louis-Philippe monta à cheval et se dirigea lentement à travers les rues vers l'hôtel de ville. Derrière lui venait Laffitte malade, qui se faisait porter dans une chaise devant la chambre des députés. Le duc fut d'abord accueilli par des cris joyeux : « Cela va bien, disait Laffitte. — Mais oui, cela ne va pas mal, » lui répondait le lieutenant général. Cependant quelques cris de désappointement et de colère éclatèrent dans plusieurs groupes. Enfin on parvint à l'hôtel de ville. La déclaration de la chambre des députés y fut lue publiquement. Lorsqu'on fut arrivé à l'article « le jury pour les délits de presse », Louis-Philippe se tourna vers Lafayette : « Il n'y aura plus de délits de presse, »

lui dit-il. Ensuite il ajouta en mettant la main sur son cœur : « Comme Français, je déplore le mal fait au pays et le sang qui a été versé. Comme prince, je suis heureux de contribuer au bonheur de la nation. » On applaudit. Le général Dubourg, montrant la place remplie d'hommes armés, s'écria : « Vous connaissez nos droits ; si vous les oubliez, nous vous les rappellerons. » Lafayette et le duc d'Orléans parurent à la fenêtre et s'embrassèrent. Le drapeau tricolore fut partout arboré. Pendant ce temps on recueillait les cadavres dans les rues et sur les quais. Le nouveau règne allait commencer.

Charles X à Saint-Cloud. Il abdique en faveur du duc de Bordeaux. — A la même heure, le règne de Charles X se terminait tristement à Saint-Cloud. La désertion devenait générale dans les troupes qui occupaient les bords de la Seine, le pont de Sèvres, et protégeaient la famille royale. A Ville-d'Avray, la troupe de ligne fut sur le point d'en venir aux mains avec les gardes du corps. Il fallut que le colonel Lespinasse se jetât entre les deux partis : « Est-ce qu'il ne restera personne, disait à son régiment le colonel Maussion, pour aller rendre ce drapeau à celui qui nous l'a confié ? » Marmont, qui commandait toujours, afin de retenir les soldats, leur adressa une proclamation conciliante. Le Dauphin irrité l'apostropha vivement, l'appelant traître, et se jeta sur son épée pour le désarmer avec tant de violence qu'il s'ensanglanta la main. Charles X, plus juste, consola le duc de Raguse. Le Dauphin reconnut qu'il avait été trop vif ; mais Marmont, s'inclinant profondément devant lui, refusa de prendre sa main.

Pendant ce temps, les soldats suisses, jetant fusils, gibernes, uniformes, abandonnaient le pont de Sèvres (31 juillet). Saint-Cloud était découvert ; il fallut battre en retraite. La cour se retira à Rambouillet. Les courtisans avaient disparu. Ce fut là que la Dauphine, la fille de Louis XVI, qui n'était pas à Paris au moment des ordonnances, rejoignit Charles X.

Le 1^{er} août, le vieux roi, comprenant qu'il fallait céder, envoya à Paris un acte par lequel il nommait le duc d'Orléans lieutenant général du royaume. Il approuvait la réunion des chambres pour le 3 août et protestait que, si l'on attentait à sa vie, à celle de sa famille, ou à sa liberté, il se défendrait jusqu'à la mort. Le lendemain, le vieux monarque abdiqua.

« Je suis, écrivait-il au duc d'Orléans, trop profondément peiné des maux qui affligent ou qui pourraient menacer mes peuples pour n'avoir pas cherché un moyen de les prévenir.

J'ai donc pris la résolution d'abdiquer la couronne en faveur de mon petit-fils.

« Le Dauphin, qui partage mes sentiments, renonce aussi à ses droits en faveur de son neveu.

« Vous aurez donc, en votre qualité de lieutenant général du royaume, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la couronne. Vous prendrez d'ailleurs toutes les mesures qui vous concernent pour régler les formes du gouvernement pendant la minorité du nouveau roi...

« Vous communiquerez mes intentions au corps diplomatique, et vous me ferez connaître le plus tôt possible la proclamation par laquelle mon petit-fils sera reconnu roi sous le nom de Henri V... »

Mais le lieutenant général vicomte de Latour-Foissac, porteur de cette lettre, ne fut pas reçu au Palais-Royal. Louis-Philippe était décidé à accepter le trône : il ne pouvait plus accepter la régence.

Louis-Philippe proclamé roi des Français par la chambre des députés. — Quelques jours après, le 7 août, la chambre des députés proclama le trône vacant à la majorité de 249 voix contre 33. La charta fut rapidement révisée, et on proclama le duc d'Orléans roi des Français sous le nom de Louis-Philippe I^{er}. Dans la chambre des pairs, M. de Chateaubriand adressa un solennel et dernier hommage à la dynastie vaincue : « Inutile Cassandre, s'écria-t-il, j'ai assez fatigué le trône et la pairie de mes avertissements dédaignés. Il ne me reste qu'à m'asseoir sur les débris d'un naufrage que j'ai tant de fois prédit. Je reconnais au malheur toutes les sortes de puissance, excepté celle de me délier de mes serments de fidélité. Je dois aussi rendre ma vie uniforme. Après tout ce que j'ai fait, dit et écrit pour les Bourbons, je serais le dernier des misérables si je les reniais au moment où, pour la troisième et dernière fois, ils s'acheminent vers l'exil... Je ne demande à conserver que la liberté de ma conscience et le droit d'aller mourir partout où je trouverai indépendance et repos. »

Charles X à Rambouillet. Marche des Parisiens sur cette ville (3 août). Embarquement du roi à Cherbourg. — Louis-Philippe régnait déjà dans Paris, et pourtant Charles X se trouvait encore avec sa famille à Rambouillet, gardé par 42,000 soldats et 38 pièces de canon. On résolut d'effrayer le vieux roi par une démonstration armée pour le déterminer à partir. Le 3 août, le rappel battit dans Paris ; on convoqua 500 hommes

par légion. Cefut pour les Parisiens comme une partie de plaisir. Quinze mille hommes, élèves de l'école polytechnique, étudiants, anciens soldats, gardes nationaux, bourgeois, ouvriers, affublés des plus bizarres costumes et portant des armes de toute sorte, à pied, à cheval, en voiture, partirent en chantant pour Rambouillet, sous la conduite du général Pajol. Charles X aurait pu résister. Les Parisiens arrivèrent harassés de fatigue devant Rambouillet, et se couchèrent en désordre sur les routes, dans les fossés, les blés et les bois. Mais la cour était découragée. Charles X se détermina à partir pour Cherbourg avec cinq commissaires, MM. de Coigny, Jacqueminot, Maison, de Schonen, Odilon Barrot, chargés de veiller à sa sûreté. A Maintenon il licencia ses troupes. A Valognes, les gardes du corps lui rendirent leurs drapeaux. Enfin, du haut des falaises de Cherbourg on aperçut la mer. Le capitaine Dumont d'Urville, qui déjà avait fait le tour du monde, avait reçu le commandement du bâtiment américain le *Great Britain* et d'un brick chargés de conduire hors de France les exilés. « C'était, dit un historien, vers l'Angleterre que les Bourbons allaient voguer, en repassant peut-être par le sillon qu'avait jadis creusé dans l'Océan le navire des Stuarts vaincus. Le ciel n'annonçait pas la tempête: le vent souffla dans les voiles, et le vaisseau disparut sur la mer. »

La France avait encore une fois renversé les descendants de saint Louis. Des trois petits-fils de Louis XV, le premier était mort sur l'échafaud; le second avait passé vingt-cinq ans en exil; le troisième allait y mourir. Le fils de Louis XVI était mort captif dans la tour du Temple. Maintenant le petit-fils de Charles X, orphelin avant sa naissance, était emporté dans le manteau d'un serviteur, loin de cette terre sur laquelle il semblait appelé à régner. Une autre branche de la famille des Bourbons allait s'éteindre: bientôt une mort mystérieuse réunira le prince de Condé à son fils exécuté à Vincennes. Coblenz, Hartwell, Gand, Chantilly, Goritz, que de souvenirs! Les fautes avaient été grandes, l'expiation le fut. Et pendant que Charles X partait pour l'exil, Paris joyeux saluait l'apparition sur les Tuileries de ce drapeau tricolore qui, quarante ans auparavant, avait flotté pour la première fois sur les ruines de la Bastille, aux rayons étincelants du soleil de juillet.

Résultats généraux des quinze années de la Restauration. Extension donnée au régime constitutionnel. — Après la dissolution de la chambre introuvable, sous les ministères

Richelieu, Decazes et Martignac, la nation avait fait l'apprentissage du régime constitutionnel et avait commencé à prendre part au gouvernement de ses affaires. Jamais elle n'eut de plus grands orateurs qu'à cette époque, où le général Foy disait du haut de la tribune à un ministre de la justice: « Monsieur le garde des sceaux, je vous condamne, en sortant de cette enceinte, à regarder la statue de l'Hôpital et celle de d'Aguesseau; » où Manuel, interrompu par un contradicteur qui lui criait: « Vous êtes payé pour dire cela, » répondait avec calme en se tournant vers le côté d'où partait l'accusation: « Oui, je suis payé, mais dans une monnaie inconnue de ceux qui m'interrompent; je suis payé par l'estime de mes commettants! » Que de noms il faudrait citer encore: Chateaubriand, Royer-Collard, Benjamin Constant, Mauguin, Audry de Puyraveau! Si dans les deux chambres il y avait de grands orateurs à la voix desquels le public se passionnait, au dehors, des écrivains illustres, Lamartine, Victor Hugo, Guizot, Villemain, Paul-Louis Courier, éveillaient à leur tour un écho dans les cœurs. La poésie, la philosophie, l'histoire étaient cultivées avec passion, accueillies par un public intelligent et sympathique. Les luttes des romantiques et des classiques n'excitaient pas moins d'intérêt que celles des ultras et des libéraux.

Prosperité financière et commerciale; institution des caisses d'épargne; délivrance de la Grèce; destruction de la piraterie. — Grâce à la paix qui régnait en Europe, une grande prospérité financière et commerciale signala l'époque de la Restauration. L'agriculture se développa rapidement et accrut ses produits. Les progrès des sciences permirent à l'industrie de produire davantage et avec moins de frais. Les fabriques de soieries de Lyon, les manufactures de Saint-Étienne, de Tarare, de Rouen, de Reims, de Troyes, de Saint-Quentin, soutenaient avec avantage la concurrence anglaise. Des expositions périodiques de l'industrie, qui avaient lieu à Paris, contribuèrent à ces heureux résultats. Nos villes s'embellissaient: le palais de la Bourse s'élevait à Paris; un pont magnifique était construit à Bordeaux; les canaux de Bretagne, de la Somme, de la Loire, de Bourgogne, du Rhône au Rhin, étaient creusés. Au nombre des mesures prises alors pour l'amélioration du sort des populations ouvrières il faut compter la création des caisses d'épargne; désormais, le travailleur soucieux de l'avenir pouvait y déposer ses économies par petites sommes et les retrouver au jour du besoin. Les mœurs s'adouçissaient et devenaient

meilleures. On le vit bien, dans les trois journées de juillet, par la modération et l'humanité que montrèrent les vainqueurs au milieu même de la fièvre du combat.

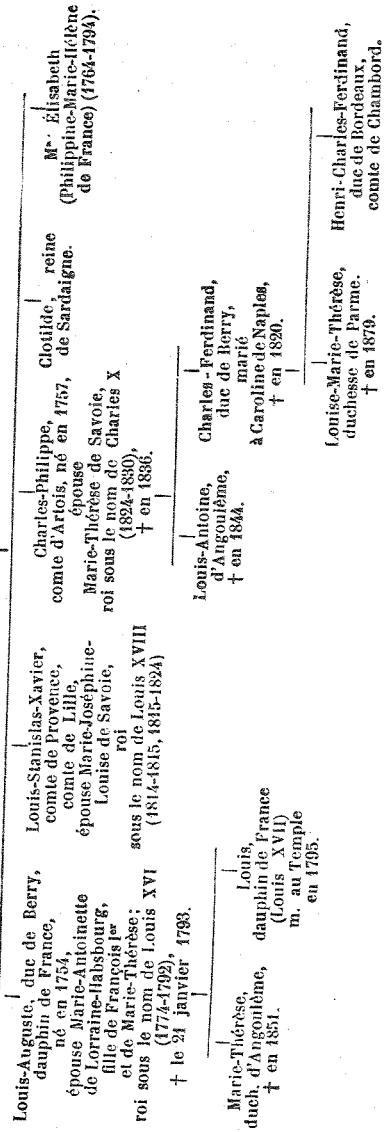
À l'extérieur, le gouvernement de la Restauration avait eu quelque gloire. Le pavillon français avait flotté à Navarin dans la journée qui valut à la Grèce son indépendance, et lorsque le ministère anglais qualifiait cette bataille de *malentendu déplorable*, Charles X s'en était hautement félicité à l'ouverture des chambres. La piraterie avait été poursuivie sur toutes les mers; nous avons déjà parlé du dévouement de l'enseigne Bisson. Alger avait été conquis par une armée française, et la chrétienté délivrée du tribut honteux qu'elle payait depuis des siècles aux corsaires musulmans.

Mouvement des esprits : résistance du gouvernement et sa chute. — Quelle avait donc été la vraie cause de la chute des Bourbons? La charte de 1814 satisfaisait les vœux de la classe moyenne. Louis XVIII, vieillard fatigué, n'aspirait pas au pouvoir absolu; Charles X avait un caractère faible, mais était incapable de prendre par lui-même aucune résolution violente. Malheureusement pour les Bourbons, leur gouvernement manqua de prudence. Louis XVIII, dans un discours public, rendait grâce au prince régent d'Angleterre de son rétablissement. Quand il aurait fallu beaucoup oublier, on se montra impitoyable. On proscrivit les couleurs tricolores, qui rappelaient tout un passé glorieux. Les hommes d'État de la Restauration se posèrent en face de la France comme les adversaires des principes proclamés par la Révolution de 1789. Sans avoir l'audace de détruire ouvertement ce qu'elle avait créé, ils semblèrent avoir pris à tâche de contrarier des idées, de heurter des sentiments devenus chers aux Français. Ils provoquèrent la lutte, quand ils n'étaient pas en état de la soutenir. La France était si fatiguée des révolutions que, malgré le mécontentement croissant, longtemps elle se contenta de protester sans agir. Les ministres de la Restauration lui lancèrent un défi, un nouveau manifeste de Brunswick, les ordonnances.

Le résultat fut le même en 1830 qu'en 1792: la royauté de Charles X tomba comme était tombée celle de Louis XVI. Quelque temps après, une colonne s'élevait sur la place où jadis se dressait la Bastille. On pouvait y lire ces mots gravés sur le socle: « À la mémoire des citoyens morts en combattant pour la défense des libertés publiques, dans les mémorables journées des 27, 28, 29 juillet 1830. »

Tableau généalogique de la branche aînée des Bourbons.

Louis, dauphin de France, fils de Louis XV et de Marie Leszczyńska,
épouse Marie-Josèphe de Saxe, fille d'Auguste III (1729-1765).



Six ans plus tard, à Goritz, en Allemagne, cette inscription était placée sur la tombe solitaire du vieux roi : « Ci-gît très haut, très puissant et très excellent prince, Charles X^e du nom, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, mort à Goritz le 6 novembre 1836, âgé de 79 ans et 28 jours. »

CHAPITRE XXV.

Louis-Philippe.

Le roi Louis-Philippe et les partis. — Charte de 1830. Loi abaissant le cens électoral; loi sur la pairie. — Ministère du 11 août 1830. Dupont (de l'Eure) et Lafitte. — Les ministres de Charles X à Vincennes. — Ministère du 3 novembre 1830. Lafitte président du conseil. — Procès des ministres (décembre 1830). — Retraite de Lafayette et de Dupont (de l'Eure). — Dévastation de Saint-Germain l'Auxerrois. Destruction de l'archevêché (14 février 1831). — Retraite de Lafitte.

Ministère du 13 mars 1831. Casimir Périer. — Insurrection à Lyon (21 novembre 1831); à Grenoble (11 mars 1832). Complots des tours de Notre-Dame et de la rue des Prouvaires. — Choléra de 1832. Mort de Casimir Périer (16 mai 1832). — La duchesse de Berry en Vendée: son arrestation à Nantes, sa captivité à Blaye (1832-1833). — Funérailles du général Lamarque. Insurrection républicaine du cloître Saint-Merry (5-6 juin 1832) — Procès des saint-simoniens.

Ministère du 11 octobre 1832; Thiers, Guizot, de Broglie. — Nouvelle insurrection à Lyon (9 avril 1834), à Paris (18 avril). — Ministère des trois jours. — Armand Carrel à la chambre des pairs. — Procès des accusés d'avril (février-décembre 1835). — Tentatives contre la vie de Louis-Philippe. Lois de septembre.

Ministère du 22 février 1836: Thiers. Ministère du 6 septembre 1836: Molé. — Complot bonapartiste de Strasbourg (30 octobre 1836). Loi de disjonction. — Ministère du 15 avril 1837. Mariage du duc d'Orléans. Loi d'épanage. — La coalition (1838-1839). Insurrection du 12 mai.

Le roi Louis-Philippe et les partis. — Le duc d'Orléans, qui venait d'être proclamé roi par la chambre des députés sous le nom de Louis-Philippe I^{er}, était, nous l'avons dit, le fils de Philippe-Égalité; il avait combattu à Valmy et à Jemmapes, et passé de longues années dans l'exil. Parvenu au trône, il se proposa pour but, à l'extérieur, de maintenir la France en paix avec ses voisins; à l'intérieur, de s'appuyer sur la bourgeoisie, de donner pleine satisfaction à toutes les demandes de la classe

moyenne, à laquelle il devait son élévation. Il montrait une grande simplicité de manières, affectant de vivre comme un bourgeois de Paris et se revêtant volontiers de l'uniforme de la garde nationale. Pendant les dix-huit ans qu'allait durer son règne, des ministres distingués par leurs talents dirigèrent souvent les affaires, et le commerce fut la plupart du temps prospère; mais le roi, dans son désir de maintenir la paix, fit aux puissances étrangères des sacrifices dont l'honneur national fut blessé. Louis-Philippe était, d'ailleurs, attaqué par des partis puissants et opposés.

Les *légitimistes*, les partisans de la branche aînée, du duc de Bordeaux, ne voyaient dans Louis-Philippe qu'un usurpateur; s'ils n'étaient pas très nombreux, ils étaient influents, ils étaient riches, et le gouvernement allait avoir plus d'une fois à les combattre. Les *républicains* étaient des adversaires bien plus redoutables. Intelligents, ardents, passionnés, toujours prêts à courir aux armes et à élever des barricades, ils demandaient de quel droit la chambre des députés avait, sans mandat spécial et de son autorité privée, donné la couronne à Louis-Philippe. Ils demandaient pourquoi le titre d'électeur n'était accordé qu'à ceux qui payaient certains impôts; pourquoi un petit nombre de privilégiés réglait les destinées de la France, tandis que des millions d'hommes étaient exclus de toute participation aux affaires publiques. Témoins de la misère à laquelle étaient souvent exposés les ouvriers, devenus très nombreux depuis que 1815 avait substitué les travaux de l'industrie à ceux de la guerre, ils imputaient ce malheur au gouvernement. Un troisième parti, celui des *bonapartistes*, faible tant qu'il eut pour représentant le jeune duc de Reichstadt, confiné en Autriche, devint plus remuant lorsqu'il eut pour chef Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de l'empereur Napoléon I^{er}.

Charte de 1830. Loi abaissant le cens électoral; loi sur la pairie. — La charte de 1830, révisée par la chambre des députés, diffère en quelques points de celle de 1814. Le préambule de celle-ci fut effacé « comme blessant la dignité de la nation et paraissant octroyer aux Français des droits qui leur appartiennent réellement. » L'article 14, sur lequel Charles X s'était appuyé pour publier les ordonnances, fut supprimé. L'article 6 fut modifié de manière à établir l'égalité de tous les cultes devant la loi. La censure était abolie. L'âge exigé pour être député et être électeur fut abaissé. Plusieurs articles devaient être réglés plus tard par des lois spéciales. Par la loi

électorale du 22 février 1831, le cens électoral fut réduit de trois cents francs d'impôts à deux cents, et aux électeurs censitaires furent ajoutées les *capacités*, c'est-à-dire les membres et les correspondants de l'Institut, les médecins, les avocats, les professeurs de facultés : c'était un progrès, mais l'opinion publique demandait plus. Le 27 août 1831, une autre loi revisa la constitution de la pairie, qui cessa désormais d'être héréditaire.

Le pouvoir allait appartenir à la chambre des députés. C'est de son sein que pendant dix-huit ans vont sortir des ministères, qui tomberont lorsqu'elle aura cessé de leur donner la majorité.

Ministère du 11 août 1830. Dupont (de l'Eure) et Laffitte.

— Les premiers ministres de Louis-Philippe furent nommés le 11 août 1830 : c'étaient Dupont (de l'Eure), Laffitte, de Broglie, Guizot, Molé, Casimir Périer, Dupin aîné, Louis et Gérard. M. de Talleyrand avait été nommé à l'ambassade de Londres. Lafayette avait le commandement général des gardes nationales de France. La situation était grave. A l'extérieur, des révolutions provoquées par la nôtre éclataient en Belgique, en Allemagne, en Pologne, en Italie. Fallait-il, comme le voulaient Dupont (de l'Eure) et Laffitte, faire cause commune avec les peuples soulevés ? Fallait-il rester sourds à leurs sollicitations et éviter le danger d'une lutte armée contre l'Europe ? N'était-il pas à craindre que la Sainte-Alliance n'intervint pour rétablir les Bourbons, comme elle l'avait fait en France dans les Cent jours, comme elle l'avait fait à Naples en 1821, en Espagne en 1823 ? Si les Anglais avaient bien accueilli la nouvelle de la révolution de juillet, l'empereur de Russie la reçut avec irritation, et dans sa réponse à la lettre par laquelle Louis-Philippe lui notifiait son avènement, il affectait de refuser au roi des Français le titre de Majesté. Les partisans de la paix ourrent le dessus dans le ministère : il fut décidé que la France n'interviendrait pas au dehors.

Les ministres de Charles X à Vincennes. — Les ministres de Charles X, les signataires des fatales ordonnances, étaient prisonniers à Vincennes. Le peuple demandait avec impatience leur mise en jugement. Le gouvernement ne pouvait pas refuser cette satisfaction à l'opinion publique ; mais il désirait sauver la vie des accusés. On craignait qu'une démarche directe en leur faveur n'excitât quelque soulèvement. M. Victor de Tracy, dès le 17 août, avait demandé dans la chambre des dé-

putés l'abolition de la peine de mort. Cette proposition fut renouvelée le 8 octobre. « Je l'atteste devant vous, s'écria M. de Kératry, s'il était possible de rassembler dans cette enceinte les parents et les amis des courageuses victimes de juillet et de leur demander : Voulez-vous du sang pour du sang ? parlez ! le jury silencieux agiterait sa tête en signe de refus et retournerait, avec sa noble douleur, vers ses foyers déserts ! » Le roi se montra disposé à sanctionner le vœu de la chambre. En apprenant qu'on désirait sauver les ministres, le peuple fut saisi d'irritation. Le 18 octobre, la foule se porta au Palais-Royal et ensuite à Vincennes, en poussant des cris tumultueux ; mais le général Daumesnil refusa d'ouvrir les portes du donjon.

Ministère du 3 novembre 1830. Laffitte, président du conseil.

— Cette journée amena un changement de ministère. Odilon Barrot, préfet de la Seine, dans une proclamation au peuple, imputait les troubles qui avaient eu lieu à l'adresse impopulaire de la chambre demandant l'abolition de la peine de mort. Les ministres du roi, qui auraient voulu réprimer les mouvements populaires au lieu de les expliquer, demandèrent le renvoi du préfet, et, ne pouvant l'obtenir, donnèrent tous leur démission. Un nouveau ministère se forma, celui du 3 novembre 1830. Laffitte fut président du conseil ; à côté de lui siégèrent Dupont (de l'Eure), de Montalivet, d'Argout, le général Sébastiani et le maréchal Soult. Ce nouveau ministère ne pouvait pas durer bien longtemps. Laffitte et Dupont (de l'Eure) étaient des hommes dont les idées avancées devaient déplaire à leurs collègues ; mais en ce moment le roi avait recours à leur popularité, à celle de Lafayette et à celle d'Odilon Barrot, pour prévenir le mécontentement public.

Procès des ministres (décembre 1830). — L'irritation éclata avec violence quand les ministres furent transportés de Vincennes à la prison du Luxembourg pour comparaître devant la chambre des pairs (10 décembre). Le 15, ils furent traduits devant elle. Une foule nombreuse, contenue avec peine par les troupes mises sur pied, entourait le palais en proférant des cris de haine. Les dépositions de plusieurs témoins furent accablantes pour les accusés. Arago rapporta la parole du prince de Polignac : « Si la troupe se joint au peuple, il faut aussi tirer sur la troupe ! » L'arrêt fut rendu dans la nuit du 24 décembre. MM. de Polignac, de Peyronnet, de Chantelauze, de Guernon-Ranville, furent condamnés à la prison perpétuelle. En ce moment même l'émeute grondait dans les rues. Les républicains

voulaient profiter de l'irritation des esprits pour renverser le gouvernement. L'artillerie de la garde nationale, commandée par Bastide et Godefroy Cavaignac, leur appartenait; mais 30,000 hommes de troupes étaient sous les armes; la foule se dispersa.

Retraite de Lafayette et de Dupont (de l'Eure). — Lafayette, Dupont (de l'Eure) et Laffitte avaient consenti à prêter leur appui au roi dans l'espérance que la pairie deviendrait élective, et que le cens électoral serait supprimé. Leur attente fut trompée. Le procès des ministres terminé, Louis-Philippe, qui n'avait plus à craindre une insurrection, désirait l'éloignement de ces hommes, qu'il trouvait trop indépendants. Le 24 décembre, la chambre des députés vota que le commandement général des gardes nationales du royaume serait supprimé. Lafayette n'attendit pas que la chambre des pairs eût adopté cette proposition: il envoya aussitôt sa démission au roi. Louis-Philippe écrivit au général et publia un ordre du jour aux gardes nationaux, dans lequel il manifestait de grands regrets. Le comte Lobau devint chef de la garde nationale de Paris. Dupont (de l'Eure) imita Lafayette: il se démit immédiatement de ses fonctions de ministre de la justice. Laffitte resta dans le cabinet le seul représentant de la politique de mouvement; il devait d'ailleurs le quitter bientôt.

Dévastation de Saint-Germain-l'Auxerrois. Destruction de l'Archevêché (14 février 1834). — Les passions réveillées par le procès des ministres n'étaient pas calmées; elles firent explosion le 14 février, jour anniversaire de la mort du duc de Berry. Les légitimistes avaient résolu de se montrer ce jour-là avec éclat. Un service funèbre fut célébré dans l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. On fit une quête au profit des soldats de la garde royale blessés pendant les trois jours. A la fin de la cérémonie, un jeune homme vint attacher au catafalque le portrait du duc de Bordeaux, sur lequel on déposa une couronne d'immortelles. Le bruit s'en répand aussitôt au dehors. La foule s'attroupe, envahit l'église, la sacristie, le presbytère; balustrades, confessionnaux, tentures, tout fut détruit, foulé aux pieds. Ensuite la foule se porta sur l'archevêché, qui eut le même sort. Tout ce qu'on y trouva fut jeté à la Seine. Partout les fleurs de lis étaient détruites; Louis-Philippe les effaça lui-même de ses armoiries. Des scènes de ce genre se reproduisirent dans un grand nombre de villes. Baude, préfet de police,

et Odilon Barrot, préfet de la Seine, accusés de n'avoir rien fait pour réprimer l'émeute, furent renvoyés.

Retraite de Laffitte. — Laffitte donna sa démission un mois après. Le 4^e décembre 1830, il avait dit à la chambre des députés, en parlant de l'Italie: « La France ne permettra pas que le principe de non-intervention soit violé. » Malgré cette déclaration, M. de Metternich écrivit à Paris une lettre dans laquelle il disait: « Jusqu'ici nous avons laissé la France mettre en avant le principe de non-intervention; mais il est temps qu'elle sache que nous n'entendons pas le reconnaître en ce qui concerne l'Italie. Nous porterons nos armes partout où s'étendra l'insurrection. Si cette intervention doit amener la guerre, eh bien! vienne la guerre. » Le gouvernement ne releva pas ce défi. Il ne secourut pas l'Italie contre les Autrichiens; il ne fit qu'entamer des négociations inutiles en faveur de la Pologne; il refusa la couronne de Belgique pour le duc de Nemours. Laffitte ne voulut pas couvrir plus longtemps de son nom une politique qu'il désapprouvait: il donna sa démission.

Ministère du 13 mars 1834. Casimir Périer. — Un nouveau ministère se forma le 13 mars. Il était présidé par Casimir Périer, qui avait pour collègues le maréchal Soult, à la guerre; le général Sébastiani, aux affaires étrangères; le baron Louis, aux finances; M. Barthe, à la justice; M. de Montalivet, à l'instruction publique et aux cultes; M. d'Argout, au commerce et aux travaux publics; M. de Rigny, à la marine. Le chef du cabinet, Casimir Périer, résolut d'arrêter le mouvement à l'intérieur par une répression vigoureuse et de maintenir la paix au dehors. Il résistait avec une activité fébrile à toutes les attaques: il fit traduire devant le jury, dès son entrée au ministère, plusieurs journalistes hostiles au pouvoir; le jury, la plupart du temps, les renvoyait absous. C'est ainsi que dix-neuf accusés, arrêtés lors des troubles qui accompagnèrent le procès des ministres, furent acquittés; on comptait parmi eux Trélat, Guinand et Godefroy Cavaignac'. « La révolution, s'écria ce dernier devant le tribunal, c'est la nation tout entière, moins ceux qui l'exploitent; c'est notre patrie remplissant cette mission d'affranchis-

1. Godefroy Cavaignac, fils d'un conventionnel et frère du général Eugène Cavaignac, qui dut la haute position à laquelle il fut appelé en 1848 au souvenir de son frère, Godefroy, né à Paris en 1801, mourut le 6 mai 1835.

sement qui lui a été confiée par la providence des peuples ; c'est toute la France qui a fait son devoir envers eux. Pour nous, messieurs, nous avons fait notre devoir envers elle, et elle nous trouvera toutes les fois qu'elle aura besoin de nous ; quoi qu'elle nous demande, elle l'obtiendra ! »

Casimir Périer se multipliait pour faire face à toutes les attaques. Une décoration spéciale fut distribuée aux combattants de juillet. La chambre des députés, toujours la même depuis 1830, fut dissoute le 3 mai 1834. Les élections, faites d'après la nouvelle loi électorale, donnèrent la majorité au ministère. L'opposition comptait dans ses rangs le général Lamarque, François Arago, Odilon Barrot et Mauguin. Le ministère paraissait tout-puissant. L'intervention en Belgique et la prise d'Anvers, l'occupation d'Ancône en Italie, répandirent même quelque éclat sur sa politique extérieure. Mais en ce moment-là même la Pologne succombait.

Insurrection à Lyon (24 novembre 1834) ; à Grenoble (4 mars 1832). Complots des tours Notre-Dame et de la rue des Prouvaires. — Le 24 novembre 1834 éclata à Lyon une lutte formidable. Dans cette ville, le mouvement révolutionnaire était social, et non politique. Lyon renfermait quarante mille ouvriers en soie, pour la plupart dans une situation misérable. La concurrence étrangère avait ralenti les ventes et forcé les fabricants à baisser successivement les prix. Le 11 octobre 1834, le conseil des prud'hommes de Lyon, sur la demande des ouvriers, prit un arrêté par lequel, reconnaissant que leur salaire était insuffisant, il demandait qu'on fixât un minimum au-dessous duquel la rétribution ne pût descendre. Le préfet, M. Bouvier-Dumolard, se montra d'abord favorable à la demande des ouvriers ; mais bientôt, sur les réclamations des fabricants, il renonça à la soutenir. Le 24 novembre, une lutte sanglante s'engagea dans la ville, qui se hérissa de barricades : les ouvriers descendirent de la Croix-Rousse, précédés par des tambours et portant un drapeau avec cette inscription : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » Après deux jours de combat, la troupe de ligne dut évacuer la ville. Les insurgés ne poussèrent pas plus loin leurs avantages. Ils avaient commencé la lutte sans but arrêté ; ils perdirent courage quand ils virent à leurs portes 32,000 soldats commandés par le maréchal Soult. Lyon fut occupé sans coup férir et reçut une garnison de 20,000 hommes : la garde nationale fut licenciée.

Un nouveau conflit s'engagea à Grenoble quatre mois après.

Le 14 mars 1832, pendant les fêtes du carnaval, le préfet, M. Maurice Duval, en présence d'une manifestation, fit charger la foule à la baïonnette par les soldats du 35^e de ligne. Alors la population de Grenoble se souleva. Pour rétablir le calme, on rappela de Grenoble le 35^e ; mais Casimir Périer y fit rentrer ce régiment. Les émeutes et les duels entre habitants et militaires reprirent leurs cours, jusqu'au jour où le 35^e de ligne sortit de la ville pour la dernière fois par l'ordre du gouvernement, qui voulut éviter des collisions encore plus sérieuses.

A Paris même, les partis ne restaient pas inactifs. Deux complots légitimistes éclatèrent. D'abord, ce fut celui des tours de Notre-Dame. Six individus s'étaient introduits dans le clocher de la cathédrale pour y sonner le tocsin et donner ainsi aux hommes de leur parti le signal de l'insurrection (4 janvier 1832) ; ils furent arrêtés et emprisonnés. Le mois suivant, une nouvelle conspiration fut découverte : celle de la rue des Prouvaires. Deux mille cinq cents à trois mille hommes avaient été embauchés dans Paris par l'agent légitimiste Poncelet. A un moment donné, ces hommes devaient se réunir et enlever par un coup de main la famille royale. Ils furent découverts et arrêtés dans la rue des Prouvaires, dans la nuit du 1^{er} au 2 février 1832. De nombreuses condamnations furent prononcées. Mais, loin d'être intimidés par la rigueur que déployait le ministère, les journaux de tous les partis attaquaient le pouvoir avec une amertume toujours croissante : la *Tribune*, la *Caricature*, le *Globe*, la *Némésis*, se distinguaient par leur acharnement. Un pamphlétaire éloquent, actif, impitoyable, M. de Cormenin, faisait aux ministres et au roi une guerre incessante. L'opposition croissait en nombre et en audace dans la chambre des députés. En parlant des Français, M. de Montalivet ayant prononcé le mot de *sujets*, on s'écria : *A l'ordre le ministre!* et un député ajouta : « Les hommes qui font des rois ne sont pas des sujets. »

Choléra de 1832. Mort de Casimir Périer (16 mai 1832). — A la guerre civile vint bientôt se joindre un autre fléau non moins redoutable. « Venu des Grandes Indes, le choléra-morbus s'était mis en marche pour dévaster le monde. Au nord, il s'était avancé dans la Sibérie ; au sud, il avait étendu ses ravages jusque sur les côtes de la Nouvelle-Hollande ; à l'est, il avait franchi la grande muraille de la Chine pour aller se déclarer à Pékin ; à l'ouest, traversant la mer Caspienne, il avait infesté Tiflis et la Nouvelle-Géorgie, passé le Caucase, envahi l'empire

russe, éclaté à Moscou. » Les armées russes le portèrent en Pologne. Il atteignit l'Europe occidentale et se déclara à Paris le 26 mars 1832; il y régna pendant 189 jours et enleva 19,000 personnes. Les départements ne furent pas épargnés; c'est surtout dans l'Aisne, la Côte-d'Or, l'Eure, l'Indre, l'Indre-et-Loire, le Loiret, la Marne, le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, Seine-et-Marne, la Seine-Inférieure et la Somme que les victimes furent les plus nombreuses.

Casimir Périer avait visité l'Hôtel-Dieu avec le duc d'Orléans. Deux jours après, il était obligé de se mettre au lit. Son organisation malade et fiévreuse, les luttes continuelles qu'il était obligé de soutenir, avaient depuis longtemps épuisé sa santé. Il était devenu sur ses derniers jours encore plus irritable que par le passé. L'ambassadeur de Russie, le comte Pozzo di Borgo, ayant osé prononcer ces mots : « L'empereur mon maître ne veut pas... » il lui répondit avec une extrême animation : « Dites à votre maître que la France n'a pas d'ordre à recevoir, et que, Casimir Périer vivant, elle ne prendra conseil, pour agir, que d'elle-même et de son honneur. » Quelques jours après, le 16 mai, il rendit le dernier soupir. Louis-Philippe ne se sentait pas à l'aise avec un ministre aussi impérieux : « Casimir Périer est mort, dit-il à quelqu'un de son entourage. Est-ce un bien, est-ce un mal ? L'avenir nous l'apprendra. »

La duchesse de Berry en Vendée; son arrestation à Nantes, sa captivité à Blaye (1832-1833). — Les difficultés auxquelles le gouvernement était en butte et les attaques de tous les partis firent croire à la duchesse de Berry que l'occasion était favorable pour reconquérir la couronne en faveur de son fils, le duc de Bordeaux; elle quitta l'Italie à bord du *Carlo-Alberto* et vint débarquer près de Marseille, le 28 avril 1832, avec MM. de Bourmont, de Kergorlay, de Mesnard, de Brissac. Elle traversa tout le midi de la France pour se rendre dans la Vendée; elle y parvint heureusement, après avoir échappé à la police et à la gendarmerie. Elle comptait sur un soulèvement des paysans de l'Ouest; mais les Vendéens ne montraient plus pour la cause des Bourbons la même ardeur qu'en 1793: le bien-être matériel dont ils jouissaient par suite du nouvel état de choses avait refroidi leur zèle. La conscription leur déplaisait toujours; mais si l'on pouvait encore réunir quelques poignées de réfractaires capables de faire le coup de fusil dans les bois avec les gendarmes, il n'était plus possible de trouver dans l'Ouest une armée capable de tenir la campagne contre

les troupes de ligne. Un soulèvement projeté pour le 6 avril fut retardé et échoua. M. Berryer vint voir la duchesse dans sa retraite, aux Mesliers, et la supplia inutilement de quitter la France. Quelques tentatives insurrectionnelles eurent lieu dans les premiers jours de juin. Partout les Vendéens furent dispersés. Le combat le plus sérieux eut lieu au château de la Pénis-sière, où quarante-cinq paysans soutinrent tout un jour l'attaque d'un bataillon.

Obligée de fuir, la duchesse se cacha dans Nantes avec mademoiselle de Kersabiec, MM. Guibourg et de Mesnard. Un jeune nommé Deutz offrit au ministère de la livrer à prix d'argent. La maison des demoiselles Deguigny, qui servait d'asile aux fugitifs, fut désignée comme leur retraite et envahie par la troupe. Pendant seize heures la duchesse et ses compagnons restèrent cachés debout derrière une plaque de cheminée. Enfin, des gendarmes ayant allumé du feu, la duchesse, sur le point d'être étouffée, sortit et fut contrainte de se rendre. La mère du duc de Bordeaux se trouvait prisonnière (6 novembre 1832).

La situation du gouvernement était difficile. Le roi pouvait-il traduire en justice une princesse qui était sa parente, et qui, aux jours de sa puissance, s'était montrée bienveillante envers la famille d'Orléans? Pouvait-il mettre en liberté et renvoyer impunie une femme qui était venue en France pour déchaîner la guerre civile et renverser le gouvernement? La duchesse ne fut ni renvoyée libre ni mise en jugement. On la fit conduire prisonnière à la citadelle de Blaye, sur la rive droite de la Gironde. Elle était placée là sous la garde du général Bugeaud et du capitaine Saint-Arnaud, son aide de camp. Bientôt un bruit étrange, qui consterna les légitimistes, se répandit en France: la duchesse de Berry était enceinte. Le 9 mai 1833, elle accoucha d'une fille, après avoir déclaré qu'elle s'était unie en Italie par un mariage secret avec le comte Hector Lucchesi-Palli, chambellan du roi des Deux-Siciles. Elle fut mise en liberté le 8 juin et conduite à Palerme.

Sa captivité et les événements qui l'accompagnèrent furent à Paris, dans les journaux, les conversations et jusque dans les deux chambres, le sujet de débats passionnés. Dans une discussion excitée à la chambre des députés par une lettre du maréchal Soult, qui prétendait interdire aux officiers toute réclamation, le général Bugeaud s'étant écrié : « Il faut obéir d'abord. — Faut-il obéir, répliqua Dulong, neveu de Dupont (de l'Eure),

jusqu'à se faire géolier ? » Le *Journal des Débats* et le *Bulletin ministériel du soir* envenimèrent la querelle par des commentaires exagérés. Un duel devint inévitable entre Dulong et Bugeaud : il fut fatal à Dulong, qui tomba frappé au cœur par le pistolet de son adversaire.

Funérailles du général Lamarque. Insurrection républicaine du cloître Saint-Merry (5-6 juin 1832). — Pendant que les royalistes échouaient dans l'Ouest, les républicains livraient au gouvernement, à Paris même, une bataille sanglante. L'attitude timide de la monarchie de juillet vis-à-vis des puissances étrangères, la prépondérance donnée à la bourgeoisie par le cens électoral qui excluait le peuple du vote, la misère des ouvriers par suite de la concurrence et du manque fréquent de travail, tels étaient les principaux motifs qui mettaient les armes aux mains du parti républicain. Il pouvait compter sur les sociétés secrètes et avait l'appui d'un grand nombre de journaux. Ses membres les plus connus étaient, à cette époque, Armand Carrel, Godefroy Cavaignac, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Barbès, Guinard, Blanqui, Michel (de Bourges), Trélat, Étienne Arago, Jules Bastide, Pierre Leroux, Thomas, Raspail¹, etc.

Ce fut le 5 juin 1832 qu'eut lieu la première insurrection républicaine à Paris. C'était le jour fixé pour les funérailles du général Lamarque, député de l'opposition et chef de l'armée qui avait combattu les Vendéens pendant les Cent jours. Une foule immense suivit son cercueil le long des boulevards, de la Madeleine à la Bastille. Des cris menaçants s'élevèrent contre le gouvernement. Une collision éclata près du pont d'Austerlitz et sur le boulevard Bourdon, à côté du grenier d'abondance. Les dragons chargèrent la foule, qui répondit à coups de pierre. Bientôt des barricades se dressèrent dans beaucoup de quartiers, et la fusillade éclata.

Dans la nuit du 5 au 6, l'insurrection paraissait victorieuse. Mais le gouvernement disposait de 24,000 soldats ; la garde nationale, formée en grande partie par la bourgeoisie, lui était

1. Pierre Leroux, auteur de l'*Encyclopédie nouvelle*, en collaboration avec Jean Reynaud, et de la *Grève de Samarez*, né à Paris le 17 avril 1797 et mort dans cette ville le 12 avril 1871. — Armand Carrel, né à Rouen en 1800, tué en duel à Saint-Mandé en 1836 par Emile de Girardin. — Raspail (François-Vincent), né à Carpentras, le 24 janvier 1794, mort à Arcueil, le 7 janvier 1878. — Barbès (Armand), né à la Pointe-à-Pître (Guadeloupe), le 18 septembre 1809, mort à la Haye, en 1869. — Blanqui (Auguste), originaire de Nice, né en 1805 à Paris, mort dans la même ville le 1^{er} janvier 1881.

favorable. Le 6 juin, l'insurrection fut vaincue successivement dans le faubourg Saint-Antoine, à la Bastille, à la place Maubert, dans les rues Montmartre, des Arcs et de la Planchette-Mibray. Les insurgés étaient restés maîtres de la rue Saint-Martin ; ils avaient construit deux barricades formidables, qui barraient la rue au nord et au sud, l'une à la hauteur de la rue Saint-Merry, près de la vieille église de ce nom, l'autre à la hauteur de la rue Maubuée. Une poignée d'hommes, commandés par un décoré de juillet nommé Jeanne, défendirent intrépidement cette position contre la garde nationale et la troupe. Il y avait parmi eux un enfant de douze ans et un vieillard, qui fut tué le drapeau tricolore à la main. Après chaque attaque, les insurgés descendaient des barricades pour aller sous le feu des soldats s'emparer des cartouches contenues dans les gibernes des assaillants tombés sous leurs coups. L'un des combattants demandait des vivres : « Des vivres, répondit Jeanne, il est trois heures, et à quatre heures nous serons morts ! » Presque tous périrent sur les barricades ou dans une maison située au n° 30. Vingt et un accusés furent traduits en cour d'assises : seize furent acquittés. Les six autres furent condamnés à la réclusion. L'insurrection avait échoué.

Procès des saint-simoniens. — Vaincues sous une forme. L'opposition et la résistance reparurent bientôt sous une autre. Au procès des accusés de Saint-Merry succéda celui des *saint-simoniens*. Rien d'aussi bizarre que cette secte, qui se présentait comme devant continuer la tradition chrétienne en la transformant. Supprimer la misère et faire disparaître l'inégalité, tels étaient les projets ou plutôt les rêves des saint-simoniens. Leur fondateur était un descendant de l'auteur des fameux mémoires.

Par l'étude de l'histoire, les saint-simoniens avaient été conduits à reconnaître la loi du progrès. L'humanité, disaient-ils, va de l'antagonisme à l'association. « Le vaincu n'avait-il pas commencé par être exterminé par le vainqueur ? Le vainqueur, plus tard, ne s'était-il pas contenté de réduire le vaincu en esclavage ? Le serf n'avait-il pas succédé à l'esclave, et l'homme libre au serf ? L'humanité marchait donc vers le principe de l'association universelle fondée sur l'amour. » (M. L. BLANC.)

Une seconde loi était déduite par les saint-simoniens du spectacle de l'histoire. « La civilisation, en se développant, n'avait pas cessé d'accroître l'importance de l'homme intelligent au détriment de l'homme fort. Par qui avait été représenté dans

le moyen âge le principe de l'hérédité? par l'empereur. Et le principe contraire? par le pape... N'y avait-il aucune conclusion profonde à tirer du moine élu, sortant de l'obscurité de son cloître pour monter sur le trône pontifical, et le lendemain donnant à baiser au plus fier d'entre les souverains héréditaires la poussière de ses sandales? L'humanité marchait donc vers une organisation dans laquelle on donnerait à chacun suivant sa capacité, et à chaque capacité suivant ses œuvres. »

Le troisième fait qui avait frappé les saint-simoniens, c'étaient les progrès de l'industrie. A la conquête de l'homme par l'homme, à la guerre, sur laquelle était fondé le monde ancien, succédait peu à peu la conquête de la terre et de la matière par la science et le travail. Ainsi l'humanité marchait vers l'organisation de l'industrie.

Les idées des saint-simoniens peuvent se résumer en trois points : 1° Association universelle fondée sur l'amour, donc : plus de concurrence ; 2° A chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres, donc : plus d'héritage ; 3° Organisation de l'industrie, donc : plus de guerre.

Les saint-simoniens avaient à leur tête Enfantin¹, qui portait le nom de Père, Bazard, Barrault, Charton, Laurent (de l'Ardeche), Abel Transon, Pierre Leroux, d'Eichtal, Henri Fournel, Jean Reynaud, Eugène et Olinde Rodrigues, Carnot, Dugied, Péreire, Cazeaux, Flachat, Charles Duvoyrier et Michel Chevalier. Il y eut une rupture entre Enfantin et Reynaud : le premier voulait réhabiliter la chair, faire de la femme l'égal de l'homme et fonder le couple prêtre. Le père Enfantin et ceux qui lui restaient fidèles se retirèrent à Ménilmontant et y vécurent dans le travail en commun et la prédication. Traduits en justice, le 27 août 1832, pour avoir violé la loi qui défendait les réunions de plus de vingt personnes, ils furent condamnés à la prison. L'association saint-simoniennne était dissoute ; mais l'agitation qu'elle avait provoquée n'en subsistait pas moins.

Ministère du 14 octobre 1832; Thiers, Guizot, de Broglie.

— En butte à des attaques de toute nature, le gouvernement résolut de faire entrer aux affaires le duc de Broglie, Guizot et Thiers : les deux premiers, peu populaires ; le troisième, esprit actif, entreprenant, était déjà connu par la publication de son *Histoire de la Révolution française* et la protestation des jour-

nalistes, qu'il avait rédigée lors des journées de juillet. Le 14 octobre 1832, le *Moniteur* publia une ordonnance qui appelait au ministère des affaires étrangères de Broglie, à celui de l'intérieur Thiers, à l'instruction publique Guizot, aux finances Humann. Le maréchal Soult resta au ministère de la guerre, avec le titre de président du conseil, et M. Barthe fut nommé à la justice. Si ces ministres avaient été d'accord entre eux, ils auraient pu être forts. Mais Thiers et Guizot aspiraient tous les deux à se placer à la tête du gouvernement ; aucun des deux n'était disposé à se retirer devant l'autre.

Nouvelle insurrection à Lyon (9 avril 1834), à Paris (13 avril). — Vaincus en 1832, les républicains, adversaires du gouvernement de juillet, ne se découragèrent pas. A Paris s'organisa la *Société des droits de l'homme*. L'agitation gagna l'armée ; les régiments de cuirassiers en garnison à Lunéville promirent leur concours. Mais c'est à Lyon qu'eut lieu la première explosion.

L'insurrection du 24 novembre 1832 avait laissé dans cette ville de nombreuses semences de haines contre le pouvoir. La dissolution de la garde nationale, la construction de forts détachés, les condamnations prononcées contre deux journaux, le *Précurseur* et la *Gleanse*, l'interdiction d'un banquet de 6,000 couverts que les Lyonnais voulaient offrir à Garnier-Pagès, irritèrent profondément la population. La *Société des droits de l'homme* s'établit à Lyon ; elle prit pour chefs MM. Martin, Bertholon, Baune, Hugon, Poujol, Albert, Sylvain Court. Le 12 février 1834, les fabricants, dont les bénéfices avaient beaucoup baissé par suite de la concurrence, ayant voulu diminuer de vingt-cinq centimes par aune le salaire des ouvriers, ceux-ci cessèrent de travailler ; pourtant ils semblaient prêts à céder quand l'arrestation de quelques-uns d'entre eux amena un soulèvement général. Le 9 avril, les insurgés, ayant à leur tête Lagrange et Baune, se jetèrent dans les rues en chantant la *Marseillaise*. Pendant quatre jours, Lyon fut le théâtre d'un combat furieux. Enfin la victoire resta aux troupes. La plupart des insurgés étaient tués ou pris.

En même temps, une tentative d'insurrection essayée à Lunéville par les maréchaux des logis de cuirassiers Thomas, Bernard, Tricotel, échouait également et amenait l'arrestation de ses auteurs (16 avril 1834).

A Paris, le 13 avril, lorsqu'on apprit le soulèvement de Lyon, les rues Beaubourg, Geoffroy-l'Angevin, Aubry-le-

1. Voir au cimetière du Père-Lachaise son buste, œuvre de M. Aimé Millet.

Boucher, aux Ours, Maubuée, Transnonain, se couvrirent de barricades. Mais le pouvoir avait à sa disposition 40,000 soldats et la garde nationale. Les troupes, commandées par le général Bugeaud, étouffèrent l'insurrection dans la matinée du 4 avril. Des soldats furieux, sous les ordres du lieutenant de Failly, pénétrèrent dans la maison n° 42 de la rue Transnonain et en tuèrent tous les habitants, qui cependant n'avaient pris aucune part au combat.

Le gouvernement prit des mesures pour prévenir un nouveau soulèvement. Une loi fut portée par les chambres contre les détenteurs d'armes de guerre ; on vota des crédits supplémentaires pour élever l'armée au chiffre de 400,000 hommes, et tous ceux qui avaient été compromis dans les dernières insurrections furent traduits devant la chambre des pairs.

Ministère des trois jours. — La chambre des députés était arrivée au terme de son mandat. Les élections de juin 1834 donnèrent encore la majorité au gouvernement ; mais il allait avoir à résoudre une grave question. Fallait-il accorder une amnistie aux accusés d'avril ? fallait-il les livrer aux tribunaux ? Le maréchal Gérard, qui avait remplacé le maréchal Soult dans le cabinet, s'efforça de faire décréter l'amnistie. Les autres ministres se prononçant contre lui, il quitta le pouvoir.

Après sa retraite le ministère ne put se reconstituer. Il fut remplacé par le cabinet qu'on appela le *ministère des trois jours*, c'est-à-dire par le duc de Bassano et par Bresson, Passy, Persil, Charles Dupin, Bernard, Teste (10 novembre 1834). Trois jours après, ces nouveaux ministres se retiraient. Thiers, Guizot et de Broglie revinrent au pouvoir ; le maréchal Maison présida le cabinet.

Armand Carrel à la chambre des pairs. — Les difficultés étaient loin d'être terminées : la chambre des pairs, transformée en cour de justice, cita à sa barre M. Rouen, gérant du *National*, pour un article où il l'attaquait. Armand Carrel s'était chargé de la défense. Dans son discours, il prononça le nom du maréchal Ney : « Les temps ont décidé, dit-il : aujourd'hui le juge a plus besoin de réhabilitation que la victime. — Défenseur, lui dit alors le président Pasquier, vous parlez devant la chambre des pairs. Vos expressions, prenez-y garde, pourraient être considérées comme une offense... » Armand Carrel reprit la parole : « Si parmi les pairs qui ont voté la mort du maréchal Ney, si parmi les pairs qui siègent dans cette enceinte, il en est un qui se trouve blessé de mes paroles, qu'il fasse

une proposition contre moi, qu'il me dénonce à cette barre, j'y comparaitrai. Je serai fier d'être le premier homme de la génération de 1830 qui viendra protester ici, au nom de la France indignée, contre cet abominable assassinat. » Le président lui retira la parole. Mais l'un des pairs, le général Excelmans, s'écria à son tour : « Je partage l'opinion du défenseur. Oui, la condamnation du maréchal Ney a été un assassinat juridique. Je le dis, moi ! »

Procès des accusés d'avril (février-décembre 1835). — Le 6 février 1835 s'ouvrit le fameux procès d'avril, qui devait durer, à travers des péripéties de toute sorte, jusqu'au mois de décembre de la même année. Les accusés de Lyon, de Lunéville, de Paris, étaient au nombre de près de deux cents ; on comptait parmi eux Armand Marrast, Lebon, Landolphe, Guinard, Kersausie, Caussidière, Lagrange, Vignerte, Godefroy Cavaignac. Une ordonnance du 30 mars investit la chambre des pairs, à l'égard des avocats, de tous les pouvoirs accordés d'habitude aux cours d'assises. Les avocats protestèrent. Des scènes violentes se passèrent pendant tous les débats. Il y eut des menaces, des cris de colère, des interpellations passionnées. Les accusés ayant voulu choisir pour défenseurs des personnes autres que des avocats, la cour s'y opposa. La plupart des accusés refusèrent dès lors de se défendre. On les fit emmener de l'audience ; mais toutes les fois qu'ils parurent, ils apostrophèrent rudement la cour des pairs. Enfin un certain nombre d'entre eux, parmi lesquels Armand Marrast, Guinard, Landolphe, Vilain, Fournier, Rozière, Cavaignac, Vignerte, Granger, s'échappèrent de Sainte-Pélagie en perçant le mur d'un caveau. Les autres furent condamnés à la prison ou à la déportation.

Tentatives contre la vie de Louis-Philippe. Lois de septembre. — Les adversaires de la monarchie de juillet étaient vaincus. Mais si le trône n'était plus menacé, la vie du roi allait se trouver en péril. Le 28 juillet 1835, pour célébrer l'anniversaire de la révolution de 1830, Louis-Philippe passait en revue la garde nationale de Paris, rangée en bataille sur les boulevards depuis la Madeleine jusqu'à la place de la Bastille. Il était arrivé au boulevard du Temple, quand soudain on entendit retentir une horrible explosion. Une machine infernale composée de vingt-cinq canons de fusil liés ensemble, renfermant une quadruple charge de mitraille, et placée au troisième étage du n° 50, venait d'éclater. Le maréchal Mortier, un général, un capitaine d'artillerie, deux colonels, quatre gardes nationaux,

un vieillard de soixante-dix ans et deux jeunes filles avaient péri. L'assassin, un Corse nommé Fieschi, fut arrêté dans une maison voisine. Une femme avec laquelle il avait des relations et lui-même dénoncèrent à la police le mercier Morey et l'épicière Pépin, qui protestèrent jusqu'au bout de leur innocence. Déclarés coupables par le jury et condamnés à mort tous les trois, Pépin, Morey et Fieschi furent guillotins le 46 février 1836.

Le 25 juin suivant, le roi échappa à une nouvelle tentative de meurtre. Un jeune homme tira sur lui au sortir des Tuileries. Il fut immédiatement arrêté : « Monstre, lui dit un des officiers qui se trouvaient là, je t'aurais donné du pain si tu m'en avais demandé ! — Du pain ? je ne mendie pas, je le gagne, et celui qui m'empêche d'en gagner, je le tue. » Il s'appelait Alibaud. Il fut condamné à mort. Bien des fois encore la vie de Louis-Philippe devait être menacée.

À la suite de l'attentat de Fieschi, le ministère avait proposé, et les chambres avaient voté les *lois de septembre*. La première de ces lois permettait au ministre de la justice de créer autant de cours d'assises qu'il le jugerait nécessaire pour traduire devant elles les personnes accusées de rébellion ; la seconde attribuait au jury le vote secret et réduisait de 8 à 7 la majorité des voix *nécessaire* pour la condamnation ; la troisième, relative à la presse, punissait de la détention et d'une amende de 40,000 à 50,000 francs l'outrage à la personne du roi et toute attaque contre le principe du gouvernement. Il était défendu aux journaux de parler du roi ; aucune pièce de théâtre ne pouvait être jouée, aucun dessin mis en vente, sans autorisation préalable. Les journaux attaquèrent ces lois avec acharnement. Mais le plus redoutable des adversaires du gouvernement, Armand Carrel, blessé en duel d'un coup de pistolet par Émile de Girardin, à la suite d'une querelle suscitée par un article de journal, mourut le 24 juillet suivant (1836).

Ministère du 22 février 1836 : Thiers. **Ministère du 6 septembre 1836 : Molé.** — Le cabinet du 44 octobre, interrompu seulement pendant trois jours au mois de novembre 1834, était à la tête des affaires depuis quatre ans ; mais Guizot et de Broglie d'un côté, Thiers de l'autre, étaient loin d'être toujours d'accord. Ils se divisèrent sur une question de finances, qui amena une rupture. La majorité, dans la chambre des députés, vota contre Guizot et de Broglie ; ils donnèrent leur

démission, et un nouveau ministère fut constitué le 22 février 1836. Thiers était président du conseil et ministre des affaires étrangères ; Sauzet devenait garde des sceaux ; M. de Montalivet, ministre de l'intérieur ; Passy, ministre du commerce et des travaux publics ; Pelet, de l'instruction publique ; d'Argout, des finances ; le maréchal Maison, de la guerre ; l'amiral Duperré, de la marine.

Le nouveau cabinet n'eut pas une longue durée. Thiers désirait que le gouvernement français, afin de reprendre son rang en Europe, intervint par les armes en Espagne pour y mettre un terme à la guerre civile et y faire triompher le parti constitutionnel. Le roi s'effraya à l'idée d'une expédition dans la Péninsule. Thiers donna sa démission. Le 6 septembre 1836 se constitua, sous la présidence de Molé, un cabinet dans lequel entrèrent Persil, de Gasparin, de Rosamel, Duchâtel, Guizot, Martin (du Nord) et Bernard.

Complot bonapartiste de Strasbourg (30 octobre 1836). **Loi de disjonction.** — Qu'était devenue, depuis 1815, la famille de Napoléon ? Le jeune duc de Reichstadt, son fils, était mort obscurément à Schœnbrunn, en 1832, sous l'uniforme autrichien. Louis-Napoléon, fils du roi de Hollande Louis Bonaparte et de la reine Hortense, devint alors le chef de la famille Bonaparte. Il avait été élevé en Suisse, au château d'Arenenberg, et il avait reçu le grade de capitaine d'artillerie dans l'armée suisse. Les émeutes continuelles qui éclataient en France lui donnèrent la persuasion que le gouvernement de Louis-Philippe s'écroulerait à la première tentative.

Il se ménagea des intelligences dans la garnison de Strasbourg. Le 30 octobre 1836, à cinq heures du matin, le colonel Vaudrey le présenta aux artilleurs du 4^e. Il parvint pendant quelques instants à entraîner ce régiment, ainsi que le 3^e d'artillerie et les pontonniers. Mais le 46^e de ligne, commandé par le lieutenant-colonel Taillandier, refusa de se joindre aux conjurés, qui, attaqués par lui, furent arrêtés pour la plupart dans la caserne d'infanterie où ils s'étaient engagés. Louis-Philippe fit embarquer Louis-Napoléon pour l'Amérique. Les autres conjurés, le colonel Vaudrey, les chefs d'escadron Parquin et de Bruc, les lieutenants Laity et de Quérelles, M. de Gricourt, M^{me} Gordon, traduits devant la cour d'assises de Strasbourg, furent acquittés par le jury, qui n'avait pas voulu prononcer de condamnation quand le principal coupable était renvoyé sans jugement (18 janvier 1837).

Cet acquittement inquiéta le pouvoir, qui proposa aux chambres la *loi de disjonction*. Aux termes de cette loi, quand des accusés civils et des accusés militaires seraient impliqués dans le même complot, les premiers devaient être seuls jugés par la cour d'assises; les autres devaient être envoyés devant un conseil de guerre. Le projet de loi fut vivement attaqué. « Comment! s'écria Berryer¹ à la chambre des députés, vous allez envoyer les coupables d'un même crime devant des juges différents! Et vous ne comprenez pas quelle atteinte est portée par là à l'autorité de la justice, à sa dignité, au respect dû à ses décisions! Supposez que vous l'eussiez eue, cette loi, la veille de l'attentat commis à Strasbourg : que serait-il arrivé si, le jury restant imbu des opinions que vous redoutez, le conseil de guerre avait été animé, au contraire, des sentiments de rigueur que vous attendiez de lui? Que serait-il arrivé, après l'acquiescement prononcé par l'un des deux tribunaux et la condamnation prononcée par l'autre? Quoi! en même temps, dans la même ville, deux portes se seraient ouvertes : ici, la marche funèbre des condamnés à mort; là, l'ovation aux coupables acquittés et à leurs juges! Et vous auriez laissé passer le convoi à côté de ces joies bruyantes des triomphateurs de la justice!... » La loi fut rejetée.

Ministère du 15 avril 1837. Mariage du duc d'Orléans. Loi d'Apanage. — « Le ministère du 6 septembre, disait le soir même un journal semi-officiel, ne se retirera pas devant le vote de la chambre. Il voulait renforcer la discipline de l'armée et prévenir le retour d'affligeants désordres : les mesures qu'il proposait ayant été rejetées, ce n'est pas sur lui que retombe la responsabilité. » Malgré cette déclaration, la chambre ayant encore repoussé un projet de dotation en faveur du duc de Nemours, le cabinet fit place au ministère du 15 avril 1837. Molé restait président du conseil avec MM. Barthe, de Montalivet, de Salvandy, Lacave-Laplagne, de Rosamel et Martin (du Nord) pour collègues.

Molé, imbu des traditions impériales, substitua le gouvernement personnel au gouvernement parlementaire. Son ministère fut marqué par des conquêtes en Algérie, une intervention au Mexique, l'évacuation d'Ancône, que les Français occupaient depuis 1832, des démêlés avec la Suisse, à laquelle il demandait le renvoi des réfugiés français, et le mariage du duc

1. Berryer, né en 1790, mort à Angerville le 30 novembre 1868.

d'Orléans. Ce jeune prince, fils aîné du roi, épousa, le 30 mai 1837, la princesse Hélène de Mecklembourg. Ce fut à l'occasion des fêtes de ce mariage que le musée de Versailles retraçant, par la peinture et la sculpture, les principaux faits de l'histoire de France fut ouvert au public (10 juin 1837). De cette union devaient naître deux fils, le comte de Paris et le duc de Chartres.

Quant à l'intervention au Mexique, elle eut lieu dans les circonstances suivantes : Le gouvernement mexicain refusant d'accorder réparation pour des préjudices causés à des négociants français, une escadre, commandée par le contre-amiral Baudin et le prince de Joinville, bombarda le fort de Saint-Jean-d'Uloa près de la Vera-Cruz, le 27 novembre 1838. Par le traité du 9 mars 1839, le Mexique fit droit aux réclamations de la France.

La coalition (1838-1839). Insurrection du 12 mai. — Les légitimistes avaient échoué en 1832, les républicains en 1834, 1832, 1834, les bonapartistes en 1836. Le gouvernement semblait n'avoir plus rien à craindre. Une coalition se forma contre lui entre la gauche et les deux fractions du centre dans la chambre des députés. Attaquée par Duvergier de Hauranne, Guizot, Thiers, Mauguin, la politique ministérielle fut encore approuvée par 221 voix contre 208. Molé s'effraya de n'avoir qu'une si faible majorité. Il fit dissoudre la chambre. Les élections nouvelles ne lui furent pas favorables. « La France, disait M. de Cormenin dans une brochure, veut le gouvernement du pays par le pays; la cour veut le gouvernement personnel du roi. Au bout de l'un se trouvent l'ordre et la liberté; au bout de l'autre se trouve une révolution. Voilà l'état de la question. » Molé se retira le 8 mars 1839.

Deux mois après, le parti républicain essayait de renverser le gouvernement. Le 12 mai, la *Société des saisons*, conduite par Barbès, Blanqui, Martin Bernard, Guignot, attaqua un magasin d'armes dans la rue Bourg-l'Abbé. Repoussés au palais de justice, les insurgés se barricadèrent dans la rue Grénetat; après une résistance désespérée, ils furent presque tous tués ou pris. Barbès et Blanqui furent condamnés à mort; mais leur peine fut commuée en une détention perpétuelle. Emprisonné au Mont-Saint-Michel, Barbès essaya de s'échapper, tomba sur les rochers d'une hauteur prodigieuse, et fut grièvement blessé. Il recouvra la liberté, ainsi que ses compagnons, par la Révolution du 24 février 1848.

CHAPITRE XXVI.

Belgique, Pologne, Allemagne, Suisse, Italie, après 1830.

Suites de la révolution de 1830 en Europe. — Révolution à Bruxelles (25 août 1830). Conférence de Londres. — Le prince Léopold de Saxe-Cobourg devient roi des Belges. Prise de la citadelle d'Anvers (novembre-décembre 1832).

Révolution polonaise du 29 novembre 1830. — Bataille de Waver (19-21 février 1831), de Grochow (25 février). — Batailles de Dombé, d'Iganie (mars-avril 1831), d'Ostrolenka (12 mai). — Prise de Varsovie par les Russes (7 septembre 1831).

Mouvements en Allemagne. — Mouvements en Suisse. Le Sonderbund. — Italie. Révolution à Modène, à Parme, à Bologne. Double intervention des Autrichiens (1831-1832). Occupation d'Ancone par les Français (1832-1838). Mazzini et la Jeune Italie (1833).

Suites de la révolution de 1830 en Europe. — La révolution de 1830 eut son contrecoup dans toute l'Europe : en Belgique contre les Hollandais, en Pologne contre les Russes, en Italie contre les Autrichiens, au nom de l'indépendance nationale; en Suisse contre l'aristocratie, au nom de l'égalité; en Allemagne, en Portugal, en Espagne, au nom de la liberté, contre les gouvernements absolus. Sur trois points, à Bruxelles, à Lisbonne, à Madrid, la révolution l'emporta; partout ailleurs, à Bologne, à Varsovie, sur les bords du Rhin, elle fut vaincue. Plus d'un peuple put, comme les Polonais, répéter avec le poète : *Dieu est trop haut, et la France est trop loin!*

Révolution à Bruxelles (25 août 1830). Conférence de Londres. — En 1815, afin de fermer à la France les portes de Bruxelles, d'Anvers et de Liège, on avait réuni la Belgique et la Hollande sous le sceptre de la maison d'Orange. Cette création artificielle joignait ensemble deux peuples antipathiques. Les Belges parlaient surtout le français, la langue des Hollandais était le néerlandais (alors fort semblable au flamand, mais qui, aujourd'hui, tend à s'en éloigner); la plupart des Belges étaient catholiques, la plupart des Hollandais protestants. Les Hollandais vivaient du commerce maritime; les Belges, de l'exploitation des mines et de l'industrie. Imposée à la Belgique par la force, l'union ne pouvait durer. Un mois après la révolution de juillet, le 25 août 1830, au sortir d'une représentation de la *Muette de Portici*, les habitants de Bruxelles se soulevèrent au nom de l'indépendance nationale et déployèrent le drapeau

tricolore brabançon. Les bureaux d'un journal ministériel furent mis au pillage, et la maison du ministre Van Maanen incendiée.

Le 4^{er} septembre, le prince d'Orange, fils aîné du roi Guillaume, arriva aux portes de Bruxelles; les insurgés le reçurent, à condition qu'il entrerait seul. Mais le roi craignit de le voir pactiser avec les insurgés; il fut rappelé. Son frère, le prince Frédéric, pénétra le 25 septembre dans la ville avec 9,000 soldats; il dut battre en retraite le quatrième jour, après une lutte terrible. Une semaine plus tard, le 3 octobre 1830, le gouvernement provisoire qui s'était organisé à Bruxelles proclama l'indépendance de la Belgique.

Mais les Hollandais restaient maîtres des places fortes; ils bombardèrent Anvers. Un des volontaires belges, le comte Frédéric de Mérode¹, fut tué dans une rencontre d'avant-poste. Les Belges ne tardèrent pas à tourner leurs regards vers la France. Alors les signataires des traités de 1815 intervinrent; une conférence s'ouvrit à Londres le 4 novembre : l'Angleterre, la France, la Russie, la Prusse et l'Autriche y étaient représentées. La conférence proposa un armistice entre les Belges et les Hollandais, déclara le 20 décembre le royaume des Pays-Bas dissous et annonça qu'elle chercherait les arrangements « les plus propres à combiner l'indépendance future de la Belgique avec l'équilibre européen. » Cela voulait dire qu'on ne permettrait à aucun prix l'union de la Belgique avec la France, que les Anglais ne voulaient pas revoir le drapeau tricolore à Anvers pas plus que les Prussiens ne voulaient le souffrir sur le Rhin.

Le prince Léopold de Saxe-Cobourg devient roi des Belges. Prise de la citadelle d'Anvers (nov.-déc. 1832). — Louis-Philippe le comprit. Il s'opposa à l'élection du prince de Leuchtenberg, fils d'Eugène Beauharnais, comme roi de Belgique; mais, pour éviter la guerre, il refusa la couronne offerte à son second fils, le duc de Nemours, par le congrès belge réuni à Bruxelles (3-47 février 1834). Quatre mois après, le prince Léopold de Saxe-Cobourg, patronné par l'Angleterre, fut proposé aux Belges comme souverain par la conférence de Londres et agréé par le congrès (juillet 1834). La conférence décida que le Limbourg et le Luxembourg seraient partagés entre les Hollandais et les Belges, et elle mit le tiers de la dette du royaume des Pays-Bas au compte de la Belgique (traité des 18 articles, 12 novembre 1834).

1. Dont le frère Félix de Mérode était membre du gouvernement provisoire.

Le roi Guillaume refusa de céder et de retirer ses troupes des places fortes belges ; la France se chargea de l'y contraindre. Une armée de 50,000 hommes, commandée par le maréchal Gérard, vint mettre le siège devant la citadelle d'Anvers, occupée par les Hollandais sous les ordres du général Chassé (29 novembre 1832). Les Hollandais tentèrent de troubler le siège en attaquant la digue de Doël, défendue par 600 hommes de la division Sébastiani ; ils furent repoussés. Après vingt-cinq jours de tranchée ouverte et dix-neuf de bombardement, la place capitula le 23 décembre 1832. Quelque temps après, le roi Léopold¹ épousa la princesse Louise-Marie, fille aînée de Louis-Philippe. La Belgique était affranchie ; mais ce fut seulement sept ans plus tard que le roi de Hollande reconnut son indépendance (2 février 1839).

Révolution polonaise du 29 novembre 1830. — Pendant ce temps la Pologne devenait une province russe. Depuis 1815 elle formait un royaume constitutionnel, gouverné, au nom d'Alexandre, par son frère, le grand-duc Constantin. Ce dernier avait épousé une Polonaise, la princesse de Lowitz, et se montrait en général assez bien disposé pour les habitants du royaume. Ceux-ci n'en désiraient pas moins ardemment leur indépendance. L'avènement de Nicolas augmenta leur aversion pour le joug moscovite. Tout à coup, au mois de novembre 1830, l'ordre arriva de mettre l'armée polonaise sur le pied de guerre. Le czar voulait marcher sur Paris pour relever le trône de Charles X. Les Polonais prirent les armes, mais contre leur maître ; *l'avant garde*, suivant l'expression de Lafayette, *s'était retournée contre le corps de bataille*.

Dans la nuit du 29 novembre 1830, deux jeunes sous-lieutenants, Wysocki et Zaliwski, soulèvent l'école militaire des porte-enseignes ; la population se joint à eux, en chantant l'hymne national : *Non, Pologne, tu n'es pas sans défenseurs*. Ils entraînent les régiments polonais et chassent les soldats russes. Constantin, à moitié nu, abandonne son palais du Belvédère pour se sauver dans la campagne. Varsovie est délivrée.

Pour résister aux forces écrasantes que le czar allait lancer contre elle, il aurait fallu que la Pologne se soulevât tout entière, comme la France en 1792 ou l'Allemagne en 1813. Mais

1. Il était veuf d'Auguste Charlotte, fille du prince régent d'Angleterre (Georges III), morte le 5 novembre 1817.

le général Chlopicki, nommé dictateur, n'avait, malgré son courage, ni l'activité ni le talent nécessaires pour une si grande tâche. Au lieu de marcher en Lithuanie et d'insurger les anciennes provinces polonaises, il resta immobile, négocia sans succès, et laissa l'enthousiasme populaire se refroidir. Les Polonais espéraient l'appui de la France. Mais pour les secourir il aurait fallu combattre à la fois les trois puissances copartageantes : la Russie, l'Autriche et la Prusse. Le gouvernement de juillet ne put rien faire en leur faveur.

Batailles de Waver (19-21 février 1831), de Grochow (25 fév.). — Deux mois après la révolution, en février 1831, le feld-maréchal Diébitch entra en Pologne avec 420,000 Russes et 400 canons. Les Polonais ne pouvaient présenter en ligne que 35,000 fantassins, 40,000 cavaliers et 136 bouches à feu ; ils étaient commandés par Chlopicki. Suspect au parti populaire, ce général n'était plus dictateur : il avait donné sa démission et se trouvait placé, comme chef de l'armée, sous les ordres du prince Radziwil. Pendant deux jours, les 19 et 20 février, les Russes et les Polonais se rencontrèrent au bord de la Vistule, dans la forêt de Waver. Diébitch fut repoussé.

Une nouvelle bataille se livra le 25 février entre Waver et Grochow. Les Russes étaient deux contre un ; leurs 45,000 cavaliers chargèrent à la fois, soutenus par le feu de 58 pièces de canon, pourtant ils ne purent enfoncer leurs adversaires. La Vistule fut teinte du sang moscovite. Les cuirassiers du prince Albert, qui en 1814 étaient entrés dans Paris à la tête des armées de la coalition, furent exterminés par les lanciers et les faucheurs polonais. Après cette lutte terrible, l'armée polonaise se retira sur la rive gauche de la Vistule ; les Russes restèrent immobiles.

A l'extrême droite des Polonais, Dwernicki, avec une poignée d'hommes, sortit de Zamosc, et obtint d'éclatants succès à Stoczek, le 14 février, à Novawies (19 février), à Kurov (3 mars), à Boremel (17 avril). Mais ensuite, accablé par le nombre, il fut rejeté sur le territoire autrichien.

Batailles de Dembé, d'Iganie (mars-avril 1831), d'Ostroienka (12 mai). — Chlopicki était blessé ; Radziwil donna sa démission. Ils furent remplacés par Skrzynecki. Celui-ci prit l'offensive dans la nuit du 30 mars, passa sur la rive droite de la Vistule, surprit les Russes, les vainquit à Waver et à Dembé (31 mars-1^{er} avril). Dix jours après, ils furent encore battus à Iganie par Prodzinski (10 avril). Mais, par sa lenteur, Skrzynecki

perdit l'occasion de les envelopper et de les détruire ; il se laissa lui-même surprendre à Ostrolenka, sur la Narew, par la grande armée russe (12 mai). La résistance des Polonais fut héroïque. Arrivant en désordre, bataillon par bataillon, au milieu de la ville en flammes, décimés par l'artillerie russe placée sur les hauteurs de la rive gauche de la Narew, ils défendirent le pont d'Ostrolenka toute la journée. Officiers et soldats firent des prodiges. Un régiment polonais, le 4^e de ligne, disputa longtemps à la baïonnette la ville et la tête du pont. Rejetés sur la rive droite, les Polonais parvinrent, au prix de pertes énormes, à interdire à leurs adversaires le passage du fleuve. La nuit venue, il fallut pourtant battre en retraite. Les Russes, du reste, ne purent prendre l'offensive. Le choléra décimait les deux armées. Le généralissime russe, Diébitch, mourut le 10 juin ; le grand-duc Constantin, le 29.

Prise de Varsovie par les Russes (7 septembre 1831). — L'empereur de Russie résolut d'en finir : il envoya en Pologne le feld-maréchal Paskiéwitch avec des renforts. Les Prussiens lui permirent de passer sur leur territoire. L'Angleterre refusa de se joindre à la France pour offrir sa médiation à Varsovie et à Pétersbourg. Les Polonais n'avaient plus à compter que sur eux-mêmes. Les Russes tournaient autour de Varsovie et franchissaient la Vistule au-dessous de cette ville vers Modlin, afin de venir attaquer la capitale à l'ouest par la rive gauche. Skrzynecki, débouchant de Varsovie à son choix par l'une ou l'autre rive, aurait pu les attaquer pendant leur marche avec de grandes chances de succès, prendre en flanc et couper leurs colonnes allongées et séparées par le fleuve. Il resta immobile. On le destitua ; il fut remplacé par Dembinski, puis par Krukowiecki. Le 15 août, le peuple de Varsovie massacra les suspects dans les prisons.

En ce moment-là même, l'armée russe, ayant franchi la Vistule vers Modlin, venait attaquer la ville par la rive gauche. La diète appela le peuple aux armes : « Au nom de Dieu et de la liberté, disait sa proclamation, au nom de la nation placée entre la vie et la mort, au nom des rois et des héros, vos ancêtres, qui sont tombés sur les champs de bataille pour la foi et l'indépendance de l'Europe, au nom des générations futures, qui demanderont compte à vos ombres de leur servitude, prêtres du Christ, bourgeois, cultivateurs, levez-vous en masse ! » Varsovie fut bombardée pendant deux jours (6-7 septembre). Le généralissime Krukowiecki capitula.

« C'est la dernière fois que je prends la parole, dit à la tribune un membre de la diète, et je finirai sans doute en Sibérie ; mais j'ai l'espoir que toutes les provinces de l'empire russe se soulèveront. Moi, vieillard, je ne verrai pas ce temps ; vous, messieurs, qui êtes encore jeunes, gravez bien dans votre cœur que la Pologne ne doit avoir d'autres limites que le Dniéper et la Dwina ! » Après la capitulation, on se battit encore dans les rues ; et l'armée polonaise en retraite, avant d'entrer sur le territoire prussien, où elle devait se dissoudre, se retourna pour brûler contre les Russes ses dernières cartouches. La Pologne n'existait plus comme nation ¹. Le ministre des affaires étrangères, le général Sébastiani, avait dit à la tribune : « L'ordre règne dans Varsovie ! » Il avait raison, si par l'ordre il entendait, comme Tacite, le désert ².

La France, où les Polonais vaincus cherchèrent refuge en grand nombre, leur fit oublier autant qu'elle put, par un accueil sympathique, l'amertume de l'exil. Les chambres votèrent des fonds pour venir à leur secours. La plupart d'entre eux trouvèrent dans notre pays, sous les drapeaux duquel ils avaient combattu pendant les guerres de l'empire, une seconde patrie.

Mouvements en Allemagne. — En Allemagne aussi la révolution de 1830 fut le signal de plus d'un mouvement. Le duc Charles de Brunswick, ayant provoqué les habitants de ses États par des mesures arbitraires, fut obligé de s'enfuir ; son frère Guillaume lui succéda et accorda aux Brunswickois une constitution (7 septembre 1830). En même temps l'électeur de Hesse-Cassel était renversé par ses sujets et remplacé par son fils Frédéric-Guillaume. En Saxe, Antoine I^{er} dut accorder à son peuple un gouvernement représentatif et partager le pouvoir avec deux chambres. La même révolution eut lieu en Hanovre trois ans après. En Bavière, le roi Louis I^{er} dut reconnaître la liberté de la presse.

1. Quelques jours après, on lisait à Paris dans la *Némésis* :

Noble sœur ! Varsovie ! Elle est morte pour nous,
Morte en fusil en main, sans fléchir les genoux,
Morte en nous bénissant à son heure dernière,
Morte en baignant de pleurs l'aigle de sa bannière,
Sans avoir entendu notre cri de pitié,
Sans un mot de la France, un adieu d'amitié !

2. Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant. (*Vita Agricola*.)

Mais les souverains s'effrayèrent. Au mois de juillet 1832, la diète de Francfort, dominée par l'Autriche et la Prusse, défendit d'introduire dans la législation intérieure des États des articles contraires à l'acte constitutif de la confédération, nomma un comité chargé de surveiller les journaux allemands, déclara la solidarité de tous les princes confédérés et posa en principe l'extradition des réfugiés politiques. Le mouvement fut dès lors contenu. L'année suivante, la Prusse, l'Autriche et la Russie, à la suite des conférences de München-Grätz, enjoignirent au cabinet des Tuileries de bannir les réfugiés de son territoire. Le duc de Broglie fit aux notes des trois puissances une réponse énergique dans laquelle il s'y refusait.

Mouvements en Suisse. Le Sonderbund — Il y avait en Suisse deux partis : celui des démocrates radicaux, partisans de l'égalité civile et politique la plus complète ; le parti aristocratique, qui voulait maintenir l'ancien état de choses et garder ses privilèges. Les radicaux l'emportèrent à Soleure et à Fribourg (janvier 1834), à Zurich et à Saint-Gall (mars), en Thurgovie (avril), et obtinrent la division du canton de Bâle en Bâle-ville et en Bâle-campagne (1832). L'égalité devant la loi, l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics, l'abolition des droits seigneuriaux, furent prononcées.

Six ans après, une nouvelle question, celle de la réforme fédérale, vint jeter encore une fois la division entre les cantons suisses : les uns voulaient resserrer le lien fédéral ; les autres voulaient maintenir l'indépendance absolue de chaque canton. Les divisions religieuses envenimèrent les haines politiques. Le parti radical, composé surtout de protestants, avait la majorité dans la diète ; il fit décréter le bannissement des ordres religieux. Sept cantons catholiques se liguèrent, sous le nom de *Sonderbund*, et voulurent se séparer de la confédération (11 décembre 1845). Mais à Berne, à Lucerne, les élections augmentèrent encore la force du parti radical ; James Fazy devint président à Genève. Une armée fédérale, commandée par le général Dufour, vainquit les sept cantons à Fribourg et à Lucerne (novembre 1847). L'unité fédérale fut rétablie.

Italie. Révolutions à Modène, à Parme, à Bologne. Double intervention des Autrichiens (1831-1832). Occupation d'Ancone par les Français (1832-1838). Mazzini et la Jeune Italie (1833). — L'Italie avait tressailli à la nouvelle de la révolution de juillet. Un prince perfide, le duc de Modène, feignit de faire cause commune avec les patriotes, espérant,

s'ils réussissaient, être proclamé roi constitutionnel d'Italie, et disposé à les trahir, s'ils échouaient. Une tentative d'insurrection eut lieu à Modène le 4 février 1831. Elle ne réussit pas ; son chef Menotti, blessé et pris, fut livré aux Autrichiens et mis à mort. Mais bientôt le duc fut obligé de sortir de Modène. Les Parmesans chassèrent l'archiduchesse Marie-Louise. Dans les États de l'Église, où régnait Grégoire XVI, Bologne, Pérouse, Foligno, Narni, Urbino, Pesaro, Fano, Sinigaglia, se soulevèrent. Le centre de l'Italie était libre.

Les princes dépossédés appelèrent les Autrichiens à leur secours. Le ministre français Laffitte s'était prononcé énergiquement pour le principe de non-intervention, et voulait que, si l'Autriche le violait, la France lui déclarât la guerre. Louis-Philippe recula, et Laffitte donna sa démission. Les soldats autrichiens s'emparèrent de Parme, Modène, Bologne, Ancône, et emprisonnèrent les insurgés, au mépris de la capitulation de cette dernière ville.

Au mois de décembre suivant, une nouvelle insurrection eut lieu dans la Romagne contre le gouvernement de Grégoire XVI. Les Autrichiens intervinrent encore. Mais, cette fois, la France les arrêta. Casimir Périer envoya dans l'Adriatique une escadre et un régiment de ligne sous les ordres du colonel Combes (22 février 1832). Cet officier débarqua sous les murs d'Ancone et occupa la ville sans tirer un coup de fusil. Les Français y restèrent jusqu'en 1838. Deux fils de l'ancien roi de Hollande, Louis Bonaparte, fils de la reine Hortense, avaient pris part à l'insurrection de la Romagne : l'un d'eux, Charles Bonaparte, mourut de maladie à Forlì ; l'autre fut plus tard Napoléon III.

Sans perdre courage, un réfugié, Mazzini (Joseph, né à Gènes, en 1808, plus tard triumvir de la République romaine en 1849 avec Saffi et Armellini, mort en 1872), fonda l'association de la *Jeune Italie*, et il établit un journal à Marseille ; il prit pour devise : *Dieu et le Peuple*, et *Maintenant et toujours (Ora e sempre)*. En 1833, il organisa en Suisse une troupe de réfugiés qui, sous ses ordres et ceux de Ramorino¹, ancien général de l'armée polonaise, devait pénétrer en Italie par la Savoie. Mais les autorités genevoises arrêtaient une partie des insurgés sur le lac Léman ; les autres, après une longue marche dans les montagnes, mourant de froid, de faim et de fatigue, durent abandonner leur entreprise.

1. Général dans l'armée piémontaise en 1840, Ramorino fut accusé d'avoir causé, par son inaction, la défaite de Novare, condamné à mort et fusillé.

CHAPITRE XXVII.

Angleterre, Portugal, Espagne, après 1850.

Angleterre. Guillaume IV (1830-1837). Bill de Réforme (1831-1832). — Abolition de l'esclavage des noirs (1834). La taxe des pauvres. Les workhouses. — Avènement de Victoria (1837). Situation économique de la Grande-Bretagne. Utilité sociale de ses colonies. — Richard Cobden et la ligne de Manchester. Le libre échange. — La pétition des chartistes (1838-1842). — La misère et l'agitation en Irlande. — La propagande anglicane.

Guerre civile en Portugal (1831-1834); dom Miguel, dom Pedro et dona Maria; établissement du régime constitutionnel.

Avènement d'Isabelle II au trône d'Espagne (29 septembre 1833). Régence de Marie-Christine. Ministères Zéa Bermudez et Martínez de la Rosa (1833-5). — Guerre civile. Don Carlos. La quadruple alliance (1834). — Ministère Toreno, Mendizabal et Isturitz (1835-6). — Révolution de la Granja (12 août 1836). Constitution du 18 juin 1837. — Espartero triomphe des carlistes. Convention de Vergara (1839). — Cabrera. Fin de la guerre carliste (1840).

Révolution de septembre 1840. — Chute de Marie-Christine. — Régence et chute d'Espartero (1841-1843). Majorité d'Isabelle. Ministre Lopez et Olozaga. Rappel de Marie-Christine (1843).

Angleterre. Guillaume IV (1830-1837). Bill de réforme (1831-1832). — En Angleterre même, où un nouveau roi, Guillaume IV, était monté sur le trône le 26 juin 1830, la révolution de juillet eut de graves conséquences. Les tories et Wellington, leur chef, tombèrent du pouvoir. Les whigs, les lords Grey, Holland, Althrop, John Russell et M. Brougham les remplacèrent.

Le système électoral de l'Angleterre n'avait subi aucun changement depuis le moyen âge. De là des inégalités choquantes : telle ville qui, au moyen âge fort importante, était maintenant tombée en ruines, conservait le droit d'envoyer au parlement le même nombre de députés qu'autrefois : elle avait reçu le nom de *bourg pourri* ; au contraire, les plus grandes villes de l'Angleterre nouvelle, Manchester et Liverpool, n'étaient pas représentées. Il y avait en tout 658 députés à la Chambre des communes : 84 étaient nommés par les comtés d'Angleterre, 24 par les villes, 472 par les bourgs, 8 par les ports, 4 par les deux universités (Cambridge et Oxford), 24 par le pays de Galles, 95 par l'Écosse, 100 par l'Irlande. Les grands propriétaires fonciers disposaient des deux tiers des élections.

Le 4^{er} mars 1831, lord John Russell présenta à la Chambre

des communes le *bill de réforme*. Ce bill supprimait 56 bourgs pourris ; 47 autres ne devaient plus envoyer chacun qu'un député au parlement ; 27 villes nouvelles, parmi lesquelles Liverpool et Manchester, dont la population avait grandi rapidement, devaient être représentées à l'avenir ; la représentation de Londres était augmentée. Désormais était électeur : dans les *comtés*, tout propriétaire foncier de terre ou maison de la valeur locative annuelle d'au moins 5 livres, c'est-à-dire 125 francs (*freeholder*) ; tout fermier de terrains fieffés par bail régulier (*leaseholder*), ou ressortissant par coutume à un manoir (*copyholder*) ; dans les *bourgs*, tout principal locataire d'une maison d'une valeur locative annuelle d'au moins 40 livres, c'est-à-dire 250 fr. (*householder*). Repoussé en 1831 par les lords, le bill de réforme fut voté le 7 juin 1832 par les deux Chambres.

Dès lors, les candidats à la Chambre des communes n'eurent plus à compter avec l'aristocratie, mais avec les électeurs. Il leur fallut bien encore, le jour fixé pour le vote, rassembler les électeurs au chef-lieu, payer leurs frais de déplacement, leur adresser des harangues¹ du haut d'un échafaudage², avant le scrutin³, qui a lieu publiquement et à haute voix. Mais un grand progrès n'en était pas moins accompli. Pour assurer l'entière liberté des élections, le jour du scrutin, les troupes en garnison dans la ville où il était ouvert devaient en sortir et s'éloigner au moins de deux milles. Les élections pour la Chambre des communes devaient, aux termes de la loi, avoir lieu tous les sept ans.

Abolition de l'esclavage des noirs (1834). La taxe des pauvres. Les workhouses. — C'est à la France qu'appartient l'honneur d'avoir la première affranchi la race noire. La Convention Nationale, dans sa séance du 21 juin 1793, abolit l'esclavage dans nos colonies. Il fut malheureusement rétabli par le premier consul en 1801. Malgré les efforts de M. Victor Schœlcher⁴, qui consacra toute la première partie de sa vie à lutter par la parole et par la plume pour la délivrance des esclaves, c'est seulement en 1848 que, par un décret du Gou-

1. Speech. — 2. Husting. — 3. Poll.

4. Né à Paris le 21 juillet 1804. A la suite d'un voyage en Amérique (1829), M. Schœlcher publia, en 1833, *De l'Esclavage des noirs et de la Législation coloniale*. Il parcourut le Mexique, les Antilles, l'Égypte, la Turquie, le Sénégal, recueillant des preuves à l'appui de ses idées généreuses. M. Schœlcher est aujourd'hui sénateur.

vernement Provisoire, la servitude fut abolie pour toujours dans les établissements français.

Un homme illustre, W. Wilberforce (né à Hull en 1759, mort en 1833), avait plaidé la même cause en Angleterre dès 1787 à la Chambre des communes. Un long insuccès ne le découragea point. Enfin l'Angleterre fit insérer au second traité de Paris du 20 novembre 1815 un article par lequel toutes les puissances s'engageaient de concert à l'abolition de la traite, c'est-à-dire à empêcher la vente des esclaves sur les côtes d'Afrique et leur transport dans les colonies. Dix-neuf années plus tard, lorsque déjà les restes de Wilberforce reposaient à Westminster, lord Melbourne proposa, et les deux Chambres du parlement votèrent l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises (1834). 500 millions de francs furent distribués aux propriétaires d'esclaves comme indemnité.

C'est en 1601, sous le règne d'Élisabeth, qu'avait été établie la *taxe des pauvres*. Depuis cette époque, le nombre des indigents et le chiffre de l'impôt avaient toujours augmenté. En 1830, il atteignait 170,726,050 francs. Il s'éleva même bientôt après à 225 millions de francs. On vota le 14 août 1834 une loi nouvelle disant : « Les personnes en état de travailler qui tomberont à la charge de la commune, devront être enfermées dans les maisons de travail et soumises à des travaux pénibles : tous secours à domicile seront supprimés pour les pauvres valides. » On créa les *workhouses* (maisons de travail) pour les mendiants valides. Les *workhouses*, qui n'ont pas d'équivalent sur le continent, tiennent à la fois de l'atelier, de l'hôpital et de la prison. Les hommes et les femmes qui y sont reçus y ont la nourriture strictement indispensable, sont soumis à un travail opiniâtre, et obtiennent rarement la permission de sortir. Ce régime sévère a pour but d'éviter l'encombrement. Certains appréciateurs l'ont condamné comme inhumain ; d'autres ont attaqué jusqu'à l'existence de ces maisons de travail, parce que, disent-ils, les ouvriers et les ouvrières dépensent sans économie et sans songer à l'avenir, comptant voir en cas de besoin cet asile, peut attrayant sans doute, mais toujours sûr, s'ouvrir devant eux.

Avènement de Victoria (1837). Situation économique de la Grande-Bretagne. Utilité sociale de ses colonies. — C'est sous le règne de Guillaume IV que ces mesures avaient été prises. Ce souverain étant mort le 20 juin 1837, sa nièce Victoria, fille du duc de Kent, quatrième fils de Georges III, fut

proclamée reine de la Grande-Bretagne. Comme les femmes ne pouvaient régner en Hanovre, ce pays prit pour roi Ernest-Auguste, duc de Cumberland et cinquième fils de Georges III : il se trouva ainsi séparé de la couronne d'Angleterre, à laquelle il était uni depuis 1714. Un autre changement fut amené par l'avènement de Victoria : jusque-là les souverains anglais s'intitulaient *Rois de France et d'Angleterre*, n'accordant aux chefs du gouvernement français que le titre de *Majesté très chrétienne*. Cet usage disparut désormais¹.

Victoria épousa, le 10 février 1839, le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. Les jeunes époux échappèrent, le 11 juin de la même année, à une tentative de meurtre. Un jeune homme, Édouard Oxford, qui fut reconnu fou, tira deux coups de pistolet sur eux, dans Hyde-Park.

Victoria conserva le cabinet whig, dirigé par le vicomte Melbourne, lord Palmerston et lord John Russell. En 1841 il y eut un ministère tory composé de sir Robert Peel², lord Lyndhurst, lord Stanley, sir James Graham, le duc de Buckingham et lord Wellington. Ce nouveau cabinet dura jusqu'en 1846. Alors, les whigs, Palmerston, Macaulay, lord J. Russell, revinrent au pouvoir.

On verra plus loin (chapitres xxviii, xxix et suivants) l'histoire extérieure de l'Angleterre sous le règne de Victoria. Au dedans, l'Angleterre eut à plusieurs reprises de graves em-

1. L'attachement persistant aux vieilles traditions est un trait caractéristique de la société anglaise, comme de toutes les nations aristocratiques. Dans l'ancienne Rome, on était toujours prêt à invoquer l'usage du passé : *Mores majorum*. A Londres, le lord maire et les aldermen portent encore les mêmes costumes de cérémonie qu'au moyen âge ; les gardiens de la Tour sont vêtus comme au quinzième siècle. On n'abroge pas les anciennes lois, on se borne à ne plus les appliquer. Quoique la langue française, introduite en 1066 par Guillaume le Conquérant, ait cessé d'être officielle en 1362 sous Édouard III, beaucoup de devises, de formules juridiques ou autres rappellent encore les Normands : *Dieu et mon droit*, *Honny soit qui mal y pense* (devise de l'ordre de la Jarretière), etc. A Windsor, dans la chapelle consacrée aux cérémonies de l'ordre de la Jarretière, la légende qui accompagne le nom de chaque chevalier est rédigée en français.

2. Quoique tory, Robert Peel était populaire. Il avait fait toute sa vie les plus louables efforts en faveur de la tolérance religieuse ; on lui doit l'adoption de lois libérales en faveur des ouvriers ; c'était, dans la meilleure acception du mot, un philanthrope. Aussi, après sa mort, qui arriva le 2 juillet 1850, une souscription populaire fut-elle ouverte, sous le titre suivant : « *Souscription des pauvres, à un penny par tête, pour élever un monument à sir Robert Peel, qui leur a procuré, par ses réformes, le pain à bon marché.* »

barras à conjurer. La population du Royaume-Uni s'accroissait avec une extrême rapidité ; en même temps elle abandonnait les campagnes, d'abord parce qu'elle était attirée dans les villes par l'espérance d'un travail plus rémunérateur, ensuite parce que, la fortune n'étant pas divisée en Angleterre, la grande propriété augmentant toujours aux dépens de la petite¹, et l'emploi des machines se généralisant, les travaux agricoles exigeaient moins de bras. Dès lors, l'ouvrier allait aux « Indes Noires², » c'est-à-dire aux mines de charbon, ou bien il s'entassait dans ces vastes fourmillières humaines où les cheminées des fabriques et le brouillard obscurcissent l'air, à Londres, à Manchester, à Liverpool, à Glasgow, à Newcastle, à Birmingham. Chaque fois qu'éclatait une crise industrielle, la misère devenait affreuse parmi la population ouvrière.

Aucune révolution violente ne devait cependant avoir lieu sous le règne de Victoria : d'abord parce que l'aristocratie, tout en défendant ses privilèges avec opiniâtreté, sut toujours céder à temps et n'essaya jamais de reprendre les concessions accordées ; ensuite, parce que la Grande-Bretagne sut utiliser son immense empire colonial. Quand les hommes deviennent trop nombreux dans la *Vieille Angleterre*, et que les moyens de subsister manquent, au lieu de dresser des barricades et de tirer des coups de fusil, ils vont au Canada, au Cap, en Australie, en Nouvelle-Zélande, fonder des Angletres nouvelles. La révolution est remplacée par la colonisation.

Richard Cobden et la ligue de Manchester. Le libre échange. — On a vu (chapitre xxiii) que, sous le ministère de Huskisson, l'Angleterre avait fait un premier pas dans la voie de la liberté commerciale. Malgré la résistance des Tories, l'abolition des mesures prohibitives et des droits protecteurs, en ce qui concernait le commerce des grains, devenait inévitable. Enfin, la population augmentant toujours, tandis que la production agricole restait à peu près la même, il fallait que l'Angleterre permit l'importation des grains étrangers, sous peine de mourir de faim³.

1. « Quelques seigneurs possèdent à eux seuls de si vastes domaines, qu'ils ne pourraient, du haut de leurs montagnes, en saisir du regard toute l'étendue, et parmi les beaux lacs d'Écosse, il en est plusieurs qui se trouvent en entier dans les limites d'un seul parc. » (E. RECLUS.)

2. La superficie des bassins houillers actuels de la Grande-Bretagne est de 23 000 kilomètres carrés ; la production annuelle du charbon s'élève à 130 millions de tonnes.

3. C'est à partir de 1851 que l'Angleterre a cessé d'exporter du blé.

C'est ce que soutint énergiquement, et longtemps avant de triompher, un homme de bien, d'abord considéré comme un utopiste, et dont les doctrines firent sourire avant d'imposer l'admiration. Richard Cobden (né à Dunfort (Sussex) en 1804, mort en 1865) commença par créer une manufacture de coton à Manchester. Devenu riche, il se proposa la réalisation d'un programme exposé dans deux brochures intitulées, l'une *l'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique*, l'autre *la Russie*. Ce programme se résume ainsi : paix universelle, liberté politique partout, libre échange commercial entre toutes les nations. Pour réaliser ses idées, spécialement pour obtenir la liberté commerciale, il fonda la célèbre association ou *Ligue de Manchester* (1838). Voyages, discours, meetings, articles de journaux, il mit tout en œuvre avec l'énergie passionnée qu'apportent les Anglais dans leurs entreprises. Membre des communes en 1844, il obtint en 1846 l'abolition des droits d'entrée sur les céréales ; en 1849, il eut la joie de voir entièrement abroger l'acte de navigation ; enfin, en 1860, il eut grande part à la signature d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

Moins heureux dans ses efforts pour maintenir la paix, malgré des démarches personnelles entreprises plusieurs fois auprès des divers souverains de l'Europe, il fut même accusé par quelques-uns de ses compatriotes de manquer de patriotisme, parce qu'il faisait passer l'amour de l'humanité avant l'égoïsme national ; d'autres le considéraient comme un rêveur inoffensif, un nouvel abbé de Saint-Pierre¹. Bien des malheurs auraient été évités pourtant, si sa voix eût été plus souvent écoutée.

La pétition des chartistes (1838-1842). — Cependant la réforme de 1832 n'avait ni donné aux ouvriers anglais le droit électoral ni apporté aucune amélioration à leur sort. Ils se plaignaient de l'insuffisance des salaires, et ils se groupèrent pour obtenir satisfaction. « Les chartistes, ou partisans de la *Charte du peuple*, sont ainsi désignés du titre d'une pétition présentée par eux à la Chambre des communes, et par laquelle ils demandaient : 1° que tout habitant mâle du royaume qui aurait atteint l'âge d'homme eût le droit de voter dans les élections ; 2° que le vote eût lieu au scrutin secret ; 3° que les élections fussent annuelles ; 4° que le cens d'éligibilité fût supprimé, et que les membres des communes reçussent un traitement ;

1. L'abbé de Saint-Pierre, né en 1658 au château de Saint-Pierre, près de Barfleur, en Normandie, mort en 1743 ; auteur du *Projet de Paix perpétuelle*.

3^o enfin, que l'égalité proportionnelle fût établie entre les districts électoraux, en prenant la population pour base du nombre des membres à élire.

« La pétition dite *Charte du peuple*, adoptée à Birmingham le 6 août 1838 dans une assemblée nombreuse, servit à rallier et organiser les ouvriers. Elle se couvrit, en peu de mois, de plus d'un million deux cent quatre-vingt mille signatures, et le principe en fut reconnu dans plus de cinq cents *meetings*. Chacune de ces réunions devait nommer un délégué; l'assemblée des délégués, convoquée à Londres dans les premiers jours d'avril 1839, reçut le nom de Convention nationale..... Le 2 mai 1842 fut présentée en grande pompe, à la Chambre des communes, une pétition couverte de trois millions trois cent dix-sept mille sept cent deux signatures. Son volume était tel qu'il avait fallu seize hommes robustes pour la porter, et on dut la dérouler pour qu'elle pût passer par la porte de la Chambre. » (J. A. FLEURY, *Histoire d'Angleterre*). La pétition fut repoussée, des émeutes éclatèrent, le sang coula en diverses villes; des condamnations à mort furent prononcées; on augmenta la police de cinq mille hommes. Pourtant les *meetings* continuèrent d'année en année, avec cette persistante obstination qui marque le caractère britannique. C'est seulement en 1867 qu'une nouvelle réforme électorale devait être proclamée.

La misère et l'agitation en Irlande.— Si les souffrances des pauvres étaient grandes en Angleterre, elles étaient plus terribles encore en Irlande. Dans l'*île sœur*, le paysan ne vit guère

1. Les misères de l'Irlande datent, à proprement parler, de sa première conquête, au douzième siècle, par Henri II d'Angleterre. Si la conquête eût été complète comme celle de Guillaume en Angleterre au siècle précédent, une société nouvelle se fût formée, un peuple fût né; si l'Irlande avait repoussé les envahisseurs, comme l'Écosse sous Bruce, une union patriotique eût été le résultat de la lutte. Malheureusement la conquête triompha, et pourtant ne s'effectua qu'à demi; la moitié de l'Irlande se trouva divisée contre l'autre moitié.

Richard II tenta en vain l'asservissement complet; la guerre de France et celle des Deux-Roses laissèrent l'Irlande au chaos des guerres intestines. Henri VIII essaya d'importer les coutumes anglaises et la loi anglaise dans l'île, et, ignorant la propriété collective des *septs* (tribus) irlandais, reconnut les chefs comme propriétaires féodaux des terres. Mais le protestantisme du roi ne fut pas plus adopté par le peuple d'Irlande que les coutumes et les vêtements d'Angleterre, et faillit même rendre la nation *une*, non comme irlandaise, mais comme catholique. Elisabeth compléta l'assimilation des coutumes et lois du pays celtique à celles du pays saxon. Sous son successeur, Jacques I^{er}, le Conseil d'Angleterre effectua la spoliation des deux tiers du territoire de l'Ulster au profit des colons anglais et écossais (1610). De cette mesure

que de pommes de terre cuites à l'eau. « Aussi on comprend quels affreux ravages la famine a dû faire, quand est arrivée la calamité inattendue de la maladie des pommes de terre. Le fermier irlandais habite avec sa femme, ses enfants et ses cochons, le tout péle-mêle, dans une cabane de boue, humide et ouverte à tous les vents. Nos mendiants sont mis comme des princes auprès du labourer irlandais, dont les haillons voilent à peine la nudité, dont les enfants vont à peu près nus jusqu'à six ou sept ans, et dont la femme n'est quelquefois recouverte que d'un morceau de toile faisant à la fois office de chemise, de jupon et de robe, n'ayant rien pour garantir ni sa tête des pluies si fréquentes, ni ses pieds de la boue. » (J. A. FLEURY.)

La loi de 1829, qui avait supprimé le bill du test, et permis aux Irlandais d'être représentés dans le Parlement, n'avait pas diminué leur misère. O'Connell réclamait maintenant en leur nom la suppression de la dîme, payée par eux, catholiques, au clergé anglican, l'extension du suffrage électoral, et la fixité des fermages. La plupart des grands propriétaires anglais louaient, en effet, en gros, leurs terres à des entrepreneurs, qui les sous-

date la haine que depuis des siècles les Irlandais ont portée à l'Angleterre. En 1641, pendant les démêlés du Long Parlement avec Charles I^{er}, une sorte de Saint-Barthélemy, secrètement organisée dans toute l'Irlande, mit à mort 50 000 Anglais.

En 1649, Cromwell vengeait ce massacre en promenant ses armées dans toute l'Irlande et ne faisant aucun quartier aux combattants. Enfin, après la victoire de la Boyne (1690), remportée contre Jacques II, Guillaume d'Orange établit la tyrannie légale la plus dure qu'un peuple ait jamais supportée: l'importation du bétail d'Irlande et même de sa laine en Angleterre était prohibée, les manufactures du pays écrasées de droits fiscaux, afin de protéger d'autant l'industrie anglaise; point de droits politiques pour les catholiques, c'est-à-dire pour les cinq sixièmes de la population!

Pendant dix-huit ans (1782-1808), l'Irlande devint indépendant de nom, grâce à l'action de l'aristocratie protestante, qui se donna ainsi les avantages d'une tyrannie sans contrôle. Le nom pourtant excita le peuple à désirer la chose. Les « Défenseurs » et les « Gars du point du Jour » se levèrent à l'écho de la Révolution française (1798): ils avaient devant eux les « Orangistes » et les troupes anglaises; ils furent vaincus avant l'arrivée des mille Français du général Humbert.

Pitt rétablit l'Union (1800) en achetant le Parlement irlandais au prix de 25 millions de francs, des pensions et des pairies. La Chambre des communes de Westminster eut dès lors 100 membres irlandais, et la Chambre des lords 28 pairs temporels et 4 spirituels.

Les quatre-vingts années qui ont suivi cette union ont vu une succession constante de mesures proposées, discutées, parfois votées, parfois rejetées, au sujet de l'Irlande: hésitante entre la crainte de rébellion et le désir de fermer les plaies du passé, l'Angleterre n'a pu encore conquérir la confiance des Irlandais.

louaient aux paysans à des conditions telles, que ceux-ci ne pouvaient la plupart du temps s'acquitter. Dans de nombreux meetings, le *grand agitateur* (O'Connell) exaltait, enflammait les Irlandais, en appelant leur île « la première fleur de la terre et la première perle des mers. » Il les surexcitait contre le gouvernement anglais, descendant parfois à de basses et obscènes injures contre les ministres. Accusé de prêcher la révolte, il fut, après des débats dramatiques, condamné par la cour d'assises de Dublin à un an de prison et cinquante mille francs d'amende (30 mai 1845). Il mourut en Italie le 16 mai 1847. (Il était né le 6 août 1775, à Carhen, comté de Kerry, dans le Munster.)

Après sa mort, en 1848, une insurrection tentée contre les Anglais par le parti de la *Jeune Irlande*, ayant pour principal chef M. Smith O'Brien, échoua, et ne fit qu'attirer de nouvelles rigueurs sur les Irlandais.

La propagande anglicane. — Un des traits qui caractérisent l'Angleterre contemporaine, c'est la puissance du clergé anglican. Il est prodigieusement riche et très actif ; il compte 2 archevêques et 26 évêques (pour l'Angleterre). L'archevêque de Cantorbéry, primat du royaume, a 22 suffragants ; celui d'York en a 4. Les 26 évêchés sont : Londres, Durham, Winchester, Rochester, Lincoln, Bangor, Carlisle, Bath et Wells, Gloucester et Bristol, Exeter, Ripon, Salisbury, Peterborough, Worcester, Saint-David, Saint-Asaph, Chichester, Lichfield, Ely, Oxford, Manchester, Hereford, Chester, Norwich, Sodor et Man, Llandaff. Tous ces prélats, sauf les deux derniers, sont membres de la Chambre des lords. Les bénéfices ecclésiastiques sont conférés ou par le roi, ou par les universités, ou par les évêques, ou par les chapitres, ou par des laïques. La plupart des ecclésiastiques anglicans ne sont pas astreints à la résidence, quoiqu'il suffise, pour être considéré comme résident, de passer un jour par an dans son bénéfice.

Les sectes sont innombrables dans les îles britanniques. La Bible est dans toutes les mains. Le dimanche, à l'heure des offices, toutes les boutiques sont fermées. Les avis sont très partagés sur les résultats de l'esprit de propagande qui anime tous les *clergymen* du Royaume-Uni. Ce qui est incontestable, c'est que l'Angleterre est, ou du moins paraît être le peuple le plus religieux de l'Europe.

Guerre civile en Portugal (1834-1834) : dom Miguel, dom Pedro et dona Maria ; établissement du régime constitutionnel. — Nous avons vu que dom Miguel avait usurpé la couronne de Portugal sur sa nièce dona Maria, fille de son frère aîné dom Pedro, empereur du Brésil. Les cruautés de dom Miguel irritèrent contre lui le Portugal. Ses violences contre les étrangers, particulièrement contre MM. Bonhomme et Sauvinet, obligèrent le gouvernement français à envoyer en Portugal une escadre sous les ordres de l'amiral Roussin. Les passes du Tage furent forcées, la flotte portugaise fut capturée, et dom Miguel dut accorder satisfaction (14 juillet 1834).

En même temps dom Pedro quittait le Brésil pour venir soutenir en Europe les droits de sa fille. Bien reçu en France et en Angleterre, il y leva des troupes et vint débarquer en Portugal au mois de juin 1832. Cette guerre civile fut acharnée. Dom Miguel représentait l'absolutisme ; dom Pedro, le régime libéral et constitutionnel. Le général français Solignac et le commodore anglais Napier commandaient les forces de dom Pedro ; celles de dom Miguel étaient aux ordres de Bourmont. Dom Pedro eut d'abord le dessous et fut assiégé dans Oporto. Mais le commodore Napier détruisit la flotte de dom Miguel au combat du Cap Saint-Vincent ; le duc de Terceira s'empara de Sétubal, et, le 24 juillet 1833, entra en triomphe dans Lisbonne. Dom Miguel fut obligé de s'enfuir à Coïmbre. Dona Maria, la reine constitutionnelle de Portugal, avait triomphé. Toutefois la guerre civile devait encore durer jusqu'en 1834.

Avènement d'Isabelle II au trône d'Espagne¹ (29 septembre 1833). Régence de Marie-Christine. Ministères Zéa Bermudez et Martinez de la Rosa (1833-1835). — Trois fois veuf sans avoir d'enfants, le roi d'Espagne Ferdinand VII avait épousé en 1829 la princesse napolitaine Marie-Christine : il en eut une fille, Isabelle, née le 10 octobre 1830. Les femmes avaient autrefois régné en Espagne, comme le prouve l'exemple d'Isabelle la Catholique et de Jeanne la Folle ; mais la loi de succession établie en 1714 par le premier roi bourbon, Philippe V, les déclarait inhabiles à succéder au trône : aux termes de cette loi, le pouvoir, après Ferdinand, devait revenir à son frère don Carlos. Ferdinand révoqua cette loi en 1830. Il re-

1. L'auteur a mis à contribution, pour tout ce qui concerne la péninsule Ibérique, les volumes si soignés et si consciencieux consacrés par M. G. Hubbard à l'*Histoire contemporaine de l'Espagne*.

vint ensuite sur l'acte de révocation, à l'instigation de Calomarde, et le confirma de nouveau à l'instigation de sa femme. Il mourut le 28 septembre 1833, laissant la couronne à sa fille Isabelle, âgée de trois ans, sous la régence de sa veuve Marie-Christine¹.

Alors commença entre les partisans d'Isabelle et ceux de don Carlos, autrement dit entre les constitutionnels et les fauteurs du pouvoir absolu, une guerre civile acharnée. Contre don Carlos, qui s'appuyait surtout sur la noblesse et le clergé, et dont les partisans reçurent le nom de *carlistes*, la régente Marie-Christine n'obtint l'appui des libéraux qu'en leur faisant d'importantes concessions. Son premier ministre, Zéa Bermudez, eût bien accordé une amnistie aux condamnés politiques, rouvert l'Espagne aux exilés, accompli quelques réformes administratives, supprimé les volontaires royalistes et organisé la garde nationale; mais il se refusa à l'octroi d'une constitution.

Il fut écarté et remplacé par un poète, Martinez de la Rosa, qui publia le *Statut royal* (10 juillet 1834). Aux termes de cet acte, le pouvoir législatif et le vote des impôts étaient accordés aux *Cortès*, composées de deux Chambres, celles des *procuradores* (députés)², élus tous les trois ans, et celle des *procérès* (pairs) formée, moitié de membres héréditaires (tous les grands d'Espagne), moitié de membres nommés à vie par le gouvernement. Les concessions faites à l'opinion libérale par le Statut royal furent jugées insuffisantes : « Nous sommes régis, disait le poète Lara, par un gouvernement qui ne prend que des *quasi-mesures*; nous avons une espérance *quasi certaine* d'être *quasi libres* quelque jour. » Dans la session de 1834, les *procuradores* demandèrent la liberté de la presse, le jury, la responsabilité ministérielle. Un mouvement révolutionnaire éclata même dans la garnison de Madrid le 18 janvier 1835, à la voix du lieutenant Cardero, sans réussir, il est vrai.

Guerre civile. Don Carlos. La quadruple alliance (1834). — Cependant le nord de l'Espagne, la Galice, la Navarre, les provinces basques, étaient soulevées en faveur de don Carlos. Ce prince se trouvait en Portugal, à côté de don Miguel, qui y soutenait toujours la guerre civile; les absolutistes espagnols et portugais faisaient cause commune. Les constitu-

1. Marie-Christine, née à Naples le 27 avril 1806, morte au Havre en 1878.

2. Les magistrats municipaux et les principaux contribuables devaient nommer un petit nombre d'électeurs qui nommeraient eux-mêmes les députés.

tionnels firent de même dans les deux pays. Don Pedro et Marie-Christine signèrent avec la France et l'Angleterre la *quadruple alliance*, dirigée contre don Miguel et don Carlos (22 avril 1834). Vaincu par une armée espagnole, don Miguel dut signer la capitulation d'Évora (26 mai 1834) : le Portugal était libre.

Mais don Carlos s'échappa et vint sur les bords de l'Èbre se placer à la tête de l'armée levée en son nom par le lieutenant-colonel Zumalacarréguy, le curé Merino, Iturralde, Cuevillas Verastegui, Maroto, et le féroce Ramon Cabrera. De 1834 à 1835 les généraux libéraux Saarsfield, Valdès, Quesada, Rodil, Mina, et Valdès (une seconde fois) essayèrent vainement de débusquer les carlistes. Ceux-ci conservèrent l'avantage grâce à l'activité et au talent de Zumalacarréguy. Enfin, le 15 juin 1835, Zumalacarréguy fut blessé mortellement au siège de Bilbao, où les carlistes échouèrent.

Ministères Toreno, Mendizabal et Isturitz (1835-1836). — Cependant Martinez de la Rosa, dont les réformes n'avaient point paru suffisantes, et qui refusait d'avoir recours à l'intervention étrangère contre les carlistes, venait de donner sa démission (7 juin 1835). Il fut remplacé par le comte de Toreno. C'est alors que la France, l'Angleterre et le Portugal furent priés d'intervenir à main armée pour assurer le triomphe d'Isabelle et de Christine. Le Portugal envoya le baron de Las Antas avec 6,000 hommes; environ 5,000 volontaires vinrent avec sir Lasoy Evans, et 4,100 Français appartenant à la légion étrangère furent expédiés d'Algérie sous les ordres du général Bernelle. Thiers, jugeant ces mesures insuffisantes, aurait même voulu qu'on envoyât une armée : Louis-Philippe n'y consentant point, il donna sa démission.

La longue durée de la guerre carliste et les maux qu'elle entraînait avaient exaspéré les grandes villes d'Espagne. On reprochait aux ordres religieux de favoriser don Carlos. Par le décret du 4 juillet 1835, le comte de Toreno ordonna la suppression des communautés de Jésuites et la saisie de leurs biens. A Saragosse, à Reus, à Barcelone, à Valence, la foule envahit les couvents, maltraita les moines et en massacra plusieurs. Puis des juntes provinciales s'organisèrent partout, refusant d'obéir au gouvernement central, qu'elles accusaient de manquer d'énergie. Toreno quitta le pouvoir et fut remplacé par Mendizabal (14 septembre 1835).

Nommé dans sept collèges électoraux, Mendizabal invita les

Chambres à reviser le statut royal; il ordonna la vente des biens monastiques, appela aux armes tous les Espagnols de dix-huit à quarante ans et prescrivit la levée immédiate d'un contingent de 100,000 hommes. Mais la régente ne le soutint pas : bien qu'il eût la majorité dans les Chambres, il dut quitter le pouvoir, et Isturitz fut chargé de former un nouveau cabinet (15 mai 1836).

Révolution de la Granja (12 août 1836). Constitution du 18 juin 1837. — Le cabinet Isturitz, dès son entrée aux affaires, fut accueilli par un vote des procuradores (députés) proclamant qu'il n'avait pas la confiance de la nation : aussitôt la Chambre fut dissoute (22 mai 1836). Isturitz espérait des succès sur le champ de bataille; le contraire arriva. Les généraux mis par la reine et son ministre à la tête de l'armée ne surent point tenir tête aux carlistes : ils ne purent empêcher Gomez de traverser en les dévastant les Asturies, la Galice, le royaume de Léon, et don Basilio de parcourir à peu près sans obstacles les deux Castilles, tandis que Cabrera et ses lieutenants étaient victorieux en Aragon.

Alors un soulèvement, dont le signal partit de Malaga, eut lieu sur tous les points de l'Espagne contre le gouvernement de la régente (juillet-août 1836). Le 12 août 1836, les soldats s'insurgèrent en chantant l'*Hymne de Riégo*, firent cause commune avec le peuple, envahirent le palais de la Granja, où Christine se trouvait avec sa fille, et la forcèrent à proclamer la constitution de 1812 jusqu'à la réunion des Cortès. Calatrava fut nommé président du conseil des ministres.

Les Cortès constituantes (16 août 1836-4 novembre 1837) votèrent une nouvelle constitution (18 juin 1837) : le pouvoir exécutif appartenait à la reine; le pouvoir législatif était donné aux Cortès, composées de deux Chambres, qui avaient l'initiative des lois : 1^o le sénat, dont les membres étaient choisis par le souverain sur une liste de trois candidats présentés par chaque province; 2^o la Chambre des députés, élus par la nation dans la proportion de un pour 50,000 citoyens. Tous les Espagnols étaient déclarés égaux devant la loi, admissibles aux emplois civils et militaires; l'État se chargeait de l'entretien du culte catholique et de ses ministres; la liberté individuelle et la liberté de la presse étaient proclamées. Pour être électeur, il fallait avoir 25 ans, et posséder un revenu ou remplir certaines conditions déterminées par la loi. Ainsi, Madrid avait encore une nouvelle constitution. Serait-elle mieux respectée que les précédentes?

dentes? « Nouvelle Pénélope, s'était écrié le poète José de Lara', l'Espagne ne fait que tisser et détisser. Personne ne vend sa toile, et personne ne fait de toile neuve. »

Espartero triomphe des carlistes. Convention de Vergara (1839). — La lutte continuait toujours contre les carlistes : « Campée, dit M. Louis Blanc, sur un territoire d'une étendue de plus de trente lieues, entre les Pyrénées, l'Arga, l'Èbre et l'Océan, l'armée carliste y occupait des positions formidables, inaccessibles, s'appuyait sur une masse compacte de près de quarante mille hommes et rayonnait au loin par des bandes hardiment commandées, ivres de fureur, fortes par l'audace, par l'activité, par la ruse, et dont la trace sanglante était partout marquée. » Le 22 octobre 1836, les généraux carlistes Eguia et Villaréal assiégèrent une seconde fois Bilbao. La ville fut héroïquement défendue par Santos San Miguel. Un soldat de fortune, Espartero, qui avait gagné tous ses grades à la pointe de l'épée en Amérique et en Europe, et venait déjà de rendre à la cause libérale des services signalés, fut chargé d'aller à son secours. Le 24 décembre 1836, il gagna la bataille de *Luchana*, en chassant les carlistes du pont de ce nom, sur l'Azua, affluent de la rive droite du Nervion. Espartero devint comte de Luchana, et Bilbao fut appelée la *ville invincible*.

Les partisans du prétendant ne perdirent pas courage. Gomez, l'un d'eux, s'avança jusqu'à Cordoue dans l'été de 1836. La campagne de 1837 débuta par des succès pour les carlistes : en Guipuzcoa, ils mirent en déroute la division de Lascy Evans à *Oriamendi* (16 mars 1837); plus malheureux encore, un autre des généraux de l'armée libérale, Iribarren, fut vaincu et tué à *Huesca* (24 mai); Oraa fut également battu à *Barbastro* (2 juin). Don Carlos avec Cabrera, quoique défait à *Chiva* (14 juillet), fut vainqueur de Buerens à *Herrera* (24 août) et parut devant Ma-

1. Auteur de plusieurs pièces de théâtre et de poésies remarquables, José de Lara se tua d'un coup de pistolet, par suite d'un chagrin d'amour, le 13 février 1837 : il n'avait pas vingt-huit ans (il était né le 24 mars 1809). Son œuvre la plus citée est le morceau intitulé : *Figaro dans le cimetière*, qui parut le Jour des Morts de l'année 1836. Il avait composé aussi les *Lettres d'un Pauvre Parleur*, le *Page de Henri le Dolent*, nouvelle historique, et le drame intitulé *Macias*. Il faut citer, parmi les autres poètes espagnols de la même époque, Zorrilla, Gil y Zarate (1796-1861), auteur des drames suivants : *Charles II l'Ensorcelé*, *Don Alvaro de Luna*, *Un Monarque et son Favori*, *Gonzalo de Cordoba*, *Guzman le Bon*; Espronceda, né en 1810, auteur d'un poème intitulé *Pelayo* (Pélage), et mort le 23 mai 1842, à trente-deux ans, au moment où il inspirait à l'Espagne libérale les plus brillantes espérances.

drid ; mais il fut vaincu par Espartero à *Aranzueque* (19 septembre) et à *Retuerta* (4 octobre 1837).

Les carlistes étaient enfin épuisés. Ils se divisèrent en *apostoliques* ou extrêmes, tout-puissants sur l'esprit du prétendant, et en *transactionnistes* : ce n'était dans leur camp qu'indiscipline, révoltes, arrestations, assassinats. L'un de leurs chefs, le comte de Negri, fut vaincu à *Bendeja* (24 mars 1838), à *Potes* (19 avril), à *Villasur de los Herreros* (27 avril) en Castille. Le 18 juin 1838, Espartero, qui avait rétabli la discipline dans l'armée libérale par des exemples sévères, vainquit Guergué en Navarre, à *Pena-Cerrada*.

La campagne de 1839 fut décisive. Espartero et son lieutenant Zurbano furent trois fois de suite victorieux à la *Nestosa*, à *Ramales* et à *Guardamino* (28 avril, 8 et 11 mai). Diégo Léon avait, de son côté, obtenu un brillant succès en Navarre, au *Pont de Belascoain* (1^{er} mars 1839). Espartero fut nommé par la régente grand d'Espagne de première classe et *duc de la Victoire*. Le général en chef carliste Maroto, découragé, suspect à don Carlos, qui lui reprochait sa tiédeur, refusa de servir plus longtemps le prétendant ; il signa une convention aux termes de laquelle les carlistes de Biscaye, du Guipuzcoa, d'Alava et de Navarre se soumirent. Le 31 août au matin, à *Vergara*, au bord de la Deva, Espartero et Maroto s'embrassèrent ; le 14 septembre, don Carlos passa la frontière française : vingt mille hommes émigrèrent avec lui.

Cabrera. Fin de la guerre carliste (1840). — Cabrera et ses bandes restaient en armes dans l'Espagne orientale (Catalogne, Aragon, Valence) ; il avait, en janvier 1838, enlevé *Morella* et le port de *Benicarlo*. Son lieutenant Cabanero échoua dans une audacieuse tentative pour surprendre Saragosse (nuit du 4 au 5 mars 1838). Mais le général de l'armée libérale, Oraa, tenta vainement de reprendre *Morella* aux carlistes, et le général Pardinás fut vaincu par eux à *Maella* (août-octobre 1838). La guerre prenait un caractère de férocité exécrable : après *Maella*, Cabrera fit égorger cent soixante prisonniers à coups de baïonnette ; il en fit fusiller quatre-vingt-seize à l'Horcajo et cinquante-huit gardes nationaux, avec des enfants, à *Villamaleja* ; les constitutionnels répondirent à leur tour par des représailles sanglantes.

En 1839, les carlistes prirent *Montalban* (19 mai) ; ils échouèrent devant *Lucena*, mais furent victorieux à *Carboneras* (1^{er} septembre). La nouvelle de la convention de Vergara jeta le décou-

agement parmi eux. Espartero, avec son armée victorieuse, vint rejoindre O'Donnell. Les deux généraux s'emparèrent de *Segura*, d'*Alpuente*, de *Castellote*, d'*Aliaga*, de *Cantavieja* (février-mai 1840). Le 30 mai, Espartero prit *Morella*, et le 2 juin Cabrera fut rejeté au nord de l'Ebre, près de Flix.

Il essaya encore de résister. Mais les carlistes n'avaient plus ni confiance ni discipline. Ceux de Catalogne avaient assassiné en 1839 leur chef, le comte d'Espagne. Le 4 juillet 1840, Espartero chassa Cabrera de *Berga* et l'obligea à se réfugier en France. Toute l'Espagne acclama le duc de la Victoire comme un sauveur.

Révolution de septembre 1840. — Néanmoins la paix intérieure ne devait pas régner longtemps dans la péninsule. Deux grands partis s'étaient formés en 1837 dans les Cortès constituantes : les *progressistes* (libéraux) et les *modérés* (conservateurs). Les premiers avaient eu la majorité ; mais la régente était favorable aux seconds. Ils obtinrent la majorité, à leur tour, dans les élections de 1838. On avait donc une assemblée et un ministère modérés. Mais Espartero, l'homme le plus populaire d'Espagne, était du côté des progressistes. Christine, qui le redoutait, essaya de lui opposer Narvaez et Cordoba. Ceux-ci voulurent se mettre à la tête d'un mouvement à Séville ; ils échouèrent, furent déclarés rebelles et durent quitter l'Espagne. Espartero et les progressistes obtinrent de la régente un décret de dissolution des Cortès.

Les progressistes, ayant à leur tête Lopez, Cortina, Olozaga, Arguelles, l'emportèrent dans les élections nouvelles (septembre 1839). L'Assemblée, à peine constituée, voulut renverser le ministère Arrazola. Christine, qui subissait Espartero sans l'aimer, tenait, au contraire, à son ministère, et détestait les progressistes ; elle s'empressa de dissoudre la Chambre (18 octobre 1839). Le duc de la Victoire, dans un manifeste adressé aux journaux, blâma vivement la régente et ses ministres.

Les élections n'en furent pas moins favorables aux *modérés*, à cause de la pression violente exercée par le ministère. Les nouvelles Cortès se réunirent le 18 février 1840, et aussitôt commença une politique de réaction violente. Dans le vote de la loi municipale, les *progressistes* furent battus : on décida que les alcaldes (maires) seraient nommés par le roi dans les capitales de provinces, par les chefs politiques (préfets) dans les autres communes. Cette loi violait la constitution de 1837

et fut attaquée vivement par l'opinion publique. Alors les ministres suppriment plusieurs journaux et mettent Madrid en état de siège. Christine s'était rendue avec la jeune Isabelle à Saragosse, puis à Barcelone. Là, malgré les conseils d'Espartero, après avoir longtemps hésité, elle sanctionna la loi municipale (14 juillet 1840). Le lendemain, le duc de la Victoire donna sa démission de tous ses honneurs et emplois. Aussitôt Barcelone se soulève, Christine s'effraye, le ministère se retire, un nouveau cabinet se forme; Gonzalez, qui en faisait partie, invite la régente à ne pas promulguer la loi sur les municipalités et à dissoudre les Cortès actuelles. Christine, qui n'avait voulu que gagner du temps, se refuse à tout et s'embarque le 24 août pour gagner Valence.

Chute de Marie-Christine.— Quand ces nouvelles parvinrent à Madrid, un soulèvement général éclata (1^{er} septembre 1840), et les troupes firent cause commune avec la garde nationale. Christine envoie de Valence à Espartero l'ordre de marcher contre Madrid. Le duc de la Victoire refuse de combattre une révolution faite au nom de principes qui étaient les siens; il accueille, au contraire, à Barcelone don Manuel Cortina, que lui députait la junte de Madrid pour lui offrir la régence. Christine, désarmée et voulant au moins conserver les apparences du pouvoir, nomme Espartero président du conseil sans portefeuille (16 septembre). Les Cortès sont dissoutes. Enfin, voyant son impopularité sans remède, la reine mère, qui était secrètement mariée à l'un de ses gardes, Ferdinand Munoz, abdique la régence et se retire en France (12-17 octobre 1840).

Régence et chute d'Espartero (1841-1843).— Six mois après, le 8 mai 1841, les deux Chambres réunies des Cortès confèrent au duc de la Victoire la régence définitive. Espartero était arrivé au moment critique de sa carrière. Sa popularité était immense; mais serait-elle durable? Brave soldat, honnête homme, mais général médiocre et politique peu clairvoyant, il se compromet comme à plaisir. Au lieu d'appeler au ministère les hommes les plus aimés et les plus capables, Cortina et Olozaga, il prit pour chef du cabinet un de ses amis intimes, Antonio Gonzalès, et mécontenta par des mesures maladroites tout le parti *progressiste*. Encouragés par les divisions des vainqueurs, les *modérés* firent appel aux armes. Les généraux O'Donnell, Diégo Léon, Concha, insurgèrent Pampelune et tentèrent d'enlever Madrid au nom de Marie-Christine

(5-7 octobre); mais ils échouèrent et durent chercher un refuge en France. Diégo Léon fut pris et fusillé.

Espartero se crut affermi au pouvoir pour toujours; dès lors il fit bon marché de la constitution, et s'abandonna aux conseils de deux favoris, les généraux Zurbano et Linage. Les avertissements ne lui manquèrent cependant pas. A la suite d'un vote de défiance des Cortès, le ministère Gonzalès dut se retirer et faire place à un cabinet présidé par le général Rodil, ancien compagnon d'armes du régent.

Cependant un parti républicain s'était formé en Catalogne, à Barcelone, le vieux foyer des résistances fédérales contre la domination unitaire de la Castille. Le 25 octobre 1841, les Barcelonais voulurent démolir la citadelle. Un mois après, le général Van Halen étouffa le mouvement. Un second pronunciamiento républicain eut lieu le 13 novembre 1842, sous la direction de don Juan de Carsey, du général Durando et du colonel Amettler. Les Cortès étaient alors réunies à Madrid et se montraient hostiles au gouvernement. Espartero les proroge après huit jours de session (14-22 novembre 1842) et va rejoindre Van Halen, resté maître de la forteresse de Montjuich, qui domine Barcelone. Bombardée, écrasée par les projectiles, la capitale de la Catalogne voit rentrer le régent dans ses murs (4 décembre 1842).

De retour à Madrid, le duc de la Victoire croit n'avoir plus rien à ménager et dissout les Cortès (3 janvier 1843). Alors les modérés, les républicains et une partie des progressistes se coalisent contre lui, et les élections font surgir une majorité qui lui est hostile. D'abord le régent semble se résigner. Il laisse tomber le ministère Rodil et charge Lopez de former un nouveau cabinet (9 mai 1843). Mais celui-ci, d'accord avec le congrès, ayant voulu faire proclamer une amnistie générale, Espartero s'y refuse. Lopez donne sa démission (19 mai). A une déclaration des Cortès en sa faveur, le régent répond en les dissolvant (26 mai 1843).

Alors Malaga s'insurge, puis Grenade, Barcelone, Séville, Valence, Murcie. Tandis qu'Espartero marche sur Valence, les insurgés, conduits par les généraux Aspiroz, Narvaez et le colonel Prim, s'avancent sur Madrid. En vain Zurbano et Seoane, fidèles au régent, essayent de leur barrer le passage à *Torreon de Ardoz* (22 juillet 1843). Leurs soldats les abandonnent. Seoane est pris, Zurbano se sauve; les vainqueurs entrent à Madrid. Le 24 juillet, le ministère Lopez rentre en

fonctions. Espartero, qui, avec l'aide de Van Halen, avait inutilement bombardé Séville, quitté par tous ses soldats, dut s'embarquer à Cadix et se réfugia en Angleterre¹.

Majorité d'Isabelle. Ministère Lopez et Olozaga. Rappel de Marie-Christine (1843). — Le régent avait été renversé par une coalition du parti avancé, dirigé par Lopez, Olozaga, Cortina, et du parti de Marie-Christine, dirigé par les généraux Narvaez, O'Donnell et Concha. Le premier acte des vainqueurs fut de proclamer la majorité de la jeune reine Isabelle, qui n'avait que quatorze ans²; ensuite ils se divisèrent. Les *Christinos*, qui avaient la majorité dans les deux Chambres, et dont le chef, le général Narvaez, possédait la faveur d'Isabelle, voulaient rappeler la reine mère. Lopez, fatigué de leur résister, donna sa démission (novembre 1843).

Son successeur fut Olozaga, homme d'une éloquence et d'une énergie rares. Pour le renverser, ses adversaires eurent recours à une odieuse machination. On l'accusa d'avoir, dans la nuit du 28 novembre 1843, forcé la reine, en lui tenant la main, à signer le décret de dissolution des Cortès. Attaqué par Gonzalès Bravo, Pidal, Martínez de la Rosa, mais soutenu par Cortina et Lopez, le ministre, dans un discours admirable d'indignation et de fierté, repoussa l'accusation. Quelques semaines plus tard, le masque était jeté : Olozaga et Lopez fuyaient, déguisés, en Portugal. Madrid était en état de siège; deux cent treize progressistes étaient fusillés ou pendus, et Gonzalès Bravo, devenu ministre, rappelait Marie-Christine, qui remontait au pouvoir (décembre 1843³).

1. Rentré quelques années plus tard en Espagne, Espartero quitta définitivement la vie militaire en 1856. Il se retira dans la ville de Logrono et y mourut à quatre-vingt-six ans au mois de janvier 1879. Don Joaquín Baldomero Fernández Espartero y Alvarez était né le 27 octobre 1793 à Granatula (province de Ciudad Real).

2. Barcelone, où dominait l'esprit républicain, s'insurgea, ainsi que Palamos et Reus, à la voix de Degollada et des colonels Amettler et Baigès (septembre-novembre 1843). Mais la ville fut de nouveau bombardée par le général Sanz; Baigès périt dans une sortie, et Barcelone dut capituler (21 novembre 1843).

3. Pour la suite de l'histoire d'Espagne, voir, chapitre xxxi, le paragraphe intitulé *Mariages espagnols*. Exiliée de nouveau, et définitivement cette fois, après la révolution de 1854, Marie-Christine se retira en France, au Havre, où elle possédait, en vue de la mer, sur le coteau de Sainte-Adresse, une magnifique villa, qui a pris son nom. Marie-Christine est morte le 22 août 1878.

CHAPITRE XXVIII.

Progrès des Anglais et des Russes en Asie.

Les Anglais en Asie. L'Inde; sa situation géographique. — Aspect du sol, climat, productions, caractère des habitants. — Conquêtes des Anglais dans l'Inde au dix-huitième siècle. — Destruction de l'empire du Mysore. Mort de Tippou-Saïb (1799). — Premières guerres contre les Mahrattes (1802-1805). — L'influence anglaise s'étend à l'ouest et au nord. — Soumission des Mahrattes (1818). Les deux guerres contre les Birmans (1824-1825, 1852). — Occupation d'Aden, de Malacca et de Singapour (1826-1829).

Les Russes en Asie. Le Caucase, la Mer Caspienne, le Turkestan, la Sibirie. — Colonisation de la Sibirie. Conquête de la Circassie (1799-1859); Schamyl. — Attaque de Khiva (1841-1854). — Alliance de la Russie et de la Perse. Siège de Hérat par les Persans (1838). — Les Anglais dans l'Afghanistan. Dost-Mohammed; défaite des Anglais (1840-1842). — Le Pendjab et les Seikhs Runjeet-Singh. Conquête de Lahore (1845-1849).

Les Anglais en Chine. Guerre de l'opium (1840). Traité de Nankin. (1842).

Les Anglais en Asie. L'Inde; sa situation géographique. — Dans l'Asie méridionale s'étend, au sud de l'immense plateau du Thibet, la chaîne des monts *Maldia*¹, qui renferme les plus hauts pics du globe. Des flancs de ces montagnes, toujours couvertes d'épaisses forêts, jaillissent deux fleuves, le *Sind*² et la *Ganga*³; ils décrivent, le premier vers le sud-ouest, le second vers le sud-est, deux arcs de cercle prodigieux, qui dessinent, en se développant, les contours de l'Hindoustan. Sorti du mont *Dhawalagiri*, le *Sind* arrose d'abord le délicieux paradis de *Cachemire*; il s'étend ensuite à travers le pays des *Seikhs* et la plaine de *Lahore*, recueillant à peu près au même endroit toutes les rivières du pays : le *Djélam*, le *Tchenab*, le *Ravee*, le *Sutledge*, qui, s'inclinant tous vers le fleuve, donnent au *Pendjab* la forme d'un vaste éventail arrondi par le haut. Poursuivant sa route vers le sud, le *Sind* se jette dans l'Océan par plusieurs embouchures.

La *Ganga* est plus considérable encore : elle est le fleuve sacré de l'Inde, le fleuve par excellence. Elle coule entre la chaîne du *Maldia* et celle du *Windhya*, entre les hautes vallées du *Népaul* et du *Boutan* au nord, les plateaux du *Dekkan*

1. L'Himalaya. — 2. L'Indus. — 3. Le Gange.

au sud, arrose le *Rohilcund* et le royaume d'*Oude*, reçoit la *Gogra*, qui vient de *Lucknow*, la *Djumna*, qui vient de *Delhy*, d'*Agrah* et d'*Allahabad*; elle-même, la Gânga, passe à *Bénarès*, *Patna* et *Moorshedabad*. Ensuite elle forme un delta considérable, et, tandis que son bras le plus oriental vient se terminer non loin de *Dacca* et de l'embouchure du *Brahmapoutra*, son bras le plus occidental, l'*Houghly*, arrose la capitale du *Bengale*, *Calcutta*.

Entre l'embouchure de la Gânga et celle du Sind descend la double chaîne des *Ghâties orientales* et des *Ghâties occidentales*, qui forme la presqu'île indienne, les pays de *Gwalior*, de *Nagpou*, des *Mahrattes*; les côtes d'*Orissa*, de *Carnatic* et de *Coromandel* à l'est, celles de *Malabar* et de *Travancore* à l'ouest. Très large si on la traverse au nord, de *Djagernat* à *Bombay*, la péninsule se rétrécit en s'avancant vers le sud; déjà bien moins considérable entre *Yanaon* et *Goa*, elle est plus étroite encore de *Pondichéry* à *Calicut*, et vient se terminer en pointe au cap *Comorin*, en face de la belle île de *Lanka*¹.

Aspect du sol, climat, productions, caractère des habitants. — Berceau de la race européenne, l'Inde est un des plus beaux pays du monde. Sa fertilité est merveilleuse : les végétaux, sous la double action du soleil et de l'humidité, y atteignent des proportions gigantesques. Mais sur cette terre de promesse « l'homme est courbé, prosterné sous la toute-puissance de la nature. C'est un pauvre enfant sur le sein de sa mère, faible et dépendante créature, gâté et battu tour à tour, moins nourri qu'enivré d'un lait fort pour lui. Elle le tient languissant et baigné d'un air humide et brûlant, parfumé de puissants aromates. Sa force, sa vie, sa pensée, y succombent. Pour être multiplié à l'excès, et comme dédaigneusement prodigué, l'homme n'en est pas plus fort : la puissance de vie et de mort est égale dans ces climats. A Bénarès, la terre donne trois moissons par an; une pluie d'orage fait d'une lande une prairie. Le roseau du pays, c'est le bambou, de soixante pieds de haut; l'arbre, c'est le figuier indien², qui d'une seule racine donne une forêt. Sous ces immenses végétaux vivent des monstres. Le tigre y veille au bord du fleuve, épiant l'hippopotame, qu'il atteint d'un bond de dix toises; ou bien un troupeau

1. Ceylan.

2. Le baobab.

d'éléphants sauvages vient en fureur à travers la forêt, pliant, rompant les arbres à droite et à gauche. Cependant des orages épouvantables déplacent des montagnes, et le choléra-morbus moissonne les hommes par millions.

« Ainsi, rencontrant partout des forces disproportionnées, l'homme, accablé par la nature, n'essaye pas de lutter; il se livre à elle sans condition. Il prend et reprend encore cette coupe enivrante où Çiva verse à pleins bords la mort et la vie; il boit à longs traits¹, il s'y plonge, il s'y perd; il y laisse aller son être, et il avoue, avec une volonté sombre et désespérée, que Dieu est tout, que tout est Dieu, qu'il n'est rien lui-même qu'un accident, un phénomène de cette unique substance. Ou bien, dans une patiente et fière immobilité, il conteste l'existence à cette nature ennemie, et se venge par la logique de la réalité qui l'écrase. » (MICHELET.)

La faiblesse du peuple indien rendait la conquête de son pays facile aux Européens. Les diamants et les pierreries de Golconde, l'ivoire formé des dents d'éléphant, les riches fourrures des animaux sauvages de l'Himalaya et du Dekkan, l'ébène et le bois de santal de toutes les forêts de la presqu'île, les soieries de Cachemire, les toiles de Madapolam et de Madras, les cannes à sucre, le riz, le café, les végétaux de toute sorte qui abondent sur les bords des fleuves et les côtes de la mer, devaient exciter naturellement la convoitise des Occidentaux : Portugais, Hollandais, Danois, Français, avaient essayé successivement de s'établir dans l'Inde. A la fin du dix-huitième siècle, les Anglais avaient réussi à la conquérir.

Conquêtes des Anglais dans l'Inde au dix-huitième siècle. — C'est en 1600, sous le règne d'Élisabeth, qu'avait été créée la Compagnie anglaise des Indes orientales. Au dix-septième siècle, elle avait fondé trois établissements principaux : au Fort William, à l'embouchure du Gange, à Bombay, près de l'île de Salcette, dans une autre petite île sur la côte occidentale, et à Madras, sur la côte orientale de l'Hindoustan. Du siècle suivant date la fondation de l'empire britannique aux Indes. En 1757, à la suite de la mort affreuse des prisonniers anglais, que le nabab de Moorshedabad, Surajah-Dowlah, avait

1. Les bouddhistes font consister le suprême bonheur dans l'anéantissement. Aussi recommandent-ils à l'homme l'inaction, la contemplation, la vie solitaire, la macération des sens. « Que l'Être existant par lui-même anéantisse pour moi, en récompense de ma dévotion, la nécessité de renaitre ! » s'écrie le roi Douchmanta au dernier acte du drame indien de Sacountala.

tait jeter dans le *Trou Noir*, où ils périrent presque tous étouffés en une nuit, le colonel Clive était venu débarquer au Bengale. Sa grande victoire de *Plassey* fit passer cette riche province sous la domination anglaise. Dès lors les succès furent rapides¹. Le Grand Mogol, dans son palais de Delhy, ne fut bientôt plus qu'un pensionnaire de la Compagnie des Indes.

Destruction de l'empire du Mysore. Mort de Tippou-Saïb (1799).— Ces premières conquêtes avaient été l'œuvre de Clive et de Warren Hastings : lord Wellesley, gouverneur général de 1797 à 1804, les étendit considérablement. Un musulman énergique et habile, Haïder-Ali, avait fondé dans le Mysore, au sud de la presqu'île indienne, un puissant empire. Son fils Tippou-Saïb l'agrandit (1780), résista d'abord victorieusement aux Anglais avec le secours de Suffren et soutint contre eux deux guerres (1780-84, 90-92). Vaincu dans la seconde, il s'adressa de nouveau à la France. Ce souverain musulman et absolu implora le secours de la Convention. Seringapatam, la capitale de Tippou, eut son club des Jacobins, et on y planta un arbre de la liberté. Mais la France était trop loin et trop occupée pour soutenir son allié. En vain il envoya une ambassade à l'île de France (1798).

L'année suivante, au moment où Bonaparte, maître de l'Égypte, attaquait la Syrie, les Anglais entreprirent contre Tippou une guerre d'extermination. Trois armées venues du Malabar, du Carnatic et de Bombay envahirent à la fois le Mysore par l'ouest, l'est et le nord. Vaincu le 6 mars à *Seedersseer*, au bord du Cavery, Tippou fut assiégé dans *Seringapatam*, sa capitale, et périt sur la brèche le 4 mai. Son cadavre, criblé de balles, reconnu par ses enfants, fut déposé dans le tombeau d'Haïder-Ali, son père, au milieu d'une touffe de cyprès.

Premières guerres contre les Mahrattes (1802-1805).— Entre les monts Windhya, au sud du Gange, et les Ghâtes, à l'ouest de la presqu'île, s'étendait une population énergique, les Mahrattes, dont Poonah était la capitale. Débarrassé de Tippou-Saïb, contre lequel ils avaient été ses alliés, lord Wellesley les attaqua : les divisions de leurs princes les perdirent. En vain Scindiah et Holkar, d'abord ennemis, se réconcilièrent et mirent à la tête de leurs troupes des officiers français. Atta-

1. On peut voir, pour les détails des conquêtes des Anglais aux Indes pendant le dix-huitième siècle, l'*Histoire générale* de M. Chevallier, chap. xxxi, pages 580-585.

qués par sir Arthur Wellesley, frère du gouverneur général, et plus tard si célèbre sous le nom de Wellington, vaincus sur tous les points, aux bords du Gange, sur la côte, dans la presqu'île, chassés de Delhy et d'Agrah, qui reçurent garnison anglaise, les deux chefs mahrattes furent obligés de signer le traité de *Surdji-Audjengam* : ils durent céder la province de *Kuttak* avec le port de *Balassore*, qui donnait aux Anglais toute la côte entre Calcutta et Madras, la province de *Guzerate* à l'intérieur, renoncer à toute intervention dans les affaires du Grand Mogol et renvoyer les Européens qu'ils avaient pris à leur service (1803).

Holkar, qui avait pour capitale *Djeypour*, au sud-ouest de Delhy, reprit les armes six mois après. Il fut partout vaincu (1803-1805), et dut, par le traité de *Bhurtpour*, ouvrir aux Anglais ses forteresses. Ceux-ci étaient dès lors les véritables maîtres de la vallée du Gange; ils dominaient en réalité à Delhy; déjà ils avaient pris la moitié du royaume d'Oude (1805).

L'influence anglaise s'étend à l'ouest et au nord.— Lord Minto, gouverneur général de 1805 à 1813, rejeta en 1808 au delà du Sutledge les Seikhs, qui, sous leur chef Runjeet-Singh, maîtres de *Lahore* et du *Pendjab*, voulaient déborder sur l'Inde. Le traité d'*Umritsur* (1809) fixa au Sutledje la limite de leur empire. Le gouverneur entra en relations avec Caboul et le schah de Perse : il craignait une tentative des Russes, alors alliés de Napoléon, contre l'Inde anglaise; une ambassade extraordinaire était venue de France à Téhéran. Le schah promit, en échange d'un subside annuel, de fermer le passage aux Russes. L'influence britannique s'étendit donc à l'ouest jusqu'à la Mer Caspienne, à l'Euphrate et au Caucase. Au sud, en 1811, lord Minto enleva Batavia, dans l'île de Java, aux Hollandais, devenus les sujets de la France; cette île resta entre les mains des Anglais jusqu'en 1814.

Soumission des Mahrattes (1818). Les deux guerres contre les Birmans (1824-1825, 1852).— Lord Moira, marquis d'Hastings, gouverneur général de 1813 à 1823, chassa les *Ghourkas*, habitants du *Népaul*, du territoire compris entre le *Sutledge* et la *Gôgra*. Après deux ans d'une guerre acharnée dans les montagnes, sur une ligne de deux cents lieues, les *Ghourkas* durent mettre bas les armes et recevoir un agent britannique à *Katmandou* (1814-1816). En même temps, l'île de Ceylan, cédée par les Hollandais en 1802, était conquise sur les indigènes.

Tous les chefs mahrattes, Holkar, Scindiah, Émir-Khan, prince des Pindarrys, Apad-Saheb, rajah de Nagpour, reprirent les armes en 1817. Enveloppés de toutes parts par les armées anglaises, ils furent écrasés, après une résistance désespérée, et dépouillés de leurs États. La presque totalité, entre le cap Comorin, le Gange et l'Indus, appartenait aux Anglais (1818).

Quelques années plus tard, à l'est de l'Inde, les Anglais attaquèrent l'empire des Birmans. En 1824 et 1825, ils s'emparèrent des bouches de l'*Iraouaddy* et forcèrent les Birmans, après la bataille de *Prôme*, à leur céder *Arakan*, *Mergui*, *Taway*, *Yeh*. Vingt-cinq ans après, en 1852, les Anglais prendront *Martaban*, *Rangoun*, *Pégou*, *Prôme* et toutes les provinces méridionales de l'empire. Dès lors la Birmanie sera privée de toute communication directe avec la mer.

Occupation d'Aden, de Malacca et de Singapour (1826-1839). — A l'ouest, les Anglais se sont emparés en 1839 d'*Aden*, en Arabie, dans l'Yémen, sur la Mer d'Oman, et, plus récemment, de la petite île de *Périm*, au point le plus resserré du détroit de Bab-el-Mandeb, entre la côte d'Abyssinie et celle d'Arabie : cette position commande l'entrée de la Mer Rouge. A l'est, ils ont occupé, sur la route de Chine, *Malacca* en 1826 et *Singapour* en 1836.

Située dans une île, à l'extrémité méridionale de la péninsule de Malacca, cette dernière ville est séparée par un étroit bras de mer de l'île de Sumatra. Singapour, à l'embouchure d'une rivière, s'élève en amphithéâtre sur une riante colline ombragée de muscadiers et de palmiers. Elle renferme aujourd'hui plus de 400,000 habitants, la plupart Chinois ou Malais ; son commerce annuel s'élève à 425,000,000 de francs. Presque aux portes de la ville commencent les forêts vierges, avec leurs réseaux de lianes et leurs sauvages habitants, tigres, singes, serpents.

La situation de Singapour en fait une des positions maritimes les plus importantes de l'univers : c'est là que les vaisseaux venus d'Europe par Suez, Aden, Bombay, Pointe-de-Galle (dans l'île de Ceylan), ou de l'Inde par Calcutta et Madras, se croisent avec les navires arrivant de Californie, du Japon, de la Chine, des îles espagnoles et hollandaises. Singapour est à six jours de navigation de Hong-Kong ; il y a quatre jours de Hong-Kong à Chang-Haï, quatre également de Chang-Haï à Yokohama.

Par Aden et Périm d'un côté, Singapour de l'autre, les An-

glais commandent ainsi, à l'ouest, la route d'Europe, et à l'est la route de Chine, c'est-à-dire qu'ils sont les véritables maîtres de l'Orient.

Les Russes en Asie. Le Caucase, la Mer Caspienne, le Turkestan, la Sibérie. — Un immense bloc de montagnes entrelacées les unes dans les autres, déchirées par des ravins profonds dans lesquels tombent en mugissant des torrents formés par la neige, s'étend sans interruption de la Mer Caspienne à la Mer Noire : c'est le *Caucase*, la barrière que la nature a posée entre deux mondes. Si du haut des montagnes vous vous tournez vers le midi, vous aurez devant vous les verts plateaux de l'Arménie, d'où le Tigre et l'Euphrate jaillissent pour aller baigner Mossoul, Bagdad et Bassorah ; si vous vous tournez vers le nord, vous n'apercevrez à perte de vue que les immenses steppes de l'empire russe, dont de rares villages interrompent seuls l'aspect monotone, entre le Don et le Volga. Dans ces montagnes habitent des hommes d'une beauté et d'une force remarquables, d'un courage à toute épreuve, de mœurs farouches, mais trop peu nombreux pour fermer l'entrée de leurs retraites aux conquérants que le Nord envoie contre eux.

Si, parvenu à l'extrémité orientale du Caucase, au cap Apchéron, vous traversez la Mer Caspienne, en laissant à gauche le côté septentrional de cette mer, les bouches du *Volga*, le port d'*Astrakan* et l'embouchure de l'*Oural*, vous vous trouvez dans le *Turkestan*. Là se rencontrent ou plutôt se rencontraient dans la partie méridionale les États des khans de *Balk*, *Boukhara*, *Samarcande*, *Khokand* ; au centre est le pays de *Khiva* ; au nord, l'immense savane couverte de hautes herbes habitée par les *Kirghis* ou *Kaisacks* de la Grande Horde, peuple nomade de hardis cavaliers.

En avançant encore vers le nord, on se trouve dans la *Sibérie*. Les monts *Oural*, qui contiennent de riches mines de cuivre et de platine, la séparent de l'Europe ; une prodigieuse chaîne de montagnes l'isole, au sud, du reste de l'Asie. Au nord, elle s'étend indéfiniment, descendant avec l'*Obi*, l'*Iénisséi*, la *Léna*, jusqu'à l'Océan Arctique, voisin du pôle, jusqu'au pays des neiges et des glaces éternelles. A l'est, elle forme la presque île du *Kamtchatka*, entre la mer d'*Okhotsk* et le Grand Océan, prolongée vers l'Amérique et la presque île d'*Alaska* par les îles *Aléoutiennes*, vers l'Asie et le Japon par les îles *Kouriles*, vers l'empire chinois par l'île de *Tarrakai*.

Colonisation de la Sibérie. Conquête de la Circassie (1799-1839) ; Schamyl. — La plupart des contrées que nous venons de décrire appartiennent aujourd'hui aux Russes. Dès le temps de Pierre le Grand, ils possédaient une partie de la Sibérie ; au dix-huitième siècle, sous Catherine II, ils y avaient bâti *Tobolsk, Omsk, Tomsk, Krasnoïarsk, Irkoutsk et Yakoutsk*. Ils avaient le port d'*Okhotsk*, au nord de la Chine, et ils étaient établis au Kamtchatka, où ils fondèrent *Pétropavlovsk*.

A la fin du dix-huitième siècle, ils franchirent le Caucase. En 1799, ils s'emparèrent de la *Géorgie* et de *Tiflis* ; en 1801, ils eurent la *Gourie* ; de 1803 à 1804, la *Mingrétie* et l'*Imérétie*, au bord de la Mer Noire. En 1813, après une première guerre contre la Perse, le traité de *Gulistan* leur donna, le long de la Mer Caspienne, le *Daghestan*, au nord du Caucase, avec le port de *Derbent*, le *Chirvan*, au sud des montagnes, avec le port de *Bakou*. Après une seconde guerre, en 1828, le traité de *Tourkmanchaï* leur valut l'*Arménie*, avec *Ériwan*.

Mais le *Caucase* même n'était pas soumis. Au centre des montagnes, le prophète Schamyl soutint pendant vingt-cinq ans (1834-1839) une lutte héroïque contre les envahisseurs ; plus d'un bataillon russe, fusillé par les *Tcherkesses* ou écrasé sous les rochers lancés du haut des montagnes, trouva la mort dans les défilés. En 1839, attaqué par le général russe Grabbe et cerné dans la grotte d'*Akalcho*, Schamyl, après avoir repoussé quatre assauts, descendit dans un précipice à l'aide d'une échelle de cordes et franchit à la nage le torrent du *Koysou*, sauvé par les siens, qui se firent tuer pour protéger sa fuite. En 1842, il fit éprouver aux Russes, qui avaient voulu l'attaquer à *Dargo*, un véritable désastre. Il lutta ainsi jusqu'en 1859 ; enfin, fait prisonnier, il fut interné à *Kalouga*.

Attaque de Khiva (1844-1854). — Pendant ce temps, les Russes s'emparaient du *Turkestan*. La première colonie cosaque fut établie sur l'*Irtisch* en 1824. On occupa ensuite le pays placé entre la *Mer Caspienne* et le *lac d'Aral*. Les Russes y établirent des routes, creusèrent des puits, construisirent des forts. Les vallées de l'*Amou-Daria* et du *Syr-Daria*, qui tous deux se jettent dans ce lac, furent abordées ; le khan de *Khiva* sur l'*Amou-Daria*, fut attaqué en 1844. Le général Perowski, parti d'*Orenbourg* avec 7,500 hommes, s'enfonça dans le *Turkestan*. Mais il fut surpris par une bourrasque ; la terre fut bientôt couverte de neige ; le vin et l'eau-de-vie gelèrent. Les Russes furent

obligés de battre en retraite par une température de 40 degrés au-dessous de zéro et perdirent la moitié de leur armée ; ils revinrent en 1854 et réussirent à pénétrer dans la ville, mais sans s'y établir définitivement.

En 1846, les Kirghis de la Grande Horde se placèrent sous le protectorat russe, et une nouvelle province, celle de *Semiretch*, fut créée dans la vallée de l'*Ili*, avec *Viernoje* pour capitale.

Alliance de la Russie et de la Perse. Siège de Hérat par les Persans (1838). — Du *Sind* à l'*Amou-Daria* la distance est courte. Les Anglais et les Russes n'avaient plus entre eux que la Perse et l'*Afghanistan*. Lequel des deux adversaires parviendrait à dominer ces contrées ? Le schah de Perse, Feth-Ali, et son second fils Méhémet, monté sur le trône en 1834, firent alliance avec la Russie. Le czar les poussa à s'emparer de Hérat, la principale station entre la Mer Caspienne et le *Sind*, la capitale du *Khorassan*, dont Nadir-Schah disait : « Le *Khorassan* est le sabre de la Perse ; celui qui possède Hérat en a la poignée et peut être le maître du monde. » En 1838, les Persans attaquèrent *Hérat* ; mais le souverain de cette ville, *Khamrân-Mirza*, résista vigoureusement. Une diversion opérée dans le Golfe Persique par les Anglais, qui occupèrent *Karak* et *Bouchir*, força les Persans à battre en retraite. Ils ne furent pas plus heureux en 1856. De ce côté, la politique russe avait échoué.

Les Anglais dans l'Afghanistan. Dost-Mohammed ; défaite des Anglais (1840-1842). — Mais les Anglais, de leur côté, éprouvèrent un grand désastre dans l'*Afghanistan*. En 1826, un homme énergique, Dost-Mohammed, allié des Russes, régna à Caboul. Schah-Soudjah, qu'il avait détrôné, implora l'appui des Anglais et de *Runjeet-Singh*, sultan de *Lahore*. Par l'ordre de lord Auckland¹, le nouveau gouverneur général, une armée anglaise franchit le *Sind* le 17 février 1840, traversa le *Bélouchistan*, s'empara de *Candahar*, vainquit Dost-Mohammed, et le 7 août les cavaliers anglais, le sabre au poing, ramenèrent Schah-Soudjah à Caboul.

Cependant, au mois de novembre 1841, une insurrection générale éclata dans l'*Afghanistan*, à l'instigation du fils de Dost-

1. Lord Auckland avait remplacé en 1836 lord William Bentinck. Administrateur éclairé et humain, celui-ci avait ouvert dans l'Inde des voies de communication nouvelles, réformé la justice et amélioré le sort des indigènes (1823-1836).

Mohammed, Utkbar-Khan. Il y avait 6,000 Anglais à Caboul; le reste de leurs troupes se trouvait à Khélat, distant de 80 lieues, et à Candahar, éloigné de 200 lieues. La garnison de Caboul, refoulée dans la citadelle, décimée par les maladies, le froid et la famine, cernée de toutes parts, après une longue résistance (4^{er} novembre-25 décembre 1841), entra en négociations avec les assiégeants. L'assassinat du général sir William Mac-Nagten et du capitaine Trevor rompit les conférences. Il fallut pourtant capituler le 5 janvier 1842.

Au mépris de la convention, les Afghans poursuivirent sans relâche les troupes anglaises en retraite. Les cipayes indiens se débandèrent. A chaque instant, il fallait combattre; la terre était couverte de neige; on faisait à peine deux lieues par jour. Enfin, dans les défilés de Koord-Caboul, l'armée, attaquée des deux côtés du haut des montagnes sans pouvoir répondre, fut anéantie; cinquante-six hommes seulement purent forcer le passage. Bientôt il n'y en eut plus que douze; un seul, le docteur Brydon, put se sauver; vingt mille hommes avaient péri dans la retraite (13 janvier 1842).

Dans une expédition suivante, les Anglais vengèrent cet échec, sans essayer de s'établir une seconde fois en Afghanistan. Schah-Soudjah étant mort, ils relâchèrent leur prisonnier Dost-Mohammed, qui revint régner à Caboul. Il conquit Balk en 1850, signa en 1855 un traité d'alliance avec la Compagnie des Indes orientales et mourut en 1863¹.

Le Pendjab et les Seikhs. Runjeet-Singh. Conquête de Lahore (1843-1849). — Vaincus en 1842 dans l'Afghanistan, les Anglais prirent leur revanche en s'emparant de la vallée du Sind. Dans la partie méridionale, lord Ellenborough, successeur de lord Auckland, conquit en 1843 le Sindhy sur les Béloutchis. Au nord, entre le Sutledje et le Sind, s'étendait le *Pendjab*. Là dominaient les Seikhs, montagnards énergiques descendus de l'Hindou-Kouch: ils avaient pour chef Runjeet-Singh, « le vieux lion des cinq fleuves, » qui s'était emparé de Moultan, de Kachemire, de Peichawer (1818-1823), et qui, avec l'aide du général français Allard, avait organisé une armée de 80,000 hommes avec 350 pièces de canon.

1. Il avait désigné pour son successeur son fils préféré Sheer-Ali. Mais deux frères aînés de Sheer-Ali, Utzul-Khan et Aazum-Khan, se révoltèrent et le chassèrent en 1867. Sheer-Ali reentra pourtant en possession de Caboul en 1868, grâce à son fils Yakoub-Khan, qu'il jeta bientôt en prison.

A sa mort (27 juin 1840), son empire tomba dans l'anarchie. Provoqués par les Seikhs, les Anglais les attaquèrent, occupèrent *Lahore* et proclamèrent roi un enfant, fils adoptif de Runjeet (1845). Tout le pays se souleva en 1848. Mais, après les sanglantes batailles de *Chillianwalla* et de *Goudjrat*, les Seikhs furent anéantis; la mère du jeune roi s'enfuit dans le Népal; le *Pendjab* devint province britannique. Cette annexion fut le premier acte du nouveau gouverneur général lord Dalhousie (1849). Six ans après, il incorporera aux possessions britanniques le royaume d'*Oude*. Les Anglais posséderont dès lors tout l'intérieur de l'Inde jusqu'au pied de l'Himalaya, jusqu'aux plateaux du Thibet.

Les Anglais en Chine. Guerre de l'opium (1840). Traité de Nankin (1842). — A l'extrémité orientale de l'Asie, entre la Sibérie russe et l'Inde anglaise, s'étend un immense empire, « l'Empire du Milieu, » la Chine, à peine connue même aujourd'hui. Là coulent des fleuves immenses, le *Tukiang*¹, le *Yangtseu-Kiang*², le *Hoang-ho*³, le *Péi-ho*⁴, le *Sakhalian*⁵. La fertilité du sol est prodigieuse, la population innombrable. L'origine de cet empire se perd dans la nuit des temps. Quand l'Occident était barbare, les Chinois connaissaient l'imprimerie, la poudre à canon; ils bâtissaient des tours de porcelaine, ils écrivaient de longs poèmes; l'agriculture était chez eux florissante; les titres, les honneurs, étaient donnés aux lettrés, et ceux qui avaient passé les meilleurs examens devenaient *mandarins* ou gouverneurs de province. Mais là aussi des millions de misérables vivaient dans des cabanes de roseaux ou sur des barques, au milieu de la boue des fleuves; là on abandonnait et l'on abandonne encore les enfants pour se dispenser de les nourrir; on mutilait et on mutilait encore les pieds des femmes d'une façon barbare; soumis par les Tartares Mandchoux, abrutis par un despotisme inintelligent, les habitants de ces contrées étaient souples, dociles, mais rusés, de mauvaise foi, hypocrites, cruels.

Pendant des siècles, les Européens avaient été exclus de la Chine. A l'époque de Louis XIV, les jésuites y avaient été momentanément admis; ils avaient construit à Pékin une cathé-

1. Ou *Tigre*, qui passe à *Canton*.

2. Ou *Fleuve bleu*, qui passe à *Nankin*. — 3. Ou *Fleuve jaune*. — 4. Le *Péi-ho* ou *Fleuve blanc* passe à *Pékin* et à *Tien-tsin*. — 5. Ou *Fleuve noir*, nommé aussi fleuve *Amour* a été cédé aux Russes en 1858 (voir plus loin).

drale et un observatoire; quelques-uns d'entre eux avaient même été en faveur auprès des souverains du Céleste Empire comme mathématiciens et astronomes. L'un d'eux, le père Gaubil (Antoine, de Gaillac, né en 1689, mort en 1759 à Pékin) traduisit en français le *Chou-King*, recueil des historiens anciens de la Chine¹. Mais à la suite de dissensions intérieures, dans lesquelles ils furent impliqués, la Chine fut interdite aux missionnaires, comme à tous les *Barbares d'Occident*.

Toutefois, depuis cinquante ans environ, les Anglais, puissants dans les mers d'Asie, avaient entamé des relations avec l'*Empire du Milieu*. Ils introduisirent dans ce pays l'opium, c'est-à-dire le suc des pavots cultivés dans les Indes. Parmi les fumées de ce poison, le Chinois cherchait l'oubli et une volupté fatale à la fois à son intelligence et à ses sens. En 1839, la cour de Pékin, en présence des tristes effets de l'opium, en interdit l'importation. Les Anglais en vendaient alors pour 420 millions par an, et ils exportaient du blé à peu près pour la même somme. A Canton, 22,000 caisses d'opium furent jetées à la mer.

Les Anglais envoyèrent en Chine une flotte et 45,000 hommes sous les ordres de sir Georges Elliot. Cette expédition s'empara de Ting-Hao, dans l'île de Chusan. Alors les Chinois négocièrent pour gagner du temps. La lutte recommença bientôt. Canton et Amoy furent occupés; Ning-Pô et Chang-Haf eurent le même sort (1841). La flotte remonta le Yang-tseu-Kiang, prit Tching-Kiang-fou et parut devant Nankin.

Les Chinois effrayés cédèrent. Le 46 août 1842 fut signé le traité de Nankin. Les Anglais se faisaient céder l'île de Hong-Kong, près de Canton, obtenaient une indemnité de 24 millions de dollars (405,000,000 de francs) et l'accès pour les Européens dans les ports de Canton, Amoy, Fou-Tcheou, Ning-Pô et Chang-Hai. Deux ans après, en 1844, les Français, à leur tour, par le traité de Whampoa, étaient admis à jouir des bénéfices de la paix de Nankin et obtenaient le libre exercice du christianisme en Chine. Désormais l'Orient était ouvert.

1. Le Français Abel Rémusat (1788-1832) publia, en 1811, un *Essai sur la Langue et la Littérature chinoises*, en 1822, les *Éléments de la Grammaire chinoise*, et en 1836, l'*Histoire du Bouddhisme*. Professeur de chinois au Collège de France et membre de l'Académie des Inscriptions, il fut, avec Sylvestre de Sacy, le fondateur de la Société asiatique. L'Allemand Klaproth (né à Berlin en 1783, mort à Paris en 1835), orientaliste et voyageur, contribua aussi par ses travaux à faire connaître la Chine aux Européens.

CHAPITRE XXIX.

La Question d'Orient en 1840.

Constantinople et Alexandrie. — Importance de la Question d'Orient. — Réformes du sultan Mahmoud en Turquie. — Réformes de Méhémet-Ali en Égypte. — Conquête de la Syrie par les Égyptiens (1831-1832). Prise de Saint-Jean-d'Acre par Ibrahim (27 mai 1832). Bataille de Konieh (21 décembre 1832). — Intervention des Russes. — Paix de Kutayé (14 mai 1833). Traité d'Unkiar-Skélessi (8 juin 1833).

Nouvelle guerre entre l'Égypte et la Turquie (1839). Bataille de Nézib (24 juin). Mort de Mahmoud (1^{er} juillet). — Sympathies de la France pour le pacha d'Égypte. — Ministère du 12 mai 1839. Note des cinq puissances. — Guizot et Thiers. Ministère du 1^{er} mars 1840. — Politique de lord Palmerston. Rapprochement de la Russie et de l'Angleterre. Traité de Londres (15 juillet 1840). — Les Égyptiens sont chassés de la Syrie.

État de l'opinion publique en France; fortifications de Paris; préparatifs de guerre. — Politique pacifique du roi et de Guizot. Note du 8 octobre. Retraite de Thiers. — Ministère du 29 octobre 1840. — Soumission de Méhémet-Ali. — Traité des Détroits (18 juillet 1841). — Translation des cendres de Napoléon à Paris (15 décembre 1840).

Constantinople et Alexandrie. — « Celui qui régnerait à Constantinople, disait Napoléon en 1807, serait le vrai maître du monde. » C'est au bord de la mer, sur sept collines, que Constantin avait élevé la nouvelle capitale, destinée à remplacer la ville païenne des consuls et des empereurs. Jamais il n'y eut une situation plus heureuse, ni qui semblât mieux disposée pour recevoir la capitale d'un grand empire. Placée entre la Méditerranée et la Mer Noire, Constantinople possède l'entrée de toutes les deux; mais elle est protégée par la nature contre les attaques qui pourraient venir de l'une ou de l'autre. Elle tient les étroits passages par lesquels on pourrait pénétrer dans la Mer de Marmara, dans ce bassin arrondi à l'extrémité orientale duquel elle s'élève : à l'est, le Bosphore, à l'ouest, les Dardanelles. Au nord, elle est couverte contre toute agression par une double ceinture : des montagnes et un fleuve, les Balkans et le Danube. Elle est placée entre l'Europe et l'Asie, à la jonction de toutes les routes du nord et du sud, au confluent de l'Orient et de l'Occident. Elle est la route obligée du navigateur, du voyageur, du commerçant, ἄμφαλός, comme disaient les Grecs quand ils parlaient de leur ville

sainte de Delphes, le point central autour duquel tout l'ancien monde vient graviter.

Il y avait en Orient une autre ville presque aussi heureusement située : c'était le grand port de l'Égypte, Alexandrie. Il est placé à l'embouchure du Nil, entre l'Afrique et l'Asie, la Méditerranée et la Mer Rouge; tant que l'isthme de Suez n'était pas percé, c'était le passage obligé, la route de l'Inde en Europe, le caravansérail dans lequel toutes les nations s'étaient reposées à leur tour, depuis Alexandre jusqu'à Cléopâtre, César et Auguste, depuis Auguste jusqu'à Sélim, depuis Sélim jusqu'à Bonaparte.

Au début de ce siècle, Constantinople et Alexandrie font partie du même empire. Et ce n'est pas tout : cet empire s'étend de l'Adriatique à la Mer des Indes, des bords du Nil jusqu'à ceux du Jourdain, jusqu'à ceux de l'Euphrate, du Tigre, de l'Hèbre et du Danube. Les contrées les plus célèbres dans l'histoire du monde sont renfermées dans ses limites : l'Égypte et la Macédoine, la Thrace et l'Assyrie, l'Arabie et la Chaldée, l'Asie Mineure et la Palestine. Là se trouvent, debout ou ruinées, Smyrne et Tyr, Babylone et Ninive, Antioche et Bagdad, Palmyre et Médine, la Mecque et Jérusalem. Là, les sommets du Caucase et du Thabor, du Taurus et du Sinaï, de l'Horeb et du Liban, du mont Ararat et du mont Carmel, se renvoient l'un à l'autre les noms d'Homère et de Job, de Prométhée et d'Abraham, de Moïse et de Jésus-Christ. Que de religions, de poésies, de souvenirs ! Chaque pierre, chaque citerne, chaque grain de sable du désert, a son nom et son histoire. C'est, dans d'immenses proportions, les ruines chantées par Lucain : *Nullum est sine nomine saxum*.

Et pourtant cet empire si bien placé, qui par Constantinople, la Mer Noire, le Caucase et la Mer Caspienne, par Alep, l'Euphrate et le Golfe Persique, par Alexandrie et le détroit de Babel-Mandeb, possède les trois grandes routes militaires et commerciales de l'Occident en Orient, était tombé à son tour en pleine décadence. Les Turcs dégénérés s'étaient vu chasser de la Crimée et de la Bessarabie par les Russes; ils avaient perdu la Grèce; ils n'avaient plus sur les provinces du Danube (Moldavie, Valachie, Serbie) qu'une suzeraineté qui était sur le point de leur échapper. On prévoyait l'anéantissement prochain de leur puissance; toutes les nations de l'Europe avaient les yeux fixés sur eux, prêtes à se partager leurs dépouilles et attendant avec impatience le moment d'intervenir.

Importance de la Question d'Orient. — Deux peuples surtout étaient et sont encore intéressés dans la question : les Anglais et les Russes. Les Anglais, établis dans l'Inde, à Calcutta et Bombay, à Madras et Bénarès, sur le Gange et le Sind, au pied de l'Himalaya, y possèdent, dans l'Asie méridionale, un empire de 200 millions d'habitants, qui se continue à l'ouest, vers l'Arabie, par Aden; à l'est, vers la Chine, par Rangoun et Pégou, Singapour et Hong-Kong. Mais les Russes enveloppent l'Asie au nord dans toute sa longueur, des monts Ourals à l'extrémité du Kamtchatka, des steppes des Kirghis jusqu'aux frontières de la Chine. Ils sont établis dans le Turkestan, au sud de la Sibérie, à l'est de la Mer Caspienne; ils dominent au pied du Caucase, à Tiflis et Ériwan. Entre les Russes et les Anglais, entre la Circassie et l'Inde, s'étend l'Asie centrale, territoire neutre ou plutôt champ de bataille indirect que se disputent les deux nations. Si les Russes, maîtres de Constantinople, pouvaient déboucher par l'Anatolie et la vallée de l'Euphrate jusqu'en Perse, ils seraient aux portes de l'Inde et menaceraient l'empire colonial de l'Angleterre. Écarter les Russes du Bosphore, de la Mer de Marmara, des Dardanelles et de l'Archipel, soit en protégeant contre eux l'intégrité de l'empire ottoman, soit par tout autre moyen, tel est depuis un demi-siècle l'objet invariable de la politique britannique.

Réformes du sultan Mahmoud en Turquie. — Un homme énergique, Mahmoud, était devenu, en 1808, sultan des Turcs. Il avait compris que sa nation, en pleine décadence, ne pouvait résister aux Européens, qui l'entouraient de toutes parts, à moins d'une transformation radicale. Mais cette transformation était-elle possible en face des Russes intéressés à s'y opposer ? Pouvait-on brusquement changer les habitudes, la vie, les mœurs des Ottomans, les obliger à rompre sans transition avec un passé tant de fois séculaire, pour se plier aux idées de l'Occident ? En vain Mahmoud établit des écoles, fit rédiger un code, substitua le fez au turban, organisa des troupes à la française, se montra revêtu d'habits européens, s'embarqua à bord d'un vaisseau à vapeur : on ne transforme pas une nation par des édits. Aussi Mahmoud n'avait-il pu donner à ses sujets l'intelligence et la puissance nécessaires pour défendre leur empire. En 1812, il se vit enlever la Bessarabie; plus tard, la Serbie, la Moldavie et la Valachie devinrent à moitié indépendantes; la flotte musulmane fut détruite à Navarin; la Grèce s'affranchit du joug de la Porte (1829).

En exterminant les janissaires, en proscrivant les coutumes invétérées de ses sujets, « Mahmoud, dit un historien, n'avait réussi qu'à faire le vide autour de lui, et sa toute-puissance n'était plus que dans l'impuissance irrémédiable de son peuple. D'ailleurs, pour garder la Turquie, les Turcs manquaient. Sur une population de près de dix-sept millions d'habitants, on en aurait à peine compté sept millions, le reste se composant de Grecs, d'Arméniens, d'Arabes, de Juifs, etc., races que n'unissaient ni le lien des traditions historiques, ni celui de la religion, ni celui d'une langue commune... Un tel empire était évidemment à conquérir ou à partager. De quoi se composait-t-il, en effet? De la Moldavie et de la Valachie? mais déjà le protectorat russe les couvrait. De la Bulgarie? mais elle n'attendait plus qu'une occasion pour se soulever. De la Serbie? mais, entièrement chrétienne et fière d'une insurrection victorieuse, elle voulait vivre sous la domination d'un prince particulier. De l'île de Chypre? mais elle ne contenait qu'une centaine de Turcs, perdus dans une population de trente mille Grecs cypriotes. De la Syrie? mais elle était partagée entre des populations essentiellement diverses : ici, dans les villes du littoral, des chrétiens; là, dans la partie méridionale confinant au désert, des Arabes; dans les montagnes, les Druses, peuple idolâtre; sur le Liban, les Maronites, peuple catholique... Restait donc Constantinople, mise d'avance à la merci de toute flotte russe partie de Sébastopol. » (M. LOUIS BLANC, *Histoire de Dix ans.*)

Réformes de Méhémet-Ali en Égypte. — Pendant que l'empire turc se décomposait, une puissance nouvelle et redoutable s'élevait à côté de lui. Après l'évacuation de l'Égypte par les Français, ce pays avait été en proie à la confusion pendant plusieurs années; les débris des mameloucks, les Turcs, les Anglais, s'en disputèrent la possession. Un soldat albanais, Méhémet-Ali, homme énergique et ambitieux, s'empara du pouvoir par son habileté et obtint de la Porte le titre de vice-roi (1806). Paisible possesseur de l'Égypte après l'extermination des mameloucks (1811), il s'y rendit indépendant et maître absolu des biens et de la personne de ses sujets. Il se déclara propriétaire de toutes les terres du pays; les habitants ne furent plus dès lors que les fermiers de ses domaines. Avec l'aide d'un Français, le colonel Selve¹, qui prit le nom de Soliman-Pacha,

1. Le colonel Selve était fils d'un meunier de Lyon. Marin durant sept ans, et blessé à Trafalgar, il était lieutenant de hussards à Waterloo.

il organisa une bonne armée de 50,000 hommes. Son infanterie, habillée, exercée, disciplinée à l'euro péenne, apprit à se servir de la baïonnette, à se former en carrés, à charger par colonnes, à faire des feux d'ensemble. L'artillerie fut organisée avec soin. Des bois de construction furent réunis au Caire, à Alexandrie; avec l'aide d'officiers français et anglais, Méhémet-Ali se créa une marine militaire. Prodigue de la vie de ses sujets, qu'un ordre de sa bouche incorporait dans l'armée de terre ou embarquait sur la flotte, il s'était formé, en leur imposant de lourds impôts, un trésor considérable. Son fils Ibrahim-Pacha le secondait activement.

A l'Égypte le pacha avait ajouté, en Asie, l'*Hedjaz*, conquis sur les Wahabites (1812-1818), et en Afrique la *Nubie*, le *Kordofan*, le *Darfour*, et une portion de l'*Abyssinie*. La France avait pour Méhémet-Ali une prédilection marquée. « Elle lui savait gré de son goût pour le caractère français, de son penchant à nous imiter, de son empressement à nous servir. Et puis, c'était un homme nouveau, fils de ses œuvres, un élu des révolutions modernes. »

Conquête de la Syrie par les Égyptiens (1831-1832).
Prise de Saint-Jean-d'Acre par Ibrahim (27 mai 1832).
Bataille de Konieh (21 décembre 1832). — Mahmoud et Méhémet-Ali, le suzerain et le vassal, voulant, le premier relever la puissance turque, le second fonder aux dépens des Turcs un empire égyptien, devaient inévitablement se heurter l'un contre l'autre. La guerre éclata en 1831. Le pacha de Saint-Jean-d'Acre, Abdallah, s'opposa au transport des bois que Méhémet-Ali faisait couper sur le Liban pour construire des vaisseaux; il refusa l'extradition des *fellahs* qui s'étaient enfuis d'Égypte pour échapper au recrutement. Méhémet-Ali saisit avec empressement ce prétexte pour envahir la Syrie.

Une armée égyptienne, commandée par Ibrahim, franchit l'isthme de Suez, prit Gaza, Jaffa, et s'empara de Saint-Jean-d'Acre après six mois de siège (décembre 1831-mai 1832). Mahmoud envoya contre elle une armée turque commandée par Hussein-Pacha, l'exterminateur des janissaires; elle fut battue à *Homs*, près de Damas, et à *Beilan*, près des ruines d'Antioche (juin-juillet 1832). Maître de la Syrie, Ibrahim envahit l'Anatolie. Mahmoud envoya contre lui un nouveau général, le grand-vizir Réchid-Pacha. Ibrahim lui livra bataille à *Konieh*: 10,000 Égyptiens mirent en déroute 60,000 Turcs (21 dé-

cembre 1832). Ibrahim n'avait plus qu'un pas à faire pour entrer dans Constantinople.

Intervention des Russes. — Il était temps pour l'Europe d'intervenir. Si les puissances occidentales n'imposaient pas la paix à Méhémet-Ali et à Mahmoud, ce dernier, menacé par l'armée victorieuse d'Ibrahim, et désormais sans ressources, allait se jeter dans les bras de la Russie. L'empereur Nicolas attendait ce moment avec impatience ; il avait offert au divan cinq vaisseaux et sept frégates. Le 20 février 1833, cette escadre entra dans le Bosphore. L'ambassadeur français, l'amiral Rous-sin, de concert avec le représentant de la Grande-Bretagne, protesta énergiquement ; mais il n'obtint de la Porte le renvoi de l'escadre qu'en promettant par écrit que les Égyptiens n'entre-raient pas à Constantinople. Cependant, malgré les instances de l'ambassadeur français auprès d'Ibrahim, les Égyptiens avançaient toujours : déjà ils étaient maîtres de *Smyrne*. Mah-moud épouvanté eut recours une seconde fois aux Russes : 5,000 hommes furent débarqués par la flotte d'Odessa sur la côte d'Anatolie.

Paix de Kutayé (14 mai 1833). Traité d'Unkiar-Skélessi (8 juin 1833). — Vaincu par les représentations du négociateur français, M. de Varennes, Ibrahim avait consenti à traiter. Le 14 mai 1833, la paix de *Kutayé* donna au vice-roi d'Égypte toute la *Syrie*, c'est-à-dire les quatre pachalicks de *Saint-Jean-d'Acre*, *Tripoli*, *Alep*, *Damas*, avec le district d'*Adana* au delà du Taurus, c'est-à-dire avec l'entrée de l'Anatolie.

Cette paix ne laissait plus de prétexte aux Russes pour de-meurer sur le territoire ottoman ; mais, en partant, ils se mé-nagèrent les moyens de revenir. Le 8 juin 1833 fut signé entre le czar Nicolas et le sultan Mahmoud le traité d'*Unkiar-Skélessi*. « En conséquence, y était-il dit, du principe de conservation et de défense mutuelle qui sert de base au présent traité d'al-liance, et par suite du plus sincère désir d'assurer la durée, le maintien et l'entière indépendance de la Sublime Porte, Sa Majesté l'empereur de Russie, dans le cas où les circonstances qui pourraient déterminer de nouveau la Sublime Porte à ré-clamer l'assistance morale et militaire de la Russie viendraient à se présenter..., promet de fournir, par terre et par mer, autant de troupes et de forces que les deux parties contractantes le jugeraient nécessaire. » Un article secret ajoutait : « La Sublime Porte ottomane, à la place du secours qu'elle doit prêter au besoin, d'après le principe de réciprocité du traité

patent, devra borner son action en faveur de la cour impériale de Russie à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer, sous un prétexte quelconque. » La Russie maîtresse d'entrer dans la Mer Méditerranée par les Dardanelles pour aller attaquer Malte, Gênes, Toulon ; l'Angleterre, la France, toutes les nations occi-dentales, exclues de la Mer de Marmara et de la Mer Noire ; Constantinople devenant l'avant-poste de Sébastopol du côté de l'Europe et du côté de l'Asie : tels étaient les résultats contenus en germe dans ce traité.

Nouvelle guerre entre l'Égypte et la Turquie (1839). Bataille de Nézib (24 juin). Mort de Mahmoud (1^{er} juillet). — Vaincu par Méhémet-Ali, qu'il considérait comme un sujet rebelle, Mahmoud ne lui avait cédé qu'avec l'intention de tout reprendre. Malade, découragé, irrité de voir ses sujets soulevés contre lui par ses réformes, le sultan n'avait plus qu'un seul espoir : reprendre la Syrie aux Égyptiens. Il rassembla au pied du Taurus une armée de 60,000 hommes, sous les ordres d'Hafiz-Pacha. Le 21 avril 1839, six ans après la première guerre, les Turcs prirent l'offensive : leur avant-garde passa l'Euphrate à Bir, ville située à vingt-cinq heures d'Alep. Méhémet-Ali et son fils Ibrahim apprirent avec joie cette nou-velle. Le gouvernement français, alarmé des conséquences pro-bables d'une rupture, leur expédia un exprès pour les engager à entamer de nouvelles négociations ; mais il arriva trop tard. L'armée égyptienne, commandée par Ibrahim et Soliman-Pacha (Selve), marchait déjà en avant. Elle tourna les Turcs par une marche sur leur flanc gauche, à travers un défilé, qui fut franchi sans obstacle. Il y avait de chaque côté 40,000 hommes. Mais l'armée turque avait le dos tourné aux retranchements qui au-raient dû la protéger : elle fut mise en pleine déroute à la ba-taille de *Nézib* (24 juin 1839). Trois pachas y périrent. Les Égypt-iens firent 9,000 prisonniers ; 20,000 fusils et 104 pièces de canon étaient tombés en leur pouvoir. Mahmoud n'apprit pas sa défaite. Il mourut le 1^{er} juillet suivant, en répétant, dans les transports de l'agonie, le nom de Méhémet-Ali. Son fils Abdul-Medjid, jeune homme de seize ans, lui succéda. Au moment même où il montait sur le trône, le capitain pacha Achmet em-mena la flotte turque à Alexandrie et la livra aux Égyptiens.

Sympathies de la France pour le pacha d'Égypte. — La situation était grave. Aux termes du traité d'Unkiar-Skélessi,

les Russes allaient, s'ils n'étaient prévenus par les puissances occidentales, venir à Constantinople sous prétexte de défendre le sultan, en réalité pour s'emparer du Bosphore et des Dardanelles. Ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la France, ne pouvaient voir sans inquiétude les Russes maîtres de l'entrée de la Méditerranée. Que fallait-il donc faire pour s'y opposer ? Protéger soi-même le sultan contre Méhémet-Ali, répondaient les Anglais, et ôter ainsi tout prétexte à l'intervention moscovite. Mais en France la question paraissait moins simple : Méhémet-Ali y était populaire. Le gouvernement était obligé de tenir compte de cet état de l'opinion publique. D'ailleurs, la France, établie en Algérie, avait intérêt au maintien de la puissance du vice-roi d'Égypte, son voisin et son allié. La situation était très embarrassante. Les esprits ardents prétendaient qu'il y avait un moyen de concilier nos sympathies pour le vice-roi d'Égypte avec l'intégrité de l'empire ottoman, et même ce moyen était, disaient-ils, le seul efficace, le seul capable d'opposer une barrière solide à l'ambition du czar : c'était de placer Méhémet-Ali à Constantinople, de substituer aux Turcs, peuple vieilli, usé, en pleine décadence, les Égyptiens, peuple renouvelé, et qu'en France on croyait alors plein d'avenir. Mais pour cela il aurait fallu affronter une guerre européenne.

Ministère du 12 mai 1839. Note des cinq puissances. — Depuis le 12 mai 1839, un nouveau ministère était arrivé au pouvoir en remplacement du cabinet Molé ; il se composait du maréchal Soult, président, et de Teste, Schneider, Duperré, Duchâtel, Cunin-Gridaine, Dufaure, Passy, Villemain. Ce ministère se montra timide et indécis. L'Angleterre et lord Palmerston, son premier ministre, voulaient à la fois exclure les Russes de Constantinople et abaisser Méhémet-Ali, possesseur de l'isthme de Suez, c'est-à-dire de la grande route des Indes. Maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire l'empire turc tel qu'il existait, tel fut le but que se proposa la politique anglaise, et auquel le gouvernement français accéda. Mais il refusa d'aller aussi loin que le demandait lord Palmerston : celui-ci, dans la crainte d'une intervention russe, avait proposé, le 19 juin, de réunir les pavillons anglais et français pour forcer au besoin le passage des Dardanelles.

Le gouvernement français n'accueillit pas ces ouvertures : dès lors, il eut contre lui l'Angleterre. Toutefois, les profonds désaccords qui régnaient entre les puissances européennes ne se montraient pas encore au grand jour. Le 19 juillet 1839, la note

suyvante fut remise au divan au nom de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse : « Les cinq ambassadeurs soussignés, conformément aux instructions reçues de leurs cours respectives, se félicitent d'avoir à annoncer aux ministres de la Sublime Porte que l'accord des cinq puissances touchant la question orientale est certain, et ils prient la Sublime Porte, en attendant les fruits de leurs dispositions bienveillantes, de ne décider absolument rien sur la susdite question d'une manière définitive sans leur concours. »

Guizot et Thiers. Ministère du 1^{er} mars 1840. — Le ministère du 12 mai avait envoyé Guizot comme ambassadeur à Londres ; on espérait que l'auteur de l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre* serait bien accueilli. On lui témoigna de l'estime à Londres ; mais il n'y exerça qu'une faible influence. Gêné par les instructions qu'il recevait, et craignant d'ailleurs de voir la France en guerre avec l'Europe, il ne montra pas toute la fermeté nécessaire. Et pourtant l'opinion publique en France se prononçait de plus en plus énergiquement en faveur du vice-roi d'Égypte. Le cabinet du 12 mai, auquel on reprochait amèrement sa condescendance aux volontés de l'Angleterre, dut se retirer devant l'opposition des Chambres. Un nouveau ministère se forma, le 1^{er} mars 1840, sous la présidence de Thiers. Ce dernier était, comme ses prédécesseurs, partisan de l'alliance anglaise ; mais il aurait voulu pouvoir concilier le maintien de cette alliance avec l'appui prêté à Méhémet-Ali, et il ne désespérait pas d'amener un arrangement direct entre la Porte et le vice-roi.

Politique de lord Palmerston. Rapprochement de la Russie et de l'Angleterre. Traité de Londres (15 juillet 1840). — Malheureusement, il n'en fut rien. Lord Palmerston forma un plan qui devait avoir pour double résultat de soustraire la Porte au joug de la Russie, tout en abaissant Méhémet-Ali, l'allié de la France : c'était de se joindre aux Russes pour protéger le sultan et accabler l'Égypte ; de cette manière, l'intégrité de l'empire ottoman serait maintenue à la fois contre Méhémet-Ali et contre le czar : car l'intervention russe, combinée avec celle des Anglais, des Prussiens et des Autrichiens, cesserait d'être dangereuse pour l'Europe. En agissant ainsi, les Anglais croyaient avoir résolu très habilement la question dans leur intérêt ; ils devaient s'apercevoir de leur erreur treize ans plus tard. La Turquie, conservée à grand-peine en 1840, restera hors d'état de résister à l'attaque de ses voisins ; et

lorsque les Russes l'attaqueront, en 1853, le gouvernement britannique sera très heureux d'obtenir l'alliance française, sans laquelle il n'aurait pu sauver Constantinople et prendre Sébastopol.

Quoi qu'il en soit, lord Palmerston agit en grand secret, et, le 15 juillet 1840, sans avoir prévenu l'ambassadeur français Guizot, il signa avec la Prusse, la Russie et l'Autriche le traité de Londres. Aux termes de ce traité, on offrait à Méhémet-Ali l'administration héréditaire de l'Égypte, le pachalick de Saint-Jean-d'Acre et la possession de la Syrie méridionale sa vie durant; on lui ordonnait l'évacuation immédiate de l'Arabie, des villes saintes, c'est-à-dire de la Mecque et de Médine, de l'île de Candie et du district d'Adana. On lui accordait dix jours pour accepter ces conditions. S'il refusait, on lui enlevait le pachalick d'Acre; s'il tardait dix jours de plus, on devait lui ôter l'Égypte elle-même. Les quatre puissances s'engagèrent à le soumettre, au besoin, par la force. Ainsi on avait réglé les affaires d'Orient sans prendre la peine de consulter la France!

Les Égyptiens sont chassés de la Syrie. — Le 16 août, le traité de Londres fut notifié à Méhémet-Ali. « Je ne rendrai qu'au sabre, répondit le vice-roi, ce que j'ai acquis par le sabre. » Une flotte anglaise, autrichienne et turque, commandée par l'amiral Napier, se dirigea aussitôt vers la Syrie. Le 12 septembre, elle se présenta devant Beyrouth et bombarde la ville, qui fut évacuée par les Égyptiens. Le 2 novembre, Saint-Jean-d'Acre fut attaqué à son tour : un tiers de la ville fut détruit par les boulets; 2,000 personnes périrent. Hors d'état de résister plus longtemps, les Égyptiens évacuèrent la Syrie. La flotte française, restée d'abord immobile à Salamine, avait été ensuite rappelée à Toulon. « Il y a, disait Thiers pour expliquer cet ordre, des moments où les canons partent tout seuls. »

État de l'opinion publique en France; fortifications de Paris; préparatifs de guerre. — Cependant l'agitation produite en France par le traité de Londres avait été universelle et profonde. Entraîné par l'opinion publique, le ministère voulut d'abord résister à la coalition des puissances. La marine fut augmentée; tous les soldats en congé furent rappelés sous les drapeaux. Une loi fut votée pour entourer Paris d'une enceinte de remparts protégée par des forts, afin que, si la guerre était déclarée, et que les hasards des batailles amenassent une inva-

sion, on ne vit pas, comme en 1814, la prise de la capitale paralyser la résistance nationale. Les travaux furent commencés le 16 novembre. On entendit chanter la *Marseillaise* dans les rues de Paris; on demanda l'envoi d'une armée sur le Rhin. En Prusse et dans toute l'Allemagne, l'alarme fut vive. « L'agitation des cœurs, écrivait de Paris Henri Heine, s'accroît de moment en moment. Avec l'ardeur impatiente des Français, il est difficile de comprendre comment ils peuvent tenir dans cet état d'incertitude. Une décision, une décision à tout prix! Tel est le cri du peuple entier, qui croit son honneur offensé. Si cette offense est réelle ou imaginaire, je ne saurais en juger; la déclaration des Anglais et des Russes, qu'ils n'ont pour dessein que d'assurer la paix, ressemble à de l'ironie, au moment qu'à Beyrouth le tonnerre du canon soutient le contraire. » (*Lutèce.*)

Politique pacifique du roi et de Guizot. Note du 8 octobre. Retraite de Thiers. — Mais le roi Louis-Philippe s'effrayait à la pensée d'une guerre contre la Russie, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre réunies; Guizot, son ambassadeur à Londres, était du même avis. Le chef du cabinet, Thiers, ne s'aveuglait pas sur les dangers d'une guerre générale. Cependant il croyait que le meilleur moyen d'obtenir pacifiquement une solution conforme aux intérêts et à la dignité de la France était de traiter d'un ton ferme, et sans laisser voir de timidité. L'opinion publique le soutenait. Toutefois, comme il avait le roi contre lui, il dut céder peu à peu. Le 8 octobre, il envoya à Londres une note dans laquelle il déclarait que la France ne ferait pas de la question de la Syrie un *casus belli*, mais que si on voulait enlever l'Égypte au vice-roi, la France interviendrait par les armes pour le soutenir. En même temps, Thiers voulait que le roi, à l'ouverture des Chambres, demandât les crédits nécessaires pour porter l'armée à 500,000 hommes, et l'autorisation de mobiliser au besoin 300,000 gardes nationaux. Louis-Philippe refusa, et Thiers donna immédiatement sa démission.

Ministère du 29 octobre 1840. — Un nouveau ministère s'organisa le 29 octobre. Guizot, rappelé de Londres, devint ministre des affaires étrangères; les autres membres du cabinet furent le maréchal Soult, l'amiral Duperré, Martin (du Nord), Villemain, Duchâtel, Humann. Ce nouveau ministère représentait le parti de la paix. Mais ceux que mécontentait sa politique l'accusaient de vouloir *la paix à tout prix*; ils applaudissaient aux paroles de Thiers s'écriant: « Le discours de la cou-

ronne a dit que l'on espérait la paix ; il n'a pas dit assez : on est certain de la paix. En effet, pourquoi le cabinet du 29 octobre a-t-il remplacé le cabinet du 4^{er} mars ? Parce que le cabinet du 4^{er} mars n'a pu obtenir les mesures qu'il jugeait nécessaires, et qui pouvaient amener une guerre, non pas certaine, mais éventuelle. Le cabinet du 29 octobre, au contraire, veut la paix certaine, et il est sûr de l'avoir. » Quoi qu'il en soit, la question était résolue.

Soumission de Méhémet-Ali. — Abandonné à ses seules forces, Méhémet-Ali se soumit enfin. Le 27 novembre, il s'engagea à évacuer la Syrie et à restituer la flotte ottomane, à condition qu'on lui garantirait la possession héréditaire de l'Égypte. Le 12 février suivant, il reçut du sultan le *firman* d'investiture. Méhémet-Ali et ses descendants devaient avoir la possession héréditaire de l'Égypte, de la Nubie, du Sennar, du Kordofan et du Darfour. Méhémet-Ali ne devait pas, à l'avenir, augmenter son armée ni sa flotte sans l'autorisation du sultan ; il devait payer tribut. Le sultan se réservait la nomination des officiers égyptiens au-dessus du grade de colonel. Un second firman du 4^{er} juin 1844 régla les dernières questions qui n'avaient pas été résolues.

Traité des Détroits (13 juillet 1841). — Enfin, le 13 juillet 1841 fut signé le *traité des Détroits*, auquel la France prit part de concert avec la Russie, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre. Par ce traité, on reconnaissait à la Turquie le droit d'interdire l'entrée du Bosphore aux bâtiments de guerre de toutes les puissances. C'était annuler implicitement le traité d'Unkiar-Skélessi, qui accordait aux flottes russes la libre navigation des détroits. Ainsi, l'Angleterre avait réussi : l'intégrité de l'empire ottoman était maintenue ; la Russie n'avait pu réaliser ses espérances ; le vice-roi d'Égypte était abaissé ; la politique française avait subi un échec. Mais, en réalité, la question n'était qu'ajournée. La Turquie, maintenue intacte, n'en restait pas moins impuissante ; le czar conservait toutes ses forces et ses prétentions ; la défaite du pacha d'Égypte, en amoindrissant le seul élément capable de résistance en Orient, avait supprimé la barrière qui pouvait, dans l'avenir, contenir l'ambition moscovite. La question d'Orient se représentera dans quelques années. Que de sacrifices l'Angleterre et la France réunies seront obligées de s'imposer pour prolonger l'existence des Turcs, depuis le premier coup de canon tiré contre le port d'Odessa jusqu'au dernier qui retentira sur les ruines de Sébastopol ! Et encore, la

guerre d'Orient de 1854 à 1856, si coûteuse et si sanglante, ne fera-t-elle qu'ajourner une fois de plus la question pour vingt ans.

Translation des cendres de Napoléon à Paris (15 décembre 1840). — La question d'Orient avait été réglée sans la participation de la France ; son allié Méhémet-Ali avait été vaincu sans qu'on tirât l'épée pour le défendre. Les fortifications de Paris, une augmentation de l'armée de terre et de la flotte, quelques cris de colère dans les théâtres ou dans les rues, un vain échange de notes diplomatiques, le *Rhin français* d'Alfred de Musset en réponse au *Rhin allemand* de Becker : voilà à quoi se réduisit, dans la question d'Orient, le rôle de la France. Elle avait paru abaissée devant l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse. Aussi l'opinion publique était-elle irritée.

Le gouvernement de Louis-Philippe voulut l'apaiser par une mesure qu'il crut populaire. Avec l'autorisation de l'Angleterre, un des fils du roi, le prince de Joinville, alla à bord de *la Belle-Poule* chercher à l'île Sainte-Hélène les cendres de l'empereur Napoléon. Le 15 décembre 1840, elles arrivèrent à Paris, et furent transportées, au milieu d'une foule immense, à l'Hôtel des Invalides. Les noms des victoires remportées par celui dont on ramenait les restes étaient dans toutes les bouches : on oubliait trop qu'Austerlitz et Friedland avaient été précédés du Dix-huit brumaire et suivis de Waterloo. Les poètes, les historiens, les orateurs, cédaient à l'enivrement général ; une légende se formait autour du nom de l'empereur. Quelques rares esprits plus clairvoyants, comme Auguste Barbier, l'auteur des *Iambes*, protestaient seuls contre les éloges enthousiastes qu'on décernait à sa mémoire, et comprenaient que ce culte irréfléchi pouvait amener pour la France de grands périls et de lamentables désastres dans l'avenir. Lamartine s'était écrié à la Chambre des députés : « Ne séduisons pas l'opinion d'un peuple qui comprend bien mieux ce qui l'éblouit que ce qui le sert. Gardons-nous de lui faire prendre en mépris ces institutions moins éclatantes, mais mille fois plus populaires, et pour lesquelles nos pères sont morts après avoir tant combattu... J'ai peur, je l'avoue, qu'on ne fasse trop dire ou penser au peuple : « Voyez, au bout du compte, il n'y a de populaire que la gloire, il n'y a de moralité que dans le succès ; soyez grand et faites tout ce que vous voudrez ; gagnez des batailles et faites-vous un jouet des institutions de votre pays. »

CHAPITRE XXX.

Les Français en Algérie (1850-1848).

L'Algérie. Aspect, description, population. Difficultés de la conquête. Son importance.

Les Français en Afrique. Les généraux Clauzel, Berthezène, Savary, Voirol (1830-1834). — Drouet d'Erion, premier gouverneur général. Abd-el-Kader, émir de Mascara. Traité du 26 février 1834. — Désastre de la Macta (26 juin 1835). — Le maréchal Clauzel. Prise de Mascara et de Tlemcen (1835-1836). Victoire de la Sikkak (5 juillet 1836).

Premier siège de Constantine (novembre 1836). — Darnémond et Bugeaud. Traité de la Tafna (1^{er} juin 1837). — Second siège et prise de Constantine (6-13 octobre 1837).

Le maréchal Valée. Passage des Portes de fer. La guerre recommence avec Abd-el-Kader (1839). — Défense de Mazagran (février 1840). Combat du col de Mouzaïa (12 mai 1840). — Bugeaud, gouverneur général (1841). Prise de la smala (16 mai 1842).

Guerre contre les Marocains. Bataille de l'Isly (13 août 1844). — Bou-Maza. Affaires des grottes du Dahra et de Sidi-Brahim (1845). — Le duc d'Anmale, gouverneur général (1847). Soumission d'Abd-el-Kader (28 décembre 1847).

L'Algérie. Aspect, description, population. Difficultés de la conquête. Son importance. — Entre l'île de Malte et le détroit de Gibraltar, la Mer Méditerranée forme un bassin quadrangulaire, dont l'Italie et l'Espagne occupent les côtés; au nord la côte de France en forme le fond; au sud s'étend le littoral africain, qui regarde à droite la Sardaigne, à gauche les îles Baléares. C'est sur ce littoral, entre l'empire de Maroc et la régence de Tunis, que se trouve comprise l'Algérie. La capitale du pays, Alger, avec son port et ses batteries, se dresse en amphithéâtre au-dessus du rivage redoutable sur lequel vinrent se briser, en 4541, les flottes de Charles-Quint. À l'ouest d'Alger, on trouve Cherchell, Tenez, Mostaganem, Arzew, le port d'Oran et la vaste rade de Mers-el-Kébir; à l'est, Dellys, Bougie, Djigelly, Collo, Stora, Philippeville, Bône, l'antique Hippone de saint Augustin, et les riches pêcheries de perles de la Calle. Entre Alger et Oran, la côte s'abaisse graduellement et se déprime en descendant vers le sud-ouest; entre Alger et Bône, les montagnes escarpées du Djurjura viennent baigner dans la mer leurs flancs taillés à pic et inabordables.

Si l'on sort de Alger, et que, tournant le dos à la Méditerranée,

on s'avance dans l'intérieur des terres, on traverse d'abord une vaste plaine fertile en blé, en céréales de toute sorte, et qui, dans les temps anciens, était avec l'Égypte le grenier de Rome. Mais devant soi on voit se dresser des montagnes; elles se replient à droite et à gauche en arcs-boutants, viennent rejoindre la mer et forment la ceinture demi-circulaire du Tell, du pays des moissons: c'est la chaîne de l'Atlas, le mont qui porte le ciel, disaient les Grecs pour donner une idée de sa hauteur. De ses pentes couvertes de forêts sortent de maigres filets d'eau, changés l'hiver en torrents¹. Si l'on s'engage dans un des cols profonds qui traversent les montagnes, on se trouve dans la région des dattes et des *chotts* ou étangs salés²; plus au sud encore s'étend indéfiniment l'immense plaine de sable du Sahara, dont quelques oasis viennent seules interrompre l'uniformité.

Tel était le pays dont la Restauration avait entrepris la conquête pour venger une injure faite à l'honneur national. Lorsque éclata la révolution de Juillet, le pavillon français avait remplacé le drapeau du dey sur les murs d'Alger, les pirates avaient disparu; mais au sud et à l'ouest, dans la province d'Oran, les Arabes nomades étaient maîtres des plaines dans lesquelles ils erraient, transportant de lieu en lieu leurs tentes et leurs troupeaux; dans les villes, en particulier à Constantine, des beys placés sous la suzeraineté nominale de la Sublime Porte gouvernaient une population mêlée de Turcs et de Maures, de Juifs et de Berbères. Enfin, à l'est, les Kabyles étaient indépendants dans leurs villages, suspendus comme des nids d'aigles au bord des précipices, au milieu des montagnes.

Pour soumettre toutes ces populations énergiques et jalouses de leur indépendance, les Français avaient à lutter non seule-

1. Ces cours d'eau sont, en allant de l'est à l'ouest: l'Oued *Medjerda*, qui finit en Tunisie, l'Oued *Mafrag*, la *Seybouse*, qui arrose Guelma et Bône (ces deux rivières se jettent dans le golfe de Bône); l'Oued *Safsaf*, qui se jette dans la mer à Philippeville; l'Oued *Kébir*, grossi de l'Oued *Rummel*, qui arrose Constantine; l'Oued *Sahel*, qui arrose Aumale et se jette dans la mer à Bougie; l'Oued *Sebaou* et l'Oued *Isser*, qui arrosent la Kabylie; l'Oued *Harach* et l'Oued *Chiffa*, qui traversent la plaine de la Métidja, le premier à l'est, le second à l'ouest d'Alger; le *Chélif*, le cours d'eau le plus considérable de l'Algérie, qui coule du sud et au nord, puis de l'est à l'ouest, passe à Taguin, Boghar et Orléansville, et atteint la mer au nord-est de Mostaganem; le *Sig*, qui passe à Sidi-bel-Abbès, et qui, réuni avec l'Oued *Hammam*, forme la *Macta*; enfin la *Tafna*, grossie de l'*Isly*, à l'ouest, et de la *Sikkak*, à l'est.

2. Les plus importants sont les *Chotts Melghir* et *Grurnis*, dans le département de Constantine, et le *Chott-el-Chergui*, dans le département d'Oran.

ment contre les hommes, mais encore contre les ardeurs d'un climat brûlant et contre des obstacles matériels qui surgissaient devant eux à chaque pas : absence de routes, manque d'eau et de vivres, montagnes dans lesquelles une poignée d'hommes peut arrêter une armée, plaines immenses et inconnues à travers lesquelles il fallait poursuivre un ennemi insaisissable, aussi prompt à se rallier et à tomber sur des hommes isolés qu'à fuir devant les colonnes réunies ; terre de feu et de lions. Mais si la conquête était difficile, le prix en devait être beau. Soumise, l'Algérie deviendrait une seconde France en face de la mère patrie, à quarante-huit heures de Marseille et de Toulon : dès lors, malgré Malte et Gibraltar, la Méditerranée occidentale serait un lac français. Les blés algériens, les fruits, les bois de construction, tous les produits de cette riche terre nous appartiendraient. A ces considérations s'en joignit une autre, qui décida le gouvernement de Juillet à poursuivre la conquête de l'Algérie : c'était un moyen d'occuper l'attention, de donner à la France cette gloire militaire qu'elle aime tant, de la consoler de son rôle peu actif dans les affaires générales de l'Europe.

Les Français en Afrique. Les généraux Clauzel, Berthezène, Savary, Voirol (1830-1834). — Au moment même où la révolution de Juillet éclatait en France, le maréchal Bourmont faisait occuper *Oran*, à l'ouest d'Alger, et *Bône*, à l'est ; ces deux villes ouvrirent leurs portes sans résistance. En apprenant ce qui s'était passé à Paris, le maréchal alla rejoindre la branche aînée dans l'exil : on lui donna pour successeur le général Clauzel (2 septembre). Bloqué dans Alger par les Arabes et les Kabyles, auxquels notre inaction pendant plusieurs mois avait rendu toute leur hardiesse, Clauzel comprit qu'il était indispensable de prendre l'offensive. Pour augmenter un peu ses forces, il organisa les *spahis* (cavaliers indigènes) et les *zouaves*, qui furent d'abord des Kabyles de la tribu des *zouaoux*. Provoqué par Bou-Meyrag, bey de Titteri, au sud d'Alger, il marcha contre lui avec 8,000 hommes ; il le chassa de Blidah et arriva au pied de l'Atlas, après avoir traversé la plaine de la Métidja. Le col de Mouzaïa fut franchi après un brillant combat, et *Médéah* fut occupé. On y plaça un nouveau bey, allié de la France.

Promu au grade de maréchal de France, le général Clauzel quitta l'Algérie pour venir siéger dans la Chambre des députés,

où l'envoyaient les électeurs de Rethel. Il fut remplacé par le général Berthezène¹, qui ne resta qu'un an en Algérie (janvier-décembre 1834). Tout ce qu'il put faire, avec 9,000 hommes à peine sous ses ordres, fut d'aller à *Médéah* porter secours au bey qu'y avait placé son prédécesseur, et de battre au retour les Arabes, qui voulaient lui barrer le passage, au col de *Mouzaïa*.

Le général Savary², duc de Rovigo, envoyé pour le remplacer (1834-1833), augmenta l'armée par la création des tirailleurs indigènes, des chasseurs d'Afrique, de la légion étrangère ; il environna le territoire français d'une ligne de postes fortifiés, appelés *Blockhaus*, et remporta des succès sur les Arabes à *Koléhah* et à *Bouffarick*.

Après lui, le général Voirol organisa les bureaux arabes, composés d'officiers comprenant la langue du pays, et chargés de servir d'intermédiaires entre l'administration française et les chefs indigènes. Il fit aussi commencer les premières routes autour d'Alger. *Bougie*, port important sur la côte, entre Alger à l'ouest et *Bône* à l'est, fut enlevé aux Kabyles en 1833 par le général Trézel. Bien qu'isolé et entouré de tribus hostiles, ce port fut énergiquement gardé par le commandant Duvivier.

Drouet d'Erlon, premier gouverneur général. *Abd-el-Kader*, emir de Mascara. Traité du 26 février 1834. — Le 22 juillet 1834, une ordonnance donna à l'ancienne régence d'Alger le nom de *Possessions françaises dans le nord de l'Afrique*. Le général Drouet d'Erlon fut investi des pouvoirs civils et militaires, et porta le premier le titre de gouverneur général. Il allait avoir à lutter contre un terrible adversaire. *Abd-el-Kader* était né en 1807, dans la tribu des Haschems. De bonne heure, sa piété et son courage le firent distinguer par les Arabes, qui lui donnèrent le titre de *marabout* ou de saint et d'emir ou de prince. Il entreprit, jeune encore, le pèlerinage de la Mecque, comme tout bon musulman doit le faire. Un vieillard de cette ville lui prédit sur le tombeau du prophète de hautes destinées. En 1832, il se mit à la tête des Arabes de Mascara. La plupart des tribus voisines se soumièrent à sa prépondérance.

1. Berthezène (Pierre), né en 1776, mort en 1847.

2. Savary (René), né près de Vouziers en 1774, mort en 1833. Il ne faut pas le confondre avec Julien Savary, officier en 1793 sous les ordres de Kléber, et auteur des *Guerres des Vendéens et des Chouans contre la République*. Un troisième Savary (Nicolas), né à Vitry en 1750, mort en 1788, frère de Julien, a voyagé en Orient, composé des *Lettres sur l'Égypte*, une *Vie de Mahomet*, etc.

Les chefs qui lui étaient contraires durent se soumettre ou bien furent mis à mort ou contraints à la fuite. Il attaqua Tlemcen et Mostaganem, dont la population turque s'était mise, depuis la prise d'Ager, sous la protection de la France. Le général Desmichels, gouverneur d'Oran, intervint aussitôt et vint occuper Arzew.

Toutefois, comme les forces dont il disposait étaient peu considérables, il entra en négociations avec Abd-el-Kader. Deux de ses officiers d'ordonnance allèrent signer avec l'émir le traité du 26 février 1834, aux termes duquel il conservait tout ce qu'il avait conquis. Abd-el-Kader, qui était campé sur le Sig, voulut emmener les négociateurs français à Mascara, sa capitale, pour leur donner le spectacle de sa puissance. « La petite armée d'Abd-el-Kader se composait d'environ 3,000 chevaux ; elle se mit en marche au son d'une musique étrange. Lui, monté sur son cheval, que quatre nègres lui avaient amené, prit plaisir pendant quelque temps à le faire bondir dans la plaine... De nombreuses salves de mousqueterie annonçaient son approche, et, pour le préserver des rayons du soleil, un de ses officiers portait à côté de lui un parasol en drap d'or, pendant que, armés de petits sabres et couverts de boucliers, des gladiateurs charmaient par leurs combats non sanglants l'ennui de la route. Après plusieurs heures de marche, qui firent passer sous leurs yeux de riches vallons, des sites riants et d'immenses forêts d'oliviers, les envoyés français arrivèrent à Mascara, dont les habitants, avec leurs burnous surmontés de capuchons blancs ou noirs, leur apparurent, suivant l'expression du commandant de Thorigny, « comme autant de moines à l'œil ardent et à la physionomie sauvage. » (M. L. BLANC, *Histoire de Dix ans.*)

Désastre de la Macta (26 juin 1835). — Cependant la souveraineté de la France n'était pas reconnue dans le traité : on avait négocié avec Abd-el-Kader d'égal à égal. Le comte Drouet d'Erlon désavoua le général Desmichels. Envoyé à Oran à la place de ce dernier, le général Trézel ne put empêcher l'émir d'occuper Milianah et Médéah. Il marcha contre lui avec 2,300 hommes et le rencontra à quarante kilomètres d'Oran. Les Arabes étaient six fois plus nombreux que les Français. Après la mort du colonel Oudinot, il fallut battre en retraite et s'engager dans une voie étroite, sur une longue et mince colonne, entre les marais qui bordent la *Macta* et des collines boisées. On éprouva un second échec. Si les Arabes perdirent

3,000 hommes, 400 Français eurent le même sort. Leurs cadavres furent mutilés par les cavaliers d'Abd-el-Kader, qui revinrent à leurs douars en portant triomphalement au bout de leurs yatagans les têtes des soldats français (26 juin 1835).

Le maréchal Clauzel. Prise de Mascara et de Tlemcen (1835-1836). Victoire de la Sikkak (5 juillet 1836). — Le maréchal Clauzel¹ fut aussitôt envoyé en Algérie pour remplacer Drouet d'Erlon. Accompagné du duc d'Orléans, il partit d'Oran avec 10,000 hommes, le 26 novembre 1835. Abd-el-Kader l'attendait entre l'*Habra* et le *Sig*, appuyé à des bois et à des hauteurs escarpées. Il en fut délogé par une attaque impétueuse. Les Arabes découragés n'osèrent défendre leur capitale. L'émir, auquel les siens n'obéissaient plus, quitta précipitamment *Mascara*. Le 29, pendant la nuit, les Français y entrèrent. La ville était déserte; on n'y trouva qu'une vieille femme accroupie sur des nattes : Abd-el-Kader avait mis le feu à sa capitale avant de la quitter.

On ne jugea pas possible de la conserver, d'autant plus qu'avec leur mobilité ordinaire les Arabes étaient revenus sous les drapeaux de leur chef. Celui-ci, pour rétablir son prestige, avait attaqué les Kouloughlis² de Tlemcen, alliés fidèles de la France. Clauzel alla les secourir et débusqua Abd-el-Kader de son camp (13 janvier 1836) ; 500 hommes furent laissés dans la citadelle de Tlemcen, sous les ordres du commandant Cavagnac. Un camp retranché fut commencé à l'embouchure de la Tafna, pour relier Tlemcen avec Oran et la mer. Abd-el-Kader voulut à la fois troubler les travaux et enlever Tlemcen. Il réussit un moment à rompre les communications entre le camp et la place, et bloqua dans le camp la colonne du général d'Arlandes. Cependant le général Bugeaud³, envoyé au même endroit avec des renforts, reprit bientôt l'offensive. Deux fois, par de rapides expéditions, il ravitailla Tlemcen. L'émir déclara que « ce Français était un renard, et son armée un serpent. » Le 5 juillet 1836, Bugeaud marchait de nouveau en avant, forçant le passage de la *Sikkak* (affluent de la Tafna sur la rive droite) et acculait à un ravin l'armée d'Abd-el-Kader, qui fut taillée en pièces ou précipitée à bas des rochers, Bu-

1. Clauzel (Bertrand), né à Mirepoix en 1772, mort en 1842.

2. On appelle ainsi en Algérie les habitants nés de l'union des Turcs avec les femmes arabes.

3. Bugeaud (Thomas-Robert de la Piconnerie), né à Limoges en 1784, mort en 1849.

geaud entra triomphant dans Tlemcen, où Cavaignac n'avait pas cessé un moment de se maintenir.

Non moins heureux que son lieutenant, le maréchal Clauzel, après avoir vaincu les Kabyles au col de Mouzaïa, avait fait construire par le génie, en cinq jours, une route de 16 kilomètres, praticable pour les voitures, aboutissant au sud de Médéah.

Premier siège de Constantine (novembre 1836). — La France avait dans l'Algérie orientale un ennemi aussi dangereux qu'Abd-el-Kader à l'ouest, le bey de Constantine, Ahmed. Autrefois vassal du dey d'Alger, Ahmed était, depuis 1830, tout à fait indépendant. Il comptait, en cas d'attaque, sur la protection de la Turquie et du bey de Tunis. Il se fit aussi à la force de Constantine. Cette ville, la Cirta des Numides, avait été deux mille ans plus tôt la capitale de Masinissa et de Jugurtha. Le maréchal Clauzel vint en France demander l'autorisation de l'attaquer; elle lui fut accordée par le cabinet Thiers, qui lui promit 30,000 hommes. Mais dans l'intervalle Thiers tomba et fut remplacé par le comte Molé, qui ne se montra pas aussi favorable à cette entreprise. Trompé dans son attente, Clauzel ne put réunir à Bône que 9,000 soldats et 3 batteries. On était au mois de novembre; la pluie tombait jour et nuit par torrents¹; la neige couvrait les montagnes; on manquait de bœufs, de mulets, de moyens de transport. Après sept jours d'une marche pénible, pendant laquelle on vit des hommes mourir de froid, on arriva aux portes de la ville.

« Le 24 novembre 1836, à midi, *Constantine* se dressa tout à coup aux yeux des soldats, protégée par un ravin d'une profondeur immense, au fond duquel mugissait l'oued Rummel, et qui présentait pour escarpe et contrescarpe un roc taillé à vif. » Pour arriver jusqu'à la porte, il fallait traverser à découvert un pont étroit et long sur lequel plongeaient les feux de la place. La ville n'était abordable que d'un seul côté, au sud, dans la direction opposée à celle par laquelle arrivaient nos troupes; les pluies avaient tellement détrempé le sol, qu'il était impossible d'y faire mouvoir les canons. Toutes les attaques échouèrent; le commandant Richepanse fut tué, le général Trézel blessé. Épuisés de faim, de froid, manquant de cartouches, nos soldats durent battre en retraite. 300 hommes formaient l'arrière-garde; enveloppés par 6,000 Arabes, ils se

1. L'un des endroits où l'on campa reçut le nom de *Camp de la boue*.

formèrent en carré, à la voix du commandant Changarnier¹, et se firent jour à la baïonnette (24 novembre 1836). A la suite de cet échec, le maréchal Clauzel fut rappelé.

Damrémont et Bugeaud. Traité de la Tafna (1^{er} juin 1837).

— Le général Damrémont fut nommé gouverneur. Le général Bugeaud, envoyé à Oran, y entra, par l'intermédiaire d'un juif nommé Durand, en relations avec Abd-el-Kader. On voulait faire la paix avec lui, afin de tourner contre Constantine toutes les forces disponibles. Une entrevue fut projetée entre le général et l'émir. Elle eut lieu le 1^{er} juin 1837 sur les bords de la Tafna. Arrivé le premier au rendez-vous, à la tête de 4,000 soldats, Bugeaud attendit longtemps Abd-el-Kader, qui voulut par ce retard constater aux yeux des Arabes sa supériorité. Le général perdit patience et vint le trouver. Ils discutèrent longtemps, assis sur le gazon. « L'entretien fini, le général Bugeaud s'était levé, et l'émir restait assis. Blessé au vif, le général français le prit alors par la main, et l'attirant à lui d'un mouvement brusque : « Mais relevez-vous donc ! » Les Français furent charmés de cette inspiration d'une âme impérieuse et intrépide, et les Arabes laissèrent percer leur étonnement. Quant à l'émir, saisi d'un trouble involontaire, il se retourna, sans proférer une parole, sauta sur son cheval et regagna les siens. En même temps on entendit une puissante clameur, que les échos prolongèrent de colline en colline. *Vive le sultan!* criaient avec enthousiasme les tribus. Un violent coup de tonnerre vint ajouter à l'effet de cette étrange scène; et, se glissant dans les gorges des montagnes, les Arabes disparurent. » (M. L. BLANC, *Histoire de Dix ans.*)

Aux termes du traité conclu dans cette entrevue, Abd-el-Kader reconnaissait la souveraineté de la France. Nous devions posséder Alger, le Sahel, la plaine de la Métidja, Mostaganem, Mazagan, Oran, Arzew, et leurs territoires; tout le reste du pays était reconnu à l'émir, auquel on rendait Titteri et Tlemcen. Il ne nous donnait comme compensation que 30,000 fanègues d'orge, mesure d'Oran, autant de froment et 5,000 bœufs.

Second siège et prise de Constantine (6-13 octobre 1837).

— Tranquille du côté d'Oran, le gouverneur général Damrémont se mit à la tête d'une seconde expédition contre *Constantine*. Il partit de Bône avec 13,000 hommes, sous les ordres des généraux Valée, Perrégaux, Rohault de Fleury, Trézel, Rulhières,

1. Changarnier (Théodule), né à Antun en 1793, mort en 1877.

et du duc de Nemours. Le 6 octobre 1837, on arriva en vue de la place. Ben-Aïssa, lieutenant d'Ahmed, dirigeait la défense, tandis que le bey lui-même tenait la campagne avec 9,000 cavaliers pour inquiéter l'armée. Malgré la pluie, la tempête, le feu de l'ennemi, on s'empara du plateau et du cimetière de Koudiat-Aty, qui dominaient la ville au sud. Après quatre jours de bombardement, la place fut sommée de se rendre. Ben-Aïssa répondit : « Nous avons beaucoup de provisions de guerre et de bouche; si les Français en manquent, nous leur en enverrons. Nous ne savons ce que c'est qu'une brèche ou une capitulation; mais nous défendrons à outrance notre ville et nos maisons; et tant qu'un de nous sera vivant, les Français ne prendront pas Constantine. » Le général Darnémont fixa l'assaut au lendemain. Auparavant il voulut examiner encore une fois la brèche, pour voir si elle était praticable. S'étant avancé à découvert sur le plateau de Koudiat-Aty, il fut tué par un boulet de canon; le général Perrégaux, son chef d'état-major, qui se trouvait auprès de lui, ayant voulu relever son cadavre, fut atteint mortellement d'une balle à la tête. Le lieutenant-général d'artillerie Valée prit aussitôt le commandement.

Le lendemain vendredi, 13 octobre, nos troupes montèrent à l'assaut en trois colonnes, sous les ordres du lieutenant-colonel Lamoricière et des colonels Combes et Corbin. A sept heures, les tambours donnent le signal. Les zouaves s'élancent au pas de course, malgré la fusillade; Lamoricière les conduit. Le capitaine Garderens plante le drapeau tricolore sur la brèche; la ville est envahie. Tout à coup retentit une explosion formidable : une mine vient d'éclater sous les pieds des assaillants. Jeté à dix pas par l'explosion, Lamoricière reste sans blessure; mais le colonel Combes est frappé à mort. Turcs et Arabes s'enfuient, se précipitent du haut des murailles dans les ravins. Constantine est au pouvoir des Français. Le bey Ahmed, à cheval sur une hauteur voisine, assistait à la chute de sa capitale; il versa des larmes et s'éloigna. Le général Valée devint maréchal de France et gouverneur de l'Algérie.

Le maréchal Valée. Passage des Portes de fer. La guerre recommence avec Abd-el-Kader (1839). — Maître de Constantine, le nouveau gouverneur voulut affermir la puissance

française en Algérie par un déploiement de forces militaires capable de frapper les yeux et l'imagination des Arabes. Accompagné du duc d'Orléans, il alla par l'intérieur du pays de Constantine à Alger, en passant par Sétif et en traversant le Petit Atlas au défilé du *Biban* où des *Portes de fer* : on appelle ainsi un col étroit dominé par des rochers à pic d'une hauteur prodigieuse. Les indigènes n'essayèrent pas d'en interdire l'accès à nos troupes (octobre-novembre 1839).

La France n'avait plus qu'un ennemi redoutable : Abd-el-Kader. Il prétendit qu'en franchissant les Portes de fer les Français avaient violé le traité de la Tafna, et il reprit les armes à la fin de l'année 1839. Partout il avait prêché la guerre sainte, et, pour exciter davantage la ferveur des Arabes, il avait fait vendre sur la place publique de Mascara, sa capitale, ses bijoux et ceux de sa famille, dont il versa le prix dans le trésor destiné à combattre les infidèles. Les Kabyles se joignirent à lui. Plusieurs détachements français furent assaillis et massacrés sur différents points. Tous les centres habités par les colons furent menacés.

Défense de Mazagran (février 1840). Combat du col de Mouzaïa (12 mai 1840). — Au mois de février 1840, l'émir marcha sur Mostaganem avec son infanterie régulière et les contingents de quatre-vingt-deux tribus. A quelque distance de la ville s'élevait sur une hauteur le petit village de *Mazagran*. 123 chasseurs de la 10^e compagnie du 4^e bataillon d'Afrique y étaient retranchés dans un marabout avec une pièce de campagne, sous les ordres du capitaine Lelièvre. 12,000 Arabes se ruèrent sur eux pendant quatre jours sans pouvoir triompher de leur héroïque résistance (2-5 février 1840). Une sortie de la garnison de Mostaganem, sous les ordres du lieutenant-colonel Dubarrail, contribua à les dégager. Ce combat eut un immense retentissement en France et électrisa le courage de nos soldats.

Le maréchal Valée, grâce aux renforts envoyés de la métropole, avait à sa disposition 65,000 combattants. Il voulut punir Abd-el-Kader de son agression. Auparavant il fit occuper Cherchell, à l'ouest d'Alger, en reprèsailles de la destruction par les Kabyles d'un bâtiment français retenu par le calme dans ces parages (15 mars 1840); ensuite il partit de Blidah avec 40,000 hommes, accompagné des ducs d'Orléans et d'Aumale, franchit la Chiffa, dégagea Cherchell, où le commandant Cavainac était bloqué par les Kabyles, et arriva au pied de l'Atlas.

1. Valée (Sylvain-Charles, comte), né à Brienne en 1773, mort en 1846.

L'émir avait concentré toutes ses forces au col de *Mouzaïa*. Il fallut gravir la montagne de rocher en rocher, au risque d'être précipité dans les abîmes, sous le feu d'un ennemi auquel on ne pouvait pas répondre, et qui tenait ferme à chaque plateau. Pourtant nos colonnes d'attaque, conduites par Duvivier, Lamoricière, Changarnier et le duc d'Orléans, débusquèrent successivement l'ennemi de toutes ses positions. Ce brillant combat eut lieu le 12 mai. Cinq jours plus tard, l'armée française était maîtresse de *Médéah*. Le 8 juin, de nouveaux succès lui ouvrirent les portes de *Milianah*. Il fallut, au retour, livrer encore des combats acharnés.

Bugeaud, gouverneur général (1844). Prise de la smala (16 mai 1843). — Au mois de janvier 1844, le maréchal Valée fut remplacé par le général Bugeaud, et l'armée portée à 80,000 hommes. A partir de ce moment, il ne fut plus question d'évacuer l'Algérie, projet qui avait souvent été débattu dans les conseils du gouvernement et dans les Chambres. Sommé de se soumettre, l'émir répondit au général français : « Le préjudice que votre armée fait à la fertile Afrique, dans laquelle elle trace son pénible sillon, est plus léger que celui qu'éprouve l'Océan quand l'hirondelle de mer plonge dans ses eaux pour y prendre un poisson. » Malgré la chaleur, les mouvements rapides et le courage désespéré de leurs adversaires, les Français, grâce à leur grand nombre et à des mouvements bien combinés, ne cessèrent plus de s'avancer victorieusement vers l'ouest et le sud. Les bords du Chélif, depuis l'endroit où il cesse de couler vers le nord pour se diriger vers l'occident, furent définitivement occupés. Traqués de toutes parts, n'ayant plus le temps de faire la moisson, et enfin convaincus de la supériorité des Européens, les indigènes devinrent sourds sur beaucoup de points aux excitations de l'émir. Il fut successivement chassé de *Takedempt*, de *Mascara*, de *Saïda* (mai-décembre 1844), de *Tlemcen* (février 1842).

Le 16 mai 1843, l'ennemi éprouva un nouveau désastre. Le duc d'Aumale et le général Yousof, à la tête de 500 chevaux, s'emparèrent près de Taguin de la *smala* d'Abd-el-Kader, c'est-à-dire de sa famille, de ses esclaves, de ses troupeaux, de ses chevaux, de ses trésors. « C'était, suivant l'expression du gouverneur général, une grande ville ambulante, qu'on pouvait considérer comme la capitale de l'empire arabe. » Abd-el-Kader

1. Taguin est sur la lisière des départements actuels d'Alger et d'Oran.

eut à peine le temps de s'enfuir avec sa mère et l'une de ses femmes.

Nommé maréchal de France, Bugeaud battit les Kabyles et leur enleva sur la côte *Dellys*, à l'est d'Alger, tandis que le duc d'Aumale s'emparait de *Biskra*, au sud de Constantine. Abd-el-Kader s'était réfugié dans le Maroc.

Guerre contre les Marocains. Bataille de l'Isly (13 août 1844). — L'indomptable émir fut bientôt plus puissant sur l'esprit des Marocains que l'empereur Abd-er-Rhaman lui-même. A sa voix, les marabouts appellent les Marocains à la guerre sainte : « Une goutte de sang versée pour la cause d'Allah, leur disent-ils, une nuit passée sous les armes, sera plus comptée que deux mois de jeûne et de prières; celui qui périra dans une bataille obtiendra le pardon de ses péchés. Au jour du jugement, ses blessures seront éclatantes comme le vermillon, parfumées comme l'ambre; des ailes d'anges et de chérubins remplaceront les membres qu'il aura perdus. »

Cédant à ces excitations, Abd-er-Rhaman attaqua les Français : il les accusait d'avoir bâti un fort à Lalla-Maghrnia, sur la rive gauche de la Tafna, territoire qu'il prétendait lui appartenir. Attaqué le 30 mai au bord de la Mouilah, le général Lamoricière repoussa l'ennemi. Le maréchal Bugeaud accourut sur le théâtre de la guerre, et, après d'inutiles négociations, dans lesquelles le général Bedeau faillit être assassiné, il occupa Ouchda et prit résolument l'offensive. Après le passage de l'*Isly*, ayant sous ses ordres 42,000 hommes, il rencontra 40,000 Marocains, dont 30,000 cavaliers, qui vinrent se ruer sur les rangs français. Foudroyés par le feu et repoussés par les baïonnettes de nos fantassins formés en carrés, ils furent mis en pleine déroute (13 août 1844). Le fils d'Abd-er-Rhaman abandonna aux cavaliers du colonel Tartas ses trésors, ses tentes, ses chevaux et son parasol impérial. On prit jusqu'à des chaînes énormes que, par un excès de prévoyance, les Marocains, comptant sur la victoire, avaient apportées pour attacher leurs captifs. Elles sont aujourd'hui au Musée d'artillerie (Hôtel des Invalides). Le maréchal Bugeaud fut proclamé duc d'Isly. En même temps, une escadre conduite par le prince de Join-

1. Horace Vernet a représenté la *Bataille de l'Isly* sur une vaste toile, comme il avait déjà peint la *Smala*. Ces deux tableaux sont au musée de Versailles.

ville bombardait Tanger, sur le détroit de Gibraltar (6 août), et Mogador, sur l'Océan Atlantique, au sud du Maroc (15 août).

Pour éviter de faire ombrage à l'Angleterre, le gouvernement français se contenta de conserver Lalla-Maghrnia et d'obtenir des Marocains l'expulsion d'Abd-el-Kader; les frais de la guerre restaient à notre charge : « La France, disait le *Journal des Débats*, est assez riche pour payer sa gloire. »

Bou-Maza. Affaires des grottes du Dahra et de Sidi-Brahim (1845). — En Algérie même, la guerre continuait toujours. Abd-el-Kader, avec ses cavaliers infatigables, apparaissait à quelques jours de distance sur les points les plus éloignés de notre territoire, excitait des insurrections dans les tribus soumises, et mettait sur les dents les colonnes envoyées à sa poursuite, en se réfugiant dans le désert ou sur la frontière du Maroc. En 1845, la France compta même un adversaire de plus : il se nommait Bou-Maza (*le père de la chèvre*), parce qu'une chèvre l'accompagnait partout. 35 tribus promirent au nouveau prophète de l'aider contre les Français; des encouragements lui vinrent même de Tunis et du Maroc. Mais le maréchal Bugeaud et ses lieutenants, à force d'activité, firent face à tout.

Des deux côtés la guerre devenait impitoyable. Cinq ou six cents Arabes, de la tribu des Ouled-Riah, qui s'étaient réfugiés dans les gorges du Dahra (entre Orléansville et Mostaganem), poursuivis par le colonel Pélissier, furent étouffés par un feu de fascines allumé à l'entrée de leur retraite (20 juin 1845). Quelque temps après, 400 chasseurs de Vincennes et quelques hussards, aux ordres du lieutenant-colonel de Montagnac, surpris par Abd-el-Kader, au marabout de Sidi-Brahim, près de Djemmâ-Ghazaouat, dans la province d'Oran, furent tués ou pris à l'exception de 13, qui parvinrent à s'échapper (24-25 septembre 1845). Mais des renforts arrivèrent de toutes parts : Abd-el-Kader dut fuir de nouveau.

L'année suivante (1846), par une course audacieuse, l'émir arriva jusque dans la plaine de la Métidja, aux portes d'Alger. Il fut repoussé par le général Gentil, malgré un soulèvement des Kabyles du Djurjura en sa faveur, et rejeté dans le Maroc. Exaspéré de cette nouvelle défaite, il massacra 300 prisonniers français qu'il traînait à sa suite. De son côté, Bou-Maza, battu et découragé, se rend au colonel Saint-Arnaud (12 août 1847).

Bugeaud aurait voulu hâter la soumission du pays, afin de le coloniser sans crainte conformément à sa devise : *Ense et*

aratro. Pour y parvenir, il jugea nécessaire de conquérir la Grande Kabylie, à l'est d'Alger, entre cette ville, Bougie et Sétif, en s'établissant à demeure dans le Djebel-Djurjura, au bord de l'oued Sebaou et de l'oued Sahell. Il commença donc une nouvelle campagne et obtint de grands succès. Mais le gouvernement lui prescrivit de s'arrêter : il donna sa démission.

Le duc d'Aumale gouverneur général (1847). Soumission d'Abd-el-Kader (23 décembre 1847). — Le duc d'Aumale fut nommé gouverneur général en remplacement de Bugeaud. On a vu qu'Abd-el-Kader s'était réfugié au Maroc. Aidé par le fils du précédent empereur, il forma l'audacieux projet de renverser Abd-er-Rhaman. Vaincu par les Marocains, il franchit la frontière française et se retira chez les Béni-Snassen, dans l'espérance de gagner le désert. Le général Lamoricière fit garder tous les chemins. Désespérant de s'échapper, Abd-el-Kader fit sa soumission après avoir demandé et obtenu d'être conduit à Alexandrie (23 décembre 1847).

Le duc d'Aumale vit l'émir à Djemmâ-Ghazaouat et confirma la promesse de Lamoricière. Cependant le gouvernement refusa de la ratifier et de laisser libre un si redoutable adversaire de notre domination en Afrique. Transporté en France, d'abord au fort Lamalgue, puis au château de Pau, puis à celui d'Amboise, Abd-el-Kader ne reçut la liberté qu'en 1852.

La plus grande partie de l'Algérie était conquise; il restait maintenant à la coloniser. Fallait-il la laisser soumise au régime militaire, malgré les réclamations des colons qui se plaignaient de n'avoir pas la liberté nécessaire au développement de leurs travaux et au succès de leurs transactions? devait-on y établir un gouvernement civil, au risque de voir de nouveaux soulèvements des indigènes compromettre les résultats des victoires déjà obtenues? était-il préférable d'y constituer ce double mode d'administration à la fois? Telles étaient les questions qui restaient à résoudre. La monarchie de Juillet ne devait pas être appelée à prendre une décision sur ce point : le trône de Louis-Philippe tombait deux mois après le jour où l'émir avait été présenté au fils du roi devant nos soldats victorieux.

1. Lamoricière (Juchault de) né à Nantes en 1806, mort en 1866.

2. Il se retira dans la Turquie d'Asie, à Brousse, puis à Damas. Il y est mort en mai 1883.

CHAPITRE XXXI.

Dernières années du règne de Louis-Philippe. Révolution de 1848.

Ministère du 29 octobre 1840. Guizot. Complot bonapartiste de Boulogne. — Mort du duc d'Orléans (13 juillet 1842). Loi sur la régence. — Attitude du gouvernement à l'égard des puissances étrangères. La reine d'Angleterre en France. — Droit de visite. Affaire Pritchard. — Mariages espagnols (1846). — Les Autrichiens à Cracovie (1846).

Le socialisme. — État de l'opinion publique. La réforme électorale est réclamée. — Les banquets (1847). — Ouverture des Chambres (27 décembre 1847). Vote de l'adresse (12 février 1848). — Banquet du douzième arrondissement. — Journée du 22 février. — Journée du 23. Chute de Guizot. — Catastrophe du boulevard des Capucines. — Journée du 24. Abdication de Louis-Philippe. — Le gouvernement provisoire. La République. Le suffrage universel.

Résultats généraux du règne de Louis-Philippe. Travaux publics, chemins vicinaux, chemins de fer. — Industrie et commerce. — Adoucissement de la loi pénale : système des circonstances atténuantes. — Loi militaire de 1832. — Organisation de l'instruction primaire. — La tribune et le journalisme de 1830 à 1848. — Littérature française. — Littérature anglaise. — Littérature allemande. — Littérature italienne. — Beaux-arts : sculpture, monuments. — Peinture. — Musique. — Beaux-arts à l'étranger. — Progrès des sciences ; photographie, galvanoplastie. Histoire naturelle, Physiologie.

Ministère du 29 octobre 1840. Guizot. Complot bonapartiste de Boulogne. — Nous avons vu qu'un nouveau ministère, celui du 29 octobre 1840, était arrivé aux affaires à la suite du dénouement de la question d'Orient. Guizot était chef du cabinet. Résister à l'intérieur au mouvement des esprits en repoussant la réforme électorale que l'opposition ne cessait de réclamer ; conserver au dehors la paix avec les puissances étrangères, tel fut le double but que le gouvernement poursuivit dès lors jusqu'à sa chute. Cette conduite amena plus d'une émeute, à Toulouse, Bordeaux, Lille, Clermont et Paris.

Louis-Napoléon, voyant la mauvaise impression causée en France par le dénouement de la question d'Orient, fit une nouvelle tentative contre le gouvernement : il débarqua à Boulogne le 6 août 1840, et, avec l'aide du général Montholon, des colonels Vaudrey, Parquin, Voisin, du lieutenant Aladenise, essaya de soulever le 42^e de ligne. Repoussé, poursuivi, arrêté dans sa fuite, il fut condamné par la Cour des Pairs à un emprisonnement perpétuel, et envoyé au château de Ham, d'où il s'échappa

avec l'aide du docteur Conneau, le 25 mai 1846, sous les vêtements d'un maçon nommé Badinguet.

Le mécontentement augmentait. Les orateurs de l'opposition et les journaux demandaient une réforme électorale qui supprimât le cens ou du moins le fit descendre à une somme moins élevée. Malgré un éloquent discours de Lamartine, le roi, d'après le conseil de Guizot, refusa toute concession. Plusieurs journaux furent condamnés à des amendes considérables. Les élections de 1842, pour le renouvellement de la Chambre des députés, donnèrent une majorité dévouée au ministère. Cette victoire, il est vrai, n'était qu'apparente : car la Chambre, nommée par un petit nombre d'électeurs, ne représentait pas l'opinion publique, et le gouvernement, en ayant pour lui les députés, pouvait avoir la France contre lui.

Mort du duc d'Orléans (13 juillet 1842). Loi sur la régence. — Le 13 juillet de la même année, un grand malheur vint frapper la famille royale. Le duc d'Orléans, fils aîné du roi, était connu des soldats, à côté desquels il s'était trouvé en Algérie, et inspirait de grandes espérances aux partisans de la dynastie. Sur le point de se rendre au camp de Saint-Omer, il allait à Neuilly en voiture faire ses adieux à sa famille. Ses chevaux s'emportèrent à la hauteur de la Porte Maillot. Il voulut se jeter hors de la voiture, eût la tête fracassée et mourut quelques heures après. Il laissait deux enfants au berceau. A qui la régence appartiendrait-elle si le vieux roi venait à mourir ? à la duchesse d'Orléans ou à l'un de ses beaux-frères ? Les Chambres, en fixant la majorité du roi à dix-huit ans, déclarèrent qu'en cas de minorité la régence serait donnée au prince le plus rapproché du trône, c'est-à-dire au duc de Nemours, second fils de Louis-Philippe.

A la fin de la même année, la Guadeloupe fut dévastée par un tremblement de terre, qui détruisit presque entièrement la Pointe-à-Pitre, la Basse-Terre, et fit périr plusieurs milliers d'habitants.

Attitude du gouvernement à l'égard des puissances étrangères. La reine d'Angleterre en France. — Rien ne fit plus de tort au gouvernement, à cette époque, que son attitude à l'égard des puissances étrangères, surtout des Anglais. On a vu comment, dans la question d'Orient, lord Palmerston avait, par le traité de Londres, exclu la France de toute participation aux affaires du continent. Mais le ministère whig tomba le 30 août 1841 et fut remplacé par les tories, ayant à leur tête

lord Aberdeen. Dès lors, les relations entre les deux pays furent meilleures. Pour les resserrer encore, le roi Louis-Philippe invita la reine Victoria à venir en France; elle accepta, et vint passer plusieurs jours au château d'Eu (2-7 septembre 1843).

Quelque temps après, une manifestation publique eut lieu à Belgrave-Square (Londres) en faveur du duc de Bordeaux pendant son séjour dans cette capitale; le prétendant reçut plus de trois mille visiteurs. Dans son adresse au roi, au début de l'année 1844, la Chambre, faisant allusion au voyage des légitimistes, disait : « La conscience publique flétrit de coupables manifestations... » Ce mot *flétrissure* amena un violent débat, dans lequel Guizot, se voyant reprocher d'avoir accompagné Louis XVIII à Gand, terminait ainsi son discours : « Quant aux injures..., on peut les multiplier, on peut les entasser tant qu'on voudra : on ne les élèvera jamais à la hauteur de mon dédain. »

Droit de visite. Affaire Pritchard. — Il aurait fallu soutenir par des actes ces paroles contre lesquelles l'opposition protestait, et on ne le fit pas.

En 1815, au congrès de Vienne, l'Angleterre et la France s'étaient engagées toutes deux à travailler à l'abolition de la traite des nègres. Mais l'Angleterre alla plus loin : elle voulut obtenir le droit de visite à bord des vaisseaux marchands français, pour s'assurer qu'ils ne contenaient pas d'esclaves à bord. En 1831 et en 1833, deux traités avaient permis aux vaisseaux de guerre anglais de visiter les bâtiments marchands français sur certaines côtes, mais en accordant à notre marine militaire le même droit à l'égard de la marine marchande britannique. Les Anglais trouvèrent ces traités insuffisants, et, le 20 décembre 1844, en obtinrent un troisième qui augmentait l'étendue des côtes sur lesquelles nos vaisseaux marchands pouvaient être visités. Il fallut quatre ans de réclamations incessantes pour que cette convention fût abrogée.

L'affaire Pritchard fit encore plus de bruit et se termina plus mal. Désireux d'augmenter nos colonies, le gouvernement avait fait occuper *Nossi-Bé* et *Mayotte*, près de Madagascar (1842). La même année, le contre-amiral Dupetit-Thouars occupa en Océanie les îles *Marquises*. La reine Pomaré, qui gouvernait l'île de *Taïti*, dans l'archipel de la *Société*, se mit sous le protectorat français; mais l'Anglais Pritchard, qui était à la fois consul, missionnaire protestant et pharmacien, craignant de

perdre son influence sur l'esprit des indigènes, excita la reine à renverser le pavillon français et souleva les habitants du pays, qui massacrèrent plusieurs de nos matelots. L'amiral, indigné, fit arrêter Pritchard, qui ne recouvra la liberté qu'à condition de partir pour les îles Sandwich. Le gouvernement anglais demanda réparation. Malgré l'opinion publique, qui se prononçait énergiquement en France contre une concession exigée avec menaces par une puissance étrangère, on accorda à Pritchard une indemnité (1843-1845).

Mariages espagnols (1846). — Le mauvais effet produit par l'affaire Pritchard fut atténué momentanément par les mariages espagnols. On a vu qu'en décembre 1843, après la chute du ministère progressiste Olozaga, Narvaez avait rappelé en Espagne Marie-Christine. A qui la reine mère allait-elle donner la main de sa fille? Elle penchait vers l'alliance française; mais elle n'osait pas marier Isabelle avec un fils de Louis-Philippe. Elle se proposait de la marier avec un Bourbon espagnol, son cousin don François d'Assise, duc de Cadix; elle avait l'intention d'accorder la sœur cadette d'Isabelle, Louisa-Fernanda, au duc de Montpensier. Mais l'Angleterre aurait voulu qu'Isabelle épousât le prince Léopold de Saxe-Cobourg, cousin germain de la reine Victoria. Le ministère tory de lord Aberdeen, qui aurait été porté à faire des concessions à la France, fut remplacé au pouvoir par les whigs. Lord Palmerston pressa plus vivement que jamais Marie-Christine de marier sa fille avec le prince de Cobourg; mais ni Marie-Christine ni Louis-Philippe ne cédèrent, et, malgré le cabinet anglais, le double mariage de la reine d'Espagne avec don François d'Assise et de sa sœur avec le duc de Montpensier s'accomplit le 10 octobre 1846.

Les Autrichiens à Cracovie (1846). — Par malheur, le gouvernement perdait les fruits de sa politique en Espagne, en se montrant trop faible sur un autre point. Une insurrection éclata à Cracovie. Les insurgés affichaient des idées communistes : « Les fruits de la terre sont à tout le monde, disaient-ils; la terre n'est à personne. » Le sénat fit appel aux Autrichiens, qui entrèrent dans la ville le 18 février 1846. Les ouvriers des salines de Wieliczka s'insurgèrent, et les troupes autrichiennes durent quitter Cracovie. Alors le cabinet de Vienne excita la haine des paysans contre les seigneurs. Jacques Széla se mit à la tête des malheureux ainsi égarés, qui égorgèrent leurs plus illustres compatriotes pour assurer le triomphe de l'étranger. Kotarski, Horodynski, Broniewski, Bzowski, Lipowski, Bogusz

furent massacrés avec des raffinements inouïs de barbarie. Ensuite Autrichiens, Russes et Prussiens pénétrèrent dans Cracovie (3 mai). Au mépris des traités de 1815, la ville et son territoire furent déclarés partie intégrante de l'empire autrichien (14 novembre 1846). Le ministère français réclama inutilement. On reprocha à Guizot de n'avoir pas montré assez d'énergie.

Le procès Teste¹, Cubières², Pellaprat et Parmentier, dans lequel deux anciens ministres, accusés de corruption devant la cour des pairs, furent convaincus et condamnés, et l'assassinat de la duchesse de Praslin, fille du général Sébastiani, par son mari, qui était pair de France, virent encore accroître l'irritation publique (juillet-août 1847).

A la même époque, l'opposition reprocha au gouvernement des désordres administratifs, des irrégularités dans les comptes et des faits de corruption électorale. La Chambre des députés, sur la proposition de Morny, passe à l'ordre du jour, en se déclarant « satisfaite » des explications du ministère. Ce vote resta célèbre dans l'histoire parlementaire sous le nom de *l'Ordre du jour des satisfaits*.

Le socialisme. — La paix qui régnait depuis 1815, les progrès de l'industrie et du commerce, en agglomérant dans toutes les villes un nombre considérable d'ouvriers, avaient fait surgir un problème redoutable : qu'arriverait-il si, par suite d'un incident imprévu, mauvaise récolte, guerre, révolution, la confiance disparaissait ? si, l'acheteur ne se présentant plus dans la boutique du marchand, le fabricant ne trouvait plus chez ce dernier un débouché pour ses produits ? Sans doute, celui-ci, à son tour, serait obligé d'interrompre la fabrication, de congédier ses ouvriers. Que deviendraient les ouvriers, dès lors sans travail, c'est-à-dire sans pain ? Comment empêcher une pareille situation de se présenter, et, si l'on ne pouvait la prévenir, comment y remédier ? Cette question préoccupa les esprits après 1830, et elle amena l'écllosion d'un grand nombre d'idées et de théories de toute nature. Nous avons déjà parlé des saint-simoniens³ ; mais deux autres écoles socialistes également

1. Teste était président de la Cour de cassation et grand officier de la Légion d'honneur. Il avait reçu, par l'intermédiaire du général Cubières, une somme considérable pour la concession d'une mine de sel gemme.

2. Amédée-Louis Despens Cubières, né en 1786, mort en 1853. Il était lieutenant général et pair de France. Il avait été deux fois ministre en 1839-40.

3. Il est nécessaire de dire également un mot des fouriéristes. Fourier

importantes, et qui allaient jouer un rôle capital, s'étaient formées : celle de Louis Blanc, celle de Proudhon.

Louis Blanc a exposé ses idées sociales dans sa brochure *De l'Organisation du Travail*. Partisan de l'autorité, il voulait substituer l'action de l'État à l'initiative de l'individu. L'association sous le patronage de l'État, telle était sa conception fondamentale. Suivant Louis Blanc, tout homme a *droit au travail* ; la société doit lui en donner ; il peut en exiger d'elle. « Il y a, dit-il, deux choses dans l'homme : des besoins et des facultés. Par les besoins, l'homme est passif ; par les facultés, il est actif ; par les besoins, il appelle ses semblables à son secours ; par les facultés, il se met au service de ses semblables.

(François-Marie-Charles), né à Besançon en 1772, auteur de la *Théorie des Quatre Mouvements et des Destinées générales*, du *Traité de l'Association domestique agricole*, du *Nouveau Monde industriel et sociétaire*, de la *Fausse Industrie et l'Industrie naturelle*, mourut en 1837. « Les premiers disciples de Fourier, M. Juste Muiron et M. Victor Considérant, élève distingué de l'École polytechnique, commencèrent en 1825 l'œuvre de la propagande. Après la mort du maître, en 1837, M. Considérant, ayant groupé autour de lui des hommes de savoir et de talent, MM. Cantagrel, Vidal, Toussanel, Laverdant, etc., réussit à constituer définitivement l'École... Fourier avait été, dans les hallucinations de sa solitude, jusqu'à penser que le genre humain devait un jour achever de soumettre tous les éléments, et, changeant à son gré les conditions de l'atmosphère, contraindre la nature à produire des végétaux et des animaux supérieurs. L'École fouriériste se borna à enseigner que l'homme pouvait et devait changer le milieu social, et que, le principe vital de la société moderne étant l'industrie, c'est l'industrie qu'il lui importait de transformer, en substituant, dans les travaux agricoles et manufacturiers, l'association à l'antagonisme, en remplaçant la commune incohérente et morcelée par le phalanstère, qui cultiverait, d'après un plan bien combiné, une étendue commune et serait administré par un conseil électif, chargé de la répartition des produits selon l'apport de chacun en *capital*, en *travail* et en *talent*. Le travail, selon la doctrine fouriériste, étant une loi naturelle que nul ne viole sans souffrance, devait, si notre éducation et notre vie sociales ne nous rendaient rebelles aux vœux de Dieu, être toujours, *attrayant et productif*. » (Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*).

Le plus connu des écrivains communistes était alors Cabet (Étienne, né en 1788 à Dijon, mort en 1856), auteur du journal *le Populaire*, d'une *Histoire de la Révolution de 1789* et du *Voyage en Icarie*. Il essaya plus tard de réaliser ses idées en fondant aux États-Unis, au bord de la Rivière Rouge, une colonie qui ne réussit pas.

1. Louis Blanc, né à Madrid le 28 octobre 1813, mort en décembre 1882. Son père était inspecteur des finances du roi Joseph. Sa mère était Corse et sœur du comte Pozzo di Borgo. Voici la liste des principaux ouvrages de Louis Blanc : *Organisation du Travail* ; *Histoire de Dix ans* (1830-1840), 5 vol. ; *Histoire de la Révolution française* (12 vol.) ; *Révolutions historiques* (2 vol.) ; *Lettres sur l'Angleterre* (4 vol.). Louis Blanc avait un frère, Charles Blanc, critique d'art distingué et membre de l'Académie française, à qui l'on doit une *Histoire des Peintres*.

Les besoins sont l'indication que Dieu donne à la société de ce qu'elle doit à l'individu; les facultés sont l'indication que Dieu donne à l'individu de ce qu'il doit à la société. Donc, il est dû davantage à celui qui a plus de besoins, et il est permis d'exiger davantage de celui qui a plus de facultés. Donc, une intelligence plus grande suppose une action plus utile, mais non une rétribution plus considérable... » A l'appui de ses idées, l'auteur ajoute: « Examinez la famille: le père, dans le partage des fruits qu'il distribue à ses enfants, prend-il en considération la différence des services qu'ils lui rendent ou celle des besoins qu'ils éprouvent? Lui-même, lui qui porte tout le fardeau de l'association domestique, ne retranche-t-il pas volontiers de ses jouissances pour satisfaire les exigences d'un fils malade, pour accroître le bien-être d'un fils ignorant et débile? Voilà la charité en action; que l'État se modèle sur la famille... » Oui, répondaient les adversaires de M. Louis Blanc; mais ces besoins de l'individu auquel la société doit satisfaction, qui aura mission de fixer la limite où ils s'arrêtent?

Tout autre était la théorie de Proudhon¹, dialecticien puissant, qui, après avoir été simple ouvrier, s'instruisit lui-même, débuta, comme Rousseau, par un mémoire couronné à l'Académie de Besançon, et étudia ensuite les origines de la propriété. Disciple des philosophes allemands Kant, Schelling, Hegel, et partisan avant tout de la liberté individuelle, il condamnait toute intervention de l'État dans les affaires des particuliers; il demandait que l'action gouvernementale se fit sentir le moins possible; il voulait voir l'anarchie (absence de pouvoir) remplacer l'autorité. Du reste, Proudhon attaquait avec une impitoyable vigueur les systèmes de tous ceux qui l'avaient précédé. Remontant à l'origine de la propriété, et contestant la légitimité des moyens par lesquels elle avait été successivement acquise, il aurait voulu la suppression du fermage, du loyer, du prêt à intérêt.

État de l'opinion publique. La réforme électorale est réclamée. — En 1847, l'opinion publique réclamait avec impatience un changement dans la politique intérieure et exté-

1. P. J. Proudhon, fils d'un tonnelier, né à Besançon le 15 janvier 1808, mort à Passy le 19 janvier 1865. Il fit des études incomplètes au séminaire d'Ornans, fut d'abord ouvrier compositeur à Besançon, puis employé de commerce à Lyon. Ses principaux ouvrages sont: *Qu'est-ce que la propriété? De la Création de l'Ordre dans l'humanité; Système des Contradictions économiques; la Justice dans la Révolution et dans l'Église; la Banque du Peuple; les Confessions d'un Révolutionnaire*, etc.

rieure du gouvernement. Un grand parti voulait voir cesser le ministère de Guizot et le gouvernement personnel du roi. La majorité de la nation se plaignait que les élections fussent livrées, par suite du cens électoral, à deux cent mille privilégiés. La récolte de l'année avait été mauvaise, et les ouvriers, parmi lesquels les idées socialistes s'étaient répandues, demandaient à l'État de leur fournir du travail. De là, un mécontentement presque général. Pourtant l'explosion aurait encore pu être retardée si le gouvernement avait voulu faire des concessions, exclure les fonctionnaires de la Chambre, et abaisser le cens électoral à 100 francs, comme le demandait Odilon Barrot, de Rémusat et Duvergier de Hauranne, chefs du centre gauche. Mais le roi et le chef du cabinet, Guizot, étaient décidés à tenir ferme. Les élections de 1846, en rendant plus considérable la majorité conservatrice, avaient augmenté encore la confiance du gouvernement. Néanmoins cette majorité elle-même, qui ne se sentait plus soutenue par l'opinion publique, commençait à s'alarmer: « Qu'a-t-on fait depuis sept ans, disait un de ses membres, M. Desmousseaux de Givré, dans la séance du 27 avril 1847? Rien, rien, rien! »

Les Banquets (1847). — Il y eut dans toutes les parties de la France, pendant le cours de l'année 1847, des manifestations en faveur de la réforme électorale. Le 9 juillet eut lieu à Paris le Banquet du Château-Rouge. Il fut suivi du Banquet de Mâcon. Là, entouré de plusieurs milliers d'auditeurs, au bruit du tonnerre, dont les sourds grondements retentissaient à l'horizon, Lamartine prononça un discours qui se terminait par ces mots: « Elle tombera, cette royauté, soyez-en sûrs; elle tombera, non dans son sang, comme celle de 89; mais elle tombera dans son piège! Et après avoir eu les révolutions de la liberté et les contre-révolutions de la gloire, vous aurez la révolution de la conscience publique et la révolution du mépris! » Au Banquet de Dijon, Ledru-Rollin s'écriait: « Nous sommes des *ultra-radicaux*, si vous entendez par ce mot le parti qui veut faire entrer dans la réalité de la vie le grand symbole de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.... Oh! oui, nous tous qui sommes ici, nous sommes des *ultra-radicaux*. Les mots n'effrayent que les enfants. D'autres ont glorifié le nom de *gueux* en le conduisant à la victoire; peu nous importe celui qui nous y conduira. Et, comme les vengeurs de la liberté batave, d'un outrage faisons un drapeau. » Au Banquet de Châlons, un toast fut porté à la Convention. La famille royale com-

mençait à s'inquiéter. Le prince de Joinville, dans une lettre adressée le 7 novembre au duc de Nemours pour lui apprendre le suicide de M. Bresson, notre ambassadeur à Naples, manifestait de vives alarmes.

Ouverture des Chambres (27 décembre 1847). Vote de l'adresse (12 février 1848). — Sûrs de la majorité dans les Chambres, Louis-Philippe et ses ministres persistaient opiniâtrément dans la ligne de conduite qu'ils s'étaient tracée. A l'ouverture de la session, le 27 décembre 1847, le roi annonça l'intention de ne pas céder et se plaignit des *passions ennemies ou aveugles* qui s'agitaient. Aussitôt après ce discours, la rente baissa. Le 3 janvier 1848, trois mille étudiants vinrent apporter à la Chambre des députés une pétition par laquelle ils demandaient la réouverture des cours de Michelet, Quinet et Mickiewicz, qui venaient d'être suspendus. En même temps s'ouvraient dans les Chambres des débats acharnés entre l'opposition et le ministère. Devant les pairs, M. de Boissy protesta que « si l'on continuait de la sorte, les populations aviseraient, comme elles avaient déjà avisé de le passé. » A la Chambre des députés, la discussion fut plus vive encore. Lamartine, Thiers, Odilon Barrot, Lherbette, de la Rochejaquelein, attaquèrent la politique du ministère en Italie, en Suisse, lui reprochèrent le mauvais état des finances, le refus de la réforme électorale, et les manœuvres de corruption qu'il employait. Duvergier de Hauranne, ami pourtant de la dynastie, fit entendre ces paroles menaçantes : « Nous ne venons pas plaider ici devant la majorité contre le ministère, nous venons plaider devant le pays contre le ministère et contre la majorité. » L'adresse n'en fut pas moins votée sans amendement le 12 février, et l'un des ministres, Duchâtel, déclara que le gouvernement « ne céderait pas d'une ligne. » Ce fut le dernier triomphe de Guizot.

Banquet du douzième arrondissement. — Un certain nombre d'électeurs du douzième arrondissement (faubourg Saint-Marceau), partisans de la réforme électorale, avaient formé le projet de se réunir dans un banquet pour y manifester leurs sentiments. Le rendez-vous avait été d'abord fixé au 49 janvier, rue Pascal, au centre d'une nombreuse population ouvrière. Il fut ensuite retardé, et le 7 février, malgré les paroles éloquentes de Lamartine et de Ledru-Rollin, qui protestèrent au nom du droit de réunion, le ministère interdit le banquet et annonça qu'il s'y opposerait par la force. L'opposition

n'en déclara pas moins qu'il aurait lieu, et quatre-vingt-sept députés s'engagèrent à y assister. Pourtant leur accord ne fut pas de longue durée. Parmi les députés, la plupart, comme Odilon Barrot, Thiers, Duvergier de Hauranne, ne voulaient que provoquer une manifestation pour la réforme et contre le ministère. Craignant qu'une collision n'éclatât, ils abandonnèrent l'idée d'assister au banquet. Presque seul, Lamartine persista : « Si les baïonnettes, dit-il, viennent à déchirer la loi, si les fusils ont des balles, ce que je sais, messieurs, c'est que nous défendrons, de nos voix d'abord, de nos poitrines ensuite, les institutions et l'avenir du peuple, et qu'il faudra que ces balles brisent nos poitrines pour en arracher les droits du pays. » Il disait encore : « La Place de la Concorde dût-elle être déserte, tous les députés dussent-ils se retirer de leur devoir, j'irai seul au banquet avec mon ombre derrière moi. » La manifestation avait été définitivement fixée au mardi 22 février, à midi.

Journée du 22 février. — Le 22 février au matin, le temps était gris et sombre ; une pluie fine tombait presque sans interruption. Des troupes de ligne étaient rangées en bataille sur les boulevards et la place de la Madeleine pour s'opposer à la manifestation projetée. L'armée de Paris comptait 37,000 hommes, sous le commandement du duc de Nemours et du général Sébastiani. La garde nationale était sous les ordres du général Jacqueminot ; mais on préférait se passer de son concours. La foule errait dans les rues, sur les quais, autour de la Madeleine, sur la place de la Concorde, répondant par des imprécations et des cris de colère aux charges des gardes municipaux. On demandait la réforme, on chantait la *Marseillaise* ; sur quelques points on commençait des barricades. A la Chambre des députés, Odilon Barrot déposa un acte d'accusation contre le ministère. Le soir, les troupes bivouaquèrent autour de grands feux, à la pluie, et on put lire dans le *Moniteur* : « L'autorité prend des mesures propres à assurer le rétablissement de l'ordre. »

Journée du 23. Chute de Guizot. — De part et d'autre la nuit se passa en préparatifs. Le 23 au matin, la fusillade éclate sur un grand nombre de points. Tout à coup on entend battre le rappel : c'est la garde nationale qui se rassemble. Mais cette fois elle ne combattra point l'insurrection. Presque partout les légions poussent les cris de « A bas Guizot ! Vive la réforme ! » Sur la Place des Petits-Pères, les gardes nationaux croisent la baïonnette contre les dragons. Les colonels des douze légions

écrivent aux Tuileries pour demander au roi de promptes concessions. La troupe de ligne hésite, se montre troublée, inquiète, peu disposée à tourner ses armes contre le peuple. L'insurrection grandit de toutes parts. Vaincu enfin, Guizot vient lui-même à la tribune de la Chambre des députés annoncer qu'il descend du pouvoir, et que Molé est chargé par le roi de former un nouveau cabinet. De tous les côtés, des courriers allèrent porter la nouvelle pour calmer la population. Les boulevards s'illuminèrent. A la préfecture de police, M. Delessert disait, en parlant du mouvement : « C'est une émeute qu'il faut laisser mourir d'elle-même. »

Catastrophe du Boulevard des Capucines. — Quelques heures après, tout était changé. Pendant la soirée, la foule s'était pressée dans les rues. De temps en temps, des bandes d'ouvriers et de gardes nationaux passaient en chantant sur le boulevard. Vers onze heures, au moment où l'une d'elles arrivait à la hauteur du ministère des affaires étrangères, Boulevard des Capucines, un bataillon du 14^e de ligne, sous les ordres du lieutenant-colonel Courant et du commandant de Brotonne, à la suite d'un coup de feu isolé, et sans ordre, fit feu de toutes ses armes. Cinquante-deux personnes furent couchées à terre. Lorsqu'on les releva, on trouva parmi elles vingt-trois cadavres.

Quelques instants après, on voyait dans les rues un spectacle lugubre. « Dans un chariot attelé d'un cheval blanc, que mène par la bride un ouvrier aux bras nus, cinq cadavres sont rangés avec une horrible symétrie. Debout sur le brancard, un enfant du peuple, au teint blême, l'œil ardent et fixe, le bras tendu, presque immobile, comme on pourrait représenter le génie de la vengeance, éclaire des reflets rougeâtres de sa torche, penchée en arrière, le corps d'une jeune femme dont le cou et la poitrine livide sont maculés d'une longue traînée de sang. De temps en temps, un autre ouvrier, placé à l'arrière du chariot, enlace de son bras musculeux ce corps inanimé, le soulève en secouant sa torche, d'où s'échappent des flammèches et des étincelles, et s'écrie, en promenant sur la foule des regards farouches : « Vengeance ! vengeance ! on égorge le peuple ! — Aux armes ! » répond la foule ; le cadavre retombe au fond du chariot, qui continue sa route, et tout rentre pour un moment dans le silence¹. » Bientôt on entend le bruit sec des pioches

1. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*. Le véritable nom de

sur les pavés et la chute pesante des arbres du boulevard : ce sont les barricades qui se relèvent.

Journée du 24. Abdication de Louis-Philippe. — Le 24 au matin, l'émeute était devenue une révolution. Louis-Philippe, effrayé, fit appeler Thiers, qu'il croyait plus populaire que Molé, et le pria de composer un cabinet. Thiers demanda qu'on lui adjoignît Odilon Barrot ; ce dernier lui-même, si populaire la veille, fut accueilli dans les rues par des huées. A la *Réforme* avait succédé comme mot d'ordre la *République*. Le roi avait nommé le maréchal Bugeaud commandant en chef de la garde nationale et de l'armée ; les gardes nationaux refusèrent de lui obéir. Envoyé sur les boulevards avec une forte colonne, le général Bedeau se trouve arrêté à la hauteur du Gymnase par une formidable barricade. Sur les représentations énergiques de plusieurs citoyens, il envoie demander de nouveaux ordres : on lui enjoint de revenir sur ses pas, et, au retour, ses soldats mettent la crosse en l'air. La nomination du général Lamoricière comme successeur du maréchal Bugeaud et la promesse de dissoudre la Chambre des députés ne peuvent arrêter le mouvement. La fusillade éclate autour des Tuileries, pendant que le roi perd le temps en vaines paroles, en hésitations, en ordres et en contre-ordres, Louis-Philippe veut pourtant essayer de ranimer le courage de ses défenseurs. Il monte à cheval et parcourt la place du Carrousel ; les gardes nationaux l'accueillent en criant : « Vive la réforme ! » Découragé complètement, le roi cède alors, malgré la reine Amélie, aux conseils d'Émile de Girardin et du duc de Montpensier : il abdique en faveur de son petit-fils le comte de Paris. Il monte dans une voiture couverte ; quelques cuirassiers protègent seuls ce départ précipité. La lutte continuait pendant ce temps sur la place du Palais-Royal, où deux compagnies du 14^e de ligne, retranchées dans le poste du Château-d'Eau¹, décimaient la foule à bout portant. On mit le feu au poste pour triompher de leur résistance. A la même heure, des gardes nationaux de la 10^e légion pénétraient dans les Tuileries, et leur chef, le capitaine Dunoyer, gravait ces mots sur les moulures du trône : *Le Peuple de Paris à l'Europe entière : Liberté, Égalité, Fraternité ; 24 février 1848.*

Daniel Stern était Marie-Sophie-Catherine de Flavigny, comtesse d'Agout. Née à Francfort-sur-le-Mein le 13 décembre 1805, elle est morte à Paris le 5 mars 1876. Elle a composé *Jeanne d'Arc ; Dante et Gæthe ; Histoire de la République des Pays-Bas ; Mes Souvenirs.*

1. Ce poste devait son nom à une fontaine, démolie depuis cette époque.

Le Gouvernement Provisoire. La République. Le suffrage universel.—Il n'y avait plus dans Paris d'autre pouvoir que la Chambre des députés. La duchesse d'Orléans vint se présenter au Palais Bourbon, espérant, avec l'appui de Dupin et d'Odilon Barrot, obtenir la régence pour elle-même, la couronne pour son fils ; mais le peuple envahit la Chambre, s'entassa sur les bancs, dans les couloirs. Sur la proposition de Ledru-Rollin et de Lamartine, un Gouvernement Provisoire fut formé par l'acclamation populaire : il se composait de Dupont (de l'Eure)¹, François Arago, Lamartine, Ledru-Rollin, Crémieux, Marie, Garnier-Pagès. Tous se rendirent à l'Hôtel de ville. Là, leur nombre fut grossi par M. Louis Blanc, Ferdinand Flocon, Armand Marrast et l'ouvrier Albert, élus par le peuple dans la Salle Saint-Jean. La République fut aussitôt proclamée au balcon de l'Hôtel de ville. Une Assemblée Constituante fut convoquée. Elle devait être composée de 900 représentants élus directement par le suffrage universel. Tout Français âgé de vingt et un ans et ayant six mois de domicile était électeur. Le vote devait avoir lieu par scrutin de liste. Les élections se firent le 23 avril, et les députés, réunis le 4 mai, proclamèrent de nouveau la République.

Résultats généraux du règne de Louis-Philippe. Travaux publics, chemins vicinaux, chemins de fer.—Pendant les dix-huit ans qui s'étaient écoulés de 1830 à 1848, les travaux publics avaient été poussés activement. De nouvelles voies de communication avaient été ouvertes. C'est en 1836 que fut votée la loi sur les chemins vicinaux : elle divisait les chemins vicinaux en voies de grande et de petite communication, et pourvoyait à leur entretien.

Lorsque l'État ou les communes étaient obligés d'exproprier des propriétaires ou des locataires pour les travaux d'utilité publique, on devait préalablement leur payer une indemnité. Cette indemnité était réglée par les conseils de préfecture, en sorte que l'administration se trouvait juge et partie dans sa propre cause. Une loi de 1844 décida que désormais la fixation de l'indemnité appartiendrait à un jury spécial.

On avait déjà établi (1835-1842) des chemins de fer de Paris à Saint-Germain, Versailles, Rouen, Orléans. Le 22 octobre 1842, une loi ordonna l'établissement de neuf chemins de fer : sept

1. Dupont de l'Eure, né au Neubourg (Eure) en 1767, mort en 1855 ; Ledru-Rollin, né à Paris en 1808, mort en 1874 ; François Arago, né à Estagel (Pyrénées-Orientales) en 1786, mort en 1853.

partant de Paris pour aller : 1° par Lille, à la frontière belge ; 2° par Rouen et le Havre, à la côte de la Manche ; 3° par Nancy et Strasbourg, à la frontière d'Allemagne ; 4° par Lyon et Marseille, à la Méditerranée ; 5° par Tours, Bordeaux et Bayonne, à la frontière d'Espagne ; 6° par Nantes, à l'Océan ; 7° par Bourges, au centre de la France ; 8° de Lyon à Strasbourg, par Mulhouse ; 9° de Bordeaux à Marseille, par Toulouse. Les dépenses qu'exigeait l'établissement de ces voies furent faites par des compagnies concessionnaires avec des subventions et des garanties de l'État et des communes desservies. Les frais d'exploitation furent à la charge des compagnies, qui devaient recueillir les produits pendant un espace de temps fixé d'avance, et à l'expiration duquel les lignes et le matériel appartiendraient à l'État. Dès lors le nombre des voies ferrées s'accrut rapidement.

Industrie et commerce.—Depuis 1815, grâce à la paix dont on jouissait, le commerce et l'industrie avaient été presque toujours prospères. A partir de 1834, il y eut régulièrement tous les cinq ans une exposition des produits de l'industrie, qui entretint l'émulation entre les fabricants et les producteurs. En 1847, il y avait 2,450 machines à vapeur, représentant la force de 61,650 chevaux-vapeur. La fabrication du sucre de betterave était neuf fois plus considérable en 1848 qu'en 1830 : elle avait monté de 6 à 54 millions. Celle du fer avait doublé : elle s'était élevée de 2 à 4 millions et demi de quintaux. Malheureusement, les ouvriers employés dans un grand nombre d'usines à des travaux pénibles y respiraient une mauvaise atmosphère et étaient souvent malades ; les enfants qu'on y faisait entrer tout jeunes y dépérissaient : on établit des comités d'hygiène ; une loi de 1844 interdit dans les fabriques l'emploi des enfants au-dessous de l'âge de huit ans, et fixa pour eux à un maximum de huit heures la durée d'une journée de travail.

Le commerce avait augmenté en proportion des progrès de l'industrie. De 1830 à 1848, le chiffre des importations et celui des exportations doublèrent. Le système protecteur et l'échelle mobile subsistaient toujours : Adolphe Blanqui, Michel Chevalier, Wolowski, Frédéric Bastiat, les attaquaient au nom de la liberté du commerce et réclamaient le libre échange avec les nations étrangères ; mais leurs idées rencontraient de nombreux adversaires : le général Bugeaud s'écriait qu'une invasion de bestiaux étrangers serait plus funeste qu'une invasion de

Cosaques. Néanmoins le système protecteur ne put empêcher plusieurs crises commerciales de se produire, à Lyon en 1834, 1832, 1834, à Paris et dans toute la France en 1847, année où la mauvaise récolte porta le pain et les objets de première nécessité à un prix considérable.

Adoucissement de la loi pénale : système des circonstances atténuantes. — Un grand progrès s'accomplit dans l'esprit public pendant cette période. Les mœurs s'adoucirent; la peine de mort en matière politique, qui devait être abolie en 1848 par le Gouvernement Provisoire, fut, sous la monarchie de Juillet, rarement appliquée. On effaça du code pénal la marque, le carcan, la mutilation du poing pour les paricides. La peine de mort cessa d'être applicable aux faux monnayeurs et aux auteurs des crimes commis contre les propriétés. Une modification importante fut encore apportée à nos lois. Jusqu'à, dans les cours d'assises, on posait simplement aux jurés cette question : « L'accusé est-il, *oui* ou *non*, coupable de tel crime ? » Sur la réponse négative ou affirmative du jury, la cour prononçait l'acquiescement ou condamnait l'accusé à la peine édictée par le législateur contre le crime dont il s'était rendu coupable. Un pareil système était défectueux. Étant dans la nécessité de répondre simplement *oui* ou *non*, les jurés se trouvaient souvent dans l'alternative d'attirer sur la tête de l'accusé un châtement trop sévère en le déclarant *coupable*, ou de le laisser complètement impuni en le déclarant *non coupable*. Désormais, dans le cas de l'affirmative, le jury répondit : *Oui, l'accusé est coupable*, en ajoutant : *avec* ou *sans circonstances atténuantes*.

Un autre progrès, qu'il faut signaler, c'est l'abolition de la loterie, qui fut supprimée sur la proposition du duc de la Rochefoucauld-Liancourt.

Loi militaire de 1832. — Les forces militaires de la France avaient été organisées par la loi du 21 mars 1832. Aux termes de cette loi, l'armée devait être recrutée par des appels et par des engagements volontaires. La durée du service militaire était fixée à sept ans. Les Chambres établissaient chaque année le chiffre des hommes qui devaient être appelés sous les drapeaux. Ces hommes étaient désignés par le tirage au sort entre tous les jeunes gens âgés de vingt ans. La loi admettait le remplacement.

Tous les Français de vingt à cinquante ans non compris dans l'armée active faisaient partie de la garde nationale. Les gardes

nationaux étaient placés sous l'autorité du ministre de l'intérieur et des préfets. Ils nommaient eux-mêmes leurs chefs. Ils avaient pour mission de défendre la charte, l'ordre et les libertés publiques. En cas de guerre, ils pouvaient être mobilisés.

Organisation de l'instruction primaire. — C'est le 28 juin 1833, sous le ministère de Guizot, que l'instruction primaire fut organisée régulièrement par une loi : chacun fut libre d'ouvrir une école. Il devait y avoir deux sortes d'écoles : les écoles élémentaires dans les campagnes, les écoles supérieures dans les villes. Les premiers principes de la religion et de la morale, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul, le système légal des poids et mesures, devaient être enseignés dans les écoles élémentaires; l'enseignement des écoles supérieures comprenait, en outre, des éléments d'histoire et de géographie, des notions de géométrie, de dessin linéaire, d'arpentage, de physique, d'histoire naturelle et de musique vocale. Toute commune devait avoir une école publique, placée sous la double surveillance d'un comité local et d'un comité d'arrondissement. L'instituteur communal devait recevoir un traitement fixe et de plus une rétribution mensuelle de chaque élève; les enfants des familles pauvres devaient être exemptés de cette rétribution par les conseils municipaux. Des inspecteurs de l'instruction primaire furent créés dans les chefs-lieux d'arrondissement, et des écoles normales primaires dans les chefs-lieux de département, pour former les instituteurs. Le nombre des collèges royaux (lycées) et celui des facultés furent augmentés. Un peu plus tard l'École Française d'Athènes fut créée par M. de Salvandy.

La Tribune et le Journalisme de 1830 à 1848. — Pendant les dix-huit ans que dura la monarchie de Juillet, on entendit à la tribune, au barreau ou dans les chaires de la Sorbonne et du Collège de France, des voix éloquentes : celles de Thiers, Guizot, Dufaure, Berryer, Odilon Barrot, Lamartine, Montalembert, Garnier-Pagès, Michel¹ (de Bourges), Ledru-Rollin, Jules Favre, Michelet, Quinet, Chaix d'Est-ANGE, Nogent-Saint-Laurens.

Les journaux étaient nombreux : ils pouvaient être fondés sans autorisation préalable et discutaient librement les questions politiques. Ils étaient justiciables du jury. Le *Journal des*

1. Michel (de Bourges), né à Aix en 1798, mort en 1858.

Débats était la plus connue des feuilles favorables au gouvernement ; le *Constitutionnel* et la *Presse* appartenaient à l'opposition constitutionnelle ; le *National*, la *Réforme* et la *Tribune* étaient les organes du parti républicain ; la *Gazette de France* et l'*Union*, ceux du parti légitimiste ; l'*Univers* et l'*Ami de la Religion*, ceux des défenseurs du clergé. Les attaques parfois très vives des journaux contre la monarchie de Juillet contribuèrent beaucoup à sa chute.

Littérature française ¹. — La plupart des écrivains de l'époque précédente, dont on a déjà cité les noms et indiqué les œuvres principales (voir chap. xxii), étaient alors dans la plénitude de leur talent : c'étaient les poètes Lamartine, Victor Hugo, Alfred de Musset, Barbier, C. Delavigne, auxquels il faut ajouter les noms de Ponsard, de Théophile Gauthier, d'Alexandre Dumas, d'Hégésippe Moreau et d'Émile Augier ; c'étaient les historiens et prosateurs Villemain, Cousin, Thiers, Guizot, Michelet, E. Quinet, Lamennais, Lacordaire, Ampère, Sainte-Beuve, Saint-Marc Girardin, Mignet, Henri Martin, auxquels on doit joindre les noms de Vaulabelle, Louis Blanc, Bonne-mère, Prosper Mérimée, Jules Janin. C'est à cette époque que Lamennais publia *l'Avenir*, puis, en 1834, les *Paroles d'un Croyant*, en 1841, *Une Voix de prison*, ensuite *l'Esquisse d'une Philosophie*, et, en 1848, *le Peuple constituant*. Nommons encore le savant Littré (Maximilien-Paul-Émile, né à Paris le 1^{er} février 1801, mort en 1884). Fils d'un soldat de la République, Littré, qui possédait une immense puissance de travail, embrassa dans ses études tout le cercle des connaissances humaines : la médecine, la philologie, l'histoire, la philosophie, etc. Attaché dès sa première jeunesse aux idées démocratiques, il fut au nombre des combattants de Juillet 1830. Il se lia plus tard avec Auguste Comte et devint l'un des adeptes de la philosophie positive. Ses principaux ouvrages furent : la traduction des *Œuvres d'Hippocrate*, la traduction de la *Vie de Jésus*, du docteur Strauss, la révision du *Dictionnaire de médecine*, de Nysten ; *Auguste Comte et la Philosophie positive*, le *Traité de la Philosophie positive*, de nombreux articles insérés dans la *Revue des Deux-Mondes*, l'*Histoire littéraire de France*, le *Journal des Savants*, et la *Gazette médicale*

1. Ce chapitre étant le dernier du volume où il soit question de la littérature, des sciences et des arts, on y trouvera cités des écrivains, des artistes et des ouvrages postérieurs par leur date à l'époque de Louis-Philippe.

de Paris. Ajoutons-y l'*Histoire de la Langue française*, et enfin le colossal *Dictionnaire historique de la Langue française*, composé de 1859 à 1872, au prix d'immenses recherches, avec un savoir, un tact et une patience infinis. Ce dernier ouvrage suffirait à immortaliser son auteur. Littré, dont la modestie égalait le savoir, s'était tenu à l'écart des fonctions publiques : il n'était même pas docteur en médecine et ne voulut jamais accepter la Légion d'honneur. Élu dès 1839 à l'Académie des Inscriptions, il fut repoussé en 1863 par l'Académie Française, où l'évêque d'Orléans, membre de cette compagnie, et adversaire de ses doctrines, s'opposa à son admission. Plus tard, Littré devait être élu député de Paris en 1874. Il entra aussi à l'Académie française, et mourut sénateur.

Outre les travaux historiques signalés pendant la période précédente, indiquons l'*Histoire de la Révolution Française et le Peuple*, de Michelet, qui termina ensuite son *Histoire de France*, et composa plus tard *l'Oiseau*, *l'Insecte*, *la Sorcière*, *la Montagne*, *la Pologne martyre*, etc. ; l'*Histoire Parlementaire de la Révolution*, de Buchez et Roux ; l'*Histoire de Dix ans*, de Louis Blanc, que devait suivre bientôt l'*Histoire de la Révolution Française* ; l'*Histoire des Girondins*, de Lamartine ; l'*Histoire de Port-Royal*, de Sainte-Beuve, l'*Histoire des Deux Restaurations*, par A. de Vaulabelle ; l'*Essai sur les Œuvres de Herder*, la *Grèce moderne dans ses rapports avec l'antiquité*, le *Génie des Religions*, l'*Histoire de mes Idées* et l'*Histoire de la Poésie*, d'Edgar Quinet, qui publia en outre dans la suite les *Révolutions d'Italie*, l'*Histoire de la Campagne de 1815*, *Merlin l'Enchanteur*, *la Révolution*, *l'Esprit Nouveau*. En même temps de Tocqueville publiait son livre *De la Démocratie en Amérique*, que devait suivre *L'Ancien Régime et la Révolution*. Paganel (1797-1859) racontait l'*Histoire de Frédéric le Grand*, l'*Histoire de Joseph II*, empereur d'Allemagne, l'*Histoire de Scanderberg*. Le Danois Malte-Brun, né en 1775, exilé de son pays pour un motif politique en 1800, et mort en 1826, écrivait en français sa *Géographie universelle*, l'ouvrage le plus complet sur cette matière avant celui de M. Elisée Reclus. Jules Quicherat (1814-1882), historien et érudit, directeur de l'École des Chartes en 1874, a composé de nombreux travaux sur toutes les parties de l'histoire de France, les *Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc*, l'*Histoire de Sainte-Barbe*, l'*Histoire des Costumes en France*, etc. Cette période est surtout féconde en œuvres d'imagination,

pièces de théâtre et romans. Victor Hugo, à ses poésies et à ses drames déjà cités, ajoutait les romans de *Notre-Dame de Paris*, *Le Dernier Jour d'un condamné*, et son livre du *Rhin*, terminé par *La Légende du beau Pécopin*. Il devait composer dans la suite *La Légende des Siècles*, *Les Châtiments*, *Les Misérables*, *L'Année terrible*, *L'Art d'être grand-père*, etc. Théophile Gautier (1811-1872), romancier et poète, donnait successivement *La Jeune France*, *Fortunio*, *La Comédie de la Mort*, *Mlle de Maupin*, etc.

Alexandre Dumas père (né à Villers-Cotterets en 1803 et mort en 1870), fils d'un général de la République, a composé des pièces de théâtre : *Henri III*, *Antony*, *Angele*, *La Tour de Nesle*, *Mademoiselle de Belle-Isle*, *Les Demoiselles de Saint-Cyr*, et un grand nombre de romans, dont plusieurs écrits en collaboration avec M. Auguste Maquet : *Monte-Christo*, *La Reine Margot*, *Les Quarante-Cinq*, *La Dame de Montsoreau*, *Les Trois Mousquetaires*, *Vingt ans après*, *Le Vicomte de Bragelonne*, les *Mémoires d'un médecin*, *Le Chevalier de Maison-Rouge*, les *Impressions de voyage en Suisse et sur les bords du Rhin*, etc. Ponsard donnait, à la même époque, ses premières pièces de théâtre : *Lucrèce*, *Agnès de Méranie*, *Horace et Lydie*, *Charlotte Corday*, *L'Honneur et l'Argent*.

Georges Sand¹, dont le véritable nom était Aurore Dupin, baronne Dudevant, petite-fille du fermier général Dupin de Francueil, le protecteur de J. J. Rousseau, et d'une fille du maréchal de Saxe, est née à Paris le 3 juillet 1804, et morte au château de Nohant en 1877. Les plus connus des romans qu'elle a publiés pendant la période qui nous occupe sont : *Indiana*, *Lélia*, *Mauprat*, *Valentine*, *La Mare au Diable*, *La Petite Fadette*.

Balzac (Honoré de), né à Tours le 28 mai 1799, mort à Paris le 18 août 1850, composa les *Scènes de la vie privée* (*Mémoires de deux jeunes mariées*, *La Femme de trente ans*, *Gobseck*, *Modeste Mignon*, *Le Colonel Chabert*, etc.); les *Scènes de la vie de province* (*Ursule Mirouet*, *Eugénie Grandet*, *Un Ménage de garçon*, *Le Lys dans la vallée*, etc.); les *Scènes de la vie parisienne* (*La dernière incarnation de Vautrin*, *Le Père Goriot*, *César Birotteau*, *Les parents pauvres*, etc.); les *Études philosophiques* (*La Peau de chagrin*, *La Recherche de l'absolu*, etc.), dans lesquels se donne carrière une imagination puissante, mais souvent chagrine et bizarre.

Eugène Sue, né en 1804, mort en 1857, a composé *Les Mystères de Paris*, *Le Juif errant*, *Mathilde*, *Les Mystères du peuple*,

et d'autres ouvrages dans lesquels la propagande politique se trouve mêlée au roman.

Stendahl (Henri-Marie Beyle, connu sous le pseudonyme de), né à Grenoble en 1783, et mort d'apoplexie à Paris en 1842. d'abord officier de dragons, puis commissaire des guerres, enfin consul de France à Civita-Vecchia, fut à la fois romancier, critique d'art et historien. Analyste fin, écrivain vigoureux, mais quelquefois paradoxal, il composa *Le Rouge et le Noir*, *La Chartreuse de Parme*, des *Nouvelles*, *l'Histoire de la Peinture en Italie*; *Rome, Naples et Florence*, la *Vie de Haydn*, *Mozart*, *Métastase*; enfin, des fragments posthumes de la *Vie de Napoléon*.

Le chansonnier Pierre Dupont, né à Lyon en 1824, a composé *Les Bœufs*, *le Braconnier*, *les Louis d'or*, *le Chant des Nations*, *le Chant des Soldats*, *la Chanson du Blé*, etc. On peut encore ajouter à cette liste le vicomte d'Arlincourt (né près de Versailles en 1789, mort en 1859), écrivain prétentieux et emphatique, auteur de romans intitulés : *le Solitaire*, *l'Étrangère*, *le Renégat*, et d'un poème épique : *Ismaëlie ou l'Amour et la Mort*.

Le romancier Saintine (1798-1865), collaborateur de Scribe, a composé *L'Ours et le Pacha*, *L'Homme du Monde*, et un roman qui obtint un grand succès, *Picciola*. Félicien Mallefille, né en 1813 à l'île Maurice, mort en 1868, a laissé des romans, *le Collier*, *le capitaine Laroze*, *les Mémoires de Don Juan*, et des drames, comme *Glenarvon*, *les Sept enfants de Lara*, *le Paysan des Alpes*, *Tiégault le loup*.

Littérature anglaise¹. — La littérature étrangère nous offre à la même époque des noms remarquables à signaler. En Angleterre, aux poètes déjà cités, il convient d'ajouter les *lakistes* ou poètes des lacs, qui ont chanté les lacs du Cumberland, près desquels ils ont vécu. Wordsworth (1770-1850), né dans le Cumberland, la partie la plus pittoresque de l'Angleterre, est l'auteur des *Excursions*, poème, et de *La Biche blanche de Rylstone*. Coleridge (Samuel Taylor, 1772-1834), fils d'un vicaire de village, d'abord soldat, puis journaliste, a publié les *Feuilles sibyllines*, les *Poèmes méditatifs*, *La Harpe éolienne*, la *Ballade du vieux marin*, *Christabel*. A Southey (Robert, né à Bristol en 1774, mort en 1843), on doit des *Contes en vers*, le drame intitulé *Wat-Tyler*, *Thalaba le Destructeur*,

1. M. R. Delaune, qui habite depuis longtemps et connaît à fond l'Angleterre, a bien voulu envoyer à l'auteur de précieux renseignements pour la rédaction de ce chapitre.

1. Voir, au Théâtre-Français, la statue de Georges Sand par Clésinger.

La Malédiction de Kehama, Rodrigue le dernier des Goths. Citons encore, parmi les poètes de cette période, l'Irlandais Thomas Moore (*Lalla-Rookh, Odes, Chansons, etc.*), les Écossais Burn et Campbell, Rogers (*Poème sur l'Italie*), mistress Hemans (1792-1835), dont les *Chants* sont restés si populaires.

Parmi les historiens, nommons avant tout le célèbre Macaulay. Thomas Babington, né à Bothley-Temple en 1800, successivement élu à la Chambre des communes (1830), membre du conseil privé, ministre de la guerre, baron et pair sous le nom de lord Macaulay (1857), est mort en 1859, après avoir composé des *Essais de critique et d'histoire* (Millon, W. Pitt, Frédéric le Grand, Lord Clive, Warren Hastings, etc.), et surtout une *Histoire d'Angleterre, de l'avènement de Jacques II à la mort de Guillaume III*, qui est un véritable chef-d'œuvre de narration historique. Thomas Carlyle, né le 4 décembre 1795 près de Dumfries (Écosse), et mort le 5 février 1884, a écrit la *Vie de Schiller, Histoire de la Révolution française, Des Héros et du sentiment héroïque dans l'histoire, Pamphlets du dernier jour, Lettres et Discours d'Olivier Cromwell, Histoire de Frédéric II, roi de Prusse*. Hallam (né à Windsor en 1777, mort en 1859) a composé l'*État de l'Europe pendant le Moyen Âge* et l'*Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*. Lord Brougham (né à Édimbourg en 1778, mort en 1868), a donné les *Esquisses historiques des hommes d'État du règne de Georges III, l'Essai sur la Constitution anglaise, des Discours, etc.* Alison (sir Archibald) (1792-1867) écrivit l'*Histoire de l'Europe moderne depuis la Révolution Française jusqu'à la Restauration des Bourbons en 1815*, et une *Vie de Marlborough*. M. Mérivale, né en 1804, et professeur à Oxford, a composé *Les Romains sous les empereurs, La Chute de la République romaine, Londres à l'époque jacobite*. Le docteur John Doran s'est fait connaître par nombreux travaux historiques : *Vies des Reines de la maison de Hanovre, Mœurs de la Chevalerie, Vies des Princes de Galles, Londres à l'époque jacobite, etc.* Nommons encore : le fondateur de l'Université de Londres. le célèbre Grote (1794-1874), qui a composé l'*Histoire de la Grèce*; les historiens Th. Buckle, Duncker, Froude, Freeman, Green, et Kinglake, auteur de l'*Invasion de la Crimée*.

Le romancier Charles Dickens (né à Portsmouth en 1812, mort en 1870), est l'auteur de *Pickwick, Nicolas Nickleby, Barnabé*

Rudge, Bleak-House, David Copperfield. Sir Edward Bulwer Lytton, qui devint ensuite lord Lytton (1805-1873), a écrit *Pelham ou les Aventures d'un gentleman, Les Derniers jours de Pompéi, Rienzi*. Miss Cummins est l'auteur de *L'Allumeur de réverbères*. Ajoutons à cette liste les romanciers : George Eliot (miss Evans), dont l'influence philosophique a été grande sur la seconde moitié du siècle, Thackeray (*La Foire aux Vanités, etc.*); Disraëli, plus tard lord Beaconsfield, aux créations fantaisistes, empreintes presque toutes d'un souffle révolutionnaire, bien que leur auteur fût devenu le chef du parti conservateur (*Vivian Grey, Coningsby, Sybil, Lothair, Endymion*); A. Trollope, aussi voyageur; Wilkie Collins (*La Femme en blanc, etc.*); Ouida, qui rappelle Georges Sand; le grand poète humoriste Thomas Hood (1799-1854), auquel on doit *Le Chant de la Chemise, Le Pont des Soupîrs, Le Rêve d'Eugène Aram*; Alfred Tennyson (1810-1892), poète lauréat, créé lord en 1883, dont les *Épopées du Cycle d'Arthur* ont été illustrées par Gustave Doré, enfin les poètes Robert Browning et Algernon Swinburne.

John Stuart Mill (1806-1873), économiste et philosophe célèbre, partisan du libre échange et du principe d'association, a composé un *Système de Logique, des Principes d'Économie politique, La Liberté et le Gouvernement représentatif*; Herbert Spencer, Alexandre Bain, G. Lewes, ont aussi composé de nombreux ouvrages philosophiques. Le naturaliste et géologue Charles Darwin, né le 12 février 1809 à Shrewsbury (mort en 1882), après avoir fait de brillantes études à l'Université de Cambridge, s'embarqua, en 1834, sur le *Beagle*, qui entreprenait un voyage d'exploration autour du monde. Il rentra en Angleterre après cinq ans d'absence, et publia en 1859 son livre sur l'*Origine des espèces par voie de sélection naturelle*. Il composa plus tard les ouvrages suivants : *De la fécondation des orchidées par les insectes, 1862; De la variation des animaux et des plantes sous l'action de la domestication, 1868; la Descendance de l'homme et la sélection sexuelle, 1874; l'Expression des émotions chez l'homme et chez les animaux, 1872; les Mouvements et les habitudes des plantes grimpantes, 1875; les Plantes insectivores, 1875; Des effets de la fécondation croisée et de la fécondation directe dans le règne végétal; les Récifs de corail, 1878, enfin un dernier ouvrage sur les Vers de terre. Il s'est rendu célèbre par ses théories de La Lutte pour la vie, de La Sélection naturelle et de L'Évolution. « Je pense, a-t-il écrit, que tout le règne animal est descendu de quatre ou cinq*

types primitifs tout au plus, et le règne végétal d'un nombre égal ou moindre. L'analogie me conduirait même un peu plus loin, c'est-à-dire à la croyance que tous les animaux et toutes les plantes descendent d'un seul prototype; mais l'analogie peut être un guide trompeur. » Par le « *struggle for life* » ou « *combat pour la vie*, » il entendait qu'il existe entre les êtres et les plantes placées dans un même milieu une lutte constante dans laquelle les plus faibles finissent toujours par succomber. Émule de Darwin, le naturaliste Alfred Wallace, s'attaquant aux problèmes sociaux, a fondé (1882) une société pour la « Nationalisation de la Terre ». On doit à Wallace : *L'Archipel Malais, Nature des Tropiques, Recherches sur la distribution des animaux*. Ajoutons à cette liste le banquier naturaliste et philosophe sir John Lubbock, le physicien Tyndall, le chimiste Lockyer, connu par ses travaux d'analyse spectrale; les géologues Owen et Charles Lyell. Enfin l'Allemand Max Müller, professeur à Oxford, a édité plusieurs ouvrages sanscrits, et publié en anglais ses *Religions-mythes* et *l'Origine du Langage*.

Littérature allemande¹. — A la même époque en Allemagne, le poète Arndt (Ernest-Maurice), né en 1769, dans l'île de Rugen, mort à cent ans en 1869, composa les *Chants guerriers de Bliicher et de Schill*, et *La Patrie de l'Allemand*. Henri Heine (1797-1856), poète et prosateur, vécut surtout en France; on lui doit les *Tableaux de Voyage*, *Le Livre des Chants*, *L'Allemagne, Lutèce*. Frédéric Rückert, né à Schweinfurth en 1789, mort en 1866, est l'auteur des *Sonnets cuirassés*, de *La Couronne du Temps*, des *Roses orientales*. Hoffmann s'est illustré par ses *Contes fantastiques* (1776-1820). Les deux frères Schlegel naquirent tous les deux à Hanovre : l'aîné, Auguste-Guillaume (1767-1845), se rendit populaire par son *Cours de Littérature dramatique*, mais attaqua avec une injustice passionnée et ridicule les grands écrivains français; Frédéric (1772-1829) composa le roman intitulé *Lucinde* et le drame d'*Alarcos*. Le poète Louis Tieck (né à Berlin en 1773, mort en 1853) est l'auteur des drames suivants : *Geneviève*, *L'Empereur Octavien*, *Fortunat*, *Barbe-Bleue*, *Le Chat botté*, *Le prince Zerbino*, *Le Monde renversé*. Arnim (Joachim von), né à Berlin en 1781, mort en 1834, s'est fait un nom par ses romans, *La Comtesse Dolores*, *Les*

Gardiens de la Couronne, etc. Clément Brentano (1778-1842), Italien d'origine, né près de Coblenz, et beau-frère d'Arnim, a écrit des romans, comme *Godwi ou la Statue d'une Mère*, des drames, comme *La Fondation de Prague*; c'est dans *Godwi* que se trouve la gracieuse ballade de *Loreley*. Lamotte-Fouqué, (1777-1843), d'une famille de calvinistes français réfugiés, a composé de nombreux romans, *Alwin*, *Ondine*, des chants, des ballades, des poèmes, des drames. Chamisso (1781-1838), né en Champagne, émigra et fut naturalisé Prussien. « Je suis Français en Allemagne et Allemand en France, écrivait-il à Madame de Staël, et je ne trouve ma place nulle part. » On lui doit *l'Histoire de Pierre Schlemihl*. Louis Uhland (1788-1862), né à Tubingue, a composé de gracieuses ballades, *Marie la Faucheuse*, *Le Bonheur d'Edenhall*, *La Fille de l'Orfèvre*, *Le Château au bord de la mer*, *La Malédiction du Barde*. Bettina Brentano (1785-1859), qui aimait Goethe, et qui fut mariée avec Arnim, brilla dans l'école poétique de *La Jeune Allemagne*, à côté de Charles Gutzkow (né en 1810), l'auteur des *Chevaliers de l'Esprit*, et de Freiligrath (né en 1810), le traducteur de Lamartine et de Victor Hugo. Nommons encore Charles Simrock (né en 1802), auteur des *Légendes du Rhin*, et Gruppe (1804-1875), romancier, poète et historien.

Parmi les auteurs dramatiques, OEhlenschläger (1779-1855) a écrit *Aladin* et *La Mort du Corrège*. Immermann (1796-1840) est connu par *Le Val de Roncevaux*, *L'Empereur Frédéric II*, *Ghismonda ou les victimes du Silence*. Michel Beer (1800-1833), frère de Meyerbeer, a composé *Le Paria* et *Struensée*. A Gustave Freytag (né en 1816) on doit des drames, comme *Le Comte Waldemar*, et des romans, comme *Doit et Avoir*. Georges Buchner (1813-1837) est l'auteur d'une tragédie sur *La Mort de Danton*.

Nommons encore les deux frères Grimm, Jacob, que Michelet surnommait « le Ducange de notre temps » (1785-1863), et Guillaume (1786-1859), à la fois poètes, philologues, érudits; le poète Geibel, né et mort à Lubeck (1884); le Chanoine Schmid (1768-1854), dont les *Contes* ont été si souvent traduits; Berthold Auerbach (né en 1812), à qui l'on doit les *Histoires villageoises de la Forêt-Noire*; enfin, le romancier Hackländer.

Indiquons enfin les poètes autrichiens Zedlitz (1790-1862), auteur de *La Revue nocturne*; le comte d'Auersperg (1806-1876), qui publia, sous le pseudonyme d'Anastasius Grün, *Les Promenades d'un Poète viennois*, *Le Dernier Chevalier*, *Le Curé de Kalemberg*. Lonau (1802-1850), né en Hongrie, après avoir

1. L'auteur a puisé largement dans l'excellente *Histoire des Littératures étrangères* de M. Eugène Hallberg, professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse.

promené en Europe et en Amérique une incurable tristesse, perdit la raison et mourut fou. Il a laissé de nombreuses *Poésies*. Alfred Meissner (né en 1822) est l'auteur du poème de *Ziska* et du drame d'*Urie*. Enfin, on doit à Maurice Hartmann (1821-1872) *La Coupe et le Glaive*.

La littérature allemande contemporaine est également riche en travaux historiques. Le célèbre Niebuhr (1776-1831), fils d'un hardi voyageur qui avait exploré l'Arabie, né lui-même à Copenhague, professeur à Berlin et à Bonn, appliqua, le premier, dans son *Histoire Romaine*, les principes d'une critique sagace aux annales de la Rome primitive, en montrant qu'il fallait voir des mythes et des symboles là où ses devanciers avaient vu des faits réels. Raumer (1781-1874), professeur à Berlin, écrivit l'*Histoire des Hohenstauffen et de leur temps*. Varnhagen Von Ense (1784-1868) a laissé de curieuses *Mémoires* historiques et anecdotiques; on doit à sa femme Rachel Sewin (1771-1833) des *Lettres* remarquables par l'élevation des idées. Heeren (1760-1842), professeur à Göttingue, écrivit un *Manuel de l'Histoire Ancienne*, les *Idees sur la politique et le commerce de l'Antiquité*, et le livre intitulé *De l'Histoire du Moyen Age*. Ritter (Carl) fit paraître, de 1822 à 1859, sa *Connaissance de la Terre au point de vue de la nature et de l'histoire*, ouvrage inachevé, dont le premier volume traite de l'Afrique, les dix-huit autres de l'Asie. Léopold Ranke, professeur à Berlin, né en 1795, est l'auteur de l'*Histoire de l'Allemagne au temps de la Réforme*, *Neuf livres de l'Histoire de Prusse*, *Histoire de France aux seizième et dix-septième siècles*, *Les Papes romains aux seizième et dix-septième siècles*. M. Th. Mommsen a composé une *Histoire Romaine*; à Voigt (Jean, 1786-1863) on doit l'*Histoire du Pape Grégoire VII*, l'*Histoire de la Ligue lombarde*, l'*Histoire de la Prusse depuis les temps les plus reculés jusqu'à la fin de la domination de l'Ordre Teutonique*. Gervinus est l'auteur de l'*Histoire du Dix-Neuvième Siècle*; les docteurs Strauss (1808-1874) et Bauer sont les représentants les plus connus de l'école de théologie protestante rationaliste de Tubingue : le premier s'est fait connaître par une *Vie de Jésus*, le second par des travaux sur les *Origines du Christianisme*.

Parmi les philosophes, Hegel (Frédéric, 1770-1832), né à Stuttgart, professeur à Iéna, s'illustra par sa *Logique*, son *Esthétique* et sa *Philosophie du Droit*. Sa doctrine est le panthéisme idéaliste. Schelling (Guillaume-Joseph, 1775-1854), né en Wurtemberg, professeur à Weimar, à Iéna, à Munich, à

Berlin, est également panthéiste dans sa poétique *Philosophie de la Nature*. « L'esprit divin, y dit-il, dort dans la pierre, rêve dans l'animal, est éveillé dans l'homme. » Il faut encore citer Schopenhauer (Arthur, de Dantzick; 1788-1860), qui a composé le *Monde considéré comme volonté et comme phénomène* et *Sur le Fondement de la Morale*; Ritter (Henri, né à Zerbst en 1794, mort en 1860), auteur de l'*Histoire de la Philosophie ionienne*, et de l'*Histoire de la Philosophie pythagoricienne*; Feuerbach; Buchner, auteur du livre intitulé *Force et Matière*; le chimiste Liebig, de Darmstadt (1803-1873), professeur à Heidelberg et à Munich, qui s'illustra par des travaux innombrables sur la chimie organique et alimentaire; le naturaliste Rossmäessler (de Leipsick, 1806-1867), et le célèbre géographe Auguste Petermann.

Littérature italienne. — Le premier en date parmi les écrivains italiens du dix-neuvième siècle est Alfieri (Victor, comte), né à Asti en 1749, mort à Florence en 1803. Il mena une vie errante en France, en Prusse, en Angleterre, et épousa en 1788 la comtesse d'Albany, veuve du prétendant Charles-Édouard Stuart. En prose, il a écrit *De la Tyrannie*; en vers, les tragédies suivantes : *Cléopâtre*, *Philippe II*, *Polynice*, *Antigone*, *Virginie*, *La Conjuraison des Pazzi*, *Don Garcia*. Gioberti (Vincent, 1794-1852), philosophe, journaliste, homme d'État, composa l'*Introduction à l'Étude de la Philosophie*, *Du Beau*, *Suprématie civile et morale des Italiens*. A Manzoni (né à Milan en 1784, mort en 1874) on doit une célèbre tragédie, *Le Comte de Carmagnole*, et un roman bien connu, *Les Fiancés*. Balbo (César, comte), né à Turin en 1789, mort en 1863, est l'auteur de *Nouvelles*, d'une *Histoire d'Italie*, d'une *Vie de Dante*, des *Espérances de l'Italie*, etc. Le Toscan Joseph Montanelli (1813-1852) est l'auteur de *Poésies* remarquables, de la tragédie intitulée *Camma*, et de *Mémoires*. On doit à Joseph Ferrari, à la fois philosophe, historien et homme d'État, *Les Révolutions d'Italie ou Guelfes et Gibelins*, ainsi que *La Chine et l'Europe*. Brofferio (1802-1866), poète et homme d'État, composa des *Canzone*, une *Histoire du Piémont de 1814 jusqu'à nos jours*, et des *Mémoires*. Le chevalier Massimo d'Azeglio, né à Turin en 1801, mort en 1866, s'illustra par son roman d'*Hector Fieramosca*, et fut, comme tous les écrivains dont les noms précèdent, un des précurseurs de l'indépendance italienne.

Beaux-arts : sculpture, monuments. — Les arts, pendant la même période, nous offrent en France un grand nombre de

noms illustres. Le célèbre Houdon (1744-1828), qui appartient à la génération précédente, avait composé la remarquable *Statue de Voltaire assis dans son fauteuil*, qui orne le Foyer du Théâtre Français; la *Statue de Molière*, le *Buste de J. J. Rousseau*, la *Statue de Washington*, une *Statue de Diane*, etc.

Bosio (1768-1845) est l'auteur de la *Statue équestre de Louis XIV* (Place des Victoires), de l'*Hercule terrassant Achéloüs* (Jardin des Tuileries), *Aristée*, etc.

Gayrard (Raymond), né à Rodez en 1777, mort en 1858, d'abord soldat, puis graveur en médailles et sculpteur, composa *Psyché*, *Samson*, *L'Amour endormi*, *Diane surprise au bain*, le *Moineau de Lesbie*.

Rude (1784-1855), un des sculpteurs les plus remarquables de notre siècle, a composé le *Pêcheur napolitain jouant avec une tortue* et le *Mercurie rattachant ses talonnières* (tous deux au Musée du Louvre); *Jeanne d'Arc* (Jardin du Luxembourg); le *Tombeau de Godefroy Cavaignac* (Cimetière Montmartre); la *Statue du maréchal Ney* (Place de l'Observatoire); enfin, et surtout, l'admirable trophée de l'Arc de Triomphe de l'Étoile représentant *Le Départ de 1792*.

A Pradier (1786-1852) on doit *Un Fils de Niobé* (Musée du Louvre), *Phidias*, *Prométhée*, *Les Trois Grâces*, *Phryné*, *Sapho*, *Flore*, enfin les *Statues de Lille et de Strasbourg* (Place de la Concorde).

Hébert (1804-1869) composa la *Conversion de saint Augustin*, l'*Enfant jouant avec une tortue*, *Le fleuve de la vie*, etc.

Seurre (1795-1867) fit la *Statue de Molière* (pour la fontaine de la rue de Richelieu), une *Baigneuse*, la *Victoire d'Aboukir*.

David d'Angers (1789-1856) a composé la *Statue du prince de Condé* (Cour d'honneur du Château de Versailles), les sculptures qui ornent le fronton du Panthéon, la *Statue équestre du général Gobert*, la *Statue du général Foy*, la *Statue du maréchal Gouvion Saint-Cyr* (au Père-Lachaise); la *Statue de Larrey* (au Val-de-Grâce); la *Statue d'Ambroise Paré* (à Laval); le *Philopæmen* (Jardin des Tuileries); la statue de *Talma* (Théâtre-Français).

Feuchères (1807-1852) est l'auteur du *Passage du pont d'Arcole* (bas-relief de l'Arc de Triomphe de l'Étoile); de la *Fontaine Cuvier*, du *David montrant la tête de Goliath*, etc.

Foyatier (Denis), né en 1793 à Bussière (Loire), mort en 1863, a sculpté le *Spartacus*, la *Siesta*, *Sainte Cécile*, *Cincinnatus*, la *Statue équestre de Jeanne d'Arc* (à Orléans).

Préault (Augustin), né en 1809, mort en 1879, est l'auteur

de la *Statue de Clémence Isaure* (Jardin du Luxembourg); de la *Statue du général Marceau* (à Chartres); du *Gaulois* (au Pont d'Iéna), etc.

Simart, né à Troyes en 1807, mort en 1857, fils d'un menuisier, est l'auteur d'*Oreste réfugié à l'autel de Pallas*, *Coronis mourante*, la *Philosophie*, la *Poésie épique*, les *Victoires décoratives*, et les *bas-reliefs du tombeau de Napoléon*.

On doit à Clésinger (1820-1882) la *Statue de Louise de Savoie* (Jardin du Luxembourg), la *Pietà*, *César*, un *Buste de Charlotte Corday*, les *statues équestres de Marceau et de Hoche*, etc.

On doit au ciseau de Lemaire, né à Valenciennes en 1798, mort en 1880 à Paris, la *Jeune fille tenant un papillon*, la *Jeune fille effrayée par un serpent*, le *Laboureur trouvant des armes* (Jardin des Tuileries), le *Tombeau de M^{lle} Duchesnois* (cimetière du Père-Lachaise), les *Statues de Kléber et de Louis XIV* (Musée de Versailles), *Le Christ et la Madeleine agenouillée* (fronton de l'Église de la Madeleine), les *Funérailles de Marceau* (Arc de Triomphe de l'Étoile), la *Statue de Hoche* (à Versailles), le *Monument de Froissart*, etc.

Carpeaux (Jean-Baptiste), né à Valenciennes, le 11 mai 1827, mort le 12 octobre 1875, est l'auteur du *Jeune pêcheur écoutant le bruit d'une coquille*, *Ugolin et ses enfants*, *La Rieuse*, le *Groupe de la Danse* sur la façade de l'Opéra, celui des *Quatre Parties du Monde*, à la Fontaine de l'Observatoire.

Fragonard (Évariste), né à Grasse en 1780, mort en 1850, à la fois sculpteur et peintre, a sculpté le fronton de la Chambre des députés, et peint deux plafonds du Louvre, *François I^{er} et le Primatice*, et *François I^{er} armé chevalier*.

Barye (Antoine-Louis), né à Pavie en 1796, mort le 25 juin 1875, a composé un *Tigre dévorant un crocodile*, le *Lion au repos* (Porte des Tuileries), *Thésée tuant le Minotaure*, *Combat d'un Centaure et d'un Lapithe*, la *Statue équestre de Napoléon I^{er}* (à Ajaccio).

Dantan aîné a sculpté la *Statue de Duquesne* (à Dieppe).

La plupart des sculpteurs contemporains ont travaillé à la décoration de l'Arc de Triomphe de l'Étoile. Commencé en 1806, ce monument a été achevé en 1836. Il est orné de quatre trophées : deux sur la face orientale, celle qui regarde les Champs-Élysées : *Le Départ de 1792*, par Rude; *Le Triomphe de 1810*, par Cortot; deux sur la face occidentale : *La Résistance à l'invasion de 1814* et *La Paix*, par M. Étex. Les bas-reliefs suivants ornent les quatre faces : à l'est : les *Funérailles de Mar-*

ceau, par Lemaire, et la *Bataille d'Aboukir*, par Seurre; au sud : la *Bataille de Jemmapes*, par Marochetti¹; à l'ouest; le *Passage du Pont d'Arcole*, par Feuchères, et la *Prise d'Alexandrie*, par Chaponnière; au nord : la *Bataille d'Austerlitz*, par Gechter².

En même temps s'élevaient d'autres monuments : la *Colonne de Juillet* se dressait sur la Place de la Bastille; la *Madeleine* était achevée; et l'*Obélisque de Louqsor*, donné par le vice-roi d'Égypte, était établi sur la Place de la Concorde.

Peinture. — Il y avait, à la même époque, un grand nombre de peintres et de dessinateurs d'un talent remarquable. Aux noms déjà cités d'Eugène Delacroix, d'Ingres, de Paul Delaroche, d'Ary Scheffer (voir chap. xxii), il faut en ajouter un grand nombre d'autres.

Sigalon (Xavier), né à Uzès en 1790, mort en 1837, élève de Guérin, a composé : la *Courtisane*, *Locuste*, *Athalie faisant égorger les enfants du sang royal*, la *Vision de saint Jérôme*, enfin la célèbre *Copie du Jugement dernier de Michel-Ange*, qui se trouve à l'École des Beaux-Arts de Paris.

Vinchon (1789-1855), est l'auteur de : *Cyparisse*, *Ajax défiant les dieux*; *Jeanne d'Arc sous les murs d'Orléans*, le *Sacre de Charles VIII*, *Boissy d'Anglas*, les *Enrôlements volontaires*.

Schnetz (1787-1870), nous a laissé : *Le bon Samaritain*, *Jérémie sous les murs de Jérusalem*, *Bohémienne prédisant l'avenir à Sixte-Quint*, les *Italiennes devant la Madone*, *Jeanne d'Arc revêtant ses armes*, la *procession des Croisés autour de Jérusalem*, *Condé à la Bataille de Senef*.

Charlet (1792-1846), fils d'un dragon de la République et ami de Géricault, a retracé, dans des dessins pleins de verve et de vie, la plupart des types et des costumes militaires de la Révolution et de l'Empire.

Raffet (1804-1860) est l'auteur d'un grand nombre de dessins au crayon et à l'aquarelle, parmi lesquels on remarque surtout la *Revue des morts*.

Horace Vernet (1789-1863), fils et petit-fils de peintres remarquables, a composé : *Le Chien du Régiment*, *Le Cheval du Trompette*, la *Bataille d'Iéna*, la *Bataille de Friedland*, la *Bataille de Montmirail*, *Le maréchal Moncey à la barrière de Clichy*, *Le duc d'Orléans se rendant à l'Hôtel de Ville le 31 juillet 1830*, la *Prise de la Smala*, la *Bataille de l'Isly*, etc.

1. Marochetti, né à Turin en 1805, mort en 1868.

2. Gechter, né à Paris en 1796, mort en 1844.

A Eugène Lami (1800-1890), on doit l'*Orgie*, la *Bataille d'Hondschoote*, la *Bataille de Wattignies*, le *Combat de Claye*, la *Capitulation d'Anvers*, la *Bataille de l'Alma*, etc.

Bellangé (Joseph-Louis-Hippolyte, 1800-1866), élève de Gros, a composé la *Bataille de Fleurus*, l'*Entrée des Français à Mons*, le *Retour de l'île d'Elbe*, la *Bataille de la Corogne*, la *Prise du col de Mouzaïa*, un *duel sous Richelieu*, etc.

Gustave Courbet, né à Ornans en 1819, mort en 1878, a laissé l'*Après-dîner d'Ornans*, l'*Enterrement d'Ornans*, les *Baigneuses*, la *Remise des Chevreuils*, le *Casseur de pierres*, le *Portrait de Proudhon*, etc.

M. Cabanel est célèbre par sa *Naissance de Vénus* et autres œuvres remarquables; M. Gérôme par ses *Gladiateurs mourant devant César*, et son *Duel après le bal*.

Corot (Jean-Baptiste-Camille), né à Paris le 29 juillet 1796, mort le 22 février 1875, peintre de paysages, a composé une *Vue du Colysée*, la *Destruction de Sodome*, *Berger jouant avec sa chèvre*, la *Matinée*, *Soleil couchant*, les *Baigneuses*.

Jules Noël (1815-1881) a peint surtout des vues de la Bretagne, d'où il était originaire. On cite de lui; la *Baie de Douarnenez*, le *Port de Brest*, *Une Rue de Quimper*, *L'Arrivée de la Diligence à Quimper sous le Directoire*, etc.

Decamps (Alexandre-Gabriel, 1802-1860), Daubigny (Charles François, 1817-1877), Rousseau (Théodore, 1812-1867), Huet (Paul, 1804-1869), ont composé des paysages remarquables. Le dessinateur Gavarni (1804-1866), se fit un nom par les illustrations du *Charivari*, des *Contes d'Hoffmann*, du *Juif Errant*.

C'est sous le règne de Louis-Philippe, le 10 juin 1837, que le Palais de Versailles fut converti en un Musée historique de peinture et de sculpture, à l'occasion des fêtes qui accompagnèrent le mariage du duc d'Orléans. Sept ans après, le 15 mars 1844, fut ouvert au public le *Musée des Thermes et de l'Hôtel de Cluny*.

Musique. — Aux compositeurs de musique déjà célèbres à l'époque de la Restauration, et dont la célébrité continua sous la monarchie de Juillet, comme Aubert (mort en 1874), Rossini, Meyerbeer, Halévy, Adam (mort en 1856), Berlioz (mort en 1869), il faut ajouter des illustrations nouvelles. Félicien David, né à Cadenet (Vaucluse) en 1810, mort en 1877, a composé *Le Désert*, *Les Hirondelles*, *Christophe Colomb*, *La Perle du Brésil*, *Herculanum*, *Lalla-Rookh*. A. M. Gounod, né à Paris en 1818, on doit *Sapho*, *Faust*, *La Nonne sanglante*, *Mireille*,

La Reine de Saba, Roméo et Juliette, Le Tribut de Zamora. M. Ambroise Thomas, né à Metz en 1811, est l'auteur du *Caïd*, du *Carnaval de Venise*, de *Mignon*, *Psyché*, *Hamlet*.

M. Verdi, né en 1814, fils d'un aubergiste du duché de Parme, a composé des opéras d'une musique passionnée et vivante : *Rigoletto*, *Le Trouvère*, *La Traviata*, *Les Vêpres siciliennes*, *Aïda*. Il a été élu au Parlement italien, et une circonstance fortuite a augmenté sa popularité parmi ses compatriotes. C'est son nom, qui formait leur devise : VERDI (*Vittorio Emanuele Re d'Italia*).

Richard Wagner, né à Leipsick en 1813, mort en février 1883, débuta en 1836 par le *Novice de Palerme* ou la *Défense de l'Amour*; il obtint ensuite par ses opéras *Rienzi*, *Le Vaisseau fantôme*, *Tannhauser* ou le *Tournoi poétique de la Wartbourg*, *Lohengrin*, *Tristan et Yseult*, les *Niebelungen*, l'*Hymne à Frédéric le Bienaimé*, une grande réputation en Allemagne; il n'eut pas le même succès auprès du public français, qui le siffla en 1861. Il composa pendant la dernière partie de sa carrière les *Mattres Chanteurs*, le *Rheingold* ou l'*Or du Rhin*, et le *Parceval*.

Beaux-arts à l'étranger. — Parmi les artistes étrangers contemporains, le plus célèbre est le sculpteur danois Thorwaldsen, élève de Canova (né à Copenhague en 1770, mort en 1844). On lui doit la célèbre *Statue de Jason*, la *Statue de la princesse Bariatinsky*, le *Lion de Lucerne*, colossal bas-relief taillé dans le roc vif, et consacré à la mémoire des Suisses tués à Paris le 10 août 1792, les *Statues de Potocki* et de *Joseph Poniatowski*, le *Tombeau de Pie VII*, à Rome, le *Tombeau d'Eugène Beauharnais* (dans l'église Saint-Michel, à Munich), les *Statues de Byron*, de *Schiller*, de *Conradin*, celle de *Copernic* (à Varsovie), *Le Christ et les Apôtres* (dans l'église Notre-Dame, à Copenhague), la *Prédication de saint Jean-Baptiste* et l'*Institution de la Cène* (bas-reliefs de la même église), le grand bas-relief représentant l'*Entrée triomphale d'Alexandre à Babylone* (à Copenhague et à la villa Carlotta, sur le lac de Côme), *Priam aux pieds d'Achille*, les *Adieux d'Hector* et d'*Andromaque*.

En Allemagne, Auguste Kiss (1802-1865) fit la *Statue de Frédéric II* et la *Statue de Frédéric-Guillaume III*.

En Angleterre, le sculpteur Baily (Édouard-Hodges, né à Bristol en 1788, mort en 1867), composa la *Statue de Nelson* pour la Colonne de Trafalgar et l'*Arc de Triomphe du palais de*

Buckingham. Gibson (1790-1866) est l'auteur de *Mars et Vénus*, *Héro et Léandre*, *Hylas emporté par les Nymphes*, etc.; G. Bubb a élevé la *Statue de William Pitt* (à Guidhall, c'est-à-dire à l'Hôtel de ville de Londres), on doit à John Bell la *Statue de Wellington* (à Guidhall); tous les sculpteurs anglais de ce siècle ont concouru à orner l'église Saint-Paul de monuments consacrés à la mémoire des grands hommes. Westmacott a composé les *Monuments du général Abercromby*, des *amiraux Duncan et Collingwood*; Baily, le *Monument de Ponsonby*; Gahagan, celui du *général Picton*; Tallmache, ceux des *généraux Gore et Kennett morts à Berg-op-Zoom* en 1814; Charles Rossi, celui du *marquis de Cornwallis, gouverneur général de l'Inde*; John Bacon jeune, le *Tombeau du général Dundas* et du *général sir John Moore*; W. Theed, la *Statue de Hallam*; P. Mac Dowell, la *Statue du peintre Turner*; Stevens, le *Monument de Wellington*. Flaxman (John, né à York en 1755, mort en 1826), sculpteur et dessinateur, a composé *Céphale et l'Aurore*, le *Bouclier d'Achille*, le *Tombeau de lord Mansfeld*; les *Monuments de l'Amiral Howe et de Nelson* (ces deux derniers dans l'église Saint-Paul de Londres); il a dessiné les illustrations de l'*Homère* de Pope et de la *Divine Comédie*.

Les principaux sculpteurs anglais contemporains ont aussi contribué à décorer l'*Albert-Memorial* ou monument consacré au prince Albert, mari de la reine Victoria. La statue colossale en bronze doré du prince Albert, au centre, est due à Foley, qui est aussi l'auteur d'un des grands groupes en pierre des parties du monde aux quatre bases du monument : *L'Asie*, un des groupes les plus vivants. Les autres groupes sont : *L'Amérique*, par J. Bell; *L'Afrique*, par W. Theed; *L'Europe*, par Mac Dowell. Les hauts-reliefs des plinthes sont dus : *Les Architectes et les Sculpteurs*, à J. B. Philip; *Les Peintres, Les Musiciens et Poètes*, à Armstead. Les quatre groupes plus petits du haut, encadrant le piédestal, quoique moins originaux d'aspect, ont encore quelque mérite; ce sont : *L'Agriculture*, par Calder Marshall; *Les Manufactures*, par Weekes; *Le Commerce*, par Tharnycroft; *La Mécanique*, par Lawlor.

Il faut encore citer, parmi les peintres : Edward Matthew Ward (1814-1879), qui a donné : *Jacques II dans son palais de Whitehall recevant la nouvelle du débarquement en prince d'Orange* (1688), *Le Docteur Johnson faisant antichambre chez lord Chesterfield* (1748), *La Disgrâce de lord Clarendon après sa dernière entrevue avec le roi Charles II à Whitehall* (1667),

L'Émotion dans l'allée de la Bourse au temps de la Compagnie de la mer du Sud (1720); le peintre d'histoire Benjamin West (1738-1820), dont *La Mort du général Wolfe* fit abandonner les costumes grecs et romains dans ces sortes de compositions; sir Thomas Lawrence (1769-1830), qui a orné la galerie de Waterloo, à Windsor, des *Portraits de l'Empereur François, de Pie VII et de Consalvi*, et qui est représenté à la Galerie nationale par ses *Portraits de l'acteur Kemble, du peintre Benjamin West, de mistress Siddons*, etc.; sir Martin Shee, également portraitiste (1770-1850), dont on admire le *Portrait du comédien Lewis en marquis*; le paysagiste Constable (1776-1837); sir David Wilkie (1785-1844), peintre de genre et d'histoire (*Le Bailli arrêtant des vagabonds; Prédication de John Knox*); James Ward (1769-1859), peintre d'animaux, dont le tableau du *Taureau d'Alderney avec une génisse et un veau* rivalise avec le fameux tableau de Paul Potter à la Haye. Après 1830: sir Edwin Landseer (1802-1873), le La Fontaine sur toile des chevaux et des chiens (*Paix-Guerre; Dignité et Impudence; Alexandre et Diogène*, etc); George Lance (1802-1864), le plus célèbre représentant anglais de la peinture de *Fruits, fleurs et nature morte*; Leslie (1794-1859), agréable peintre de genre (*Sancho Pansa chez la Duchesse; L'Oncle Tobie et la veuve Wadman*, tiré de Sterne); Mulready (1786-1863), célèbre peintre de genre (*Bon temps ou les deux ivrognes; Le Dernier arrivé à l'école*); Maclise (1814-1870), dont la Galerie nationale possède la *Scène des tragédiens de Hamlet, Malvolio, et la Comtesse de la Douzième Nuit*, mais qui est surtout renommé par ses deux grandes peintures murales de la halle des chambres du Parlement: *La Rencontre de Wellington et de Blücher à la Belle-Alliance après la bataille de Waterloo; La Mort de Nelson à la bataille de Trafalgar*; Herring (1795-1865), le cocher devenu grand peintre de *chevaux*; Roberts (1796-1864), le peintre en bâtiments, qui se fit peintre en décors de théâtre et parvint ensuite à la célébrité par ses peintures à motifs architecturaux, *Intérieur de la Cathédrale de Burgos*, à la Galerie nationale; *Vue de Rome au soleil couchant, du couvent de Saint-Onofrio*, à la Galerie d'Édimbourg; Good (1789-1872), qui débuta de même et réussit dans la peinture de genre; Stanfield (1793-1867), matelot, puis peintre de décors, qui s'illustra par des vues de villes et des marines (*Mont-Saint-Michel, Cornouailles; Entrée du Zuyder-Zée, Bataille de Trafalgar, Venise*, etc.); enfin, pour clore dignement la liste, Turner

(1775-1850), le grand coloriste anglais, à l'œuvre grandiose et étonnante; d'abord aquarelliste, puis imitateur et émule de Claude Lorrain, de 1802 à 1830, enfin, négligeant le dessin pour se donner tout entier aux audaces des jeux de lumière les plus vertigineuses; il a laissé à la Nation plus de 100 peintures et 200 aquarelles ou esquisses, qui sont une des gloires originales de la Galerie Nationale de Trafalgar-Square. Nous citerons seulement *La Forge* (1807); *Didon bâtissant Carthage* (1845); *L'Aube de l'empire de Carthage* (1828); le *Prince d'Orange se préparant à débarquer à Torbay* (1832); *Enterrement en mer de sir David Wilkie* (1842); *Pluie, Vapeur, Vitesse ou Locomotive à travers champs* (1844); *Venise à midi, Venise au coucher du soleil* (1845); *Venise le soir, Venise le matin* (1846), *Incendie en mer orageuse* (inachevé).

Parmi les artistes vivants, citons encore Goodall (*Scènes de paysans*); Redgrave (peintre de genre); Haghe (peintre à motifs d'architecture); Penry Williams, qui envoie de Rome ses scènes italiennes; Fritz, peintre de genre, dont la Galerie Nationale possède une très belle œuvre: *Le Derby de 1856*; Webster, qui est représenté dans la même collection par deux bons tableaux de genre; miss Thompson (aujourd'hui mistress Butler), dont les scènes militaires (*L'Appel après la bataille, Balaklava*, etc.) ont fait le grand succès près de la cour et de la ville; mistress E. M. Ward (*Visite de mistress Fry à Newgate en 1848*); Armitage, Cope, sir Frederick Leighton, le président actuel de l'Académie Royale, peintre classique; Millais, portraitiste et peintre de genre; H. Hardy, jeune peintre plein d'avenir, auquel on doit *Les Animaux de la création allant entrer dans l'Arche, Le saint Marabout et son Lion*; enfin Alma-Tadema, académicien royal depuis 1879, qui fait revivre l'antiquité dans des formes si pures, si sereines, si finies, qu'on s'imaginerait volontiers voir dans ses toiles l'œuvre d'un Apelle ou d'un Zeuxis (*Jour d'Audience chez Agrippa* (1876), *Sapho* (1884), etc.).

Comme architecte, nommons au moins feu sir Gilbert Scott, qui a élevé à Saint-Pancras (nord de Londres) un *Hôtel de la gare* à plan grandiose et à lignes originales. Enfin, l'architecte Charles Barry a construit, de 1840 à 1852, l'immense *Palais du Parlement*, près de l'Abbaye de Westminster, au bord de la Tamise. La façade qui s'étend le long du fleuve offre un aspect grandiose. La tour de l'ouest ou *Tour Victoria* a conquis également tous les suffrages; mais la tour carrée de l'est ou *Tour*

de l'Horloge, a soulevé de nombreuses critiques. Le nouveau Palais de Justice de la métropole, terminé en 1832, dans le *Strand*, offre l'image d'une solide construction gothique du moyen âge. Londres s'orne partout de majestueux édifices, banques, comptoirs, établissements publics, tandis que la banlieue voit s'élever de coquettes villas, de gracieux cottages, environnés de jardins, offrant toutes les conditions de salubrité et de confort, et qui contrastent avec les tristes maisons en briques à deux étages du siècle dernier.

Progrès des sciences : photographie, télégraphie électrique, galvanoplastie. — De 1830 à 1848, les progrès des sciences furent continus et rapides. Dumas composait alors sa *Chimie appliquée aux Arts*; Babinet perfectionnait la machine pneumatique; Balard trouvait le moyen d'extraire directement de l'eau de mer le sulfate de soude; Flourens étudiait le système nerveux de l'homme; Élie de Beaumont continuait la carte géologique de France; Le Verrier était conduit par des calculs astronomiques à affirmer l'existence d'une planète nouvelle, qu'un Allemand, M. Galle, aperçut le 23 septembre 1846, et qui reçut le nom de Neptune.

Une autre découverte eut lieu pendant le règne de Louis-Philippe, celle de la *Photographie*. Niepce avait trouvé en 1813 le moyen de fixer, par l'action chimique de la lumière, l'image des objets sur des plaques métalliques. En 1824, il parvint à composer des planches pour les graveurs; il avait trouvé l'Héliographie. Niepce mourut en 1833; mais l'inventeur du diorama, Daguerre, avec lequel il était en relations, poursuivit ses travaux. En 1839, les perfectionnements que Daguerre avait apportés aux procédés de Niepce lui permirent d'obtenir des images d'une grande netteté, qui furent présentées à l'Académie des Sciences; cette découverte reçut le nom de *Daguerriotypie*. Elle était si belle que le gouvernement indemnisa son auteur pour obtenir de lui la divulgation et le libre emploi de ses procédés. Enfin, en 1847, M. Blanquard-Évrard, perfectionnant la daguerriotypie, trouva la *Photographie* sur papier. C'était une découverte d'une importance capitale. Grâce à la photographie, on peut aujourd'hui reproduire les plus petits objets en grossissant leur volume; les recherches relatives aux sciences physiques et naturelles sont par là devenues plus rapides et plus faciles.

La *Télégraphie*, elle aussi, recevait un perfectionnement considérable; il n'y avait eu jusque-là que des télégraphes

aériens. En 1844, un premier télégraphe électrique fut établi sur le chemin de fer de Paris à Rouen, au moyen d'appareils et de piles voltaïques. En quelques années, Paris se trouva relié à toutes les villes importantes de France par des fils électriques. Bientôt même on devait établir les télégraphes sous-marins. Aujourd'hui des câbles transatlantiques unissent l'Europe et l'Amérique à travers un Océan de deux mille lieues.

Quelques années auparavant, un Anglais, M. Spencer, de Liverpool, avait découvert la *Galvanoplastie*: il avait remarqué que, sous l'influence des courants de la pile voltaïque, un métal placé au pôle positif se réduit et va se déposer dans des moules qu'on a préparés au pôle négatif. Cette découverte, qui servit d'abord à faire des médailles, fut ensuite utilisée pour dorer et argenter les métaux. M. Ruolz perfectionna ce procédé, dont l'usage se répandit rapidement, grâce aux efforts d'Elkington en Angleterre, de Christophe en France.

Histoire Naturelle. Physiologie. — Parmi les naturalistes les plus remarquables de cette époque, il faut nommer en première ligne Agassiz, né en 1807 à Orbe (Suisse, canton de Vaud), mort en 1873, professeur à New-Westminster, près de Boston. On lui doit les *Études sur les Glaciers*, le *Système Glaciaire*, la *Zoologie Générale*, l'*Histoire Naturelle des Poissons d'eau douce de l'Europe centrale*, etc.

M. Boucher de Perthes, en découvrant des armes en pierre taillée et des ossements humains dans les terrains des bords de la Somme, particulièrement à *Moulin-Quignon*, près d'Abbeville, en 1863, tandis que des découvertes analogues étaient faites à *Thenay*, au sud de Blois; à *Pouancé* à l'ouest d'Angers; à *Saint-Prest*, près de Chartres; à *Cannstadt* (Wurtemberg); au volcan éteint de *Denise* (près du Puy); au *Moustier* (Dordogne); à *Cro-Magnon* (grotte du Périgord); dans les habitations lacustres de la Suisse, et dans la grotte de *Baoussé-Roussé*, près de Menton, prépara les éléments d'une science nouvelle. Désormais on put étudier l'*homme fossile*, l'*homme des âges préhistoriques*. On distingua bientôt : 1° l'époque de la pierre taillée ou *paléolithique*, partagée en *âge des espèces éteintes* ou du *mammouth*, et *âge des espèces émigrées* ou du *renne*, époque qui a dû se placer entre les deux périodes glaciaires; 2° l'époque de la pierre polie ou *néolithique*; 3° l'*âge du bronze*; 4° l'*âge du fer*.

De magnifiques découvertes ont été faites en physiologie par Claude Bernard, né à Saint-Julien près Villefranche le 12 juillet

1813, professeur au Collège de France¹, et mort le 10 février 1878, trop tôt pour la science. Il expliqua les secrets de la digestion, et montra, par des expériences sur les animaux vivants, les diverses actions des différents agents du système nerveux. Ce profond biologiste a défini la vie : le développement du *type* et son combat contre les tendances destructives qui sont les conséquences des forces physiques et chimiques. Il faut encore citer les travaux de Virchow, professeur à Berlin, sur le cerveau et le système nerveux, et les savantes analyses critiques de Helmholtz, professeur dans la même université, sur l'œil, l'oreille et la gorge, considérés comme instruments de l'optique, de l'acoustique et des sons.

M. Pasteur, aujourd'hui professeur honoraire à la Faculté des Sciences de Paris, s'est illustré par de nombreuses découvertes physiologiques et chimiques. Il a surtout trouvé les moyens de combattre les effets de la rage, avec succès dans la plupart des cas, en inoculant aux personnes mordues par un animal enragé un liquide qui arrête les effets du mal.

M. Koch, professeur à Berlin, avait trouvé, affirmait-on en 1890, les moyens de guérir la tuberculose; mais les résultats auxquels a conduit l'application de sa méthode ont été jusqu'ici si incertains, si contestés qu'on ne peut encore rien assurer à cet égard.

1. Devant lequel on lui a érigé une statue.

FIN DU TOME PREMIER.

APPENDICE

I. — CHAPITRE II, pages 24-58.

Le pouvoir absolu. — Voici ce qu'en pensait le docteur Quesnay, le célèbre chef des *Économistes* :

« Le roi parlant chez moi à Quesnay, et le docteur ayant l'air tout troublé, après que le roi fut sorti, je lui dis : « Vous avez l'air embarrassé devant le roi, et cependant il est si bon ! — Madame, m'a-t-il répondu, je suis sorti à quarante ans de mon village, et j'ai bien peu d'expérience du monde, auquel je m'habitue difficilement. Lorsque je suis dans une chambre avec le roi, je me dis : *Voilà un homme qui peut me faire couper la tête*; et cette idée me trouble. — Mais la justice et la bonté du roi ne devraient-elles pas vous rassurer ? — Cela est bon pour le raisonnement, dit-il; mais le sentiment est plus prompt, et il m'inspire de la crainte avant que je me sois dit tout ce qui est propre à l'écartier ». (*Mémoires de Mme du Hausset.*)

M^{me} du Hausset rapporte encore une conversation entre Quesnay, M. de Marigny, le marquis de Mirabeau et M. de La Rivière, dont voici un extrait :

« M. de Mirabeau entra, et M. de La Rivière. « *Ce royaume, dit Mirabeau, est bien mal; il n'y a ni sentiments énergiques ni argent pour les suppléer. — Il ne peut être régénéré, dit La Rivière, que par une conquête, comme à la Chine, ou par quelque grand bouleversement intérieur; mais malheur à ceux qui s'y trouveront! Le peuple français n'y va pas de main morte.* »

Les Parlements et la Révolution. — « Les Parlements avaient leur cause à venger : la monarchie absolue leur avait ravi une autorité usurpée sur les États Généraux. Les enregistrements forcés, les lits de justice, les exils, en rendant les magistrats populaires, les poussaient à demander des libertés dont au fond ils n'étaient pas sincères partisans. Ils réclamaient les États Généraux, n'osant avouer qu'ils désiraient pour eux-mêmes la puissance législative et politique; ils hâtaient de la sorte la résurrection d'un corps dont ils avaient recueilli l'héritage, lequel, en reprenant la vie, les réduirait d'abord à leur propre spécialité, la justice. » (*CHATEAUBRIAND, Mémoires d'Outre-Tombe.*)

Les États de Bretagne. — « En 1630 la réunion devint bi-annuelle. Le gouverneur proclamait l'ouverture des États. Les trois ordres s'assemblaient, selon les lieux, dans une église ou

dans les salles d'un couvent. Chaque ordre délibérait à part : c'étaient trois assemblées particulières avec leurs diverses tempêtes, qui se convertissaient en ouragan général quand le clergé, la noblesse et le tiers venaient à se réunir. La cour soufflait la discorde, et dans ce champ resserré, comme dans une plus vaste arène, les talents, les vanités et les ambitions étaient en jeu....

« Ce temps de la tenue des États en Bretagne était un temps de galas et de bals : on mangeait chez M. le commandant, on mangeait chez M. le président de la noblesse, on mangeait chez M. le président du clergé, on mangeait chez M. le trésorier des États, on mangeait chez M. l'intendant de la province, on mangeait chez M. le président du Parlement; on mangeait partout : et l'on buvait ! A de longues tables de réfectoire se voyaient assis des Du Guesclin, des Duguay-Trouin, des matelots, portant au côté leur épée de fer à vieille garde ou leur petit sabre d'abordage. Tous les gentilshommes assistant aux États en personne ne ressemblaient pas mal à une diète de Pologne, de la Pologne à pied, non à cheval, diète de Scythes, non de Sarmates. » (CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe.*)

II. — CHAPITRE IV, pages 78-92.

État des esprits en France avant la journée du 10 août 1792, lorsque Louis XVI eut opposé son veto aux décrets de l'Assemblée législative contre les prêtres réfractaires et sur le camp de vingt mille hommes à Paris.

« Dès lors la guerre était flagrante, la Constitution n'était plus même invoquée; et, lorsque La Fayette vint jurer de la défendre, il fut regardé comme un ennemi dans les deux partis. La cour refusa l'appui d'un guerrier constitutionnel, parce qu'elle ne voyait de triomphe possible que dans la destruction de la Constitution; et d'autre part les patriotes conquirent contre lui la plus grande défiance, parce que, assurés qu'ils étaient que la Constitution n'était pas une garantie sûre contre le retour de l'ancien régime, ils sentirent bien que ce général s'opposerait à tout état de choses contraire à ce pacte, objet de son admiration.

« L'esprit qui animait Paris s'était également répandu dans les provinces. Les constitutionnels y formaient une imperceptible minorité, et la masse des citoyens, divisée en patriotes et en aristocrates, désirait ou l'ancien régime pur ou la chute d'un trône avec l'existence duquel on croyait toute liberté incompatible. Ce qui donnait surtout une grande force à cette opinion, c'était le commencement de la guerre et la certitude qu'elle ne serait pas soutenue par la cour avec une fermeté et une dignité convenable au peuple français. La présence des frères du roi et des émigrés dans les rangs de la coalition donnait un nouveau poids à des conjectures déjà puissantes, et l'on voyait qu'avec le maintien des formes

constitutionnelles qui confiaient au roi la direction suprême de l'armée, on risquait de perdre jusqu'à l'indépendance nationale. Aussi le vœu d'une nouvelle insurrection était-il presque unanime. et l'on sentait que, jusqu'au moment où un grand mouvement populaire aurait changé l'état de choses, les citoyens ne voleraient pas aux frontières avec confiance, et nos armées ne pourraient attendre que des revers. » [*Mémoires de R. Levasseur (de la Sarthe)*, t. I, ch. I.]

L'armée de ligne et les volontaires nationaux en 1791 et 1792. — M. Arthur Chuquet a publié, de 1886 à 1891, cinq volumes nourris de faits, extraits des sources mêmes, d'une critique très serrée, et que devra avoir sous les yeux quiconque voudra désormais comprendre l'histoire militaire des années 1792 et 1793. Ils sont intitulés : *La Première Invasion Prussienne (11 août-2 septembre 1792)*; — *Valmy*; — *La Retraite de Brunswick*; — *Jemmapes et la conquête de la Belgique*; — *La Trahison de Dumouriez*. Ils complètent sur beaucoup de points, rectifient sur beaucoup d'autres, l'histoire de cette dramatique période¹.

L'armée de ligne (nous citons ou résumons M. Chuquet), réorganisée par l'Assemblée Constituante, et recrutée par des enrôlements volontaires à prix d'argent, comptait, en temps de paix, 110 000 fantassins, 30 000 cavaliers, 10 000 artilleurs, en tout 150 000 hommes. L'Assemblée Constituante, en 1791, lorsque la guerre devint imminente, décréta l'appel de 169 bataillons de volontaires nationaux, soit 101 000 hommes. Ils élisaient eux-mêmes leurs officiers, et touchait quinze sous par jour; de plus, ils étaient soumis à une discipline beaucoup plus douce que celle de l'armée régulière. M. Chuquet fait observer que cet appel aux volontaires nationaux rendit difficile le recrutement des troupes de ligne. Ayant le choix, comment les jeunes gens auraient-ils hésité? Ils allèrent là où ils trouvaient une solde plus forte, une liberté plus grande, et où ils avaient le choix de leurs chefs. Du reste, ces officiers furent généralement bien choisis : au nombre des élus furent Bessières, Bon, Championnet, Davoust, Delmas, Doppet, Gazan, Haxo, Dumas, Humbert, Jourdan, Laharpe, Lecourbe, Lemoine, Marceau, Moreau, René Moreau, Oudinot, Pérignon, Souham, Suchet, Valhubert, Victor, Friant, Lefebvre, Leval, Belliard, Charpentier, Compans, Dessoles, Delort, Dessaix²,

1. M. Chuquet paraît pourtant bien dur pour certains hommes de la Révolution, surtout pour Danton.

2. Joseph-Marie Dessaix, né à Thonon en 1764, étudiant en médecine, officier dans la *Légion des Allobroges*, député du département du *Mont-Blanc* au Conseil des Cinq-Cents, général de division, comte de l'Empire, mort en 1834. Il ne faut pas le confondre avec le célèbre Louis-Charles-Antoine Dessaix ou Dessaix de Veygoux, né en 1768, près de Riom (Auvergne), à Saint-Hilaire d'Ayat, le *Sultan Juste* des Arabes lors de la Campagne d'Égypte, le vainqueur de Sédiman, qui fut tué à Marengo.

Duhem, Gouvion-Saint-Cyr, Maison, Meunier, Michaud, Morand, Molitor, Mortier, Pécheux, Soulier, Soult, Brune, Masséna, Radet, Verdier, Bonnet, Boudet, Heudelet, Jacquinet, Leclerc, Mouton, Subervie, DeFrance, Guilleminot, Lannes, Vincent, Pichegru, Malet, Pajol.

Après la déclaration de guerre, l'Assemblée Législative vota, le 5 mai 1792, la création de 45 autres bataillons de volontaires; puis elle appela 5 fédérés par canton, en tout 20 000 hommes; d'abord, ils devaient former un camp sous Paris; mais ensuite on décida que, après avoir assisté à la fête du 14 juillet, ils seraient envoyés à Soissons (décret du 7 juillet); enfin l'Assemblée déclara *La Patrie en danger* (11 juillet), et ordonna la levée de 42 nouveaux bataillons de volontaires (19 juillet). On pouvait y entrer à partir de 16 ans.

« Il ne faut pas confondre ces volontaires de 1791 avec les volontaires de 1792, qui s'enrôlèrent lorsque le décret du 11 juillet déclara la Patrie en danger. Ceux-ci, tirés, d'après le décret, de la garde nationale et choisis par leurs camarades, ne prirent pas les armes sur un simple appel de l'Assemblée; ils furent, en réalité, soumis à la réquisition. Ils n'eurent pas le temps de s'instruire et de s'aguerrir. »

Causes des premiers revers (28 avril 1792). — Les voici, d'après M. Chuquet :

1^o Méintelligence entre les généraux, jaloux les uns des autres et appartenant à des partis politiques différents;

2^o Désertion des officiers (sur 9 000 que comptait l'armée de ligne, il y eut près de 6 000 émigrés);

3^o Indiscipline des soldats, causée en grande partie par la défection qu'ils éprouvaient à l'égard de leurs chefs;

4^o Rivalité des troupes de ligne et des volontaires nationaux.

Du reste, les paniques qui amenèrent la déroute des soldats de Théobald Dillon, marchant de Lille sur Tournay, et de ceux de Biron, se portant de Quiévrain sur Mons, exaltèrent à un degré étonnant la confiance des Émigrés, des Prussiens et des Autrichiens. Ceux-ci, pour se moquer de la devise *vaincre ou mourir*, écrivirent sur les arbres de la Flandre *vaincre ou courir*!

1. Ces échecs avaient encore une autre cause, signalée par Michelet, par Louis Blanc, et que M. le lieutenant-colonel (aujourd'hui général) Th. Jung a mise en pleine lumière dans son beau livre sur *Bonaparte et son Temps*: la connivence de la cour avec l'ennemi. Le 14 septembre 1791, le roi avait juré fidélité à la Constitution; le 21, la reine écrivait au comte Mercy-Argenteau : « Il s'agit à présent de suivre une marche qui éloigne de nous la défection, et qui en même temps puisse servir à déjouer et à culbuter au plus tôt l'ouvrage monstrueux qu'il faut adopter. » Le 3 décembre, elle ajoutait : « Le roi a accepté la Constitution, dans l'espoir d'en faire mieux sentir tous les défauts, en ayant l'air de vouloir franchement la faire exécuter. » Ce même jour, Louis XVI écrivait à l'Empereur en parlant de la guerre qu'il allait être probablement

Quant à l'émigration, M. Chuquet la juge ainsi : « En réalité, l'émigration fut un bienfait pour l'armée française. La plupart des officiers de l'ancien régime étaient des gentilshommes de province, très fiers, assez insubordonnés, communément dépourvus d'instruction... Les sous-officiers qui remplacèrent ces officiers en savaient autant qu'eux et même davantage. »

En somme, dans l'armée française de 1792, les fantassins avaient une instruction insuffisante; mais ils étaient pleins de bonne volonté, et soutenus par l'exaltation du patriotisme; la cavalerie était bonne; l'artillerie très supérieure à celle des Prussiens. Elle avait été organisée par Gribeauval (placé en 1776 à la tête de cette arme, avec le titre de premier inspecteur général), « ce Gribeauval que la France devrait honorer à l'égal de Vauban ». Le service de l'intendance était bien fait. « L'armée française fut mieux ravitaillée en 1792 qu'elle ne le fut en 1870, dans la même contrée. »

L'armée prussienne en 1792 et ses chefs. — L'armée prussienne était soumise à des exercices constants; ses mouvements offraient une précision automatique. L'infanterie était bonne, la cavalerie excellente, l'artillerie mauvaise et peu considérée, le génie médiocre; l'administration détestable; le service des vivres mal assuré; le service sanitaire aussi mauvais que possible. « En réalité, dit M. Chuquet, 1792 annonce 1806. Frédéric II avait formé des serviteurs, et non des élèves. Ce grand homme rapetissa tout autour de lui; il sut, par l'inflexible rigueur de son despotisme éclairé, par une exactitude scrupuleuse, par une stricte parcimonie, mouvoir les ressorts compliqués de la monarchie. Mais en lui seul résidait la force de la Prusse; après lui, tout se désagrèga, même l'armée. »

Les Prussiens entrèrent en France avec 42 000 hommes, dont 30 600 fantassins, 11 600 cavaliers, et 200 pièces de canon. Ils avaient avec eux 5 532 Hessois fournis par Guillaume IX, landgrave de Hesse-Cassel; ils étaient secondés par 14 000 Autrichiens, sous les ordres de Hohenlohe-Kirchberg, 15 000 Autrichiens, commandés par Clairfayt, et 4 500 émigrés.

obligé de lui déclarer : « L'état physique et moral de la France fait qu'il lui est impossible de la soutenir une demi-campagne; mais il faut que j'aie l'air de m'y livrer franchement. » Le 6 décembre 1791, Marie-Antoinette écrivait à Mercy-Argenteau : Il faut qu'elles (les puissances) soient bien convaincues que nous ne faisons ici qu'exécuter la volonté des autres, que toutes nos démarches sont forcées, et que, dans ce cas, la meilleure manière de nous servir est de bien nous tomber sur le corps. » Elle lui écrivait encore, le 24 mars 1792 : « M. Du Mouriez, ne doutant plus de l'accord des puissances par la marche des troupes, a le projet de commencer ici le premier, par une attaque de la Savoie et une autre par le Pays de Liège. C'est l'armée de La Fayette qui doit servir à cette dernière attaque. Voici le résultat du Conseil d'hier: il est bon de connaître ce projet pour se tenir sur ses gardes et prendre toutes les mesures convenables. » Comment s'étonner de l'échec des plans français? L'ennemi en était informé jour par jour.

M. Chuquet peint ainsi le roi de Prusse et son généralissime : Frédéric-Guillaume II, « intrépide, robuste, corpulent, passionné pour les exercices physiques, à la fois sensuel et sensible, aimant les femmes, polygame, dominé par ses favoris. avait la taille d'un grenadier, des façons engageantes et très peu de jugement. »

Le duc de Brunswick, « trop clairvoyant pour ne pas peser le pour et le contre d'une entreprise, assailli par la foule des idées et des points de vue, méticuleux, préoccupé des moindres détails, absorbé par d'incroyables minuties, écrivant de sa propre main les listes de cantonnements et les ordres de marche, demandant, à la veille d'Iéna, s'il fallait écrire *Münchenholzen* ou *Münchholzen*, voulant tout voir de ses propres yeux, et, comme il disait, non seulement avec les yeux du corps, mais avec les yeux de la raison, laissait toujours échapper l'occasion favorable. Il avait conscience de cette irrésolution qui faisait le fond de son caractère.... Personne n'était moins propre à conduire une armée d'invasion.... Il manquait de caractère. »

Le *Manifeste du duc de Brunswick* fut rédigé par Geoffroy de Limon. « C'était un ancien intendant du comte de Provence, chassé en 1777, puis rentré en faveur; intrigant, présomptueux, sans scrupules, il jouait le rôle de secrétaire de l'émigration. »

Les chefs de l'armée française. Luckner. — Au 10 août 1792, la France avait quatre armées : *Armée du Nord*, de Dunkerque à Montmédy, commandée par La Fayette; *Armée du Centre*, de Montmédy à Bitche, sous Luckner; *Armée du Rhin*, de Landau à Porentruy, sous Biron; *Armée du Midi*, sous Montesquiou. Au début, Rochambeau avait commandé l'Armée du Nord, La Fayette celle du Centre, Luckner celle du Rhin. Après les échecs du 28 avril à l'entrée en campagne, Rochambeau fut remplacé par Luckner, qui permuta ensuite avec La Fayette.

Luckner, né à Cham en Bavière le 12 janvier 1722, et fils d'un brasseur, servit en Allemagne, en Hollande, dans les hussards hanovriens; durant la Guerre de Sept Ans, il commanda une division sous les ordres du prince Ferdinand de Brunswick. On avait une si haute idée des lieutenants de Frédéric II, qu'on regardait comme une bonne fortune d'en attacher un à l'armée française. Luckner y entra comme lieutenant général (20 juin 1763). Il devint maréchal de France sous le ministère de Narbonne en même temps que Rochambeau. Tout à fait illettré, borné, entêté, incapable, « le père Luckner » était aimé des soldats parce qu'il jurait fort et ferme et les tutoyait en leur frappant sur l'épaule. Madame Roland le reçut à sa table pendant le ministère de son mari et fut épouvantée de sa nullité : « O mon pauvre pays, s'écria-t-elle, vous êtes donc perdu, puisqu'il faut aller chercher hors de votre sein un pareil être pour lui confier vos destinées ! »

Lorsque, à la nouvelle du 10 août, La Fayette voulut se mettre en révolte contre l'Assemblée Législative, il envoya auprès de Luckner son aide de camp Alexandre Romeuf. Luckner promit d'appuyer son collègue et fit à ses soldats l'étrange discours suivant : « Il fient t'arriver un crant accident à Paris; l'ennemi qui l'est tefant nous, ché mé moque; mais l'ennemi qui l'est terrière nous, ché mé moque pas. Si on fous tonne te l'argent, prenez, mangez, ché mé moque; ne m'apantonnez pas; moi, ne fous apantonne chamais. Le chénéral La Fayette, il a fait arrêter trois commissaires qui l'étaient fenus pour mettre le tésortre dans son armée; nous avoir pientôt le même fisite, et nous les recevoir te même. Foilà le aide de camp de La Fayette qui mé a apporté le nousfelle, et qui tira à La Fayette les ponnes tîspositions tes soldats te l'armée tu fieux Luckner. » (*Mémoires de La Fayette.*)

Toutefois quand Luckner apprit que la Révolution était partout victorieuse et La Fayette en fuite, il changea de langage. Le maire de Metz, Anthoine, qui avait pris une part importante à la journée du Dix Août, venait de revenir de Paris. Luckner protesta devant lui de son civisme : « *Sacrétié*, s'écria-t-il, moi, ché si jacobin. » Il pleura devant les commissaires de l'Assemblée Législative. Le ministre de la guerre Servan ne l'en destitua pas moins à cause de son incapacité (25 août). On lui rendit ensuite le vain titre de généralissime et on le relégua à Châlons, où se réunissaient les volontaires. Il ne pouvait donner que des « *conseils* » aux deux généraux de l'Armée du Nord et de celle du Centre, Dumouriez¹ et Kellermann. A Châlons même, Choderlos de Laclos, l'auteur des *Liaisons Dangereuses*, colonel d'artillerie et commissaire du pouvoir exécutif, dirigeait tout sous le nom du vieux maréchal. Celui-ci fut guillotiné le 4 janvier 1794.

Capitulation de Longwy (23 août 1792). — Le commandant de la place était Louis-François Lavergne Champlorier. Capitaine démissionnaire au régiment de Rouergue, il vivait en 1789 en Angoumois, où sa famille possédait des forges. Il reprit du service, et était à Thionville colonel du 58^e d'infanterie quand Luckner lui confia la défense de Longwy, dont il s'acquitta mal. « Il a, dit M. Chuquet, tenté plus tard de se justifier. Mais dès le 25 août, il s'était condamné lui-même en écrivant à Luckner : « Je n'ai pas tenu autant que vous l'auriez désiré, autant que le bien de la patrie l'exigeait. » Arrêté à l'improviste et pressé de questions, n'avouait-il pas qu'il n'avait osé se présenter au maréchal parce qu'il rougissait d'avoir rendu une place remplie de provisions de toute espèce? Avait-il observé la loi du 26 juillet 1792 qui défendait à tout commandant de capituler avant qu'il y eût brèche

1. Charles-François Dumouriez était né à Cambrai le 25 janvier 1739, d'une famille originaire de Provence. Il est mort en 1824 en Angleterre.

accessible et praticable au corps de la place?..... » On crut qu'il avait vendu Longwy aux alliés, et, au mois de novembre, la trésorerie l'accusa d'avoir soustrait sur les fonds destinés aux besoins de la place une somme de 35 000 francs, dont l'emploi demeurerait inconnu. Jugé une première fois à Troyes, le 15 octobre, il échappa à une condamnation, parce qu'il n'y avait pas contre lui de preuves matérielles; mais il fut interné à Langres. Il s'en échappa, fut arrêté à Pont-sur-Rhône, traduit au tribunal révolutionnaire, condamné à mort et guillotiné.

Capitulation de Verdun. — Galbaud, lieutenant-colonel du 6^e régiment d'artillerie, chargé le 21 juin de la défense de cette ville, la jugea impossible, demanda et obtint son rappel. Il fut remplacé par le plus ancien officier supérieur de la garnison, Baurepaire. Nicolas-Joseph Baurepaire, né le 7 janvier 1740, était fils d'un épicier, qui fut échevin de Coulommiers. Engagé comme simple soldat à dix-neuf ans, il devint lieutenant de carabiniers. Il épousa la fille d'un négociant de Saumur. Il était retiré à Joué, près de Brissac, dans la propriété de sa femme, quand il fut élu à Angers, le 15 septembre 1791, lieutenant-colonel en premier du 1^{er} bataillon des volontaires de Mayenne-et-Loire. Il arriva à Verdun le 2 juin 1792.

La mort de Baurepaire, M. Chuquet le démontre, fut bien réellement un suicide. Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, à deux heures et demie du matin, le commandant de Verdun rentra à l'Hôtel de Ville. Une demi-heure après, au bruit d'une détonation, on pénétra dans sa chambre : on le trouva mort; il s'était tiré deux coups de pistolet dans la tête.

La panique du 15 septembre durant la retraite de Dumouriez de Grand-Pré sur Sainte-Menehould. — Elle eut lieu dans la plaine de Montcheutin : elle se produisit dans la division du général Chazot, qui venait, non pas de Grand-Pré, mais de Vouziers. A la nouvelle de la surprise de la Croix-aux-bois par les Autrichiens de Clairfayt (12 septembre au matin), Dumouriez chargea Chazot de reprendre ce poste à tout prix. Parti de Grand-Pré le 12 à six heures du soir, Chazot arriva le 13 au matin à Vouziers, après douze heures de marche. Parti le 14 à trois heures du matin, il eut deux lieues à faire pour atteindre la Croix-aux-Bois. Il y combattit quatre heures, y eut l'avantage dans une première action, où périt le jeune Charles de Ligne, fils du prince de Ligne, mais fut ensuite accablé par le nombre et se replia sur Vouziers. Puis le 15, par l'ordre de Dumouriez, il se remit en marche pour rejoindre l'armée en retraite. C'est alors que ses soldats saisis d'une terreur panique à la vue des cavaliers prussiens sortant du village de Montcheutin, se débandèrent dans les bois d'Autry. On perdit quatre canons dans cette bagarre. La panique s'explique par l'extrême fatigue des troupes et la forte proportion des recrues arrivées depuis quelques jours dans leurs rangs.

Valmy. — L'engagement eut lieu au sud-ouest de Sainte-Menehould, principalement à droite de la route de cette ville à Châlons-sur-Marne. Les Français faisaient face à l'ouest. Leur front, de droite à gauche, c'est-à-dire du nord au sud, était marqué par la *Bionne*, le *Mont Yvron*, le *Coteau* et le *Moulin de Valmy*, la *Grande Route de Sainte-Menehould à Châlons*, le *Village d'Orbeval*, celui de *Gizaucourt* et l'*Auve*. La Bionne et l'Auve vont rejoindre l'Aisne au nord, la première au-dessous de Sainte-Menehould, la seconde dans cette ville même. Le coteau de Valmy formait un saillant : c'était le point le plus avancé de la position française vers l'ouest, c'est-à-dire vers l'ennemi.

Kellermann entassa la plus grande partie de son armée sur la hauteur de Valmy. Il y était lui-même avec ses lieutenants, le duc de Chartres, Linch, Muratel, Pully, d'Aboville, Senarmont (ces deux derniers dirigeaient l'artillerie). A gauche, de Valmy à Orbeval, et d'Orbeval à l'Auve, étaient les troupes de Deprez-Crassier et la réserve de Valence, composée surtout de cavalerie. A droite, le Mont Yvron fut gardé par un lieutenant de Dumouriez, l'impétueux général de cavalerie Stengel (tué plus tard à Mondovi, le 19 avril 1796, au début de la campagne d'Italie), et qui, jusqu'à l'arrivée de Kellermann, avait occupé la hauteur même de Valmy; il avait derrière lui seize bataillons, que Dumouriez envoya avec Beurnonville pour le soutenir; de même, Dumouriez envoya de Sainte-Menehould, par la grande route, Chazot avec neuf bataillons et huit escadrons, au secours de Deprez-Crassier et de Valence.

Les Prussiens faisaient face à l'est. Leur ligne, de droite à gauche, c'est-à-dire du sud au nord, était marquée par l'*Auve*, l'*Étang de Somme-Ru*, la *Grande Route de Châlons à Sainte-Menehould*, le *Carrefour de la Lune*, point élevé sur cette route même, le *Plateau de Maigneux* et la *Bionne*. Un vallon séparait les deux armées. Du carrefour de la Lune, position avantageuse que Kellermann avait commis la faute d'abandonner le matin, comme Dumouriez s'en aperçut, et que Chazot ne put reprendre, les batteries prussiennes prenaient d'écharpe par le flanc gauche la hauteur de Valmy. Les principaux lieutenants du roi de Prusse et du duc de Brunswick étaient Hohenlohe, Grawert, Kalkreuth, Wolfradt, le prince royal (Frédéric-Guillaume III), Manstein, l'émigré Nassau-Siegen, etc.

Il ne faut pas oublier qu'à Valmy Kellermann était le collègue et non le lieutenant de Dumouriez.

Quant au duc de Brunswick, il n'avait jamais été d'avis de marcher sur Paris ni de livrer bataille; il aurait voulu se cantonner sur la Meuse, et assiéger les places, Montmédy, Sedan, etc. Il céda à l'impatience du roi de Prusse, que les émigrés pressaient de marcher en avant.

Pendant que Brunswick était arrêté à Valmy, la partie de l'armée d'invasion demeurée à l'est de l'Argonne n'était pas plus

heureuse. Les Hessois avec le landgrave étaient à Clermont, en face des Islettes, et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg à Neuville, en face de la Chalade. Arthur Dillon défendait ces deux postes à la côte de Biesme; il repoussa les attaques du 17 et du 20 septembre; Marceau se distingua dans ces deux combats. Le mérite en revient moins au nonchalant Dillon qu'à ses lieutenants Money, Neuilly, Galbaud, qui dirigeait l'artillerie, et à l'ingénieur Gobert (tué plus tard en 1808 à Baylen).

La Retraite de Brunswick. Négociations de Dumouriez avec les Prussiens. — M. Chuquet donne de long détails sur les négociations de Dumouriez avec le roi de Prusse, après Valmy. Le jour de cette canonnade, Lombard, secrétaire de Frédéric-Guillaume, avait été pris par les hussards français. Dumouriez le traita bien à Sainte-Menehould; il fit rédiger par son aide de camp Fortair un mémoire pour le roi de Prusse; Lombard devait le porter à ce souverain. Dans cette pièce, Dumouriez s'attachait à démontrer que Frédéric-Guillaume ne pouvait pas espérer la victoire; que l'intérêt de la Prusse était de se rapprocher de la France et de rompre avec l'Autriche, son ennemie naturelle. C'était la politique que Dumouriez avait toujours soutenue, lorsqu'il était Ministre des Affaires Étrangères. Westermann¹, commissaire national à l'armée et l'homme de confiance de Danton, se fit mettre par le général dans la confiance de la négociation. Il alla au camp prussien porter le mémoire de Fortair et demander qu'en échange de Lombard, l'ennemi rendit George, maire de Varennes et ancien constituant, prisonnier à Verdun. L'échange eut lieu. Le duc de Brunswick, fort inquiet de la situation aventureuse de l'armée prussienne, était d'avis de négocier; le lieutenant-colonel Manstein, aide de camp du roi, et l'italien Girolamo Lucchesini, son homme de confiance, étaient l'un et l'autre anti-autrichiens. Frédéric-Guillaume envoya donc Manstein et Heymann auprès de Dumouriez et de Kellermann à Dampierre-sur-Auve (23 septembre). Le roi de Prusse proposait, et Manstein rédigea la proposition de traiter, pourvu que Louis XVI fût remis en liberté et rétabli roi constitutionnel; mais au sortir de cette conférence, en rentrant au camp de Sainte-Menehould, Dumouriez apprit la proclamation de la République. Il envoya Westermann à Paris instruire de tout le Conseil Exécutif. Dumouriez pensait qu'il fallait gagner du temps, ne pas affronter en rase campagne l'armée

1. François-Joseph Wersternmann, né à Molsheim vers 1751, servit dans le régiment d'Esterhazy, dans les gendarmes, puis dans le Royal-Dragons. Greffier de la mairie de Haguenuau et commandant de la Garde Nationale, il vint à Paris « pour des affaires des communes de sa province ». La Journée du 10 août, à laquelle il prit une part décisive, le mit en pleine lumière. « Il avait, dit M. Chuquet, pris le commandement des Brestoises, et on le vit jeter bas son habit, relever jusqu'aux coudes ses manches de chemise et diriger la colonne d'assaut contre les Tuileries. »

prussienne encore redoutable, la laisser s'user par les maladies, souffrir de la faim et de la dysenterie¹, dans ce pays pauvre et ravagé, où les soldats ne trouvaient point d'aliments, et campaient sur une terre bourbeuse, détrempe par les pluies d'automne. Leur pain, noir et détestable, venait de Verdun par Grand-Pré. Dumouriez eut une nouvelle entrevue avec Manstein le 25 septembre; le lendemain il envoya l'adjudant-général Thouvenot à Hans, quartier général prussien, pour traiter d'un échange de prisonniers. Deux jours après Dumouriez envoyait en présent à Manstein, pour le roi de Prusse, du pain blanc, du café et du sucre, avec un nouveau mémoire pour l'engager à traiter avec la République et à rompre avec l'Autriche. Frédéric-Guillaume fut irrité que Dumouriez voulût lui faire la leçon, et Brunswick, par un nouveau manifeste du 28 septembre, somma derechef les Français de rétablir Louis XVI, sous peine de s'attirer les plus terribles châtimens. « Le duc de Brunswick, dit Dumouriez au porteur de la missive, me prend sans doute pour un bourgmestre d'Amsterdam; annoncez-lui que la trêve cessera demain, et que j'en donne l'ordre devant vous. » Mais les Prussiens n'avaient pas envie d'en appeler aux armes. Ils se hâtèrent de renouer les pourparlers. « Ces gens-là, écrivait Dumouriez au ministre Lebrun (le 29 septembre), sont insolents, mais ils ont besoin de la paix, La grande difficulté pour eux est de savoir comment ils pourront garder le *decorum* dans cette négociation. » Dumouriez avait vu juste. Malgré les instances des émigrés, surtout du maréchal de Castries, qui demandaient une bataille, malgré les hésitations du roi de Prusse, dont l'orgueil se révoltait à la pensée de reculer, Brunswick n'osa point attaquer avec une armée affamée, malade et inférieure en nombre. En huit jours ses pertes avaient été effroyables; il ordonna la retraite (30 septembre).

Pendant ce temps, Dumouriez et Kellermann n'étaient pas d'accord. Fort entêté et jaloux de son autorité, Kellermann aurait voulu qu'on se retirât sur Châlons, au lieu de rester à Sainte-Menehould; il menaçait de gagner la rive gauche de la Marne avec son armée à lui, en laissant son collègue réduit à ses propres forces. Le Ministre de la Guerre Servan aurait voulu aussi qu'on se retirât sur Châlons, d'où l'armée tirait ses vivres par le détour de Vitry-le-François, depuis que les Prussiens occupaient la grande route de Châlons à Sainte-Menehould. Couvrir Reims et Châlons, se placer entre les envahisseurs et Paris, surtout rassurer Paris, telle était l'idée de Servan. Dumouriez tint bon; les Prussiens, affirmait-il, étaient plus disposés à battre en retraite qu'à marcher sur Paris. Il écrivit à Danton, et il obtint le commandement supérieur des deux armées, tant qu'elles seraient réu-

1. Produite par l'abus des raisins verts que les Prussiens avaient trouvés sur les coteaux de la Meuse.

nies. Danton envoya auprès de lui Fabre d'Églantine en même temps que Westermann revenait pour négocier.

Le Conseil Exécutif, sur la proposition de Danton, consentit à entrer en négociations avec les Prussiens. C'était l'ardent désir de Dumouriez, impatient de voir Frédéric-Guillaume hors de France, pour aller chasser les Autrichiens de la Belgique. Mais il fallait compter avec l'exaltation populaire, avec celle des journaux et de la Convention elle-même. Aussi le Conseil rédigea-t-il un arrêté terminé comme il suit, et que Lebrun, Ministre des Affaires Étrangères, lut dans la séance du 26 septembre : « *La République Française ne peut entendre aucune proposition avant que les troupes prussiennes aient entièrement évacué le territoire français.* » Cela n'empêchait pas de renvoyer Westermann avec Benoît pour renouer les négociations avec la Prusse. Les trois commissaires de la Convention, venus au camp pour faire prêter serment à la République, n'y prirent point part. C'étaient Prieur, avocat à Châlons, membre du Conseil Général et député de la Marne; Charles-Alexis Bruslard, comte de Genlis, puis marquis de Sillery, ancien colonel aux Grenadiers de France; enfin Carra, rédacteur des *Annales Patriotiques*. Le vrai négociateur, ce fut Dumouriez, qui écarta Benoît et dirigea Westermann. Dumouriez croyait l'armée prussienne encore très redoutable et ne désirait que sa retraite. De leur côté, Brunswick, Luchesi, Kalkreuth, se jugeant perdus s'il fallait combattre, laissèrent croire à Westermann et à Dumouriez que la Prusse était disposée à se séparer de l'Autriche, ce qui était faux, du moins alors. Dumouriez fut donc joué. « Ce grand dupeur, dit avec raison M. Chuquet, était dupe à son tour. » Il résulte de tous les témoignages que les Prussiens étaient hors d'état de résister à une poursuite sérieuse. Ils se traînaient péniblement sous la pluie, laissant à chaque pas le long des routes des morts et des mourants. Ils sortirent de France, parce qu'on les laissa sortir. Kellermann, auquel Dumouriez abandonna le soin de les poursuivre, se laissa jouer comme lui.

Toutefois, les négociations de septembre-octobre 1792 ne furent pas inutiles. D'abord, comme il arrive toujours dans les entreprises qui échouent, Autrichiens et Prussiens se rejétèrent les uns aux autres la responsabilité de l'insuccès, et furent également irrités contre les émigrés, qui les avaient trompés sur l'état de la France. Ensuite les fréquents pourparlers des Prussiens avec les Français excitèrent contre eux la défiance de l'Autriche; la Prusse ne fut pas insensible aux avances de Dumouriez; si son gouvernement n'abandonna pas tout de suite la coalition, il ne la soutint plus qu'avec mollesse. Bref, le traité de Bâle de 1795 fut préparé en 1792 pendant la retraite de Champagne.

III. — CHAPITRE V, pages 93-122.

La haine de William Pitt et en général des Anglais contre la France. — Elle avait toujours été la même. En parlant de la Guerre de Cent Ans, Hume écrit : « Chose remarquable, quoique les Anglais fussent les agresseurs, et que leurs succès et leur situation les missent en état de faire beaucoup de mal à la France, ce sont eux qui ont le plus fortement conservé cette haine nationale que les Français n'ont jamais portée aussi loin à leur égard. La France, située au centre de l'Europe, a eu successivement la guerre avec tous ses voisins; ses préventions populaires sont, en conséquence, divisées pour ainsi dire en plusieurs branches; et, parmi un peuple dont les mœurs sont naturellement plus douces, elles ne se sont jamais portées à un certain excès contre aucune nation en particulier. » (HUME, *Histoire d'Angleterre, Édouard III*.)

Les Girondins jugés par le montagnard René Levasseur (de la Sarthe), Mémoires, t. 1. ch. III. — « Malgré leurs préventions contre nous, Louvet, Roland, Guadet, Pétion, Gensonné, étaient de véritables et sincères Républicains. Ils eussent pu, en oubliant quelques blessures d'amour-propre, nous aider à consolider la République. Leur haine les a égarés. Dans le grand procès de la Révolution contre l'Ancien Régime, je les regarde comme frères, et je suis prêt à monter sur la brèche pour les défendre. Mais le soin de mon propre honneur me force à déclarer qu'ils furent dans leur lutte contre nous d'une extrême injustice. Toujours assaillants, ils nous ont reproché de nous être défendus contre eux. Amis de Dumouriez, après l'avoir préconisé pendant plusieurs mois, ils nous ont reproché de nous être entendus avec lui pour les perdre. Quoi que zélés Républicains, ils eurent le malheur de prêter des armes aux royalistes, et le malheur plus grand encore de receler quelques royalistes dans leur sein. Cette vérité fut démontrée jusqu'à l'évidence après le 31 mai, et lorsque, pris de toutes parts dans les pièges du royalisme, ils durent voir que leur espoir avait été cruellement déçu; lorsque Lyon, Bordeaux, Marseille, la Bretagne, la Normandie, où ils avaient cru exciter l'insurrection républicaine, se déclarèrent en faveur de la monarchie; lorsque Wimpfen voulut les jeter dans les bras de l'étranger; lorsque leurs perfides alliés livrèrent Toulon aux Anglais, au lieu de reconnaître leur erreur et de gémir de s'être trompés, ils nous imputèrent leurs fautes! Ce n'est pas ici le lieu d'examiner le ridicule de ces accusations. Je n'ai voulu seulement qu'indiquer la ligne que je me suis tracée, et comment je me trouve appelé à contredire les récits d'anciens adversaires, que j'estime, et qui, si la hache n'eût pas frappé tous les partis, se fussent trouvés nos amis, quand le 18 brumaire, en relevant le trône, plongea dans la même douleur tout ce qui en France avait une âme républicaine. »

Vergniaud. — Pierre-Victurnien Vergniaud, né à Limoges le 31 mai 1753, commença ses études chez les Jésuites de cette ville. Par la protection de Turgot, alors intendant de la généralité de Limoges, il obtint une bourse au Collège Du Plessis, à Paris. Orphelin et pauvre, il fut inscrit comme avocat au barreau de Bordeaux en 1781, et y fut protégé par le président Dupaty. Malgré son indolence naturelle, il y acquit rapidement la réputation d'un orateur éloquent. Il fut élu avec Guadet au Conseil Général de la Gironde au début de la Révolution. A la suite de troubles survenus dans le département de la Corrèze, il défendit avec un grand éclat Durieux, de la garde nationale de Brives, accusé de les avoir provoqués. Lorsque fut fondée à Bordeaux en 1790 une *Société des Amis de la Constitution*, il composa une circulaire destinée aux municipalités du département. Le 9 juillet 1791, lorsqu'on apprit la fuite de Louis XVI, il rédigea une adresse à l'Assemblée Constituante. Au mois de septembre de la même année, il fut élu député de la Gironde à l'Assemblée Législative, avec Guadet, Gensonné et Ducos.

Camille Desmoulins. — Benoît-Camille Desmoulins naquit à Guise le 2 mars 1760. Son père, lieutenant-général au bailliage de Guise, avait une nombreuse famille, et ses ressources étaient très bornées. Ce fut grâce à la protection d'un parent, M. Viefville Desessarts, plus tard député aux Etats Généraux de 1789, que le jeune Camille obtint une bourse au Collège Louis-le-Grand. Le principal était l'abbé Bérardier. Camille Desmoulins eut là pour camarade Maximilien de Robespierre. C'est dans l'étude des auteurs anciens qu'il puisa son enthousiasme pour la liberté. Il écrivait dans la suite : « Les premiers Républicains qui parurent en 1789 étaient des jeunes gens qui, nourris de la lecture de Cicéron dans les collèges, s'y étaient passionnés pour la liberté. On nous élevait dans les écoles de Rome et d'Athènes et dans la fierté de la République, pour vivre dans l'abjection de la monarchie et sous le règne des Claude et des Vitellius; gouvernement insensé, qui croyait que nous pourrions nous passionner pour les pères de la Patrie, du Capitole, sans prendre en horreur les mangeurs d'hommes de Versailles, et admirer le passé sans condamner le présent, *ulteriora mirari, presentia secuturos* ». (*Histoire Secrète de la Révolution.*)

Son premier ouvrage fut *La France Libre* (Juillet 1789); il publia ensuite le *Discours de la Lanterne aux Parisiens*; les *Révolutions de France et de Brabant*, dont le premier numéro parut le 28 novembre 1789; le dernier fut imprimé le 25 juillet 1791. Dans l'intervalle, Camille Desmoulins avait épousé, le 11 décembre 1790, Anne-Lucile-Philippe Laridon-Duplessis, fille d'un premier commis des finances. Il écrivit ensuite *Brissot démasqué*, et rédigea *La Tribune*, qui n'eut que quatre numéros. Secrétaire de Danton au Ministère de la Justice après le 10 août 1792, puis

député à la Convention, il composa l'*Histoire des Brissotins ou Fragments de l'Histoire Secrète de la Révolution*, la *Lettre à Dillon*, enfin *Le Vieux Cordelier*, dont le premier numéro parut le 5 décembre 1793, et dont le huitième, écrit à la prison du Luxembourg, fut publié seulement en 1834. Le fils de Camille, Horace Desmoulins, naquit le 6 juillet 1792.

Danton. — Georges-Jacques Danton était né à Arcis-sur-Aube le 26 octobre 1759. Il avait acheté le 29 mars 1787 de M. Huet de Paisy la charge d'avocat au Parlement et au Conseil d'Etat moyennant 78 000 livres. La Fayette, dans une note de ses *Mémoires*, prétend que Danton se vendit à la Cour, et qu'il en reçut, lorsque sa charge fut supprimée, 100 000 francs d'indemnité, tandis que sa charge n'en valait réellement que 10 000. Or, la *quittance à l'Etat* signée par Danton prouve qu'il fut liquidé le 8 octobre 1791 à 69 031 livres 4 sous, c'est-à-dire à un chiffre inférieur à celui qu'il avait lui-même payé. Danton fut en 1789 Président du District des Cordeliers (Quartier de l'École de Médecine). Il habitait en effet une maison située à l'entrée de l'ancien *Passage du Commerce*, dans la partie démolie lors des travaux nécessités par l'agrandissement de l'École de Médecine. Le boucher Legendre, Camille Desmoulins et Marat étaient ses voisins (Desmoulins habitait la *Rue de l'Antienne-Comédie*, Marat la *Rue des Cordeliers (Rue de l'École-de-Médecine)*). Le célèbre mot de Danton sur l'audace a été prononcé à la séance de la *Législative* du 2 septembre 1792.

Voici le discours de Danton dans la séance du 10 mars 1793 : « Faites partir vos commissaires, soutenez-les par votre énergie; qu'ils partent ce soir, cette nuit même; qu'ils disent à la classe opulente : « *Il faut que l'aristocratie de l'Europe, succombant sous nos efforts, paye notre dette ou que vous la payiez; le peuple n'a que du sang; il le prodigue. Allons, misérables, prodiguez vos richesses!* » Voyez, citoyens, les belles destinées qui vous attendent. Quoi! vous avez une nation entière pour levier, la raison pour point d'appui, et vous n'avez pas encore bouleversé le monde! Il faut pour cela du caractère, et la vérité est qu'on en a manqué. Je mets de côté toutes les passions, elles me sont toutes parfaitement étrangères, excepté celle du bien public. Dans des circonstances plus difficiles, quand l'ennemi était aux portes de Paris, j'ai dit à ceux qui gouvernaient alors : « *Vos discussions sont misérables, je ne connais que l'ennemi! Vous qui me fatiguez de vos contestations particulières, au lieu de vous occuper du salut de la République, je vous répudie tous comme traîtres à la patrie. Je vous mets tous sur la même ligne.* » Je leur disais : « *Eh! que m'importe ma réputation? que la France soit libre, et que mon nom soit flétri! Que m'importe d'être appelé buveur de sang? Eh bien, buvons le sang des ennemis de l'humanité, s'il le faut; combattons, conquérons la liberté!* » Il disait encore le lendemain, le 11 mars 1793 :

« Quant à moi, je ne calomnierai jamais personne; je suis sans fiel, non par vertu, mais par tempérament. La haine est étrangère à mon caractère.... Je n'en ai pas besoin. »

La Constitution de 1793. — On y lisait encore :

ARTICLE 1^{er}. — La République Française est Une et Indivisible.

ART. 84. — Les séances des municipalités et des administrations seront publiques.

ART. 109. — Tous les Français sont soldats; ils sont tous exercés au maniement des armes.

ART. 118. — Le Peuple Français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

ART. 119. — Il ne s'imisce point dans le gouvernement des autres nations. Il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

ART. 120. — Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il le refuse aux tyrans.

ART. 121. — Il ne fait point de paix avec un ennemi qui occupe son territoire¹.

Le Gouvernement proclamé Révolutionnaire jusqu'à la paix.

— Dans le discours où il demandait l'adoption de cette mesure au nom du Comité de Salut Public, Saint-Just disait le 10 octobre 1793 :

« Ceux qui font les Révolutions dans le monde, ceux qui veulent faire le bien, ne doivent dormir que dans le tombeau.... »

« Tous ceux qu'emploie le Gouvernement sont paresseux; tout homme en place ne fait rien lui-même et prend des agents secondaires. Le premier agent secondaire a les siens, et la République est en proie à vingt mille sots qui la corrompent, qui la combattent, qui la saignent.

« Vous devez diminuer partout le nombre des agents, afin que les chefs travaillent et pensent.

« Le ministère est un monde de papier; je ne sais point comment Rome et l'Égypte se gouvernaient sans cette ressource; on pensait beaucoup, on écrivait peu. La prolixité de la correspondance et des ordres du Gouvernement est une marque de son inertie; il est impossible que l'on gouverne sans laconisme. Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs, sont environnés de bureaux comme les anciens hommes de palais; il ne se fait rien, et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme, le démon d'écrire nous fait la guerre, et l'on ne gouverne point.

« Il est peu d'hommes à la tête de nos établissements dont les

1. « De tels articles, observa Mercier, s'écrivent ou s'effacent avec la pointe de l'épée; on peut sur son territoire faire des traités avantageux. Vous flattez-vous d'être toujours victorieux? Avez-vous fait un traité avec la Victoire? » — « Non! répondit tout d'une voix la Montagne; nous en avons fait un avec la Mort! » L'article proposé par le Comité fut adopté aux applaudissements réitérés de la Convention et des tribunes.

vues soient grandes et de bonne foi; le service public tel qu'on le fait n'est pas vertu, il est métier.

« Tout enfin a concouru au malheur du peuple et à la disette, l'aristocratie, l'avarice, l'inertie, les voleurs, la mauvaise méthode. Il faut donc rectifier le Gouvernement tout entier pour arrêter l'impulsion que nos ennemis s'efforcent de lui donner vers la tyrannie; quand tous les abus seront corrigés, la compression de tout mal amènera le bien, on verra renaître l'abondance elle-même. »

Réorganisation de l'armée en 1793. — Nous n'avons pas assez insisté (chapitre V, pages 103 et 117) sur la partie essentielle de cette réorganisation. Elle a consisté dans l'amalgame des troupes de ligne et des volontaires nationaux. Avec un bataillon de ligne et deux bataillons de volontaires, on forma une demi-brigade. De la sorte, au lieu de troupes recrutées, disciplinées, vêtues, soldées différemment, il y eut unité d'organisation, de discipline, de costume, de solde, d'esprit. Le mérite de cette fusion appartient à Dubois de Crancé, qui la proposa dans son rapport à la Convention du 1^{er} février 1793. Edmond-Louis-Alexis Dubois de Crancé, auquel on n'a pas suffisamment rendu justice, « a fait partie du Comité Militaire de la Constituante, de celui de la Convention et du Comité de Salut Public. Il a été le véritable promoteur de l'organisation de l'armée française en 1793. » (Bonaparte et son temps, par M. Th. Jung.) Né à Charleville en 1747, Dubois de Crancé fut mousquetaire, puis lieutenant des maréchaux de France, député du Tiers État pour le bailliage de Vitry-le-François, maréchal de camp en 1791, membre de la Convention; en mission à l'Armée des Alpes, il organisa la défense du Midi en 1793, et dirigea le siège de Lyon. Membre du Comité de Salut Public en 1795, il était avant le 18 brumaire An VIII Ministre de la Guerre; il donna sa démission après le Coup d'État, et mourut à Rethel le 29 juin 1814.

La condamnation des Girondins. — « J'observai (dans une conversation avec Barère et Vadier) que j'étais assis avec Camille Desmoulins sur le banc placé devant la table des jurés. Ceux-ci revenant des opinions, Camille s'avance pour parler à Antonelle, qui rentrait l'un des derniers. Surpris de l'altération de sa figure, il lui dit assez haut : « Ah! mon Dieu, je te plains bien, ce sont des fonctions bien terribles; puis, entendant la déclaration du jury, il se jeta tout à coup dans ses bras, s'agitant, se tourmentant : « Ah! mon Dieu, mon Dieu! c'est moi qui les tue; mon Brissot Dévoilé, ah! mon Dieu, c'est moi qui les tue. » A mesure que les accusés rentrent pour entendre leur jugement, les regards se tournent vers eux; le silence le plus profond régnait dans toute la salle; l'accusateur public conclut à la peine de mort; l'infortuné Camille, défait, perdant l'usage de ses sens, laissait échapper ces mots : « Je m'en vais, je m'en vais, je veux m'en aller. » Il ne pouvait sortir.

« A peine ce mot fatal, *mort*, est prononcé, Brissot laisse tomber ses bras, sa tête se penche sur sa poitrine; Gensonné, pâle et tremblant, demande la parole sur l'application de la loi, il dit des mots qu'on n'entend pas; Boileau étonné¹, élevant en l'air son chapeau, s'écrie : « *Je suis innocent!* »; se tournant vers le peuple, il l'invoque avec véhémence; les accusés se lèvent spontanément. « *Nous sommes innocents; peuple, on vous trompe!* » Le peuple reste immobile; les gendarmes les serrent et les font asseoir. Vialat tire de sa poitrine un stylet, et se l'enfonce dans le cœur; il expire, renversé. Sillery laisse tomber ses deux béquilles, en s'écriant, le visage plein de joie et se frottant les mains : « *Ce jour est le plus beau de ma vie!* »

« L'heure avancée de la nuit, les flambeaux allumés, les juges et le public fatigués d'une longue séance (il était minuit), tout donnait à cette scène un caractère sombre, imposant et terrible; la nature souffrait dans toutes ses affections; Camille Desmoulins se trouvait plus mal.

« Boyer-Fonfrède se retourne vers Ducos, l'entretenant dans ses bras : « *Mon ami, c'est moi qui te donne la mort!* » Son visage était baigné de larmes; Ducos, le serrant dans les siens : « *Mon ami, console-toi, nous mourrons ensemble!* » L'abbé Fauchet, abattu, semblait demander pardon à Dieu; Lasource contrastait avec Duprat, respirant le courage et l'énergie; Carra conservait son air de dureté; Vergniaud paraissait ennuyé de la longueur d'un spectacle si déchirant.

« Ici Barère et Vadier, comme ennuyés eux-mêmes, m'interrompent. Ils s'écrient : « *Allons, allons, ce sont des scélérats! laissez-nous tranquilles!* »

« Lecteurs, vous regretterez sans doute qu'ils m'aient interrompu; je vais achever. On remarquait, en général, la sérénité et le calme sur les autres condamnés. Tous sortirent sans avoir fini d'entendre le jugement, quelques-uns d'eux jetant, comme on sait, des assignats au peuple qui murmure. » (VILATE, *Les Mystères de la Mère de Dieu dévoilés*, ch. XIII.)

L'auteur de ce passage, Vilate, né à Ahun (Creuse) en 1767 ou 1768, fit ses études à l'Université de Bourges, devint prêtre, fut professeur aux collèges de Guéret, de Limoges, et à Saint-Gauthier (Indre), de 1791 à 1792. A cette époque il vint à Paris, attira sur lui l'attention par ses discours au Club des Jacobins. Envoyé en mission à Bordeaux, il en revint avec deux pièces qui lui valurent la faveur du Comité de Salut Public : une *Adresse au nom des Sans-culottes Méridionaux*, et un *Rapport sur la situation politique des Départements du Midi*. On le logea dans les Tuileries au Pavillon de Flore; il fut nommé juré au Tribunal Révolu-

1. Il était descendu inutilement, devant le Tribunal Révolutionnaire, à des bassesses lamentables pour sauver sa vie.

tionnaire. Il se fit appeler Sempronius Gracchus. Il vécut dans l'intimité de Barère, qu'il accompagnait dans ses parties de plaisir à sa maison de Clichy avec Vadier, Vouland, Dupin et autres. Billaud-Varenes le fit arrêter quelque temps avant le 9 Thermidor; on le soupçonnait d'avoir trahi des secrets que ses fonctions l'obligeaient à garder.

Vilate avait été un des agents les plus violents de la Terreur. Emprisonné à la Force, puis au Luxembourg, il y composa : *Causes Secrètes de la Révolution du 9 au 10 Thermidor*, puis la *Continuation des Causes Secrètes*, enfin *Les Mystères de la Mère de Dieu dévoilés*. On y trouve des détails très curieux sur les membres du Comité de Salut Public et sur le Tribunal Révolutionnaire. Il est vrai que Vilate cherche surtout à s'y justifier, à diminuer la part qu'il eut à la Terreur. Pour adoucir à son égard les vainqueurs de Thermidor, il insulte ses anciens protecteurs, morts ou proscrits; il se prête un rôle exactement contraire à celui qu'il avait joué. Tout cela ne le sauva pas. « Vilate fut un double apostat..... Vilate, devant l'échafaud, joua le remords, pour sauver sa tête, que cette lâche comédie n'a point sauvée. » (LOUIS BLANC, *Histoire de la Révolution Française*, t. X, ch. 102.)

IV. — CHAPITRE VI, pages 123-147.

Robespierre. — Maximilien-Marie-Isidore de Robespierre (ou Derobespierre, selon l'orthographe de son acte de naissance) était né le 6 mai 1758 à Arras. Il n'avait pas sept ans lorsqu'il perdit sa mère; son père, accablé de chagrin, abandonna sa profession d'avocat au Conseil Provincial d'Artois pour voyager et mourut à Munich. Maximilien resta seul avec deux sœurs, dont la plus connue a été Charlotte de Robespierre, et un frère puîné, Augustin-Bon-Joseph de Robespierre. Il commença ses études au collège d'Arras. La protection de M. de Conzié, évêque de cette ville, lui fit obtenir une bourse au Collège Louis-le-Grand. Il y eut pour camarades Fréron et Camille Desmoulins, et obtint de grands succès au Concours Général¹. Il fit ensuite son Droit tout en travaillant chez le procureur Nollion, qui avait Brissot pour premier clerc. Revenu avocat à Arras, Robespierre y connut Carnot, alors capitaine du génie en garnison dans cette ville. Il fut nommé le 5 juillet 1783 juge au tribunal civil et criminel de l'évêque. Alors

1. C'est donc comme boursier du collège d'Arras que Robespierre fit ses études à Louis-le-Grand. Par une délibération en date du 19 janvier 1781 (citée par le regretté Eugène Despois dans sa *Notice sur Camille Desmoulins*), le Bureau du Collège Louis-le-Grand, pour récompenser le *sieur de Robespierre* « de sa bonne conduite pendant douze années, et de ses succès dans le cours de ses classes, tant aux distributions des prix de l'Université qu'aux examens de philosophie et de droit », lui accorda à l'unanimité une gratification de six cents livres.

adversaire de la peine de mort, ayant été obligé de condamner un assassin à la peine capitale, il donna sa démission, à ce que rapporte sa sœur Charlotte. Membre de l'Académie d'Arras et de la Société chantante des *Rosati*, il composait aussi des discours, des brochures, même des madrigaux. Il fut élu aux États Généraux le 26 avril 1789.

Petion a tracé de lui le portrait suivant : « Robespierre est extrêmement ombrageux et défiant; il aperçoit partout des complots, des trahisons, des précipices. Son tempérament bilieux, son imagination atrabilaire, lui présentent tous les objets sous de sombres couleurs; impérieux dans son avis, n'écoutant que lui; ne supportant pas la contrariété, ne pardonnant jamais à celui qui a pu blesser son amour-propre, et ne reconnaissant jamais ses torts; dénonçant avec légèreté et s'irritant au plus léger soupçon; croyant toujours qu'on s'occupe de lui, et pour le persécuter; vantant ses services et parlant de lui avec peu de réserve; ne connaissant point les convenances, et nuisant par cela même aux causes qu'il défend; voulant par-dessus tout les faveurs du peuple; lui faisant sans cesse la cour et cherchant avec affectation ses applaudissements. » (*Discours écrit pour la séance du 5 novembre 1792.*)

Un autre girondin, Guadet, dans une réponse à Robespierre, le 12 avril 1793, citait des faits attestés, disait-il, « par des hommes que Robespierre ne soupçonnera certainement pas, si toutefois il est quelqu'un que Robespierre puisse ne pas soupçonner ». Il ajoutait dans le même discours : « Son rôle est d'être un dénonciateur éternel, la nature l'y a condamné. » Il y avait du vrai dans ce langage; toutefois, en 1793, les périls étaient si grands, et les trahisons si nombreuses, que la défiance des défenseurs de la Révolution s'explique bien.

Voici un autre portrait de Robespierre, et celui de Barère, empruntés au livre de Vilate, *Causes Secrètes de la Révolution du 9 au 10 Thermidor* :

« Robespierre avait dans ses mœurs une austérité sombre et constante; rapportant les événements à sa personne, donnant à son nom de *Maximilien* une importance mystérieuse. Triste, soupçonneux, craintif, ne sortant qu'accompagné de deux ou trois sentinelles vigilantes; l'entrée de son logement lugubre; n'aimant point à être regardé; fixant ses ennemis avec fureur; se promenant chaque jour deux heures avec une marche précipitée; vêtu, coiffé élégamment....., sobre, laborieux, irascible, vindicatif, impérieux. Barère l'appelait le *Géant de la Révolution*: « *Mon génie étonné, disait-il, tremble devant le sien.* »

« Barère formait un contraste parfait avec Maximilien : léger, ouvert, caressant, aimant la société, surtout celle des femmes; recherchant le luxe, et sachant dépenser. Dans l'ancien régime, il avait désiré de passer pour gentilhomme. Le sobriquet de *Vieusac* ne flattait pas peu son amour-propre. Varié comme le caméléon,

changeant d'opinion comme de costume; tour à tour feuillant, jacobin, aristocrate, royaliste, modéré, révolutionnaire; cruel, atroce par faiblesse, intempérant par habitude, selon la difficulté de ses digestions; athée le soir, déiste le matin; né sans génie, sans vues politiques; effleurant tout; ayant pour unique talent une facilité prodigieuse de rédaction. Avait-il un sujet à traiter, il s'approchait de Robespierre, Héralut, Saint-Just, etc., escamotait à chacun ses idées, paraissait ensuite à la tribune; tous étaient surpris de voir ressortir leurs pensées comme dans un miroir fidèle.»

Du reste, les jugements de Vilate sont loin de mériter une confiance sans limites.

Saint-Just. — Louis-Antoine de Saint-Just naquit le 25 août 1767 à Decize (Nivernais). Il était fils de messire Louis-Jean de Saint-Just de Richebourg, chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, capitaine de cavalerie, et de dame Jeanne-Marie Robinot. En 1773, sa famille vint se fixer à Blérancourt (Aisne). Il avait dix ans lorsqu'il perdit son père. Il fit ses études à Soissons, au collège de Saint-Nicolas, dirigé par les oratoriens. Il étudia quelque temps le Droit à Reims; puis revint à Blérancourt. En 1789, il publia sans nom d'auteur un poème en vingt chants, *Organt*, avec ces mots comme préface : « J'ai vingt ans; j'ai mal fait; je pourrai faire mieux. » Il fit un voyage à Paris, et fut présenté à Camille Desmoulins. Rentré dans sa famille, il fut le propagateur ardent des idées et des principes de la Révolution Française. « La régularité de ses traits, sculptés à l'antique, le faisait ressembler à l'Antinous. » (M. ERNEST HAMEL, *Histoire de Saint-Just.*) Il fut, malgré sa jeunesse, nommé lieutenant-colonel dans la garde nationale, et conduisit en cette qualité un détachement de fédérés à la Fête du 14 juillet 1790 à Paris.

La France ayant été divisée en départements; quand il s'agit de choisir le chef-lieu de l'Aisne, Saint-Just, qui était électeur, dans une réunion à Chauny, essaya vainement de faire choisir Soissons; Laon fut préféré. Il fut plus heureux dans une autre démarche. La commune de Blérancourt était menacée de perdre les marchés francs auxquels elle devait sa prospérité : on devait les transférer à Coucy. Saint-Just adressa une pétition à l'Assemblée Nationale pour demander que rien ne fût changé : il offrait de réunir son héritage aux domaines du canton, pour que Blérancourt conservât ses marchés. Il écrivit à cette occasion à Robespierre pour le prier de le soutenir : ce fut le début de leurs relations. Le désir de Saint-Just fut exaucé. Il publia en 1791 un in-8° de 182 pages intitulé *Esprit de la Révolution et de la Constitution de France*. Il y disait : « L'indifférence pour la patrie et l'amour de soi-même sont la source de tout mal; l'indifférence pour soi-même et l'amour de la patrie sont la source de tout bien. »

En 1791 il se mit sur les rangs lors des élections des députés à l'Assemblée Législative. Il fallait avoir vingt-cinq ans pour être éli-

gible : il n'en avait que vingt-quatre : il ne réussit pas. L'année suivante, le 20 juillet 1792, il écrivait de Noyon à son ami Daubigny une lettre qui sans doute ne fut point envoyée ; elle a été retrouvée dans ses papiers après sa mort. On y rencontre ces passages caractéristiques : « Je suis tourmenté d'une fièvre républicaine qui me dévore et me consume..... Il est malheureux que je ne puisse rester à Paris : je me sens de quoi surnager dans le siècle..... Vous êtes tous des lâches qui ne m'avez pas apprécié. Ma palme s'élèvera pourtant et vous obscurcira peut-être. Infâmes que vous êtes, je suis un fourbe, un scélérat, parce que je n'ai pas d'argent à vous donner. Arrachez-moi le cœur et mangez-le, vous deviendrez ce que vous n'êtes point : grands..... O Dieu ! faut-il que Brutus languisse oublié loin de Rome ! Mon parti est pris cependant : si Brutus ne tue pas les autres, il se tuera lui-même. » A cette date les événements se précipitaient. Le Manifeste du duc de Brunswick parut. La Journée du 10 Août renversa la royauté, et Saint-Just fut élu à la Convention Nationale. Il harangua dans la cathédrale de Soissons les volontaires de cette ville qui partaient pour l'armée ; le 18 septembre 1792 il était à Paris.

Le 13 novembre, dans le procès de Louis XVI, il prononça, en réponse à Morisson de la Vendée, un discours qui attira sur lui l'attention de tous, amis et adversaires. Il y disait : « Un jour peut-être, les hommes, aussi éloignés de nos préjugés que nous le sommes de ceux des Vandales, s'étonneront de la barbarie d'un siècle où ce fut quelque chose de religieux que de juger un tyran. » Il ajoutait : « De peuple à roi, je ne connais plus de rapport naturel. » Il demandait que Louis fût jugé, non « comme citoyen », mais « comme rebelle ». Il dévoilait enfin toute sa pensée dans ce passage : « Le procès doit être fait à un roi, non point pour les crimes de son administration, mais pour celui d'avoir été roi : car rien au monde ne peut légitimer cette usurpation ; et, de quelques illusions, de quelques conventions que la royauté s'enveloppe, elle est un crime éternel, contre lequel tout homme a le droit de s'élever et de s'armer ; elle est de ces attentats que l'aveuglement même de tout un peuple ne saurait justifier. Ce peuple est criminel envers la Nature par l'exemple qu'il a donné. Tous les hommes tiennent d'elle la mission secrète d'exterminer la domination en tout pays. On ne peut régner innocemment, la folie en est trop évidente. Tout roi est un rebelle et un usurpateur. »

Levasseur, dans ses *Mémoires* (t. II, ch. xx), dit, en parlant de Saint-Just :

« Robespierre a toujours été regardé comme la tête du Gouvernement Révolutionnaire. Pour moi, qui ai vu de près les événements de cette époque, j'oserais presque assurer que Saint-Just y eut plus de part que Robespierre lui-même. Quoique l'un des plus jeunes des membres de la Convention, Saint-Just était peut-être celui qui joignait à l'enthousiasme le plus exalté, au coup d'œil prompt et sûr

la volonté la plus opiniâtre et l'esprit le plus éminemment organisateur. Profondément convaincu, exalté jusqu'au fanatisme, il avait les dehors les plus froids, parce que son enthousiasme résultait d'une certitude mathématique. Jamais on n'avait pu faire varier son opinion ; jamais on n'avait pu faire fléchir ses résolutions ; considérant seulement le but qu'il voulait atteindre, il calculait peu le genre de moyens qu'il lui faudrait employer ; les plus sûrs lui paraissaient toujours les meilleurs. Pour fonder la République qu'il avait rêvée depuis longtemps, il aurait donné sa tête, mais aussi cent mille têtes d'hommes avec la sienne. Intimement lié avec Robespierre, il lui était devenu nécessaire, et il s'en était fait craindre plus encore qu'il n'avait désiré s'en faire aimer. Jamais on ne les a vus divisés d'opinion, et s'il a fallu que les idées personnelles de l'un plussent devant celles de l'autre, il est certain que jamais Saint-Just n'a cédé. »

Anacharsis Clootz. — Né le 24 juin 1755 au Château de Gnadenthal, dans le Duché de Clèves, il était fils du baron de Clootz, conseiller privé du roi de Prusse. Il fut appelé *Jean-Baptiste*, et élevé dans le Val de Grâce, *Vallis Gratiae* (c'était le nom du vallon qui entourait le château paternel) ; il parla Français dès l'enfance ; fut mis en pension à Bruxelles, à Mons, à Paris. Neveu du chanoine philosophe Cornelius de Pauw (frère de sa mère), il fut de bonne heure matérialiste. Élève de l'École Militaire de Berlin, il s'y annuie à mourir ; à horreur de la brutale discipline prussienne ; quitte le service, s'en va à Paris. Alors commencent ses relations avec ses parents par alliance, les Montesquiou, l'abbé de Voisenon. Il voit Diderot, d'Alembert, d'Holbach. Il prend pour devise : *Veritas atque Libertas*. Il publie, sous le pseudonyme Ali-Gier-Bar, *Certitude des Preuves du Mahométisme* (Londres, 1780, en réalité, Amsterdam, 1779) ; puis *Lettre sur les Juifs* (1782). Il visite Londres, est un instant l'ami de Burke ; revient à Paris ; quitte la France où ses hardiesses de langage l'avaient compromis ; imprime les *Vœux d'un Gallophile*. Il vit quelque temps en Hollande au Château de Vegt-Oever-les-Maarsen, puis parcourt l'Europe : Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, jusqu'au Maroc. Il revient à Paris à la nouvelle de la prise de la Bastille. Ardent, enthousiaste, il se montre aux Jacobins, aux Cordeliers, parle, écrit ; il fréquente le marquis de Villette, argumente au Cercle Social, dans le Cirque du Palais-Royal, contre le mystique Claude Fauchet. Il salue dans Paris la capitale du monde. Le 19 juin 1790 il se présente à la barre de la Constituante, avec des étrangers de toute nation, 36 en tout, Anglais, Allemands, Polonais, Italiens, Espagnols, Arabes, Indiens, Chaldéens, chacun dans son costume national, pour demander à prendre part à la Fédération du 14 juillet au Champ de Mars au nom du Genre Humain. C'est alors qu'il reçoit le nom d'*Orateur du Genre Humain*. Il a pris, lui Prussien venu en France, dans l'Athènes moderne, le nom d'*Anacharsis*, en souvenir du philosophe

scythe qui était venu s'instruire dans l'Athènes antique. Il achète des terres à Crespy-en-Valois, voisines des propriétés de Charles de Villette, le neveu de Voltaire. Il publie *La République Universelle*. Le 22 avril 1792 il donne 12 000 livres pour contribuer à équiper les soldats qui vont combattre l'Autriche; après le 10 août 1792, il reçoit de l'Assemblée Législative le titre de *citoyen français*, avec Joseph Priestley, Thomas Payne, Bentham, Wilberforce, Clarkson, Makintosh, Gorani, Cornelius de Pauw, Campe, Pestalozzi, Washington, Hamilton, Madison, Klopstock, Kosciusko, Schiller.

Anacharsis Cloots fut nommé député à la Convention par le département de l'Oise, le second sur la liste, entre Thomas Payne et Villette; il fut élu aussi en Saône-et-Loire. Ses relations avec les Girondins durent peu. Leur fédéralisme, leur refus de propager à l'étranger les Droits de l'Homme, leur mauvaise volonté envers la Savoie, qui veut être française, leur haine contre Paris, l'éloignent d'eux. Sa brochure *Ni Marat ni Roland!* exaspère la Gironde, qui publie *Réponses au Prussien Cloots, par Roland, Kersaint, Guadet, Brissot*. Il périt avec les Hébertistes (p. 127).

L'Instruction Publique sous la Convention. — Au sujet de l'organisation de l'Instruction Publique gratuite et obligatoire, dans la séance du 13 août 1793, Danton disait: « Quand vous semez dans le vaste champ de la République, vous ne devez pas compter le prix de cette semence; après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple... Allons donc à l'Instruction commune; tout se rétrécit dans l'éducation domestique, tout s'agrandit dans l'éducation commune. On a fait une objection en présentant le tableau des affections paternelles; et moi aussi je suis père... Eh bien, quand je considère ma personne relativement au bien général, je me sens élevé; mon fils ne m'appartient pas, il est à la République; c'est à elle à lui dicter ses devoirs pour qu'il la serve bien.

« On a dit qu'il répugnerait aux cœurs des cultivateurs de faire le sacrifice de leurs enfants. Et bien, ne les contraignez pas, laissez-leur en la faculté seulement. Qu'il y ait des classes où ils n'entreront leurs enfants que le dimanche, s'ils le veulent... Le riche payera, et il ne perdra rien, s'il veut profiter de l'instruction pour son fils. » Il disait encore, le 12 décembre 1793: « Il est temps de rétablir ce grand principe qu'on semble méconnaître: que les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents. »

Aux termes de la loi du 29 frimaire an II (19 décembre 1793), l'enseignement était libre, et devait être fait publiquement: « Les parents qui négligeraient d'envoyer leurs enfants aux écoles primaires étaient passibles, la première fois d'une amende égale au quart de leurs contributions, et en cas de récidive, d'une amende double et de la privation pendant dix ans de leurs droits de citoyens.

« Une loi du 27 brumaire an III (17 novembre 1794), rédigée par Lakanal, modifia en quelques points le décret précédent, supprima l'obligation quant aux parents, pour la faire peser indirectement, et, il faut le dire, injustement sur les enfants seuls. Tout jeune homme qui n'avait pas fréquenté les écoles primaires devait subir un examen, et « s'il était reconnu qu'il n'eût pas les connaissances nécessaires à des citoyens français, être écarté, jusqu'à ce qu'il les eût acquises, de toutes les fonctions publiques. » Le salaire des instituteurs était fixé de 1 200 à 1 500 francs, des institutrices de 1 000 à 1 200, selon les localités. » (EUGÈNE DESPOIS, *Le Vandalisme Révolutionnaire*.)

La perte du vaisseau Le Vengeur. — « L'héroïsme des marins du *Vengeur*, dit l'historien anglais Alison, est digne d'une éternelle mémoire. Bien que le vaisseau enfonçât rapidement, et que la batterie inférieure fût déjà submergée, ils continuaient encore à faire feu avec les canons de la batterie supérieure; et à la fin, quand l'eau atteignit le pont, ils ne cessèrent pas leurs chants; et les cris de: *Vive la République! Vive la Liberté! Vive la France!* furent entendus au moment où le navire s'abîmait dans les flots. »

V. — CHAPITRE VII, pages 148-179.

L'insurrection des marins anglais en 1797. La République Flottante. — Le 15 avril 1797, les marins de la flotte de la Manche, commandée par l'amiral Howe, se mutinèrent. Ils se plaignaient que la paye n'eût pas été augmentée depuis le règne de Charles II, quoique le prix des denrées fût devenu bien plus considérable; que la nourriture fût insuffisante, et les pensions de retraite dérisoires. Le Gouvernement effrayé accorda tout. Mais alors, du 22 mai au 6 juin, les équipages des autres escadres, réclamant les mêmes concessions, entrent en révolte ouverte. Ils abandonnent le blocus du Texel, à l'exception de trois navires demeurés fidèles à l'amiral Duncan, et s'emparent de l'entrée de la Tamise; leur chef, matelot du *Sandwich*, nommé Parker, prend le titre de *Président de la République Flottante*. L'épouvante s'emparant de Londres, le 3 pour 100, qui au début de la guerre était à près de 100 francs, tombe à 45; on enlève les bouées, on place des chaloupes canonnières à l'embouchure de la Tamise; Sheerness et le port de Tilbury sont mis en défense; le Parlement déclare les matelots rebelles. Ceux-ci ne restèrent pas longtemps d'accord; du 9 au 15 juin, tous les vaisseaux se soumièrent successivement. Parker et d'autres meneurs furent mis à mort; quelques-uns purent gagner Calais.

Batailles navales du Cap Saint-Vincent et de Camperdown. — La mutinerie des marins n'arrêta point les succès des Anglais sur mer. Les deux flottes espagnole au midi et batave au nord formaient

comme les deux ailes de la flotte française de Brest : elles essayèrent vainement de venir la rejoindre, selon les plans de Truguet, pour disputer la Manche et tâcher d'opérer une descente en Irlande et en Angleterre, L'amiral espagnol Cordova fut arrêté au passage à la hauteur du *Cap Saint-Vincent* par l'amiral Jervis et le commodore Nelson, qui le battirent, lui prirent quatre vaisseaux et le rejetèrent dans Cadix (en février 1797). L'amiral batave de Winters et son lieutenant Story, sortis du Texel au commencement d'octobre suivant, furent attaqués par les amiraux anglais Duncan et Onslow en vue des côtes de Hollande, entre *Camperdown* et *Egmont*. Les Bataves déployèrent en vain, l'historien anglais Alison en convient, « un courage digne des descendants de Tromp et de Ruyter ». Ils perdirent huit vaisseaux de ligne et deux frégates; le reste se réfugia au Texel. La joie fut prodigieuse en Angleterre. Jervis fut nommé *Comte de Saint-Vincent*, Duncan fut *Vicomte Duncan de Camperdown*; le commodore Nelson devint *Sir Horatio Nelson*.

L'Irlande et la Révolution Française. — Vers 1750, les grands propriétaires commencèrent à convertir les terres labourables en prairies; les paysans furent congédiés. De 1750 à 1762, se formèrent les Sociétés des *Enfants Blancs* (*White Boys*), des *Cœurs de Chêne* (*Hearts of Oak*), des *Cœurs d'Acier* (*Hearts of Steel*), des *Enfants du Droit* (*Right Boys*). A partir de 1775, époque de la Guerre d'Amérique, le gouvernement anglais, par crainte d'un soulèvement, traita mieux l'Irlande, et autorisa la formation de corps de *Volontaires*. La paix faite, les ménagements cessèrent; les volontaires furent dissous, et l'on excita plus que jamais les haines des protestants contre les catholiques. De 1784 à 1789, naquit la Société des *Défenseurs*.

Le contre-coup de la Révolution Française se fit sentir en Irlande. Un club s'ouvrit à Belfast; à l'est et au sud de l'Irlande, les *Irlandais Unis* (1789-1790) se formèrent contre les *Orange-Men*.

Les *Irlandais Unis* s'organisèrent militairement en 1796: leurs chefs étaient *Arthur O'Connor*, *Edouard Fitz-Gérald*, le père *Quigley*, *Napper-Tandy*, *Théobald Wolf-Tone*. *L'Age de Raison*, de Thomas Payne, fut imprimé à Belfast.

Dans un livre récent (*Hoche en Irlande*, librairie Alcan, 1888), M. Escande, député de la Dordogne, donne d'intéressants détails sur le mouvement de 1796. Les Irlandais arborèrent la cocarde verte; ils adoptèrent le drapeau vert portant la harpe d'or couronnée du bonnet de la liberté. Leur devise fut *Erin go breagh* (*L'Irlande toujours*). 15 000 hommes devaient débarquer avec Hoche en Irlande et 5 000 à l'est de l'Angleterre avec le général Quantin. Hoche avait pour lieutenants Lemoine, Debelle, Hédouville, Mermet, Hardy, Watrin, Soult, Ney, Souham, Championnet, Richepanse, Grouchy, Ménage, enfin son chef d'état-major Chérin, gendre de Dacier. Chérin, qui était en 1793 savant, heureux et

riche, avait tout quitté pour partir comme volontaire; il mourut plus tard des blessures qu'il reçut à la bataille de Zurich. Hoche quitta Paris pour Brest le 18 thermidor an IV (5 août 1796). Il fut contrarié par le mauvais vouloir de l'amiral Villaret-Joyeuse, qui devait commander la flotte. Royaliste déguisé, Villaret-Joyeuse fit perdre trois mois par son inertie et ses intrigues. Hoche se plaignit enfin (16 brumaire an V). Le vice-amiral Morard de Galles remplaça Villaret. Morard était brave, mais affaibli par l'âge. On partit le 25 frimaire an V (15 décembre 1796). La flotte comptait 48 voiles. La division du contre-amiral Bouvet portait l'avant-garde; le contre-amiral Nielly était à la tête de la réserve; Hoche et Morard de Galles étaient sur la frégate *La Fraternité*. Leur navire fut séparé du reste de la flotte par le temps contraire. Celle-ci arriva près de la Baie de Bantry. Les contre-amiraux Nielly et Richery refusèrent de s'y engager. Bouvet ne sut ou ne put se faire obéir par eux, pas plus qu'il n'obéit au général Grouchy, qui remplaçait Hoche. La tempête vint; on regagna la France. Hoche et Morard de Galles, arrivés seuls sur la côte d'Irlande, furent bien obligés d'en faire autant¹.

Le danger passé, les cruautés du gouvernement anglais furent horribles. « Dans les lieux où l'on soupçonnait qu'il y avait des armes cachées, on forçait les habitants à les découvrir, en les soumettant, s'ils refusaient de répondre, à plusieurs genres de tortures : les plus ordinaires étaient de pendre à demi, de fouetter jusqu'à l'excoriation, et d'arracher les cheveux et la peau de la tête au moyen d'une calotte de poix. » (AUGUSTIN THIERRY, Conclusion de l'*Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*, d'après les documents tirés de Sir RICHARD MUSGRAVE, *Memoirs of the Different Rebellions in Ireland*)².

L'insurrection armée éclata en 1798 aux cris de *Liberté ou la Mort!* et *Vive l'Irlande!* « Nous nous battons la corde au cou », disait un insurgé. Un *Directoire Exécutif de la République Irlandaise* fut installé à Dublin. On prit le drapeau vert, on réunir un camp à *Vinegar-Hill*. A l'attaque de Ross, un homme

1. L'expédition fut signalée d'un bout à l'autre par des incidents tragiques. Au départ pour l'Irlande, le 16 décembre 1796, *Le Séduisant*, vaisseau de 74, fut brisé dans le Raz de Sein sur le Grand Tevennee. Au retour le vaisseau *Le Scevola* coula bas; la frégate *L'Impatiente* fut jetée sur les rochers du Cap Clear; le vaisseau *Les Droits de l'Homme* périt sur la côte de Bretagne; le transport *Le Fils Unique* tomba entre les mains de l'ennemi.

2. Un nombre des victimes de la cruauté anglaise fut lord Fitz Gérald, l'un des chefs insurgés, fils cadet du duc de Leinster. Brave, beau, généreux, véritable héros de roman, il fit la guerre d'Amérique, applaudit avec Fox à la Révolution, vint à Paris, y rencontra Thomas Payne et Théobald Wolf Tone, que le Directoire fit général de brigade, épousa à Paris la belle Paméla, fille naturelle de Philippe-Égalité, élevée par M^{me} de Genlis. Sa tête fut mise à prix. Arrêté à Dublin, il fut étranglé en prison.

enfonce son bras dans un canon : « A moi, enfants ! s'écria-t-il, je lui ferme la bouche. » Un mois de guerre, trois défaites, devant *Dublin*, à *Wiklow*, à *Vinegar-Hill*, terminent l'insurrection de l'est et du sud. L'insurrection du nord éclate plus tard. Elle échoue devant *Antrim* et à *Ballinahinch*. C'est alors seulement que le général français Humbert débarque à l'ouest avec 1 500 hommes.

L'expédition de Humbert a été racontée par Moreau de Jonnés, qui en fit partie, dans ses *Aventures de Guerre au Temps de la République et du Consulat*; elle débarqua le 20 août 1798 au nord-ouest de l'Irlande, dans le golfe de Donegal. Les grenadiers de l'adjudant-général Sarrazin prirent *Killala*; on marcha vers le sud; on fut rejoint par quelques insurgés. On battit le général anglais Lake, qui fut chassé de *Castlebar*. Un gouvernement provisoire fut créé pour le Connaught. On arriva au Shannon, qui fut franchi à *Balintra*. Mais à *Ballinamuck*, on se trouva en face de Lord Cornwallis : un contre dix ! on fut repoussé, et bientôt il fallut capituler.

L'expédition avait duré vingt-cinq jours.

Vingt-huit jours après la capitulation, le vaisseau *Le Hoche*, parti de Brest avec quelques renforts et le général Wolf Tone, fut pris dans la Baie de Killala par une escadre anglaise. Wolf Tone, conduit à Dublin et condamné à être pendu, se coupa la gorge.

VI. — CHAPITRE VIII, pages 180-199.

Date de la naissance de Napoléon. — Napoléon est-il né à Ajaccio le 15 août 1769, comme on le dit généralement, ou à Corte le 7 janvier 1768 ? De ces deux hypothèses M. le lieutenant-colonel Th. Jung considère la seconde comme la plus vraisemblable (*Bonaparte et Son Temps, d'après les Documents Inédits*). Son père, « Charles Bonaparte, était dans une situation de fortune des plus précaires, et, qui plus est, un sollicitateur infatigable.

« Sur les conseils du gouverneur de l'île, il demanda pour ses fils la faveur d'une admission gratuite dans les Ecoles militaires. L'une des conditions rigoureusement requises était de n'avoir pas dix ans révolus au moment de la réception... Un seul des jeunes gens se trouvait dans les limites d'âge voulues, celui venu au monde le 15 août 1769. De ces deux enfants, Napoléon et Joseph, le second était loin de montrer des dispositions guerrières. Doux et tranquille, il était destiné à l'état ecclésiastique, tandis que l'aîné, batailleur, ardent, entier de caractère, présentait toutes les qualités souhaitées à cette époque pour un marin. Mais il avait dépassé l'âge. Pour le faire accepter, on aurait donc songé à lui attribuer l'acte de naissance de son frère, ou tout au moins à profiter de l'ambiguïté des prénoms, résultant de la précipitation avec

laquelle les actes de notoriété avaient été établis, pendant les événements douloureux de 1768. » (*Bonaparte et Son Temps*, par le lieutenant-colonel Th. Jung.)

Dans ce cas, Napoléon serait l'aîné de la famille, et Joseph le second; les actes de naissance des deux frères auraient été substitués l'un à l'autre pour rendre possible l'entrée de Napoléon à Brienne. Même incertitude au sujet du nom véritable du futur empereur, tour à tour écrit *Nabulione de Buonaparte*, *Napoleone de Buonaparte* et *Napolione Buonaparte*.

Les débuts de Bonaparte. — Voici les débuts de Bonaparte jusqu'à l'époque où il fut nommé général en chef de l'armée d'Italie :

Il est né ou bien à Corte le 7 janvier 1768 (son acte de mariage dit le 5 février 1768), ou bien à Ajaccio le 15 août 1769. Sa famille, originaire de Sarzane en Toscane, était venue s'établir en Corse au seizième siècle. Son père, Charles Bonaparte, nommé député de la noblesse de Corse le 8 juin 1777, obtint, grâce au comte de Marboeuf, commandant militaire de l'île, l'admission d'un de ses fils dans une Ecole militaire en France. Il s'embarqua le 15 décembre 1778 pour Marseille. Le 1^{er} janvier 1779 il fit entrer Napoléon et Joseph au collège d'Autun (l'évêque d'Autun était frère de M. de Marboeuf). Nommé à l'École Militaire de Brienne le 28 mars 1779, Napoléon y entra le 23 avril. Cette Ecole était tenue par les Minimes. Il y eut pour sous-principal le père Dupuis, pour professeur de mathématiques le père Patrault, pour surveillant et répétiteur Pichegru, le futur conquérant de la Hollande. Petit, chétif, l'air bizarre et dépaysé, il fut taquiné par ses camarades, qui, se moquant de sa prononciation italienne, au lieu de *Napoleone*, l'appelaient *La Pailleaunez*. Il sortit de Brienne le 17 octobre 1784, et entra le 23 du même mois, comme cadet-gentilhomme, à l'École Militaire de Paris. C'est à cette époque qu'il perdit son père. Charles Bonaparte malade était venu à Montpellier consulter deux médecins célèbres. Il y mourut à trente-huit ans, le 24 février 1785, chez une amie de sa famille, M^{me} Permon, née Comnène². Après un an de séjour à l'École, Napoléon passa ses examens pour l'artillerie. Il eut le n^o 42. Le n^o 41 avait été obtenu par Le Picard de Phélippeaux, qui émigra, et défendit en 1799 Saint-Jean-d'Acre contre son ancien camarade.

1. La conquête de la Corse par les Français. Bonaparte écrivait d'Auxonne à Paoli, le 12 juin 1789 : « Je naquis quand la patrie périsait. Trente mille Français, vomis sur nos côtes, noyant le trône de la liberté dans les flots de sang, tel fut le spectacle odieux qui vint le premier frapper mes regards. Les cris du mourant, les gémissements de l'opprimé (sic), les larmes du désespoir environnèrent mon berceau dès ma naissance. »

2. Elle appartenait à la famille impériale de ce nom. Son père, ancien capitaine de cavalerie, était mort à Ajaccio en 1772. M^{me} Permon est la mère de Laure, qui épousa plus tard Junot et devint duchesse d'Abrantes.

Nommé le 1^{er} septembre 1785 lieutenant en second à la compagnie des bombardiers du régiment de La Fère, Napoléon fut successivement en garnison à Valence, à Lyon, à Douai (1785-1787.) Il obtint un congé de quatre mois pour aller s'occuper à Ajaccio des affaires de sa famille. Il le fit prolonger à deux reprises pour raison de santé. C'est alors qu'il écrivit un conte, *Le Masque Prophète*, et les *Lettres sur l'Histoire de Corse*, plus tard adressées à l'abbé Raynal. Rentré à son corps, il tint garnison à Auxonne, à Seurre, de nouveau à Auxonne (1788-1789). Il demanda et obtint un congé de six mois, et revint à Ajaccio (10 septembre 1789-10 février 1790). Le 23 janvier 1790, il écrivit une lettre violente à Buttafuoco, maréchal de camp et député de la noblesse de Corse aux États Généraux, devenu l'Assemblée Constituante. Buttafuoco s'opposait à l'établissement d'une garde nationale, alléguant qu'il était dangereux d'armer les insulaires. De là le ton extraordinairement outrageant de la *Lettre de M. Buonaparte à M. Matteo Buttafuoco, député de la Corse à l'Assemblée Nationale*. Plus occupé de la Corse que de la France (Paoli était revenu dans l'île en vertu de l'amnistie votée le 30 novembre 1789), Bonaparte prit une part active aux séances du club d'Ajaccio, à l'organisation de la garde nationale; il essaya même de s'emparer de la citadelle d'Ajaccio. Le 16 avril 1790, il fit prolonger son congé de quatre mois et demi, pour aller aux eaux. Il écrivit une lettre sur *Le Serment Constitutionnel des Prêtres*, et un discours sur cette question proposée par l'Académie de Lyon : *Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur?* Son congé prenait fin le 15 octobre 1790. Il ne rejoignit cependant son régiment à Auxonne que le 13 février 1791, et alléguait pour excuse les vents contraires, qui deux fois, disait-il, avaient empêché son retour. Dans un état de gêne extrême, il écrivit alors un *Dialogue sur l'Amour* et des *Réflexions sur l'État de Nature*. Nommé le 1^{er} juin 1791 lieutenant en premier au 4^e régiment d'artillerie ci-devant de Grenoble, il fut en garnison à Valence du 16 juin au mois d'août 1791.

Dès le mois de septembre de cette année, il revint en Corse en vertu d'un nouveau congé. Il se fit nommer lieutenant-colonel d'un des quatre bataillons de gardes nationaux volontaires corses, comme s'il n'avait pas été déjà officier d'artillerie dans l'armée; de nouveau, au mois d'avril 1792, il essaya d'enlever la citadelle d'Ajaccio. Mais les plaintes éclatèrent de toutes parts contre lui; menacé d'être mis en jugement pour rébellion à main armée, il regagna la France. En fait, il était absent illégalement de son régiment, et il fut destitué du 1^{er} janvier au 30 août 1792. Quand il arriva à Paris, au mois de mai, le ministère girondin venait de se former, la guerre était déclarée, la plupart des officiers nobles émigraient. Bonaparte fut réintégré dans l'artillerie, le 30 août

1792, avec le rang de capitaine et un brevet antidaté du 6 février 1792, et obtint la permission de retourner en Corse pour conduire à Ajaccio sa sœur Elisa, qui sortait de la Maison de Saint-Cyr. De retour dans l'île, comme si rien ne s'était passé de nouveau, il reprit la direction de son bataillon de volontaires. Il prit part à l'expédition contre la Sardaigne. Mais le contre-amiral Truguet échoua devant Cagliari (14-25 février 1793), et l'attaque de l'île de Magdalena, au sud de Bonifacio, à laquelle Bonaparte prit part, ne réussit pas mieux (20-27 février) à cause de la mutinerie de l'équipage de la corvette *La Fauvette*. Paoli, appelé à l'Armée d'Italie, ayant refusé de quitter l'île, fut mandé à la barre de la Convention; c'est alors qu'il se révolta. La guerre civile éclata en Corse. Bonaparte se déclara contre Paoli et obtint de Salicetti, l'un des trois commissaires de la Convention, le titre provisoire d'*Inspecteur général de l'Artillerie de Corse*. Mais Paoli eut l'avantage. Bonaparte repartit pour la France avec sa famille fugitive, le 11 juin 1793.

Employé à l'armée du Midi, il y entra en relations avec les représentants Salicetti, Gasparin, Ricord, Robespierre jeune, bientôt avec Fréron et Barras. Robespierre en particulier lui porta de l'intérêt. Bonaparte publia *Le Souper de Beaucaire*, dialogue entre un Marseillais, un Nimois et un militaire, daté du 29 juillet 1793, et promettant la victoire à la Montagne contre les Fédéralistes. Les représentants du peuple le firent imprimer aux frais du Trésor. Devenu chef de bataillon au 2^e régiment d'artillerie, Bonaparte fut nommé général de brigade d'artillerie après la prise de Toulon, le 22 septembre 1793, et, quatre jours plus tard, général inspecteur des côtes de la Méditerranée.

A l'armée d'Italie, en 1794, il fut envoyé en mission secrète à Gènes par Robespierre jeune et Ricord. Il partit de Nice le 14 juillet et revint le 28, après avoir pleinement réussi. Mais ce jour-là même, c'est-à-dire le 9 thermidor an II, les deux Robespierre succombaient à Paris. Bonaparte fut destitué et arrêté le 6 août comme partisan de Robespierre, par l'ordre des représentants Albitte, Salicetti, Laporte. Incarcéré au Fort-Carré, près d'Antibes, du 11 au 20 août, il désavoua le « tyran » et fut réintégré dans son grade. Il s'embarqua, comme commandant de l'artillerie, sur le brick *L'Amitié*, qui faisait partie de l'escadre de l'amiral Saint-Martin. Elle devait conduire en Corse une division chargée d'enlever l'île aux Anglais, que Paoli y avait appelés; mais l'escadre fut battue par les Anglais le 11 mars 1795, et l'expédition abandonnée.

Dans les premiers mois de 1795, on avait établi le tableau de classement par ancienneté de tous les officiers pour chaque grade

1. Paoli, bientôt éloigné de Corse par les Anglais qui voulaient rester maîtres de l'île, mourut en 1809; ses restes ont été ramenés de Londres à l'île Rousse au mois de septembre 1889.

et dans chaque arme. Nommé à l'Armée de l'Ouest le 29 mars, il partit pour Paris, et y arriva le 10 mai; il ne voulait pas aller dans l'Ouest et se fit autoriser à rester quelque temps à Paris. Mais Gillet et Aubry, tous les deux sortis de l'artillerie, étaient alors membres du Comité de Salut Public; peu favorables à Bonaparte, qui était le plus jeune général d'artillerie, et, alléguant que le nombre des généraux de cette arme excédait les besoins, ils le désignèrent pour commander une brigade d'infanterie (23 juin 1795). Il obtint, comme malade, un sursis de départ. Il fréquenta Barras, Fréron, Doucet de Pontécoulant, et fut attaché au bureau militaire du Comité de Salut Public avec les généraux Pully, Clarke, Lacuée (21 août). Il demanda à être envoyé à la tête d'une mission militaire à Constantinople pour réorganiser l'artillerie turque. Puis, le 15 septembre, le Comité ayant été renouvelé, Bonaparte fut destitué pour avoir refusé de se rendre au poste qu'on lui avait assigné (dans l'Ouest). Le 4 octobre, Barras, chargé de défendre la Convention menacée par les sectionnaires royalistes, lui donna le commandement en second de l'Armée de l'Intérieur. Le 13 Vendémiaire fit sa fortune. Quinze jours après il était général de division, commandant en chef de l'Armée de l'Intérieur (20 octobre 1795). Le 7 mars 1796, il fut nommé général en chef de l'Armée d'Italie; le 9 il épousa Joséphine¹.

Les *Mémoires de Madame de Rémusat (1802-1808)*² contiennent un très curieux portrait de Napoléon, dont voici quelques passages :

« Bonaparte est de petite taille, assez mal proportionné, parce que son buste trop long raccourcit le reste de son corps. Il a les cheveux rares et châtains, les yeux gris bleu; son teint, jaune tant qu'il fut maigre, devint plus tard d'un blanc mat et sans aucune couleur. Le trait de son front, l'enchâssement de son œil, la ligne du nez, tout cela est beau et rappelle assez les médailles antiques... Son attitude le porte toujours un peu en avant; ses yeux, habi-

1. Marie-Joséphine-Rose de Tascher de la Pagerie, née le 23 juin 1763 à La Martinique, paroisse de Notre-Dame de la Purification des Trois Ilets, était fille de Joseph-Gaspard, écuyer, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine de dragons, et de Rose-Claire des Vergers de Sanois. Elle épousa le 13 décembre 1779 le vicomte Alexandre de Beauharnais, eut deux enfants, Eugène, né le 2 septembre 1780, et Hortense, née le 10 avril 1783. Son mari fut guillotiné le 5 thermidor an II (24 juillet 1794). Elle mourut à la Malmaison en 1814.

2. Née le 5 janvier 1780, Claire-Élisabeth-Jeanne Gravier de Vergennes fut mariée en 1796 à Augustin-Laurent de Rémusat. Celui-ci, né le 28 août 1762, était avant la Révolution avocat général à la Cour des Aides et Chambre des Comptes réunies de Provence. Il devint en 1802 préfet du palais de Bonaparte Premier Consul, et M^{me} de Rémusat fut dame du palais auprès de Joséphine. A la Seconde Restauration M. de Rémusat fut préfet de la Haute-Garonne et ensuite du Nord. M^{me} de Rémusat mourut à quarante et un ans, le 16 décembre 1821. Ses *Mémoires* ont été publiés par son petit-fils, M. Paul de Rémusat, sénateur de la Haute-Garonne.

tuellement ternes, donnent à son visage, quand il est en repos, une expression mélancolique et méditative. Quand il s'anime par la colère, son regard devient facilement farouche et menaçant. Le rire lui va bien, il désarme et rajeunit toute sa personne. Il était alors difficile de ne pas s'y laisser prendre, tant il embellissait et changeait sa physionomie. Sa toilette a toujours été fort simple: il portait habituellement l'un des uniformes de sa garde... La précipitation avec laquelle il faisait toute chose ne permettait guère que ses vêtements fussent placés sur lui avec soin, et, dans les jours de gala et de grand costume, il fallait que ses valets de chambre s'entendissent entre eux pour saisir le moment de lui ajuster quelque chose. Il ne savait bien porter aucun ornement; la moindre gêne lui a toujours paru insupportable. Il arrachait ou brisait tout ce qui lui causait le plus léger malaise....

« J'ai dit qu'il y avait une sorte de séduction dans le sourire de Bonaparte; mais, durant tout le temps que je l'ai vu, il ne l'employait pas fréquemment. La gravité était le fond de son caractère; non celle qui vient de la noblesse et de la dignité des habitudes, mais celle que donne la profondeur des méditations. Dans sa jeunesse, il était rêveur; plus tard, il devint triste; et plus tard encore, tout cela se changea en mauvaise humeur presque continuelle. Quand je commençai à le connaître, il aimait fort tout ce qui porte à la rêverie: Ossian, le demi-jour, la musique mélancolique... Les habitudes géométriques de son esprit l'ont toujours porté à analyser jusqu'à ses émotions. Bonaparte est l'homme qui a le plus médité sur les *pourquoi* qui régissent les actions humaines. Incessamment tendu dans les moindres actions de sa vie, se découvrant toujours un secret motif pour chacun de ses mouvements, il n'a jamais expliqué ni conçu cette nonchalance naturelle qui fait qu'on agit parfois sans projet et sans but....

« Bonaparte manque d'éducation et de formes; il semble qu'il ait été irrévocablement destiné à vivre sous une tente, où tout est égal, ou sur un trône, où tout est permis... D'ailleurs, toute règle continue lui devient une gêne insupportable, toute liberté qu'il prend lui plaît comme une victoire, et jamais il n'eût voulu céder quelque chose, même à la grammaire....

« Quoique très remarquable par certaines qualités intellectuelles, rien de si rabaisé, il faut en convenir, que son âme. Nulle générosité, point de vraie grandeur. Je ne l'ai jamais vu admirer, je ne l'ai jamais vu comprendre une belle action. Toujours il se défait des apparences d'un bon sentiment; il ne fait nul cas de la sincérité et n'a pas craint de dire qu'il reconnaissait la supériorité d'un homme au plus ou moins d'habileté avec laquelle il savait manier le mensonge; et, à cette occasion, il se plaisait à rappeler que l'un de ses oncles, dès son enfance, avait prédit qu'il gouvernerait le monde, parce qu'il avait coutume de toujours mentir....

« Tous les moyens de gouverner les hommes ont été pris par

Bonaparte parmi ceux qui tendent à les rabaisser. Il redoutait les liens d'affection, il s'efforçait d'isoler chacun, il n'a vendu ses faiseurs qu'en éveillant l'inquiétude, pensant que la vraie manière de s'attacher les individus est de les compromettre, et souvent même de les flétrir dans l'opinion. Il ne pardonnait à la vertu que lorsqu'il avait pu l'atteindre par le ridicule.

« On ne peut pas dire qu'il ait vraiment aimé la gloire, il n'a pas hésité à lui préférer toujours le succès : aussi, véritablement audacieux dans la fortune, et la poussant aussi loin qu'elle peut aller, on l'a vu constamment timide et troublé quand le malheur a pesé sur sa tête....

« S'il était possible de croire qu'un être, sur tout autre point semblable à nous, fût cependant privé de cette portion de notre organisation qui nous donne le besoin d'aimer et d'être aimé, je dirais qu'à l'instant de sa création son cœur pourrait fort bien avoir été oublié, ou bien peut-être était-il venu à bout de le comprimer complètement. Il s'est toujours fait trop de bruit à lui-même pour être arrêté par un sentiment affectueux quel qu'il fût....

« L'esprit de l'empereur est la partie de lui-même la plus singulièrement remarquable. Il serait difficile, je pense, d'en avoir un plus étendu. L'instruction n'y avait guère ajouté : car, au fond, il est ignorant, n'ayant que très peu lu, et toujours avec précipitation. Mais il s'est emparé vivement du peu qu'il a appris, et son imagination le développe d'une manière qui a pu en imposer souvent.

« La capacité de sa tête semble immense par le nombre de choses qui peuvent y entrer et s'y classer facilement, sans qu'il se fatigue. Chez lui, une seule idée en enfant mille autres, et le moindre mot transporte sa conversation dans des régions toujours élevées, où la saine logique ne l'accompagne pas toujours, mais où l'esprit ne cesse de se faire remarquer.

« C'était toujours pour moi un grand plaisir que de l'entendre causer, ou plutôt parler, car son entretien se composait le plus souvent de longs monologues.... il parlait mal ; mais son langage est ordinairement animé et brillant ; ses irrégularités grammaticales lui donnent même souvent une force inattendue, parfaitement soutenue par l'originalité de ses idées. Il n'a pas besoin de second pour s'échauffer. Dès le moment où il entre en matière, il part rapidement pour aller très loin, attentif cependant à regarder s'il est suivi, et sachant gré à qui le comprend et l'applaudit. Autrement, savoir l'écouter était un moyen assez sûr et fort commode de lui plaire....

« Il aimait beaucoup à parler de lui, se racontait lui-même et se jouait sur quelques points comme un autre aurait pu le juger. Pour tirer parti de tout son caractère, il semblait quelquefois qu'il n'eût pas craint de se soumettre à la plus exacte analyse. Il disait souvent que l'homme vraiment politique sait calculer jusqu'aux moindres profits qu'il peut faire de ses défauts....

« Bonaparte pousse à un tel point la personnalité qu'il n'est pas facile de l'émouvoir sur ce qui ne le regarde point.... Non seulement, par la complaisance avec laquelle il cédait à ses premiers mouvements, il laissait échapper souvent des paroles dures et embarrassantes pour ceux à qui elles étaient adressées, mais encore il a paru toujours trouver un secret plaisir à exciter la crainte et à froisser les individus plus ou moins tremblants devant lui. Il pense que l'inquiétude stimule le zèle : aussi a-t-il souvent évité de se montrer content des choses et des personnes. Admirablement servi, toujours obéi à la minute, il se plaignait encore, et laissait volontairement planer une petite terreur de détail dans l'intérieur le plus intime de son palais. Si l'entraînement de sa conversation établissait momentanément une aisance modérée, on s'apercevait tout à coup qu'il en craignait l'abus, et, par un mot dur et impérieux, il remettait à sa place, c'est-à-dire dans sa crainte, celui qu'il avait accueilli et encouragé. Il a l'air de haïr sans cesse le repos, et pour lui et pour les autres.... Son service était la chose la plus pénible du monde : aussi lui est-il arrivé de dire dans un de ces moments où la puissance de la conviction apparemment le pressait fortement : *L'homme vraiment heureux est celui qui se cache de moi au fond d'une province, et, quand je mourrai, l'univers fera un grand ouf!* »

De son côté, Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, juge ainsi l'empereur :

« Bonaparte était un poète en action, un génie immense dans la guerre, un esprit infatigable, habile et sensé dans l'administration, un législateur laborieux et raisonnable. C'est pourquoi il a tant de prise sur l'imagination des peuples, et tant d'autorité sur le jugement des hommes positifs. Mais comme politique ce sera toujours un homme défectueux aux yeux des hommes d'État. Cette observation échappée à la plupart de ses panégyristes, deviendra, j'en suis convaincu, l'opinion définitive qui restera de lui : elle expliquera le contraste de ses actions prodigieuses et de leurs misérables résultats. A Sainte-Hélène, il a condamné lui-même avec sévérité sa conduite politique sur deux points : la guerre d'Espagne et la guerre de Russie ; il aurait pu étendre sa confession à d'autres colonies. Ses enthousiastes ne soutiendront peut-être pas qu'en se blâmant il s'est trompé sur lui-même....

« Dans ses alliances, il n'enchaînait les gouvernements que par des concessions de territoire, dont il changeait bientôt les limites ; montrant sans cesse l'arrière-pensée de reprendre ce qu'il avait donné, faisant toujours sentir l'oppressé ; dans ses envahissements, il ne réorganisait rien, l'Italie exceptée. Au lieu de s'arrêter après chaque pas pour relever sous une autre forme derrière lui ce qu'il avait abattu, il ne discontinuait pas son mouvement de progression parmi des ruines : il allait si vite, qu'à peine avait-il le temps de respirer où il passait.... Son poétique édifice de vic-

toires, manquant de base et n'étant suspendu en l'air que par son génie, tomba quand ce génie vint à se retirer. Le Macédonien fondait des empires en courant; Bonaparte en courant ne les savait que détruire: son unique but était d'être personnellement le maître du globe, sans s'embarrasser des moyens de le conserver....

« Quant aux nombreux volumes publiés sous le titre de *Mémorial de Sainte-Hélène*, *Napoléon dans l'exil*, etc., ces documents, recueillis de la bouche de Bonaparte, ou dictés par lui à différentes personnes, ont quelques beaux passages sur des actions de guerre, quelques appréciations remarquables de certains hommes; mais, en définitive, Napoléon n'est occupé qu'à faire son apologie, qu'à justifier son passé, qu'à bâtir, sur des idées nées des événements accomplis, des choses auxquelles il n'avait jamais songé pendant le cours de ces événements. Dans cette complication, où le pour et le contre se succèdent, où chaque opinion trouve une autorité favorable et une réfutation péremptoire, il est difficile de démêler ce qui appartient à Napoléon de ce qui appartient à ses secrétaires. Il est probable qu'il avait une version différente pour chacun d'eux, afin que les lecteurs choisissent selon leur goût et se créassent dans l'avenir des Napoléons à leur guise. Il dictait son histoire telle qu'il la voulait laisser: c'était un auteur faisant des articles sur son propre ouvrage...

« Une des choses qui a le plus contribué à rendre de son vivant Napoléon haïssable était son penchant à tout ravalier: dans une ville embrasée, il accouplait des décrets sur le rétablissement de quelques comédiens à des arrêts qui supprimaient des monarques... À la chute des empires il mêlait des insultes à des femmes; il se complaisait dans l'humiliation de ce qu'il avait abattu; il calomniait et blessait particulièrement ce qui avait osé lui résister. Son arrogance égalait son bonheur; il croyait paraître d'autant plus grand qu'il abaissait les autres. Jaloux de ses généraux, il les accusait de ses propres fautes: car pour lui, il ne pouvait jamais avoir failli. Contempteur de tous les mérites, il leur reprochait durement leurs erreurs....

« Les pièces soi-disant authentiques de ce temps sont corrompues; rien ne se publiait, livres et journaux, que par l'ordre du maître: Bonaparte veillait aux articles du *Moniteur*; ses préfets renvoyaient des divers départements les récitations, les congratulations, les félicitations, telles que les autorités de Paris les avaient dictées et transmises, telles qu'elles exprimaient une opinion publique convenue, entièrement différente de l'opinion réelle. Écrivez l'histoire d'après de pareils documents! En preuve de vos impartiales études, citez les authentiques où vous avez puisé: vous ne citerez qu'un mensonge à l'appui d'un mensonge....

« Tout ce qu'on prête de touchant à Napoléon dans les *Ana*, sur les *prisonniers*, les *morts*, les *soldats*, sont des billevesées que démentent les actions de sa vie.

« *La Grand-Mère* de mon illustre ami Béranger n'est qu'un admirable pont-neuf: Bonaparte n'avait rien du bonhomme. Domination personnifiée, il était sec; cette frigidité faisait antidote à son imagination ardente, il ne trouvait point en lui de parole, il n'y trouvait qu'un fait, et un fait prêt à s'irriter de la plus petite indépendance: un moucheron qui volait sans son ordre était à ses yeux un insecte révolté.

« Ce n'était pas tout que de mentir aux oreilles, il fallait mentir aux yeux: ici, dans une gravure, c'est Bonaparte qui se découvre devant les blessés autrichiens, là c'est un petit *tourlourou* qui empêche l'empereur de passer, plus loin Napoléon touche les pestiférés de Jaffa, et il ne les a jamais touchés; il traverse le Saint-Bernard sur un cheval fougueux dans des tourbillons de neige, et il faisait le plus beau temps du monde.

« Ne veut-on pas transformer l'empereur aujourd'hui en un Romain des premiers jours du Mont-Aventin, en un missionnaire de liberté, en un citoyen qui n'instituait l'esclavage que par amour de la vertu contraire?...

« Bonaparte.... n'a voulu et n'a cherché que la puissance. La Révolution, qui était la nourrice de Napoléon, ne tarda pas à lui apparaître comme une ennemie; il ne cessa de la battre....

« L'empereur se mêlait de toutes choses; son intellect ne se reposait jamais; il avait une espèce d'agitation perpétuelle d'idées. Dans l'impétuosité de sa nature, au lieu d'un train franc et continu, il s'avançait par bonds et haut-le-corps, il se jetait sur l'univers et lui donnait des saccades; il ne voulait point de cet univers, s'il était obligé de l'attendre: être incompréhensible, qui trouvait le secret d'abaisser, en les dédaignant, ses plus dominantes actions, et qui élevait jusqu'à sa hauteur ses actions les moins élevées. Impatient de volonté, patient de caractère, incomplet et comme inachevé, Napoléon avait des lacunes dans le génie; son entendement ressemblait au ciel de cet autre hémisphère sous lequel il devait aller mourir, à ce ciel dont les étoiles sont séparées par des espaces vides.

« On se demande par quel prestige Bonaparte, si aristocrate, si ennemi du peuple, a pu arriver à la popularité dont il jouit.... La vanité française se bouffit.... de la supériorité que Bonaparte nous donna sur le reste de l'Europe; une autre cause de la popularité de Napoléon tient à l'affliction de ses derniers jours. Après sa mort, à mesure que l'on connut mieux ce qu'il avait souffert à Sainte-Hélène, on commença à s'attendrir; on oublia sa tyrannie pour se souvenir qu'après avoir vaincu nos ennemis, qu'après les avoir ensuite attirés en France, il nous avait défendus contre eux; nous nous figurons qu'il nous sauverait aujourd'hui de la honte où nous sommes: sa renommée nous fut ramenée par son infortune; sa gloire a profité de son malheur.

« Enfin les miracles de ses armes ont ensorcelé la jeunesse, en nous apprenant à adorer la force brutale. Sa fortune inouïe a laissé

à l'outrecuidance de chaque ambition l'espoir d'arriver où il était parvenu....

« Cela ne me suffit pas à moi, je ne m'abaisserai point à cacher ma nation derrière Bonaparte; il n'a pas fait la France, la France l'a fait. Jamais aucun talent, aucune supériorité ne m'amènera à consentir au pouvoir qui peut d'un mot me priver de mon indépendance, de mes foyers, de mes amis; si je ne dis pas de ma fortune et de mon honneur, c'est que la fortune ne me paraît pas valoir la peine qu'on la défende; quant à l'honneur, il échappe à la tyrannie: c'est l'âme des martyrs; les liens l'entourent et ne l'enchaînent pas; il perce la voûte des prisons et emporte avec soi tout l'homme.

« Le tort que la vraie philosophie ne pardonnera pas à Bonaparte, c'est d'avoir façonné la société à l'obéissance passive, repoussé l'humanité vers les temps de dégradation morale, et peut-être abâtardi les caractères de manière qu'il serait impossible de dire quand les cœurs commenceront à palpiter de sentiments généreux. La faiblesse où nous sommes plongés vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis de l'Europe, notre abaissement actuel, sont la conséquence de l'esclavage napoléonien: il ne nous est resté que les facultés du joug. Bonaparte a dérangé jusqu'à l'avenir....

« La mode est aujourd'hui d'accueillir la liberté d'un rire sardonique, de la regarder comme vieilleries tombées en désuétude avec l'honneur. Je ne suis point à la mode, je pense que sans la liberté il n'y a rien dans le monde: elle donne du prix à la vie; dussé-je rester le dernier à la défendre, je ne cesserai de proclamer ses droits. Attaquer Napoléon au nom des choses passées, l'assailir avec des idées mortes, c'est lui préparer de nouveaux triomphes. On ne le peut combattre qu'avec quelque chose de plus grand que lui, la liberté: il s'est rendu coupable envers elle, et par conséquent envers le genre humain.

« Bonaparte n'est plus le vrai Bonaparte, c'est une figure légendaire composée des lubies du poète, des devis du soldat et des contes du peuple: c'est le Charlemagne et l'Alexandre des épopées du Moyen Âge que nous voyons aujourd'hui. Ce héros fantastique restera le personnage réel; les autres portraits disparaîtront. Bonaparte appartenait si fort à la domination absolue, qu'après avoir subi le despotisme de sa personne, il nous faut subir le despotisme de sa mémoire. Ce dernier despotisme est plus dominateur que le premier: car si l'on combattit Napoléon alors qu'il était sur le trône, il y a consentement universel à accepter les fers que mort il nous jette. Il est un obstacle aux événements futurs. »

VII. — CHAPITRE X, pages 217-244.

Lucien Bonaparte et sa famille. — Ce n'est pas la veuve, comme il a été dit par erreur page 218, mais la femme divorcée de

M. Jouberton, que ce frère de Napoléon avait épousée. Voici, du reste, sur Lucien Bonaparte et sa famille, quelques détails empruntés au savant livre du lieutenant-colonel (aujourd'hui général) Th. Jung: *Lucien Bonaparte et ses Mémoires* (1775-1840) d'après les Papiers déposés aux Archives Étrangères et d'autres Documents inédits.

Brutus Bonaparte (c'est le nom que prenait alors Lucien) épousa le 15 floréal An II (4 mai 1794), à *Marathon* (ci-devant *Saint-Maximin*), *Catherine Boyer*, née le 6 juillet 1773, et qui mourut en 1800. Elle lui donna quatre enfants, deux fils, morts en bas âge, et deux filles, *Charlotte* (1796-1865), mariée au prince *Gabrielli*, et *Christine* (1798-1847), mariée à *Lord Dudley Stuart*.

En 1802, Lucien épousa *Marie-Alexandrine-Charlotte-Louise-Laurence de Bleschamps* (née à Calais en 1778, morte en 1855 à Sinigaglia). Elle était femme divorcée de M. Jouberton, avec qui elle avait été mariée en 1797, et qui était allé chercher fortune aux Indes.

De Lucien et de sa seconde femme naquirent dix enfants, six fils et quatre filles;

1° *Charles-Lucien-Jules-Laurent Bonaparte* (1803-1857), qui eut lui-même huit enfants, dont l'un, *Lucien-Louis-Joseph-Napoléon*, devint cardinal en 1868;

2° *Létiitia Bonaparte* (1804-1862), mariée à *Thomas Wyse*, et qui eut elle-même deux filles, dont l'une épousa successivement M. de Solm, M. Urbain Rattazzi et M. de Rute, et dont l'autre fut mariée avec le général *Türr*;

3° *Joseph*, mort en bas âge;

4° *Paul-Marie* (1806-1826);

5° *Jeanne* (1810-1838), mariée avec le marquis *Honorati*;

6° *Louis-Lucien*;

7° *Pierre-Napoléon* (né en 1815), qui tua en 1870 le journaliste *Victor Noir*, et fut acquitté par la Haute Cour. Il est père de *Roland Bonaparte*;

8° *Antoine*;

9° *Alexandrine-Marie*;

10° *Constance*, religieuse à Rome.

La Bataille de Trafalgar. — Nelson avait dit dans son instruction aux amiraux et capitaines placés sous ses ordres: « Dans le cas où les signaux ne pourraient pas être vus ou bien compris, aucun capitaine ne sera en faute, pourvu qu'il place son vaisseau bord à bord avec un vaisseau ennemi. » Avant le début de l'action, il demanda à son lieutenant *Blackwood* « ce qu'il considérerait comme une victoire. — La prise de quatorze vaisseaux ennemis, répliqua ce capitaine. — Oh! repartiit Nelson, je ne serai pas content à moins de vingt. »

Collingwood, monté sur le *Royal-Souverain*, à la tête de sa

division, attaqua le premier la flotte franco-espagnole. « Voyez ! s'écria Nelson, montrant du doigt le *Royal-Souverain*, qui gouvernait droit sur le centre de la ligne ennemie, pour la couper à l'arrière de la *Santa-Anna*, vaisseau à trois ponts, et qui avançait à la bouche même des canons de tribord de ce navire, voyez comme ce brave garçon (ou compagnon, *fellow*), Collingwood, jette son vaisseau dans l'action ! » Collingwood, de son côté, joyeux d'être le premier au feu, et connaissant les sentiments de son chef et vieil ami, se tourna vers le capitaine de son navire, en lui criant : « Hein ! Rothertham ! comme Nelson voudrait bien être à notre place ! » (ROBERT SOUTHEY.)

VIII. — CHAPITRE XI, pages 244-278.

La Bataille d'Albuéra. — La bataille d'Albuéra, livrée le 16 mai 1811, fut l'une des plus sanglantes de la Guerre d'Espagne. Soult y avait pour lieutenants Gérard et Latour-Maubourg, avec 23 000 hommes et 40 canons. Le feld-maréchal Beresford comptait 32 500 hommes et 38 canons. Ses lieutenants étaient le major général William Stewart, surnommé familièrement par les régiments écossais *le Vieux Grog Willie* (*Willie* est le diminutif de *William*) à cause des distributions supplémentaires de *grog* qu'il leur faisait souvent accorder; Colborne, Blake, Harwey. Les Français firent perdre 7 000 hommes à l'ennemi et n'en perdirent eux-mêmes que 4 000; ils prirent plusieurs drapeaux. La victoire leur fut arrachée par la solidité de l'infanterie anglaise. Dans une charge de notre cavalerie, Beresford lui-même, menacé par la lance d'un Polonais, ne put détourner le coup que grâce à sa grande force physique.

Les Anglais considèrent la bataille d'Albuéra comme un de leurs souvenirs militaires les plus glorieux. H. Clinton raconte qu'au plus fort de la mêlée un officier de leur 57^e régiment s'écria en tombant : « *Die hard, my men, die hard! Mourez ferme, mes enfants, mourez ferme!* » et que de là vint le sobriquet populaire *The Die-hard, les Meurt-Ferme (les Durs-à-cuire)*, donné aux soldats de ce corps. L'historien militaire ajoute : « Leur nom fut bien gagné sur la colline d'Albuéra, où le colonel Inglis est tombé avec 430 de ses 570 hommes, l'adjudant étant à la fin le plus vieux des chefs qui restèrent à la tête des survivants. Le carnage fut si terrible que les régiments étaient à peu près tous réduits au tiers de leur effectif. »

IX. — CHAPITRE XII, pages 279-296.

A la liste des peintres de cette époque, ajouter : Jean-Baptiste Regnault, de Paris (1754-1829), d'une famille pauvre, entré comme mousse dans la marine, devint ensuite

peintre, et grand peintre. On lui doit : *Alexandre et Diogène, Andromède et Persée, Éducation d'Achille par le Centaure Chiron, Christ descendu de la Croix, L'An III de la République (un Génie montrant à la France la Liberté ou la Mort), Mars désarmé par Vénus, Socrate et Alcibiade chez Aspasia*, etc.

Aux tableaux de Guérin (page 295), ajouter *Le Retour de Marius Sextus (un Romain rentrant dans sa Famille après les Proscriptions de Sylla)*.

Robert le Fèvre (1756-1831), a peint les portraits de *Napoléon, Joséphine, Pie VII, Louis XVIII, etc.*

Aux tableaux de Louis David (page 295), ajouter : *Bélisaire, Hector et Andromaque, Paris et Hélène, le Portrait de Pie VII*.

Aux tableaux de Prudhon (page 295), ajouter : *Portrait de l'Impératrice Joséphine*.

Drouais (Jean-Germain), né à Paris en 1763, mort à vingt-cinq ans en 1788, a représenté *Marius à Minturnes* et *La Chananéenne aux pieds du Christ*.

Lethière (1760-1832), né à la Guadeloupe, a composé le *Jugement de Paris, Philoctète gravissant les Rochers de Lemnos, Brutus condamnant ses Fils, la Mort de Virginie*.

Budgets français et anglais de 1807 à 1844. — Voici quels furent de 1807 à 1811 les budgets comparés de la France et de l'Angleterre :

Le budget français de 1807 se composait de 777 850 000 francs pour les recettes, et du même chiffre pour les dépenses; en Angleterre, les revenus s'élevaient à 58 902 291 livres sterling, auxquelles il faut ajouter 12 000 000 livres sterling d'emprunt. Total 70 902 291 livres sterling ou 1 772 557 275 francs.

Le budget français de 1808 était de 811 418 000 francs pour les recettes et du même chiffre pour les dépenses; en Angleterre les recettes s'élevaient à 61 524 113 livres sterling, auxquelles il faut ajouter 10 500 000 livres sterling d'emprunt. Total : 72 024 113 livres sterling ou 1 800 602 825 francs.

Le budget français de 1809 s'élevait à 856 765 000 francs de recettes, et 857 371 000 francs de dépenses; en Angleterre les impôts s'élevaient à 63 042 746 livres sterling, auxquelles il faut ajouter 14 600 000 livres sterling d'emprunt. Total : 77 642 766 livres sterling ou 1 941 068 650 francs.

Le budget français de 1810 montait à 860 663 000 francs de recettes, et 859 154 000 francs de dépenses; en Angleterre, il y avait 66 029 349 livres sterling de revenu, et 12 000 000 livres sterling d'emprunt. Total : 78 029 349 livres sterling ou 1 950 733 725 francs.

Le budget français de 1811 montait à 1 049 000 000 de francs de recettes, et 1 103 367 000 fr. de dépenses; en Angleterre, il y avait 64 427 371 livres sterling de revenu, et 16 981 300 livres sterling d'emprunt. Total : 81 408 671 livres sterling ou 2 035 216 775 francs.

X. — CHAPITRE XIV, pages 317-340.

Prise de Badajoz par les Anglais (6 avril 1812). — Deux assauts furent repoussés à Badajoz par le gouverneur, l'énergique général Philippon. Le troisième, livré de nuit, fut horriblement furieux et meurtrier. « La possession de Badajoz était devenue un point d'honneur personnel pour les soldats des deux nations. » (SIR WILLIAM NAPIER.) 5 000 hommes tombèrent dans les rangs des assiégés; le dernier assaut leur en coûta 3 500. Maîtres de la ville, les Anglais la saccagèrent pendant deux jours et deux nuits, et s'y livrèrent à tous les excès, comme leurs historiens sont obligés d'en convenir.

Le Congrès de Châtillon. — Napoléon ne se résigna jamais à faire les concessions nécessaires pour obtenir la paix. Voici un passage caractéristique à cet égard : il s'agit de la bataille de Montmirail.

« Napoléon suivait sa victoire d'un œil satisfait; déjà même il s'était avancé jusqu'à la Haute-Épine, quand un courrier, l'abordant en grande hâte, lui remit une dépêche. Son regard, en voyant l'enveloppe, changea soudain. Un dépit hautain y éclata. Il se saisit violemment de cette lettre, et, sans l'ouvrir, il la lança au loin derrière lui, par-dessus son épaule gauche, avec un geste de mépris et de colère! Tout ce qu'on put savoir, c'est qu'elle arrivait de Châtillon. On suppose qu'elle renfermait une réponse conforme aux humiliations de Nogent. Berthier vit ce mouvement; il s'en affligea, dit-on, et fit ramasser cette dépêche. Pourtant il ne put s'étonner que de si cruelles concessions, à demi arrachées par la défaite, fussent désavouées par la victoire. » (*Histoire et Mémoires par le Général Comte de Ségur, Membre de l'Académie Française*, tome VI, liv. V, ch. II.)

XI. — CHAPITRE XV, pages 341-364.

La Bataille de Waterloo. — Les historiens anglais, en particulier Siborne, remarquent que si les armées étaient à peu près d'égale force, les Français étaient très supérieurs par la composition de leurs troupes, toutes d'une même nation, uniformément exercées, et passionnément attachées à leur chef. Les soldats de Wellington, font-ils remarquer, comprenaient des Anglais, la légion allemande à la solde anglaise, des Hanovriens, des Brunswickois, des Nassoviens, des Hollando-Belges. Ils oublient que l'armée de Napoléon passa la nuit orageuse du 17 au 18 campée dans la boue et *sans vivres*, tandis que les Anglais étaient bien abrités et bien repus. Ils négligent, d'ailleurs, de faire entrer en ligne de

compte l'armée prussienne, dont l'arrivée successive, corps par corps, obligea Napoléon à dégarnir sa ligne de bataille pour protéger son flanc droit, en sorte qu'il ne lui resta plus assez de monde pour enlever la position attaquée. Il est vrai qu'il dépendait de lui de ne pas accepter cette situation singulière. Livrer de front une bataille offensive, tandis qu'il en soutenait une défensive sur son flanc droit était un véritable coup de désespoir. Battre en retraite était la seule solution raisonnable, aussitôt que l'intervention des Prussiens fut certaine. Mais pour Napoléon, étant donnée sa situation depuis le retour de l'île d'Elbe, la fatigue de la France, l'attitude de la Chambre des Représentants, son désir à lui de reprendre le pouvoir absolu, enfin sa nature de *joueur obstiné*, habitué à *forcer la fortune*, à demander aux siens le double ou le triple de ce qu'il croyait obtenir d'eux, à répéter que *l'impossible* n'existait pas, il fallait tout ou rien; il avait besoin d'une victoire : il persista si bien à l'obtenir, qu'il courut au-devant d'un désastre décisif. Ajoutons qu'il était malade pendant cette campagne; comme si toute son énergie se fût dépensée du Golfe Juan jusqu'à Paris, il n'avait pas son activité de 1814; il était affaibli, il pouvait à peine monter à cheval.

Les historiens anglais se sont étendus avec complaisance sur tous les incidents de cette terrible bataille. Ils racontent que lors de la charge de cavalerie qui repoussa la première attaque de Drouet d'Erlon, en traversant les intervalles des Highlanders, les Écossais gris échangeaient avec eux les cris de *Scotland for ever! Écosse pour toujours!* C'est dans cette charge que les dragons anglais prirent deux drapeaux. L'aigle du 45^e « déployait orgueilleusement sur sa bannière les noms d'*Iéna, Austerlitz, Wagram, Eylau, Friedland*, batailles où ce régiment s'était couvert de gloire et avait acquis le titre d'*Invincible*. » (SIBORNE.) L'historien anglais ajoute qu'il fut pris par un sergent des gris nommé Ewart. L'aigle du 105^e avait été donnée à ce régiment par l'impératrice Marie-Louise. Le porte-drapeau fut tué, et l'étendard enlevé par le capitaine Clarke des dragons royaux.

De leur côté, les Français conquièrent aussi quelques trophées dans cette rapide et tragique campagne. Aux Quatre-Bras, le cuirassier Lami, du 8^e régiment, prit le drapeau du 69^e anglais d'infanterie. A Waterloo, deux drapeaux furent pris dans les carrés anglais par le fourrier Isaac Palan, du 9^e régiment de cuirassiers, et par le maréchal des logis Aubert, du 10^e, appartenant à la division Delort.

Les Mémoires du Général Baron de Marbot. — Parmi les nombreuses publications relatives à l'Histoire de la Révolution Française et du Premier Empire, datant de ces dernières années, il en est peu d'aussi originales, et qui aient obtenu un succès aussi complet.

Marcellin Marbot naquit le 18 août 1782 au château de Larivière, au bord de la Dordogne; son père était alors capitaine de dragons. Quelques années après, la Révolution éclatait; tandis que les parents maternels de l'enfant émigraient, son père, au contraire, reprenait du service et défendait la France aux Pyrénées, comme général républicain. Le jeune Marcellin, séparé de ses parents, est placé d'abord dans une pension de jeunes filles, puis son père vient le chercher; appelé au commandement du camp du Miral, près de Toulouse, le général Marbot le garde quelque temps auprès de lui, en compagnie de ses aides de camp Lannes et Augereau. Il le met ensuite en pension au célèbre collège de Sorèze. Cet établissement qui comptait beaucoup d'étrangers parmi ses élèves, était dirigé avant la Révolution par des bénédictins. Le principal, dom Despod, ayant refusé de prêter le serment civique, fut remplacé par le doux et savant dom Ferlus. Quand les moines furent sécularisés et leurs biens mis en vente, dom Ferlus, qui était aimé des habitants du pays, devint le citoyen Ferlus et se rendit acquéreur de la maison. Le collège continua donc d'exister. On fit tout ce qu'il fallait pour éloigner les soupçons: les moines prirent l'habit laïque, les murs se couvrirent de sentences républicaines, on chanta la *Marseillaise* au réfectoire, et l'on se mettait à genoux au couplet: *Amour sacré de la Patrie!* On défilait au son du tambour. Un jour l'ancien capucin Chabot, devenu représentant en mission, vint examiner Sorèze. Il interrogea les élèves sur l'Histoire Romaine et demanda au jeune Marbot ce qu'il pensait de Coriolan, émigré chez les Volsques et armé contre son pays. Dom Ferlus et les autres maîtres tremblaient que l'enfant n'eût l'idée d'approuver Coriolan; mais il répondit « qu'un bon citoyen ne doit jamais porter les armes contre sa patrie ». Chabot enchanté l'embrassa et félicita les professeurs.

En 1798 notre héros avait seize ans. Son père le retira de Sorèze et l'emmena avec lui à Paris, où on lui offrait le commandement de la 17^e Division Militaire. Dévoué à la République, le général refusa de se prêter aux vues ambitieuses de Sieyès, qui méditait un coup d'État contre la Constitution de l'An III. Lefebvre prit donc à sa place la direction de la 17^e Division, et Marbot fut envoyé à l'Armée d'Italie. Sur sa route, il rencontra, à Lyon, Bonaparte, qui revenait d'Égypte, et s'en allait à Paris: on était à la veille du Dix-huit Brumaire.

Pendant la mémorable campagne de 1799-1800, Marbot commanda une division de l'Armée d'Italie, sous les ordres de Championnet, puis de Masséna, et prit part à la défense de Gènes. Le jeune Marcellin était enfin soldat, hussard au 1^{er} régiment, l'ancien Berchiny, régiment brave comme pas un, mais tapageur! On lui donne pour mentor le maréchal des logis Pertelay, *un dur à cuir!* Et notre jeune soldat met son shako sur l'oreille, laisse traîner son sabre, se donne un air crâne, en attendant qu'il puisse

retrousser sa moustache, encore à naître. Il a bientôt l'honneur d'être admis parmi la *clique* ou les *loustics*, c'est-à-dire les fortes têtes du régiment, capables des meilleurs tours et des coups les plus hardis. Il se bat en duel, il fait le coup de sabre avec les Autrichiens. Simple soldat, il se trouve chef d'un détachement, fournit des renseignements, enlève dix-sept cavaliers ennemis. Il est nommé d'embellée maréchal des logis. Un nouveau coup de main audacieux lui vaut le grade de sous-lieutenant, et il devient l'aide de camp de son père.

Il nous raconte des détails bien amusants sur la vie militaire de ce temps-là. Il nous présente, par exemple, le général Macard, soldat de fortune, que son heureuse chance, pendant la Révolution, avait bombardé sans transition du grade de trompette-major à celui d'officier général. « Ce singulier personnage, véritable colosse, d'une bravoure extraordinaire, ne manquait pas de s'écrier lorsqu'il allait charger à la tête de ses troupes: « Allons! je vais m'habiller en bête!... » Il ôtait alors son habit, sa veste, sa chemise, et ne gardait que son chapeau empanaché, sa culotte de peau et ses grosses bottes!... Ainsi nu jusqu'à la ceinture, le général Macard se lançait à corps perdu, le sabre au poing, sur les cavaliers ennemis, en jurant comme un païen. » Pendant le siège de Gènes, soutenu si longtemps, avec tant d'héroïsme, malgré une affreuse famine, contre l'armée autrichienne et la flotte anglaise, le jeune Marbot eut la douleur de perdre son père, mort des suites d'une blessure, que le typhus vint compliquer.

Après la capitulation de Gènes, il fut envoyé en mission auprès du premier consul et assista à la bataille de Marengo; puis il fut nommé aide de camp à la suite à l'état-major de Bernadotte. Le portrait qu'il dessine du futur prince royal de Suède est peu flatteur: il nous le montre ambitieux, faux, égoïste, cherchant à s'approprier la gloire d'autrui, évitant de se compromettre, promettant beaucoup et ne tenant rien. Avec Marbot, passé au 25^e de chasseurs, nous parcourons Nantes, Bordeaux, Salamanque, Toulouse, et les anecdotes joyeuses ne manquent pas sur la route du jeune officier. Signalons quelques pages bien curieuses sur une conspiration militaire qui faillit éclater à Rennes contre le Premier Consul, et à la tête de laquelle se seraient mis, nous assurent les *Mémoires*, les généraux Moreau et Bernadotte, si les premiers meneurs, le général de brigade Simon, le colonel Pinoteau et le chef de bataillon Fourcart, avaient réussi. Marbot séjourne quelque temps, en 1803, à l'École de Cavalerie de Versailles, et il est nommé enfin aide de camp d'Augereau, dont le quartier général était alors à Brest.

On n'oubliera pas le portrait que les *Mémoires* tracent du futur duc de Castiglione. Parmi les maréchaux du premier empire, Augereau est un de ceux que la tradition a le plus maltraités. On se le figure généralement comme un soudard borné, avide et brutal,

ridicule par certains côtés, odieux par d'autres. Il paraîtrait que la tradition a tort, et qu'Augereau vaut mieux que la réputation qu'on lui a faite. On va en juger.

Pierre Augereau était né à Paris en 1757. Son père était marchand de fruits, sa mère Bavaoise (de Munich). A dix-sept ans, Augereau, ayant perdu sa mère, entra dans les carabiniers, en garnison à Saumur. Grand, bien fait, robuste, adroit, il devint une des meilleures lames de l'armée et se rendit célèbre par ses duels. Au camp de Compiègne, il est provoqué par un gendarme de Lunéville (il y avait entre leurs deux régiments une vieille rivalité). Sur le terrain, ce gendarme, qui venait de tuer les jours précédents deux gardes françaises, demande à Augereau s'il voulait être « enterré à la ville ou à la campagne : « Je préfère la campagne, j'ai toujours aimé le grand air. » Ce fut le gendarme qui succomba, et, en lui passant son épée au travers du corps, Augereau lui dit : « Vous serez enterré à la campagne. »

A quelque temps de là, un jeune officier noble lève sa cravache sur Augereau ; celui-ci prend la cravache et la jette. L'officier fond sur lui l'épée à la main, Augereau dégaine et tue l'officier. On le condamne à mort. Il avait eu le temps de gagner Genève avec les papiers d'un camarade nommé Papon, dont les parents étaient horlogers dans cette ville. Ces commerçants faisaient de grands envois de montres en Orient. L'ex-carabinier accompagne leur commis dans les îles Ioniennes, à Constantinople, en Crimée. Un colonel russe, séduit par sa taille, lui offre du service. Le voilà sergent et blessé à la prise d'Ismailof sur les Turcs. Dégoûté du service moscovite, il déserte, passe en Prusse, et s'engage dans le régiment du prince Henri. Quinze ans plus tard, Augereau, devenu maréchal de France, fit prisonnier ce même régiment à la bataille d'Iéna ; son ancien capitaine était toujours capitaine, son ancien sergent-major toujours sergent-major ! Ils eurent à se louer l'un et l'autre de sa libéralité. Entré dans les gardes du grand Frédéric, il entendit le roi dire un jour de revue : « Voilà un beau grenadier ! de quel pays est-il ? — Il est Français, Sire. — Tant pis ! car, s'il eût été Suisse ou Allemand, nous en eussions fait quelque chose. » Augereau se le tint pour dit : il déserta avec de nombreux camarades et vint à Dresde donner des leçons de danse et d'escrime.

La naissance du premier dauphin, fils de Louis XVI, avait été l'occasion d'une amnistie pour les déserteurs. Augereau, auquel la France était ouverte, rentra dans son ancien régiment. Mais il avait pris goût aux voyages. En 1788, le roi de Naples, parent du roi très chrétien, ayant demandé ici des instructeurs pour former des soldats, Augereau partit pour les Deux-Siciles avec le grade d'officier. A Naples, il s'éprend de la fille d'un négociant grec et la demande en mariage. Les parents refusant leur consentement, les deux amoureux s'en passent, contractent un mariage secret et s'embarquent pour le Portugal. On était à la fin de 1792. Bien qu'Augereau ne se mêlât guère de politique, un Français, à Lisbonne, parut bientôt sentir le fagot. On l'arrête, on l'enferme dans les prisons de l'Inquisition. Il en est tiré par le dévouement de sa femme et l'énergie d'un capitaine de navire marchand.

Revenu en France, cette fois pour toujours, il devient capitaine, se distingue dans la Vendée, aux Pyrénées, surtout en Italie à Castiglione, commande les troupes du Directoire au Dix-huit Fructidor, achète le château de la Houssaye, est nommé maréchal de France. Les *Mémoires* nous le montrent *bon enfant*, généreux, aimant la gaieté et le plaisir, rendant service en toute occasion avec empressement. Tel était l'homme qui, après avoir été l'aide de camp du général Marbot, venait de prendre pour aide de camp le fils de son ancien chef.

Le lieutenant Marbot fit partie du camp de Boulogne et fit avec Augereau la campagne de 1805 dans le Vorarlberg et le Tyrol ; il vit le corps de Jellachich mettre bas les armes, à l'exception des hussards hongrois de Blankenstein, dont le colonel, indigné de la faiblesse de son général, parvint à se soustraire à la capitulation. Envoyé avec un autre officier porter à l'empereur les drapeaux pris par le corps d'Augereau, Marbot assista à la bataille d'Austerlitz. Il nous donne sur cette célèbre journée les plus pittoresques détails. Ce sont les grenadiers à cheval de la garde, qui, en passant leurs énormes sabres au travers du corps des chevaliers-gardes d'Alexandre, s'écrient : « Faisons pleurer les dames de Saint-Petersbourg ! » C'est le mameluk Mustapha, que le peintre Gérard a fait figurer dans son tableau, et qui regrette de n'avoir pu couper la tête du grand-duc Constantin pour l'apporter à l'empereur ; c'est l'auteur lui-même, qui, au risque de se noyer ou de mourir d'une fluxion de poitrine, se jette à la nage, sous les yeux de Napoléon, dans l'eau à moitié gelée de l'étang de Satschan, pour aller secourir un blessé russe en détresse sur un glaçon.

Tournons quelques pages, et nous voici à Darmstadt, à Francfort, à Berlin, où Marbot remplit une mission, à Iéna, où il sauve deux jeunes filles ; signalons des anecdotes curieuses sur le curé d'Iéna et sur l'origine de la fortune des Rothschild. La mission de Graudentz, où notre héros accompagne Duroc auprès du roi de Prusse, et où il déploie incidemment une énergie à toute épreuve, la bataille d'Eylau, à laquelle il assiste comme capitaine, fournissent à notre auteur les pages les plus dramatiques. Qu'on lise par exemple le récit de l'agonie du 14^e de ligne au milieu de la neige, et des dangers que court Marbot, grièvement blessé et sauvé par sa jument Lisette ; Friedland et Tilsitt terminent le premier volume des *Mémoires*.

Le II^e volume (*Madrid-Essling-Torrès Vedras*) n'offre pas un intérêt moins dramatique. Nous sommes en 1808. Napoléon vient d'envahir le Portugal et tend un piège aux Bourbons d'Espagne pour les attirer tous dans ses filets. Comme Augereau blessé ne

peut encore faire campagne, Marbot suit Murat à Madrid en qualité d'aide de camp. Il sauve Godoï en l'arrachant aux mains des Espagnols ; il assiste le 2 mai 1808 au soulèvement de leur capitale et il est envoyé à Bayonne pour en faire le récit à l'empereur. Cependant Joseph est devenu roi d'Espagne, et Murat, qui avait compté sur ce titre, va, fort désappointé, lui succéder comme roi de Naples. Marbot ne veut pas entrer au service napolitain. Décoré de la main de Napoléon le 29 octobre 1808, il entra à l'état-major du maréchal Lannes, et celui-ci, après la bataille de Tudela, le charge d'en rendre compte à l'empereur. Il passe presque seul dans les montagnes infestées de guérillas et risque vingt fois de périr ; tel jour, il trouve un officier du 10^e chasseurs à cheval, encore revêtu de son uniforme, cloué par les quatre membres sur une porte, la tête en bas au-dessus d'un brasier ! Tel autre jour, abandonné par un voltigeur normand, son unique compagnon, il a la tête fendue par le sabre d'un carabinier ennemi. A peine convalescent, il suit Napoléon dans la poursuite de l'armée anglaise de Moore, en retraite sur la Corogne. Il prend part à cette marche forcée d'hiver dans les montagnes du Guadarrama, où, parmi les tourbillons de neige, les soldats, aveuglés et glissant sur le verglas, sont obligés d'entrelacer leurs bras pour avancer. Enfin, présent au second siège de Saragosse, il y est encore blessé.

Avec le printemps de 1809 commence la seconde campagne d'Autriche. Lannes en est, et l'infatigable Marbot aussi. Il y fait merveille : sous les yeux de l'empereur et de toute l'armée, il monte le premier, avec son camarade Labédoyère, à l'assaut de Ratisbonne. Le quartier impérial est transporté à l'abbaye de Molk, et Napoléon, pour être renseigné sur les mouvements de l'armée autrichienne, veut avoir des prisonniers. Marbot est choisi pour en ramener. Pour cela il faut, pendant la nuit, traverser le Danube, grossi par la fonte des neiges, et qui roule une masse d'eau gigantesque, furieux, rapide, entraînant des troncs de sapins et toute sorte d'épaves. Avec six grenadiers de la vieille garde et des bateliers réquisitionnés de force, il se jette dans une barque, franchit le fleuve, et revient avant le jour avec trois prisonniers, à la grande satisfaction de l'empereur, qui lui dit, avec son geste favori (en lui pinçant l'oreille) : « Je suis très content de vous, *chef d'escadron* Marbot ! (Il n'était encore que capitaine.) Napoléon l'invite à déjeuner, ce qu'il n'avait jamais fait pour aucun officier de son grade ; il décore les six grenadiers, et donne à chaque marinier douze mille francs.

Une des plus belles pages du volume est le tableau de la bataille d'Essling. Citons surtout la querelle entre les deux maréchaux Lannes et Bessières, le portrait de Lannes, le récit de sa blessure et de sa mort, la tête appuyée sur l'épaule de l'auteur. Marbot passe alors à l'état-major de Masséna. Il y a pour compagnon Charles d'Escorches de Sainte-Croix, jeune diplomate entré d'em-

blée dans l'armée comme major (lieutenant-colonel) d'un régiment étranger au service de France, et qui serait devenu un grand capitaine, si la mort n'avait interrompu sa carrière. Les *Mémoires* nous le montrent, pendant les quarante-quatre jours où l'armée demeure cantonnée dans l'île Lobau, rendant d'inappréciables services à l'empereur. Nous voici parvenus à la bataille de Wagram, racontée très en détail, avec une lucidité parfaite : nous voyons Masséna malade, traîné dans son carrosse sous la mitraille autrichienne, Napoléon impassible malgré l'échec de sa gauche, attendant qu'à droite Davout ait atteint le point dont la possession nous donnera la victoire, les blés incendiés par les obus et les bourres de fusil, et enveloppant dans les flammes morts et blessés. N'oublions pas de signaler le portrait si pittoresque du général de cavalerie Lassalle, tué dans cette bataille ; une amusante anecdote sur Masséna, qui se plaint que ses aides de camp vont le ruiner en voulant le rendre généreux malgré lui. Tourignons quelques pages, et, avec l'auteur, nous nous reposerons de tant de combats, à Paris, dans un bal chez le comte italien Marescalchi. A ce propos nous rencontrons des particularités assez curieuses sur la manière de vivre de Napoléon dans sa capitale.

Aide de camp de Masséna, Marbot quitte bientôt Paris encore une fois, pour suivre son chef en Portugal, d'où le prince d'Essling avait mission de chasser lord Wellington. Il court la poste sur les routes d'Espagne, échappant aux balles des guérillas et aux embûches des paysans, près de Mondragon, puis au sortir de Burgos. Il rejoint Junot à Valladolid, où Masséna arrive à son tour.

Avec Marbot, nous assistons à la prise de Ciudad-Rodrigo et nous entendons de loin le canon qui renverse les murs d'Almeida, tandis que l'auteur, qui, pendant la nuit, a traversé en pleine transpiration les eaux glacées de l'Agueda, est cloué par la fièvre sur son lit. Il nous raconte incidemment la malheureuse campagne de Soult en Portugal en 1809, pendant laquelle le duc de Dalmatie, à Oporto, put se croire un instant roi du pays. Voici Marbot debout, c'est-à-dire en selle. Il est témoin de l'insubordination des lieutenants de Masséna, Ney, Reynier, Junot, Monthron. De son côté, le généralissime manque de perdre ses convois faute de précautions. Masséna marche trop lentement, ne se renseigne pas assez. Il attaque de front la montagne de Busaco, qu'il aurait pu tourner, et subit un sanglant échec. Il la tourne enfin, quand Sainte-Croix, qui était devenu général, est arrivé. Il prend la plus mauvaise route pour marcher sur Lisbonne ; il laisse dans Coïmbre ses blessés, qui sont massacrés après son départ. Il arrive devant les lignes de Torrès-Vedras, dont il ne soupçonnait pas l'existence avant de se trouver devant elles. Il aurait pu les enlever, en les attaquant de suite. Il hésite ; un boulet tue le général Sainte-Croix, son bon génie. Les chefs de corps refusent de combattre. L'armée souffre, manque de pain, ne vit que de maraude, s'égare.... On

n'a pas de nouvelles de France, même d'Espagne. On finit par battre en retraite. Masséna manque d'être enlevé à table dans un village par des hussards anglais. L'armée s'éloigne d'Almeida, que Wellington attaque aussitôt. Masséna revient sur ses pas pour la sauver et livre la bataille de Fuentes d'Onoro. Le mauvais vouloir de Bessières lui enlève la victoire. Le général Brenier sauve du moins la garnison d'Almeida. Marbot, toujours prêt à faire le coup de sabre, est provoqué à Miranda de Corvo par un officier anglais. Il se débarrasse brillamment de trois cavaliers qui le chargent, et sort vainqueur de ce rude pas, au prix de deux blessures. Masséna disgracié est remplacé par Marmont.

Maintenant, à quoi faut-il attribuer l'insuccès des Français dans la Péninsule? D'abord à l'absence de l'empereur; chacun se considère comme maître, ne vise qu'à sa gloire personnelle, ne songe qu'à ses propres intérêts: Suchet refuse du secours à Saint-Cyr, Victor ne soutient pas Soult, Soult n'aide point Masséna, Bessières par son inaction empêche Masséna d'accabler les Anglais. Ensuite, la guerre d'Autriche en 1809 oblige Napoléon à quitter l'Espagne, où, sous ses yeux, en quelques mois, tout avait changé de face. Son frère Joseph, trop crédule, s' imagine convertir à sa cause les prisonniers espagnols, les enrôle, leur donne des armes, dont, à la première occasion, ils se servent contre nous. Nos auxiliaires étrangers, trop nombreux, désertent à chaque instant, et passent à l'ennemi. L'infanterie anglaise a une grande supériorité sur la nôtre par la justesse du tir. Les Espagnols fuient vite, mais se rallient vite. Nos soldats les comparaient « à des bandes de pigeons, qui s'abattent sur un champ et s'envolent au moindre bruit, pour revenir l'instant d'après ». Nous perdîmes dans la Péninsule, de 1808 à 1813, 260 000 hommes!

Marbot en revint dans l'été de 1811 avec un congé motivé par sa dernière blessure. La première fois qu'il parut aux Tuileries à son retour, Napoléon lui demanda à quel nombre ses blessures s'élevaient: « A huit, Sire », lui répondit-il. « Eh bien cela vous fait huit bons quartiers de noblesse », repartit l'empereur. C'est sur ce mot que se termine le second volume des *Mémoires*.

Avec le troisième, nous retrouvons l'auteur en Russie. Au début, Marbot nous donne un portrait de Masséna, dont il quitte l'état-major, et qu'il peint, comme il a peint Lannes et Augereau. Voici notre auteur chargé, comme chef d'escadron, de commander le 23^e de chasseurs à cheval, dont le colonel, M. de La Nougarède, est mis hors de service par son mauvais état de santé. La campagne de Russie va commencer; nous sommes en 1812. Marbot expose avec son bonheur ordinaire la situation politique et militaire à cette époque; il explique les défauts du plan d'invasion: on va chercher la guerre au nord-est de l'Europe quand elle use nos meilleures forces au sud-ouest, en Espagne, où nos généraux sans accord, sans ensemble, luttent péniblement contre l'opiniâtre résis-

tance des Portugais et des Espagnols, contre la ténacité des Anglais et la froide résolution de Wellington; en traversant le Nièmen, Napoléon est appuyé à ses deux ailes par des alliés plus que douteux, les Prussiens d'York et les Autrichiens de Schwarzenberg; les étrangers sont en trop forte proportion dans son armée; il ne peut guère compter que sur les Polonais, et encore!

La campagne commence: le 23^e de chasseurs, qui fait partie du corps d'armée du maréchal Oudinot, se couvre de gloire au combat de Wilkomir. Pendant que la Grande Armée marche sur Moscou, il demeure avec le 2^e corps sur la Duna, en face des Russes de Wittgenstein, devant Dunabourg et Polotsk. Marbot est blessé le 31 juillet, au combat de Iakoubowo et Klasiatilsouï. Il n'en est pas moins à cheval le lendemain, dans un nouveau combat, où son régiment enlève 14 pièces de canon à l'ennemi. Par malheur, le maréchal Oudinot, excellent homme, intrépide soldat, n'a pas l'habitude de commander en chef; il hésite, tâtonne, manie les occasions qui s'offrent à lui, se trouve dans une situation critique aux combats du 13 août et du 16, sous Polotsk. Il est blessé, ne sait que faire. Napoléon a envoyé auprès de lui, avec des renforts, le général Saint-Cyr. Celui-ci est un homme de guerre remarquable, mais du caractère le plus bizarre. Grand, bien fait, brave, intelligent, d'un parfait sang-froid, Saint-Cyr est né dans les environs de Toul. Élève ingénieur, artiste dramatique, musicien, volontaire, il est devenu vite général de division; personne ne se retourne mieux sur un champ de bataille: sang-froid imperturbable, science profonde de la guerre, rapidité à concevoir et à exécuter: ce serait un chef parfait s'il possédait le don de se faire aimer, et s'il s'inquiétait du bien-être des soldats, auquel il semble complètement indifférent. Tel est l'homme qui vient rejoindre Oudinot dans les plaines de Polotsk. Le pauvre Oudinot voit son armée en péril: attaqué de front, de flanc, il interroge d'un air anxieux l'impénétrable Saint-Cyr, qui chevauche à sa suite sans ouvrir la bouche ou se borne à répondre en s'inclinant, à toute interrogation directe: « *Monseigneur le maréchal!* » ce qui semblait dire: « Puisqu'on vous a fait maréchal, vous devez en savoir plus que moi, simple général; tirez-vous d'affaire comme vous pourrez! »

Cependant Oudinot est blessé; Saint-Cyr prend le commandement, et tout change de face. Les Russes culbutés s'éloignent, les Français restent vainqueurs. « En apprenant la victoire remportée par le général Saint-Cyr devant Polotsk, l'empereur lui envoya le bâton de maréchal de l'empire. Mais, au lieu de profiter de cette occasion pour visiter ses troupes, le nouveau maréchal vécut dans une solitude plus profonde encore s'il est possible. Personne ne pouvait pénétrer près du chef de l'armée, ce qui lui valut, de la part des soldats, le sobriquet de *hibou*. En outre, bien que l'immense couvent de Polotsk contient plus de cent appartements, qui eussent été si utiles pour les blessés, il voulut y loger *seul*,

croyant faire une très grande concession en permettant qu'on reçût dans les communs des officiers supérieurs *blessés*; encore fallait-il qu'ils n'y séjournassent que quarante-huit heures; après quoi, leurs camarades devaient les transporter en ville. Les caves et les greniers du couvent regorgeaient de provisions amassées par les Jésuites : vins, bières, huile, farine, etc., tout s'y trouvait en abondance; mais le maréchal s'était fait remettre la clef des magasins, dont rien ne sortait, même pour les hôpitaux!..... Ce fut à grand-peine que je parvins à obtenir deux bouteilles de vin pour le commandant Fontaine blessé. Ce qu'il y a de bizarre, c'est que le maréchal Saint-Cyr usait à peine de ces provisions pour lui-même, car il était d'une extrême sobriété.»

Pendant que Napoléon, avec le gros de la Grande Armée, prend Smolensk, livre la bataille de la Moskowa, entre à Moscou, voit brûler cette ville et essaye d'entamer avec Alexandre d'inutiles négociations, les 2^e et 6^e corps restent en observation sur la Duna. Les militaires trouveront ici de curieuses pages, où Marbot explique par quels soins incessants il a conservé son régiment intact, tandis que les autres troupes fondaient autour de lui. Les soldats faisaient la moisson, battaient le blé, moulaient le grain, s'approvisionnaient de fourrages, emmenaient à leur suite un troupeau de bœufs vivants, se pourvoyaient de peaux de moutons et de chaussures de rechange. Ils eurent ainsi constamment de la viande, du pain, de l'eau-de-vie; ils restèrent gais, bien portants, nombreux, quand à côté d'eux, par exemple, les Bavaïois mouraient de misère. Le 15 novembre Marbot est colonel en titre.

Les mauvais jours sont venus: l'armée en retraite se traîne sur la glace et la neige, épuisée par les privations, harcelée par les Cosaques, jetant ses fusils, transformée en un troupeau déguenillé qui diminue chaque jour. Derrière, Kutusof la suit pas à pas de l'est à l'ouest; devant, Tchitchakof accourt du sud et Wittgenstein du nord pour lui barrer le passage. Les Bavaïois nous abandonnent. Oudinot, qui a repris la place de Saint-Cyr, blessé à son tour, et Victor, avec leurs corps d'armée relativement intacts, et restés seuls sur la Duna, se portent au-devant de l'empereur et le rejoignent. Encore quelques pas, et l'on franchira la Bérézina au pont de Borisoff. Vaine espérance! La garnison polonaise de Borisoff a été chassée de cette ville par Tchitchakof et rejetée à l'est sur la route par laquelle arrive Napoléon. Oudinot ordonne de reprendre Borisoff coûte que coûte. C'est encore Marbot et ses braves chasseurs qui s'emparent de cette ville d'un élan furieux. Ils y trouvent un immense butin. Mais, en se retirant à l'ouest, sur la rive droite, les Russes brûlent le pont; le passage est coupé!

Par bonheur, le général Corbineau, qui s'est séparé des Bavaïois en retraite avec sa brigade de cavalerie, vient, sur les indications des paysans lithuaniens, de franchir la Bérézina en sens inverse, de l'ouest à l'est, en amont de Borisoff, au gué de Studianka. C'est

par là que l'armée doit passer, si l'ennemi ne lui dispute point cette partie du rivage, si l'on parvient à construire des ponts et à donner le change aux trois armées qui nous enveloppent! On y réussit encore; Tchitchakof se laisse tromper et descend la rive droite de la Bérézina à plusieurs lieues en aval de Borisoff, tandis que les travaux commencent à Studianka. Le récit du passage de la Bérézina est, dans Marbot, un véritable chef-d'œuvre. Le tableau du bivouac nocturne, au clair de lune, aux abords des ponts, le récit des trois batailles livrées simultanément sur les deux rives, le désastre final, tout est saisissant de vie et de vérité. La page consacrée au combat de Plechtchénit, où le colonel du 23^e chasseurs reçut un coup de lance, par un froid de 25 degrés, a l'air d'une page détachée de l'*Illiade* ou de la *Chanson de Roland*.

La retraite continue, et les désastres s'accroissent. Napoléon part pour Paris. Le froid augmente encore; les auxiliaires étrangers désertent; Vilna, Kowno, chaque étape amène de nouvelles pertes. Marbot tient bon cependant. Il attelle à des traîneaux les chevaux de son régiment; hommes et chevaux, à peu près tout est sauvé. Il franchit la Vistule sur la glace qui s'entr'ouvre, près de Graudenz. Sur 1 048 chasseurs entrés en Russie, il lui en reste 693. Napoléon en est émerveillé à bon droit.

Au début de la campagne de 1813, Marbot est à Mons, au dépôt de son régiment, où il organise de nouveaux escadrons de guerre. Il n'assiste donc point aux batailles de Lutzen et de Bautzen. Il n'arrive qu'après la rupture de l'armistice de Plesswitz; il fait partie de l'armée qui, sous les ordres de Macdonald, est opposée à Blücher: il assiste le 26 août à la bataille de la Katzbach. Il nous montre les divisions françaises, trop éloignées les unes des autres, franchissant par un temps épouvantable le ravin encaissé au fond duquel coule la Katzbach, gravissant péniblement la pente opposée, assaillies par la pluie, qui met les fusils hors de service, chargées par les escadrons prussiens, culbutées, rejetées dans le ravin et au delà, avec des pertes désastreuses. Bientôt après, le 28 septembre, au camp de Pilitz, le jour même où pour la première fois les Français voient en face d'eux, dans les rangs russes, des Baskirs armés d'arcs et de flèches, le colonel du 23^e chasseurs est nommé, par Napoléon, à la fois officier de la Légion d'honneur et baron de l'empire, et reçoit une dotation. Il paye encore de sa personne à Leipzig, où il a la cuisse droite atteinte par la flèche d'un Baskir; au défilé de Gelnhausen, sur la Kintzig, dont il force le passage; à la bataille de Hanau, où il manque d'être tué par l'explosion d'un caisson et doit son salut à l'intelligence et à la souplesse de son cheval turc Azolan.

En 1814, Marbot, envoyé d'abord à Mons au dépôt de son régiment pour y réunir de nouvelles forces, est nommé commandant du département de Jemmapes; rappelé en suite à Nogent-le-Roi, il

assiste, témoin attristé, à la prise de Paris. Pendant les Cent Jours, nous le retrouvons plein d'ardeur à la tête du 7^e hussards. Il n'a laissé sur la campagne de 1815 qu'un petit nombre de lettres. Il est d'abord très confiant, et raconte que de nombreux déserteurs abandonnent les rangs ennemis. Le 17 juin, il se distingue au combat de Genappe, et l'empereur le nomme général de brigade. Le lendemain, à Waterloo, il est chargé de flanquer l'extrême droite de l'armée, avec son régiment et un bataillon d'infanterie, en potence, derrière Frichermont, face à la Dyle, du côté par lequel Grouchy était attendu, et par lequel arriva Blücher. Il est encore blessé d'un coup de lance dans la poitrine à la fin de la journée. Il écrivait quelques jours après (de Laon, 26 juin 1815) : « Je ne reviens pas de notre défaite !... On nous a fait manœuvrer comme des citrouilles. »

Ici s'arrêtent ces *Mémoires*, dont le succès est si grand; ajoutons, si leur mérite. Ce n'est pas qu'on ne puisse y signaler de temps en temps des inexactitudes. Rigoureusement exact toutes les fois qu'il s'agit de faits auxquels il a participé en personne, il lui arrive de se tromper lorsqu'il ne parle que par ouï-dire. On ne peut se défendre de regretter que les *Mémoires* de Marbot tournent si court. Quelques lettres seulement sur les Cent Jours, c'est bien peu ! On s'étonne que l'énergique soldat de Genappe n'ait rien dit ou à peu près rien sur Waterloo ! Marbot avait pris une part si active aux événements de cette dramatique année 1815, que les Bourbons victorieux, au retour de Gand, le mirent au nombre des pros crits. Comment est-il resté muet sur cette période si importante de sa vie ?

Les Souvenirs du commandant Parquin. — C'était aussi un vaillant soldat et un écrivain pittoresque que le commandant Parquin¹, bien que son grade ait été moins élevé, son rôle plus humble, la fin de sa vie moins heureuse. Né à Paris le 20 décembre 1786, Denis-Charles Parquin entra le 1^{er} janvier 1803 au 20^e régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Abbeville. Dès lors, on le retrouve sur tous les champs de bataille, sabre en main, chargeant avec une verve endiablée sur les Prussiens, les Russes, les Espagnols, les Portugais, les Anglais, à Saalfeld, à Iéna, à Eylau, où, renversé sous son cheval tué, il est blessé de cinq coups de lance et fait prisonnier; puis à Wagram, à Fuentes de Onoro, à Almeida, à Salamanque.

Il décrit bien, vite; son style a la même crânerie que son épée. Vient-il de nous raconter qu'à Ciudad-Rodrigo un coup de feu lui a enlevé six dents à la fois : « J'avais une dent contre les Anglais, ajoute-t-il; ils ont voulu me l'arracher; mais ils auraient bien pu se dispenser d'en arracher cinq autres avec. » Cette terrible

1. Commandant Parquin. — *Souvenirs et Campagnes d'un vieux soldat de l'Empire (1803-1814), avec une introduction par le capitaine A. AUBIER.*

guerre d'Espagne, qui lui coûta une partie de sa mâchoire, voici comment (c'est lui qui nous l'apprend) les soldats la caractérisaient en charbonnant sur les murs : « *Guerre d'Espagne! la mort du soldat, la ruine des officiers, la fortune des généraux!* » Il y fut superbe. Dans un combat, au mois d'avril 1812, au bord du Mondego, à Guarda, il pénétra le premier dans un carré portugais, et prit le drapeau du régiment Eurillas. Près de Salamanque, le 15 juillet 1812, il renversa et désarçonna en combat singulier, sous les yeux du duc de Raguse, un officier de dragons anglais qui avait provoqué les Français.

En 1813 il est lieutenant aux chasseurs à cheval de la vieille garde. A Dresde il se distingue de nouveau; à Leipzig il sauve le maréchal Oudinot, entouré par les dragons autrichiens; à Hanau il reçoit un coup de baïonnette au visage et est nommé capitaine à vingt-six ans. C'est là qu'il voit périr son ami, l'intrépide Gaindé, sous-adjutant-major aux grenadiers à cheval de la vieille garde, qu'on retrouve entouré des cadavres d'une demi-douzaine de cheval-légers bava rois. C'était Gaindé qui, à Saalfeld, maréchal des logis au 10^e hussards, avait tué en combat singulier le prince Louis de Prusse. Parquin est encore acteur, et acteur vigoureux, à Montmirail, à Château-Thierry, à Saint-Dizier, à Waterloo.

En demi-solde pendant la Restauration, Parquin, après la Révolution de 1830, fut quelque temps chef d'escadron de gendarmerie. Il avait épousé M^{lle} Cochelet, lectrice de l'ex-reine Hortense. Ainsi s'expliquent ses relations avec Louis-Napoléon et sa participation à l'aventure de Strasbourg en 1836. Il fut défendu devant la cour d'assises du Bas-Rhin par son frère, avocat distingué du barreau de Paris, et acquitté. Après l'affaire de Boulogne, il fut condamné à vingt ans de détention. Il mourut d'une maladie de cœur, à la citadelle de Doullens, le 19 décembre 1845. C'est pendant sa captivité qu'il écrivit ses souvenirs. Il ne laissa qu'une fille, mariée au baron de Steingel, ministre du grand-duc de Bade; voilà comment, par une singulière ironie du sort, les petits-fils du capitaine de chasseurs à cheval de la vieille garde ont fait la campagne de 1870 contre la France.

Les Mémoires de Talleyrand. — Il faut bien en venir aux *Mémoires* de Talleyrand, attendus depuis si longtemps, avec tant d'impatience, enfin publiés par M. le duc de Broglie, et dont la lecture a causé une si grande déception. Ils ne renferment, en effet, rien de bien nouveau. Faut-il croire, avec M. Aulard et d'autres appréciateurs autorisés, que, pour des raisons que nous n'avons point à apprécier, cette publication soit demeurée incomplète? Ou bien le prince de Bénévent, qui a tant trompé en sa vie, a-t-il voulu se donner par surcroît la satisfaction posthume de désappointer les lecteurs de ses souvenirs? L'avenir éclaircira peut-être ce mystère.

XII. — CHAPITRE XVII, pages 381-400.

Le Prince régent d'Angleterre et sa famille. — Le Prince régent n'avait qu'une fille, la princesse Charlotte, aussi aimée des Anglais que son père leur inspirait d'aversion. Quand les souverains alliés avaient visité l'Angleterre en 1814, le jeune prince Léopold de Saxe-Cobourg, qui fut plus tard roi des Belges, les accompagnait; il frappa la princesse royale par ses bonnes grâces et sa bonne mine. Ils se marièrent en 1816; mais Charlotte mourut dès l'année suivante.

XIII. — CHAPITRE XVIII, pages 400-422.

L'État des esprits en France après la seconde Restauration.

— Le 17 juin 1816, madame de Rémusat écrivait de Toulouse (où son mari était préfet) à l'une de ses amies de Paris :

« J'ai passé hier ma soirée de manière à me trouver forcée, pour respirer un peu, de me mettre intérieurement en votre présence, ma chère; je soupais dans une maison où je trouvais quelques femmes agréables, jeunes, et au visage doux. La conversation a tourné sur le général Bonnaire et son jugement. On a commencé à se plaindre hautement de la douceur des conclusions, à exposer les craintes que le mariage du duc de Berry ne fût une occasion de clémence nouvelle. De là on a passé à des souhaits généraux de plus de sévérité, que vous dirais-je? à la nécessité de verser du sang. On n'adouçissait point même cette expression; on la jetait en avant tout crûment. Une femme disait tout à coup : « Moi, je voudrais une conspiration pareille à celle de Grenoble dans chaque département. — Mais, Madame, répondais-je tout doucement, puisque nous en sommes à souhaiter, pourquoi ne pas vouloir plutôt que l'union et l'accord s'établissent partout? Dans de pareils événements, on se bat toujours un peu, et il y a toujours du sang innocent répandu. — Non, non, Madame, a-t-on repris, il n'importe; un peu de sang versé de part et d'autre ferait grand bien. » Vous imaginez bien que je n'ai plus rien dit; je me suis enfoncée dans mon fauteuil comme vous faites quelquefois; j'ai laissé aller cette conversation, et je me suis mise à placer votre souvenir entre ces furies et moi. « Si elle était là, me disais-je, je la regarderais, je lui serrerais la main, et ce seul mouvement effacerait l'impression douloureuse que me font de pareilles scènes. » Est-ce donc là des femmes? A quel siècle sommes-nous? Et puis, quelles vengeances ont-elles donc à exercer? Car il se trouve que, précisément, les personnes les plus acharnées dans cette soirée étaient des femmes qui ont traversé la Révolution, en conservant soixante mille livres de rente, et qui ont vécu à l'abri de tout danger. Ma belle, tout cela fait horreur. »

Loi électorale du 29 juin 1820, dite loi du double vote. — En voici les dispositions fondamentales :

ARTICLE 1. — Il y a dans chaque département un *Collège électoral du département* et des *Collèges électoraux d'arrondissement*.

Néanmoins, tous les électeurs se réuniront en un seul Collège dans les départements qui n'avaient, à l'époque du 5 février 1817, qu'un député à nommer; dans ceux où le nombre des électeurs n'excède pas trois cents, et dans ceux qui, divisés en cinq arrondissements de sous-préfectures, n'auraient pas au-delà de quatre cents électeurs.

ART. 2 — Les Collèges des départements sont composés des électeurs les plus imposés, en nombre égal au quart de la totalité des électeurs du département.

Les collèges de département nomment cent soixante et douze nouveaux députés, conformément au tableau annexé à la présente loi. Ils procéderont à cette nomination pour la session de 1820.

La nomination des deux cent cinquante-huit députés actuels est attribuée aux Collèges d'arrondissements électoraux à former dans chaque département en vertu de l'article 1^{er}, sauf les exceptions portées au paragraphe 2 du même article.

Ces Collèges nomment chacun un député. Ils sont composés de tous les électeurs ayant leur domicile politique dans l'une des communes comprises dans la circonscription de chaque arrondissement électoral.

Chateaubriand. — Ses *Mémoires d'Outre-Tombe* furent commencés le 4 octobre 1811, à la *Vallée-aux-Loups*, près d'Aulnay, dans le voisinage de Châtenay et de Sceaux, maison achetée par lui en 1807 au retour de la Palestine. (Le 4 octobre était l'anniversaire de sa fête et de son entrée à Jérusalem.) En voici le résumé.

François-René de Chateaubriand, dit le Chevalier, était fils de René-Auguste de Chateaubriand et d'Apolline-Jeanne-Suzanne de Bédée de la Bouëtardais. Il naquit à Saint-Malo le 4 septembre 1768. Il avait un frère aîné, Jean-Baptiste-Auguste, comte de Chateaubriand, capitaine au régiment Royal-Cavalerie, et qui épousa madame Le Pelletier de Rosambo, petite-fille de Malesherbes. Jean-Baptiste-Auguste eut deux fils, neveux par conséquent de Chateaubriand : le comte Louis, colonel de cavalerie sous la Restauration, et Christian, capitaine aux dragons de la garde royale dans la guerre d'Espagne en 1823, ensuite jésuite à Rome. Outre son frère, Chateaubriand eut quatre sœurs, Marie-Anne, Bénigne, Julie et Lucile.

Il fut nourri à Plancoët, et élevé ensuite au Château de Combours, devenu la résidence de son père, au milieu des landes, des grands arbres et des étangs. Il étudia au collège de Dol, puis au collège de Rennes, où étaient aussi Gesril, plus tard marin et fusillé à Quiberon, Moreau, le futur général, Limoëlan, l'un des auteurs de la machine infernale de 1809, qui finit par être prêtre en Amérique.

Au sortir du collège, Chateaubriand fut envoyé à Brest pour y passer l'examen de garde de marine. La patience lui manqua, et il revint à Combourg, où son père, ordinairement très dur avec ses enfants, ne l'accueillit pas mal. Il reconença à étudier au collège de Dinan, où il eut Broussais pour condisciple. Il reçut quelque temps dans la mélancolique solitude de Combourg, et il affectionnait surtout sa sœur Lucile. Son imagination travaillait, et il était amoureux de ses propres créations. Il refusa d'être prêtre. Il voulut passer aux Indes. Son père, plus positif, décida qu'il entrerait au régiment de Navarre-Infanterie, en garnison à Cambrai.

Il s'y rendit en passant à Paris, où il rencontra son frère, son cousin Moreau, sa sœur Julie, mariée au comte de Farcy. Il perdit son père en 1786, obtint un congé, fut présenté à la cour et chassa avec Louis XVI le 19 février 1787, dans la forêt de Saint-Germain. Il tint ensuite garnison à Dieppe. A Paris, où il revint, il connut le chevalier de Parny, Ginguené, Lebrun, le président de Rosambo, M. de Malesherbes. Il assista aux États de Bretagne qui précédèrent à Rennes la Révolution. Son régiment, en garnison à Rouen, s'étant prononcé pour elle, et la plupart des officiers ayant émigré, lui, qui était à Paris, résolut, à la suite de conversations avec M. de Malesherbes, de partir pour l'Amérique afin d'y chercher le passage nord-ouest.

Il s'embarque à Saint-Malo en avril 1791, passe aux Açores, visite l'île Saint-Pierre près de Terre-Neuve, et arrive à Baltimore. A Philadelphie, il visite Washington, alors Président, et pour lequel il avait une lettre de recommandation du colonel Arnaud (marquis de la Rouarie). Il dîne chez Washington, qui lui montre une clef de la Bastille, passe à New-York, à Boston, voit les Indiens Iroquois, visite la Cataracte du Niagara, puis vient à Pittsburg, et voyage sur l'Ohio. Il apprend par un journal l'arrestation de Louis XVI à Varennes. Il s'embarque à Philadelphie le 10 décembre 1791. Il manque de faire naufrage entre Guernesey et Aurigny, et arrive au Havre.

Il se marie à Saint-Malo avec mademoiselle de Lavigne (1792) et vit quelque temps à Paris. Il émigre (15 juillet 1792). Il gagne Bruxelles et part pour l'armée des Princes, qu'il rejoint à Trèves, où il rencontre son cousin Armand de Chateaubriand. Il assiste au siège de Thionville, va jusqu'à Verdun, et, blessé à la cuisse, suit la retraite des Prussiens jusqu'à Arlon. De là il part pour gagner Namur; atteint de la petite vérole, et sans ressources, il retrouve et voit pour la dernière fois son frère à Bruxelles. Il s'embarque à Ostende pour Jersey, où il rencontre son oncle de Bédée. Puis il gagne Londres en 1793. Il est d'abord dans la misère avec quelques-uns de ses parents. Il commence son *Essai Historique sur les Révolutions*. Pelletier, l'ancien rédacteur des *Actes des Apôtres*, lui fait trouver quelques traductions. Il est sur le point de mourir de faim. Sous le nom de M. de Combourg, il déchiffre de

vieux manuscrits français. Sa femme et sa sœur Lucile sont en prison à Rennes. Il apprend l'exécution de son frère, de sa belle-sœur, de Malesherbes. Il publie son *Essai sur les Révolutions*.

Il connaît à Londres Montlosier, l'abbé Delille, M. de Fontanes, proscrit du 18 fructidor, dont il devient l'ami. Il apprend la mort de sa mère, et il commence *Le Génie du Christianisme* en 1799. Il revient en France à l'époque du Consulat, avec un faux passeport au nom de Lassagne, habitant de Neuchâtel en Suisse, délivré par le ministre de Prusse, et il débarque de Douvres à Calais en 1800 (ce qui paraît impossible)¹.

Pendant son séjour à Paris, il renoue ses relations avec Fontanes, qui rédige le *Mercur de France*. Il publie *Atala* (1801), est présenté à madame Bacciochi et à Lucien Bonaparte. C'est l'époque de son amitié pour M. Joubert, pour madame de Beaumont, fille de l'ancien Ministre des Affaires Étrangères de Louis XVI, Montmorin. Il publie *Le Génie du Christianisme et René* (1802), qui fait école. Il visite le midi de la France. Il a une entrevue avec Bonaparte, qui le félicite sur *Le Génie du Christianisme* (c'était l'époque du Concordat).

Chateaubriand est nommé premier secrétaire d'ambassade à Rome, sous le cardinal Fesch (1803); il y voit mourir madame de Beaumont. Il est nommé ministre de France dans le Valais (1804), et donne sa démission lors de l'exécution du duc d'Enghien. Il entreprend son voyage en Orient (1806) par Venise, la Grèce, Athènes, Constantinople, Smyrne, Jaffa, Jérusalem, la Mer Morte, Alexandrie, le Caire, Tunis, l'Espagne. Il publie un article sur Tacite, dans le *Mercur*, qui est supprimé (1807). Il commençait ainsi: « *Lorsque dans le silence de l'abjection...* » Fureur de Napoléon, qui parle de le faire « sabrer sur les marches des Tuileries ».

Chateaubriand achète la Vallée-aux-Loups et s'y retire (1807). Il publie *Les Martyrs* (1809). Son cousin Armand de Chateaubriand, marié à Jersey, et qui portait la correspondance des Bourbons, est jeté par la mer sur les côtes de Bretagne (25 septembre 1808), arrêté, condamné à mort, fusillé à Paris dans la plaine de Grenelle (mars 1809).

L'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* paraît en 1811. A la mort de Marie-Joseph Chénier (10 janvier 1811), Chateaubriand est élu pour lui succéder à l'Académie. Son *Discours de Réception*, où il parle du procès de Louis XVI, est interdit par l'empereur. En 1814, après l'entrée des alliés à Paris, il publie sa brochure *De Buonaparte et des Bourbons*. Il assiste à l'entrée de Louis XVIII à Paris le 3 mai; il est frappé de l'attitude menaçante des grenadiers de la vieille garde, qui forment la haie sur le passage du roi

1. L'Angleterre et la France étant en guerre, il ne pouvait y avoir de relations régulières entre Douvres et Calais.

entre le Pont-Neuf et Notre-Dame sur le Quai des Orfèvres. Chateaubriand donne ses *Réflexions Politiques*. Louis XVIII le trouve encombrant. Madame de Duras insiste auprès de M. de Blacas et le fait nommer ambassadeur en Suède. Encore à Paris au début des Cent-Jours, il suit Louis XVIII à Gand et y devient Ministre de l'Intérieur par intérim. Il entend de loin, appuyé contre le tronc d'un peuplier, à l'angle d'un champ de houblon, le canon de Waterloo.

Chateaubriand, pair de France, écrit *La Monarchie selon la Charte*. Il proteste contre l'ordonnance du 5 septembre 1816 dissolvant la Chambre Introuvable. De là l'irritation du duc de Richelieu et de M. Decazes. Chateaubriand, rayé de la liste des Ministres d'État, vend ses livres et la Vallée-aux-Loups. Il écrit dans *Le Conservateur* (1818-1820); il est nommé par le second ministère Richelieu ambassadeur à Berlin (1821). Il entre en relations avec Ancillon, M. de Humboldt, Chamisso, la duchesse de Cumberland. Le Ministère Villèle l'envoie comme ambassadeur à Londres (1822). Il se propose et est envoyé au Congrès de Vérone. Il y fait décider la Guerre d'Espagne, « le grand événement politique de ma vie ». Chateaubriand, Ministre des Affaires Étrangères, antipathique à Louis XVIII et à M. de Villèle, dont il ne soutient pas les plans financiers, est destitué le jour de la Pentecôte, le 6 juin 1824.

Il reprend ses travaux de journaliste. Après la chute du Ministère Villèle, il est nommé ambassadeur à Rome. Il s'étend sur sa correspondance avec madame Récamier. Il l'avait vue pour la première fois chez madame de Staël en 1800. Il ne la revit que 12 ans après. Madame Récamier (Julie Bernard, 1777-1849) fut élevée à Lyon, à l'Abbaye de la Déserte, abattue depuis pour faire place au Jardin des Plantes. C'était la plus belle personne de son temps, non moins instruite qu'aimable. Mariée au sortir de l'enfance avec un riche banquier, elle habita le Château de Clichy près Paris, sous le Directoire. Admirée de M. de Laharpe, de Lucien Bonaparte, de Benjamin Constant, de Bernadotte, amie de madame de Staël, elle reçut un merveilleux accueil en Angleterre après la paix d'Amiens, puis en Allemagne. Pendant le procès du général Moreau, elle vint assister à l'une des séances et adressa la parole à l'accusé. Elle alla visiter madame de Staël à Coppet, après la mort de Necker. Elle refusa de divorcer pour épouser le prince Auguste de Prusse (1807). En 1812, madame de Staël rentra en France et habita le Château de Chaumont-sur-Loire, à quarante lieues de Paris, distance où Napoléon l'avait exilée. Madame Récamier et Mathieu de Montmorency, ayant osé l'y visiter, furent aussi exilés à quarante lieues. Madame Récamier séjourna à Châlons-sur-Marne, puis à Lyon, où mourut madame de Chevreuse, aussi exilée par Napoléon; ensuite à Rome et à Naples, auprès de Murat et de Caroline. Elle revit Paris en 1814, perdit sa fortune et se retira à l'Abbaye aux

Bois (Rue de Sèvres). Une brillante société se réunit chez elle; Chateaubriand en fut le centre.

Chateaubriand à Rome est bien accueilli par le pape Léon XII; ils sont rapprochés par leur passion commune pour les chats. Plus tard, à la mort du pape, l'ambassadeur adopte son chat favori Micetto et le ramène en France. Il expose ses projets en faveur de la Grèce et ses idées sur l'avenir de la Restauration. Il souhaite l'alliance russe et la conquête de la rive gauche du Rhin. Il rappelle sa magnificence à Rome. Il correspond avec Villemain et Augustin Thierry, assiste à la mort de Léon XII et au conclave par lequel est élu Pie VIII (1829). Il vient en congé à Paris, apprend pendant un voyage aux Pyrénées la nomination du Ministère Polignac, est désolé et donne sa démission d'ambassadeur.

Il se réinstalle dans sa maison voisine de la Barrière d'Enfer, près de l'*Infirmierie de Marie Thérèse*, que sa femme a fondée pour y recevoir des malades, des vieillards, des enfants. Il assiste à la Révolution de 1830. Mandé au Palais-Royal près de la duchesse d'Orléans, de madame Adélaïde, du duc d'Orléans, il refuse d'être ministre ou ambassadeur, et fait vainement appel à l'honneur du lieutenant-général du royaume en faveur de Henri V, le pupille confié par Charles X à ses soins. Il prononce son dernier discours à la Chambre des Pairs (7 août 1830), et donne sa démission. D'alors datent sa brochure *De la Restauration et de la Monarchie Élective*; ses *Études Historiques*. En 1831 il visite Genève. Il correspond avec la duchesse de Berry; il est arrêté le 20 juin 1832 comme prévenu de conspiration, puis relâché; il songe à s'établir hors de France; il parcourt Lucerne, le Saint-Gothard, Constance; il entre en relations avec la reine Hortense et Louis-Napoléon. La duchesse de Berry, captive à Blaye, le prie d'aller à Prague annoncer à Charles X son mariage avec le comte Lucchesi Palli et plaider sa cause. De là le *Mémoire sur la Captivité de Madame la Duchesse de Berry*. « Madame, lui dit-il, votre fils est mon roi ! » Bien accueilli à Prague, mais sans influence, il regrette que l'éducation du duc de Bordeaux ne soit pas en rapport avec les lumières et l'esprit du siècle.

XIV. — CHAPITRE XIX, pages 423-432.

Les Deux Siciles de 1825 à 1859. — Ferdinand IV, qu'on appelle quelquefois Ferdinand I^{er}, mourut en 1825. Il eut pour successeur François I^{er} (1825-1830), remplacé lui-même par Ferdinand II ou V (1830-1859).

XV. — CHAPITRE XXII, page 455-474.

Ajouter (page 467) aux tableaux de Paul Delaroche: *Jane Grey*; *Cromwell examinant le cadavre de Charles I^{er}*; à ceux d'Ary Scheffer: *Les Femmes Souliotes*; aux tableaux d'Eugène Delacroix: *La Barque de Don Juan*.

XVI. — CHAPITRE XXV, pages 506-525.

Louis-Philippe en exil. — M. Debidour, dans un très intéressant article de ses *Études sur la Révolution, l'Empire et la Période Contemporaine*, intitulé *Louis-Philippe émigré*, suit pas à pas le futur roi des Français, depuis le jour où il abandonna l'armée républicaine avec Dumouriez (avril 1793) jusqu'en 1814. Les émigrés reprochaient à ce fils de Philippe-Egalité le vote de son père dans le procès de Louis XVI. Lui-même, duc de Chartres, n'avait-il pas été membre du Club des Jacobins, ne s'était-il pas appelé le *général Egalité*? Devenu duc d'Orléans par le supplice de son père, il ne désespérait pas de régner un jour, et Dumouriez, retiré à Hambourg, l'encourageait par ses lettres à conserver bon espoir. En attendant, il était mal accueilli à Coblenz, à Berne, à Zug. Reçu un instant à Bremgarten par le général Montesquiou, il reprit sa vie errante, et enseigna quelque temps (1793-4) les mathématiques à Reichenau (Grisons) sous le nom de *Chabaud-Latour*, non par manque de ressources (il avait une grande fortune placée en Angleterre), mais pour mieux se dérober aux regards. Devenu plus hardi après le 9 thermidor, on le trouve à Hambourg au mois de mars 1795 auprès de Dumouriez. Il parcourt ensuite pendant une année la Norvège, la Suède, la Finlande et revient à Hambourg.

C'est à cette époque que M^{me} de Genlis, son ancienne institutrice, lui écrivait pour le détourner du rôle de prétendant : « Il me paraît impossible que vous ne sachiez pas que l'on a écrit dans plusieurs papiers français que vous aviez un *parti* en France et des *partisans* dans les pays étrangers qui voulaient vous placer sur le trône..... vous, prétendre à *la royauté*!... Devenir un usurpateur pour abolir la République que vous avez reconnue, que vous avez chérie! » La duchesse douairière, sa mère, emprisonnée en 1793, était redevenue libre après deux ans de captivité; mais on exigeait, pour lever le séquestre de ses biens et relâcher ses deux plus jeunes fils, Montpensier et Beaujolais, que Louis-Philippe se retirât avec ceux-ci en Amérique. Il y consentit et arriva le 21 octobre 1796 à Philadelphie. Cependant ses partisans s'agitaient toujours en France, où leur turbulence inquiétait le Directoire et les deux Conseils, en même temps qu'elle irritait les partisans de Louis XVIII. En 1798, le duc d'Orléans est avec ses frères à la Nouvelle-Orléans; il passe un an à Cuba, surveillé par les Espagnols, alors alliés à la France, puis s'échappe et gagne New-York.

Cependant le Dix-huit Brumaire avait eu lieu : Bonaparte était maître de la France. Louis-Philippe dut comprendre « qu'il ne pouvait, pour le moment, devenir roi de France, et que les princes *légitimes* conservaient seuls quelque chance de restaurer l'ancienne monarchie ». Au mois de février 1800, il était à Londres.

Bien accueilli par le comte d'Artois, il écrivit au comte de Provence, alors à Mittau, pour faire amende honorable de son passé. En 1801, il vint à Minorque, où, disait-on, une flotte anglaise allait transporter l'armée de Condé, dans laquelle il entrerait. Revenu en Angleterre, il protestait chaleureusement contre les défiances qui se réveillaient fréquemment parmi les royalistes contre lui : « Je suis, écrivait-il, lié au roi de France, mon aîné et mon maître, par tous les serments qui peuvent lier un homme, par tous les devoirs qui peuvent lier un prince.... Jamais je ne porterai de couronne, tant que le droit de ma naissance et l'ordre de succession ne m'y appelleront pas; jamais je ne me souillerai en m'appropriant ce qui appartient légitimement à un autre prince. Je me croirais dégradé, avili, en m'abaissant à devenir le successeur de Bonaparte, en me plaçant dans une situation que je méprise, que je ne saurais atteindre que par le parjure le plus scandaleux, et où je ne pourrais espérer de me maintenir quelque temps que par la scélératesse et la perfidie dont il nous a donné tant d'exemples. Quand on est ce que je suis, on dédaigne, on méprise l'usurpation.... Il n'y a que des parvenus, sans naissance et sans âme, qui s'emparent de ce que les circonstances peuvent mettre à leur portée, mais que l'honneur leur défend de s'approprier. »

Malgré ces protestations, le comte de Provence se fit peu à lui, et, en dépit de ses instances, on ne lui donnait aucun rôle actif. Contraint de quitter la Russie, devenue l'alliée de Napoléon, le comte de Provence était venu habiter Hartwel. C'est alors que Louis-Philippe quitta l'Angleterre. Il venait de perdre son frère Montpensier; il conduisit à Malte son autre frère, le duc de Beaujolais, atteint de la phthisie, et qui survécut peu (1808). Négligé par les Bourbons, il demanda de l'emploi au Gouvernement anglais. « J'ai à peine les habitudes d'un Français, écrivait-il dès 1804 à l'évêque de Landaff, et je puis dire avec vérité que je suis attaché à l'Angleterre non seulement par la reconnaissance, mais aussi par goût et par inclination. » Il obtint une pension du Gouvernement britannique, mais non un rôle actif.

Rebuté de ce côté, il se tourna vers les Bourbons de Sicile. Il épousa la princesse Marie-Amélie, fille de Ferdinand IV et de Caroline d'Autriche. C'est alors qu'il offrit ses services aux Espagnols aux prises avec les armées de Napoléon. Le ministère anglais, qui se défiait de lui, lui fit interdire l'accès de la Péninsule. Il dut revenir de Gibraltar droit en Angleterre, d'où il regagna Palerme (1809). Bientôt après on le retrouve sollicitant un commandement en Catalogne, puis la souveraineté des Iles Ioniennes. Pendant la campagne d'Essling et de Wagram, il était en Sardaigne, à Cagliari. « Il y a en Espagne, à Naples, en Dalmatie, écrivait-il alors, des armées françaises qui vont se trouver, je l'espère au moins, dans des positions désastreuses. C'est là le moment de parler aux passions des hommes. » Et il se proposait pour insurger le Midi.

Une nouvelle tentative pour obtenir un commandement en Espagne ne réussit pas mieux (1810). Jusqu'à la fin de l'Empire, il dut rester inactif en Sicile. C'est de là qu'il écrivit au comte de Provence en février 1814 : « Que ce qui se passe maintenant est admirable ! Que je suis heureux du succès de la coalition ! Il est temps que l'on achève la ruine de la Révolution et des révolutionnaires. Mon vif regret est que le roi ne m'ait pas autorisé, selon mon désir, à demander du service aux souverains. Je voudrais, en retour de mes erreurs, contribuer à ouvrir au roi le chemin de Paris. »

La loi électorale de 1831. — Dans le texte de ce volume pages 507-508, la loi électorale de 1831 a été imparfaitement expliquée. Cette loi fut promulguée le 19 avril 1831, au Palais-Royal, par Louis-Philippe; elle était contresignée par le Garde des Sceaux Barthe et le Président du Conseil des Ministres Casimir Périer. Elle disait :

ARTICLE 1^{er}. — Tout Français jouissant des droits civils et politiques, âgé de vingt-cinq ans accomplis et payant 200 francs de contributions directes, est électeur...

ARTICLE 2. — Si le nombre des électeurs d'un arrondissement électoral ne s'élève pas à 150, ce nombre sera complété en appelant les citoyens les plus imposés au-dessous de 200 francs...

ARTICLE 3. — Sont en outre électeurs, en payant 100 francs de contributions directes : 1^o les membres et correspondants de l'Institut; 2^o les officiers des armées de terre et de mer jouissant d'une pension de retraite de 1200 francs au moins, et justifiant d'un domicile réel de trois ans dans l'arrondissement électoral.

ARTICLE 38. — La Chambre des Députés est composée de quatre cent cinquante-neuf Députés.

ARTICLE 39. — Chaque collège électoral n'élit qu'un Député.

ARTICLE 59. — Nul ne sera éligible à la Chambre des Députés, si, au jour de son élection, il n'est âgé de trente ans, et s'il ne paye 500 francs de contributions directes.

XVII. — CHAPITRE XXVI, pages 526-533.

La Question Belge en 1831 devant la Chambre des Députés.

— Le 11 janvier 1831, Étienne, l'un des rapporteurs de la Chambre des Députés, proposa de passer à l'ordre du jour sur la pétition d'un sieur Laporte, homme de loi à Mons, exprimant des vœux pour la réunion de la Belgique à la France. Le général Lamarque, au contraire, demanda la prise en considération. « La Belgique, disait-il, a brisé les liens qui l'enchaînaient à la Hollande; branche violemment séparée de notre tronc social, elle voulait s'y rejoindre, elle nous offrait la ceinture de places fortes que la Sainte-Alliance a mise autour de nous. Mais nous avons rejeté ces offres et oublié jusqu'aux noms si retentissants de Fleurus et de Jemmapes. » Il disait encore, en rappelant le traité de Paris du 20 novembre 1815 :

« C'est ainsi qu'on nous imposa cette paix qui mutilait notre territoire, qui nous déshéritait de nos places fortes et ouvrait les avenues de notre capitale; cette paix honteuse que, en présence des princes qui l'avaient signée, et bravant leur courroux, j'osai appeler *une halte dans la boue*.

« Et c'est pour continuer cette halte, pour rester dans ce déplorable *status quo*, que nous repoussons les Belges!.... C'est pour ce *status quo* que notre ministre des relations extérieures aurait tenu l'étrange langage que lui prêtent les envoyés belges, et que je ne rappelle ici que pour lui fournir l'occasion solennelle de le démentir. Non, il n'a pas dit « *Que nous refusons la Belgique parce que l'Angleterre n'y consentait pas* ». » Nous consentons bien à ce qu'elle soit riche de nos dépouilles et de celles de la Hollande, à ce qu'elle opprime cent millions d'Indiens, à ce qu'elle soit maîtresse, sans rivale, de la Méditerranée, à ce qu'elle occupe les points les plus importants du globe, d'Héligoland à Singapour, des mers du nord aux mers de la Chine! Et elle ne consentirait pas à nous voir sortir du cercle de fer que la coalition a tracé autour de nous! Mais le beffroi de Notre-Dame a sonné, le 29 juillet, l'heure de notre délivrance! Mais le canon de Paris a fait taire celui de Waterloo! »

Le général Sébastiani, Ministre des Affaires Étrangères, Casimir Périer, Président de la Chambre, enfin Guizot, répliquèrent au général Lamarque. Guizot soutint le principe de *non-intervention*. Mauguin, au contraire, appuya Lamarque. « Les frontières, dit-il, sont aux empires ce qu'est un mur de clôture pour un particulier : quand on n'est pas clos chez soi, on est inquiété. Il en est de même pour les États. Ainsi le besoin de frontières a toujours nécessité des guerres ; et tant que la France n'aura pas de frontières, l'Europe sera agitée..... Pour n'avoir pas la guerre, il faut avoir le sentiment de sa dignité et de sa force; il faut montrer qu'on ne craint pas la guerre. C'est toujours celui qui ne la craint pas qui ne l'a pas; elle poursuit celui qui la redoute et qui la fuit. » Cette discussion finit par l'ordre du jour.

Le débat recommença sur ces mêmes points quelques jours après. En réponse à une question de Mauguin, le 27 janvier 1831, le général Sébastiani, Ministre des Affaires Étrangères, fit la déclaration suivante : « Cette réunion (la réunion de la Belgique à la France) est appelée par les vœux de la grande majorité des Belges; j'ajouterai même que, utile à la Belgique, elle est encore, selon moi, plus nécessaire au repos de l'Europe qu'à la grandeur de la France. Mais l'Europe, à cet égard, et je suis loin de m'en étonner, ne par-

1. Cela résultait de deux lettres écrites de Paris au Comité Diplomatique belge, par Gendebien et Firmin Rogier, et lues au Congrès dans la séance du 8 janvier : « M. Sébastiani, écrivait Firmin Rogier, me répondit que la réunion était impossible, qu'elle entraînerait une guerre générale, que l'Angleterre n'y consentirait jamais. »

tage pas ma conviction : le temps et l'expérience, qui marche à sa suite, le lui apprendront peut-être quelque jour. En attendant, les anciens préjugés subsistent : les souverains du grand Empire préoccupent les rois et les peuples. Peuples et rois s'alarmeraient de cette réunion; et si, dans son effroi, un seul courait aux armes, c'en serait fait alors de la paix de l'Europe. »

XVIII. — CHAPITRE XXXI, pages 592-628.

La Garde Nationale. — Aux termes de la *Loi sur la Garde Nationale* du 22 mars 1831, tous les Français âgés de vingt à soixante ans étaient appelés au service de la Garde Nationale dans le lieu de leur domicile réel; ce service était obligatoire et personnel (art. 9). Les officiers, sous-officiers et caporaux devaient être élus pour trois ans. Ils pouvaient être réélus (art. 60).

Les Écrivains étrangers. — L'historien allemand Léopold Rank est mort en 1886.

A la liste des écrivains anglais cités pages 611-614, ajouter :

Alison (Sir Archibald), né en 1792 à Kenley (Écosse), historien et jurisconsulte, a écrit l'*Histoire de l'Europe depuis 1789 jusqu'à la Restauration des Bourbons en 1815*. Publié de 1833 à 1850, cet ouvrage eut un très grand succès. On doit aussi à Alison une *Vie du Duc de Marlborough*, des *Essais*, des *Principes de la Population et leurs rapports avec le bien-être de l'Humanité*, l'*Angleterre en 1815 et en 1845*, etc.

Southey. — A la liste de ses ouvrages (pages 611-12), ajouter *Histoire de la Marine Anglaise*, *Vie de Nelson*, *Vie de Wesley*.

Napier (le général Sir Charles-James, 1782-1853), célèbre par ses victoires dans le Bélouchistan et le Sind (1843-1845), s'est fait un nom comme écrivain par son *Histoire de la Guerre dans la Péninsule et le Midi de la France* (1807-1814), à laquelle il avait pris part. Cet ouvrage a été traduit par le général Mathieu Dumas.

Froude. — Historien, élève de Carlyle, et recteur de l'Université de Saint-Andrews depuis 1869; il a composé *Histoire d'Angleterre depuis la chute de Wolsey jusqu'à la destruction de l'Armada Espagnole*, *Oceana* (c'est un voyage en Australie et en Nouvelle-Zélande), *Vie de Carlyle*, *Les Anglais en Irlande durant le dix-huitième siècle*.

Carlyle est mort en 1881. Il s'était instruit lui-même. Esprit remarquable, mais bizarre, fantasque, orgueilleux, paradoxal, capable des partis pris les plus choquants, il écrivait dans un style puissant, coloré, pittoresque, mais incorrect, heurté, étrange.

Dans ses livres, il prend volontiers un ton d'oracle, de prophète, de pontife; il exalte les Puritains; il fait l'éloge de Cromwell, qu'il déclare sincère; Frédéric II de Prusse est son héros; il

injurie l'Irlande, il déteste la France¹ et affecte d'en parler avec dédain.

Au § *Peinture* (p. 620-621) ajouter : On doit encore à Gustave Courbet : *La Vague*, *Le Ruisseau du Puits Noir*, *L'Homme à la Ceinture de Cuir*; on doit à Couture (Thomas, de Senlis, mort en 1879) : *Les Romains de la Décadence*; à Gustave Doré (de Strasbourg, mort en 1883) : *L'Ange et Tobie*, *Le Juif Errant*, *Le Don Quichotte*, *Dante*; à Daubigny : *Les Vendanges de Bourgogne*, *Le Printemps*; à Gleyre (Charles) : *Les Illusions Perdues*; à Benouville (Léon) : *Saint François d'Assise mourant bénit sa Ville natale*, *Château de Lugnagan dans la Vallée d'Argelès*; à Court : *Les Funérailles de César*; à Troyon (Constant) : *Bœufs se rendant au Labour*, *Le Retour à la Ferme*; à Chintreuil (Antoine, 1817-1873) : *L'Espace*; à Corot (Camille) : *Une Matinée*; à M. Félix Barrias : *Les Exilés de Tibère*; à Baudry (Paul-Jacques-Aimé, né à La Roche-sur-Yon, mort en 1886) : *La Fortune et le Jeune Enfant*, *Saint Jean-Baptiste*; à M. Bouguereau : *Triomphe du Martyre*, *Vierge Consolatrice*, *Triomphe de Vénus*; à M. Boulanger (Gustave-Rodolphe) : *Porteur d'Eau Juif du vieil Alger*; à Cabanel (Alexandre), mort en 1889 : *Glorification de Saint Louis*, *Thamar*; à M. Breton (Émile-Adelard) : *La Chute des Feuilles*; à M. Breton (Jules-Adolphe) : *La Glaneuse*; à M. Louis Cabat : *L'Étang de Ville-d'Avray*, *Un Soir d'Automne*; à M. Carolus Duran : *La Dame au Gant*; à Chaplin (Charles), mort en 1891 : *Les Bulles de Savon*; à M. Chenavard (Paul) : *Divina Tragedia*; à M. Benjamin Constant : *Les Derniers Rebelles*; à M. Flameng (Marie-Auguste, de Metz) : *Bateau de Pêche à Dieppe*; à M. Flandrin (Jean-Paul, de Lyon) : *Montagnes de la Sabine*, *Solitude*; à Français (de Plombières) : *La Fin de l'Hiver*, *Orphée*, *Daphnis et Chloé*; à Gustave Guillaumet : *Prière du Soir dans le Sahara*, *Laghouat*, *La Séguis*, *près de Biskra*; à M. J. P. Laurens : *L'Excommunication de Robert le Pieux*, *Délivrance des Emmurés de Carcassonne*, *Henri IV aux pieds de Grégoire VII*; à Millet (Jean-François, 1815-1875) : *Église de Gréville*, *Baigneuses*; à M. Tony Robert Fleury : *Le Dernier Jour de Corinthe*; à Théodore Rousseau : *Bord de Rivière*, *Effet d'Orage*.

1. « Je n'ai rien vu dans ma vie qui m'ait autant réjoui », écrivait-il à la nouvelle de Sedan, ce qui ne l'empêcha point de se proposer pour diriger l'éducation du fils de Napoléon III.

Il écrivait encore (*Times* du 18 novembre 1870) : « Cette noble, patiente, profonde et solide Allemagne est devenue la reine du continent, au lieu de cette France vantarde et gesticulante, capricieuse, batailleuse et nerveuse. »

PRINCIPAUX OUVRAGES A CONSULTER

POUR L'HISTOIRE CONTEMPORAINE.

TOME I^{er}, 1789-1848.

Chapitres I-XVI.

- | | |
|---|---|
| <p>Advielle, <i>Histoire de Gracchus Babœuf et du Babouvisme.</i></p> <p>Aulard (F. A.), <i>Etudes et Leçons sur la Révolution Française; le Culte de la Raison.</i></p> <p>Avenel (Georges), <i>Anacharsis Clootz.</i></p> <p>Babeau, <i>La France et Paris sous le Directoire.</i></p> <p>Balan (S.), <i>La Belgique sous l'Empire et la défaite de Waterloo (1804-1815).</i></p> <p>Barras (Membre du Directoire), <i>Mémoires.</i></p> <p>Beauchamp (Alph. de), <i>Histoire des Campagnes de 1814 et de 1815.</i></p> <p>Bernard, <i>Histoire anecdotique de la Révolution Française.</i></p> <p>Bignon, <i>Histoire de France sous Napoléon.</i></p> <p>Biré (E.), <i>Journal d'un Bourgeois de Paris sous la Terreur.</i></p> <p>Blanc (Louis), <i>Histoire de la Révolution Française.</i></p> <p>Blocqueville (Marquise de), <i>Le Maréchal Davout.</i></p> <p>Boiteau (P.), <i>État de la France en 1789.</i></p> <p>Bonnal (Édouard), <i>Carnot.</i></p> <p>Bonnemère (E.), <i>La Prise de la Bastille.</i></p> <p>Bonnier, <i>Les Vosges pendant la Révolution.</i></p> <p>Bougeard, <i>Danton.</i></p> <p>Boulay, <i>Le Directoire et l'Expédition d'Égypte.</i></p> <p>Brandt, <i>Souvenirs d'un Officier Polonais.</i></p> <p>Broc (vicomte de), <i>La Vie en France sous le Premier Empire.</i></p> <p>Brogie (duc de), <i>Souvenirs.</i></p> <p>Buchez et Roux, <i>Histoire Parlementaire de la Révolution.</i></p> <p>Carlyle (T.), <i>Histoire de la Révolution Française.</i></p> <p>Castellane (Maréchal de), <i>Journal (1804-1862).</i></p> | <p>Cavaignac (Godefroy), <i>La Formation de la Monarchie Prussienne.</i></p> <p>Challamel (Augustin), <i>Histoire-Musée de la République Française.</i></p> <p>Champion, <i>Esprit de la Révolution.</i></p> <p>Chaptal (comte), <i>Mes Souvenirs sur Napoléon I^{er}.</i></p> <p>Charras, <i>Waterloo.</i></p> <p>Chassin (Ch.-L.), <i>Les Cahiers des États-Généraux de 1789; la Préparation à la Guerre de la Vendée (1789-1793), la Vendée patriote (1793-1795).</i></p> <p>Chauvot, <i>Le Barreau de Bordeaux.</i></p> <p>Chevalier (Henri), <i>Vie et Aventures du Capitaine de Corsaires Tom Souville. Ses Combats, ses Évasions (1777-1839).</i></p> <p>Chuquet (A.), <i>La Première Invasion Prussienne; Valmy; la Retraite de Brunswick; Jemmapes et la Conquête de la Belgique; la Trahison de Dumouriez; l'Expédition de Custine; Mayence (1792-1793); Wissembourg; Hoche et la Lutte pour l'Alsace (1793-1794); Valenciennes; Hondschoote; la Jeunesse de Napoléon.</i></p> <p>Claretie (Jules), <i>Les Derniers Montagnards.</i></p> <p>Cléry, <i>Mémoires.</i></p> <p>Constant (Benjamin), <i>Lettres à M^{me} Récamier.</i></p> <p>Dauban, <i>La Démagogie à Paris en 1793, en 1794 et en 1795.</i></p> <p>Daudet (Ernest), <i>Histoire des Conspirations royalistes dans le Midi sous la Révolution; La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire.</i></p> <p>Davoust (Maréchal, prince d'Eckmühl), <i>Correspondance.</i></p> <p>Deberle (A.), <i>Histoire de l'Amérique du Sud depuis la conquête jusqu'à nos jours.</i></p> <p>Debidour (A.), <i>Études critiques sur la Révolution, l'Empire et la Période contemporaine; le Général Bigarré; Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à nos jours.</i></p> |
|---|---|

- Despois (E.), *Le Vandalisme Révolutionnaire; Notice sur Camille Desmoulin.*
 Doublet, *L'Occupation de Malte en 1798.*
 Du Casse (Baron), *Napoléon et le Roi Jérôme.*
 Durand (la générale), *Mémoires sur Napoléon et Marie-Louise.*
 Dutemple (Edmond) et Foville (Louis), *Vie politique et militaire du Général Hoche.*
 Escande, *Hoche en Irlande.*
 Esquiros (A.), *Histoire des Montagnards.*
 Fantin des Odoards (général), *Étapes d'un Officier de la Grande Armée (1800-1830).*
 Fauriel (Claude), *Les Derniers Jours du Consulat.*
 Flammermont (Jules), *Négociations secrètes de Louis XVI et du Baron de Breteuil avec la Cour de Berlin.*
 Flandin (Étienne), *L'Assemblée Constituante et le Pouvoir Judiciaire.*
 Fomeron (H.), *Histoire Générale des Émigrés.*
 Foucart, *Bautzen (Une Bataille de deux Jours).*
 Gaffarel (P.), *Campagnes du Consulat et de l'Empire.*
 Gall. *L'Armée Française en Égypte (1798-1801); 1806, L'Armée Française en Allemagne.*
 Gautier (Hippolyte), *L'An 1789.*
 Gazier (A.), *Études sur l'Histoire Religieuse de la Révolution Française.*
 Goethe, *Mémoires; Correspondance.*
 Golbery (Philippe de), *Histoire et Description de la Suisse et du Tyrol.*
 Gravière (Amiral Jurien de la), *Guerres maritimes sous la République et l'Empire.*
 Guadet (J.), *Les Girondins.*
 Guibal (Georges), *Mirabeau et la Provence en 1789.*
 Guillon (E.), *Les Complots Militaires sous le Consulat et l'Empire.*
 Hamel (Ernest), *Histoire de Saint-Just; Histoire de Robespierre; Thermidor; Histoire du Premier Empire.*
 Hippeau (C.), *L'Instruction Publique en France pendant la Révolution.*
 Hobhouse (J.), *Histoire des Cent-Jours, ou Dernier Règne de l'Empereur Napoléon.* (Lettres écrites de Paris depuis le 8 avril 1815 jusqu'au 20 juillet de la même année.)
 Houssaye (Henri), 1814, 1815; *Histoire de la chute du premier Empire.*
 Jung (le général), *Bonaparte et son Temps; Lucien Bonaparte et ses Mémoires.*
 Joseph Pollio et Adrien Marcel, *Le Bataillon du 10 août, Recherches pour servir à l'Histoire de la Révolution Française.*
 Krebs (Léon) et Henri Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution.*
 Laborie (L. de Lanzac de), *La Domination Française en Belgique, Directoire, Consulat, Empire (1795-1814).*
 Lacroix (Désiré), *Notice historique sur le général Moreau; Les Maréchaux de l'Empire.*
 Lacroix (Pamphile de), *Révolution de Saint-Domingue.*
 Lacroix (Paul), *Directoire, Consulat et Empire.*
 Lamartine, *Histoire des Girondins.*
 Lanfrey (E.), *Histoire de Napoléon I^{er}; Essais sur la Révolution Française.*
 La Revellière-Lépeaux (Membre du Directoire Exécutif de la République Française), *Mémoires.*
 La Rue (le chevalier de), *Histoire du Dix-huit Fructidor, la Déportation des Députés à la Guyane, leur Évasion et leur Retour en France.*
 La Tour d'Auvergne (le lieutenant-colonel Edouard de), *Waterloo, Étude de la Campagne de 1815.*
 Lecestre (Léon), *Lettres inédites de Napoléon I^{er}.*
 Lejeune, *Iéna, Eylau, Friedland.*
 Lévy (Arthur), *Napoléon intime.*
 Lewis (sir G. Cornewall), *Histoire gouvernementale de l'Angleterre de 1770 jusqu'en 1830.*
 Lockroy (E.), *Journal d'une Bourgeoise pendant la Révolution.*
 Loménie (Ch. de), *Les Mirabeau.*
 Macdonald (Maréchal, duc de Tarente), *Souvenirs.*
 Madiou (Th.), *Histoire de Haïti.*
 Malouet (Baron), *Mémoires.*
 Marbot (Général baron de), *Mémoires.*
 Marmottan (Paul), *Le Général Pierre-Jacques Fromentin.*
 Martin (H.), *Histoire de France.*

- Masson (Frédéric), *Les Diplomates de la Révolution, Hugon de Basville à Rome, Bernadotte à Vienne; Napoléon et les Femmes; Napoléon et sa Famille; Joséphine, Impératrice et Reine.*
 Maugras (Gaston), *Journal d'un Étudiant pendant la Révolution.*
 Mantort (chevalier de, capitaine au régiment d'Austrasie), *Mémoires (1782-1802).*
 Merlet, *Tableau de la Littérature Française (1800-1815).*
 Metternich (prince de), *Mémoires.*
 Mézières (A.), *Vie de Mirabeau.*
 Michelet, *Histoire de France; Histoire de la Révolution Française; Les Soldats de la Révolution; La Pologne martyre.*
 Michiels (Alfred), *Histoire secrète du Gouvernement Autrichien; l'Invasion prussienne et ses conséquences.*
 Mignet, *Histoire de la Révolution.*
 Moreau de Jonnés (A.), *Aventures de Guerre au Temps de la République et du Consulat.*
 Muel (Léon), *Précis historique des Assemblées parlementaires et des Hautes Cours de Justice en France de 1789 à 1845.*
 Napoléon I^{er} et Joséphine, *Lettres authentiques de Napoléon et de Joséphine.*
 Nauroy (Charles), *Révolutionnaires.*
 Neuville (Hyde de), *Mémoires et Souvenirs: la Révolution, le Consulat, l'Empire.*
 Nolhac (P. de), *Études sur la Cour de France: Marie-Antoinette.*
 Parquin (Commandant), *Souvenirs et Campagnes d'un vieux Soldat de l'Empire.*
 Pasquier (chancelier), *Mémoires (1789-1830).*
 Paulin (Général baron), *Souvenirs (1782-1876).*
 Petit, *Les Prussiens en Champagne (1792).*
 Peyre (Roger), *Napoléon I^{er} et son Temps.*
 Piérart (Z. J.), *La Grande Épopée de l'An II.*
 Pinkerton (S.) et Walckenaër (C. A.), *Abrégé de Géographie Moderne, conforme à la division politique de l'Europe en 1811.*
 Pouget (Général baron), *Souvenirs de Guerre.*
 Quinet (Edgar), *La Révolution; Histoire de la Campagne de 1815; Histoire de mes Idées.*
 Rambaud (Alfred), *Histoire de la Révolution Française.*
 Rémusat (M^{me} de), *Mémoires; Lettres.*
 Reynald (H.), *Histoire d'Angleterre depuis la Reine Anne jusqu'à nos jours.*
 Robinet (le docteur), *Danton, Mémoires sur sa Vie privée; Le Procès des Dantonistes.*
 Robiquet (Paul), *Le Personnel Municipal de Paris pendant la Révolution, période constitutionnelle.*
 Rochechouart (Général comte de), *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration.*
 Rocquain (F.), *Napoléon I^{er} et le roi Louis.*
 Santhonax (M. Aulard), *Lundis Révolutionnaires.*
 Sarrans jeune, *Histoire de Bernadotte, Charles-Jean XIV, Roi de Suède.*
 Sassenay (Marquis de), *Napoléon I^{er} et la Fondation de la République argentine.*
 Sayous, *Histoire des Hongrois et de leur Littérature politique de 1790 à 1815.*
 Schœlcher (Victor), *Haïti.*
 Ségur (le comte de), *Le Maréchal de Ségur (1724-1801), Ministre de la Guerre sous Louis XVI.*
 Ségur (Philippe de), *Napoléon et la Grande Armée en 1812; Mémoires.*
 Seingnerlet, *Strasbourg pendant la Révolution.*
 Sorel, *L'Europe et la Révolution Française: les Mœurs politiques et les Traditions; la Chute de la Royauté; la Guerre aux Rois; les Limites naturelles.*
 Sorin (Elie), *Histoire de la République Française (1789-1800).*
 Staël (M^{me} de), *Considérations sur la Révolution Française; l'Allemagne.*
 Stendhal (Henri Beyle), *Vie de Napoléon: Journal (1801-1814).*
 Sybel (de), *Histoire de l'Europe pendant la Révolution Française.*
 Taine, *Les Origines de la France Contemporaine.*
 Talleyrand (prince de), *Mémoires.*
 Thackeray, *Les Quatre Georges.*
 Thibaudéan, *Le Consulat et l'Empire.*
 Thiébault (Général baron), *Mémoire (1769-1820).*

Thierry (Gilbert-Augustin), *Épisodes de l'Histoire de la Contre-Révolution : la Conspiration du 12 Mars 1814*.

Thiers, *Histoire de la Révolution; Histoire du Consulat et de l'Empire*.

Thoumas (le Général), *Le Général Curély; Causeries militaires*.

Thoury (Jean-François), *Mémoires (1789-1830)*.

Tocqueville (A. de), *L'Ancien Régime et la Révolution*.

Vandal (A.), *Napoléon et Alexandre I^{er}*.

Vidal (Pierre), *Histoire de la Révolution Française dans le Département des Pyrénées-Orientales*.

Villemain, *Souvenirs contemporains d'histoire et de Littérature*.

Villeneuve, *L'Anarchie et le Comité de Salut Public en 1793*.

Villiaumé, *Histoire de la Révolution Française*.

Vitrolles (Baron de), *Mémoires et Relations Politiques*.

Welschinger (Henri), *Le Maréchal Ney (1815); Aventures de Guerre et d'Amour du Baron de Cormatin (1794-1812); Le Duc d'Enghien; Le Divorce de Napoléon; Le Roi de Rome*.

Ampère (J.-J.), *Voyage en Égypte et en Nubie*.

Bagehot (W.), *La Constitution Anglaise*.

Barail (le Général du), *Mes Souvenirs*.

Bardoux (A.), *Le Comte de Montlosier et le Galléanisme*.

Barrot (Odilon), *Mémoires*.

Benjamin Constant, *Lettres à M^{me} Récamier*.

Béranger, *Œuvres*.

Blanc (L.), *Histoire de Dix Ans; Histoire de la Révolution de 1848*.

Bogdanowitch (le Général), *la Bataille de Navarin*.

Bury (Blaze de), *Alexandre Dumas*.

Chassin (C. L.) et Iranyi (D.), *Histoire politique de la Révolution de Hongrie, 1847-1849*.

Chateaubriand, *Le Congrès de Vérone; Guerre d'Espagne; Mémoires d'Outre-Tombe*.

Wolseley (le Maréchal vicomte), *Le Declin et la Chute de Napoléon*.

Woodberry (le lieutenant), *Journal, Campagnes de Portugal et d'Espagne, de France, de Belgique et de France (1813-1815)*.

Collection des principaux journaux pour servir à l'Histoire de la Révolution Française : *Le Moniteur; Les Révolutions de Paris, de Prud'homme et Loustalot; L'Ami du Peuple, de Marat; Le Père Duchêne, d'Hébert; Les Révolutions de France et de Brabant, et Le Vieux Cordelier, de Camille Desmoulins; La Sentinelle, de Louvet; Les Actes des Apôtres, de Suleau et Rivarol, etc.*

Collection des principaux mémoires : Vilate, *Causes secrètes de la Révolution du 9 Thermidor; Mémoires de M^{me} Campan, de Brissot, de La Fayette, de Rouget de l'Isle, du Comte de Vanban, de Dumouriez, de Ferrières, de M^{me} Roland, de Louvet, de Levasseur, de Gohier, de Barrère, de Bourrienne, du Général Philippe de Ségur, du Comte Beugnot, de Miot de Melito, de Napoléon, du Duc de Rovigo; Memorial de Sainte-Hélène; Récits de la Captivité de Sainte-Hélène; la revue *La Révolution française*, etc.*

Chapitres XVII-XXXI.

Chesneau (Ernest), *La Peinture Française au XIX^e Siècle; les Chefs d'École, Louis David, Gros, Gérard, Decamps, Ingres, Eugène Delacroix*.

Daendliker, *Histoire du Peuple Suisse*.

Daniel Sterne (M^{me} d'Agout), *Histoire de la Révolution de 1848; Mes Souvenirs*.

Deberle (A.), *Histoire de l'Amérique du Sud depuis la Conquête jusqu'à nos jours*.

Debidour (A.), *Histoire Diplomatique de l'Europe de 1815 à 1878; Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870*.

Dorin, *La Vérité sur l'Italie, Notes de Voyage*.

Duvergier de Hauranne, *Histoire du Gouvernement Parlementaire*.

Flassan (comte de), *Histoire de la Diplomatie Française*.

Fonblanque (Albany de), *L'Angleterre, son Gouvernement, ses Institutions*.

Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*.

Gautier (Théophile), *Voyage en Russie; Voyage en Espagne; Voyage en Italie; Histoire du Romantisme; Portraits Contemporains; l'Orient; Constantinople; Loïn de Paris; Portraits et Souvenirs littéraires; Entretien; Souvenirs et Correspondance*.

Gervinus, *Histoire du XIX^e Siècle*.

Gontaut (duchesse de), *gouvernante des enfants de France pendant la Restauration, Mémoires (1773-1836)*.

Grandmaison (de), *La Congrégation*.

Gravière (Amiral Jurien de la), *L'Amiral Baudin*.

Guillon (E.), *Quatre-vingt ans d'Histoire nationale (1815-1895); Les Combats militaires sous la Restauration*.

Guizot, *Mémoires*.

Hamel (Ernest), *Histoire de la Restauration; Histoire du Règne de Louis-Philippe*.

Henri d'Escamps, *Histoire et Géographie de Madagascar*.

Hubbard, *Histoire Contemporaine de l'Espagne*.

Hugo (V.), *Le Rhin*.

Hugo (M^{me} Victor), *Victor Hugo raconté par un Témoin de sa Vie*.

Ideville (d'), *Le Maréchal Bugeaud*.

Lacretelle, *Histoire de France depuis la Restauration*.

Lamarque (le Général), *Mémoires*.

Lamartine, *Voyage en Orient, Histoire de la Révolution de 1848*.

Léger (L.), *Histoire de l'Autriche-Hongrie*.

Lesur (C. L.), *Annuaire Historique, 1818-1845*.

Michelet, *Le Peuple; Le Banquet; Mon Journal*.

Mieroslawski, *Histoire de la Révolution Polonaise de 1830-1831*.

Noël (E.), *J. Michelet et ses Enfants*.

Pallain (J. B.), *Correspondance inédite du Prince de Talleyrand et du Roi Louis XVIII*.

Pasquier, *Histoire de mon Temps*.

Pelletan (Eugène), *Histoire des Trois Journées de Février 1848*.

Pouqueville, *Histoire de la Régénération de la Grèce*.

Proudhon, *Les Confessions d'un Révolutionnaire*.

Quinet (Edgar), *La Grèce Moderne et ses Rapports avec l'Antiquité; Allemagne et Italie; Les Roumains; l'Enseignement du Peuple; Philosophie de l'Histoire de France; Les Révolutions d'Italie*.

Ramband, *Histoire de Russie*.

Regnaut (E.), *Histoire de Huit Ans*.

Rémusat (Charles de), *Correspondance*.

Rittiez, *Histoire du Gouvernement Provisoire de 1848*.

Robin (Charles), *Histoire de la Révolution de 1848*.

De Rochau, *Histoire de la Restauration*.

Rousset (Camille), *La Conquête d'Alger*.

Sand (George), *Histoire de ma Vie; Correspondance*.

Sorel (Albert), *l'Europe et la Révolution française*.

Sorin (Élie), *Histoire de l'Italie depuis 1815 jusqu'à nos jours*.

Soutzo, *Histoire de la Révolution Grecque*.

Taine, *Histoire de la Littérature Anglaise*.

Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*.

Tocqueville (Alexis de), *Souvenirs*.

Vaulabelle (A. de), *Histoire des Deux Restaurations*.

Vermorel, *Les Hommes de 1848, Les Hommes de 1851*.

Villèle (Comte de), *Mémoires et Correspondance (1837-1880)*.

Wahl (Maurice), *L'Algérie*.

Collection des principaux journaux; collection de *L'Univers Pittoresque*.

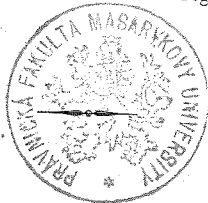
TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE I. Géographie politique de l'Europe en 1789.	1
CHAPITRE II. Les Institutions de la France avant la Révolution.	24
Appendice I.	629
CHAPITRE III. La Révolution Française. L'Assemblée Constituante.	58
CHAPITRE IV. L'Assemblée Législative.	78
Appendice II.	630
CHAPITRE V. La République. La Convention Nationale. Campagne de 1793.	93
Appendice III.	641
CHAPITRE VI. La Convention en 1794 et 1795.	123
Appendice IV.	647
CHAPITRE VII. Le Directoire.	148
Appendice V.	653
CHAPITRE VIII. Le Consulat.	180
Appendice VI.	656
CHAPITRE IX. Les Institutions du Consulat.	199
CHAPITRE X. L'Empire jnsqu'au Traité de Tilsitt.	217
Appendice VII.	666
CHAPITRE XI. L'Empire de 1807 à 1811.	244
Appendice VIII.	668
CHAPITRE XII. La France et l'Europe en 1811.	279
Appendice IX.	668
CHAPITRE XIII. Campagne de Russie.	297
CHAPITRE XIV. La Coalition et la Chute de l'Empire.	317
Appendice X.	670
CHAPITRE XV. La Restauration et les Cent-Jours.	341
Appendice XI.	

CHAPITRE XVI. Le Congrès de Vienne et les Traités de 1815.	364
CHAPITRE XVII. La Sainte-Alliance.	381
Appendice XII.	684
CHAPITRE XVIII. Louis XVIII.	400
Appendice XIII.	684
CHAPITRE XIX. Révolutions d'Espagne, de Portugal et d'Italie (1820-1824).	423
Appendice XIV.	689
CHAPITRE XX. Émancipation des Colonies espagnoles.	432
CHAPITRE XXI. Affranchissement de la Grèce.	443
CHAPITRE XXII. Les Lettres, les Sciences et les Arts sous la Restauration.	455
Appendice XV.	689
CHAPITRE XXIII. La France et l'Europe sous Charles X.	474
CHAPITRE XXIV. Révolution de Juillet 1830.	488
CHAPITRE XXV. Louis-Philippe.	506
Appendice XVI.	690
CHAPITRE XXVI. Belgique, Pologne, Allemagne, Suisse, Italie, après 1830.	526
Appendice XVII.	692
CHAPITRE XXVII. Angleterre, Portugal, Espagne après 1830.	534
CHAPITRE XXVIII. Progrès des Anglais et des Russes en Asie.	553
CHAPITRE XXIX. La Question d'Orient en 1840.	565
CHAPITRE XXX. Les Français en Algérie (1830-1848).	578
CHAPITRE XXXI. Dernières années du règne de Louis-Philippe.	592
Appendice XVIII.	694

SEMINÁRNÍ

Hist.-práv.



KNIHOVNA

oddělení